Pouvoir Militaire
Et
Societe Politique
En
Republique Argentine

une documentation sur les publications de la fondation nationale des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée aux presses de la fondation nationale des sciences politiques 27, rue saint-guillaume, 75341 paris cédex 07

Pouvoir Militaire et Societe Politique en Republique Argentine

Alain Rouquie

Publié avec le concours du Centre National
de la Recherche Scientifique

presses de la fondation nationale
des sciences politiques

ISBN 2-7246-0394-X broché

A S. et au gauchito

SOMMAIRE

TROISIÈME PARTIE

Anatomie du pouvoir militaire. Essai d'interprétation

Graphiques par André Leroux.

Introduction

Pourquoi ?

En 1954, sur vingt Etats latino-américains, treize sont gouvernés par des militaires. En 1975, plus de la moitié de la population totale du continent vit dans des Etats dotés de régimes militaires, ou à prédominance militaire [1]. En Amérique du Sud, six nations, représentant les quatre cinquièmes du territoire, ont pour présidents des officiers qui tiennent le pouvoir de leurs pairs et d'un coup d'Etat « heureux ».

On s'est interrogé depuis quarante ans sur cette hégémonie troublante du pouvoir militaire. Les interprétations générales et les théories globales ont fleuri. L'ampleur du phénomène, sa permanence et son caractère endémique dans une aire culturelle relativement homogène n'invitaient guère à un effort d'analyse approfondie et de recherches empiriques. Au plus bas degré d'explication, on pouvait se contenter de la tautologique psychologie des peuples. C'est ainsi qu'il existerait un système de relations entre le pouvoir civil et l'armée propre au monde hispanique. L'histoire de l'ancienne métropole donnait du crédit à cette hypothèse. N'offre-t-elle pas à travers un siècle, du général Riego au général Franco, l'éventail imposant des formes les plus variées d'une présence militariste aussi vigilante qu'efficace ? D'ailleurs, le vocabulaire du pouvoir militaire n'est-il pas espagnol ? Juntes d'officiers et pronunciamientos apparaissent comme autant de plantes vivaces outre-Pyrénées, transplantées dans un terroir propice au-delà de l'Atlantique.

Avec plus de rigueur, certains historiens pouvaient voir dans la fréquence des interventions militaires dans la vie politique contemporaine des « résidus culturels des guerres civiles du 19e siècle » hispano-américain. La période d'anarchie qu'ont connue les anciennes colonies

1. Les Etats à domination militaire sont ceux où, quels que soient les titulaires du pouvoir exécutif et les dispositions institutionnelles, les grandes décisions doivent recevoir l'aval de l'Etat-major. C'est le cas, par exemple, de l'Uruguay à partir de juillet 1973, qui a conservé un exécutif nominalement civil.

espagnoles au lendemain de leur indépendance aurait configuré un type de relation politique fondée sur la force, un système d'attitude face au pouvoir aboutissant à un état de « violence décentralisée » et diffuse. L'homme à cheval et les *montoneros* intrépides sont devenus des techniciens de la cavalerie blindée, les caudillos se sont métamorphosés en officiers d'Etat-major, mais l'essentiel est demeuré. Raffinant sur cette interprétation à la suite du positivisme fin de siècle et en tirant d'intangibles conclusions, d'autres spécialistes virent même dans ce schéma de pouvoir « la constitution réelle » de la plupart des « démocraties américaines ». Ces Républiques turbulentes, intrinsèquement inaptes à la pratique de la démocratie à l'occidentale, appelleraient un pouvoir autoritaire pour servir d'arbitre incontestable entre des groupes et des intérêts irréductibles, un « gendarme nécessaire » adapté à leur idiosyncrasie. On retrouvait là la vertu « scientifiquement » dormitive du stéréotype. Non que la singularité culturelle soit insignifiante, mais outre qu'il faudrait s'assurer, par des comparaisons judicieuses, de son caractère distinctif, constater son existence ne tient pas lieu d'explication. Il faut chercher les racines du phénomène ailleurs que dans un « climat humain » étalé sur plus de 80° de latitude et dépourvu d'unité ethnique.

Cette première interprétation se vit fort ébranlée à partir de la deuxième moitié du 20e siècle. Sa remise en question coïncide avec l'élargissement du monde politique que constitua l'accession à l'indépendance réelle ou formelle de nombreuses anciennes colonies, notamment en Afrique. Le rôle des militaires dans les nouveaux Etats, étrangement comparable à celui des armées latino-américaines, provoqua l'éclipse de l'explication culturelle et souligna la nécessité d'une étude sans « préjugés » du militarisme américain dans son contexte économique, social et international. On remarqua alors que, sans conteste, le pouvoir du général Barrientos en Bolivie ressemblait plus à celui de son contemporain, le général Mobutu du Congo-Kinshasa, qu'à la présidence du général Mitre, chef de l'Etat argentin du siècle dernier. De même, on ne pouvait pas nier qu'en dépit d'énormes différences il y avait plus de traits communs entre le régime du colonel Nasser et celui du général Perón qu'entre ce dernier et les pittoresques tyrannies de Santa Anna ou de Cipriano Castro [2]. Ainsi, l'émancipation de l'Afrique servait à la redécouverte de l'Amérique. Le système des relations politiques entre civils et militaires, qu'on croyait circonscrit aux nations d'Amérique latine, était peut-être propre au monde du sous-développement.

Les théories qui relient le militarisme au sous-développement ont l'avantage d'une certaine rigueur. Si l'on ignore les mécanismes du pouvoir militaire, on sait en gros ce qu'on appelle le sous-développement,

2. Le général Antonio López de Santa Anna fut à plusieurs reprises président et dictateur du Mexique entre 1833 et 1855. Le général Cipriano Castro gouverna d'une main de fer le Venezuela de 1899 à 1908.

on en connaît avec précision les principaux indicateurs. Il apparaît généralement que dans les pays peu développés, où les structures sociales sont faibles et simples, où les équipes de techniciens sont rares, l'armée professionnelle constitue une force d'encadrement moderne et efficace, un réservoir de capacités au service de l'unité nationale et du progrès économique. Le revers d'une si brillante médaille provient de l'irrépressible tendance de cette élite technique à occuper le pouvoir et à se substituer au groupe dirigeant civil, jugé incompétent ou incapable d'assurer la modernisation dans l'ordre. On a pu ainsi faire remarquer, pour l'Amérique latine, que les pays qui se caractérisent par un militarisme tenace sont de petits Etats très attardés dont la société peu diversifiée reproduit un schéma presque idéalement dualiste [3]. Et de conclure que plus le système social était complexe et pluraliste, moins les interventions politiques des forces armées avaient de facilités pour s'exercer.

La présomption de relations significatives entre les indicateurs du sous-développement et le « degré » d'intervention militaire dans la vie politique a donné naissance à des traitements comparatifs chiffrés. Ainsi a-t-on mesuré les corrélations entre un indice d'intervention militaire traduisant la fréquence du phénomène dans chaque pays et des indices de développement économique ou de mobilisation sociale [4]. De même, des sociologues ont élaboré des tableaux de correspondance entre la stabilité politique et certains indicateurs du « niveau » d'évolution des sociétés concernées [5], tel que le degré d'ouverture des structures sociales ou une variable synthétique comme « l'indécision sociale » [6]. Quelque jugement que méritent ces méthodes d'explication « contextuelles » et globales pour l'étude d'un phénomène évolutif à variables multiples, et même si l'on pense que la recherche de relations linéaires entre indices synthétiques, passablement flous en dehors de toute perspective historique, laisse échapper une bonne part de réalité, on doit convenir que ces efforts de systématisation comparative valent ce que valent les indicateurs choisis — et notamment leur homogénéité — et répondent de façon adéquate aux questions posées puisque, de toute évidence, les interventions militaires correspondent à un « certain contexte économique et social ».

3. C'est la thèse que soutient Wyckoff (Theodore) dans son article : « Tres modalidades del militarismo latinoamericano », *Combate* (San José de Costa Rica), septembre-octobre 1960, p. 7-15. Dans la catégorie des pays à militarisme permanent, il range : la République Dominicaine, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, et le Paraguay.

4. Putnam (Robert D.), « Toward explaining military intervention in Latin American politics », *World Politics*, octobre 1967, p. 83-110.

5. Voir l'étude de Passos (Alaor S.), Faria (Vilmar S.), *Militarism in Latin America. Social indecision and political instability. Somme data for Latin America*, Santiago de Chile, 1966, 46 p. multigr. (Paper presented at the Sixth world congress of sociology, Evian, France, 4-11 septembre 1966).
11 septembre 1966).

6. Le concept de *social indecision* utilisé par les auteurs a été élaboré par Peter Heintz dans le cadre d'une sociologie du développement plus particulièrement inspirée par des situations latino-américaines. Cf. Heintz (Peter), « El problema de la indecisión en el desarrollo económico », *Anales de la Facultad latino-americana de ciencias sociales*, janvier-décembre 1964, p. 9-11 et 95-116.

Pourtant, à faire l'analyse comparée de l'activité sociologique dans ce domaine, on aperçoit un trait commun aux interprétations que nous venons d'évoquer. Un « cas déviant » tenace se détache des tableaux et des courbes [7]. Par son importance internationale et sa valeur exemplaire, il limite gravement la portée des résultats obtenus. La République Argentine, deuxième nation du continent pour la superficie et la richesse économique, l'un des trois grands de l'Amérique latine avec le Brésil et le Mexique, est aussi une des nations de la région où la fréquence des interventions militaires est la plus élevée.

En Argentine, l'hégémonie du pouvoir militaire, depuis 1930, à travers des formes gouvernementales très variées, semble être devenue la norme et non constituer une exception comme dans la plupart des pays voisins. Depuis 1930, aucun président constitutionnel issu d'élections libres, sans pression ni veto de l'armée, et dans le cadre d'une succession normale, n'a rempli son mandat de six ans. La durée moyenne des présidences, entre 1930 et 1971, est de deux ans et dix mois, de deux ans quatre mois depuis 1955. Cette instabilité chronique n'a d'égale que la propension des militaires à s'installer à la Maison Rose, siège de la présidence. Sur seize présidents qu'a connus l'Argentine depuis 1930, onze étaient des militaires. Ils ont gouverné le pays vingt-huit ans sur quarante-deux. Deux présidents « élus » seulement ont gardé le pouvoir jusqu'au terme de leur mandat légal de six ans ; ils étaient tous deux généraux et n'auraient vraisemblablement jamais été portés au pouvoir si un coup d'Etat opportun n'avait ouvert une parenthèse politique leur permettant d'accéder dans les formes légales, mais avec l'appui décisif de l'armée, à la plus haute magistrature. En outre, sur les seize présidents, dix sont des présidents « de fait » parvenus au pouvoir par décision militaire sans aucune consécration électorale.

En outre, il faudrait ajouter que l'instabilité politique et la prépondérance du pouvoir militaire sont en Argentine de purs produits du 20e siècle. Entre le militarisme anarchique, qui a prolongé les guerres de l'Indépendance, et l'activisme militaire d'aujourd'hui il y a de toute évidence solution de continuité. En effet, de 1880 à 1930, alors que bon nombre de ses voisins connaissent encore une vie politique convulsive et sanglante [8], l'Argentine offre l'image d'institutions solides au fonctionnement régulier, qui ne sont pas sans évoquer de l'extérieur les démocraties anglo-saxonnes. Entre 1862 et 1930, aucun président n'a été porté au pouvoir par un soulèvement armé, et la succession présidentielle s'est

7. Passos (Alaor S.), Faria (Vilmar S.), *op. cit.*, p. 19 et 26. Pour Putman, voir art. cité, p. 108.

8. Pour ne rien dire de l'agitation et des « révolutions de palais » presque incessantes en Bolivie, L'Uruguay, qui devait mériter aux alentours des années trente le titre de « Suisse de l'Amérique latine », se caractérisait, jusqu'en 1904, par un bi-partisme armé dans le cadre duquel l'opposition n'hésitait pas à recourir à l'action directe. La défaite de la révolution de 1904 et la mort du caudillo Aparicio Saravia marquent la fin des guerres civiles entre Blancos et Colorados.

toujours effectuée selon la Constitution. Certes, les tentatives de coup de force ont été nombreuses, mais elles ont toujours tourné court, tandis que l'agitation centrifuge dans quelques provinces ne mettait nullement en danger le pouvoir fédéral. Tous les présidents n'ont pas accompli un mandat constitutionnel de six ans mais, si l'on écarte les décès en cours d'exercice, les démissions pour raison de santé ou causes politiques n'ont guère perturbé le jeu des institutions : le remplaçant prévu par la loi fondamentale, le vice-président, se substituant normalement au président défaillant [9]. Dans un seul cas d'ailleurs, en 1890, cette procédure était consécutive à une « révolution » rapidement circonscrite et étouffée [10].

Lorsqu'en septembre 1930 s'ouvre « l'ère militaire » de l'histoire argentine, nombreux furent ceux qui crurent à un accident ou à une brève parenthèse. La chute du président Yrigoyen, survenue au creux de la grande dépression et parallèle à la cascade de troubles politiques qui frappe les deux Amériques, pouvait en effet apparaître comme un écart exceptionnel dans la conduite des relations entre l'armée et le pouvoir, ou comme une entorse sans lendemain aux règles du jeu légitimes, si longtemps respectées par tous. Aujourd'hui, on peut surtout s'interroger sur l'incapacité de l'Argentine à fermer cette parenthèse et à renouer avec la continuité et la stabilité des institutions. Pourquoi, en un mot, l'Argentine n'a-t-elle pas pu connaître, dans les années trente, le sort du Chili ou de l'Uruguay ? Pour quelles raisons les Argentins n'ont-ils pas pu rétablir la légalité constitutionnelle après un premier coup d'Etat lié, selon toute apparence, au malaise socio-économique, et après une période de dictature ?

En fait, pas plus que l'interprétation « culturelle » du militarisme latino-américain n'est applicable à l'Argentine, l'hypothèse rapportant la prépondérance politique du pouvoir militaire au sous-développement économique et social n'est utilisable. Les raisons en sont évidentes. Il suffit, pour s'en persuader, d'examiner l'Argentine des années soixante sous l'angle des caractéristiques constitutives du sous-développement telles que les ont isolées géographes et économistes [11]. Que dire de l'insuffisance alimentaire chronique des pays du Tiers Monde, de leur faible consommation de protides alors que l'Argentine se situe au premier rang des nations pour la consommation de viande par habitant ! Le sous-développement se signale-t-il par l'archaïsme de l'agriculture et l'extrême

9. Ainsi, le président Luis Sáenz Peña, élu en 1892, démissionna en janvier 1895 à la suite de plusieurs crises de cabinets occasionnées par les graves troubles politiques survenus dans le pays en juillet 1893. Le vice-président José Evaristo Uriburu assuma le pouvoir à sa place et termina le mandat présidentiel. Le président Manuel Quintana, élu en 1904 et décédé en mars 1906, fut remplacé par son vice-président, José Figueroa Alcorta. De même, à la mort de Roque Sáenz Peña, président de 1910 à août 1914, le vice-président Vitorino de la Plaza occupa la présidence jusqu'en 1916.

10. Le mouvement révolutionnaire de juillet 1890 provoqua la démission du président Juárez Celmán qui fut immédiatement remplacé par le vice-président Carlos Pellegrini.

11. Par exemple Yves Lacoste in *Les pays sous-développés*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, p. 7-27.

faiblesse de l'industrialisation, l'Argentine, deuxième pays exportateur de blé, premier exportateur de maïs du monde, est à juste titre fière de la qualité de ses haras et de ces centres d'élevage modèle. Pays à vocation agricole et pastorale, il y a déjà plusieurs lustres que la part de son industrie dans la formation du PIB est supérieure à celle de l'agriculture et de l'élevage. Le faible développement des classes moyennes est-il un indice sûr d'une structure sociale de sous-développement ? Or, l'Argentine apparaît à l'observateur comme une indéniable « mésocratie ». Les couches intermédiaires occupaient près de 40 % de l'ensemble social, au début des années cinquante [12]. Une mobilité verticale non négligeable a encore accru, depuis lors, l'ampleur des classes moyennes dont le style de vie inspire désormais toutes les couches de la société argentine. Enfin, l'explosion démographique propre aux pays en voie de développement est totalement inconnue en République Argentine. Le taux de natalité de cette nation sous-peuplée est à peine supérieur à celui des pays occidentaux industrialisés. Dans le domaine sanitaire, avec un taux de mortalité parmi les plus bas du monde, l'Argentine a quelque peine à faire figure de nation prolétaire.

Nation semi-développée, l'Argentine constitue une société moderne aux structures complexes et diversifiées. Ce pluralisme social se traduit notamment par l'importance qu'y revêtent l'affiliation aux associations volontaires ainsi que l'organisation et le poids spécifique des groupes d'intérêt les plus divers. L'Argentine possède un taux d'alphabétisation et un niveau culturel qui non seulement la placent au premier rang en Amérique latine mais bien au-dessus de plusieurs nations de l'Europe méditerranéenne. Malgré un grave problème de déséquilibre économique et démographique, l'Argentine ne connaît ni tensions régionales ou raciales, ni questions de minorités, elle ne compte pas de vastes secteurs de population autochtone tenus en marge de la vie nationale.

Aucune situation sociale explosive ne justifie donc, à première vue, l'existence d'un pouvoir autoritaire et d'une mainmise de l'armée sur l'Etat. Comment rendre compte de la prépondérance du pouvoir militaire ? Depuis qu'est apparu ce caractère permanent de la vie politique argentine, on a parlé de mystère, d'énigme, voire de paradoxe [13]. L'Argentine serait un « cas anormal » puisque les interprétations usuelles n'en rendent pas compte. A moins que celles-ci soient simplement insuffisantes, trop simplistes ou exogènes pour avoir une valeur opératoire.

Pour toutes ces raisons, il nous a paru utile et nécessaire d'entreprendre une étude du cas argentin. Certes, les interprétations continentales,

12. Germani (Gino), *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, p. 195.

13. Voir par exemple Weill (Felix), *Argentine riddle*, New York, John Day, 1944 ; Bruce (James), *Those perplexing Argentine*, New York, Eyre and Spottiswoode, 1954 ; Whitaker (Arthur P.),« The Argentine paradox », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mars 1961.

les grandes synthèses allusives peuvent sembler aux politistes un champ d'activité plus séduisant que la patiente recherche empirique dans un cadre national étroit. Cependant, embrassant beaucoup et étreignant peu, ces théories englobantes sont un véritable défi à la pesanteur « scientifique ». En partant des seules variables « contextuelles », elles supposent en effet homogènes les « unités » à comparer (intervention militaire, coup d'Etat, contrôle politique des militaires, instabilité politique), alors même que l'information de base sur celles-ci fait presque totalement défaut. Une telle constatation invite à la modestie. Croyant qu'il n'est pas déshonorant de mettre la charrue après les bœufs, nous avons considéré que des recherches empiriques sur un cas déviant mais exemplaire pourraient être un point de départ intéressant pour éclairer les mécanismes et les conditionnements du pouvoir militaire : la répétition d'un même phénomène dans un contexte unifié et cohérent devrait permettre, notamment, d'élaborer avec plus de rigueur une typologie valable.

S'il y a un paradoxe argentin, il existe en outre — et ce n'est pas là le moindre intérêt du sujet — un problème concernant le sens des interventions militaires en Argentine. Alors qu'on a pu parfois remarquer, par exemple, une évolution générale lente et continue de gauche à droite dans presque tous les pays à hégémonie militaire du continent — du *tenentismo* (*circa* 1930) à la « Révolution des crabes » (1964) au Brésil, du colonel Bush (1937) au général Barrientos (1964) en Bolivie —, on ne peut qu'être frappé des brusques mouvements du pendule militaire en République Argentine. Le rapprochement de deux journées historiques qui se déroulèrent à quinze ans d'intervalle à peine, dans des climats fort différents et avec des secteurs situés aux antipodes de l'échelle sociale, illustre et symbolise ces variations.

Le 6 septembre 1930, le général J.F. Uriburu, suivi d'une petite troupe, occupe la Maison Rose après avoir été triomphalement accueilli dans les beaux quartiers de la capitale. Il dépose le populaire président Yrigoyen et forme un cabinet de notables conservateurs, grands propriétaires et financiers pour la plupart. Le 17 octobre 1945, tandis que les partis politiques traditionnels et les organisations patronales réclament que le pouvoir détenu par les militaires soit transféré à la très conservatrice Cour suprême, de la ceinture ouvrière de Buenos Aires, une foule compacte d'hommes, de femmes et d'enfants converge vers le centre de la ville. Ils réclament la libération et le retour au pouvoir du colonel Perón, secrétaire d'Etat au Travail et vice-président, arrêté quelques jours plus tôt. Au soir du 17 octobre, le colonel libéré et vainqueur apparaît aux balcons de la Maison Rose. Il est follement acclamé par des milliers de travailleurs qui se pressent sur l'historique Plaza de Mayo.

Quel est le vrai visage de l'armée argentine ? Quel est son rôle dans

la vie nationale ? Dans quel sens intervient-elle et comment a évolué son insertion sur la scène politique ? Autant de questions difficiles à éluder et que le discours synthétique et les théories passe-partout aux bases factuelles fragiles laissent sans réponse. Aussi le premier et le plus humble objet de ce livre est-il d'éclairer des actions en apparence vouées à l'ombre, de mettre de l'ordre dans des situations chaotiques, de passer au crible de la critique une poussière d'informations contradictoires ou trop coïncidentes, en un mot de trouver l'intrigue derrière les péripéties.

Notre propos est aussi d'aller plus loin et d'appréhender à la fois l'environnement du pouvoir militaire et ses buts manifestes ou latents en même temps que ses effets réels sur la société argentine. Pour cela, nous avons estimé que l'instabilité politique et le rôle politique des militaires étaient deux faces inséparables d'une même réalité. Il va de soi pour nous que les interventions militaires ne sont pas la cause de l'instabilité mais l'instrument et comme l'expression de celle-ci. Mais, de même que nous avons rejeté une approche continentale et macropolitique, nous avons écarté un point de vue exclusivement micropolitique. D'une part, en effet, nous pensions que la nation est un cadre de référence indispensable et contraignant, du moins dans une première étape, et non pas, comme certains politistes ont pu l'affirmer, « un simple principe d'organisation de la vie sociale » [14], donnée secondaire par rapport aux variables transnationales. La recherche centrée sur une institution qui a l'horizon national pour raison d'être, et dans un Etat dont la singularité ressort de tous les schémas hémisphériques, ne peut guère être menée d'un point de vue strictement macropolitique et comparatif. D'autre part, on ne peut pas ignorer les dangers que présente l'analyse d'un aspect ou d'un élément de la vie politique nationale séparé de son environnement. L'indéniable facilité méthodologique donnée par l'examen *in vitro* d'une institution ou d'un groupe coupé du corps social conduit inévitablement à de graves erreurs de perspective : en oubliant les autres composants sociaux, qui ont fait de l'élément étudié ce qu'il est, on attribue à celui-ci une importance supérieure à celle qu'il a réellement. Ni l'armée dans ses casernes, ni la marine dans ses bases ou sur mer ne vivent dans un isolement insulaire. A tous les niveaux et par tous les côtés, les militaires se trouvent immergés dans la société globale avec ses tensions, ses remous et ses conflits. Les rapports de l'armée et de la politique ne se limitent pas au dialogue en forme de partie d'échecs entre le commandant en chef et le président. Et quand bien même l'armée semble contrôler l'appareil d'Etat, elle n'est qu'un élément, une pièce maîtresse certes, mais rien de plus, du système politique. La micropolitique déforme les faits à force de les grossir. Les données significatives restent

14. Horowitz (Irving Louis), « The norm of illegitimacy. The political sociology of Latin America » in Horowitz (I. L.), Gerassi (John), Castro (Josué) et al., *Latin American radicalism. A documentary report on left and nationalist movements*, Londres, Cape, 1969, p. 10.

en dehors de son champ visuel comme elles passent à travers les mailles trop lâches de la visée macropolitique.

Compte tenu de ces réserves, nous avons donc tenté d'analyser le pouvoir militaire en évitant deux tentations symétriques : considérer que ses racines sont à rechercher exclusivement dans la société militaire et elle seule, et accepter l'hypothèse suivant laquelle l'intervention constante de l'armée dans la vie politique argentine ne serait qu'un épiphénomène. Dans la première optique, on en resterait à une description (histoire narrative ou sociologie militaire) qui ne permettrait d'apprécier ni les causses, ni les conditions des « discontinuités » politiques et encore moins l'orientation et les conséquences des régimes militaires. Dans le second cas, affirmer que le rôle politique des militaires n'est rien en lui-même et que seuls les facteurs d'instabilité sociale et politique méritent l'attention, laisse supposer que l'instrument de pouvoir constitué par l'armée est purement passif, et qu'alors même que celle-ci « désobéit », elle ne fait que répondre à des impulsions extérieures qu'elle n'a pas choisies. Nous avons préféré nous placer, pour notre part, au niveau de la société globale et à celui des institutions militaires envisagées dans la dynamique de leurs rapports réciproques.

Comment ?

Nous nous sommes donc proposé d'étudier les relations de l'armée et du pouvoir dans le cadre de la crise politique argentine. Les coups d'Etat ainsi que les conspirations et les gouvernements « de fait » sont l'expression privilégiée de cette crise durable. La spécificité du pouvoir militaire et de son hégémonie sur la vie politique argentine provient de son caractère de réponse « militariste » à une situation nationale particulière. On peut analyser sous plusieurs angles l'insertion des militaires dans la société globale et leur intervention active dans le système politique. A cet égard, l'unité d'analyse choisie est déterminante. Nous avons également repoussé l'atomisation, qu'elle soit statistique ou psychologique, et l'abstraction institutionnelle comme méthodes d'interprétation principale sinon unique [15]. Ainsi, nous ne croyons pas que le péronisme, ni même l'accession du colonel Perón au pouvoir puissent s'expliquer par les caractéristiques personnelles de l'officier ou de l'homme Juan Domingo Perón. Ni que la face de l'Argentine eût été changée si le nez d'Eva Duarte eût été plus court ou que le général Justo eût vécu quelques années de plus. Loin de nous l'idée pourtant que la « personnalité » des protagonistes de la vie politique est un élément sans impor-

15. Voir la critique de certaines de ces orientations dans Miguens (José E.), « Una nueva metodología para el estudio de los golpes militares en Latinoamerica », *Estrategia* (Buenos Aires), juillet-août 1969, p. 152-166.

tance. De même avons-nous attaché la plus grande attention aux coordonnées socio-familiales des militaires, sans considérer pour autant que les seules statistiques des origines sociales « nationales » ou géographiques des officiers et de leur famille puissent, additionnées, rendre compte de l'attitude des forces armées en politique et fournir une explication adéquate à l'activisme militaire. Outre qu'il n'est pas évident que l'origine sociale soit aussi déterminante dans l'attitude des officiers que leur formation proprement professionnelle, l'emprise de l'institution et le moule où elle fond ses cadres [16], il faudrait ajouter au tableau les mariages, les amitiés, les sympathies idéologiques, en fait, les multiples loyautés souvent contradictoires auxquelles se trouve assujetti l'officier et qui limitent tout déterminisme unilatéral [17]. D'ailleurs, comme le signale Clyde Kluckhohn, un mur de briques décomposé en briques n'est plus un mur, car en science sociale [18] « les relations sont aussi réelles que les objets » : la somme des déterminants supposés des attitudes de l'ensemble des militaires argentins ne peut guère reproduire l'orientation globale de l'armée, ni même la mentalité individuelle des officiers .

Il ne faudrait pas pour autant créditer les forces armées en tant qu'institutions d'une cohérence sans faille. Tout aussi inadéquat d'ailleurs à notre propos eût été de prendre l'« armée » ou « les militaires » comme unité d'analyse, ou d'attribuer à cette abstraction impersonnelle le rôle d'« acteur social ». Bien qu'il s'agisse d'une organisation à forte structure hiérarchique où, en principe, l'autorité joue dans un seul sens, un tel concept, difficile à manier, n'a pas grande valeur analytique.

La réalité historique nous livre un fil conducteur méthodologique dans la diversité des clivages patents et des affrontements ouverts qui ont ébranlé l'unité des forces armées argentines depuis 1930. Parce que la « vie politique est conflit » [19], nous avons choisi d'analyser au niveau des groupes la société globale [20] et la société militaire. Le mot de sous-groupe serait d'ailleurs plus exact dans le cas de cette dernière. Il recouvre les groupements fonctionnels (arme, service, corps, spécialité), et ceux plus informels tels que les camarillas constituées autour d'un « notable » militaire, les loges « secrètes » et les associations de défense corporative, etc. A ce niveau, les perspectives rejetées plus haut (statisti-

16. Cf. Mills (Charles Wright), *The power elite*, Oxford, Oxford University Press, 1956.

17. Il est loin d'être évident, d'ailleurs, que l'extraction ou l'appartenance sociale conditionne de manière déterminante et fatale l'attitude politique. Et même s'il en était ainsi, une conscience claire des intérêts de classe n'est peut-être pas la chose du monde la mieux partagée. Nous ne nous étendrons pas sur l'autoritarisme et l'irrationalisme constatés dans certains secteurs de la classe ouvrière, le conservatisme plébéien ou le progressisme éclairé de la grande bourgeoisie dans certaines sociétés.

18. Kluckhonn (Clyde), « Le concept de culture » in Lasswell (H. D.), Lerner (D.), *Les « sciences de la politique » aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1951, p. 137.

19. Jouvenel (Bertrand de), *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p. 263.

20. C'est-à-dire des catégories socio-professionnelles, des « groupes de statut » et des strates sociales.

ques, psychologiques) reprennent leur sens et leur valeur opératoire. Nous pensons avoir pu échapper ainsi aux deux pièges qui guettent l'analyste du pouvoir militaire : la dissolution sociologique qui sous-estime la dimension institutionnelle, et l'approche organisationnelle qui surestime celle-ci et oublie que pour aussi rigide et verticale que soit l'autorité au sein des forces armées, pour contraignante que puisse être la socialisation de leurs cadres, c'est généralement avec des civils que l'on fait les militaires, et l'armée baigne dans le milieu social plus que la marginalité apparente de la vie militaire ne le laisserait penser, même si cette situation particulière des officiers influe notablement sur leur perception de la vie politique.

L'unité d'explication étant définie, il convient de préciser la portée de notre analyse. Nous nous sommes proposé notamment de suivre la genèse du pouvoir militaire en tant que tel, et celle de ses manifestations dans le système politique argentin. Nous nous sommes donc attaché à reconstituer les origines des interventions militaires : les conspirations, les secteurs civils et militaires impliqués, les appuis obtenus à l'intérieur et à l'extérieur des forces armées. Bien sûr, les origines des coups d'Etat sont obscures, et parfois l'observateur a quelque peine à déceler des mobiles précis : fruit d'un malaise multiple et diffus, ils semblent survenir par hasard. En rester à la recherche des causes immédiates des interventions militaires et des motivations des acteurs risque fort d'être peu éclairant et n'aboutit qu'à jeter un peu de lumière sur un point d'histoire mal connu. Pourtant, cette visée, à condition d'éviter de s'engluer dans l'anecdotique, présente l'avantage de circonscrire la recherche à un environnement restreint et de parvenir à des résultats précis sans lesquels toute interprétation globale serait bâtie sur du sable. Notre méthode est donc essentiellement « génétique ».

Cependant, le pouvoir militaire répond à des conditions objectives, et ses activistes, malgré l'opacité de leurs intentions[21], se fixent certains buts ou nourrissent certaines attentes. En outre, les interventions, surtout lorsqu'elles donnent naissance à un « régime militaire », sont suivies d'effets non seulement dans le domaine politique mais aussi sur le plan économique et social. C'est en tenant compte des effets et des conséquences de l'occupation ou de l'exercice du pouvoir par les militaires que l'on peut comprendre le phénomène global et ses causes profondes. Il s'agit, selon la formule de Merton, « d'interpréter les phénomènes en considérant leurs conséquences du point de vue des structures plus vastes dans lesquelles elles se trouvent impliquées »[22]. Ce qui ne signifie pas

21. Généralement signalée par les américanistes, voir notamment Needler (M.), *Political development in Latin America : instability, violence, evolutionary change*, New York, Random House, 1968, p. 63.

22. Merton (Robert K.), *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965, p. 97.

que nous tentions d'expliquer les faits uniquement par leurs conséquences [23]. Il ne s'ensuit pas non plus que nous ayons fait le choix exclusif d'une des théories de la science politique. Nous n'empruntons à la diversité ambiguë des différentes conceptions de l'analyse fonctionnelle que l'orientation de la recherche explicative vers l'aval.

Dans cette étude monographique, nous ne proposons pas de clé ni d'explication miracle. Notre démarche, faite de tâtonnements, apparaîtra à certains hésitante. Nous avons seulement tenté, en identifiant les problèmes, en explicitant avec soin les hypothèses et en isolant les variables décisives, d'élaborer une grille d'interprétations utile. La recherche exclusive de corrélations entre des données économiques, financières ou sociales et le phénomène global du pouvoir militaire nous semble, comme nous l'avons déjà signalé, de nature faiblement explicative et propre à laisser échapper la spécificité de situations politiques complexes. Mais nous ne nous contentons pas pour autant de décrire « ce que jamais on ne verra deux fois ». Si nous voulons saisir la singularité du cas argentin, c'est en déterminant, au sein de celui-ci, les régularités et les accidents, en recherchant les permanences. Au-delà de l'écume fugace des événements et sous l'unicité apparemment irréductible des situations historiques, nous nous sommes donc efforcé de découvrir des constantes et de mettre à jour des « schémas de pouvoir » stables à travers le tourbillon d'une vie politique éruptive : « les noyaux durs », en quelque sorte, dans la fluidité du devenir historique.

En définitive, le caractère réitératif des interventions politiques de l'armée et la stabilité de l'hégémonie militaire comme « schéma de pouvoir » dans le cadre d'un Etat, où ces phénomènes forment l'axe de la vie politique depuis plus de quarante ans, offrent à plusieurs égards d'intéressantes possibilités. Elles permettent, entre autres, de saisir la singularité d'un système politique à travers des régularités historiques aisément comparables. Remonter de la « répétition » d'un « événement » à la recherche de la problématique sous-jacente implique de relever à la fois les blocages de la société et les grandes tendances de la culture politique nationale [24]. L'analyse politique, en raison même de la multiplication des « expériences », adopte ainsi la démarche d'une science quasi expérimentale. Grâce à la « mise en série » [25] d'unités com-

23. Voir l'interprétation et la critique de Merton dans Kingsley (Davis), « Le mythe de l'analyse fonctionnelle en tant que méthode sociologique et anthropologique particulière », traduction de « The myth of functional analysis as a special method in sociology and anthropology », *American sociological review*, 1959, p. 757-777, publiée par Mendras (Henri), *Eléments de sociologie*, Paris, A. Colin, 1968, p. 97-98.

24. Nous entendrons par culture politique tout simplement l'ensemble des croyances, valeurs, attentes et attitudes des citoyens face à la politique. Cf. la définition donnée par Sidney Verba in Pye (Lucien), Verba (Sidney) ed., *Political culture and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 513.

25. Voir Veyne (Paul), *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Le Seuil, 1970, p. 209.

parables, c'est-à-dire en recueillant à des fins d'inventaire interprétatif les occurrences d'un même « événement », à la manière des linguistes relevant les usages d'un mot donné, on entre nécessairement dans le domaine fécond de la politique comparée.

D'autant que cette « mise en série », tout comme celle des lexicologues, ne peut être coupée du contexte, et que pour être complète elle doit être systématique. Il était donc indispensable que nous tenions compte des facteurs et agents extérieurs, des vastes mouvements continentaux qui entraînent ou influent sur le système politique argentin. La dimension transnationale ne saurait être étrangère à l'analyse du rôle politique des institutions militaires en Amérique latine. L'ignorance de données comparatives externes entraînerait de graves erreurs de perspective : il est essentiel de ne pas considérer comme un trait distinctif de la situation argentine des paramètres continentaux.C'est pourquoi nous avons introduit à plusieurs reprises des « cas » de pouvoir militaire tirés d'autres pays du sous-continent, non avec l'ambition hâtive d'esquisser une interprétation générale du militarisme latino-américain, mais à seule fin d'éclairer comparativement le problème argentin.

Le plan que nous avons choisi découle de l'approche adoptée. Il fait une large part à l'analyse historique. Parce que de la reconstruction rigoureuse d'événements controversés ou peu connus dépend l'interprétation correcte du pouvoir militaire, nous ne pouvions pas nous contenter d'allusions ou de références, car, dans ce domaine surtout, l'histoire de l'Argentine contemporaine reste à faire. L'ordre chronologique suivi dans la deuxième partie refuse de privilégier les seuls coups d'Etat réussis ou même de se limiter aux seules interventions militaires. Pour suivre la germination du pouvoir autonome de l'armée, nous avons découpé des tranches temporelles inégales sans être tributaire des discontinuités spectaculaires. Les temps forts, les périodes où se nouent au plus profond du système politique de nouvelles relations civils-militaires correspondent souvent à des plages de stabilité apparente. D'où une durée lacunaire, image d'une vie politique dans laquelle l'événement éruptif s'allie à l'intrigue florentine la plus raffinée.

Première partie

L'ÉMERGENCE DU POUVOIR MILITAIRE

« ... Si l'on juge d'après ce qu'on en peut connaître et d'après les apparences, à Buenos Aires s'installera un gouvernement central où les militaires emporteront la prépondérance comme conséquence des divisions intestines et des guerres extérieures. Cette constitution dégénérera nécessairement en une oligarchie ou une autocratie assortie de plus ou moins de restrictions et dont personne ne peut deviner la dénomination ... »

Simon BOLIVAR

Chapitre 1

L'Argentine moderne : société et système politique

Dans un de ces brillants paradoxes qu'il affectionne, Jorge Luis Borges prétend que seuls les pays neufs possèdent véritablement « un passé, c'est-à-dire un souvenir autobiographique, une histoire vivante »[1]. On ne saurait trop retenir semblable affirmation pour comprendre la vie politique contemporaine du pays natal de l'auteur de l'*Aleph*.

Si la connaissance de l'arrière-plan historique est nécessaire à l'intelligibilité des phénomènes politiques dans les Etats européens accablés d'histoire, elle est indispensable dans un pays d'organisation économique et sociale relativement tardive comme l'Argentine où l'histoire moderne se confond réellement avec le présent. On ne saurait interpréter l'irruption en apparence imprévisible de l'armée argentine dans l'arène politique sans relier ce phénomène à la configuration sociale modelée par cette brève histoire, et la situer par rapport à l'évolution accélérée des structures étatiques. La crise de légitimité à l'origine de l'instabilité politique chronique renvoie de toute évidence aux relations sociales et à la position de l'élite gouvernementale au sein de celles-ci. De même, les caractéristiques propres de l'armée argentine et son rôle effectif dépendent de la place des militaires dans la stratification sociale autant que de leurs fonctions dans l'appareil d'Etat. Et ces diverses données sont elles-mêmes inséparables de la formation récente des bases économiques de l'existence nationale. Ainsi, les attitudes, les attentes et les représentations de la « classe politique », des détenteurs du pouvoir social et des responsables de l'activité économique reflètent-elles le type de développement suivi par le pays. Il est vrai que la montée du pouvoir militaire coïncide, par ailleurs, avec l'érosion d'un système économique qui a fait la prospérité de l'Argentine.

1. Borges (Jorge Luis), *Evaristo Carriego*, Buenos Aires, Emecé, 1967, p. 20.

Ces divers aspects de la réalité nationale ne sont pas seulement la toile de fond ou l'horizon mouvant sur lesquels se détacherait l'intervention politique de l'armée. Ils forment les éléments moteurs de la machinerie sociale dont l'armée, en tant que force politique, est devenue peu à peu une pièce essentielle. Leur analyse est au coeur même de la compréhension du pouvoir militaire.

La naissance d'une nation

« Pôle latin de l'Amérique »[2], « Eldorado contemporain »[3], tels sont, entre autres et parmi les plus modérés, les titres dithyrambiques que les visiteurs européens décernaient à l'Argentine au début du siècle. Lorsque le président Figueroa Alcorta reçoit, en mai 1910, pour la fastueuse célébration du premier centenaire de l'Indépendance, l'infante Isabelle de Bourbon, l'ancienne colonie espagnole semble enfin mériter son nom. On dit alors en Europe : « Riche comme un Argentin ». L'opulente élite sociale de ce nouveau « grenier du monde » aime à partager ses loisirs entre les rivages du Rio de la Plata et les bords de la Seine, entre le *corso* de Palermo et la promenade au Bois, non sans craindre, il est vrai, d'être confondue avec les « rastaquouères » au peso facile et à la fortune mystérieuse, qui abondent dans le Paris de la belle époque. Aussi l'optimisme des dirigeants argentins ne connaît-il pas de bornes. Enivrés par l'encens que de façon rarement désintéressée publicistes et hommes de lettres européens répandent autour de la Grande République de la Plata, ils n'imaginent l'avenir que sous la forme d'un progrès indéfini à l'image du prodigieux bond en avant des trente dernières années.

Pourtant, le territoire de l'Argentine actuelle n'a pas été toujours aussi riche de promesses. L'expansion rapide que connaît le pays au début du siècle est de fraîche date. En raison de leur situation géographique et des caractères propres de la conquête hispanique, les colonies du Rio de la Plata présentaient, en effet, peu d'attrait pour la métropole. Elles étaient dépourvues de métaux précieux et d'importants gisements miniers. A l'exception des régions du Nord-Ouest, de Córdoba à Salta, situées dans la mouvance économique du Haut-Pérou, ces possessions espagnoles étaient en outre à peu près vides de tout peuplement, hormis quelques tribus nomades et belliqueuses de culture primitive. Elles semblaient donc condamnées à végéter, isolées des grands courants économiques et commerciaux de l'Empire espagnol[4].

2. Sisson (H. D.), *Le pôle latin de l'Amérique. La République Argentine. Description, étude sociale et histoire*, Paris, Plon, 1910, 328 p.

3. Koebel (W. H.), *Modern Argentine. The Eldorado of today. With notes on Uruguay and Chile*, Londres, Griffiths, 1907, 380 p.

4. Voir Bagú (Sergio), *Economía de la sociedad colonial. Ensayo de historia comparada de América latina*, Buenos Aires, El Ateneo, 1949, p. 128-129.

La marginalité du Rio de la Plata jusqu'à la fin du 18e siècle et sa participation insignifiante au commerce extérieur de l'Amérique coloniale obéissent à deux séries de raisons : d'une part, l'organisation technique du système commercial espagnol, d'autre part, la politique coloniale de la couronne.

Le desserrement occasionnel du régime colonial et surtout l'organisation sur une grande échelle de la contrebande avec l'aide et la complicité des intérêts commerciaux britanniques permirent cependant à Buenos Aires une certaine croissance à partir du début du 18e siècle. Porte d'accès des produits manufacturés étrangers et port d'exportation de cuir et de viande salée, Buenos Aires devint peu à peu le nouveau pôle de croissance de la vice-royauté du Rio de la Plata qui fut créée en 1726.

De ce bref rappel historique, il ressort que la mise en valeur des colonnies du Rio de la Plata préoccupait fort peu la métropole. Le sous-peuplement du territoire argentin est la conséquence directe de cette négligence. Selon les meilleures estimations, la population argentine ne dépassait guère un demi-million d'habitants à l'époque de la révolution de 1810[5]. L'existence d'immenses étendues inhabitées explique les caractères singuliers de l'Argentine moderne. De là découle aussi le sentiment profondément enraciné dans la conscience argentine d'appartenir à un pays neuf sans tradition coloniale comme sans passé précolombien. Bien que les provinces du Nord-Ouest aient été pleinement intégrées dans l'économie coloniale sud-américaine, comme principal fournisseur du Haut-Pérou en tissus, fruits et bêtes de somme, et que Buenos Aires compte aujourd'hui plus de quatre siècles d'existence, l'Argentine moderne, fondée sur les terres vierges de la Pampa, ignore officiellement les composantes d'une époque coloniale pauvre en accomplissements significatifs. La table rase historique vient s'ajouter au vide géographique. C'est pourquoi le caractère désertique et inexploité de l'Argentine du 19e siècle commençant a été le point de départ de tous les projets de transformation nationale.

Ainsi, Sarmiento et Alberdi, les deux fondateurs intellectuels de la « deuxième Argentine », se rencontrent dans leurs principales œuvres pour dénoncer cette situation et proposer des solutions. « Le mal qui afflige la République Argentine est l'étendue, écrit Sarmiento dès les premières lignes de son *Facundo* publié en 1845, le désert l'entoure de toute part et s'insinue jusque dans ses entrailles ... »[6]. Juan Bautista Alberdi lui fait écho dans ses *Bases pour l'organisation politique de la République Argentine*, ouvrage rédigé en 1852 : « Quelle est la Constitution qui convient le mieux à un désert ? Celle qui sert à le faire disparaî-

5. Selon les calculs effectués par les démographes à partir de données officielles partielles et d'estimations de voyageurs ou de géographes. Voir Mader (J. A.), *Evolución demográfica argentina desde 1810 a 1869*, Buenos Aires, Eudeba, 1969, p. 21-23.

6. Sarmiento (Domingo F.), *Facundo. Civilización y barbarie*, Buenos Aires, Espasa-Calpe, 1962, p. 9-10.

tre ... Donc, le but de la politique constitutionnelle est essentiellement économique. Aussi, en Amérique, gouverner c'est peupler »[7]. La formule fit fortune. Les dirigeants politiques s'inspirèrent du projet « civilisateur » de ces idéologues de l'organisation nationale. Ils ouvrirent le pays à l'Europe de la révolution industrielle. La grande disponibilité internationale d'hommes et de capitaux ainsi que la transformation du commerce international offraient alors une conjoncture hautement favorable. L'Argentine devint une « nation d'immigrants » que les économistes n'hésitent pas à classer parmi les régions *of recent settlement*[8], aux côtés de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande. Et qui s'étonnerait qu'encore en 1897 Théodore Herzl, fondateur du sionisme, cherchant la terre qui conviendrait le mieux pour y créer un Etat juif, s'interroge : « Palestine ou Argentine ? » [9].

Le caractère massif de l'immigration européenne a donné sa physionomie propre à l'Argentine d'aujourd'hui dans l'arc-en-ciel ethnique de l'Amérique latine. Certains ont même voulu y voir une simple « annexe de l'Europe dans l'hémisphère Sud » [10]. Georges Clemenceau, voyageur pénétrant, visitant Buenos Aires l'année du centenaire de l'Indépendance, y reconnaissait pour sa part une nation composée « d'hommes anciens transplantés, fléchissant comme nous sous le poids d'une lourde histoire » [11]. Formule que reprend de nos jours un anthropologue brésilien qui oppose aux « peuples nouveaux » du continent, issus du métissage, les « peuples transplantés » nés de l'immigration, au premier rang desquels se place l'Argentine [12].

En fait, l'Argentine, qui a subi la transfusion de population la plus forte de tous les pays du monde au 19e siècle, n'est pas née avec l'immigration. Certes, la polémique n'est pas près de s'éteindre entre ceux qui prétendent que l'Argentine authentique a été engloutie par la marée immigratoire et les Argentins qui croient que leur pays n'a commencé à exister qu'à la fin du 19e siècle, lorsqu'il s'est intégré humainement et économiquement à l'Europe. Pourtant l'afflux d'immigrants ne s'établit pas sur un espace ouvert. Les nouveaux venus découvrent un pays qui possède une culture, une organisation politique, des structures sociales anciennes et surtout un groupe dirigeant entreprenant et sûr de lui , faisant appel à l'immigration pour servir ses propres intérêts. Les sociolo-

7. Alberdi (Juan Bautista), *Bases y puntos de partida para la organización política de la República Argentina*, Buenos Aires, Eudeba, 1966, p. 178.

8. Cf. Nurkse (Ragnar), « Patterns of trade and development », in *International trade and finance*, Stockholm, Almquist & Wiksel, 1965, p. 49.

9. Herzl (Théodore), *L'Etat juif . Essai d'une solution de la question juive* (édition aumentée d'une introduction par Baruch Hagani), Paris, Librairie Lipschutz, 1926, p. 94.

10. Gunther (John), *L'Amérique Latine*, Paris, Editions de l'Arbre, 1943, p. 48.

11. Clemenceau (Georges), *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud. Argentine, Uruguay, Brésil*, Paris, Hachette, 1911, p. 5.

12. Ribeiro (Darcy), *Las Américas y la civilización*, III, *Los pueblos transplantados*, Buenos Aires, Centro Editor de América latina, 1969, 210 p.

gues ont étudié l'influence décisive de la « société réceptrice » sur l'assimilation des immigrants [13]. Ils n'ont pas manqué de souligner le caractère hybride de la nation argentine. La juxtaposition de traits culturels créoles et étrangers constitue la principale caractéristique de cette « société inachevée » [14]. En 1910, on aurait pu dire en paraphrasant le mot de Massimo d'Azeglio à propos de l'unité italienne : « Maintenant l'Argentine est faite mais il faut faire les Argentins ». Quoi qu'il en soit, la gigantesque mutation sociale et culturelle qu'a effectuée l'Argentine entre 1860 et 1914 a donné le jour à une nouvelle nation. Nous allons en voir brièvement les bases économiques avant d'en décrire la texture sociale et le régime politique.

Les bases matérielles du processus social
La croissance d'une économie agro-pastorale d'exportation

La « liberté de commerce », qui fut le principal objectif de la « révolution de mai », si elle contribua efficacement à ruiner l'économie des provinces intérieures, incapables de résister à la concurrence des produits manufacturés européens, n'apporta pas la fortune à l'Argentine. A Buenos Aires, le port par exellence, un petit groupe d'importateurs et d'intermédiaires du commerce britannique accède à une modeste prospérité. Le gros de la nation, en proie aux tiraillements des forces centrifuges et aux luttes intestines entre les « fédéraux », défenseurs des libertés provinciales et des économies traditionnelles, et les « unitaires », libéraux centralistes, tournés vers l'Europe, sort à peine de sa torpeur coloniale. Il est vrai que le pays est encore semi-désertique : à l'absence de main-d'œuvre et à l'exiguïté du marché intérieur s'ajoutent les difficultés des communications. La faible densité du tissu social accroît l'insécurité permanente qu'entretiennent dans les zones d'implantation européenne récente les incursions fréquentes des Indiens. En outre, la production nationale limitée aux cuirs et à la viande des *saladeros* est d'un intérêt encore limité pour le marché mondial dans la première moitié du 19e siècle. Ces handicaps divers expliquent l'organisation tardive de l'économie argentine moderne.

C'est seulement lorsque les préconditions économiques et politiques seront réunies que le groupe dirigeant pourra enfin mettre en pratique le projet de modernisation et de transformation intégrale du pays, élaboré par des « penseurs » de l'Organisation nationale comme Alberdi et Sar-

13. Notamment les travaux de Juan F. Marsal sur le retour des immigrants dans leur pays d'origine. Voir en particulier les notes et appendices de l'autobiographie d'un immigrant catalan, qu'il a publiée sous le titre : *Hacer la América. Autobiografía de un inmigrante español en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial del Instituto, 1969, 434 p.

14. Voir Germani (Gino), « La inmigración masiva y su papel en la modernización del país » in *Política y sociedad en una época de transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Buenos Aires, Paidós, 1962, p. 180-216.

miento. Inspirés par la fascinante réussite des Etats-Unis d'Amérique du Nord qui, en moins d'un siècle, grâce à l'afflux d'hommes et de capitaux européens, ont édifié une puissante nation agricole et industrielle, les maîtres de « l'utopie argentine » prétendent faire entrer leur pays dans le concert des nations civilisées « en amenant l'Europe en Amérique ». Ce projet est rendu possible quand, par suite du progrès technique et de l'abaissement des coûts des transports maritimes et terrestres, l'économie mondiale se réorganise sous l'égide de la Grande-Bretagne, premier Etat industriel, sur la base d'une division internationale du travail tenant compte des « avantages économiques comparatifs ». D'autre part, l'apaisement des antagonismes entre les groupes dirigeants des différentes provinces, la disparition progressive des luttes civiles et des tentations séparatistes, de même que la « solution définitive » apportée au problème indien par une vigoureuse et impitoyable campagne militaire permettent de dégager les ressources politiques et territoriales de la grande mutation. Désormais, l'Argentine peut, suivant la formule généreuse inscrite au préambule de la Constitution libérale promulguée en 1853, « assurer les bienfaits de la liberté à tous les hommes du monde qui veulent habiter le sol argentin ». Le caractère apparemment volontaire de ce processus, même si en réalité il fut induit du dehors et organisé dans l'intérêt d'un centre de pouvoir européen, est un aspect non négligeable de l'organisation économique argentine et de sa projection sociale. Les dividendes politiques que reçut l'élite éclairée, qui « conçut » et guida cette métamorphose nationale, ne sauraient être sous-estimés.

Dans deux mouvements convergents, s'effectuent, entre les années 1860 et 1880, l'unification d'un marché mondial dans lequel l'Argentine va s'intégrer et l'unité de la société politique nationale. L'industrialisation des pays européens et la spécialisation croissante de ceux-ci dans l'industrie manufacturière ouvrent, grâce à l'amélioration des transports, les marchés européens à la production des denrées alimentaires de pays tempérés d'outre-mer. Les investissements des métropoles du vieux monde dans les activités destinées à produire pour les pays industrialisés et à faciliter l'écoulement de cette production, hâtent la modernisation des nations « périphériques ». Le mouvement international des capitaux prend, à partir de 1875, une ampleur inconnue jusqu'alors. Sous l'impulsion de la puissance hégémonique, véritable « atelier du monde », l'expansion du commerce mondial adopte un rythme accéléré et continu dès 1860.

Tandis que les premiers kilomètres de voies ferrées sont mis en service en Argentine, entre 1857 et 1860, la présidence de Mitre, en 1862, marque, avec le retour de la province de Buenos Aires au sein de la Confédération, la fin de la sécession de la province la plus riche qui avait suivi la promulgation de la Constitution de 1853 et l'achèvement

de l'unité nationale. Désormais, la province dominante impose ses décisions aux autres et met ainsi un terme à la dispersion spatiale du pouvoir. Si l'immigration était inscrite dans la Constitution [15] et souhaitée par les gouvernants, à partir de 1876, sous la présidence de Nicolás Avellaneda, elle est officiellement fomentée et organisée par une loi. Enfin, en 1880, le pays définitivement pacifié et unifié peut entrer dans l'ère de la croissance économique et l'univers des courbes ascendantes. En effet, la « fédéralisation » de Buenos Aires [16] évite désormais les affrontements entre les autorités nationales et celles de la province la plus puissante. Certes, cette victoire à la Pyrrhus des fédéralistes est bien loin de rétablir l'équilibre entre Buenos Aires et « l'intérieur », mais les élites provinciales accroissent leur participation au pouvoir. La garantie d'une paix intérieure durable est à ce prix. Les luttes entre fédéraux et unitaires ou entre provinciaux et portègnes (c'est ainsi que l'on appelle souvent les habitants de Buenos Aires) appartiennent à un passé révolu. Les divergences d'intérêts, les tensions n'en existent pas moins entre les oligarchies locales, mais, la prospérité aidant, les intérêts communs l'emportent généralement. L'intégration — mais non l'unification — d'une élite politique nationale rend enfin possible une croissance soutenue. L'ouverture à l'activité économique, en 1880, de 15 000 lieues carrées (soit quarante millions d'hectares) de terres fertiles situées au Sud de la Pampa, à l'issue de la « campagne du désert », consolide le dynamisme nouveau de l'économie argentine dont l'expansion territoriale interne demeurera un ressort important.

La rencontre de conditions internationales favorables et de la volonté du groupe dirigeant de tirer parti des possibilités à peine exploitées du pays ne tarde pas à porter ses fruits. Si les historiens argentins font remonter à 1880 les débuts de l'Argentine moderne, dès 1889, à l'occasion de l'exposition universelle de Paris, le monde entier découvre les réalisations spectaculaires de la Grande République du Sud. « Ici on ne parle que de la République Argentine », écrit avec fierté le vice-président Pellegrini, venu à Paris inaugurer le pavillon argentin [17]. La crise de 1890, conséquence de l'imprudence financière et des excès de l'endettement extérieur, ternira à peine cet intérêt. « Crise de progrès », répéteront à l'envi les dirigeants argentins dont l'optimisme n'a même pas été ébranlé. Mais la portée mondiale d'un krach, né sur le marché de Londres du déséquilibre des finances argentines, montre assez la place occupée par ce pays dans le concert financier international. Elle symbolise

15. Article 25 ; « Le gouvernement fédéral encouragera l'immigration européenne, il ne pourra ni restreindre, ni limiter, ni frapper d'un impôt quel qu'il soit l'entrée sur le territoire argentin des étrangers désireux de travailler la terre, développer des industries, introduire et enseigner les sciences et les arts ».

16. Buenos Aires forme un district fédéral dont l'administration incombe désormais au gouvernement national.

17. Pellegrini (Carlos), *Discursos y escritos* (Selección y estudio preliminar de José Maria Bustillo), Buenos Aires, Estrada, 1959, p. XCI.

aussi la force et la faiblesse de ce « miracle argentin » que quelques chiffres suffiront à évoquer.

La première tâche qui s'imposait aux dirigeants argentins était de doter le pays des ressources humaines nécessaires à sa mise en valeur. Le succès d'une immigration européenne vigoureusement encouragée modifia en moins de cinquante ans la physionomie humaine de l'Argentine. Alors que le pays accueille quelque 160 000 étrangers, entre 1861 et 1870, le nombre des immigrants atteint 841 000, de 1881 à 1890, et 1 764 000 entre 1901 et 1910[18]. Au total, l'Argentine en a reçu, de 1857 à 1930, 6 330 000, ce qui, compte tenu de l'immigration de travailleurs saisonniers et des départs, laisse un solde net de 3 385 000 d'immigrants. Lorsque l'on sait que l'Argentine comptait, en 1869, date du premier recensement officiel, 1 737 000 habitants, on peut juger de la rapidité du rythme d'accroissement de la population et du poids relatif des étrangers dans la formation de la société argentine moderne.

Jusqu'en 1914, il semblait aller de soi que la population argentine doublait tous les vingt ans grâce à l'afflux des immigrants : elle atteint en effet 3 954 000 habitants, en 1895, et 7 885 000 en 1914. Les habitants nés à l'étranger forment seulement 12,1 % de la population totale en 1869, mais 25,5 % en 1895, et plus de 30 % lors du troisième recensement, en 1914[19]. Encore faut-il préciser que la répartition des étrangers sur le territoire national est très inégale. « Des proportions d'étrangers de l'ordre de 70 à 80 % dans plusieurs zones géographiques, dans certains centres urbains, dans certaines catégories socio-professionnelles »[20] ne sont pas rares. C'est ainsi qu'en 1914 près de 50 % des habitants de la capitale fédérale ne sont pas de nationalité argentine, tandis que les provinces pauvres du centre, comme Catamarca ou Santiago del Estero, ne comptent pas plus de 3 % d'étrangers. En gros, ce sont évidemment les zones riches de la Pampa et du Litoral mais aussi la capitale fédérale qui attirent le plus grand nombre d'immigrants. Ainsi naissait la deuxième Argentine, cette « Argentine universelle » chantée par Rubén Darío, qui accueille l'Européen et envoie au vieux monde les produits de sa terre féconde :

« Absorbe le sang du monde
Pour donner la vie à la terre entière »[21].

18. Davie (Maurice R.), *World immigration*, New York, Macmillan, 1936, p. 449.

19. *Ibid*, p. 450 et Germani (Gino), « La inmigración masiva y su papel en la modernización del país », art. cité, p. 185.

20. Germani (Gino), *ibid.*, p. 199.

21. Darío (Rubén), *Canto a la Argentina*, Buenos Aires, Espasa-Calpe, 1949, p. 33. (La première édition date de 1910).

En fait, si la plupart des peuples d'Europe ont apporté leur contingent d'immigrants [22] à l'Argentine, l'immigration d'origine latine prédomine amplement. Il n'est pas indifférent pour l'équilibre et la cohésion de cette ancienne colonie espagnole que 80 % environ des étrangers venus s'établir sur son territoire soient italiens ou espagnols. Entre 1857 et 1936, les Italiens forment 47,4 % des nouveaux arrivants, et les Espagnols 32,3 %. L'incorporation de cette masse étrangère, culturellement proche de la société réceptrice mais issue de zones arriérées de l'Europe méditerranéenne et non des « races dynamiques » et prestigieuses des pays anglo-saxons dont rêvaient Alberdi et Sarmiento, s'effectue dans des conditions qui marqueront pour longtemps l'équilibre social et le système politique argentins.

L'afflux de capitaux européens complète l'arrivée massive de main-d'œuvre. Selon une étude britannique publiée en 1911, le total des investissements étrangers en Argentine aurait atteint 500 millions de livres sterling en 1910 [23]. La Grande-Bretagne, banquier mondial, est bien sûr le premier pourvoyeur de ces capitaux. Elle contribue pour la moitié des investissements privés étrangers en Argentine, à la fin de 1914 [24]. Sur près d'un milliard de livres de valeurs latino-américaines publiques et privées cotées à la Bourse de Londres, en 1913, la part de l'Argentine s'élève à 357 millions [25]. En 1889, 40 % à 50 % des investissements britanniques à l'étranger étaient placés dans ce pays. Enfin l'Argentine reçoit, en 1914, la moitié des capitaux privés étrangers investis dans toute l'Amérique latine. On voit son importance économique et financière au début du siècle.

L'expansion du réseau ferroviaire, auquel sont consacrés, de 1885 à 1890, plus de 30 % du capital britannique [26], constitue le moyen et la preuve du dynamisme de l'économie exportatrice. Le réseau construit en éventail autour du port de Buenos Aires permet d'intégrer progressivement au marché international toutes les zones productives du pays. Il met fin à l'isolement régional et unifie le marché intérieur désormais ouvert aux produits manufacturés d'importation. De 10 kilomètres en 1857, l'extension totale du réseau passe à 9 254 kilomètres en 1890. Elle atteint 33 478 kilomètres en 1913 [27], résolvant ainsi le problème de

22. Davie, (Maurice R.), *op. cit.*, p. 451, n'énumère pas moins de 15 nations ayant fourni chacune un quota supérieur à 12 000 immigrants entre 1857 et 1926. Encore faut-il noter que pour les ressortissants des empires turcs et austro-hongrois les différentes nationalités ne sont pas précisées.

23. *Twentieth century impressions of Argentina. Its history, people, commerce, industries and resources*, Londres, Lloyd's Greater Britain Publishing Company, 1911, p. 8.

24. United Nations, *External financining in Latin America*, New York, 1965, p. 17.

25. *Twentieth century impressions of Argentina, op. cit.*

26. Ferns (H. S.), *Britain and Argentina in the XIXth century*, Oxford, Oxford University Press, 1960, p. 421.

27. Voir Cortés Conde (Roberto), Gallo (Ezequiel), *La formación de la Argentina moderna*, Buenos Aires, Paidós, 1967, p. 47, tableau IX.

l'immensité territoriale où Sarmiento voyait jadis, dans son *Facundo*, une insurmontable faiblesse nationale.

Cet afflux d'hommes et de capitaux est évidemment au service d'une production qui ne cesse de s'élever. Les progrès de l'élevage, et notamment la croissance du cheptel bovin, sont à la mesure des conditions naturelles exceptionnelles de la Pampa, d'une demande internationale soutenue et du progrès des transports. L'Argentine possédait, en 1875, selon des estimations dignes de foi, 13 millions de bêtes à cornes ; en 1895, le cheptel bovin est passé à 21,7 millions de têtes ; il atteint 29,1 millions en 1908 [28]. L'amélioration qualitative du bétail par l'introduction de races sélectionnées s'est effectuée parallèlement à cette croissance numérique. La clôture des champs qui accompagne la transformation de l'élevage bouleverse le paysage rural et le milieu humain des campagnes. Le fil de fer, *alambrado*, signe de puissance, de modernisme technique et symbole de propriété, marque la fin des troupeaux de race *criolla* à demi-sauvage et des gauchos errants [29]. L'année 1880 est celle de la « mort du gaucho » selon Ezequiel Martinez Estrada [30]. La primitive « carrière de cuir » qu'était la Pampa au début du 19e siècle est devenue une « fabrique de viande » dotée d'un capital fixe important et soigneusement compartimentée. L'Argentine est, par ailleurs, le deuxième pays du monde pour son cheptel ovin qui a augmenté de 20 millions de têtes, de 1875 à 1895.

La nécessité de disposer de prairies artificielles pour obtenir une meilleure production de viande et le nombre élevé des paysans parmi les immigrants européens donnent une impulsion nouvelle à l'agriculture fort négligée jusqu'aux alentours de 1895. L'affermage de parcelles destinées aux cultures fourragères et situées sur les meilleures terres permet peu à peu à l'agriculture de s'implanter solidement puis de devenir en se diversifiant une des premières activités du pays. Les surfaces cultivées doublent entre 1895 et 1903, passant de 4,9 millions d'hectares à 10,6 millions d'hectares [31]. Elles doublent à nouveau en 1914 et approchent 22 millions d'hectares. L'importance de l'agriculture sur le plan social mérite d'être signalée. Par l'apparition de nouvelles couches rurales intermédiaires, elle a contribué à l'évolution de la société argentine plus qu'aucune autre activité.

La croissance vertigineuse du commerce extérieur témoigne de la réussite indéniable du projet d'intégration de l'économie argentine au

28. Chiffres cités dans Ortiz (Ricardo M.), *Historia económica de la Argentina*, Buenos Aires, Pampa y Cielo, 1964, tome II, p. 50 et 63.

29. Selon Noel H. Sbarra, dans son *Historia del alambrado en la Argentina*, Buenos Aires, Eudeba, 1964, p. 94. L'Argentine a importé, entre 1876 et 1907, 1 805 000 tonnes de fil de fer, « c'est-à-dire autant qu'il en faudrait pour entourer 140 fois le périmètre de la République d'une clôture de sept fils » !

30. Martínez Estrada (Ezequiel), *Radiografía de la Pampa*, Buenos Aires, Losada, 1953, p. 50.

31. *Censo nacional agropecuario*, 1937 (Ley 12 343). Agricultura, p. XIX.

marché mondial. De 1869 à 1914, le commerce international argentin décuple sa valeur [32]. Les exportations triplent presque de 1900 à 1909. L'Argentine occupe le deuxième rang derrière les Etats-Unis sur le continent américain pour son commerce extérieur. La Grande-Bretagne, son premier client mais aussi son premier fournisseur, vend plus à cette lointaine nation sud-américaine qu'aux sujets britanniques du Canada [33]. L'Argentine arrive d'ailleurs au troisième rang mondial derrière la Belgique et la Hollande mais devant quarante pays, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne, pour la valeur par tête de ses importations.

L'expansion de son commerce dans le monde est due surtout à la diversification de l'économie rurale. La modification intervenue dans la composition des exportations est à cet égard le fait marquant. La part des produits de l'agriculture, et notamment des céréales et du lin, dans l'ensemble des exportations ne cesse de croître, alors qu'elle était quasi nulle avant 1880. Tandis que les produits d'élevage représentaient encore 89 % du total des exportations en 1880-1884, contre 6,5 % pour les produits agricoles, à partir de 1900-1904 l'agriculture et l'élevage s'équilibrent et se partagent à peu près pour moitié la valeur globale des exportations [34]. Cette transformation de la composition du commerce extérieur est d'autant plus frappante que jusqu'aux environs de 1875 l'Argentine importait du blé. A la fin des années 1870, elle exporte ses premières tonnes de froment. Aux alentours de 1906, l'Argentine vend à l'extérieur une moyenne annuelle de 2,8 millions de tonnes de blé [35].

Dans le domaine des exportations de produits de l'élevage, les changements ne sont pas moins sensibles. L'introduction des « frigorifiques » dans les années 1880 constitue une véritable révolution. L'accroissement des exportations de viande s'accompagne du déclin de la prépondérance lainière. Tandis que les procédés de conservation frigorifique provoquent l'installation de vastes établissements industriels capables de traiter annuellement des milliers de tonnes de bétail et nécessitant des investissements considérables, les viandes argentines pénètrent sur les marchés européens. En 1910, l'Argentine fournit les deux tiers de la viande de boeuf consommée en Grande-Bretagne [36].

Le « frigorifique » a aussi des conséquences sociales. Les techniques de conservation de la viande imposent une certaine rationalisation de l'élevage. L'utilisation des méthodes de « réfrigération », *chilled beef*, au lieu de celles de la « congélation » permet d'obtenir des produits de

32. Cortés Conde (Roberto), Gallo (Ezequiel), *op. cit.*, p. 34.

33. Voir *Twentieth century impressions of Argentina*, *op. cit.*, et aussi Platt (D. C.), « British diplomacy in Latin America since the emancipation », *Interamerican economic affairs*, hiver 1967, p. 21.

34. Ortiz (Ricardo M.), *op. cit*, tome I, p. 312.

35. Cortés Conde (Roberto), Gallo (Ezequiel), *op. cit.*, p. 40 et Ortiz (Ricardo), *op. cit.*, tome II, p. 89.

36. *Twentieth century impressions of Argentina*, *op. cit.*, p. 8.

meilleure qualité, mais accentue la spécialisation des éleveurs. La division des producteurs entre *criadores* (naisseurs), *estancieros* traditionnels se consacrant à l'élevage extensif, et *invernadores*, entrepreneurs d'embouche installés sur les meilleurs pâturages et servant d'intermédiaires entre les premiers et les *frigorificos*, est une conséquence directe du *chilled*[37]. A cela on pourrait ajouter la pénétration puis la prépondérence des sociétés industrielles étrangères dans un secteur particulièrement décisif de l'économie argentine. Sans oublier la création d'un prolétariat nombreux travaillant dans des conditions très dures et qui jouera un rôle très actif dans les luttes sociales du début du siècle. On voit ainsi combien la société argentine s'est diversifiée en même temps que son économie devenait plus complexe et plus efficace.

Si les statistiques économiques peuvent rendre compte de l'ascension météorique de la richesse argentine, et si l'image de la « Pampa planétaire » sillonnée de voies ferrées, quadrillée de clôtures métalliques, où se succèdent à perte d'horizon les gras pâturages et les champs de céréales, peut évoquer l'opulence du nouveau paysage agraire, c'est à Buenos Aires que l'on perçoit le climat d'une époque et le profil d'une société. Buenos Aires, en 1869, n'était encore qu'un « grand village » assez austère de 225 000 habitants, aux maisons d'un seul étage et aux rues poussiéreuses. En 1914, avec ses deux millions d'habitants, elle apparaît comme « la capitale d'un continent »[38]. La ville s'est démesurément gonflée : 13 % de la population argentine y vivait en 1869 ; en 1914, elle regroupe plus du quart de la population totale du pays[39]. Cette macrocéphalie, dont les Argentins ne sont pas peu fiers, a des causes diverses. Elle provient notamment du monopole du commerce d'importation qu'exerce le port de Buenos Aires[40]. Elle reflète aussi un type de société et le style de vie de son élite.

Buenos Aires, en effet, est à l'image de l'optimisme arrogant du groupe dirigeant qui s'adjuge volontiers la paternité de la prospérité nationale. Vitrine du pays, échantillon de sa grandeur future, la capitale fédérale n'a rien à envier en luxe et en commodités aux capitales européennes qu'elle imite. Mais ce « second Paris », que le baron Haussmann ne renierait pas, porte aussi la marque de la démesure américaine et de l'euphorie économique. Des administrateurs qui voient grand ont fait percer « la plus longue avenue du monde », édifier un Opéra plus vaste que celui de Paris. « Une des particularités de Buenos Aires, écrit

37. Ortiz (Ricardo M.), *op. cit.*, tome II, p. 26-31 et Giberti (Horacio), *Historia económica de la ganadería argentina*, Buenos Aires, Solar/Hachette, 1961, p. 179.

38. Clemenceau (Georges), *op. cit.*, p. 22.

39. Germani (Gino), *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, p. 74.

40. La douane de Buenos Aires contrôle, vers 1905, 803 ‰ de l'importation, selon Martínez (Albert), Lewandowski (Maurice), *L'Argentine du XX^e siècle*, Paris, A. Colin, 1912 (4^e édition), p. 237.

Clemenceau en 1910, c'est qu'on n'en peut pas voir la fin »[41]. On peut du moins en apprécier la richesse et la modernité : les urbanistes les plus estimés, les plus grands architectes, les sculpteurs les plus renommés et même le marbre, la pierre, le bois sont venus d'Europe. Tous les styles d'architecture s'y côtoient, remarque encore Clemenceau qui s'empresse d'ajouter sans indulgence, « et principalement le style dit " tape à l'œil " ».

Les hôtels particuliers des riches *estancieros* sont de fastueux palais où triomphe le goût fin du siècle. Mais leur luxe ostentatoire symbolise autant la réussite nationale que le succès individuel de leur propriétaire. Ces monuments de vanité incarnent le projet de la « génération de 1880 » : la victoire définitive de la « civilisation » européenne sur la « barbarie » américaine. Aussi respire-t-on à Buenos Aires « une atmosphère capiteuse »[42] qui ne manque pas de troubler bien souvent les dirigeants argentins pris d'un vertige de grandeur devant le spectacle d'une indéniable et soudaine prospérité qu'ils n'attribuent qu'à leurs mérites. « Prenez l'histoire de l'humanité, de tous les temps et de tous les peuples, écrit emphatiquement l'auteur d'un ouvrage commémoratif du centenaire de l'Indépendance[43], parcourez une à une toutes ses pages et dites ensuite quel est le groupe humain, quelle est la nation qui en un seul siècle d'existence souveraine et avec un nombre d'habitants égal à celui de l'Argentine a pu non seulement réunir la fortune colossale, les immenses richesses qu'elle possède aujourd'hui, mais aussi atteindre le degré de civilisation et de culture auquel elle est parvenue ».

Les limites et les faiblesses d'une économie extrovertie

Pourtant, cette prospérité aussi rapide que voyante est fragile. Les ombres ne manquent pas en effet dans ce tableau brillant. Tout d'abord, il faut signaler la vulnérabilité d'un système économique étroitement lié au marché international et à des centres de décision européens. L'activité économique et les ressources financières de l'Argentine sont entièrement subordonnées au commerce extérieur. Le pays exporte des produits alimentaires et des matières premières, et importe des biens manufacturés et des combustibles. Que survienne une mauvaise récolte, et les importations vont baisser à la suite des exportations en entraînant le marasme de toute l'activité économique. L'Etat ne peut pas sans danger relancer

41. Clemenceau (Georges), *op. cit.*, p. 28.

42. Huret (Jules), *En Argentine. De la Plata à la Cordillère des Andes.* Paris, Fasquelle, 1913, p. 75. L'auteur est un journaliste envoyé du quotidien parisien *Le Figaro*. Il nous a laissé en deux précieux volumes une remarquable description de la société et de l'économie argentines vers 1910.

43. Chueco (Manuel C.), *La República Argentina en su primer centenario*, Buenos Aires, s.e., 1910, tome I, p. 531.

celle-ci au moyen de crédits publics : le budget essentiellement alimenté par les droits de douane dépend du niveau des importations.

En outre, pour construire l'infrastructure nécessaire au commerce extérieur (ports, voies ferrées), pour équiper et embellir les villes, l'Argentine a eu besoin de capitaux étrangers. Au début du siècle, « 90 % des emprunts internes sont placés à l'étranger »[44]. Le total du « passif » — emprunts publics et investissements des entreprises privées — atteignait, en 1892, 922 millions de pesos or, alors que le solde de la balance commerciale n'était que de 21 millions de pesos or et le total des exportations se montait à 113 millions de pesos[45]. En période de « vaches grasses » et afin de maintenir un haut niveau d'importation, l'Argentine contracte de nouveaux emprunts pour affronter le paiement des services de la dette publique. De même, « l'entrée de nouveaux investissements couvre une proportion élevée des intérêts du capital étranger »[46]. L'endettement extérieur est conçu comme un idéal par l'élite dirigeante ; il prouve le crédit international dont jouit la République et, partant, la réussite nationale. Tirer des traites sur l'avenir, hypothéquer la richesse future n'effraient nullement les dirigeants argentins.

Au-delà de ces faiblesses conjoncturelles, de plus graves dangers menacent l'économie du pays. En premier lieu, le caractère quasi spontané d'une expansion fondée sur l'usage extensif de terres extrêmement fertiles, offrant des coûts de production très bas, a des limites. L'incorporation de nouvelles terres et le maintien de la consommation intérieure à un niveau réduit et stable sont les conditions indispensables à la préservation des « avantages comparatifs » dont jouit la production agro-pastorale argentine. Toutes choses égales par ailleurs, c'est seulement à ce prix que la prospérité pourrait se poursuivre indéfiniment.

D'autre part, le bon fonctionnement de l'économie argentine dépend de la structure du marché international et de la place prépondérante qu'y occupent les puissances européennes. Un bouleversement durable du marché mondial, la rupture des grands courants d'échange, l'affaiblissement de la spécialisation internationale en cas de repliement de l'Europe, et l'économie argentine devra se reconvertir ou se voir condamner à la stagnation.

Dans une telle éventualité, l'Argentine n'a pas que des atouts. La faiblesse relative du marché intérieur sacrifié au développement exogène, le bas niveau de l'épargne utilisable — « la richesse s'immobilise à moins qu'elle ne prenne le chemin de l'étranger »[47] — la spéculation effrénée

44. Williams (John D.), *El comercio internacional argentino en un régimen de papel moneda inconvertible. 1880-1900*, Buenos Aires, Facultad de ciencias económicas, 1912, p. 11.

45. Williams (John D.), *op. cit.*, p. 61, Martínez (Albert), Lewandowski (Maurice), op. cit., p. 226.

46. Ferrer (Aldo), *La economía argentina. Las etapas de su desarrollo y problemas actuales*, México, Buenos Aires, Fondo de Cultura económica, 1963, p. 126-127.

47. Martínez (Albert), Lewandowski (Maurice), *op. cit.*, p. XV.

sur les propriétés rurales et urbaines ne facilitent pas l'adaptation aux aléas de l'évolution économique mondiale. Certains auteurs ont dénoncé « la participation exclusivement passive des Argentins au processus de leur croissance nationale »[48]. Si un tel jugement comporte une part d'éxagération, il n'est pas douteux néanmoins que la rapidité avec laquelle s'est effectuée en quelque trente ans la gigantesque mutation économique, qui a donné le jour à l'Argentine moderne, a modelé un ensemble de valeurs, de comportements économiques et d'attentes, dans le domaine de la production comme dans celui de la consommation, qui ont contribué à rendre le système tout entier particulièrement rigide.

Une autre particularité négative des structures de l'économie argentine tient à la répartition de la propriété rurale. L'inégale distribution de la terre dans un pays d'immigration massive et d'économie agraire exportatrice constitue une donnée essentielle sur laquelle il convient d'insister. Elle conditionne la composition de la population active, l'évolution sociale et le contrôle du pouvoir politique. Quelques chiffres permettent de préciser l'ampleur du problème. D'après le recensement agraire de 1914, 25 000 exploitations[49] de plus de 1 000 hectares couvraient 127 millions sur un total de 162 millions d'hectares, tandis que 281 000 exploitations de moins de 1 000 hectares se partageaient le reste, soit 35 millions d'hectares, et 2 000 exploitations de plus de 10 000 hectares couvraient 54 millions d'hectares. Enfin, 506 *estancias* de plus de 25 000 hectares se répartissaient 29 millions d'hectares. Mais à la même date la moitié des exploitants n'étaient pas propriétaires et 70 % des fermiers et métayers n'étaient pas argentins.

La formation historique de la propriété foncière argentine explique aisément sa concentration dans un petit nombre de mains. Paradoxalement, lorsque se produit l'immigration massive, les meilleures terres de ce pays quasiment désertique sont juridiquement occupées. En effet, depuis 1817, les pouvoirs publics ont attribué des terres en propriété avec la plus grande facilité. Tantôt pour renforcer la « frontière » mal défendue contre les Indiens, tantôt pour récompenser des militaires qui avaient participé aux campagnes de refoulement des tribus insoumises, mais le plus souvent pour surmonter les difficultés permanentes du Trésor. Des terres vierges, qui ne coûtaient rien à l'Etat, et dont souvent personne ne soupçonnait la valeur à venir, étaient vendues à vil prix par lieues carrées (2 500 hectares la lieue) pour payer les créanciers, ou gracieusement allouées aux clients et aux obligés du pouvoir. L'Etat s'est ainsi défait d'immenses étendues de terres riches et bien situées qui se valoriseront rapidement grâce aux chemins de fer et à la disparition de la menace indienne. Lorsque l'on aura besoin de terres publiques pour

48. Dufourq (Esteban), *El pais de los Argentinos*, Buenos Aires, Pleamar, 1966, p. 5.

49. *Tercer censo nacional*, 1914, tome V, p. 3, (Explotaciones agropecuaria). Voir aussi Taylor (Carl C.), *Rural life in Argentina*, Bâton Rouge, Louisiana State University, 1947, p. 191.

entreprendre une colonisation systématique, qui assure un peuplement stable et équilibré du pays et jette les fondements d'une économie harmonieusement développée, les pouvoirs publics ne disposeront que d'étendues difficilement accessibles ou des zones agricoles marginales [50].

Le pourcentage des immigrants affectés par la colonisation ou ayant pu devenir propriétaires par d'autres moyens reste donc relativement modeste par rapport à la masse des nouveaux arrivants. La difficulté de l'accession à la propriété représente un des traits distinctifs du processus immigratoire argentin. La distribution de la population et sa composition sociale découlent pour une large part de cet aspect de la structure productive. Le groupe traditionnel des grands propriétaires et ses représentants au pouvoir, malgré leur admiration pour le modèle nord-américain, ne conçoivent l'immigration que comme une source de main-d'œuvre à bon marché. La catégorie dominante des grands *estancieros* n'est pas favorable au petit agriculteur indépendant, car elle a besoin, pour la construction de l'infrastructure économique, pour la mise en valeur transitoire de ses terres, pour des tâches agricoles saisonnières et pour le fonctionnement des services nécessaires à son train de vie, d'une main-d'œuvre très mobile.

Aussi la « frontière » qui sépare, au Sud de la Pampa, jusqu'en 1880, les territoires en exploitation des zones menacées par les incursions des Indiens n'est-elle pas un front pionnier ouvert comme en Amérique du Nord. Lorsque cette frontière est enfin supprimée par la « campagne du désert », les nouvelles terres incorporées au domaine national ne sont pas destinées à la colonisation : elles sont vendues, en partie à l'avance, pour couvrir les frais de l'expédition du général Roca. Ainsi les mécanismes traditionnels de distribution et de concentration de la propriété fonctionnent encore à l'époque où les pouvoirs publics encouragent l'immigration massive.

Par ailleurs, le maintien d'une inflation continue à partir de 1880, provoquant un transfert de revenu des travailleurs et de tous les secteurs de l'activité nationale aux intérêts agraires exportateurs, renforce le pouvoir économique de ces derniers et éloigne encore les nouveaux arrivants de la possibilité d'acquérir des terres [51]. La valorisation ininterrompue de la propriété foncière et l'orientation du système bancaire largement ouvert aux éleveurs et aux grands propriétaires, grâce au crédit hypothécaire, constituent des obstacles supplémentaires à la diffusion de la propriété rurale et encouragent la concentration de celle-ci. Une grande figure de l'Argentine finiséculaire tire ainsi la leçon de l'époque : « C'est

50. Voir notamment Schopflocher (Roberto), *Historia de la colonización argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, 97 p. ; Oddone (Jacinto), *La burguesía terrateniente argentina*, Buenos Aires, Libera, 1967 (4e édition), 284 p.

51. Sur les mécanismes de l'inflation voir le travail de Williams (John D.), *op. cit.*, p. 9 ; Ferrer (Aldo), *op. cit.*, p. 135-136, examine plus particulièrement l'incidence de la dépréciation du papier-monnaie sur la distribution des revenus.

grâce au soi-disant latifundium que nous sommes parvenus au progrès actuel et que nous avons mis en œuvre nos remarquables capacités économiques et fomenté notre production. C'est donc la grande propriété qui nous a rendus riches »[52]. Certes, le grand domaine pouvait sembler convenir le mieux aux nécessités de l'exploitation agro-pastorale extensive que dictaient la conjoncture économique nouvelle et le marché international. Il n'en constitue pas moins la source de nombreux problèmes sociaux et politiques ultérieurs.

Les conséquences de l'accaparement des meilleures terres productives par un groupe réduit de grands propriétaires apparaissent déjà nettement à travers la composition et les flottements du flux migratoire. Non seulement on y compte une catégorie particulière d'immigrants, les travailleurs saisonniers européens, « oiseaux de passage » (*inmigración golondrina)* qui regagnent leur pays d'origine une fois terminées les récoltes, mais le nombre élevé des retours définitifs indique les difficultés de nombreux immigrants pour se fixer dans le pays. Le solde migratoire dépasse à peine 50 % du total des nouveaux arrivants, entre 1820 et 1937. On peut d'autant plus aisément attribuer aux structures agraires une part de responsabilités dans ce pourcentage élevé de retours que 75 % des immigrants jusqu'en 1890 — un peu moins ensuite[53] — se déclaraient agriculteurs. Il est évident que ces immigrants, issus en majorité des couches les plus pauvres de sociétés à prédominance rurale, aspiraient à la propriété et que la frustration de ces paysans sans terre, venus en Amérique pour améliorer leur sort, a joué dans un sens négatif face au pays d'accueil.

S'il est évident que le « stimulant de la propriété foncière » est le plus apte à attirer de nouvelles recrues dans un pays sous-peuplé, il n'est pas moins vrai que la possession d'un lopin de terre contribue à retenir durablement ces nouveaux habitants. Aux limitations directes et indirectes apportées à l'accession au statut de propriétaire des travailleurs étrangers, il convient d'ajouter les conditions particulières du fermage peu fait pour « attacher au pays et à ses destinées »[54] le locataire d'une parcelle. En effet, les baux ruraux sont à quelques exceptions près de très courte durée dans la zone pampéenne et le littoral[55]. Ils constituent même des sortes de contrats de service laissant peu de liberté au fermier. L'obligation de restituer les terres ensemencées en cultures fourragères

52. Ayarragaray (Lucas), *Cuestiones y problemas argentinos contemporáneos*, Buenos Aires, s.e., 1937, p. 161, cité par Cortés Conde (Roberto), et Gallo (Ezequiel), *op. cit.*, p. 60.

53. Germani (Gino), « La inmigración masiva y su papel en la modernización del país », art. cité, p. 89.

54. Martinez (Albert), Lewandowski (Maurice), *op. cit.*, p. 113.

55. Ils sont généralement inférieurs à cinq ans dans toute cette zone. Dans d'autres régions, qui ne se consacrent pas à des cultures annuelles, les baux sont souvent plus longs en fonction de la durée des cycles productifs. C'est ainsi que les viticulteurs de la province de Mendoza, ou les fermiers producteurs de fruits de la province de Corrientes jouissent de conditions de stabilité très supérieures. Voir Taylor (Carl C.), *op. cit.*, tables XXVIII et XX ; Huret (Jules), *op. cit.*, p. 228.

dans les zones pastorales de la province de Buenos Aires, le désir des propriétaires des meilleures terres de passer sans entraves de l'agriculture à l'élevage suivant les tendances du marché, font que bien souvent le fermier quitte son exploitation et « n'y laisse même pas un arbre pour rappeler son passage »[56]. Il est certain que cette mobilité voulue par le groupe détenteur du pouvoir économique a constitué un facteur défavorable dans le processus de formation d'une société nationale intégrée et cohérente. Les grands propriétaires n'estimaient nullement nécessaire de partager la richesse agraire, source du prestige social et moteur de l'économie argentine, avec les nouveaux venus, de même qu'ils n'ont jamais montré d'empressement à incorporer définitivement ceux-ci dans la communauté nationale et, partant, dans la société politique argentine.

C'est pourquoi on assiste au phénomène curieux d'une immigration de masse d'origine essentiellement rurale qui se fixe en majorité dans les villes. La sur-urbanisation de l'Argentine, dont 52 % de la population en 1914 vit dans des agglomérations de plus de mille habitants[57], et plus de 25 % dans la seule ville de Buenos Aires, est due conjointement au flot migratoire, à l'étranglement des structures agraires et à la déformation d'une économie extrovertie. A cette même date, 68,5 % des immigrants italiens et 78 % des espagnols vivent dans le secteur urbain. Tout se passe comme si l'élite dirigeante, qui doit sa prospérité à la division internationale du travail, avait tenté de recréer à son profit, à l'intérieur du pays, une spécialisation du même ordre. Un prestigieux financier argentin note dans une étude publiée immédiatement après la première guerre mondiale : « La spécialité de l'Argentin " natif " est l'élevage du bétail tandis que le commerce et l'industrie sont exclusivement aux mains des étrangers »[58]. En effet, en 1914, les étrangers formaient plus de la moitié de la population active dans les secteurs secondaire et tertiaire. En 1895, 90 % des propriétaires d'établissements industriels sont étrangers. En 1918, sur plus de 47 000 chefs d'entreprises industrielles, 31 500 ne sont pas argentins[59].

Il ne faudrait pas croire cependant que cette « industrie » se présente comme un nouveau pouvoir économique autonome s'opposant aux intérêts agraires. Tout comme l'agriculture à ses débuts, le commerce et l'industrie sont subordonnés à la production primaire. Le terme même d'industrie recouvre des réalités très diverses en Argentine à cette époque : essentiellement, une multitude d'ateliers semi-artisanaux et des entreprises de conditionnement ou d'élaboration des produits primaires,

56. Martínez (Albert), Lewandowski (Maurice), *op. cit.*, p. 113.

57. Cornblit (Oscar), « European immigrants in Argentina. Industry and politics » in Veliz (Claudio) ed., *The politics of conformity in Latin America*, Londres, Oxford University Press, 1967, p. 223.

58. Tornquist (Ernesto), *El desarrollo económico de la República Argentina en los últimos cincuenta años*, Buenos Aires, s.e., 1920, p. XX.

59. *Ibid.*, p. 34.

qui se situent dans le prolongement de l'activité agricole et pastorale. Les intérêts industriels s'insèrent donc étroitement dans le système « agro-exportateur » dont les grands propriétaires tiennent les rênes bien en main.

La modernisation économique et l'expansion sans industrialisation véritable qui s'est effectuée dans les conditions que nous venons de voir donnent à la distribution de la population active argentine certains traits inattendus dans un pays agraire. En 1914, elle s'établit comme suit : secteur primaire, 28 % ; secondaire, 35,7 % ; tertiaire : 35,9 %. Le sociologue Sergio Bagú fait remarquer, à ce propos, que ces pourcentages sont très voisins de ceux correspondant à la structure de la population active en France en 1954[60]. Non pas que les niveaux de développement soient identiques mais parce que les chiffres recouvrent des réalités distinctes. Le secondaire argentin ne correspond pas aux manufactures, encore moins à l'industrie lourde. Le tertiaire, dont la prépondérance a longtemps été considérée comme une caractéristique des sociétés industrielles, est ici gonflé par le commerce de détail, les intermédiaires, les services de toute sorte, exigés par l'opulence des villes et le luxe des particuliers. C'est là un facteur économique dont les conséquences sur les structures sociales et l'évolution nationale sont faciles à percevoir. Le gonflement d'un tertiaire quasi parasitaire et la faible autonomie du secondaire par rapport au secteur primaire exportateur constituent encore un des points faibles de la fragile prospérité de l'Argentine moderne.

Une société inachevée

La société argentine avant « l'ère militaire » est telle que l'ont façonnée l'évolution historique brossée plus haut et les structures économiques dont nous avons vu les principales articulations. L'immigration internationale massive, qui a duré un demi-siècle, n'a pas bouleversé le schéma essentiellement dualiste de la période coloniale : il l'a transformé par l'adjonction d'un nouvel élément. La complexité de la société argentine moderne est la résultante des deux forces contradictoires : l'héritage de la colonisation espagnole d'une part, l'impact de l'immigration de masse d'autre part.

Cette société se caractérise, au début du 20e siècle et jusqu'à la deuxième guerre mondiale, par une certaine fluidité. On peut y distinguer « une hiérarchie variée de positions sociales » ; mais on peut à peine parler de classes au sens sociologique, c'est-à-dire de « groupes

60. Bagú (Sergio), *Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina*, Caracas, Instituto de investigaciones económicas y sociales, Universidad central, 1969, p. 33. Pour la population en France, voir Fourastié (Jean), *Le grand espoir du XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1963, p. 133, tableau 25.

clos de dignité inégale », au statut relativement héréditaire et auxquels leurs membres ont conscience d'appartenir[61].

La capillarité sociale est grande au moins jusqu'à un certain niveau de l'échelle sociale. Il ne peut pas en être autrement dans un pays d'immigration. La division en classes « stables », aux contours culturels marqués, s'effectue peu à peu, mais l'ascension des nouveaux venus reste relativement aisée. Les grandes espérances nées sur les ponts des transatlantiques ne sombrent pas irrémédiablement dans le port de Buenos Aires. L'aspiration fondamentale des immigrés à améliorer leur condition, qui est la raison même de leur départ d'Europe, donne une coloration particulière à la société tout entière. La lutte pour la vie et pour la réussite y est, comme aux Etats-Unis, le ressort essentiel, souvent en dehors de toute norme morale et de tout sentiment d'appartenance à une communauté. L'individualisme forcené et l'instabilité de ce « conglomérat d'appétits anarchiques », dénoncés par les auteurs nationalistes[62], sont dus au déracinement de la majorité de ses éléments. L'atomisation de la société argentine est inscrite dans sa formation.

S'il est prématuré de parler de classes sociales en Argentine dans la première moitié du 19e siècle, l'existence de groupes sociaux distincts et hiérarchisés n'en est pas moins incontestable. On peut, en gros, percevoir trois ensembles de groupes stratifiés : une étroite frange supérieure qui présente, quant à elle, la plupart des caractéristiques d'une véritable classe sociale ; au-dessous, une myriade de groupes qu'on pourrait quali-

61. Pour une réflexion sur les définitions sociologiques des classes sociales voir Aron (Raymond), « Science et conscience de la société », *Archives européennes de sociologie*, I (1), 1960, p. 1-30 et Crozier (Michel), « Classes sans conscience ou préfiguration de la société sans classe », *ibid.* I (2), 1960, p. 233-247.

Certes, il existe en Argentine des classes au sens strictement logique de catégories d'éléments ayant un ou plusieurs traits communs ; de même, il n'est pas douteux qu'on peut distinguer dans la société argentine des classes au sens marxiste du terme, si l'on entend par là non seulement une hiérarchie variée de positions sociales (« Manifeste communiste » in Marx (K.), *Œuvres*, Paris, Gallimard, 1965, tome I, p. 162), mais des groupes occupant des places différentes dans le processus de production. Pour Marx et les marxistes d'ailleurs, la conscience d'appartenir à un de ces groupes est essentielle à leur existence : Karl Marx dans Le Manifeste fixe comme l'un des principaux objectifs des communistes la « constitution du prolétariat en classe » (*ibid.*, p. 174). La classe sociale n'est pas intégralement une donnée, elle est en partie construite. Certains auteurs pensent, d'autre part, qu'en Argentine, plus encore qu'aux Etats-Unis, le schéma marxiste des classes sociales inspiré par l'évolution sociale du vieux monde n'est pas opératoire. La pierre d'achoppement étant l'importance considérable des« classes moyennes » qui, dans leur majorité, ne regroupent pas des petits ou moyens possédants mais des professions indépendantes ou libérales et des salariés. D'un point de vue marxiste, de tels groupes participent-ils de l'appropriation privée de la plus-value ou vendent-ils à la « bourgeoisie » leur force de travail ? En outre, on a pu se demander qui, dans le système pastoral extensif, au cœur de l'économie argentine, produit la plus-value. A la différence des systèmes de plantation ou des *haciendas* archaïques, la plus-value, selon certains auteurs, proviendrait principalement en raison du faible niveau du « travail accumulé », de la « rente différentielle » procuré de façon quasi naturelle par d'imcomparables conditions de production. Voir sur ce point Laclau (Ernesto), « Modos de producción, sistemas económicos y población excedente. Aproximación histórica de los casos argentinos y chilenos », *Revista latinoamericana de sociología*, 2, 1969, p. 276-312. Tout ceci ne réduit en rien la consistance et l'ampleur des antagonismes entre groupes ou ensemble de groupes, qu'on donne ou non à ce phénomène le nom de « lutte de classes ».

62. Notamment Manuel Gálvez, romancier populaire et essayiste. Voir Rouquié (Alain), « Manuel Gálvez, écrivain politique. Contribution à l'étude du nationalisme argentin », *Cahiers des Amériques latines*, 3-4, 1970, p. 96.

fier de moyens ou de couches intermédiaires ; au niveau inférieur, le prolétariat et le sous-prolétariat formant plus de 55 % du corps social [63]. Divers facteurs concourent à donner un caractère fragmenté à cette société. La stratification sociale est fonction du statut obtenu par chaque groupe, mais le prestige au sein de la société globale,« l'inégale dignité » de chaque segment social obéissent à des critères à la fois géographiques, ethniques et chronologiques.

A l'exclusion des habitants primitifs du territoire argentin, de leurs descendants métissés dont le gaucho pampéen est le représentant le plus connu et qui occupent irrémédiablement, semble-t-il, le bas de l'échelle, la sédimentation sociale des composants européens s'est effectuée en couches successives suivant la date d'arrivée dans le pays et l'origine nationale. A la différence d'autres nations d'immigrants, qui constituaient de véritables espaces ouverts dépourvus de cadres sociaux anciens et solides, telle la Nouvelle-Zélande, l'Argentine n'a nullement connu de réel nivellement social mais une multiplication des catégories de prestige hiérarchisées.

Tout en haut de la pyramide sociale se situent les « vieilles familles » dont l'ascendant est pertinemment résumé par un journaliste français qui visite le pays en 1912 : « L'inconnu, écrit Jules Huret [64], le mystère qui plane sur les nouveaux arrivés dans tous les pays d'immigration, créent aux " vieilles familles ", honorables, elles, on le sait, une situation à part, privilégiée et en somme justifiable ».

Dans ce pays sans aristocratie, la mémoire familiale tient lieu de quartiers de noblesse : l'ancienneté des lignages est toute relative. La ligne de partage entre les familles de vieille souche et les nouveaux venus, quelle que soit par ailleurs la position économique de ces derniers, se situe aux alentours de 1870-1880. Installée avant cette date, une famille peut passer pour « traditionnelle ». Mêlé à la multitude misérable des émigrants, l'étranger n'est qu'un *gringo* dont instinctivement l'Argentin d'hier se méfie et à l'égard duquel il ne peut cacher son sentiment de supériorité : n'est-il pas l'hôte généreux qui accueille un pauvre à sa table ?

Ces clivages chronologiques se doublent d'une subtile discrimination par nationalité en fonction inverse de sa participation au contingent immigratoire. L'Italien majoritaire, entreprenant et bon à tout faire est au plus bas. L'Espagnol lui-même est considéré avec dédain. Certes, un Fernández d'origine péninsulaire, installé dans la province de Buenos Aires à l'époque de Rosas, est un notable « créole ». Mais son homonyme débarqué en 1890 n'est qu'un *gallego* confondu avec la masse des domestiques, portefaix et hommes de peine originaires des

63. Voir Ortiz (Ricardo M.), *op. cit.*, tome II, p. 191.
64. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 2-3.

provinces les plus déshéritées de la mère-patrie. Si l'on ajoute à cela la multiplicité des provenances nationales, les préjugés favorables entretenus par les « familles traditionnelles » à l'égard de certaines nationalités, la facilité plus ou moins grande avec laquelle un immigrant, en raison de son origine ethnique et de son nom, est accepté comme Argentin et peut même s'incorporer dans la « bonne société », on comprendra la déroutante complexité de l'éventail social. Ainsi un Anglo-Saxon arrivé d'hier bénéficiera de l'aura attachée aux laborieux sujets de l'Empire britannique. De même un laitier basque verra son ascension sociale facilitée par l'abondance des patronymes *euzkara* dans le Gotha argentin. Bien sûr ce sont les fils des immigrants qui ressentiront avec le plus d'acuité ces modulations de la conscience sociale qui toutes, en fait, reposent sur la « reconnaissance » sélective du groupe dominant.

Les catégories supérieures : une oligarchie « naturelle »

Le groupe dominant est le pivot de la société argentine. Les alignements sociaux s'ordonnent en fonction de ses normes et de ses valeurs : il confère le prestige qu'il détient tout entier. Aux yeux de ses membres, l'Argentine ne se compose guère que de trois « classes » (au sens de groupes de statut) : les « gens distingués » (la *gente*, ou la *gente principal* ou encore la *gente decente*) au sommet, la populace indistincte tout en bas, la *chusma*, et entre les deux une population mêlée, remuante, désireuse de se confondre avec les « olympiens » et que l'on qualifie parfois péjorativement de *medio pelo*[65]. Cette stratification caricaturale mais fortement intériorisée n'est pas seulement subjective. Ainsi le groupe dominant argentin, « l'élite établie », ne correspond pas à l'ensemble des catégories supérieures envisagées sous l'angle économique. Les étrangers nombreux à la tête du commerce et de l'industrie en sont exclus, les familles trop récentes n'y participent pas. Finalement, un millier de familles, une centaine de noms à peine, détiennent le pouvoir social et « constituent une véritable oligarchie, noyau de la société créole »[66]. Il s'agit bien d'une oligarchie au sens où les sociologues emploient aujourd'hui ce terme plutôt que d'une élite sociale[67]. Son

65. Ces termes affectifs, généralement réservés à la conversation ou à la polémique sociopolitique, apparaissent comme des catégories stables et reconnues dans les mémoires d'un notable conservateur, Angel Carrasco, *Lo que vo vi desde el 80, Hombres y episodios de la transformación nacional*, Buenos Aires, Procmo, 1947, p. 354. Voir aussi, pour une critique corrosive et passionnée de cette distinction, le livre d'Arturo Jauretsche, *El medio pelo en la sociedad argentina. Apuntes para una sociología nacional*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1966, 369 p.

66. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 2.

67. Voir Graciarena (Jorge), *Poder y clases sociales en el desarrollo de América latina*, Buenos Aires, Paidós, 1967, chapitre II : « De la oligarquía a la elite de poder : una transición incompleta » ; et surtout les travaux de François Bourricaud sur les catégories dirigeantes au Pérou : « Remarques sur l'oligarchie péruvienne », *Revue française de science politique*, XIV (4), 1964, p. 675-708 et « La classe dirigeante péruvienne : oligarchie et industriels », *Revue générale*

recrutement restreint, son imperméabilité, l'importance des liens personnels et des relations familiales en son sein distinguent ce groupe prestigieux d'une élite ouverte. L'accès à cette couche sociale relativement étanche ne répond pas à des critères fonctionnels ou institutionnels mais à des positions hiérarchiques héritées.

Il convient donc de circonscrire cette oligarchie et d'analyser ses traits distinctifs. En principe, c'est-à-dire de la manière la plus restrictive, ce groupe dominant est formé par les descendants des « vieilles familles » qui ont « fait » l'Argentine moderne. Aussi bien les fondateurs de la nation souveraine, « guerriers de l'Indépendance » ou homme d'Etat de l'émancipation, dont la lignée remonte à l'époque coloniale, que les constructeurs de l'économie agro-pastorale et les administrateurs du projet civilisateur de la Deuxième Argentine, d'origine nettement plus récente, font partie de cette catégorie. Dans ce pays presque neuf, les lustres sont des siècles et « l'histoire autobiographique », pour reprendre la formule de Borges, ennoblit promptement. « On ne sent pas de différence, écrit Huret, entre l'air d'orgueil que prend un *estanciero* pour vous dire que son grand-père planta les arbres de son *estancia* il y a un demi siècle et la fierté tranquille d'un descendant des croisés vous expliquant que son écu figura à la bataille de Bouvines, à l'ombre de l'étendard de Philippe Auguste »[68].

Appartiennent donc de droit et de fait à l'oligarchie les premiers Européens qui ont occupé et mis en valeur des terres désertes, fondé sur leurs propriétés des agglomérations et laissé leur nom à l'espace vierge. Ces « héros éponymes » dont l'écrivain espagnol Grandmontagne nous a donné d'attachants portraits dans ses Nouvelles, ces bâtisseurs qui pensent « qu'il n'est pas de postérité plus belle que la création d'un village »[69] font partie d'une oligarchie « naturelle », d'une élite historique que tous les Argentins reconnaissent et respectent.

Il va sans dire que la base du pouvoir social de cette couche supérieure est la propriété foncière. Certes, aux origines des « grandes familles traditionnelles » on trouve fréquemment le commerce et les finances. Mais c'est la possession de terres qui jette les assises véritables du prestige oligarchique. Il ne peut pas en être autrement. La production agro-pastorale exportée n'est-elle pas le moteur de l'économie ? L'ascendant de cette aristocratie terrienne est encore renforcé par son semi-monopole foncier et l'idée largement répandue chez les immigrants, en majorité d'origine paysanne, que la vraie richesse et le suprême bien se trouvent dans la possession du sol.

belge, décembre 1967, p. 31-53. Pour localiser et comprendre le rôle de l'oligarchie argentine, nous suivons à peu de choses près la grille proposée par François Bourricaud dans « Règles du jeu en situation d'anomie, le cas péruvien », *Sociologie du travail*, 3, 1967, p. 330-334.

68. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 2.

69. Grandmontagne (Francisco), « Los epónimos » in *Los inmigrantes prósperos*, Madrid, Aguilar, 1960, p. 19-40.

La double source du pouvoir de l'oligarchie, ancienneté familiale ou rôle historique d'une part, grande propriété de l'autre, donne une certaine hétérogénéité à ce groupe social. L'oligarchie a sa hiérarchie interne et ses parents pauvres. Les notables provinciaux, vieilles familles coloniales de l'intérieur qui ont laissé leur nom dans l'histoire de l'Indépendance et des guerres civiles, mais dont les propriétés se situent en dehors des zones d'expansion, sont intégrés au groupe parce que leur pouvoir local est utile au cercle dominant. De même, dans certaines provinces d'agriculture moderne, les grands propriétaires produisant pour le marché intérieur, qui ont acquis des positions locales enviables, s'incorporent peu à peu en fonction de leur origine nationale au groupe dirigeant. C'est le cas des barons sucriers de Tucumán ou, dans une moindre mesure, des entrepreneurs de viticulture dans la région de Cuyo (Mendoza et San Juan). Dans d'autres cas, des fortunes commerciales ou industrielles récentes, malgré l'achat rituel de terres, font antichambre : ces nouveaux riches ne sont pas admis dans les clubs et les salons distingués. A force de donner des gages, leurs fils peut-être ou leurs neveux... Quoi qu'il en soit, l'oligarchie a un centre géographique : son cercle intérieur est constitué par les plus grands éleveurs de la province de Buenos Aires. Ces *estancieros* appartiennent à la fameuse Société rurale argentine qui forme avec le Jockey Club et le Club du progrès les trois bastions traditionnels de l'oligarchie triomphante.

Cette élite établie réunit donc les « maîtres de la terre », mais ses membres ne se contentent pas de posséder de vastes propriétés foncières et de grands troupeaux. Leur domination de l'économie est plus complète. Ils tiennent en main tous les ressorts de l'activité nationale. « Ces vieilles familles sont toutes-puissantes. Presque rien ne se fait d'important dans ce pays sans elles et en dehors d'elles » [70]. Conscients de leur puissance, les membres de l'oligarchie entendent tirer de leur position privilégiée un profit exclusif. « Argus aux cent yeux ... Briarée aux cent bras, cette élite a l'œil sur les bonnes occasions d'achat et de vente de terres, les tuyaux de Bourse et de courses lui arrivent, elle sait les grosses entreprises qui vont se créer, les concessions forestières qui restent à accorder, les projets de construction d'usines, de frigorifiques, de moulins, de sucreries, de chemin de fer, de ports, les contrats projetés de fournitures d'outillages, les grands travaux prochains ... » [71].

Bourgeois et capitalistes par leur activité de financiers et d'entrepreneurs, prompts à adopter l'innovation qui fera prospérer leurs affaires et affermira leur pouvoir économique, les membres de l'oligarchie se rapprochent de l'aristocratie par leur style de vie et leurs valeurs sociales. L'*estanciero* prospère est un « grand seigneur en terre de colonies dont

70. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 4.

71. Huret (Jules), *En Argentine. De Buenos Aires au Grand Chaco*, Paris, Fasquelle, 1911, p. 36.

la demeure est un palais agreste qui tient de la ferme et du château »[72]. Propriétaire absentéiste dans la plupart des cas, il fait pourtant construire sur ses terres des maisons de maître d'un luxe inattendu et son *estancia* est bien « la forme la plus somptueuse de la propriété primitive ». Ce décor est en effet symbolique. Le manoir Tudor ou le château Renaissance qui se dressent, incongrus, au milieu de la Pampa restent vides la plus grande partie de l'année, mais ils imposent une image d'autorité et traduisent la distance sociale infranchissable qui sépare l'*estanciero* de ses *peones*, des petits fonctionnaires du village voisin ou de ses subordonnés éblouis. Ne nous y trompons pas, le maître est familier avec les humbles plus que les « bourgeois conquérants » d'Europe ne surent l'être jamais, mais c'est qu'il n'entretient pas avec eux des relations fonctionnelles de patron à employés mais des rapports « paternels » de personne importante à individu insignifiant[73]. La différence est de nature, elle justifie la condescendance du grand seigneur protecteur de ses sujets.

Cette « conscience de classe » ou même de caste n'est qu'un aspect manifeste de la distribution du pouvoir social. L'oligarchie argentine se caractérise, aux yeux de ses membres, par sa parfaite et indiscutable légitimité. Les autres groupes sociaux et, en particulier, ceux d'origine immigratoire partagent généralement une telle opinion. Personne ne peut disputer la prééminence aux descendants des fondateurs de l'Argentine moderne... Le tempo même de l'histoire argentine, avec ses vastes plages de silence précédant une période de rythme dense, renforce le pouvoir d'un groupe dirigeant sans égal donc sans concurrence. L'oligarchie ne succède ni à de lointaines et mystérieuses hiérarchies précolombiennes, ni à une pompeuse aristocratie coloniale. L'Argentine n'a pas connu, par ailleurs, des cycles économiques successifs capables de faire émerger puis de ruiner des groupes dirigeants éphémères[74]. Elle est l'élite unique et naturelle qui a mené le pays à la prospérité, l'a révélé au monde. Héritiers des pères fondateurs, ces « patriciens » argentins — comme ils aiment à se faire appeler — considèrent donc qu'ils ont quelque droit à tenir en main le destin du pays. Les « eupatrides » entendent exercer un pouvoir héréditaire sur la « masse amorphe » des *peones* et sur la « clientèle complaisante » des *gringos* qui ne doit sa présence sur le sol argentin qu'à leur bon vouloir. L'immigrant, en effet, n'est qu'un visiteur. Il doit savoir se tenir à sa place et accepter le sort qui lui est fait. La triade sociale argentine n'est pas sans évoquer la cité antique. Plusieurs auteurs ont esquissé la comparaison. Le *gringo* comme le « métè-

72. Clemenceau (Georges), *op. cit.*, p. 155-156.

73. Pour une analyse documentée de « la mentalité de l'oligarchie paternaliste » voir Pérez Amuchástegui (A. J.), *Mentalidades argentinas (1860-1930)*, Buenos Aires, Eudeba, 1965, p. 16-19.

74. Comme le Brésil par exemple où, au début du siècle, l'oligarchie républicaine des planteurs de café du Sud succède à l'aristocratie sucrière du Nord-Est, soutien de la monarchie impériale.

que » ou le « client » n'est-il pas tenu à respecter les lois du « patriciat » qui l'accueille et le nourrit généreusement ? Les masses créoles ne forment-elles pas la « plèbe » sans droit — et encore sans tribun — ou mieux un peuple d'« ilotes » dépossédés, attaché à une terre qui jadis lui appartenait [75] ?

Il ne faudrait pas croire pour autant que le pouvoir de l'oligarchie est de nature féodale ou archaïque [76], ni imaginer un despotisme traditionaliste ou réactionnaire. L'oligarchie argentine est un groupe social modernisateur. Le projet de transformation nationale mis en œuvre à partir de 1880 se proposait d'introduire « la civilisation européenne » dans le pays des *querandis* et des *ranqueles*. Libérale et cosmopolite, l'élite établie exerce sur le pays une domination éclairée. Elle défend farouchement ses privilèges, mais elle fonde ceux-ci en raison : animatrice du progrès, son conservatisme se teinte de philosophie positiviste. Ainsi, repoussant tout ce qui représente la tradition hispanique — donc coloniale et catholique — assimilée à l'obscurantisme le plus odieux, elle est résolument voltairienne et volontiers anticléricale. Le conflit avec l'Eglise à propos de l'école et du mariage civil marquent profondément, sous les présidences de Roca et de Juárez Celmán, la mentalité du groupe dirigeant. Comme l'écrit un des plus brillants représentants de la « génération de 1880 », Miguel Cané, l'élite argentine se caractérise par un « esprit ouvert à la puissante évolution du siècle, par sa foi dans la science, et le progrès humain » [77].

Ces valeurs, l'image que les membres de l'élite établie se font d'eux-mêmes et de leur légitimité ne mériteraient pas tant d'attention si elles n'étaient diffusées à l'ensemble du corps social, façonnant ainsi l'opinion publique. « Le secret de son pouvoir, écrit un essayiste contemporain à propos de l'oligarchie argentine, est un pouvoir secret qui imprègne tout le pays » [78]. La presse et l'école sont les deux canaux institutionnels de cette imprégnation idéologique qui contribue à modeler les mentalités. Les deux plus grands journaux argentins, *La Nación*, fondée par le général Mitre, et *La Prensa* sont des institutions nationales

75. Le parallèle entre les structures argentines et celles de la Rome ou de la Grèce antique, dont les réminiscences classiques plaisaient au début du siècle à de rares auteurs antioligarchiques, est plus fréquent aujourd'hui sous la plume des écrivains de la « gauche nationaliste ». Voir Wilmart (Raimundo), « Patricios, clientes, plebeyo. Roma antigua y Argentina moderna ; comparaciones y sugestiones », *Revista argentina de ciencias políticas*, 12 novembre 1912, p. 129-138, pour une des toutes premières apparitions de ce thème, et, plus récemment, Spilimbergo (Jorge Enea), *Nacionalismo oligárquico y nacionalismo revolucionario*, Buenos Aires, Amerindia, 1958, p. 23.

76. Il est avéré que le secteur pré-capitaliste de l'économie argentine a été résorbé par les nécessités de l'expansion et en raison même du sous-peuplement du pays. L'afflux de main-d'œuvre étrangère indique combien le marché du travail était unifié dès 1880. Voir, à ce sujet, Furtado (Celso), « Développement et stagnation en Amérique latine », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, janvier-février 1966, p. 15.

77. Cité par Romero (José luis), *Las ideas políticas en la Argentina*, México, Fondo de cultura económica, 1959 (3e édition), p. 197.

78. Hernández Árregui (J. J.), *La formación de la conciencia nacional (1930-1960)*, Buenos Aires, Hachea, 1960, p. 92.

aujourd'hui centenaires. Jusqu'en 1945 au moins, presque personne ne mettait en doute l'autorité de cette « presse sérieuse » qu'on lisait partout avec révérence. Ces organes, propriété de grandes familles, reflètent les intérêts du groupe dominant. Leur trajectoire idéologique s'est adaptée avec plus ou moins de bonheur et d'intelligence : elle n'a pas varié. L'école apparut aux dirigeants argentins, inquiets du danger de « dénationalisation », comme un moyen d'enraciner les fils d'étrangers dans le pays. A défaut de l'attachement à la terre qu'ils sont rares à posséder, l'admiration pour les grands hommes de la patrie choisie par leurs pères pour fuir l'ancestrale misère européenne, semblait à même d'incorporer les nouveaux Argentins à la défense des valeurs traditionnelles. La scolarisation la plus large devait affermir la cohésion nationale. La « canonisation laïque »[79] des héros civils (Rivadavia, Sarmiento, Mitre, etc.), précurseurs ou ancêtres de l'oligarchie, assure en fait la continuité de l'évolution argentine. Le dogme patriotique permet de faire partager à tous les citoyens les valeurs dominantes. L'exaltation du passé renforce le poids présent du groupe dirigeant. A la limite, critiquer l'oligarchie est donc une attitude antiargentine.

Ainsi reconnue des autres catégories sociales et parée d'une légitimité que ses indéniables succès économiques rendent exemplaire, l'oligarchie peut exercer sans effort ni violence une contrainte qui pour être essentiellement asymétrique ne semble à personne sans réciprocité[80]. Les émigrants, notamment, sont enclins à créditer le patriciat de la République pastorale des chances qui leur sont offertes d'améliorer leur condition. Enfin, qui plus est, grâce au contenu d'une instruction largement répandue et de la presse, le groupe dominant peut même « contrôler à distance » les affaires publiques et l'évolution de la société après avoir inspiré son code social et sa conception de l'existence aux groupes intermédiaires.

Les couches moyennes : une mosaïque hétéroclite

Entre le prolétariat des villes et des campagnes et l'élite établie s'étend une vaste zone de groupes très divers qu'on appelle parfois la classe moyenne. En 1914, on estimait que du point de vue économique près de 41 % de la population active n'appartenait ni aux couches inférieures ni aux catégories supérieures[81]. Mais, ni la place dans le processus de production, ni le style de vie ou la fortune, ni le statut ou le pres-

79. Sur le « catéchisme patriotique », voir les notations de Huret (Jules), *De la Plata a la Cordillère des Andes, op. cit.*, p. 398 ; de même les réflexions de Pérez Amuchástegui (A. J.), *op. cit.*, p. 74.

80. Pour utiliser les termes employés par F. Bourricaud pour définir la domination oligarchique. Voir « Remarques sur l'oligarchie péruvienne », art. cité, p. 676.

81. Selon Ortiz (Ricardo M.), *op. cit.*, tome II, p. 191.

tige ne donnent de cohérence à cet agrégat social. En effet, qu'y a-t-il de commun entre le riche exportateur italien de Rosario et l'épicier espagnol, entre le viticulteur français de Mendoza et l'avocat ou le médecin argentin, entre l'éleveur gallois de Patagonie et le voyageur de commerce allemand ou l'employé de banque portègne ? Pourtant, la notion même de classe moyenne est devenue un des mythes moteurs et comme l'axe fictif de la société argentine. On peut remarquer ce qu'une telle image doit à l'idéologie du groupe dominant. Mais, au-delà, elle traduit bien l'attachement à un modèle de société ouverte, donc « sans classe », ainsi que l'importance subjective et réelle de la mobilité verticale. Elle exprime aussi négativement des tropismes essentiels dans un processus de stratification polarisé aux extrêmes : la constatation pour la frange supérieure de ces couches moyennes du caractère fermé et exclusif de « l'élite établie », et pour ceux situés au bas de l'éventail social, proches du prolétariat, à la fois la répugnance à être confondus, parce qu'Européens, avec une masse créole radicalement distincte et l'espoir tenace de s'élever dans la hiérarchie sociale.

Les couches moyennes sont, pour l'essentiel, d'origine immigratoire [82], mais elles ne comprennent pas seulement des étrangers et des fils d'immigrants. Des familles plus anciennes, honorablement connues, mais jouissant d'une situation économique précaire ou d'un faible prestige pour des raisons historiques diverses, sont à ranger dans les groupes intermédiaires. On les trouve en milieu rural comme dans les zones urbaines [83]. Propriétaires moyens des zones marginales, petits éleveurs du littoral, familles de fonctionnaires déchus ou mal payés, négociants écrasés par la concurrence de rivaux mieux en cours, n'appartiennent nullement à l'élite établie mais se confondent avec les nouveaux venus. Leur attitude est ambivalente vis-à-vis de ces derniers et leur solidarité épisodique varie en fonction de la facilité plus ou moins grande qui leur est donnée de s'identifier avec l'oligarchie, ou d'y pénétrer effectivement.

Dans ces groupes intermédiaires, il est bon de distinguer les immigrants des Argentins de la première génération. Même et surtout si le comportement des couches supérieures à leur égard est pratiquement identique. Comme nous l'avons vu, les dirigeants argentins n'ont guère favorisé l'enracinement définitif des immigrés. Ils n'ont encouragé la fixation des étrangers ni sur le plan économique, ni sous l'angle juridi-

82. Pour la place des immigrants dans la population active et la hiérarchie sociale, voir Germani (Gino), « La movilidad social en la Argentina » in Lipset (Seymour Martin), Bendix (Reinhard), *Movilidad social en la sociedad industrial*, Buenos Aires, Eudeba, 1963, p. 358-363, ainsi que Beyhaut (Gustavo), Cortés Conde (Roberto), Gorostegui (Haydée), Torrado (Susana), « Los inmigrantes en el sistema ocupacional argentino » in Di Tella (Torcuato), Germani (Gino), Graciarena (Jorge), et al., *Argentina, sociedad de masas*, Buenos Aires, Eudeba, 1965, p. 119-122.

83. En effet, l'Argentine n'a pas, comme d'autres sociétés latino-américaines, une double hiérarchie sociale, l'une de type dualiste propre aux campagnes, l'autre nettement pluraliste limitée aux zones urbaines.

que. Ainsi la législation argentine n'a pas prévu pour eux un système de naturalisation rapide ou avantageux. La Constitution de 1853, il est vrai, octroyait aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux sans les assortir de certains des devoirs correspondants, notamment en matière de fiscalité et de service militaire (article 20). En outre, pour ne rien dire des difficultés morales que pouvait représenter l'abandon de la nationalité originelle sans contrepartie appréciable, il n'est pas douteux que la protection consulaire, dont jouissait la plupart des immigrants et qui se révélait souvent utile en cas de troubles, ou face aux exactions de certains fonctionnaires locaux, a contribué à les dissuader de devenir citoyens argentins. Aussi n'est-il pas étonnant que le nombre des naturalisations soit pratiquement négligeable, au moins tant que se poursuit l'afflux migratoire [84]. D'autre part, loin de tenter de s'assimiler ou de manifester leur intérêt pour la vie de leur pays d'adoption, les immigrants se regroupent par nationalité, notamment au sein d'associations de secours mutuel [85], publient bulletins et journaux dans leur langue maternelle et demeurent rattachés à leurs pays d'origine, contribuant ainsi à l'atomisation de la société argentine et des couches moyennes en particulier.

Il en va très différemment pour leurs fils. Les Argentins de la première génération ne connaissent pas d'autre patrie que le pays où ils sont nés. Le plus souvent, ils ont oublié ou répudié la langue et la culture de leurs pères, tandis que ces derniers ont placé en eux tous leurs espoirs d'ascension sociale. Privés de la possibilité d'occuper une place enviable dans l'appareil de production, les fils d'immigrants s'efforcent de s'incorporer à la société traditionnelle dont ils ont assimilé pleinement les valeurs, grâce aux titres universitaires et à l'exercice des professions libérales. Le conformisme « ascensionnel » des fils d'immigrants n'est d'ailleurs pas un phénomène propre à la République Argentine. Ces nouveaux Argentins, fascinés par le mode de vie distant et fastueux et l'exclusivisme historique de l'oligarchie, s'identifient volontiers, pour autant que leur réussite professionnelle le leur permet, avec les couches supérieures. Stagiaires de l'oligarchie, comme l'employé est, selon M. Crozier, « stagiaire de la bourgeoisie » [86], ces nouvelles couches moyennes modèlent leur comportement sur celui de l'élite établie. Mais leur attachement au pays et leur désir de promotion ne manquent pas de se heurter au monopole économique et social de l'oligarchie. La mobilité sociale, étroitement cantonnée aux catégories « sans importance stratégi-

84. 0,1 % en 1895 et 0,9 % en 1914 selon Gino Germani, « La inmigración masiva y su papel en la modernización del país », art. cité, p. 203. En 1910, pour prendre une année de forte immigration, l'Argentine reçoit 345 275 étrangers mais 2 422 résidents seulement demandent à être naturalisés argentins. Voir Tornquist (Ernesto), *op. cit.*, p. 12.

85. Leur nombre passe de 41 à 559 entre 1864 et 1910 selon Bagú (Sergio), *op. cit.*, p. 59.

86. Crozier (Michel), « L'ambiguïté de la conscience de classe chez les employés et les petits fonctionnaires », *Cahiers internationaux de sociologie*, XVIII, 1955, p. 86.

que dans les structures socio-économiques »[87], limite leur ascension. L'accumulation des tensions résultant d'une telle situation est un facteur décisif du processus social argentin. Pour l'élite traditionnelle, un fils d'étranger n'est pas tout à fait un Argentin à part entière ou du moins n'est pas assez argentin pour occuper certaines fonctions. En 1957, encore, un fils d'Italien futur président de la République se verra âprement reprocher par des adversaires de sa candidature la nouveauté de son ascendance nationale[88].

A la recherche des classes populaires argentines

Au bas de l'échelle sociale, il faut encore distinguer les travailleurs manuels d'origine immigratoire du prolétariat créole des campagnes plus ou moins fortement métissé. Les premiers, quel que soit leur degré de qualification antérieure, occupent à leur arrivée en Argentine n'importe quel emploi, et généralement les plus rudes et mal payés. Mais ils s'efforcent d'accéder à une situation meilleure ou gardent l'illusion que leur condition de travailleurs manuels n'est que transitoire. Leur statut n'est pas figé. L'immense majorité de ces immigrants n'a que faiblement conscience d'appartenir à la classe ouvrière. D'ailleurs, la mobilité ascendante massive transforme rapidement les prolétaires en membres des classes moyennes auxquelles leurs aspirations les assimilent dès qu'ils s'insèrent dans la société argentine. Ce n'est évidemment pas le cas des militants ouvriers européens qui apportent en Argentine leur passé de luttes et leur culture prolétarienne Ceux-ci ne sont qu'une infime minorité, mais ils effraient le groupe dirigeant qui les dénonce comme dangereux pour la souveraineté nationale. Une loi est votée en 1902 (la *ley de residencia),* qui sera opportunément exhumée à plusieurs reprises jusqu'à nos jours, pour autoriser le gouvernement à expulser sans autre forme de procès les étrangers jugés subversifs quelle que soit la durée de leur séjour en Argentine. Une telle législation, en contradiction flagrante avec la Constitution de 1853, indique comment le prolétariat étranger est soigneusement tenu en marge de la vie nationale.

Le problème est fort différent avec les travailleurs créoles. Descendants des premiers habitants, leur enracinement dans le terroir argentin ne fait pas de doute. Cependant, pour les membres d'une élite établie, qui considèrent que l'Argentine est le « seul pays blanc au Sud du

87. Beyhaut (Gustavo) et al. « Los inmigrantes en el sistema ocupacional argentino », art. cité, p. 119.

88. Il s'agit du président Arturo Frondizi dont le patriotisme ou plutôt l'authenticité du sentiment national est mis en doute par Esteban Rey dans son pamphlet *¿ Es Frondizi un nuevo Perón* ? Buenos Aires, Lucha Obrera, 1957, p. 13 et 14. Frondizi semble avoir d'ailleurs péniblement ressenti sa condition de fils d'étranger puisqu'il ira jusqu'à qualifier de « haine raciale » les réactions d'hostilité des vieux Argentins envers les *gringos,* dans Luna (Félix), *Diálogos con Frondizi*, Buenos Aires, Desarrollo, 1962, p. 153.

Canada », leur existence est sinon problématique du moins négligeable. Certes, ils font partie du paysage humain, contribuent à un moindre degré au système productif, mais ils n'appartiennent en aucun cas à la société politique.

La mentalité de l'oligarchie a gardé la marque du climat positiviste où elle s'est développée. Le darwinisme social fonde en raison ses préjugés sur la supériorité de la race blanche. Il est vrai, comme l'écrit Magnus Mörner, qu'au début du siècle « les idées racistes se confondaient avec la science moderne »[89]. Les précurseurs de l'organisation nationale avaient montré d'ailleurs la voie. Pour Sarmiento, la civilisation est européenne et « les races américaines » sont irrémédiablement inférieures. Leur présence sur le sol argentin est un obstacle au triomphe des « lumières » et du progrès. En Amérique, « tout ce qui n'est pas européen est barbare », renchérit Alberdi qui ajoute : « Faites passer le *roto*, le gaucho, le *cholo*, unités élémentaires de nos masses populaires par toutes les transformations du meilleur système d'instruction, en cent ans, vous ne ferez pas de lui un ouvrier anglais qui travaille, consomme et vit dans la dignité et le confort »[90]. Le « racisme éclairé » a pris ainsi le relais de la pointilleuse « pigmentocratie » coloniale[91] qui freinait l'ascension des « castes » de sang mêlé.

Jugé incapable de progresser et d'apprendre, inapte au progrès — peut-être parce que refusant de se laisser prolétariser —, le métis concurrencé par l'immigrant européen est relégué aux besognes rurales les plus conformes à sa « sauvagerie » innée et les moins productives. Pourtant, il serait totalement inexact de parler de problème racial en Argentine dans la première moitié du 20e siècle. La dissémination spatiale de la masse des créoles et le caractère limité de leurs traits distinctifs somatiques ou culturels, autant que le type de contrôle exercé par l'oligarchie, ont conjointement évité l'apparition d'une situation conflictuelle. D'ailleurs, si l'on a honte de l'existence des métis, on est fier du courage primitif du Centaure de la Pampa dont le mythe compensateur s'élabore au fur et à mesure que les fils de *gringos* réclament avec plus d'insistance leur place au soleil. De plus, l'*estanciero* est paternel envers les *peones* nés sur ses terres. Dans la mesure, il est vrai, où ces subalternes savent rester à leur place, ou le *guaso del campo* ne prétend pas se mesurer avec les « messieurs », le préjugé n'a nul besoin d'être discriminatoire.

89. Mörner (Magnus), *Le métissage dans l'histoire de l'Amérique latine*, Paris, Fayard, 1971, p. 165. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les œuvres des « sociologues » argentins au début du siècle. Même les plus brillants et les plus avancés comme José Ingenieros adoptent une sociologie « biologique » issue de Spencer, qui est à la fois une idéologie raciste et le dernier cri européen en matière de sciences humaines.

90. Alberdi (Juan Bautista), *op. cit.*, p. 68.

91. Mörner (Magnus), *op. cit.*, p. 69, et pour l'Argentine coloniale Endrek (Emiliano), *El mestizaje en Córdoba. Siglo XVIII y principios del XIX*, Córdoba (Argentine), Universidad nacional de..., Facultad de filosofía y humanidades, Instituto de Estudios americanistas, 1966, p. 151.

Il n'en reste pas moins qu'il est inconvenant de parler des métis dans la bonne société ; et mentionner la présence indienne en Argentine est aussi incongru que révéler une tare lointaine et oubliée à une famille honorable. Pourtant, la présence absente du créole au teint cuivré ne peut manquer de frapper l'observateur sans préjugé. Déjà à l'exposition universelle de Paris, en 1889, le contraste entre la blancheur des touristes et des officiels et les caractéristiques ethniques des vingt soldats *achinados* montant la garde devant le pavillon argentin avait frappé l'opinion française[92]. Clemenceau, qui se plaît à voir ce qu'on aimerait lui cacher, insiste avec une lourde complaisance sur les fortes traces de sang autochtone dans l'organisme social argentin : « L'apport du sang indien ne peut compter pour néant ... sans sortir de Buenos Aires il est impossible de négliger au passage quelques beaux spécimens de métis indiens dans la police ou dans le corps des pompiers par exemple ... Dès que je suis sorti de la province de Buenos Aires pour remonter vers le Nord, le métissage m'apparut triomphant »[93].

Pourtant, ce métis est discret. Perdu dans l'immensité de la République pastorale, on ne le voit guère. Dans un pays prodigieusement riche, il mène une vie misérable. Il est le laissé pour compte de la prospérité. Parfois, un visiteur étranger plus clairvoyant ou audacieux saisit dans un instantané révélateur la silencieuse misère des masses créoles. C'est l'envers du miracle argentin. Le gaucho s'est résigné à devenir *peón*. Peut-être attend-il d'être appelé à l'exitence en répétant les vers prophétiques du Martin Fierro, épopée nationale et requiem pour une Argentine défunte :

> « Le gaucho doit tout supporter
> Jusqu'à ce qu'enfin on l'enterre
> Ou que vienne sur cette terre
> Un créole pour commander »[94].

Le système politique

On pourra s'étonner que nous n'ayons pas encore abordé l'aspect proprement politique de l'Argentine moderne. Il est vrai que nous nous sommes étendu sur les particularités de la croissance économique et sur les modalités de la stratification sociale et que nous avons tenté de circonscrire le groupe des détenteurs de la richesse et de l'influence sociale. Mais on aura compris aisément, à suivre cette démarche qu'imposaient l'histoire et la sociologie, que la concentration du pouvoir économique et du prestige aux mains d'une véritable oligarchie impliquait un certain

92. Pellegrini (Carlos), *op. cit.*, p. XCI.
93. Clemenceau (Georges), *op. cit.*, p. 99.
94. Hernández (José), *Martín Fierro*, (1re édition parue en 1872), chant XII, vers 358.

ordre politique. L'analyse sociale est déjà une description du système de pouvoir. Le groupe dominant est bien sûr un groupe dirigeant. La prépondérance oligarchique se prolonge dans l'appareil d'Etat qui la renforce. Le pouvoir politique est toujours étroitement associé à la richesse et au pouvoir social. A partir de 1880, en Argentine, la sphère politique jouit d'une très faible autonomie.

L'ANCIEN RÉGIME

Ainsi, les structures et les mécanismes de la vie publique sont tributaires des attitudes et des représentations d'un groupe dirigeant historiquement exclusif — mais non totalement imperméable aux talents — et socialement légitimés. Les « eupatrides » considèrent l'Etat comme leur revenant de droit. La richesse ou la position sociale ouvre l'accès à la « classe politique ». Le pouvoir surtout prépare au pouvoir : les lumières politiques sont considérées comme le privilège des familles consulaires. Le métier de gouvernant ne s'apprend pas, il s'hérite. La « conscience de groupe » de l'oligarchie fait sa force politique. Le Parlement et les cabinets ministériels sont autant de cercles distingués où les *clubmen* de l'élite se retrouvent.

> « La politique se réduit ainsi à une politique étroitement personnelle, remarque Huret, habitué aux querelles idéologiques voire métaphysiques de la Troisième République ; on ne se groupe pas pour soutenir un principe, un doctrine politique, économique ou sociale. On n'est ni libre-échangiste, ni protectionniste, ni conservateur, ni libéral, ni socialiste, on est partisan de celui-ci ou de celui-là. Aussi, se trouvant d'accord sur les idées directrices de gouvernement, les adversaires ne sont-ils tous nullement des ennemis. Ils font partie des mêmes cercles, fréquentent les mêmes milieux »[95].

En effet, cette classe politique restreinte et homogène s'efforce de gérer le pays comme une grande *estancia* qui doit produire au moindre coût et pour le plus grand profit des actionnaires. L'expansion continue, qui justifie ce mode de gouvernement, plaide pour une dépolitisation des affaires publiques. L'orientation essentielle ayant été tracée une fois pour toutes dans les années 1870-1880, il ne reste plus qu'à administrer la prospérité. Pour cela, comme le dit au Parlement le président Juárez Celmán, l'homme de « la crise du progrès » de 1890 : « Les lois politiques ne sont pas nécessaires », les seules lois utiles sont celles qui « encouragent le progrès du pays, l'augmentation de ses productions, de son industrie »[96]. La devise du président Roca, « Paix et administra-

95. Huret (Jules), *En Argentine. De la Plata à la Cordillère des Andes*, *op. cit.*, p. 494.

96. Mabragaña (H.), *Los mensajes*, Buenos Aires, Compañia general de fósforos, 1910, tome IV, 1881-1890, p. 259. Cité par Cornblit (Oscar), « La generación del 80 y su proyecto », in *Argentina, sociedad de masas*, *op. cit.*, p. 48.

tion », est bien celle du régime et de l'époque [97]. L'administration des choses est pour le groupe dirigeant, frotté de positivisme, conforme aux intérêts du pays. Les idées divisent et affaiblissent l'effort de production ; l'idéal du régime oligarchique est donc d'évacuer la politique, c'est-à-dire, en fait, la compétition pour le pouvoir. Le même Juárez Celmán dit très clairement dans un de ses messages présidentiels au Congrès : « Je viens de vous parler de faits relatifs à ce qu'en langage traditionnel ... on nomme la politique. La matière première de ce chapitre, comme vous l'avez noté, commence à se raréfier pour le plus grand bien de notre pays, et bientôt nous pourrons la supprimer ou la transférer parmi les données administratives qui n'ont aucun lien avec les mouvements électoraux » [98].

Dans ces conditions, il est évident que permettre à des groupes sociaux nouveaux venus, donc inexpérimentés, d'accéder au pouvoir ne pourrait que mettre en danger l'avenir du pays. L'oligarchie et ses représentants politiques se doivent donc, noblesse oblige, de tenir entre leurs mains expertes les rênes de l'Etat. Comme l'écrit en 1912 un opposant au régime : « D'après la Constitution, le gouvernement est ouvert à toutes les influences, mais, de fait, il a été toujours soumis à quelques familles influentes et connues qui, au pouvoir ou dans " l'opposition ", ont su se partager les places les plus importantes en exerçant un véritable droit de patronage sur les inférieurs ... Ainsi s'est formée une classe qui gouverne par elle-même et pour elle-même et qui affirme sa supériorité fondée sur la richesse et le pouvoir » [99]. Il est vrai que cette inégalité politique, inscrite dans les structures de l'économie et le profil de la formation sociale, n'est nullement ratifiée par la Constitution.

La loi fondamentale de 1853, inspirée de la Constitution des Etats-Unis, établit un système présidentiel, démocratique et représentatif, donc fondé sur la souveraineté populaire. Mais si l'égalité juridique y est solennellement proclamée (articles 14 et 16), rien n'est prévu pour imposer l'égalité politique des citoyens. Le système électoral n'est nullement défini mais laissé à la discrétion du Congrès. Aussi, dans la pratique, la « démocratie » est fermement « dirigée » par les hommes en place. Ce monopole du pouvoir trouve sa justification dans un libéralisme élitaire qui rationalise le refus de la « volonté collective » jugée « aveugle, capricieuse et irrationnelle ». Le brillant ministre de l'Intérieur de Juárez Celmán, Eduardo Wilde, résume bien, à cet égard, la pensée condescendante de ses pairs lorsqu'il écrit : « Le suffrage universel est le triomphe

97. C'est aussi l'idéal de fondateurs de la République au Brésil qui prennent pour devise : « Ordre et progrès ». Porfirio Díaz, au Mexique, et son entourage de *científicos* n'envisagent pas autrement leur action gouvernementale.

98. Mabragaña (H.), *op. cit.*, p. 215.

99. Maupas (Leopoldo), « Transcendencias politicas de la nueva ley electoral », *Revista argentina de ciencias políticas*, 12 juillet 1912, p. 424.

de l'ignorance universelle » [100]. Belín Sarmiento, pourtant opposant fougueux au régime qu'il qualifie de « République morte », lui fait écho en ajoutant : « Le suffrage universel dans les républiques sud-américaines, si la falsification ne le corrigeait pas, mettrait les conquêtes antérieures de la civilisation à la merci de la partie la plus ignorante et la plus indigente de la société. Cela produirait une diminution de la raison centrale et ferait baisser le centre de gravité intellectuel et moral de la nation » [101].

Sans rechercher les sources européennes d'une telle attitude — Taine et Renan à coup sûr — on y reconnaît l'auto-satisfaction hautaine des « unitaires » urbains et cosmopolites de la première moitié du 19e siècle. La doctrine officielle de l'empirisme oligarchique est nourrie de la pensée politique des intellectuels unitaires dont Esteban Echeverria a fait la synthèse dans son *Dogma socialista*, paru en 1846, où l'on peut lire notamment :

> « La raison collective est seule souveraine, non la volonté collective ... De là résulte que la souveraineté du peuple ne peut résider que dans la raison du peuple et que seule la partie sensée et rationnelle de la communauté sociale est appelée à l'exercer.
>
> La partie ignorante du peuple reste sous la tutelle de la loi dictée par le consentement du peuple rationnel.
>
> La démocratie n'est pas le despotisme absolu des masses ni des majorités mais le régime de la raison » [102].

Selon ce libéralisme aristocratique et conservateur, « la raison collective » ne peut, de toute évidence, s'incarner que dans les cercles éclairés, parmi les bénéficiaires des loisirs et de la culture, donc chez les détenteurs de la richesse. Par un « plébiciste tacite » [103], la société reconnaît aux plus aptes, au mieux formés, le droit et le devoir de conduire les affaires publiques. Ni dans les campagnes, où se cache la barbarie dénoncée par Sarmiento, ni parmi les hordes misérables d'immigrants déracinés ne réside la souveraineté populaire. Moment dépassé de la conscience politique argentine, nous dira-t-on. Pourtant, sa résurgence constitue jusqu'à nos jours un élément permanent du credo politique du groupe dominant. Nous le verrons surgir à nouveau, chaque fois que le peuple aura perdu la confiance de l'oligarchie. Le scepticisme des dirigeants quant à la capacité du populaire à exercer ses droits politiques fonde en raison la supériorité politique des « capacités » historiques, c'est-à-dire des « vieilles familles », et détermine la pratique de l'ancien

100. Cité par Etchepareborda (Roberto), *La revolución argentina del 90*, Buenos Aires, Eudeba, 1966, p. 9.

101. Belín Sarmiento (Augusto), *Una república muerta*, Buenos Aires, s.e., 1892, p. 104.

102. Echeverria (Esteban), *Dogma socialista y otras páginas políticas*, Buenos Aires, Estrada, 1948, p. 157.

103. Selon l'expression de Joaquín V. González dans son livre *El juicio del siglo o cien años de historia argentina*, Buenos Aires, Librería La Facultad, 1913, p. 202.

régime au niveau de ses structures comme à celui des mécanismes de transmission du pouvoir.

A partir de la première présidence du général Roca, en 1880, le fonctionnement concret du système politique repose sur ce qu'on a appelé la Ligue des gouverneurs. Avant d'être élu, le président est choisi par les gouverneurs des quatorze provinces [104] qui tiennent, comme on dit alors, la situation en main. Ces notables, piliers de l'ordre politique, expression et garant de la propriété territoriale, au moyen d'un réseau de caciques locaux, parfois populaires et le plus souvent investis de fonctions exécutives (maires, commissaires, juges de paix), assurent leur mainmise sur la vie de la province. Le gouverneur pourvoit à tous les emplois publics en même temps qu'il est le grand électeur du président [105]. Sénateurs et députés nationaux ne sont pas les représentants des électorats de leur circonscription mais des représentants du gouverneur qui les a choisis et auquel ils doivent obéissance. Le plus souvent d'ailleurs la charge de sénateur national est réservée au gouverneur sortant, qui peut ainsi contrôler son successeur et préparer sa réélection.

Une organisation politique émane de cette Ligue des gouverneurs : le Parti autonomiste national chargé de donner un aspect institutionnel et moderne au système empirique d'accords et de marchandages. Il tente d'apporter aux campagnes électorales un minimum de chaleur populaire. Il porte aussi « le drapeau des autonomies provinciales », comme il sied à ses origines. En fait, il n'a de parti que le nom.

La ratification électorale des candidats « officiels » oblige les gouvernants à utiliser des moyens éprouvés que la conscience démocratique réprouve généralement. Car le suffrage est en théorie universel. La loi électorale, jusqu'en 1902 et de 1904 à 1912, facilite, il est vrai, les victoires massives : députés ou électeurs présidentiels [106] sont élus au scrutin de liste à la simple pluralité des suffrages ; la représentation des minorités n'est pas prévue. Mais pour être assuré d'une bonne élection on préfère avoir recours à l'arsenal varié de la fraude électorale. Le plus souvent, dans les années 1880-1890, il n'était pas rare que le « parti » le plus fort s'emparât des urnes par la violence ou empêchât son rival de s'en approcher. Chaque candidat va aux élections comme à la guerre, suivi de la troupe en armes de ses électeurs. « Gagner une élection c'est gagner une bataille » [107]. La littérature argentine de l'époque nous a laissé des des-

104. L'Argentine compte alors 14 provinces. Les dix territoires nationaux (neuf en fait puisque l'un d'eux disparaîtra) qui couvrent près de la moitié de la superficie du pays sont administrés directement par le pouvoir fédéral. Ils ne seront admis au rang de province que très progressivement et surtout après 1945. L'Argentine est aujourd'hui divisée en 22 provinces et un territoire national (La Terre de feu), plus la capitale fédérale.

105. C'est José Nicolas Matienzo qui a le plus clairement explicité ces structures de pouvoir dans son livre classique, *El gobierno representativo federal en la República argentina*, Buenos Aires, Coni Hermanos, 1910 (édition française ; *Le gouvernement fédéral dans la République Argentine*, Paris, Hachette, 1912). Voir notamment les pages 208 à 250 de l'édition argentine.

106. Le président est élu en effet au second degré (article 81 de la Constitution).

107. González (Joaquín V.), *op. cit.*, p. 143.

criptions hautes en couleur de ces pittoresques mœurs politiques qui permettaient à la « raison collective » de s'imposer [108].

Au début du siècle, observateurs et hommes politiques s'accordent à remarquer que, le progrès des lumières entraînant l'évolution des mœurs, les opérations électorales se sont pacifiées. Les votes ne sont plus extorqués à la pointe du fusil mais achetés, et « en fin de scrutin, une voix peut monter jusqu'à deux cents pesos » [109]. Certains voient là un énorme progrès social. Carlos Pellegrini, pour sa part, considère que la vente des suffrages prouve la liberté de l'électeur « car il n'y a pas de voix plus libre que celle qui se vend » [110]. D'autres nostalgiques des temps héroïques de la *política brava* regrettent cette vénalité. « La politique était auparavant de l'anarchie enthousiaste, écrit en 1912 l'essayiste Levillier [111], elle se rapetissa, devint vénale, bourgeoise, philistine, et s'il se peut plus immorale, quoique moins nuisible ».

Qu'on soit pour ou contre le racolage monnayé des électeurs, il est certain qu'on est loin d'une pratique démocratique effective. Le scrutin n'est, bien sûr, ni secret ni obligatoire, et surtout l'inscription sur les listes électorales dépend du bon vouloir des autorités. D'ailleurs, en raison des dangers courus, puis d'une abstention volontaire et politique, la participation au début du siècle est généralement insignifiante. En 1907, à Mendoza, sur 17 000 inscrits, il y eut 1 955 votants [112] ; l'année précédente on avait annulé les élections de la capitale fédérale auxquelles participèrent seulement 3 583 électeurs sur 1 200 000 habitants [113]. Comme on le voit, tous les mécanismes électoraux sont conduits de façon à perpétuer les gouvernants en place. Encore faut-il que les gouvernés apportent leur consentement, même passif, à ces parodies électorales.

LA DÉMOCRATIE DES « VACHES GRASSES »

On peut se demander pourquoi l'oligarchie argentine s'est imposé les limitations contraignantes du suffrage universel qu'elle s'efforce de tourner. A quoi peut servir, dans l'esprit de ses créateurs et de ses utilisateurs, un régime de démocratie représentative qui fonctionne de fait suivant des normes particularistes totalement étrangères au modèle institutionnel choisi ? Il faut remarquer tout d'abord, et cette constatation

108. Voir notamment les romans et nouvelles de Roberto J. Payró (*Divertidas aventuras del nieto de Juan Moreira* et *Pago Chico*).

109. Huret (Jules), *En Argentina. De la Plata à la cordillère des Andes*, *op. cit.*, p. 502.

110. Pellegrini (Carlos), *op. cit.*, p. 57.

111. Levillier (Robert), *Les origines argentines. La formation d'un grand peuple*, Paris, Charpentier et Fasquelle, 1912, p. 283.

112. *La Prensa*, 30 septembre 1908 cité in Bagú (Sergio), *Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina*, *op. cit.*, p. 81.

113. Del Mazo (Gabriel), *El radicalismo. Ensayo sobre su historia y doctrina*, I, *Desde sus orígines hasta la conquista de la República representativa y primer gobierno radical*, Buenos Aires, Gure, 1957, p. 121.

banale est valable pour toute l'Amérique latine, que la façade parlementaire de la domination oligarchique est un symbole de modernisation. L'Argentine ne peut s'incorporer à la civilisation européenne qu'en adoptant les institutions des nations avancées. En outre, la sanction de la souveraineté populaire donne une dimension politique à la légitimité du groupe dirigeant. D'ailleurs, pour les conservateurs les plus lucides, la démocratie et le suffrage universel constituaient un idéal lointain dont la mise en œuvre immédiate ne pourrait qu'entraîner de grands bouleversements. Il fallait donc « éduquer le souverain » pour qu'il puisse assurer librement un jour la prépondérance des « meilleurs », et, en attendant, adapter l'idéal à un réel peu satisfaisant en institutionalisant la fraude.

Il est curieux d'observer combien ce problème des « mœurs politiques » préoccupe les politiciens argentins au tournant du siècle. L'unanimité semble se faire en théorie pour reconnaître la nécessité d'une réforme du suffrage. Hommage que le vice rend à la vertu chez ces profiteurs du suffrage restreint et contrôlé ? Peut-être, mais aussi reflet d'une préoccupation nouvelle : l'essor menaçant d'une opposition populaire organisée et la liquidation du système mis en place par le général Roca.

En 1891, naît l'Union civique radicale (UCR), premier parti politique pourvu d'une organisation nationale et structurée en vue de la conquête du pouvoir. Son programme : la Constitution. Fondé par des grands noms de l'establishment social [114] et des descendants d'anciennes familles aisées qui se refusent à cautionner le jeu truqué du régime « trompeur et sceptique », l'UCR, dont l'objectif déclaré est l'honnêteté politique, attire rapidement de nouvelles couches sociales d'origine immigratoire qui aspirent à participer à la vie politique. Une petite bourgeoisie dynamique qui réclame sa place au soleil du « miracle » argentin se reconnaît dans le mouvement radical, et forme le gros de ses troupes.

A côté des radicaux, le Parti socialiste, fondé en 1896 sur le modèle européen, entend défendre les intérêts de la classe ouvrière naissante. Son recrutement s'effectue presque intégralement en milieu urbain et parmi les travailleurs immigrés. Des réformes sociales, une représentation parlementaire constituent les buts immédiats des socialistes argentins. L'agitation anarchiste qui se développe concurremment dans les mêmes milieux est moins respectueuse des cadres politiques. Mais son assise syndicale en fait une force difficile à intégrer.

Cependant, tandis que l'Argentine poursuit son ascension dans le domaine économique, le système empirique de pouvoir est entré en crise.

114. On remarque, parmi les signataires de la Charte de l'UCR et les membres des premières conventions nationales et des premiers bureaux directeurs du parti, une proportion élevée de noms prestigieux : Alvear, Pueyrredón, Beccar Varela, Santa Coloma, Quesada, Rodriguez Larreta, Saguier, Ocampo, Paz, etc.

Les temps ont changé depuis la première présidence de Roca. La société argentine plus différenciée est surtout moins malléable. La coalition très lâche de groupes politiques locaux et l'accord momentané de notables provinciaux ne sont plus suffisants pour encadrer un pays en pleine effervescence. L'Argentine presque centenaire n'a pas un régime politique à sa taille. Or, le groupe au pouvoir est divisé sur la solution à donner aux demandes des couches moyennes et de la classe ouvrière tenues jusque-là en marge de la société politique. Faut-il désarmorcer, au moyen de recettes homéopathiques, une situation bloquée par des pratiques électorales qui ne permettent pas la représentation des « minorités », ou doit-on au contraire accepter les règles du jeu que propose l'opposition, et la battre sur son propre terrain ?

La première solution, certes moins coûteuse pour les détenteurs du pouvoir, semble retenue tout d'abord. En 1902, une nouvelle loi électorale instaure le scrutin uninominal afin d'assurer la représentation des minorités [115]. Elle permet, en effet, au premier député socialiste d'Amérique latine d'être élu [116]. Mais Quintana, nouveau président (1904-1906), la fait annuler par le Congrès. Il la considère dangereuse car elle affaiblit le régime, alors que celui-ci est menacé par les menées révolutionnaires du parti radical. Quintana préfère donc appeler au gouvernement des transfuges du radicalisme [117] et tenter de parvenir à une entente avec certains secteurs de l'UCR. Son successeur, Figueroa Alcorta (1906-1910), suit la même politique avec plus d'ampleur. Mais la désagrégation du régime ne s'en poursuit pas moins : les relations du président avec le Congrès sont loin d'être sans nuages comme autrefois, les rapports de la Casa Rosada avec les gouverneurs de province, base du statu quo politique, connaissent de graves tensions. Par ailleurs, l'agitation anarchiste s'accroît. Des attentats sanglants ternissent l'euphorie qui accompagne la préparation des fêtes du Centenaire. Des grèves de plus en plus fréquentes et suivies marquent, de 1907 à 1911, la montée d'un mouvement ouvrier organisé et combatif [118]. La brutalité de la répression alourdit un climat social déjà pesant. Pour parer aux dangers qui l'assaillent de toutes parts, il faut donc réformer un régime qui a fait son temps.

L'ouverture politique est désormais une obligation d'autant plus

115. Et plus précisément des socialistes comme il ressort des discours prononcés par le ministre de l'Intérieur de la deuxième présidence du général Roca, Joaquín V. González qui défendit, en 1901-1902, cette audacieuse réforme en alléguant que « l'idéal des classes ouvrières modernes » est de « se faire entendre dans les assemblées législatives » et que « la cause profonde des perturbations de l'époque tient au fait que les classes ouvrières n'ont pas leurs propres représentants au Congrès ». Voir González (J. V.), *La reforma electoral argentina*. Discursos del ministro del interior Dr Joaquín V. González (1901-1902), Buenos Aires, [Didot], 1903, p. 134.

116. Il s'agit de Alfredo L. Palacios (1880-1965).

117. Comme Torino et Rodríguez Larreta.

118. Il y eut 231 grèves en 1907, 298 en 1910. Le nombre des journées de travail perdues est officiellement de 911 656, en 1907 ; il atteint 1 431 457, en 1911. Le mouvement se calme ensuite. En 1912, on tombe à 99 grèves et 328 086 journées perdues. Voir *Estadística de las huelgas*, Buenos Aires, Ministerio del interior, Departamento nacional del trabajo. División de estadística, 1940, tableau 19.

pressante que l'UCR ne reste pas inactive et gagne du terrain. Le mouvement radical, qui, depuis sa naissance, refuse tout accord avec les groupes au pouvoir, a décrété l'abstention électorale totale aussi longtemps que le suffrage ne sera pas libre et garanti. A partir de 1902, sous l'impulsion de Hipólito Yrigoyen, le radicalisme vit dans une demi-clandestinité, conspirant contre le régime et préparant par l'insurrection armée « la révolution du suffrage universel ». Le refus des cartes truquées du régime donne à l'Union civique radicale une solide assise populaire. Parée d'une aura « révolutionnaire », elle attire les mécontents de toutes les classes sociales et menace désormais sérieusement l'ordre établi. Les « révolutions » de 1893 et surtout de février 1905 ont été de vastes lames de fond qui ont rudement secoué la coque vermoulue du régime qui vogue à la dérive. Aux yeux des classes dirigeantes pour qui, selon le mot prêté au général Roca, « les révolutions ne sont pas cotées à la Bourse de Londres », abstention et rébellion peuvent ruiner le crédit extérieur du pays et sa prospérité interne. D'ailleurs, si le gouvernement a pu endiguer jusque-là le flot révolutionnaire, la participation importante de militaires de tous grades aux dernières insurrections radicales laisse craindre qu'il n'en soit pas toujours ainsi.

L'année 1910 est fort troublée par l'agitation anarchiste. Année du Centenaire, elle est aussi une année d'élection présidentielle. Cette coïncidence fait naître dans les milieux officiels le spectre d'une « révolution » radicale plus formidable que les précédentes, qui empêcherait Roque Sáenz Peña, le président « élu » (par son prédécesseur et grâce au trucage électoral habituel), d'assumer le pouvoir. Il est vraisemblable qu'on surestime ainsi la capacité de l'Union civique radicale encore désorganisée par la déroute du putsch de 1905. Quoi qu'il en soit, comme le note un conservateur qui se trouvait alors dans les allées du pouvoir : « La peur règne et les affaires se ralentissent. L'alarme est permanente ... On dort les armes à la main. C'est la guerre des nerfs ... »[119]. Que le danger ait été réel ou que les politiciens en place aient été victimes d'une « hallucination collective » due à l'état de l'opinion, le nouveau président préféra prendre contact, avant la date fatidique, avec le chef des radicaux, Yrigoyen. Il lui donna des assurances afin que son mouvement abandonne la violence et lève l'abstention. Sáenz Peña s'engageait, pour sa part, à promulguer une réforme électorale qui assure la liberté du suffrage et la représentation des minorités.

Une fois au pouvoir, le président tint parole. La loi qui porte désormais son nom fut effectivement promulguée le 13 février 1912[120]. Elle

119. Cárcano (Ramón J.), *Mis primeros ochenta años*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1965, (première édition 1943), p. 279.

120. La loi 8871 stipule le régime électoral et les modalités du suffrage. La loi 8 130 de l'année précédente avait introduit la réforme des listes électorales. Cf. Cantón (Dario), *Materiales para el estudio de la sociología política en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial del Instituto, 1969, tome I, p. LXIX.

prévoit l'inscription des citoyens sur les listes électorales d'après les registres d'immatriculation militaire — les autorités politiques locales étant ainsi exclues des opérations —, un système de « liste incomplète à un tour » (deux tiers plus un tiers) et la multiplication des points de vote. Le vote est désormais secret et obligatoire. Le parti radical a atteint son but civique : la participation de tous les citoyens à la vie de la nation et la « libération de l'homme par le suffrage universel ». Sáenz Peña, « attentif aux pressantes demandes populaires ». était-il conscient « de frapper à mort le groupe ultra-conservateur de l'élite à laquelle il appartenait », « permettant ainsi les victoires électorales de la plèbe », comme on l'a soutenu [121] ? En d'autres termes, la nouvelle loi électorale est-elle une nuit du 4 août argentine ou fait-elle partie d'un projet concret de sauvetage de l'ancien régime ?

Remarquons tout d'abord que cette réforme politique est le résultat d'un accord au sommet dans la meilleure tradition oligarchique répudiée par le parti radical. Le chef de l'opposition accepte son intégration au système contre garantie d'une représentation équitable. « Désormais, déclare le président dans son message d'ouverture de l'Assemblée nationale le 12 mai 1911, il n'y aura plus d'abstention nocive à la vie républicaine, ni de menaces ou de violences contre l'ordre politique » [122]. Si les hommes de l'ancien régime avaient eu tendance à surestimer la capacité insurrectionnelle de l'UCR, ils croyaient peu à ses chances électorales. Ils pensaient sans doute que l'électorat épris de paix et de progrès matériel repousserait librement le passé tumultueux du parti de la « conspiration » permanente. Plus obscurément, les dirigeants satisfaits, éblouis par leur propre réussite, jugeaient que l'électeur voterait sans hésitation pour les capacités historiques prouvées, c'est-à-dire pour les familles consulaires et leurs clients. En fait, comme la réforme de 1902, la loi Sáenz Peña visait à permettre la représentation des minorités ou plus exactement de la première minorité. Autrement dit, dans l'esprit de ses promoteurs, elle rendait possible l'incorporation du radicalisme au système dans le rôle d'une opposition de Sa Majesté [123]. Il ne s'agissait donc pas de libérer le suffrage mais d'asseoir la stabilité politique du pays. C'était compter sans l'élan populaire déclenché par la mystique « régénérationiste » des radicaux.

D'autre part, cette intégration du radicalisme est un moindre mal. En donnant une représentation à la première minorité et à elle seule, le pouvoir a élaboré une loi sur mesure pour le radicalisme, tendance modérée de l'opposition, qui ne se propose pas de bouleverser le système économique et social mais d'élargir la participation à la prospérité nationale.

121. Pérez Amuchástegui (A. J.), *op. cit.*, p. 34 et 375.

122. Sáenz Peña (Roque), *La reforma electoral y temas de política internacional argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1952, p. 110.

123. Voir Joaquín V. González, *La reforma electoral argentina*, *op. cit.*, p. 114.

Le radicalisme est une digue contre un danger plus grave aux yeux des catégories dirigeantes : la montée d'un prolétariat étranger combatif et porteur d'idéologies avancées.

Sáenz Peña le signale à une Assemblée mal élue, réticente à adopter une loi dont elle perçoit plus la menace que la nécessité : « Je ne crains pas la légalité ... ce que je crains, pour notre avenir, c'est une République au ressort national affaibli, une nation sans citoyens ni souveraineté intérieure, neutralisée par le cosmopolitisme qui n'a sur notre sol ni devise ni drapeau ... » [124]. Le radicalisme, parti populaire, ancré en profondeur dans la réalité argentine, fortement teinté de nationalisme créole, doit faciliter l'assimilation des nouveaux Argentins issus de la marée immigratoire. Comme le souligne un auteur pourtant violemment antiradical : « Le groupe radical, véritablement créole, attaché aux traditions nationales, repoussant l'action dissolvante des *gringos* du socialisme et de l'anarchisme », apparaissait à beaucoup comme le remède le plus indiqué « contre la horde étrangère et antiargentine » [125]. On est loin d'un suicide politique de l'oligarchie. Certes, elle lâchait du lest mais seulement au niveau politique pour accroître son pouvoir social. Le radicalisme se voyait confier par elle la mission de véhiculer l'idéologie dominante dans les groupes sociaux marginaux.

Encore fallait-il cantonner cette minorité remuante dans les limites prudentes. Le groupe dirigeant est divisé quant aux moyens à utiliser pour parvenir à cette fin. Or le type de solution choisie conditionne la stabilité ultérieure de la vie politique argentine. Peu à peu, il apparaît que la force électorale de l'UCR est loin d'être négligeable. Le parti d'Yrigoyen s'enfle de secteurs de tous les groupes sociaux touchés par une propagande désormais publique, qui a gommé ses contours insurrectionnels sans rien perdre de son verbe messianique.

De plus, l'élan radical draine les opportunistes prompts à quitter le radeau de l'ancien régime. Nombreux même sont les conservateurs qui jouent la carte radicale parce qu'ils supposent que la politique du pire est la meilleure, que les radicaux au pouvoir montreront bien vite leur incapacité de politiciens sans expérience et se disqualifieront durablement. D'autres font le même choix parce qu'ils croient que le noyautage du mouvement radical par des membres de l'élite ainsi que la solidité — ou l'inertie — des structures étatiques, dans lesquelles prendra place l'administration d'Yrigoyen, suffiront à maintenir leurs privilèges politiques. Ils sont donc prêts à tout changer pour que rien ne change.

Ces comportements naïvement machiavéliques, ces intentions tortueuses et grosses de dangers pour l'ordre institutionnel ne sont pas partagés par la fraction la plus éclairée des conservateurs. Ceux-ci pensent,

124. Message d'ouverture du 7 juin 1912 in Sáenz Peña (Roque), *op. cit.*, p. 114.

125. Bosch (Mariano G.), *Historia del radicalismo. La UCR, 1891-1930*, Buenos Aires, s.e., 1931, p. 87.

au contraire, qu'ils doivent se donner les moyens de battre les radicaux dans une compétition électorale franche où ils ont l'avantage réservé aux détenteurs du pouvoir. Le vice-président Victorino de la Plaza prononce, le 27 mai 1914, un discours très clair dans ce sens, pour l'ouverture du Congrès. Il se félicite de la « renaissance du civisme » mais déplore que les modérés et les conservateurs n'aient pas formé un véritable parti doté d'un programme de gouvernement [126]. Un système de bipartisme équilibré, donc stable, n'était peut-être pas étranger aux intentions du législateur de la réforme électorale.

D'ailleurs, un groupe d'hommes politiques de tout premier plan répondit aux vœux de de la Plaza, devenu président, en août 1914, après le décès de Sáenz Peña. De 1914 à 1916, ces politiciens conservateurs, parmi lesquels on remarque l'un des promoteurs directs de la nouvelle loi électorale, l'ancien ministre de l'Intérieur Indalecio Gómez ainsi que le ministre des Finances de Sáenz Peña, José María Rosa, s'efforcent de créer un parti de gouvernement moderne capable de mobiliser l'opinion et de gagner les élections contre l'UCR. En décembre 1914, une assemblée constitutive du nouveau mouvement se réunit sous la présidence de Lisandro de la Torre, dirigeant très en vue d'une importante et originale organisation politique de la province de Santa Fe. Elle élabore un manifeste qui souligne l'attachement des signataires au « suffrage inviolable et sans restriction comme unique moyen de réaliser (leurs) aspirations » [127]. Un comité directeur provisoire est élu. On y trouve des grands noms de l'« aristocratie » provinciale, dont nous aurons à reparler (Carlos Ibarguren, Julio A. Roca, le général José F. Uriburu), ainsi que des ministres de l'ancien régime (Joaquín V. González, José María Rosa). Les notables et les conservateurs de toutes les provinces sont invités à se regrouper au sein du nouveau parti baptisé Parti démocrate progressiste (PDP) par de la Torre. Il représente, en 1914, ce que la Ligue des gouverneurs a été en 1880 : l'organisation politique d'un groupe dirigeant dynamique qui a confiance en lui, sait s'adapter aux circonstances et ne répugne pas à s'ouvrir prudemment à de nouvelles forces sociales.

C'est vraisemblablement cette ouverture qui a fait échouer le Parti démocrate progressiste. Les conservateurs de Buenos Aires, très réticents dès le départ, décident de se tenir à l'écart du nouveau parti. A l'occasion des élections présidentielles de 1916, Marcelino Ugarte, caudillo ambitieux de la plus riche province argentine, se refuse à cautionner la candidature de Lisandro de la Torre. Il s'agit moins en fait d'une opposition personnelle que d'un désaccord profond sur l'orientation du nouveau parti.

126. Ibarguren (Carlos), *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Eudeba, 1969 (édition définitive révisée et corrigée par l'auteur), p. 267.

127. *Ibid.*, p. 282.

Les dirigeants politiques de Buenos Aires et les grands éleveurs de la province, qui les soutiennent, peuvent à la rigueur accepter la prépondérance des provinces de l'intérieur dans le nouveau parti : la Ligue des gouverneurs était déjà bâtie sur un équilibre apparent entre les provinces pauvres du centre et l'opulente province de Buenos Aires. Mais le Parti démocrate progressiste se veut tout autre chose qu'un pâté d'alouette politique. Lisandro de la Torre, chef d'un parti local de l'active province de Santa Fe, la Liga del Sur, représente la *pampa gringa*, le littoral agricole et cosmopolite, les riches négociants italiens de Rosario, des forces en mouvement qui n'acceptent pas la tutelle des notables traditionnels. En outre, le programme élaboré par le PDP est très en retrait par rapport à l'orthodoxie libre-échangiste, clé de voûte de la réussite et du pouvoir oligarchique, que même l'Union civique radicale ne remet pas en question [128]. Le remède est donc pire que le mal. Les « prépondérants » de Buenos Aires préfèrent, quant à eux, s'en tenir aux méthodes éprouvées pour gagner les élections. Par leur opposition nette, ils torpillent une expérience conservatrice qui aurait peut-être changé la face politique de l'Argentine contemporaine.

Lisandro de la Torre ne se présenta pas moins aux élections présidentielles sous l'étiquette du Parti démocrate progressiste amputé de Buenos Aires : « J'ai accepté la candidature, écrit-il, sans espoir de triompher, mais en nourrissant l'aspiration de discipliner et de renforcer le PDP dans la lutte, afin que plus tard, sous le gouvernement radical, il puisse être un parti d'opposition constitutionnelle capable de contrôler les actes du gouvernement et de parvenir au pouvoir un jour peut-être très proche, car je considérais alors, comme aujourd'hui, que le parti radical serait incapable de gouverner même médiocrement » [129]. En fait, le PDP ne devint jamais vraiment un parti national. Héritier de la Liga del Sur, il déborda à peine la province de Santa Fe. L'échec des conservateurs modernes fut définitif. Jamais l'oligarchie, le groupe dirigeant traditionnel, ne parvint à donner vie à une véritable force politique nationale capable de se mesurer avec les partis populaires. Les différents avatars du conservatisme ne furent que des coalitions ou des ligues électorales sans lendemain, construites sur des groupements locaux embryonnaires ou jaloux de leur autonomie.

Le bipartisme, qui semble se dessiner à partir de 1916, est donc précaire et d'autant plus instable que le partenaire électoral le plus faible est celui qui représente le pouvoir économique et social. Certes, un bon observateur de la réalité latino-américaine pouvait encore écrire en 1929 : « L'Argentine est aujourd'hui un des Etats les plus stables et les

128. Ce projet de programme a été publié par Ibarguren, vice-président du nouveau parti dans *La Nación* du 16 octobre 1915.

129. Cité par Larra (Raul), *Lisandro de la Torre, el solitario de Pinas*, Buenos Aires, Hemisferio, 1956 (1re édition 1942), p. 138.

plus policés non seulement d'Amérique mais aussi du monde, et une révolution y est aussi improbable qu'en Angleterre » [130]. Tout concourait à lui donner apparemment raison, car le groupe dominant semblait avoir accepté d'assez bon gré le verdict du suffrage populaire et l'élargissement de la participation politique aux couches nouvelles. D'autant que le radicalisme, sans projet économique de rechange, se proposait seulement de « démocratiser » la prospérité due au système agro-exportateur. Il ne menace, donc, ni les détenteurs du pouvoir économique — sauf sur des points secondaires —, ni l'équilibre social qu'il renforce au contraire. Le groupe dirigeant peut fort bien s'accommoder de cette « démocratie des vaches grasses ». Par sa mainmise sur les ressorts de l'économie nationale, par son monopole historique du prestige et son maniement exclusif d'un appareil idéologique efficace, il contrôle à distance le pouvoir politique.

Mais ne nous y trompons pas : la légitimité du pouvoir légal est conditionnée à la fois par son efficacité [131] à assurer la poursuite de l'expansion agro-pastorale et le respect des règles du jeu oligarchique. Qu'une administration populaire vienne à faire preuve d'indulgence ou de faiblesse face aux mouvements sociaux, ou que le parti au gouvernement tente de définir une politique économique qui s'éloigne du credo libéral et du modèle de croissance extravertie, et la crise de légitimité s'ouvrira. Qu'enfin surviennent des années de « vaches maigres », et les « prépondérants » chercheront à reprendre les rênes du pouvoir par n'importe quel moyen à l'exception des moyens légaux dont, à juste titre, ils se méfient. Dans le système politique de l'Argentine moderne, la légitimité ne se partage pas, tout au plus peut-elle se déléguer momentanément. Un régime inefficient du point de vue de l'oligarchie est un régime condamné s'il ne doit sa légitimité qu'à l'élection populaire. Comme Napoléon III qui prétendait « être sorti de la légalité pour rétablir le droit », les restaurateurs de l'ordre ancien s'efforceront de sortir de la légalité pour rétablir la légitimité des gouvernants que « l'aveugle loi du nombre » avait interrompue.

130. Jane (Cecil), *Liberty and despotism in Spanish America*, with a preface by Salvador de Madariaga, New York, Cooper Square Publisher Inc., 1966 (1re édition The Oxford University Press, 1929), p. 173.

131. Sur la caractère subjectif de la légitimité et son rapport à l'efficacité conçue en fonction des « valeurs dominantes » voir Lipset (Seymour Martin), *L'homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1963, « Conflit social, légitimité et démocratie », p. 89-109.

Chapitre 2

Les forces armées et la société militaire à l'apogée de l'Argentine civile

Si l'instabilité politique répond à des causes sociales très complexes, l'instrument militaire qui l'exprime ne s'est pas improvisé au hasard d'une conjoncture. La domination militaire est le fruit d'une longue et lente germination. Le poids spécifique de l'armée dans la société argentine tient autant aux représentations nées d'un rôle historique ancien qu'aux structures ou au recrutement des institutions militaires contemporaines.

Au commencement était l'armée

Comme les partisans de l'Action française, qui proclamaient mélancoliquement qu'une suite ininterrompue de rois avait « fait la France », la plupart des citoyens argentins ne sont pas loin de penser que leur pays est une création de ses généraux. C'est en effet ce qu'enseigne « l'histoire-bataille » des écoles, non sans quelque fondement. Forgée dans les guerres d'Indépendance contre les armées espagnoles, la nation argentine, après s'être trempée et unifiée dans un conflit international avec le Paraguay (1865-1870), a arrondi son territoire par le fer et par le feu en écrasant les tribus indiennes dans la « campagne du désert ».

L'Argentine héroïque doit son rayonnement le plus intense, sa gloire la plus durable à l'armée des Andes. Sous le commandement du Libertador, le général San Martín, les armées de La Plata franchirent la Cordillère et prirent une part décisive à l'émancipation du Chili et du Pérou, poussant même jusqu'à Guyaquil. Là, les armes cédèrent à la toge : le Grand Capitaine s'inclina devant un homme d'Etat plus civil que militaire, l'autre Libertador du continent, Simón Bolivar. Mais l'auréole de

la victoire de Maipú ou de Chacabaco n'a pas disparu. L'image d'une armée libératrice s'impose encore un siècle plus tard.

Contre les razzias, *malones*, des Indiens nomades qui entretiennent l'insécurité au Sud de la province de Buenos Aires, expéditions « pacificatrices » et consolidation de la « frontière » alternent jusqu'en 1880. A partir de 1860, l'armée de ligne s'établit à demeure sur une ceinture de fortins qui bouclent les terres exploitées. Ainsi l'armée crée la frontière, mais la frontière suscite l'armée permanente. En 1880, les fusils Remington et les transmissions modernes ouvrent enfin aux cultures les plaines au-delà du Río Negro. L'armée, au début du siècle, pacifie le Chaco au Nord du pays. Elle tient lieu de pionnier. L'expansion territoriale intérieure lui doit tout.

La guerre du Paraguay, dernier conflit international auquel ait participé l'Argentine, mobilise les énergies nationales au moment où les luttes intestines tendent à s'affaiblir et tandis que s'affirme la prééminence de Buenos Aires. La gloire amère que tire le pays de la sanglante guerre de la Triple Alliance (avec le Brésil et l'Uruguay) contre un président paraguayen nationaliste et antibrésilien, n'empêcha pas de nombreuses actions d'éclat qui vinrent rehausser le prestige des militaires argentins. Dans les annales de l'Argentine héroïque, qui clôt en 1870 ses éphémérides guerrières, Curupaity (1866) ou Humaitá ne sont pas indignes de Chacabuco (1817) ou d'Ituzaingó.

L'armée fournit à la nation indépendante valeurs et symboles patriotiques sans lesquels il n'est pas, dans un pays neuf, d'existence nationale durable. Le souvenir des hauts faits d'armes et des héros militaires est partout : dans le culte dévot rendu au Libertador, seule figure réellement incontestée du Panthéon national, canonisé par les historiens et les hommes de lettres (San Martín est le « saint de l'épée », selon Ricardo Rojas) ; dans la toponymie des bourgades rurales du littoral qui invoquent les patronymes glorieux des fondateurs militaires [1] ; dans les noms de rue de la capitale.

On nous objectera sans doute que ces colonels et ces généraux ne sont pas des militaires, que dans les temps troublés les seigneurs de la guerre sont des civils ou que les notables mobilisés se voient décerner ès qualité des grades éminents dans toutes les guerres civiles du 19e siècle en Amérique latine. Une telle réserve, parfaitement fondée pour d'autres pays du continent, ne s'applique pas intégralement à la situation argentine. Certes, dans les luttes intestines qui secouent le pays de 1820 à 1870, le chef de bande ou de faction, le capitaine d'une *montonera*, bande armée de gauchos en guenilles, peut s'affubler d'un grade mili-

1. D'un simple coup d'œil à la carte des environs de Buenos Aires, nous relevons les localités suivantes : General-Conesa, General-Guido, Coronel-Vidal, General-Madariaga, General-Lavalle, Coronel-Dorrego, General-Paz, General-Viamonte, General-Lamadrid, Coronel-Suárez, Coronel-Pringles, etc.

taire élevé. D'ailleurs, le plus souvent, le gouvernement sous lequel momentanément il se range lui octroie ce titre de reconnaissance [2]. Le caudillo n'en demeure pas moins *estanciero*, négociant ou aventurier. Cependant, à côté des officiers spontanés ou éphémères, dont il est difficile de distinguer les honorables « bourgeois » qui, pour services rendus ou pour récompenser leur fidélité politique, sont faits colonels ou généraux, de véritables militaires de métier existent.

Les armées argentines ne sont pas tout à fait, comme l'affirme irrespectueusement un personnage de Manuel Gálvez, des « *montoneras* plus la fanfare » [3]. Très tôt, on y compte des officiers de carrière. San Martín en était un : sorti du Collège des nobles de Madrid, il est incorporé, en 1789, comme cadet au régiment de Murcie, suivant ainsi la voie normale en Espagne pour accéder à l'épaulette d'officier. Lorsqu'il se retire de l'armée espagnole, en 1811, il est lieutenant-colonel. San Martín a donné son empreinte professionnellle à l'organisation de l'armée des Andes [4]. Ce n'est pas un cas isolé. L'unité de commandement et la structure hiérarchique pyramidale, la distribution par armes ou services et l'uniformisation de l'équipement sont autant de traits des armées régulières qui apparaissent très tôt en Argentine. Certes, les régiments, dont certains ont été fondés entre 1810 et 1820, sont, jusqu'à la présidence de Mitre, le plus souvent semi-permanents : démobilisés après une campagne, recrutés en vue d'une nouvelle guerre, ils disparaissent ou se fragmentent dans les périodes d'anarchie. Ils n'en possèdent pas moins des cadres. Et ceux-ci sont pour partie des officiers de métier selon les critères généralement admis par les sociologues militaires : technicité, discipline, esprit de corps [5]. Ce ne sont pas simplement des combattants intrépides ou des meneurs d'hommes. Ils apparaissent comme des techniciens déjà professionnels sachant faire manœuvrer un bataillon. Ils ont étudié dans les livres les grandes règles de la tactique et de la stratégie [6]. L'Argentine du

2. La biographie des plus célèbres caudillos illustre cette reconnaissance gouvernementale des seigneurs de la guerre : Facundo Quiroga, le « Facundo » de Sarmiento, fut fait général par Rosas ; « El Chacho » Peñaloza reçut d'Urquiza le grade de colonel de la Confédération. Voir Luna (Félix), *Los caudillos*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1966, p. 134 et 172.

3. Gálvez (Manuel), *Humaitá. Escenas de la guerra del Paraguay*, Buenos Aires, Losada, 1959, p. 20.

4. Bartolomé Mitre donne une description détaillée du corps expéditionnaire de l'armée des Andes dans son *Historia de San Martín y de la emancipación de Sudamérica*, Buenos Aires, El Ateneo, 1950, p. 277. Celle-ci comprend 4 000 hommes : une infanterie de 3 000 hommes divisée en 4 bataillons ; 5 escadrons de grenadiers à cheval, une brigade d'artillerie de 250 hommes comprenant 19 pièces. L'armée est divisée en trois corps comprenant chacun un Etat-major, des guides, un chirurgien, un intendant. L'appui logistique est assuré par 1 200 miliciens de Cuyo chargés des vivres, munitions et chevaux. On est loin de la *montonera*.

5. Huntington (Samuel P.), *The soldier and the state*, Cambridge, Harvard University Press, 1957, p. 8.

6. Sans revenir sur San Martín, qui rédigea de sa main des règlements à l'usage de l'armée qu'il mit sur pied pour passer les Andes, on trouve des « manuels » militaires imprimés à l'époque de Rosas ; cf. *Reglamento para el ejercicio y maniobras de los regimientos de infanteria de la Confederación argentina*, Buenos Aires, Biblioteca nacional militar, 1846, non paginé.

20e siècle a donc hérité d'une véritable tradition militaire. Voyons maintenant quelle armée elle reçoit.

La « vieille armée »

La présidence de Mitre (1862-1868) ouvre la voie à la modernisation accélérée du pays. Son œuvre militaire jette les bases d'une organisation centralisée de la défense nationale. L'armée de terre est constituée par la garde nationale, milices bourgeoises, et par « la ligne ». Le projet de Mitre, interrompu et ralenti par la guerre du Paraguay et de nombreux soulèvements à l'intérieur du pays, qui l'obligèrent à mobiliser les gardes nationales, consistait à transformer celles-ci en réserve des corps de ligne qui devait former l'armée d'active proprement dite.

Les effectifs de l'armée de ligne sont fixés à 6 000 en 1864, ils atteignent 8 188 hommes en 1884 [7]. La troupe est en théorie composée de volontaires sous contrat pour deux, quatre ou six ans. Mais à ceux-ci viennent s'ajouter des condamnés de droit commun, *destinados,* pour lesquels le service militaire tient lieu de bagne. Dans les faits, les deux catégories ne sont pas très nettement distinguées. Le gros du recrutement s'effectue par le racolage. Aussi l'armée draine bon nombre des « déchets sociaux » du pays auxquels se joignent les malchanceux pris dans les rafles des « sergents recruteurs ». Mal vu du « juge de paix », suspect aux yeux du commissaire ou simplement sans travail [8], le gaucho est bon pour le service, en fait pour la déportation aux frontières où il servira pendant un temps indéterminé.

José Hernández raconte dans son *Martín Fierro* l'aventure exemplaire d'un de ces engagés involontaires. Fierro, gaucho batailleur et vaillant, est envoyé soi-disant pour six mois dans un fortin. Le « juge de paix » lui reproche d'avoir mal voté aux dernières élections [9]. Incorporé dans une sorte de compagnie disciplinaire en plein désert, le héros de Hernández ne reçoit ni uniforme, ni solde, ni armes. Traités en bagnard — les châtiments corporels pleuvent —, il cultive la terre pour le colonel « commandant de la frontière » au lieu de combattre les Indiens [10].

On comprendra aisément que les « volontaires » se fassent rares. Le publiciste Nicasio Oroño notait en 1871 : « Le Chili et la République

7. Rodríguez (colonel Augusto G.), *Reseña histórica del ejército argentino (1862-1930)*, Buenos Aires, Secretaría de guerra, Dirección de Estudios históricos, 1964, p. 24 et 89.

8. En vertu d'une loi du 30 août 1815, dite « loi contre le vagabondage », tout homme sans propriété doit avoir un patron qui réponde de lui, à défaut de quoi il est passible de « cinq ans de service militaire ». Voir Alvarez (Juan), *Estudios sobre las guerras civiles argentinas*, Buenos Aires, Juan Roldán, 1914, p. 99.

9. Hernández (José), *Martín Fierro*, chants III, vers 52, 56, 58.

10. Cette utilisation des soldats des « frontières » n'a rien d'exceptionnel, puisqu'elle est dénoncée par les hommes politiques les plus clairvoyants de l'époque ; voir Oroño (Nicasio), *La verdadera organización del país o la realización de la máxima gobernar es poblar*, Buenos Aires, s.e., 1871, p. 107.

Orientale (l'Uruguay) sont pleins d'Argentins qui ont abandonné leur terre natale pour fuir le service militaire qu'on leur impose par la force »[11]. La désaffection des « fils du pays » à l'égard de l'armée et le pourcentage élevé des désertions parmi les créoles épris d'espace et de liberté ont même inspiré aux autorités le projet d'importer d'Europe des contingents de mercenaires. Des commissions de recrutement furent envoyées en France et en Italie (1861-1867), mais les résultats en qualité et quantité furent jugés si décevants que l'idée fut promptement abandonnée[12].

Malgré la réputation de bravoure indomptable et d'abnégation qu'ont tressée aux « héroïques soldats de la frontière », résistants et sobres, les écrivains militaires de l'époque[13], les Argentins ne sont pas très fiers de leur armée. Mal nécessaire dont on a vaguement honte en temps de paix, institution archaïque qui n'est pas à la hauteur des progrès accomplis par le pays, l'armée de « métier » argentine ne se distingue ni par sa discipline et sa bonne tenue, ni par son haut niveau de préparation technique dans l'art de la guerre.

Le prestige des officiers s'en ressent. Tenant plus du garde-chiourme que du stratège d'Etat-major, les cadres de l'armée de ligne font au mieux figure de soudards. « On peut se demander, s'exclame à la Chambre le député de Buenos Aires, Demaría, lors des débats sur la loi militaire en 1901, si c'est en maintenant dans les casernes le produit de notre recrutement volontaire que nous allons rendre sa dignité à l'officier. Est-ce en obligeant les officiers à affronter une troupe que, dans la plupart des cas, ils ne peuvent commander qu'au moyen de châtiments corporels que nous allons parvenir à améliorer notre armée ? Est-ce ainsi que nous allons élever le prestige de la carrière des armes ? »[14]. Paré de l'auréole d'entraîneurs d'hommes ou de porte-drapeau de la civilisation dans le « désert »[15] durant le premier demi-siècle de l'Argentine indépendante, l'officier fait bien piètre figure au sein de l'Argentine pacifiée du boom économique.

Pourtant, ces officiers de la vieille armée sont rarement sortis du rang, encore moins d'origine populaire. Il existe un abîme social— et souvent ethnique — entre la troupe créole formée de gauchos insoumis, de vagabonds ou de mauvais garçons, et les fils de famille turbulents ou peu enclins aux études, qui constituent l'encadrement. Les officiers se

11. Oroño (Nicasio), *op. cit.*, p. 113.

12. Ce projet fut défendu sous Mitre notamment par le poète Ascasubi ; cf. Pérez Aznar (Ataulfo), « El ejército de línea », *Revista de historia*, 1, 1957, p. 48.

13. Voir notamment les œuvres du commandat Manuel Prado, *La guerra al malón* (1907), *La conquista de la Pampa (cuadros de la guerra de frontera)*, 2ᵉ édition, 1935.

14. Cámara de Diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 626.

15. Mi-conquérants, mi-explorateurs, les officiers sont les meilleurs connaisseurs du monde des Indiens avec lesquels ils n'ont pas que des contacts brutaux et inégaux. C'est ce dont témoigne, entre autres, l'admirable « reportage » du général Lucio V. Mansilla chez les Indiens Ranqueles, *Una excursión a los Indios Ranqueles*, 1870.

forment dans les unités. Ils sont donc peu instruits. Mais pour être admis comme cadet ou aspirant auprès d'un chef de corps, il faut de solides recommandations familiales. Parfois des officiers de la garde nationale, d'un niveau d'instruction plus élevé, sont versés dans la ligne avec leur grade. « Sur simple décret », un civil peut, s'il est bien en cours, recevoir un grade militaire [16]. Pour ces dernières catégories d'officiers, l'armée n'est pas une occupation permanente. Le notable qui s'y consacre de manière intermittente en attend seulement la gloire. Il a du bien pour vivre. C'est pour lui un service honorifique plus qu'une profession.

Les critères d'admission aux fonctions d'officier sont donc éminement particularistes. En outre, les guerres civiles ont largement contribué à faire dépendre le corps des officiers des aléas de la vie politique. Pour connaître une carrière-type d'officier de la « vieille armée », il suffit de suivre la biographie du plus illustre d'entre eux, le général Julio A. Roca [17]. Né à Tucumán où il fait ses études primaires, Roca entre au Collège national de Concepción del Uruguay (Entre Rios), fondé par Urquiza en 1849. Encore élève, il s'engage dans les troupes du gouvernement national en lutte contre la sécession bonairienne. Il participe à la bataille de Cepeda (octobre 1859). Urquiza, vainqueur des troupes de Mitre, nomme Roca sous-lieutenant. Le futur général reprend ses études au Collège de Concepción. Deux ans après, il est à nouveau sous les armes à la bataille de Pavón. Il reste cette fois dans l'armée, prend part à la guerre du Paraguay. A 29 ans, il est fait colonel pour son action contre le soulèvement de López Jordán dans la province d'Entre Rios. En janvier 1872, il reçoit les étoiles de général à la suite de sa victoire sur les troupes de Mitre qui tentait de s'opposer par les armes à l'élection d'Avellaneda à la présidence.

Malgré la création par Sarmiento, en 1869, du Collège militaire pour la formation des officiers, le recrutement parallèle par incorporation directe et sans études spéciales reste largement majoritaire jusqu'à la réforme de 1901. Choisis et surtout promus par le gouvernement et non cooptés par leurs pairs, les officiers argentins ne forment pas un groupe autonome socialement distinct des groupes dirigeants. La société militaire dépourvue de la cohésion, que donne le passage par un moule commun, se fond dans l'élite établie dont elle partage ou subit les divisions et les querelles. Son pouvoir est faible, à la mesure du bas niveau de spécialisation des officiers et des conditions sociales ou institutionnelles de leur recrutement. L'autorité politique des civils n'a pas de mal à s'imposer même si des militaires complotent à titre individuel ou se « prononcent » comme les caudillos des temps révolus. Pour employer

16. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 30.

17. cf. Levene (Gustavo Gabriel) et al., *Los presidentes argentinos*, Buenos Aires, Compañia general fabril, 1961, p. 83.

la formule d'Huntington, nous sommes devant un cas parfait de « contrôle subjectif » de l'armée par le pouvoir civil [18].

Ceci ne signifie nullement que l'armée ne joue pas un rôle politique. Ses relations avec le pouvoir fédéral sont simples. Elle dépend de lui, elle est donc l'instrument de sa prépondérance. L'armée argentine, telle que Mitre et Sarmiento l'ont mise sur pied, sert à renforcer la centralisation étatique. Nous avons vu quel puissant facteur d'unité nationale elle a été, en rendant possible l'élimination des caudillos provinciaux et en levant définitivement l'hypothèque indienne qui pesait sur les terres du Sud. Si l'armée nationale étouffe, entre 1875 et 1878, les derniers soubresauts des particularismes centrifuges, elle met aussi un terme à l'autonomisme bonairien quand celui-ci devient un facteur de dissociation. En 1880, le général Roca, à la tête des troupes fédérales, bat le gouverneur de Buenos Aires, Tejedor, qui s'opposait à sa candidature à la présidence acceptée par les gouverneurs des provinces [19]. Il affirme ainsi la suprématie de l'Etat national et surtout le monopole fédéral des forces armées donc de la violence institutionalisée et légitime. L'autonomie des provinces inscrite dans la Constitution ne peut guère résister à ce nouveau rapport des forces.

Institution unificatrice au service de l'Etat fédéral, cheville ouvrière de l'organisation nationale, l'armée de ligne est aussi le bras séculier de l'oligarchie au pouvoir, l'instrument politique du groupe dirigeant. Les chefs de régiments, les commandants de corps qui « représentent » localement le gouvernement national jouissent de pouvoirs et de moyens de pression étendus et redoutables. Ce sont eux qui sélectionnent les « volontaires » pour incorporer le contingent lorsque besoin est. Voter contre le gouvernement revient donc à s'exposer aux représailles du chef militaire. D'autre part, qu'un gouverneur ose appartenir à l'opposition ou déplaise simplement au président, et l'intervention directe de la garnison locale aura tôt fait de ramener le rebelle à la raison.

On comprend que le cantonnement des troupes sur le territoire des provinces ait été souvent critiqué par les partisans du pluralisme politique ou de l'autonomie provinciale. Le juriste Matienzo rappelle qu'en « 1968 le sénateur Oroño [20], sous la présidence de Mitre, proposa une loi interdisant au pouvoir exécutif de maintenir des forces armées à l'intérieur des provinces, et il fonda son projet sur l'intervention abusive des chefs de l'armée dans les questions locales ». Un des points traités dans la charte de fondation de l'Union civique radicale, en 1891, est intitulé : « L'armée et les autonomies provinciales » [21]. Les radicaux y dénoncent

18. Huntington (Samuel P.), *op. cit.*, p. 80.

19. Yofre (Felipe), *El congreso de Belgrano (año 1880)*, Buenos Aires, Lajouane, 1928, p. 46-47.

20. Matienzo (José Nicolás), *El gobierno representativo federal en la República argentina*, Buenos Aires, Coni Hermanos, 1910, p. 139.

21. Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, Buenos Aires, Raigal, 1953, tome I, p. 67.

l'ingérence « permanente du gouvernement national dans la vie politique locale au moyen d'une distribution arbitraire et purement partisane des unités de l'armée de ligne sur le territoire des provinces ».

Comme nous venons de le voir, les militaires ont du pouvoir, mais le pouvoir militaire est encore inexistant. Le groupe dirigeant contrôle adéquatement l'armée de ligne et l'utilise pour affermir sa domination. La société militaire est encore dépourvue des ressources morales, idéologiques et institutionnelles qui lui permettraient de secouer la tutelle du pouvoir politique. Nous allons voir comment la loi militaire de 1901, en professionnalisant strictement le corps des officiers et en instaurant le service militaire obligatoire, va modifier durablement les rapports entre l'armée et l'Etat.

« L'armée du suffrage universel »

La « vieille armée » mal préparée, peu rompue aux techniques modernes — l'artillerie, arme savante, y est fort négligée — est l'objet de très dures critiques. Plus d'un publiciste partage le jugement sévère de Belín Sarmiento sur cette institution qu'il considère politisée et pléthorique, médiocre et corrompue : « L'armée argentine, écrit-il en 1890 [22], est une armée prétorienne. Elle n'est pas organisée en vue de la défense nationale mais pour soutenir un pouvoir que le pays repousse ». Selon Belín Sarmiento, la « vieille armée », formée de soldats recrutés dans la lie de la société et n'ayant rien à perdre, encadrée par des officiers qui doivent leur promotion à leur fidélité au gouvernement et non à leurs mérites professionnels, n'est pas l'armée de la nation mais un instrument d'oppression propice à toutes les aventures politiques.

Cependant, quelle qu'ait pu être l'influence des censeurs de cette vénérable organisation militaire, celle-ci, dans l'optique du groupe dirigeant, remplissait très honorablement sa mission. Si l'on considère que ses deux objectifs principaux étaient le maintien de l'ordre intérieur et la conservation du statu quo politique, elle suffisait à sa tâche. Les groupes dominants nationaux de l'intérieur et les intérêts des créanciers étrangers n'avaient aucune raison de critiquer l'appareil militaire argentin : la croissance accélérée de l'économie le prouve assez. Une réforme militaire ne semblait donc pas s'imposer. Il n'y avait aucune raison pour qu'elle soit induite de l'extérieur comme on a pu parfois l'avancer. On pouvait certes améliorer la formation des officiers, perfectionner l'instruction et l'équipement des recrues, mais on comprend mal l'instauration soudaine du service militaire obligatoire a la place de l'armée de vétérans.

Les raisons qu'on a pu avancer alors sont de valeur et d'importance très inégales. La première, conjoncturelle, insiste sur la crise des rela-

22. Belín Sarmiento (Augusto), *Una república muerta*, Buenos Aires, s.e., 1892, p. 21.

tions avec le Chili. En effet, la vieille controverse frontalière qui couve depuis 1881 s'envenime à nouveau autour de 1900. De nombreux incidents, en 1900-1901, laissent craindre qu'un conflit armé n'éclate à tout instant. Le pays tout entier se prépare à la guerre contre un voisin jugé belliciste et agressif, dont on craint la valeur militaire révélée dans la guerre du Pacifique qu'il a remportée sur la Bolivie et le Pérou en 1883. Dans ce climat de paix armée, l'opinion s'exalte et les esprits s'échauffent. Les instituteurs préposés à l'éducation patriotique dénoncent la menace d'outre-Cordillère et les yeux fixés sur la ligne bleue des Andes évoquent San Martín. Plus d'une vocation militaire est née de cette atmosphère cocardière [23]. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut placer les débats de la Chambre des députés sur le service militaire.

La conscription existe en effet au Chili depuis le 5 septembre 1900. Elle a permis de doubler les effectifs de l'armée de terre [24]. Mais la rivalité avec le Chili, vainqueur du Pacifique, est un argument bien faible pour les adversaires du projet de service militaire obligatoire. Ils ont beau jeu à la Chambre de rappeler quelques vérités élémentaires : une armée permanente de 10 000 hommes éventuellement étoffée par la mobilisation de quelques unités de garde nationale suffit pour protéger une frontière très étendue mais peu aisée à franchir [25]. Il ne serait donc pas nécessaire, du point de vue des techniciens, d'imposer au pays, en temps de paix, la lourde charge que représente le système de la conscription. D'ailleurs, l'armée nouvelle ne peut, au pied levé, remplacer les vétérans aguerris ; elle ne pourrait être opérationnelle que dans un ou deux ans. L'invocation du danger chilien n'est donc pas très convaincante.

Les attendus du projet de loi. la personnalité de ceux qui l'ont élaboré ou soutenu nous permettent de mieux situer cette initiative du gouvernement du général Roca. Le projet de loi portant réforme de l'organisation militaire argentine, qui entre en discussion à la Chambre de députés le 4 septembre 1901, est défendu par le général Pablo Riccheri, ministre de la Guerre depuis le 13 juillet 1900. Il est accompagné d'un texte de présentation signé par le président de la République, le général Roca. Celui-ci insiste tout particulièrement sur le fait que ce projet de loi répond aux « exigences du progrès » [26]. Quelques années plus tard, un commentateur militaire dira de la loi 4031 qui en résulte : ce fut une « loi de civilisation » [27]. La carrière du général Riccheri éclaire aussi sa

23. Ce fut le cas pour le futur général Benjamín Menéndez (interview de l'auteur, 1er septembre 1969).

24. Voir Joxe (Alain), *Las fuerzas armadas en el sistema político de Chile*, Santiago, Edición universitaria, 1970, p. 53.

25. Discours du général Alberto Capdevila à la Chambre, Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 610.

26. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 354.

27. « XX, El teniente general don Pablo Riccheri »,*Revista universitaria*, 6 (61), 1935, p. 87 (numéro spécial sur l'armée).

conception de l'armée. Le ministre de la Guerre du général Roca est un militaire « moderne » totalement coupé de la « vieille armée », plus intellectuel en uniforme que baroudeur. Ses adversaires n'ont pas manqué de signaler que le nouveau ministre est un officier d'école qui connaît mieux les armées européennes que celles de son propre pays. Le général Capdevila s'exclame au Congrès : « Une fois finies ses études au Collège militaire, M. le ministre de la Guerre partit étudier en Europe et, là-bas, il est resté vingt ans ... absent des rangs de l'armée nationale. Sans doute a-t-il reçu l'enseignement des écoles et des livres, mais il n'a pas l'expérience de la vie de garnison et de campagne qui élève et affermit le jugement du soldat »[28].

Le général Riccheri est entré au Collège militaire en 1875 et, en 1884, il a été incorporé à l'Ecole supérieure de guerre de Belgique. Nommé ensuite attaché militaire en Allemagne, il a été chargé d'une mission d'achat d'armements en Europe. Il aspire à donner à l'Argentine des institutions militaires dignes des pays européens les plus avancés. L'armée française, « une des plus grandes choses du monde » au début du siècle aux dires de Charles de Gaulle [29], et l'armée allemande héritière de la légendaire tradition prussienne sont ses modèles. Rien n'est trop beau pour l'Argentine de Roca. De même que Riccheri a fait livrer à l'Argentine, en 1893, les meilleurs fusils, les Mausers allemands, il va s'efforcer de calquer l'organisation armée sur les premières institutions militaires du monde, en rompant tout d'abord avec l'armée de guerre civile, débraillée et analphabète, indigne de la Grande République du Sud.

L'instauration du service militaire obligatoire et la professionnalisation accrue du corps des officiers, que prévoit le projet de loi de 1901, s'inscrivent donc dans le vaste effort de la modernisation de la société argentine qui, comme nous l'avons vu, est essentiellement une ouverture sélective aux influences européennes. L'armée des citoyens sera le miroir de la nation. Le groupe dirigeant « progressiste » aura ainsi introduit une nouvelle réforme justifiant une fois de plus sa prééminence et sa légitimité.

Contre les adversaires qui soulignent combien la conscription est onéreuse même si tout le contingent n'est pas incorporé, le ministre de la Guerre oppose l'appui massif apporté au projet gouvernemental par les plus éminents représentants de la « vieille armée », notamment par tous les lieutenants généraux : Roca, bien sûr, mais aussi Mitre, Gelly y Obes, Levalle, Luis María Campos, Donato Alvarez[30]. On pourrait s'étonner de cette conversion si l'*establishment* militaire à ce niveau

28. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 752.

29. Gaulle (Charles de), *Mémoires de guerre*, *L'appel*, Paris, Plon, 1954, p. 6.

30. Discours du ministre de la Guerre, 11 septembre 1901, in Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 705.

n'était pas confondu avec les couches dirigeantes et les responsables politiques. En fait, la réforme militaire obéit essentiellement à des motivations politiques. L'introduction du service militaire obligatoire n'est qu'accessoirement militaire. Les hiérarques de l'Etat oligarchique l'ont compris et en témoignent.

Un député, lors du débat à la Chambre, a lâché une formule à la fois éclairante et malheureuse : la conscription, c'est « l'armée du suffrage universel »[31]. Or, comme on l'a vu, le suffrage universel est réclamé par l'opposition extra-parlementaire et il ne sera rendu effectif que onze ans plus tard, en 1912. En fait, il faut interpréter la remarque du député Demaría. Elle n'est pas loin de signifier que l'armée du service obligatoire est une institution préparatoire au suffrage universel. Qu'importe si l'honorable député faisait gratuitement et sans penser à mal du lyrisme démocratique. Dans la réalité, les citoyens argentins seront soldats avant d'être véritablement et librement électeurs, et ceci ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques directes : non pas dans le sens, parfois noté[32], d'une prééminence des institutions militaires sur les institutions politiques représentatives par le simple jeu de la chronologie, mais parce que l'armée de la conscription est chargée de modeler les mentalités des futurs électeurs.

La fonction de formation civique et morale du service militaire, maintes fois signalée en France, revêt, dans un pays d'immigration massive, une importance particulière. La conscription est, en Argentine, l'antidote du cosmopolitisme. A défaut de la possession de la terre qui retient, le fils d'immigrant s'enracinera à travers l'école et l'armée chargées de lui insuffler l'attachement patriotique aux valeurs nationales. Le service militaire, par le brassage social et la discipline, neutralise les virus de dissolution sociale venus du vieux monde. L'armée, qui a su précédemment faire plier le gaucho, a désormais pour objectif « d'argentiniser » le *gringo* et de façonner l'Argentin. Ainsi, comme l'écrit en 1911 un lieutenant-colonel : « Aujourd'hui l'armée est la nation, elle est comme son armature métallique extérieure qui garantit la cohésion des parties et la préserve des chocs et des chutes »[33].

Les milieux militaires ont parfaitement compris le sens de la mission qui leur était ainsi assignée. Dans le cadre de la conscription, la responsabilité de l'officier prend naturellement une dimension politique. Le chef ou l'instructeur doivent éveiller le sentiment national chez des conscrits venus de tous les horizons, encore attachés au pays de leurs pères[34]

31. *Ibid.*, p. 623.

32. Cantón (Dario), « Notas sobre las fuerzas armadas argentinas », *Revista latinoamericana de sociología*, novembre 1965, p. 290-313.

33. Maligne (lieutenant-colonel A.). « El ejército en octobre 1910 », *Revista de derecho, historia y letras*, mars 1911, p. 397.

34. Le chef d'un régiment d'infanterie rapporte avec une certaine amertume qu'aux manœuvres de Tandil, en 1910, les soldats ayant reçu la permission de chanter entonnèrent en ita-

et professant volontiers la plus parfaite indifférence à l'égard de l'Argentine et de ses traditions, quand ils ne refusent pas toute patrie et toute armée : en effet, en ce début de siècle, l'anarchisme fait des adeptes nombreux[35]. Comme le dit dans une conférence un professeur civil du Collège militaire, en 1915 : l'officier se voit confier par la nation « la rédemption du conscrit inculte, ignorant et pervers »[36], « argentin de naissance mais barbare de condition, qui constitue un danger pour la stabilité sociale et une menace pour notre culture ». L'objectif du service militaire obligatoire est donc, selon un officier, de faire des citoyens argentins à partir d'un « conglomérat hybride et confus »[37]. De renationaliser l'âme nationale en la débarrassant de « l'exotisme qui l'affaiblit et des impuretés qui la minent ». L'armée devient « le porte-drapeau de la civilisation »[38] au sens où le groupe dirigeant argentin entend ce terme depuis Sarmiento.

Les officiers sont explicitement formés pour cette mission sociale et politique. Ils ont conscience de son importance et, partant, de la leur. Le directeur du Collège militaire déclare, en remettant leurs diplômes aux nouveaux sous-lieutenants, en décembre 1920 : « Vous appartenez désormais au corps des officiers, c'est-à-dire à un ensemble d'hommes de bien, qui, guidés par un idéal supérieur, reçoivent de plus grandes responsabilités et remplissent des fonctions plus élevées que la majorité de leurs concitoyens, " car ils doivent faire l'amalgame " d'hommes de toutes provenances », afin de « modeler chez les soldats l'âme argentine »[39]. Esprit de corps, conscience d'une mission qui les place d'emblée infiniment au-dessus de leurs concitoyens, on voit déjà percer les éléments d'un messianisme qui est sous tous les climats le ressort de l'activisme militaire. Car des devoirs supérieurs appellent des droits plus étendus, hors de l'ordre commun.

Rien d'étonnant qu'on puisse lire en 1918, sous la plume d'un lieutenant-colonel, des formules inquiétantes et impensables dans l'ancienne armée. Le lieutenant-colonel Carlos Smith conclut ainsi un livre enflammé qu'il a écrit pour réfuter le pacifisme et défendre l'armée : « La patrie pour l'armée, la politique pour les politiciens »[40].

lien « des chansons de trattoria » et non les hymnes patriotiques qu'on leur avait appris à l'armée : Smith (lieutenant-colonel Carlos), *Al pueblo de mi patria*, Buenos Aires, Talleres gráficos del Estado mayor del ejército, 1918, p. 89.

35. Baily (Samuel), *Labor, nationalism and politics in Argentina*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1967, p. 29-45 et Spalding (Hobart), *La clase trabajadora argentina. Documentos para su historia*, Buenos Aires, Galerna, 1970, p. 50-60.

36. Carlés (Manuel), « Diplomacia y estrategia (conferencia dada en el Colegio militar). supplément au n° 270 de *Revista militar*, juin 1915, p. 13.

37. Smith (lieutenant-colonel Carlos), *op. cit.*, p. 88-89.

38. *Ibid.*, p. 21.

39. Justo (colonel Augustín P.), « Discurso del director del Colegio militar, coronel D. Agustín P. Justo », *Revista militar*, janvier 1921, p. 3.

40. Smith (lieutenant-colonel Carlos), *op. cit.*, p. 310.

Formule audacieuse et prématurée qui, douze ans plus tard, deviendra le leitmotiv d'un corps d'officiers largement interventionniste. Mais n'anticipons pas.

La mission sociale impartie à l'armée nouvelle par la loi de 1901 implique, par ailleurs, un certain type de rapports entre officiers et conscrits. Ceux-ci ne sont pas simplement des civils qu'il faut instruire des rudiments de l'art militaire mais des « étrangers » qu'il faut naturaliser, voire des barbares qu'il faut civiliser. Aussi la distance sociale entre la troupe et ses chefs est-elle très grande. Les marques extérieures de la hiérarchie ainsi qu'une discipline rigoureuse rendent particulièrement forte et voyante l'emprise militaire sur le conscrit [41]. Un observateur étranger remarquait, en 1907, que les simples soldats consignés dans leurs casernements étaient invisibles en ville [42]. De même, il notait avec surprise la fréquence insolite des crimes militaires (désertions et rébellions, meurtres d'officiers) à partir de 1905 [43]. Autant de manifestations d'une sévérité disciplinaire que ni les créoles ni les *gringos* n'apprécient. Cependant, le formalisme hiérarchique renforcé par d'autres facteurs demeurera un trait distinctif de l'organisation militaire argentine dont la devise est « subordination et courage pour servir la patrie ».

La nouvelle législation militaire comporte deux aspects distincts qui contribuent conjointement à renforcer cette rigidité des relations hiérarchiques au sein de l'armée : l'incorporation partielle du contingent d'une part, l'unification du recrutement des officiers de l'autre.

La loi 4031 de 1901, amendée par la loi organique de l'armée 4707 de 1905, prévoit que le service militaire est obligatoire, effectif et personnel pour tous les citoyens argentins âgés de 20 ans. Mais l'incorporation dans l'armée de terre pour une durée d'un an n'affecte qu'une fraction de la classe concernée, en fonction du tirage au sort et dans le cadre des possibilités financières déterminées par la loi budgétaire [44]. Pour fixer les idées, voici quelques chiffres : la classe 1899, en 1920, compte 17 743 conscrits incorporés sur 71 288 tirés au sort ; en 1922, les proportions sont de 17 599 sur 74 307 [45].

Dans la pratique il s'agit, en fait, d'un service militaire sélectif sur la base de critères sociaux. Ainsi, les étudiants ne sont incorporés que trois mois au peloton des élèves officiers de réserve. De même, tout citoyen

41. Ainsi tous les conscrits ont la nuque et parfois même la tête rasée à blanc dès leur entrée à la caserne ; même vêtus en civil, ils portent encore la marque de leur situation militaire.

42. Koebel (W. H.), *Modern Argentina, The Eldorado of today. With notes on Uruguay and Chile*, Londres, Griffiths, 1907, p. 23.

43. *Ibid.* Il suffit de parcourir une collection de la revue populaire illustrée *Caras y caretas* de la même époque pour y trouver confirmées les impressions de Koebel. Les exécutions ou les arrestations mouvementées de mutins ou d'assassins militaires y tiennent une place relativement considérable.

44. Cf. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.* p. 109-110.

45. Ministerio de guerra, *Memoria*, 1941, p. 27 (Cantidad de ciudadanos sorteados e incorporados al ejército de las clases 1899 a 1918).

pouvant prouver, par son adhésion à une société de tir, son expérience du maniement des armes est également dispensé. Ces dérogations seront appliquées jusqu'à la deuxième guerre mondiale. En pratique, ce système crée, selon le jugement d'un officier favorable à l'universalité de l'obligation, « un organisme militaire qui, démocratique et moderne en théorie, est en réalité aristocratique et archaïque »[46]. Un chef de corps irrité par cette discrimination sociale s'exclame à chaque nouvelle incorporation du contingent : « Curieux, cette année il n'y a que les pauvres qui ont eu des enfants ! »[47].

Il est évident que ce système sélectif correspond parfaitement aux objectifs sociaux et politiques du service militaire tels que nous les avons définis plus haut. Les enfants des familles aisées ont plus de raisons de se sentir argentins — *ubi bene ibi patria* — et ne menacent donc pas l'ordre établi. Il n'est pas nécessaire de les former au respect des valeurs nationales qui assurent la cohésion du corps social. D'autant que pour la majorité d'entre eux cette fonction de socialisation politique a été accomplie par les collèges et l'Université.

La nouvelle loi prévoit,d'autre part, la réforme du recrutement des officiers. Désormais, le passage par le Collège militaire est obligatoire pour accéder à l'épaulette de sous-lieutenant. Le législateur a prévu l'extinction de toutes les autres sources de recrutement. Après une période transitoire (1901-1903), le système des « soldats d'élite », c'est-à-dire de l'incorporation directe dans une unité des aspirants au grade d'officier, est supprimé. En outre, ni les sous-officiers ni les officiers de réserve ne peuvent devenir officiers dans l'armée active sans avoir été élèves du Collège militaire.

Cette réforme décisive n'a pas pour seul mérite de former des officiers plus instruits et d'élever le niveau professionnel et technique de l'ensemble des gradés. Le monopole du Collège militaire a aussi pour conséquence d'assurer une grande homogénéité du corps des officiers, tant sur le plan professionnel que sur le plan spirituel. L'unité d'origine et de formation des officiers donne à la société militaire une cohésion inconnue jusque-là. Car, en outre, elle contribue à figer et pour ainsi dire à codifier une stratification hiérarchique très tranchée, en supprimant le principal ressort de la mobilité sociale interne que possèdent les institutions militaires dans tous les Etats démocratiques : le mythe du soldat portant dans sa giberne son bâton de maréchal n'a désormais plus cours. L'esprit de corps de la strate des officiers s'en trouve renforcé. La barrière infranchissable dressée entre officiers et sous-officiers risque

46. Maligne (lieutenant-colonel A.), art. cité, p. 254.

47. Anónimo (vraisemblablement le lieutenant-colonel Maligne), *El ejército argentino por dentro. Estudio para contribuir al restablecimiento de nuestras instituciones militares arruinadas, Dedicado respetuosamente al Presidente electo Dr D. Manuel Quintana*, Buenos Aires, La Harlem, 1904, p. 9.

d'engendrer chez ces derniers un sentiment très vif de frustration ; mais, chez les premiers, la conscience d'appartenir à une élite porte les germes d'un véritable esprit de caste [48].

Il est particulièrement significatif de noter qu'alors même que l'instauration du service militaire obligatoire à la place de l'armée de métier divisait les responsables militaires et politiques qui s'affrontaient au Congrès, la réforme du recrutement des officiers faisait l'unanimité en sa faveur. Par exemple, le général Capdevila, qui dénonçait, nous l'avons vu, la formation et l'expérience européennes du ministre Riccheri, prononçait en même temps un vibrant éloge de l'Offizier Korps allemand, « corps d'officiers homogène aux ordres desquels se forment les bons soldats ». Esquissant les grands traits du système idéal de formation des officiers, le défenseur de la « vieille armée » mettait en avant des considérations sociales élitaires qui nous semblent particulièrement révélatrices :

> « Si nous ne devons pas copier les institutions militaires des autres pays, nous devons nous inspirer de leur système d'enseignement, de leurs méthodes d'instruction, de leurs procédés d'organisation pour recruter notre corps d'officiers. L'armée allemande nous offre le meilleur modèle ; ses officiers proviennent d'une seule et même origine, appartiennent à la même classe sociale et, pour être admis, doivent se soumettre aux mêmes épreuves. Ils constitutent aujourd'hui une véritable famille, extrêmement jalouse de son honneur et de sa réputation ; ils sont aussi étroitement unis que s'ils avaient prononcé des vœux et appartenaient à une confrérie ; plus que le sentiment éphémère de la camaraderie militaire, ce sont des idéaux et des aspirations communes ainsi qu'une conception élevée de la solidarité qui les lient entre eux » [49].

Une telle admiration pour la « classe militaire » allemande et pour son caractère de collectivité fermée, particulariste et isolée à l'intérieur de la communauté nationale, surtout dans la bouche d'un homme peu suspect d'engouement irréfléchi pour les modèles européens, jette quelque lumière sur l'image de l'officier qu'aspiraient à former les législateurs de 1901. On voit combien la préoccupation dominante n'est pas la valeur professionnelle ni le niveau technique mais la cohésion sociale et institutionnelle. Transplanter l'esprit *Junker* sur les bords du Río de la Plata apparaît à la limite comme l'inaccessible et suprême idéal. Même si une telle orientation n'est pas explicitement contenue dans la loi 4031, elle n'a pas manqué d'inspirer ses modalités concrètes d'application et

48. Un petit fait nous semble symbolique des relations entre officiers et sous-officiers telles que les premiers les souhaitent. L'école spéciale des sous-officiers fondée en 1904 comme une sorte de sous-collège militaire prend, quelques années plus tard, le nom d'Ecole Sergent-Cabral. Or, si nous en croyons Mitre (*op. cit.*, p. 94), le sergent Cabral, humble métis de la province de Corrientes, n'est resté dans l'histoire que pour s'être fait tuer en sauvant la vie de son chef, en l'occurence le général San Martín.

49. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1901, p. 620.

notamment le choix du type de candidat retenu à l'entrée du Collège militaire ou le système de valeurs transmis aux futures promotions d'officiers.

Parmi les mécanismes mis en place par la nouvelle loi militaire, la fonction du concours d'admission unique pour tous les candidats à la carrière militaire mérite une attention particulière. En effet, grâce à ce procédé nouveau [50] et unique en Argentine, les futurs officiers sont cooptés par leurs pairs conformément à l'image que ceux-ci se font du profil idéal du chef militaire et aux besoins de l'institution. Il va de soi que le concours d'entrée au Collège militaire, avec ses critères théoriquement objectifs et universalistes, contribue à éviter toute interférence extérieure. Par suite, le choix des nouvelles promotions d'officiers est entièrement entre les mains des responsables de l'armée, c'est-à-dire entièrement soustrait au pouvoir des gouvernements et aux interventions des civils influents. A la cohésion nouvelle, qu'acquiert le corps des officiers, il convient d'ajouter une autonomie de recrutement qui le met en principe à l'écart des changements politiques. Le « contrôle subjectif » de l'armée est désormais du passé. La professionnalisation au niveau du recrutement pose la première pierre d'un pouvoir militaire indépendant.

Dans une société où la tradition libérale, très forte, a maintenu un Etat faible et peu respecté, et dans laquelle le « système des dépouilles » fait du service public une récompense politique accidentelle plutôt qu'une carrière pour laquelle on doit se préparer, les officiers ainsi sélectionnés et formés occupent donc une situation à part.

D'autant plus que d'autres institutions ont été créées à la même époque pour le perfectionnement des cadres militaires. Il va sans dire qu'elles renforcent l'image d'un corps professionnel bien préparé au sein d'un appareil d'Etat formé d'amateurs parfois éclairés, toujours interchangeables. En 1900, a été fondée l'Ecole supérieure de guerre. Elle accueille sur concours des capitaines, et forme des brevetés d'Etat-major. En 1905, le haut commandement met en place au Collège militaire un cours supérieur technique, embryon d'un centre de formation des ingénieurs militaires. Il est destiné à la spécialisation des meilleurs aspirants appartenant aux « armes savantes ». Ainsi les officiers, naguère ignorants pour la plupart, à peine frottés d'une vague teinture d'instruction primaire, accèdent en quelque sorte aux études supérieures. S'ils ne sont pas encore des « intellectuels en uniforme », ils peuvent prétendre n'être nullement inférieurs aux *doctores*, avocats ou médecins, de la classe politique. Retenons simplement qu'en 1919, sur 1 339 « offi-

50. A ne pas confondre avec les « concours sur titres » qui servent à pourvoir certains postes dans l'enseignement secondaire ou supérieur. En fait, les examens de sélection écrits sont aussi nouveaux pour le Collège militaire puisqu'ils sont inaugurés en 1895. Auparavant, les examens se réduisaient à un oral de contrôle avec préparation libre. Cf. Reynolds (général Francisco), *Los exámenes del Colegio militar de la nación*, Buenos Aires, s.e., 1900, p. 6-7.

ciers combattants », on ne compte encore que 51 diplômés d'Etat-major parmi lesquels aucun général, sept colonels seulement, mais 22 lieutenants-colonels et 22 commandants [51]. Le mouvement est amorcé.

La socialisation des officiers : modèles et valeurs

Le contenu d'une formation ne peut pas être dissocié de sa durée ni des conditions de réceptivité dans lesquelles elle est dispensée. La socialisation spécifique est d'autant plus forte, par exemple, qu'elle est vécue dans un relatif isolement et à un âge plus tendre.

La durée des études au Collège militaire a varié de trois à cinq ans depuis sa création. Trois ans constitue la moyenne dans les années qui nous occupent [52]. L'âge d'incorporation des cadets est fixé par la loi entre 14 et 18 ans. La loi semble sur ce point assez élastique. Mais nous avons noté, sur un échantillon pris au hasard de 68 officiers supérieurs incorporés dans l'armée avant 1916 et encore en activité en 1928-1930, que 42 officiers sont entrés au Collège militaire âgés de 17 ans au moins, tandis que 26 d'entre eux avaient 18 ans ou plus, 20 ans étant la limite supérieure atteinte dans un nombre de cas très réduit [53]. En fait, la majorité des jeunes gens qui se destinent à la carrière militaire deviennent cadets avant la fin du cycle secondaire de cinq ans, et généralement à l'âge de la troisième année secondaire (14-16 ans), sans que le niveau de cette classe soit exigé pour le concours d'entrée. Les épreuves, très générales et assez élémentaires, peuvent, en effet, être préparées à l'issue de l'enseignement primaire.

Il faut donc remarquer que les cadets et même bien souvent les sous-lieutenants frais émoulus de l'Ecole militaire sont moins âgés que les conscrits. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le futur général Justo était officier à 16 ans [54], en dépit du réglement qui prévoit un âge minimum de 19 ans pour ce grade. Il n'est pas le seul.

L'influence de la formation militaire sur des sujets à peine adolescents et donc sur des esprits particulièrement malléables ne peut manquer d'être profonde et durable. D'autant que cette instruction est dispensée dans la plupart des cas à des jeunes gens qui n'ont pas acquis les bases de l'enseignement général. Ceci permet une forte intériorisation des valeurs et des modèles de conduite proposés, et assure aussi la com-

51. Ministerio de guerra, Dirección general del personal, *Escalafón del ejército argentino.* Jefes y oficiales en actividad hasta el 31 de julio de 1919, multigr.

52. L'année préparatoire ouverte aux candidats les plus jeunes porte à 4 ans, pour la période qui nous occupe, la durée des études normales.

53. Sources : *Escalafón del ejército argentino*, 1919 et 1939, *Quién es quién*, 1939, *Revista militar, Boletín militar* 1re partie.

54. Si l'on en croit l'annuaire officiel, Agustín P. Justo, né le 26 février 1876, est entré au Collège militaire le 31 octobre 1887, soit avant ses 12 ans.

plète réussite de la socialisation particulariste. Par ailleurs, l'emprise très forte de l'institution sur les cadets n'est pas contrebalancée par des influences civiles extérieures. Coupés de leurs familles, autorisés à une sortie par mois au maximum, les cadets argentins mènent, comme leurs homologues dans la plupart des écoles militaires du monde, une existence austère et rude, entièrement consacrée à l'apprentissage de l'art de la guerre et à la formation du caractère en vue du commandement. Cette initiation aux servitudes souvent sans grandeur de la vie militaire a donné naissance à une réputation bien établie de rudesse dans l'entraînement, de discipline rigoureuse et d'implacable sélection interne. Les autorités du Collège militaire ont parfois été contraintes de dissiper par des chiffres précis la légende rébarbative qui court sur l'institut créé par Sarmiento[55].

L'enseignement du Collège militaire est tout entier centré sur la profession. Certes, une partie du programme est consacrée à l'instruction générale, surtout en première année, mais la part des « matières militaires » y est infiniment plus importante[56]. Quoi qu'il en soit, dès la première année, le jeune cadet apprend les règlements des diverses armes et s'initie aux sacro-saintes prescriptions des services de garnison et services de campagne qui font sinon la force principale des armées du moins leur singularité la plus universelle. Ainsi, âgé de 15 à 18 ans, il n'ignore plus rien de l'étiquette complexe des saluts, tenues et formules qui régissent les rapports hiérarchiques non plus que du cérémonial minutieux qui règle la vie de la compagnie ou de l'escadron. Sans une solide éducation générale qui permette de « relativiser » ce pointilleux formalisme, celui-ci constitue bien vite sinon une seconde nature du moins l'horizon intellectuel de bon nombre de sous-lieutenants.

Pour les censeurs de la nouvelle armée, cet enseignement ne contribue guère à « militariser le militaire », c'est-à-dire à le préparer pour la guerre. Au contraire, il tendrait plutôt à accentuer un périlleux penchant à « la parade pour la parade »[57], travers déplorable né de l'imitation servile des armées européennes.

L'imitation ou l'influence des modèles européens est évidemment à l'origine d'une certaine « ritualisation » de la vie militaire, qui commence au Collège militaire et qu'aucune grande passion guerrière ne vient bousculer en l'absence de toute probabilité de conflits internatio-

55. Non seulement le pourcentage de blessés et de malades n'est pas plus élevé que dans n'importe quel internat du monde mais « grâce à une nourriture saine et abondante » les cadets de 1re année ont grossi de six kilos et demi dans les cinq premiers mois de leur incorporation. Tels sont les arguments présentés aux parents inquiets dans la *Reseña histórica del Colegio militar*, Buenos Aires, s.e., 1937, p. 115. Rappelons seulement que jusqu'en 1895 les cadets punis étaient mis aux fers (cf. Rodríguez, (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 31.

56. Pour la deuxième année, un sixième du programme est consacré aux matières générales. Voir Colegio militar de la nación, *Programas de segundo año*, Buenos Aires, Enrique M. Rossi, s.d., (1900 ?), 34 p.

57. Maligne (lieutenant-colonel A.), art. cité, p. 259.

naux. En contrepartie, les institutions militaires argentines tirent un lustre certain de s'être mises à l'école des nations les plus avancées. Cette armée, qui reproduit, dans la manœuvre, l'uniforme, l'armement et même le pas de défilé, les plus grandes armées du vieux monde est un symbole de progrès. Le colonel Reynolds, directeur du Collège militaire, cherchant à vanter le haut niveau de l'Institut qu'il dirige, n'hésite pas à écrire que le Collège argentin « dépasse même l'Ecole de guerre d'Allemagne »[58], ce qui n'est pas un mince auto-éloge !

Ainsi on inculque aux jeunes élèves-officiers un sentiment de satisfaction et même de supériorité qui se nourrit aussi bien du rôle de l'armée dans l'édification nationale que du caractère d'institution moderne de celle-ci. Aussi est-il conforme à cette orientation que les instructions pour l'enseignement de l'histoire argentine à l'Ecole supérieure de guerre précisent : « L'histoire nationale[59] devra être étudiée à fond : on devra montrer comment l'Argentine est parvenue à la place qu'elle occupe aujourd'hui parmi les nations d'Amérique, en examinant sa situation politique ainsi que l'action de ses grands hommes et en soulignant tout spécialement le rôle que l'armée a joué dans la constitution de la nation et dans l'avancement du pays en même temps que son importance comme facteur et garantie du progrès national ».

La modernisation extrovertie des institutions militaires implique, pour des raisons de rationalité économique, le choix d'un modèle prépondérant. Il ne s'agit pas simplement de traduire des règlements ou de copier des uniformes mais d'adopter — donc d'acheter — un armement, d'engager des instructeurs. Le problème dépasse le plan intellectuel et relève du commerce extérieur et des relations internationales. En outre, dans ce domaine, les liens privilégiés avec un pays déterminé ne vont pas sans prolongements idéologiques. Les traditions militaires des nations européennes fermement dessinées par des siècles d'histoire ne peuvent pas se transplanter sans affecter l'orientation normative des officiers des nations importatrices, ne serait-ce qu'en leur proposant une certaine image de l'institution ou du métier des armes.

Dans une première phase du développement de l'armée professionnelle, un certain éclectisme paraît avoir présidé aux choix des références étrangères. D'abord par force sans doute. Quand Sarmiento fonde le Collège militaire, en 1869, les missions militaires étrangères ne se disputent pas la faveur de Buenos Aires. L'auteur du *Facundo* fut certainement tout heureux et tout aise de trouver sur place un colonel austro-hongrois en exil (J. Czest) et un commandant français sorti de Saumur (Lucas de Peslouan) pour leur confier la direction de l'institut nouveau-

58. Reynolds (général Francisco), *op. cit.*, p. 3.

59. Estado mayor del ejército, *Instrucciones para la enseñanza en la Escuela superior de guerra*, Buenos Aires, s.e., 1918, p. 21.

né [60]. Ce n'est qu'avec la prospérité que l'armée argentine peut se donner le luxe de choisir en ce domaine. Cela n'alla pas sans une longue réflexion ni certaines hésitations. Nous avons vu comment le général Riccheri, successivement en Belgique puis en Allemagne, avait pu apprécier longuement les diverses expériences européennes avant de devenir ministre de Roca. On trouve trace de cette recherche et des essais comparés en vue de déterminer le meilleur modèle dans la littérature militaire de l'époque. Le *Bulletin officiel* de 1886 [61], par exemple, publie une série de chroniques sur les avantages et les inconvénients des différents types d'Etat-major des grandes nations.

En fait, l'Allemagne et la France éclipsaient alors les autres pays sur le plan militaire. Les deux nations sont en outre, l'un ne va pas sans l'autre, les deux principaux fabricants et exportateurs d'armes du monde. La Grande-Bretagne, véritable métropole de l'Argentine indépendante, n'est qu'une puissance maritime. En dehors de la cavalerie de Saint-Georges, elle n'a pour ainsi dire pas de tradition militaire. Son armée de terre est squelettique.

La France est certes un pays vaincu mais, malgré Sedan et jusqu'à la fin du deuxième mandat du général Roca (1898-1904), l'armée française est le miroir de l'armée argentine. « L'uniforme et l'allure des troupes étaient tout français » [62]. A peu près tous les règlements étaient traduits de la langue de Racine. Ouvrages théoriques et manuels de référence sont souvent lus et cités dans le texte original : ainsi plusieurs promotions de sapeurs et de pontoniers ont utilisé l'*Aide-mémoire portatif à l'usage des officiers du génie* de J. Lainé, qui date de 1861 [63].

Cependant, l'armement est allemand. Le fusil Mauser, modèle 1891, a remplacé le Remington américain, et le canon Krupp de 75, modèle 1871, équipe l'artillerie depuis 1884. La prééminence française est donc plus apparente que réelle.

D'ailleurs un mouvement de germanisation se dessine dès le début du siècle. Il triomphe en 1904-1905, date importante qui marque un tournant dans le développement de l'armée argentine.

Si l'Allemagne gagne du terrain, il semble que la tension récente avec le Chili y ait été pour quelque chose. Le Chili apparaît en effet aux yeux des autorités militaires argentines comme une sorte de Prusse de l'Amérique du Sud. L'armée victorieuse de la guerre du Pacifique a été efficacement réorganisée par une mission militaire allemande conduite par le général Koerner, engagé par Santiago en 1886. Mais il ne faut pas négli-

60. García Enciso (colonel Isaías J.), « El Colegio militar de la nación en su centenario », *La Nación*, 1er juin 1969 (supplément, p. 6).

61. *Boletín oficial del Estado mayor general del ejército*, janvier-avril 1886.

62. Sisson (H.D.), *Le pôle latin de l'Amérique. La République Argentine. Description, étude sociale et histoire*, Paris, Plon, 1910, p. 95.

63. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 84.

ger, sur ce fond de vieille rivalité, le rôle de la diplomatie impériale qui s'efforce, secondée par d'actifs « voyageurs de commerce », d'ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie lourde de la Rhur. La vente d'armement fait partie de cet effort public et privé au service du commerce extérieur. Il faudrait signaler en contrepartie l'indifférence hautaine des milieux officiels français alors plus préoccupés par les conquêtes coloniales ou la ligne bleue des Vosges que par la vente du matériel Schneider dans ces confins australs de l'Amérique. Tandis que les Allemands « ouvraient toutes grandes les portes de leur Académie militaire »[64] et n'hésitaient pas à incorporer des officiers sud-américains dans les unités de leur armée de terre, on se contente en France d'accueillir avec parcimonie quelques stagiaires dans certains instituts de perfectionnement.

L'Allemagne s'est tout d'abord vu confier, pour l'essentiel, la formation des officiers d'Etat-major. Il est vrai que depuis la victoire de 1870 le rayonnement du Grand Etat-major impérial fait le tour du monde. Déjà en 1873, dans son message au Congrès, Sarmiento annonçait solennellement l'arrivée au Collège militaire d'un « capitaine d'artillerie de l'Ecole prussienne, le capitaine Otto Rose, sous contrat du gouvernement »[65]. Aussi l'Ecole supérieure de guerre est-elle née sous le patronage allemand. Lors de la fondation, en 1900, le corps enseignant tout entier est allemand à l'exception d'une professeur de français et de trois instructeurs argentins[66]. Jusqu'en 1914, un fort noyau d'enseignants est formé d'officiers venus d'outre-Rhin et incorporés dans l'armée argentine.

Il est à remarquer, à ce propos, que les contrats des instructeurs sont de caractère privé et traités d'armée à armée. Les officiers allemands sont généralement choisis parmi les capitaines ou les commandants et promus au grade immédiatement supérieur afin de ne pas avoir à demander au Sénat l'approbation constitutionnelle obligatoire, en théorie, pour les promotions à partir du grade de colonel[67]. Ce simple fait est significatif de la volonté d'autonomie de l'institution militaire. Quoi qu'il en soit, les officiers engagés sous contrat jouissent d'une situation enviable. Ainsi, un colonel allemand reçoit une solde supérieure à celle d'un général de division argentin sans compter de nombreux avantages annexes[68]. L'influence sociale, l'image de l'Offizier Korps ne peuvent

64. Huret (Jules), *En Argentine. De la Plata à la Cordillère des Andes*, Paris, Fasquelle, 1913, p. 75.

65. *Reseña histórica del Colegio militar, op. cit.*, p. 41.

66. Voir Duval (major Armando), *A Argentina, potencia militar*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1922, tome 2, p. 368.

67. Article 86, § 16 de la Constitution. En général, une simple formalité à l'époque de l'armée professionnelle.

68. D'après le major brésilien Armando Duval, un lieutenant-colonel allemand reçoit 500 pesos or, soit 1135 pesos papier, et un colonel touche 600 pesos or, 1362 pesos papier. Un général de division argentin touche, quant à lui, 1350 pesos papier. Les officiers allemands ont droit, en outre, à une allocation en pesos papier pour le fourrage de deux chevaux ; ils ont à leur disposition une ordonnance.

qu'en sortir grandies aux yeux des jeunes capitaines de l'Ecole supérieure de guerre.

L'ESG demeure donc, jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, le bastion de la tradition militaire germanique. S'il est parfaitement logique que les lieutenants-colonels von der Goltz et Hans von Below donnent comme sujet de tactique au concours d'entrée de 1910 un « thème » tiré de la guerre de 1870 où le protagoniste est un bataillon prussien[69], on ne peut s'empêcher de trouver curieux qu'en 1926 le commandant von der Becke, qui lui est argentin, ait consacré un cours annuel sur l'histoire de la guerre de 1914-1918 vue du côté allemand, tandis qu'on continuait, par ailleurs, à analyser la guerre franco-prussienne de 1870 afin de suivre « pas à pas le style de commandement d'un des chefs les plus éminents de l'histoire militaire de tous les temps, le maréchal von Moltke »[70]. Il semblerait que pour les admirateurs argentins de la machine de guerre prussienne l'Allemagne n'ait pas perdu la Grande Guerre.

L'accélération du processus de germanisation de l'armée à partir de 1904-1905 est indéniable. Sous la présidence de Manuel Quintana (1904-1906), le général Enrique Godoy, ministre de la Guerre, favorise de manière déterminée l'influence allemande. En 1904, le chef d'Etat-major général, le général Ramón Jones, décide que les professeurs de l'Ecole de guerre, « en majeure partie officiers allemands provenant du Grand Etat-major de l'Empire, dicteraient trois ou quatre fois par semaine des cours de leur spécialité au siège de l'Etat-major »[71] argentin. Ceci afin de pallier le manque d'officiers d'Etat-major. Ainsi, des officiers, qui n'avaient pas reçu jusque-là l'influence prussienne et qui se trouvaient au sommet de l'organisation militaire, sont à leur tour « germanisés ».

En octobre 1905, sont publiées des instructions concernant l'envoi d'officiers en mission d'étude en Europe, qui vont dans le même sens. A partir de 1900, en effet, un contingent réduit d'officiers était envoyé chaque année dans divers pays d'Europe pour effectuer des stages de perfectionnement ou de spécialisation. Désormais, tous les officiers proposés pour un séjour d'étude seront incorporés durant un an et demi dans une unité de l'armée allemande. « Aucune autorisation ne sera accordée pour suivre des études dans des écoles européennes ou servir dans des corps de troupe » autres que ceux de l'armée allemande[72]. Qui plus est, les officiers en Europe, à la date de l'arrêté « dans des unités

69. Escuela superior de guerra, *Indicaciones para el concurso de admisión*, s.l., s.d., (1911), n.p., 10 f.

70. Escuela superior de guerra, *Resúmenes de algunas memorias sobre, a) orientación de la enseñanza, b) informes y gestiones diversas, c) construcciones, ampliaciones, reparaciones y asuntos administrativos*, Buenos Aires, 1926-1932, 143 p., p. 16 et 23.

71. Accame (général Nicolas C.) « Teniente general D. Ramón Jones », *Revista militar*, janvier 1935 (hors texte).

72. « Instrucciones para el envio de oficiales a cuerpos de tropa en Alemania », *Boletín militar*, 18 octobre 1905, primera parte.

non allemandes », devront sur le champ se rendre à Berlin pour être intégrés dans un régiment allemand.

La volonté de fondre les meilleurs officiers dans un même moule, celui jugé sans rival de l'Offizier Korps impérial, a certainement été à l'origine de cette décision. Mais il est aussi probable que l'Allemagne ait ainsi voulu couronner son adroite politique de pénétration en renforçant son audience sur le marché argentin au moment où les relations franco-allemandes entrent dans une phase de grave tension [73]. L'Etat-major argentin avait donc de bonnes raisons d'abandonner l'éclectisme observé jusque-là.

L'influence sans partage de l'armée du Kaiser est d'autant plus forte que les stages outre-mer ne touchent plus qu'une minorité d'officiers. Un attaché militaire brésilien écrit dans un remarquable témoignage sur l'armée argentine en 1920 : « La moitié des officiers actuels sont passés par les écoles ou la troupe allemandes » [74]. Nous avons examiné un bref échantillon de 23 généraux entrés dans l'armée entre 1896 et 1903 [75]. Près de la moitié d'entre eux ont été incorporés dans les Husaren Regiment, ou les Grenadier Regiment à moins qu'ils n'aient fréquenté la Kriegs Akademie [76]. Sur un deuxième échantillon plus large de 101 officiers « prestigieux » [77] entrés dans l'armée avant 1916 et encore en service en 1928, nous remarquons que seulement un peu moins d'un tiers a séjourné en Europe. La guerre mondiale, en effet, a désorganisé le flux d'officiers vers les garnisons d'outre-Rhin. De plus, après 1918, ces séjours moins nombreux, plus spécialisés se diversifient : la France et l'Italie attirent également dans leurs écoles des officiers argentins. Remarquons simplement que c'est entre 1908 et 1914 que nous trouvons le plus grand nombre d'incorporations dans l'armée allemande. Plusieurs officiers se trouvent d'ailleurs dans des unités de l'armée impériale quand la guerre éclate. Si l'on en croit un bon observateur français en 1912 : « Quarante officiers argentins sont répandus dans l'armée allemande » [78], soit l'équivalent de la moitié d'une promotion du Collège militaire, entre 1900 et 1914, et même une promotion entière dans les années 1895-1896 et entre 1914 et 1918.

Il n'est pas douteux que l'influence unilatérale de l'Allemagne a pro-

73. Le discours de Tanger est en effet de mars 1905. Nous sommes donc en pleine crise marocaine.

74. Duval (major Armando), *op. cit.*, p. 369. L'auteur se réfère vraisemblablement aux seuls officiers supérieurs (à partir du grade de commandant), soit, en chiffre absolu, plus de 200 officiers.

75. Il s'agit en fait des génraux de 1938 sur lesquels nous avons une information complète.

76. 11 ont séjourné en Allemagne, 2 en Italie, mais, après 1918, 3 n'ont pas quitté l'Argentine. Les données font défaut pour 6.

77. Les 23 précédents qui remplissent ces conditions en sont exclus. Dans les officiers prestigieux, nous rangeons les plus hautes autorités militaires (chef d'Etat-major, inspecteur général, commandants de corps d'armée) ainsi que les militaires qui se sont distingués dans les domaines les plus divers (sport, politique, journalisme ou littérature).

78. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 472.

fondément pénétré la société militaire argentine. Elle ne s'est pas limitée à l'uniforme et aux méthodes d'instruction, bien que le casque à pointe ou le monocle et le pas de l'oie, que pratiquent encore aujourd'hui les cadets du Collège militaire, ne soient pas des indices à négliger. Mais, au-delà de cette façade, on découvre un soubassement d'attitudes, de croyances et de valeurs issues de l'imprégnation directe que signifient les dix-huit mois passés dans les régiments allemands et les liens de camaraderie noués à cette occasion. Cette fraternité professionnelle et guerrière est soigneusement entretenue par les missions militaires ou la visite de personnalités prestigieuses du Grand Etat-major. Pour ne rien dire encore des réceptions à l'ambassade ou de la fréquentation des divers clubs allemands qui prendront le relais après 1918. Clemenceau note en 1910 : « La récente visite du Feld-Marechal von der Goltz en Argentine n'a certainement pas été sans profiter à l'influence allemande ... Le gouvernement (allemand) plus avisé que d'autres ne craint point de dépêcher à La Plata des hommes de haute autorité que la société argentine accueille naturellement avec la déférence qui leur est due »[79].

Un seul fait suffit à illustrer le caractère des relations entre les deux armées où l'autorité du prestigieux modèle se joint à son habileté commerciale. En 1908, un concours est ouvert pour l'adoption d'un nouveau canon léger de campagne. Le rapport officiel[80], à l'issue de nombreuses expériences, reconnaît une certaine supériorité au « 75 » français. Mais c'est le canon Krupp de même calibre qui est finalement choisi au grand scandale des autorités françaises[81].

La vigueur des rapports militaires germano-argentins n'a d'égal que leur caractère durable. La défaite de 1918, puis l'instauration de la République de Weimar ne les affaiblissent pas notablement. A titre d'exemple, signalons que la « Bibliothèque de l'officier », collection de textes militaires fondée en 1918, a publié, de sa création à 1929, 60 titres traduits de l'allemand sur un total de 126 ouvrages, contre 20 titres français ; les autres étant d'auteurs nationaux. En un mot, les trois quarts des auteurs étrangers lus par les officiers argentins sont allemands. A cela il faut ajouter que les neuf dixièmes des titres de la même collection portant sur la guerre de 1914-1918 sont également traduits de l'allemand[82]. On peut penser que ceux qui dénonçaient alors les dangers de « tutelle mentale »[83] inhérente à l'imitation mécanique du modèle allemand ne s'inquiétaient pas sans raison.

79. Clemenceau (Georges), *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud, Argentine, Uruguay, Brésil*, Paris, Hachette, 1911, p. 75.

80. Voir : *Informe de la Comisión sobre el concurso para compra de material de artilleria*, Buenos Aires, Estado mayor general del ejército, 1908.

81. cf. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 473 et Clemenceau (Georges), *op. cit.*, p. 122.

82. *Biblioteca del oficial, 1918-1967, Catálogo central del libro general Rodolfo Martinez Pita*, Buenos Aires, Circulo militar, 1968.

83. Maligne (lieutenant-colonel A.), art. cité, p. 271.

On s'est interrogé sur les conséquences idéologiques ou directement politiques de cette prussianisation du corps des officiers. Certains ont voulu y voir une des causes directes de l'intervention répétée de l'armée dans la vie publique, oubliant sans doute que l'armée chilienne, dont la germanisation a commencé vingt ans plus tôt, n'a eu qu'un rôle extra-militaire relativement modeste jusqu'à une date récente, ou que des armées instruites par les missions militaires françaises (Pérou, Brésil) n'ont pas été moins activistes et interventionnistes.

Nous n'avons aucune preuve que l'Offizier Korps ait transmis aux officiers argentins son sentiment de caste, son aristocratique mépris des civils et notamment des politiciens. Rien ne démontre que l'empreinte de l'esprit *Junker* ait été à l'origine d'attitudes peu conciliables avec le fonctionnement du système représentatif. Nous pourrions déceler un rapport direct et palpable dans ce sens, si les officiers les plus exposés à l'influence militaire prussienne se révélaient aussi les adversaires les plus déterminés des institutions constitutionnelles, les partisans les plus décidés des idéologies autoritaires, et les plus activistes. Autrement dit, s'il existait une corrélation positive appréciable entre l'interventionnisme individuel et, par exemple, l'incorporation dans une unité de l'armée allemande. Or, sans anticiper sur les chapitres qui suivent, nous pouvons affirmer qu'il n'en est rien. On trouve toute la gamme des combinaisons entre les deux variables, activisme - séjour en Allemagne. Des « professionnalistes » ou « démocrates » ont porté l'uniforme impérial. Des « putschistes » impénitents ne sont jamais sortis d'Argentine. Il est évident que la formation et la manifestation d'une attitude politique constituent la résultante de variables multiples, d'un ensemble complexe de loyautés et de projets, qu'une relation mono-causale ne saurait exprimer.

Bien plus, le modèle allemand peut orienter dans des directions opposées, inspirer des conduites antagonistes. Quelques faits en témoignent. En avril 1929, le Cercle militaire offre un banquet en l'honneur du général Wilhelm von Heye, chef d'Etat-major de l'armée allemande en visite officielle à Buenos Aires. Le général Mosconi, président du Cercle, prononce, devant un parterre nombreux d'anciens stagiaires des régiments allemands, le discours de bienvenue. Après avoir reconnu la « dette de gratitude inestimable »[84] envers les institutions militaires allemandes, modèle et école de l'armée argentine, de tous ceux qui comme lui furent incorporés dans la « plus formidable machine de guerre qui ait jamais existé », l'orateur déclare : « C'est là-bas que nous avons acquis la ferme conviction que l'armée ne doit pas s'écarter de la mission que lui fixe la Constitution ». Nous retrouvons la même leçon de neutralité politique sous une forme plus technique dans la bouche d'un prestigieux général allemand quelques années plus tard. Dans une conférence au

84. *Revista militar*, avril 1929, p. 612.

même Cercle militaire sur les enseignements de la défaite de 1918, le général Kress von Kressenstein souligne avec force que son pays a perdu la guerre parce que les militaires, qui avaient oublié Clausewitz, on voulu s'occuper de politique et subordonner la marche de l'Etat à la conduite des opérations [85]. Le modèle allemand est donc ambivalent. Au niveau individuel, il ne contribue pas de manière univoque à l'adoption d'un comportement politique défini.

En fait, la politique étrangère est le seul secteur où l'influence directe, immédiate de la germanisation peut se faire sentir de manière appréciable. L'admiration pour un grand peuple, son histoire, sa tradition militaire et sa puisssance actuelle, ainsi que la sympathie pour les anciens compagnons d'armes inclinent un grand nombre des cadres de l'armée argentine, sinon à s'identifier totalement avec les causes défendues par l'Allemagne, du moins à faire preuve d'un penchant très net pour le camp allemand dans les crises internationales et notamment lors des guerres mondiales.

Les responsables allemands en sont conscients. Le général von Kressenstein fait part à ses auditeurs argentins de la gratitude de son pays à l'égard des « membres de cette armée qui, dans les heures difficiles de notre histoire (allusion à la Grande Guerre), n'a pas ajouté foi à la campagne entreprise pour discréditer l'Allemagne et son armée » [86]. Il est vrai que bien peu d'officiers argentins pensaient, en 1914, que la « plus formidable machine de guerre qui ait jamais existé » puisse être battue. A tel point que le général José F. Uriburu, qui avait ramené de son incorporation dans la garde du Kaiser le surnom significatif de von Pepe, annonçait carte à l'appui, au Cercle militaire, l'inévitable victoire des armées impériales [87].

Mais l'empreinte décisive de l'influence allemande est à la fois indirecte et globale. Elle se situe sur deux plans dont la distinction est purement méthodologique, car ils se conditionnent l'un l'autre et aboutissent à une seule et même conséquence.

1. L'armée de terre s'est donné un modèle culturel singulier dans un pays dont les dirigeants civils entretiennent des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne dans le domaine économique et social, et vouent accessoirement un culte plus désintéressé à la France des arts et des lettres. Toute tension entre les nations de référence de ces deux sous-cultures antagonistes mène au bord de la crise les rapports de l'armée germanophile et de l'oligarchie anglophile. Culturellement à contre-courant de la société globale et de ses valeurs dominantes, l'armée argentine s'isole du groupe dirigeant.

85. Général Kress Von Kressenstein, « Política y conducción, de la guerra », *Revista militar*, juillet 1933, p. 3-25.

86. *Ibid.*, p. 5.

87. Uriburu (général José F.), *La guerra actual*, Buenos Aires, s.e., 1915, 12 p.

2. Le prestige de la formidable machine de guerre allemande rejaillit sur ses disciples sud-américains. N'oublions pas qu'au début du 20e siècle le Grand Etat-major allemand incarne avec la Chambre des lords et l'Académie française un des sommets de la « civilisation » européenne. L'excellence reconnue du modèle assure fierté, conscience de groupe et, donc, cohésion. Les officiers argentins, quelles que soient leurs relations réelles, familiales ou autres avec le groupe dominant, ont le sentiment d'être une élite, mais aussi, pour les raisons que nous avons vues plus haut, une sorte d'élite indépendante.

Isolement de la société globale, cohésion et prestige de groupe imposent une certaine fermeture hautaine sur la vie militaire, un repliement sourcilleux sur l'institution, horizon absolu. La surestimation de soi en tant que groupe singulier et fermé accroît l'autonomie de la société militaire face aux pouvoirs publics. Peu à peu, les officiers professionnalisés de l'armée nouvelle reportent tout leur loyalisme sur l'armée, tout en croyant servir l'Etat. Le poids politique des militaires dans la société argentine découle de cette réalité.

Une telle orientation a été encore considérablement renforcée par l'adoption de certaines caractéristiques propres à l'armée allemande. La tendance à la « ritualisation complexe de la carrière militaire » ou à attacher une « valeur élevée aux signes extérieurs de la discipline »[88], signalée par historiens et sociologues militaires à propos de l'armée impériale, accentue en Argentine l'aspect formaliste d'une armée sans fonctions militaires manifestes. L'attention traditionnellement portée dans l'armée prussienne aux questions d'étiquette contribue, ici, à accroître la distance sociale interne entre groupes fonctionnels dont nous avons déjà souligné l'ampleur.

Il est une institution qui a joué un rôle capital dans l'armée impériale et dont l'implantation en Argentine mérite une mention particulière. Il s'agit du Tribunal d'honneur, *Ehrengericht*. Ce tribunal juge en principe les conflits et querelles entre officiers et veille sur l'honneur de l'armée. Il vise à réduire les tensions internes qui menaceraient l'unité du corps. Il renforce donc l'unité corporative et la solidarité[89]. En outre, le Tribunal d'honneur, du moins dans sa version argentine[90], peut priver du

88. Shils (Edward A.), Janowitz (Morris), « Cohesion and desintegration in the Wehrmacht in World War II », *Public opinion quartely*, 12, 1948, p. 280-315. Les citations sont tirées de la version française due à Henri Mendras dans *Eléments de sociologie. Textes*, Paris, A. Colin, 1968, p. 291 et 297.

89. Sur ce point, voir en particulier Shils (Edward A.), Janowitz (Morris), art. cité, ainsi que Wheeler-Bennett (John W.), *Le drame de l'armée allemande* (traduction française de *The nemesis of power*), Paris, Gallimard, 1955, p. 21-25. De même, Kitchen (Martin), *The German officer corps (1890-1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1968, chapitre 3.

90. L'article 51 de la loi 9675 d'octobre 1915 prévoit la compétence des tribunaux militaires que le règlement du 1er mai 1916 précise en élargissant leurs prérogatives par rapport au modèle allemand. Cf. Rodriguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 120, et, à propos de l'autorité ou de l'absence d'autorité du Ehrengericht allemand sur les retraités et les réservistes, Kitchen (Martin), *op. cit.*, chapitre 3.

grade et du port de l'uniforme les militaires à la retraite qui se sont mal conduits, « ont commis des fautes contre la discipline », ou des actes qui peuvent « nuire au prestige de la hiérarchie ». C'est dire si l'emprise de l'institution sur l'individu est durable. L'officier, *miles in aeternum*, n'a pas embrassé une profession ; il est entré dans un ordre où la fidélité à des normes non écrites tient lieu de vœux.

L'hypertrophie des valeurs institutionnelles n'est d'ailleurs pas seulement une conséquence de la germanisation. La société militaire n'est pas une chevalerie moderne. L'armée professionnelle est aussi et peut-être avant tout un grand corps bureaucratique, et, comme tel, jaloux de ses privilèges et de son indépendance, et difficile à pénétrer du dehors. La bureaucratisation est d'autant plus rigide que les valeurs « héroïques » n'ont plus de place dans l'Argentine des « troupeaux et des moissons ». L'existence de l'officier est remplie par l'application des « règlements ». Leur rédaction entreprise avec le siècle s'est achevée en 1911. A compter de cette date, plus une lacune n'existe dans la vie militaire argentine, plus rien n'est laissé au hasard et à la fantaisie de l'exécutant [91]. D'autre part, le tableau d'avancement rythme la carrière et les espoirs des officiers. La grille des grades stipule les temps d'ancienneté requis, les conseils de qualifications, formés d'officiers supérieurs, se penchent chaque année, comme dans toutes les administrations modernes du monde, sur les promotions. Là encore on retrouve les traits d'un organisme indépendant du pouvoir politique n'admettant pas d'immixtion extérieure : l'indépendance bureaucratique est le pendant de la cooptation des cadets. Ainsi la professionnalisation a donné à la nouvelle armée une consistance et une liberté de manœuvre inconnues auparavant et qui constituent les germes du pouvoir militaire.

La marine, cette inconnue

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'armée de terre. Il n'est pas inutile d'ouvrir une parenthèse sur la marine. Certes, jusqu'à une date relativement récente, son rôle a été assez effacé. Souvent, lorsque l'on parle de l'intervention politique des militaires argentins, on ne mentionne même pas les marins. Comme l'armée est en marge de la société globale, la marine reste relativement isolée de la société militaire. Dans leurs bases ou sur leurs bâtiments, les marins ont longtemps semblé absents de la scène historique. Il n'est peut-être pas mauvais de se demander pourquoi.

La marine de guerre a acquis tardivement sa personnalité juridique. Ce n'est qu'en 1898 que fut créé, par dédoublement du Ministère de la guerre, le Ministère de la marine.

91. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 123.

Depuis les lois de 1901, 5 000 conscrits sont incorporés dans la marine pour un service de deux ans [92]. Mais c'est à partir de 1910 que la marine de guerre argentine connaît l'expansion matérielle qui fait d'elle une arme moderne. La « paix armée », que provoque une brusque tension avec le Brésil en 1907, accroît notamment son importance sur le plan budgétaire. En effet, en 1907, le Brésil a malencontreusement passé commande de plusieurs Dreadnoughts, comme on disait alors, cuirassés lourds, *nec plus ultra* de la technique navale contemporaine. L'équilibre des pouvoirs dans le Río de la Plata étant rompu, selon les autorités de Buenos Aires, l'Argentine riposte et suit l'exemple en commandant 15 destroyers de 900 tonnes et deux cuirassés de 28 000 tonnes [93]. Le Chili, pour ne pas être en reste, en fait autant et achète un croiseur de 20 000 tonnes. Comme conséquence de cette course aux armements, la puissance de la flotte argentine passe de 58 110 tonneaux, en 1912, à 121 096 tonneaux en 1916 [94].

L'organisation d'une marine de guerre affronte en Argentine de sérieux obstacles. Le pays possède à Río Santiago (La Plata) et Puerto Belgrano (Bahía Blanca) deux bases navales convenablement équipées ; mais elle n'a pas de port en eau profonde. Le port de Buenos Aires, sur le Río de la Plata, est inutilisable pour les navires de guerre. Autre handicap sérieux : la République Argentine, pays de terriens, où la pêche en mer est pratiquement inconnue au début du siècle, ne possède aucune population maritime où recruter des équipages aguerris.

Malgré tout, l'Ecole navale a été fondée en 1872 à Río Santiago sur le modèle du Collège militaire. Elle suffit à pourvoir la flotte en officiers. Les aspirants y entrent entre 14 et 18 ans, comme au Collège militaire, mais les études y sont plus longues d'un an. En outre, à l'issue des études, comme dans toutes les marines, les cadets s'embarquent pour un voyage autour du monde sur le navire-école, en l'occurrence le *Presidente-Sarmiento*, un trois-mâts construit en Grande-Bretagne, en 1898.

La vie de l'officier de marine embarqué ressemble fort peu, on nous l'accordera facilement, à l'existence professionnelle de l'officier de l'armée de terre. Nous n'insisterons pas sur ce terrain ni sur la psychologie particulière du marin qui en découle. Disons pour résumer que l'officier de marine à bord d'un bâtiment est techniquement isolé et socialement disponible : au hasard des escales, il mène une vie de relation intense à la fois cosmopolite et irréelle. A l'inverse, dans l'armée de terre, l'officier, techniquement immergé dans la société, est socialement

92. *Twentieth century impressions of Argentina. Its history, people, commerce, industries and resources*, Londres, Lloyd's Greater Britain Publishing Company, 1911, p. 146.

93. *The Argentine Year Book, 1912*, Londres, s.e., *The Navy*, p. 107.

94. Voir Senesi (capitaine de vaisseau Francisco), *Hipólito Yrigoyen y los armamentos navales*, Buenos Aires, s.e., 1947, p. 2 et *The Argentine Year Book, 1912, op. cit.*, p. 111.

replié sur son milieu corporatif. En outre, l'officier de marine est souvent peu formaliste. Confronté à un milieu hostile qu'il doit vaincre grâce à ses connaissances techniques et à l'équipe qu'il anime, il se sent aussi plus civil que son homologue de l'infanterie ou de la cavalerie. Dans les motivations des officiers de marine, on trouve plus souvent le mirage de l'aventure ou l'appel du voyage que le goût de la discipline ou la mystique de l'uniforme. Enfin, il n'est pas rare qu'il ait envers le terrien le sentiment de supériorité écrasante que le militaire réserve au « pékin ».

Ces aspects, que l'on pourrait qualifier de civils, parfois de mondains, et que l'on retrouve dans les marines de guerre sous toutes les latitudes, sont encore accentués en Argentine par la filiation britannique de la marine nationale qui rapproche ses membres de l'élite établie.

La tradition britannique dans la marine argentine remonte en effet à sa création par l'Irlandais William Brown, son premier « amiral ». « Le Nelson de l'hémisphère Sud », établi en 1812 à Buenos Aires pour y faire du commerce maritime, arme une petite flotte de guerre pour libérer le Río de la Plata bloqué par les Espagnols et permettre ainsi la reprise des échanges commerciaux avec la nouvelle métropole européenne [95]. A partir de là, en parfaite harmonie avec l'orientation de l'économie nationale et avec ses dirigeants, la marine de guerre argentine prend évidemment pour modèle la Royal Navy qui règne sans rivale sur toutes les mers du monde.

Cependant, cette influence britannique ne peut pas se comparer avec la germanisation de l'armée de terre. Elle est infiniment plus discrète. C'est principalement pour l'équipement de la flotte que la Grande-Bretagne occupe une place de choix. En 1912, sur 66 unités, 54 ont été construites en Grande-Bretagne. Ceci n'implique pas seulement une relation commerciale épisodique mais des contacts suivis. Des commissions d'officiers sont en général envoyées sur les chantiers navals pour superviser la construction et l'armement des bâtiments commandés. Mais la Grande-Bretagne n'est pas aussi accueillante que l'Allemagne. La Royal Navy ne reçoit pas de stagiaires dans ses écoles, n'embarque pas d'officiers argentins sur ses unités. Jusqu'en 1920, d'ailleurs, les uniformes sont semblables à ceux des marins français. A l'Ecole navale, les cadets ont le choix entre le français et l'anglais jusqu'en 1929 [96], le français ne disparaissant qu'ensuite. Si la marine argentine peut être considérée comme pro-britannique, en accord à cet égard avec la ferveur anglomane de la *gentry* nationale, c'est sans doute bien plus par admiration pour la première flotte du monde ou par tradition qu'en raison de liens organiques et permanents.

95. *Twenthieth century impressions of Argentina*, *op. cit.*, p. 146.

96. Interview de l'amiral Isaac Rojas, 26 mai 1970 ; l'amiral Rojas a été élève de l'Ecole navale de 1923 à 1929. Il en a été directeur en 1953-1955.

On a souvent souligné l'importance de la référence britannique pour la flotte argentine mais on a bien rarement mis l'accent sur l'influence profonde et ancienne de la marine nord-américaine. Des relations étroites entre la marine argentine et l'US Navy remontent à la présidence de Taft (1909-1913) durant laquelle la politique maritime nord-américaine reçut une impulsion décisive. Les deux croiseurs lourds que l'Argentine décide de faire construire en 1910 ont été commandés à des chantiers navals des Etats-Unis [97]. En outre, à la différence de la flotte de Sa Gracieuse Majesté, l'US Navy ouvre les portes de ses instituts techniques et les coupées de ses bâtiments aux marins argentins. L'Académie navale d'Annapolis et l'Ecole de sous-marins de New London, en particulier, commencent à recevoir dès cette époque l'élite des marins argentins. Sur un échantillon de 46 officiers supérieurs « prestigieux » [98] entrés dans la marine de guerre avant 1916 et encore en activité en 1930, nous avons noté que 9 avaient participé à des « missions navales » en Grande-Bretagne mais 11 ont été membres de commissions envoyées aux Etats-Unis et 9 ont été incorporés dans la marine nord-américaine. Parmi ces derniers, 5 ont servi à bord d'unités de l'escadre nord-américaine en 1917-1918, soit après la déclaration de guerre.

Pour ne pas être très fréquente cette dernière situation est significative sans doute des sympathies du haut commandement naval. Alors que l'Argentine reste officiellement neutre — et justement à cause de cette neutralité — la marine ne répugne nullement à montrer sa préférence pour le camp allié. Il suffit de rappeler qu'en 1914 de nombreux officiers de l'armée de terre étaient versés dans les troupes du Kaiser pour comprendre que les deux armes ont, à tout le moins, des cadres de référence discordants. Nous aurons à nous en souvenir.

La société militaire

LE RECRUTEMENT DES OFFICIERS

L'emprise de la socialisation spécifique sur laquelle nous venons d'insister ramène à de justes proportions le problème des origines sociales des officiers auquel observateurs et publicistes ont souvent donné une place excessive à la mesure de l'ignorance générale des conditions et du contenu de l'instruction proprement militaire. Pour ce qui est de l'Argentine, on nous accordera peut-être qu'un jeune homme entré à 15 ou 16 ans au Collège militaire, en sortant à 19 ans après un « dressage » intensif, puis envoyé durant plusieurs années en garnison dans l'un des

97. New York Sheep Building Company et Fore River.

98. Leurs grades s'échelonnent de capitaine de vaisseau à amiral. Nous les avons choisis selon la même démarche que les 101 militaires de l'armée de terre qui forment l'échantillon utilisé antérieurement. Sources : *Quién es quién*, 1939, *Boletín del Centro naval*, *La Prensa*.

nombreux postes militaires disséminés des Andes à la frontière brésilienne, se situe et se détermine davantage en fonction de l'institution qui l'a formé que par rapport à son groupe familial, ce qui ne signifie nullement qu'il faille négliger celui-ci au bénéfice de celle-là. Mais l'importance du groupe familial pour l'officier est à notre avis plus précise et plus indirecte qu'on ne le croit généralement.

En effet, la famille d'origine ne constitue pas le groupe de référence privilégié mais elle conditionne cependant l'insertion de l'officier dans la société globale. Car elle n'est pas étrangère dans la plupart des cas au type de sociabilité qu'il adopte et au mode de relation qui le distingue. En un mot, dans la mesure où l'officier argentin vit pour de multiples raisons en symbiose avec l'institution qu'il a choisie pour cadre d'existence, la famille constitue souvent sa principale possibilité de contacts avec les milieux civils. Il en va de même d'ailleurs de la belle-famille pour les officiers mariés. Par suite, la situation sociale de la famille joue un certain rôle dans le processus politique des relations civils-militaires : elle fixe l'image des militaires chez les civils et canalise les réactions politiques ou les inquiétudes idéologiques d'un milieu vers l'autre.

Mais en Argentine l'origine des officiers mérite d'autant plus d'intérêt que les coordonnées socio-professionnelles ne sont ni les seules ni les plus importantes. Dans une société cosmopolite affectée par des disparités régionales profondes, une coloration sociale et même parfois politique s'attache aux clivages géographiques et aux différences d'extraction nationale. C'est pourquoi nous avons tenté d'illustrer, sur la base de deux échantillons restreints, les tendances générales de ce recrutement sous ces divers aspects.

Le premier indicateur le plus global est l'origine géographique. Nous avons ventilé nos deux échantillons utilisés précedemment, A (=23) et B (=101), entre les catégories suivantes qu'il n'est pas inutile d'expliciter : a) la capitale fédérale et les zones résidentielles du Grand Buenos Aires qui comprennent près d'un tiers de la population totale ; b) le littoral (provinces de Buenos Aires, Santa Fe, Entre Rios, Corrientes) et la région viticole de Cuyo (Mendoza, San Juan) ; ce sont des zones dynamiques et modernes d'immigration massive ; elles regroupent plus de la moitié de la population totale et constituent avec le Grand Buenos Aires l'essentiel du potentiel démographique (76 %) et économique du pays ; c) les provinces traditionnelles de l'intérieur (Catamarca, Córdoba, Jujuy, La Rioja, Salta, San Luis, Santiago del Estero, Tucumán) ; ce sont les provinces historiques du Centre et du Nord qui ont connu une certaine prospérité à l'époque virreinale et qui, à quelques exceptions près (Tucumán, Sud de Córdoba), ne participent guère de la nouvelle prospérité ; elles se distinguent par des structures sociales plus rigides, un faible apport immigratoire, l'existence d'aristocraties locales solidement établies ; d) les territoires nationaux.

Tableau 1. Distribution géographique du recrutement des officiers

Zones	*Pourcentage de la popu-population nationale*	*Echantillon A (unités)*	*Echantillon B (unités)*
Capitale fédérale et Grand Buenos Aires.....	30	13	36
Littoral (moins le Grand Buenos Aires)......	41	4	33
Mendoza - San Juan	5	2	8
Provinces " traditionnelles " de l'intérieur ...	22	3	14
Territoires nationaux	2	0	2
		s.d. = 1	s.d. = 8
	100	23	101

Sources : Ministerio de guerra, Dirección general del personal, *Escalafón del ejército argentino,* 1919 et 1938 ; *Quién es quién,* 1939 ; *La Nación, Revista militar.*

Tableau 2. Urbanisation et recrutement

	Répartition nationale de la population (%)	*Echantillon A (%)*	*Echantillon B (%)*
Population urbaine	52	69	53
Population rurale	48	26	39
		s.d. 5	s.d. 8
	100	100	100

De nos deux tableaux on peut tirer un certain nombre d'indications concernant les grandes tendances qui affecte les recrutements des officiers.

— La population urbaine est nettement sur-représentée. Les officiers, nous pourrions ajouter, afin de généraliser le moins possible eu égard à la nature de nos échantillons, ceux qui ont fait une belle carrière dans l'armée, sont en majorité natifs des villes. La proportion des portègnes est très forte et supérieure à l'importance déjà écrasante de la capitale dans la population du pays.

— Pour la zone moderne d'immigration forte dans son ensemble, le recrutement des officiers est à l'image de la répartition démographique nationale.

— Les provinces traditionnelles de l'intérieur sont relativement sous-représentées.

En gros, on peut dire, au vu de ces données, que les officiers supérieurs argentins proviennent rarement des familles de hobereaux des vieilles provinces coloniales. Ils sont en majorité originaires des zones les

plus modernes, les plus urbanisées et cosmopolites. Les officiers forment donc un groupe ouvert et non pas une caste héréditaire réservée aux vieilles familles traditionnelles d'ascendance militaire ou consulaire, particulièrement vivaces dans les provinces du Centre et du Nord. L'examen des origines nationales des familles d'officiers confirme cette première remarque.

Nous avons observé à cette fin trois échantillons portant sur des généraux pour lesquels nous avons pu obtenir une information sûre. Le premier groupe est constitué par les généraux en activité en 1919 (=17). Ils sont entrés dans l'armée entre 1875 et 1885. A l'échantillon A (=23) précédemment utilisé nous avons adjoint un troisième groupe, celui des généraux de brigade de 1943 (=26), entrés au Collège militaire entre 1904 et 1908.

Sur ces 66 sujets, comme le montre le tableau 3, un tiers (22) est composé de fils d'étrangers, Argentins de la première génération. Vu le grade atteint par ces officiers, ce pourcentage est assez considérable. Il traduit le caractère ouvert et non discriminatoire de l'institution.

Tableau 3. Origines " nationales " des officiers

Nationalité du père	*Groupe 1*	*Groupe 2*	*Groupe 3*
Argentin	8	13	12
Italien	2	5	5
Espagnol	1	—	3
Allemand	1	—	1
Français	—	—	1
Portugais	1	—	—
Uruguayen	1	—	—
Britanique	—	1	—
s.d.	3	4	4
Total	17	23	26

Sources : Ministerio de guerra, Dirección general del personal, *Escalafón del ejército argentino,* 1919 et 1938 ; *Quién es quién,* 1939, 1944 ; *La Nación, Revista militar ;* interviews effectuées par l'auteur en 1969-1970.

Le tableau ci-dessus appelle une première remarque. On peut y lire en effet que la proportion de fils d'étrangers ne varie pas fondamentalement du groupe 1 au groupe 3, c'est-à-dire qu'il y a autant d'Argentins de la première génération parmi les officiers entrés dans l'armée en 1875-1885 que parmi ceux entrés au Collège militaire en 1904-1908. Cette tendance à la stabilité avant et après la marée immigratoire a de quoi étonner. Les pères des officiers du groupe 1 sont arrivés en Argentine au plus tard dans les années 1860. A cette époque, les étrangers sont encore peu nombreux et, qui plus est, ce sont des immigrants qualifiés, ayant rapidement accédé à une certaine prospérité, donc se

situant relativement haut dans l'échelle sociale. Il en va très différemment après 1880. Si le pourcentage des fils d'étrangers est resté stable tandis que le nombre des immigrants dans la société argentine s'est massivement accru, on peut en conclure qu'il y a eu un tassement relatif des fils de non-Argentins de signe inverse à celui de l'évolution nationale. Les fils d'immigrants étaient donc sur-représentés avant 1880, quand ceux-ci formaient un élément de dynamisme et de modernité, ils sont plutôt sous-représentés lorsque l'équation immigrants = couches inférieures de la société argentine est devenue une réalité. On peut aussi inférer de là que les cadets du début du siècle se recrutent vraisemblablement parmi les familles d'immigrants aisés, comme avant 1880.

Quoi qu'il en soit, le pourcentage élevé de fils d'étrangers parvenus aux plus hautes responsabilités dans l'armée argentine mérite que l'on s'y arrête, et que l'on s'efforce de l'interpréter. L'extraction géographique, qui semble prédominante chez les officiers argentins (milieu urbain, zones d'économie moderne), permet de suggérer une première hypothèse[99] : l'ascension sociale ne saurait être un mobile déterminant dans le choix de la carrière militaire. Dans un tel milieu, le métier des armes n'est pas la seule source de prestige accessible, comme ce pourrait être le cas dans des bourgades rurales ou des régions d'économie déprimée. Dans les zones urbaines et en expansion, l'éventail des professions socialement rémunératrices est très ouvert ; la mobilité ascendante peut y emprunter des voies multiples et diverses, plus sûres et plus rapides que la carrière d'officier. Le désir de s'enraciner dans la réalité nationale, grâce au choix d'une profession éminemment patriotique, semble, au contraire, avoir compté parmi les mobiles profonds et significatifs de bon nombre de fils d'étrangers.

A travers des interviews d'officiers supérieurs entrés au Collège militaire avant 1916, que nous avons effectués[100], nous avons noté deux éléments significatifs. D'abord, il n'est pas rare que les officiers aient un frère ou un parent proche avocat ou médecin — sommets de la pyramide professionnelle — et qu'eux-mêmes aient été poussés dans cette voie par leur famille. Ensuite, les motivations avouées (donc reconstruites) des interviewés sont le plus souvent d'ordre « romantico-institutionnel ». Il va de soi que le peu de goût du sujet pour des études longues est rarement mentionné. Mais l'éducation nationaliste, le culte de San Martín, par exemple, et l'attrait de la parade, les défilés, le drapeau et les uniformes, forment le soubassement émotionnel de bien des choix.

99. Pour ne pas alourdir le texte nous ne répétons pas que les échantillons utilisés n'ont pas la prétention d'être représentatifs de l'univers des officiers argentins mais qu'ils fournissent quelques indications sur ceux placés par leurs fonctions ou leur prestige au sommet de la société militaire, et qui sont aussi ceux qui nous intéressent ici au premier chef.

100. Voir liste et dates dans la bibliographie.

Parfois, chez certains fils d'étrangers, la vocation emprunte des voies aussi inattendues que chargées de sens. Ainsi, un futur lieutenant général, fils d'Allemand, décida d'entrer au Collège militaire lorsqu'en 1910 le maréchal von der Goltz, en grand uniforme, vint visiter l'école allemande où il était élève, et le félicita [101]. Dans ce cas, il ne fait aucun doute que le prestige militaire s'identifiant avec l'uniforme allemand, le choix de la carrière militaire traduisait un « projet purement institutionnel » [102]. Il en va souvent ainsi même si les mobiles ne sont pas aussi nets que dans le cas cité ci-dessus. Ces motivations tendraient à confirmer les remarques présentées antérieurement sur la hiérarchie des loyautés au sein de la société militaire.

Les données sur les occupations des pères d'officiers constituent des indicateurs essentiels pour situer socialement les familles. Les sources officielles se révèlent à la fois lacunaires et peu sûres [103]. Elles sont insuffisantes pour en tirer une analyse valable même à partir d'échantillons réduits [104]. En outre, la singularité de la société argentine essentiellement urbaine mais à base économique agraire rend difficile l'interprétation sociale des données professionnelles brutes [105].

A travers des renseignements rares soigneusement recoupés ou complétés par des interviews, on parvient a déboucher sur un lieu commun : les officiers argentins semblent majoritairement issus de la classe moyenne [106]. Qu'est-ce à dire ? Comment préciser ou nuancer cette catégorie passe-partout ? Le concept de classe(s) moyenne(s), dont la sociologie latino-américaine a usé et abusé, est en fait essentiellement négatif, c'est-à-dire résiduel. Il recouvre toutes les couches sociales qui ne sont ni tout à fait en haut ni tout à fait en bas de l'échelle. Or, il n'est pas douteux que la carrière militaire est peu appréciée des grands propriétaires

101. Interview du lieutenant général Benjamín Rattenbach, 6 mai 1970.

102. Nous empruntons ce concept à J.-P. Thomas, « Hypothèse pour une étude de mobilité auprès des sous-officiers », *Revue française de science politique*, février 1972, p. 55-76.

103. Les dossiers du personnel militaire, *legajos personales*, ne présentent la profession du père qu'une seule fois sur les fiches individuelles, *hojas de datos personales*, qui accompagnent les formulaires de candidature, *solicitud de ingreso*, au Collège militaire. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que ce renseignement manque souvent, ou reste vague, à l'exception des fils de militaires.

104. Dans la seule tentative de sociologie militaire qui ait été publiée en Argentine, l'auteur reconnaît que seulement 33 % des dossiers des généraux de son échantillon mentionnaient l'occupation du père. Imaz (José Luis de), *Los que mandan*, Buenos Aires, Eudeba, 1964, p. 58.

105. Ainsi, l'existence d'une dichotomie entre une profession, source de prestige, et des biens immobiliers, source de revenu, ne permet pas de savoir, par exemple, si la mention « avocat » correspond à un *estanciero*, docteur en droit qui n'exerce pas et fait partie des couches supérieures, ou renvoie à un professionnel du barreau, membre des classes moyennes. Mieux encore, la fonction enseignante jusqu'à une date récente était considérée comme un service par l'élite établie. La mention de professeur secondaire ou même d'instituteur peut, en raison de ce double cadre socio-professionnel, recouvrir des catégories sociales très différentes. Car, à côté des amateurs éclairés, des professionnels de l'enseignement besogneux et mal rémunérés existent aussi. On pourrait multiplier les exemples.

106. Citons pour mémoire les professions les plus souvent rencontrées chez les officiers interviewés : exploitant rural (*estanciero* moyen, agriculteur), cadres supérieurs d'entreprises commerciales, médecin, pharmacien, dentiste, fonctionnaire (juge, magistrat, officier). En gros, professions libérales et cadres supérieurs, plus une forte proportion de chefs d'entreprises rurales.

dans leur majorité. Leur idéal est vivre noblement et s'occuper des « grandes affaires ». Ils préfèrent donc pour leurs fils les professions libérales traditionnelles. Le fils du riche *estanciero* se doit d'être docteur — en droit de préférence —, ce diplôme étant le titre indispensable pour tenir son rang dans la classe politique et les milieux de la haute finance.

Par ailleurs, les classes populaires ne sont pas représentées dans nos échantillons. Si bien sûr les travailleurs non qualifiés, *peones*, sont totalement absents, nous n'avons guère trouvé qu'un seul cas d'extraction populaire, celui d'un colonel de 1943 (Mercante), fils d'un cheminot mécanicien de locomotive. Ce cas semble exceptionnel et partant déviant, car il nous a été cité dans un grand nombre d'interviews comme preuve du recrutement démocratique du corps des officiers. Remarquons en passant qu'il s'agit d'un technicien d'origine européenne appartenant donc à la classe moyenne inférieure.

Pourquoi en est-il ainsi ? Des bourses nombreuses sont généreusement allouées aux cadets. Les premières promotions du Collège militaire étaient même entièrement composées de boursiers [107]. Au début du siècle les proportions varient, le premier tiers des cadets seulement bénéficie d'une bourse d'étude. Mais en fait la barrière n'est pas là. Elle réside dans le niveau d'étude exigé pour le concours d'entrée. Les candidats doivent avoir fréquenté régulièrement une école jusqu'à l'âge de 14-15 ans, ce qui est hors de portée, en Argentine et à cette époque, des enfants des classes les plus défavorisées. Bien que l'enseignement élémentaire soit en théorie obligatoire et gratuit, le travail des enfants est aussi répandu qu'en Europe aux premiers temps de la révolution industrielle. La loi du 14 octobre 1907 qui le réglemente stipule que le travail des moins de 10 ans « ne peut faire l'objet d'aucun contrat » mais qu'il peut être autorisé « s'il est jugé indispensable pour la subsistance de ceux-ci et de leur famille » [108]. Aussi n'est-il pas étonnant qu'une enquête sur les fabriques de tabac, menée par le Département national du travail en 1910, révèle que la plupart des jeunes ouvriers ou apprentis entre 12 et 15 ans ne savent ni lire ni écrire [109]. En outre, à partir de la deuxième décennie du siècle, le concours d'entrée au Collège militaire devenant plus sélectif devra être préparé dans des cours privés, donc payants.

On comprend qu'une modeste aisance soit requise pour aborder les études militaires malgré leur courte durée. Mais, contrairement à ce

107. Le plafond des premières promotions, qui n'est pas souvent atteint, est fixé à 50 cadets seulement. Le premier directeur du Collège constatait dans un rapport au ministre de la Guerre : « On considère de moins en moins ce Collège comme constituant seulement une œuvre de bienfaisance en faveur des fils et des orphelins de personnes pauvres ... » (Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 73). Ce qui signifie que, dans l'esprit des créateurs, il remplissait initialement cette fin sociale.

108. Loi 5291, article 1, citée par Panettieri (José), *Los trabajadores en tiempos de la inmigración masiva en Argentina (1870-1910)*, La Plata, Universidad nacional, Facultad de humanidades y ciencias de la educación, Departamento de historia, 1966, p. 175.

109. *Ibid.*, p. 185.

qu'on pourrait penser, les jeunes gens issus des classes moyennes ayant accédé aux études secondaires ne semblent avoir été tentés que tardivement par la carrière militaire. Il semble certain qu'en raison de la configuration de la société et de ses valeurs dominantes, les fils d'immigrants aisés, qui veulent être « reconnus », accéder aux positions élevées dans la pyramide sociale, aspirent à être *doctores* et, donc, s'orientent vers les Facultés de droit ou de médecine. A tel point qu'en début de siècle le Collège militaire connaît de réelles difficultés de recrutement. Les promotions du Collège ne suffisent pas à pourvoir aux besoins de l'armée de terre en officiers, même après la promulgation de la loi de 1901. Ce n'est qu'en 1904 que tous les officiers proviennent du Collège militaire [110]. En 1907, toutes les bourses offertes pour suivre des études militaires n'ont pas été demandées [111]. En 1909, enfin, de nombreux postes d'officiers restant à pourvoir, un décret permet à titre exceptionnel le recrutement d'officiers d'active parmi les officiers de réserve [112]. Ce n'est qu'en 1910 que le nombre des candidats aux bourses dépasse le nombre des bourses offertes [113]. La date est à retenir. L'image de l'armée a cessé d'être négative. Est-ce l'atmosphère du Centenaire propice à l'exaltation patriotique ? La bonne tenue de l'armée nouvelle défilant au pas de parade prussien y est-elle pour quelque chose ? Là encore, nous avons sous les yeux la preuve que les institutions militaires acquièrent un prestige dont elles étaient totalement privées quelques lustres auparavant.

La volonté des législateurs de former des officiers se recrutant dans une même classe sociale n'a pas tout à fait été un vœu pieux. D'après les informations que nous possédons, les officiers se recrutent donc bien dans les classes moyennes aisées, parmi les « gens bien », autrement dit dans la frange supérieure des couches intermédiaires qui a le mieux assimilé la mentalité ou les valeurs du groupe dirigeant. Certes, il n'existe pas encore de règlements ni de mécanismes assurant une homogénéité sociale parfaite, mais la sélection par l'enseignement préalable et surtout par le concours assure la conformité du candidat admis avec un modèle culturel aux bases sociales bien délimitées.

Si nous examinons maintenant à la fois les données professionnelles et les milieux familiaux suivant leur niveau de prestige [114] dans la société argentine, nous allons pouvoir nuancer cette constatation. En reprenant dans cette optique l'échantillon A, nous remarquons la présence de divers groupes individualisables :

110. cf. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 111-112 et Mabragaña (H.), *Los mensajes*, Buenos Aires, Compañia general de fósforos, tome 6, p. 168.

111. Bagú (Sergio), *Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina*, Caracas, Instituto de investigaciones económicas y sociales, Universidad central, 1969, p. 67.

112. Rodríguez (colonel Augusto G.), *op. cit.*, p. 112.

113. Mabragaña (H.), *op. cit.* tome 6, p. 475-476.

114. Voir chapitre 1. Nous avons utilisé pour cette analyse, outre les sources déjà mentionnées ci-dessus, plusieurs éditions du *Libro azul*, de la *Guia social* ainsi que, Jockey Club, *Nómina de los socios*, plusieurs années, et Sociedad rural, *Memorias* et *Nóminas de socios*, diverses années.

— Un groupe d'officiers d'origine immigratoire où dominent, à côté des descendants d'Espagnols et d'autres nationalités européennes, les fils et petits-fils d'Italiens : Alvarez, Mohr, Accame, Cassinelli, Pistarini, Rocco, Ruzo.

— Un groupe issu de la classe moyenne aisée de Buenos Aires et des provinces du littoral, Argentins depuis plusieurs générations : Márquez, Menéndez, Mones Ruíz, Ramírez.

— Des descendants de notables traditionnels de province, parfois représentants de véritables « familles militaires » : Arana (Corrientes), Espíndola (Entre Ríos), Molina (Salta).

— Un groupe enfin lié aux grandes familles de Buenos Aires : Guido y Lavalle, Quiroga, Reynolds.

La même opération effectuée sur notre échantillon de marins donnerait des résultats très comparables à quelques particularités près. On y aperçoit :

— Un fort groupe de descendants d'immigrants espagnols ou italiens : Beascochea, Guisaola, Ugarriza ; Casari, Fincati, Pertusio, Repetto, Resio, Scasso, Secco et Storni.

— Un contingent important, propre à cette arme, de descendants de Français et de Britanniques, auquel on doit ajouter un groupe d'origine germanique qui semble être sur-représentés dans notre échantillon : Daireaux, Lajous, Malleville, Renard ; Fliess, Pillado Ford, Mac Lean, Steward ; Hartung, Schilling, von Rentzell.

— Un groupe de fils de familles anciennes et notables, y compris des « familles militaires », de Buenos Aires et du littoral : Bengolea, Campos Urquiza, Martín, Sáenz, Videla, Videla Dorna.

Pour ne pas en rester à notre échantillon, dont la représentativité de l'ensemble de la société militaire peut être mise en doute puisqu'il ne comprend que des officiers généraux, nous nous proposons d'examiner, à l'autre extrémité de la pyramide des grades, une promotion du Collège militaire. La promotion de 1913 du Collège que nous avons choisie ne se distingue en rien, à première vue, avec ses 110 aspirants, de n'importe quelle autre. Elle est pourtant promise à quelque célébrité : la 43e place y est en effet occupée par un cadet d'infanterie de 18 ans nommé Juan Domingo Perón [115].

Justement, le futur général Perón nous semble un bon représentant du profil familial moyen des cadets argentins. J.D. Perón appartient à une bonne famille de la province de Buenos Aires. Son grand-père Tomás, médecin, a été un notable politique mitriste. Son père, qui n'est pas passé par l'Université comme le voulait sa famille, s'est occupé tout d'abord d'une exploitation rurale à Lobos, dans la province de Buenos

115. *Boletín militar*, 15 décembre 1913, primera parte.

Aires. Il n'a pas fait de très bonnes affaires ni un très bon mariage [116]. Il a quitté la province de Buenos Aires pour la lointaine Patagonie (Chubut) où le jeune Juan Domingo passe son enfance avant d'entrer, grâce à sa grand-mère paternelle, semble-t-il, dans un collège distingué de la banlieue résidentielle d'Olivos. Bonne famille, donc, mais en pleine décadence : une des modalités, comme nous l'avons vu, de la classe moyenne argentine.

Que voyons-nous par ailleurs sur cette liste des diplômés du Collège militaire ? Tout d'abord, une abondance de noms plébéiens ne figurant guère au Gotha argentin et où les patronymes italiens l'emportent. Mais à côté de ces officiers de basse extraction, nous reconnaissons quelques *apellidos* appartenant aux meilleures familles de la *gentry* nationale et aux milieux dirigeants : Roque Lanus, Pedro Flores Pirán, W. Sánchez Bazán, F.A. de Lezica, Rodolfo Fraga. Plusieurs feront parler d'eux trente ans plus tard.

Il apparaît à la lumière de cette lecture sociale de nos échantillons que les fils des grandes familles ou plus simplement des catégories supérieures ne sont pas totalement absents de l'armée. Certes, dans l'Argentine industrieuse et fébrile de la belle époque, ces familles n'envoient pas volontiers leurs enfants dans l'armée. Pourtant, un certain nombre de fils de famille, saisis sans doute par une irrépressible vocation, entrent au Collège militaire et parfois même contre le gré de leurs parents [117].

Comment expliquer ce phénomène ? Par la présence de descendants des couches supérieures dans une institution bureaucratique largement ouverte aux fils des nouveaux venus ? S'agit-il de simples cas individuels affectant seulement des éléments turbulents ou peu doués pour les études et, par suite, incapables de s'adonner aux activités nobles du groupe dominant — l'élevage, les finances et la politique ? Certainement pas pour la majorité d'entre eux.

Tout d'abord, il existe dans les vieilles familles argentines une véritable tradition militaire. On pourrait presque dire que l'ancienneté du lignage se compte en militaires. Les familles les plus anciennes sont celles qui peuvent s'enorgueillir de descendre d'un officier des armées de l'Indépendance. A défaut d'un *guerrero de la Independencia*, il est de bon ton d'avoir un parent qui s'est illustré dans la guerre du Paraguay. *Guerrero del Paraguay* est en effet un titre de noblesse dont on tire quel-

116. Perón préfère parler de son grand-père que de son père ou de sa mère, ce qui a permis à ses ennemis, pour le discréditer socialement à l'époque où le beau monde frondait dans les salons, de lancer la rumeur d'une origine très humble (un majordome et une servante demi-indienne), ce qui est faux. Il n'en reste pas moins vrai que la mère de Perón n'était pas d'origine européenne comme son père. Voir « Las memorias de Juan Perón, 1895-1945 », *Panorama*, 14 avril 1970, p. 20-25.

117. Ce fut, dit-on, le cas du futur général Agustín P. Justo, descendant d'une vieille famille du littoral et dont le grand-père avait été gouverneur de Corrientes. Il est vrai que l'âge de son entrée au Collège militaire pouvait justifier l'inquiétude familiale (interview de M. Liborio Justo, fils du général Justo, 16 août 1969).

que fierté. A preuve, il existe aujourd'hui une Association des descendants des *guerreros del Paraguay*[118]. Jorge Luis Borges, bon représentant des grandes familles de la province de Buenos Aires évoque ainsi ses aïeux :

> « Avec ces horizons
> Mes ancêtres nouèrent amitié
> Et ils conquirent l'intimité de la Pampa
>
> Ils furent soldats et *estancieros*
>
> L'un combattit l' Espagnol
> L'autre au Paraguay fatigua son épée[119].

Ces vaillants ancêtres, qui ont offert leur vie pour l'édification de la nation argentine, sont l'objet d'un véritable culte dans les familles. Leurs hauts faits ou du moins leur uniforme ne fonde-t-il pas l'aptitude légitime de leurs descendants à commander et à gouverner ?

Or, comme le note le sociologue Imaz dans une enquête sur la « classe supérieure à Buenos Aires » réalisée en 1959, parmi les enquêtés qui ont derrière eux trois générations d'Argentins, on découvre un grand nombre de militaires à la première génération (celle des arrière-grands-pères). « Dans de nombreux cas, ce groupe militaire, ajoute-t-il, est à l'origine même du prestige des familles »[120] qui forment aujourd'hui la classe supérieure de Buenos Aires. Et il en va de même dans les autres provinces. Par suite, si dans la société globale l'armée argentine n'apparaît pas dans les premières decennies du 20e siècle comme une institution très attrayante pour les privilégiés, dans bien des familles « distinguées » et même puissantes il est toujours honorable d'être militaire. N'oublions pas d'ailleurs que vers 1860 encore un jeune homme bien né n'avait le choix qu'entre la profession d'avocat ou le métier des armes. Les lieutenants généraux du tournant du siècle en attestent : ils prouvent aussi que l'armée pouvait mener aux plus hautes destinées. Tout le passé militaire de l'Argentine est assez proche et vivace dans la mémoire familiale des couches dirigeantes pour que la carrière d'officier ne soit pas encore perçue de manière négative.

Ces notations sociologiques pourraient sembler oiseuses si elles ne nous ramenaient pas à notre propos. L'armée argentine, nous l'avons vu, est une institution ouverte qui recrute ses officiers dans les couches moyennes et en particulier dans leurs strates supérieures. L'accent mis sur l'homogénité du recrutement, le type d'orientation normative de la société argentine (voir chapitre 1) et notamment des classes intermédiai-

118. Voir « Guerreros del Paraguay », *Clarín*, 24 mai 1970.

119. Borges (Jorge Luis), « Dulcia linquimus arva », *Obra poética*, Buenos Aires, Emecé, 1967, p. 88.

120. Imaz (José Luis de), *La clase alta de Buenos Aires*, Buenos Aires, Investigaciones y trabajos del Instituto de sociología de la Universidad de Buenos Aires, 1962, p. 42.

res nous portent à penser que les fils de familles traditionnelles jouissent d'une autorité particulière ou possèdent du moins un rayonnement singulier à l'intérieur de la société militaire. L'intériorisation du modèle prussien et de l'esprit *Junker* ne peuvent que renforcer l'ascendant de l'élite établie. Le Feldmarshall von der Goltz, si admiré en Argentine, n'affirme-t-il pas que [121] la naissance aristocratique donne à un jeune homme l'habitude de commander les autres et le rend par suite plus apte à la profession militaire ? Tout porte donc à croire que la minorité d'officiers apparentée au groupe dirigeant « donne le ton » dans l'armée. Cela peut sembler évident si l'on ajoute que des officiers issus de l'oligarchie ont occupé à plusieurs reprises la direction des instituts de formation des officiers avant 1916 [122]. Les conséquences de ces faits sur l'idéologie des milieux militaires ou sur les attitudes politiques des officiers sont évidentes.

LES MILITAIRES DANS LA SOCIÉTÉ

Pendant toute une partie de sa vie l'officier argentin a peu de contacts avec les civils. Recevant précocement une formation professionnelle qui le coupe très tôt des lycéens de son âge, le jeune officier, une fois sorti du Collège militaire, peut rarement entreprendre des études supérieures civiles [123]. Envoyé dans des garnisons éloignées, l'officier mène une existence confinée à la société de ses pairs.

Son horizon s'élargit s'il est muté dans une capitale de province. Cependant, la pointilleuse discipline autant que les servitudes professionnelles ne facilitent guère la fréquentation suivie des milieux civils. D'autant que le nomadisme inhérent à la fonction publique, et au métier des armes en particulier, ne favorise pas l'enracinement local ni des relations durables. A cela il faudrait ajouter, en ce début du siècle, la naissance des « quartiers d'officiers » qui, en instaurant une sorte de ségrégation par le logement, accentue le repliement forcé de l'officier sur l'institution et donc la cohésion de la société militaire [124].

Cependant la « sous-culture » militaire, même si elle est à notre avis décisive, ne suffit pas à expliquer la perception différencielle des processus sociaux et l'émergence d'attitudes politiques manifestes chez les officiers. Il convient de préciser la situation sociale concrète des officiers, en déterminant leur niveau de vie ainsi que les liens sociaux divers qui con-

121. Dans *La nation en armes* (1906) cité par Kitchen (Martín), *op. cit.*, p. 23.

122. Parmi les directeurs du Collège militaire les plus longtemps en poste entre 1897 et 1922, on trouve deux hommes appartenant aux milieux des grandes familles : le général Francisco Reynolds et le colonel Agustín P. Justo. Le colonel José F. Uriburu a été, par ailleurs, directeur de l'Ecole supérieure de guerre de 1907 à 1913.

123. Cette possibilité semble réservée, du moins à cette époque, aux privilégiés de la fortune. Ainsi, Agustín P. Justo est ingénieur civil, encore a-t-il suivi des études civiles alors qu'il était capitaine.

124. Les *barrios de oficiales del ejército*, construits dans des intentions sociales, se multiplieront surtout dans les années vingt.

courent à leur socialisation politique (mariage, fréquentations privées, affiliation à des associations volontaires civiles).

Tableau 4. Tableau comparatif des traitements civils et militaires en 1916-1917
(en pesos papier)

Officiers	*Fonctionnaires civils*	*Traitements mensuels bruts*
	Ministre du gouvernement fédéral	2 400
	Procureur de la Cour d'Appel	1 800
Lieutenant général		1 600
	Juge fédéral	1 400
Général de division		1 350
	Evêque	1 200
Général de brigade		1 150
	Directeur général du Ministère des finances	1 000
	Directeur de la Bibliothèque nationale	900
Colonel	Sous-Directeur de service ministériel	800
	Inspecteur de l'enseignement du second degré	700
	Proviseur de lycée	650
Lieutenant-colonel		600
Commandant	Attaché d'administration *(oficial 1º)*	500
	Censeur de lycée	450
Capitaine		340
Premier lieutenant		260
Lieutenant		235
Sous-lieutenant	Instituteur titulaire	210

Source : Ley de presupuesto general de la República Argentina para el ejercicio de 1917.

En ce qui concerne les revenus, les généraux (tableau 4) sont à égalité avec les hauts dignitaires civils et religieux de l'Etat. Ils ne sont pas au sommet de la grille des traitements publics mais, en termes relatifs, leur position est fort honorable. Au contraire, même en valeur absolue, les grades subalternes sont assez médiocrement rémunérés. Non seulement pour les sous-lieutenants qui sont de tout jeunes gens, mais jusqu'au grade de capitaine, dont les titulaires ont entre 31 et 37 ans, les soldes sont faibles.

En fait, pour que la comparaison entre les traitements civils et les soldes militaires soit probante, il est nécessaire de signaler certaines particularités de la fonction publique en Argentine. En raison de la pratique du *spoil system* et de l'amateurisme administratif, l'emploi de fonctionnaire est rarement pour le civil la seule source de revenu ou même la profession principale et permanente. Il s'agit parfois d'une parenthèse honorifique, souvent d'une sorte de rente que verse le gouvernement

pour récompenser les services rendus ou la fidélité politique. Nous ne nous étendrons pas sur des pratiques telles que la distribution de nominations en blanc aux notables locaux, ou les nombreux cas de postes délicats ou techniques confiés à des amis politiques sans expérience ni qualification. La sagesse populaire a longtemps vu le fonctionnaire argentin comme un homme qui « vient à son bureau, signe et s'en va ». En outre, en l'absence d'une structure bureaucratique codifiée, l'avancement s'obtient à la faveur : il peut être météorique ou désespérément lent. Il en va tout autrement dans l'armée. L'officier est un fonctionnaire professionnel permanent et qualifié, appartenant à une organisation bureaucratisée. Si l'on tient compte de ce décalage, l'officier est donc plutôt plus mal rémunéré, surtout aux grades inférieurs, que ses homologues civils. Il jouit, il est vrai, outre quelques avantages en nature non comptabilisés, de certaines dispositions légales non négligeables qui constituent le revers positif de la professionnalisation : la propriété du grade [125] garantie de stabilité de l'emploi et la retraite à plein traitement après 35 ans de service.

Il est cependant évident qu'en raison de l'exiguïté de leur solde les jeunes officiers ont quelque difficulté à s'établir. A partir de 1910, les prix n'ont pas cessé de monter. L'inflation due à la guerre est venue relayer la flambée des prix qui a accompagné l'euphorie du Centenaire. On juge, à l'époque, qu'il faut 200 à 300 pesos par mois à un fonctionnaire moyen pour louer un logement décent à Buenos Aires [126].

Un ouvrier qualifié gagne de 6 à 9 pesos par jour [127], c'est-à-dire presque l'équivalent mensuel de la solde d'un sous-lieutenant ou d'un lieutenant. Ce niveau de revenu situe le gros des officiers, de lieutenant à commandant [128], dans la fraction inférieure de la classe moyenne.

Ceci ne facilite pas les relations avec les civils. L'officier a des aspirations trop élevées et une mentalité trop élitaire pour fréquenter les milieux correspondant à son niveau de revenu. Il se trouve, en revanche, dans l'impossibilité matérielle de tenir son rang dans la bonne société civile. Il s'ensuit, outre une concentration sur la profession et un « renfermement » à l'intérieur de la société militaire, une exaltation moralisante du « service » et une mystique de l'austérité qui forment le substrat de la mentalité militaire en Argentine.

125. D'après la loi 9675 (article 17) voir Medina (général Francisco), « Cuestiones sobre el estado militar », *Revista militar*, février 1941, p. 211-227.

126. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 340.

127. Cf. Panettieri (José), *op. cit.*, et Spalding (Hobart),*op. cit.*.

128. Dans la pyramide des grades pour 1917 les officiers supérieurs— au-dessus de lieutenant-colonel — sont 211, les sous-lieutenants 135, la masse des grades intermédiaires compte 958 officiers sur un total de 1304, Contaduría general de la nación, *Ley de presupuesto de la República Argentina para el ejercicio de 1917*, Buenos Aires, 1918. En ce qui concerne les comparaisons avec les salaires ouvriers une précision s'impose : les sous-lieutenants sont très jeunes et continuent généralement à la caserne la vie d'internat qu'ils menaient au Collège militaire. On peut estimer que leurs besoins d'argent ne sont pas très élevés. Il en va tout différemment des capitaines.

Même au faîte de la carrière, les militaires argentins ont quelques difficultés à côtoyer les « olympiens » de l'oligarchie, sauf, bien sûr, s'ils possèdent une fortune personnelle. C'est pourquoi les plus civils des militaires sont généralement issus des grandes familles. Ce sont les généraux qui dînent en ville et appartiennent aux clubs distingués.

Le Jockey Club, qui compte 2 000 membres, et tous les grands noms du pays, ne s'ouvre guère aux officiers, même prestigieux. Il faut dire que le filtrage social n'est pas le seul obstacle : la cotisation d'entrée est, en 1917, l'équivalent de trois mois de solde d'un général de brigade. Parmi les généraux de 1919, un seul appartient au Jockey-Club, José F. Uriburu, neveu d'un président de la République, descendant d'une historique et puissante famille de Salta. D'autres officiers supérieurs peuvent hanter les salles d'escrime ou le pesage du Club, s'ils sont invités par des membres qui apprécient leur adresse ou leurs connaissances hippiques. Ils y sont cependant des étrangers.

Au Círculo de armas, « franc-maçonnerie amicale » [129] et saint des saints de l'oligarchie, qui ne compte que 300 membres, on trouve certes aussi quelques officiers. Mais ils y ont été admis, bien que militaires, parce qu'ils font partie de l'élite établie. Dans le seul et unique annuaire qu'ait jamais publié, ce club très fermé nous en avons dénombré 16 avant 1916 [130]. Parmi eux : le général José F. Uriburu, le général Francisco Reynolds, le général Angel Allaria (ministre de la Guerre en 1912), le colonel Augustín P. Justo, les généraux Rosendo Fraga et Severo Toranzo. Et parmi les marins : les amiraux Domecq García, Juan A. Martín, Campos Urquiza.

Les autres officiers, qui veulent s'évader de l'horizon étroit que bornent le mess et le foyer, *casino de oficiales*, disposent à Buenos Aires du Círculo militar. Mais là encore nous retombons sur le ghetto militaire. Ce cercle compte 1 179 membres en 1917 [131], or il y a, à la même date, 1 304 officiers. Même si un certain nombre de provinciaux n'y sont pas inscrits, cela laisse peu de place pour les civils, qui d'ailleurs statutairement n'y sont acceptés qu'avec parcimonie [132]. Les installations sportives peuvent attirer quelques escrimeurs, mais, en fait, le cercle devient peu à peu un simple forum militaire assorti de services à bon marché (restaurant, hôtel, tailleur, etc.) pour les officiers et leurs familles [133].

La plupart des militaires fréquentent donc peu les civils. Ceux qui

129. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 73.

130. *El Círculo de armas en el cincuentenario de su fundación, 1885-1935*, Buenos Aires, s..e., 1935.

131. *Memorias del Círculo militar*, suppléments de la *Revista militar*, 1917-1966, Buenos Aires, Círculo militar, 2 tomes.

132. D'après les statuts, les officiers de réserve (civils donc) ne doivent pas dépasser 5 % du total des membres, *ibid*.

133. On pourrait citer le poète Leopoldo Lugones qui fréquentait avec ostentation la salle d'arme du Cercle, mais c'est plus par sympathie politique pour l'armée et par prosélytisme qu'attiré par les charmes du Círculo militar. Ce cas semble d'ailleurs très isolé.

ont des contacts suivis et « institutionalisés » avec les milieux extra-professionnels sont souvent les fils des familles traditionnelles menant la vie de relation de leur groupe social d'origine. Ségrégation pour l'immense majorité, relation d'une minorité aristocratique avec l'élite établie, ainsi se présente, grosso modo, l'insertion des officiers dans la société qui les entoure au début du siècle.

Certes, il faudrait nuancer. Tous les descendants militaires de familles « historiques » ne pratiquent pas le « beau monde », pas plus qu'ils ne se marient nécessairement dans la bonne société. Le préjugé contre les soudards de la vieille armée leur nuit encore dans les salons ou dans les cœurs des demoiselles bien dotées. Huret, se demandant à quoi rêvent les jeunes filles à Buenos Aires, répond ainsi, caricaturant à peine : « Songerait-elle à un officier ? Non, les militaires ne comptent pas encore ici. La plupart ne furent longtemps que des soldats de fortune, sans instruction, ni éducation, ni avoir, dont l'audace contre les Indiens faisait tout le mérite. A présent, il est vrai, des fils des meilleures familles commencent à faire leur carrière dans les armes et sortent des écoles, jeunes officiers instruits et séduisants. Mais la mode n'y est pas encore, et elle n'y a pas pensé »[134]. D'autant que certains de ces fils de famille ne se définissent ni par leur nom ni par leur milieu d'origine, et sont loin d'avoir dans les salons l'aisance d'un grand-duc autrichien, qu'on reconnaissait volontiers au général Roca. L'empreinte de l'esprit militaire est plus forte chez eux que les déterminismes familiaux. Car l'armée est aussi un genre de vie.

Par ailleurs, toutes les armes ne sont pas à égalité dans leurs relations avec le groupe dirigeant. A la différence des fantassins, conducteurs de plèbe et gardiens de chambrées, les cavaliers ont plus de facilité pour accéder auprès de l'oligarchie. La cavalerie attire de préférence les rejetons des grandes familles qui s'aventurent dans l'armée. Dans cette civilisation du cheval, les armes montées sont proches de l'aristocratie ou du moins de l'image que celle-ci se fait flatteusement d'elle-même. L'officier de cavalerie est le plus civil et le plus fréquentable des militaires. Pour peu qu'il brille dans les concours hippiques, il sera fêté sinon dans les salons du moins dans les *estancias*. Il pourra frayer avec les messieurs du Jockey. A tout le moins il sera inscrit dans un club hippique — Club hípico argentino ou Club alemán de equitación, par exemple —, il jouera au polo ou au *pato* avec des civils huppés. Le cheval le mènera ainsi à l'assaut de la réussite sociale.

Nous n'avons pas évoqué jusqu'ici la situation un peu particulière de l'officier en province. Sous l'angle du prestige et des possibilités matrimoniales, il est relativement priviligié. Dans les somnolantes garnisons ou les actives capitales provinciales, le jeune officier frais émoulu des

134. Huret (Jules), *op. cit.*, p. 26.

écoles présente toutes les séductions de la nouveauté et de la métropole d'où il vient. S'il porte bien l'uniforme, il ne passe pas inaperçu ; d'autant plus que les officiers supérieurs font figure de notables. Le colonel commandant de la place est reçu partout, il est invité dans le petit monde local. Ne représente-t-il pas le pouvoir central ? Certains régiments implantés de longue date jouissent parfois d'une tradition locale flatteuse : ainsi la cavalerie à Salta ou l'infanterie à Entre Rios. Aussi la société provinciale accueille-t-elle quelques militaires dans ses clubs traditionnels. Pourvu qu'il ait des manières et porte beau, le lieutenant ou le capitaine célibataire en garnison dans la ville pourra peut-être assister au grand bal annuel du Jockey Club de Rosario ou à celui du Club de l'ordre de Santa Fe. Ils feront aussi bonne figure à la fête de charité du Club social de Tucumán. Son unité en garnison à Salta recevra quelques invitations pour la garden-party du prestigieux « 23 de febrero ».

En province et surtout dans les petits centres, le militaire n'est pas tout à fait un étranger. « Tous les soirs, au *corso*, dans la poussiéreuse ville garnison de Río Cuarto (province de Córdoba), on voit, nous dit un témoin, la cavalerie et la ligne rivaliser de séduction » [135], sous l'œil chaste mais intéressé des jeunes personnes du sexe. Les jeunes filles ne sont pas indifférentes face à ces nouveaux venus, sportifs et souvent plus cultivés que leurs rustauds de cousins uniquement préoccupés de la grosseur des *novillos* et des cours du blé.

Ces officiers peuvent bien être, en outre, d'acceptables partis malgré la modestie de leurs émoluments [136]. Les vieilles familles coloniales un peu languissantes, et qui, malmenées par le progrès économique, n'adorent pas le veau d'or, apprécient l'apport de sang nouveau que représentent ces fils d'immigrants. C'est ainsi qu'un bel artilleur, fils d'un modeste musicien italien, incorporé dans l'armée [137], épousa la fille d'une très vieille famille catholique de Córdoba. Lorsque le jeune artilleur, qui s'appelait Eduardo Lonardi, devint président de la République, on s'aperçut que cette alliance n'était pas la simple union de deux destins individuels : la politique y avait grandement sa part. Certains croient même que le sort de l'Argentine faillit en être changé.

135. *Ibid.*, p. 155.

136. De leur côté, les jeunes officiers, surtout s'ils sont sans fortune personnelle, ont grand intérêt même pour leur carrière à faire un assez riche mariage. Dans les grades subalternes, il semble aller de soi que la solde ne sert pas à assurer l'entretien d'une famille. Ainsi dans les « Instructions pour l'envoi des officiers dans les corps de troupe en Allemagne », il est bien précisé que « les officiers mariés qui désirent emmener avec eux leur famille devront compter sur un revenu sûr et régulier d'au moins cent pesos or par mois ».

137. Levene (Gustavo Gabriel), et al., *op. cit.*, p. 261-265.

Chapitre 3

Radicaux et militaires : connivences et malentendus La fin de l'ancien régime et l'élargissement de la société politique

La loi Sáenz Peña est appliquée pour la première fois en 1916, lors d'une élection présidentielle. Le vote est donc secret et obligatoire. Toutes les dispositions ont été prises, conformément à la nouvelle législation électorale, pour garantir l'honnêteté du suffrage. C'en est théoriquement fini des simulacres électoraux qui permettaient le triomphe de la raison et des lumières de l'élite établie. Pour beaucoup d'Argentins, surtout parmi les plus modestes, le suffrage universel apparaît comme un authentique moyen de libération. A preuve cette naïve création pseudo-populaire à la louange de l'isoloir, recueillie dans le Nord du pays et qui dit :

« Dans la pièce obscure,
Vidalitá
Celui qui commande
C'est plus le patron
Chaque citoyen
Vidalitá
A son opinion ... »[1].

Les données de la vie politique argentine se trouvent considérablement modifiées par la nouvelle loi. Le seuil de participation politique, jusque-là fort bas, s'élève de manière appréciable. La proportion d'élec-

1. Cette *Vidalitá* aurait été entendue par l'écrivain Ricardo Rojas (1882-1957), dans la province de Jujuy, selon Luna (Félix), *Yrigoyen*, Buenos Aires, Desarrollo, 1964 (2e édition), p. 208.

teurs par rapport à la population masculine adulte (âgée de vingt ans et plus) augmente comme suit :

Tableau 1.

	Par rapport à la population totale	*Par rapport au total des Argentins (étrangers exclus)*
1910	9 %	20 %
1916	30 %	64 %

Source : Germani (Gino), *Política y sociedad en una época de transición, op. cit.*, 225.

Des couches populaires, qui étaient restées jusque-là en marge des jeux électoraux réservés à l'élite traditionnelle et à ses clientèles passives, entrent désormais progressivement dans la vie politique. On passe d'une « démocratie limitée » à un système de « participation élargie »[2] : les sujets peuvent se muer en citoyens. Les strates populaires sont à même, désormais, de se mobiliser pour des objectifs politiques.

Cet élargissement de la société politique ne fait d'ailleurs que commencer. Il est encore fortement freiné par la pesanteur des liens de dépendance personnelle ainsi que par la forte proportion d'étrangers dépourvus de droits civiques compris dans la population masculine en âge de voter[3]. Mais, en fait, la nouvelle loi n'est destinée qu'à entrouvrir l'accès des fonctions politiques aux nouvelles couches qui, en raison de leurs richesses et de leurs talents, s'estiment en droit d'être associées aux affaires et trépignent devant les portes du pouvoir depuis vingt ans.

Les partisans de l'ancien régime et ceux qui souhaitent le moderniser, sans pour autant livrer l'Etat aux appétits violents des putschistes radicaux, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un candidat présidentiel et une tactique politique commune. Les conservateurs de Buenos Aires, fidèles aux recettes éprouvées, n'entendent faire de concessions ni au suffrage secret ni aux éléments antiradicaux des autres provinces. Ayant refusé la candidature de Lisandro de la Torre, leader du Parti démocrate progressiste, les conservateurs bonairiens ne présentent pas de candidats présidentiels. Sont-ils si sûrs d'une victoire électorale radicale qu'ils préfèrent la favoriser, quitte à offrir leurs services à un parti turbulent qui passe pour dépourvu de cadres bien implantés et capables ? Ou sont-ils tentés par la politique du pire ? On peut croire plus simple-

2. Germani (Gino), *Política y sociedad en una época de transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Buenos Aires, Paidós, 1962, p. 224-228.

3. Ainsi que par les habitudes électorales qui ne disparaissent pas avec la nouvelle loi. Les pressions de toute sorte pour empêcher les opposants de voter continuent à se pratiquer dans plusieurs provinces. Voir « Denuncias sobre fraude en la Cámara de diputados », in Cantón (Darío), *Materiales para el estudio de la sociología política en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial del Instituto, 1969, tome I, chapitre 1, p. 3 à 5.

ment que n'ayant pas pu s'imposer à leurs alliés ils ont souhaité marchander leurs voix au sein du collège électoral où en tant que groupe indépendant ils occuperont une position de force[4].

Il est vrai qu'il n'y eut pas, en 1916, de raz de marée électoral en faveur de l'Union civique radicale. Certes, les radicaux obtiennent 45,5 % des suffrages exprimés, mais ils n'ont pour eux que 28,7 % des électeurs inscrits. Yrigoyen n'est élu président qu'avec deux voix de majorité au sein du collège électoral et après plusieurs tentatives de débauchages des grands électeurs et de combinaisons antiradicales qui ont bien failli réussir[5].

Pour ceux qui dénonçaient à la tribune ou dans la presse le « péril radical », c'est un effondrement, la fin d'un monde. Comme le confiera plus tard un collaborateur du gouverneur de la province de Buenos Aires : « En 1916, tout changea. Pour la première fois l'arithmétique électorale s'imposa dans sa sécheresse sur les valeurs consacrées et les capacités éprouvées. La loi de la moitié plus un pesa telle une épée de Brennus dans la balance de notre destin. De l'obscurité et du mystère où ils se terraient jusque-là, surgirent les nouveaux maîtres de la nation. Avec l'irruption des masses dans la vie politique, l'impulsion vient désormais d'en bas et non plus d'en haut ... »[6].

La majorité des Argentins le ressent comme une sorte de mutation fondamentale qui permet « l'ascension sociale et politique des classes jusqu'alors sous-estimées par l'oligarchie ». Une nouvelle étape de l'histoire politique du pays s'ouvre, marquée par la « dissociation des honneurs, du pouvoir et de la richesse »[7]. Cette phase avancée du développement politique semble clore pacifiquement l'ancien régime d'hégémonie oligarchique. En même temps, la « révolution par les urnes » paraît entériner l'échec politique d'une élite établie trop sûre d'elle-même et incapable d'assurer, à son avantage, une progression contrôlée de la participation politique.

Contre le vœu du groupe dominant pris à son propre piège, l'Argentine transforme, à partir de 1916, son système politique. Elle abandonne un modèle traditionnel, fondé sur la manipulation des clientèles et les relations de dépendance personnelle, pour un système moderne de pluralisme et d'adhésion volontaire. Un gouvernement d'opinion se substitue au pouvoir des élites héréditaires. Mais il est non moins vrai — et

4. L'élection présidentielle s'effectue à deux degrés, les grands électeurs étant élus au suffrage universel direct (art. 81).

5. Yrigoyen n'a que 340.000 voix sur 745.000 suffrages exprimés, auxquelles viennent s'ajouter in extremis 28.000 voix des dissidents radicaux de Santa Fe. Il a 143 grands électeurs, contre 148 pour les trois autres groupes : socialistes, démocrates progressistes et conservateurs. Les votes des dissidents de Santa Fe ont donc été décisifs. Voir Cantón (Darío), *op. cit.*, p. 85-86.

6. Sánchez Sorondo (Matias), « El 6 de septiembre de 1930 », *Revista histórica*, 3, 1958, p. 100.

7. Maupas (Leopoldo), « Trascendencias políticas de la nueva ley electoral », *Revista argentina de ciencias políticas*, 12 juillet 1912, p. 425.

important — de remarquer que l'instauration d'un nouveau type de structure politique « complète le cycle de modernisation institutionnelle »[8] entamée par le groupe dirigeant à partir de 1880. Cette transformation eût été impossible à réaliser sans sacrifices exagérés et dans des conditions pacifiques, si l'élite établie, par son projet progressiste dans le domaine économique et social, n'avait pas elle-même déclenché les exigences de modernisation politique. Si l'oligarchie semble avoir répondu avec maladresse à ces demandes, elle avait néanmoins créé les ressources nécessaires pour les satisfaire. Parce que la rationalisation de l'activité économique, clé de l'intégration du marché mondial, et la sécularisation des institutions et des pratiques sociales, imitation de l'Europe libérale, ne pouvaient pas s'accompagner d'une « cristallisation » intangible de l'aire du pouvoir politique ; on peut dire que le groupe dominant avait préparé, sinon voulu, l'élargissement de la société politique que connaît l'année 1916.

La victoire radicale est donc plus le couronnement paradoxal de « l'Argentine oligarchique des troupeaux et des moissons » que sa défaite. Elle prend place en réaction contre celle-ci mais elle en est le complément. D'abord, parce que le parti radical n'a pas de projet socio-économique de rechange et ne prévoit pas de réformes de structures capables d'assurer les bases matérielles durables d'une hégémonie des anciens exclus du pouvoir. L'UCR exige simplement pour les couches nouvelles et les secteurs marginalisés la « démocratisation » de la prospérité économique et de l'appareil d'Etat. En outre, la fin présumée de l'ancien régime coïncide avec un cycle de haute conjoncture favorable sinon au générosités du moins aux résignations sereines. On peut d'autant plus facilement céder une part du gâteau que celui-ci ne cesse de grossir.

Si la guerre mondiale a interrompu le flux des importations de biens et de capitaux, les exportations de produits argentins demeurent très soutenues et la balance commerciale enregistre des soldes positifs confortables. De 1910 à 1918, le total des échanges double presque. En 1920, il est plus de deux fois et demi supérieur au niveau de 1910. De 1914 à 1920, le solde favorable à l'Argentine de la balance commerciale fait plus que quadrupler.

En raison même de la désorganisation temporaire des échanges internationaux mais aussi par suite d'une demande très forte de produits alimentaires, la valeur des exportations argentines absorbée par les services financiers (dette publique, dividendes) baisse de moitié entre 1913 et 1920 : elle tombe de 34,3 % à 12,8 %[9]. En 1915, a eu lieu le dernier

8. Gallo (Ezequiel), Sigal (Silvia), « La formación de los partidos políticos contemporáneos. La Unión cívica radical (1890-1916) », *Desarrollo económico*, avril-septembre 1963, p. 177-179.

9. Banco central de la República Argentina, *La evolución del balance de pagos de la República Argentina*, Buenos Aires, 1952, multigr., tableau 8, p. 43.

Tableau 2. Le commerce extérieur de l'Argentine (en pesos or)

Année	*Total échanges*	*Importations*	*Exportations*	*Solde*
1910......	768 428 875	379 352 515	389 076 360	+ 9 718 845
1911......	747 337 250	405 019 992	342 317 258	— 62 702 734
1912......	948 530 371	446 863 002	501 667 369	+ 54 804 367
1913......	1 015 383 105	496 227 094	519 156 011	+ 22 929 917
1914......	725 661 481	322 529 964	403 131 517	+ 80 601 553
1915......	887 667 285	305 488 006	582 179 279	+ 276 691 273
1916......	939 130 093	366 130 571	572 999 522	+ 206 868 951
1917......	930 491 227	380 321 178	550 170 049	+ 169 848 871
1918......	1 302 069 240	500 602 752	801 466 488	+ 300 863 736
1919......	1 686 737 552	655 772 294	1 030 965 488	+ 375 192 964
1920......	1 979 053 069	934 967 699	1 044 085 370	+ 109 117 671

Source : República Argentina, Dirección general de estadísticas de la nación, *Anuario del comercio exterior de la República Argentina, año 1930,* Buenos Aires, 1931.

grand emprunt sur le marché financier britannique. Jusqu'en 1923, il n'y aura pas de nouvelle émission argentine sur les grandes places financières [10]. Cette interruption momentanée du financement externe correspond à un renversement de la situation de la balance des paiements. Comme tous les pays restés neutres dans le conflit mondial, l'Argentine s'est enrichie par le commerce avec les nations belligérantes. De pays débiteur, elle s'est muée en nation créditrice. Les caisses sont pleines. Les réserves d'or ont doublé entre 1913 et 1921, bondissant de 225 millions de dollars US à 450 millions de dollars [11]. En 1918, la balance des paiements présente un passif de 160 millions de pesos or, mais il correspond à un prêt consenti à la France et à la Grande-Bretagne pour leur faciliter l'achat de produits argentins [12].

Certes, on ne peut manquer de signaler les distorsions produites par la guerre, notamment en raison des difficultés du transport maritime sur la croissance de l'économie argentine. Mais il faut aussi noter que pour substituer les importations et pallier la pénurie de soutes le nombre des établissements industriels produisant pour le marché intérieur ou conditionnant des produits exportables s'accroît notablement. Ceci contrebalance cela. Somme toute, l'avènement d'Yrigoyen se place en quelque sorte à l'apogée de l'économie agro-exportatrice qui a fait la prospérité du pays. C'est pourquoi sa présidence ne constitue pas une rupture mais marque un aboutissement sinon un épanouissement. Il est utile de le

10. Sabra (Jesús), « Evolución histórica del financiamiento externo de la República Argentina », *Revista de la Unión industrial,* avril-juin 1970, p. 3.

11. Cassel (G.), *La monnaie et le change après 1914,* Paris, Giard, 1923, p. 32.

12. Tornquist (Ernesto), *El desarrollo económico de la República Argentina en los últimos cincuenta anos,* Buenos Aires, s.e., 1920, p. 312.

signaler avec précision pour situer les véritables racines de l'anti-yrigoyénisme conservateur et de l'attitude des militaires face au gouvernement du caudillo radical. Il est non moins nécessaire, afin d'éclairer l'orientation réelle des administrations radicales et la portée des critiques de l'opposition civile et militaire, de savoir quels hommes arrivent au gouvernement en 1916. Et avec quelles idées. Que se propose de faire le parti radical dont l'histoire est inséparable de l'éclosion du pouvoir militaire ?

Le radicalisme et les radicaux

Sans nous engager pour autant dans la controverse, toujours vive en République Argentine, sur la nature sociale du radicalisme, nous croyons nécessaire de préciser comment se situent socialement ses dirigeants, ses militants et ses électeurs. Ecartons tout d'abord une interprétation qui eut son heure de succès et qui procède d'un raisonnement par analogie totalement erroné : selon certains historiens, en effet, le radicalisme exprimerait les intérêts des classes moyennes urbaines, réformistes et favorables à l'industrialisation, opposées à l'aristocratie latifundiaire [13].

La meilleure approximation est certainement l'image d'une « coupe verticale dans la structure de la nation argentine » proposée par A. Whitaker [14]. En effet, l'UCR est par définition et dans les faits un mouvement politique socialement hétérogène, un parti de masse qui regroupe la majorité de ceux qui n'acceptent pas le monopole politique du groupe dominant des grandes familles. C'est un parti fortement enraciné dans les couches moyennes, notamment dans la petite bourgeoisie urbaine. « La multitude des modestes employés du commerce et de l'administration, presque tous les instituteurs, un grand nombre de membres des professions libérales, des milliers de jeunes gens passés par l'Université, la grande masse des fils d'immigrants » [15] donnent leur appui au parti radical. Celui-ci mord aussi sur les classes populaires et trouve une audience certaine dans des secteurs sociaux que l'on pourrait appeler le « petit peuple » plutôt que la classe ouvrière proprement dite. Mais ce n'est pas — loin de là — un phénomène exclusivement urbain. D'autre part, l'Union civique radicale n'est pas le parti des classes moyennes. Les observateurs les plus perspicaces le remarquaient déjà avant son

13. C'est en gros le thèse soutenue dans le livre de John J. Johnson, *Political change in Latin America : The emergence of the middle sectors*, Stanford, Stanford University Press, 1958, p. 98-100.

14. Whitaker (Arthur), *Argentine upheaval : Peron's fall and the new regime*, New York, Praeger, 1956. Edition argentine, *La Argentina, un calidoscopio*, Buenos Aires, Proceso, 1956, p. 93.

15. Ibarguren (Carlos), *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Eudeba, 1969, p. 296.

arrivée au pouvoir. Leopoldo Maupas écrivait en 1912 : « Bon nombre de ses dirigeants, par leur origine, leurs conditions sociales et leur tempérament, ont des intérêts contraires à ceux de la classe moyenne » [16].

En effet, de nombreux dirigeants nationaux du parti radical sont liés aux familles traditionnelles de l'oligarchie. On a baptisé « groupe bleu », par référence à la couleur du Gotha argentin, le cercle des fils de famille radicaux. Ils s'appellent Alvear, Saguier, Pereyra Iraola, Herrera Vegas, Castillo, Melo, Pueyrredón [17]... On peut croire qu'ils sont d'authentiques démocrates attirés par la « cause ». Certains les soupçonnent cependant de constituer le cheval de Troie de l'élite établie à l'intérieur du parti populaire. Quoi qu'il en soit, ils forment le noyau de l'opposition interne à Yrigoyen.

A côté d'eux, les dirigeants de moindre relief, le gros des notables radicaux en 1916 (candidats aux fonctions électives provinciales et nationales) ne diffèrent pas fondamentalement des membres du groupe dominant, ni par leur éducation, ni par leur situation économique. Ces cadres du radicalisme en ascension sont en majorité des hommes prospères consacrés aux activités agro-pastorales [18]. Le secteur secondaire n'est pas représenté dans leurs rangs. Les classes moyennes (professions libérales, commerçants) ne fournissent qu'un petit nombre d'entre eux. Ce sont donc, pour la plupart, de grands propriétaires auxquels il a manqué fort peu de chose pour être acceptés par l'aristocratie. L'absence de « statut hérité », en raison du passé de leur famille ou de la faible « ancienneté » de celle-ci, les a écartés des milieux dirigeants. Ils n'appartiennent pas aux familles consulaires. Ils sont donc à la tête du mouvement radical.

Hipólito Yrigoyen [19] lui-même est un *estanciero* aisé de la province de Buenos Aires. Il descend d'une famille honorable et relativement ancienne. Seule la légende dorée du populisme radical — ou la légende noire de la polémique antiyrigoyéniste — a pu faire de lui le fils d'un *peón*. Un de ses partisans nous rapporte avec admiration qu'il n'hésita pas à vendre un à un ses biens fonciers pour financer la cause radicale : c'est ainsi qu'il négocia successivement deux *estancias* d'un million de pesos chacune et une troisième propriété de 250 000 pesos [20] ! Professeur

16. Maupas (Leopoldo), art. cité, p. 426.

17. Voir Cornblit (Oscar), « European immigrants in Argentina. Industry and politics », in Veliz (Claudio), ed., *The politics of conformity in Latin America* p. 236, et Levene (Gustavo Gabriel) et al., *Los presidentes argentinos*, Buenos Aires, Compañia general fabril, 1961, p. 220.

18. Gallo (Ezequiel), Sigal (Silvia), art. cité, p. 213.

19. Sans doute pour affirmer sa personnalité et pour ne pas être confondu avec Bernardo de Irigoyen, Hipólito Irigoyen écrit son nom avec un Y, en opposition avec l'usage familial. La distinction I/Y a presque acquis une valeur politique : les adversaires du caudillo prenant parfois un malin plaisir à orthographier avec un I le patronyme de ce descendant de basque français.

20. Del Mazo (Gabriel), *El radicalismo*, Buenos Aires, Gure, 1957, tome I, p. 110. Certes, le père d'Yrigoyen est un immigrant basque français, mais, par sa mère, il descend d'une famille « ancienne » et « distinguée » d'origine espagnole, un peu tenue en marge de la bonne société en raison de l'amitié du grand-père d'Yrigoyen avec Rosas. La tradition rosiste se retrouve dans de nombreux cas de radicaux issus de familles traditionnelles.

de philosophie, il verse tous ses émoluements à une société de bienfaisance de Buenos Aires [21]. Il en usera de même quand il sera à la Maison Rose. Noblesse oblige : la fonction publique est un honneur ou un devoir, non une profession, une pratique aristocratique qui témoigne assez de la faible distance qui sépare ce « révolutionnaire », membre du Club du progrès et du Círculo de armas de ses adversaires conservateurs.

Mais n'oublions pas les partisans, les adhérents, les électeurs, les masses radicales, donc le style des dirigeants. De même que l'oncle d'Yrigoyen, Leandro Alem, fondateur du Mouvement radical, incarne une certaine tradition créole et fédérale, écho d'un rosisme faubourien et populaire, de même Yrigoyen est « l'ami du peuple » : il a l'oreille des petits, il est accessible à tous. Sa tenue modeste de patron de comité tranche sur la distinction sévère et le maintien compassé des « personnages » de l'ancien régime. Il fait donc peuple. La pose plébéienne des élites radicales répond ainsi à l'affectation aristocratique de leurs adversaires. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; seules des nuances sociales les séparent.

En définitive, parce qu'elle exalte les valeurs traditionnelles créoles et populaires, l'Union civique radicale est idéologiquement très proche d'institutions telles que l'Eglise et l'armée, qui, dans l'Argentine cosmopolite de la marée immigratoire, se présentent comme de véritables « conservatoires » de l'esprit national. Un auteur catholique, forçant sans doute la note dans le sens de ses préférences politiques, écrit à ce propos [22] :

> « Le radicalisme, malgré sa dimension révolutionnaire, est plus un parti de droite que de gauche. Il se préoccupe du prolétariat mais n'accepte pas la lutte des classes, il possède un fond chrétien et spiritualiste, il respecte l'Eglise et la famille. La majorité des catholiques sympathise avec le radicalisme et les radicaux sont dans leur immense majorité catholiques. Les conservateurs ... appartiennent d'une certaine manière à la gauche, en raison de leur libéralisme à l'européenne ... Parmi eux, abondent les partisans du divorce et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

En outre, parce qu'il accueille « le fils de l'immigrant et le petit-fils du patricien », le parti radical se perçoit comme une « institution » ouverte et moderne à la fois, qui n'est pas sans analogie avec la société militaire telle que nous l'avons décrite. Ces affinités ne manquent pas d'apparaître lors des premières tentatives des radicaux pour accéder au pouvoir.

21. Pour l'hôpital d'enfants très précisément selon Gàlvez (Manuel), *Vida de Hipólito Yrigoyen, el hombre del misterio*, Buenos Aires, Kraft, 1939 (2e édition), p. 65.

22. Gàlvez (Manuel), *op. cit.*, p. 242.

Le radicalisme et l'armée

LES DÉMOCRATES « PUTSCHISTES »

Nous avons vu que la parti radical, jusqu'à la promulgation de la loi Sáenz Peña, a placé tous ses espoirs d'un changement politique dans la tactique insurrectionnelle. Les « révolutions radicales » mobilisent des groupes de militants qui, les armes aux poings, tentent d'ouvrir la voie au suffrage libre. Mais on peut remarquer que les militaires de carrière, et l'armée en général, ne sont pas absents de ces *puebladas* (coups de peuple) et même qu'ils y participent en nombre sans cesse croissant au fil des années. A tel point qu'un auteur radical peut écrire, en 1915 : « Les deux forces dont dispose le parti radical sont la jeunesse et l'armée, car toutes deux ont su conserver leur intégrité au milieu de l'effondrement général[23] ». Au sein même des instances dirigeantes de l'UCR, on note la présence d'officiers de rang élevé, dont le frère du leader du parti, le colonel Martín Yrigoyen[24].

La première insurrection nationale, à laquelle participent ceux qui se feront appeler quelques années plus tard « radicaux », a lieu en 1890. Elle mérite qu'on s'y arrête même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'une révolution radicale. Ce soulèvement de 1890, provoqué par les maladresses économiques et la solitude politique du président Juárez Celmán, résulte de la convergence de forces très disparates. Y prennent part des partisans de l'ex-président Mitre, hostiles à un gouvernement trop provincial, des catholiques ulcérés par le laïcisme militant du régime, les amis d'Alem et d'Yrigoyen qui, eux, combattent « radicalement » le système politique tout entier. Ce qui nous intéresse dans cette révolution qui tourna court et au profit exclusif du régime est l'attitude des milieux militaires.

Le soulèvement du 26 juillet est une révolution civile, certes, mais appuyée par des *cuartelazos* dans la meilleure tradition. Quelques bataillons se « prononcent » pour soutenir les adversaires du gouvernement en place, qui se sont révoltés. Dans le plan civil et militaire de l'insurrection, Hipólito Yrigoyen se voit ainsi confier la délicate mission de soulever le Collège militaire où plusieurs cadets avaient manifesté leur sympathie aux conspirateurs. Il y réussit et incorpore les deux dernières promotions au 9e régiment d'infanterie.

On ne saurait trop insister sur la portée symbolique de ces faits. Ces « militaires d'école », qui participent à la sédition aux côtés du futur leader radical, ne sont pas les soudards politisés sortis des rangs et promus par la brigue et le favoritisme. Ce sont les élèves-officiers profes-

23. Corvalán (Ernesto), « Pensamientos radicales », *Revista argentina de ciencias políticas*, 12 juillet 1915, p. 412.

24. 3 colonels participent à la première convention nationale de l'Union civique radicale, voir Del Mazo (Gabriel), *op. cit.*, p. 73-75.

sionnalisés, rompus à l'obéissance à la prussienne, qui prennent part au putsch. Bien plus, lorsque est créée le 1er septembre 1889 l'Union civique qui rassemble tous les mécontents du régime et les futurs conspirateurs et d'où naîtra le parti radical, des cadets en uniforme participent ostensiblement au meeting. Signe des temps : une ovation spontanée et imposante les accueille [25]. De jeunes officiers, rapporte un témoin [26], firent également des offres de service à Alem, président de la junte révolutionnaire. Parmi eux, le sous-lieutenant José F. Uriburu qui prendra la tête, quarante ans plus tard, d'un autre soulèvement, mais, cette fois, contre le parti fondé par Alem. Trente-trois officiers subalternes se sont réunis chez le sous-lieutenant Uriburu pour y former une sorte de loge destinée à conspirer aux côtés des adversaires de Juárez Celmán. Anecdote encore certes, mais voyons plutôt la composition de ce groupe de conspirateurs militaires. On y remarque 9 capitaines, 19 lieutenants, 4 sous-lieutenants, et même un sergent [27]. Parmi ces officiers, 12 sont artilleurs, 12 fantassins, 3 appartiennent au génie, 6 sont attachés à l'Etat-major. On peut donc noter la prédominance des « armes savantes » — donc des officiers passés par les Ecoles — ou des services techniques, et l'absence totale de la cavalerie sans doute un peu à l'écart dans l'armée et peu mêlée au monde politique [28].

Les ardents lieutenants et les cadets romantiques ne sont pas les seuls militaires impliqués dans cette révolution. L'armée tout entière est divisée. Les plus hauts gradés sont compromis en nombre non négligeable. La liste des officiers sanctionnés et réincorporés, par suite de l'amnistie, peut nous fournir quelques indications sur l'ampleur de la participation militaire. Encore qu'elle ne comprenne évidemment pas tous ceux qui ont effectivement pris part ou suivi avec une sympathie plus ou moins agissante le mouvement insurrectionnel. Elle témoigne en tout cas de l'ambiguïté d'un soulèvement qui engage un secteur important de l'élite établie.

Il serait singulièrement vain de comparer ces chiffres avec la pyramide des grades à la même époque. La « visibilité » des hauts gradés et leur responsabilité hiérarchique expliqueraient leur sur-représentation peu conforme à la réalité historique.

25. Voir Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 76. 7 de ces cadets seront rayés des cadres à titre définitif pour cet acte d'indiscipline. Voir Vedia y Mitre (Mariano de), *La révolucion del 90. Origen y fundación de la Unión cívica. Causas, desarrollo y consecuencias de la revolución de julio*, Buenos Aires, Rosso, 1929, p. 97.

26. Voir Vedia y Mitre (Mariano de), *op. cit.*, p. 128.

27. Lanús (colonel Roque), « Las logias en el ejército argentino durante el siglo XIX », *La Prensa*, 1er juillet 1950, et Etchepareborda (Roberto), *La revolución argentina del 90*, Buenos Aires, Eudeba, 1966, p. 39.

28. Ainsi le 9e d'infanterie compromis avec les factieux est placé sous la surveillance du 2e régiment de cavalerie, à la suite d'une délation. Voir De la Torre (Lisandro), *Cartas íntimas*, Buenos Aires, Ediciones Futuro, 1951, p. 63 (Lettre du 17 mai 1937).

Tableau 3. Officiers réincorporés au service actif (décret d'amnistie générale du 1er septembre 1890)

Généraux de division	3	Capitaines	19
Généraux de brigade	3	Premiers lieutenants	14
Colonels	4	Lieutenants	27
Lieutenants-colonels	5	Sous-lieutenants	19
Commandants	12		

Source : Boletín oficial del Estado mayor general del ejército, septembre 1890.

Quoi qu'il en soit, on peut retirer plusieurs enseignements de cette révolution de dupes virtuellement victorieuse sur le plan militaire et qui fut vaincue par un accord politique conclu dans l'ombre entre les secteurs en lutte du groupe dominant : l'importance et l'engagement de l'armée dans un mouvement qui revendiquait de manière manifeste le libre exercice du droit de suffrage, laissent penser que nombreux étaient les officiers qui approuvaient les objectifs civiques d'Alem et d'Yrigoyen. La participation des officiers, par ailleurs, n'apparaît pas comme un phénomène « résiduel » propre à l'ancienne armée étroitement liée aux vicissitudes de la vie politique. Les « officiers d'Ecole », et parmi eux les cadets des corps les plus techniques, ne sont pas les derniers à prendre part aux putschs « démocratiques ».

L'appui d'unités militaires mutinées ne fait pas non plus défaut aux mouvements séditieux fomentés par la seule Union civique radicale. Les révolutions provinciales de 1893, dont l'épicentre se situe à l'intérieur de la province de Buenos Aires, s'accompagne d'une série de pronunciamientos contre les autorités locales dans plusieurs villes du pays. A Tucumán le soulèvement du 11e régiment d'infanterie est très durement réprimé par le pouvoir central. A Rosario, le 3e de ligne se rebelle, accompagné par quelques unités de la marine de guerre. Il ne fallut pas moins de trois divisions de l'armée de terre et d'un combat naval sur le Paraná pour venir à bout des mutins [29].

La conspiration civile et militaire du 4 février 1905 engage encore plus profondément les militaires radicaux. C'est à proprement parler le dernier soulèvement militaire du 19e siècle ; le dernier aussi d'un cycle de rébellions politiques qui ne reprendra que vingt-cinq ans plus tard. Mais c'est aussi le premier putsch de l'armée de conscription, le premier accroc de l'armée nouvelle au principe de l'obéissance réglementaire.

Depuis 1898, les radicaux tentaient de faire sortir l'armée des casernes. Le général Riccheri, le « père » de l'armée moderne, n'ignore rien de ces menées et s'attache à les déjouer habilement. Les officiers suspects sont immédiatement déplacés : toute la trame de la conspiration

29. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p 92, voir également Luna (Félix), *op. cit.*, p. 96-107.

est perpétuellement à reprendre dans chaque garnison, mais, en revanche, la propagande radicale circule de régiment en régiment. Le putsch est maintes fois remis car le gouvernement est bien informé [30] : de jeunes officiers rencontrent-ils Yrigoyen en grand secret, ils sont rayés des listes de promotion [31].

La prudence du chef des radicaux s'explique par la tactique adoptée. Il veut frapper un grand coup grâce à un soulèvement massif éliminant en quelques heures tout risque de résistance, donc l'éventualité d'une guerre civile même brève. Enfin arrive le jour J. Un jeune officier de famille conservatrice engagé dans la rébellion, dont nous aurons à reparler, Francisco Reynolds, prétend que les deux tiers de l'armée se sont soulevés [32]. Yrigoyen, quelques années plus tard, affirmera, dans un message au Congrès, que plus de 1 000 officiers de l'armée de terre et de la marine furent impliqués dans cette action « révolutionnaire » [33]. Quoi qu'il en soit, la rébellion semble triompher rapidement sur tout le territoire national. Mais une résistance imprévue, insignifiante aux yeux des militaires, décourage la direction civile et politique du mouvement. La reprise de l'arsenal de Buenos Aires a fait échouer de très peu un soulèvement dont l'organisation n'était sans doute pas à la hauteur des ambitions et de l'énergie déployée.

Il fait peu de doute en tout cas que le 4 février 1905 la cause radicale était populaire chez les officiers. La rébellion militaire embrase le pays du Sud au Nord. La garnison de Bahía Blanca s'est soulevée. Le 3e régiment d'artillerie de Santa Fe et le 5e d'artillerie de Rosario se mutinent. Le gouverneur de Mendoza est déposé par des troupes révolutionnaires. Le gouvernement de Córdoba est renversé, et le vice-président Figueroa Alcorta, qui se trouvait sur place, est fait prisonnier. Le sénateur radical Ricardo Caballero rapporte que le commandant du 8e régiment de ligne, entouré de représentants « des vieilles familles fédérales » de la ville, harangua la troupe en ces termes, avant de passer à l'action : « Soldats, nous allons partir pour une croisade destinée à sauver l'âme argentine, *la argentinidad*, en péril mortel ... » [34]. C'est contre l'élite cosmopolite que les officiers répondent à l'appel d'Yrigoyen. Leur geste de rébellion est conçu par eux comme un devoir patriotique : le radicalisme leur apparaît comme la forme populaire du nationalisme.

30. La conspiration est un secret de polichinelle car les organisateurs prennent contact avec un grand nombre d'officiers qui n'acceptent pas toujours de les suivre. Ainsi le *mayor* José F. Uriburu, commandant du 8e régiment de cavalerie, qui sert de garde présidentielle, reçoit la visite de son ami Fernando Saguier, dirigeant radical, qui lui demande, au nom d'Yrigoyen, de participer au mouvement. Celui-ci refuse mais promet le silence (Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 188).

31. Reynolds (général Francisco), *La revolución del 6 de septiembre de 1930. Acción militar*, Buenos Aires, Ismael Colombo, 1969, p. 11.

32. *Ibid.*, p. 19.

33. Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, Buenos Aires, Raigal, 1953, p. 322.

34. Caballero (Ricardo), *Yrigoyen. La conspiración civil y militar del 4 de febrero de 1905*, Buenos Aires, Raigal, 1951, p. 39.

La conception radicale des rapports entre les militaires et la politique est très éloignée d'un légalisme inflexible. Il est vrai que pour l'Union civique radicale les gouvernements du « régime » sont sinon illégaux du moins illégitimes. C'est pourquoi Yrigoyen rejette la prétention des milieux gouvernementaux ou de l'Etat-major à instaurer un professionnalisme strict au sein des forces armées. Pour lui, le militaire est un citoyen qui a le « devoir sacré d'exercer le recours suprême de la protestation armée »[35]. Toute autre attitude conduirait à une armée prétorienne capable de défendre n'importe quel pouvoir en place mais non la nation et sa Constitution. Après l'échec du 4 février 1905, Yrigoyen rédige une proclamation à l'adresse des forces armées dans laquelle il définit ainsi leur mission :

> « L'union de l'armée avec le peuple dans les heures d'épreuve a été, au cours de l'histoire du monde, le plus auguste et le plus solennel témoignage de solidarité. Aucune action n'est plus brillante ni plus puissante. Aucune ne présente une aussi grandiose alliance d'idéaux et d'espérances. Le citoyen militaire incarne le symbole de la patrie et il ressent avec une intensité particulière ses malheurs ou sa grandeur. Prétendre qu'il renonce à sa personnalité morale et se soustrait aux inspirations de sa raison et de sa conscience serait convertir l'institution militaire en une force aveugle et livrer la société sans défense à l'arbitraire de gouvernants dépourvus de l'investiture populaire. Une telle option est totalement contraire aux principes de la justice et aux lois immuables qui marquent les progrès de la civilisation ».

Certains militaires, compagnons d'aventure des radicaux au début du siècle, se souviendront, contre Yrigoyen, de ses conseils vingt-cinq ans après.

Il est vrai que dans l'optique moraliste de l'UCR, l'armée doit être soumise aux civils ; mais seulement à ceux qui défendent, dans le gouvernement ou dans l'opposition, l'idéal démocratique.

> « L'action militaire du radicalisme, écrit en 1915 l'un de ses chefs[36], méditant sur les événements passés, ... diffère fondamentalement des (révolutions) qui ont bouleversé tant de Républiques américaines : loin d'être des rébellions de casernes, elles ont été inspirées par les réclamations de l'opinion. Leurs directions étaient civiles ; le peuple a lutté aux côtés de l'armée pour des idéaux civiques communs. En réalité, les militaires ont constitué le bras armé de l'opinion civile argentine. Ce n'est pas l'ambition qui a animé l'armée, encore moins le prestige d'un général présomptueux ... ».

Si l'armée, en bonne doctrine radicale, doit être subordonnée à la « cause de la réparation nationale » qu'incarne l'UCR, il semble

35. « Manifiesto de la revolución del 4 de febrero de 1905 », in Rodriguez (Carlos J.), *Irigoyen, su revolución política y social*, Buènos Aires, Libreria la Facultad, 1943, p. 115 et 122.

36. Gallo (Vicente C.), « Aspectos y enseñanzas de una obra », *Revista argentina de ciencias políticas*, 12 juillet 1915, p. 334.

qu'après 1905 cette opinion soit de moins en moins partagée par les officiers argentins même sympathisants d'Yrigoyen. Les relations entre ce dernier, chef encore indiscuté du radicalisme, et l'armée paraissent s'être assombries après l'échec de février 1905. Une suspicion réciproque s'empare des deux parties. Bon nombre d'officiers, qui ne remettent pas pour autant en question leurs convictions démocratiques, refusent désormais de bouger. Leur prudence prend la forme d'un strict professionnalisme. Le repliement des officiers, échaudés par des aventures putschistes qui leur semblent mal organisées sinon improvisées, sera durable. Il est vrai aussi qu'en 1905 la répression a été relativement ferme : de nombreux officiers ont été déportés en Terre de Feu ou contraints à l'exil. Ils n'ont pu regagner leurs foyers qu'à l'issue du vote par le Congrès d'une loi d'amnistie, en juin 1906 [37].

De son côté Yrigoyen, putschiste incurable mais sans doute médiocre tacticien de l'action violente, craint que l'armée ne se désintéresse du destin national. Il redoute le manque de fermeté, dans la défense de la démocratie, d'officiers désormais moins réceptifs à la propagande radicale. Yrigoyen ne dissimule pas parfois une certaine amertume à leur égard. Dans une lettre de 1909 rendue publique, il écrit :

> « Les causes de nos maux auraient disparu depuis longtemps ou n'auraient même jamais existé si les forces armées, loyales à leur mission et à leur investiture, refusant d'obéir à n'importe quel potentat malhonnête ... étaient les véritables gardiennes de la souveraineté de la nation et faisaient respecter la Constitution et les lois qui sont le fondement de sa tradition, de son progrès et de sa civilisation.
>
> Le jour où cela arrivera marquera la fin des attentats et des délits politiques, la République reprendra son vol vers des horizons sans fin ... » [38].

Yrigoyen et les radicaux attendaient donc beaucoup de l'armée. Et il ne faudrait pas exagérer les conséquences du refroidissement des relations entre le solide noyau des officiers radicaux et le leader de l'opposition populaire. Un historien du parti [39] affirme qu'un groupe enthousiaste d'officiers de l'armée de terre et de la marine proposa de faire éclater un nouveau soulèvement pendant les fêtes du Centenaire. Nous avons vu déjà comment les rumeurs d'une nouvelle révolution radicale avaient contribué à précipiter l'adoption de la loi Sáenz Peña. N'oublions pas non plus que c'est à la demande des radicaux que la confection des listes électorales fut confiée à l'autorité militaire : le livret individuel de conscription ouvrait seul le droit au suffrage. Il ne fait

37. Voir Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 11 juin 1906, p. 241-249.

38. « Primera carta de Hipólito Yrigoyen a Pedro C. Molina » in Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 1, *La intransigencia*, *op. cit.*, p. 118.

39. Etchepareborda (Roberto), « Yrigoyen y el Congreso », in Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 47.

d'ailleurs aucun doute pour Yrigoyen que les officiers, quelles que soient leur attitude ou leur opinion vis-à-vis du mouvement radical, ne peuvent être que favorables à l'application sincère de la Constitution. C'est pourquoi Yrigoyen, fort de cette confiance, n'hésite pas à demander, en 1912, au président Sáenz Peña de faire garantir l'élection du gouverneur de Santa Fe par les forces armées de la province dont le chef n'était nullement de ses partisans[40].

Lorsque Yrigoyen arrive à la présidence, il n'a rien oublié des affinités du radicalisme et de l'armée, ni de la fraternité des matins incertains qui les a souvent unis dans un même combat. S'il se méfie des prudents ou des « loyalistes », il entretient d'excellentes relations avec les officiers fidèles et tentera de le leur montrer. Mais l'usure du pouvoir et surtout l'attitude de son gouvernement face aux problèmes sociaux contribueront bien vite à modifier et à assombrir les perspectives d'une entente confiante entre une armée constitutionnelle et l'élu du peuple.

LE GOUVERNEMENT PLÉBÉIEN

1916, 12 octobre. Le radicalisme entre à la Maison Rose. Yrigoyen occupe le « fauteuil de Rivadavia » mais il ne détient pas le pouvoir. Au Congrès, l'UCR n'a que 45 députés sur 115 et 4 sénateurs sur 29. Ce n'est qu'en 1919 que les radicaux obtiendront une légère majorité à la Chambre des députés (59 députés sur 110). Parmi les gouverneurs de province, eux aussi élus au suffrage universel conformément à la Constitution fédérale de l'Etat, trois seulement sont radicaux : ceux de Córdoba, Entre Ríos et Santa Fe ; encore ce dernier représente-t-il une branche dissidente de l'UCR. Restent onze provinces gouvernées par l'opposition.

Les partisans de l'ancien régime ne sont donc pas mal placés, malgré l'étendue des pouvoirs dont dispose un président constitutionnel argentin pour paralyser le radicalisme et regagner le terrain perdu. A la magnifique caisse de résonance que constitue le Congrès dans un pays et à une époque où le parlementarisme jouit d'un incomparable prestige, il faut ajouter le poids de la grande presse conservatrice et hostile, d'entrée de jeu, aux hommes nouveaux. Contre l'irrésistible ascension des « usurpateurs », l'union sacrée se constitue. Dès les premiers jours du nouveau mandat présidentiel, tout ce qui est radical est passé au crible, décortiqué, mis à nu, dénoncé : le style et l'allure du caudillo à la parole rare, ses collaborateurs, souvent des militants inconnus dans la bonne société, ses partisans à l'enthousiasme irrespectueux. Le nouveau président sait fort bien qu'on lui reproche de n'être pas tout à fait du sérail oligarchique. Il se démarque aussi avec un mépris olympien du régime des mino-

40. Del Valle (Delfor) « La Unión cívica radical y el ejército », *Hechos e ideas (revista radical)*, juillet 1935, p. 125.

rités éclairées. Il incarne la « réparation » populaire. Lorsque, le jour de son entrée en fonction, la foule dételle les chevaux du carrosse présidentiel pour le conduire en triomphe à la Maison Rose [41], les conservateurs dénoncent avec horreur l'intrusion de la plèbe, des « barbares », dans la vie politique argentine. Le secrétaire général du Sénat, contemplant la mort dans l'âme le petit peuple radical envahir le même jour le Palais présidentiel, note avec tristesse : « Nous sommes passés du règne des escarpins à celui des espadrilles » [42].

Les milieux dirigeants traditionnels semblent tout à coup découvrir l'ampleur de leur défaite et celle de la nouveauté politique qu'incarne Yrigoyen. Les honnêtes gens vont-ils désormais envisager l'avenir avec inquiétude ? Ils n'auraient sans doute pas lieu de s'alarmer s'ils s'efforçaient de percevoir de sang-froid le contenu réel de la politique radicale. Yrigoyen, en effet, est le représentant au pouvoir d'un parti qui a pour ainsi dire atteint d'un seul coup la plupart de ses objectifs manifestes : son but principal n'était-il pas la vérité du suffrage et l'émancipation par les urnes ? La « réparation nationale », dont le nouveau président porte le drapeau, est strictement politique, elle ne dissimule pas une volonté de revanche économique sur les tenants de l'ancien régime. Les radicaux de 1916 n'envisagent pas un seul instant, comme nous l'avons dit, des réformes de structure. Yrigoyen est un possédant. Dans son cabinet, cinq ministres sur huit sont membres de la prestigieuse Société rurale, soit autant que sous Sáenz Peña et autant que sous De la Plaza (1914-1916), les deux derniers présidents [43] : parfaite continuité, donc, en ce qui concerne les bases économiques des détenteurs du pouvoir.

Par ailleurs, la « question sociale » ne préoccupe guère le nouveau président qui partage le credo optimiste des classes supérieures argentines. Ses idées en la matière sont courtes et ambiguës comme en témoigne la brève allusion au monde du travail contenue dans le Manifeste de la révolution du 4 février 1905 [44] : « Les revendications, même les plus justes, de la classe ouvrière, proclame ce texte, ont été négligées. Celle-ci constitue donc, en raison de ses réclamations, un élément de perturbation économique, et engendre de graves problèmes que le gouvernement aurait du prévenir et résoudre en leur temps ». Bien que réclamant des solutions, l'UCR au gouvernement adopte une attitude de compréhension toute paternaliste. La bonne volonté du président tient lieu, à cet égard, de réformes ou d'une législation sociale avancée.

Cependant, Yrigoyen arrive à la présidence dans une période de

41. Carrasco (Angel), *Los que yo vi desde el 80, Hombres y episodios de la tranformación nacional*, Buenos Aires, Procmo, 1947, p. 181.

42. Benigno Ocampo cité par Merchensky (Marcos), *Las corrientes ideológicas en la historia argentina*, Buenos Aires, Concordia, 1961, p. 154.

43. D'après Smith (Peter), « Los radicales argentinos y la defensa de los intereses ganaderos », *Desarrollo económico*, avril-juin 1967, p. 803-805.

44. « Manifiesto de la revolución del 4 de febrero de 1905 », art. cité p. 118.

grande effervescence sociale. La conjoncture tendue de l'immédiat après-guerre rendait plus que jamais nécessaire l'imagination politique. Paradoxalement, son manque d'audace et son indécision vaudront au chef du parti populaire une réputation de démagogue, partisan des travailleurs auprès des classes fortunées et de vastes secteurs de l'armée.

La politique sociale d'Yrigoyen et l'armée

La guerre de 1914-1918 a entraîné une élévation du niveau des prix internationaux qui a eu des conséquences gravement inflationnistes en Argentine : les salaires réels n'ont pas cessé de baisser de 1914 à 1921[45]. En outre, la signature de l'armistice met brutalement un terme à une période de prospérité et de plein emploi sans précédent. La demande des produits alimentaires faiblit par suite de la cessation du conflit : le chômage se répand et les prix continuent à flamber. Le niveau des exportations, qui n'avait pas cessé de croître depuis 1914, tombe de 40 %, en 1921, par rapport aux deux années précédentes. La balance commerciale présente à nouveau un solde négatif.

La multiplication des grèves à partir de 1914 est l'expression d'une situation économique malsaine mais dynamique. Leur nombre passe de 64, en 1914, à 367 en 1919. Mais le record des journées de travail perdues pour fait de grève est atteint en 1920, alors que le retournement de conjoncture se dessine. Il ne sera jamais égalé pendant les vingt années suivantes[46]. Cette détérioration du climat social est d'autant plus alarmante sur le plan politique qu'elle est contemporaine des vastes mouvements révolutionnaires qui se produisent en Europe. L'ombre portée de la Révolution russe ou de la Commune spartakiste effraie la bourgeoisie argentine qui redoute un embrasement universel. Depuis longtemps déjà les classes possédantes voyaient avec une inquiétude grandissante le prolétariat cosmopolite, travaillé par des « idéologies exotiques », camper aux portes de la cité. Dans la situation présente, elles attendent d'un gouvernement qu'il fasse preuve de la plus grande fermeté à l'égard des « agitateurs étrangers » et d'éventuels « complots bolcheviques ».

Or, l'attitude d'Yrigoyen face aux conflit sociaux est loin de répondre à leur attente. A la fois confuse sur le plan social et fort claire du point de vue politique, elle correspond à une mutation des fonctions de l'Etat qui tient à la nature même du pouvoir des radicaux. Yrigoyen, d'une part, n'abroge pas la législation repressive promulguée sous

45. Sur la base 100 = 1929, les salaires réels évoluent comme suit : 1914 = 68, 1915 = 61, 1916 = 57, 1917 = 49, 1918 = 42, 1919 = 57, 1920 = 59, 1921 = 73, 1922 = 84. D'après Bailey (Samuel), *Labor, nationalism and politics in Argentina*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1967, p. 31.

46. 3.693 millions de journées perdues contre 83.044 en 1914, voir Ministerio del interior, Departamento del trabajo, Division de estadísticas. *Estadísticas de las huelgas*, Buenos Aires, 1940, tableau 19.

l'ancien régime. La loi de résidence et d'autres « lois scélérates » restent en vigueur. D'autre part, il sait, quand il le juge utile ou nécessaire, briser une grève. Pour ne prendre qu'un exemple, il fit écraser par l'infanterie de marine la grande grève des frigorifiques à la fin de 1917 [47].

Mais, généralement, aux grèves très dures qui éclatent aux quatre coins du pays dès son arrivée à la Maison Rose, le président radical ne répond pas par la répression systématique. Il entend, semble-t-il, opposer sa sensibilité sociale d'élu du peuple à la brutalité du pouvoir de classe d'avant 1916. Il se refuse à voir, à l'instar de ces prédécesseurs, les problèmes sociaux comme des questions de simple police. Redoutant aussi de s'aliéner les classes populaires où se recrute une partie de son électorat, il s'efforce de manifester aux travailleurs une paternelle sympathie. En revanche, il est parfois sourd aux sollicitations du patronat, national ou étranger, habitué à la manière forte et à la bienveillante collaboration de l'Etat-gendarme.

Les possédants ne voient dans une telle attitude que la recherche électoraliste de la popularité à tout prix, dût l'économie du pays en souffrir. Pour le groupe dirigeant et ses clientèles, le style de l'autorité du premier « gouvernement d'opinion » qu'ait connu la République Argentine est incompréhensible sinon scandaleux. La relative autonomie du pouvoir politique par rapport aux détenteurs des leviers de l'économie leur semble un crime de lèse-nation. Il leur est difficile d'accepter la fonction d'arbitrage de l'Etat qu'Yrigoyen, conformément à sa mystique « réparatrice », voudrait situer au-dessus des antagonismes sociaux et des intérêts de classe. De là le mythe d'un Yrigoyen social, voire partisan décidé des travailleurs, répandu par les adversaires du caudillo et repris, après 1930, par la gauche radicale. Cette image qu'Yrigoyen lui-même a contribué à accréditer, plus par ses attitudes que par sa politique sociale dont le bilan législatif est fort maigre, lors de sa première présidence, a joué un rôle important dans la transformation des relations entre les radicaux et l'armée. La méfiance croissante de celle-ci à l'égard du président radical provenait notamment du sentiment d'être utilisée trop fréquemment, et en contradiction avec les tendances populistes officielles, pour rétablir l'ordre. En effet, lorsque les grèves « tolérées » par le gouvernement, les arbitrages proposés ou les déclarations moralisantes restent sans effet, Yrigoyen envoie la troupe, *ultima ratio* de sa politique sociale.

Cependant, un certain nombre de faits et d'événements sont à l'origine de l'interprétation « progressiste » de la politique du radicalisme yrigoyéniste. On a pu remarquer, certains avec plaisir, d'autres avec horreur, que pour la première fois un président de la République recevait à la Maison Rose des délégations d'ouvriers. Lors de la grève générale des

47. Smith (Peter), *Carne y política en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1968, (titre original, *The politics of argentine beef*), p. 77.

cheminots en septembre 1917, Yrigoyen, au grand scandale de la Bourse de Buenos Aires et des investisseurs étrangers, rend un arbitrage en faveur des travailleurs et invite les dirigeants des compagnies ferroviaires à céder en partie aux revendications de leurs employés. Revenant sur ces événements dans son message au Congrès de 1918, le président critique « les précaires conditions de travail du personnel ferroviaire dues au peu d'empressement des compagnies à améliorer leur situation avant la grève de septembre »[48]. Et il ajoute : « Ce mouvement de revendications ouvrières (était) parfaitement justifié ... ». Langage nouveau puisqu'il n'est plus question d'agitateurs ni de délinquants sociaux et que le président lui-même donne raison aux grévistes.

Mais c'est sans doute l'attitude de la nouvelle administration radicale face aux grèves sanglantes de janvier 1919 qui a définitivement séparé du gouvernement d'Yrigoyen les partisans de l'ordre avant tout, au premier rang desquels on peut placer la plupart des militaires. Ces événements révèlent aussi l'ambivalence du gouvernement vis-à-vis du monde ouvrier, qui traduit peut-être le caractère contradictoire des assises sociales du radicalisme.

La « semaine tragique » de janvier 1919 (du 9 au 16)[49] fut provoquée par des accrochages entre les forces de l'ordre et les grévistes d'une grande entreprise métallurgique de Buenos Aires, qui firent plusieurs morts parmi les travailleurs. Au cours de l'enterrement des victimes de cet affrontement, suivi par une foule nombreuse, une violente fusillade éclata entre manifestants et policiers. Les funérailles des grévistes se transformèrent en émeute. Dans Buenos Aires paralysée par la grève générale, la chasse aux ouvriers répond pendant trois jours au pillage et aux attaques d'édifices publics. La police débordée fait usage de ses armes et arrête sans discrimination d'innombrables suspects. Face à une situation explosive, Yrigoyen, sans doute peu sensible au climat enfiévré de l'après-guerre, tenta, dès le premier jour, de parlementer avec les grévistes, et il nomma chef de la police un important dirigeant radical, Elpidio González, ministre de la Guerre jusqu'en septembre 1918. Celui-ci échoua et se trouva à deux doigts d'être lynché par les émeutiers. La violence policière devenait aussi incontrôlable que l'agitation ouvrière. Le recours à l'armée semblait s'imposer.

La 1re division cantonnée à Buenos Aires n'est pas sûre car elle recrute essentiellement dans les quartiers populaires de la capitale fédérale. Le général Luis J. Dellepiane, commandant de la 2e division de Campo de Mayo, à quelques kilomètres de Buenos Aires, prend alors la situation en main. Nommé chef militaire de la capitale, il occupe avec ses troupes la ville afin de mettre un terme au conflit social et contenir

48. Yrigoyen (H.), *Pueblo y gobierno* 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 143.

49. Dont les dates correspondent presque jour pour jour à la « semaine sanglante » de Berlin durant laquelle les chefs spartakistes furent assassinés.

en même temps les débordements de la répression pour laquelle la police a reçu les renforts de groupes de volontaires civils au zèle excessif [50].

Le général Dellepiane va, lui aussi, négocier avec les émeutiers par le truchement cette fois de dirigeants anarcho-syndicalistes. Le 14, il accepte les conditions des syndicats concernant d'éventuelles poursuites et l'élargissement des prisonniers. Trois jours auparavant, le propriétaire de l'entreprise, reçu par Yrigoyen, a accepté de satisfaire les revendications des grévistes. Tout rentre donc dans l'ordre. Pourtant, tout est changé et rien désormais ne sera plus comme avant. Des grévistes, des émeutiers, des « bolcheviks » ont mis la ville à feu et à sang, s'en prenant aux biens et aux personnes, et non seulement les « meneurs » restent impunis, mais le gouvernement donne gain de cause aux ouvriers révoltés : les possédants, qui jugent ainsi la situation, sont atterrés et mécontents.

D'autant que le climat de Buenos Aires a été celui d'une insurrection au bord de la guerre civile. On ignore le nombre des morts des événements de janvier [51], mais ils doivent se chiffrer par centaines. L'été chaud de 1919 provoqua une panique certaine dans la bourgeoisie portègne. A la suite de rumeurs alarmistes, dans toutes les agglomérations résidentielles de la côte du Río de la Plata « où des milliers de familles aisées passent leurs vacances, les estivants s'organisèrent pour défendre leurs domiciles, car on craignait que des bandes d'anarchistes — qu'on appelait aussi maximalistes (*sic*) — n'attaquent les belles villas qui s'élèvent dans ces parages » [52].

Peu nombreux sont les opposants qui pensent, comme C. Ibarguren [53], que l'existence d'un « gouvernement réellement populaire » comme celui d'Hipólito Yrigoyen épargna au pays les plus graves conséquences de ces journées tragiques. Pour la plupart des conservateurs, la « démagogie » d'Yrigoyen est au contraire la cause première de la révolte ouvrière de 1919. « Les gens sensés, écrit à ce propos dans ses Mémoires Juan E. Carulla, n'hésitaient pas à censurer la politique " ouvriériste "du gouvernement. Il avait commencé par aduler les masses, et leur avait permis non seulement de transgresser la loi et d'en arriver aux voies de fait contre le patronat, mais aussi d'attaquer traitreusement la société tout entière » [54]. Bon nombre d'entre eux pensent même

50. Pour une description des événements de 1919, voir les points de vue contrastés de Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 325, Ghiraldo (Alberto), *La Argentina*, Madrid, s.e., s.d., (1920 ?), p. 91-107, et également Donadio (Amleto), « Recuerdos policiales. La semana trágica », *La Nación*, 22 février 1970 ; Babini (Nicolas), « La semana trágica (pesadilla de una siesta de verano) », *Todo es historia* (Buenos Aires), septembre 1967, p. 8-23.

51. Selon les milieux syndicalistes il y aurait eu 600 morts lors de la fusillade du cimetière de la Chacarita, et, au total, un millier de victimes (Ghiraldo (Alberto), *op. cit.*, p. 99).

52. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 324.

53. *Ibid.*, p. 324.

54. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Huemul, 1964 (2e édition), p. 217.

qu'en relâchant les ressorts de l'autorité publique Yrigoyen est largement responsable de la vague de grèves qui secoue le pays depuis 1916-1917.

Il est vraisemblable que le gouvernement méconnaît, par excès d'optimisme, la gravité de la situation en janvier 1919, mais celle-ci, à l'origine, ne lui est guère imputable. Cependant, les classes possédantes ont eu peur. Le gouvernement, qui laisse pourrir les grèves plutôt que de les réprimer, quand il ne prend pas le parti des ouvriers contre les patrons, n'inspire pas confiance. Depuis trois ans, les milieux antiradicaux estimaient que le pays n'était pas gouverné ; l'ampleur des mouvements sociaux leur donne désormais à penser qu'ils ne sont pas défendus. Le pays côtoie le chaos social. Il semble d'ailleurs que les milieux conservateurs n'auraient pas vu d'un mauvais œil le général Dellepiane profiter de l'occasion pour renverser Yrigoyen. Le bruit court alors qu'il avait pris de son propre chef l'initiative de rétablir l'ordre, et qu'Yrigoyen, en le nommant responsable de la situation à Buenos Aires et en lui octroyant des pouvoirs discrétionnaires, entérina cette décision et s'assura ainsi la loyauté du général[55]. Celui-ci, d'ailleurs, aurait cru de son devoir de démentir auprès du ministre de la Guerre les intentions politiques qu'on lui prêtait et de rappeler son allégeance sans faille au président constitutionnel.

Mais il est d'autres faits plus révélateurs encore de la méfiance grandissante des milieux patronaux et dirigeants à l'égard du nouveau régime tout autant que de l'ambivalence — pour ne pas dire de la duplicité — du radicalisme face aux mouvements sociaux. Il s'agit, notamment, de la création d'organisations privées de défense sociale. Ces associations se proposent d'organiser la résistance contre les revendications ouvrières ou les mouvements sociaux jugés subversifs. Il est particulièrement intéressant de remarquer que les deux principales associations, l'Association du travail et la Ligue patriotique, ont à leur tête des radicaux, anciens collaborateurs du président Yrigoyen[56]. D'une part, ces associations accréditent implicitement ou explicitement l'idée de plus en plus répandue de la démagogie pro-ouvrière et de la faiblesse intrinsèque du gouvernement, de l'autre, elles soutiennent celui-ci — du moins dans un premier temps — en se chargeant de certaines tâches répressives.

L'Association du travail est une organisation patronale qui fournit des briseurs de grève professionnels[57] aux entreprises en difficulté. Fondée en 1918, elle a permis, dit sa propagande, « d'émanciper le patronat

55. Voir Del Mazo (Gabriel), *op. cit.*, p. 206 et Frias (Jorge H.), *El peligro social en la República Argentina*, Buenos Aires, Roldán, 1932, p. 222.

56. Il s'agit de Joaquín S. de Anchorena, ancien *interventor* federal dans la province de Entre Ríos et de Manuel Carlés, ancien député.

57. Dans sa brochure intitulée *Normas de acción*, folleto n° 2, 1921, 7 pages, l'Association précise qu'en cas de conflit elle pourvoit la direction de l'entreprise adhérente de « personnel apte et compétent... de personnel de contrôle et d'entretien ... du personnel nécessaire pour empêcher que dans les ateliers ou dans la rue les employés fidèles ne soient molestés ».

de l'odieuse tutelle des sociétés dites de résistance, qui, à certains moments, menaçaient de soumettre sous la férule de leur action négative et stérile toutes les activités du travail national »[58]. Elle nous intéresse moins que la Ligue patriotique dont la naissance est liée à la fois à la « semaine tragique » et à certains secteurs de l'armée.

Durant cette semaine de janvier, de respectables citoyens et des rejetons de bonnes familles forment des groupes armées se proposant de seconder la police contre les ouvriers en révolte. Le vent de panique, qui souffle sur les beaux quartiers, donne du crédit aux rumeurs les plus fantastiques et provoque les plus tragiques incidents. Nombreux sont ceux qui croient, même au sein du parti radical, que les troubles « ont été fomentés par des agitateurs russes, agents révolutionnaires des soviets, qui ont profité du climat de malaise social, qui régnait alors dans le pays, pour provoquer ce soulèvement »[59]. On parle beaucoup de la découverte d'un « plan maximaliste » et de l'existence d'un soviet sur le point de saisir le pouvoir, mais aucune preuve n'a jamais été présentée à l'appui de cette assertion. Fantasmes nés de la peur dans un pays prospère, sans problème social, tout à coup en proie aux rébellions des classes dangereuses ou bien invention pure et simple pour justifier par le « danger extérieur » l'âpreté de la revanche des gardiens du statu quo ? Les milices bourgeoises, baptisées « gardes blanches » — le spectre de la révolution d'Octobre est partout présent — s'attaquent aux sièges des syndicats, pillent les imprimeries et les bibliothèques ouvrières. Plus grave encore, les « patriotes », identifiant les « maximalistes soviétiques » et les immigrants originaires de l'ex-empire russe, Juifs dans leur majorité, se livrent à des pogroms contre les Israélites originaires d'Europe centrale. L'activisme antisémite faisait irruption en Argentine tandis que naissait « l'anticommunisme sans communistes » de la droite nationale, qui pèsera si fort sur le destin du pays.

Les groupes les mieux organisés de la jeunesse dorée des gardes civiques reçoivent des armes de la police et se réunissent au Centre naval. Le président du Club de la marine de guerre, le contre-amiral Domecq García, leur fait donner quelques rudiments « d'instruction militaire », tandis que le contre-amiral O'Connor les harangue. C'est à celui-ci qu'on prête une phrase malheureuse sur la culpabilité des anarchistes et des bolcheviks, qui lança les « jeunesses patriotiques » contre des « Catalans et des Russes » sans défense, suspects d'incarner ces idéologies honnies[60]. A la fin du mois de janvier, ces « gardes civiques » se transforment en Ligue patriotique argentine présidée par l'ancien député Manuel Carlés.

58. Asociación del trabajo, *¿ Qué es la Asociación del trabajo ?*, folleto n° 1, 1921, p. 1.
59. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 322.
60. Voir Babini (Nicolás), art. cité, p. 20.

Les liens de la ligue avec le radicalisme sont indéniables. Cette organisation provient pour l'essentiel du Comité national de la jeunesse qu'anime le grand écrivain radical Ricardo Rojas et qui s'opposait, au sein du parti, à l'attitude neutraliste du gouvernement face à la guerre mondiale. Il est proche, en cela, des milieux conservateurs anglophiles. Pendant la « semaine tragique », les radicaux yrigoyénistes et le Comité de la jeunesse organisent des manifestations publiques d'appui au pouvoir exécutif contre le « complot subversif »[61]. Et le comité, après avoir formé ses « gardes civiques », offre ses services à Elpidio González, chef de la police et proche du président. La Ligue patriotique, à sa création, traduit bien l'ambiguïté de l'yrigoyénisme. Elle n'est ni antigouvernementale ni antiradicale.

La Ligue patriotique se définit comme une « association de citoyens pacifiques armés (*sic*) » qui monte la garde pour veiller sur la société et la défendre de la « peste exotique »[62]. La ligue est antisocialiste et xénophobe. Elle a pour slogan : « Ordre et patrie ». Sur la situation sociale argentine, elle partage l'optimisme à œillères de l'idéologie dominante : sur cette terre bénie ou les distinctions sociales permanentes sont censées ne pas exister, où la société est ouverte au talent et au travail, les « idées avancées ne peuvent être que des imitations artificielles du vieux monde injuste et misérable ». Pour lutter contre la vague rouge qui vient du large, au nom d'un « nationalisme de classe », les « patriotes » organisent des « brigades » antisubversives qu'ils envoient à tous les points chauds du pays pour mettre au pas les « agitateurs » venus écarter du devoir les travailleurs innocents et soumis[63]. Accessoirement, des hommes de main des brigades de choc attaquent les manifestations ouvrières de la FORA (Federación obrera regional argentina) anarchiste[64]. Certes, les rodomontades de Manuel Carlés, le théâtral président de la ligue, font plus pour son influence politique réelle que les exploits des « squadristes » créoles, mais ceux-ci n'en existent pas moins.

Or, même si le gouvernement n'a pas été mécontent du rôle des membres de la ligue dans les événements de 1919, il ne peut pas accepter de perdre le « monopole de la violence légitime » au profit de formations para-militaires privées. Il ne peut donc pas rester indifférent face aux brigades « patriotiques » de Manuel Carlés. D'autant que cette agitation antiouvrière n'est pas pour rehausser le prestige du pouvoir, ni dans les milieux populaires, ni dans la bonne société ou dans l'armée.

61. Notamment le 10 janvier devant le congrès.

62. Carlés (Manuel), *Discurso pronunciado en la plaza Lavalle el 4 de mayo de 1919*, Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica, 1919, p. 1 et 2.

63. Voir « La Liga patriótica argentina. Recolección de la cosecha. Sobre la propaganda subversiva », *La Prensa*, 10 janvier 1921.

64. Cf. Carlés (Manuel), « Primero de mayo argentino. Conmemoración del pronunciamiento de Urquiza », *Catecismo de la doctrina patria*, Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica argentina, 20 p., non paginé.

C'est peut-être pourquoi la Ligue patriotique prend peu à peu ses distances vis-à-vis d'Yrigoyen. Tout en proclamant son attachement à la démocratie contre le « péril rouge », elle ne tardera pas à manifester sa sympathie pour les régimes autoritaires européens et en particulier — dès sa naissance — pour le fascisme italien [65].

Sur de telles positions, les chantres de l'ordre et les activistes de la patrie ne pouvaient qu'attirer ces professionnels du patriotisme que sont les militaires. Des officiers très en vue adhèrent à la ligue. A la fin du sexennat d'Yrigoyen, toutes les instances directives de l'association comptent au moins 10 % d'officiers [66], pour la plupart de haut rang. Ceux-ci ne sont pas tous antiyrigoyénistes, loin de là. Mais ils vont suivre la trajectoire de la ligue. Et ils ne peuvent manquer de partager le sentiment implicite des ligueurs sur la faiblesse de l'autorité gouvernementale, particulièrement grave à une époque troublée.

Le divorce entre les radicaux yrigoyénistes et l'opinion militaire sur les problèmes sociaux s'accentue encore lors des événements de Patagonie, dans lesquels d'ailleurs la Ligue patriotique tenta de jouer son rôle habituel. Les territoires de la Patagonie argentine (Chubut, Santa Cruz et Terre de Feu) vivent dans une situation proprement coloniale. Divisés en immenses domaines de plusieurs dizaines de milliers d'hectares consacrés à l'élevage ovin, appartenant à des propriétaires en majorité étrangers — britanniques notamment —, ces territoires totalement sous-administrés manquent de moyens de communication. Dans ce Far South, les propriétaires font la loi ou plutôt ils ignorent les lois de la République Argentine. La violence des plus puissants l'emporte. La condition des travailleurs est très dure. Elle s'aggrave encore lorsque cesse le conflit mondial.

En effet, tandis que le prix de la laine s'effondre brusquement [67] et que la viande de mouton perd une grande partie de ses débouchés de guerre, les propriétaires et négociants se trouvent à la tête de stocks de laine, et de troupeaux en pleine expansion. Alors que le coût de la vie, déjà très élevé sur ces territoires plus fréquemment reliés à la Grande-Bretagne qu'à Buenos Aires, grimpe en flèche, les conditions de vie des ouvriers, déjà précaires, se détériorent rapidement. A la baisse de leurs revenus s'ajoute la menace du chômage [68]. Des grèves éclatent à la fin de

65. Lagos (contre-amiral M. J.), *El programa de la Liga patriótica argentina y la educación por el ejemplo*, (4e congreso nacionalista de la Liga patriótica argentina, 19 mai 1923), Buenos Aires, Rosso, 1923, p. 20.

66. Biblioteca de la Liga patriótica argentina, *Cuarto congreso nacionalista de la Liga patriótica argentina*, sesiones del 19, 20, 21 de mayo 1923, Buenos Aires, Baiocco y Cia, 1923.

67. Bunge (Mauricio), « Sobre la baja de la lana y de los lanares », *Revista de economía argentina*, janvier 1921, p. 26-28.

68. Sur l'atmosphère très particulière de la vie sociale en Patagonie, la condition ouvrière et les conflits sociaux de l'époque, on peut lire le témoignage saisissant, véritable mise en accusation du patronat des territoires du Sud, écrit par un journaliste radical d'origine espagnole José María Borrero, *La patagonia trágica*, Buenos Aires, Edición Americana, 1957 (Nouvelle édition).

1920 : le mouvement s'étend à la majorité des travailleurs des frigorifiques et des ouvriers agricoles. Leurs revendications sont très modérées mais les propriétaires atterrés par cette « révolte des esclaves » refusent de les satisfaire, eu égard aussi à la crise qui les surprend.

Au contraire, les *hacendados* font appel aux forces de répression pour mater ceux qu'ils qualifient de « bandes de malfaiteurs », de « bandits qui se disent grévistes » [69] et qui menacent les vies et les biens. Les grands propriétaires, redoutant autant l'abandon des troupeaux en période de tonte que l'insubordination de leurs *peones*, dramatisent l'ampleur et la portée du mouvement pour décider le gouvernement à intervenir. Ils n'ignorent pas que celui-ci a laissé se développer sans sévir des grèves d'ouvriers agricoles dans les provinces du littoral. Aussi les propriétaires vitupèrent-ils l'indifférence officielle et dénoncent-ils le caractère de « gravité de la situation que seulement en haut lieu on cherche à minimiser » [70].

Yrigoyen est sans doute mal informé sur les « événements » de Patagonie, mais il ne prend pas très au sérieux les visions d'apocalypse que la grande presse divulgue avec complaisance. Les renforts se font attendre. Il envoie enfin une petite expédition militaire composée de troupes du 10ᵉ régiment de cavalerie, commandées par le lieutenant-colonel Varela, un militaire radical authentique qui a été destitué pour avoir participé à la révolution de février 1905. Celui-ci parvient à ramener le calme en imposant son arbitrage. Les *estancieros*, la mort dans l'âme et avec le sentiment d'être trahis, doivent accepter certaines des revendications de leurs employés alors qu'ils souhaitaient une répression brutale qui leur aurait assuré plusieurs années de paix sociale. Ce n'est que partie remise.

Car la crise de la laine se poursuit. A la fin de 1921, les trois quarts des *peones* se trouvent sans travail. Manuel Carlés, qu'on ne peut pas soupçonner de sensiblerie ouvriériste, reconnaît que le chômage dans le Chubut et le Santa Cruz revêt une gravité exceptionnelle du fait du climat rigoureux et de la monoproduction ovine [71]. Aussi, des équipes itinérantes de tondeurs saisonniers, sans feu ni lieu, se regroupent, des bandes de chômeurs s'organisent. Ces travailleurs sans ouvrage vivent sur le pays ; s'ils se heurtent à des *estancieros* ou des majordomes, ils les font prisonniers. La panique s'empare des « maîtres de la terre » qui se réfugient avec leurs familles dans les villes du littoral.

Le 10ᵉ régiment de cavalerie, toujours commandé par le lieutenant-colonel Varela, retourne en Patagonie. Est-ce l'atmosphère révolu-

69. Selon le correspondant de *La Prensa*, « El bandolerismo en Santa Cruz », *La Prensa*, 29 janvier et 1ᵉʳ février 1921.

70. *La Prensa*, 13 janvier 1921.

71. Carlés (Manuel), *El culto de la Patagonia, Sucesos de Santa Cruz*, Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica, p. 5-6 (article publié dans *La Nación* le 6 février 1922).

tionnaire qui accompagne le mouvement désespéré des « damnés de la Patagonie », est-ce la crainte d'une fraternisation entre la troupe et les ouvriers en chômage, ou bien plutôt la réussite de la campagne de séduction entreprise par les *hacendados* auprès des officiers du 10e régiment de cavalerie, toujours est-il que la seconde expédition ne ressemble guère à la première. Varela y apparaît comme le prisonnier des possédants apeurés. Il dépasse largement ses attributions. Il applique la loi martiale sans que l'Etat de siège ait été proclamé, oubliant la Constitution et la loi, la justice civile et militaire. Les révoltés sont fusillés en masse. La répression est atroce et sans commune mesure avec les méfaits des « rebelles ». Les milieux anarchistes parlent de 1 500 morts, le chiffre de 300 à 400 semble un minimum vraisemblable [72]. La bonne société de Río Gallegos, toutes les « forces vives » du Santa Cruz font fête à l'héroïque lieutenant-colonel qui a libéré les *hacendados* du cauchemar de la révolte populaire.

Il en va différemment à Buenos Aires. Varela a fait son devoir, sans doute, mais on trouve qu'il y a mis trop de zèle. Il a du sang sur les mains. On ne lui en demandait pas tant. Le gouvernement, qui n'avait pas précisé les attributions du lieutenant-colonel, n'est pas très fier de cet épisode malheureux. Varela embarrasse : ses hauts faits conviennent mal à l'image du parti radical. Non seulement il ne sera pas comblé d'honneurs, comme il s'y attendait, mais il ne sera même pas promu colonel. D'autant que la presse de gauche et les représentants du Parti socialiste au Parlement exigent une commission d'enquête sur les exécutions sommaires de Patagonie. Seule la Ligue patriotique, qui était intervenue un peu comme la mouche du coche, lors des événements, en formant 200 brigades de milices au service des *estancieros*, récompense Varela et ses hommes, en avril 1922. Manuel Carlés remet une « médaille d'or du mérite » au brave lieutenant-colonel qui, lors d'une cérémonie publique, le remercie en prononçant un vif éloge de la ligue.

Cette triste affaire a fait naître dans l'armée une rancœur profonde contre Yrigoyen. Les officiers n'oublieront pas, pour la plupart, l'ingratitude d'un gouvernement plus soucieux de son image que de récompenser ou de couvrir ses exécutants. Ils reprocheront avec quelques fondements à Yrigoyen d'utiliser à des fins de police des hommes entraînés à faire la guerre, et, qui plus est, de faire appel à l'armée trop tard, faute d'avoir prévu une situation sociale dangereusement tendue et faute d'y avoir remédié par des mesures de gouvernement.

Aussi les attaques contre l'attitude sociale du gouvernement, qui s'étalent dans la presse ou se multiplient dans les propos des responsables de la Ligue patriotique, trouvent-elles un certain écho chez ces officiers « mal-aimés ».

72. Selon l'article bien documenté de Bayer (Osvaldo), « Los vengadores de la Patagonia trágica », *Todo es historia*, 11 juillet 1968, p. 80-89.

Manuel Carlés accuse les gouverneurs radicaux des territoires du Sud de « protéger les suppôts des associations anarchistes »[73]. Il confie même à un grand journal que les « idées subversives » ont pénétré chez les *peones* du grand Sud à travers les syndicats de cheminots dont Yrigoyen a favorisé les revendications[74]. Carlés ne perd pas une occasion de confondre les hommes fidèles au parti du président avec les « agents de la subversion ». La presse conservatrice, quant à elle, est encore plus explicite. *La Prensa,* tout en constatant avec raison que le gouvernement n'a pas « fait grand-chose en matière de législation sociale »[75], s'élève contre « sa propension à se rapprocher de certains syndicats, en particulier de ceux qui sont le plus enclins aux soulèvements et à l'agitation, et avec lesquels celui-ci a coopéré à la formation d'un esprit de résistance, de grève et de subversion, très préjudiciable au pays ». Le même quotidien, en dressant le bilan du sexennat, rend la politique ouvriériste du gouvernement responsable de la plupart des grandes grèves : « La grève des chemins de fer de 1917, la grève des postes de 1918, la grève des ouvriers métallurgistes et la grève générale de 1919, la grève des dockers en 1920-1921 sont des éléments suffisants pour apprécier les conséquences de la politique ouvriériste du pouvoir exécutif »[76].

De toutes ces accusations, affirmations et dénonciations, quels que soient leur fondement ou leur véracité, il ressort, pour l'opinion publique, qu'Yrigoyen a choisi le camp du « désordre » contre les intérêts des possédants, qui depuis toujours sont identifiés à ceux du pays. L'Etat n'est plus au service des « prépondérants ». Certes, Yrigoyen n'a rien d'un révolutionnaire. Mais le moindre projet administratif est désormais l'objet d'un véritable procès d'intention. Veut-il opérer une révision cadastrale pour récupérer les terres publiques usurpées et éventuellement les louer ou les revendre à leurs actuels occupants, notamment dans le *no man's land* de Patagonie, et les grands propriétaires s'inquiètent et dénoncent une réforme maximaliste. Accepte-t-il de démocratiser et de rénover l'Université sous la pression des étudiants et des jeunes radicaux, et on l'accuse de saper les valeurs d'autorité et de fomenter l'internationalisme révolutionnaire. Aucune décision ne vaudra à Yrigoyen et à son ministre de l'Instruction publique, Salinas, une haine aussi durable que celle qui introduit, en mai 1918, la réforme du statut des Universités et institue la participation des usagers à leur gestion.

La campagne d'opposition systématique des milieux conservateurs contre un « gouvernement d'opinion », qui tient à rappeler ses origines populaires et sa vocation « rédemptrice » (le mot est dYrigoyen), s'ali-

73. *La Nación*, 6 février 1922, in *El culto de la Patagonia, op. cit.*

74. « Los sucesos del Sur. Impresiones del Dr Carlés », *La Prensa*, 28 janvier 1922.

75. « La falsa política social del ejecutivo de la nación », *La Prensa*, 18 janvier 1921.

76. « El periodo presidencial del Sr Hipólito Yrigoyen. Su significado en la vida institucional de la República », *La Prensa*, 12 octobre 1922.

mente des difficultés rencontrées par le pays dans l'immédiat après-guerre. Le climat social très lourd de ces années capitales dans l'histoire institutionnelle argentine comme pour l'histoire mondiale contribue à la détérioration des relations entre l'armée et le premier président radical. L'impression prévaut qu'Yrigoyen, en utilisant la troupe à des tâches de maintien de l'ordre, fait jouer à l'armée le mauvais rôle pour préserver sa propre popularité. On l'accuse même d'attiser le feu que les militaires sont appelés ensuite à éteindre. Aussi, bien plus que les problèmes de budget ou de soldes, auxquels on a parfois donné une importance démesurée, c'est la politique sociale du gouvernement d'Yrigoyen, avec toutes ses implications politiques ou corporatives, qui a creusé un fossé, sans cesse élargi, entre la majorité des officiers et le gouvernement de la « réparation nationale ».

La politique militaire du premier gouvernement radical

En fait, la politique militaire d'Yrigoyen ne fait qu'accentuer le malaise dans les rangs des forces armées. Elle confirme le détachement croissant de l'opinion militaire face au pouvoir « démagogique » qui la néglige au profit de la « canaille ». Il est certain que l'armée est loin d'être la principale préoccupation de l'ancien professeur de philosophie. N'ayant pas de programme, il n'a jamais défini une politique de défense nationale ; de plus sa politique au jour le jour est teintée de pacifisme.

Cependant, la brouille entre Yrigoyen et les militaires surviendra tardivement. Elle succède à la lune de miel qui dura pendant toute la guerre. En effet, la diplomatie de ferme neutralité que maintient le président radical durant tout le conflit, contre les vœux de l'opposition conservatrice et d'une fraction intellectuelle et francophile de son propre parti, rapproche de lui les officiers formés à la prussienne. Comme au temps des révolutions radicales, Yrigoyen n'hésite pas à faire confiance à des officiers pour des missions civiles parfois délicates. Ainsi la marine, corps de haut niveau technique, est utilisée à plusieurs reprises à la manière d'un corps de fonctionnaires polyvalents. Des officiers de marine sont chargés de prendre en main l'exploitation du pétrole de Comodoro Rivadavia désorganisé par des grèves. D'autres sont versés à l'inspection des terres de colonisation du Ministère de l'agriculture[77]. Les militaires des deux armes, comme nous l'avons vu, remplacent à maintes reprises les polices provinciales défaillantes ou incompétentes. Plus souvent encore, des officiers sont nommés à des postes administratifs (chef de police, chef de district, etc.) dans des provinces placées sous contrôle fédéral, *intervención*, en raison de la réputation d'efficacité et d'impartialité politique dont jouissent alors les militaires. Comme Yri-

77. Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 137.

goyen, afin de remplacer par des autorités librement élues celles héritées de l'ancien régime et considérées comme issues de la fraude, a pratiqué vingt fois la procédure « d'intervention » fédérale, les militaires furent donc largement mis à contribution.

Cependant, Yrigoyen et ses collaborateurs ne mélangent pas les pouvoirs et tiennent à marquer clairement la suprématie de l'autorité civile. D'ailleurs, pour les radicaux orthodoxes, le seul clivage signifiant est celui qui oppose l'oligarchie au peuple — dans le langage radical, la cause populaire — au régime injuste et frauduleux, et non la dichotomie civils/militaires. Ceux-ci, étroitement mêlés aux luttes civiques de l'ancien régime, ne forment pas encore un secteur séparé, encore moins un pouvoir indépendant.

Aussi Yrigoyen ne pense-t-il sans doute pas offenser les officiers de l'armée de terre quand il désigne des civils au poste de ministre de la Guerre (Elpidio González puis Julio Moreno). Mais il rompait avec une tradition scrupuleusement respectée depuis la première présidence de Roca (1898), qui réservait à un militaire ce ministère. Ce geste fut ressenti dans l'armée comme un manque d'égard sinon comme un affront.

Dans les forces armées argentines on éprouve donc le sentiment d'être négligé sinon méprisé par un parti et un homme qui doivent beaucoup aux militaires, et qui ont toujours attendu beaucoup de leur aide ou de leur collaboration. Certaines difficultés professionnelles viennent étayer cette conviction. Les effectifs de l'armée en officiers stagnent. Il y avait, en 1911, 1 394 officiers opérationnels d'active [78]. Ils sont 1 304 en 1917 [79]. L'effectif de 2 000 officiers combattants, réclamé par certains commentateurs militaires, est encore loin [80]. En 1929, on atteindra au budget 1 502 officiers combattants seulement. Il est vrai que les promotions du Collège militaire sont faibles. Il sort à peine une cinquantaine de sous-lieutenants par an, de 1916 à 1918 [81]. Le niveau ne remonte qu'en 1923 pour se maintenir autour de 100, lorsque les cadets entrés sous la présidence d'Yrigoyen accèdent à l'épaulette.

Il est vrai aussi que le niveau de la conscription, défini par la loi budgétaire, reste étale, autour de 0,20 % de la population nationale. En 1920, 17 743 jeunes Argentins sont incorporés, sur 69 711 tirés au sort [82].

Pourtant les dépenses militaires s'accroissent. Elles doublent presque de 1916 à 1922, passant de 52 millions à 97 millions de pesos.

78. Cf. Maligne (lieutenant-colonel A.) « El ejército en octobre de 1910 », *Revista de derecho, historia y letras*, mars 1911, p. 561.

79. D'après le loi budgétaire, voir Contaduría general de la nación, *Ley de presupuesto de la República Argentina para el ejercicio de 1917*, Buenos Aires, 1918.

80. Maligne (lieutenant-colonel A.), art. cité, p. 261.

81. D'après Colegio militar de la nación, *Reseña histórica del Colegio militar*, Buenos Aires, s.e., 1937, p. 55, les promotions évoluent ainsi : 1916 = 55 cadets, 1918 = 62, 1923 = 93, 1925 = 98, 1926 = 109.

82. Ministerio de guerra, *Memoria*, Buenos Aires, 1941, tableau p. 26.

Tableau 4. Dépenses des Ministères de la guerre et de la marine, 1916-1922
(milliers de pesos)

Années	*Guerre*	*Marine*	*Années*	*Guerre*	*Marine*
1910	37 414	34 516	1917........	29 576	24 355
1911	32 656	20 268	1918........	31 280	31 958
1912	28 316	26 650	1919........	37 282	29 189
1913	33 517	24 635	1920........	43 259	36 023
1914	30 508	37 866	1921........	50 478	40 990
1915	35 236	23 406	1922........	54 823	42 721
1916	28 687	23 395			

Source : " Comparativo por anexo de gastos autorizados y efectuados con imputación a leyes especiales y acuerdos de gobierno 1910-1927, anexo F, Guerra"; anexo G. Marina, Cámara de diputados, *Diaro de sesiones,* V, 1928, p. 450 et suiv.

Il faut préciser cependant (tableau 4) qu'en 1916-1917 les dépenses étaient en retrait par rapport aux années précédentes, même si on élimine 1910, l'année exceptionnelle du Centenaire. Il faudrait, en outre, tenir compte de la dépréciation de la monnaie, mais, quoi qu'il en soit, par rapport au total du budget national, les dépenses militaires passent de 16,8 %, en 1915, à 18,7 % en 1919 [83]. Donc, la progression est bien réelle.

En examinant la ventilation de ces dépenses, on s'aperçoit que la croissance budgétaire est pour l'essentiel due à l'augmentation des soldes et des pensions [84], pour répondre à la hausse des prix. Mais si les dépenses en personnel et les dépenses de fonctionnement augmentent, les investissements en constructions et en armements tombent à leur niveau le plus bas. Le poste « travaux publics » afférent aux deux ministères est pratiquement nul pendant tout le sexennat [85]. Après l'épuisement des fonds prévus par la loi spéciale 6 492 pour la construction de casernes— antérieure à l'arrivée des radicaux au gouvernement —-, Yrigoyen reconnaît publiquement, en 1920, que la question du logement des troupes est loin d'être résolue [86] et qu'une nouvelle loi sera nécessaire pour y remédier. Mais ce n'est qu'en 1922 qu'une nouvelle tranche de travaux est mise en chantier et que commence la construction des nouveaux bâtiments du Collège militaire [87]. En matière d'armements, la situation est

83. Calculé d'après « Comparativo por anexo de gastos autorizados y afectuados con imputación a leyes especiales y acuerdos de gobierno 1910-1927 » — Anexo F, Guerra, Anexo G, Marina, in Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 5, 1928, p. 450 et suiv.

84. A noter que les pensions militaires sont comptabilisées hors du chapitre budgétaire dont dépendent les personnels bénéficiaires et au chapitre « Pensions et retraites ».

85. D'après Yrigoyen lui-même, de 1916 à 1922, 6 casernes ont été construites ou mises en service (*Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 295).

86. *Ibid.*, p. 214.

87. *Ibid.*, p. 295.

identique. Le chapitre « acquisition d'armes » du budget de l'armée de terre est quasiment nul pendant la même période. Il est vrai que la guerre mondiale a rendu impossible l'achat de matériel militaire aux fournisseurs européens habituels. Mais les dépenses d'armement de la marine, encore fortes en 1917 [88], baissent après 1918, pour devenir pratiquement nulles en 1920 seulement.

Certes, aucun danger extérieur ne justifie des achats massifs d'armement, mais l'armée argentine, très professionnalisée et constamment à l'écoute de l'Europe parce qu'elle suit de près les progrès de la technique en ce domaine et qu'elle se fait une haute idée d'elle-même en tant qu'institution moderne, se sent sous-estimée, sinon déchue par cet état d'abandon. Un des principaux griefs des officiers argentins contre le gouvernement d'Yrigoyen est la suppression des grandes manœuvres pour cause d'économie.

Certains milieux militaires sensibles aux « dépendances critiques » en matière de matériel souhaitent la création d'industries de guerre assurant une certaine autonomie à la défense nationale. La considération des problèmes de sécurité et d'infrastructure défensive amènent ainsi certains officiers à dénoncer la subordination de l'Argentine en matière de biens manufacturés. Leur « conscience industrialiste », née de préoccupations professionnelles, apparaît en avance sur les conceptions économiques des milieux gouvernementaux et de la classe politique qui croient intangible la division internationale du travail, à l'origine de la prospérité de l'Argentine moderne. Les ingénieurs de la direction générale des arsenaux, dont le sous-directeur, de 1914 à 1918, est le colonel Enrique Mosconi, élaborent des plans de substitution des importations que le pouvoir exécutif semble accueillir favorablement. On en trouve, à plusieurs reprises, un écho dans les messages présidentiels. Yrigoyen annonce d'ailleurs dès 1917 : « Le problème de notre indépendance vis-à-vis de l'industrie étrangère en matière militaire est en voie de solution » [89]. Il le répète d'année en année sans plus de précision. En 1922, il annonce pour un « avenir plus ou moins proche » (*sic*) la fabrication en Argentine de matériel de guerre [90].

En fait, Yrigoyen n'a sans doute jamais considéré la création d'industrie de guerre que comme un palliatif momentané en période de pénurie. Le président radical n'a nullement la mentalité industrielle. Aussi, tandis que les projets de fabrication d'armement piétinent, la grande presse conservatrice se fait complaisamment l'écho ou le porte-parole de l'inquiétude, voire de l'irritation, des milieux militaires à ce

88. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 5, 1928, anexo G., Marina, *op. cit.*, p. 450 et suiv. et cf. Senesi (capitaine de vaisseau A.), *Hipólito Yrigoyen y los armamentos navales*, Buenos Aires, s.e., 1947, p. 2-4.

89. Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 104.

90. *Ibid.*, p. 295.

sujet. *La Prensa*, après avoir fait en janvier 1921 l'éloge de l'« état d'instruction de l'armée »[91], très satisfaisant malgré l'absence de grandes manœuvres, publie quelques semaines plus tard un article très critique sur la question de « l'armement national »[92]. Selon ce journal, le gouvernement doit faire un effort en faveur de l'indépendance en matière d'équipement et de matériel de guerre, notamment en créant une fabrique d'explosifs et en utilisant les « richesses en fer et autres minerais afin d'établir immédiatement la fonderie d'acier projetée par la direction générale des arsenaux ».

Cette prise de position de la presse traduit la tension entre le gouvernement et l'Etat-major, qui atteint un seuil critique en 1921. La pression sourde de l'armée pour que soient satisfaites ses exigences budgétaires revêt alors un caractère particulièrement insistant. Le débat technique sur les industries militaires se change en conflit politique larvé. Du moins l'opposition tente-t-elle de le présenter ainsi. *La Nación*, examinant sans ménagement la politique militaire du gouvernement sortant quelques mois avant la fin du mandat présidentiel d'Yrigoyen, révèle qu'après un « abandon de cinq ans » le gouvernement vient enfin de demander à la direction générale des arsenaux de faire le point sur l'état actuel des armements, problème dont le pouvoir exécutif, aux dires du journal, ne s'était jamais occupé, bloquant ainsi le progrès des « institutions militaires jusqu'alors ininterrompu »[93]. Dans le message adressé au Parlement en mai 1922, on peut lire à travers les propos sybillins du président une sorte de fin de non-recevoir opposée aux demandes pressantes des militaires.

> « Le degré de progrès atteint par l'armée durant ces cinq dernières années est évident, dit Yrigoyen, et sans doute aurait-il été encore supérieur si les circonstances, connues de tous, qui ont influencé notre économie, ne nous avaient obligé à restreindre les dépenses de l'administration et à différer pour des temps meilleurs l'exécution de projets importants à l'étude ou déjà approuvés par le ministre de la Guerre.
>
> Le pouvoir exécutif considère que les institutions armées doivent être en harmonie avec le développement naturel et logique du pays, et que leur progrès doit être graduel et compatible avec les exigences de la croissance nationale »[94].

En d'autres termes, les armées ne doivent pas aller plus vite que la nation, ni être en avance sur elle, ni obérer son budget par des dépenses de prestige inconsidérées.

On peut affirmer qu'à la fin de son premier mandat Yrigoyen s'est aliéné une grande partie du corps des officiers où règne un malaise gran-

91. « Estado de instrucción del ejército », *La Prensa*, 3 janvier 1921.
92. « Los armamentos nacionales », *La Prensa*, 5 février 1921.
93. « El ejecutivo y las instituciones armadas », *La Nación*, 22 janvier 1922.
94. Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 294.

dissant. Yrigoyen boude ouvertement l'armée et lui fait subir le poids de son mécontentement. A partir de 1920, les officiers supérieurs sont privés de promotion : le président n'envoie plus au Sénat les listes de propositions d'avancement élaborées par le conseil de qualification de l'Etat-major[95]. D'autre part, le gouvernement reste sourd aux demandes réitérées d'aide financière que lui soumettent, à partir de 1920, les autorités du Cercle militaire désireuses d'acquérir un nouveau siège social. Le ministre de la Guerre ne prend même pas la peine de répondre aux notes que lui adressent les responsables du Cercle militaire dans ce sens[96].

C'est dans cette atmosphère de suspicion réciproque et d'aigre froideur qu'Yrigoyen décide d'introduire l'idée-force de son régime : la « réparation » au sein de l'armée. Il soumet, en septembre 1922, un projet de loi au Parlement, qui vise à dédommager les officiers dont la carrière a été brisée par suite de leur participation aux « événements politiques » de 1890, 1893 et 1905[97], en les réintégrant et en leur restituant leurs droits à une pension. Il s'agissait, semble-t-il, vu la date du projet, de signer en faveur des secteurs militaires radicaux une traite que le successeur d'Yrigoyen serait forcé d'honorer. Du point de vue légal, un tel projet destiné au futur occupant de la Maison Rose ne surprend que par sa date. Mais on peut néanmoins s'interroger sur son opportunité. Comme nous l'avons vu, des décrets d'amnistie ou des lois de réincorporation des fonctionnaires civils et militaires destitués ont suivi tous les mouvements « révolutionnaires » auxquels les radicaux ont participé. C'est sans doute pourquoi l'opinion militaire, très sceptique quant à la sincérité du gouvernement, voit immédiatement dans ce projet, non le moyen de réparer des injustices anciennes, mais la volonté arrêtée de politiser l'armée en favorisant les fidèles de la cause radicale. En fait, on a beaucoup exagéré l'importance de cette loi, sans doute en raison du retentissement qu'elle a eu dans l'armée. Une fois votée sous la présidence d'Alvear (loi 11 268) et promulguée en 1924, elle eut fort peu de bénéficiaires, et le procès d'intention fait à Yrigoyen se révéla sans fondement. Cependant, la presse et les officiers antiyrigoyénistes l'ont utilisée dans leur campagne contre le caudillo populaire. Ce fut pour les militaires la goutte d'eau qui fit déborder la coupe.

Les deux dernières années du sexennat d'Yrigoyen sont marquées par l'affirmation d'une forte opposition politique au sein de l'armée. Des officiers supérieurs, liés aux catégories dirigeantes traditionnelles, frondent ouvertement le pouvoir. Le colonel Augustín P. Justo, directeur du Collège militaire, fait participer les cadets à un hommage au général

95. Cf. *La Nación*, 22 janvier 1922, art. cité.

96. Círculo militar, *Memoria 1920*, Buenos Aires, 1921, p. 4.

97. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1922, p. V-25, et Yrigoyen (Hipólito) *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, *op. cit.*, p. 323, « Del cuarto memorial a la Suprema Corte, Martín García, 24 de agosto de 1931 : Servicios a la patria de militares revolucionarios, Mensajes y proyecto, 30 septiembre de 1922 ».

Mitre pour le centenaire de sa naissance. L'opinion ne s'y trompe pas : il s'agit d'un acte d'opposition. Mitre incarne l'ancien régime. Mais l'antimitriste Yrigoyen, soucieux de paraître libéral et de faire siennes toutes les gloires nationales, laisse faire.

En 1922, on peut lire dans les *Annales du Cercle militaire* que l'indifférence, qui accompagnait jusque-là les élections internes, a désormais disparu. Les élections sont très disputées : les antiyrigoyénistes présentant une liste contre celle des légalistes ou des partisans du pouvoir. Les clivages politiques s'affirment dans la société militaire. Des clans se forment. Le Cercle militaire est devenu le forum politique de l'armée et l'enjeu de ses luttes intestines. Une autre innovation apparaît alors, qui deviendra rapidement une institution : le banquet annuel des forces armées. A cette réunion plénière des officiers des deux armes, qui symbolise leur unité, les présidents du Cercle militaire et du Centre naval invitent les ministres de la Guerre et de la Marine et le président de la République. Devant ce « parlement » militaire, les discours protocolaires se chargent souvent d'un contenu politique. Les représentants du pouvoir exécutif peuvent s'adresser aux officiers mais en même temps prendre le pouls de l'armée. Le premier de ces banquets a lieu sans Yrigoyen. Celui-ci a fort mal accueilli cette initiative qu'il n'est pas loin de considérer comme une manifestation de défiance à son égard. Dans l'état de ses rapports avec l'armée, le président n'apprécie guère qu'un corps de l'Etat se permette d'inviter le premier magistrat de la nation, traitant ainsi avec lui d'égal à égal.

En outre, l'opposition militaire tente de se structurer clandestinement dans des « loges » sans doute éphémères mais dont l'orientation et les objectifs parallèles aux manifestations publiques indiquent bien le durcissement de certains milieux militaires face à la politique d'Yrigoyen, à partir de 1920.

Les documents tirés des archives du colonel Luis Jorge García, premier président d'une de ces associations, publiés en partie par le colonel Orona, éclairent les motivations des officiers les plus antiyrigoyénistes. Deux « loges » ont été fondées en janvier et juillet 1921 par des officiers de grade intermédiaire (de capitaine à lieutenant-colonel). Elles se sont unifiées quelques temps après. Dans le préambule des statuts du « syndicat » militaire ainsi formé, on peut lire que les maux les plus graves dont souffre l'armée argentine sont « la politisation » et le « relâchement du sens du devoir »[98]. En réalité, les causes qui ont motivé la création de cette société secrète sont éminemment politiques et recoupent les thèmes de l'opposition conservatrice. Les aspects de défense professionnelle semblent assez secondaires. Selon le colonel García, le « désir du président de se faire réélire indéfiniment » ainsi que le « relâchement de

98. Orona (colonel Juan V.), *La logia militar que enfrentó a Hipólito Yrigoyen*, Buenos Aires, s.e., 1965, p. 90.

la discipline » sont les deux faits déterminants dans l'engagement des « logistes ». Le colonel Enrique R. Pilotto, autre responsable, est encore plus explicite. Il confie qu'« au 2e (régiment) d'artillerie fonctionnait un soviet auquel participaient des sous-officiers et des soldats ... et même quelques officiers »[99]. Nous retrouvons la phobie du bolchevisme si courante dans le climat de l'époque. L'amalgame entre la prétendue faiblesse d'Yrigoyen face aux mouvements sociaux et sa volonté présumée de « politiser » l'armée conduit les officiers les plus conservateurs à voir la complicité du gouvernement derrière tout manquement à la discipline et toute entorse à la hiérarchie. Yrigoyen n'a sans doute pas plus « politisé » l'armée, en favorisant ses partisans, que les présidents qui l'ont précédé. Mais il est certain que, à partir de la « semaine tragique », le moindre geste du leader « populiste » est tenu pour suspect et chargé d'intentions tortueuses, voire subversives, par de larges secteurs des forces armées.

La propagande antiyrigoyéniste et l'armée : le contrôle idéologique de l'opinion militaire

Cette attitude de certains milieux militaires prouve avant tout la perméabilité de l'armée à la campagne impitoyable lancée par l'opposition conservatrice contre le gouvernement radical. La capacité d'influencer l'opinion, nous l'avons vu, est le quasi-monopole des partisans de l'ancien régime qui détiennent la grande presse et le prestige social. Les attaques de la « presse sérieuse » ou des ténors de la Chambre contre la politique et les partisans d'Yrigoyen trouve un écho certain dans les rangs d'une armée mécontente de la politique sociale et militaire du gouvernement. L'armée se sent interprétée, comprise même par les organes de presse de l'élite établie. De là à partager totalement les vues du groupe dominant sur les radicaux au pouvoir il n'y a qu'un pas que certains officiers n'hésitent pas à franchir. En tout cas, les grands thèmes de la propagande antigouvernementale ne peuvent être que bien accueillis dans l'armée, même et surtout quand celle-ci se fait violente, inexpiable et met en question, non telle ou telle mesure de gouvernement, mais la légitimité même du pouvoir.

Car les conservateurs ne se contentent pas de reprendre à leur compte les mécontentements épars, comme il sied à une opposition « respectueuse » ; ils tentent de discréditer les *novi homines* du radicalisme ou de discriminer, à l'intérieur du l'UCR et sur une base de classe, les alliés potentiels des outsiders dangereux. La rancœur des « familles consulaires », dépossédées d'un pouvoir politique qu'elles estiment leur

99. *Ibid.*, p. 83.

revenir de droit, n'a d'égale que leur incapacité de comprendre la nouvelle réalité politique. A tel point que, dès 1916, à la suite de la victoire d'Yrigoyen, le bruit a couru que la marine s'opposerait à l'arrivée au gouvernement des radicaux [100]. Et de nombreux officiers, issus de familles traditionnelles, ont eu l'intention de démissionner [101] pour ne pas dépendre du nouveau régime. Rumeurs ou ballons d'essai, toutes les formes de pression sur l'armée sont utilisées.

Mais l'élite établie a beau jeu de rationaliser son éviction du pouvoir au nom de ses propres valeurs. Alors que l'élargissement de la participation politique signifie un pas en avant dans le développement institutionnel du pays, les représentants des grandes familles y voient « une régression dans l'évolution nationale » [102]. La victoire du radicalisme n'est pour eux qu'une revanche des forces obscures de la tyrannie rosiste, le retour des vaincus de Caseros : le pays recule en deçà de 1852. La « raison » collective a été mise en déroute par le despotisme des masses.

Ces masses, en fait la petite bourgeoisie, incarnent aux yeux des « oligarques » hautains l'inculture et la médiocrité politique. Or, elles sont partout. Elles ont désormais physiquement accès au paradis du pouvoir d'où les « prépondérants » ont été chassés. La Maison Rose a cessé d'être « bien fréquentée ». « Elle ressemble plus à un comité électoral qu'au siège du gouvernement », écrit avec condescendance un conservateur éclairé [103], qui y voit un « spectacle pittoresque et bruyant », « une fourmilière de gens mal habillés qui entrent, sortent, gesticulent ... ». En outre, Yrigoyen prend un malin plaisir à faire faire antichambre aux notables et aux gens « distingués », tandis qu'il reçoit avec empressement les « petites gens ». La fronde salonarde des beaux quartiers se repaît d'anecdotes sans nombre où l'on voit Yrigoyen recevoir à bras ouverts, devant un parterre de personnalités ulcérées, un épicier, un instituteur ou un « pédicure inconnu » [104]. L'élite établie n'est plus chez elle à la présidence. Yrigoyen le lui fait sentir : cela fait partie de la « réparation ».

Mais ces « provocations » donnent des arguments de poids aux conservateurs qui s'efforcent de confondre le caudillo populaire avec le petit peuple qui le suit. Alors qu'Yrigoyen est un *estanciero* aisé, membre du Club du progrès, et que son premier gouvernement ne manque pas de

100. Voir, Galíndez (Bartolomé), *Apuntes de tres revoluciones*, Buenos Aires, s.e., 1956, p. 118. Selon cet auteur, qui a d'excellentes relations dans la marine, la rumeur ne semblait pas dénuée de fondement puisque le contre-amiral Domecq García dut rassurer une délégation de radicaux au sujet du légalisme de la marine.

101. Tel aurait été le cas du futur général Justo selon un membre de sa famille. Interview de M. Liborio Justo, 16 août 1969.

102. Pinedo (Federico), *En tiempos de la República*, Buenos Aires, Mundo forense, 1946, tome 1, p. 39.

103. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 300.

104. La scène du « pédicure inconnu », appelé « mon grand ami X » et comblé publiquement de faveurs par le président est racontée par Angel Carrasco, *op. cit.*, p. 248.

personnalités appartenant aux vieilles familles [105], il est de bons esprits pour prétendre que dans son cabinet prédominent « les gens de peu, remarquables pour leur inculture et leur nullité » [106]. En fait, la capacité politique se mesure à l'aune de l'expérience familiale et non à l'aptitude individuelle. Et les membres des familles consulaires, prétendument héritiers du savoir civique, ne sont pas nombreux dans l'entourage d'Yrigoyen. Les « meilleurs » citoyens, les « esprits éclairés », les « directeurs naturels du corps social », c'est-à-dire les notables traditionnels, n'y sont pas en majorité. Un grand nombre des collaborateurs du président radical sont des inconnus qui se sont « distingués dans les luttes civiques » [107], c'est-à-dire des militants : une nouvelle espèce d'hommes politiques est en train de naître.

Pour discréditer le gouvernement radical, il ne suffit pas de critiquer systématiquement ses décisions ni de prouver que par nature il ne peut être au mieux que médiocre. La lutte contre l'usurpateur emprunte les chemins de la caricature outrée, voire de la calomnie. La volonté de ridiculiser les nouveaux gouvernants inspire la polémique. Certes, ce sont là des procédés usuels dans la lutte politique. Précisons cependant qu'il s'agit d'une lutte à mort qui doit aboutir à la disparition de l'un des deux adversaires, dont la prétention au pouvoir n'est pas considérée comme légitime. Qu'on en juge plutôt par cette description du premier gouvernement radical que nous a laissée un témoin farouchement hostile à Yrigoyen, dans un livre qui se veut parfaitement sérieux et qui, en outre, n'a pas été écrit dans le feu de l'action mais une dizaine d'années après :

> « La présidence d'Yrigoyen ... ce fut le gouvernement des voleurs des deniers publics et des spécialistes en malversation, des flatteurs serviles et des cyniques. Ce sont des personnages grotesques que le criminel Yrigoyen tenta de substituer aux personnalités respectables et aux gens bien nés, *gente de abolengo* ... Les débuts furent franchement drôles. Il suffit de rappeler l'inénarrable portrait de l'anthropoïde Salinas (ministre de l'Instruction publique), qui donna lieu à un éclat de rire universel, ou l'œil en berne de quelque autre éminent magistrat et le langage atrabilaire du dynosaure Yrigoyen ... » [108].

Le même auteur poursuit : « Le Congrès se vit à cette époque peuplé d'une pègre incroyable. On avait remplacé le langage parlementaire habituel par l'argot grossier des faubourgs et des comités radicaux. Les mots que lâchaient de leurs bouches ces animaux auraient déshonoré

105. Ainsi les ministres Carlos A. Becú, Honorio Pueyrredón, Elpidio González, Alvarez de Toledo, entre autres.

106. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 304.

107. Del Mazo (Gabriel), *op. cit.*, p. 162.

108. Bosch (Mariano G.), *Historia del radicalismo, la UCR, 1891-1930*, Buenos-Aires, s.e., 1931, p. 180 et 214.

même une assemblée de sauvages en Afrique ou en Asie. Au Congrès, on ne prononçait pas seulement des discours mais des braiments, *se rebuznaba* ».

Ce chapelet d'insultes d'un goût douteux est significatif d'une attitude. Le procédé utilisé par Bosch, excellent interprète du milieu politique et social traditionnel, consite à « bestialiser » les hommes du radicalisme afin de les exclure de la société politique dans laquelle ils ont pénétré par effraction. Pour cela, tous les moyens sont bons, depuis le libellé gras ou le bon mot, qui disqualifient sans avancer de critiques concrètes ou fondées, jusqu'au renversement par des moyens extra-constitutionnels d'un pouvoir dont l'illégitimité a été ainsi prouvée. Nous touchons là à l'un des mécanismes de l'instabilité politique en même temps qu'à un moyen de faire basculer l'armée dans une opposition active.

Car ces thèmes de propagande, ces propos satiriques ne sont pas destinés à faire rire les salons du Barrio Norte aux dépens d'hommes qui n'appartiennent pas au beau monde. On ne prêche pas des convertis. Cette propagande s'adresse avant tout à la classe moyenne et en particulier à ce secteur privilégié des couches intermédiaires qu'est la société militaire. Un président de l'ancien régime, Carlos Pellegrini, se plaisait à dire : « Dans notre pays, on ne gouverne pas, on commande ». Yrigoyen tente, sans doute très imparfaitement, mais pour la première fois, de gouverner : l'oligarchie par intérêt, les militaires par réflexe professionnel ne lui pardonneront pas ce choix.

Le successeur indocile et l'alliance militaire

Conformément à l'article 77 de la Constitution, qui interdit la réélection immédiate du président, Yrigoyen ne peut pas briguer un nouveau mandat présidentiel avant six ans. Bien qu'il ait 70 ans depuis 1922, il n'a nullement l'intention d'abandonner la vie politique. Il n'ignore pas que le candidat radical à la présidence a de grandes chances d'être élu. Or, son avis est prédominant pour la désignation de l'homme politique appelé à lui succéder et, éventuellement, pour lui préparer sa réélection en 1928. L'impénétrable grand prêtre de la « religion civile des Argentins » donne son appui à sa manière, sans avoir l'air de s'imposer, à un candidat inattendu : Marcelo T. de Alvear.

Alvear semble situé aux antipodes du caudillo populaire. Certes, il descend d'un famille rosiste, mais elle fait partie de l'oligarchie, et lui même est un authentique aristocrate ; plus parisien que portègne, il est ambassadeur en France au moment de son élection. Sans doute ce choix répond-il à de multiples préoccupations politiques. En premier lieu, Yrigoyen, en favorisant un homme effacé et nonchalant, vieux militant certes, mais éloigné du pays depuis 1917 et sans assises populaires, s'assure

de la loyauté de son successeur. En lui servant la présidence sur un plateau, sans qu'il ait même à faire campagne, l'ancien président prépare l'avenir : Alvear lui doit tout. Pour beaucoup de radicaux, Alvear sera donc un président de transition. Certains croient même qu'Yrigoyen continuera à gouverner par personne interposée. D'autant que le vice-président est Elpidio González, un inconditionnel du président sortant.

Mais l'ambition personnelle du vieux lutteur radical n'est pas seule en jeu. En donnant momentanément le pouvoir au groupe Azul des fils de famille, qui commençait à se détacher de lui, Yrigoyen tente de dissiper le malaise — gros d'une scission — qui couve au sein du parti. Il sait aussi que la candidature d'Alvear ne peut pas déplaire à l'armée, sensible à la propagande conservatrice contre les politiciens obscurs et d'humble naissance. Les traditions familiales du futur président sont tissées de gloires militaires : petit-fils de Carlos María de Alvear, compagnon de San Martín et vainqueur d'Ituzaingó, il est aussi le descendant, par sa mère, du général Angel Pacheco, autre héros de l'Indépendance [109].

C'est donc un gouvernement de détente qu'Alvear va présider. Le parti radical autant que le pays ont besoin d'une période d'apaisement des passions. La coïncidence entre l'instauration d'un nouveau système politique, les difficultés dues à la guerre et les troubles sociaux de l'après-guerre a exaspéré les critiques et durci les attaques contre les radicaux. Une parenthèse est nécessaire pour les désarmer. D'autant que certaines critiques sont amplement fondées : le désordre financier et le laisser-aller administratif sont des maux biens réels tout autant que l'obstination messianique du président sortant.

L'élite traditionnelle est ravie. Alvear est radical mais il est des siens, et parmi les plus illustres. C'est donc un *clubman* élégant, aimable, grand voyageur et bon vivant qui va succéder au caudillo renfrogné et taciturne qui vit terré dans son « repaire » de la rue Brésil [110]. La grande presse pavoise. *La Nación*, le journal de Mitre, se réjouit dans son éditorial du 12 octobre 1922 que le pays soit débarrassé d'un « président qui s'est consacré corps et âme à cultiver les faveurs des masses les moins éduquées ... au détriment et au mépris des secteurs supérieurs de la société et de son propre parti, et qui a cherché à aduler les soi-disant nécessiteux et autres prolétaires ».

Alvear a bien de la chance. Arrivé au pouvoir sans effort, il a derrière lui, du moins en théorie, un grand parti. La grande presse et les cercles, où se font et se défont les réputations, lui sont acquis. En outre, son mandat présidentiel se situe entre deux crises : celle de l'immédiat après-guerre et la grande dépression. Certes, le gouvernement d'Alvear

109. Voir Luna (Felix), *Alvear*, Buenos Aires, Libros argentinos, 1956, p. 15-16.

110. On le surnomme « El Peludo », du nom d'un animal semblable au tamanoir qui creuse de profonds terriers pour s'y cacher.

doit surmonter de sérieuses difficultés, en 1922-1923, en raison de la chute brutale de la demande internationale de produits argentins, artificiellement gonflée par la guerre : le prix de la viande de bœuf baisse de moitié [111]. Mais une politique de stricte économie budgétaire et commerciale ainsi que l'expansion de l'agriculture — et notamment des cultures industrielles dont les prix demeuraient plus fermes — au détriment de l'élevage permirent de redresser assez rapidement la situation. L'économie argentine enivrée par le boom de la demande de guerre retrouve des bases réalistes et apparemment plus solides. Le pays reprend son rythme de croisière.

Le total des échanges commerciaux demeure presque stable entre 1923 et 1928 : il est légèrement inférieur aux années 1919-1920, mais presque le double du niveau d'avant-guerre [112]. La conjoncture se raffermissant à partir de 1925, durant les dernières années de la présidence d'Alvear le solde du commerce extérieur est largement positif. Dès 1924, d'ailleurs, le budget national avait cessé d'être déficitaire [113]. Les réserves d'or qui atteignaient 450 millions de dollars en 1921 passent à 619 millions en 1928 : presque trois fois le chiffre de 1913. Le peso est une devise universellement respectée. Le pays retrouve son crédit extérieur : reprenant les habitudes financières d'un passé de facilité, le gouvernement d'Alvear contracte d'importants emprunts sur la place de New York qui a désormais remplacé le marché des capitaux anglais. De 1921 à 1928, l'Argentine emprunte pour 350 millions de dollars [114]. Lourd endettement qui dit la confiance du gouvernement dans l'avenir du pays et révèle l'intérêt de la nouvelle puissance créditrice pour la Grande République du Sud.

Les capitaux américains entreprennent peu à peu, à partir de cette époque, de déloger les intérêts britanniques. En 1927, à l'issue d'un nouvel épisode de la « guerre de la viande » entre les grandes sociétés étrangères qui contrôlent à 90 % l'exportation de la production argentine, le groupe des frigorifiques nord-américains obtient que sa quote-part du marché soit portée à 60 % contre 30 % pour les sociétés britanniques ;

111. Le prix moyen annuel du bœuf passe de 142 pesos papier, en 1919, à 51 pesos en 1923. Voir Cuccorese (Horacio Juan), *Historia económica financiera argentina (1862-1930)*, Buenos Aires, El Ateneo, 1966, p. 107.

112. Voit tableau 2. Les chiffres globaux de 1920 à 1928 ne présentent pas de variations spectaculaires.

Année	*Total des échanges*	*Année*	*Total des échanges*
1920	1 979 053 069	*1925*	*1 744 777 548*
1921	1 420 663 117	*1926*	*1 614 675 019*
1922	1 365 653 760	*1927*	*1 866 129 492*
1923	1 639 791 358	*1928*	*1 891 129 492*
1924	1 840 104 575		

113. Voir Cuccorese (Horacio Juan), *op. cit.*, p. 109.

114. Sabra (Jesús), *Evolución histórica del financiamiento externo, op. cit.*, p. 3. Pour les réserves d'or voir Hodson (H. V.), *Slump and recovery. A survey of world economic affairs 1929-1937*, Oxford, Oxford University Press, 1938, p. 28.

les Argentins se contentent du reste. Alvear, à la charnière de deux époques, est bien le dernier président du 19e siècle argentin.

Le pays connaît donc six ans de prospérité et de relative tranquillité. La monnaie est forte, le plein emploi est assuré, le bâtiment va, les capitaux reprennent la route de Buenos Aires, les immigrants aussi : de 1921 à 1930, 1 432 000 étrangers arrivent en Argentine, 865 000 se fixent dans ce pays de cocagne [115]. Les fêtes de l'oligarchie sont plus brillantes que jamais. Le président des « années folles » est un homme sans problème, il peut exalter pour la dernière fois avant longtemps l'évolution économique et sociale ascendante du pays. Le 15 septembre 1928, Alvear déclare dans un discours public : « En ce moment ... notre pays progresse résolument. Aucune difficulté politique ou morale ne mérite d'être mentionnée ». L'insouciante présidence d'Alvear a « la spendeur d'un coucher de soleil » [116].

Répondant aux critiques faites au cabinet sortant par la bonne société à laquelle il appartient, Alvear constitue un « grand » ministère composé de brillantes personnalités, toutes également « présidentiables ». On a pu dire que si le gouvernement précédent comportait un président et huit secrétaires, celui de 1922 comprend huit présidents et un secrétaire général. Les ministres ne sont pas des militants radicaux blanchis dans les comités mais des figures consulaires connues dans le monde, tièdement radicales ou même franchement apolitiques.

Le choix des ministres militaires mérite d'être remarqué. Rompant avec la politique de son prédécesseur et désireux de se rapprocher de l'armée, Alvear confie les deux ministères à des officiers. Il s'efforce même de choisir des militaires qui lui semblent représentatifs de leur arme. Le ministre de la Marine est l'amiral Domecq García, président du Centre naval. Pour la guerre, il fallait un militaire prestigieux mais « fréquentable ». Alvear aurait pensé à son vieil ami de jeunesse, le général José F. Uriburu, bien que (ou peut-être parce que) celui-ci ait été député conservateur en 1914. On prétend que sous la pression des Alliés et plus précisément du général Joffre — car c'est à Paris que Marcelo de Alvear forme son ministère ! [117] — le successeur d'Yrigoyen aurait abandonné l'idée de confier le Ministère de la guerre au très germanophile von Pepe. Le Breton qui aura à charge l'important portefeuille de l'agriculture, et qui remplit le rôle d'un officieux premier ministre, lui propose le colonel Agustín P. Justo, directeur du Collège militaire. Cet ingénieur cultivé et bien né est le plus civil des militaires : il est membre du Círculo de armas et de la Société rurale. Il admire Mitre et ne manque pas de prestige au sein de l'armée. Le Breton le connaît bien. Son nom s'impose d'autant plus facilement que dans les rangs des officiers il

115. Voir Davie (Maurice R.), *World immigration*, New York, Macmillan, 1936, p. 451.
116. Cité par Julio Irazusta, *Balance de siglo y medio*, Buenos Aires, Teoría, 1966, p. 109.
117. D'après Luna (Felix), Alvear, *op. cit.*, p. 58.

est l'homme dont on parle pour ce poste. On a même dit que Justo était le candidat de la loge antiyrigoyéniste dont nous avons vu plus haut la formation [118]. Ainsi commence la carrière politique du futur général Justo.

Ce premier pas vers les militaires va être suivi de quelques autres. Il n'est pas douteux que le nouveau président a perçu tout l'intérêt politique de bonnes relations avec l'armée qui, à tort ou à raison, se sent délaissée par les radicaux. Il va donc s'efforcer de se concilier les militaires par des gestes spectaculaires et une politique de sympathie agissante à leur égard. Alvear prend ainsi ses distances de façon voyante, et payante, vis-à-vis de son illustre prédécesseur.

Marcelo de Alvear assume la présidence le 12 octobre 1922. Le 14, il effectue sa première visite officielle en se rendant au Cercle militaire. Le geste est interprété, tant dans l'armée que dans les organes d'opinion, comme le rétablissement solennel de relations confiantes entre l'armée et le pouvoir, presque comme un acte de réparation pour la mésentente passée [119]. La *Memoria* du Cercle militaire pour l'année 1922 souligne en termes choisis pour plaire au président le relief singulier revêtu par cette visite : « *Le chef suprême de toutes les forces armées* [120], le Dr Marcelo T. de Alvear, nous a fait l'honneur de visiter notre Cercle aussitôt après être entré en fonction le 14 octobre. Les membres sauront apprécier la haute distinction que nous a accordée le président de la République dont la première pensée a été pour les institutions militaires et la première visite dans notre Cercle ». Il semble avéré qu'il ne s'agissait pas d'une simple visite de courtoisie ; les militaires, plus précisément des logistes, en auraient même profité pour communiquer au premier magistrat certaines de leurs exigences politiques. Celles-ci, en dépit du caractère peu protocolaire de la démarche, n'auraient pas été pour lui déplaire puisque les logistes lui demandaient de refuser toute délégation de pouvoir au vice-président Elpidio González, ancien ministre de la Guerre, et de ne pas nommer à ce dernier ministère le général Dellepiane [121]. Ainsi commence la lune de miel entre le président Alvear et l'armée. Le 9 juillet, le président assiste au banquet de camaraderie des officiers. De tout son mandat il ne manquera aucune de ces cérémonies gastronomico-politiques.

118. Il est peu probable que la campagne des officiers « logistes » en faveur de Justo soit à l'origine de sa désignation, comme le suggère le colonel Orona (*op. cit.*, p. 107). Cette campagne était inutile, car il paraît vraisemblable que, lors de son arrivée à Buenos Aires le 4 septembre, Alvear ait eu déjà dans sa poche la liste définitivement arrêtée du futur cabinet. En outre, cette interprétation contredirait l'anecdote généralement acceptée dans les milieux militaires qui explique pourquoi Uriburu ne fut pas choisi.

119. Cf. *La Prensa*, 14 octobre 1922.

120. Círculo militar, *Memoria 1922*, Buenos Aires, 1923, p. 19. C'est nous qui soulignons le titre constitutionnel donné à Alvear et rarement reconnu au président civil dans l'histoire argentine du 20e siècle.

121. D'après Orona (colonel Juan V.), *op. cit.*, p. 107.

Le colonel Justo, ministre de la Guerre, semble être autant le représentant de l'armée au sein du cabinet — il appartient au cadre d'activité — que le porte-parole du président auprès des militaires. Aussi multiplie-t-il les initiatives qui témoignent de la compréhension nouvelle du pouvoir à l'égard de l'armée, des officiers et de leurs problèmes. Le ministre de la Guerre assiste à l'assemblée générale des membres du Cercle militaire consacrée à examiner la question du transfert du siège social et de l'achat de locaux plus spacieux. Le colonel Justo demande aussi officiellement au ministre de l'Intérieur de restreindre les nominations d'officiers mis à la disposition des « interventions » fédérales dans les provinces, leurs fonctions « directement ou indirectement politiques »[122] étant, selon lui, très préjudiciables à la discipline et à la cohésion des forces armées. Le colonel Justo entérine ainsi les accusations de politisation des cadres de l'armée portées contre Yrigoyen par certains secteurs militaires. Dans le même sens, le ministre fait promulguer deux décrets interdisant aux militaires toute participation à la vie politique[123]. Cet effort voyant de dépolitisation de l'armée, qui cache mal son objet, vise en réalité la « déradicalisation » du corps des officiers. En fait, il aura pour conséquence d'accroître l'homogénéité idéologique et de renforcer ainsi l'autonomie de l'institution militaire. Alvear n'ignore évidemment pas le handicap que constituent pour lui les conditions très particulières de son élection. Tout se passe comme si, pour avoir les coudées franches, il souhaitait s'appuyer sur une force sociale indépendante d'Yrigoyen ou même franchement hostile à l'ancien président. Pour asseoir son pouvoir et résister aux pressions de son grand électeur, Alvear se rapproche de l'armée. Pour la première fois sans doute dans l'histoire argentine, le pouvoir exécutif ne se contente pas de s'assurer du loyalisme de cette branche de l'appareil d'Etat, il compose avec elle.

Pour cela, Alvear et ses collaborateurs ont besoin d'une armée forte et satisfaite. S'ils ne créent pas le pouvoir militaire, dont nous avons vu la lente germination, ils contribuent à son épanouissement. Le gonflement de la puissance militaire, conformément aux revendications professionnelles (et budgétaires) du haut commandement, augmente le poids spécifique de l'armée au sein de l'Etat. Si l'on étudie la composition des dépenses et la conjoncture internationale à partir de 1922, le caractère politique de l'accroissement accéléré des budgets militaires apparaît avec netteté. Les dépenses totales du Ministère de la guerre (armée de terre) passent de 54 millions de pesos, en 1922, à 111,5 millions en 1927, soit plus du double. Mais les dépenses autorisées par la loi budgétaire — en gros les crédits de fonctionnement et les dépenses en personnel — connaissent une augmentation moins spectaculaire : 42,5 millions en 1922,

122. « Los militares y la política », *La Prensa*, 27 octobre 1922.
123. Voir Orona (colonel Juan V.), *op. cit.*, p. 113.

61,9 millions en 1927. La différence correspond à des « rallonges » budgétaires autorisées par des lois de finance exceptionnelles en vue d'investissements, notamment pour l'achat d'armement [124].

Or, aucun danger extérieur ne justifie un ré-équipement massif et accéléré de l'armée argentine à cette époque. Bien mieux, la diplomatie argentine met l'accent sur le pacifisme du pays et se proclame favorable, encore à la fin de 1923, à un désarmement continental. A la 5e conférence panaméricaine réunie à Santiago du Chili, la délégation argentine, très représentative de l'élite azul et dont le conseiller militaire est le commandant J.M. Sarobe, proche collaborateur du colonel Justo, insiste sur le fait que « l'Argentine n'a pas acheté ni fabriqué une seule arme depuis 1911 » [125] et compte bien s'en tenir à cette conduite. Quelques semaines plus tard, le gouvernement sollicite du Parlement l'autorisation d'engager 618 millions de pesos papier (soit une somme supérieure au budget de 1922) à l'achat d'armement pour l'armée de terre. Ces dépenses devaient être couvertes par un emprunt. Le Congrès vote l'autorisation d'émission d'un emprunt de 100 millions de pesos or (227 millions de pesos papier) à cette fin. Les modalités de ces dépenses (objet et échelonnement) sont consignées dans une loi secrète (loi 11 266), une des treizes lois secrètes de la législation argentine depuis 1862 [126].

Toujours pour l'armée de terre, en 1923, le pouvoir exécutif envoie au Congrès un projet d'autorisation de dépenses de 125 millions de pesos papier pour la construction d'édifices militaires [127]. Les dépenses, répertoriées dans l'annexe « Travaux publics » du budget sous le chapitre « Ministère de la guerre et Ministère de la marine », passent d'une valeur nulle, en 1922, à 2,8 millions de pesos en 1925, 4,6 millions en 1926 et 10,28 millions en 1927. Aux constructions de casernes nécessaires pour combler le déficit accumulé sous l'administration précédente, s'ajoutent des projets sociaux comme les « quartiers d'officiers » édifiés dans les principales garnisons. Il faut aussi mentionner les réalisations de prestige : siège de l'Etat-major, relogement de certaines écoles militaires (Collège militaire, Ecole de mécanique de la marine). Jamais le domaine immobilier de l'armée n'avait été aussi imposant. Le colonel Justo semble y mettre son point d'honneur. Il s'attache aussi à la réalisation de grandes manœuvres réussies.

La marine n'est pas oubliée. Une loi de modernisation de la flotte, de 29 millions de pesos, et un projet d'achat d'armements navals et de

124. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 5, 1928, anexo F., Guerra, *op. cit.* p. 450 et suiv. (Comparativos por anexos...).

125. Cité par Bagú (Sergio), *Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina*, Caracas, Instituto de investigaciones económicas y sociales, Universidad central, 1969, p. 100.

126. De la Torre (Lisandro), « La politica financiera durante el gobierno de Alvear », *La Nación*, 31 mars et 1er avril 1932, in *Obras de Lisandro de la Torre*, Buenos Aires, Hemisferio, 1960, tome 4, p. 2 364.

127. De la Torre (Lisandro), *ibid.*, et Senesi (capitaine de vaisseau F. A.), *op. cit.* p. 2.

construction de fortifications côtières, de 223 millions, sont présentés au Congrès. La loi secrète 11 378 sanctionne une autorisation de dépense et d'emprunt étalés sur plusieurs années de 75 millions de pesos or.

Pour couvrir ces dépenses considérables prévues par les lois secrètes d'armement, l'Etat s'endette sur les marchés financiers étrangers. Entre 1926 et 1928, pour les seuls achats d'armement, le gouvernement argentin émet successivement les titres de deux emprunts pour un montant de 20 millions de dollars et un emprunt de 100 millions de pesetas [128]. Des commissions permanentes d'achat de matériel militaire sont mises en place en Europe et aux Etats-Unis. Celle qui a son siège à Bruxelles, puis à Paris, comporte un personnel civil et militaire important : 28 officiers en font partie à ses débuts ; elle emploiera jusqu'à 200 personnes [129]. Le colonel Justo passe pour récompenser par l'octroi de ces sinécures européennes les officiers bien en cours. Mais ces délégués, bien souvent des ingénieurs militaires, prennent conscience, au contact des pays industrialisés, de la dépendance de leur pays (et de son armée) en matière d'équipements et de technologie. Bien des vocations « industrialistes » ou même des convictions nationalistes sont nées de ces missions commerciales.

Cependant, la sensibilité des militaires argentins au problème des « dépendances critiques » n'est pas l'apanage des privilégiés des commissions d'acquisition. Dans les services techniques de l'armée, on souhaite, comme nous l'avons vu, une plus grande indépendance du pays. Le colonel Justo, à l'écoute de ses compagnons d'armes, est très réceptif à ces suggestions. Le président Alvear, toujours prêt à satisfaire l'armée, ne manque pas de s'y intéresser. Ainsi va-t-on assister à ce nouveau paradoxe : un président libéral et cosmopolite, imprégné du credo libre-échangiste de sa classe et de son époque, met en œuvre une politique nationaliste dans certains domaines, au nom de la défense nationale.

Alvear connaît les projets industriels de la direction générale des arsenaux. Un ancien sous-directeur de cet organisme, le colonel Mosconi, est devenu directeur du service aéronautique de l'armée. Un reportage sur les talents d'organisateur de cet ingénieur militaire, officier bien noté et administrateur compétent, l'a mis en vedette [130]. Alvear le nomme, le 19 octobre 1922, à la tête de la Régie nationale des pétroles, Yacimientos petrolíferos fiscales, qui exploite les gisements patagoniens de Comodoro Rivadavia. Sous son impulsion, la production moyenne journalière passe de 942 m^3 en 1922 à 2000 m^3 en 1939. Les actifs des YPF doublent presque entre 1922 et 1925 [131]. En 1923, Mosconi obtient

128. Cuccorese (Horacio Juan), *op. cit.*, p. 110.

129. Sáenz Hayes (Ricardo), « Observaciones de un corresponsal sobre el funcionamiento en Europa de una misión militar argentina », *La Prensa*, 26 octobre 1931.

130. *La Nación*, 6 octobre 1922.

131. Voir Rosas (général Carlos J.), *Las fuerzas armadas y el proceso de industrialización*, Ms [Buenos Aires], [1968], p. 14 et Irazusta (Julio), *op. cit.*, p. 117.

du pouvoir exécutif un décret autorisant la construction d'une raffinerie à La Plata (province de Buenos Aires). Les travaux commencent en 1925, les installations sont inaugurées à la fin de 1926 : la première raffinerie de pétrole du pays entre en fonctionnement.

Dans les milieux militaires, la Régie des pétroles devient le symbole de l'indépendance économique, voire de la souveraineté nationale. D'autant que dans les années vingt la pénétration des trusts pétroliers internationaux et leurs méthodes d'exploitation ou de commercialisation font de la production d'hydrocarbures une question brûlante en Amérique latine. Le colonel Mosconi lui-même contribue, par la plume et la parole, à défendre, au nom des impératifs de la sécurité nationale, le développement d'une industrie pétrolière nationale ainsi que le contrôle par la nation de ses richesses minérales. Il écrit à ce propos : « En 1922, notre pays, qui possédait de riches gisements en Patagonie, importait le combustible liquide nécessaire à son économie, sa défense et sa sécurité. Si, par hasard, nos routes d'approvisionnement étaient coupées, une fois nos réserves épuisées, les canons de nos bateaux resteraient immobiles, et nos avions seraient bloqués dans leurs hangars ... Si cela se produisait durant un conflit armé, le sort des armes serait immédiatement résolu. Cela présentait pour nous un grave danger potentiel »[132]. Mosconi, considérant que les YPF constituent un instrument de libération nationale, est donc partisan d'une politique de monopole national (mais non étatique) de l'industrie pétrolière, qui banirait toute concession à des sociétés étrangères[133]. La promotion, en 1926, au grade de général, du directeur de la Régie des pétroles est ressentie par les milieux nationalistes civils et militaires comme une approbation sans réserve du pouvoir exécutif sur l'orientation générale de l'entreprise nationale.

En 1927, le ministre de la Guerre inaugure à Córdoba une usine de construction aéronautique, Fábrica militar de aviones, qui, à partir de l'année suivante, commence la production en petite série de modèles sous licence européenne. Là encore, l'Etat libéral, poussé par des militaires, joue un rôle de pionnier dans l'industrialisation du pays.

De telles initiatives gouvernementales répondent à une « conscience industrielle » qui se manifeste de plus en plus nettement dans les rangs de l'armée. On peut lui assigner différentes motivations. Elle naît souvent d'une réflexion sur la vulnérabilité stratégique de l'Argentine, rarement d'un choix idéologique. Des administrateurs militaires confrontés avec des problèmes quotidiens, qui mettent en jeu les relations de l'armée et des fournisseurs étrangers, découvrent les faiblesses dangereuses de l'économie nationale. Mosconi rapporte, par exemple, comment il

132. Mosconi (général de division, ingénieur Enrique), *El petróleo argentino 1922-1930 y la ruptura de los trusts petrolíferos ingleses y norteamericanos el 10 de agosto de 1929*, Buenos Aires, Talleres gráficos Ferrari, 1936, p. 15.

133. *Ibid.*, p. 181 et 244.

a décidé de « briser le pouvoir des trusts pétroliers »[134] en Argentine le jour où une filiale de la Standard Oil refusa de lui livrer de l'essence à crédit pour l'aviation militaire. Mais l'émergence de cette attitude « industrialiste » tient aussi à l'idée que les militaires argentins se font d'eux-mêmes en tant que corps technique moderne. Le sentiment qu'a l'armée de sa destinée s'accommode mal, en effet, d'une prospérité exclusivement agro-pastorale qui la relègue à l'écart. Les positions favorables à l'industrialisation du pays procèdent donc aussi d'une volonté d'affirmation corporative. C'est pourquoi elles se répandent rapidement au sein de l'opinion militaire.

Rappelons simplement, à titre d'exemple, la fameuse conférence du colonel Luis Vicat, prononcée en juillet 1926 au Cercle militaire. Ce spécialiste du matériel militaire y dresse un tableau très noir de la situation probable du pays en cas de guerre : face à un blocus effectif du pays, il serait impossible de résister, car les industries de guerre font défaut. Or, l'accroissement de la richesse agricole, qui permet d'importer davantage, ne fait que renforcer « dans des proportions alarmantes l'actuelle dépendance économique »[135]. Il est donc nécessaire d'« organiser des industries nationales au service des forces armées, en commençant par la sidérurgie ». D'autant que les pays voisins, notamment le Brésil, le Chili et la Bolivie, possèdent une importante activité minière. Il est à craindre que ces nations ne deviennent à terme les fournisseurs en produits manufacturés d'une Argentine à jamais réduite à l'état pastoral.

Semblables thèmes de réflexions apparaissent dans plusieurs articles de la *Revista militar* qui circule largement parmi les officiers de l'armée de terre. Mais le problème du pétrole préoccupe particulièrement l'opinion militaire, en raison sans doute de son fort pouvoir émotionnel depuis que la question de l'exploitation des hydrocarbures est devenue, en Argentine, un problème politique, en 1926-1927. Signalons au passage, pour son retentissement et son contenu politique, la conférence prononcée à la fin de 1927, au Centre naval, par le général Alonso Baldrich et reproduite dans la *Revista militar.*Cet ingénieur civil, ancien directeur du génie et administrateur des gisements de Comodoro Rivadavia, dénonce « l'invasion de la Standard Oil » dans la province de Salta, qui, selon lui, « vise à étouffer l'indépendance économique (du pays) sans laquelle l'indépendance politique est fictive »[136]. Il accuse également les compagnies étrangères de menées antinationales notamment par leurs campagnes contre l'Etat et la Régie des pétroles, et la corruption de fonctionnaires locaux. En conclusion, le général Baldrich réclame la

134. *Ibid.*, p. 15-16.

135. Vicat (colonel Luis), « Conferencia leida en el Circulo militar, julio de 1926 », *Ejército y Revolución industrial*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1962, p. 27-30.

136. Baldrich (général Alonso), « *El petróleo, su importancia comercial, industrial y militar. Legislacion petrolera* », (Conferencia pronunciada en el Centro naval, el 2 de febrero de 1927), Buenos Aires, Anexo de la *Revista militar*, 1927, 30 p., p. 18.

nationalisation totale et immédiate des ressources pétrolières. Il semble que sur ce point Marcelo T. de Alvear n'ait pas suivi aveuglément les recommandations des militaires, bien qu'il leur ait donné de nombreuses preuves de sa bonne volonté.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir militaire est désormais une réalité. Les militaires, loin de se dépolitiser réellement, prennent parti. Alvear ne tient pas en main l'armée : c'est l'institution militaire qui donne son appui au président. Ses motivations sont essentiellement négatives : contre Yrigoyen et contre la subversion « anarcho-maximaliste ». La tendance dominante dans les grades les plus élevés paraît proche de l'orientation des ligueurs de Manuel Carlés. Au sein de la Ligue patriotique, la présence militaire ne cesse de se renforcer. En 1926, le comité directeur de ce groupe de pression idéologique comprend deux militaires (le contre-amiral Elías et le général Francisco Zerda) sur quatre vice-présidents. L'assemblée générale, réunie pour le 7e congrès nationaliste, en mai 1926, comporte 46 officiers (de capitaine à lieutenant-général) sur un total de 252 membres [137].

Le pouvoir militaire et la scission du radicalisme

Un événement tragique a rapproché, par ailleurs, les autorités militaires et la nouvelle administration, scellant ainsi l'alliance antiyrigoyéniste qui va bientôt se révéler au grand jour. Il s'agit de l'assassinat, en janvier 1923, par un « anarchiste étranger », du lieutenant-colonel Varela, « pacificateur » de la Patagonie. Une chapelle ardente est dressée au Cercle militaire. Elpidio González et Hipólito Yrigoyen viennent s'incliner rapidement devant la dépouille de leur collaborateur zélé et « incompris » : ils sont l'objet d'une réception glaciale où percent de muets reproches. Lors des funérailles organisées par la Ligue patriotique, le colonel Justo et Manuel Carlés prennent tour à tour la parole. Le capitaine Elbio Anaya, ancien adjoint du défunt à la tête du 10e régiment de cavalerie, rappelle, dans un discours très commenté et lourd d'implicite réprobation envers le précédent gouvernement, que durant les événements du Santa Cruz le lieutenant-colonel Varela n'a fait « qu'accomplir les ordres reçus de ses supérieurs avec une abnégation et une discipline exemplaires » [138].

Les partisans et les collaborateurs d'Alvear croient l'heure venue d'affirmer la personnalité propre du courant politique incarné par l'actuel président. Ils pensent que celui-ci jouit d'un appui assez solide au sein de l'appareil d'Etat pour rendre officielle et organique une divi-

137. *Séptimo congreso nacionalista de la Liga patriótica argentina*, Sesiones del 23, 9 y 24 de mayo 1926, Buenos Aires, Baiocco y Cia, 1926.

138. Voir « Sepelio del teniente coronel Varela. Imponente manifestación de condolencia », *La Prensa*, 27 janvier 1923, et également « Asesinato del teniente coronel Varela », *La Prensa*, 26 janvier 1923.

sion du parti radical depuis longtemps perceptible. S'ils n'ont pas encore de machine électorale et de comités bien implantés, à la Chambre les alvéaristes mêlent leurs voix à celles des conservateurs et des socialistes contre les partisans d'Yrigoyen. Au Sénat, les partisans d'Alvear ne perdent pas une occasion de s'opposer avec tous les autres partis au vice-président, Elpidio González, constitutionnellement président de cette Assemblée, manifestant ainsi leur défiance à l'égard des fidèles d'Yrigoyen. Curieuse situation que celle d'une opposition appuyant systématiquement ou presque le gouvernement contre le parti dont il émane : il y a là évidemment les germes d'une scission. Alvear n'en veut pas. Il souhaite, certes, avoir plus de liberté de manœuvre, mais des liens sentimentaux l'unissent à la « vieille maison » et à la puissante figure de son chef. Son entourage le presse, il laisse faire mais ne rompt pas avec les orthodoxes. Il approuve mais entend rester au-dessus de la mêlée.

En décembre 1923, Vicente Gallo, radical très en vue du groupe Azul, est nommé ministre de l'Intérieur. Il ne tarde pas à devenir le chef de file des antiyrigoyénistes ou plutôt des antipersonnalistes comme ils préfèrent qu'on les désigne. Au Congrès, il donne ouvertement son appui à l'aile alvéariste du groupe parlementaire radical. Cette tendance s'organise et, le 23 août 1924, naît l'Union civique radicale « antipersonnaliste » dotée d'autorités dirigeantes et de structures nationales. Deux partis distincts se réclament désormais du radicalisme.

Ce n'est qu'une première manœuvre pour affaiblir le parti d'Yrigoyen. Elle apparaît insuffisante. Après la scission, chacun compte ses forces électorales et Yrigoyen l'emporte selon toute vraisemblance. Or, il ne cache plus désormais qu'il sera candidat en 1928. Dans tous les milieux conservateurs, on cherche les moyens légaux d'empêcher son retour au pouvoir. Mais la perspective d'une nouvelle présidence d'Yrigoyen engendre un certain malaise dans quelques secteurs de l'armée. Il ne passe pas inaperçu des milieux politiques bien décidés à barrer la route de la Maison Rose au Peludo. On songe très confusément encore au suprême recours des armes. Le coup d'Etat préventif est dans l'air. L'armée a été « réhabilitée ». Elle est choyée par le pouvoir qui a accru ses capacités militaires et son prestige social. Ne devrait-elle pas s'opposer au retour de la « barbarie » yrigoyéniste ? Des événements étrangers rendent familières certaines solutions. Ainsi les pronunciamientos chiliens de septembre 1924 et janvier 1925 ont été amplement commentés en Argentine. L'expérience du directoire espagnol du général Primo de Rivera n'est pas ignorée.

Leopoldo Lugones, grand poète qui fréquente beaucoup les militaires, lance, en décembre 1924, depuis Lima où il accompagne en voyage officiel le ministre de la Guerre, un retentissant appel au soldat. Dans un discours à la fois enflammé et ampoulé, prononcé au grand étonnement des autorités protocolaires des deux pays, le D'Annunzio argentin

déclare pour le centenaire de la bataille d'Ayacucho : « Pour le plus grand bien du monde, l'heure de l'épée a sonné encore une fois ... Pacifisme, collectivisme, démocratie sont les synonymes du même vide que le destin offre au chef prédestiné, c'est-à-dire à l'homme qui commande en vertu du droit inné des meilleurs avec la loi ou contre elle ... Je considère les militaires meilleurs que les politiciens ... je désire donc impartialement le gouvernement des meilleurs » [139].

Quelle signification politique donner à de tels propos ? Faut-il voir dans ce nietzschéisme de pacotille la rhétorique compensatoire d'un petit-bourgeois terrorisé par la montée des masses ou un solennel appel lancé aux politiciens par le porte-parole éloquent et autorisé de certains secteurs militaires ?

Quoi qu'il en soit, des autorités militaires s'émeuvent et, par la bouche du lieutenant général Riccheri, doyen respecté de l'armée professionnelle, mettent en garde les jeunes officiers contre la tentation de s'écarter de leurs « objectifs spécifiques ». Pour le créateur du service militaire, le devoir des officiers dans une démocratie se réduit à l'obéissance et à l'activité professionnelle au sens strict [140]. La grande presse, fidèle à son credo libéral et convaincue du caractère exceptionnel de la société argentine dans le sous-continent latin, réprouve l'agitation militaire dans les pays voisins et condamne les régimes de force au nom de la « civilisation » européenne. « Nous ne sommes pas un peuple militaire, ecrit *La Nación,* et l'on ne perçoit pas chez nous la moindre tendance au militarisme. Nous avons accepté une armée comme une nécessité inéluctable et nous lui avons donné une organisation qui ne lui procure ni un relief particulier ni une place prépondérante. C'est un organe de notre souveraineté qui sert à des fins bien précises, sans sortir de ses limites naturelles ou de la mission qu'on lui a assignée » [141]. Répondant en quelque sorte à Lugones, le journal de Mitre réfute l'argument selon lequel « les militaires seraient spécialement aptes à gouverner en raison de leur formation », en ironisant : « C'est comme affirmer que la nation doit être exclusivement gouvernée par des ingénieurs ou des médecins ». On est loin encore d'un consensus militariste, et les organes de presse des groupes dominants se sentent assez assurés pour remettre à leur place l'armée et ses adulateurs.

139. Leopoldo Lugones (hijo). *Mi padre,* Buenos Aires. Centurión. 1949. p. 334-335.
140. « Los militares v la actividad política », *La Nación*, 20 octobre 1925.
141. « Los militares y la política », *La Nación*, 3 octobre 1925.

L'ombre du caudillo

Toute cette ébullition politique résume l'embarras des conservateurs de tous partis pour trouver la meilleure tactique contre l'irrésistible retour d'Yrigoyen. Les esprits les plus politiques cherchent la solution la moins coûteuse du point de vue institutionnel. Pour cela, ils imaginent des mesures politiques prolongeant et complétant la scission radicale. Encore faut-il qu'Alvear consente à servir de machine de guerre contre Yrigoyen. La classe politique traditionnelle, ainsi que les deux principaux responsables de l'armée (le ministre de la Guerre et l'inspecteur général de l'armée de terre, le général José F. Uriburu) caressent le projet de placer sous contrôle fédéral (par *intervención)* la province de Buenos Aires dont le gouverneur est un radical orthodoxe. La mainmise des antipersonnalistes sur cette province-clé, la plus peuplée du pays, permettrait, grâce à l'emploi de méthodes éprouvées, de corriger « l'arithmétique électorale ».

Le ministre de l'Intérieur, Vicente Gallo, est résolument partisan de « sauver le pays de la catastrophe politique imminente »[142] en prenant des mesures « patriotiques » pour contenir et réduire l'électorat yrigoyéniste. Mais l'assentiment du président lui fait défaut. Alvear, par scrupule légaliste, refuse le principe même d'une « intervention fédérale » inconstitutionnelle car totalement injustifiée. Il se doit à sa classe, mais il ne peut pas faire table rase du parti auquel il doit la présidence, pas plus qu'il ne peut renier son passé de défenseur de la démocratie. Il n'a d'ailleurs pas coupé les ponts avec les fidèles du vieux caudillo. D'autant que la rupture entre les deux branches de l'UCR ne se fait pas toujours selon un clivage social. Précisément, le gouverneur de Buenos Aires est José Luis Cantilo, un radical fidèle certes mais appartenant aux grandes familles et, par ailleurs, unanimement respecté, ce qui ne facilite pas les choses. Aussi, en juin 1925, Gallo préfère démissionner.

Les « anti » ne se découragent pas pour autant. Ils ne sont pas à court d'idées ou d'expédients pour amender le verdict du suffrage universel. Ainsi pensent-ils à réviser les listes électorales qui favoriseraient les yrigoyénistes. Avec l'aide des conservateurs et des socialistes, ils présentent un projet de loi dans ce sens. Un ancien député de cette dernière tendance, Joaquín Coca, rappelle que ce « projet, présenté à la Chambre le 16 juillet 1925, fut discuté durant un grand nombre de séances, mais, malgré la ténacité des responsables de cette initiative et particulièrement du *ministre de la Guerre, le général Justo, qui semblait être le vrai ministre de l'Intérieur,* la session de 1925 se termina sans que ce projet soit approuvé »[143].

142. L'expression est de Juan E. Carulla, ami du général Uriburu, in *Al filo del medio siglo, op. cit.*, p. 231.

143. Coca (Joaquín), *El contubernio*, Buenos Aires, Coyoacán, 1961, p. 34. C'est nous qui soulignons.

L'échéance électorale se précisant, l'UCR antipersonnaliste désigne ses candidats à la présidence. Leopoldo Melo et Vicente Gallo reçoivent l'investiture de leur formation politique. « Candidats des classes distinguées », ils jouissent « de l'appui désintéressé et digne, selon le Manifeste de leur parti publié au début de 1928 [144], des forces politiques de la droite, des représentants des activités bancaires, du commerce et de l'industrie et de certains groupes respectables du prolétariat conscient [145].

Les pressions sur Alvear se font de plus en plus insistantes. Le chef de son secrétariat politique évoque dans ses Mémoires le siège dont est victime le président à qui l'on demande de « sauver le pays de la résurrection de la démagogie et de la menace que fait planer sur lui Yrigoyen » [146]. Alvear est déchiré, mais, éternel hésitant, il reste sourd à ces sollicitations. L'ultime recours va donc être tenté : l'appel à l'armée. Certains ont sans doute pensé à un coup d'Etat permettant de supprimer ou d'« organiser » les élections. Mais, en fait, la solution retenue semble plutôt avoir été la menace d'une intervention militaire qui devait ôter au président ses derniers scrupules. Au début de 1928, la rumeur se répand que le général Justo — il a été élevé à ce grade en 1927 — conspire de l'intérieur du gouvernement afin d'instaurer une dictature militaire qui en terminerait avec le spectre du retour d'Yrigoyen. Ce bruit de sabre apparaît d'autant plus vraisemblable que le général Justo, dont personne n'ignore plus les ambitions politiques, a multiplié, depuis 1927, les tentatives pour rapprocher les militaires des milieux civils. Vers le milieu de 1927, une ébauche de coopération entre l'armée et l'Université tourna court. Des conférences organisées par les militaires à la Faculté de droit, sous les auspices du doyen Ramón S. Castillo, se terminent, dès la première séance, par un gigantesque chahut. Sans doute cette campagne de militarisation de l'opinion n'était-elle pas dépourvue d'arrière-pensées politiques ; de même que le soin avec lequel Justo avait placé des hommes sûrs aux postes-clés de l'armée. En tout cas, ces faits donnaient une crédibilité accrue aux rumeurs lancées vraisemblablement pour forcer Alvear à sauter le pas de la légalité.

Toujours est-il que pour faire pression sur le président, ou sous la pression de celui-ci, le ministre de la Guerre crut bon de publier un démenti dans la presse, sous forme d'une lettre ouverte [147]. Ce texte ne manque pas d'intérêt. On peut y lire l'assurance d'une armée dont le porte-parole n'hésite pas à prendre parti dans le débat politique, tout en proclamant bien haut l'apolitisme intangible des militaires argentins. Le

144. « Manifiesto del comité nacional de la UCR antipersonalista », *La Nación*, 14 février 1928.

145. Il s'agit des députés de la droite du parti socialiste.

146. Godstraj (Manuel), *Años y errores. Un cuarto de siglo de política argentina*, Buenos Aires, Sophos, 1957, p. 60.

147. Qui parut sur cinq colonnes à la une de *La Nación*, 21 février 1928. « Nuestro pais, afirma el ministro de Guerra, no debe temer el fantasma de la dictadura militar (la « lettre » est adressée à Clodomiro Zavalia).

général Agustín P. Justo déclare en substance qu'il est invraisemblable qu'il puisse conspirer contre Alvear « qui est un ami » et à l'égard duquel il se doit de se conduire « en gentleman ». Assurant le président de son indéfectible fidélité et de la loyauté constitutionnelle de l'armée, Justo profite de l'occasion pour dénoncer avec rudesse « l'électoralisme de ceux qui n'ont pas su élever les masses mais qui n'ont su que les aduler », et il accuse ensuite, toujours sans les nommer, les radicaux d'Yrigoyen de vouloir introduire « la propagande sociale et politique dans les rangs subalternes de l'armée » afin de « miner la discipline ». Paradoxe de l'apolitisme : n'oublions pas que Justo est militaire en activité.

Le coup d'Etat n'a donc pas lieu, et Alvear, malgré cette campagne bien orchestrée, ne se laisse pas fléchir. Respectueux de la Constitution, il ne trahira pas ses propres convictions de démocrate. La campagne électorale bat son plein. Le comité national de l'UCR antipersonnaliste avertit les électeurs que « le suprême devoir de l'heure est d'empêcher le retour funeste au système du pouvoir personnel d'Yrigoyen en permettant, au contraire, l'organisation d'un *gouvernement d'idées* »[148]. Cette attitude d'une sérénité de bon aloi n'est pas partagée par tous les hommes politiques hostiles à Yrigoyen. L'ex-gouverneur de Jujuy, Benjamín Villafañe, déclare une guerre à mort à l'ancien président qu'il juge barbare, bolchevique et criminel. « Si Irigoyen (*sic*) revient au pouvoir, dit Villafañe, nous verrons se lever dans notre pays les échaufauds de Mexico, et nous verrons brûler les richesses de la nation et commettre les mêmes excès qu'en Russie. Le dilemme auquel se trouve aujourd'hui confronté le peuple argentin se présente ainsi : ou bien il suit le drapeau de la morale et de la justice, ou bien celui de la fraude et du mensonge, du délit et du crime »[149].

Le coup d'Etat est en marche : avant même le résultat des élections, la nouvelle présidence d'Hipólito Yrigoyen apparaît illégitime à l'armée (en tant que corps) et aux milieux conservateurs les plus combatifs.

Aux élections présidentielles de mars 1928, Yrigoyen triomphe très largement, avec 839 000 voix contre 440 000 aux candidats du Front uni et 65 000 aux socialistes. La participation électorale a été forte (81,1 % contre 63,1 % des inscrits en 1916), ce qui indique que l'enjeu était perçu par les électeurs comme relativement important. Yrigoyen obtient 57,3 % des suffrages exprimés ; il a 245 électeurs au collège électoral contre 74 pour les autres candidats. Ses adversaires dépités dénoncent le « plébiscite du caudillo », alors qu'ils ont eux-mêmes contribué à personnaliser et à dramatiser le scrutin.

Il conviendrait plutôt de se demander pour quelles raisons l'ancien président a amélioré son score électoral. Sans doute les candidats des

148. Art. cité, *La Nación*, 14 février 1928.

149. Villafañe (Benjamín), *Conferencia leida por el ex-gobernador de Jujuy Don B. V. en el Parque Romano, la noche del 19 de enero de 1928*, s.e., s.d., 16 p., p. 16.

classes distinguées n'attiraient-ils guère les voix populaires, et le vote pour Yrigoyen fut-il pour une large part un vote contre le « danger de réaction aristocratique » [150] représenté par la victoire du Front uni.

Yrigoyen retourne donc à la Maison Rose plus que jamais convaincu de son rôle historique. Il a 76 ans.

150. Ibarguren (Carlos), *op. cit.*, p. 249.

Deuxième partie

« L'HEURE DE L'ÉPÉE » PRATIQUE ET MÉCANISMES DU POUVOIR MILITAIRE

« Dans l'Amérique du Sud, les Républiques ne reposent que sur la puissance militaire, toute leur histoire est une révolution continue ».

Friedrich HEGEL

« Pour le plus grand bien du monde, l'heure de l'épée a de nouveau sonné.

De même que nous lui devons notre seule réussite, l'indépendance, elle nous apportera l'ordre nécessaire, elle instaurera la hiérarchie indispensable que la démocratie a mise en péril, elle écartera ses conséquences naturelles, la démagogie et le socialisme ... ».

Leopoldo LUGONES

Chapitre 4

La grande dépression et la restauration oligarchique

L'élection triomphale d'Yrigoyen à la présidence n'assure guère de bases solides à son deuxième mandat. Le plébiscite, comme disent ses adversaires, traduit moins un choix enthousiaste pour sa personne que l'aversion de l'électorat pour les candidats de l'opposition. Mais bien peu de radicaux orthodoxes ont fait une telle analyse. Le succès électoral, qu'aucune réserve ne saurait ternir, a même tourné la tête à ceux d'entre eux qui croient enfin venue l'heure de gouverner effectivement. Le Peludo est un vieillard ; plus taciturne que jamais, il apparaît à beaucoup comme le symbole de la cause radicale et non comme le chef de l'exécutif. La voie est libre cette fois pour une véritable politique de « réparation ». Les garde-fous, qui limitaient en 1916 l'action (ou les appétits) des hommes nouveaux de l'Union civique radicale, n'existent plus. Largement majoritaires à la Chambre des députés (avec 98 représentants sur 159), leur position est très solide dans les provinces. Seul le Sénat leur échappe encore, provisoirement sans doute : 8 radicaux y affrontent pour l'instant 19 opposants (9 conservateurs, 9 antipersonnalistes et 1 socialiste).

Le radicalisme se sent fort. Il est d'autant plus menacé. Car les conservateurs et les groupes dirigeants traditionnels ont doublement échoué : à affaiblir l'yrigoyénisme par la scission ; à gagner par n'importe quel moyen les élections de 1928. Leur inquiétude s'est accrue. D'autant que dans la nouvelle administration, à la différence de la première présidence, les personnalités « distinguées », les membres des familles consulaires brillent par leur absence. Les grands noms radicaux sont passés à l'alvéarisme, et le nouveau gouvernement d'Yrigoyen est formé de militants obscurs des comités, d'hommes politiques dont on ne « connaît pas la famille ». Qu'on ne s'imagine pas pour autant que le

cabinet est composé de représentants des couches populaires. A l'exception des deux ministres militaires, qui sont cette fois des officiers, tous les ministres sont des avocats, sauf celui des Travaux publics qui est médecin. Mais sur les dix membres de l'exécutif (président, vice-président et les huit ministres), deux seulement appartiennent à la Société rurale contre cinq en 1916. La situation est donc plus grave pour l'élite établie. Ses membres ont encore moins confiance qu'auparavant en un gouvernement radical non tempéré.

Pour beaucoup d'opposants, en outre, cette deuxième présidence apparaît comme une véritable catastrophe personnelle. Les officiers proches de Justo, les anciens logistes de 1921, craignent une revanche des partisans du caudillo qu'ils avaient tenté de proscrire de l'armée, du temps d'Alvear. La nomination du général Dellepiane au Ministère de la guerre n'est pas de nature à dissiper leurs inquiétudes. Souvenons-nous qu'en 1922 ils avaient fait promettre à Alvear de tenir à l'écart de ce poste ce brillant officier, très populaire au sein de l'armée, et qui passe pour loyalement radical. Des conservateurs, jetant le manche après la cognée, préconisent même l'exil intérieur en attendant des jours meilleurs [1]. D'autres, plus nombreux, s'apprêtent à lutter. Car le contrôle à distance que peut exercer l'élite établie ne suffit plus à garantir son pouvoir. Elle se sent dépossédée. Une nouvelle classe dirigeante ne serait-elle pas en train de naître ?

Les grandes manoeuvres conservatrices

Si l'accord est unanime sur la nécessité pressante de chasser du pouvoir Yrigoyen et ses partisans, les modalités d'action envisagées diffèrent. La classe politique traditionnelle souhaite, dans son immense majorité, garder les apparences de la légalité pour « abattre le tyran ». La connotation oligarchique du Front unique des conservateurs et des antipersonnalistes, qui soutenait la candidature Melo-Gallo, a fait perdre aux antiyrigoyénistes les avantages de la scission de 1924. Il leur faut donc trouver une formule électorale mieux à même de rallier des voix populaires et de compléter la manœuvre entreprise.

L'aile droite du parti de Juan B. Justo a fait scission, en 1927, pour fonder le Parti socialiste indépendant (PSI). Aux dires des conservateurs, il s'agit d'une « force nouvelle et dynamique » composée d'éléments jeunes et capables du Parti socialiste, las de supporter la dictature des vieux dirigeants [2]. En effet, à la tête de cette nouvelle formation, dont l'implantation est presque exclusivement limitée à la capitale fédé-

1. Costa (Julio A.), *Hojas de mi diario*, Buenos Aires, s.e., 1929, p. 10.

2. Carrasco (Angel), *Lo que yo vi desde el 80, Hombres y episodios de la transfomación nacional*, Buenos Aires, Procmo, 1947, p. 249.

rale, on trouve des fils de famille issus des milieux conservateurs les plus traditionnels — Pinedo, Bunge, González Iramaín. Ces jeunes transfuges du parti ouvrier, que certains socialistes accusent d'être entrés à la section argentine de la Seconde Internationale à seule fin de « s'en servir comme d'un instrument contre la radicalisme »[3], vont devenir le fer de lance de l'antiyrigoyénisme.

Aux élections législatives partielles du 2 mars 1930, les tacticiens les plus habiles de la droite appellent, avec plus ou moins de discrétion, les électeurs conservateurs à porter leurs voix sur les alvéaristes et les socialistes indépendants. Cette nouvelle droite aux couleurs populaires et progressistes ne fait pas peur. Aussi les socialistes indépendants remportent-ils un éclatant succès à Buenos Aires où l'UCR antipersonnaliste, qui exprime localement les intérêts du parti conservateur, ne présente pas de candidat. Le PSI arrive en tête dans la capitale avec 109 000 voix (37,4 % des suffrages exprimés) et dix députés. L'UCR, qui ne recueille que 82 251 voix (27,99 % des suffrages), contre 152 000 en 1928 (54,6 %), n'obtient que trois sièges. Sur le plan national, l'UCR recule de 57,41 % à 41,57 % des suffrages exprimés, et les deux partis socialistes, avec 15,7 % des voix contre 4,49 % pour le PSI uni en 1928, ont un résultat supérieur à celui du parti conservateur.

Plus que l'usure du pouvoir, ce résultat illustre l'ambiguïté du plébiscite « négatif » de 1928. Yrigoyen n'a pas été aussi triomphalement réélu qu'adversaires et partisans le croyaient. En outre, si l'on dépasse les étiquettes politiques trompeuses, on peut noter la continuité de l'effort de la classe supérieure traditionnelle pour récupérer peu à peu le terrain perdu dans l'appareil du pouvoir. Le pourcentage des députés appartenant à des familles de l'élite établie dans la capitale fédérale et la province de Buenos Aires remonte rapidement : estimé à 2,7 % seulement en 1926, il passe à 5,7 % en 1928, et, grâce aux socialistes indépendants, atteint 10,4 % en mars 1930[4].

Le débordement de l'UCR par la « gauche », dont le contenu social est aussi clair que paradoxal, semble donc porter ses fruits. Il est vrai que les moyens ne lui manquent pas. Tandis que la grande presse tire à boulets rouges contre la démagogie d'Yrigoyen, des pamphlets périodiques se sont fait une spécialité de l'antiradicalisme. C'est le cas du journal *La Fronda*. Mais le quotidien *Crítica* semble être l'instrument privilégié de la tactique populiste contre l'UCR.

Ce journal de grande diffusion a été fondé par Natalio Botana, journaliste entreprenant qui entretient d'excellentes relations avec l'ancien ministre de la Guerre, le général Agustín P. Justo. Ce quotidien à sensation, qui tire à quelques 450 000 exemplaires, attire le grand public par

3. Coca (Joaquín), *El contubernio*, Buenos Aires, Coyoacán, 1961, p. 21.

4. Miguens (José Enrique), « Cultura de masas. Un análisis del fenómeno » in *La Argentina 1930-1960*, Buonos Aires, Sur, 1960, p. 340.

ses photos prises sur le vif, ses bandes dessinées de faits divers crapuleux, sa page « automobile » et l'espace considérable donné aux sports populaires. Mais il ne représente pas seulement une innovation journalistique qui tranche avec la sévérité des deux grands de la presse portègne. A son contenu volontiers populaire, correspond une orientation politique nettement populiste. Le journal de Botana se présente lui-même comme menant « une action en faveur du travail, de la démocratie et de la dignité de l'homme ». *Crítica* adopte, en août 1930, une devise très suggestive, en se prétendant le « seul quotidien totalement engagé dans la défense du peuple ». Aussi a-t-il le cœur à gauche : *Crítica* encense les grands ancêtres du socialisme [5] et milite contre le fascisme italien [6]. Mais, en politique intérieure, ses critiques ne sont que pour Yrigoyen, et ses éloges pour les courageux défenseurs des libertés : di Tomaso, Pinedo, les socialistes indépendants.

La stratégie de l'opposition légaliste semble simple : affaiblir et isoler Yrigoyen par de nouvelles victoires électorales, puis exiger sa démission grâce à la formation d'une union de tous les partis d'opposition. La plupart des militaires antiyrigoyénistes, autour du général Justo, penchent pour cette solution indolore qui a l'assentiment des radicaux antipersonnalistes et vraisemblablement d'Alvear lui-même. Mais certains groupes actifs de civils et d'officiers, qui regardent au-delà du renversement de l'actuel président, envisagent la situation tout différemment.

La conspiration : militaristes et ligueurs

Nous avons vu l'éloge démesuré du militarisme que faisait le poète Lugones. Le chantre de « l'heure de l'épée » mène une infatigable campagne antidémocratique. Contre les combinaisons des « politiciens », il en appelle au sabre purificateur qui balaiera le « libéralisme putride » qui affaiblit la nation argentine. Dans un volume de commentaires politiques publiés en juin 1930, Leopoldo Lugones stigmatise la victoire des socialistes indépendants à Buenos Aires en mars, en rappelant que la « politique du pire est la pire des politiques », et que les socialistes, même indépendants, sont de dangereux libertaires pires que les radicaux [7]. Pour l'auteur de la *Guerra gaucha*, l'Argentine ne sera une grande nation que le jour où elle cessera d'abandonner la désignation de ses dirigeants au suffrage universel, véritable « culte de l'incompétence », qui ne peut produire que des gouvernements « ineptes » [8].

5. *Crítica* publie, le 17 août 1930, une chronique débordante de sympathie sur Jaurès, « l'apôtre du socialisme ».

6. Voir notamment le reportage hostile à Mussolini dans le numéro du 2 août 1930.

7. Lugones (Leopoldo), *La Grande Argentina*, Buenos Aires, Huemul, 1962 (2e édition), p. 207.

8. *Ibid.*, p. 213.

Rares sont ceux qui, dans les milieux politiques, prennent très au sérieux ce Charles Maurras créole ; mais il n'en va pas de même chez les jeunes intellectuels et dans certains secteurs de l'armée. Des officiers mécontents du gouvernement d'Yrigoyen ne sont pas insensibles à l'exaltation de la discipline, de la hiérarchie et du métier des armes, thème principal de la « pensée » politique lugonienne. On ne s'étonnera pas que la sous-commission d'instruction du Cercle militaire — à laquelle il est vrai Lugones appartient — ait décidé, en janvier 1930, la publication, sous le titre « La patrie forte », des articles du poète (notamment ceux parus dans *La Nación* à partir de 1927), où celui-ci développe sa conception du pouvoir fort après avoir dénoncé les maux dus au parlementarisme. Ce volume est le premier ouvrage consacré à la politique argentine *stricto sensu,* publié par la Bibliothèque de l'officier. Il est vrai qu'à côté du discours d'Ayacucho, un chapelet de flatteries à l'égard des éditeurs en uniforme, déclarés « la seule véritable noblesse ... »[9], figurent dans ce livre.

Mais si les idées de Lugones, poète révéré (et talentueux) et girouette politique, ont paradoxalement accès à la grande presse libérale, la personnalité protéiforme de l'auteur de *La grande Argentina* leur ôte beaucoup de crédit. Précurseur en quelque sorte, il est de ceux qui « popularisent » l'idéologie autoritaire et antidémocratique. Il sème à tout vent. D'autres, moins illustres, récoltent. Leur audience est de moindre portée mais leur action politique est plus profonde et directe.

Avant le retour d'Yrigoyen à la présidence, les voix antidémocratiques sont très isolées. En 1925, Juan E. Carulla, un jeune médecin d'Entre Ríos, admirateur de l'Action française, qui s'est initié, lors d'un séjour d'étude à Paris, à la pensée de Maurras, fonde *La Voz nacional.* Cette feuille confidentielle compte parmi ses rares abonnés le général José F. Uriburu, inspecteur général de l'armée de terre[10].

La date capitale est sans doute l'apparition de la *Nueva República*, le 1er décembre 1927. Cette revue hebdomadaire a été fondée par de jeunes journalistes, pour la plupart d'origine provinciale[11], qui se réclament du nationalisme. « Organe du nationalisme argentin » porte en sous-titre le journal créé par Ernesto Palacio, les frères Julio et Rodolfo Irazusta, Juan E. Carulla et César E. Pico. Les rédacteurs de la *Nueva República*, sont avant tout réunis par un antiyrigoyénisme virulent. Ils se sont connus au journal *La Fronda*, machine de guerre conservatrice et quartier général de l'activisme antiradical, dont le propriétaire est Franscisco Uriburu, cousin du général.

9. Lugones (Leopoldo), *La patria fuerte*, Buenos Aires, Babel, 1930 (2e édition), p. 8.

10. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Huemul, 1964 (2e édition), p. 231.

11. Entretien avec M. Ernesto Palacio, 6 mai 1968.

Ces jeunes gens de bonne famille s'interrogent sur ce qu'ils appellent la crise argentine qui se réduit, selon eux, à l'éviction du pouvoir des catégories dirigeantes traditionnelles. Ils cherchent les moyens de réformer l'élite établie en assurant ses « droits » au pouvoir [12]. Bien que les éditoriaux de la *Nueva República* soient assez confus, il en ressort une condamnation de la démocratie, « dictature incontrôlable de la canaille et des démagogues » [13]. Les rédacteurs souhaitent l'établissement d'un « gouvernement » fort qui maintienne avec énergie l'ordre social, les hiérarchies et la discipline, pour éviter la menace du communisme soviétique » [14] auquel conduit la démagogie radicale. L'hebdomadaire rapporte avec admiration les réussites de l'Italie mussolinienne ou de l'Espagne de Primo de Rivera. Mais le nationalisme aristocratique de ces intellectuels méprise trop le peuple pour être d'inspiration fasciste. Charles Maurras est la référence obligée de ces idéologues autoritaires, rejetons d'une oligarchie libérale, culturellement vouée à la France.

Ces jeunes maurrassiens ne sont d'ailleurs pas les seuls à repousser le suffrage universel et à souhaiter une réforme des institutions permettant aux classes éclairées de recouvrer le pouvoir. Parmi les conservateurs « modernistes » qui, en 1914, tentèrent de créer un grand parti de droite pour rivaliser à armes égales avec l'UCR, les idéologies autoritaires ont fait leur chemin. Si les conservateurs éclairés ne peuvent pas battre les radicaux sur leur propre terrain, il faut donc changer de terrain. Des hommes, qui, quatorze ans plus tôt, avaient placé leurs espoirs dans un puissant Parti démocrate progressiste, équilibrent l'UCR, cherchent maintenant les moyens d'organiser « un Etat vigoureux et ... un gouvernement représentatif du pays réel et non des comités électoraux », grâce à une « démocratie fonctionnelle fondée sur les forces sociales » [15] ; parmi eux, José María Rosa, avocat et financier de renom, fondateur d'un club politique au nom évocateur, la Défense sociale argentine, Carlos Ibarguren, brillant secrétaire de la Cour suprême et son cousin, le général José F. Uriburu, ancien député.

Les conservateurs désenchantés ont vu leur confiance dans le credo libéral de l'oligarchie montante ébranlée par le triomphe de la « plèbe radicale » et l'éveil du prolétariat. Aux grands maux les remèdes définitifs. La lecture de *L'Action française* et de Maurras fournit bien vite à leur lucidité catastrophique les voies et moyens d'atteindre leur objectif. La conviction que seul un coup d'Etat militaire peut changer les conditions politiques présentes s'est fait jour. Juan E. Carulla et R. Irazusta,

12. Pour une analyse de l'adaptation aux intérêts de « l'oligarchie argentine » des schémas maurassiens, voir Navarro Gerassi (Marysa), *Los nacionalistas*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 50-51.

13. *Nueva República*, 29 septembre 1928, p. 1 (éditorial).

14. Ibarguren (C.), *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Eudeba, 1969, p. 369.

15. *Ibid.*

de la *Nueva República*, prennent contact avec le général Uriburu à la fin de décembre 1927, alors que la victoire prochaine d'Yrigoyen ne fait plus de doute. L'inspecteur général de l'armée de terre répond aux jeunes journalistes qui le pressent de soulever l'armée contre Yrigoyen : « Vous oubliez que je suis un militaire en activité »[16]. Pas pour longtemps, d'ailleurs ; dès la réélection d'Yrigoyen, Uriburu fait valoir ses droits à la retraite, pour la plus grande satisfaction des nationalistes qui voient se confirmer les espoirs qu'ils ont placés en lui.

En décembre 1928, la *Nueva República* fête son premier anniversaire par un banquet. Le général Uriburu, invité d'honneur, y prononce un discours plein d'allant devant un auditoire juvénile. Il affirme notamment « qu'il n'hésitera pas à prendre la tête d'un mouvement politique clairement défini et organisé, quelles que soient les conséquences » de son action[17]. Von Pepe prend même l'engagement solennel de mettre son « épée ... au service du mouvement » que ses bouillants admirateurs ont lancé. La conspiration est en marche. Le coup d'Etat, qui vient de loin, a franchi une étape décisive. Reste à travailler l'armée et à préparer l'opinion.

Uriburu est trop lié à l'élite établie, connaît trop les traditions politiques de la classe dirigeante, pour ignorer le caractère incongru, voire sacrilège, d'un renversement des autorités élues en République Argentine, après plus d'un demi-siècle de stabilité. C'est pourquoi il confie à ses partisans : « Pour penser à une éventuelle révolution il est tout d'abord nécessaire de créer un climat révolutionnaire dans la rue »[18]. Et les vaillants rédacteurs de *Nueva República*, attentifs aux exploits des camelots du roi, mettent sur pied la Ligue républicaine, vers la fin de 1929. Le « nationalisme intégral » façon argentine descend donc dans la rue avec les « ligueurs », journalistes ou étudiants. Roberto de Laferrere, rédacteur au journal de Francisco Uriburu, *La Fronda*, est l'animateur de la ligue à laquelle participent, entre autres, Carlos et Federico Ibarguren, fils du fondateur du Parti démocrate progressiste.

Les nationalistes ont arrêté leur stratégie : l'armée, seule force saine dans une société contaminée par le virus démocratique et la démagogie radicale, sera l'instrument de la « régénération » révolutionnaire dont le brave général Uriburu prendra la direction.

L'homme choisi par les nationalistes pour renverser Yrigoyen par la force a une idée très précise des objectifs politiques du mouvement et de la tactique à suivre pour les mettre en œuvre. Le « sauveur » de l'Argentine a exigé d'entrée de jeu que les politiciens, les hommes des partis d'opposition, soient écartés de la direction de la conjuration. Les

16. Carulla (Juan E.), *op. cit.*, p. 249.

17. *Ibid.*, p. 252.

18. Carulla (Juan E.), *Valor ético de la revolución del 6 de septiembre de 1930*, Buenos Aires, Belgrano, 1931, p. 21. .

conspirateurs civils doivent être, selon lui, entièrement subordonnés au commandement militaire. L'ancien lieutenant putschiste a gardé un mauvais souvenir de l'échec politique de la révolution de 1890, virtuellement victorieuse sur le plan militaire. En outre, à la suite des idéologues antilibéraux, il se méfie des parlementaires et des partis politiques. Il entend surtout se garder de tout engagement à l'égard des formations politiques de l'opposition, qui freinerait ses projets de transformations institutionnelles. Car le général Uriburu pense que rien ne sera changé, une fois Yrigoyen chassé du pouvoir, si la Constitution n'est pas réformée en vue de restreindre et de diriger l'expression du suffrage. Certains témoins peu suspects de sympathie excessive pour le chef de la conspiration attribuent à la déformation professionnelle, autant qu'aux médiocres lumières du général en matière politique, ces préoccupations constitutionnelles : en bon soldat, il aurait cru qu'il suffit de changer de règlement pour que tout change [19]. En réalité, les projets de réforme d'Uriburu et de son entourage ne sont pas arrêtés. On sait qu'ils tournent autour du suffrage qualifié, voire de l'abolition du scrutin secret. Carulla, qui a fait lire au général la *Carta del lavoro* fasciste, penche pour la représentation corporative [20].

Uriburu s'est ouvert de ses projets à son vieil ami politique Lisandro de la Torre. Il désirerait d'ailleurs confier à celui-ci un ministère ou même le pousser à la présidence en cas de succès du coup d'Etat [21]. Le chef de la conspiration, qui entend instaurer une dictature militaire temporaire — adoptant pour lui-même le titre modeste de dictateur et non celui de président provisoire —, a avoué à de la Torre que la dérogation de la loi électorale Sáenz Peña est l'objectif numéro un de son programme politique. Encore faut-il, pour parvenir à appliquer la révision d'une loi aussi populaire, que l'armée suive le général en retraite et partage sa philosophie politique.

L'armée et la conspiration

Le malaise, qui existait durant la première présidence d'Yrigoyen dans certains secteurs bien définis de l'armée, n'a fait que s'accentuer sous la seconde. L'influente minorité liée au général Justo, qui, comme nous l'avons vu, s'était opposée de front et avec la plus grande énergie à la réélection du caudillo radical, redoute le retour de ses adversaires à la direction de l'armée et du gouvernement. Les logistes de 1921 ont tout à craindre d'un ministère Dellepiane car les officiers radicaux n'ont pas

19. Comme le prétend sans aménité un autre militaire, le colonel Sarobe. Voir Sarobe (José María), *Memorias sobre la revolución del 6 de septiembre de 1930*, Buenos Aires, Gure, 1957, p. 44.

20. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, *op. cit.*, p. 250.

21. Voir de la Torre (Lisandro), *Cartas íntimas*, Buenos Aires, Futuro, 1951, p. 29 et 34.

oublié comment, au nom de l'apolitisme, l'administration sortante leur a mené la vie dure tandis que le clan Justo prospérait. Le spectre de la revanche est donc à l'ordre du jour.

Le nouveau gouvernement se contente, dans un premier temps, de reprendre en main les institutions militaires en nommant des officiers sûrs aux postes-clés ou en écartant de ceux-ci les officiers les plus engagés avec l'administration précédente. Cette application limitée du système des dépouilles n'est pas nouvelle en Argentine : Alvear et Justo l'avaient déjà pratiquée. On assiste à une sorte de « valse » du personnel militaire, qui, selon l'opposition, aurait touché 60 % des officiers, en 1929 [22]. Certains, peu nombreux, sont mis en disponibilité. C'est le cas du colonel Luis García, ancien président de la loge antiyrigoyen, remplacé le 17 janvier 1929 à la direction du Collège militaire par un « révolutionnaire » de 1905, le colonel Reynolds.

La grande presse conservatrice ne manque pas une occasion de dénoncer, comme par le passé, le favoritisme indécent dont use en violation des règlements le gouvernement radical. Dans *La Nación*, c'est le colonel Luis García, aussitôt limogé par Dellepiane, qui se charge de la chronique militaire. Cet officier supérieur, proche du général Justo, publie, du 14 juillet 1929 au 5 septembre 1930, 137 brulôts destinés à dénoncer carences, abus et désordres au sein de l'armée.

Ce sont surtout les petites injustices, les violations du tableau d'avancement, les accrocs aux règlements qui retiennent l'attention des rédacteurs spécialisés de *La Prensa* ou de *La Nación*, qui s'adressent de toute évidence à un public militaire. Les promotions dans le corps de santé militaire ont-elles subi quelques entorses ? « L'armée est sans loi » [23]. Aucune péripétie n'échappe à la « revue de détail » des officiers journalistes : les promotions de l'intendance [24], l'augmentation arbitraire ou la réversion indue d'une pension [25], l'insuffisance du chauffage dans les hôpitaux militaires. On fait feu de tout bois contre le gouvernement honni. Mais l'accent est mis tout particulièrement sur les décisions administratives, voire présidentielles qui affectent la discipline. Ainsi est réprouvée la réincorporation d'un cadet de l'Ecole navale sanctionné par le directeur [26] ou la participation d'officiers subalternes aux décisions qui relèvent statutairement des seuls chefs [27]. Yrigoyen, lui-même, est cloué au pilori lorsqu'il nomme aide de camp naval un officier se trouvant aux arrêts [28]. Ces sanctions, et ces conflits de compétence qui se dissimulent

22. Cf. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 3, 1929, p. 550.
23. « Ejército sin ley », *La Nación*, 15 juillet 1930.
24. « Los ascensos de oficiales de administración », *La Nación*, 16 juillet 1930.
25. « Aumento arbitrario de una pensión militar », *La Prensa*, 24 décembre 1928.
26. « En los institutos militares se quebranta la disciplina por decisión del gobierno », *La Prensa*, 29 mars 1929.
27. « Subversión de valores en el ejército », *La Prensa*, 23 août 1930.
28. « El camino a seguir », *La Nación*, 17 juillet 1930.

derrière le règlement disciplinaire, traduisent des affrontements de clans et des règlements de compte politiques à l'intérieur des forces armées.

Crítica n'observe pas la même discrétion que les deux grands de la « presse sérieuse ». Le journal de Botana n'hésite pas à révéler au public les noms des officiers promus par faveur, à préciser les situations, sans souci des personnes [29]. Mieux, *Crítica* dénonce l'action politique des hautes autorités militaires au service de la cause radicale, et notamment du successeur d'Uriburu à l'inspection générale de l'armée, le général Toranzo [30].

Les militaires ont à peu près les mêmes raisons professionnelles de se plaindre ou de se déclarer satisfaits qu'en 1916-1922. Les dépenses globales ne fléchissent guère par rapport à l'administration précédente : 19,8 % du budget national en 1925, 19,8 % en 1928, 19,1 % en 1930.

Tableau 1. Dépenses budgétaires des Ministres de la guerre et de la marine
(milliers de pesos)

Année	*Guerre*	*Marine*	*Année*	*Guerre*	*Marine*
1924	58 596	45 116	1928........	68 834	45 265
1925	65 203	54 056	1929........	77 894	48 423
1926	66 124	47 837	1930........	80 136	51 856
1927	80 153	48 117			

Source : Ministerio de hacienda, *Comparativo por anexo, El ajuste de los resultados financieros de los ejercicios de 1928 a 1936,* Buenos Aires, 1938, tableaux 1,2,3.

Mais les dépenses d'équipement (hors budget) tendent à diminuer. Elles tombent de 42 millions de pesos, en 1928, à 16,7 millions en 1929. Au contraire, en matière de salaire et de pensions, Yrigoyen est plus généreux que son prédécesseur. En septembre 1928, alors qu'Yrigoyen élu n'est pas encore entré en fonction, le député socialiste Repetto reproche à la majorité parlementaire radicale orthodoxe de courtiser l'armée en votant l'augmentation des soldes des officiers dans le cadre d'un budget qu'il qualifie de militariste [31]. Les pensions militaires (guerre et marine) passent de 18,8 millions de pesos, en 1926, à 23,73 millions, en 1928, et à 30,5 millions en 1930. Le niveau global des dépenses militaires apparaît même si élevé, en 1929, que les commentateurs militaires en viennent à se plaindre. On peut lire dans *La Nación* (12 mars 1930), après la présentation du budget total du Ministère de la guerre pour 1929 : « Il reste à ajouter qu'une somme aussi considérable que celle que

29. « Los ascensos en el ejército se dieron " a la marchanta " », *Critica*, 18 juillet 1930.

30. « El inspector general del ejército se traslada a Entre Ríos. Su viaje no responde a finalidades de servicio sino a propósitos políticos », *Crítica*, 17 août 1930.

31. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 24 septembre 1928, p. 122.

nous venons de citer, très supérieure aux dépenses consenties par l'administration précédente pour des périodes identiques ... se justifie (pourtant) moins ... ». Critique systématique, opposition politique sans fondement d'ordre professionnel, sinon que le mieux est l'ennemi du bien ? Peut-être pas. Au recul des achats d'armements, il faut ajouter, en effet, l'arrêt des constructions, l'abandon des industries militaires.

Le matériel de l'aviation de guerre est dans un état désastreux [32]. Le pouvoir exécutif reconnaît que ses activités, faute de ressources, se réduisent de manière alarmante [33]. La fabrique militaire d'avions de Córdoba, œuvre du général Justo, est restée pratiquement fermée par manque de crédits, de l'arrivée d'Yrigoyen au pouvoir jusqu'au début de 1930 [34]. En outre, ce qui est plus grave encore pour les intéressés, le gouvernement bloque à nouveau, en 1929, les promotions aux grades supérieurs (à partir de colonel pour l'armée de terre et de capitaine de vaisseau pour la marine).

Yrigoyen, à la différence de son prédécesseur, se refuse non seulement à reconnaître le pouvoir militaire mais aussi à accorder aux cadres de l'armée la possibilité de manifester une volonté politique. Le président radical pense avec raison que l'armée argentine, en cette première moitié du 20e siècle, n'a que le pouvoir qu'on veut bien lui concéder et qu'aucune légitimité ne ratifie. Il s'abstient donc de prendre part aux banquets de camaraderie annuels dont il n'ignore pas le caractère politique.

En 1930, néanmoins, pour bien marquer qu'il n'est pas hostile à l'armée, Yrigoyen répond à l'invitation des autorités militaires en conviant à déjeuner, à la présidence, les officiers supérieurs des deux armes, le jour même où était prévu le banquet de camaraderie, le 8 juillet. Le repas se déroule sans incidents. Aucun discours n'est prononcé. Pour Yrigoyen, l'armée est bien la « grande muette ». De nombreux officiers gardent cette attitude d'ailleurs, par légalisme et conviction professionnelle d'une part, par attachement à tout ce qu'incarnent Yrigoyen et le radicalisme, d'autre part. Car, contrairement à une opinion que les conspirateurs ont répandue, l'armée, dans son ensemble, n'est pas dans l'opposition en 1930. La plupart des cadres sont, soit indifférents, soit prêts à faire confiance aux radicaux même s'ils n'ignorent rien des difficultés de l'heure. A tel point que *Crítica*, fer de lance de l'antiyrigoyénisme populaire, commente d'un mot significatif le banquet offert par le président : « Yrigoyen aimerait que l'armée de la nation soit pour lui l'armée du salut » (8 juillet 1930). Les milieux bien informés à cette date, de la conspiration, ne la considèrent pas comme un mouvement dans lequel l'armée serait naturellement engagée.

32. « El personal de nuestra aviación militar », *La Nación*, 13 juillet 1930.
33. « La aviación militar en peligro », *La Prensa*, 3 août 1930.
34. « La fábrica militar de aviones », *La Nación*, 25 juillet 1930.

D'autres indices éclairent la véritable attitude de la société militaire. Aux élections pour le renouvellement de la commission directive du Cercle militaire, la liste présentée par les antiyrigoyénistes, en 1929, et menée par le général Uriburu (accompagné des colonels Manuel Rodríguez et Juan Pistarini), est battue. Le général Enrique Mosconi, en 1928-1929, et le colonel Grosso Soto, en 1929-1930, sont présidents du Cercle militaire : ils passent tous deux pour radicaux favorables au gouvernement. L'explication de l'échec des listes d'opposition par les pressions gouvernementales ou la manipulation des statuts n'est qu'en partie convaincante [35]. Le déroulement de la conspiration tendrait à prouver l'isolement relatif des activistes antiradicaux.

Il est vrai que des divergences très nettes existent même chez les militaires convaincus de la nécessité de renverser Yrigoyen. Le général Justo est favorable à l'éviction du président radical. Il a même un intérêt personnel à la chute du caudillo : la nouvelle administration lui a attribué la responsabilité de certaines anomalies comptables dans l'acquisition, à l'étranger, de matériel militaire [36]. Mais lorsque le général Uriburu propose, par la force des choses, à l'ancien ministre de la Guerre la codirection du coup d'Etat, celui-ci refuse. Sa situation personnelle se greffe sur des divergences de fond à la fois tactiques et politiques. Justo désire seulement renverser Yrigoyen et chasser ses partisans du pouvoir. Uriburu veut transformer les institutions et mettre fin au libéralisme.

Le général Uriburu, en effet, a précisé peu à peu ses idées « révolutionnaires ». Il les a commentées pour le lieutenant-colonel Sarobe, ami intime du général Justo, qui sert d'officier de liaison entre les deux généraux à partir du 15 juin 1930. Selon les Mémoires de Sarobe, le programme de gouvernement d'Uriburu prévoit une réforme de la Constitution libérale de 1853 d'après le modèle italien par l'instauration, notamment, d'une Chambre corporative où seraient représentées les professions. Cette solution permettrait, selon son promoteur, de libérer l'institution parlementaire des intrigues de comités électoraux et des ambitions des politiciens professionnels [37]. Justo, ancien ministre et tête politique éminemment pragmatique, répugne aux solutions miracles et aux emballements subits. Il partage le point de vue majoritaire dans la classe politique traditionnelle : l'aventure d'une dictature inspirée du fascisme lui semble un risque disproportionné. Par tradition culturelle autant que par intérêt, l'oligarchie fait confiance à la Constitution libérale et à la politique parlementaire : le saut dans le vide d'un changement de régime ne lui semble pas nécessaire pour se débarrasser des plébéiens.

35. Lezica (Manuel de), *Recuerdos de un nacionalista*, Buenos Aires, Astral, 1968, p. 23.

36. Sarobe (José Maria), *Memorias sobre la revolución del 6 de septiembre de 1930*, *op. cit.*, p. 19.

37. *Ibid.*, p. 25-26.

En outre, le général Justo et ses amis, qui connaissent bien « leur » armée, répugnent à l'engager dans une impasse politique. Sans l'aval des groupes influents de l'opposition conservatrice, un tel engagement ne ferait qu'ajouter aux différends entre yrigoyénistes et antipersonnalistes un nouvel élément de division. Le général Justo, pour sa part, tient à préserver l'autonomie et la relative homogénéité politique du corps des officiers qui sont les conditions du pouvoir militaire. Il n'exclut nullement la participation militaire à un coup d'Etat si celui-ci se réclame de motivations strictement professionnelles et légalistes. A son avis, même des officiers indifférents ou radicaux pourront se rallier à un complot qui met l'accent sur le rétablissement de la discipline et les respect de la Constitution, l'une et l'autre violées par le gouvernement en place. Les chroniques inlassables du colonel García dans *La Nación* vont dans ce sens.

Par suite du refus de Justo et des efforts de ses partisans pour contrôler les officiers mécontents et les opposants virtuels au sein de l'armée, les travaux d'approche du général Uriburu rencontrent peu de succès. Le capitaine Juan Perón, qui a répondu à l'appel du général corporatiste, rapporte dans un mémorandum sur les événements que le chef de la conspiration souhaitait ne pas agir avant d'avoir avec lui 80 % des officiers. A cette exigence technique conforme aux modalités d'action choisies, s'ajoute une seconde strictement politique qui contribue à limiter les adhésions. Selon le lieutenant-colonel Pedro P. Ramírez, proche collaborateur d'Uriburu [38], chaque conjuré s'engageait à accepter l'idéologie et les objectifs des conspirateurs, notamment la réforme de la Constitution et la suppression de la loi Sáenz Peña.

Il est donc logique d'avancer, avec le capitaine Perón, que « la majeure partie des officiers ne sont pas intervenus dans la révolution parce qu'on ne leur en a rien dit » [39]. Il est probable, en outre, que les activistes antilibéraux, qui ne pouvaient pas ignorer ce que la loi électorale de 1912 doit à l'armée, se sont montrés prudents par crainte d'essuyer trop de refus.

Seuls de jeunes officiers subalternes se laissent tenter par les solutions drastiques et définitives au « désordre libéral », que proposent les idéologues nationalistes. La solidarité de génération avec la jeunesse des Universités, où l'opposition au régime débouche souvent sur des attitudes autoritaires, explique en partie ce clivage dont les témoins ont rendu compte. On a même parlé d'une « révolution des lieutenants ».

Quoi qu'il en soit, le nombre des officiers engagés dans la conspiration ne correspond pas, tant s'en faut, aux espoirs du général Uriburu.

38. « Una carta del teniente coronel Ramírez (al teniente coronel Rottjer) », *La Nación*, 13 novembre 1930.

39. Perón (capitaine Juan), « Lo que yo vi de la preparación y realización de la revolución del 6 de septiembre 1930 », in Sarobe, *op. cit.*, p. 310.

La personnalité de ce Junker créole n'est sans doute pas étrangère à cet échec. Elle rend compte plus largement des ambiguïtés et des limites du mouvement séditieux. En fait, ce général à la retraite, qui répudie toute alliance organique avec les formations politiques et les groupes civils, est bien mal placé pour entraîner à sa suite, dans une aventure putschiste, un fort contingent d'officiers. Ceux qui l'ont connu de près remarquent, d'ailleurs, qu'il « recevait peu de visites de ses compagnons d'armes ». Carulla précise : « Durant les longs mois où j'ai fréquenté sa maison, je n'y ai vu que rarement des militaires, et ils étaient pour la plupart à la retraite comme lui »[40]. Le prestige de von Pepe dans l'armée est très relatif. Il n'incarne guère l'idéal de l'officier et des vertus militaires. C'est un hobereau qui a fait, en outre, un très riche mariage. On chuchote dans les mess que les faveurs d'un oncle président de la République et d'une famille influente ont contribué à sa brillante carrière. On apprécie peu dans la société militaire qu'Uriburu soit passé en dilettante d'une arme à l'autre, au gré de sa fantaisie ou des possibilités de promotion.

Manuel Gálvez, qui a beaucoup « pratiqué » les milieux nationalistes, nous a laissé un portrait significatif de ce hobereau, fondateur du Parti démocrate progressiste et admirateur inconditionnel de l'armée prussienne. « C'était un homme de taille moyenne, écrit Gálvez dans ses Mémoires[41], solide et tranquille, au regard débonnaire et aux manières affables. Rien en lui ne trahissait le militaire. Il faisait plutôt penser à un *estanciero* riche et distingué, avec quelque chose d'un grand seigneur. Dans sa physionomie peu expressive, on remarquait surtout d'énormes moustaches aux longues pointes. Il était simple et sans façon avec tout le monde ... Il ne me parut pas un homme de talent ou de grand savoir ».

Ce comploteur militariste reçoit les conjurés au Jockey Club[42] dont il fait son quartier général. Ce n'est certes pas là qu'il peut rencontrer beaucoup de militaires. En revanche, il y côtoie journellement les notables du monde politique traditionnel, les leaders des milieux d'affaires, l'élite établie dont il retrouvre la quintessence au Círculo de armas qu'il fréquente aussi assidûment.

Dans le courant de juillet 1930, Uriburu et ses proches collaborateurs, les colonels Kinkelín, Juan Bautista Molina, Alvaro Alsogaray et le lieutenant-colonel Pedro P. Ramírez, doivent se rendre à l'évidence : aucune unité de la capitale fédérale ou de Campo de Mayo n'est fermement engagée dans la conspiration. Parmi les comploteurs, on compte bon nombre d'officiers en retraite ou sans commandement de troupes. Un coup d'Etat strictement militaire n'apparaît guère possible. On prend

40. Carulla (Juan E.), *Al filo de medio siglo*, *op. cit.*, p. 261.

41. Gálvez (Manuel), *Recuerdos de la vida literaria*, II, *En el mundo de los seres ficticios*, Buenos Aires, Hachette, 1956, p. 148.

42. Carulla (Juan E.), *Al filo de medio siglo*, *op. cit.*, p. 262.

donc contact avec les partis politiques honnis, mais sans transiger sur les principes. Le général Justo peut cependant se réjouir.

Un sénateur conservateur, converti au nationalisme et ami d'Uriburu, va servir de pont entre les conjurés et les partis. Plusieurs entrevues ont lieu entre Uriburu et des représentants des partis conservateur et socialiste indépendant. Uriburu se rend compte très vite que ceux-ci s'opposent résolument à toute « révision du régime constitutionnel »[43]. Sans renoncer à ses projets, Uriburu prolonge les discussions et donne des assurances évasives. Les partis d'opposition acceptent néanmoins d'appuyer le coup d'Etat et de participer à sa mise en œuvre. Les événements vont désormais se précipiter.

Techniques du coup d'Etat

Une campagne politique virulente s'engage. Le 9 août, quarante-quatre députés et sénateurs conservateurs et socialistes indépendants lancent un manifeste dénonçant la crise institutionnelle et les actes illégaux du gouvernement, annonçant « des actions d'opposition extra-parlementaire » et prévoyant un front national pour doter « la République d'un gouvernement constitutionnel et démocratique »[44]. Les quarante-quatre signataires organisent une série de réunions publiques : trois meetings ont lieu au mois d'août. Le dernier, qui se tient le 4 septembre, en appelle à « l'opinion publique et cultivée » pour le respect de la loi et de la Constitution.

Les nationalistes ne sont pas en reste pour autant. Le 25 août, un député conservateur et de jeunes intellectuels fondent la Légion de mai qui proclame « la patrie en danger » et appelle le peuple argentin à chasser les mauvais gouvernants. Le 29 août, Manuel Carlés, dont le verbe enflammé ne pouvait manquer en la circonstance, déclare à l'adresse d'Yrigoyen : « Démissionnez donc, ayez autant de courage et de sens de l'honneur que Rivadavia »[45].

Le 30 août, l'exposition annuelle de la Société rurale ouvre ses portes. Le ministre de l'Agriculture, Juan B. Fleitas, est invité à inaugurer cette importante manifestation de l'aristocratie des *estancieros*, à laquelle, d'habitude, assiste le président de la République en personne. Par suite d'un concert de sifflets orchestré par les jeunesses des ligues, la cérémonie est annulée.

Les 4 et 5 septembre, des manifestations d'étudiants exigeant la démission immédiate du président entraînent des heurts très violents avec

43. Beresford Crawkes (J.), *533 dias de historia argentina : 6 de septiembre 1930 — 20 de febrero 1932*, Buenos Aires, Mercatali, 1932, p. 127.

44. *La Nación*, 10 août 1930.

45. *Crítica*, 31 août 1930.

la police. Yrigoyen, malade, délègue ses pouvoirs, le 5 septembre, au vice-président, le Dr Martínez. Celui-ci décrète l'Etat de siège à Buenos Aires.

Les derniers préparatifs ont lieu pour donner le coup de grâce au régime chancelant. Uriburu a fait rédiger une proclamation « révolutionnaire » par le poète Lugones, prophète du coup d'Etat militaire, qui fut l'un des premiers à offrir ses services au chef de la conspiration. Le colonel Sarobe en a connaissance, le 5 septembre. Le texte lui semble acceptable puisqu'il prévoit que le gouvernement *de facto*, dont le caractère provisoire est nettement reconnu, s'engage à respecter les libertés fondamentales. Mais une « petite phrase » arrête l'attention du colonel démocrate. Il y est question d'« envisager les réformes constitutionnelles nécessaires ». Justo, consulté, refuse cette version du texte. Un autre manifeste est proposé à Uriburu par Sarobe. Il n'y est plus question de révision de la Constitution mais de respect de celle-ci et de « retour à la normalité ».

Le soir du 5 septembre, le lieutenant-colonel Bartolomé Descalzo, bras droit du général Justo, rencontre Uriburu pour mettre au point le rôle des hommes politiques civils dans le soulèvement prévu pour le lendemain. Uriburu admet que ceux-ci se présentent en groupes dans les garnisons afin de convaincre les officiers de se joindre au mouvement. Nous voici revenus au schéma de 1890 : les civils vont soulever les militaires. Mais, et c'est un fait nouveau, Uriburu ne partage la direction avec aucun homme politique civil. Néanmoins, le général Justo semble parvenu à ses fins. Le journal *Crítica* ne réclamait-il pas en juillet, comparant Yrigoyen à Juárez Celmán, un nouveau 1890, et non un coup d'Etat militaire [46] ?

Au matin du 6 septembre, Campo de Mayo refuse de bouger. Le général Alvarez, commandant de la place, est légaliste. Une cinquantaine de civils se présentent aux portes de la garnison, parmi lesquels des députés conservateurs et les dirigeants du Parti socialiste indépendant. Ils sont refoulés ou mis aux arrêts [47]. Seul un escadron de cavalerie s'échappe subrepticement pour marcher sur Buenos Aires. Dans la capitale fédérale, les forces de la 1re division répondent aux ordres du gouvernement. La police en fait de même. La marine observe. On pourra toujours prétendre a posteriori que des « effectifs considérables » attendaient qu'on veuille bien les utiliser, ou que toutes les unités engagées ne participèrent pas aux opérations révolutionnaires parce que la nécessité ne s'en fit pas sentir [48]. Une demi-douzaine de commandants de troupe

46. « Predominan hoy las mismas circunstancias que en julio del año 90 », *Crítica*, 26 juillet 1930.

47. Comme le rapporte, trente-cinq ans plus tard, le général Eduardo Avalos, alors jeune officier chargé de la garde à Campo de Mayo. Cf. Interview, *Primera plana*, 29 juin 1965.

48. La version « officielle » de l'armée de terre met l'accent sur l'unanimité « révolutionnaire » des forces armées. Voir Rottjer (lieutenant-colonel Enrique), « La revolución del 6 de sep-

firent publiquement savoir, après les événements, qu'ils étaient de tout cœur avec les vainqueurs. Mais chacun sait que la victoire a de nombreux pères et que les habiles ne manquent jamais pour voler à son secours. Cependant, cet attentisme en dit long sur la popularité du mouvement, la loyauté des officiers ou les chances supposées de réussite du putsch d'Uriburu.

Il s'avéra donc, au matin du jour J, que le plan du soulèvement militaire était inapplicable faute de combattants. Restait à tenter l'aventure avec le seul Collège militaire, porte-drapeau de l'armée et avec le secours des civils.

Le colonel Reynolds, directeur du Collège militaire, n'a été mis au courant de la conspiration que la veille. « Révolutionnaire » de 1905, ses sympathies radicales sont connues. On se méfie de lui. Reynolds admire Yrigoyen, mais il admet qu'il faut le renverser parce qu'il est malade et prisonnier de ses partisans [49]. Il accepte donc d'entrer dans la conspiration. C'est un de ses amis, un civil, Julio Figueroa, qui l'a convaincu. Le colonel Reynolds, qui a remarqué une certaine effervescence chez ses cadets, engage le Collège militaire sans consulter le personnel. Lorsqu'il réunit, après coup, les officiers les plus haut gradés, un commandant et sept capitaines refusent d'adhérer au mouvement. Ils objectent que la délégation du pouvoir au vice-président et une réorganisation du cabinet apporteront une solution raisonnable aux maux du pays dont, selon les conspirateurs eux-mêmes, le président Yrigoyen est la seule cause. Il serait inutile de tenter une aventure dangereuse pour la nation et surtout pour l'armée, dans le seul but de renverser un homme qui ne gouverne déjà plus.

Au contraire, les lieutenants acceptent avec enthousiasme de participer au coup d'Etat. Bon nombre de ces jeunes officiers ne s'arrêteront pas à ce coup d'essai. Prenant goût à l'activisme, ils lieront leur nom à la chronique turbulente du pouvoir militaire. Nous les retrouverons donc. Ils s'appellent Juan José Valle, Hector Ladvocat, Darío Saráchaga, José María Sosa Molina, Arturo Ossorio Arana, Julio A. Lagos, Francisco Imaz. Certains ne sont que sous-lieutenants. Chez les cadets, la soif d'action, le goût de l'aventure et l'exemple de leurs camarades civils rendent compte d'une adhésion massive et sans faille : les cadets, dont les pères se trouvent dans le camp gouvernemental, refusent de sortir des rangs. C'est le cas notamment du jeune Federico Toranzo Montero, fils d'un général yrigoyéniste.

Le général Uriburu fait distribuer (contre reçu) environ 500 armes à

tiembre desde el punto de vista militar », *Revista militar*, octobre 1930, p. 575-592, et particulièrement p. 579.

49. Reynolds (général Francisco), *La revolución del 6 de septiembre, Acción militar*, Buenos Aires, Ismael Colombo, 1960, p. 27.

de jeunes civils accourus au Collège militaire, et il prend la tête de sa « marche sur Buenos Aires ».

Ses effectifs se montent à 600 cadets et officiers du Collège militaire auxquels se joint un détachement de l'Ecole des transmissions d'El Palomar, soulevé par le lieutenant-colonel Pedro Rocco, qui compte 800 hommes de troupe. On peut évidemment ajouter les civils plus ou moins armés et disciplinés, dont le nombre grossit à mesure que les insurgés approchent de la capitale fédérale.

Le colonel Reynolds évoque, trente ans plus tard, non sans un frisson rétrospectif, le « grave délit rigoureusement puni par le code de justice militaire » dont se rendaient coupables Uriburu et lui-même en soulevant une unité contre le gouvernement constitutionnel[50]. Plus que la peine de mort, qui aurait pu sanctionner l'échec du putsch, c'est le sentiment de commettre une transgression, presque un sacrilège, qui étreint les conspirateurs militaires.

Leur angoisse fut de courte durée. Tandis que quelques avions échappés de la base d'El Palomar et volant à basse altitude inondaient le centre de Buenos Aires de tracts appelant les portègnes à collaborer avec les insurgés, aucune résistance ne ralentit la progression de la petite troupe rebelle, à l'exception d'une brève fusillade sur la place du Congrès, qui fit deux morts parmi les cadets et quelques blessés chez les civils. Encore faut-il signaler que ces pertes furent dues bien plus à l'incapacité militaire des chefs du mouvement, qui ne prirent même pas la précaution de faire encercler le Parlement, qu'à la décision ou à la combativité des partisans d'Yrigoyen. En fait, comme le remarque le capitaine Perón, observateur et participant, le succès du mouvement tient du miracle[51] ou, plutôt, il est dû à l'apathie et à la désintégration gouvernementale que vient renforcer l'indifférence populaire.

Yrigoyen, malade, est rapidement conduit à La Plata où il signe sa démission, tandis que sous la menace de bombarder l'Arsenal et le Département de police, fidèles au gouvernement, les insurgés, « encore incertains de leur succès lorsqu'ils pénètrent à la Maison Rose »[52], obtiennent la démission du Dr Martínez. Ce bluff historique réussi, Uriburu se proclame président et instaure l'Etat de siège sur tout le territoire. Il dissout le Congrès, destitue tous les gouverneurs, à l'exception de deux (San Luis, Entre Ríos) qui appartenaient à l'opposition. Puis il constitue son gouvernement.

50. *Ibid.*, p. 36.

51. Perón (capitaine Juan), « Lo que yo vi de la preparación y realización de la revolución del 6 de septiembre 1930 », art. cité, p. 310.

52. D'après le témoignage du ministre J.B. Abalos, *Revista de historia*, 1er trimestre 1958, p. 97.

La restauration

Uriburu offre la vice-présidence au général Justo qui durant la « promenade militaire » a joué les figurants. Mais l'ancien ministre d'Alvear refuse même d'être ministre. Le cabinet d'Uriburu est, par ailleurs, entièrement formé de *clubmen* distingués, ses amis, notables conservateurs, ministres ou hauts fonctionnaires de l'« ancien régime » : des hommes de soixante ans pour la plupart. La pesanteur sociologique de l'entourage du général ramène au pouvoir, malgré l'apparente hostilité de celui-ci pour les « politiciens », les collaborateurs de Roque Sáenz Peña (1910-1914), quand ce ne sont pas ceux de José Evaristo Uriburu (1895-1898), l'oncle du président provisoire.

Le ministre des Affaires étrangères, Ernesto Bosch (67 ans), a déjà occupé ce poste en 1910. Le ministre des Finances, Enrique S. Pérez (67 ans), a détenu le même portefeuille en 1912. Le sous-secrétaire à la Justice et à l'Instruction publique de 1895 et 1898, Octavio S. Pico, est nommé ministre des Travaux publics. Le vice-président, Enrique Santamarina (57 ans), dirigeant du parti conservateur, a été président de la Banque de la province de Buenos Aires avant l'arrivée d'Yrigoyen au pouvoir. Ernesto E. Padilla (57 ans), nommé ministre de la Justice et de l'Instruction publique a été gouverneur de Tucumán de 1913 à 1917. Le ministre de l'Agriculture, Horacio Beccar Varela (55 ans), a été haut fonctionnaire de la province de Buenos Aires et du gouvernement fédéral, avant 1916. Seuls les ministres militaires, le général Francisco Medina et l'amiral Abel Renard, n'ont jamais occupé de charges politiques.

Ce retour des « ci-devant » de l'ancien régime ne semble guère correspondre au renouveau politique ni au gouvernement musclé et dynamique que les jeunes nationalistes de *Nueva República* appelaient de leurs vœux. L'un deux dira sans indulgence quelques années plus tard : « Au lieu d'une équipe jeune et active, capable de réaliser un programme révolutionnaire, Uriburu exhuma un groupe de valétudinaires qui paraissaient avoir été conservés dans la naphtaline durant trois lustres »[53].

Les membres du cabinet sont pour la plupart des hommes d'affaires prospères et des grands propriétaires. La Société rurale, en particulier, est fortement représentée. Le ministre des Affaires étrangères (Ernesto Bosch) en a été président (1921). Enrique Pérez, ministre des Finances, est membre de son comité directeur. L'économie est entre de bonnes mains.

Tout n'est pas résolu pourtant, et les modalités de conservation du pouvoir par les élites traditionnelles restaurées divisent les nouveaux maîtres de l'Argentine. Un homme, au moins, au sein du cabinet, par-

53. Palacio (Ernesto), *Historia de la Argentina*, Buenos Aires, Alpe, 1954, p. 623.

Tableau 2. La Société rurale et le Jockey Club dans le gouvernement provisoire (1930)

	Président	*Vice-président*	*Intérieur*	*Affaires étrangères*	*Agri-culture*	*Finances*	*Instruction publique**	*Travaux publics*	*Guerre*	*Marine*
Jockey Club....	+	+	+	+	+	+	0	+	0	0
Société rurale...	0	+	0	+	+	+	0	0	0	0

Sources : Sociedad rural, *Lista de socios ;* Jockey Club, *Anuario de socios.*
* Padilla, industriel du sucre et ministre de l'Instruction publique est un notable de Tucumán, résidant dans sa province.

tage les vues antilibérales des jeunes nationalistes : Matías Sánchez Sorondo (50 ans), ancien conservateur devenu ligueur, qui occupe le portefeuille éminemment politique de ministre de l'Intérieur, souhaite une révision constitutionnelle pour éliminer à jamais le spectre de la démagogie plébéienne.

Quel rôle exact a joué l'armée dans le coup d'Etat et quelle est son attitude face au gouvernement provisoire ? A ces deux questions liées, on peut apporter une réponse unique. Il apparaît indéniable que le coup d'Etat du 6 septembre n'a pas été une intervention militaire institutionnelle. Un général de réserve entouré de notables politiques est parvenu à entraîner contre le gouvernement quelques maigres unités. Des civils ont complété le dispositif opérationnel des insurgés.

De leur côté, les forces loyales ont attendu en vain les ordres du gouvernement. Tandis que la marine restait passive, les chefs des garnisons extra-métropolitaines refusaient de violer la discipline et d'appuyer la conspiration [54]. Aussitôt assuré du pouvoir, Uriburu fait télégraphier aux commandants des régions militaires pour les mettre au fait de la nouvelle situation et leur demander de se rallier à lui. Dans l'ensemble, les réponses ne sont guère enthousiastes. Si le général Anibal J. Vernengo, commandant de la 3e division, répond immédiatement au message du général Medina en « reconnaissant » le nouveau gouvernement, le général Pertiné (4e division) demande un jour de réflexion avant de se plier au pouvoir *de facto*. Le général Vacarezza (5e division) se met sans chaleur aux ordres des nouvelles autorités [55]. De nombreux généraux, et non des moindres, restent fidèles au gouvernement constitutionnel et sont mis aux arrêts. Parmi eux, les généraux Baldrich, Mosconi et Toranzo, inspecteur de l'armée de terre. Aussi n'est-il pas étonnant que l'ordre du jour numéro un de l'armée signé par le général Justo, commandant en

54. La position ambiguë de la marine de guerre est illustrée par une lettre publiée dans *La Nación* du 10 septembre, signée par le capitaine de vaisseau Andrés Laprade. Celui-ci reconnaît avoir arrêté, sur ordre du gouvernement légitime, l'amiral Renard qui complotait, mais il n'a pas fait donner ses troupes contre les mutins ni participé au mouvement séditieux.

55. Télégrammes reproduits dans Rottjer (lieutenant-colonel Enrique), art. cité, p. 578.

chef, stipule qu'après le « changement de cap » donné « par le peuple et l'armée », le « retour à la normalité » impose aux institutions militaires de revenir à leurs activités professionnelles courantes.

Un bataillon aurait sans doute suffi pour mettre en déroute quelques centaines de cadets imberbes et de civils mal armés. Le capitaine Perón, qui affirme quant à lui que « seul un miracle a pu sauver la révolution », précise : « Ce miracle, ce fut le peuple de Buenos Aires qui le réalisa, sous la forme d'une véritable avalanche humaine qui envahit les rues au cri de : " Vive la révolution ! " »[56]. Matías Sánchez Sorondo, nouveau ministre de l'Intérieur, nous a laissé un tableau encore plus idyllique de la « promenade militaire » du 6 septembre : « La ville entière, vingt-huit ans plus tard, a accompagné les cadets du Collège militaire et de l'Ecole des transmissions, de San Martín à la Place de Mai, entre des files compactes d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants qui applaudissaient, jetaient des fleurs sur leur passage, se joignaient à la colonne révolutionnaire, rompant la discipline militaire au point de convertir la troupe en une véritable marée humaine ... »[57]. En revanche, de nombreux commentateurs et historiens affirment, sur la base d'autres témoignages et des manifestations ultérieures de l'opinion publique, que la « révolution de 1930 fut dépourvue de tout appui populaire »[58].

Il est vrai que le sens du mot « peuple » varie considérablement selon les préférences idéologiques des auteurs. Mais le témoignage des documents photographiques éclaire quelque peu la question[59] de l'appartenance sociale des « révolutionnaires » ou des manifestants civils. Par exemple, la foule, qui participe, le 6 septembre, à la mise à sac des journaux yrigoyénistes *La Calle* et *La Epoca,* est composée principalement de jeunes gens en complet veston, chemise blanche, cravate et chapeau. On peut se risquer à affirmer que ces révolutionnaires appartiennent à la jeunesse dorée de Buenos Aires. La présence de certains d'entre eux déguisés en « squadrista » mussolinien — chemise noire et bonnet rond — ne démentira pas cette impression d'ensemble. Les électeurs d'Yrigoyen — la *chusma*, la plèbe, non le peuple, selon la terminologie de l'élite traditionnelle — sont absents. Les « classes populaires » ont pu par curiosité regarder le défilé insolite des insurgés, elles sont restées à l'écart.

Manuel Gálvez, ardent partisan d'un mouvement révolutionnaire

56. Perón (capitaine Juan), art. cité, p. 310.

57. Sánchez Sorondo (Matias), « El 6 de septiembre de 1930 », *Revista de historia*, 3, 1958, p. 101.

58. Hernández Arregui (J.J.), *La formación de la conciencia nacional, 1930-1960*, Buenos Aires, Hachea, 1960, p. 134. Voir également Luna (Felix), *Yrigoyen*, Buenos Aires, Desarrollo, 1964, p. 368-380.

59. *La Nación*, 7 et 8 septembre 1930.

purificateur et d'une régénération de l'Argentine par le fascisme[60], confirme cette appréciation. C'est le « peuple » des beaux quartiers qui a fait la révolution aux côtés du baron de Salta :

> « La masse révolutionnaire, si tant est qu'on puisse donner ce nom à une multitude de petits groupes bien souvent sans organisation ni contacts les uns avec les autres, est formée de jeunes gens de familles distinguées dont un bon nombre ont subi l'influence des idées fascistes. Dans chaque foyer, il y a un ou deux révolutionnaires, parfois de 17 ans ou moins encore. Tandis que le père reste dans l'expectative, les garçons se lancent à l'aventure ... leur haine pour (le gouvernement d'Yrigoyen) est une haine de classe, même s'ils ne s'en rendent pas compte. Ils ne désirent pas sa chute par intérêt personnel mais par patriotisme, par " décence ". Ils sont convaincus que les radicaux, et Yrigoyen le premier, sont des voleurs et qu'ils ne se baignent jamais. Ces jeunes gens ne pensent pas à des postes ou à d'autres avantages pour leurs parents ou pour eux. Ils sont sincères, nobles et exaltés. Beaucoup d'entre eux ont abandonné les boîtes de nuit et les cocktails pour se faire révolutionnaires. Ils ne sont plus sceptiques ni frivoles. Désormais, ils vivent dans l'ardeur d'une tâche exaltante et veulent lutter pour la patrie ... C'est donc une révolution de classe qui se prépare. Le peuple souhaite la chute du gouvernement mais il n'intervient pas. L'activité se réduit aux clubs aristocratiques, aux cercles militaires et aux appartements du *barrio norte* où vit la société distinguée »[61].

Cinq ans plus tard, le président du Círculo de armas, Julio A. Roca, commémorant dans un discours le centenaire de ce club très fermé, déclare : « C'est d'ici que sont partis aux premières lueurs de l'aube, prêts à risquer leur vie, les jeunes patriciens vaincus au Parque (1890) et ceux, victorieux derrière leur chef, de l'historique journée de septembre »[62].

Si l'exaltation des civils ne fait pas de doute, les sentiments des militaires putschistes sont très mêlés et prudents. A l'exception de ceux qu'a touchés la « grâce nationaliste », qui ont conscience d'avoir sauvé le pays et espèrent le transformer à la lumière de certaines expériences autoritaires européennes, les officiers activistes semblent parfois effrayés de leur audace. Ils ressentent péniblement ce premier accroc à l'apolitisme, cette première rupture avec leur formation professionnelle. L'un d'eux, « révolutionnaire » pourtant, manifeste publiquement l'impression désagréable qu'il ressentit en voyant les troupes révoltées avancer sur Buenos Aires, « si grande est la rigidité des conceptions qui dirigent l'armée et si forte la doctrine selon laquelle elle doit se tenir à l'écart de

60. Sur l'idéologie « nationaliste » de Gálvez voir Rouquié (Alain), « Manuel Gálvez, écrivain politique. Contribution à l'étude du nationalisme argentin », *Cahiers des Amériques latines*, 3-4, 1970, p. 93-110.

61. Gálvez (Manuel), *Vida de Hipólito Yrigoyen el hombre del misterio*, Buenos Aires, Kraft, 1939, p. 431.

62. Roca (Julio A.), *El Circulo de armas en el cincuentenario de su fundación, 1885-1935*, Buenos Aires, s.e., 1935, p. 15.

toutes les questions politiques »[63]. Pour la majorité des militaires, le *cuartelazo* d'Uriburu, qui emprunte le schéma le plus classique du 19e siècle, marque une régression dans le développement de l'armée professionnelle moderne. Les plus lucides souhaitent que « jamais plus la situation du pays n'oblige l'armée à renouveler de semblables actions car elles portent atteinte aux intérêts supérieurs de la nation »[64]. Mais le dernier pronunciamiento du 19e siècle argentin est aussi le premier coup d'Etat de l'ère militaire.

On peut se demander néanmoins pourquoi les conjurés ont renversé Yrigoyen moins de deux ans après son arrivée au pouvoir, et pour quelles raisons les radicaux ne se sont pas défendus. Comment la chiquenaude assénée en septembre 1930 par une petite troupe mal organisée a-t-elle suffi à mettre provisoirement un terme au régime démocratique représentatif et au gouvernement du parti populaire ?

Un gouvernement incertain et divisé

La victoire d'Uriburu n'aurait sans doute pas été d'une aussi dérisoire facilité si le régime radical n'avait été profondément miné et partant incapable de réagir aux dangers. En dépit des campagnes de la presse, des parlementaires d'opposition et des ligues, le climat ne semblait guère propice à un coup d'Etat « militaire » dans une nation libérale et policée comme l'Argentine du 20e siècle. Cecil Jane n'est pas le seul à penser, en 1930, qu'une révolution est aussi improbable à Buenos Aires qu'à Londres. La très influente publication locale, *The review of the River Plate,* écrivait le 5 septembre 1930 : « Consciemment ou inconsciemment, on a fini par tenir pour un postulat que, quoi qu'il arrive au Pérou, au Brésil, au Chili, au Paraguay ou en Bolivie, l'Argentine a atteint une étape de son histoire où le recours à la violence politique est impensable, *unthinkable* ». Qu'est-il donc advenu au sein même du pouvoir, qui a précipité l'effondrement presque spontané d'un parti et d'un homme massivement « plébiscité » deux ans plus tôt ? Comment la décomposition du régime a-t-elle rendu possible l'impensable ?

Nous avons signalé déjà que la deuxième présidence d'un Yrigoyen âgé de 76 ans s'ouvrait sous de sombres auspices. Le Peludo, de plus en plus secret et insondable, vit coupé du monde. Certains, à en juger par le mystère qui l'entoure, le diront même séquestré par une camarilla de fidèles. Son gouvernement ne sort de l'apathie que par accès : il se caractérise autant pas son inactivité confiante que par des sursauts d'autorité sourcilleuse. Caricature de la « religion civique » que prétend incarner le radicalisme, la « cause » semble bien souvent une mystique

63. Rottjer (lieutenant-colonel Enrique), art. cité, *La Nación*, 2 novembre 1930.
64. *Ibid.*

sans politique. Que fait le président ? On lui reproche de n'expédier même pas les affaires courantes, et il est avare de sa signature. Le blocage des promotions militaires n'est pas un fait isolé. De nombreux postes administratifs et diplomatiques restent à pourvoir. En 1930, l'Argentine n'a pas de représentant à Washington, ni à la SDN, ni au BIT. Politique délibérée d'indépendance et de neutralité ou incurie administrative ? Le Sphynx se tait. L'opposition s'écrie que l'Argentine va à la dérive. Alvear déclare, le 6 septembre, tirant la leçon du coup d'Etat : « Gouverner n'est pas chanter ».

Mais il y a plus grave. Autour du lion vieillissant s'agitent les héritiers présomptifs. Leur servilité intéressée n'a d'égale que leurs appétits de pouvoir. La succession d'Yrigoyen est ouverte. La querelle des prétendants occupe le devânt de la scène et gaspille les énergies du gouvernement. Selon un témoin des événements du 6 septembre, « au matin du coup d'Etat, la lutte entre les héritiers était si passionnée que personne ne pensa à prendre les mesures qui s'imposaient ... »[65].

Ces *genuflexos*, comme l'opposition les appellent, sacrifient au culte de la personnalité pour mieux endormir la méfiance du caudillo et s'entendre derrière son dos, au besoin contre lui. Le journal *Epoca*, dans son éditorial du 2 juillet 1930, dépeint ainsi le président : « Grand, fort, aimable, communicatif, serein, ferme, un regard d'aigle, des manières dignes et douces de grand seigneur. La silhouette est bien plantée, tranquille, comme pour entrer d'un pas assuré dans l'histoire ... La parole est facile, châtiée, persuasive, caressante. Il séduit, subjugue, fascine ... ».

Les flatteurs les plus haut placés et les plus proches de la présidence rassurent Yrigoyen, dissimulent la réalité. Sous l'incapacité de politiciens ambitieux perce la trahison. Les milieux radicaux le savent mais, par solidarité, gardent le silence. Il est presque certain que le vice-président Martínez avait pris contact avec Uriburu qui lui aurait adroitement offert la présidence contre sa complicité. Marché de dupes. Le fidèle Elpidio González, ministre de l'Intérieur, qui ne brilla jamais par l'habileté, s'est laissé entraîner dans cette conjuration de palais, par hostilité envers le ministre de la Guerre (car il se souvient de 1919), par faiblesse sans doute et aveuglement politique.

Yrigoyen cependant reste invisible. Il ne reçoit personne. L'information lui arrive filtrée par ses collaborateurs félons. Pourtant le général Dellepiane, qui, par ses services de renseignement, connaît tous les détails de la conspiration, tente de le convaincre de réagir. Econduit par le président, le ministre de la Guerre démissionne avec éclat, le 2 septembre 1930. Rien ne peut plus arrêter l'irrésistible chute d'Yrigoyen. Dans

65. Goldstraj (Manuel), *Años y errores. Un cuarto de siglo de política argentina*, Buenos Aires, Sophos, 1957, p. 87.

une lettre de démission qui fait grand bruit, Dellepiane écrit : « J'ai vu et je vois dans l'entourage de Votre Excellence peu d'hommes loyaux et beaucoup d'intérêts. Il faudrait nommer un tribunal pour enquêter sur la vie et les ressources de certains hommes qui s'opposent à Votre Excellence et sur d'autres qui jouissent de votre confiance ». Le général Dellepiane, tout en mettant le président en garde contre son entourage, l'adjure de se pencher « sur la part de vérité qu'on peut déceler dans la protestation courroucée qui apparaît sur toutes les lèvres et palpite dans tous les cœurs ». Mais Yrigoyen préfère à une réalité inquiétante la version en rose que lui peint le vice-président.

Irrégularités, corruption

Lorsqu'on veut noyer son chien, on l'accuse de rage. Pas de coup d'Etat digne de ce nom sans dénonciation de la corruption effreinée des milieux gouvernementaux. Le gouvernement d'Yrigoyen était-il plus malhonnête que celui de ses prédécesseurs ou de ses successeurs ? Les radicaux étaient-ils plus portés aux malversations, possédaient-ils une fibre morale moins exigeante que les conservateurs ? Il ne semble pas que les représentants du parti populaire aient été plus avides de s'enrichir grâce au pouvoir que les notables de l'oligarchie. Aucun gros scandale ne leur est imputé. C'est moins la concussion que l'« irrégularité » budgétaire, ou plutôt l'absence de rigueur dans la gestion du Trésor, que leurs adversaires reprochent aux radicaux. En fait, il ne s'agit pas à proprement parler de critiques morales. Un essayiste ne parle-t-il pas de « politique de la sportule »[66], tandis qu'Uriburu dénonce « les forces de l'orgie » radicale ?

On reproche aux radicaux les dépenses excessives de l'Etat. Laisser-aller budgétaire et clientélisme politique sont les deux angles d'attaque. Benjamín Villafañe, sénateur de Jujuy et grand pourfendeur de radicaux, évoque des distributions incongrues d'emplois publics qui récompensent des « services » politiques : un repris de justice, gracié par Yrigoyen, aurait touché une solde d'aumônier militaire, tandis que, ô puissance de l'Etat ! un jeune homme aurait été nommé nourrice de l'orphelinat de Belgrano[67]. Et que dire des 1 400 emplois de douane hors budget sinon qu'il y en a toujours eu et que même dans l'armée des officiers « extra-budgétaires » n'étaient pas rares avant Yrigoyen ! Accusations politiques, donc : la « démagogie radicale » néglige les Argentins distingués au bénéfice du bas peuple. L'équilibre budgétaire, la rigueur financière n'ont jamais été le point fort du parti populaire dont la fonction

66. Ayarragaray (Lucas), « Crisis política argentina », *La Nación*, 17 septembre 1930.

67. Villafañe (B.), *El general Uriburu y la revolución de septiembre*, Buenos Aires, s.e., 1947, p. 43.

semble être de redistribuer les richesses du pays à travers la puissance publique.

Mais le radicalisme découvre aussi, sous cette deuxième présidence, un visage nouveau et peu aimable. Les paladins de la démocratie et du suffrage universel font, çà et là, bon marché de leurs principes. Le parti majoritaire se montre parfois aussi autoritaire que les conservateurs. Dans certaines provinces, la violence du pouvoir renaît. Des rumeurs de pratiques frauduleuses, lors des élections de San Juan et de Mendoza, n'ont pas été démenties. Le socialiste Nicolás Repetto, pour qui conservateurs et radicaux représentent les deux faces d'une même « politique créole » de pouvoir personnel sans principes ni doctrine, a beau jeu de s'indigner :

> « Le champion de la liberté du suffrage, écrit-il, qui, pour défendre les institutions libres, avait fait appel plusieurs fois à l'insurrection et à l'abstention politique, couronna sa carrière, en 1930, en laissant appliquer par ses partisans, à San Juan, Mendoza et Córdoba, les pires méthodes de la fraude empruntées au vieil arsenal de l'oligarchie : séquestration de cartes d'électeurs, persécution des opposants, manipulation des listes électorales ... intervention de la police et de la troupe pour intimider les électeurs »[68].

Le radicalisme contesté par une partie du corps électoral et refusant le jeu constitutionnel qui lui est défavorable a même recours à la violence pure et simple, notamment dans les provinces les plus traditionnellement agitées. Le gouverneur antiyrigoyéniste de Mendoza, Carlos W. Lencinas, est assassiné par un militant radical. A San Juan où le leader de l'opposition, Aldo Cantoni, est gardé en prison, un de ses lieutenants, l'avocat Manuel I. Castellanos est tué en plein jour dans sa propre maison. Cette dégradation des mœurs politiques marque un retour à la *política brava* d'avant 1916, que le gouvernement fédéral ne répudie que du bout des lèvres.

Comment expliquer ce retour à la « barbarie politique » tant de fois condamnée par les radicaux ? Sans doute ces excès locaux sont-ils imputables à l'absence d'un contrepoids politique efficace à l'échelon national. Face à des oppositions éparses, à des notables provinciaux sans organisation ni structures comparables à l'UCR, la tentation est grande pour le parti dominant de s'ériger en parti unique ou, du moins, de rendre permanent un système de domination majoritaire. Mais le recours aux méthodes de l'ancien régime marque surtout l'affaiblissement de l'autorité centrale sur les sections locales d'un parti où les opportunistes sont de plus en plus nombreux à faire carrière.

Les actions violentes des radicaux sont aussi parfois des réactions

68. Repetto (Nicolas), *Mi paso por la politica. De Uriburu a Perón*, Buenos Aires, Santiago Rueda, 1957, p. 8.

aux attaques sans merci de l'opposition. Ainsi, pour ne pas abandonner la rue aux ligues des nationalistes, des militants de l'UCR forment, avec, dit-on, des policiers en civil et des fonctionnaires du gouvernement, une légion radicale dont les commandos, non seulement manifestent çà et là leur attachement au régime, mais s'en prennent aussi directement à certains hauts lieux de l'oligarchie (Jockey Club, Círculo de armas). Les détachements de ce « Klan radical », armés de gourdins et circulant en camion dans le style « squadrista » pour être plus voyants, ne sont guère efficaces. Le 6 septembre, ils s'évaporent. Mais leur existence rend compte du climat pré-révolutionnaire et situe le terrain des débats politiques.

Cependant, cette résurrection du folklore « civique » traditionnel, où le vote des armes remplace l'arme du vote, ne doit pas dissimuler les réalités d'une politique gouvernementale qui pour être velléitaire n'a pas moins une trajectoire précise.

Une politique nationaliste et populaire

Le sentiment qu'ils ont usurpé un rôle dirigeant qui lui revient « naturellement », et surtout la conviction bien ancrée qu'un « gouvernement d'opinion » est par essence trop faible face aux « classes populaires », expliquent l'hostilité inexpiable de l'élite établie envers les radicaux. Toute la théorique oppositionnelle sur la démagogie yrigoyéniste et les radicaux « flattant la plèbe » traduit ce sentiment. Les grèves et les mouvements sociaux de 1919-1920 ont confirmé les craintes des possédants. Mais ils ont aussi ébranlé la confiance de nombreux démocrates amis de l'ordre, notamment dans l'armée.

Le général Perón, évoquant en 1970[69] sa participation au coup d'Etat d'Uriburu, rappelle qu'en 1916 il avait voté pour Yrigoyen et que la chute de ce dernier, en 1930, « avait été préparée par la semaine tragique de 1919 ». Le rapprochement de ces deux faits aussi bien que la confusion chronologique nous semblent plein de signification. En 1928, les possédants et les partisans du *statu quo* social ont de plus solides raisons qu'en 1919 de craindre les faiblesses d'un gouvernement soucieux de l'opinion populaire.

En effet, la psychose de la révolution d'Octobre a engendré sur les bords du Río de la Plata, en 1919-1920, une panique peu fondée, doublée d'un antibolchevisme sans communistes[70]. Or, la deuxième présidence coïncide avec l'organisation, en Amérique latine, du syndicalisme « de classe » et des mouvements d'extrême-gauche affiliés à la III[e] Internationale. En mai 1929, a lieu, à Montevideo, le congrès constitutif de

69. Perón (Juan), « La memorias de.. (1895-1945) », *Panorama*, 14 avril 1970, p. 23.

70. C'est en mars 1919 que le minuscule Parti socialiste internationaliste demande son affiliation à la III[e] Internationale.

la confédération syndicale latino-américaine (CSLA), branche régionale de l'Internationale syndicale rouge. En juin de la même année, la première conférence communiste latino-américaine se réunit à Buenos Aires. Le Parti communiste argentin légal n'obtient que 2,24 % des suffrages dans la capitale fédérale et 0,80 % dans l'ensemble du pays, lors de sa meilleure élection, en 1926. Mais le « péril rouge » effraie d'autant plus les groupes dominants qu'à partir de la fin de 1929 le climat social se dégrade. Le chômage sévit. Et la situation de l'emploi n'est peut-être pas étrangère à la recrudescence du banditisme que symbolise la « bande à Bonnot », portègne des gangsters anarchistes, Di Giovanni et Scarfó.

En outre, si l'élite établie et l'ensemble des forces conservatrices souhaitent ardemment la chute d'Yrigoyen, ce n'est pas seulement en raison de l'inaction, voire de l'aboulie, de son gouvernement. L'opposition s'en prend aussi à la politique concrète et bien réelle de l'administration radicale. On dénonce les abus pour mettre un terme aux réalisations. Car le bilan de la deuxième présidence est loin d'être nul.

Ce second mandat d'Yrigoyen est en effet placé sous le signe des réformes sociales. Dans son message au Congrès du 24 mai 1929 [71], le président radical critique l'insuffisance de la politique sociale de son prédécesseur et déclare : « La législation nationale est inférieure aux exigences sociales de notre époque ». Le gouvernement de l'UCR augmente la part du budget destiné aux équipements sociaux. Il est fait un effort tout particulier en faveur de l'instruction publique négligée sous Alvear. De 1916 à 1922, le nombre des écoles était passé de l'indice 131,9 (100 = 1908) à 162,4 ; il n'est que de 174, en 1925, et de 182, en 1928 ; mais il atteint 190 en 1930 [72]. Pour l'opposition, la réforme de 1918 n'a abouti qu'à l'« anarchie universitaire » [73] ; elle est hostile à la politique éducative du radicalisme et n'apprécie guère ce type de dépenses.

En matière de législation du travail, plusieurs projets de loi sont mis à l'étude. La loi 11 544 (du 29 août 1929) instaure la journée de 8 heures (48 heures hebdomadaires). Elle est vivement attaquée par la droite politique qui n'y voit que l'institutionalisation du « droit à la paresse ». Les industriels considèrent que cette loi « généreuse mais irréaliste », en élevant démesurément les coûts de production [74], conduit les entreprises, qu'aucune barrière ne protège de la concurrence étrangère, à la banqueroute.

Certes, une telle mesure isolée n'a pas eu d'incidence directe sur le

71. Yrigoyen (H.), *Pueblo y gobierno*, 4, *Mensajes*, Buenos Aires, Raigal, 1953, p. 332.

72. Bunge (Alejandro E.), *Una nueva Argentina*, Buenos Aires, Kraft, 1940, p. 452.

73. Selon les propres termes du manifeste « révolutionnaire » du 6 septembre qui justifie le soulèvement par « l'inertie et la corruption administrative, l'absence de justice, l'anarchie universitaire, l'improvisation et le gaspillage en matière économique et financière, le favoritisme ... »

74. Voit « Nota presentada al Excmo señor presidente de la nación por la Sociedad rural, Bolsa de cereales, Confederación argentina de la industria, el Comercio y la producción y la Unión industrial argentina pidiendo medidas para la solución del difícil momento económico que está atravesando el país », *Anales de la Unión industrial argentina*, août 1930, p. 36.

déclenchement du coup de septembre, même si des hommes favorables à l'industrie nationale ont participé au mouvement (Alejandro Bunge, par exemple, B. Villafañe et plusieurs officiers supérieurs). Les motivations des révolutionnaires sont à la fois multiples et globales. Mais l'importance des lois sociales promulguées par Yrigoyen témoigne d'une orientation d'ensemble jugée dangereuse par des chefs d'entreprise et de nombreux possédants : les radicaux yrigoyénistes favorisent la consommation populaire et protègent la production agro-pastorale ; ils ne croient pas à l'industrie nationale.

De même, lorsque, sous les coups de la crise, les salaires réels tombent de 100, en 1929, à 91 en 1930, Yrigoyen décide de baisser autoritairement les loyers et les fermages. Ces mesures ponctuelles sont aussitôt condamnées par les conservateurs comme les manifestations d'une volonté délibérée de corruption sociale. « Flatter les masses, céder devant les syndicats, faire voter de forts salaires minimum ... tout cela n'est que démagogie pure », lit-on dans *La Nación* du 4 septembre 1930 sous la plume d'Alfredo Colmo qui accuse Yrigoyen d'être « esclave des syndicats ». Il est vrai que quelques syndicats, entre autres ceux des cheminots, où la présence radicale est forte, ont apporté leur appui au président, le 5 septembre. Yrigoyen ouvriériste ? La critique fondamentale de l'oligarchie se résume bien ainsi. La crise économique aggrave les appréhensions de l'élite établie et son impatience à reprendre le pouvoir.

Si le président Yrigoyen n'a pas l'esprit industriel, il n'en met pas moins en œuvre une politique économique nationaliste, notamment dans le domaine du commerce international et de l'exploitation minière. Il tente d'instaurer un contrôle étatique dans des secteurs d'activité où, jusque-là, la puissance publique argentine ne s'était guère aventurée.

En 1929, l'Argentine souscrit avec la Grande-Bretagne le pacte d'Abernon, d'après le nom du principal négociateur britannique. Cet accord commercial prévoyait l'octroi de crédits réciproques de plus de 100 millions de pesos. La Grande-Bretagne devait acheter des céréales et de la viande. L'Argentine du matériel ferroviaire. Mais le gouvernement argentin se réservait le monopole des transactions. Cet accord de troc, accepté par la Société rurale et très critiqué par les milieux politiques antiyrigoyénistes, n'entra jamais en vigueur. Ratifié par la seule Chambre des députés, il fut mis sous le boisseau par le gouvernement provisoire de septembre.

Faire assumer à l'Etat de nouvelles responsabilités n'était pas pour plaire aux groupes dominants qui se font d'un libéralisme une religion d'autant plus exigeante qu'ils ne contrôlent pas eux-mêmes l'appareil étatique. Mais ces partisans, sans doute opportunistes, d'un Etat « minimalitaire » ne pouvaient que s'opposer d'une manière encore plus décidée aux tentatives du gouvernement radical visant à nationaliser les ressources minières.

Nous touchons là à l'une des décisions politiques du radicalisme qui a fait couler le plus d'encre. Certains y ayant vu le ressort caché sinon unique du coup d'Etat de 1930. La responsabilité présumée des intérêts pétroliers internationaux dans la chute d'Yrigoyen a été si souvent avancée qu'on ne peut pas éluder cette hypothèse. D'autant qu'il s'agit d'un domaine passionnel où les auteurs, suivant leurs convictions, affirment que de mystérieux intérêts pétroliers ont inspiré ou soutenu le coup d'Etat, ou balaient d'un trait de plume et sans examen une explication relevant à la fois de la théorie conspirative de l'histoire et du monisme.

Mythes et réalités d'un coup d'Etat

POLITIQUE ET PÉTROLE

Indépendamment de l'établissement des faits et du caractère inflammable du nationalisme pétrolier en Amérique latine, dont ce n'est pas ici le lieu d'analyser les racines objectives, l'intervention de la question pétrolière pose de vastes problèmes théoriques. Comment en effet un secteur secondaire de l'économie, la production pétrolière, peut-il avoir une influence décisive sur la vie politique d'une nation exportatrice de viande et de céréales ? En d'autres termes, existe-t-il une relation monocausale entre l'économie et la politique, et le « réductionnisme » proposé par certaines théories peut-il se passer de certaines médiations ? Enfin, l'explication « par le pétrole » implique une certaine conception de la classe dominante à la fois faible et dépendante dont l'hétéronomie resterait à prouver.

Des rumeurs, des « révélations » journalistiques sont à l'origine de cette interprétation. Un ministre français recevant la nouvelle du coup d'Etat aurait dit à l'ambassadeur argentin à Paris, Alvarez de Toledo : « Monsieur l'ambassadeur, votre révolution sent le pétrole »[75]. Le député radical Nestor Aparicio publie, le 10 septembre, dans *El Nacional* de Montevideo, un article intitulé : « La nationalisation du pétrole est l'unique cause de l'insurrection militaire dans son pays ».

Waldo Frank, aux Etats-Unis, reprit cette thèse en la développant[76] : les monopoles internationaux auraient financé le coup d'Etat. Des auteurs dignes d'estime ont fait leur cette accusation qui a trouvé en Argentine un grand nombre de partisans et qui est devenue l'interprétation officielle du parti radical. L'économiste Félix J. Weil, en 1943, présente les intérêts pétroliers étrangers comme « l'accoucheuse de l'insurrection »[77]. Le futur président Arturo Frondizi, dans son monumental

75. Voir Luna (Félix), *op. cit.* p. 383.
76. Frank (Waldo), *América Hispana*, Buenos Aires, Losada, 1950 p. 92.
77. Weil (Félix), *Argentina riddle*, New York, John Day, 1944, p. 41.

essai « antiimpérialiste », *Petróleo y política,* parle plus précisément du « coup d'Etat pétrolier des yankees » [78].

C'est dans le courant de l'année 1927 que la question du pétrole fait son apparition sur la scène politique argentine. Le 3 mai 1927, un « intellectuel de gauche », le Dr Arturo Orzabal Quintana, fonde l'Alliance continentale pour la nationalisation du pétrole argentin. De nombreux jeunes radicaux (Moises Lebensohn, Federico Monjardín, Diego Luis Molinari) participent aux actions publiques de l'Alliance. Celle-ci reçoit l'appui des autorités de la Régie nationale des pétroles (YPF) dont elle soutient la politique nationaliste et l'expansion. Le général Alonso Baldrich est conseiller d'honneur de cette association. En juin 1929, le général Mosconi, directeur de l'YPF, convient avec le président de l'Alliance continentale de financer une campagne d'opinion de six mois « pour défendre la souveraineté argentine de plus en plus menacée par la pénétration du capitalisme nord-américain » [79].

A partir de 1927, une compétition très vive se développe dans le monde entre les deux plus importantes sociétés : la Standard Oil of New Jersey, des Etats-Unis, et la britannique Royal-Dutch Shell. De violents conflits commerciaux, dont les retombées politiques ne sont jamais négligeables, jalonnent dans plusieurs régions du monde cette rivalité spectaculaire des deux mastodontes pétroliers. L'accord d'Achnacarry entre les deux grands (auxquels est venu s'adjoindre l'Anglo-Iranian) met un terme provisoire, en septembre 1928, à cette compétition épuisante. Cet accord, qui crée un front unique des grandes compagnies, répartit les différents marchés de consommation sur la base de la situation existant à la date de la signature. Le cartel entend contrôler la commercialisation et la production à l'échelle mondiale sans se préoccuper des intérêts nationaux en jeu. Pour ce qui est de l'Argentine, les quotas auraient été fixés comme suit : Standard Oil, 45,8 % ; Royal-Dutch Shell, 27,6 % ; YPF, 14,6 % ; le reste se répartissant entre les autres compagnies [80]. Par ailleurs, les prix de vente à la consommation sur le marché argentin sont fixés de manière unilatérale par la plus puissante compagnie étrangère.

C'est pourquoi, lorsque le gouvernement décide, le 1er août 1929, de baisser autoritairement le prix de l'essence et de donner à YPF la faculté d'imposer un prix uniforme sur le marché argentin, les radicaux nationalistes et les militaires, qui soutiennent l'action du général Mosconi, pavoisent. Mais, tandis que l'Alliance continentale considère que le

78. Frondizi (Arturo), *Petróleo y política, contribución al estudio de la historia económica argentina y de las relaciones entre el imperialismo y la vida política nacional*, Buenos Aires, Raigal, 1954, p. 272.

79. Mosconi (général Enrique), *El petróleo argentino 1922-1930 y la ruptura de los trusts petrolíferos ingles y norteamericano el 10 de agosto de 1929,* Buenos Aires, Talleres gráficos Ferrari, 1936, p. 235.

80. *Ibid.*, p. 171 et Frondizi (Arturo), *op. cit.*, p. 276.

1[er] août 1929 est une date fondamentale pour l'indépendance économique du pays, les sociétés étrangères, dont les bénéfices se trouvent rognés par la politique gouvernementale, dénoncent avec vigueur cette intromission de l'Etat dans les affaires privées comme une grave atteinte à la libre entreprise. Il apparaît surtout que la politique nationaliste d'YPF soutenue par le gouvernement d'Yrigoyen fait courir un sérieux danger à leurs intérêts au moment même où ces compagnies, jusque-là essentiellement importatrices et distributrices, s'intéressent aux réserves pétrolifères argentines. Le conflit est ouvert entre le cartel pétrolier et le gouvernement.

Le général Mosconi souhaite, pour sa part, que les sociétés étrangères soient bannies de l'exploitation du sous-sol argentin. Un projet de loi, qui a été présenté au Parlement sous Alvear, instaure un monopole national des ressources pétrolières. Ce projet, voté par les députés en 1927, est bloqué au Sénat en 1929, cependant que la Standard Oil obtient des concessions des autorités provinciales, notamment à Salta, dans le Nord du pays. Le 7 octobre 1929, Yrigoyen envoie un message extraordinaire au Sénat le pressant d'examiner et de sanctionner le projet de nationalisation du pétrole. Les discussions au Sénat (septembre-octobre 1929) se déroulent dans un climat de grande passion. Le débat gagne la rue. L'Alliance continentale organise des grandes réunions populaires où les orateurs fustigent les « sénateurs traîtres », représentants du capital étranger, qui font obstacle à la loi de nationalisation[81].

La nationalisation du pétrole devient un des thèmes importants de la vie politique. Lors de la campagne électorale de mars 1930, le parti radical met l'accent sur la « défense du pétrole argentin » contre les « trusts internationaux ». L'éditorial de l'organe du parti, *La Epoca*, a pour titre, le 8 janvier 1930 : « Ni un pouce de terre, ni une goutte de pétrole ». Le même journal accorde un espace privilégié à l'annonce des meetings de l'Alliance continentale. Celle-ci, pour intensifier sa « lutte contre les trusts pétroliers », a recours à la radio : le général Alonso Baldrich analyse sur les ondes les dangers que fait courir à la souveraineté nationale la pénétration des compagnies étrangères[82]. Le parti radical tout entier, et plus particulièrement ses jeunesses, semble mobilisé pour la « défense du pétrole ». Le Comité universitaire radical de Buenos Aires publie, en février 1930, un recueil de conférences sur la nationalisation, intitulé « Le pétrole argentin ». Le Comité radical de la capitale fédérale fait imprimer des affiches sur le thème : « Défendez la richesse nationale », où l'on voit la main de l'UCR broyant l'hydre des trusts pétroliers.

81. « En defensa del petróleo argentino » *La Epoca*, 7 février 1930. Voir également Congreso, Senadores, *Diario de sesiones*, 1929, p. 445-644.

82. *La Epoca*, 3 juillet 1930.

Il faut dire que ce thème de propagande est populaire et mobilisateur. Certains incidents survenus dans la province de Salta entre la Standard Oil et les habitants ont sensibilisé la population contre une compagnie yankee qui passe pour se conduire partout comme en pays conquis [83]. En outre, l'engagement de chefs militaires, respectés à l'intérieur comme à l'extérieur de l'armée, en faveur des nationalisations ne facilite pas la tâche des partisans des grandes compagnies étrangères. Comme l'écrit l'un deux dans une revue économique : « Le ton patriotique donné à la campagne et le fait qu'elle fut dirigée dès le début, sous la présidence précédente, par deux prestigieux généraux ont éveillé un grand intérêt et même une certaine agitation dans des cercles populaires peu accoutumés à étudier ce type de problème » [84].

Une pièce essentielle du dossier de la thèse pétrolière est constituée par l'affaire de la Iuyamtorg. Il s'agit de l'Agence commerciale du gouvernement soviétique qui s'est légalement établie en Argentine en décembre 1922 sous la forme d'une société anonyme. Elle jouit d'un crédit certain auprès des institutions officielles : le Banco de la nación lui a même consenti un prêt de 7 millions de pesos. Les milieux économiques — jusqu'en 1930 — n'ont qu'à se louer de ses activités. En effet, le solde des échanges entre l'Argentine et l'URSS, canalisés par la Iuyamtorg, est largement favorable à la République Argentine (12 millions de pesos en 1927). Mais, au mois d'août 1930, la société commeriale soviétique, sollicitée sans doute par le gouvernement de Buenos Aires, s'engage à livrer à la République Argentine du pétrole soviétique au-dessous du cours mondial contre paiement en produits agricoles (blé, cuirs, etc.). L'émoi est grand dans les milieux économiques et notamment chez les grandes compagnies qui redoutent la concurrence du pétrole soviétique et un effondrement des prix de vente aux consommateurs.

Le coup d'Etat de septembre écarte ces menaces. L'accord reste lettre morte. La Iuyamtorg semble oubliée quand, le 1er août 1931, une perquisition policière a lieu dans les bureaux de la société, afin d'établir « ses véritables activités » et ses « relations avec les syndicats extrémistes ». La société est dissoute quelques jours après, sous de fallacieux prétextes, et ses dirigeants sont expulsés. Les premières explications officielles de ces mesures sont des plus embarrassées. Elles sont souvent contradictoires. Le solde commercial avec l'URSS « *allait* devenir négatif », déclare le Ministère de l'agriculture le 4 août ; la société « dépend d'un gouvernement étranger non reconnu par l'Argentine », qui a, avec Moscou, un contentieux non réglé depuis 1927, fait-on savoir le 13 août. Mais des accusations plus précises se font jour, qui présentent un lien évident avec le problème pétrolier. On déclare de source officielle que

83. Morixe (Horacio), *El régimen del petróleo*, Buenos Aires, La Facultad, 1934, p. 51.

84. Bunge (Alejandro), « El problema económico del petróleo. Su vinculación con la libertad de industria y de comercio », *Revista de economía argentina*, mai 1930, p. 414.

« le syndicat commercial des soviets » se proposait de détruire par le *dumping* une richesse minière argentine, et que l'agence soviétique, « en faisant baisser de manière ruineuse (*sic*) le prix du pétrole »[85], visait à affaiblir le pays dans le cadre d'un plan de « subversion rouge ». Les avocats défenseurs de la Iuyamtorg eurent beau jeu de répondre[86] que l'accord ne pouvait pas mettre en péril la production nationale : le pétrole russe devait remplacer les importations d'autre provenance, et les quantités achetées avaient été fixées par le gouvernement en fonction des besoins du moment et du montant des produits agricoles argentins écoulés en URSS.

Certains ont dû tenir, là, un indice irréfutable de l'intervention des grands intérêts pétroliers dans la vie politique argentine. On peut néanmoins se demander pourquoi le gouvernement provisoire a attendu près d'un an avant de s'attaquer à la société anonyme Iuyamtorg. L'affaire Iuyamtorg, pourtant indirectement liée au pétrole, a permis de mieux révéler le mécontentement de certains milieux économiques face à la politique commerciale d'Yrigoyen. La dissolution bruyante de la société,la dénonciation de ses agissements économiques « subversifs » ou de ses relations avec les communistes locaux répondent à une manœuvre politique dirigée en fait contre les radicaux. Pour diverses raisons qui tiennent à l'évolution de la situation politique interne (et que nous examinerons dans le chapitre suivant), le gouvernement du général Uriburu tente de discréditer les radicaux de toutes tendances. Il va donc s'efforcer de montrer que le radicalisme est le parti du désordre et qu'il existe bien une collusion patente entre ses chefs et le communisme international. Or, les avocats de la firme soviétique sont deux notables radicaux, Honorio Pueyrredón et Mario Guido, qui occupent le devant de la scène politique. Il n'était pas de meilleur moyen pour disqualifier ces distingués alvéaristes que de les impliquer dans un « complot communiste ».

L'affaire Iuyamtorg, peut-être montée de toutes pièces, ne confirme pas, en tout cas, les présomptions qui pèsent, selon les radicaux, sur les compagnies du cartel. Néanmoins, une série de faits indéniables ne peuvent manquer de frapper l'attention des observateurs : les intérêts pétroliers sont largement représentés parmi les conjurés et au sein du gouvernement provisoire.

Nous nous limiterons à des faits avérés en nous basant sur des sources indiscutables[87]. Le bras droit militaire d'Uriburu, Emilio Kinkelín, a été actionnaire principal d'une compagnie portant son nom[88]. Alejandro

85. *La Nación*, 2 août 1931.

86. Estudio del Dr Honorio Pueyrredón, *La Sociedad anónima Iuyamtorg ante la justicia federal*, Buenos Aires, Talleres gráficos Ferrari, 1931, 40 p., et les lettres de Me Alejandro Lastra et de Me Juan Carlos Luro à *La Nación*, 3 et 8 août 1931.

87. Lorsque nous n'indiquons pas la source précise nous tenons les faits avancés de la *Guía de sociedades anónimas*, Buenos Aires, El Accionista, 1923 et 1928-1929.

88. D'après un rapport de l'Union industrielle argentine au Sénat, en 1927, cité dans la *Revista de economía argentina*, mai 1930, p. 414.

Bunge, économiste influent, conseiller de l'Union industrielle argentine ; la confédération patronale qui critique très vivement la politique économique radicale en 1930, fait partie du conseil d'administration de la Andes Petroleum Corporation. Après le coup d'Etat, il devient ministre des Finances et des Travaux publics du gouverneur « provisoire » de la province de Santa Fe. Le ministre des Travaux publics du gouvernement du général Uriburu, Octavio S. Pico, est président de deux sociétés d'exploitations pétrolières, la Compañía argentina de Comodoro Rivadavia et la Petrolifera andina. Il est aussi membre du directoire de la compagnie de raffinage El Condor dont fait partie Horacio Beccar Varela, ministre de l'Agriculture. Ce dernier appartient également au conseil d'administration de la Compañía argentina de Comodoro Rivadavia dont il est actionnaire. Ernesto Bosch, ministre des Affaires étrangères, est président de la Compagnie industrielle et commerciale du pétrole, filiale de l'Anglo-Persian. Le ministre de l'Intérieur, Matías Sánchez Sorondo, est professeur de droit minier à la Faculté de droit de Buenos Aires et avocat de la Standard Oil.

Quelles conclusions tirer de cette liste fort révélatrice de représentants des intérêts pétroliers ? D'abord, que dans les diverses sociétés citées capitaux nationaux et capitaux étrangers sont la plupart du temps associés, soit simultanément, soit successivement. L'enchevêtrement des intérêts et des participations est souvent difficile à démêler en l'absence d'études cas par cas. Ensuite, vérité d'évidence, que le gouvernement de la dictature n'est pas insensible aux sollicitations des pétroliers privés. Les faits le prouvent. La politique pétrolière d'Yrigoyen n'est pas poursuivie. L'un des premiers décrets du gouvernement provisoire destitue les autorités de l'YPF. Le général Mosconi est même mis aux arrêts, et une information judiciaire est ouverte contre lui. Le projet de nationalisation du pétrole est bien sûr abandonné : les concessions des provinces à la Standard Oil sont confirmées.

Parmi les mesures du gouvernement d'Uriburu en matière d'hydrocarbures, les tenants de la thèse pétrolière passent volontiers sous silence le décret du 30 novembre 1930, déclarant zone de réserve inaliénable tout le territoire de la Terre de Feu. Les conservateurs et les partisans d'Uriburu y voient une action pour défendre le pétrole argentin [89]. Cette mesure purement conservatoire trahit, en fait, les conflits d'intérêts qui divisent les sphères gouvernementales, conflits qui se sont soldés par la sage décision de laisser au futur gouvernement constitutionnel le soin de trancher. De même, l'augmentation des prix des produits pétroliers en janvier 1931 a parfois été présentée comme une concession aux exigences des grandes compagnies : il s'agit d'une hausse des taxes, destinée à ali-

89. Voir Lanús (Adolfo), *Al servicio de la República (semblanza de H. Beccar Varela)*, Buenos Aires, s.e., 1953, p. 42-43.

menter un fonds d'investissement routier, et Beccar Varela refusa d'accorder aux compagnies, comme elles le souhaitaient, une partie du produit de la hausse. Le ministre d'Uriburu défendait en quelque sorte les intérêts à long terme des sociétés pétrolières contre leurs intérêts à court terme.

De ces données sans doute apparemment disparates, nous pouvons tirer quelques éléments de réflexion. On nous pardonnera de nous être étendu sur un mythe qui, faisant aujourd'hui partie de l'histoire, conditionne l'interprétation d'ensemble que l'on peut élaborer d'un processus politique réitéré. Il est clair qu'en l'absence d'archives accessibles des compagnies soupçonnées d'avoir fomenté ou financé le coup d'Etat, on peut provisoirement affirmer qu'aucune preuve irréfutable ne vient étayer la « thèse pétrolière ». Mais, même si une telle preuve apparaissait, la responsabilité des *seuls* intérêts pétroliers dans la chute d'Yrigoyen, ou même leur intervention décisive, resterait en dehors du domaine de l'interprétation rigoureuse des processus sociaux qui doit tenir compte de l'interdépendance des divers palliers de la réalité.

Il n'est pas moins certain que l'oligarchie argentine, traditionnellement liée aux investissements des pays industriels, défend normalement ceux-ci comme ses intérêts propres. L'élite établie, Briarée aux cent bras, contrôle les centres nerveux de l'économie nationale. Elle est perpétuellement à l'affût des bonnes affaires. Or, en 1925-1930, les pétroles ont le vent en poupe. Rien d'étonnant que la politique nationaliste d'Yrigoyen provoque une levée de boucliers. Mais opérer un transfert de responsabilité sur les « trusts étrangers » ne peut pas faire oublier que le 6 septembre 1930 est un mouvement de réaction oligarchique. De telles allégations ne peuvent pas dissimuler non plus la faiblesse du radicalisme au pouvoir.

Le problème pétrolier est l'un des pôles du conflit entre Yrigoyen et l'oligarchie. Mais c'est l'essentiel de la politique de l'Etat radical qui est en cause. Lorsque des économistes conservateurs attaquent le projet de nationalisation des ressources pétrolières, c'est au nom de la « liberté de l'industrie et du commerce », donc d'une cause plus vaste que l'industrie pétrolière privée. Le pétrole déchaîne les passions, mais il a en Argentine infiniment moins d'importance que la viande, à ceci près que, comme dans le cas des frigorifiques exportateurs de viande, mais de manière plus voyante — Swift n'incarne pas le capitalisme « tentaculaire » comme la Standard Oil — la question pétrolière se situe dans le sillage d'une transformation des relations économiques externes de l'Argentine, donc de la rivalité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Si l'explication d'un événement politique par la « main de l'étranger » n'apparaît guère en Europe que comme une fiction policière commode, il n'en va pas de même dans les pays « dépendants ». Dans ce type de formations sociales à économies « pénétrées », il est indispensable d'examiner les rapports entre la politique intérieure et les relations internationales pour comprendre les mécanismes du pouvoir.

La révolution de 1930 fut-elle un « coup d'Etat britannique » comme le prétend péremptoirement un essayiste contemporain[90] ? Certes, l'oligarchie « restaurée » en septembre entretient des liens préférentiels avec la City et le marché de la viande de Smithfield, et la Grande-Bretagne demeure le premier client et le premier investisseur de ce « septième Dominion ». Mais Yrigoyen n'a nullement démérité à cet égard et la réalité est sans doute plus complexe.

La politique extérieure du président Yrigoyen s'inscrit dans la tradition pro-européenne de la diplomatie argentine. Conformément aux impératifs du peuplement et surtout aux intérêts permanents de l'économie agraire, les radicaux, tout comme les conservateurs à l'époque de Sáenz Peña, s'opposent aux tentatives hégémoniques des Etats-Unis sur le continent. A la conférence interaméricaine de La Havane (janvier 1928), les délégués argentins ont mené l'offensive contre l'interventionnisme américain[91] en Amérique latine, notamment au Nicaragua. De même, l'Argentine d'Yrigoyen se pose en rivale pacifique des Etats-Unis qui pratiquent une politique impériale dans les Caraïbes et l'Amérique centrale. Yrigoyen n'hésite pas à faire la leçon, de manière fort peu diplomatique, au président Hoover en lui déclarant que le progrès de la civilisation vise à l'instauration d'un ordre international « où les peuples (seront) sacrés pour les peuples »[92].

Une attitude de profonde méfiance à l'égard de la politique continentale des Etats-Unis explique, par exemple, que le gouvernement radical laisse vacant, pour manifester sa mauvaise humeur, le poste d'ambassadeur à Washington. Les relations avec la Grande République du Nord restent tendues à partir de 1929.

Or, une partie de l'opposition « oligarchique » semble fascinée par le modèle américain. On oppose volontiers la puissance économique de la Grande République libérale, paradis de la libre entreprise, où l'Etat se garde scrupuleusement d'intervenir dans la vie économique, aux faibles-

90. Hernández Arregui (J.J.), *op. cit.*, p. 134.

91. Voir Conil Paz (Alberto A.), *La Argentina y los Estados Unidos en la Sexta conferencia panamericana (La Habana 1928)*, Buenos Aires, Huemul, 1965, p. 23.

92. Lors de l'inauguration de la ligne téléphonique directe New York — Buenos Aires, cité in Merchensky (Marcos), *Las corrientes ideológicas en la historia argentina*, Buenos Aires, Concordia, 1961, p. 163.

ses de l'Argentine égarée par le dirigisme ouvriériste des radicaux [93]. On souhaite que l'Argentine se mette à la rude et exaltante école des yankees et prenne ses distances avec le vieux monde, rongé par la lutte des classes et le socialisme. Ce thème revient très fréquemment, même et surtout chez les nationalistes autoritaires comme Lugones.

Cette image positive des Etats-Unis constitue l'aspect culturel et idéologique de la pénétration nord-américaine. Tandis qu'Yrigoyen favorise, conformément aux intérêts des producteurs et des exportateurs, les importations britanniques par le pacte d'Abernon, les Etats-Unis accroissent leur participation dans l'économie. Après la première guerre mondiale, New York a remplacé Londres comme marché financier pour les emprunts argentins. Depuis 1925, les Etats-Unis sont les premiers fournisseurs de l'Argentine. Nous avons vu comment les sociétés britanniques ont cédé du terrain à l'issue de la guerre de la viande. Le dynamisme de la République nord-américaine fait reculer peu à peu le Royaume-Uni.

La politique d'Yrigoyen n'est pas très favorable à l'impétueuse offensive des capitaux américains. On ne peut pas prouver pour autant que Wall Street ait pris part au coup d'Etat. Ce n'est certes pas parce que la firme Packard a mis à la disposition d'Uriburu, le 6 septembre, six autos et deux camions, qu'on peut en conclure à un soutien direct du coup d'Etat par une firme américaine [94].

Il est néanmoins patent que les milieux d'affaires nord-américains ont accueilli avec satisfaction la chute d'Yrigoyen. La hausse des titres argentins à la Bourse de New York en témoigne [95] ainsi que, dans une moindre mesure, le redressement très net du peso par rapport au dollar.

Mais plutôt que de tenter de détecter les traces d'une aide ou d'une complicité nord-américaine dans la conjuration de septembre, il serait intéressant d'analyser l'attitude du gouvernement provisoire face aux Etats-Unis, immédiatement après la chute d'Yrigoyen. Le 9 septembre, le général Uriburu, accordant sa première entrevue à un journaliste étranger, déclare à l'Agence Associated Press que l'Argentine entend collaborer « désormais avec les Etats-Unis » et participer à nouveau « aux activités panaméricaines ». Le 10 septembre, le président provisoire fait une déclaration par téléphone au *New York Times* pour annoncer que son gouvernement va nommer sans délai un ambassadeur à Washington. Le 11 septembre, dans un discours prononcé sur la chaîne NBC à l'intention du public nord-américain, Uriburu explique les causes et les projets de la révolution, souligne que le gouvernement pro-

93. Voir notamment les articles de Leopoldo Lugones contenus dans les deux volumes d'essais politiques qu'il a publiés en 1930 ou l'article d'Alfredo Colmo paru dans *La Nación*, 4 septembre 1930.

94. D'après le témoignage de Manuel Lezica, *op. cit.*, p. 20.

95. *La Nación*, 10 septembre 1930.

visoire s'efforcera de ramener le pays à « la normalité constitutionnelle en offrant à l'opinion toutes les garanties nécessaires ».

Tous ces appels sont à double fin. Sur le plan des relations entre Etats, les révolutionnaires veulent gagner la reconnaissance de la puissance dominante du continent. Mais le gouvernement cherche également à obtenir des crédits américains pour refinancer une partie de la dette extérieure. Le 23 septembre, la presse conservatrice pavoise : un prêt de 50 millions de dollars est consenti par la Banque Brow Brothers au taux de 5 %, le « taux le plus bas offert à la République Argentine », et pour un an !

Le rapprochement de l'Argentine et des Etats-Unis est aussi décelable dans certains choix politiques, dans le domaine des transports, par exemple. En favorisant les routes, donc les véhicules à moteur à explosion, tandis qu'Yrigoyen prévoyait d'engager 100 millions de pesos dans la modernisation des chemins de fer, Uriburu choisit le pétrole contre le charbon et accroît un marché dominé par les grandes firmes de Detroit.

Peut-on dire pour autant que la politique d'Uriburu est ouvertement et résolument pro-américaine ? Certainement pas. Les groupes révolutionnaires et les milieux économiques dirigeants sont divisés sur la tactique à suivre face à la crise mondiale. Le réflexe spontané d'une classe extrovertie, consciente de son insécurité et de la vulnérabilité du système, consiste à se rapprocher d'une nation forte. Mais laquelle ? Grande-Bretagne, Etats-Unis ? Cette quête d'une solution économique est parallèle à la réponse politique à cette situation : le renversement d'Yrigoyen. C'est pourquoi les éléments d'explication que nous venons de proposer doivent maintenant être replacés dans le contexte de la grande crise de 1929.

Dépression économique et participation politique

Le renversement d'Yrigoyen, après soixante-dix ans de stabilité, n'est pas une péripétie de l'histoire politique argentine, ni la simple traduction politique d'une récession conjoncturelle, contrecoup de la dépression mondiale. Néanmoins, la révolution de septembre s'inscrit dans un vaste séisme politique qui affecte le continent américain tout entier.

En effet, pendant dix mois, de mars à décembre 1930, on assiste en Amérique latine à six coups d'Etat réussis (République Dominicaine, Haïti, Bolivie, Pérou, Argentine, Brésil), tandis que les oppositions tentent sans succès de prendre le pouvoir par la force dans quatre autres pays. L'intensité du phénomène ne fléchit guère en 1931-1932. En outre, dans la campagne d'opinion déclenchée par les milieux conservateurs contre le gouvernement radical, les précédents bolivien et péruvien ont été largement utilisés. *La Nación* consacre, le 6 juillet 1930, quatre

colonnes en première page à la « révolution de Bolivie », en précisant que le président Siles Reyes a été renversé par les militaires grâce au concours des étudiants et des cadets de l'Ecole militaire. A la suite de la rébellion d'Arequipa, qui entraîna après onze ans de pouvoir la chute de Leguía, au Pérou, *La Prensa*, dans son éditorial du 26 août, avertit le gouvernement que l'existence des dictatures entraîne des coups de force regrettables. Les commentaires généraux de la presse sur cette vague des coups d'Etat ne sont pas moins édifiants. Pour *La Prensa* du 25 janvier 1931, il va de soi que la corruption est la cause principale de ces cascades de révolutions. Le quotidien ne retient « la crise économique » qu'en « tant que conséquence de la corruption ... ».

Sans doute convient-il, pour comprendre ce premier coup d'Etat « militaire » de l'histoire argentine contemporaine, de ne pas isoler un processus national d'un environnement plus large qui est celui des relations économiques mondiales. Mais la situation économique argentine en 1930, sans être brillante, n'est pas catastrophique. La faillite des autorités gouvernementales n'a pas été la conséquence immédiate d'un effondrement économique soudain. Ce sont, au premier chef, des mécanismes sociaux, voire psychologiques, mis en action par les difficultés économiques, qui ont pu avoir une incidence politique décisive.

Avant même que le « jeudi noir » de Wall Street ne projette son ombre sur la City de Buenos Aires, l'économie argentine connaît une conjoncture médiocre. La récolte de céréales en 1929-1930 est mauvaise alors que celle des pays européens producteurs est excédentaire. En 1929, la situation de la balance des paiements se dégrade malgré un solde positif du commerce extérieur. Les capitaux étrangers cessent d'arriver et les sorties financières frôlent l'hémorragie. Les réserves en or, qui atteignaient 619 millions de dollars en 1928, fléchissent de 174 millions, en 1929 [96]. D'ailleurs, dès septembre 1929, la chute des prix mondiaux déséquilibre la balance commerciale argentine. En 1930, la détérioration du commerce extérieur s'accentue. Le tonnage embarqué diminue de 35 % [97]. L'année se termine sur un solde négatif de 125 millions de pesos. Les exportations qui plafonnaient autour d'un milliard de pesos (1927-1928) tombent à 614 millions, leur chiffre le plus bas depuis 1916.

Le marasme du secteur exportateur accroît la méfiance des investisseurs et des milieux financiers. Les banques étrangères se débarrassent des pesos papier contre de l'or qu'elles exportent en hâte. La spéculation effrénée perturbe violemment le marché monétaire, et partant l'édifice économique tout entier. Le 16 décembre 1929, Yrigoyen décide de fer-

96. Hodson (H.V.), *Slump and recovery. A survey of world economics affairs 1929-1937*, Londres, Oxford University Press, 1938, p. 28.

97. República Argentina, Dirección general de estadísticas de la nación, *Anuario del comercio exterior de la República Argentina, año 1930*, Buenos Aires, 1931, p. 3.

mer la Caisse de conversion, c'est-à-dire de supprimer la libre convertibilité du peso. Cette mesure était indispensable pour faire face à l'évasion ininterrompue du métal précieux. Mais du point de vue psychologique le retentissement de cette décision est largement défavorable à Yrigoyen. Beaucoup d'Argentins pensent qu'en décembre 1929 la République Argentine, en abandonnant l'étalon-or, a quitté de fait le peloton des pays riches et avancés. La non-convertibilité du peso est d'autant plus facile à critiquer que le pays possède encore de substancielles réserves d'or qui se montent à 445 millions de dollars.

Aussi dans le contexte crispé de l'époque attribue-t-on aisément la contraction générale de l'économie à la mauvaise gestion des radicaux. La chute de 60 % des transactions boursières, l'augmentation de 72 % des faillites commerciales dans les premiers mois de 1930[98] ainsi que l'érosion du cours du peso seraient dues à une simple question de confiance. Si l'Argentine « côtoie l'abîme » c'est la faute d'Yrigoyen !

La crise internationale frappe donc durement l'économie du pays en 1929-1930. Mais l'année 1930 marque aussi un tournant dans l'évolution de l'économie argentine : la fin d'un cycle de progrès ininterrompu. On peut dater de 1930 en effet l'arrêt de l'expansion horizontale de l'économie agraire. Toutes les bonnes terres utilisables pour accroître la production sans modifier les méthodes d'exploitation ont déjà été incorporées à l'activité économique. Tandis que les superficies cultivées doublent presque entre 1900 et 1905[99], puis à nouveau entre 1905 et 1915, passant successivement de 6,1 à 11 puis à 21,3 millions d'hectares, la progression plus lente dans les années vingt se stabilise en 1930 autour de 25 millions d'hectares : 1930, 25,9 millions d'hectares ; 1936, 25,4 millions d'hectares ; 1946, 24,7 millions d'hectares.

Le progrès indéfini et vertigineux, l'univers des courbes ascendantes, semble appartenir désormais au passé. La désorganisation des grands courants d'échange mondiaux et la remise en cause de la division internationale du travail coïncident avec ce blocage de la croissance horizontale. La belle époque argentine touche à sa fin. Yrigoyen, qui, en 1914, couronnait, par son arrivée au pouvoir comme représentant des « couches nouvelles » rurales et urbaines, la réussite du modèle agro-exportateur, préside au piétinement et à la remise en question de ce modèle économique. On comprend qu'un homme politique et un parti suspect aux détenteurs du pouvoir financier et économique n'aient pas pu résister à cette crise structurelle.

Face à la conjonction de la récession conjoncturelle et du blocage ou de l'étranglement structurel, Yrigoyen n'est pas une garantie suffisante

98. *La Nación*, 10 juillet 1930.

99. CEPAL, *Estudio económico de la América latina, 1949*, New York, 1951, p. 136 et Di Tella (Guido), Zymelman (Manuel), *Las etapas del desarrollo económico argentino*, Buenos Aires, Eudeba, 1967, p. 107.

pour les intérêts du groupe dominant. Bien au contraire. Son manque de fermeté devant des revendications ouvrières, à un moment où le chômage s'accroît et où les « idéologies extrémistes » se déploient, inquiète vivement l'élite établie et bien des possédants. L'oligarchie entend reprendre le pouvoir pour défendre directement ses positions : elle veut déterminer elle-même qui supportera le poids des difficultés économiques. En d'autres termes, la lutte des groupes sociaux pour le partage d'un revenu national stagnant impose le recours à la violence. La participation politique élargie s'accommodait de la prospérité. En période de « vaches maigres », le contrôle à distance pratiqué par l'oligarchie ne suffit plus. C'est pourquoi la « dictature de dépression » [100] du général Uriburu tente de restaurer l'ancien régime.

100. Selon l'heureuse formule de C. W. Anderson, reprise par Needler (Martin C.), *Political development in Latin America. Instability, violence and evolutionary change*, New York, Random House, 1968, p. 39.

Chapitre 5

Une dictature militaire sans militaires L'armée entre la démocratie frauduleuse et l'Etat corporatiste

Le général Uriburu est installé à la Maison Rose. Les membres de son cabinet retrouvent, pour la plupart non sans plaisir, le mobilier national, après une « traversée du désert » de quatorze ans. Ces « hommes d'expérience » ont-ils en commun un projet politique précis répondant aux conditions de l'Argentine de 1930 ? Beaucoup d'observateurs en doutent. Leur programme de restauration des élites traditionnelles est aussi flou que celui des turbulents révolutionnaires de septembre, « personnages en quête d'auteur, qui ignorent tous ce qu'ils vont faire »[1].

Certes, leurs objectifs paraissent, à première vue, relativement simples et explicites : chasser les radicaux et trouver une solution conservatrice au problème politique argentin. Mais il est plus facile de se mettre d'accord pour extirper tout ce qui, en matière économique, sociale ou politique, semble porter la marque de la démagogie yrigoyéniste que pour assurer le maintien au pouvoir des classes éclairées. Sur le premier point, l'unanimité se fait sans équivoque. La « dé-radicalisation » ne s'arrête pas au domaine de l'Etat. Elle prend même des allures de revanche sociale. Tout ce qui, de près ou de loin, peut être attribué au précédent régime subit les rigueurs du « gouvernement provisoire ». Et la dictature conservatrice a la main lourde : instauration de la loi martiale, restauration de la peine de mort abolie par le Congrès depuis 1921.

Pour les vainqueurs de septembre, l'ordre est à rétablir en tout premier lieu dans le domaine du travail par des mesures sévères contre les

1. Irazusta (Julio), *Tres revoluciones : los últimos veintiocho años.* (Ciclo de mesas redondas organizado por el Instituto de extensión universitaria de la Facultad de derecho y ciencias sociales), Buenos Aires, Perrot, 1959, p. 124.

mouvements subversifs : c'est pourquoi le gouvernement autoritaire du général Uriburu est marqué par un haut niveau de répression. Les conservateurs restaurés, qui n'ont pas oublié la grande peur de 1919, tentent de briser les organisations ouvrières. Les syndicats dirigés par les anarchistes ou les communistes sont dissous, leurs dirigeants arrêtés en masse, parfois déportés, s'ils sont étrangers, dans leurs pays d'origine, conformément à la « loi de résidence » : ainsi, plusieurs responsables syndicaux sont refoulés vers l'Italie fasciste [2]. Des coups très durs sont portés notamment contre les syndicats récemment organisés par un parti communiste en plein essor. C'est le cas de l'importante Fédération de la viande.

Car la vigilance à l'égard du « bolchevisme », pour lequel Alvear et Yrigoyen, en autorisant le fonctionnement légal du Parti communiste, ont montré une complaisance coupable, est au premier rang des préoccupations révolutionnaires. Uriburu crée une Section spéciale de répression du communisme qui très rapidement acquiert une sinistre réputation. Organisée par un colonel (Carlos H. Rodríguez), cette police anticommuniste, bientôt rebaptisée Ordre politique, poursuit indistinctement, sous la direction du « révolutionnaire enthousiaste » Leopoldo Lugones (fils), communistes, socialistes et simples opposants civils et militaires [3]. Aux antipodes des faiblesses démocratiques du régime plébéien, l'aristocrate Uriburu applique une justice de classe, expéditive. Pour l'exemple, l'anarchiste Di Giovanni, coupable de faux monnayage et de vols à main armée, est condamné à mort et exécuté le 1er février 1931.

Mais la répression n'est que le moyen de la revanche sociale. Les grèves sont écrasées par la police. Syndicats jaunes et indicateurs limitent la liberté d'action des organisations ouvrières. La législation du travail imposée par Yrigoyen tombe en désuétude. Le général Uriburu lui-même dénonce publiquement la loi du salaire minimum des fonctionnaires [4] ruineuse pour l'Etat. Le climat de restauration est tel dans le domaine social qu'une fédération patronale, il est vrai peu représentative, demande au département du travail du Ministère de l'intérieur, en avril 1931, l'annulation de la loi sur le repos dominical [5].

L'Union industrielle argentine, pour sa part, sans tomber dans de tels excès, se « place à la disposition du nouveau gouvernement » favo-

2. Peter (José), *Crónicas proletarias*, Buenos Aires, Esfera, 1968, p. 140-144.

3. Silveyra (Carlos M.), Presidente de la Comisión popular argentina contra el comunismo, *El comunismo en la Argentina, Origen, desarrollo, organización actual*, Buenos Aires, Editorial Patria, 1936, p. 178. Cf. *Crítica*, 20 février 1932, et Leopoldo Lugones (hijo), « La policía política del gobierno provisional », *La Bandera argentina* (diario nacionalista), 27 juin 1933-18 octobre 1933.

4. « Discurso pronunciado por el general Uriburu en la Escuela superior de guerra, 15 décembre 1930 », *La palabra del general Uriburu. Discursos, manifiestos, declaraciones y cartas publicadas durante su gobierno*, Prólogo de Carlos Ibarguren, Buenos Aires, Roldán, 1933, p. 47-53.

5. *La Prensa*, 19 avril 1931.

rable aux intérêts industriels. La Confédération patronale s'enquiert auprès du département du travail de la manière dont le « gouvernement provisoire interprétera et appliquera la législation ouvrière ». La réponse officielle, publiée dans la revue de l'UIA, répond aux souhaits du patronat. Elle précise que « les conflits ouvriers, que le gouvernement renversé utilisait, quand il ne les encourageait pas, à des fins exclusivement électorales et de caractère démagogique, seront envisagés désormais en fonction des nécessités du gouvernement ». Celui-ci s'engage à faire respecter l'ordre et l'autorité dans l'entreprise et à imposer son arbitrage entre les « partenaires sociaux »[6]. Le ministre de l'Intérieur, Sánchez Sorondo, inaugurant le 21 mars 1931 un congrès national du travail consacré à « réaliser l'unité de la législation ouvrière », met en garde les travailleurs contre l'impatience et l'agressivité, et signale que la finalité de l'action gouvernementale en la matière est d'« assurer la continuité du travail et de conjurer le spectre des grèves rouges »[7].

La mise au pas de la classe ouvrière et le rétablissement de la hiérarchie sociale apparaissent comme une tâche prioritaire du gouvernement de septembre. Mais les radicaux ne sont pas pour autant épargnés. L'épuration et l'élagage de l'appareil d'Etat visent, de même que les rigueurs policières, à les éliminer. Une tentative d'agitation apparaît-elle, un complot se dessine-t-il ici ou là, et un vaste coup de filet emplit les geôles de militants et de responsables radicaux. Le dirigeant de Cordoba, Amadeo Sabattini, est arrêté en décembre 1930 avec tout ce que la province compte de partisans en vue d'Yrigoyen. Libéré en février 1931, il retourne en prison de juillet à novembre[8]. L'ancien vice-président Elpidio González, arrêté après le coup d'Etat, libéré puis à nouveau incarcéré, passe près de deux ans en prison. De nombreux dignitaires radicaux s'exilent. Les officiers soupçonnés de sympathies radicales sont mis en disponibilité. Leurs promotions militaires sont bien souvent cassées en raison des prétendues irrégularités qui auraient entaché les procédures d'avancement sous le précédent régime[9].

Les fonctionnaires fédéraux et provinciaux, principaux bénéficiaires des largesses de l'Etat radical, sont les victimes désignées de la rationalisation administrative entreprise par le nouveau gouvernement. La remise en ordre budgétaire constituait l'une des idées-forces de l'opposition antipersonnaliste. Tout d'abord, un décret interdit le cumul d'emplois publics[10]. Le président lui-même suggère quelques solutions d'une bruta-

6. « Como interpretará y aplicará el gobierno provisional la legislación obrera », *Anales de la Unión industrial argentina*, octobre 1930, p. 23.

7. *La Prensa*, 22 mars 1931.

8. Vargas (Angel A.), *Vida de Amadeo Sabattini*, Buenos Aires, Editorial Cívica, 1966, p. 64.

9. *La Nación*, 21 septembre 1930 et Orona (colonel Juan V.), *La Revolución del 6 de septiembre*, Buenos Aires, (chez l'auteur), 1966, p. 106.

10. *La Nación*, 4 novembre 1930.

lité toute militaire. « L'élimination systématique des employés incapables et la réduction des traitements de ceux qui ne présenteront pas les conditions requises pour conserver leur poste dans la nouvelle grille permettront de se débarrasser du personnel excédentaire et de restreindre sensiblement les dépenses », déclare le général-président le 5 décembre 1930, avant d'ajouter : « C'est ce qui se passera dans les organismes les plus convoités par les clientèles électorales du régime défunt ». Quelques semaines plus tard, le gouvernement, conscient de la gravité de la conjoncture économique, hésite pourtant entre deux possibilités pour diminuer les dépenses publiques — licencier du personnel ou baisser les salaires — tout en marquant une nette préférence pour cette dernière solution. En effet, la crise économique réduisait les sources de travail ; le gouvernement ne pouvait pas prendre la responsabilité de jeter plusieurs milliers de chômeurs sur un marché très déprimé. Une baisse autoritaire de tous les salaires des fonctionnaires civils et militaires est imposée à la fin du mois de janvier 1931. Elle atteint jusqu'à 20 % des traitements et n'excepte que les juges dont les soldes sont constitutionnellement intangibles[11]. Quoi qu'il en soit, plusieurs milliers de fonctionnaires démissionnent.

La réduction des « dépenses effreinées » de l'ère radicale implique aussi de rechercher et de rendre publiques les irrégularités administratives des radicaux. Le bilan est maigre et ne répond guère aux intentions politiques des « moralisateurs ». Les commissions d'enquête découvrent quelques entorses aux statuts de telle ou telle administration : des employés ont été nommés sans décret du pouvoir exécutif à la loterie nationale où des billets ont été vendus sans autorisation. Mais aucune malversation spectaculaire, aucun somptueux scandale ne viennent faciliter la tâche des « révolutionnaires » soucieux de discréditer les « plébéiens incapables ».

Reste l'avenir politique de l'Argentine, c'est-à-dire les moyens d'éliminer pour un temps plus ou moins long les radicaux de la scène politique. La restauration des groupes dirigeants de l'ancien régime est précaire. Comment empêcher que, grâce au système majoritaire, des nouveaux venus, voire des représentants des couches populaires ne s'emparent pas à nouveau du pouvoir ? Comment réserver le gouvernement aux « élites naturelles » ? La situation est complexe. A la demande de Justo, porte-parole des partis d'opposition, Uriburu et ses partisans n'ont-ils pas dû s'engager à réaliser des élections dans les meilleurs délais ?

Pour l'entourage d'Uriburu, ce n'est qu'une ruse tactique. Une réforme constitutionnelle s'impose. Le président va tenter de forcer la main aux partis, aux libéraux civils ou militaires et à son rival, le général Justo. Il a pour lui la logique d'un antiradicalisme conséquent. Le peu-

11. « El equilibrio financiero », *La Prensa*, 24 janvier et 25 janvier 1931.

ple, en élisant les démagogues radicaux, a montré son incapacité. Il faut donc supprimer, limiter ou orienter le suffrage. La loi Sáenz Pena livre le pays à l'aveuglement des masses. On doit donc l'abolir. Comme l'écrit clairement un des admirateurs du général : « Une loi fatidique — la loi Sáenz Peña — a jeté bas les barrières qui s'opposaient encore aux débordements des masses barbares. Elle place le suffrage entre les mains inexpertes des adolescents ; par le suffrage obligatoire et secret, elle développe la lâcheté morale la plus blâmable : la crainte absurde de rendre publiques ses propres convictions »[12]. Pour l'entourage « nationaliste » du président Uriburu, il ne fait aucun doute que la révolution de septembre s'est faite contre le régime électoral.

Le général Uriburu s'efforce de convaincre des auditoires choisis, sinon l'opinion publique, de la nécessité de restreindre la participation politique. Avec ténacité et rudesse, il mène une véritable campagne d'explication sur les problèmes institutionnels et les objectifs de la révolution de septembre. Contre les partis d'opposition et les militaires libéraux, il « prouve » avec des arguments à l'emporte-pièce, qui ne doivent rien à la sociologie politique, la faillite et les dangers de la démocratie représentative. Le 1er octobre, le président lance un manifeste retentissant qui précise sa pensée et suggère la solution aux problèmes des classes dirigeantes :

> « Si le gouvernement issu de la révolution, déclare le chef de l'Etat, se limitait à remplacer les hommes au pouvoir, il est certain qu'il recueillerait les applaudissements des partis bénéficiaires ; mais la révolution n'a pas été faite pour changer les hommes. Il est nécessaire de réformer la Constitution et le régime électoral pour que les forces vives du pays et les intérêts sociaux puissent peser de manière effective sur les décisions gouvernementales. Quand les représentants du peuple cesseront d'être les agents des comités politiques, et que les sièges du Congrès seront occupés par des ouvriers, des éleveurs, des agriculteurs, des membres des professions libérales et des industriels, la démocratie sera, chez nous, autre chose qu'un mot ... ».

La voix du président n'est pas isolée, la campagne contre les partis et en faveur d'une représentation corporative est soigneusement orchestrée par les idéologues nationalistes. Lugones, toujours sur la brèche, inonde la grande presse d'articles doctrinaires et d'analyses politiques. *La Nación* publie, l'avant-veille du manifeste du 1er octobre, un article véhément du poète « septembriseur » dont la direction du journal de Mitre, au libéralisme insoupçonnable, se désolidarise par avance. L'historien de *L'empire des jésuites* s'en prend avec hargne à ceux qui « tentent d'escamoter la révolution et son chef ». Pour lui la « révolution » ne saurait se contenter de « la tâche subalterne de balayer Yrigoyen »,

12. Valenti Ferro (Enzo), *La crisis social y política argentina*, Buenos Aires, La Facultad Bernabé y Cia, [1932], (Prológo de Benjamin Villafañe).

encore moins de « nettoyer la vaisselle officielle pour le service des nouveaux commensaux ». La jeunesse, dont il se dit le porte-parole, « souhaite non pas un changement de politiciens mais une rénovation nationale ».

Le 15 octobre, au théâtre Rivera Indarte de Córdoba, le gouverneur provisoire de la province, Carlos Ibarguren, parent du président et qui passe pour être de son conseil privé, reprend les mêmes thèmes révolutionnaires. Parlant devant les chefs de la garnison locale, Ibarguren déclare dans un discours retransmis par radio à tout le pays : « Une révolution politique, à la différence d'une émeute ou du renversement d'un gouvernement, n'est pas un simple changement de personne ». Après avoir instruit en quelques phrases le procès du radicalisme, le « gouverneur » de Córdoba propose à son tour des réformes constitutionnelles. Il semble avoir tenu compte des objections et des critiques soulevées par les projets corporatistes du président, mais les solutions avancées n'y ont guère gagné en clarté. Ibarguren rassure les libéraux sur l'avenir du suffrage universel, mais il condamne les comités, et semble souhaiter une réforme des partis afin que ceux-ci « représentent les intérêts sociaux et professionnels ». Enfin, il se défend de vouloir introduire en Argentine des réformes fascistes.

Les ardeurs révisionnistes du chef de la révolution de septembre culminent, le 15 décembre, avec un discours de combat adressé aux officiers de l'Ecole supérieure de guerre. Devant cet auditoire choisi, le président exalte les vertus militaires, condamne « la politique », écarte « la démocratie », « ce mot galvaudé », avant de préciser ses idées en la matière. Pour lui, comme pour toute l'oligarchie argentine, la démocratie étant « le gouvernement des plus aptes », « la difficulté est justement de faire en sorte que ce soient les meilleurs (qui gouvernent), c'est-à-dire que les éléments les plus capables prennent en main le gouvernail et dirigent le bateau ». Ce qui est particulièrement difficile, dit Uriburu, « dans un pays comme le nôtre qui comprend 60 % d'analphabètes (*sic*) ; d'où il résulte de façon claire, évidente et sans conteste, que ce sont ces 60 % d'analphabètes qui gouvernent le pays puisque, lors des élections, ils forment la majorité ».

Ce raisonnement limpide, asséné avec une force de conviction que l'ignorance de la chose publique ne faisait que renforcer, n'eut pas l'air de plaire à la classe politique. Les hommes des partis eurent beau jeu de réfuter les arguments spécieux du politicien improvisé et de relever l'injure sans fondements faite au peuple argentin : l'Argentine ne compte pas 60 % d'analphabètes mais à peine 21,96 % [13], ce qui réduit la portée de l'argumentation. Et le Parti socialiste, paladin de la démo-

13. Pinedo (Federico), *En tiempos de la República*, Buenos Aires, Mundo forense, 1946, tome 1, p. 97.

cratie représentative, d'avancer : « Le problème de la culture électorale n'est pas du ressort de la loi électorale », et « les analphabètes, même privés du droit de vote, n'en continueraient pas moins à payer les impôts et à remplir leurs obligations militaires » [14].

En fait, derrière ces pauvres arguments se dissimule une condamnation radicale du principe électoral au nom d'une morale de classe. L'aristocratique mépris pour le citoyen commun traduit le refus de l'égalité politique qui ignore les disparités sociales. Uriburu n'est sans doute pas loin de penser, comme le tonitruant ex-gouverneur de Jujuy, Benjamín Villafañe, nationaliste de la première heure, que « 90 % des hommes sont des larves mues par des impulsions et des sentiments » [15] et que l'égalité est une dangereuse chimère. Ne nous y trompons pas. Ni la rhétorique nationaliste, ni l'antilibéralisme, ni même les réformes corporatistes pressenties par les révolutionnaires de septembre ne sont de facture fasciste. On a sans doute un peu trop rapidement assimilé — à partir de ressemblance externe ou de coïncidences de personnes — la volonté politique des partisans d'Uriburu avec le modèle mussolinien. Les groupes fascistes argentins d'après 1930 ont beaucoup contribué à cette assimilation. Voyant dans le général Uriburu un précurseur, ils n'hésitent pas à placer sa « révolution » sous l'invocation de la « figure mondiale qui lança un défi aux communistes comme aux capitalistes, Benito Mussolini » [16]. Mais historiens et politologues ont aussi contribué à accréditer l'idée qu'Uriburu « se proposait de transformer l'Argentine en un Etat fasciste » [17].

Il ne s'agit pourtant pas d'une question académique. Les objectifs réels des uriburistes, leurs motivations, conditionnent le processus politique ultérieur et notamment l'affirmation du pouvoir militaire.

Certes, les nationalistes argentins partagent avec le fascisme italien certains éléments idéologiques : nationalisme, militarisme, anticommunisme, antilibéralisme [18] entre autres. Des éloges de Mussolini et de la « grande révolution » que connaît l'Italie, dont, selon Lugones, « le progrès et la puissance s'imposent avec une évidence éclatante », ne sont pas rares chez les idéologues de septembre [19]. On peut aussi relever

14. Partido socialista, Comité ejecutivo nacional, *El Partido socialista y el movimiento militar del 6 de septiembre*. Buenos Aires, s.e., 1931. « A propósito de un discurso del presidente provisional, 21 decembre 1930 ».

15. Villafañe (Bnejamín), « La independencia económica condición de la libertad », *Anales de la Unión industrial argentina*, décembre 1930, p. 3-20.

16. Palenque Carreras (Arturo), *La revolución que nos aguarda*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1967, p. 47.

17. Navarro Gerassi (Marysa), *Los nacionalistas*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 77. Voir également Germani (Gino), « Fascism and class » in Woolf (S.J.) et al., *The nature of fascism*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1968, p. 90.

18. Soit quatre des cinq composantes de l'idéologie fasciste (la 5e étant le racisme) qu'énumère Ch. Seton Watson dans « Fascism in contemporary Europe », in Woolf (S.J.), *European fascism*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1968, p. 342.

19. Lugones (Leopoldo), « El conflicto », *La Nación*, 1er septembre 1930.

l'accent mis par plusieurs collaborateurs du gouvernement provisoire sur la puissance économique et les nécessités d'un développement industriel accéléré [20] grâce à une politique de protectionnisme, voire d'autarcie. L'union du gouvernement, des milieux militaires et des responsables industriels, dans leur refus commun de la politique économique radicale, illustre ce phénomène. Le président de l'Union industrielle argentine, dans une conférence au Cercle militaire, donne comme exemple de politique industrielle réussie l'Italie mussolinienne qui, « sans charbon, sans pétrole, sans minerais et sans coton ..., a créé une puissance industrielle, sidérurgique et textile » [21].

Cependant, l'essence même du fascisme, au sens historique strict, fait défaut. Cet « extrémisme de droite » se distingue des conservatismes ordinaires, comme le note Talcott Parsons, parce qu'il repose sur des « mouvements populaires de masse » [22]. Or, l'uriburisme se défie des masses. Ce « conservatisme aristocratique » croit à l'ordre et aux hiérarchies. Le style plébéien des fascismes est banni de sa « révolution nationale » au profit d'une raideur toute militaire.

Des collaborateurs du général ont tenté à plusieurs reprises de mettre sur pied un parti officiel. Le 8 novembre 1930, un groupe de jeunes nationalistes lance un manifeste « pour la formation d'un parti national ». Ses objectifs : la grandeur nationale, le renforcement de l'Etat, « le remplacement de l'égoïsme individuel par l'altruisme général » [23]. C'est un échec. Carulla, qui est du nombre des promoteurs, avoue plusieurs milliers d'adhérents et une vingtaine de comités, mais il reconnaît le caractère éphémère de ce groupement [24]. Au début de 1931, le ministre de l'Intérieur, Sánchez Sorondo, s'efforce lui aussi, sans plus de succès, de former un parti uriburiste [25]. Ernesto Palacio, ancien rédacteur de la *Nueva República,* lance, le 12 juin 1931, avec quelques amis de bonne famille (Anchorena, Paz, Bullrich, Ocampo, Bunge, Urquiza, etc.), un communiqué de soutien à Uriburu, intitulé « La réaction nationale », qui invite les bons citoyens à « constituer une force destinée à offrir au chef de la révolution l'appui nécessaire pour qu'il puisse accomplir sans encombre l'œuvre d'assainissement et de réforme » entreprise. Cette dernière tentative n'eut aucune suite.

En fait, le général Uriburu n'a confiance que dans l'armée. Lorsqu'il

20. C'est le cas notamment de l'ingénieur Alejandro Bunge, ministre des Finances du gouverneur provisoire de la province de Santa Fe. Cf. « Es deber imperativo del Estado propender a la defensa del trabajo del pueblo conquistando y ampliando en lo posible el mercado interno », *Anales de la Unión industrial argentina*, octobre 1930, p. 27.

21. Colombo (Luis), « La industria en la paz y en la guerra » (conferencia dada en el Circulo militar el 28 de agosto de 1931), *Revista militar*, octobre 1931, p. 565.

22. Parsons (Talcott), « Some sociological aspects of the fascist movements » in *Essay in sociological theory*, Glencoe, The Free Press, 1954, p. 124.

23. « Por la formación de un partido nacional », *La Nación*, 8 novembre 1930.

24. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Llanura, 1951, p. 295.

25. *Ibid.*

déclare à ses compagnons d'arme que la politique c'est le mal et qu'il ne fait pas de politique[26], sa sincérité n'est pas en défaut. Les partis, dont il ne comprend guère l'utilité, lui apparaissent comme des factions nuisibles à l'unité nationale, voire des sectes parasitaires aux desseins inavouables. Mais le peu de succès de ces essais de parti révolutionnaire ne s'explique pas seulement par l'indifférence soupçonneuse de l'ancien inspecteur général de l'armée de terre ni par l'aversion de son entourage pour toute « massocratie ». En 1930, le climat n'est pas favorable au développement d'un parti de type fasciste. Il faudrait une profonde désorganisation sociale pour libérer, des masses désorientées et mobilisables, un mouvement de type fasciste[27]. Les jeunes « gommeux » des beaux quartiers jouant au « squadrista » ou au camelot du roi ne sauraient remplacer ces masses « introuvables ».

Leur idéologie autoritaire, pour peu qu'on l'analyse en profondeur, est très éloignée du fascisme. Plus défensive que dynamique, elle tente de figer une société qui se croit menacée, sans pour autant proposer la construction d'un ordre nouveau. Admirations et références positives s'inscrivent nettement dans la tradition du libéralisme politique argentin. L'analyse de contenu d'un échantillon représentatif de l'idéologie des « septembriseurs » nous éclaire, par la combinaison de ses thèmes principaux, sur les cheminements d'une pensée essentiellement « contre-révolutionnaire ». L'enchaînement des séquences conceptuelles entre deux pôles en tension permet de reconstituer son développement naturel. Ce n'est pas l'Italie mussolinienne qui constitue l'idéal de ces soi-disant fascistes, mais les Etats-Unis, nation modèle dont la réussite fascinait déjà, au 19e siècle, les « organisateurs » libéraux de l'Argentine moderne comme Sarmiento et Alberdi. La Grande République du Nord offre l'attrait de la puissance économique, tout en demeurant le paradis de la libre entreprise exempte des conflits sociaux et des troubles révolutionnaires qui agitent le vieux monde. L'étranger (en fait l'immigrant européen) est précisément rejeté parce que porteur de germes subversifs. Ce nationalisme social n'est en fait que l'anticorps de « l'internationalisme prolétarien », principal pôle négatif. Au contraire, les investissements étrangers sont perçus avec faveur. Qu'on ne croie pas que l'industrialisation est l'objectif privilégié de cet autoritarisme ; elle n'est qu'un des moyens nécessaires ou utiles pour atteindre le stade de la puissance économique, qui serait, suivant le modèle nord-américain, la garantie de la paix sociale. Les termes interchangeables d'industrie et d'autarcie revêtent une connotation plus politique qu'économique. Par ailleurs, le couple antithétique puissance économique/législation ouvrière est fortement valorisé. La surcharge négative du concept de socialisme rend compte de

26. *La palabra del general Uriburu*, *op. cit.*, p. 47 (discours du 15 décembre 1930).
27. Talcott Parsons, *op. cit.*, p. 125.

la condamnation de la démocratie. Des thèmes nettement fascistes comme « Etat » ou « potentiel démographique » sont faiblement perçus. Loin de marquer une rupture avec les conceptions politiques du libéralisme élitaire, l'idéologie de septembre rénove et prolonge, contre le radicalisme, les grandes orientations du conservatisme pré-radical.

Tableau 1. Analyse de contenu d'un échantillon d'idéologie " révolutionnaire " en 1930

Thèmes	*Catégories* *P*	*I*	*N*
1. Démocratie (" légalité politique ", " suffrage universel ", " Parlement ")	0	0	169 u
2. Législation ouvrière (" législation de classe ", " législation socialiste ", " ouvriérisme ")	0	0	82 u
3. Puissance économique (" industrialisation ", " autarcie ")	108 u	0	0
4. Potentiel démographique	15 u	0	0
5. Etranger	0	3 u	84 u
6. Investissements étrangers	41 u	0	1 u
7. Militaires ("supériorité des... ", " pouvoir militaire ")	78 u	0	0
8. Liberté (= discipline), " libéralisme "	6 u	7 u	95 u
9. Socialisme (" communisme ", " collectivisme ", " bolchevisme ", " Russie soviétique "	0	0	360 u
10. Etat	0	0	29 u
11. Pacifisme	0	6 u	59 u
12. Italie (" fascisme ")	4 u	7 u	0
13. Etats-Unis	147 u	13 u	0

Textes analysés ; recueil d'articles de Leopoldo Lugones, *La patria fuerte* et *La grande Argentina* parus en 1930, *op. cit.* Méthode : P = Positif ; I = Indifférent ; N = Négatif.
Unité d'enregistrement : phrase assertive ou négative simple ou complexe incluant explicitement le thème de référence.
u : unité de numération : la ligne imprimée de 45/50 signes.

L'idéologie autoritaire des nationalistes partisans d'Uriburu n'est nullement une greffe étrangère sur le vieux tronc de la politique « créole ». Nulle rupture en dehors du problème institutionnel avec le libéralisme élitaire de l'oligarchie traditionnelle. Par leurs origines sociales[28], voire leur passé politique, les révolutionnaires de septembre sont des conservateurs qui entendent emprunter seulement aux expériences européennes les moyens politiques de préserver la société qui consacre leurs privilèges sans rien céder sur l'essentiel ni à un parti, ni à des alliés populaires. C'est pourquoi cette réaction aristocratique souhaite l'instauration d'un ordre corporatiste, mais entend s'appuyer sur l'armée et non sur un mouvement de masse. La stratégie politique d'Uriburu est tout entière dans cet appel à l'armée pour réformer la Constitution. Elle

28. Voir Rouquié (A.), « La genèse du nationalisme culturel dans l'œuvre de Manuel Gálvez (1904-1913) », *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien Caravelle*, décembre 1972, p. 29.

n'épargne aucun effort pour convaincre des militaires attentistes, voire indifférents, non seulement du bien-fondé d'une révision antilibérale des institutions, mais de leur engagement et de leur propre responsabilité dans une authentique révolution.

Le général Uriburu à la recherche d'un parti militaire

En dépit de leur audience limitée dans les garnisons de Buenos Aires et chez les principaux chefs militaires, les nationalistes de septembre sont des militaristes. Par conviction, comme Lugones, par nécessité tactique, pour la plupart.

La chantre de « l'heure de l'épée », qui, depuis 1926, prophétisait l'apparition « d'un nouveau chef, d'un autre général » capable de « nous donner une patrie belle et propre, la patrie de l'ordre et de la force » en « extirpant les démagogues » [29], ne perd pas une minute pour affirmer que le « mouvement du 6 septembre fut militaire et complètement étranger à la politique » [30]. Il ne perd pas non plus une occasion de faire l'apologie de l'armée, seule capable de revigorer « l'Etat libéral » trop vulnérable face à la montée des « forces antisociales » [31]. D'ailleurs, l'efficacité est du côté des hommes en uniforme, car « l'expérience la plus féconde de la guerre (mondiale), selon le poète-lauréat du national-militarisme, a consisté à imposer la technique militaire à la gestion gouvernementale » [32].

Malgré la capacité de conviction déployée par cette plume prestigieuse, il n'est guère aisé de transformer l'institution militaire en parti au service d'une minorité de politiciens néophytes. L'armée a observé devant la conspiration antiradicale une prudente réserve, et les officiers participent peu au pouvoir révolutionnaire. Paradoxe d'une dictature qui se veut militaire et hostile aux partis politiques : le cabinet est intégralement civil, à l'exception des ministres de la Guerre et de la Marine. C'est à peine si trois parmi les gouverneurs de province nommés par le nouveau gouvernement sont des officiers supérieurs. Encore les « gouverneurs » de la Rioja, Jujuy et Salta sont-ils deux amiraux (le contre-amiral José Moneta et le vice-amiral Carlos G. Daireaux) et un général en retraite (le lieutenant général Gregorio I. Vélez). Aucun d'eux n'a participé au mouvement de septembre. Les cadres de l'armée ont donc peu bénéficié des dépouilles du radicalisme.

Mais Uriburu n'a pas cédé tout le pouvoir à la classe politique tradi-

29. Conférence sur le général Roca prononcée par Leopoldo Lugones au Prince George's Hall de Buenos Aires le 31 mai 1926. Cf. Leopoldo Lugones (fils), *Mi padre*, Buenos Aires, Centurión 1944, p. 345 et la lettre de Lugones à *La Nación* publiée dans le quotidien le 11 octobre 1930.

30. *La Nación*, 11 octobre 1930.

31. *La Nación*, 31 octobre 1930.

32. *La Nación*, 14 novembre 1930.

tionnelle. Les départements ministériels expédient les affaires courantes, la politique est l'affaire de la présidence secondée par le ministre de l'Intérieur. Or, dans l'entourage présidentiel, les officiers ne manquent pas. Le style de la Maison Rose en est transformé. Sous Yrigoyen, c'était le va-et-vient bon enfant des comités radicaux ; le général Uriburu en a fait une caserne. Les postes de confiance de la présidence sont détenus par des officiers révolutionnaires sur lesquels Uriburu peut compter. Le chef du secrétariat de la présidence est le lieutenant-colonel Juan Bautista-Molina, le secrétariat militaire est entre les mains du lieutenant-colonel Emilio Faccione et du commandant Angel J. Solari [33]. Un des principaux organisateurs de la conspiration, le lieutenant-colonel Alsogaray est chef de la maison militaire.

Uriburu a aussi multiplié les aides de camp. En deux ans, il en nomme sept, alors qu'Yrigoyen, en six ans, n'en avait eu que trois. Le commandant Humberto Sosa Molina, les capitaines Ricardo Mendioroz et Oscar R. Silva vont ainsi découvrir la politique dans l'ombre du général président. L'épuration du Ministère de la guerre amène de modestes officiers à des postes administratifs non dépourvus d'importance. C'est ainsi que le général Francisco Medina met le pied à l'étrier au lieutenant-colonel Luis C. Perlinger et au capitaine Juan D. Perón, en les nommant au secrétariat du ministère, en récompense de leur zèle révolutionnaire [34].

Mais il ne suffit pas de placer des officiers nationalistes à des postes clés pour obtenir l'appui politique de l'armée. D'autant que le respect du tableau d'avancement et de la loi organique limitent la liberté des affectations. Pour ne rien dire de la vigilance du général Justo, commandant en chef de l'armée de terre [35] pendant les trois semaines décisives qui suivent le coup d'Etat. A la tête des cinq divisions que comprend l'armée argentine Uriburu a pu placer deux hommes sûrs : le général Francisco M. Vélez, vieil ami originaire de Salta, qui commande la 5e division, et le colonel Nicolas C. Accame (3e division). Les commandants de la 1re et de la 4e division, le colonel José M. Mayora et le général Basilio B. Pertiné, sont loyaux envers le nouveau pouvoir mais politiquement peu sûrs. Le général Pertiné, seul commandant qui reste en place après le 6 septembre, n'a-t-il pas demandé un jour de réflexion avant de se mettre aux ordres du ministre Medina ? Enfin, le commandant de la puissante 2e division (Campo de Mayo) est le colonel Manuel A. Rodriguez, ancien secrétaire du Ministère de la guerre sous Alvear. Il est tout dévoué au général Justo qui ne l'a pas placé à ce poste par hasard.

33. Sources : *Review of the River Plate*, 19 septembre 1930, et *Edecanes y jefes de la casa militar de la presidencia*, Buenos Aires, s.e., s.d., non paginé. (Biblioteca nacional militar).

34. Pavón Pereyra (Enrique), *Vida de Perón*, Buenos Aires, Ed. justicialista, 1965, p. 65.

35. Nouveau titre de l'Inspecteur général de l'armée de terre créé spécialement pour le général Justo.

La démarche d'Uriburu et de ses collaborateurs pour amener les chefs militaires sur leurs propres positions va consister à mettre l'accent sur le rôle décisif de l'armée dans la chute d'Yrigoyen. Cette révolution est la leur. Ils ne doivent pas la laisser confisquer par des civils ni par les politiciens. En jouant les militaires contre les civils et en flattant l'armée, Uriburu croit pouvoir parvenir à rénover de fond en comble les institutions du pays.

Il est inconsciemment aidé dans cette délicate manœuvre par toute l'élite dirigeante et certains groupes politiques qui, pour des raisons diverses, s'attachent à exalter l'armée. La « divine surprise » de la chute d'Yrigoyen fait apparaître à tous les opposants les capacités des militaires, même en petit nombre, pour trancher une situation politique. C'est un fait nouveau car, depuis 1890, tous les putschs avaient échoué. Aussi la popularité de l'armée dans les beaux quartiers est sans borne. Le Collège militaire et l'Ecole des transmissions ont chassé les usurpateurs et délivré les « honnêtes gens » de la « tyrannie » de la *chusma* radicale. Ils ont droit à une sincère reconnaissance. D'ailleurs, les éléments les plus lucides de l'élite établie ne sont pas fâchés de mettre en avant une armée « exemplairement légaliste » pour éviter que les nationalistes aventureux et confus ne tirent la couverture à eux.

Le 16 septembre, une soirée de gala a lieu à l'Opéra Colón, en l'honneur de la marine et de l'armée, pour leur « participation à la journée historique du 6 septembre »[36]. Le Club du progrès leur rend également hommage. Un banquet est offert par le Jockey Club, saint des saints de l'oligarchie, aux cadets du Collège militaire et de l'Ecole navale. Car on fait particulièrement fête aux « héroïques cadets » qui ont formé le gros des troupes révolutionnaires. Les « gouverneurs » se font photographier au milieu d'eux. Un théâtre donne une revue musicale intitulée « Vive la liberté », où l'apothéose finale présente, devant une Maison Rose en carton pâte, un Uriburu plus olympien et moustachu que nature, entouré de charmantes danseuses déguisées en cadets (titre du tableau : « C'est nous les cadets de l'Argentine »)[37]. En février 1931, un éditeur avisé propose au public le livre de Julio A. Costa intitulé *La romance d'un cadet,* « histoire d'amour romanesque et patriotique » qui a pour toile de fond la chute d'Yrigoyen.

La mode est donc aux militaires. Ils ont bien mérité des classes dirigeantes. Jamais leur prestige n'a été si haut. Des « commissions de dames » se font un plaisir d'aller dans les garnisons honorer de leur présence la remise de la Croix de fer de l'héroïsme— créée à cette occasion — aux participants du mouvement révolutionnaire[38].

36. *La Nación,* 11 septembre 1930.

37. *La Nación,* 17 septembre 1930. Il s'agit du théâtre Sarmiento.

38. Cf. La cérémonie qui s'est déroulée le 10 janvier 1931 à la base aérienne de El Palomar en présence d'une commission des dames de San Martín.

Un auteur anonyme écrit dans la *Revue militaire*, à propos du défilé du 12 octobre, ces phrases sur la popularité de l'armée, révélatrices d'une orientation idéologique et d'un malaise social :

> « Le peuple a compris l'armée et sa mission. Le lien étroit qu'établit le service militaire obligatoire entre les institutions militaires et le peuple n'avait pas suffi, sans doute parce que son action bienfaisante est en partie détruite par la propagande démente des éléments subversifs qui, venus de l'étranger, tentent de semer des théories communistes ou similaires, utopiques et funestes qui malheureusement corrompent bien des esprits ingénus. Ce mouvement a donné au peuple la mesure de la noblesse des institutions armées et cette compréhension s'exprima dans l'apothéose unanime que la population réserva aux brillants échantillons des forces armées qui défilèrent... » [39].

Même les partis de gauche font l'éloge de l'armée. Le Parti socialiste, peu suspect de militarisme mais favorable au renversement d'Yrigoyen, rassure sa conscience démocratique face à la réaction oligarchique de l'extrême-droite nationaliste et des conservateurs, en soulignant la participation de « l'armée du suffrage universel » au mouvement de septembre. « Au sein de la marine et de l'armée, lit-on dans une brochure publiée par les socialistes en 1931 [40], sont confondus dans une tâche d'ordre essentiellement technique, les hommes de toutes les régions du pays, les fils de toutes les races nées sur le sol argentin, tous les sentiments, toutes les traditions, toutes les croyances, toutes les idéologies, sans autre objectif que l'unité nationale et la défense de notre autonomie juridique, sociale et politique ». L'armée *melting-pot*, émanation de la nation, ne peut défendre que l'intérêt de tous. Néanmoins, le Parti socialiste argentin, dont on a pu dire que c'était un parti de maîtres d'école, ne manque pas de mettre en garde les forces armées contre les hommes politiques qui veulent les utiliser, en concluant : « L'éloge n'est pas toujours l'expression du désintéressement, ni l'embrassade un gage de générosité ».

On ne saurait mieux dire, car Uriburu, qui a souhaité renverser Yrigoyen par une révolution militaire, ne désespère pas, depuis le 6 septembre, d'entraîner l'armée derrière lui. Dès son arrivée à la Maison Rose, le général Uriburu établit des relations spéciales entre l'armée et lui. Le 8 septembre, il prête serment : « Devant vous, soldats de mon pays, et devant le peuple souverain ». Puis, s'adressant à la troupe : « A mon tour, je vais recevoir votre serment, soldats ! Jurez devant Dieu et la patrie d'être fidèles aux autorités que *vous avez imposées par la volonté du peuple* » [41].

39. « El desfile del día 12 y los homenajes al ejército y a la armada », *Revista militar*, novembre 1930, p. 623.

40. Partido socialista, Comité ejecutivo nacional, *El Partido socialista y el movimiento militar del 6 de septiembre*, *op. cit.*, p. 26.

41. C'est nous qui soulignons. *La palabra del general Uriburu*, *op. cit.*, p 16-17.

Aussi n'est-il pas surprenant qu'Uriburu se croie habilité à réclamer l'appui des officiers pour réformer la Constitution. Il le dit sans fard, à l'Ecole d'infanterie, le 18 décembre 1930 : « Il est indispensable que le corps des officiers de l'armée de terre et de la marine me prête tout l'appui nécessaire pour pouvoir réaliser l'œuvre institutionnelle dans laquelle le gouvernement s'est engagé ». Il revient à la charge, avec un mordant tout particulier, dans son discours de l'Ecole supérieure de guerre, le 15 décembre 1930. Après avoir condamné la politique comme un « élément dissolvant » dont tout militaire doit se tenir soigneusement éloigné, et stigmatisé le suffrage universel, le chef de l'Etat rappelle à ses compagnons d'arme que le pays « a des obligations envers le corps des officiers » qui a rempli le devoir patriotique de chasser Yrigoyen. Ayant ainsi flatté les militaires, il peut répondre à ceux qui refusent ses réformes au nom de la légalité constitutionnelle : « Yrigoyen, voilà la légalité. Il a été élu avec 800 000 voix, mieux qu'aucun autre président argentin ». Autrement dit, si vous voulez consolider votre victoire du 6 septembre il faut me suivre. Ce raisonnement ne manque pas de logique. Il ne peut pas suffire à emporter l'adhésion de l'armée.

D'autres arguments plus concrets font en effet défaut au gouvernement. Contre le gaspillage radical, la révolution a choisi l'austérité. Les soldes des militaires baissent comme celle des autres fonctionnaires. Les compressions budgétaires frappent également les Ministères de la guerre et de la marine. Les dépenses d'armement fléchissent. L'armée est sans doute à l'honneur, mais, matériellement, la révolution ne lui apporte rien, au contraire. Elle n'est pas épargnée par la politique de déflation.

Tableau 2. Dépenses militaires sous le gouvernement provisoire (en millions de pesos)

	1930	*1931*	*1932*
Armements	27 927	11 670	8 876
Ministère de la marine	51 856	53 493	47 541
Ministère de la guerre	80 136	80 752	72 294
Pensions militaires	30 519	34 609	30 919

Source : El ajuste de resultados financieros.

Pour pallier le mécontentement que ne peut manquer de susciter la réduction des revenus des officiers, le gouvernement débloque cinq millions de pesos destinés à des prêts personnels leur permettant d'éponger leurs dettes. Cette mesure, bien que confidentielle, fut connue et perçue par l'opinion publique[42] comme une tentative peu élégante d'acheter le soutien des « sauveurs » de la République. Interprétation indiscutable si

42. « Se ha dispuesto conceder créditos a los militares para solventar sus deudas », *La Prensa*, 28 mars 1931.

l'on sait que les emprunts devaient être approuvés individuellement par le lieutenant-colonel Juan Bautista-Molina, secrétaire de la présidence.

L'armée contre la dictature militaire

Uriburu a beau multiplier les visites et les discours dans les écoles et les garnisons, payer les dettes des officiers loyaux ou inviter une division entière à un plantureux *asado*[43], l'armée dans son ensemble ne se départit pas d'une prudence maussade. Le président provisoire n'est d'ailleurs pas seul à parler au nom d'une armée qui a définitivement cessé d'être la « grande muette ».

Des officiers révolutionnaires, en réponse au président, précisent dans la presse les raisons de leur participation au mouvement du 6 septembre. *La Nación* publie, le 2 novembre, une note du lieutenant-colonel Enrique I. Rottjer, chef du secrétariat du Ministère de la guerre (l'équivalent de secrétaire général). Pour Rottjer, l'armée est sortie des casernes dans le seul but de « rétablir la discipline affaiblie par la violation de toutes les lois » imputable au régime précédent. Cet article ouvre une polémique au sein de l'armée. Le lieutenant-colonel Ramírez, proche d'Uriburu, réfute dans une lettre à la *Nación*, publiée le 13 novembre, le caractère strictement professionnel et apolitique de l'engagement de l'armée dans le putsch de septembre. Pour lui, l'objectif des militaires était bien de « changer le système », notamment par la réforme de la loi Sáenz Peña : « Nous avons agi sur la base d'une idéologie qui va au-delà du rétablissement de la discipline dans l'armée ». Mais une forte majorité de l'armée est loin de partager cet avis.

De fait, la faible participation des militaires au coup d'Etat, qui reste longtemps un sujet de polémique[44], n'invite guère à penser que la majorité des officiers partageait avec le président provisoire des opinions antidémocratiques. Les tractations entre chefs de l'armée et nationalistes avaient amené Uriburu à amender dans un sens constitutionnaliste la proclamation révolutionnaire rédigée par Lugones. Un engagement souscrit par les officiers de marine, le 5 septembre 1930, publié par Lisandro de la Torre en février 1932 et jamais démenti, ne laisse aucun doute sur le légalisme de certains militaires antiyrigoyénistes. Ce texte énonce en cinq points les limites de l'action politique des marins contre Yrigoyen. Les points 4 et 5 stipulent[45] : « 4) Les soussignés combattront par les

43. *La Nación*, 16 janvier 1931. Ce banquet champêtre réunit les 6 000 soldats de la garnison de la capitale à Palermo sous la présidence du général Uriburu.

44. Voir l'échange de lettres ouvertes entre Alberto Uriburu (fils du général) et Manuel Fresco sur l'attitude de la garnison de Campo de Mayo le 6 septembre, publiées dans *La Nación*, les 11 et 12 octobre 1932.

45. De la Torre (Lisandro), « Otra página de historia », *La Razón*, 26 février 1932.

armes toute tentative de dictature civile ou militaire. 5) Ils défendront (également) l'application de la Constitution ».

Un texte signé par des officiers de l'armée de terre et publié dans les mêmes conditions présente la même orientation.

On peut suppposer que la majorité passive des cadres des forces armées, indifférente aux problèmes politiques, n'entend surtout pas servir de marchepied à une « secte » rejetée par les centres de pouvoir et les organes de presse qui modèlent l'opinion. Mais, de plus, il est difficile de séparer l'attitude manifeste du corps des officiers des convictions et des ambitions du général Justo. Celui-ci, outre qu'il jouit d'un prestige inégalé auprès de ses anciens subordonnés, que son passage au ministère a renforcé, est le favori des milieux civils influents hostiles au corporatisme uriburiste. Tacticien habile, il a placé ses hommes à des postes clés. Le clan Justo passe même pour contrôler largement l'armée de terre au grand dam des officiers nationalistes. Uriburu en est bien conscient, qui tente de se débarrasser discrètement de certains d'entre eux. Ainsi, le bras droit du général Justo lors de la conspiration, le lieutenant-colonel Sarobe[46], est nommé attaché militaire à Tokio. Cependant, l'ancien chef du secrétariat du général Justo, le colonel Rodríguez, demeure commandant de Campo de Mayo (2e division), puissante unité, décisive en matière politique, comme on le sait depuis 1919.

Le lieutenant-colonel Rodríguez, qui partage en tout point, comme nous allons le voir, les vues de l'ancien ministre de la Guerre, n'est pas seulement l'homme de Justo. Il a l'estime de ses compagnons d'armes. Il est élu président du Cercle militaire, en 1931. On peut donc supposer qu'il est assez représentatif de l'orientation majoritaire du corps des officiers : éminement « professionnaliste », il refuse l'aventure d'une dictature militaire.

Si les officiers libéraux et antiautoritaires peuvent faire élire l'un des leurs à la présidence du Cercle militaire, Uriburu *regnante,* il est vraisemblable que les nationalistes sont infiniment minoritaires, sauf dans les allées du pouvoir. En revanche, les officiers radicaux existent. Les malheurs qui frappent l'UCR ne les ont pas fait disparaître, bien au contraire. A l'intérieur ou à l'extérieur de l'armée, ils conspirent avec l'armée, et dans ses rangs. Et leur action semble avoir trouvé jusqu'à la fin de 1931 un certain écho chez des officiers et des sous-officiers.

Le 6 février 1931, l'*interventor* de Córdoba, Carlos Ibarguren, publie un communiqué où il parle d'un complot yrigoyéniste découvert deux mois auparavant, dans lequel des officiers radicaux auraient obtenu la collaboration de sous-officiers « grâce à des promesses absurdes » : « la possibilité de devenir officier par la création d'écoles spéciales », l'aug-

46. *La Nación*, 30 novembre 1930.

mentation des soldes, l'attribution de logements. Toutes ces promesses, ajoute le communiqué, illustrent « l'inspiration anarchiste du mouvement ». Trente-quatre sous-officiers sont impliqués dans ce mystérieux complot. Quelques jours plus tard, par une étrange coïncidence, une conspiration d'officiers radicaux est découverte à Buenos Aires. Le soulèvement était prévu pour le 14 février. De nombreux officiers subalternes sont arrêtés ainsi que le général Baldasarre, le lieutenant Carlos Toranzo Montero, fils du général Severo Toranzo, qui aurait été le chef de la conspiration. Une tentative pour impliquer également le général Dellepiane fait long feu. Il n'en est pas moins vrai que des radicaux complotent. Et ils ne sont pas isolés.

Certains régiments fidèles à leurs anciens chefs, notamment dans l'infanterie, ne sont pas insensibles aux arguments des officiers radicaux. Les 20 et 21 juillet 1921, le lieutenant-colonel Gregorio Pomar, ancien aide de camp du président Yrigoyen, parvient à soulever, à Corrientes, le 9e d'infanterie. La troupe et les sous-officiers le suivent. Plusieurs officiers sont compromis : six lieutenants, deux commandants et un lieutenant-colonel. Les rebelles prennent la fuite au Paraguay : le colonel Pomar passe la frontière avec 15 sous-officiers et 154 hommes de troupe.

On prétend que des officiers du clan Justo avaient envisagé de semblables actions pour faire pression sur Uriburu, voire pour le renverser. Vers le milieu de l'année 1931, les hommes du général Justo auraient même pris des contacts avec les conspirateurs radicaux afin de permettre à leur chef de coiffer le mouvement et de l'orienter en sa faveur. A ce moment-là, selon le lieutenant-colonel Atilio Cattáneo, radical et comploteur, « 70 % des forces armées argentines » auraient été engagés dans la conspiration contre Uriburu[47]. Mais la candidature de Justo aux élections présidentielles ayant été imposée au président provisoire, l'ancien ministre d'Alvear remit à une date indéterminée le soulèvement. Le pronunciamiento prématuré et isolé de Corrientes aurait été partie de ce plan révolutionnaire mort-né[48].

Car de fait, dès la mi-juillet 1931, Uriburu sait que l'armée est contre lui et ses projets politiques. Un porte-parole autorisé de l'armée, le président du Cercle militaire, le colonel Manuel A. Rodríguez, le lui a fait savoir publiquement et sans ambages. Dans un discours d'une fermeté sans appel, prononcé au banquet de camaraderie des forces armées le 7 juillet 1931 en présence du président provisoire, le commandant de la 2e division s'élève contre toute tentative d'utilisation de l'armée à des

47. Cattáneo (lieutenant-colonel Atilio), *Plan 1932. Las conspiraciones radicales contra el general Justo. El concurrencismo y la revolución*, Buenos Aires, Proceso, 1959, p. 62.

48. *Ibid.*, p. 63. La conspiration de Pomar aurait compris les radicaux irréductibles, Justo n'a pas pu les persuader de reporter leur mouvement. A moins, autre hypothèse, que Justo, simplement au courant de la conjuration, n'ait rien fait pour empêcher le pronunciamiento de Corrientes.

fins partisanes. Après avoir précisé que ses « paroles interprètent la pensée de (tous ses) camarades », « l'homme du devoir », déclare : « La Constitution actuelle de l'armée est telle que personne ne peut prétendre en disposer à son gré pour des missions étrangères à celles qui constituent la raison de son existence ... L'armée d'aujourd'hui n'est pas une force politique au service des hommes ou des partis... »[49]. « L'histoire démontre, d'ailleurs, que jamais les baïonnettes argentines, destinées à la défense de la nation, n'ont prétendu remplacer le fondement le plus solide du droit sur lequel repose l'édifice de l'organisation nationale ». « L'armée n'a pas d'aspirations propres, elle ne prétend pas s'arroger des pouvoirs ou des facultés réservées à d'autres instances ... le seul fait de rechercher son appui conspire contre sa discipline et constitue un fait illégal et intolérable ».

De tels propos ne sont pas seulement l'aboutissement des relations tendues entre Uriburu et l'armée. Des événements politiques, dont l'armée a été un témoin attentif, ont ruiné depuis plusieurs mois l'autorité du président provisoire et de ses amis nationalistes, au bénéfice exclusif de l'habile général Justo.

L'ascension du général Justo

La mise en garde péremptoire du colonel Rodríguez vient couronner la faillite politique des « nationalistes » au pouvoir. L'armée refuse son appui au général Uriburu, parce que les grands partis lui sont opposés et que le désaveu de l'opinion a montré l'isolement du gouvernement provisoire.

Dès le 23 octobre, une première crise de cabinet dévoile le conflit au sein du gouvernement entre « restaurateurs » et « révolutionnaires ». Le vice-président Enrique Santamarina donne sa démission, « pour raison de santé ». Il est hostile aux réformes constitutionnelles souhaitées par le président[50].

La grande presse se fait l'écho des discussions serrées qui se poursuivent dans la classe politique sur le problème de la révision constitutionnelle. Pour les partis d'opposition, il est bien évident que la révolution s'est faite contre des hommes, Yrigoyen et ses collaborateurs, et non pas contre la sacro-sainte Constitution de 1853. Les partis opposés à Yrigoyen, essentiellement les socialistes indépendants et le parti conservateur, forment un cartel, le Front national démocratique, dont l'objectif

49. « Discurso pronunciado en el teatro Cervantes el 7 de julio de 1931, (por el general Manuel A. Rodríguez), en su carácter de presidente del Círculo militar, durante la comida de camaradería del ejército y de la armada », *El hombre del deber. Una serie de semblanzas del general Manuel A. Rodríguez*, Buenos Aires, Bernabé y Cia, 1936, p. 31-32.

50. *La Nación*, 23 octobre 1930.

est un retour à la Constitution et la convocation d'élections générales à bref délai.

Le 11 novembre 1930, une délégation du Front national démocratique, menée par le socialiste indépendant Federico Pinedo, est reçue par le ministre de l'Intérieur Sánchez Sorondo [51]. Celui-ci, pour témoigner de sa bonne volonté, prend pratiquement l'engagement d'organiser, au début de 1931, des élections provinciales (gouverneurs et assemblées législatives) à Buenos Aires, Corrientes, Santa Fe et Córdoba. La province de Buenos Aires servira de test. Le « gouverneur » provisoire, consulté sur « l'état électoral » de sa circonscription, donne son approbation. Il est convaincu de tenir en main la situation. Buenos Aires n'est-elle pas, pour le parti conservateur, la terre d'élection des « élections canoniques » où scrutateur et électeur se confondent, quand « le cheval du commissaire » ne l'emporte pas d'une longueur ?

La veille du scrutin, l'*interventor* Meyer Pellegrini déclare qu'il « ne conçoit pas que la révolution triomphante dans le sentiment public puisse être mise en déroute dans les urnes » [52]. Pour lui, au contraire, « les urnes renverront l'écho joyeux du 6 septembre ». L'état de siège est provisoirement levé dans la province. Radicaux, socialistes et conservateurs font campagne librement. Avant la consultation, Uriburu dénonce cependant les radicaux « auxquels le gouvernement offre des garanties (électorales) mais qui n'offrent aucune garantie à la République » [53] ; « comploteurs et révolutionnaires liés aux anarchistes », les hommes de l'UCR sont présentés aux électeurs sous les couleurs les plus noires.

Contre toute attente, le verdict des urnes est défavorable à la révolution. A l'issue d'élections qui se sont déroulées dans des conditions normales et auxquelles ont participé 76 % des inscrits, les conservateurs, qui s'attendaient à un éclatant succès, sont battus. Les candidats de l'Union civique radicale triomphent largement.

Tableau 3. Elections du gouverneur et vice-gouverneur de la province de Buenos Aires (5 avril 1931) *

UCR	218 783	Divers	2 605
Conservateurs	187 734	Blancs	12 464
Parti socialiste	41 573		

* Inscrits : 601 479 ; votants : 453 847.
Source : Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberania popular*, 1946, tome I, p. 447.

51. Pinedo (Federico), *op. cit.*, p. 89.

52. Ministerio del interior, Subsecretaria de informaciones, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberania popular*, Buenos Aires, 1946, tome I, p. 444.

53. *Ibid.*, p. 443.

Avant même que les résultats définitifs ne soient connus — le dépouillement ne prend fin que le 27 avril —, le président Uriburu réagit. Le 11 avril, il déclare à Santa Fe : « Si j'ai cru nécessaire de recourir aux armes pour détruire le système qui ruinait la République, je crois que mon devoir est de tenter d'empêcher que le pouvoir tombe aux mains de ceux qui l'avilissent et l'exploitent ... La révolution du 6 septembre n'est pas terminée ». Les élections prévues dans les autres provinces pour le 19 avril et le 24 mai sont suspendues *sine die* et l'état de siège est rétabli. Un communiqué embarrassé laisse prévoir l'annulation des résultats de la consultation du 5 avril : « Le gouvernement acceptera le résultat des urnes dans la province de Buenos Aires mais il ne peut pas accepter que les élus soient des hommes du régime renversé ». C'est précisément le cas de Honorio Pueyrredón et de Mario M. Guido, élus gouverneur et vice-gouverneur.

Pour les nationalistes, le peuple a montré une fois de plus son « incapacité civique ». Mais la révolution a subi un coup fatal. Le radicalisme qu'on croyait mort se porte bien. Le mythe du coup d'Etat populaire, traduction indiscutable de la souveraineté et de la volonté du peuple, s'effondre. Qui pourra désormais dire que la « révolution fut acceptée et acclamée par une majorité plus large que celle qui a élu Yrigoyen », comme l'écrivait, en octobre 1930, Tomás D. Casares ? La révolution apparaît dans sa nudité sans apprêt de réaction minoritaire.

Le 13 avril, le cabinet démissionne, pour permettre à Sánchez Sorondo, responsable du fiasco électoral, de se retirer dans l'honneur. Les militaires ont réclamé sa tête. Le 17 avril, un millier d'officiers se réunit au Cercle militaire avant d'aller saluer le président, dans une « manifestation spontanée de sympathie », selon *La Prensa*. L'entrevue a lieu sans journalistes ni témoins civils. Mais ses buts ne peuvent pas tromper. Au président qui réaffirme les principes du 6 septembre, l'armée présente un véritable ultimatum : la convocation des élections présidentielles avant la fin de l'année sans rien toucher à la Constitution.

Uriburu s'incline. Sa position est d'autant plus faible que le remaniement ministériel a écarté du poste politique du Ministère de l'intérieur le seul nationaliste. Le 18 avril, à l'issue de multiples tractations, Octavio S. Pico, jusque-là ministre des Travaux publics, prend le portefeuille de l'Intérieur. Conservateur traditionnel, il souhaite une candidature d'union nationale pour les élections présidentielles. Selon le témoignage de Lisandro de la Torre, il a déjà un candidat : celui-là même qui l'a poussé à ce poste de premier plan, le général Agustín P. Justo [54]. Encore faut-il, pour assurer la victoire des « démocrates antiyrigoyénistes », éliminer les radicaux sans pour autant importer des « idéologies exotiques ».

54. Cf. De la Torre (Lisandro), *Cartas intimas*, Buenos Aires, Futuro, 1951, p. 35. Le changement de ministre de l'Intérieur implique des mutations parmi les « préfets » et les « maires », donc le contrôle du processus électoral.

L'élimination des radicaux

Le nouveau ministre de l'Intérieur ne perd pas une minute pour mettre en pratique le programme du Front national démocratique présenté cinq mois plus tôt à Sánchez Sorondo. Le 17 avril, Octavio S. Pico publie une déclaration appelant à la constitution d'une entente politique qui ferait obstacle au retour des radicaux. « A cet effet, M. le président du gouvernement provisoire a résolu de convoquer les représentants des partis qui ont répudié et qui répudient encore la fraction du parti radical qui soutenait le régime renversé par la révolution, afin de les exhorter à la concorde nécessaire pour promouvoir les solutions qu'exige l'heure présente »[55].

Ce très large front, qui inclut tous les partis à l'exception des « personnalistes », a bien sûr l'assentiment des militaires. Retrouvant les bases de l'alvéarisme, l'alliance antiyrigoyéniste incarne, en gros, l'idéal politique de l'armée à cette époque : une démocratie parlementaire modérée, ouverte parcimonieusement à la participation populaire et dotée d'un exécutif fort.

Le candidat du front ne peut donc être que le général Justo. Ancien ministre d'Alvear et révolutionnaire de septembre, membre du Jockey Club et général de division, il a mené sa carrière politique de main de maître. Commandant en chef de l'armée de terre, il démissionne le 25 septembre afin qu'une commission d'enquête puisse faire la lumière sur des accusations de concussion portées contre lui. En fait, il prend ses distances par rapport aux projets et aux méthodes du général Uriburu. En réserve de la République, il manœuvre (mais il n'est pas seul). Le 3 octobre 1930, l'éditorial de l'influente *Review of the River Plate* lui est consacré. L'éloge de sa démission voisine, dans le même numéro, avec plusieurs pages très favorables à l'action du Front national démocratique : simple coïncidence ou bien la candidature de l'ancien directeur du Collège militaire était-elle déjà en germe ?

Tout serait simple si la rentrée en scène d'un personnage un peu oublié ne venait mettre des bâtons dans les roues de la candidature Justo. L'ancien président Alvear, qui n'avait pas cru bon d'abandonner les délices de la vie parisienne pour un coup d'Etat dans son pays, croit son heure arrivée après la victoire électorale du 5 avril. Le 25 avril 1931, il débarque à Buenos Aires. Il est accueilli sur le port par 6 000 personnes[56]. Uriburu, auquel le lie une vieille amitié, a dépêché un de ses aides de camp pour l'accueillir. Le général Justo est également présent pour lui souhaiter la bienvenue.

Uriburu et Justo redoutent également le retour d'Alvear. Ils crai-

55. *La Prensa*, 18 avril 1931.
56. *La Nación*, 26 avril 1931.

gnent essentiellement que celui-ci, répondant à l'appel d'Yrigoyen et au patriotisme de parti toujours vivace chez l'ancien président, ne se propose de réunifier l'Union civique radicale. Le projet politique de Justo n'est possible qu'avec l'appui et l'aval du radicalisme « distingué », et en isolant les yrigoyénistes. Pour Uriburu, la réunification serait la renaissance du parti populaire : tout à recommencer, l'éternel retour ; au moment même où l'arme absolue de la réforme corporatiste lui est retirée.

Uriburu prend contact avec Don Marcelo pour tenter de parer au danger. Justo fréquente assidûment l'antichambre de l'ex-président au City Hotel[57]. Alvear ne renonce pas à son projet. Alveáristes et yrigoyénistes, vieux radicaux et nouvelles recrues antiuriburistes confluent au quartier général d'Alvear où celui-ci met sur pied un conseil de réorganisation du parti. Justo comprend qu'il n'a rien à attendre d'Alvear et de ses amis. Putschiste du 6 septembre, il ne peut pas espérer obtenir l'investiture pour les élections présidentielles du 8 novembre d'une Union civique radicale reconstituée. Quant au processus de réunification du radicalisme, il est en marche.

C'est alors que survient, providentiellement, le 20 juillet, le soulèvement manqué des officiers radicaux de Corrientes. Pomar était-il un des maillons d'une vaste conspiration nationale contre Uriburu, dont Justo aurait été le chef, comme le prétend le lieutenant-colonel Cattáneo ? Ce dernier donna-t-il le feu vert aux conjurés de Corrientes, dans l'espoir machiavélique de voir leur échec rejaillir sur le parti radical ? Ou plutôt les laissa-t-il se soulever ? Toujours est-il que le pronunciamiento fut le prétexte rêvé pour mettre les radicaux hors la loi.

Le 25 juillet, le gouvernement provisoire fait savoir que le parti radical, convaincu de menées révolutionnaires, ne pourrait pas présenter des listes de candidats aux élections. Le même jour, Marcelo T. de Alvear, Honorio Pueyrredón, José P. Tamborini, et Carlo M. Noel, principaux dirigeants du parti radical rénové, sont expulsés du pays. Une vague d'arrestations frappe les dirigeants radicaux dans toutes les provinces. Les jeunesses radicales, les secteurs populaires (employés et ouvriers) de l'UCR sont particulièrement visés. Il s'agit de montrer la collusion du radicalisme avec les syndicats et, donc, avec les « idéologies extrémistes ». C'est sans doute un objectif identique qui sous-tend l'affaire Iuyamtorg que nous avons évoquée dans les pages précédentes. La fermeture, le 5 août 1931, de l'agence commerciale soviétique et les griefs qui sont relevés contre elle ne peuvent pas être dissociés de la personnalité de deux des avocats de la société, Honorio Pueyrredón et Mario Guido, les deux « vainqueurs » des élections du 5 avril : deux « dange-

57. Voir le témoignage du secrétaire d'Alvear Goldstraj (Manuel), *Años y errores. Un cuarto de siglo de politica argentina*, Buenos Aires, Sophos, 1957, p. 176.

reux communistes », selon les amis d'Uriburu, auxquels on ne peut décemment pas livrer le gouvernement de la province de Buenos Aires [58].

L'ostracisme qui vient frapper les dirigeants radicaux est une aubaine pour le général Justo. La campagne d'Uriburu contre l'UCR déblaie le terrain pour la candidature à la présidence de l'ancien ministre d'Alvear. La polémique très vive entre l'ancien président et le président provisoire, qui éclate lors du départ en exil du premier, n'est pas sans servir les ambitions du général Justo qui devient ainsi comme l'homme du juste milieu. En effet, Alvear publie dans la presse, le 5 août, une violente dénonciation de la dictature. Le manifeste apparaît dans tous les grands journaux, suivi d'une réfutation bourrée d'attaques personnelles dues à la plume du général Uriburu [59].

Alvear reproche à Uriburu de corrompre l'armée, d'avoir institué une « grossière dictature » qui pratique la torture des prisonniers politiques, d'avoir mis entre parenthèses les élections de Buenos Aires, et d'avoir annulé les autres élections prévues. Alvear concentre tout particulièrement son argumentation sur la politique du gouvernement provisoire à l'égard de l'armée :

> « Des faveurs (*dádivas*) grotesques offensent sans motif sa dignité comme si l'on croyait possible de la convertir ainsi en garde prétorienne ... L'armée de la République est la nation même ... Cette armée a porté la liberté dans toute l'Amérique ... Il est inconcevable qu'on puisse l'utiliser pour abuser de sa force et écraser le peuple ... J'ai le droit d'élever la plus ferme protestation contre ceux qui croient possible de la rabaisser moralement en la subordonnant aveuglément à leur service. Car le culte des vertus militaires a toujours été présent à mon esprit. Je l'ai démontré durant mon gouvernement par ma constante préoccupation en faveur du progrès des institutions armées. A cette fin, j'ai du affronter de nombreuses difficultés financières afin de le maintenir au niveau qui doit être le sien ... ».

Autant de bonnes raisons que l'ancien ministre de la Guerre d'Alvear peut utiliser pour son compte. Car le général Justo, qui se refuse à prendre part à un débat entre ces deux adversaires, entend jouer sur son passé de ministre d'un gouvernement radical. Antiyrigoyéniste, il connaît néanmoins l'écho qu'éveille la référence radicale dans les classes moyennes civiles et militaires. Il ne souhaite pas apparaître comme le candidat des conservateurs mais comme le représentant d'un radicalisme respectueux et de bonne compagnie. C'est pourquoi sa candidature à la présidence est officiellement lancée, le 1er août 1931, par un groupe de radicaux antipersonnalistes groupés autour du caudillo d'Entre Rios, Laurencena, qui se propose comme candidat à la vice-présidence. Le com-

58. La dénonciation des relations coupables entre deux des « hommes les plus représentatifs de l'Union civique radicale » et le gouvernement russe est bien antérieure à la fermeture de la Iuyamtorg. Elle apparaît dans un discours de Leopoldo Lugones adressé à des militaires de la base de El Palomar, le 23 mai 1931, en présence du ministre de l'Armée et du président Uriburu.

59. Le manifeste d'Alvear est daté du 28 juillet 1931, voir Luna (Felix). *Alvear*, Buenos Aires, Libros argentinos, 1956, p. 93.

muniqué publié à cette occasion est clair. Il s'agit bien d'une candidature radicale : « Parmi les Argentins *liés* à l'Union civique radicale, qui réunissent à notre avis les qualités requises et comprennent les nécessités présentes de la République, se détachent au tout premier plan les citoyens Agustín P. Justo et Eduardo Laurencena »[60].

Une convention UCR antipersonnaliste, dont la représentativité et le radicalisme sont pour le moins douteux, car la majorité des partisans d'Alvear a rejoint celui-ci dans une UCR réunifiée où les ex-antipersonnalistes détiennent les commandes, ratifie la candidature du général Justo, le 11 septembre 1931.

Justo prononce devant elle un discours plein d'intérêt. En réponse à ceux qui critiquent la candidature d'un militaire à la présidence, le général répond : seul un militaire peut rétablir un gouvernement authentiquement civil. « Je crois aussi très fermement que la République réclame un gouvernement civil. Mais les gouvernements de tous les militaires issus de l'armée nationale n'ont-ils pas été des gouvernements civils ? Il faudrait ignorer tout de l'histoire nationale pour penser le contraire ... ». Justo passe en revue les militaires argentins hommes d'Etat, du colonel Cornelio Saavedra au général Urquiza, et poursuit : « Aucun de ces grands hommes n'a instauré de gouvernement militaire ; aucun ne mit la nation au service de l'armée ... et personne n'a voulu ni pu voir en elle une menace pour les institutions civiles sur lesquelles repose l'ordre constitutionnel de l'Etat ». Puis, pour rassurer la classe politique, Agustín P. Justo précise sa conception du rôle de l'armée : « J'ai toujours cru et j'ai toujours dit publiquement et sans ambages que la mission de l'armée pendant les époques de paix reste circonscrite aux casernes et aux champs de manœuvre ». Sur le rôle récent de l'armée, Justo semble donner la réplique au général Uriburu lorsqu'il affirme, en prenant quelques libertés avec la vérité historique : « (L'armée) a accompagné le peuple le 6 septembre comme dans toutes les grandes révolutions de notre histoire ... ».

La candidature de Justo reçoit l'appui des conservateurs et des socialistes indépendants. Le front antiyrigoyéniste est réalisé : c'est la Concordancia, l'union sacrée contre le retour des plébéiens. Depuis le 5 avril, Uriburu est absent du jeu politique. Il règne mais ne gouverne pas. L'avenir du pays se détermine sans lui et contre lui. Il ne peut guère s'opposer à la candidature d'un militaire « révolutionnaire de septembre » qui jouit d'une forte position dans l'armée[61]. Mais il ne se résigne pas pour autant à abandonner ses projets politiques.

60. *La Nación*, 1er août 1931.

61. Après avoir quitté la Maison Rose, il confie à un journaliste de *La Razón* : « Finalement, la candidature du général Justo était la plus sérieuse. Surtout ce n'était pas un politicien... Mon gouvernement et moi-même nous n'avons pas fait obstacle à sa campagne électorale, mais nous ne l'avons pas aidé non plus... ». Espigares Moreno (J.M.), *Lo que me dijo el general Uriburu*, (prólogo del general Francisco Medina), Buenos Aires, s.e., 1933, p. 112.

Le 20 mai 1931, le gouvernement reconnaît la Légion civique argentine. Il s'agit d'une organisation semi-militaire, fondée par deux fidèles du général : l'infatigable Dr Carulla et le colonel Juan Bautista-Molina. Cette milice, qui regroupe des nationalistes membres de la Ligue républicaine et de la Légion de mai, est officiellement considérée, selon le texte du décret, comme une « association de patriotes qui défendent l'esprit de la révolution de septembre et qui sont disposés à coopérer moralement et matériellement à la reconstruction institutionnelle du pays »[62]. La Légion civique argentine, reconnue d'utilité publique, reçoit le privilège d'utiliser pour son entraînement militaire les casernes, les champs de tirs de l'armée de terre ainsi que les installations scolaires. Ses brigades instruites par des officiers volontaires constituent les troupes d'assaut du régime. L'Argentine, suivant la mode mondiale, a donc ses « chemises », mais ces « faisceaux de combat » sont sous le contrôle de l'armée ; ils ne forment pas le parti unique et musclé dont rêvent Carulla et ses amis.

Au banquet de camaraderie du 7 juillet 1931, alors qu'un défilé de la Légion civique en uniforme aux côtés des détachements des forces armées est prévu pour le 9 juillet, anniversaire de l'Indépendance, le général Uriburu déclare aux officiers réunis :

> « Une force considérable destinée à coopérer avec l'armée est en train de se former dans tout le pays. Fille et soutien de la révolution, elle œuvrera de manière décisive et patriotique en vue d'accomplir son programme. La Légion civique, qui a tant effrayé les démagogues, est une force apolitique au service de l'ordre ... instruite par des officiers, et disciplinée, elle constitue une réserve utilisable en cas d'urgence, puisque, pour des raisons d'économie, il n'est pas possible d'appeler sous les drapeaux chaque année les réservistes, comme la loi le prévoit ».

Les objectifs de la Légion civique ne font pas de doute et les intentions d'Uriburu sont très claires. En faisant d'un groupe de pression idéologique dévoué à ses desseins une sorte de corps franc, appendice de l'armée, il pense parvenir à propager les idées antilibérales dans le corps des officiers et à surmonter ses réticences à l'égard des réformes autoritaires qu'il propose. Si l'armée a la haute main sur la Légion civique, c'est aussi pour que la compénétration entre les cadres de l'armée et les légionnaires activistes soit la plus étroite possible. Désormais, la Légion civique est toujours présente ou évoquée lorsque le président provisoire visite des garnisons ou s'adresse à des officiers. D'autant que les fonctions immédiatement assignées aux légionnaires, à partir de la création de l'institution et surtout après le 20 juillet, ne peuvent pas laisser indif-

62. Voir Ibarguren (Carlos), *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 414, et également Lezica (Manuel de), « Fundación de la Legión cívica argentina », in *Recuerdos de un nacionalista*, Buenos Aires, Astral, 1968, p. 97 ; Carulla (Juan), *op. cit.*, p. 291.

fèrent le corps des officiers : « lutte contre la menace intérieure »[63], contre les menées subversives des radicaux, notamment dans l'armée.

Cette manœuvre quoique habile est tardive. La marche de Justo à la présidence n'en est ni ralentie ni perturbée. Au contraire, la campagne anti-UCR l'avantage. Le 28 août 1931, est promulgué le décret convoquant officiellement les électeurs pour le 8 novembre. Le texte stipule également : « Sont éliminées des listes de candidats aux fonctions exécutives ou représentatives nationales et provinciales, les personnes qui ont prouvé, par leur action, leur adhésion au régime renversé par la révolution du 6 septembre et celles considérées comme les auteurs ou les complices du mouvement subversif de la province de Corrientes ».

Après bien des difficultés dues à l'exil de ses principaux chefs, à l'indocilité des yrigoyénistes fidèles et aux tentatives de débauchage des amis de Justo, le 28 septembre, l'UCR présente sa « formule » présidentielle : Marcelo T. de Alvear et Adolfo Guëmes. Cela ne fait guère l'affaire d'Uriburu et de Justo dont, pour une fois, les intérêts coïncident. Or, le décret du 28 août, du moins dans sa première partie, s'applique difficilement à Alvear. Le 6 octobre apparaît donc un nouveau décret contresigné par les huit ministres. Il proscrit la candidature radicale au nom de l'application stricte de l'article 77 de la Constitution (« Le président et le vice-président restent en fonction pendant six ans ; ils ne peuvent être élus qu'après un intervalle d'une période ») qui ne prévoit pas le raccourcissement des périodes présidentielles pour cause de coup d'Etat. Un tel légalisme surprend de la part d'un gouvernement arrivé au pouvoir par la violence. Ce stratagème peu glorieux, accompagné d'attendus filandreux où défilent des précédents tirés de l'histoire du monde entier, ne parvient pas à celer la raison fondamentale du veto : Alvear et Guëmes sont les candidats du radicalisme uni. Le décret se termine par ce paragraphe explicite : « Les considérants exposés et ceux qui fondent l'arrêté du 24 juillet 1931 comprennent le Dr Güemes qui s'est révélé solidaire du régime déposé, qui a présidé avec le Dr Alvear la prétendue réorganisation des éléments chassés par la révolution et qui a participé à des actes destinés à discréditer les objectifs et à annuler les résultats de celle-ci »[64]. En réponse à ce veto qui viole la Constitution et la loi électorale de manière patente, la direction de l'Union civique radicale, par un réflexe naturel de retour aux sources, proclame, le 27 octobre, l'abstention absolue pour le scrutin du 8 novembre.

Contre les candidats du pouvoir et de la Concordancia, Justo et Julio A. Roca — ce dernier candidat à la vice-présidence des partis conservateur et socialiste indépendant[65], subsiste une seule formule d'oppo-

63. Expression de Lugones pour désigner la subversion radicale. Cf. *La Nación*, 24 mai 1931.

64. Ministerio del Interior, *Las fuerzas armadas restituyen..., op. cit.*, p. 460.

65. Les radicaux antipersonnalistes ont un candidat distinct pour la vice-présidence, le Dr José Nicolas Matienzo qui a été ministre de l'Intérieur d'Alvear.

sition, celle que propose l'Alliance civile du Parti démocrate progressiste et du Parti socialiste qui présentent Lisandro de la Torre et Nicolas Repetto. Ces deux partis, aux possibilités électorales réduites, ont peu de chance d'attirer les voix radicales. Violemment hostiles à « la démagogie d'Yrigoyen » et à la politique de l'UCR, ils ont accueilli avec enthousiasme la révolution du 6 septembre. Pourtant, Uriburu et les amis de Justo au sein du cabinet craignent cette éventualité. Aussi les élections du 8 novembre sont-elles parmi les plus frauduleuses qu'ait connues l'Argentine depuis le début du siècle : séquestration de cartes d'électeurs [66], expulsion des assesseurs et des scrutateurs appartenant à l'opposition, intimidation des électeurs incertains. Toute la panoplie classique de la « politique créole » fut utilisée comme si la proscription du parti majoritaire ne suffisait pas. C'est ainsi que les défenseurs du libéralisme rétablissaient la légalité démocratique violée par Yrigoyen ! Une nouvelle ère de démocratie restreinte s'ouvrait pour l'Argentine.

Au nom de l'intérêt national menacé par la faiblesse et « l'incapacité intrinsèque » des responsables radicaux, les groupes dirigeants traditionnels replacés au pouvoir par le coup d'Etat du 6 septembre mettaient fin à l'expérience de participation élargie consacrée par la loi Sáenz Peña et garantie par l'armée. C'est la « fraude patriotique ». Mais les principes sont saufs : la Constitution intacte, la loi électorale toujours en application. Pour complaire à l'armée, tuteur du suffrage universel ? Peut-être. Par conservatisme aussi : l'élite établie n'ignore pas que son pouvoir a besoin d'une légitimité populaire que seule une sanction « démocratique » même parodique peut lui donner.

Le 8 novembre 1931, la formule Justo-Roca obtient 606 526 suffrages ; de la Torre-Repetto : 487 955. Le général Justo est élu président. C'est le premier militaire qui s'asseoit légalement sur le « fauteuil de Rivadavia » depuis le général Roca dont la dernière présidence remonte à 1898. Symbole d'une continuité par-delà la parenthèse populaire, le vice-président de Justo est précisément Julio Argentino Roca, le fils du vainqueur du désert.

Le 20 février 1932, le général Justo assume la présidence. Uriburu n'a pas pu imposer les idées de ses amis nationalistes. Il effectue pourtant une dernière tentative en remettant ce jour-là, à son successeur, un projet de réforme constitutionnelle prévoyant « un système mixte de représentation proportionnelle populaire et corporative » [67]. Ce manifeste n'a bien sûr aucune suite : le tonitruant von Pepe s'est laissé manœuvrer

66. Voir les témoignages de Nicolas Repetto, lui-même candidat à la vice-présidence dans *Mi paso por la política*, *op. cit.*, p. 19 et celui, plus désintéressé, de Angel Carrasco, qui était alors délégué du gouvernement provisoire à Cruz del Eje (province de Córdoba), in Carrasco (Angel), *Lo que yo vi desde el 80. Hombres y episodios de la transformación nacional*, Buenos Aires, Procmo, 1947, p. 305-306.

67. *La palabra del general Uriburu*, *op. cit.*, p. 164, « El último manifiesto ». Ce texte propose également la suppression du vote secret.

par les politiciens conservateurs et l'habile général Justo. Avec un aveuglement tout militaire, il n'a su jouer que de la force contre des adversaires passés maîtres dans l'art de l'esquive. Malade, il mourra en France le 29 avril 1932.

Mais si Uriburu a échoué, l'oligarchie « parlementariste » n'est pas débarrassée pour autant de ses idées. Les contacts qu'il a établis entre les militants nationalistes et les officiers ne seront pas sans lendemain. Au sein de l'armée, le ferment autoritaire agit. Le modèle d'Etat hiérarchique et antilibéral, qui ne manque pas d'affinité avec l'organisation militaire, va éveiller de plus en plus d'intérêt dans les rangs des officiers. Le faible dictateur de 1930 aura sa revanche posthume.

Chapitre 6

Les crises militaires sous les régimes conservateurs

La campagne électorale du général Justo promettait « le retour à la normale ». Par cette promesse ambiguë, le Monk argentin alliait la restauration des prépondérants au rétablissement de la légalité constitutionnelle. Le coup d'Etat du 6 septembre n'était pour lui que « l'ultime recours constitutionnel » auquel le peuple se vit forcé de faire appel pour défendre la démocratie [1]. *Crítica,* le journal de Natalio Botana, ami personnel du nouveau président, titre le 20 février 1932, jour de la passation du pouvoir : « Le pays éprouve un sentiment de soulagement ». La première page de ce quotidien signale le retour des exilés et des prisonniers politiques (parmi eux Yrigoyen), dénonce les « tortures policières » et demande l'amnistie des militaires qui se sont soulevés contre « la tyrannie » *(sic)* d'Uriburu. Suprême habilité : le candidat officiel renie le gouvernement sortant, l'élu de la fraude et des proscriptions se pose en champion des institutions démocratiques et se donne pour tâche la « réconciliation nationale ». Il y va de sa légitimité. Mais les décisions adoptées par la nouvelle administration pour faire face à la crise économique témoignent de la volonté arrêtée de gouverner en faveur des groupes traditionnellement dominants : grands *estancieros* et barons de la viande.

La dépression mondiale frappe durement un pays dont l'économie est tout entière tournée vers le marché international. Le commerce extérieur poursuit son cours descendant. La valeur des exportations argentines décroît inexorablement depuis 1929 [2]. Le total des échanges, qui

1. Discours du général Justo en réponse au général Uriburu, lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, *Crítica*, 20 février 1932.

2. Voir : República Argentina, Dirección general de estadística de la nación, *Anuario del comercio exterior de la República Argentina correspondiente a 1931 y noticia sumaria del período 1911-1931, Anuario .. correspondiente a 1932.*

atteignait 1 815 millions de pesos or en 1929, est tombé à 1 157 millions en 1931, puis à 934 millions en 1932. Les exportations, qui dépassaient le milliard de pesos en 1929, s'effondrent en 1932 (566 millions). Les réserves d'or diminuent de moitié. La dette commerciale augmente parallèlement à la chute des prix internationaux. Les termes de l'échange (1913 = 100) reculent de 79 à 56,9 entre 1930 et 1933 [3].

Toute l'économie argentine est au bord de la paralysie. Le nombre des chômeurs s'accroît de manière dramatique. Manœuvres et journaliers sans travail viennent s'entasser dans des bidonvilles aux portes de Buenos Aires et de Rosario. Ces nouveaux foyers de la misère ouvrière font leur apparition dans le paysage social argentin. Au pays de l'abondance et de la prospérité, des sociétés de bienfaisance organisent des soirées « au bénéfice des malades sans ressources et des foyers sans nourriture, qui abondent dans les circonstances douloureuses mais heureusement transitoires que traverse le pays » [4]. La soupe populaire dans le grenier du monde est le symbole d'une crise sans précédent.

Face à la gravité de la situation socio-économique, l'élite établie peut s'estimer satisfaite des conséquences de la révolution du 6 septembre. Ce n'est pas le gouvernement conservateur du général Justo qui lui imposera des sacrifices excessifs en faveur des couches sociales les plus durement touchées par la récession. Il était temps de réunir entre les mêmes mains le pouvoir politique et le pouvoir économique, en retirant aux « démagogues » la conduite des affaires.

Les groupes dominants et les classes possédantes n'envisagent pas, dans un premier temps, d'action volontaire ou de projet de rechange susceptibles de relancer l'économie. Attachés à la division internationale du travail, donc à un monde libéral en train d'agoniser, ils considèrent que la crise est purement conjoncturelle. Après une période d'adaptation, tout reviendra comme auparavant. Alberto Hueyo, ministre des Finances et homme d'affaires prestigieux [5], se contente de réaliser des économies par un équilibre scrupuleux du budget. Il croit que le respect strict des engagements extérieurs, en dépit des difficultés de l'heure, renforcera le crédit du pays et lui permettra de trouver de nouvelles ressources pour donner un coup de fouet à son activité languissante. Mais la passivité et l'extroversion ne sont nullement l'apanage du premier ministre des Finances de Justo.

3. Banco central de la República Argentina. *La evolución del balance de pagos de la República Argentina*, Buenos Aires, 1952, tableau 5, p. 40.

4. « Tito Schipa cantará para Geniol », annonce parue dans *La Nación*, 20 août 1931.

5. Voir « La obra del gobierno argentino presidido par el general Agustín P. Justo », in *Momento político sudamericano*, Buenos Aires, s.e., 1937, non paginé. Hueyo est remplacé en 1933 par Federico Pinedo qui pratique une politique de contrôle financier et de dirigisme économique aux antipodes de l'action de son prédécesseur.

Le « dominion volontaire » ou une politique économique de classe

En 1932, une nouvelle menace pèse sur l'économie argentine. Pour lutter contre la crise, des représentants de la Grande-Bretagne et des dominions britanniques se réunissent à Ottawa. Ils s'accordent pour mettre sur pied une politique de préférence impériale établissant un régime discriminatoire à l'égard des pays tiers. La Grande-Bretagne s'engage auprès de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à limiter à son niveau relativement bas de 1932 les achats de viande « réfrigérée » argentine, *chilled beef,* et à réduire de 35 % les importations de viande « congelée » en provenance de ce même pays. Rien de très grave en apparence, mais on peut craindre que ce ne soit qu'un premier pas.

Après la chute des prix et la baisse des exportations, le danger de voir se fermer le marché de la Grande-Bretagne — leur premier client — apparaît aux responsables économiques argentins comme une catastrophe nationale. Un vent de panique souffle sur la City de Buenos Aires. On ne songe pas plus à chercher de nouveaux marchés qu'on ne conçoit une conversion de l'économie en fonction des nouvelles conditions internationales. Un commerce extérieur dépendant d'un seul pays (ou presque) place l'Argentine dans une position de grande faiblesse que personne ne songe à modifier.

Bien au contraire, c'est dans une politique de larges concessions à la Grande-Bretagne que les responsables économiques voient le salut. Seul le resserrement des liens commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Argentine semble à même de préserver des quotas d'importation confortables sur le marché du Royaume-Uni. L'Argentine doit s'intégrer dans le bloc impérial britannique pour assurer un débouché stable à sa production. Le 1er mai 1933, une délégation argentine conduite par le vice-président Roca signe à Londres un traité dans ce sens : le pacte Roca-Runciman ou traité de Londres.

Ce traité a fait couler beaucoup d'encre. Les nationalistes de toutes nuances ont stigmatisé l'ardeur des signataires à se ruer dans la servitude et à solliciter un véritable statut colonial. Cet accord, il est vrai, n'engage guère la Grande-Bretagne. En revanche, les exigences anglaises acceptées par les négociateurs argentins sont de taille. La Grande-Bretagne se contente de promettre de ne pas diminuer pendant trois ans les quotas d'importation de viande argentine fixés unilatéralement à Ottawa. Mais cet engagement est rendu conditionnel par d'autres clauses du traité. L'Argentine, pour sa part, reconnaît au pavillon britannique le monopole du transport de ses exportations de viande. Elle accepte de dépenser le produit de celles-ci sur le seul marché britannique. Un traitement de faveur est accordé aux importations anglaises : aucun droit ne sera prélevé sur les produits qui jusque-là n'en payaient pas ; sur tous

les autres, les tarifs de 1930 seront rétablis. Enfin, l'Argentine promet d'accorder un « traitement particulièrement bienveillant » au capital britannique, notamment aux compagnies de chemins de fer et de tramways [6].

Alors que le général Uriburu n'avait manifesté aucune sympathie particulière pour la métropole économique traditionnelle de la République Argentine, le général Justo oriente son gouvernement vers une politique pro-britannique caractérisée. Celle-ci correspond aux intérêts immédiats des secteurs dominants de l'économie argentine. En réponse à la crise, les conservateurs « restaurés » prennent parti dans la rivalité économique anglo-américaine. Les Etats-Unis ont évincé, depuis 1925, le Grande-Bretagne comme premier fournisseur de la République Argentine [7] ; or, ils n'offrent qu'un débouché médiocre aux produits argentins. Aussi, depuis 1927, les grands éleveurs regroupés dans la Société rurale ont lancé le slogan commercial : « Achetons à qui nous achète ». Cette réciprocité commerciale est à la base même de la politique de Justo qui tente d'assurer par tous les moyens l'écoulement de la viande nationale sur le marché britannique.

On pourrait considérer qu'il s'agit là d'un accord commercial politiquement neutre visant seulement à sauvegarder l'intérêt national. Il n'en est rien : le traité de Londres est un sujet de discussion et d'inquiétude, notamment dans les milieux militaires. Son préambule signale une préoccupation, voire un objectif qui semble restreindre la portée de l'accord. La Grande-Bretagne « reconnaît pleinement l'importance que l'industrie de la viande de bœuf réfrigérée présente pour la vie économique de l'Argentine » [8]. Il s'agit donc essentiellement de favoriser le *chilled beef*, c'est-à-dire les « frigorifiques » exportateurs et les *invernadores* qui produisent pour eux. Les frigorifiques sont pour la plupart entre les mains de sociétés anglaises ou nord-américaines. Selon les propres termes du traité, le Royaume-Uni octroie un quota d'exportation de 15 % seulement aux entreprises de nationalité argentine. Les « emboucheurs » (*invernadores* par opposition aux « naisseurs ») représentent un groupe d'éleveurs privilégiés installé sur les meilleures terres, dont l'activité moins pastorale que commerciale requiert des disponibilités financières élevées et des relations étroites avec l'industrie frigorifique étrangère. Ce secteur économiquement dominant tend à coïncider socialement avec

6. Voir Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *Política exterior argentina 1930-1962*, Buenos Aires, Huemul, 1964, p. 16-25. Sur le traité Roca-Runciman voir également Di Tella (Guido), Zymelman (Manuel), *Las etapas del desarrollo económico argentino*, Buenos Aires, Eudeba, 1967, p. 452 et 459, et Puiggrós (Rodolfo), *Historia crítica de los partidos políticos argentinos*, IV, *La démocracia fraudulenta*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1968, chapitre 4.

7. Comme l'ont rappelé opportunément les experts du Royaume-Uni et le Prince de Galles lui-même lors de l'inauguration de l'exposition britannique à Buenos Aires, le 14 mars 1931, voir « Intercambio y propaganda », *La Nación*, 18 mars 1931.

8. Voir Smith (Peter H.), *Carne y política en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1968, p. 139.

l'élite établie que représente en politique la Concordancia des conservateurs et des antipersonnalistes ralliés. L'intérêt national paraît donc bien confondu avec les intérêts d'une minorité nationale, sinon avec les exigences du pool des frigorifiques anglo-américains. Que les négociateurs argentins n'aient pas pu, n'aient pas su ou n'aient pas voulu donner un contenu différent au traité importe peu ; la Société rurale l'a approuvé. Les économistes Guido di Tella et Manuel Zymelman résument ainsi la portée de l'accord : « Comme la diversification de l'économie ne correspondait pas aux intérêts (des grands *estancieros*), ceux-ci furent amenés à donner leur adhésion à un schéma économique déjà dépassé. Toute l'économie argentine fut donc sacrifiée au maintien du *statut* de la classe dirigeante »[9].

Cette politique d'abandon blesse l'orgueil national. Certaines manifestations excessives de courtoisie diplomatique, des arguments développés publiquement par les négociateurs argentins à Londres pour inciter les autorités britanniques à donner à la République Argentine le même traitement qu'aux dominions, parurent d'une inquiétante servilité[10]. L'éloge de la dépendance argentine à l'égard de la Grande-Bretagne ne pouvait pas laisser indifférents les défenseurs, professionnels ou non, de la souveraineté nationale.

On n'en reste d'ailleurs pas aux seuls discours. Le gouvernement argentin applique au pied de la lettre les engagements de Londres. Les capitaux britanniques reçoivent donc un traitement de faveur : dans le domaine des transports urbains, par exemple, les privilèges accordés sont tellement exorbitants et mal venus qu'ils soulèvent un tollé général.

Le réseau de tramways de Buenos Aires, dont l'installation remonte au siècle dernier, appartient à une compagnie britannique : l'Anglo-Argentine Tramway Company. Celle-ci, qui doit affronter la redoutable concurrence du transport automobile, est en perte de vitesse. Depuis 1922-1923, elle n'investit plus et continue à perdre des passagers au bénéfice des microbus, *colectivos,* plus rapides, moins chers et d'un usage plus souple. Contre cette concurrence qu'elle juge déloyale, la compagnie anglaise obtient du gouvernement et du Congrès un plan de « coordination des transports urbains » et une loi octroyant le monopole à la Corporation des transports de la ville de Buenos Aires. Cette société, dont la compagnie anglaise est actionnaire majoritaire, est autorisée à absorber tous les moyens de transports de la capitale fédérale. Les propriétaires d'autobus, en échange d'actions, doivent livrer obliga-

9. Di Tella (Guido), Zymelman (Manuel), *op. cit.*, p. 123.

10. Le vice-président Roca aurait affirmé dans un discours officiel : « l'Argentine, en raison de l'interdépendance réciproque qui nous unit, est, du point de vue économique, partie intégrante du Royaume-Uni ». Son collaborateur, Guillermo Leguizamón, ajoutait, dit-on, pour sa part : « L'Argentine est un des joyaux les plus précieux de la couronne de Sa Gracieuse Majesté ». Il importe peu que ces phrases aient été prononcées sous cette forme, la propagande nationaliste s'est chargée de leur donner une indéniable « véracité » politique. Voir Puiggrós (Rodolfo), *op. cit.*, p. 114 et Carlos Ibarguren, *La historia que le vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 425-434.

toirement leurs véhicules à la corporation. Cette expropriation forcée faisant bon marché de la liberté d'entreprise chère aux conservateurs a pour principal effet de freiner le développement du transport automobile. Elle a pour conséquence une nette baisse de qualité du service. Peu de mesures du gouvernement du général Justo furent aussi impopulaires.

Bien que de teneur plus technique et d'une efficacité moins discutable, la création de la Banque centrale en 1935, sur la base d'un projet britannique présenté par sir Otto Niemeyer, ne fut pas non plus unanimement approuvée. Cette institution, qui se révéla très utile pour la régulation de la circulation monétaire et du crédit, fut âprement critiquée au nom de la défense de la souveraineté nationale [11]. Il est vrai que le projet retirait au gouvernement le pouvoir discrétionnaire d'émission pour le confier à une société mixte où siégeaient les représentants des banques étrangères.

La Grande-Bretagne et les intérêts britanniques ne sont pas les seuls favorisés par la politique économique de Justo qui tente de retrouver la prospérité passée en rétablissant à tout prix la confiance des investisseurs européens. Seul pays d'Amérique latine à n'avoir jamais cessé de rembourser sa dette extérieure [12], l'Argentine de Justo fait montre d'une complaisance étendue à l'égard du capital étranger. L'octroi, dans les circonstances particulièrement scandaleuses, de nouvelles concessions aux sociétés privées d'électricité de Buenos Aires, en 1936, suit de peu le scandale retentissant de l'extension du port de Rosario (novembre 1935). On a depuis longtemps oublié que c'est au nom de la morale administrative et de l'austérité civique que les radicaux ont été renversés en 1930.

Il est vrai que désormais, comme sous l'ancien régime, les formes sont préservées : le Congrès « introuvable » — « le meilleur que j'ai connu », écrit le socialiste indépendant Federico Pinedo [13], sensible aux sollicitations des milieux d'affaires — donne force de loi aux projets gouvernementaux les plus discutables. L'opposition parlementaire très minoritaire et souvent peu combative est réduite au silence par tous les moyens. Le 23 juillet 1935, le débat sur la question des exportations de viande et des frigorifiques, ouvert par Lisandro de la Torre, est brutalement interrompu par l'assassinat, en pleine séance de la Chambre haute, du sénateur démocrate progressiste de Santa Fe, Enzo Bordabehere. On comprend que le « fonctionnement normal des institutions » assuré par la fraude électorale et la violence politique ait valu aux mandats de Justo et de son successeur les qualificatifs les plus cinglants aussi bien de

11. Sur la création de la Banque centrale, ses objectifs économiques et son organisation, voir Furtado (Celso), *Politique économique de l'Amérique latine*, Paris, Sirey, 1970, p. 73. Le Dr Paul Prebish, futur maître à penser de la CEPAL, fut directeur du nouvel organisme bancaire de la fondation jusqu'en 1943.

12. Cf. Furtado (Celso), *op. cit.*, p. 42.

13. Pinedo (Federico), *En tiempos de la República*, Buenos Aires, Mundo forense, 1946, tome I, p. 127.

la part de l'extrême-droite nationaliste — « infâme décennie » [14]— que la gauche démocratique — « période de fraude et de privilège » [15]. C'est sur un fond de corruption, d'affairisme débridé et de retour au cosmopolitisme économique sans frein qu'il faut inscrire la politique du général Justo à l'égard d'une armée à laquelle il doit beaucoup.

La politique militaire du général Justo

Car l'armée est bien l'enfant chéri du régime. Le général Justo et ses collaborateurs en font l'objet de tous leurs soins, mais aussi d'une vigilance constante. Pour l'ancien ministre d'Alvear, le plus urgent est de rétablir la discipline mise à mal depuis le 6 septembre 1930. Fidèle à ses options du temps de la loge antiyrigoyéniste, Justo veut une armée apolitique au service, cette fois, des autorités constitutionnelles et légales. Il lui faut d'abord beaucoup de doigté. Le corps des officiers est divisé. Épurer, favoriser ouvertement tel ou tel clan, ne ferait qu'alourdir le climat des garnisons sans faire avancer la remise en ordre des institutions militaires. Mais, s'il ne veut pas restructurer les cadres de l'armée sur la base d'une opinion unique, le général Justo, qui souhaite réconcilier à son profit les différents courants internes, entend que la discipline soit imposée avec la dernière rigueur et qu'aucun écart ne soit toléré. Au reste, comme son prédécesseur et maître Alvear, Justo met tout en œuvre pour satisfaire les militaires sur le plan professionnel. Une armée nombreuse, bien encadrée, dotée d'un armement moderne et d'installations confortables voire prestigieuses est a priori une armée sans problème, dépolitisée et difficile à émouvoir. Le général président, civil avec les hommes politiques et officier supérieur pour les militaires, va donc s'employer à aller au devant des besoins des institutions et de la société militaires dès que les années noires de la dépression seront surmontées. En échange, il pourra exiger le professionnalisme le plus strict.

L'effort accru en faveur des forces armées, après quatre ans de basses eaux, n'obéit pas seulement à une volonté de reprise en main du secteur militaire de l'appareil d'Etat. La conjoncture internationale impose une politique active de défense nationale. Le réarmement n'est pas seulement à l'ordre du jour en Europe et en Asie où, a partir de 1933-1934, les « puissances » s'engagent dans la paix « armée », prélude à une guerre que certains proclament inéluctable. L'Amérique du Sud elle-même, où les rivalités économiques des deux nations tutélaires, l'ancienne et la nouvelle, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, prennent des formes de plus en plus acharnées, est un foyer de tension internatio-

14. Torres (José Luis), *La década infame*, Buenos Aires, s.e., 1945.

15. Romero (José Luis), *Las ideas políticas en Argentina*, Buenos Aires, México, Fondo de cultura económica, 1959 (3e édition), p. 237.

nale. Aux frontières mêmes de l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie, traditionnellement dans la mouvance de Buenos Aires, se disputent la zone frontalière du Chaco. Aux escarmouches succèdent, en 1932, de sanglantes hostilités. Une active diplomatie d'arbitrage vaudra à l'Argentine un prix Nobel de la paix, attribué au ministre des Affaires étrangères, Saavedra Lamas, un solide prestige international et une inimitié non moins solide du Département d'Etat nord-américain [16]. Dans ce contexte, une armée forte apparaît comme une nécessité. D'autant que la guerre du Chaco, si elle détourne, presque jusqu'à la fin du mandat du général Justo [17], les militaires de la politique intérieure, accroît aussi leurs exigences professionnelles.

Les effectifs de l'armée de terre sont donc substantiellement augmentés. Pour la première fois depuis 1922, le nombre de citoyens incorporés annuellement dépasse 0,22 % de la population du pays. En 1937, le contingent est presque le double de celui incorporé en 1920 : 34 553 contre 17 743 hommes (alors que la population totale n'est passée que de 8,7 millions à 12,7 millions d'habitants) [18]. Depuis 1928, par mesure d'économie, le contingent annuel de 25 000 hommes environ n'avait pas progressé. Le soudain relèvement de 1935 marque peut-être un certain décalage entre les demandes de l'Etat-major et les décisions financières d'application. Mais il correspond aussi à la fin du cycle dépressif : depuis 1934, les prix internationaux des produits argentins remontent, et la machine économique s'est remise en marche. A la même date, les dépenses militaires effectuent un véritable bond en avant, parallèle au retour à une relative prospérité.

La nouvelle administration ne rompt pas tout de suite avec l'austérité budgétaire imposée par le général Uriburu, sauf dans le domaine des pensions militaires dont la part progresse rapidement dès 1932. Les dépenses des deux ministères ne retrouvent qu'en 1935 le niveau de 1930 [19]. De même, ce n'est qu'en 1935 que les achats d'armement reprennent l'ampleur qu'ils avaient connue avant 1929.

Le budget des Ministères de la guerre et de la marine n'est qu'un indice parmi d'autres de l'attitude du pouvoir face aux institutions militaires. Nous avons vu avec Yrigoyen comment un haut niveau de dépense peut aller de pair avec une profonde insatisfaction professionnelle. Des coupes sombres dans les dépenses affectées à la défense natio-

16. Saavedra Lamas s'oppose, conformément à la tradition diplomatique et aux intérêts argentins, à la prépondérance nord-américaine et aux projets panaméricains du Département d'Etat. Voir Sumner Welles, *Hora de decisión*, Buenos Aires, Sudamericana, 1944, p. 252 et Spruille Braden, *Diplomats and demagogues*, New Rochelle, Airlington House, 1971, p. 180.

17. L'armistice ne fut signé que le 14 juin 1935 à Buenos Aires, et le traité de paix a seulement été souscrit en Juillet 1938.

18. *Memorial del Ministerio de guerra, 1941*, Buenos Aires, 1941, p. 26.

19. Cf. Ministerio de hacienda, *El ajuste de resultados financieros de los ejercicios de 1928 a 1936*, Buenos Aires, 1938, tableaux 2 et 3.

Achats d'armement (en millions de pesos or)

1928.............	42	1933.............	8,9
1929.............	16,7	1934.............	9,8
1930.............	27,9	1935.............	37,9
1931.............	11,7	1936.............	46,8
1932.............	8,9		

Source : El ajuste de resultados financieros.

nale sous le gouvernement provisoire du général Uriburu n'ont donné lieu à aucun malaise sensible dans les rangs de l'armée. On aurait donc tort de surestimer l'aspeçt quantitatif de la question. Les intérêts corporatifs de la classe militaire sont plus vastes. En dehors même des rapports entre l'orientation globale des politiques gouvernementales et les conceptions stratégiques des Etats-majors, des initiatives largement qualitatives (ou tenant au type de ventilation des dépenses) peuvent être plus favorablement appréciées que des augmentations routinières des dépenses de fonctionnement. Le moral de l'armée en dépend. La société militaire ne pardonne pas qu'on la néglige.

Ainsi, la présidence de Justo est jalonnée de mesures propres à assurer le perfectionnement technique des cadres, une meilleure organisation des unités, un entraînement complet des troupes. Une école du génie est ouverte à San Nicolás ainsi qu'une école d'application pour le personnel navigant de l'aviation, à El Palomar [20]. Ces deux institutions complètent l'éventail des écoles d'armes (Ecoles de cavalerie, d'infanterie, d'artillerie, de transmissions) mises en place ou réorganisées à partir de 1924 par le futur général Justo, alors ministre de la Guerre.

Le gouvernement décide également, pour que l'armée argentine soit à la hauteur de l'évolution technique mondiale, d'envoyer les meilleurs ingénieurs des arsenaux et de l'aéronautique en stage dans les écoles ou les armées d'Europe. La multiplication des manœuvres permet de juger sur le terrain de l'état de préparations des troupes. L'Etat-major y est particulièrement attaché. En 1935, sont organisées, dans la province d'Entre Ríos, les premières grandes manœuvres aériennes. Durant deux mois, en octobre-novembre 1936, des grandes manœuvres terrestres d'une ampleur inusitée ont lieu dans la province de Córdoba.

La création ou la refonte d'unités et d'organes administratifs traduit le souci constant d'adapter et de perfectionner les institutions militaires selon les nécessités de la défense nationale et l'évolution dans l'art de la guerre. Une 6e division couvrant le Sud du pays est créée ainsi que deux divisions de cavalerie (1re et 2e stationnées à Buenos Aires et Entre

20. República Argentina, *Poder ejecutivo nacional 1932-1938*, VI, *El ejército*, Buenos Aires, 1939. Ce riche document officiel, agrémenté de nombreuse photos, trace de manière exhaustive le bilan de la politique militaire du gouvernement.

Ríos). Deux nouvelles directions générales (Instituts militaires et Génie) viennent enrichir l'organigramme du Ministère de la guerre. Un quartier-maître général prend en main toutes les questions d'intendance. Un Conseil de défense nationale est chargé de « coordonner les efforts tendant à garantir la défense de la nation ». Le gouvernement ne ménage donc pas ses efforts pour moderniser les structures de l'armée et accroître son éventuelle efficacité.

Mais c'est au chapitre des travaux publics qu'on doit chercher la marque spécifique de la politique militaire de Justo. Aucun président n'a autant construit pour l'armée. La taille et parfois le luxe des nombreux bâtiments militaires, mis en chantier ou inaugurés sous sa présidence, témoignent du prestige qu'il entend conférer aux forces armées. Cet hommage voyant est bien fait pour frapper l'opinion. Le général Justo veut également que l'armée se souvienne de son passage à la présidence. La plupart des édifices militaires de quelque importance en usage aujourd'hui, écoles ou ministères, datent de son mandat. Mais l'œuvre de ce bâtisseur de casernes inscrit aussi dans la pierre et le béton l'ampleur du pouvoir militaire. Toutes dépenses confondues, y compris les investissements en construction et les pensions, l'Argentine consacra, en 1936, plus de 24 % de son budget à la défense nationale.

En décembre 1936, les nouveaux et majestueux bâtiments du Collège militaire sont inaugurés à El Palomar. Le président, peut-on lire dans le bilan de son sexennat, a réalisé « une aspiration personnelle née de la période durant laquelle il a assumé la charge de directeur de l'institution »[21]. En juillet 1937, commencent les travaux du nouveau Ministère de la guerre sur l'avenue Azopardo. Non loin de la place de Mai, au bord du Río, va se dresser la masse imposante et ultramoderne du nouveau siège de l'Etat-major. En perspective, les quinze étages de « l'éléphant blanc » écrasent la modeste Maison Rose située — voisinage symbolique — à quelques centaines de mètres. Non loin de là, à l'angle des rues Bouchard et Madero, une tour de quatorze étages sort de terre pour abriter les services du Ministère de la marine. Nous pourrions poursuivre l'énumération : l'Ecole de l'air de Córdoba, l'Ecole d'artillerie et l'hôpital militaire de Campo de Mayo voient le jour entre 1932 et 1938. La progression des constructions militaires rend compte de la continuité de l'effort de rénovation du patrimoine immobilier des forces armées. Les constructions militaires on coûté à l'Argentine[22] 3,8 millions de pesos en 1932 ; 5,10 en 1933 ; 7,3 en 1934 ; 9,5 en 1935 ; 13,95 en 1936 ; 26,99 millions en 1937.

Le président a contribué à exaucer les vœux des autorités du Cercle militaire : grâce à un premier subside officiel, le Cercle militaire pourra

21. *Ibid.*
22. *Ibid.*, chapitre « Constructions militaires ».

changer de siège social et acheter le luxueux Palais Retiro, place San Martín, appartenant à la famille la Paz. En raison des travaux de remise en état et de transformation le nouveau Cercle ne sera inauguré qu'en 1939[23]. Mais Justo, qui s'est occupé du problème depuis 1922, est nommé membre permanent et bienfaiteur pour services rendus à l'institution. Le dynamisme et la sollicitude de l'administration en matière militaire ne pouvaient que plaire aux intéressés.

L'autre volet de la politique de contrôle de l'armée consiste à reprendre en main le corps des officiers et à le « dépolitiser ». La secousse du 6 septembre a été rude pour la discipline. La campagne contre Yrigoyen, président constitutionnel, a ébranlé les principes les mieux établis de l'armée professionnelle. Certains officiers ne sont pas loin de penser que l'obéissance aux pouvoirs établis est désormais conditionnelle ou que l'armée a la charge de défendre la Constitution et au besoin de la changer ou de la réformer, comme Uriburu n'a cessé de l'affirmer tout au long de sa brève présidence.

La politique a réellement fait son entrée dans l'armée. Par deux fois, les gradés chargés de commandement ont eu à se définir sur un problème national et extra-professionnel : le renversement d'Yrigoyen et l'obéissance au gouvernement révolutionnaire tout d'abord, l'attitude à adopter à l'égard des projets du général Uriburu ensuite. Les officiers ont discuté. L'armée a délibéré et s'est divisée à deux reprises. Chez des hommes que leur formation professionnelle rendait indifférents sinon hostiles à l'univers de la politique, des attitudes le plus souvent négatives se sont cristallisées, des leaders sont apparus. Beaucoup d'officiers souhaitent sincèrement ne plus être mêlés aux péripéties contraignantes de la vie publique. L'intrusion de la politique, à leurs yeux, est un grave danger pour la défense nationale : érosion de la discipline, entorse à la verticalité hiérarchique, négligence des fonctions spécifiques et, à plus long terme, risque de désagrégation des institutions militaires. Mais ceux-là mêmes qui souhaitent que l'armée se tienne à l'écart du fracas des affaires politiques et redevienne la « grande muette », savent désormais avec plus ou moins de clarté quel type de régime ou de gouvernement ils ne souhaitent plus, ni pour leur pays ni pour l'armée.

L'opinion militaire se partage en trois tendances. Sur le clivage, qu'on peut désigner grossièrement par le binôme radical/antiradical, est venu se greffer le conflit entre nationalistes et libéraux. Mais pour la mentalité militaire, portée par la pratique du commandement à mettre l'accent sur les valeurs individuelles plus que sur les idées, et à suivre des hommes et des chefs plutôt que des doctrines, ce sont, en fait, les partisans d'Yrigoyen, d'Uriburu et de Justo qui s'opposent. Cependant, il ne faut pas croire à l'embrigadement des officiers (et des sous-officiers)

23. *Revista militar*, mai 1939, p. 951.

sous ces trois bannières. L'armée n'est ni une organisation partisane ni une association volontaire, mais une bureaucratie moderne dotée de valeurs traditionnelles (fidélité, honneur, sacrifices, subordination personnelle, etc.). Les fronts idéologiques présentent donc une très grande fluidité. Ils sont rarement manifestes, on n'en repère les contours qu'a partir d'indices clairsemés et le plus souvent précaires. Seuls les activités et les leaders affleurent à la lumière publique. La partie cachée de l'iceberg idéologique recèle des surprises. L'éventail de la politisation est vaste, fonction du grade, des circonstances, des projets de mobilité ou de carrière. Ils sont, pour la plupart, indifférents, prudents, suiveurs ou attentistes, mais des noyaux d'activistes développent leur influence, notamment chez les officiers « anti », qui réagissent plus qu'ils n'agissent. Des clientèles ont toujours existé, très lâches, en fonction des promotions, au hasard des garnisons ou des commandements. Depuis 1930, deux hommes se sont attachés à les former et à les mettre en place : Uriburu et Justo. Et les camarillas de subordonnés fidèles et dévoués sont devenus des clans qui se disputent le contrôle de l'armée.

Mais Justo au pouvoir sait combien l'institution militaire est fragile. Et puisque la stricte discipline et l'obéissance aux autorités constitutionnelles jouent en sa faveur, pourquoi aggraver les tensions internes en privilégiant ses partisans. En juillet 1932, les premières promotions d'officiers supérieurs ont lieu. Il n'y en avait pas eu depuis 1928 [24]. Sur une quarantaine de nouveaux colonels, s'il est bien difficile d'attribuer à chacun une filiation idéologique précise, on peut reconnaître, à côté de partisans déclarés du président, plusieurs nouveaux promus proches des radicaux ou des uriburistes [25].L'apaisement est donc recherché en dehors de tout sectarisme apparent.

Pour restaurer « la force principale des armées » et ramener à la raison les nostalgiques de la « cause » radicale ou de l'« ordre nouveau » corporatiste, Justo a confié le Ministère de la guerre à un officier qui présente toutes les qualités d'autorité requises pour cette tâche. Le colonel, puis général de brigade, Manuel A. Rodríguez, ministre de la Guerre du 20 février 1932 jusqu'à sa mort, le 23 février 1936, est un collaborateur de toujours du président. Il a été son secrétaire personnel puis le chef de son secrétariat lorsque celui-ci était ministre d'Alvear. Justo l'a sans doute imposé à Uriburu comme commandant de la 2e division du Campo de Mayo, à l'issue du coup d'État de septembre. En effet, Rodríguez n'était alors que colonel et, selon le règlement, ne pouvait pas prétendre à un tel commandement.

24. L'absence de promotions d'officiers supérieurs sous Uriburu est certainement due à la volonté du haut commandement de marquer le caractère provisoire du régime. Pas de Parlement, donc pas de colonels ni de généraux. L'Etat-major faisait ainsi pression sur le gouvernement pour un retour rapide à la normalité constitutionnelle.

25. D'après le colonel Augusto G. Rodríguez (entretien avec l'auteur le 1er septembre 1969), et le général Benjamín Menéndez (entretien avec l'auteur le 1er septembre 1969).

Maigre, froid, le regard impérieux sous de fines lunettes, ce dévot de la discipline, qu'anime une foi inébranlable en l'institution militaire, applique les règlements à la lettre et de manière implacable [26]. A sa mort, on assite à un véritable « procès » public en béatification. Le nouveau « saint de l'épée », baptisé « l'homme du devoir » [27], reste célèbre et vénéré dans les annales de l'armée de terre argentine. Opération idéologique rentable que permet le décès prématuré de « l'éminent soldat » : le culte du devoir et des vertus disciplinaires éloigne les interrogations indiscrètes des officiers sur une réalité politique faite de fraude, de corruption et de privilèges. En exaltant l'obéissance, le général Rodríguez et son successeur ont tenté de briser une dissidence militaire apparue aux deux extrêmes de l'éventail idéologique.

Dès son entrée en fonction, le premier ministre de la Guerre de Justo entreprend de lutter sur deux fronts. Sa vigilance inflexible s'attache à déjouer les tentations factieuses des révolutionnaires de septembre déçus aussi bien que celles des officiers radicaux. Dans un discours prononcé au Colegio militar, le 22 décembre 1932, le colonel Rodríguez met en garde les jeunes officiers contre « ceux qui s'adressent à l'armée pour qu'elle impose par la force telle ou telle solution » [28]. Si cette phrase s'applique tout particulièrement aux putchistes radicaux, la vigueur avec laquelle « l'homme du devoir » dénonce à la même occasion l'action sournoise des nationalistes, indique une hiérarchie des périls ou la situation des rapports de force idéologiques dans l'armée et son environnement. « L'autre adversaire est le plus dangereux, déclare le ministre de la Guerre, parce qu'il cherche à toucher les cordes les plus sensibles des âmes juvéniles, parce qu'il étudie les faiblesses humaines et les exploite, parce qu'il infiltre dans l'armée les séductions du pouvoir enveloppées dans le noble manteau du patriotisme, parce qu'il crée le mirage des bénéfices collectifs alors qu'il ne s'attache qu'à l'intérêt personnel le plus mesquin ... » [29]. Les partisans d'Uriburu et les admirateurs des régimes autoritaires sont donc déjà à l'œuvre et mènent une propagande active à l'adresse des jeunes officiers.

Néanmoins, le travail en profondeur de captation des esprits mené par les nationalistes ne porte pas ses fruits dans l'immédiat. Jusqu'en 1935, le danger est à gauche. L'Union civique radicale, victime de la proscription, a retrouvé le réflexe insurrectionnel. La restauration des

26. Pour ses subordonnés, il apparaît comme un chef dur, souvent injuste et arbitraire à force d'être pointilleux. Ainsi, le général Pertiné, président de la commission d'acquisition d'armements en Europe, fut mis à la retraite d'office en 1936, alors qu'il se trouvait hors du pays, parce qu'une clause aberrante de la loi organique n'avait pas été interprétée selon l'esprit du règlement (d'après le colonel A.G. Rodríguez, interview citée).

27. Voir Amadeo (Octavio R.), et al., *El hombre del deber. Una serie de semblanzas del general Manuel A. Rodríguez*, Buenos Aires, La Facultad, 1936, 254 p.

28. *Ibid.*, p. 37.

29. *Ibid.*, p. 38.

structures politiques de l'ancien régime a provoqué le réveil du putschisme radical d'avant 1916. La direction de l'armée et les services de sécurité sont sur les dents. Des rumeurs de pronunciamientos circulent, des conjurations sont éventées, mais aussi des complots éclatent ou sont écrasés dans l'œuf avec la plus extrême rigueur.

Le 28 juin 1932, le lieutenant-colonel Regino Lascano, « ami personnel d'Yrigoyen et ex-révolutionnaire de 1905 »[30], est assassiné par la police dans une chambre d'hôtel à Curuzu-Cuatiá (province de Corrientes). Selon le communiqué officiel, cet officier radical « préparait un mouvement subversif ». On aurait trouvé sur lui des documents compromettants, notamment une liste des officiers et sous-officiers du 9e de cavalerie mentionnant les sympathies politiques de chacun[31], le brouillon d'un manifeste aux sous-officiers et un mémorandum intitulé : *Instruction pour l'organisation des forces révolutionnaires du parti radical*. Ce document, dont le lieutenant-colonel Atilio Cattáneo, chef du soulèvement radical en préparation, reconnaît l'existence[32], aurait contenu un plan d'action très détaillé visant à renverser le gouvernement du général Justo. Plusieurs sergents et caporaux ayant eu des contacts avec le lieutenant-colonel Lascano sont arrêtés. Le Ministère de la guerre déclare, pourtant, qu'aucun officier n'est impliqué dans cette affaire dont les instigateurs sont tous étrangers à l'armée.

Les services de sécurité du Ministère de la guerre connaissent les officiers sympathisants du parti d'Yrigoyen. Ils sont étroitement surveillés. Mutations, promotions, affectations sans responsabilité ni commandement de troupe, tout l'arsenal des mesures réglementaires est utilisé pour éviter la formation dans les unités de noyaux rebelles enclins à l'action. Le système est efficace. Le 29 décembre 1933, le complot du lieutenant-colonel Roberto Bosch débouche sur un soulèvement essentiellement civil[33]. C'est la *pueblada* radicale classique. A Rosario et Santa Fe, des groupes armés dirigés par des officiers de réserve attaquent les commissariats et les postes. Aucune unité de l'armée ne bouge. L'état de siège est à nouveau proclamé dans tout le pays. Un vaste coup de filet s'abat sur les chefs nationaux et les responsables locaux du radicalisme qui pourtant se désolidarisent du mouvement séditieux. Selon un témoin, plus de trois mille radicaux se seraient retrouvés en prison[34].

La *dictablanda* du général Justo mène la vie dure aux comploteurs

30. Cattáneo (lieutenant-colonel Atilio), *Plan 1932. Las conspiraciones radicales contra el general Justo. El concurrencismo y la revolución*, Buenos Aires, Proceso, 1959, p. 68.

31. « El mayor Lezcano (*sic*) planeaba un movimiento subversivo », *La Nación*, 1er juillet 1932.

32. Cattáneo (Atilio), *op. cit.*, p. 68-69.

33. Voir *La Nación*, 30 décembre 1933, et Del Mazo (Gabriel), *El radicalismo. Notas sobre su historia y doctrina (1922-1952)*, Buenos Aires, Raigal, 1955, p. 244-249.

34. Vargas (Angel A.), *Vida de Amadeo Sabattini*, Buenos Aires, Editorial Civica, 1966, p. 73. Del Mazo donne un chiffre inférieur de moitié.

radicaux et même aux simples opposants actifs. En revanche, une certaine modération prévaut à l'égard des militaires respectueux, même proches du radicalisme. Lors du banquet de camaraderie des forces armées, le 7 juillet 1932, le président du Cercle naval, le vice-amiral Irizar, fait l'éloge de San Martín « qui jamais ne voulut mettre la puissance militaire (de l'armée des Andes) au service des factions politiques ». Il souligne que la présence des officiers à cet acte n'est ni un témoignage de « militarisme » ni l'expression d'une « servilité prétorienne » blâmable. Le président Justo lui répond qu'en dépit des « incidents » provoqués par l'UCR, la sérénité la plus parfaite doit régner dans les institutions militaires et que les critères professionnels doivent rester intangibles. Il s'agit pour le président de tenir l'armée à l'écart de la place publique en évitant de mêler les considérations politiques à la gestion des carrières notamment. Ce ne sera pas l'Etat qui introduira la politique dans les casernes. Mais le général Justo, vieux routier de la politique élevé dans le sérail militaire, sait fort bien qu'il ne pourrait se « libérer » des radicaux qu'en devenant prisonnier des nationalistes et des partisans d'Uriburu.

Le contrôle d'une armée strictement professionnelle serait rendu difficile par l'élimination de son aile gauche. Les clans et groupes « démocratiques » ou franchement yrigoyénistes font contrepoids aux secteurs antilibéraux qui se renforcent à partir de 1933-1934. Le général Justo, héritier de septembre, ne touche pas à la Légion civique : il maintient, ainsi, un certain équilibre entre ses adversaires On ne peut qu'éprouver de l'admiration face à l'habileté consommée du général président pour préserver la délicate balance des forces armées idéologiquement segmentées. Mais la médaille a son revers. L'habileté est aussi concession. Justo, en se gardant bien d'attaquer de front ses adversaires militaires, reconnaît le pouvoir autonome des forces armées. Même la main de fer du général Rodríguez ne peut renverser le courant. Les péripéties de l'opposition militaire au « gouvernement hermaphrodite du général Justo » [35] le prouvent.

L'opposition armée

Les pronunciamientos aventureux d'une poignée de jeunes officiers idéalistes attirés par la « cause » populaire ou la grogne de quelques disciples de Lugones ne mettent pas en question les institutions. Les nostalgies d'officiers du plus haut grade aux ferveurs connues sont faciles à neutraliser. Il en va différemment lorsque la fronde provient de commandants de divisions, voire du haut commandement, et qu'elle se nour-

35. L'expression de Angel Vargas, ingénieur militaire, ami du général Dellepiane, devenu journaliste radical et ardent révolutionnaire en 1931-1933, in Vargas (Angel A.), *op. cit.*, p. 67.

rit non du passé mais du présent dont les tares ne sont que trop apparentes.

Les officiers généraux, moins repliés sur l'institution militaire que les gradés de rang inférieur, et souvent en relation suivie avec le milieu civil, ne peuvent pas manquer de s'interroger sur la politique économique du gouvernement ou sur ses méthodes électorales. La fraude, élevée à la hauteur d'une institution, heurte les vertus militaires exaltées par la rhétorique moralisante en usage dans l'armée argentine, et s'accommode mal de la haute idée que ses officiers se font d'eux-mêmes. D'autant que par ses fonctions légales dans le processus électoral l'armée semble couvrir, donc légitimer, le trucage éhonté du scrutin que dans certains milieux officiels on qualifie opportunément de patriotique. Certes, les officiers du plus haut rang sont en général si pleinement intégrés dans le système du pouvoir et l'élite établie que leur désapprobation ou leurs désaccords demeurent privés voire muets. Cependant, le choc de septembre a éveillé chez bien des officiers une conscience politique ou parfois des ambitions personnelles ; la fronde des généraux apparaît désormais comme une donnée durable de la vie politique argentine.

La balance n'est certes pas égale entre les défenseurs de la Constitution et l'extrême-droite autoritaire. Mais le retentissement des prises de position politiques du général Ramón Molina en faveur d'un retour à la démocratie mérite d'être souligné. Ce général très respecté jouit d'un grand prestige au sein de l'armée de terre et en particulier de l'artillerie. Incorporé à l'armée allemande, en 1911, et à l'armée bulgare durant la guerre turco-balkanique de 1912, cet officier à la prussienne est un grand admirateur des institutions militaires germaniques. Professeur à l'Ecole supérieure de guerre et inspecteur général de l'artillerie, il a joué un rôle considérable dans le perfectionnement de cette arme, ainsi qu'à l'Etat-major.

Absent d'Argentine en 1930 — il est attaché militaire à Madrid —il se déclare à son retour hostile au coup d'Etat : « J'ai découvert à mon retour ... avec angoisse le profond ressentiment à l'égard de l'armée que ces faits ont provoqué dans une large fraction du peuple argentin », écrit-il en 1935 [36]. Professionnaliste, on peut le croire proche de Justo. L'éloge de la présidence d'Alvear (publiée dans *La Nación* du 31 juillet 1935), qui s'appuie sur une argumentation strictement professionnelle, rejaillit sur le ministre de la Guerre de Don Marcelo. Aussi, en 1936, Ramón Molina reçoit-il ses étoiles de général de division [37]. Désor-

36. Molina (général Ramón A.), « La preparación de la defensa nacional », *La Nación*, 31 juillet 1935.

37. Nous avons remarqué, au cours des entretiens avec des généraux argentins, qu'en dépit de la relative autonomie de l'armée et de l'intervention constitutionnelle du Sénat pour les promotions d'officiers supérieurs, c'est le président lui-même qui est perçu comme l'auteur de la promotion. Des liens de gratitude peuvent ainsi s'établir, qui ne sont pas dépourvus de coloration politique. Ce qui traduit le fait que le président peut opposer son veto, pour des raisons politiques notamment, à l'élévation aux grades supérieurs d'officiers pourtant bien notés.

mais, ses manifestations publiques débordent le cadre corporatif. Les paroles prononcées par le président Roosevelt à Buenos Aires, lors de l'ouverture de la Conférence interaméricaine pour la consolidation de la paix (1er décembre 1936), lui avaient ouvert les yeux, du moins le suggère-t-il. Elles ne sont pas étrangères en tout cas au lien qu'il établit entre les libertés politiques et la défense nationale. Le président des Etats-Unis avait en effet exalté « la forme démocratique du gouvernement représentatif »[38] et le rôle de la liberté dans la diminution des tensions belligènes. On retrouve ces idées sous la plume du général Molina qui cite maintes fois le président du New Deal.

Selon le général argentin, « l'exercice de la souveraineté populaire », des « élections libres et honnêtes » constituent le seul remède aux maux dont souffre le pays[39]. Militaire d'active, récemment promu par un président et un ministre « modérés », Molina réclame néanmoins une législation sociale avancée et des réformes économiques comportant notamment la nationalisation des services publics. La sécurité de l'Etat, écrit-il, ne peut être obtenue qu'en bannissant « la tyrannie, la misère et l'ignorance ». Pour cela, il convient que l'esprit démocratique pénètre dans les forces armées.

Ces propos retentissants suscitent un écho inattendu chez les étudiants de la Fédération universitaire argentine dont les dirigeants se situent à l'extrême gauche de l'échiquier politique. Une délégation de la FUA visite le général démocrate pour lui rendre hommage et soutenir son action. Le général Molina, devant cet auditoire insolite, s'élève contre les idéologies « qu'on prétend mettre à la mode et qui font l'apologie de la force comme le meilleur moyen pour gouverner les peuples »[40]. Il révèle également que sa prise de position démocratique lui a valu des « centaines de lettres de camarades de l'armée » qui lui expriment leur approbation.

C'en est trop pour le président Justo qui, à l'approche des élections, n'apprécie guère l'attitude de l'ancien chef d'Etat-major. Un général de division prônant des élections libres et honnêtes, jouissant d'un prestige élevé dans l'armée et d'une certaine popularité dans les milieux civils, pourrait constituer un obstacle dangereux pour les plans politiques du président. Le ministre de la Guerre le fait placer, pour deux mois, aux arrêts de rigueur. Le général Ramón Molina se retire donc du service actif en juillet 1937. Un meeting est organisé à cette occasion, le 28 juil-

38. Voir le discours de Roosevelt in Saavedra Lamas (Carlos), *La conferencia interamericana de consolidación de la paz* (celebrada en Buenos Aires, del 1er al 23 de diciembre de 1936), Buenos Aires, s.e., 1938, p. 182.

39. « Los verdaderos fundamentos de la paz del pais », *La Prensa*, 26-27 décembre 1936.

40. « Palabras a la juventud universitaria y fe en su patriotismo » (Discurso en un acto de adhesión de la FUA ofrecido al autor el 4 de febrero de 1937) in Molina (général Ramón A.), *Defendamos nuestro país contra los peligros de afuera y de adentro que lo acechan*, Buenos Aires, Levante, 1940, p. 134.

let. A cette manifestation nettement antigouvernementale participent plusieurs milliers de personnes ; des orateurs aussi différents que le leader socialiste Alfredo Palacios, l'ancien président Alvear et Manuel Carlés prennent la parole pour rendre hommage au « général républicain » et repousser les accusations de « communisme » qui ont été « insidieusement portées » contre ce patriote et ce démocrate [41].

R. Molina, général retraité, n'en poursuit pas moins avec détermination sa campagne en faveur d'élections libres et honnêtes. Il s'adresse à ses compagnons d'armes pour leur dire qu'« il est impossible qu'un membre des forces armées accepte l'existence de la fraude ». Il en appelle même à l'honneur militaire du président pour exiger la « légalité électorale ». Il le met en garde contre l'intention qu'on lui prête de choisir lui-même son successeur, ce qui « ouvrirait la porte au despotisme et à l'anarchie » [42]. En 1939, le général Molina, officier légaliste, qui, en 1905, a combattu contre la révolution radicale, adhère au parti du Dr Alvear.

Le général Justo s'est montré ferme mais relativement modéré à l'égard d'un homme qui pouvait être un rival politique dangereux. La situation est en effet délicate. L'Union civique radicale, sous l'impulsion de son aile modérée menée par Alvear et Pueyrredón, a décidé, en janvier 1935, de mettre un terme à sa politique d'abstention électorale. Le président ne peut châtier avec rigueur un militaire qui professe les idées libérales dont lui-même s'est réclamé contre Uriburu et ses partisans. La politique sinueuse de Justo s'insère en effet entre deux écueils : d'une part, la pratique qui le rapproche des secteurs autoritaires antilibéraux, d'autre part les principes de légimité, la rhétorique parlementariste et démocratique qui fondent son pouvoir. D'où, « l'alternance de sourires et de flatteries, de mensonges et de violences » d'un exécutif « toujours sur ses gardes et toujours prêt à contenir de toutes les manières, par des manœuvres habiles, si possible en utilisant la force quand ces manœuvres échouent, la poussée populaire qui manifestement n'emprunte pas les chemins du gouvernement » [43].

Les radicaux alvéaristes croient que le général Justo, sans appui politique organisé, sera forcé de faire appel à eux. Ce serait évidemment la fin de son règne. Peut-être est-ce pour flatter cette illusion que le président nomme ministre de la Guerre, à la mort du général Rodríguez, un officier auquel « la classe politique » assigne des sympathies radicales, le général Basilio B. Pertiné. Celui-ci, bien que promu général sous le ministère du colonel Justo, et nommé au poste honorifique et envié de

41. « Ante el juicio del pueblo, un llamado en defensa de la democracia », *Crítica*, 29 juillet 1937.

42. Discours 18 mai 1937 in Molina (général Ramón), *op. cit.*, p. 176-180.

43. Goldstraj (Manuel), *Años y errores. Un cuarto de siglo de política argentina*, Buenos Aires, Sophos, 1957, p. 265.

président de la Commission d'achat d'armement à l'étranger en 1933, n'est pas considéré comme un féal du clan présidentiel. Sa germanophilie semble la garantie de son légalisme. Pertiné, ancien élève de l'Ecole de tir de Spandau, intégré au 81e régiment d'infanterie de Francfort, a suivi toutes les opérations de la Grande Guerre depuis le quartier général de l'armée allemande, en tant qu'attaché militaire à Berlin, poste qu'il a occupé de 1910 à 1918.

A partir de 1935, alors que la conjoncture économique s'améliore, la situation politique du gouvernement Justo devient critique. Le retour du radicalisme à la lutte électorale, sous l'égide des secteurs modérés et « conciliants », s'accompagne d'une poussée à gauche au sein du parti d'Yrigoyen. En même temps, les idéologies réactionnaires et les tendances antidémocratiques multiplient leurs partisans dans le milieu civil comme dans l'armée. Les hommes au pouvoir manœuvrent sur le fil du rasoir. Contre le dynamisme renaissant de l'UCR, le gouvernement emprunte ses armes à l'extrême droite nationaliste qui le combat. Sa position n'est donc pas des plus confortables.

Au sein du parti radical, les jeunes générations, fidèles à l'esprit progressiste et universel (ou du moins continental) de la Réforme universitaire de 1918, tentent de renouer avec l'intransigeance et le souffle révolutionnaire du mouvement populaire. Contre la direction alvéariste fascinée par le pouvoir, qui joue le jeu du régime et s'enfonce dans les compromissions, des tendances s'organisent en vue d'un renouveau radical. En 1935, l'un de ces rénovateurs, Amadeo Sabattini, est élu gouverneur de la province de Córdoba sur un programme avancé de réformes sociales [44]. En 1936, des noyaux de jeunes radicaux intransigeants apparaissent à Buenos Aires et dans la province de Santa Fe. L'UCR, qui semblait entrée en léthargie depuis la mort de son fondateur en 1933, se révèle à nouveau capable d'attirer des forces nouvelles.

La conjoncture internationale autant que la situation intérieure favorisent ce redressement ; la parti abattu en septembre par la réaction oligarchique et les « intérêts pétroliers » incarne l'antifascisme et l'anti-impérialisme. Les « martyrs », tombés en défendant l'espérance démocratique, servent la « cause ». L'aile gauche de l'UCR et les intellectuels radicaux entretiennent de bons rapports avec les partis « ouvriers » que la répression a rapprochés des formations « bourgeoises ». Un député radical est président du Comité pour l'amnistie des prisonniers et des exilés politiques. La Ligue des droits de l'homme, le Comité pour la paix en Amérique, reçoivent l'appui des radicaux les plus avancés qui y militent aux côtés des communistes, des démocrates progressistes de

44. Sur le programme des réformes et des réalisations du gouverneur Sabattini, voir la revue des radicaux de gauche, *Hechos e ideas* (Buenos Aires) et notamment les numéros de novembre 1936 (11, 16), et de mai 1937 (11, 21). Sur les tentatives de renouveau radical, voir Del Mazo (Gabriel), *El radicalismo, notas sobre su historia y doctrina (1922-1952)*, Buenos Aires, Raigal, 1955, 2e partie, chapitres I à IV.

Lisandro de la Torre, des syndicalistes de la CGT et des étudiants de la Fédération universitaire argentine.

Ces multiples contacts, ces engagements suivis avec la gauche, inquiètent le gouvernement. Outre le renforcement de l'UCR, il peut craindre à l'heure des fronts populaires une alliance antifasciste unitaire autour du parti radical. Le 1er mai 1936, une grande manifestation de masse, organisée par la Confédération générale du travail, réunit tous les partis démocratiques et de gauche contre les héritiers du « coup d'Etat fasciste du 6 septembre ». A l'instar du Rassemblement populaire sur le point d'assumer le gouvernement en France et du Frente popular qui a emporté les élections de février 1936 en Espagne, l'Argentine, malgré la faiblesse des partis ouvriers, semble être sur la voie d'un reclassement politique capital.

Les conservateurs n'ignorent pas l'ampleur du danger, ils ont pu voir à Córdoba, en 1935, que la fraude était d'une utilisation difficile contre un mouvement vigoureux, riche en militants jeunes et décidés. Peut-être est-il temps pour eux de s'inspirer de l'esprit sinon de la lettre du testament d'Uriburu. Déjà, le 19 juin 1935, certains amis du président Justo présentent à la Chambre des députés un projet de révision de la loi électorale supprimant la représentation de la minorité aux élections du collège présidentiel et des sénateurs. La nouvelle organisation électorale vise, selon les auteurs, à réduire à deux le nombre des partis argentins. En fait, il s'agit, grâce au déséquilibre démographique entre les provinces du littoral et l'intérieur, d'empêcher que le « parti majoritaire » puisse arriver au pouvoir. Cette prime à la fraude, véritable « assassinat de la loi Sáenz Peña », selon Lisandro de la Torre qui pourfend le projet lors de sa discussion au Sénat, ne laisse à l'opposition d'autre voie que la révolution. Le leader du Parti démocrate progressiste lance un avertissement solennel au gouvernement : « Le jour où éclatera le premier coup de feu, provoqué par des mesures comme celles que cette loi prépare, le peuple et l'armée unis à l'ombre du drapeau national défendront les institutions libres »[45].

Contre un virtuel Front populaire, un « manifeste des droites » est lancé le 1er juin 1936, sous le titre d'appel : « Pour un front national »[46]. Rédigé par l'ancien socialiste Federico Pinedo, devenu ministre des Finances de Justo en 1933, il préconise une « réforme de la législation électorale » et l'union sacrée de toutes les forces nationales contre « les hordes factieuses avides de se répartir les dépouilles ». Cette ouverture en direction de l'extrême-droite nationaliste est assortie d'affirmations contradictoires sur l'origine populaire du pouvoir et le

45. República Argentina, Ministerio del interior, Subscretaría de informaciones, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberania popular*, *op. cit.*, tome 1, p. 514. Le débat est transcrit p. 484-520.

46. « El manifiesto de las derechas », *La Nación*, 1er juin 1936.

refus du verdict du suffrage universel. Nous retrouvons, comme sous l'ancien régime, la distinction entre la raison populaire et la volonté populaire, entre la démocratie éclairée de l'élite et les appétits débridés des masses, entre la culture de l'oligarchie et l'inculture de la plèbe. C'est la théorie même de la « fraude patriotique ».

> « Il n'est pas question de donner aux gouvernants d'autre origine que la volonté populaire, dit le manifeste ; mais ce serait sous-estimer la démocratie, ce serait manquer absolument au respect dû à la souveraineté du peuple argentin sur le sol argentin, que d'admettre, en vertu de la volonté perturbée d'une partie du peuple, que la République se renie, abdique sa souveraineté ou renonce à son destin ... Bien loin de réclamer pour nous-mêmes le droit, que personne ne nous reconnaît, d'exercer une tutelle ... , nous affirmons que la nation, en tant que réalité indestructible, possède le droit inaliénable de conserver son individualité de pays civilisé, policé, cultivé, maître d'un capital moral et historique aussi important que ses immenses richesses ... Il n'y a pas de raison pour que les masses aveuglées mettent tout cet acquis en danger même si, à travers certains types de consultation, elles apparaissent comme majoritaires ».

Ce manifeste n'œuvre pas en faveur de la pacification annoncée par le général Justo, note l'éditorial de *La Nación* du 1er juin. Il annonce plutôt de nouvelles proscriptions. C'est dans ce climat qu'il faut replacer le projet de loi sur la répression du communisme discuté au Sénat en décembre 1936. Lors de ce débat, Lisandro de la Torre réfuta avec sa fougue habituelle les arguments de la majorité parlementaire. Il dénonça ce projet comme une machination destinée à étouffer « le Front populaire contre la fraude » que les partis démocratiques et les partis de gauche avaient tenté de mettre sur pied. Son interprétation paraît fondée. Ce projet, qui datait de 1932, n'avait jamais été pris en considération par la Commission des lois du Sénat. Il est exhumé à la fin de 1936 pour être inclus dans une session extraordinaire. Cette initiative circonstancielle est un signe de durcissement du régime et de rapprochement avec les nationalistes purs et durs dont l'ennemi numéro un est « la délinquance rouge »[47]. Les admirateurs du général Uriburu avaient en effet organisé en vain, en 1932, une intense campagne pour obtenir la ratification de la loi de repression du communisme. Une pétition sur ce sujet aurait réuni plus de 200 000 signatures[48]. Le 20 août 1932, une manifestation anticommuniste eut même lieu devant le Congrès.

Pourtant, la main tendue du général Justo n'a pas été saisie par les nationalistes et les partisans de la réaction antilibérale. Le ralliement de leur ennemi juré ne faisait guère leur affaire. Certains le firent savoir publiquement. Un communiqué intitulé « Le nationalisme argentin

47. Silveyra (Carlos M.), *El comunismo en la Argentina, origen, desarrollo, organización actual*, Buenos Aires, s.e., 1936, prologue, p. 1.

48. *Ibid.*, p 187.

s'adresse au pays » et signé Roberto de Laferrere apparaît dans la presse le 4 juin 1936. Il dément « la nouvelle suspecte d'une alliance imprévue qu'auraient contractée les forces du nationalisme et des éléments politiques proches du général Justo ... ». Selon ce texte, le Front national du manifeste des droites n'est qu'un nouvel avatar du Front unique de 1931 et de la Concordancia de 1932. Les nationalistes y sont étrangers. D'après Laferrere, le manifeste du Front national est destiné à obtenir pour le pouvoir l'appui de l'armée. Mais, dit le communiqué, « s'il est légitime d'engager les forces armées dans une entreprise héroïque de salut public — c'est l'exemple que nous a donné le lieutenant-général Uriburu —, il n'est pas légitime de vouloir les subordonner à une faction politique, en agitant l'épouvantail d'une autre faction encore plus périlleuse ». Les nationalistes surestiment sans doute leur influence sur l'armée. Il est vrai que celle-ci est en pleine expansion. C'est pourquoi ils se sentent assez forts pour mépriser les avances du restaurateur des partis politiques qui, selon eux, vend le pays au plus offrant.

Naissance d'un militarisme

Une vague mondiale irrésistible semble, en effet, porter les adeptes des idéologies réactionnaires et contre-révolutionnaires. La floraison des gouvernements autoritaires, d'inspiration le plus souvent traditionaliste mais qui empruntent un certain nombre de traits à l'Italie mussolinienne, témoigne de « l'universalité du fascisme » dans les années 1933-1935. « La révolution fasciste est devenue le mot d'ordre et l'espérance du monde », déclare Mussolini, « chef de l'ordre nouveau ». En décembre 1934, le congrès de Montreux, puis en juin 1935 celui de Paris, jettent les bases d'une Internationale noire : le Comité d'action pour l'universalité de Rome. Le rayonnement de cette « renaissance latine » réputée exemplaire flatte de nombreux Argentins aux racines italiques récentes et aux convictions démocratiques fragiles.

L'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, le succès des politiques de force en Ethiopie comme en Rhénanie, en 1936, le soulèvement franquiste en Espagne, la signature du pacte anti-Komintern, le 25 novembre 1936, sont autant de faits qui renforcent les partisans d'un pouvoir autoritaire et antidémocratique. L'histoire semble enfin marcher dans le sens de leurs convictions.

Même à l'intérieur du pays, l'extrême-droite « nationaliste » n'est plus isolée. Le renouveau catholique des années trente s'effectue en Argentine sous le signe de la droite autoritaire et antilibérale. Autour de l'influente revue *Criterio* de l'Action catholique fondée en 1928 et des Cours de culture catholique organisés en 1932 pour servir de centre de formation aux cadres des associations de propagande laïques, la « réac-

tion spiritualiste » acquiert une dimension politique nourrie par la pensée traditionaliste européenne. Contre le « danger communiste » et l'impuissance des démocraties à juguler la lutte des classes, les intellectuels et militants catholiques se donnent pour but l'instauration d'un « ordre chrétien »[49]. La restauration des hiérarchies naturelles à l'issue d'une révolution nationale leur paraît la panacée contre la perversion de la démocratie et du libéralisme qui corrompent les masses.

Ce climat idéologique du catholicisme argentin est particulièrement sensible lors du XXXIIe congrès eucharistique international qui se tient à Buenos Aires, en octobre 1934. Le président Justo, incroyant et sans doute franc-maçon, mais conscient de l'intérêt politique de l'événement, a donné son appui officiel aux organisateurs du congrès. Ces cérémonies sont l'occasion d'imposantes manifestations de masse marquées d'un indéniable triomphalisme. Un vent de croisade souffle sur Buenos Aires. Congrès fascisant, disent certains ; en effet, pour la plupart des participants, la politique se réduit désormais à l'alternative Rome ou Moscou.

En 1935, des membres de l'Action catholique créent un mouvement politico-religieux baptisé Restauración, dont l'hymne très évocateur commence par ces mots : « Avec la croix transformée en épée, nous restaurerons la foi de la nation »[50].

La réflexion des croisés du « national-catholicisme » rencontre donc les ferveurs politiques des ligueurs et des « légionnaires » uriburistes. L'action des partisans civils et militaires d'un autoritarisme de droite trouve un écho favorable dans les milieux catholiques argentins. La crise du système économique mondial, à laquelle semble lié le crépuscule des démocraties, facilite cette rencontre. Pour les sectateurs d'un ordre nouveau, c'est-à-dire d'une « société d'ordres », l'effondrement du monde libéral des échanges internationaux entraîne l'irrémédiable décadence du libéralisme politique. La restauration, en 1932, du système des partis n'est qu'une parenthèse. Aussi les adversaires nationalistes de Justo, plus assurés et plus nombreux que sous Uriburu, soumettent-ils les cadres de l'armée à une propagande intense et redoublée. Ils tentent d'utiliser le malaise de nombreux officiers face à la fraude électorale, et surtout le patriotisme professionnel des militaires. La complaisance du gouvernement à l'égard de la Grande-Bretagne est facile à exploiter. Les concessions accordées au Royaume-Uni par le traité Roca-Runciman blessent l'orgueil national et les orientations corporatives déjà anciennes des officiers. Le nationalisme politique de la droite antilibérale prend appui sur le nationalisme économique de l'armée.

49. Pour un exposé plus étoffé sur les catholiques et la contre-révolution, voir Rouquié (Alain), *Intégristes et militaires : les tentatives du national-catholicisme en République Argentine*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'étude des relations internationales, 1972, p. 3-7, multigr.

50. Lezica (Manuel de), *Recuerdos de un nacionalista*, Buenos Aires, Astral, 1968, p. 104.

Les problèmes de l'industrialisation rapprochent en effet certains milieux militaires d'anciens collaborateurs du gouvernement d'Uriburu qui souhaitent une politique d'affirmation nationale et de puissance économique. Le problème des armements et de l'indépendance en matière d'équipement est devenu pour l'armée un sujet de préoccupation immédiate. La guerre n'est plus seulement, entre 1932 et 1938, une hypothèse d'école. Elle devient un horizon proche. La guerre du Chaco aux frontières de l'Argentine, l'occupation de la Mandchourie par le Japon, puis la guerre sino-japonnaise, la crise éthiopienne et la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre civile d'Espagne, l'Anschluss et Munich, annoncent l'orage. L'autonomie militaire du pays s'inscrit désormais dans un contexte pressant.

Des experts militaires s'interrogent sur les plans de mobilisation industrielle mis au point par l'Etat-major, et notamment par le colonel Manuel N. Savio, directeur de l'Ecole supérieure technique [51]. Leurs conclusions sont pessimistes : il n'est guère possible de disposer de stocks suffisants d'armes et de munitions pour soutenir une guerre, même relativement brève [52]. Le pays doit donc se suffire à lui-même, car il peut aussi avoir à supporter un blocus maritime, hantise des responsables de l'armée. L'Argentine doit créer des usines d'armements [53] et les industries de base nécessaires à leur fonctionnement [54]. Les ressources minérales argentines ne sont pas aussi insuffisantes qu'on a bien voulu le dire. « Ce n'est pas le manque de capacité, mais l'absence d'encouragement qui freine le pas décisif » qui permettrait l'industrialisation intégrée du pays, écrit un ingénieur militaire en 1937. Certains militaires pensent que l'Etat doit prendre l'initiative en créant des barrières douanières efficaces et des entreprises publiques ou mixtes qui permettront d'atteindre le but souhaité [55].

Ces militaires vont parfois plus loin encore. Ils envisagent pour l'Argentine un avenir de grande puissance et prônent l'autarcie industrielle qui doit conditionner toute la politique économique et même les relations internationales du pays [56]. Mais c'est un sujet de débat au sein de la société militaire. Certains, peu nombreux il est vrai, considèrent

51. Martínez (major Carlos J.), « Movilización industrial, su necesidad. La experiencia de la guerra », *Revista militar*, décembre 1934, p. 1235-1267. Le cours supérieur de perfectionnement technique du Collège militaire a été transformé par Uriburu, en 1931, en Ecole supérieure technique autonome. L'EST assure la formation des ingénieurs militaires.

52. Reyes (major Franklin E.), « La movilización industrial en lo referente a la fabricación de armas y munición de guerra. Sus principales problemas », *Revista militar*, février 1933, p. 201-228.

53. Martínez (major Carlos J.), « Fábricas militares », *Revista militar*, mai 1936, p. 1051-1057.

54. San Martín (teniente primero, Juan I.), « Cómo se presenta el problema de la fabricación de aceros en el pais », *Revista militar*, juin 1934, p. 1290-1304.

55. Marambio (capitaine Ricardo, ingénieur militaire), « Industrias argentinas y tecnocracias », *Revista militar*, avril 1937, p. 817. Il s'agit d'une série de 5 articles parus dans la *Revista militar*, de décembre 1936 à avril 1937.

56. Marambio (mayor Ricardo, ingénieur militaire), « Hacia la autarquía industrial », *Revista militar*, avril 1938, p. 861-878.

que l'Argentine ne peut pas s'auto-suffire en matière industrielle [57]. Ceux qui doutent de l'avenir industriel du pays, comme le colonel Carlos A. Gómez, partagent avec les groupes dirigeants une foi inaltérable dans la vocation agro-pastorale de l'Argentine [58]. Les résultats peu probants de la fabrique militaire d'avions, la longueur des côtes qui écarte le danger d'un blocus total, les faibles probabilités d'une coalition regroupant tous les pays voisins, tels sont les arguments qu'utilisent les militaires libre-échangistes contre les nationalistes. Néanmoins, les militaires sont en majorité « industrialistes ».

L'intense campagne de l'Union industrielle argentine, lancée en mai 1933 [59], en faveur du protectionnisme et de l'industrie nationale, vient soutenir les efforts des nationalistes en direction de l'armée. Parmi les dirigeants de l'UIA, à la pointe du combat, se trouvent des uriburistes comme Alejandro Bunge. Les arguments utilisés par Luis Colombo, président de la Confédération patronale, sont d'ailleurs propres à toucher les militaires : il met l'accent sur la solidarité du capital et du travail, sur la vulnérabilité d'un pays agricole, sur le chômage que ne manquerait pas de produire des concessions douanières. Enfin, les partisans des Etats autoritaires peuvent se réjouir de voir l'UIA prendre constamment en exemple l'Italie fasciste.

C'est donc tout un ensemble de facteurs qui favorise la pénétration de l'idéologie autoritaire dans l'armée. Chez des officiers formés à la prussienne et dans l'admiration de l'Allemagne, il est normal que les attaques des nationalistes contre l'impérialisme ou le colonialisme britannique portent. Surtout si le traité de 1933 est perçu comme une humiliante concession à des intérêts étrangers qui freinent l'industrialisation du pays.

Le prestige de l'Allemagne est peut-être même une arme décisive dans cette conquête de l'armée. En 1933, Hitler s'est emparé du pouvoir. Ce n'est plus à l'Allemagne des Junkers mais au Reich nazi que les anciens stagiaires de Francfort ou de Stuttgart, les anciens élèves de la Kriegs Akademie portent leur sympathie et leur gratitude. Sous la République de Weimar pluraliste, déchirée et faible, l'attachement du corps des officiers au modèle de l'Offizier Korps n'avait guère de conséquences politiques directes. Sous l'Etat totalitaire d'Adolf Hitler, il ne peut

57. Gómez (colonel Carlos A.), « Bastarse a sí mismo », *Revista militar*, septembre 1938, p. 753-758.

58. Gómez (colonel Carlos A.), « La guerra y la economía nacional », *Revista militar*, mars 1938, p. 589-593. Faut-il remarquer que les deux seuls articles clairement défavorables à l'industrialisation que nous avons rencontrés dans notre dépouillement de la *Revista militar* sont dus à la plume d'un colonel, tandis que les contributions favorables au développement industriel émanent d'officiers sublaternes (de lieutenant à commandant) ?

59. Voir *Anales de la Unión industrial argentina*, mai 1933. On trouve reproduit dans ce numéro, avec des commentaires flatteurs sur la politique économique du gouvernement Mussolini, un timbre italien portant la légende : *Non togliete il pane ai figli dei nostri lavoratori acquistate prodotti italiani*. Les discours du meeting du 12 juin 1933 sont publiés dans le numéro de juin.

pas en être de même. Les diplomates et les militaires nazis, lancés dans la préparation de la guerre, savent tout le parti qu'ils peuvent tirer de ces liens privilégiés. Lorsque les nazis arrivent au pouvoir, l'Allemagne entretient à Buenos Aires une mission militaire de six hommes, et près d'une vingtaine d'officiers argentins effectuent des stages d'instruction outre-Rhin quand la guerre éclate [60].

En mai 1936, un groupe d'officiers supérieurs offre un banquet au Jockey Club en l'honneur de l'ambassadeur du IIIe Reich, Edmund von Thermann, qu'en 1933 l'ancien ministre nationaliste d'Uriburu, Matías Sánchez Sorondo, avait solennellement accueilli à Buenos Aires [61]. A ce banquet, auquel participe le général Pertiné, ministre de la Guerre, le général Rodolfo Martínez Pita déclare, pour exprimer « la reconnaissance de ses camarades » : « Les officiers supérieurs ici présents, jeunes officiers d'autrefois, n'ont pas oublié tout le bagage culturel et technique qu'ils ont reçu grâce à la diligeante et généreuse coopération de la glorieuse armée impériale. La nouvelle promotion d'officiers argentins, qui s'initie aujourd'hui professionnellement dans votre armée, n'oubliera pas non plus, j'en suis sûr » [62].

Pour bien des officiers argentins, l'admiration pour le *drill* prussien s'étendra donc à la Wehrmacht, et ils seront nombreux, dès 1939, à suivre avec ferveur les « exploits » de la grande armée allemande aux ordres d'Adolf Hitler.

Mais l'armée argentine trouve aussi en elle-même des raisons de sortir de son rôle professionnel. Ses responsabilités civiles s'accroissent à mesure que s'accroît la crise économique et sociale [63]. Après la rupture de septembre, des fonctions extra-militaires accrues, mises d'ailleurs en relief par les conservateurs, donnent aux forces armées conscience de leur pouvoir et de leur place dans la société argentine. Aussi, face à la démoralisation que provoquent l'accentuation des contrastes sociaux et une vie politique marquée par un trucage sans vergogne, les militaires « puritains de l'honneur », au « service de leurs compatriotes », éprouvent un vif sentiment de supériorité sur les milieux civils. L'hypertrophie

60. D'après le témoignage de plusieurs officiers supérieurs dont le général Benjamin Menéndez (interview citée), voir également le pamphlet très sujet à caution de Silvano Santander, *Nazismo en la Argentina : la conquista del ejército*, Buenos Aires, Pueblos Unidos, 1945, p. 24. Il n'est pas sur ce point très éloigné de la vérité.

61. D'après Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Llanura, 1951, p. 310.

62. « Ofrecióse anoche una demostración al embajador de Alemania en nuestro país », *La Nación*, 29 mai 1936. Il faut remarquer que des officiers de toutes tendances idéologiques (et surtout sans orientation politique définie) participent à ce banquet qui réunit les généraux Ramón Molina et Nicolas Accame, les colonels Sarobe et Tonazzi aux côtés de Juan Bautista-Molina et Benjamín Menéndez dont les prises de position politiques dans les années à venir seront nettement contrastées. Parmi les officiers présents, on peut signaler le général Hans Von Kretzchmer, chef de la mission militaire allemande, et le colonel Gunther Niendenführ qui lui succédera à la tête de celle-ci.

63. Ainsi, au creux de la récession, les militaires alimentent la soupe populaire et coopèrent au fonctionnement des cantines scolaires gratuites pour les enfants nécessiteux. Voir à ce sujet Cárcano (Ramón), *Mis primeros ochenta años*, Buenos Aires, Pampa y cielo, 1965, p. 416.

du sens de l'honneur et du devoir, telle qu'elle transparaît dans certains articles de la *Revista militar*, va bien au-delà du simple exercice de rhétorique professionnelle.

« Que signifie l'officier argentin dans notre société ? » s'interroge le commandant Jacinto Hernández[64]. « C'est un homme, répond-il, qui, à la manière du moine et par vocation, s'est mis au service d'un idéal, de l'idéal le plus pur, le plus élevé, d'un idéal divin ». « Les militaires, étrangers aux passions qui aveuglent, et sans autre désir que celui de servir leurs compatriotes, sont comme l'eau royale qui dissout les impuretés partout où on la verse. Ainsi les militaires, en quelque milieu qu'ils exercent leur activité, laissent toujours, en se retirant, un climat de tranquillité et l'exemple de fonctionnaires d'une austère droiture ».

Si la réflexion sur leur action civile et le jugement sévère et étroitement moralisateur qu'ils portent sur leurs compatriotes ne suffisent pas à éveiller chez les officiers argentins l'idée de responsabilités spéciales à l'égard de la nation, les appels au soldat répétés des nationalistes contribuent à les en convaincre. Les sollicitations militaristes ne sont d'ailleurs pas toujours directes. Lorsque Manuel Gálvez publie, en 1933, une série d'articles retentissants, dans lesquels il exalte le patriotisme, « un sens héroïque de la vie », la hiérarchie et la discipline[65], dont, selon lui, l'Argentine a un pressant besoin, il ne se réfère pas directement à l'armée. Mais de nombreux officiers n'ont pas manqué de conclure que leur institution était la mieux placée pour répondre aux exigences de la rénovation nationale souhaitée par l'écrivain. D'autres publicistes extérieurs aux institutions militaires expriment plus directement l'urgence de donner à l'armée un rôle tutélaire dans « un monde en voie de perdre la notion de hiérarchie, condition indispensable de l'ordre dans la société et de la discipline dans esprits »[66].

A l'intérieur même des institutions militaires, des voix nationalistes se font entendre. L'exaltation des vertus professionnelles y prend un tour nettement politique. Militarisme et nationalisme s'infiltrent notamment dans le corps enseignant civil des écoles militaires. Qu'un professeur d'histoire du Colegio militar disserte sur le drapeau argentin, « donné au pays par les militaires malgré l'obstination des civils », n'a sans doute rien de très nouveau, mais que la revue du Círculo militar

64. Hernández (major Jacinto), « Nuestro militar profesional », *Revista militar*, novembre 1935, p. 1044.

65. Gálvez (Manuel), « Este pueblo necesita patriotismo », *La Nación*, 1er octobre 1933 ; « Este pueblo necesita un sentido heróico de la vida », *ibid*, 15 octobre 1933 ; « Este pueblo necesita disciplina », *ibid.*, 26 novembre 1933 ; « Este pueblo necesita restablecer la jerarquia », *ibid.*, 17 décembre 1933. Sur l'idéologie autoritaire et antilibérale de Gálvez, on peut consulter Rouquié (Alain), « Manuel Gálvez, écrivain politique. Contribution à l'étude du nationalisme argentin », *Cahiers des Amériques latines*, 3-4, 1970, p. 93-110.

66. Gustavo Martínez Zuviría dans la préface du livre du colonel Juan L. Cernadas, *Estrategia nacional y política del Estado*, Buenos Aires, El Ateneo, 1938, p. 7.

publie le texte de cette conférence est plus significatif[67]. Et que dire de ce professeur de psychologie du même établissement, disciple de Le Bon, dont la conférence au Club des officiers, intitulée « La mission de l'officier face aux problèmes sociaux contemporains », conclut qu'il existe en Argentine « une caste militaire... composée des éléments les plus purs et les plus intègres de la société argentine » et que les valeurs de celle-ci doivent pénétrer toutes les sphères de la vie nationale[68] !

Il est indéniable que ces propos intéressés et ces flagorneries souvent lourdes touchent l'opinion militaire. L'accent mis sur la hiérarchie et la discipline sociale par l'extrême-droite autoritaire, qui rêve de remanier la société argentine sur le modèle des institutions militaires, flatte également le corps des officiers. Pour ces professionnels du patriotisme, les thèmes xénophobes de l'extrême-droite sont d'un grand attrait. « Défendre le pays contre toutes les attaques intérieures et extérieures, notamment celles des idéologies corruptrices »[69], n'est-ce pas l'un des rôles d'une armée nationale ? Ainsi, l'orientation antidémocratique accroît son influence, et les contacts entre militaires et nationalistes se multiplient. La nostalgie du régime apparemment austère et impitoyable du général Uriburu, la frustration ressentie par certains officiers à voir l'armée, malgré son rôle éminent, en septembre 1930, écartée du pouvoir au profit des partis jugés corrompus ou incapables, alimentent le ferment autoritaire. La collusion entre des groupuscules fascisants et certains secteurs de l'armée se fait plus nette.

Les anciens de la révolution de septembre se réunissent volontiers. Ils ne se cachent pas pour proclamer que leur révolution a été trahie. Justo n'en peut mais puisqu'il se veut à la fois un réconciliateur et l'héritier de la révolution. C'est pourquoi, sous sa présidence, la Légion civique continue à fonctionner et à se développer.

Certains uriburistes tentent de se structurer plus efficacement sur le plan politique. En octobre 1932, est créée l'Action nationaliste argentine (ANA) sur un programme corporatiste et antiparlementaire. Aux côtés de civils depuis longtemps engagés dans ce courant politique (Juan P. Ramos, Alberto Uriburu, Luis F. Gallardo), on trouve des militaires qui ont participé à l'administration de la dictature. Lors d'une réunion politique de l'ANA, le 11 octobre 1932, le colonel Angel Alegre, puis le contre-amiral José Moneta prennent la parole. C'est le lieutenant-colonel Kinkelín qui exprime le plus clairement le sentiment des officiers natio-

67. Menéndez (Astudillo), « La bandera argentina es de Sud-America. Contra la obstinación de los civiles, los militares dieron al pueblo la bandera patria », *Revista militar*, mai 1939, p. 1011-1020.

68. Beltrán (Juan Ramón), « Misión del oficial frente a los problemas sociales contemporáneos », *Revista militar* , septembre 1936, p. 499-513.

69. cf. Villafañe (Benjamín), « El deber de los gobernantes y del ejército », in *Hora oscura. La ofensiva radical extremista contra la sociedad argentina*, Buenos Aires, s.e., 1935, p. 56-58.

nalistes, « exécuteurs testamentaires des idéaux de la révolution de septembre »[70].

Pour l'ancien conspirateur antiyrigoyéniste, « l'armée et la marine n'ont aucune représentation parlementaire » ou autre, dans le régime actuel, et le pays se trouve donc dans la même situation qu'avant le 6 septembre. En d'autres termes, la révolution reste à faire.

C'est également ce que pensent les dirigeants de la Légion civique et les uriburistes civils et militaires qui, en 1934, se réunissent au siège de la 1re division autour du général Nicolas Accame[71]. Accame, qui, depuis un séjour à Rome comme attaché militaire, en 1923-1924, témoigne d'une indéniable sympathie pour le fascisme italien, conspire ; il n'est pas le seul.

A partir de 1936, les rumeurs de complot, les signes d'agitation militaire se font plus nombreux. Le renforcement du courant antilibéral, la multiplication des groupes et des publications nationalistes autant que la disparition de l'inflexible général Rodriguez, ministre de fer, rendent compte en partie de cette situation. Il est vrai aussi que le régime s'affaiblit sur sa gauche comme sur sa droite. Des élections provinciales, en 1935, consacrent la victoire, à Córdoba, d'un gouverneur radical aux idées progressistes, et à Buenos Aires d'un conservateur profasciste. Sabattini à Córdoba, Fresco à Buenos Aires semblent témoigner d'une certaine perte de contrôle — politique dans le premier cas, idéologique dans le second — de la part de l'exécutif national.

La province de Buenos Aires, sous l'autorité musclée du nouveau gouverneur Manuel Fresco, politicien conservateur et conspirateur actif en 1930, devient « une base noire » et un véritable modèle pour l'extrême-droite argentine. Les mesures réactionnaires prises par ce caudillo, qui a su habiller au goût du jour la *política brava* traditionnelle dans la province, soulèvent même l'enthousiasme de certains. Carlos M. Silveyra, président de la Commission argentine contre le communisme, pour qui seule l'armée « sauvera le pays chancelant » du marxisme[72], écrit en juillet 1936 :

> « Dans notre pays, un homme d'Etat s'est levé, qui le premier a eu l'honneur et le courage d'opposer une résistance sans égale aux hordes rouges ... en interdisant, par un simple décret, et mû par une inspiration patriotique et divine, les activités communistes sur tout le territoire de la province ... Cet homme, qui a compris le principe de corruption morale qui se développe chez l'enfant lorsqu'on l'éloigne des principes de la morale chrétienne, pour répandre dans son esprit encore tendre les idées vénéneuses d'un libéralisme marxiste, a instauré aussi, sur simple décret,

70. « Acto cívico de la Acción nacionalista Argentina », *La Nación*, 12 octobre 1972.
71. Carulla (Juan E.), *op. cit.*, p. 313.
72. Silveyra (Carlos M.), *op. cit.*, p. 535.

l'enseignement de la religion catholique dans les écoles de la province. Le devoir de tous les Argentins est d'entourer cet homme d'Etat et de l'encourager ... »[73].

Stimulés par l'affaiblissement apparent du pouvoir de Justo sur les provinces, des vocations de « sauveurs de la République » se font jour dans l'armée. L'heure est propice. Le général de brigade Francisco Fasola Castaño rêve de remplacer le président qui, selon lui, ne doit son pouvoir qu'à trois généraux. Il s'est signalé, en 1935, par des conférences radiodiffusées, d'un nationalisme violent, intitulées « L'Argentine pour les Argentins », où il s'élevait contre les étrangers porteurs « des idéologies exotiques qui viennent perturber sinon souiller la pensée argentine », et invoquait l'urgence de « fortifier l'âme nationale »[74]. Rien ne semblait destiner au militarisme xénophobe l'ancien sous-chef d'Etat-major d'Yrigoyen (1929), si ce n'est la mission d'étude effectuée en 1931-1933 dans l'Europe déchirée par la grande crise. Comploteur isolé, il est expulsé sans ménagement de l'armée et rayé des cadres à la suite d'une lettre ouverte attaquant le gouvernement[75]. Cette mesure autoritaire crée des remous dans le milieu militaire. Les organes d'opinion et la classe politique commencent à s'interroger sur l'apolitisme de l'armée et sur la tendance idéologique de la majorité des officiers.

Le président Justo, lors du banquet de camaraderie des forces armées, le 9 juillet 1936, insiste une fois de plus sur la nécessité de laisser « les institutions militaires au service exclusif de la nation » et à l'écart des « querelles et des dissidences politiques »[76]. Car l'affaire Fasola Castaño n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le général Justo a voulu faire un exemple parce que la situation imposait la fermeté. Des militaires plus en vue, aux assises politiques plus vastes, complotent également : parmi eux, incurable putschiste, le bras droit d'Uriburu, son secrétaire de la présidence, le colonel Juan Bautista-Molina. Justo, pour l'écarter de la Légion civique dont il était le fondateur et le mentor, l'a envoyé comme attaché militaire à Berlin, en 1933. On ne saurait mieux choisir. Dès son retour d'Allemagne, en décembre 1933, les nationalistes civils lui firent fête, voyant en lui le führer tant attendu[77]. La conspiration, qu'il prépare en juillet 1936 en liaison semble-t-il avec des groupuscules nationalistes (réunis autour du journal

73. *Ibid.*, p. 534.

74. Castaño (général Francisco Fasola), « La Argentina para los Argentinos », *Revista militar*, juillet 1935, p. 3-7. Josephs (Ray), *Argentine diary*, New York, Random House, 1944, p. 5 le qualifie d'« Argentine would — be führer ».

75. Sur la lettre ouverte, voir *La Nación*, 11 juin 1936, et les commentaires de Deodoro Roca, publiés dans *Flecha* (Córdoba 1935-1936) dans le recueil d'articles intitulé *El difícil tiempo nuevo*, Buenos Aires, Lautaro, 1956, p. 142-143.

76. *Revista militar*, juillet 1936, p. 191.

77. Voir Navarro Gerassi (Marysa), *Los nacionalistas*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 150-151.

Bandera argentina fondé par l'inlassable Carulla) et en collaboration avec le gouverneur de la province de Buenos Aires, est peu discrète mais sans résultat [78]. Tout le monde en parle mais il ne se passe rien.

« Fausse alarme, quatre généraux ambitieux ne font pas l'armée », écrit Deodoro Roca, intellectuel socialisant, en juillet 1936 [79]. Mais il y a eu cependant tentative de conspiration, et Justo, toujours à l'affût des incartades militaires, n'a pas sévi. Il n'a pris aucune mesure contre Molina ; au contraire, il l'a promu général de brigade. Et Molina est élu, en 1937, président du Cercle militaire [80]. Mais les partisans de Justo sont maintenant isolés, les secteurs actifs de l'armée de terre semblent majoritairement acquis au nationalisme autoritaire. Le 12 juin 1937, le groupe d'extrême droite catholique, Restauración, organise une manifestation en l'honneur des héros de l'Indépendance. Le Cercle militaire s'y associe aux côtés de la Phalange espagnole et de l'Union nationaliste fasciste de Córdoba [81].

Si les uriburistes ont pris le contrôle idéologique de l'armée à la veille de la succession présidentielle, ils ne tiennent pas l'armée pour autant. Mais Justo doit lâcher du lest, composer avec ses adversaires. Sa condition de général et d'ancien ministre de la Guerre, un dispositif de commandement tissé de longue main restent ses seuls atouts. Le pouvoir militaire s'affirme. La situation s'annonce incertaine pour un éventuel président civil.

Un président civil entre la fraude et l'armée

Comme on s'y attendait, Justo choisit le candidat officiel à la présidence dans la Concordancia des conservateurs et des radicaux anti-yrigoyénistes. L'élu est un civil. Ainsi, grâce à son emprise sur l'armée, le général Justo, dit-on, ne restera pas totalement à l'écart du pouvoir et pourra préparer sa réélection en 1943. C'est aussi un radical antipersonnaliste proche d'Alvear. Roberto M. Ortiz a été ministre des Finances de Justo, en 1935, et ministre des Travaux publics sous Alvear. Il n'appartient pas à une famille illustre, mais il a fait partie, au sein de l'UCR,

78. Voir les articles de Deodoro Roca de juin, juillet 1936 :« El testamento del general » et « Las pascuas del fraude », in Roca (Deodoro), *op. cit.*, p. 150-158. Les indiscrétions autour de cette « conspiration » sans conséquence semblent avoir été voulue. En fait Bautista-Molina aurait simplement désiré faire pression sur le général Justo pour que celui-ci proscrive l'Union civique radicale aux élections. Tout le bruit fait autour de cette « ténébreuse affaire » aurait eu pour seule fin de manifester l'opposition de l'armée à la politique libérale de Justo. C'est en fait ce que soutient le nationaliste d'origine radicale Raul Scalabrini Ortiz dans son livre, *Política británica en el Río de la Plata*, Buenos Aires, Fernandez Blanco, 1957, p. 251-252.

79. Roca (Deodoro), *op. cit.*, p. 151.

80. « Círculo militar, Comisión directiva », *Revista militar*, novembre 1937. Le 1er vice-président est le colonel Luis C. Perlinger, le secrétaire, le commandant Eduardo Lonardi, futur président de la République Argentine.

81. Lezica (Manuel de), *op. cit.*, p. 101.

avec Don Marcelo et quelques autres grands noms, du groupe Azul des jeunes antiyrigoyénistes.

A la vice-présidence, Justo souhaitait placer son dernier ministre de l'Agriculture, le brillant Miguel Angel Cárcano, mais les pressions des conservateurs imposent, après bien des marchandages, son ancien ministre de l'Intérieur, Ramón S. Castillo, ex-doyen de la Faculté de droit de Buenos Aires et sénateur de la province de Catamarca. La continuité semble assurée.

L'Union civique radicale présente contre les candidats du pouvoir — Alvear et l'ancien gouverneur de Santa Fe sous Yrigoyen — Enrique M. Mosca.

Après une campagne électorale agitée où l'opposition dénonce principalement la fraude, les élections, qui ont lieu le 5 septembre, donnent une large victoire à Ortiz : 1 100 000 suffrages contre 815 000 pour Alvear, soit 53,7 % contre 40 % des suffrages exprimés. Ces résultats attendus sont évidemment le fruit de méthodes éprouvées : arrestation de radicaux à Salta, vote public (à vue) sans scrutateurs de l'opposition à Santa Fe et Buenos Aires. Irrégularité et violence partout : il fallut même organiser des élections complémentaires dans neuf provinces.

Le 20 février 1938, le Dr Ortiz assume la présidence qu'il a si chèrement gagnée. Son cabinet est formé de personnalités distinguées du monde de la politique et des affaires : le ministre de l'Intérieur, Diógenes Taboada, est avocat et administrateur de compagnies de chemins de fer britanniques ; José Padilla, ministre de l'Agriculture, est un baron sucrier de Tucumán. Mais les personnalités choisies ont peu de relief politique. Aucun conservateur militant, a fortiori nationaliste, ne reçoit de portefeuille. L'ambassadeur du Reich, von Therman, écrit dans une dépêche a son ministre, trois mois après l'accession d'Ortiz au pouvoir, que le nouveau ministre des Affaires étrangères, José María Cantilo, diplomate de carrière, ambassadeur à Rome pendant cinq ans, est un antifasciste décidé et qu'il est loin d'être antiaméricain comme son prédécesseur Saavedra Lamas [82]. Le cabinet exhale le parfum discret d'un libéralisme de bon ton.

Ortiz, d'ailleurs, laisse filtrer de la Maison Rose son intention d'orienter l'action gouvernementale dans un sens plus démocratique en revenant à des pratiques électorales honnêtes. Certes, les convictions profondes de l'homme lige de Justo, ami du Dr Carulla [83] fondateur de *Bandera argentina*, ne sont pas en cause. Mais la situation du premier président civil depuis Yrigoyen est fort incommode. Pour renforcer son pouvoir, il a choisi l'ouverture démocratique.

82. Depêche Buenos Aires. 2084/45 1121-25 (18 mai 1938). Von Therman in US Department of State, *Documents on German foreign policy 1918-1945*. From the Archives of the German Foreign Ministry, series D (1932-1945), Vol. V., Latin America 30 november 1937—10 march 1939.

83. Carulla (Juan E.), *op. cit.*, p. 322.

En effet, Ortiz détient le pouvoir exécutif mais n'a aucune assise politique. La Concordancia n'est pas un parti, du moins pas le sien. La machine administrative est manipulée par des caudillos conservateurs totalement indépendants, arrivés par la violence et la fraude ; au mieux, loyaux envers leur protecteur, le général Justo. L'appareil militaire n'est pas non plus entre les mains du président. Mis en place par Justo, il est fortement ébranlé par la poussée de l'extrême-droite antilibérale. En 1938, ce courant se renforce encore dans le pays. L'année de l'Anschluss (mars) et de Munich (septembre) marque aussi le commencement de la fin pour la République espagnole. Dans un pays aussi sensible que l'Argentine aux aléas de l'histoire européenne et où le soulèvement franquiste a été salué par l'extrême-droite comme un événement national, les possibilités d'un président isolé et mal élu sont maigres. Homme de Justo, radical de surcroît, il a bien peu à attendre des milieux nationalistes. Il va donc se laisser glisser vers le parti radical, vers ses anciens amis « comme sur un plan incliné »[84].

Lutter ou tenter de lutter contre la fraude — ce qui lui assure l'appui des radicaux — va être une planche de salut pour Ortiz. Encore faut-il pouvoir empêcher localement le trucage des élections et extirper les autorités en place pour organiser un suffrage libre. En 1937, le général Ramón Molina suggérait au président Justo « d'employer l'armée nationale pour garantir la légalité électorale ». Ortiz ne suit pas le conseil mais il le fait sien. Seule l'armée peut briser les reins des champions de la fraude ; il faut donc que le président puisse effectivement compter sur elle. Utiliser l'armée pour assainir les mœurs électorales revient à renforcer l'aile démocrate de la société militaire, au détriment des nationalistes certes, mais aussi de Justo qui a institutionalisé la fraude au nom du libéralisme.

Ortiz, conscient de la précarité de sa position, va se montrer très attentif aux intérêts de l'armée. Son ministre de la Guerre, le général Carlos D. Márquez, officier d'artillerie, promu général en 1937, et président de la Commission d'achat d'armement à l'étranger sous le gouvernement précédent, passe pour faire partie du clan de Justo. Néanmoins, il seconde très activement le président dans sa tâche.

Malgré l'orientation antilibérale des autorités élues du Cercle militaire, Ortiz accorde, dès son arrivée au pouvoir, un crédit important pour l'achat et la transformation du Palais San Martín, nouveau siège social de l'institution, qui est inauguré officiellement en mai 1939.

Mais la présidence d'Ortiz est surtout marquée par une importante réorganisation des structures de l'armée. La réforme de l'organisation militaire contenue dans les décrets de décembre 1938 répond aux nécessités de modernisation invoquées par l'Etat-major. Plusieurs nouveaux

84. Selon la formule utilisée par Martín Aberg Cobo in « La revolución de 1943 », *Cuatro revoluciones argentinas*, Buenos Aires, Club Nicolás Avellaneda, 1960, p. 81.

commandements sont mis en place. Un commandement de cavalerie est créé, dont le siège est à Campo de Mayo. Les brigades et divisions de cavalerie sont désormais directement sous ses ordres, et ne dépendent pas des commandements interarmes. Ce statut privilégié, par suite de la mécanisation de cette arme, revêtira une importance accrue jusqu'à nos jours. Les pouvoirs de l'inspecteur général sont élargis. L'Etat-major lui est rattaché, la division en région et district militaires est révisée. Un nouveau découpage permet de limiter la taille des circonscriptions militaires.

De même, la formation des officiers est améliorée. L'entrée au Collège militaire s'effectue un an plus tard qu'auparavant. Un Centre des hautes études militaires est créé pour la formation des officiers supérieurs. Cette institution accentue la professionnalisation et le rôle des études, donc du mérite, dans la carrière militaire [85]. Un premier lycée militaire est fondé en 1938 : cet institut d'enseignement du second degré était réclamé depuis longtemps par plusieurs personnalités de l'armée de terre [86].

La réorganisation de l'armée ne va pas sans intentions politiques. Il ne s'agit pas seulement de se concilier les militaires par des faveurs globales et un intérêt soutenu. La restructuration permet à Ortiz de nommer à des postes importants des libéraux antiuriburistes, le plus souvent des hommes du clan Justo auquel Ortiz accorde sa confiance. Y est-il poussé par la main invisible de l'ex-président ou pense-t-il détacher de « l'héritier de septembre » d'authentiques démocrates ? Le plus vraisemblable est que le tableau d'avancement ne lui permettait pas un choix plus large. Le général José María Sarobe est nommé, en 1939, commandant de la 4e division. Juan Manuel Monferini, promu général de brigade en 1939, reçoit la même année le commandement de la 2e division. Le général Juan N. Tonazzi, qui a accédé à ce grade en 1939, devient commandant de la 3e division. Directeur du Collège militaire de 1936 à 1938, il a été, comme Sarobe, aide de camp du président Justo. Le général Avelino Alvarez, qui passe pour radical, reçoit ses étoiles de général en 1939 en même temps qu'il est appelé au poste de directeur général de l'intendance (*Cuartel maestre general del interior*).

Parmi ces nouveaux promus du haut commandement, un seul se révélera nationaliste, l'éphémère commandant de la cavalerie, Benjamín Menéndez, élevé au grade de général de brigade en 1936 par Justo. Mais Ortiz profite de ce remaniement pour se débarrasser du chef de la

85. Pour les réformes militaires d'Ortiz, voir « Reforma orgánica de la estructura del ejército », *La Prensa*, 9 décembre 1938 ; « Modificaciones orgánicas dentro del ejército nacional », *La Prensa*, 7 mars 1940 ; « Los comandos superiores en el ejército », *La Prensa*, 25 août 1940, et surtout le message présidentiel de 1940 in Cámara de diputados,*Diario de sesiones*, 14 mai 1940, p. 36 et 39.

86. Notamment par le général Ramón Molina. Voir sa conférence au Cercle militaire le 3 juillet 1936 in *Defendamos nuestro pais...*, *op. cit.*, p. 100.

1re division, nationaliste et comploteur présumé, Nicolás Accame. De même, le général Juan Bautista-Molina perd son poste de directeur général du génie et se retire des services actifs en 1939. Au début de 1940, la situation d'Ortiz vis-à-vis de l'armée s'est renforcée et assainie. Elle lui permet des coudées plus franches pour exécuter ses desseins politiques.

Depuis mars 1938, date à laquelle le président avait suspendu le gouverneur conservateur de San Juan, Ortiz a montré qu'il était décidé à rompre avec les pratiques électorales en honneur sous son prédécesseur. Pour limiter les irrégularités les plus voyantes, il doit écarter les potentats locaux passés maîtres dans l'art de faire voter les morts, de rendre publics les suffrages ou de séquestrer les cartes d'électeurs. Mais si un gouvernement résiste à « l'intervention » fédérale, le pouvoir exécutif, en l'absence de police autre que provinciale, donc aux ordres des autorités locales, ne peut compter que sur l'armée. Il faut donc que l'armée soit loyale.

Les irrégularités flagrantes qui ont marqué l'élection du gouverneur dans la province de Catamarca vont permettre au président Ortiz, au début de 1940, de mettre en application les principes démocratiques dont il se réclame. La fraude et le trucage organisés par un sénateur conservateur ont été dénoncés par le parti radical avec preuves à l'appui. Ortiz fait savoir par un message qu'il considère ces élections comme nulles.

Ce message fait l'effet d'une bombe dans la coalition gouvernementale : le gouverneur « élu » est un conservateur qui bénéficie de l'appui du vice-président Castillo, ancien sénateur de Catamarca. Castillo se déclare publiquement solidaire de son compatriote. La démarche du président équivaut à rompre l'alliance qui l'a porté au pouvoir. Les conservateurs dénoncent son attitude au nom du respect de l'autonomie des provinces. La Concordancia semble avoir vécu : trois ministres conservateurs, Padilla à l'Agriculture, Alvarado aux Travaux publics et Groppo à l'Instruction publique, menacent de démissionner.

Les radicaux exultent. Le groupe parlementaire envoie au président un télégramme de félicitations. Au début du mois de février, Ortiz franchit le pas et place la province de Catamarca sous contrôle fédéral. Il nomme comme « préfet », *interventor*, un prestigieux militaire retiré du service actif, le général de division Rodolfo Martínez Pita [87]. Le choix de l'*interventor*, la réputation d'équité et d'apolitisme dont jouissent encore les chefs de l'armée désarment momentanément les conservateurs dont l'attention est d'ailleurs requise par d'autres sujets plus brûlants.

C'est une victoire pour les radicaux. Ortiz n'est-il pas sur le point de

87. Retiré du service actif en 1937, il a fondé la bibliothèque de l'officier. Il est diplômé de l'Ecole de guerre de Paris et de l'Ecole d'application d'artillerie de Fontainebleau, mais il a été incorporé deux ans dans l'armée allemande. Il possède un diplôme d'ingénieur civil et fait partie du Circulo de armas et du Jockey Club.

suivre les conseils que lui donnait, en 1939, le général Ramón Molina[88] désormais membre du parti d'Alvear : faire garantir par les militaires l'honnêteté des élections ? Certains le redoutent. L'éditorial de *La Prensa* du 21 février 1940 reconnaît :

> « Chaque fois que se produisent des situations politiques anormales, apparaissent des initiatives tendant à confier à l'armée le contrôle et la garantie du processus électoral. Ce sont les partis d'opposition qui mettent en avant semblables propositions afin d'obtenir ainsi le maximum d'honnêteté dans le scrutin, car l'armée se trouve à couvert des influences politiques et ne peut être soupçonnée de partialité ... L'opinion publique n'admet aucun doute sur la conduite des militaires, et ce seul fait suffit à créer la confiance nécessaire, chaque fois que se présente un problème fondamental pour la vie du pays ».

Mais, en même temps, *La Prensa* manifeste les plus vives réserves sur cette utilisation qui détourne l'armée de ses fonctions spécifiques et risque d'exposer les militaires aux critiques d'une opinion politiquement divisée où les passions sont vives.

On n'en est pas encore là. Des élections sont prévues le 25 février dans la province de Buenos Aires. Elles constituent la pierre de touche des intentions présidentielles. La machine montée par le « Mussolini créole », Manuel Fresco, laisse peu de place à la liberté du suffrage et aucun espoir à l'opposition radicale ou socialiste. « A Buenos Aires, écrit *La Prensa* le 25 février, ce n'est pas l'orientation de l'électorat qui est une inconnue mais la plus ou moins grande liberté de suffrage ».

Le candidat conservateur à la succession de Fresco, choisi par ce dernier, est le boss d'Avellaneda, Alberto Barceló, dont le nom est resté dans l'histoire argentine comme synonyme de corruption et de violence politique[89]. Son élection est assurée grâce aux procédés habituels : vote à bulletin ouvert, sélection des électeurs par la police, scrutateurs votants, commerce des cartes d'électeurs, disparition des bulletins de vote de l'opposition, etc. L'opposition, une fois de plus, dénonce les « graves irrégularités ».

Le 27 février, le ministre de l'Intérieur Diógenes Taboada ordonne qu'un rapport soit élaboré par les autorités militaires sur les élections provinciales. Le colonel Lápez, commandant la 2e division, et le commandant de la 2e région militaire sont chargés de l'enquête. Ortiz prend ainsi le pouls de l'armée avant de déposer Fresco et d'annuler les élections. Il est en effet décidé à user de la procédure d'« intervention »

88. « La subversión institucional de la República de los últimos años », in *Defendamos nuestro país..., op. cit.*, p. 255, discours prononcé au comité national de l'Union civique radicale, le 17 novembre 1939.

89. Voir Folino (N.), *Barceló y Ruggierito patrones de Avellaneda*, Buenos Aires, Centro editor de América latina, 1971. Parmi les plus fougueux partisans de ce champion de la démocratie, on remarque un jeune député conservateur, Vicente Solano Lima, qui se signale dans ses discours par la violence de sa dénonciation du radicalisme, *La Prensa*, 25 février 1940.

fédérale, mais, face au gouverneur de la plus riche province argentine fort d'une police militaire et d'un appareil politique redoutables, l'appui de l'armée est indispensable. Les chefs militaires sont favorables à l'attitude du gouvernement malgré la pression du général Justo qui défend le gouverneur de Buenos Aires [90].

Des élections législatives nationales ont lieu le 3 mars. Le 2 mars au soir, le président de la République prononce un discours solennel qui entérine la rupture avec les pratiques de la Concordancia : « On ne peut pas tolérer que certains simulent la démocratie pour attirer l'approbation du peuple et conserver leur situation ou leurs privilèges tout en gardant la conviction que la démocratie est néfaste pour le progrès du pays ». Fresco, sentant le danger, freine le zèle de ses partisans et de ses hommes de main. Mais de graves violences viennent encore affaiblir sa cause : des conservateurs assassinent le sénateur provincial Luis Guerci au moment où celui-ci allait voter. Le 8 mars, à l'issue d'un conseil des ministres agité, le principe de l'« intervention » fédérale est adopté. Les ministres de l'Agriculture et des Travaux publics donnent leur démission.

Le décret d'intervention est communiqué à Fresco par le colonel Miguel Angel Mascaró. Afin que l'ex-gouverneur ne fasse pas appel au « peuple » et à son « armée » provinciale pour s'opposer à la décision présidentielle, la troupe prend position autour de la Casa de gobierno, à La Plata. Le gouvernement a nommé « préfet provisoire » le général Luis A. Cassinelli, commandant de la première armée, qui se trouvait depuis plusieurs jours en inspection dans la capitale de la province. Sous ses ordres, l'opération est menée tambour battant et l'épreuve de force n'a pas lieu.

Fresco, avant de quitter le palais du gouvernement provincial, déclare la guerre à Ortiz le mal élu et à ses alliés radicaux :

> « La seule élection irrégulière qu'on puisse reprocher au gouverneur de Buenos Aires, dit-il, est celle du président de la République, reconnue comme illégale et frauduleuse par ceux-là mêmes qui aujourd'hui dénoncent les irrégularités de la consultation du 25 février. Le pouvoir exécutif national est dépourvu de l'autorité morale nécessaire pour prendre une mesure aussi inique contre nous ».

Dans un manifeste publié le même jour, le « duce » de La Plata tire la leçon de la crise. « Quand j'ai été élu, j'avais pour programme celui de la révolution de septembre, et j'étais animé par la ferme intention de le mettre en œuvre. Je me considérais, en quelque sorte, comme un porte-drapeau ... du mouvement lancé par le général Uriburu, canalisé par le général Justo, et que l'actuel président devait poursuivre » [91]. Mais

90. Selon Luna (Félix), *Alvear*, Buenos Aires, Libros argentinos, 1956, p. 261.
91. *La Prensa*, 8 mars 1940.

Ortiz a abandonné « les idéaux de septembre 1930 ... L'opinion publique et la postérité diront s'il a été loyal envers le gouverneur de Buenos Aires et envers le parti qui l'a mené au pouvoir ».

En effet, Ortiz a rompu avec les nostalgiques d'Uriburu, les nationalistes antilibéraux et même avec les démocrates honteux du parti conservateur, et il a gagné une indéniable popularité : dans ses déplacements à l'intérieur de la province de Buenos Aires, on l'applaudit[92]. Il reste, cependant, tributaire des radicaux, les grands bénéficiaires de la nouvelle orientation présidentielle.

Les élections législatives partielles de 1940 se déroulent dans des conditions acceptables. Alors qu'en 1938 l'UCR n'obtenait que 23,78 % des suffrages, les radicaux arrivent en tête avec 45,22 %. Le miracle attendu par Alvear s'est enfin produit : l'UCR, avec 80 députés, enlève la majorité à la Chambre. Les relations entre le radicalisme et la présidence sont si confiantes qu'Alvear doit préciser à une réunion du comité national : « Nous ne sommes pas le parti du président »[93]. Mais d'autres événements plus graves viennent conditionner le choix politique. La guerre a éclaté en Europe en septembre 1939. Les armées d'Hitler vont de victoire en victoire. Après l'écrasement de la Pologne en mai 1940, les Panzer Divisionen envahissent les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. La résistance militaire française s'effondre sous les coups de la Wehrmacht. En juin, la France demande un armistice. Les admirateurs de la machine de guerre germanique et les partisans des fascismes se passionnent et applaudissent, le *Blitzkrieg* porte leurs espoirs historiques et renforce leurs croyances en un « ordre nouveau ».

A l'heure où succombent les démocraties occidentales, réclamer des élections libres et sincères va bien au-delà d'une simple exigence d'honnêteté — ou d'opportunité — partisane. Face à la guerre mondiale, chacun choisit son camp. Les préoccupations de politique internationale apparaissent inextricablement mêlées aux problèmes intérieurs quand elles ne prennent pas le pas sur ceux-ci. Quiconque manifeste son soutien à la Grande-Bretagne est censé être partisan du régime représentatif pluraliste, et vice versa. Les partisans de l'Axe sont, pour la plupart, des nostalgiques du corporatisme uriburiste, le deviennent ou sont tenus pour tels. Les intérêts du pays semblent absents du débat. Chasse-croisé et procès d'intention brouillent les cartes ; et les ambassades des pays belligérants ou d'autres officines plus discrètes jettent de l'huile sur le feu. Les influences extérieures, pas toujours avouables, et les propagandes ennemies accentuent le déchirement de l'opinion. Les Argentins luttent par peuples interposés ; l'Argentine est plongée dans une guerre civile froide.

92. Luna (Félix), *op. cit.*, p. 262.
93. *Ibid.*, p. 263.

Face a la guerre « qui, selon le président Ortiz dans son message au Congrès de mai 1940[94], a pris les proportions d'une lutte vitale entre deux conceptions antagoniques de l'organisation sociale politique et économique des peuples », l'Argentine se déclare nation non belligérante, le 4 septembre 1939. Cette neutralité ne signifie nullement indifférence. Le gouvernement manifeste son refus de « reconnaître les conquêtes réalisées par la force ». L'Argentine participe activement aux réunions interaméricaines (Panama, septembre 1939), et resserre ses relations avec les pays voisins, tout en adoptant, à l'égard des puissances de l'Axe, une position de vigilance assez analogue à celle des Etats-Unis, malgré sa méfiance traditionnelle à l'égard de la « République impériale ».

L'internationalisation de la politique intérieure argentine va s'accentuer. Contre l'orientation diplomatique du gouvernement et les hommes qui la mettent en œuvre, les nationalistes, partisans de l'Axe et des Etats autoritaires, font feu de tout bois. Ils ont la partie d'autant plus belle que le président Ortiz, gravement malade depuis 1938, est forcé de déléguer ses pouvoirs au vice-président, et qu'il suit malaisément le cours des affaires publiques. L'avenir politique du pays est indissociable du conflit mondial autant que de la santé du président. Mais c'est dans l'armée que se trouve désormais la clef du pouvoir.

94. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1940, p. 10.

Chapitre 7

L'Argentine face à la guerre mondiale L'armée en marche vers le pouvoir

Si la guerre européenne divise profondément les Argentins, elle a aussi pour effet de faire passer au premier plan les problèmes de sécurité nationale. Bien qu'encore circonscrite aux nations du vieux continent, son théâtre d'opérations est déjà mondial. Et malgré l'énergique déclaration de neutralité de la Conférence de Panama, interdisant aux belligérants de perpétrer des actes de guerre à l'intérieur d'une large zone maritime panaméricaine, la bataille gagne les eaux du Río de la Plata. Le 13 décembre 1939, le cuirassé allemand *Graf Spee* et trois croiseurs britanniques s'affrontent au large de Montevideo. L'Argentine doit renforcer sa défense pour faire respecter sa neutralité.

Les milieux militaires en sont extrêmement conscients : ils s'efforcent d'alerter les pouvoirs publics et de mette en garde l'opinion contre un pacifisme à courte vue. Face à une situation internationale critique, pour eux le « devoir de l'heure » est de renforcer spirituellement et matériellement le potentiel défensif du pays. Autour du thème consacré, *si vis pacem ...*, les plumes militaires vont bon train [1]. Le gouvernement n'est nullement insensible à ces sollicitations. Une loi secrète d'achat d'armement est votée, le 19 juin 1940. Un projet d'expansion coordonnée des industries militaires est soumis au Congrès. Les dépenses militaires, qui avaient subi un léger tassement à partir de 1938, se redressent en 1941. Elles restent cependant encore à un niveau assez modeste : 17,9 % des dépenses gouvernementales, en 1941 [2].

1. A partir de 1939-1940, la *Revista militar* publie, dans chacune de ses livraisons, notes et articles sur la préparation du pays à la guerre et contre le pacifisme de l'opinion publique. Voir notamment Crespo (colonel Jorge R.), « Si vis pacem para bellum », *Revista militar*, juin 1939, p. 1223-1225 ; Perkins (capitaine Diego E.), « El horror a la guerra », *ibid.*, juin 1940, et « Defensa nacional y pueblo », *ibid.*, février 1941, p. 327-338.

2. D'après Loftus (J.E.), *Latin American defence expenditures 1938-1965*, Santa Monica, The Rand Corporation, janvier 1968 (Memorandum R.M. 5310 PQ/ISA), table 5.

Mais l'accent mis sur la préparation à la guerre n'est pas purement technique ; il a des prolongements politiques indéniables. L'armée ne se contente pas d'un effort financier accru en sa faveur. Les conceptions stratégiques de la « nation en armes » et les préoccupations, désormais très vives, au sujet des « dépendances critiques » poussent le haut commandement à s'intéresser de près aux décisions de politique interne, voire à faire directement pression sur les choix gouvernementaux. Nombreux sont les officiers qui pensent aussi que la conduite des affaires étrangères devrait être subordonnée à la défense nationale et contrôlée par l'armée. Ainsi, croient-ils, la continuité indispensable serait assurée en dépit des incertitudes qu'alimentent l'évolution politique et la maladie du président Ortiz [3].

La guerre éveille, en outre, dans l'armée, des sympathies à l'égard des belligérants. La *Blitzkrieg* enthousiasme un grand nombre d'officiers argentins admirateurs de la machine de guerre allemande. D'anciens stagiaires de la Reichswehr suivent avec passion la progression foudroyante de la Wehrmacht en Europe occidentale. Ces spectateurs privilégiés du conflit mondial sont d'autant plus enclins à prendre le parti de l'Allemagne qu'ils considèrent les nations anglo-saxonnes comme une menace pour la souveraineté nationale. A l'égard de la Grande-Bretagne, les militaires argentins ne sont pas loin d'éprouver une réserve hostile aux antipodes de l'allégeance volontaire des responsables économiques. Pour les défenseurs de l'intégrité territoriale, le Royaume-Uni n'est guère que l'envahisseur, repoussé en 1806, et l'occupant illégal des Iles Malouines (Falkland) : presque un ennemi héréditaire. Le sentiment antibritannique se nourrit, dans l'armée, de grandes dates de l'histoire argentine — la Reconquista et la Defensa — et d'un irrédentisme professionnel qui, pour être rhétorique, n'en colore pas moins les comportements. Les concessions, jugées par certains officiers humiliantes, du pacte Roca-Runciman, renouvelées en 1936, sont également un sujet d'irritation à l'égard de la perfide Albion. Les militaires ne regardent pas les Etats-Unis d'un œil plus bienvaillant ; mais, en cela, l'armée partage la méfiance traditionnelle de la diplomatie argentine.

Les réactions des secteurs représentatifs de l'armée sont clairement illustrées par les commentaires du colonel Carlos A. Gómez, à la convocation de la 8e conférence interaméricaine patronnée par le Département d'Etat pour perfectionner le système de sécurité continentale face à l'expansionnisme allemand [4]. Le rédacteur de la *Revista militar* dénonce

3. Voir notamment Rawson Bustamante (commandant Juan), « El deber de esta hora », *Revista militar*, juin 1940, p. 1181-1189. L'auteur y reprend l'argumentation d'un article plus théorique, publié en décembre 1933 par le colonel Carlos A. Gómez dans cette même revue, sous le titre « Guerre et politique », p. 1087-1105.

4. Le président Roosevelt avait clairement exprimé les objectifs de son gouvernement à cet égard dans un discours du 15 novembre 1938 mettant en garde les pays du continent contre une possible attaque en provenance d'une puissance extracontinentale. En fait, les Etats-Unis redou-

vivement l'objet de cette conférence qui se réunit à Lima, en décembre 1938, au lendemain de Munich. L'auteur rejette l'idée, avancée par Sumner Welles, d'une éventuelle attaque des Etats fascistes européens dans le nouveau monde ; il ne voit, dans cette menace, qu'un prétexte pour les Etats-Unis d'exercer leur tutelle sur les nations d'Amérique latine en prenant la direction de la défense continentale. C'est exprimer crûment les mobiles de la diplomatie argentine. Gómez condamne, à la lumière du sort malheureux de la Tchécoslovaquie, les alliances et les « combinaisons internationales », puis précise sa pensée sur le plan politique : l'hostilité à l'égard des « pays totalitaires d'Europe » est inacceptable en Argentine. « L'Argentine n'a pas été peuplée par l'Amérique du Nord, mais par l'Europe, et, en particulier, par deux pays qui figurent parmi ceux qu'on appelle aujourd'hui des Etats totalitaires, l'Italie et l'Espagne (nationaliste) »[5].

Sur la germanophilie technique et professionnelle de l'armée argentine vient donc se greffer une sympathie pour les « régimes d'ordre » méditerranéens. Pour l'opinion militaire, la dictature de Mussolini a tiré l'Italie giolitienne du chaos social. Dans la guerre d'Espagne, les sympathies des officiers argentins vont tout naturellement aux généraux factieux du 18 juillet, en rébellion contre « l'anarchie républicaine ». Même les moins politisés ou les plus sincèrement attachés aux institutions démocratiques partagent ces vues et ces ferveurs. L'Allemagne nazie ne leur fait pas peur, d'autant qu'ils ignorent tout des réalités du nouvel ordre brun dans lequel ils ne voient que la résurgence « admirable » de l'esprit de discipline et d'entreprise du peuple allemand.

Peut-on conclure pour autant, comme le font les diplomates nord-américains au début de 1940, que « les officiers de l'armée sont en majorité nazis »[6] ?

Semblable généralisation est à la fois excessive et mal fondée. De nombreux officiers sont germanophiles, mais restent libéraux ou démocrates. Les problèmes de la politique européenne ne les concernent pas. Ils se sentent seulement plus proches des officiers d'outre-Rhin que des militaires britanniques ou belges. Certes, le président du Cercle militaire, de 1939 à 1941, est le général Juan Bautista-Molina dont l'orientation antilibérale et extrémiste de droite ne fait guère de doute. Mais l'armée est divisée. Pour le renouvellement des autorités de ce même Cercle, en mai 1941, trois listes sont en présence ; le ministre doit tirer au sort les

taient surtout l'ampleur revêtue par la propagande allemande en Amérique latine contre les Etats-Unis. Cf. Edmund Smith (O.) Jr., *Intervención yanqui en Argentina*, Buenos Aires, Palestra, 1965, p. 51-52 (éd. originale anglaise 1953, 220 p.)

5. Gómez (colonel Carlos A.), « La nueva política mundial y la situación de la Argentina », *Revista militar*, novembre 1938, p. 1179.

6. Télégramme de l'ambassadeur des Etats-Unis en Argentine, Armour, au secrétaire d'Etat, 29 mai 1940. Telegram 810.70. Defense 5-2940. *Foreign relation of the US Diplomatic papers* 1940 — V. —, Washington, 1961.

noms des trois listes pour n'en former qu'une seule afin d'éviter les conflits internes [7].

En outre, l'armée argentine, dont le pouvoir politique réel est bien connu des milieux diplomatiques et militaires allemands, est l'objet d'une intense action de propagande. L'ambassade, les services d'information et de renseignement, la mission militaire que dirige le général Niedenführ [8] rivalisent d'efforts : publications, réceptions, voyages, contacts personnels. La presse de l'extrême-droite nationaliste sert volontiers de relais sinon d'organe à la propagande du IIIe Reich. Ces feuilles, jadis éphémères, pénètrent plus facilement et plus efficacement dans la société militaire que le bulletin de l'ambassade, et connaissent tout à coup un tirage soutenu [9]. Même les responsables nationalistes, qui ne se reconnaissent pas dans l'Allemagne nazie et souhaitent préserver leur autonomie, acceptent volontiers de recevoir gratuitement, ou presque, les dépêches de l'agence de presse Transocéan [10], les revues ou les rapports de l'Institut ibéro-américain de Berlin que dirige le général Wilhelm von Faupel, longtemps instructeur de l'armée argentine [11].

Carulla, fondateur et directeur de *Bandera argentina*, rapporte qu'un riche résident allemand souscrivit en une seule fois plusieurs dizaines d'abonnements qu'il fit envoyer à des personnes « liées à l'armée ». Il prétend également qu'un général argentin lui proposa de financer son journal contre acceptation d'une orientation politique qui tendait à « l'unification des mouvements nationalistes selon un plan national-socialiste » [12]. Les journaux *Cabildo, Crisol* et *El Pampero* sont les supports privilégiés de l'offensive allemande dans l'opinion argentine. Cette dernière publication apparaît en novembre 1939. Son titre « archi-créole » (« le plus *gaucho* de tous les vents », dit son premier éditorial)

7. *La Prensa*, 25 mai 1941. Le président de la liste ainsi formée est le général de division Basilio B. Pertiné, le 2e vice-président est le colonel Bartolomé Descalzo. Notons parmi les membres du conseil d'administration, le commandant José Maria Sosa Molina et un jeune lieutenant Alvaro Alsogaray.

8. On ne met fin officiellement aux contrats des membres de la mission allemande qu'en juillet 1940. Intégrés à l'armée argentine dont ils portent l'uniforme, ceux-ci ont tout loisir d'inonder leurs collèges argentins de prospectus et de journaux de propagande. L'un d'eux, arrêté par hasard en 1940 pour une affaire de droit commun, fut trouvé en possession des adresses d'un grand nombre d'officiers argentins. D'après le général Orlando Peluffo (entretien avec l'auteur le 12 mai 1970).

9. Comme le souligne, devant la Chambre des députés, le rapport de la commission d'enquête sur les activités antiargentines, Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 4, informe n° 2, 1941, p. 105-130.

10. *Ibid.*, informe n° 3, p. 648. L'agence de presse Transocean, dont le bureau argentin est déficitaire, procure l'information aux journaux pour une somme symbolique. *Bandera argentina*, *Crisol* et *El Pampero*, reçoivent les services de l'agence nazie, outre les journaux « officieux » des communautés allemandes (*Deutsche La Plata Zeitung*), italienne (*Il Matino d'Italia*), et espagnole franquiste (*El Diario español*). Voir également le témoignage du député Adolfo Lanús, membre de la commission, in *Campo minado*, Buenos Aires, s.e., 1942, p. 43.

11. Wilhelm Von Faupel a été instructeur au Collège militaire en 1912, puis, après la première guerre mondiale, conseiller de l'inspecteur général de l'armée, jusqu'en 1926. Cf. Josephs (Ray), *Argentine diary*, New York, Random House, 1944, p. XIX.

12. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Llanura, 1951, p. 316-317.

n'indique guère qu'il s'agit d'un hebdomadaire hitlérien appuyant l'effort de guerre allemand. Les signatures internationales de tous les Quisling européens présents et à venir, les photos du service d'information de l'armée allemande, le vocabulaire et les thèmes traités (l'antisémitisme violent entre autres) font du journal d'Enrique Osés un organe de propagande nazi à l'égal de ceux que diffuse dans le monde entier le Deutscher Verlag de Berlin [13].

Il est vrai que les responsables allemands de la guerre psychologique ont fort à faire, dans ce pays théoriquement neutre, pour vaincre l'influence de la grande presse qui leur est hostile. Tous les quotidiens à grand tirage sont ouvertement partisans des démocraties européennes. *La Prensa* ne perd pas une occasion d'exalter la solidarité du « monde libre » et de demander le renforcement de la lutte contre les infiltrations totalitaires [14].

En outre, les services de la Propaganda Abteilung ne sont pas les seuls à se préoccuper du moral de l'armée argentine. Pour contrebalancer la profonde influence pro-allemande des journaux nationalistes, les partisans des démocraties ne sont pas en reste. En janvier 1941, apparaît une luxueuse revue mensuelle, *Ejército y armada,* destinée aux officiers argentins, et dont l'objectif est de « lutter en faveur des forces armées nationales et pour que l'âme argentine soit préservée des infiltrations étrangères », « dans le respect des principes fondamentaux de notre Constitution ». Cette revue, qui exalte les institutions démocratiques, publie de nombreux articles discrètement pro-britanniques, parfois même traduits de la presse spécialisée anglaise.

La guerre, en faisant de l'armée argentine l'enjeu d'une âpre lutte d'influence entre les deux camps, accroît le pouvoir des militaires, mais elle impose aussi un réalignement des forces politiques. De nouveaux clivages se dessinent autour des problèmes posés par la situation internationale. Ceux-ci semblent, au premier abord, reléguer à un second plan les affaires internes, mais dans bien des cas le choix international obéit à des considérations tactiques, voire à des ambitions personnelles immédiates. Certains champions de la fraude et de l'autoritarisme vont retrouver une virginité démocratique en soutenant avec chaleur la cause des Alliés contre les Etats totalitaires.

13. On ne peut pas parler de « nationalisme » à propos du *Pampero,* tribune hitlérienne ouvertement stipendiée par l'Allemagne. La copieuse publicité que reçoit ce journal est intégralement d'origine allemande (Messerschmitt, BMW, DKW, Bayer, Deutz, Rheinmetall, Zeiss-Ikon, etc.). La différence avec *Signal,* que publie pour les pays occupés ou neutres la Deutscher Verlag, ne provient guère que de la présence d'articles de politique nationale. Quelques auteurs : Marcel Déat, Ramón Serrano Suñer, Georges Suarez. Un style : « Parler aujourd'hui d'Amérique latine équivaut à parler de judaïsme, c'est-à-dire de la banque juive, des entrepreneurs juifs, des souteneurs (*sic*) juifs, bref de tous les Juifs disposés à en finir avec les êtres qui n'appartiennent pas à leur race » (4 novembre 1941).

14. Voir « Voces de América intérpretes del mundo libre »,*La Prensa,* 13 mai 1940.

Le naufrage des démocrates

C'est dans ce cadre complexe, souvent déroutant, où les acteurs semblent s'attacher à brouiller les cartes, qu'il faut situer l'offensive contre le gouvernement Ortiz, qui mit fin et pour longtemps à une politique d'honnêteté électorale et d'ouverture.

Ortiz est tombé gravement malade quelques mois après son entrée à la Maison Rose. A demi-aveugle et très affaibli, il est contraint de déléguer le pouvoir au vice-président Castillo, le 3 juillet 1940. Son cabinet reste en place. Le cap qu'il a fixé est maintenu : élections libres et neutralité anti-Axe en politique étrangère. Aux élections de 1940, le parti radical a obtenu 81 sièges de députés sur 158, il est désormais majoritaire à la Chambre.

Face à cette reconquête radicale du pouvoir, qui ne se limite pas au législatif, les perspectives d'avenir de la Concordancia paraissent sombres, à moins qu'une crise assez violente n'entraîne la chute du cabinet et la démission du président. Les conservateurs et les nationalistes ont tout intérêt à précipiter cet événement. Un homme, que de nombreux témoins créditent d'une habileté diabolique, est décidé à tenter l'opération : le général Justo. Il est vrai que Justo exerce dans l'ombre une sorte de présidence parallèle, tout en préparant patiemment sa réélection en 1943 [15]. Mais son ancien ministre des Finances, devenu grâce à lui son successeur, a échappé à son contrôle. Ce président de transition met en échec les desseins de son tuteur. Or, Justo entretient, depuis 1936, d'assez bons rapports avec l'extrême-droite nationaliste. Mais il faut que l'armée le soutienne dans cette manœuvre contre Ortiz. Si l'ancien ministre de la Guerre jouit encore d'atouts importants, l'actuel président a singulièrement renforcé sa position dans les milieux militaires.

Ce sont les secteurs de l'extrême-droite antilibérale et les uriburistes qui lancent l'offensive contre Ortiz. Le sénateur de Jujuy, Benjamín Villafañe, s'est fait une spécialité des interpellations parlementaires stigmatisant la corruption du régime. Le journaliste José Luis Torres lui sert de porte-parole et lui fournit les informations. Les diverses revues nationalistes orchestrent leurs révélations. Alors que les nationalistes refrénaient leurs attaques contre les scandales financiers du pouvoir frauduleux sous le président Justo, il semble, à les lire, que la montée des radicaux et le retour à des élections libres aient multiplié malversations et concussion.

José Luis Torres publie, en 1940, un pamphlet intitulé « Quelques manières de vendre son pays » où il dénonce en particulier la contribution du groupe financier Bemberg aux caisses des deux partis désormais

15. Il occupe un bureau, avenida de Mayo, non loin de la Casa Rosada, reçoit beaucoup et ne fait pas mystère de son désir de revenir au pouvoir. Tous ceux qui l'ont fréquenté de près à cette époque en témoignent, notamment son fils, M. Liborio Justo (entretien avec l'auteur).

majoritaires, radicaux et conservateurs [16]. Vraies ou fausses, de telles allégations n'ont guère de répercussion politique. Les adversaires d'Ortiz n'ignorent pas que pour provoquer une crise capable d'ébranler le régime il leur faut frapper un point névralgique : l'armée. Tant que le haut commandement reste fidèle à Ortiz et appuie sa politique d'ouverture, l'indignation complaisante des nationalistes n'aboutit pas.

Le 16 mai 1940, à la Chambre, le sénateur Benjamin Villafañe lance enfin une redoutable arme secrète contre Ortiz et son programme d'élections libres : une affaire de vente de terrain militaire dans laquelle sont impliqués, à des degrés divers, des députés et des généraux. Il s'agit d'une escroquerie, doublée de trafic d'influence, rendue possible par l'imprudence ou l'irréflexion de hauts personnages civils et militaires. Deux aigrefins ont vendu au Ministère de la guerre un terrain situé à El Palomar, près du Colegio militar. Or, ils ne possèdent pas ce terrain ; ils promettent 65 centimes du mètre carré aux propriétaires et le revendent 1,10 peso à l'Etat. Le Ministère de la guerre avait, à plusieurs reprises, refusé la transaction ; le prix exigé lui paraissait excessif. Mais, en décembre 1937, la Commission du budget de la Chambre des députés donne un avis favorable. L'achat est inclus dans la loi budgétaire de 1938. Malgré l'opposition de plusieurs généraux, le nouveau président, qui assume le pouvoir depuis le 10 février 1938, signe le décret d'achat, le 31 décembre. L'acte de vente est contresigné le 22 mars 1939 [17].

Une commission d'enquête sénatoriale est mise sur pied dans un climat qui n'est pas sans rappeler le 6 février 1934 à Paris. D'indubitables complicités sont mises à jour : l'ex-président de la Chambre, Kaiser, l'ancien président de la Commission du budget, Godoy, les députés Bertotto et Guillot, des conservateurs et des radicaux ont reçu des pots de vin. La commission du Sénat accuse le général Carlos D. Márquez, ministre de la Guerre, de violation des règles administratives et de légèreté. Le général Márquez comparaît devant le Sénat et s'y défend fort maladroitement. Il a beau jeu d'affirmer qu'il n'a fait qu'accomplir une opération autorisée par la loi sous le gouvernement antérieur, mais il a eu le tort de défendre le principe même de l'achat d'un terrain que l'armée, d'ailleurs, n'occupe pas. En outre, pour appuyer ses dires, il a présenté des documents provenant de hauts responsables militaires, tous favorables à l'achat de ce terrain.

La défense du général Márquez autant que son éventuelle culpabilité engendrent de sérieux remous dans l'armée. Le général Ramón Molina félicite publiquement le sénateur Palacios, président de la commission d'enquête, et charge le ministre. Le général Bautista-Molina, encore

16. Torres (José Luis), *Algunas maneras de vender la patria*, (Datos para la autopsía de una política en liquidación), Buenos Aires, s.e., 1940.

17. Voir le détail de l'affaire dans *La Prensa*, 20 août 1940, et Cámarada de diputados, *Diario de sesiones*, I, 19 août 1940, p. 1115 et 59.

directeur général du génie, mis en cause par Márquez, s'adresse également au Sénat et répond sans ménagement au ministre d'Ortiz que les nationalistes flétrissent du surnom de « Palomarquez ». Les deux généraux indisciplinés sont mis aux arrêts. Mais l'affaire d'El Palomar, ce qui est très grave, a éclaboussé le président. Les enquêteurs ont prononcé son nom. Les ultras le traînent dans la boue.

Le 22 août, Ortiz contre-attaque et présente solennellement sa démission à la Chambre. Son message dénonce avec vigueur l'opération montée contre lui. Les termes sont bien choisis pour émouvoir les parlementaires. « Le scandale du terrain d'El Palomar a été opposé à notre système démocratique, écrit-il, comme s'il en constituait une conséquence nécessaire : cette relation a été arbitrairement établie pour l'ébranler ». « Cette sordide manœuvre politique » n'est pour le président que la vengeance de ceux qui s'opposent à ses intentions de rétablir intégralement la démocratie. Ainsi, écartant les faux-semblants juridiques et les détails administratifs, Ortiz présente « l'affaire » sous un éclairage avantageux pour lui, mais qui correspond d'assez près à la vérité.

L'opinion est divisée en deux camps. Cette affaire Dreyfus argentine oppose, en fait, partisans et adversaires des institutions démocratiques. La corruption de certains parlementaires n'est qu'un prétexte pour tirer à boulets rouges sur le régime. Pour les uns, il faut à toute force empêcher le rétablissement du suffrage libre, pour d'autres il faut jeter bas « le libéralisme putride » et ériger sur ses ruines un « ordre nouveau » analogue à celui qui naît au-delà des mers dans le sillage des Panzer.

Concordancistes trahis par Ortiz et activistes fascisants font cause commune. Contre eux s'élèvent les partis politiques, même les conservateurs, tous les partisans des pays occidentaux dans la guerre (on ne dit pas encore les Alliés), les défenseurs des libertés et de la démocratie parlementaire. Le 24 août, la démission du président est repoussée à l'unanimité moins une voix par la Chambre. Radicaux, socialistes et démocrates nationaux — le nouveau nom du parti conservateur — renouvellent leur confiance à Ortiz. Le jeune député socialiste Américo Ghioldi s'élève contre « la conspiration fasciste visant à abattre le président qui veut rétablir la démocratie et le suffrage libre » [18]. La veille au soir, le 23 août, la Confédération générale du travail avait organisé un grand meeting à Luna Park pour la défense de la démocratie. Les responsables syndicaux socialistes et communistes proclament leur soutien dans un même mouvement au président, aux Alliés et aux institutions. Ils lancent un slogan : « *El país quiere a Ortiz* » [19]. Un front antifasciste est en voie de formation.

18. *La Prensa*, 25 août 1940.

19. Voir Bayer (Osvaldo), « Palomar, el negociado que conmovió un régimen », *Todo es historia* (Buenos Aires), novembre 1966, p. 28.

Ortiz semble donc avoir gagné la partie. En fait, le rapport des forces est tel que celle-ci ne se joue plus au Parlement. Le ministre de la Guerre est relevé de ses fonctions, temporairement et à sa demande, jusqu'à ce qu'une commission compétente se prononce sur sa participation dans « l'affaire ». Le 23 août, l'Alliance nationaliste, dont le chef est le général Juan Bautista-Molina [20], réunit en plein centre de Buenos Aires un meeting houleux, qualifié de « profasciste » par *La Prensa*, dirigé contre le président et les institutions, et demandant la démission d'Ortiz et son remplacement par Castillo. La position du cabinet Taboada, collaborant avec un vice-président qui semble se situer dans le camp des adversaires d'Ortiz et qui ne peut pas compter sur un ferme appui militaire, est intenable : le 27, tous les ministres démissionnent, à l'exception, toute formelle, du ministre de la Guerre. Le champ est libre pour Castillo qui est chargé de former le nouveau gouvernement. L'affaire est venue à bout de la politique d'ouverture, le mirage des élections libres disparaît à nouveau.

Les milieux radicaux et plus largement de nombreux partisans du régime démocratique s'émeuvent. Surtout dans l'armée. Dès le 26 août, un mouvement militaire aurait tenté d'écarter Castillo du pouvoir. Le général Márquez était, selon certains, à la tête de cette conspiration loyaliste, appuyée par des dirigeants radicaux et le socialiste Mario Bravo [21]. En cas de réussite, de nouvelles élections présidentielles auraient eu lieu permettant ainsi de dénouer la crise. L'opposition d'Alvear, toujours scrupuleux, aurait mis un terme à cette tentative. L'intermède du vice-président solitaire va commencer.

Castillo : le soutien militaire et la division des conservateurs

Le vice-président « exerçant le pouvoir exécutif » a la sympathie de l'aile droite des conservateurs et de la plupart des nationalistes. Ce professeur de droit, spécialiste des faillites, s'est en effet opposé à l'éviction des gouverneurs de Catamarca et de Buenos Aires. Il a défendu Manuel Fresco, le Duce de La Plata, qui non seulement répugnait au vote secret mais avait instauré dans sa province une législation réactionnaire inspirée des Etats autoritaires européens. En outre, Castillo passe pour uriburiste : il a débuté dans la carrière politique comme gouverneur provisoire de Tucumán, en septembre 1930. On se souvient également qu'en tant que doyen de la Faculté de droit, poste qu'il a occupé de 1923 à 1928, il tenta, sans succès d'ailleurs, d'introduire les militaires dans l'Université.

20. Le général J. Bautista-Molina, le leader du plus important mouvement nationaliste, n'est pas tout à fait étranger à l'affaire. Il a été mis en cause par le général Márquez. En tant que directeur général du génie, il avait donné un avis très favorable à l'achat du terrain incriminé ; voir Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 19 août 1940.

21. Luna (Félix), *Alvear*, Buenos Aires, Libros argentinos, 1956, p. 268-269.

L'ancien sénateur de Catamarca, dont l'accent prête à sourire à Buenos Aires, apparaît à ses partisans et à ses détracteurs comme un notable de province traditionaliste. Son expérience politique est mince : il a été deux fois ministre de Justo mais pendant peu de temps. Il est connu pour son habileté manœuvrière et sa ténacité, d'aucuns disent son entêtement, qualités qu'il va montrer dès la formation de son cabinet.

Castillo a le triomphe modeste ; il ne possède ni force ni appareil politique. C'est, en outre, un pragmatique prêt à faire toutes les concessions sauf une : il ne laissera jamais les radicaux revenir au pouvoir. Il sait ce qu'il doit au général Justo dont il n'ignore pas le pouvoir occulte. Il forme donc un cabinet de « conciliation » fidèle à l'esprit de la Concordancia. On ne s'étonnera pas si ce cabinet comprend au moins trois ministres qui passent pour appartenir à l'entourage de l'ancien président : Julio A. Roca, ancien vice-président de la République, est ministre des Affaires étrangères, Federico Pinedo, ministre des Finances et le général Juan A. Tonazzi, ministre de la Guerre. Les deux premiers ne sont pas des nouveaux venus ; leur orientation politique et leurs ferveurs internationales sont connues. On a pu parler de « cabinet britannique »[22] tant le signataire du traité argentino-britannique de 1933 et l'ancien leader socialiste ne font guère mystère de leur sympathie pour les puissances anglo-saxonnes. Le général Tonazzi est sans doute le plus proche de Justo ; on le dit particulièrement sensible aux sollicitations de l'ancien président. Dans les milieux militaires, on lui reproche même un certain manque de caractère et les privilèges qui lui auraient valu sa fidélité au général Justo[23].

Le Dr Castillo n'est sans doute pas ravi de gouverner avec des ministres qui ne partagent pas ses vues et qui lui ont été en quelque sorte imposés. Aussi se débarrassera-t-il assez rapidement des deux civils pour les remplacer par des hommes politiquement sûrs. Federico Pinedo n'a pas le temps de mettre en œuvre le Plan de redressement économique qu'il projetait pour surmonter les difficultés dues à la guerre. L'ancien leader des socialistes indépendants, brillant financier et forte personnalité parlementaire, entendait mener à sa guise une politique économique audacieuse. Sa prétention à jouer les premiers ministres et à nouer une alliance temporaire avec les radicaux pour relancer l'économie lui valent la méfiance des conservateurs et de Castillo[24]. Il est remplacé par Carlos

22. Dans la presse nationaliste, d'après le ministre des Finances, Pinedo (Federico), *En tiempo de la República*, Buenos Aires, Mundo forense, 1946, tome 1, p. 186 cité par Ciria (Alberto), *Partidos y poder en la Argentina moderna (1930-1946)*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1964, p. 84.

23. On lui reprochait, notamment, d'avoir été deux fois attaché militaire dans une ambassade ce qui était contraire aux usages, ces postes rémunérés en pesos or étant très recherchés par les officiers supérieurs. Ses collaborateurs immédiats se plaignaient aussi de sa complaisance à l'égard de Justo auquel il ne savait rien refuser. D'après son secrétaire au Ministère de la guerre, le colonel Augusto G. Rodríguez (entretien avec l'auteur, 1er septembre 1969).

24. Pinedo rencontre, le 3 janvier 1941, Alvear à Mar del Plata, et lui propose une « trêve politique », première étape vers une collaboration radicale au plan de relance économique. Voir

A. Acevedo, *clubman* conservateur, président de la très impopulaire Corporation des transports de la ville de Buenos Aires, ancien ministre des Finances de Justo. Le très anglophile ministre des Affaires étrangères, malade et démissionnaire [25], est remplacé par Enrique Ruiz Guiñazú, historien et juriste, issu lui aussi d'une famille consulaire mais sans passé politique. Tonazzi reste ministre : illustration indéniable de l'autonomie et du poids de l'armée. L'un des principaux objectifs de Castillo consistera à secouer la tutelle de Justo en confiant le portefeuille de la Guerre à un militaire indépendant.

Sur le plan de la politique intérieure, le changement de cabinet se fait rapidement sentir. La fraude retrouve tous ses droits. Le 7 décembre 1941, à l'élection d'un nouveau gouverneur de la province de Buenos Aires, le conservateur Rodolfo Moreno, digne successeur de Manuel Fresco, l'emporte. L'appareil éprouvé des notables conservateurs, un moment ébranlé, se remet en place : le suffrage secret devient à nouveau un idéal inaccessible. Aux élections législatives de 1942, le Parti démocrate national, nom que, par antiphrase sans doute, les conservateurs ont adopté, obtient d'étonnants résultats : 72 % des suffrages exprimés dans la province de Buenos Aires, 75,3 % dans la province de Corrientes, 84,1 % dans La Rioja, 73 % à Mendoza, 73,3 % à Salta. Aux élections partielles de 1940, le même parti avait enlevé 41,3 % des voix dans la province de Buenos Aires, 47 % à Corrientes, 36,4 % à Mendoza. Sur le plan national, le radicalisme, qui, sous Ortiz, avait obtenu 45,22 % des suffrages, ne parvient plus qu'à attirer 24,40 % des voix ! La démocratie est à nouveau vigoureusement dirigée. Le radicalisme ne passera pas.

Les partisans d'un fonctionnement normal des institutions ne restent pas inactifs. L'éviction du ministre Pinedo, à la suite de contacts de celui-ci avec les chefs de l'Union civique radicale, sonne le glas de la politique d'ouverture du président en titre. Aussi Ortiz fait-il une dernière tentative pour enrayer l'orientation antidémocratique du chef de l'exécutif. Il publie, le 11 février 1941, un manifeste condamnant très durement la fraude [26]. Cette déclaration inattendue d'un homme malade et que l'on croyait définitivement écarté de la vie publique inquiète le gouvernement qui se met en devoir d'éliminer définitivement la dualité présidentielle. Une commission sénatoriale est créée pour enquêter sur l'état de santé du président. Après consultation d'experts médicaux, la commission déclare que le président, pratiquement aveugle, est incapable d'assumer à nouveau ses fonctions. Ortiz est officiellement disqualifié,

Luna (Félix), *Alvear*, *op. cit.*, p. 273 et Pinedo (Federico), « Programa de reactivación de la economía nacional », *Revista de economía argentina*, novembre 1940, p. 369-394.

25. Julio A. Roca meurt le 8 octobre 1942. Son dernier acte politique après sa démission fut un message public de sympathie adressé au Brésil après son entrée en guerre.

26. Voir le texte du manifeste in Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen...*, Buenos Aires, 1946, tome 1, p. 604-605.

mais il ne démissionnera définitivement que le 24 juin 1942, quelque temps avant sa mort[27].

Castillo va s'efforcer de restaurer le conservatisme classique d'avant l'ère radicale. Les difficultés économiques et surtout sociales provoquées par la guerre n'invitent pas les groupes dirigeants au partage des responsabilités. Pour empêcher le retour des plébéiens et étayer son pouvoir, Castillo vise à mettre en place un réseau de politiciens, de caudillos locaux tenant la situation bien en main, qui lui seront redevables de leur élection ou de leur fraction de pouvoir. Il veut créer à son profit une « machine » politique comme celle de Roca au 19e siècle ou à l'instar de Justo, mais en refusant les concessions et le jeu pendulaire de celui-ci. Les milieux conservateurs, notamment dans la province de Buenos Aires, sont d'accord avec les projets de l'exécutif : Castillo appartient, plus que Justo, au sérail.

Mais Justo contrôle la direction de l'armée jusqu'au sein du gouvernement ; et sans l'armée rien n'est possible ou, plus exactement, on ne peut pas gouverner contre l'armée. Il lui faut donc gagner la société militaire, d'autant que son pouvoir manque encore d'assises.

Pour cela, le gouvernement doit répondre d'abord aux demandes professionnelles de l'armée et à ses préférences en matière économique. Castillo doit ensuite chercher l'appui des secteurs idéologiques hostiles à Justo ou près desquels il jouit lui-même d'un préjugé favorable : les officiers uribiristes et, en général, tous les groupes antilibéraux.

Le premier soin de la nouvelle administration est donc d'accroître le potentiel humain et matériel des forces armées. La guerre et la neutralité argentine justifient amplement un effort que Castillo rend spectaculaire. En 1942, les dépenses militaires atteignent 22,8 % du budget de l'Etat (contre 16,9 % en 1940). Elles passent à 27 %, en 1943, sur un budget voté en 1942.

Dans un message au Congrès du 28 mai 1941, le vice-président Castillo annonce d'importantes réformes pour améliorer la préparation militaire de la nation, conformément aux vœux de l'Etat-major. Il envisage de porter à 1 % de la population totale les effectifs militaires[28]. En 1942, les cadres de métier et les employés civils du Ministère de la guerre (non compris le contingent, les aspirants et sous-officiers volontaires) comptent 18 742 personnes, contre 10 309 en 1935 et 11 878 en 1938. La marine compte à la même date 18 159 « salariés »[29].

Le plan d'étude du Colegio militar est réformé, les études durent désormais cinq ans. Les cadets intègrent à l'Ecole militaire un an plus

27. On a même prétendu qu'un fameux médecin européen, qui s'apprêtait à opérer le président Ortiz avec quelque chance de succès, fut immédiatement expulsé du pays. D'après l'ancien correspondant de l'Agence UP, Bernardo Rabinovitz in *Sucedió en la Argentina, lo que no se dijo (1943-1956)*, Buenos Aires, Gure, 1956, p. 12.

28. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 32-33, 28 mai 1941, message présidentiel.

29. *La Prensa*, 28 et 30 août 1942.

tard, en troisième année de lycée. Les promotions annuelles de sous-lieutenant sont fixées à 110-115. L'Ecole des sous-officiers accroît le nombre de ses élèves de 700 à 1 050.

Une loi promulguée le 11 octobre 1941 (loi n° 12 737) prévoit l'octroi de 127,4 millions de pesos de crédit pour les constructions militaires, la mise en chantier d'une première tranche de dix-neuf casernes pour 1942.

Mais les préoccupations des militaires sont plus que jamais circonscrites autour du problème des « dépendances stratégiques » : autonomie d'équipement et communications extérieures. Lors du banquet annuel des forces armées, le 8 juillet 1941, le président du Centre naval, le contre-amiral Saba H. Sueyro, indique très clairement la position de la marine. « L'Argentine, dit-il, doit développer autant qu'elle le peut ses industries, et tout spécialement celles qui sont directement liées à la défense nationale »[30]. L'amiral Sueyro, élargissant son propos, ajoute une remarque qui résume la position constante en matière sociale d'une partie du corps des officiers dans les années quarante marquées par un exode rural massif : « L'augmentation de l'industrialisation contribuera pour sa part à résoudre plus facilement les problèmes ouvriers et les capitaux trouveront, pour s'investir dans le pays, un peu plus vaste champ d'action. De là découleront de meilleures conditions de vie pour le peuple et la paix économique pour le gouvernement ». Dans ce même forum politico-militaire, le porte-parole de la marine rappelle l'indigence de la marine marchande et insiste sur la nécessité de donner au pays les moyens de « transporter dans les ports étrangers » les produits argentins et de « disposer de soutes pour approvisionner le pays ».

Castillo, attentif aux avis des militaires et soucieux d'accroître l'autonomie d'une Argentine résolument neutre dans le conflit mondial, fit adopter deux lois d'une importance capitale pour l'avenir économique du pays. Une loi du 4 octobre 1941 (loi 12 736) crée la flotte marchande de l'Etat, *flota mercante del Estado,* constituée par acquisition de bateaux étrangers immobilisés par la guerre dans les ports argentins. Un accord signé avec le gouvernement italien prévoit le rachat par le gouvernement argentin à des conditions très avantageuses (moitié bons du Trésor, moitié crédit de fournisseurs pour la vente de produits argentins) de la totalité des bateaux italiens surpris par la guerre maritime dans les ports du Rio de la Plata et dans l'incapacité de regagner la Méditerranée[31]. Cette institution née de la guerre est placée sous le contrôle du Ministère de la marine.

30. *La Nación*, 8 juillet 1941.

31. Voir loi 12.736, du 4 octobre 1941, in *Boletín oficial*, 10 novembre 1941, et l'annexe « Convenio para la adquisición de buques mercantes italianos ». Le gouvernement argentin achète 16 paquebots et cargos italiens, dont 8 immédiatement utilisables. Il s'engage à ne pas utiliser cette flotte en faveur des puissances belligérantes ennemies de l'Italie et de ses alliés, simple clause de courtoisie internationale, en fait.

Presque simultanément, toujours en octobre 1941, est créée, à l'instigation de l'armée, la Direction générale des fabrications militaires. On ne saurait trop souligner l'importance de cet organisme autonome placé sous la dépendance du Ministère de la guerre. La création de la DGFM traduit concrètement les volontés industrialistes de la classe militaire et l'intervention délibérée de l'Etat dans la construction d'une industrie nationale. La charte des Fabrications militaires déborde largement en effet la simple production d'armement et de munitions. Remontant très haut en amont des équipements de guerre, l'article 3 de la loi 12 709 portant création de cette Direction générale prévoit en effet au nombre de ses attributions : « réaliser les études, recherches et travaux statistiques afin de connaître les possibilités industrielles du pays en relation avec la production de matériels de guerre et la mobilisation industrielle »[32]. La loi donne à la DGFM la charge de « l'exploration et de l'exploitation du cuivre, du fer, du manganèse, de l'aluminium et du béryl ainsi que de toutes les autres matières nécessaires pour la fabrication de matériel de guerre ». Mais outre « l'élaboration du matériel de guerre », objectif principal et manifeste, la loi stipule « que dans la mesure où cela conviendra à l'organisation, et afin de tirer le meilleur parti technique et économique de ses usines, les fabriques militaires pourront produire également des éléments industriels destinés à la consommation civile lorsque ceux-ci ... ne seront pas produits par l'industrie privée, ou le seront en quantité insuffisante eu égard aux nécessités du pays ».

L'ampleur des responsabilités ainsi assumées par l'Etat en matière industrielle et confiées aux militaires est, à maints égards, remarquable. L'organisation d'un secteur public industriel ainsi que le contrôle par l'armée d'industries de base nationalisées sont inscrits dans la loi. De la réalisation concrète des possibilités évoquées dans le texte, qui paraît au *Bulletin officiel*, le 9 octobre 1941, et passe inaperçu ou presque des milieux civils, dépendent la nature de l'Etat et notamment de la branche militaire de l'appareil d'Etat. Le pouvoir militaire se renforce d'une dimension économique : les facilités diverses données à la DGFM par la loi et les nécessités conjoncturelles laissent prévoir une expansion rapide. En effet, la nouvelle Direction générale est autorisée à former des sociétés mixtes avec des capitaux privés nationaux (ou du moins, selon l'article 7, ne faisant pas partie de trusts ou de holdings étrangers fabriquant des armes), et ses usines bénéficient de nombreuses exemptions fiscales[33].

Car, si la nouvelle Direction générale permet dans un premier temps

32. Loi n° 12.709, « Dirección general de Fabricaciones militares » *Boletín oficial*, 9 octobre 1941.

33. Article 31 : « Exemption de l'impôt mobilier et immobilier y compris des taxes sur matières premières, à l'exception des impôts municipaux ».

une meilleure coordination des quelques usines existantes, dont certaines en sont encore au stade expérimental — fabrique de poudre de Villa María, usine de munitions d'artillerie de Río Tercero, petites fabriques d'armes légères de Valentín Alsina et Rosario, etc... —, elle sert surtout de cadre juridique à l'accroissement du parc industriel militaire et, au-delà, à l'implantation d'industrie lourde (sidérurgie, chimie de base) totalement négligée jusqu'ici par les investisseurs argentins. Elle comble donc les vœux de nombreux officiers en reconnaissant à l'Etat et à l'armée le droit de se substituer à l'initiative privée défaillante.

Le premier directeur de la DGFM, le colonel Manuel N. Savio, ingénieur militaire, directeur de l'Ecole supérieure technique, qui défend depuis longtemps des thèses industrialistes, paraît bien décidé à ne pas laisser le nouvel organisme s'enliser dans la somnolence bureaucratique. Il donne en particulier une impulsion décisive aux projets de création d'une industrie sidérurgique argentine. Qui donc, en dehors des militaires, aurait pu songer à construire des hauts fourneaux en Argentine ? Pas un seul homme politique ne l'a inscrit à son programme. Le colonel Savio non seulement entend développer les fonderies de ferraille existantes mais il prétend asseoir l'indépendance sidérurgique du pays sur l'utilisation du minerai argentin. A ceux qui objectent le coût d'exploitation ou la mauvaise qualité du minerai, le colonel Savio répond : « L'Argentine doit à n'importe quel prix exploiter ses gisements »[34]. Il y va de l'indépendance nationale. L'impératif de sécurité balaie le calcul économique qui dissimule bien souvent un comportement traditionnel ou un choix idéologique ; l'Argentine, grenier du monde, se cantonne volontairement dans l'industrie légère et la transformation des produits agricoles. Dès octobre 1942, le projet des hauts fourneaux de Zapla, dans le Nord du pays, prend tournure.

Si Castillo a bien mérité des militaires, il ne s'en tient pas là. La création de l'Institut géographique militaire (loi 12 696) chargé d'un relèvement topographique de tout le territoire national accroît les responsabilités de l'armée en mettant à profit ses capacités techniques, et contribue à la transformation économique en cours. L'industrie semble à l'ordre du jour. Dans son message au Congrès du 28 mai 1942[35], Castillo note qu'une politique économique rationnelle est impossible dans un pays où aucun recensement régulier n'a lieu et où les statistiques font défaut. Il s'engage donc à prendre toutes dispositions utiles pour doter le pays des instruments statistiques sans lesquels la préparation à la défense elle-même se fait à l'aveuglette[36].

34. Savio (colonel Manuel N.), « Bases para la industria del acero en la República Argentina », *Revista militar*, octobre 1942, p. 705.

35. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 28 mai 1942, p. 12-64.

36. Castillo décide l'application stricte des dispositions prévoyant un recensement général tous les dix ans.

L'armée semble donc inspirer une large part de l'activité législative du nouveau gouvernement. A tout le moins, elle n'est pas étrangère à certains grands choix économiques. Ses préoccupations immédiates en matière d'armement ne sont pas pour autant oubliées. Pour la marine, deux lois secrètes d'acquisition de matériel naval sont sanctionnées par le Congrès en octobre 1941 (lois 12 690 et 12 691). Auparavant, une loi identique concernant l'armée de terre avait été promulguée. Mais en 1941 il ne suffit pas de débloquer des crédits et de posséder des devises ; il faut trouver des vendeurs et des bateaux. Les belligérants européens et les neutres qui se préparent à entrer dans la guerre, sont peu disposés à vendre des armes, surtout sans contrepartie politique. Castillo reconnaît, en mai 1942, que l'application de la loi 12 672 (achat d'armes pour les forces terrestres) est considérablement freinée par le conflit mondial [37]. En attendant l'hypothétique développement d'une industrie nationale, la fourniture d'équipement militaire est un problème de politique étrangère, donc du ressort du pouvoir exécutif et non des militaires. Les difficultés d'approvisionnement ne peuvent être qu'un motif de grave mécontentement pour une armée moderne.

Le gouvernement conservateur de Castillo ne se contente pas de répondre aux besoins et aux aspirations des institutions militaires. Il poursuit aussi des buts politiques dont l'armée est l'instrument privilégié. L'alliance avec la droite militaire et les officiers nationalistes constitue le pivot de la tactique présidentielle. Pour parvenir aux fins politiques qu'il s'est assignées, Castillo a besoin d'affermir son pouvoir et de se débarrasser des hommes de Justo.

Tous les témoignages concordent pour affirmer que l'agitation, qui se produisit dans plusieurs bases aériennes en septembre 1941, correspondait à un coup d'Etat manqué dont Castillo n'ignorait rien. Il semble que le vice-président et ses alliés militaires aient voulu profiter d'un voyage à l'étranger du ministre de la Guerre, le général Tonazzi, pour instaurer un régime fort qui aurait aboli les institutions libérales et évincé définitivement du pouvoir les démocrates et leurs compagnons de route. Le coup d'Etat quasi institutionnel, auquel, du moins, Castillo ne s'est pas opposé, n'est connu, sur le moment, qu'à travers des rumeurs imprécises.

Les événements ont été très rapides. Le 23 septembre, tandis que le général Tonazzi se trouve en visite officielle au Chili (Fincati, ministre de la Marine, assure l'intérim), on apprend l'arrestation de plusieurs officiers dans différentes bases aériennes : le commandant Bernardo Menéndez à Paraná, le lieutenant-colonel Edmundo Sustaita à Córdoba, le lieutenant Adolfo Bellucci à Tucumán sont relevés de leurs fonctions sous l'accusation de menées subversives [38]. L'Ecole militaire d'aviation

37. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 28 mai 1942.
38. Cf. *La Nación*, 24, 25 et 28 septembre 1941.

de Córdoba est placée sous le contrôle de l'infanterie. Le commandant de l'aviation, le général Angel María Zuloaga, présente sa démission [39]. *La Prensa* écrit, le 24 septembre, que les officiers arrêtés étaient « liés aux dirigeants du mouvement nazi en Argentine ». Dans le langage politique codé et à double lecture de l'époque, cela signifie que le putsch est inspiré par l'extrême-droite nationaliste, et, en même temps, qu'il a la bénédiction des ambassades de l'Axe ou qu'il sert leurs desseins. Deux grands syndicats condamnent le soulèvement manqué : celui des mécaniciens du rail, proche du parti socialiste et des radicaux, La Fraternidad, et la Fédération des ouvriers de la construction, contrôlée par le Parti communiste [40].

Quoi qu'il en soit, les manœuvres de coulisse sont rapidement connues de la classe politique. Deux députés d'opposition s'empressent de colporter la connivence présumée de Castillo [41]. Les deux agences de presse nord-américaines et Reuter diffusent la nouvelle au monde entier. L'orchestration donnée à l'affaire par l'organe nationaliste et pro-allemand *El Pampero* tendrait plutôt à confirmer ces assertions. Le journal argentin le plus proche de l'ambassade allemande défend avec véhémence Castillo et attaque les agences de presse des « démocraties ». L'éditorialiste du *Pampero* prend fait et cause pour les militaires nationalistes, dénonce « la coalition des forces de l'anti-Argentine, *la antipatria,* contre l'armée » [42] et fustige « la ploutocratie de Wall Street » qui a « posé ses mains sales sur notre armée » [43]. Le 2 novembre, le « premier camarade » Enrique P. Osés, directeur de *El Pampero,* est arrêté pour avoir publié une lettre ouverte que le commandant Martín R. Cairó, ancien sous-directeur de l'Ecole d'aviation, arrêté lors des événements, a adressée au général Tonazzi.

Ce putsch raté marque l'entrée en scène politique d'une arme nouvelle, l'aviation, à l'une des extrémités de l'arc-en-ciel idéologique. Son échec au stade de la conspiration permet de penser qu'un coup d'Etat a été tué dans l'œuf. D'autres forces étaient prêtes à rejoindre l'aviation dont l'appui au niveau tactique (mobilité, transmission) pourrait être l'indice d'une élaboration technique avancée. Conjecture gratuite, nous dira-t-on. Il est vrai que ces complots de bouche à oreille ne laissent pas d'archives. Mais il n'est pas arbitraire, dans ce cas du moins, de tenter d'imaginer la partie cachée de l'iceberg « conspiratif ».

Que des unités de l'armée de terre n'aient pas participé au putsch, du moins de manière manifeste, traduit plus la célérité du haut commande-

39. *La Nación*, 25 septembre 1941.

40. « Necesidad de reorganizar la aviación militar », *La Nación*, 26 septembre 1941.

41. Selon Emir Mercáder et Eduardo Teissaire, Castillo avait donné le feu vert pour se débarrasser de Tonazzi ou imposer une dictature appuyée sur les militaires nationalistes. Cf. *El Pampero*, 25 septembre 1941.

42. *El Pampero*, 27 septembre 1941.

43. *Ibid.*, 29 septembre 1941.

ment à déjouer la tentative que l'isolement des comploteurs. La réaction légaliste de Mario Fincati, ministre de la Marine, qu'on dit proche de Justo ou du moins antinationaliste [44], n'a pas tardé. Il a été secondé par le « professionnalisme » sans faille de l'inspecteur général de l'armée, le général Luis A. Cassinelli, commandant de la 1re armée sous Ortiz, et de ses subordonnés à Córdoba et Paraná, le général Carlos von der Becke, commandant de la 4e division, et le colonel Juan Carlos Bassi, chef de la 3e division. A cela il faudrait sans doute ajouter l'influence dissuasive du général Justo qui a partout des hommes sûrs et bien placés, comme le chef de la garnison de Buenos Aires, le général Adolfo Salvador Espíndola, ou, dans la puissante garnison suburbaine de Campo de Mayo, un fidèle entre les fidèles, le général Santos V. Rossi, directeur de l'Ecole des sous-officiers. En 1942, aussitôt après les événements, ce dernier sera d'ailleurs promu, par le général Tonazzi, chef de cette même garnison : cette promotion n'est peut-être pas politiquement neutre ni sans rapport avec la crise de septembre 1941.

La connivence entre le vice-président Castillo et la conspiration des aviateurs semble peu fondée à première vue. Castillo dément les bruits de putsch et réagit mollement quand l'amiral Fincati adopte des mesures rigoureuses. L'état de siège n'est même pas proclamé. Sans doute le vice-président laissait-il faire plus qu'il n'encourageait. Pourtant, des contacts entre la droite militaire et la présidence paraissent indéniables. Le 10 octobre 1941, dix jours après la fin de la session ordinaire du Congrès, Castillo dissout le Conseil municipal de la capitale fédérale. Cette assemblée élue, dont plusieurs membres se trouvaient impliqués dans des scandales financiers et des affaires de malversation, était depuis quelques mois la cible des attaques des milieux nationalistes civils et militaires. Comme le Parlement dans l'affaire d'El Palomar, le Conseil municipal symbolisait tous les vices d'une démocratie « corruptrice et décadente », stigmatisée par l'antiparlementarisme de l'extrême-droite. Ce véritable coup de force présidentiel est unanimement condamné par les partis politiques et la grande presse libérale. Les attendus du décret de dissolution ne sont pas sans évoquer, en effet, le révisionnisme constitutionnel des révolutionnaires de septembre [45]. Est-ce le premier pas vers l'instauration d'un régime autoritaire ? Nombreux sont ceux qui pensent que Castillo ne s'arrêtera pas en si bon chemin et que le Parlement est menacé.

Un auteur radical, dont l'information sur cette période est rarement

44. C'est du moins ce que pense le secrétaire d'Etat adjoint A. Berle jr., après une conversation avec l'ambassadeur argentin. Il résume ainsi son opinion sur Fincati : « Son action mettra en frein dans une large mesure aux tendances pro-allemandes dans la marine ». Memorandum of conversation by the Assistant secretary of State, Washington, 4 septembre 1940, 811.345 44/97, *Foreign relation of the USA Diplomatic papers, op. cit.*

45. Voir texte in Ministerio del interior, *La fuerzas armadas restituyen..., op. cit.*, tome 1, p. 608.

prise en défaut [46], prétend, sans avancer de preuve vérifiable, qu'en octobre 1941 un groupe de colonels rencontra Castillo pour discuter des conditions d'un appui de l'armée au régime : parmi celles-ci, auraient figuré, outre la continuité de la politique étrangère, la dissolution du Congrès et du Conseil municipal de Buenos Aires. Castillo, pressé par un véritable chantage au coup d'Etat, aurait accepté toutes les conditions excepté la dissolution du Congrès. Un pacte tacite était ainsi établi entre le président par intérim et les officiers antilibéraux.

Le comportement public de Castillo à l'égard de l'armée semble confirmer ces tractations. A partir de novembre 1941, le vice-président multiplie les occasions de rencontrer les militaires. Défilés, manœuvres, réceptions, banquets, tout est bon : Castillo ne se déplace pas sans ses officiers ; aucun événement militaire de quelque importance n'a lieu sans lui. On raille volontiers le « snobisme militaire » du président et « son penchant insoupçonné pour les uniformes et les sabres qui le pousse à ne se présenter en public qu'entouré de généraux et d'officiers supérieurs » [47] ; à ne se faire photographier que sur fond de képis et de galons.

Castillo reçoit à son domicile de Martínez les chefs militaires aussi fréquemment que s'il s'agissait des députés de son parti ou de ses amis politiques. Tous les deux mois, en 1942, il donne un banquet en leur honneur. Le 19 mars a lieu l'une de ces rencontres. Il n'est pas inutile de parcourir la liste des invités. On y voit les notables militaires qui vont jouer les premiers rôles dès l'année suivante : le général Pedro P. Ramírez, commandant de la cavalerie, les généraux Edelmiro J. Farrell, inspecteur des troupes de montagne, Diego I. Masón, commandant de la 2e division, Angel Zuloaga, directeur général du personnel après avoir été directeur de l'aviation jusqu'en septembre 1941, et le général de division Juan Pistarini, président du Conseil de guerre. A l'exception de Farrell et de Pistarini, tous ces généraux ont été nommés à ces fonctions importantes par Castillo dont le style autocratique laisse peu d'autonomie aux responsables des départements ministériels, fussent-ils militaires [48].

La politique internationale et l'armée

Pourquoi cette alliance voyante avec l'armée ? Le professeur vieillissant et entêté aurait-il été saisi par l'ivresse de la puissance et du commandement ? Cet autoritaire timide et courtois avait-il tout à coup renié

46. Luna (Félix), *op. cit.*, p. 284.

47. Carulla (Juan E.), *op. cit.*, p. 330.

48. « L'unanimité d'un seul », formule maladroite par laquelle Castillo a résumé ingénuement son style de gouvernement n'est pas toujours applicable à l'armée. Derrière Tonazzi il y a Justo qui exerce un véritable droit de veto. Le ministre de la Guerre n'ignore pas néanmoins que ses jours sont comptés.

son passé parlementaire pour s'adonner à l'exercice solitaire du pouvoir ? « L'unanimité d'un seul » serait-elle la seule explication de cet épisode énigmatique qui conditionne en grande partie toute l'histoire argentine récente, et notamment la naissance du péronisme ?

Les contemporains ne se sont guère penchés que sur l'aspect idéologique de la question. L'explication politique en terme d'équilibre de force est elle-même passée au deuxième plan. Que Castillo se soit concilié les secteurs antilibéraux de l'armée pour raffermir son pouvoir et barrer la route du gouvernement aux radicaux déjà majoritaires à la Chambre des députés, une telle évidence va peut-être sans dire. Elle n'apparaît guère dans les réactions, le plus souvent passionnées, provoquées par l'orientation du régime sous Castillo.

En fait, la question de la neutralité dans la guerre mondiale envahit toute la vie politique et obscurcit ses mécanismes profonds. Rien d'étonnant que dans une nation aussi extravertie que l'Argentine, on veuille, en parole du moins, mourir pour Danzig plutôt que vivre à Avellaneda. De fait, tandis que les nouvelles de la Somme ou de Tobrouk, de Minsk ou de Guam font la une des grands journaux — et bien sûr des feuilles stipendiées par les puissances belligérantes —, les nouvelles nationales semblent n'intéresser l'opinion que par leur rapport au conflit mondial.

Les citoyens actifs ne voient les conflits intérieurs qu'à travers le prisme déformant de la guerre. On n'est plus conservateur, radical ou nationaliste mais pro-alliés ou neutraliste. Dichotomie simpliste rendue plus schématique encore par le déchaînement passionnel qui oblitère les mobiles et amalgame les nuances d'opinion. On peut être partisan de la neutralité par germanophilie culturelle, par sympathie politique pour la cause hitlérienne mais aussi parce qu'on considère, à droite, que l'intérêt national prime les luttes des grandes puissances, à gauche, que cette guerre « interimpérialiste » ne concerne pas les Argentins. Pour les pro-alliés enthousiastes partisans des démocraties — a défaut bien souvent d'avoir été adeptes de la démocratie —, qui ne soutient pas la cause de l'Empire britannique puis des « Nations Unies » ne peut être que « nazi-fasciste ». Les véritables « fascistes » le leur rendent bien d'ailleurs : seuls les traîtres vendus à la City ou à l'or de Wall Street peuvent, selon eux, s'indigner des conquêtes hitlériennes et souhaiter la victoire des nations antifascistes.

L'insulte sans appel ou l'épithète polémique et nébuleuse ne qualifient pas l'adversaire mais visent à le disqualifier. Castillo, fermement attaché à la neutralité argentine, n'est-il pas autoritaire et conservateur ? Nazi-fasciste, s'écrie son opposition pour une fois unanime ! On ne peut guère en rester à ce niveau de polémique superficielle. Quelle est la nature de la neutralité argentine sous Castillo, quels sont ses véritables mobiles et quelle place occupe l'armée par rapport à cette orientation ? Répondre à cette question généralement négligée — tout aussi négligée

que les trois années capitales où germe un phénomène socio-politique qui va changer la face du pays —, c'est aussi définir la situation du pouvoir militaire par rapport aux forces sociales en présence.

De l'éphémère présidence de Castillo, l'histoire argentine — libérale ou nationaliste — ne retient qu'un élément : le refus d'abandonner la neutralité. Mais deux interprétations de ses relations avec l'armée peuvent être avancées : ou bien le groupe politique conservateur, qui se substitue à Ortiz, entend renforcer sa prééminence en obtenant le soutien d'une armée largement gagnée, pour de multiples raisons, à une stricte neutralité internationale — la neutralité comme l'achat d'armes ou les banquets n'étant qu'un moyen de séduction de la classe militaire parmi d'autres —, ou bien le pouvoir exécutif, décidé à maintenir l'Argentine à l'écart de la tourmente, a cherché l'appui d'une armée où les éléments nationalistes ou germanophiles donnent le ton. La neutralité, moyen ou fin, tactique ou stratégique, mobile strictement politique ou choix conforme à l'intérêt national tel qu'il est perçu par les groupes dominants ? Peut-être ces deux explications ne s'opposent-elles pas mais s'emboîtent-elles l'une dans l'autre, la lutte proprement politique au niveau de la participation et des formes de l'Etat n'étant que l'expression d'intérêts sociaux qu'il convient de situer. Mais avant d'expliquer il faut décrire et replacer dans son contexte la politique extérieure soi-disant « pro-nazie » du président Castillo.

Dès son arrivée au pouvoir, Castillo avait réaffirmé son attachement à une stricte neutralité. Son second ministre des Affaires étrangères, Enrique Ruiz Guiñazú, passait pour beaucoup moins favorable à la Grande-Bretagne que Julio A. Roca. Sa nomination donna une coloration militante, voire proprement nationaliste, à une politique extérieure marquée par ailleurs au sceau de la continuité. Castillo et son ministre ne manquent pas une occasion de proclamer publiquement « la traditionnelle politique de paix avec tous les pays »[49] et l'intangible souveraineté nationale qu'aucune solidarité continentale ne saurait limiter.

L'opinion citadine et éclairée est majoritairement et sentimentalement gagnée à la cause des Alliés. Le cœur des portègnes bat à l'unisson de Paris occupé. La grande presse a pour Churchill les yeux de Roosevelt. Mais à l'intérieur du pays, loin du littoral tourné vers l'Europe, *peones* ou commerçants, *chacareros* ou artisans ne se sentent guère concernés par la guerre mondiale. Il en est de même dans les banlieues populaires de Buenos Aires, où une classe ouvrière récente, à l'écart des organisations politiques et syndicales, ne se passionne guère pour un conflit lointain entre pays du vieux monde. L'exotique théâtre d'ombres de la classe politique est peut-être artificiel mais il fascine le pays légal. Et à l'inté-

49. Cf. Discours de Castillo au banquet des forces armées, *La Nación*, 8 juillet 1941.

rieur de celui-ci les partisans de la neutralité forment une minorité hétérogène.

La question internationale devient même une arme de guerre contre le pouvoir personnel de Castillo. Son style de gouvernement inquiète une fraction de plus en plus large des milieux politiques. Sur le mot d'ordre de la solidarité démocratique et panaméricaine, se soude un front commun des exclus du pouvoir qui déborde largement l'alliance de type Front populaire ou Cartel antifasciste esquissée sous Ortiz mais qui en reprend les thèmes principaux.

Sans nous étendre longuement sur la politique extérieure argentine pendant la guerre, à laquelle de très estimables études ont été consacrées [50], nous voudrions en rappeler les temps forts ainsi que l'incidence sur la vie politique intérieure. L'attaque japonaise contre Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, mit fin à la neutralité formelle du continent. L'entrée en guerre des Etats-Unis et leur poids dans les affaires hémisphériques impliquaient la mise en application de la déclaration de La Havane concernant la solidarité inter-américaine en cas d'attaque d'un Etat extra-continental. La continentalisation de la déclaration de Monroe, contenue dans le point XV de la conférence de La Havane, avait été acceptée par l'Argentine.

Le 9 décembre, le gouvernement argentin, se référant aux engagements de « solidarité, assistance réciproque et coopération défensive » qui le lient aux nations américaines, déclarent les Etats-Unis non belligérants, ce qui traduisait une conception unilatérale de la neutralité, les nations du camp adverse étant considérées comme belligérantes. Le gouvernement est bien décidé à ne pas aller plus loin. Aussi, pour arrêter l'agitation pro-américaine et les pressions variées que partis et associations tentent d'exercer sur sa volonté de maintenir le pays à l'écart de la guerre, le 16 décembre 1941, par décret, l'état de siège est promulgué sur tout le territoire : « La gravité de la situation internationale impose au pouvoir exécutif l'obligation d'adopter toutes les mesures utiles pour renforcer l'unité morale de la nation afin de maintenir intégralement et efficacement la position adoptée par le pays face au conflit mondial ». Le premier effet de ce décret est d'empêcher la tenue d'une grande manifestation politique des partis d'opposition, en hommage au président Roosevelt, pour le « soutien à la politique nord-américaine ... de défense de la démocratie dans le monde » [51]. « Mesure fasciste qui prouve que Castillo souhaite la victoire des hordes hitlériennes et des ennemis de la liberté », proclame l'opposition. Et le leader socialiste Nicolas Repetto envoie un télégramme personnel au président des Etats-

50. Voir notamment Edmund Smith (O.) jr., *op. cit.*, chapitres 3 et 4, et le manuel de Conil Paz (Alberto), et Ferrari (Gustavo), *Política exterior argentina, 1938-1962*, Buenos Aires, Huemul, 1964, chapitres 3, 4 et 5.

51. Lanús (Adolfo), *Campo minado*, Buenos Aires, s.e., 1942, p. 106.

Unis pour l'assurer de la confiance du peuple argentin : « Roosevelt est le symbole d'un continent », écrit-il [52].

Pour harmoniser les attitudes diplomatiques des pays du continent et reprendre en main les chancelleries insoumises, les Etats-Unis convoquent la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères, qui se tient à Rio de Janeiro du 15 au 29 janvier 1942. Ses objectifs sont très concrets :

> « D'abord, persuader tous les gouvernements américains de l'urgence de rompre les relations diplomatiques et de cesser les échanges commerciaux avec les pays de l'Axe afin de mettre un terme à l'espionnage et à la subversion dans l'hémisphère ; ensuite, rechercher une base d'accord sur les mesures de coopération militaire nécessaires à la sécurité des Républiques américaines ainsi que sur les mesures de collaboration indispensables pour que les pays d'Amérique puissent supporter les tensions économiques dues à la guerre » [53].

La délégation argentine est présidée par le Dr Ruiz Guiñazú, ministre des Affaires étrangères, qui s'oppose non seulement à toute déclaration de guerre à l'Axe mais aussi à la rupture automatique et imposée des relations diplomatiques. Le sous-secrétaire d'Etat nord-américain, Sumner Welles, tente vainement de surmonter l'opposition de celui qu'il qualifie dans ses Mémoires de « désastreux personnage » [54]. La délégation argentine ne cède pas. Le représentant des Etats-Unis note à ce propos : « Les voies suivies par le ministre (argentin) lui étaient en grande partie dictées par les groupes ultra-nationalistes, par les éléments de l'armée argentine qui étaient ouvertement pro-nazis, et par les autres éléments réactionnaires influents dans la République » [55]. Quoi qu'il en soit, la conférence de Rio est un échec pour le Département d'Etat. La résolution sur la rupture des relations se réduit, par souci d'unanimité, à une simple recommandation laissée à l'appréciation des gouvernements intéressés, qui pourront agir, à cet égard, en « fonction des circonstances ». La modeste République sud-américaine a tenu tête au géant du Nord. Les nationalistes pavoisent. Les véritables fascistes se congratulent [56]. Cette victoire diplomatique coûtera cher à l'Argentine.

52. Repetto (Nicolás), *Mi paso par la política, de Uriburu a Perón*, Buenos Aires, Santiago Rueda, 1957, p. 217.

53. Conil Paz (A.), Ferrari (G.), *op. cit.*, p. 80.

54. Sumner Welles, *L'heure de la décision*, New York, Brentano's, 1946, tome 2, p. 261 (édition française).

55. *Ibid.*, p. 265.

56. Bonifacio Lastra, dans une conférence prononcée en septembre 1942 contre le Front populaire, s'écrie :« L'attitude de l'Argentine à Rio est une décision virile que l'histoire reconnaîtra comme un des plus grands gestes que puisse accomplir un pays », in Lastra (Bonifacio), *Bajo el signo nacionalista*, Buenos Aires, Alianza, 1944, p. 94. De même Marcelo Sánchez Sorondo, qui se déclare « fasciste, terriblement fasciste », commente ainsi, en juillet 1942, la politique gouvernementale : « Parmi les décisions appréciables et appréciées du gouvernement, aucune n'est plus estimable que sa politique internationale », en soulignant « l'événement mémorable de Rio ». Sánchez Sorondo (Marcelo), « El banquete de camaradería », *La Revolución que anunciamos*, Buenos Aires, Nueva política, 1945, p. 209.

Le gouvernement en est sans doute conscient. Le 16 janvier, il décide par décret de prolonger pour une période indéterminée le service des conscrits qui se trouvent sous les drapeaux : 31 000 hommes sont ainsi maintenus en activité [57]. Le 4 février, deux classes de sous-officiers de réserve sont rappelées (3 000 hommes) ainsi que 900 sous-lieutenants de réserve. L'isolement diplomatique de l'Argentine s'accroît encore lorsque le Brésil déclare la guerre aux puissances de l'Axe, le 22 août 1942. Une brèche est ouverte dans la solidarité continentale, que les Etats-Unis vont s'efforcer par tous les moyens de combler. La guerre psychologique et idéologique contre le gouvernement argentin est déclarée. L'écho de la propagande nord-américaine déforme encore aujourd'hui l'appréciation que l'on porte généralement sur les événements de cette époque.

Au-delà du bruit et de la fureur d'une propagande de guerre sans nuance, quel sens attribuer à la neutralité argentine ? Castillo et son ministre des Affaires étrangères, Ruiz Guiñazú, auquel, selon Sumner Welles, le président délègue très largement la conduite de la politique extérieure, sont-ils partisans des Etats totalitaires, désireux de voir triompher les puissances de l'Axe afin d'instaurer un régime fort et militariste dans leur pays ? Sont-ils tous deux « notoirement pro-nazis » [58], selon la version officielle de la diplomatie nord-américaine ? L'affirmation est peu convaincante si l'on considère, avec Sumner Welles, que le dictateur Vargas, créateur de l'Estado Novo, est un parfait démocrate puisqu'il n'a pas hésité à appuyer la cause des démocraties [59] !

D'ailleurs, qui aurait songé en 1937 à accuser de totalitarisme ou d'attitude antidémocratique le ministre d'Ortiz, José María Cantilo, qui, à la conférence de Lima, s'opposa aux Etats-Unis sur le problème de la solidarité continentale avec des arguments fort semblables sinon identiques à ceux de Ruiz Guiñazú à la conférence de Rio ? Il est paradoxal de constater, de même, que les radicaux s'attaquent, en 1942, à la politique de neutralité poursuivie par Castillo alors que, durant la première guerre mondiale, Hipólito Yrigoyen avait contre vents et marées préservé la neutralité argentine. Les conservateurs d'alors ne lui reprochaient-ils pas d'être pro-allemand ? L'ambassadeur britannique, sir David Kelly, remarque justement : « Le gouvernement de Castillo, taxé de germanophilie, est formé exactement par le même groupe de familles qui menaient l'opposition à la diplomatie d'Yrigoyen durant la première guerre mondiale » [60].

57. *La Prensa*, 17 janvier 1942.

58. Et comme le prétend encore, trente ans après, le fameux ambassadeur Braden, champion de la démocratie tous azimuts dans ses mémoires, *Diplomats and demagogues. The memoirs of Spruille Braden*, New Rochelle, Arlington House, 1971, p. 315.

59. Sumner Welles, *op. cit.*, p. 263.

60. Kelly (sir David), *The ruling few or the human background to diplomacy*, Londres, Hollis et Carter, 1952, p. 114.

Neutralité au pouvoir, interventionnisme dans l'opposition, l'inversion des rôles exprime-t-elle une constante politique ? Les traditions diplomatiques profondément ancrées dans les réalités économiques et géopolitiques ne l'emporteraient-elles pas sur les préférences idéologiques ? Comment ne pas déceler la continuité saisissante qui va de Roque Sáenz Peña, opposé, lors de la conférence de Washington en 1890, à une relance de la doctrine Monroe, à Ruiz Guiñazú refusant de voir dicter par le Département d'Etat la politique étrangère de Buenos Aires ? Castillo n'était sans doute pas plus pro-nazi que germanophile. Que ce « réactionnaire à l'esprit étroit » [61] ait peu de sympathie pour les Etats-Unis, voilà qui est indéniable et d'ailleurs conforme aux tendances les plus traditionnelles du conservatisme argentin. Mais il n'est pas antibritannique ; croyons-en l'ambassadeur de Sa Gracieuse Majesté [62], sir David Kelly, qui s'en porte garant. Sa germanophilie est donc un mythe.

On peut alors se demander si la neutralité ne répond pas plutôt à des « intérêts permanents » de la République Argentine. Le sous-secrétaire d'Etat Welles, malgré son hostilité à la politique de Ruiz Guiñazú, remarquait que les Argentins de toute opinion « identifient volontiers neutralité et prospérité économique » [63]. Un journaliste nord-américain, qui ne pêche pas par indulgence pour les vélléités d'indépendance des gouvernements argentins durant la guerre et serait plutôt porté à voir des chemises brunes sous tous les *ponchos*, écrit en 1944, à propos des *estancieros* qu'il rencontre à Buenos Aires : « Même ceux qui souhaiteraient la rupture avec l'Axe pour des raisons idéologiques reconnaissent que dans la situation mondiale présente la Grande-Bretagne ne peut pas se passer de viande, de cuir, de laine, etc. Et certains Britanniques au courant n'hésitent pas à admettre que cet argument est fondé » [64].

Il est indéniable que la neutralité est matériellement pro-britannique et non pro-allemande. Par-delà toutes les polémiques, la balance commerciale dit clairement à qui profite la politique étrangère de Castillo. Le commerce avec l'Allemagne est à peu près nul, les exportations vers le Royaume-Uni ont rarement été aussi importantes [65]. Le pro-nazi Cas-

61. Selon la formule de Sumner Welles.

62. Kelly soutient dans ses mémoires que Castillo n'était pas pro-allemand. Il en donne pour preuve que lorsqu'il présenta au gouvernement argentin une protestation au sujet de propos officiels concernant les Iles Falkland (Malouines) revendiquées par Buenos Aires, Ruiz Guiñazú lui demanda d'éviter toute publicité à ce sujet. Kelly (sir David), *op. cit.*, p. 289.

63. Sumner Welles, *op. cit.*.

64. Josephs (Ray), *op. cit.*, p. XXXVIII.

65. En effet, si les exportations à destination de la France et de l'Allemagne ont pratiquement cessé, la part de la Grande-Bretagne dans les ventes argentines ne cesse d'augmenter à partir de 1939, passant de un tiers à près de la moitié du total en 1943. Le solde positif en faveur de l'Argentine du commerce britannique fait plus que doubler entre les mêmes dates. On peut remarquer qu'en raison notamment du doublement (en valeur) des exportations à destination des Etats-Unis et de l'augmentation du commerce interaméricain en 1942, les pays alliés reçoivent 90 % des exportations argentines. Cf. *Anuario del comercio exterior* 1942 et 1947, p. XV Banco Central, *Memoria anual*, Ejercicio 1941, 1942, 1943.

tillo collabore donc efficacement avec le monde libre. La neutralité correspond aux intérêts du Royaume-Uni, des *estancieros* et des exportateurs argentins. La sauvegarde des échanges économiques avec la Grande-Bretagne passe par le maintien des relations diplomatiques avec l'Allemagne. Toute mesure hostile aux pays de l'Axe ne pourrait qu'entraîner de sévères représailles contre le commerce argentin. La guerre sous-marine implacable menée par l'Allemagne dans l'Atlantique n'épargne pas toujours les bateaux neutres. La prospérité de l'Argentine et du groupe dirigeant conservateur semble donc dépendre des relations amicales qu'entretient le pays avec toutes les puissances européennes. Sir David Kelly ne remarquait-il pas, en 1942, que le Jockey Club et le Círculo de armas étaient en majorité neutralistes ? Il est non moins vrai que la vigueur des critiques nord-américaines contre l'attitude antidémocratique du gouvernement argentin, qui profite en fait à la Grande-Bretagne et renforce les liens économiques entre les deux pays, traduit également la volonté des milieux économiques nord-américains de supplanter l'ancienne métropole à la faveur de la guerre, en plaçant l'Argentine dans la mouvance des Etats-Unis.

Neutralité et politique intérieure

La neutralité « de raison » adoptée par le gouvernement résolument conservateur de Castillo heurte une opinion organisée, majoritairement gagnée à la cause alliée. La neutralité stricte appuyée par la diplomatie allemande et ses relais locaux se confond en effet avec la pratique autoritaire d'un gouvernement qui s'oppose à une participation populaire élargie. Elle est en outre soutenue par tous les groupes réactionnaires qui rêvent d'installer un Führer créole à Buenos Aires. Aussi les syndicats ouvriers embrassent-ils dans leur totalité la cause alliée, surtout après l'entrée en guerre de l'URSS, le 21 juin 1941. Jusque-là, en effet, certaines directions syndicales proches du Parti communiste se refusaient à prendre position dans le conflit « interimpérialiste ». Tous les partis attachés aux institutions démocratiques et notamment à la pratique du suffrage universel — socialistes, démocrates progressistes et radicaux — se rangent sans hésiter dans le camp des « démocraties ». Leur capacité d'opposition au régime s'en trouve renforcée. L'engagement en faveur de la lutte mondiale pour la liberté et contre les totalitarismes suscite un enthousiasme mobilisateur. Au niveau des états-majors politiques, on n'ignore pas tout le parti qu'on peut tirer de l'idéalisme d'une cause capable de rassembler de nombreux Argentins sans parti ou apolitiques contre le gouvernement de Castillo. Des organisations pro-alliées d'intellectuels, de femmes, de jeunes se créent : Action argentine, Junte de la victoire, etc.

Les notables radicaux qui dirigent le parti autour d'Alvear, éclaboussés par de nombreux scandales, embourbés dans des trafics sans gloire et de multiples compromissions au sein des Assemblées, ne sont pas fâchés de s'emparer d'une si noble cause [66]. Ils seront d'autant plus ardents à défendre la démocratie qu'ils ne l'ont pas toujours servie par leur conduite et que l'occasion inespérée se présente de redorer un blason défraîchi.

D'ailleurs, la ligne officielle du l'UCR en matière de politique extérieure ne fait pas l'unanimité. Les courants « rénovateurs » qui se réclament d'Yrigoyen refusent au nom de l'anti-impérialisme de choisir entre les belligérants. C'est la position du secteur « intransigeant » d'Amadeo Sabattini à Córdoba, ou de jeunes turcs progressistes du groupe FORJA (Force d'orientation radicale de la jeune argentine) et des jeunesses de la province de Buenos Aires. Ces tendances sont certes minoritaires, mais la grande presse et les organes d'opinion établissent contre elles la conspiration du silence afin de ne pas révéler que la coïncidence entre l'autoritarisme antilibéral et la défense de la neutralité n'explique pas tout, et qu'il y a à gauche des hommes qui refusent, au nom de l'indépendance nationale, le chantage au nazisme.

Mais les reclassements politiques les plus singuliers en fonction du clivage qu'impose le conflit mondial concernent une partie des groupes dirigeants traditionnels. Dans les couches supérieures, la cause des Alliés est bien vue. Combien de patronymes consulaires, de membres de l'élite établie apparaissent à la tête des groupes de pression pro-alliés ! La Junte de la victoire est un véritable Gotha portègne. Et que dire de la grande presse dont le libéralisme de bon ton ne laissait guère attendre une telle ardeur antitotalitaire ! Cependant, le revirement du général Justo, restaurateur de la fraude électorale, protecteur de la Légion civique, qui flirtait naguère avec l'extrême-droite nationaliste, a de quoi surprendre.

L'ancien président se déclare solidaire des Nations Unies contre l'Axe avec une ostentation digne de son personnage et de ses ambitions. Invité d'honneur du président Vargas au 120e anniversaire de l'Indépendance, il se rend à Rio quelques jours après l'entrée en guerre du Brésil. On lui fait fête, une avenue de la capitale *carioca* reçoit son nom [67]. Rien de tout cela n'est gratuit. Le général Justo apparaît dans toute la presse photographié aux côtés des autorités brésiliennes, faisant de la main le V de la victoire, multipliant les déclarations en faveur de l'entrée en guerre de son pays et du triomphe allié. Avant son départ, il communique au Dr Aranha, ministre des Affaires étrangères de Vargas, « sa décision de

66. Outre l'affaire Palomar, de nombreux radicaux et vraisemblablement Alvear lui-même se trouvent compromis dans le scandale des concessions électriques de Buenos Aires.

67. Voir *La Prensa*, 7 septembre 1942.

se mettre aux ordres du gouvernement brésilien au premier appel »[68] ; n'est-il pas général honoraire de l'armée brésilienne ? Justo, en quittant Rio, propose également à l'Etat-major brésilien sa collaboration personnelle et forme des vœux pour la victoire. A son arrivée à Buenos Aires, il est attendu par le ministre de la Guerre, le général Juan N. Tonazzi, qui se place ainsi dans une situation délicate vis-à-vis du gouvernement auquel il appartient.

On peut dans le cas de Justo invoquer les préoccupations politiques et même électorales immédiates. Pour l'ancien ministre d'Alvear, Castillo, qui n'a jamais été de ses fidèles, est désormais un adversaire. N'a-t-il pas tenté de contrôler l'armée et de lui reprendre ainsi sa principale assise politique ? Justo n'a rien à attendre de l'actuel président. Par ailleurs, la Concordancia ne peut pas revivre. Les conservateurs conséquents, les caudillos solidement installés se sont pour le moment rangés derrière Castillo. Quant à l'antipersonnalisme radical, il est désormais inexistant. Dans la perspective d'un deuxième mandat présidentiel, Justo peut donc craindre que l'alliance de front populaire en gestation ne l'isole complètement. En effet, une stratégie d'Union démocratique visant à « en finir avec la neutralité et à éviter la fascisation du régime de Castillo »[69] se dessine nettement. Le Parti communiste en a approuvé le principe lors de son Xe congrès, en novembre 1941 ; le Parti socialiste et le Parti démocrate progressiste sont favorables à cette initiative que l'UCR approuvera à la fin de 1942. La marge de manœuvre de Justo est donc mince, sauf s'il prend la tête d'un grand rassemblement « antifasciste » capable d'obtenir l'appui de conservateurs hostiles à la politique étrangère de Castillo, et si la vigueur de son engagement pro-allié peut lui valoir un brevet de bon démocrate. D'où la surenchère.

Mais ce type d'explication individuelle ne saurait nous satisfaire. La division des groupes dominants répond à des problèmes de fond, non à des tactiques électorales transitoires de chapelles ou de clans. Certes, l'impopularité de Castillo, son autoritarisme de politicien provincial sans prestige peuvent faire oublier sa défense efficace des intérêts économiques de l'élite établie. Intérêts réels et choix politiques ne coïncident pas automatiquement, bien loin de là. L'opacité de l'action politique par rapport aux déterminants sociaux constitue une donnée de fait avec laquelle il faut compter. L'attachement culturel à la France et à la Grande-Bretagne des milieux intellectuels et, en général, d'une bourgeoisie urbaine bien informée des événements européens, et leur indignation généreuse devant la barbarie nazie expliquent en partie le réflexe hostile à la neutralité. La bonne bourgeoisie anglophile a quelque difficulté à

68. *La Prensa*, 13 septembre 1942.

69. Selon la formule d'une brochure du Parti communiste, citée par Puiggrós (Rodolfo), *Historia crítica de los partidos políticos argentinos ; el peronismo, sus causas*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1967, p. 22.

être neutre. Rares sont les Argentins qui connaissent les arcanes des relations économiques internationales et sont capables de modeler leur attitude en fonction des exigences du commerce extérieur.

Il ne faudrait pas pour autant verser dans des interprétations idéalistes et faire bon marché des mobiles profonds. Depuis 1930, la division des couches dirigeantes n'a pas cessé de s'accuser. La lutte d'influence entre l'ancienne métropole et la puissance tutélaire continentale trouve un écho direct dans des groupes dominants tournés vers le grand large. Face à l'affaiblissement de la Grande-Bretagne, dans les milieux financiers et la classe politique, nombreux sont ceux pour qui les Etats-Unis restent le recours permettant la survie du système socio-économique argentin. Un conservatisme qui se veut moderne incline donc à répudier l'Europe au nom du réalisme. Le Royaume-Uni représente le passé, l'avenir se situe dans le sillage de la grande République du Nord [70]. Cependant, la plupart des responsables économiques restent fidèles au Royaume-Uni, principal marché des produits argentins. Mais certains, néanmoins, désespérant d'une victoire britannique, s'interrogent sur l'Europe de l'après-guerre et s'apprêtent à transférer vers le III^e^ Reich leur sympathie intéressée. Sans être à proprement parler « une conversion instantanée au nazisme de larges couches de l'oligarchie jusque-là pro-britannique » [71], une telle attitude témoigne du désarroi qu'une bourgeoisie dépendante et déterminée à le demeurer ressent devant les aléas de la guerre.

Aussi la lutte politique va se concentrer sur le problème international. La majorité de la Chambre, en juin 1941, crée une Commission des activités antiargentines chargée d'enquêter sur l'infiltration nazie, l'espionnage des pays de l'Axe et la propagande antidémocratique [72]. Castillo, qui ne peut ignorer les arrière-pensées des membres de cette Commission, freine ses possibilités d'investigation. Elle publie néanmoins, en septembre 1941, ses premières conclusions sur les organismes officiels nazis à l'œuvre dans la colonie allemande. Castillo, dans une conférence de presse, désavoue aussitôt les travaux de la Commission et prend ses distances par rapport à ses « révélations ». On peut sans doute remarquer combien le concept d'activités antiargentines utilisé par les députés était étroit. Selon eux, l'affiliation d'un citoyen allemand au NSDAP pouvait être considérée comme une activité antiargentine, mais

70. Telle semble du moins être l'attitude d'hommes politiques aussi marquants que le général Justo si l'on en croit une anecdote significative rapportée par son fils Liborio. A celui-ci, qui s'indignait de la complaisance de son père à l'égard des Etats-Unis à cette époque, l'ancien président avait répondu : « Hélas, pour l'Argentine, il n'y a pas d'autre solution ». (Interview citée, 16 août 1969).

71. Comme le prétend Deodoro Roca in *El dificil tiempo nuevo*, Buenos Aires, Lautaro, 1956, p. 340.

72. Sur la création, les objectifs, les difficultés et les résultats de cette commission, voir Lanús (A.), *op. cit.* et les Rapports publiés par la Chambre des députés cités ci-dessus.

constituer une association pour la victoire des Alliés (comme la Junte de la victoire) devait être tenu pour parfaitement « argentin ».

La majorité radicale anti-Castillo de la Chambre des députés revient à la charge le 28 septembre 1942, en votant, par 67 voix contre 64, la rupture des relations diplomatiques avec les pays de l'Axe. Le Sénat, à majorité conservatrice, refuse d'examiner la résolution de la Chambre. Dans un message, le 1er octobre, Castillo rappelle aux députés que « la conduite effective des relations extérieures de la République est de la compétence du pouvoir exécutif »[73].

En butte à l'hostilité de la grande presse, au harcèlement des grandes formations politiques et du Parlement, véritable relais interne d'une pression américaine chaque jour plus dure, Castillo, convaincu de la justesse de sa position et ne pouvant en expliquer les mobiles profonds, recherche les soutiens les plus divers. On le dirait prêt à s'allier avec le diable pour maintenir le cap de la politique extérieure argentine. Aussi voit-il d'un fort bon œil la création, par les nationalistes, d'associations destinées à appuyer la neutralité argentine, comme « affirmation argentine » ou, riposte directe aux députés pro-alliés, comme la commission d'enquête sur les activités contraires à la souveraineté nationale que préside l'amiral Abel Renard et dont le général P.P. Ramírez fait partie. Le « plébiscite de la paix », campagne de signatures en faveur de la politique extérieure de Castillo, qui reçut l'accord de deux millions d'Argentins, encouragea le président à la fermeté et facilita la tâche de Ruiz Guiñazú. Celui-ci peut néanmoins regretter certains alliés encombrants : *El Pampero* exalte à la fois « le Reich millénaire » et la vigueur patriotique de Castillo. On accuse des agents de l'Axe d'avoir encouragé et organisé le *Manifeste* en faveur de la neutralité.

En 1941, le vice-président reçoit fréquemment des représentants des mouvements nationalistes[74]. Dans le courant de l'année 1942, il fait appeler Arturo Jauretsche, dirigeant et fondateur du groupe FORJA des jeunes radicaux antiimpérialistes, pour le consulter[75]. Il lui demande en particulier comment limiter les pressions bellicistes des radicaux orthodoxes. Castillo aurait vu, dans l'expansion des tendances neutralistes au sein de l'UCR, un moyen de retrouver une certaine liberté d'action. L'éclectisme apparent des contacts présidentiels semble donner la mesure de l'enjeu que représente, pour l'exécutif, le problème international.

C'est dans cette perspective qu'il faut replacer l'attitude de Castillo à l'égard de l'armée qui se sent parfaitement comprise par le vice-président. Le général Basilio B. Pertiné, président du Círculo militar, déclare le 7 juillet 1941, au banquet de camaraderie, devant les plus hauts personnages de l'Etat :

73. *La Nación*, 3 octobre 1942.

74. Cf. Lanús (Adolfo), *op. cit.*, notamment p. 94 et 140-141.

75. Entretien de l'auteur avec M. Arturo Jauretsche, le 6 mai 1969.

« L'origine de notre formation dérive du vieux monde. C'est pourquoi nous ressentons avec une intensité particulière la tragédie qui a éclaté en Europe, et c'est pourquoi nous désirons aussi que cet incendie, loin de se propager, se réduise et s'éteigne pour le plus grand soulagement de l'humanité. Aussi, camarades, les forces armées souhaitent ardemment que notre pays conserve, face à l'épouvantable guerre qui ravage l'Europe, la neutralité proclamée par le président et réaffirmée par l'inspiration patriotique élevée du vice-président qui exerce le pouvoir exécutif ».

A ces propos faisaient écho les paroles du président du Cercle naval, le contre-amiral Saba H. Sueyro : « L'un des principaux devoirs des institutions militaires consiste à soutenir la politique diplomatique du gouvernement ». Cette identité de vue est le pilier principal du régime de Castillo.

L'inquiétude des légions

La lune de miel qui semble se dessiner entre le président et les militaires n'est pas sans nuages.

L'accord sur la politique extérieure ne peut pas dissimuler de graves problèmes. Jusqu'à la démission du général Tonazzi, en novembre 1942, l'armée peut paraître soumise implicitement à une double orientation contradictoire, en raison des prises de position du général Justo et de l'étroitesse des liens qui unissent Tonazzi et les officiers supérieurs du « clan » à l'ancien président. Des tentatives de coup d'Etat témoignent d'un malaise persistant dans les milieux nationalistes de l'armée.

Au début de l'année 1941, fertile en complots militaires divers, le général Juan Bautista-Molina, rompu à ces pratiques, organise une conspiration d'une certaine envergure. Le putsch prévu pour la mi-février comptait sur la participation d'officiers nationalistes convaincus, comme le colonel Fortunato Giovannoni, de la 1re division (capitale fédérale), le colonel Eduardo Lonardi, commandant de l'Ecole d'artillerie anti-aérienne ; le chef d'Etat-major des conspirateurs était le colonel d'artillerie Urbano de la Vega, et l'aviateur Edmundo Sustaita dirigeait l'opération [76]. La détermination des généraux Espíndola et Tonazzi déjoua le mouvement qui était sans doute bien plus dirigé contre eux que contre Castillo. Cette tentative ratée eut d'ailleurs peu d'écho dans les rangs de l'armée. L'opinion n'en fut pas informée.

D'autres conjurés prennent la relève dans les derniers mois de cette même année 1941, plus bruyamment mais sans meilleurs résultats. La tête de cette nouvelle conspiration est le général Benjamin Menéndez, personnage quichotesque, mystique du devoir militaire et des vertus

76. Cf. Gontrán de Güemes, *Así se gestó la dictadura*, Buenos Aires, Rex, 1956, p. 9-11 et interview du colonel Augusto G. Rodriguez déjà citée.

patriotiques, toujours prêt à enfourcher le Rocinante de l'action politique directe. L'objectif des conjurés aurait été de renverser Castillo pour le remplacer par l'amiral Abel Renard, ancien ministre de la Marine d'Uriburu. A cette fin, le chef du mouvement aurait tenté de regrouper des militaires hostiles à la fraude électorale et partisans d'Ortiz et des officiers antilibéraux admirateurs des Etats autoritaires [77]. Mais, de fait, ce général aux idées confuses, qui semble ignorer tout des clivages politiques du moment, n'a guère de succès que dans les milieux nationalistes. Une tentative est même effectuée pour unifier son mouvement avec les quelques troupes engagées derrière le général Bautista-Molina [78]. Il est vrai qu'une manifestation publique tonitruante a suffi à classer Benjamín Menéndez parmi les fanatiques de l'extrême-droite pro-nazi.

Le 7 septembre, ce général en activité a publié en première page de *El Pampero* (n° 670) une lettre ouverte « au pays » en réponse à un article sur les Etats-Unis de Federico Pinedo paru dans *La Nación* du même jour [79]. Mais la lettre ouverte, d'une rare violence, va bien au-delà de la réfutation des observations pro-américaines de Pinedo. C'est une dénonciation en règle des « politiciens », lâches et incapables, accusés de tous les crimes, des partis qui divisent la nation, du régime libéral enfin. Le bruit court que cette lettre a été écrite au Club allemand par des fonctionnaires de l'ambassade du Reich [80]. Il est au moins vraisemblable que l'entourage nationaliste [81] du général Menéndez a su habilement tirer le meilleur parti de la sainte colère de l'ex-commandant de la cavalerie.

Pendant une semaine, *El Pampero* reproduit quotidiennement la lettre ou lui consacre ses éditoriaux. Le but politique de cette orchestration est simple : montrer, par les rapprochements de citations ou des télégrammes de sympathie, que la lettre de Menéndez est parfaitement représentative de l'état d'esprit de l'armée [82]. Le général Menéndez ne

77. Selon le général Benjamín Menéndez lui-même (entretien avec l'auteur le 1er septembre 1969). Voir également Lezica (Manuel de), *Recuerdos de un nacionalista*, Buenos Aires, Astral, 1964, p. 127-128, et Gontrán de Güemes, *op. cit.*, p. 19-20.

78. L'échec des tentatives d'unification des deux mouvements confirmerait le sentiment que, malgré toutes les apparences contraires, le mouvement du général Benjamín Menéndez se refusait à un choix idéologique défini.

79. « Sólo los prejuicios podrian alejarnos de la Unión. El ex-ministro de Hacienda traza un panorama completo que pinta su admiración ante la realidad actual de los Estados Unidos », *La Nación*, 7 septembre 1941. Pinedo écrit « Comme nous sommes dépassés par les Etats-Unis ! Nous sommes peu, nous sommes pauvres, nous sommes attardés, comparés au peuple des Etats-Unis ».

80. Cf. « La mentira cipaya ante la verdad argentina », *El Pampero*, 11 septembre 1941.

81. C'est un jeune lieutenant d'aviation, rejeton d'une famille prestigieuse de la province de Buenos Aires, Juan José Güiraldes, qui porte la fameuse lettre au *Pampero*. « Aide de camp » de Menéndez dans la conspiration, ce disciple de Carlos Ibarguren est le fils d'un notable conservateur de San Antonio de Areco, passé au nationalisme et ami personnel d'Enrique Oses, directeur d'*El Pampero*. D'après l'entretien de l'auteur avec le commodore Juan José Güiraldes, 20 mai 1970.

82. La manœuvre est habile : si l'armée est pro-allemande, attaquer les forces de l'Axe ou l'Allemagne nazie c'est s'en prendre au patriotisme de l'armée. Voir notamment les éditoriaux d'*El Pampero*, « Todo el ejército es calumniado por la prensa cipaya » et « Ya se injuria a mansalva a nuestras fuerzas armadas », 12 et 20 septembre 1941.

s'en voit pas moins infliger deux mois d'arrêt de rigueur par l'amiral Fincatti, ministre de la Guerre par intérim.

Ces péripéties politiques ne facilitent guère la conjuration militaire. En février 1942, l'Etat-major des conspirateurs se réunit nuitamment pour faire le point d'une situation peu brillante[83]. Devant le général Pedro P. Ramírez, son gendre, le capitaine Francisco Filippi, le commandant Juan Rawson Bustamante et deux officiers d'aviation, le chef du complot lit une lettre de démission de l'amiral Renard. Menéndez déclare pour sa part qu'il renonce à poursuivre sa tâche, vu les difficultés rencontrées auprès des chefs d'unité de quelque importance et les accusations de sympathie pro-nazie dont il est l'objet depuis la lettre ouverte de septembre 1941.

Au grand scandale du général Menéndez, comploteur loyal, les officiers présents tirent la leçon de cet échec : les chefs d'unité n'accepteront de se rebeller que lorsque le Ministère de la guerre sera du complot. Dans une armée divisée, tiraillée par les sirènes contradictoires de la politique nationale et internationale, et qui se raccroche frileusement « à la verticalité » réglementaire du commandement, un coup d'Etat réussi ne peut être qu'institutionnel, c'est-à-dire fruit d'une trahison du ministre de la Guerre, objecte vainement le général Menéndez.

L'heure n'est pas aux scrupules raffinés. Tandis que l'opinion éclairée se passionne pour le conflit mondial, les cadres de l'armée sont préoccupés par la situation du pays. Contrairement à l'interprétation tenace léguée par la guerre idéologique que les Etats-Unis mènent alors contre la neutralité de Buenos Aires, pour la majorité des militaires argentins l'issue de la guerre mondiale est somme toute secondaire. La polémique de l'époque et son écho persistant brouillent encore les perspectives, en faisant apparaître l'armée majoritairement favorable au non-engagement comme liée aux succès de l'Axe. Certes, germanophiles et antibritanniques, nationalistes et profascistes ne sympathisent guère avec la cause des Alliés, mais, sauf cas individuel, cette inclination demeure tout intellectuelle et ne constitue pas le mobile des attitudes militaires à l'égard du pouvoir politique.

On pourrait s'adonner aux délices de l'explication conspirative, tentation permanente dans cette période agitée où les pays neutres sont à la fois l'enjeu et le champ de bataille des services d'espionnage des belligérants qui, dans le cas particulier de l'Argentine, s'efforcent de faire « basculer » dans leur camp le plus grand nombre d'officiers supérieurs. Mais cette tentation ne résiste guère à deux remarques : d'une part, dans

83. D'après les articles anonymes remarquablement documentés (et vraisemblablement dus à un officier très au fait des mouvements conspiratifs) que publie le journal du Parti socialiste en 1946, « Historia de la revolución de junio, documentada, comentada y crítica », *La Vanguardia*, 4 juin 1946. Cette interprétation reprise mot pour mot par Gontrán de Güemes (*op. cit.*, p. 20) n'a pas été démentie par le général Menéndez.

ce pays d'immigrants, les lointaines affaires européennes s'apparentent plus à un spectacle, émouvant et nostalgique, qu'à une cause invitant à un engagement personnel ou national. Si la guerre d'Espagne mobilisa les enthousiasmes des militants portègnes, rares furent les Argentins qui combattirent sur l'Ebre, à Teruel ou à Guadalajara. D'autre part, c'est méconnaître les institutions militaires que supposer des forces armées nationales capables de se déterminer en fonction du résultat probable ou souhaité d'un conflit auquel elles se refusent de prendre part car il ne les concerne pas. L'appareil militaire élabore un projet stratégique en fonction des menaces (réelles ou supposées) qui pèsent sur la sécurité nationale. Les sollicitations des civils, les appels aux soldats peuvent influencer la détermination des « menaces » potentielles. Plus généralement, les différents niveaux de la hiérarchie militaire ne perçoivent les messages politiques que s'ils ont quelques affinités avec la riposte stratégique centrale mise sur pied par l'Etat-major pour faire face aux circonstances du moment.

Ces remarques banales mais nécessaires peuvent nous aider à saisir les origines du climat d'insatisfaction morose qui règne dans les forces armées. La principale préoccupation, et partant la raison essentielle du mécontentement et de l'inquiétude militaire, reste le problème de l'armement et de l'indépendance en matière d'équipement. La situation à cet égard n'a pas cessé de se dégrader. Alors que les effectifs s'accroissent, les achats d'armes se font de plus en plus difficiles et rares. Tandis que l'Argentine, attachée à une stricte neutralité, isolée sur le continent, est en butte aux pressions de moins en moins diplomatiques des Etats-Unis, les pays voisins équipent et modernisent rapidement leurs forces armées.

Les Etats-Unis sont la seule puissance industrielle qui pourrait fournir du matériel de guerre à l'Argentine. Or, avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis, les autorités nord-américaines manifestaient à cet égard une grande réticence. Pour les diplomates américains, les officiers argentins sont pro-allemands et l'intérêt stratégique de l'Argentine médiocre.

Le 11 mars 1941, le Congrès nord-américain vote la fameuse loi prêt-bail (Lend Lease Act) qui permet pratiquement au gouvernement des Etats-Unis d'« offrir » des armes modernes aux nations alliées. Le gouvernement argentin, peu désireux d'accepter les conditions politiques et militaires contraignantes qu'entraîne nécessairement le bénéfice de cette loi, envoie néanmoins une mission à Washington pour négocier l'acquisition d'armement. Les deux parties visent des objectifs contradictoires ; les pourparlers traînent en longueur quand se produit l'attaque de Pearl Harbour.

Un mois plus tard, se réunit la conférence interaméricaine de Rio de Janeiro. Le ministre argentin, Ruiz Guiñazú, s'oppose à l'obligation de déclarer la guerre aux puissances de l'Axe, imposée par les Etats-Unis, et

refuse même la simple rupture des relations diplomatiques. Le moment était donc fort mal choisi pour informer sans préambule Sumner Welles que les ministres de la Guerre et de la Marine argentins désiraient « la conclusion d'un arrangement prévoyant, en vertu de la loi du prêt-bail, un transfert d'avions, de navires de guerre, d'armes et de munitions au gouvernement argentin » [84]. La réponse fut évidemment négative et fondée sur les termes mêmes de la loi (la contribution à la défense des Etats-Unis) et l'application des résolutions de la conférence auxquelles l'Argentine voulait se soustraire. Ruiz Guiñazú s'élève avec une feinte naïveté contre « cette discrimination » dont son pays est victime. Il n'est pas douteux que la pression de l'Etat-major argentin devait être particulièrement forte pour que le chef de la diplomatie se permette de commettre une telle « gaffe » dans une conférence internationale où son pays avait réussi à tenir tête aux Etats-Unis [85].

Le gouvernement de Castillo se tourne alors discrètement vers l'Allemagne. Des pourparlers sont menés avec le plus grand secret, de juillet à octobre 1942 [86]. Mais les négociations sont interrompues à la demande du haut commandement allemand, en raison des besoins propres de la Wehrmacht, à la fin de 1942, en pleine bataille de Stalingrad. Castillo a seulement réussi à prouver aux nord-américains sa « collusion » avec l'Allemagne nazie. Le Département d'Etat a acculé l'Argentine dans une impasse : le refus des livraisons d'armes devait forcer Buenos Aires à modifier sa politique étrangère et à s'aligner sur Washington ; ce moyen de pression indirect n'a réussi qu'à confirmer ce que les Etats-Unis reprochaient à la neutralité argentine : ses sympathies pour l'Axe. La propagande nord-américaine y a sans doute trouvé des arguments, la cause des Alliés n'a rien gagné à cette résurgence de la politique du *big stick*.

Devant la demande pressante de l'Etat-major, le gouvernement argentin continue à chercher avec acharnement des pourvoyeurs d'armement, non pour intervenir dans la guerre mondiale mais pour rétablir l'équilibre militaire en Amérique du Sud. Les officiers argentins ont appris, dès le Collège militaire, que leur pays détenait la première puissance militaire du sous-continent ; la supériorité maritime, aérienne et technique des forces armées argentines était leur dogme intangible. Or, le Brésil, grâce à une aide nord-américaine qui semble inépuisable,

84. Sumner Welles, *op. cit.*, p. 265.

85. Certes Ruiz Guiñazú n'avait pas une très grande expérience de la diplomatie directe et surestimait sans doute le poids international de la puissance argentine mais c'est lui faire injure que de considérer (comme Sumner Welles, *op. cit.*, p. 270) qu'il était incapable de comprendre les raisons du refus américain de vendre ou de louer des armes à son pays.

86. C'est ce que prétendent les services diplomatiques et de renseignement des Etats-Unis. Pour plus de discrétion, les pourparlers auraient été menés entre autres par l'intermédiaire de l'ambassade d'Espagne. Cf. *Consultation among the American Republics with respect to the Argentine situation*, Memorandum of the United States Government, Washington, février 1946 (Department of State. Publication 2473. Inter-American Series 29), p. 6.

accroît son pouvoir militaire. Le Brésil n'est-il-pas, depuis le baron de Rio Branco, « l'ami le plus sûr » des Etats-Unis, aux dires de Sumner Welles ? L'importance géopolitique pour la défense de l'Atlantique Nord de son cap avancé vers l'Afrique est évidente. La vieille rivalité qui remonte à l'époque coloniale renaît. L'horizon brésilien, jamais absent des hypothèses de guerre de l'Etat-major argentin, apparaît à nouveau lourd de dangers. Le spectre de l'invasion ou de la « frontière mouvante » hante les responsables de la défense nationale.

Des officiers argentins en visite dans la République — encore « sœur » — ont pu apprécier les nouveaux aéroports, les travaux d'infrastructure, les moyens de transport modernes, fruit de l'alliance américaine. L'Etat-major n'ignore pas non plus la mise en route du complexe sidérurgique de Volta Redonda, rendu possible grâce à un crédit de l'Export-Import Bank [87]. La prépondérance argentine dans le cône Sud aurait-elle ses jours comptés ? Le dilemme est de taille : ou « défendre », conformément à la diplomatie traditionnelle du pays, la souveraineté et l'indépendance nationales, mais sans armes ni équipement, ou bien obtenir du matériel de guerre en acceptant le leadership nord-américain et en subordonnant la défense à la sécurité des Etats-Unis : choix impossible, pis, absurde.

A défaut d'industries de guerre suffisamment développées ou d'achat de matériel moderne, on cherche les moyens d'utiliser au mieux le potentiel humain ou de tendre les énergies dans un effort de guerre intensif. Certains verraient volontiers la bucolique Argentine transformée en formidable machine de guerre. Un colonel suggère d'établir une « conscription ouvrière » sur le modèle du service militaire, afin de résoudre facilement les problèmes de main-d'œuvre. Un conférencier, commentant à l'Ecole de guerre navale les relations entre l'économie et les capacités militaires du pays, conclut : « La mobilisation du potentiel économique d'un pays à tradition civile et gouvernement représentatif comme le nôtre ne peut qu'être nécessairement lente, comparée à celle d'un pays militariste gouverné par une dictature » [88]. Pour beaucoup d'officiers, le régime libéral, ou ce qu'il en reste sous Castillo, fait obstacle à la préparation militaire intégrale que les dangers de l'heure requièrent. Un système autoritaire sous le contrôle de l'armée, organisant fermement tout le corps social, séduit les plus audacieux.

D'autant que d'autres motifs de vigilance apparaissent à l'intérieur même du pays. La situation économique et sociale préoccupe l'armée

87. Dès la fin de 1940 les militaires argentins s'intéressent au problème. Cf. La conférence du lieutenant-colonel Carlos J. Martínez, ingénieur militaire, directeur de la Fabrique d'acier le 24 octobre 1940, reproduite dans la *Revista militar*, 2 novembre 1940 (« La industria siderúrgica del Brasil). Le Brésil n'est jamais absent des préoccupations des officiers argentins. Ainsi, un numéro spécial de la *Revista militar* lui est consacré, en septembre 1938.

88. Alonso Irigoyen (Ceferino), *La economía argentina y su influencia sobre el potencial bélico*, Buenos Aires, Escuela de guerra naval, 1942 (conferencia pronunciada en la Escuela de guerra naval, 17 novembre 1942), p. 24.

tandis que la fragilité d'un pouvoir éxécutif, solitaire, dont le mandat fortuit arrive à échéance en 1943, ne laisse pas d'inquiéter les cadres. La question qu'on se pose dans les instituts militaires et les *casinos* d'officiers n'est pas « Qui gagnera la guerre ? » mais « Qu'adviendra-t-il en Argentine quand le conflit prendra fin ? » Prévoir et préparer l'après-guerre, éviter une agitation « révolutionnaire » semblable à celle qui a éclaté en Argentine après 1918, tel est le souci principal de la plupart des officiers supérieurs. Les colonels de 1942-1943 ont gardé un souvenir cuisant de la « semaine tragique » de Buenos Aires, en 1919, ou des révoltes de Patagonie, fruit, selon eux, de l'imprévoyance gouvernementale. Plusieurs des hommes qui occupent des postes de premier plan ont participé en tant que lieutenant ou capitaine à la répression de ces mouvements populaires. Ils craignent la crise économique que pourrait apporter la paix, l'explosion sociale qui s'ensuivrait et serait certainement plus grave que vingt ans auparavant. « Le pire aspect de l'après-guerre sera le chaos économique » écrit, en octobre 1942, le colonel Savio [89].

La hantise de l'après-guerre

L'éventuelle répétition de 1918, les militaires l'envisagent du point de vue du maintien de l'ordre. Mais ils ne sont pas les seuls à la craindre. La question fait partie du débat public. Dès 1940, le président de l'Union industrielle écrit : « Nous risquons d'être victimes de l'après-guerre ». Et Alejandro E. Bunge, envisageant la guerre commerciale que se livreront les grandes puissances industrielles pour reconquérir les marchés perdus [90], s'interroge : que deviendront alors les vulnérables industries nées de la nécessité de remplacer les importations, quel sera le sort des milliers d'ouvriers qu'elles emploient ?

Le problème est politique. Luis Colombo, qui, en tant que président de la Confédération patronale, traduit le sentiment de nombreux chefs d'entreprise, s'inquiète également, en janvier 1943, de l'avenir industriel du pays dans l'après-guerre [91]. Une remarque politique mérite d'être relevée, qu'il n'est pas le seul à faire : « Nous sommes, écrit-il, sous un gouvernement constructif dont l'œuvre à cet égard peut être qualifiée d'historique. Mais que pouvons-nous attendre du gouvernement de demain ? »

89. Savio (colonel Manuel S.), « Política de la producción metalúrgica argentina », *Revista militar*, décembre 1942, p. 1188. Il s'agit du texte d'une conférence prononcée en septembre à l'Union industrielle argentine. Savio précise également : « L'après-guerre peut avoir des répercussions imprévues sur notre pays, il nous faut donc une économie saine, capable de donner du travail à la main-d'œuvre argentine et permettant au pays de contrôler ses richesses ».

90. Série d'articles dans la *Revista de economía argentina*, mars 1940, sous le titre « Cómo y en qué medida la guerra afecta a la República Argentina ».

91. Colombo (Luis), « El reajuste industrial del país para afrontar la competencia extranjera en la post-guerra », *Argentina fabril*, janvier 1943.

Pour l'Argentine, la guerre signifie la prospérité. Mais le boom éphémère crée une situation d'autant plus malsaine qu'il est d'une ampleur inégalée et qu'il s'accompagne de transformations sectorielles aux conséquences sociales imprévisibles. Le rythme soutenu des exportations, après le coup d'arrêt de 1940, va de pair avec une diminution rapide des importations. Les ventes argentines réorientées presque exclusivement vers la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Amérique latine progressent rapidement — de plus de 35 % entre 1940 et 1943 —, tandis que les importations s'effondrent. Sur la base 1910 = 100 et en ne considérant que le volume physique des échanges, les exportations, depuis le début de la guerre, sont passées de 140 à 170, les importations de 88 à 36. Aussi les soldes positifs de la balance commerciale s'accumulent-ils de manière spectaculaire, En outre, des capitaux cherchent refuge dans les pays neutres. En 1941, l'Argentine possède 2 milliards de pesos de réserves métalliques ; chaque billet de banque a une couverture or de 127 %. Ces larges disponibilités ainsi que l'impossiblité d'importer d'Europe de nombreux produits manufacturés entraînent une intense activité économique pour répondre à la demande intérieure. Le volume des passifs commerciaux baisse de près de moitié entre 1940 et 1943. La valeur de la production industrielle passe de 2,3 millions de pesos, en 1935, à 7,8 millions en 1943 [92].

L'industrialisation fomentée dans les années trente comme riposte à la grande crise est donc en train de modifier considérablement la situation économique du pays. Si depuis 1935 la valeur de la production industrielle s'élève plus vite que celle de la production agro-pastorale, en 1943 la contribution de l'industrie au produit national dépasse nettement celle du secteur rural.

Sous l'influence de la guerre et des transformations économiques qu'elle provoque ou accélère, le visage de la société argentine évolue très rapidement. Les salariés du secteur industriel, au nombre de 410 000 en 1914 et 730 000 en 1941, sont près de 800 000 en 1943. Mais le coup de fouet donné par la guerre à l'industrialisation ne se limite pas à augmenter de manière soutenue le niveau d'occupation. La composition qualitative de la force de travail n'est plus la même qu'en 1914.

La majorité des ouvriers de l'industrie étaient alors des étrangers, récemment débarqués en Argentine. L'immigration a cessé. Le mouvement migratoire interne a accru considérablement le nombre des ouvriers argentins d'origine rurale. Les zones urbaines, où sont implantées la plupart des industries, et surtout le grand Buenos Aires connaissent une croissance démographique démesurée qu'explique un exode rural ininter-

92. Sources : Banco central de la República Argentina, *Memorial anual*. Ejercicio de 1941, Buenos Aires, 1943 ; « Quebrantos comerciales », *Revista de economía argentina*, janvier 1948 ; Vice-presidencia de la nación, Consejo nacional de postguerra, *Ordenamiento económico y social*, Buenos Aires, Kraft, 1945, chapitre I.

rompu. En 1943, Buenos Aires compte plus de 4 millions d'habitants, soit 27 % de la population totale du pays. Près de 30 % de cette population est native des provinces de l'intérieur (contre 16 % en 1936). Buenos Aires reçoit annuellement 72 000 nouveaux habitants, entre 1936 et 1943, contre 8 000 entre 1895 et 1936 [93].

Il n'est donc pas étonnant que les salaires marquent le pas. Si l'Argentine s'enrichit et les banques reçoivent des capitaux, les travailleurs ne sont guère satisfaits ; c'est la période des vaches grasses et des *peones* maigres. Depuis 1939, le salaire réel ne bouge à peu près pas. La flambée des prix, inusitée pour l'époque, due à la pénurie de certains produits importés et à la spéculation sur les denrées de première nécessité (comme le sucre) autant qu'à la situation financière générale, accroît le malaise social. En 1942, la distribution des revenus à l'échelon national présente la relation la plus défavorable pour les travailleurs salariés, depuis 1935. La rémunération du travail est tombée à 43,1 % contre 56,9 % pour la rétribution du capital [94]. Le rapport des forces politiques, il est vrai, n'a jamais été aussi adverse aux intérêts des couches salariées. La plupart des revendications ouvrières demeurent insatisfaites. Les grèves, dont le nombre et l'ampleur ne cessent pourtant d'augmenter, n'aboutissent pas. En 1942, le nombre des arrêts de travail fait plus que doubler par rapport à 1930, et les journées perdues pour fait de grève triplent [95].

Cette ébullition au sein d'une classe ouvrière en expansion et peu intégrée, qui « campe aux portes de la cité », n'échappe pas à la vigilance militaire.

Pour les responsables des forces armées, des solutions rapides doivent être apportées à tout ce qui peut diminuer la capacité défensive du pays ou nuire à sa sécurité. L'agitation industrielle, au cas où surviendrait une crise économique, au demeurant probable, pourrait placer le pays dans une situation plus délicate qu'en 1919. Le moral de l'armée dépend de la paix sociale. Le rôle des militaires est aussi de défendre l'ordre intérieur.

Mais les officiers argentins, en contact direct avec les couches populaires, dont ils peuvent suivre l'évolution physique et morale à chaque incorporation du contingent, n'ignorent pas la gravité de la situation et la nécessité d'y pallier par d'autres moyens que la répression. L'état souvent lamentable des conscrits, notamment dans les zones rurales, prouve la malnutrition permanente à laquelle se trouve condamnée une partie de la population. Deux ans avant la guerre, 45 % des jeunes de 20 ans du

93. Germani (Gino), *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, p. 76-77.

94. República Argentina. Secretaría de asuntos economicos, *Producto e ingreso de la República Argentina en el período 1935-54*, Buenos Aires, 1955, tableau 6.

95. Dirección de estadística social, *Investigaciones sociales 1943-45*, Buenos Aires, 1946, chapitre II.

district militaire 61 de Santiago del Estero étaient réformés « pour faiblesse, manque de poids, capacité thoracique insuffisante ». La situation n'a fait qu'empirer. Certains chefs d'unité ont beau s'en plaindre à des commissions d'enquête parlementaire[96], ou distribuer de la nourriture aux enfants des écoles, le « matériel humain » que reçoit l'armée est largement déficient.

C'est donc une politique sociale globale que souhaiterait l'armée afin de renforcer les ressorts de la défense. Comme le dit très clairement un conférencier à l'Ecole de guerre, en 1942 : « La politique économique et sociale doit s'orienter de façon à assurer une population laborieuse, efficace et satisfaite, capable de supporter les plus grands sacrifices pour défendre le pays. De hauts salaires, des logements à bon marché, la propriété de la terre (à celui qui la cultive), des services sociaux, voilà les éléments essentiels d'une telle politique[97].

En outre, aux yeux des militaires, la situation politique est infiniment plus périlleuse qu'en 1919. L'Union démocratique antifasciste, regroupant tous les partis pro-alliés, des démocrates progressistes aux communistes, est en formation. En face, il n'y a rien : un président isolé, la fraude insoutenable. L'idée de front populaire éveille des réactions très négatives chez tous les officiers argentins : guerre civile espagnole, défaite de la France[98], diffusion du communisme. Que ces nouvelles masses ouvrières disponibles et insatisfaites, massées dans les faubourgs des villes, se laissent séduire par les « idéologies avancées », deviennent « la proie des agitateurs communistes », et l'embrasement évité en 1919 aura lieu.

Nombreux sont les officiers qui pensent ainsi et qui en discutent entre eux. L'expérience des pays où la question ouvrière a « été résolue », « ou le communisme a été vaincu » passionne l'opinion militaire. En octobre 1942, la *Revista militar* publie un article très remarqué, intitulé : « Le nouvel ordre économique en Europe ». L'auteur y condamne libéralisme et communisme, et fait l'éloge de l'Etat autoritaire. Il souligne la nécessité de l'intervention de l'Etat dans la vie économique pour obtenir « l'harmonie entre les facteurs de la production »[99] ; nul enthousiasme pour Hitler ou Mussolini, mais une vive admiration pour l'orga-

96. Voir le rapport du parlementaire socialiste Alfredo Palacios, d'où sont tirées ces informations. Palacios (A.), *El dolor argentino*, Buenos Aires, Claridad, 1938, p. 74-81. Le problème du niveau de vie de la population, perçu à travers ses conséquences sur le recrutement de la troupe, est souvent mis en avant par les officiers responsables du contingent à cette époque. Voir l'enregistrement de l'interview du général José María Sosa Molina par le professeur Carlos Fayt, 30 septembre 1965 (Archives du professeur C. Fayt, Buenos Aires).

97. Alonso Irigoyen (Ceferino), *op. cit.*, p. 25.

98. Inaugurant le Centre des hautes études pour la défense nationale, en mai 1943, en compagnie du général Ramírez, le général Giovanelli, pour montrer la nécessité de la préparation à la guerre, prend comme exemple la France « conduite à la déroute par les débordements du Front populaire », *La Fronda*, 27 mai 1943.

99. Sacheri (Oscar Ricardo), « El nuevo orden económico en Europa » (conferencia pronunciada par el auditor de división... en el Circulo militar, el 16 octubre de 1942), *Revista militar*, octobre 1942, p. 727-773.

nisation corporative et la Charte du travail de Vichy, une évocation chaleureuse du Dr Salazar. Un jeune et brillant officier breveté d'Etat-major, professeur à l'Ecole de guerre, a été envoyé en Italie, en 1938, pour se perfectionner et étudier la conjoncture européenne. Il séjourne en Espagne nationaliste, en 1939, fait le tour de l'Europe et, à son retour en Argentine, ne cache pas son admiration pour le « nouveau socialisme, de caractère national » et antimarxiste, qui fleurit sur le vieux continent. Il s'appelle Juan Domingo Perón [100]. Il est très écouté de ses compagnons d'armes.

Aussi, lorsqu'un certain nombre de jeunes officiers supérieurs, aux inquiétudes politiques convergentes, se réunissent, au début de 1943, pour mettre sur pied une sorte d'association ou de club qui sera connu quelques mois plus tard sous le sigle GOU — Groupe des officiers unis, Groupe pour l'œuvre d'unification, ou encore Gouvernement-ordre-unité —, l'opposition à un éventuel front populaire est au cœur de leur prise de conscience politique [101]. L'un des fondateurs de cette loge informelle, à laquelle on a beaucoup prêté, nous dira : « Le GOU a été imaginé et créé ... dans le but de réunir les officiers les plus prestigieux de l'armée argentine pour les préparer à lutter contre la marée communiste qui allait coïncider avec la fin de la guerre mondiale » [102]. Le deuxième numéro du bulletin du GOU précise : « L'armée sera l'antidote du poison de l'alliance pseudo-démocratique, constituée en fait d'éléments communisants » [103].

L'ampleur inusitée des manifestations organisées à l'occasion du 1er mai 1943 par la principale confédération ouvrière [104], que dirigent socialistes et communistes, ne fait que confirmer les appréhensions ou les fantasmes de nombreux officiers. Le défilé en ordre parfait de milliers de manifestants, chantant l'*Internationale* et criant des slogans en

100. La citation de Pérón est tirée du texte intitulé *Las memorias de Juan Perón (1895-1945)*-publié par *Panorama*, 14 avril 1970, p. 23. La même formule, qui revenait souvent dans la bouche du général, admirateur de Mussolini, a été employée devant nous, lors de l'entretien que l'ancien président nous a accordé le 12 janvier 1969. A son retour d'Europe, Perón réunit quelques officiers et organise des conférences privées pour faire part de son expérience.

101. C'est ce que pense notamment le colonel Juan V. Orona dans son livre sur le GOU, *La logia militar que derrocó a Castillo*, Buenos Aires, s.e., 1966, p. 45. Nous reviendrons au chapitre suivant sur la place réelle et relativement limitée qu'il faut accorder au mystérieux GOU.

102. Entretien avec le général Julio Alberto Lagos, l'un des 20 fondateurs du GOU, le 31 mars 1970.

103. Publié par *La Vanguardia*, 15 janvier 1946 ; le style correspond de manière frappante à celui du principal conseiller idéologique du GOU., Jordán Bruno Genta ; cf. Lezica (Manuel), *op. cit.*, p. 132. Le texte de fondation de cette association, publié par Carlos Ibarguren, nous semble particulièrement significatif. Le vocabulaire, les tournures de phrases plaident pour l'authenticité autant que la probité intellectuelle de l'auteur. Ce texte dit en substance : « Nous nous trouvons confrontés à un danger de guerre alors que notre front interne se trouve en pleine décomposition ; on perçoit clairement deux actions de l'ennemi : des mesures de forces des Etats-Unis, qui seront appliquées, soit par ce pays, soit par nation interposée, une menace de révolution communiste de type front populaire... Face aux forces politiques adverses on assiste à la dispersion et à la division des éléments favorables à l'ordre... », in Ibarguren (Carlos), *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Peuser, 1955, p. 480.

104. C'est-à-dire la Confédération général du travail n° 2, la CGT s'étant scindée en 1942.

plein centre de la capitale fédérale, a fortement impressionné certains d'entre eux [105]. Il leur importe peu que ce soit le très libéral Parti socialiste qui ait contribué à la réussite de cette fête du travail, transformée par ses soins en coup d'envoi de la campagne pour l'Union des forces démocratiques : le 90e anniversaire de la Constitution de 1853 y tenait en effet plus de place que la révolution d'Octobre et, au demeurant, la participation communiste y était des plus réduites [106]. Dans le climat de tranchée psychologique et d'auto-intoxication où vit la classe militaire argentine, bombardée par les idéologues d'extrême-droite et les thuriféraires du pacte antikomintern, l'hydre de la subversion est partout.

Castillo multiplie les gages de bonne volonté pour apaiser son unique soutien, l'armée. En novembre 1942, il obtient la démission du général Tonazzi qui quitte le ministère, suivi de nombreux officiers du clan Justo. Le général Pedro Pablo Ramírez le remplacera. Ancien collaborateur d'Uriburu, il est proche des milieux nationalistes. En 1930, il s'était révélé partisan convaincu d'une réforme autoritaire de la Constitution. Il ne passe pas pour favorable à la cause des démocrates. Le président répond également aux inquiétudes des milieux militaires, qu'il partage jusqu'à un certain point — il croit moins au péril rouge qu'au danger radical —, en adoptant des mesures répressives contre le Parti communiste. Trois de ses principaux dirigeants responsables des négociations avec l'UCR, Codovilla, Rodolfo Ghioldi et Juan José Real sont déportés ou emprisonnés [107]. Mais l'armée soutient Castillo comme la corde soutient le pendu.

L'Argentine vit dans une sorte de « drôle de guerre » non déclarée dont le climat délétère, souligné par les pratiques d'un gouvernement sans principe que beaucoup de militaires identifient à la démocratie, n'épargne pas l'armée. Une série de scandales retentissants, du trafic de documents à l'affaire de mœurs, en passant par les escroqueries dans l'achat d'armement, frappent, depuis 1940, la hiérarchie militaire [108]. L'institution sacro-sainte ne peut pas être mise en cause. Mais la honte ressentie unit des officiers de sympathies politiques divergentes dans un

105. Ce fut le cas du futur général José María Molina, qui, dans l'interview du professeur Fayt citée, déclare : « De grandes commotions sociales allaient se produire dans le monde entier à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Déjà l'énorme foule, qui défila le 1er mai 1943, à Buenos Aires, préfigurait les événements tragiques qu'allait vivre notre pays. Une multitude imposante de manifestants le poing levé, brandissant des drapeaux rouges et chantant l'*Internationale*. Telle était l'image de ce qui attendait l'Argentine si nous n'y prenions garde. Il fallait faire quelque chose... »

106. *La Prensa*, 2 mai 1943, souligne l'importance des manifestations présentées comme essentiellement destinées à soutenir la cause des Alliés. Rien de « socialement menaçant » n'y apparaît à la lecture du grand journal conservateur.

107. Voir Real (Juan José), *30 años de historia argentina*, Buenos Aires, Actualidad, 1962, p. 61-63.

108. Sur ces affaires, voir le pamphlet, par ailleurs peu éclairant, de Silvano Santander, *Nazismo en la Argentina. La conquista del ejército*, Buenos Aires, Pueblos unidos, 1945, p. 27 et le discours de Juan Perón aux étudiants, du 21 décembre 1945 in *Tres revoluciones militares*, Buenos Aires, Escorpión, 1963, p. 91.

sursaut commun pour rétablir la discipline et l'éthique professionnelle. Face à l'état de « décomposition morale » où est tombée l'armée, le corps des officiers, dans un réflexe de solidarité corporative, met en accusation le régime. On conspire à nouveau. Rarement les mobiles de l'activité militaire ont été aussi hétérogènes, contradictoires et impératifs.

Chapitre 8

L'armée au pouvoir : du « nationalisme intégral » au nationalisme populaire

La journée de juin

Le 4 juin 1943 à l'aube, 8 000 soldats en armes et en tenue de combat quittent les casernements de Campo de Mayo pour Buenos Aires. Ils ont à leur tête leurs chefs habituels. L'ordre de marche en bonne et due forme est signé du commandant de la garnison. Ce n'est pas un pronunciamiento mais un soulèvement militaire « institutionnel ». Ses auteurs diront : une révolution.

Les troupes insurgées avancent sans encombre par l'avenue San Martín. Un seul incident grave mais de peu de durée se produit face à l'Ecole des mécaniciens de la marine. Une fusillade éclate, qui fait 19 morts et 51 blessés. Le commandant de l'Ecole, le capitaine de vaisseau Fidel Anadón, n'était au courant de rien. Il résiste comme c'est son devoir. Le colonel Avalos, au lieu de parlementer, réduit par la force cet îlot loyaliste. Cet accrochage meutrier témoigne du degré d'impréparation des officiers « révolutionnaires » et du caractère hâtif de la conspiration [1].

Le président Castillo se réfugie à bord du dragueur *Drummond* avec les ministres qui lui sont fidèles. Il organise la défense. Le général Rodolfo Márquez, quartier-maître général de l'armée de terre, reçoit le commandement des forces de répression. Il « réprime » si mollement qu'à 14 heures 30 la Casa Rosada est prise. Castillo démissionne. Le coup d'Etat est terminé.

1. Témoignage du colonel Augusto Rodríguez (interview citée), lettres d'un « militaire anonyme » publiées dans *La Vanguardia* (25 janvier 1946) sous le titre : « Filiación de la revolución del 4 de junio ».

Mais, pour les centurions, les difficultés commencent. Et l'opinion, qui de droite à gauche sympathise, pour des motifs contradictoires, avec le mouvement factieux, va s'efforcer de déchiffrer le véritable sens politique du premier coup d'Etat de l'histoire argentine auquel les civils n'ont pris aucune part.

La proclamation des révolutionnaires doit en principe éclairer le peuple argentin sur leurs intentions et sur les raisons de leur action. Au-delà de la rhétorique sur l'honneur et la patrie, propre à ce genre littéraire, on peut y lire la condamnation, en des termes très vifs, des autorités renversées et de tout le système fondé sur « la vénalité, la fraude, la prévarication et la corruption », qui a « poussé le peuple au scepticisme et à l'apathie morale en le détachant des affaires publiques exploitées au bénéfice exclusif de sinistres personnages ». Le ton et le vocabulaire ne pourraient pas être désavoués par l'UCR. Après ce procès de « l'infâme décennie » et de la « fraude patriotique », les signataires promettent un châtiment exemplaire pour les coupables et la restitution au peuple argentin des droits et des garanties violés jusqu'ici. Une phrase consacrée à la « fidélité aux traités et à la solidarité américaine » retint particulièrement l'attention des commentateurs internationaux. Les partisans de la démocratie et des démocraties peuvent se féliciter. Les radicaux se sentent compris par les militaires.

D'ailleurs, à la Casa Rosada, on attend dans l'après-midi que le général Arturo Rawson assume la présidence. Par ses fréquentations de *clubman* distingué, ses attaches familiales, ses sympathies avouées, on le sait proche des milieux conservateurs. Comme le président déchu appartenait aussi au parti conservateur, on conclut que le président provisoire est pro-allié et que le mouvement militaire vise à modifier la politique étrangère du pays.

D'autres recoupements confirment cette première impression. L'aide de camp du général Rawson, le lieutenant-colonel Montes, appartient à une vieille famille yrigoyéniste. Un membre du comité central du Parti communiste argentin, emprisonné sous Castillo, s'entend dire par un geôlier de Villa Devoto : « Vous n'allez pas tarder à sortir. Ce sont les radicaux »[2]. Cette opinion est si généralement répandue que les militaires sont fêtés dans toute la ville par des groupes d'opposants à Castillo portant des pancartes qui associent l'armée au rétablissement de la démocratie. Plaza de Mayo, un orateur improvisé explique que l'objectif de la révolution est le retour aux élections libres, et termine son discours en criant : « Vive Yrigoyen ! »[3]. « Vive l'armée démocratique ! » peut-on lire sur une banderole fugacement déployée par quelques militants communistes[4].

2. Real (Juan José), *30 años de historia argentina*, Buenos Aires, Actualidad, 1962, p. 63.
3. Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo*, Buenos Aires, Llanura, 1951, p. 356.
4. D'après M. José María Rosa, entretien avec l'auteur le 26 mars 1969.

La classe politique, qui tenait l'armée pour majoritairement favorable aux idéologies autoritaires et aux puissances de l'Axe, est surprise ou incrédule. Mais auprès de l'homme de la rue peu au fait des intrigues de casernes et des états d'âme militaires, le coup d'Etat est populaire. Des soldats, qui montent la garde aux quatre coins de la ville, sont entourés, acclamés, félicités. Malgré l'incertitude du moment, de multiples manifestations de sympathie témoignent du soulagement des petites gens face à la chute d'un régime insensible et cynique. L'incendie, sur la Plaza de Mayo, de douze autobus appartenant à la Corporation des transports, universellement haïe, semble symboliser la fin d'une époque[5], celle qu'inaugura, en septembre 1930, le coup d'Etat d'Uriburu.

On peut certes penser que les radicaux et tous les antifascistes tentent de se rassurer, prennent leurs désirs civiques pour des réalités militaires, à moins qu'ils ne veuillent capter à leur profit, en l'appuyant résolument, le debordement énigmatique du pouvoir militaire. Mais le renversement de Castillo, prédit et espéré par les radicaux comme par les milieux politiques et diplomatiques nord-américains, ne peut, en toute rigueur, répondre qu'à deux motivations, à deux refus : la fraude à l'intérieur et/ou la neutralité à l'extérieur. Tout le monde en est conscient. A l'ambassade allemande, on éprouve une très vive inquiétude. Les milieux nationalistes restent provisoirement de glace et ne participent guère, malgré leur militarisme, aux explosions de joie populaire. Castillo était leur homme.

Un manifeste du général Rawson au peuple argentin éveille des appréhensions dans les milieux libéraux et certains espoirs chez leurs adversaires. Mais la proclamation du président de la révolution aux chefs militaires dissipe à nouveau les doutes. L'Argentine entre dans le temps de la confusion et des douches écossaises. Le manifeste présente en effet une tonalité ultramontaine fort différente du style yrigoyéniste de la proclamation révolutionnaire. Rawson y dénonce « le communisme (qui) menace de s'installer dans un pays aux possibilités économiques infinies, en raison du défaut de prévoyance sociale et de justice » ; thème essentiel dans les préoccupations des militaires argentins de cette époque. Mais aussi il réprouve « l'éducation de l'enfance ... éloignée de la doctrine du Christ et l'instruction de la jeunesse qui ne respecte ni Dieu ni la patrie ». Ces propos intégristes sont-ils d'un libéral ? La proclamation aux chefs militaires fait allusion « aux normes internationales », au milieu d'un fatras ampoulé de considérations générales. Il n'en faut pas plus pour que les exégètes se déclarent convaincus de la volonté du nouveau pouvoir de rompre les relations diplomatiques avec les pays de l'Axe.

Une délégation de députés radicaux vient saluer le nouveau président

5. *Ahora*, 8 juin 1943.

et exprimer « sa satisfaction de voir mettre fin à toute une époque en marge de la Constitution et des lois »[6]. Le journal *La Fronda* (5 juin 1943), très lié au « docteur Castillo et à son œuvre », écrit que le coup d'Etat n'est en rien dirigé contre les conservateurs mais a été provoqué par la montée des forces de gauche dont les comités et la démagogie des radicaux sont les premiers coupables. *La Prensa* publie le 5 juin un éditorial intitulé : « Comment s'orienter ».

La composition du cabinet de Rawson ajoute par son incohérence à cette confusion. Le général très chrétien offre des portefeuilles à ses amis du Jockey Club, tous conservateurs, bien sûr, mais aux tendances contradictoires en matière de politique étrangère, pierre de touche des clivages politiques dans un pays neutre en 1943. Ces implications politiques semblent échapper au néophyte des affaires publiques qu'est Rawson. Parmi les civils, José María Rosa, ancien collaborateur d'Uriburu, qui reçoit le portefeuille des Finances, est l'administrateur de la société d'édition qui publie *El Pampero ;* il est partisan déclaré des Etats totalitaires. Horacio Calderón, avocat des compagnies de Chemin de fer britanniques, passe pour pro-allié. Mais c'est l'ancien chef de la police de Castillo, le général de brigade Domingo Martínez, qui occupe le Ministère décisif des affaires étrangères. On se souvient surtout de l'énergie qu'il a déployée contre les organisations pro-alliées (*Acción argentina, Junta de la victoria*). Son image de fonctionnaire autoritaire et germanophile semble donc s'accorder bien mal avec la volonté de modifier l'attitude du pays vis-à-vis des puissances de l'Axe, qu'on prête à Rawson.

Le 6 juin, alors que le gouvernement doit prêter serment, Rawson démissionne « en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord sur la constitution du cabinet ». Cette révolution de palais n'est pas pour éclairer l'opinion sur les véritables intentions des militaires et les rapports de force au sein de l'armée. Vingt ans plus tard, d'excellents analystes de cette période donnent encore des versions contradictoires de l'épisode. Pour certains, les officiers révolutionnaires retirent leur confiance à Rawson parce qu'il avait manifesté l'intention de rompre les relations diplomatiques avec les puissances de l'Axe. Pour d'autres, un groupe de militaires se serait opposé à la nomination de ministres dont les sympathies pour l'Axe étaient trop marquées[7].

Le général P. P. Ramírez, ministre de la Guerre de Castillo et du cabinet mort-né de Rawson, assume la présidence. Il forme un cabinet intégralement constitué de militaires, à une exception près mais de taille, Jorge Santamarina qui reçoit le portefeuille des Finances. Ce prospère homme d'affaires a été président de la Banque d'Argentine, Banco de la

6. *La Prensa*, 5 juin 1943.

7. Les deux hypothèses sont évoquées respectivement par Carlos Fayt (« El fenómeno peronista », *Aportes*, 1, 1966, p. 34) et Alberto Ciria (in *Partidos y poder en la Argentina moderna (1930-1946)*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1971, p. 100).

nación, et dirigeant de la Société rurale. Lié aux plus prestigieuses familles de l'oligarchie, il est à la fois un facteur de confiance pour les milieux économiques et un porte-drapeau pro-allié. Le chassé-croisé politique continue. La plupart des autres ministres sont parfaitement inconnus. Il semble donc difficile de les classer politiquement, même s'ils figuraient dans le projet de cabinet Rawson, ce qui est le cas du vice-président, le contre-amiral Saba H. Sueyro, ami et compatriote du général Ramírez [8], de son frère, le contre-amiral Benito S. Sueyro, ministre de la Marine, ou du général Diego I. Masón, ministre de l'Agriculture.

Le 7 juin, le gouvernement provisoire présidé par le général Ramírez prête serment. Le président et ses ministres s'engagent « à déployer toutes leurs énergies pour rétablir l'autorité de la Constitution, renforcer les institutions républicaines et restaurer l'honnêteté administrative ». Aucun changement ne semble être intervenu par rapport à la proclamation révolutionnaire et aux orientations présumées de Rawson. Mais en politique étrangère l'ambiguïté persiste et même s'amplifie. « La République Argentine, déclare le président provisoire, ratifie sa politique traditionnelle d'amitié et de coopération loyale avec les nations d'Amérique, conformément aux traités existants. Pour ce qui est du reste du monde, sa politique pour le moment est la neutralité ... ». Chaque mot est pesé, mais l'affirmation de l'indépendance des Etats, du refus de « toute ingérence étrangère », qu'on relève dans la suite du texte, même assortie de considérations sur « la forme républicaine et représentative de l'Etat », ne permet pas de connaître les projets du gouvernement militaire en matière internationale.

Dans un discours du 15 juin, le général Ramírez répète la formule déjà utilisée sur la neutralité « pour le moment ». Il l'orne des épithètes sybillines : « Une neutralité non pas factice mais loyale, sincère, véritable ». Où va la politique extérieure argentine ?

A la suite du coup d'Etat et avec l'arrivée au pouvoir du général Ramírez, un homme fait une entrée modeste dans la vie politique argentine. On peut lire dans un entrefilet de la page 8 de *La Prensa* du 8 juin 1943 : « Le colonel Juan Perón, appartenant à l'infanterie, a été désigné hier chef du secrétariat du Ministère de la guerre ». Le colonel ne restera pas longtemps ni à ce poste, équivalent d'un sous-secrétariat d'Etat, ni à la page huit des journaux.

En attendant l'armée est réellement au pouvoir. Le 18 juin, par décret, le terme de provisoire, utilisé dans le titre officiel du gouvernement, est supprimé. Les militaires n'entendent donc pas rendre de sitôt le pouvoir aux civils. D'autant que si le président évoque des élections c'est à long terme et après avoir « guéri et reconstruit le pays » [9], notam-

8. Les Sueyro sont originaires de La Paz (Entre Rios), comme le nouveau président.
9. Discours du président prononcé le 15 juin, *La Prensa*, 16 juin 1943.

ment dans le domaine idéologique. Car, selon le genéral Ramírez, le gouvernement militaire s'est donné pour tâche de « rénover, en leur rendant une nouvelle vie, l'esprit national et la conscience patriotique qui ont été étouffés » [10], et de « donner un contenu idéologique argentin au pays tout entier ». Une pédagogie nationaliste serait l'objectif des nouveaux maîtres de l'Argentine, un style militaire de gouvernement, fait d'austérité et de travail, constitue le moyen d'un tel projet.

Comment la société politique argentine et l'armée en sont-elles arrivées là ?

Lectures d'un coup d'Etat ou la marche des dupes

La description même circonstanciée de ce qu'ont pu voir ou apprendre officiellement les témoins, éclaire bien peu une situation ou se superposent conflits multiples et alliances disparates.

On a vu dans les pages précédentes comment toutes les conspirations dirigées pourtant par des généraux prestigieux ont une à une échoué. Pourquoi le 4 juin un soulèvement qui semble improvisé réussit-il avec une aussi désarmante facilité ? Pourquoi la garnison de Campo de Mayo réagit-elle unanimement tandis qu'aucune unité ne s'oppose à sa marche sur Buenos Aires ?

La première explication pourrait être que les hommes qui s'emparent du pouvoir ne sont d'accord que sur cette seule démarche. C'est dans la confusion des mobiles et des arrière-pensées que s'ébauche « à chaud » un front militaire uni contre le gouvernement. Jusque-là, les conspirations éventées, abandonnées ou réprimées apparaissaient dans les secteurs nationalistes des forces armées. Malgré le rayonnement des chefs et une sympathie diffuse pour leur cause, le légalisme ou la prudence l'emportait. Les militaires pro-fascistes étaient isolés. Le coup de juin ne subit pas le même sort parce que, dans une union contre nature, nationalistes et pro-alliés, « germanophiles » et libéraux décident ensemble de passer à l'action, avec l'aval de l'Union civique radicale et de certaines personnalités du parti conservateur.

En fait, plusieurs complots aux objectifs distincts et même opposés se rejoignent pour faire cause commune. La convergence des oppositions militaires aux motifs divergents débouche sur une action unie que renforcent le mécontentement général, voire l'indignation qui parcourt les rangs de l'armée. Des griefs strictement professionnels en effet entraînent contre le gouvernement en place jusqu'à de pointilleux légalistes. Et qui irait défendre un président incapable de veiller à donner au pays les moyens d'une défense nationale efficace !

10. *Ibid.*

Le journal *Noticias gráficas,* dont le directeur proche des radicaux est l'ami du général Ramón Molina, publie, le lendemain du coup d'Etat, un éditorial intitulé « L'inquiétude patriotique pour la sécurité et la défense nationale a inspiré la révolution », qui se fait l'écho du sentiment de larges secteurs de l'armée :

> « Le Brésil s'agrandissait, changeait, devenait peu à peu, grâce à la discipline de la guerre, une nation mondiale et par le poids de sa position importante bien définie se transformait en leader du Sud du continent sur lequel l'Argentine avait exercé depuis les jours héroïques de l'Indépendance une influence indéniable et bienfaisante. Etions-nous en train de laisser passer notre heure ? Allions-nous par aveuglement rester à la traîne ? Le gouvernement du président Castillo ne voyait pas la situation, mais l'armée argentine la voyait ... La-bas, de vastes usines sidérurgiques, des aérodromes aux pistes interminables, ici, la corruption, l'intrigue politique... ».

En cette période de pénurie et de vie chère, les officiers sont particulièrement choqués par les scandales de la spéculation et les profits illicites que réalisent des personnalités proches des milieux gouvernementaux. Subissant en tant que consommateurs le sort commun de tous les Argentins, les militaires s'indignent d'autant plus de voir des gens en place accumuler des « fortunes de guerre » aux dépens de leurs concitoyens qu'ils estiment qu'on leur refuse les moyens de se préparer effectivement à faire la guerre.

La spéculation sur les pommes de terre, l'augmentation abusive du prix du sucre, devenu une denrée rare dans un pays possédant des excédents, touchent l'ensemble de la population. Mais l'état de siège imposé en décembre 1941 a permis au gouvernement de faire silence sur ces scandales. Il est de notoriété publique que deux ministres, Miguel Culuciatti (Intérieur) et Amadeo y Videla (Agriculture), ne sont pas étrangers aux opérations fructueuses sur les importations d'acier et au marché noir artificiellement provoqué des pneumatiques [11]. Ce sont eux, entre autres, « les sinistres personnages mus par les plus basses passions » que stigmatise la proclamation révolutionnaire et pour lesquels elle réclame un châtiment exemplaire. Le général Rawson répondant à l'indignation de ses camarades aurait même souhaité faire fusiller sur le champ les deux ministres suspects [12].

Mais l'étincelle qui mit le feu aux poudres, le véritable détonateur du soulèvement, est à rechercher dans les vicissitudes de la succession présidentielle. Le problème de la candidature officielle, la manière dont on tenta de l'imposer, la personnalité du candidat firent, dans les milieux militaires, l'unanimité contre Castillo et le régime qu'il incarnait.

11. Josephs (Ray), *Argentine diary*, New York, Random House, 1944, p. 14 et 31. Sur les spéculations notamment sucrières voir *Noticias gráficas* du mois de mai.

12. *Ibid.*, et Real (Juan José), *op. cit.*, p. 64.

La coalition conservatrice au pouvoir n'a pas de candidat « naturel ». Le Cincinnatus de l'oligarchie, en réserve de la République depuis 1938, le général Justo, est mort le 11 janvier 1943, très près de l'objectif qu'il avait si obstinément caressé. Dans l'*establishment* politique argentin aucune personnalité nationale ne s'impose. Alvear, qui ne manquait pas de prestige même dans les milieux conservateurs et pouvait être accepté par l'armée, a disparu quelques mois avant son ministre de la Guerre. Les radicaux sont sans chefs.

Castillo croit donc pouvoir jouer, sans créer des remous, son rôle de grand électeur. Il suggère à ses amis, dès février 1943, que pour les élections présidentielles de septembre, le président du Sénat, Robustiano Patrón Costas, pourrait être un excellent candidat. Il prend soin de préciser qu'il verrait avec plaisir le radical antipersonnaliste Manuel de Iriondo, gouverneur de la province de Santa Fe, l'accompagner à la vice-présidence.

Ce choix n'est pas sans éclairer a posteriori la gestion gouvernementale du président « neutraliste ». Il vise en effet avant tout à prolonger la Concordancia des conservateurs et radicaux antiyrigoyénistes, c'est-à-dire à poursuivre l'expérience d'un pouvoir assis sur les notables traditionnels, quelle que soit la tradition politique à laquelle ils se rattachent. Pour Castillo, il est primordial, voire vital, pour le pays et les intérêts de sa classe dirigeante, d'empêcher le retour au pouvoir des radicaux orthodoxes, d'un parti populaire dont la démagogie électoraliste ouvre la porte à la subversion. Le problème international est secondaire dans ses préoccupations.

Le dauphin pressenti, Patrón Costas, appartient à une puissante famille d'industriels sucriers de la province subtropicale de Salta, près de la frontière bolivienne. Très représentatif de l'aristocratie qui règne sans partage sur une province populeuse aux structures sociales archaïques, le sénateur Patrón Costas a été ministre puis gouverneur de Salta. Auprès de l'opinion conservatrice il apparaît comme un homme politique de grande expérience et un industriel dynamique dont « l'œuvre en matière d'éducation et de développement, dans le Nord du pays, était connue de tous et unanimement estimée »[13].

Remarquons au passage que la personnalité et les intérêts représentés par Patrón Costas infirment largement une hypothèse acréditée par de multiples auteurs quant à la fonction socio-économique de l'armée dans le coup d'Etat de 1943. Selon cette interprétation, les officiers « industrialistes » se seraient soulevés pour protéger les fragiles industries argentines menacées par le retour à une économie de paix et l'élection d'un président conservateur enclin à défendre les intérêts agraires. L'armée serait en quelque sorte l'expression ou le tuteur d'une bourgeoisie indus-

13. *La Fronda* pendant presque tout le mois de mai publie en première page un « encadré » intitulé « Une grande œuvre argentine », consacré à El Tabacal, *l'ingenio* de M. Patrón Costas.

trielle incapable de se défendre par ses propres moyens[14]. Or, Patrón Costas est un industriel dont la production nécessite une protection douanière. Son frère représente d'ailleurs l'entreprise familiale à l'Union industrielle argentine. Le projet programme de la Concordancia, ébauché en avril 1943, comporte la protection des industries et la création d'un organisme de crédit industriel.

Cette qualité d'industriel moderne devrait valoir à Patrón Costas la sympathie des militaires. Le paternalisme social dont il use à l'égard des *peones* de son *ingenio* El Tabacal ne serait pas pour déplaire. Pourtant, il a fait mauvaise presse dans l'armée où on le considère comme un « négrier »[15], un exploiteur dur et sans scrupule. Car le président du Sénat est un féodal, et les légendes qui courent sur la manière brutale dont ce baron du sucre administre les biens et les personnes sur ses vastes domaines, heurtent la sensibilité républicaine, encore radicale ou plutôt « mésocratique » des cadres de l'armée, et leur sens de l'Etat. Les représentants des classes moyennes des villes du littoral ne se sentent guère d'affinités avec l'aristocratie coloniale des provinces du Nord, même si l'ancienneté de son lignage et son « authenticité » nationale leur imposent le respect. Et dans le cas du « tsar de l'industrie sucrière », la hausse injustifiée du prix du sucre, dont il est l'heureux bénéficiaire, n'invite guère à une déférence excessive.

Où se situe Patrón Costas en politique internationale ? Vers quel camp le portent ses sympathies ? S'il devenait président, poursuivrait-il la politique de neutralité de Castillo ou s'alignerait-il avec tous les autres pays du continent aux côtés des Nations Unies, comme on appelle désormais les puissances alliées ? L'ambiguïté politique de la position du président du Sénat n'a d'égale que le silence délibéré dont lui-même et ses partisans entourent ce sujet brûlant.

La presse et les milieux diplomatiques américains pensent que *for business motives*[16] Patrón Costas se rapprochera des Alliés. Il a de nombreux amis aux Etats-Unis. Les industriels ont un pressant besoin des biens d'équipement que seuls les Nord-Américains sont en mesure de fournir. La sûreté des débouchés et des communications vers l'Europe les préoccupe moins. Patrón Costas est vraisemblablement favorable à la rupture des relations diplomatiques avec les pays de l'Axe. Mais ses conceptions politiques et ses pratiques sociales le portent à l'extrême-droite et le rapprochent des nationalistes autoritaires, admirateurs des fascis-

14. C'est la thèse de la gauche nationaliste, à la fois péroniste et marxiste. Cf. Ramos (Jorge Abelardo), *Revolución y contra-revolución en la Argentina*, Buenos Aires, Amerindia, 1957 ; Hernández Arregui (Juan José), *La formación de la conciencia national (1930-1960)*, Buenos Aires, Hachea, 1960 ; Perelmán (Angel), *Como hicimos el 17 de octubre*, Buenos Aires, Coyoacán, 1961, p. 40-42 ; Belloni (Alberto), *Del anarquismo al peronismo, historia el movimiento obrero argentino*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1960, p. 47-48.

15. Selon le lieutenant-général Benjamín Rattenbach, entretien avec l'auteur le 6 mai 1970.

16. Josephs (Ray), *op. cit.*, p. 33.

mes. Partisans d'une société hiérarchique rigide, il appliquerait volontiers au pays tout entier la manière forte qui lui à si bien réussi à El Tabacal. Aussi l'ambassade allemande ne le voit pas d'un mauvais œil [17] malgré (ou à cause de) ses relations excellentes avec la Chambre de commerce argentino-britannique. Ambigu ou inconsistant, il n'offre aucune garantie ni aux neutralistes de l'entourage de Castillo ni aux « rupturistes » de l'autre bord.

Sur un point au moins la position de Patrón Costas est claire et nette : la fraude. Le président élu du Sénat est pour la fraude, sans réserve ni faux-fuyant. Le journal d'extrême droite *La Fronda*, principal support de la candidature qui organise une campagne de signatures en sa faveur, dénonce à longueur de numéro l'illusion du vote secret. « Qui dit démocratie, dit publicité de tous les actes de la vie politique. L'isoloir est un anachronisme. Chacun doit assumer la responsabilité de son vote. Pas de mystère ! » lance un éditorial du 31 mai. On comprend d'ailleurs que le hobereau de El Tabacal apprécie peu que les *peones* de son *ingenio* « modèle » lui dissimulent perfidement leurs préférences électorales. Patrón Costas lui-même, dans le discours « qu'il aurait dû prononcer à la convention du Parti démocrate national, à l'occasion de la proclamation de sa candidature à la présidence » le 4 juin 1943, prend la défense de la fraude en attaquant « une fraude bien plus pernicieuse que l'autre : l'action démagogique des partis qui trompent le peuple par des promesses fallacieuses ... ou qui paient les services électoraux par des emplois publics » [18].

La candidature officielle imposée sans consultation préalable par le président crée des remous au sein même du parti conservateur et dans les allées de la Casa Rosada. La mort du général Justo avait éveillé les appétits. Le potentat de Salta n'est pas une personnalité populaire au sein de son propre « parti ». Sa candidature n'a d'ailleurs pas le bénéfice de la priorité. Dès le 24 janvier 1943, on apprend que le ministre de l'Instruction publique, Guillermo Rothe, conservateur de Córdoba, est sur les rangs. Quelques jours plus tard, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Rodolfo Moreno, lance à son tour sa pré-candidature.

Le diktat présidentiel ruine tous ces espoirs. Cependant, de la déclaration de Castillo en faveur de Patrón Costas jusqu'au début du mois d'avril, la lutte entre les « candidats » se poursuit dans la plus grande confusion. Pression des caudillos locaux, négociations fiévreuses des personnalités influentes, rien n'y fait. Salta l'emporte sur Buenos Aires. Le 12 avril, Rofolfo Moreno démissionne de son poste de gouverneur de

17. On prétend en effet que les marins rescapés du bateau de guerre allemand *Graf Spee*, coulé à l'issue d'un combat naval dans le Rio de la Plata, auraient trouvé refuge sur les domaines de Patrón Costas qui en aurait fait l'encadrement de ses *peones*.

18. Patrón Costas (Robustiano), « Discurso que debió pronunciar en la Convención del partido democrático nacional con motivo de la proclamación de su candidatura à la presidencia de la nación », (Buenos Aires), s.e., 1943, p. 16.

Buenos Aires avant que le gouvernement ne place la province sous contrôle fédéral, *intervención.* La voie est ouverte à la fraude. Le candidat officiel sera « élu », sans difficulté, président.

Par les soins des aspirants dépités, l'affaire fait grand bruit. Les militaires suivent avec consternation ces pratiques peu édifiantes. Nombreux sont ceux qui se déclarent prêts à refuser de cautionner une nouvelle violation de la Constitution en faveur d'un personnage aussi contesté et, à leurs yeux, aussi contestable.

Pour les secteurs nationalistes de l'armée, l'issue des élections paraît sombre. Ou bien, les élections ont lieu selon le vœu du président, et le successeur de Castillo ne présente guère pour eux d'assurance en matière de défense et de politique étrangère ; le bruit court que le premier acte de Patrón Costas serait de rompre les relations diplomatiques avec l'Axe. Ou bien le suffrage universel secret est respecté sans fraude ni violence, et le candidat de l'Union démocratique, ce « front populaire » si redouté, l'emporte. Dans ce cas, la victoire des secteurs pro-alliés est totale, et l'on peut s'attendre à un revirement de la politique extérieure du pays, peut-être même à son entrée en guerre.

Pour éviter ce dilemme, il n'existe pas d'autre solution que la fuite en avant dans le coup d'Etat, qu'il soit préventif ou curatif. Mais, pour les libéraux, il faut empêcher par tous les moyens la farce électorale qui se prépare. Il est urgent d'imposer une modification de la politique extérieure du pays dans le sens de la solidarité interaméricaine. Le rapprochement avec les Nations Unies permettrait notamment d'obtenir, dans le cadre de la loi prêt-bail, les équipements qui font si cruellement défaut. Ainsi naît un accord circonstanciel sur la nécessité d'agir. A travers des centaines de conversations ou d'échanges de vues, de réunions organisées ou informelles de la fronde désabusée au complot isolé, le microclimat du coup d'Etat se met en place.

Un incident inattendu vient précipiter les événements. Les radicaux et leurs alliés ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un candidat présidentiel. *La Fronda* a beau jeu de se gausser, à quelques mois des élections, de la « désunion démocratique » [19]. Face au déroulement prévisible des opérations électorales, certaines personnalités de l'opposition prônent l'abstention pure et simple. D'autres penchent pour un stratagème qui dissuaderait le gouvernement de truquer les élections. Plusieurs dirigeants de l'Union civique radicale rendent visite, à la fin du mois de mai, au ministre de la Guerre pour lui offrir la candidature présidentielle [20].

19. *La Fronda*, 16 mai 1943.

20. Voir *Noticias gráficas*, 3 juin 1943. *La Fronda*, 1er juin 1943 publie le « démenti » du général Ramírez. Le déroulement de la crise, tel qu'il transparaît dans ces deux journaux, nous a été confirmé par le secrétaire de Ramírez, le colonel Augusto Rodriguez (entretien cité).

Le général Ramírez, dit-on, rapporte loyalement cette offre au président qui lui demande sur le champ une déclaration publique énergique condamnant le procédé. Ramírez, le 1er juin, se contente de démentir les « rumeurs » qui le font apparaître comme désireux « d'imposer (sa) candidature à la présidence, en faisant usage, pour cela, des prérogatives de sa charge ».

Manœuvre désespérée de dernière heure ou tactique indirecte d'une subtilité bizantine, l'offre paradoxale de la candidature présidentielle au général Ramírez équivaut à une sorte de coup de force. En cas d'acceptation, qui oserait truquer les élections au détriment du chef de l'armée ! Le général Ramírez passe, depuis 1930, pour antilibéral et nationaliste. Mais cet homme de convictions fragiles est facile à convaincre. On assure que, préoccupé par le problème des fournitures d'armement, il est désormais « rupturiste »[21]. Enfin, les radicaux ne manquent jamais de faire confiance à l'esprit démocratique de l'armée.

Quoi qu'il en soit, Castillo trouve la déclaration de son ministre insuffisante et lui demande de présenter sa démission. La nouvelle de la destitution de Ramírez fait le tour des garnisons métropolitaines. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les milieux militaires entrent en effervescence. L'armée ressent le limogeage de son chef comme une insulte, un acte de despotisme d'autant plus condamnable qu'il a pour cause l'opposition des militaires au trucage des élections. Pro-radicaux, nationalistes ou légalistes apolitiques sont également indignés par cette mesure peu opportune.

Un groupe de comploteurs nationalistes, le GOU, dont font partie le capitaine Filippi, gendre et secrétaire privé du général Ramírez, et le lieutenant-colonel Enrique P. González, secrétaire-adjoint du ministère, décide de passer à l'action sans tarder. Leur stratégie révolutionnaire à peine ébauchée compte comme une pièce maîtresse la présence d'un général ami à la tête du ministère ; ils n'ont pas une minute à perdre. Ramírez accepte le principe directeur de l'action conspiratrice du GOU : les troupes doivent être commandées par leurs « chefs naturels ». Il confie au général Rawson, qui complotait de son côté avec ses « voisins » les amiraux Saba Sueyro, compatriotes du général Ramírez, sa volonté de résister à Castillo.

Le général Ramírez, soucieux de ne pas se mettre en avant pour ne pas donner au soulèvement un aspect de règlement de comptes personnel et ne pas être accusé d'avoir abusé de son poste, charge Rawson de réunir les chefs d'unité à Campo de Mayo et de prendre la direction des troupes. Le colonel Elbio Anaya, chef de la première division de cavalerie qui commande la garnison, accepte d'organiser la réunion. Elle a lieu à l'Ecole de cavalerie, dans la nuit du 3 au 4 juin, sous la présidence du général Rawson.

21. Weill (Félix), *Argentine riddle*, New York, John Day, 1944, p. 26.

Sur une quinzaine d'officiers supérieurs qui participent à ces délibérations, deux seulement font partie du cercle intérieur du GOU : les colonels Emilio Ramírez et Eduardo Avalos. Le lieutenant-colonel Enrique P. González ne se joint à eux que tard dans la nuit. Il accompagne le général Ramírez qui, à la demande du président, effectue une brève visite à Campo de Mayo pour calmer les esprits [22] !

Le général Rawson expose brièvement la situation dont le fait saillant est la destitution imminente du général Ramírez qui jouit de la confiance de tous ses subordonnés. Le réflexe professionnel joue à plein. Pour les officiers présents, l'autonomie de l'armée est implicitement évoquée. C'est donc le président qui a perdu la confiance des militaires. Les officiers de Campo de Mayo approuvent le plan présenté par Rawson pour déposer le président Castillo, le 4 au matin. Rawson fixe comme objectif à la sédition d'empêcher la répétition d'élections truquées et de respecter les engagements internationaux du pays, c'est-à-dire le pacte de Rio impliquant la rupture des relations diplomatiques avec les pays de l'Axe.

La majorité des officiers qui participent à cette conspiration improvisée répudient en bloc toute la politique du régime, même la neutralité. Sont-ils pro-alliés ? Le colonel Elbio Anaya, assez proche du parti conservateur, qui joue un rôle capital dans la préparation du putsch puisqu'il signe l'ordre de marche, l'est sans doute ; mais les autres ? Les nationalistes brillent par leur silence ou leur absence. Perón, mis au courant par Enrique P. González, et son chef, le général Farrell, restent à Buenos Aires et attendent l'arrivée de la colonne révolutionnaire au Cercle militaire [23].

En cas de succès de la révolution, le général Arturo Rawson se propose d'installer à la Maison Rose un triumvirat militaire composé de deux généraux (dont lui-même) et d'un marin de haut rang qui ne serait autre que l'un des deux contre-amiraux Sueyro. Cette formule n'aboutit pas ; le général Ramírez, appelé à être le troisième homme, se refuse à jouer les potiches et préfère que chacun prenne ses responsabilités. Rawson assume donc la présidence provisoire après avoir consulté le ministre de la Guerre, les deux amiraux Sueyro et le colonel Elbio C. Anaya, en tant que représentant des chefs d'unité [24].

Il se croit assez fort pour imposer le cabinet de son choix. Mais il oublie que sa légitimité militaire est nulle. Nouveau venu dans les

22. Récit dans le mémoire manuscrit remis à l'auteur par le général Elbio Carlos Anaya le 4 mai 1970 (ci-après Memo-Anaya). On trouve une version très proche de cette source dans les lettres d'un « militaire anonyme » « Entretelones militares de las revoluciones del 4 y 6 de junio », *La Vanguardia*, 4 juin 1946.

23. Voir le témoignage du général Elbio C. Anaya (entretien avec l'auteur le 29 août 1969) qui confirme les témoignages du colonel Enrique P. González et du général José María Sosa Molina recueillis par le professeur Fayt, le 13 octobre 1965 et le 30 septembre 1965 respectivement (Archives Fayt).

24. « El general Rawson formuló declaraciones ayer en Río de Janeiro », *La Prensa*, 7 décembre 1943.

milieux *golpistas*, il complotait au sommet sans avoir des rapports étroits avec les officiers au contact de la troupe. Il n'est pas le chef des unités qui ont marché sur Buenos Aires puisque le colonel Anaya en a pris seul, administrativement, la responsabilité. Il n'apparaît à personne comme le chef du mouvement dont on attribue le paternité au ministre de la Guerre. La composition de son ministère, où ne figure aucun des participants ou inspirateurs du coup d'Etat, est d'une totale maladresse. Les nobles vieillards du Jockey Club en imposent peu aux ardents colonels qui n'ont aucun respect pour les notables et souhaitent contrôler le pouvoir de près.

Les colonels, qui se sont réunis en hâte pour examiner la situation, font savoir sans ménagement au président provisoire qu'ils n'ont pas « fait la révolution » pour permettre au général Rawson de gouverner le pays à sa guise. Le président provisoire, plutôt que de modifier la composition de son cabinet, préfère démissionner lorsqu'il se voit privé « de la liberté d'action nécessaire »[25]. Ramírez, l'ami des « colonels », devient alors président.

Le GOU et les colonels : mythe et réalité

La chute de Rawson révèle l'existence d'un pouvoir derrière les généraux. Les auteurs du coup d'Etat n'ont pas les premiers rôles. Le bruit court que Rawson est tombé parce qu'en formant son cabinet il avait oublié une dizaine de colonels de la 1re et de la 2e division, qui ont conçu le plan du soulèvement. Les colonels sont les plus hauts gradés qui commandent la troupe ; il est normal que pour connaître le véritable sens d'une intervention militaire la devise « cherchez le colonel » soit opérante. La pression des colonels, facilitée par le caractère falot des généraux révolutionnaires, va prendre une importance décisive. Mais plus décisif encore est le mythe de leur force et de leur cohésion, qui naît peu à peu. Le fantôme des colonels hante les couloirs de la Maison Rose et du Ministère de la guerre. Tout naturellement, les habiles monœuvriers du GOU vont utiliser à leur profit cette envahissante statue du commandeur, pour éliminer notamment les officiers pro-alliés ou antinationalistes.

L'exécution du coup d'Etat, comme nous l'avons vu, ne doit pas grand-chose aux « officiers unis ». Les lieutenants-colonels en majorité « rupturistes », qui ont pris sur eux tous les risques de la sédition, ont-ils tiré les marrons du feu pour les machiavels discrets de la loge pro-fasciste ? Le grand chef d'orchestre du GOU se contente-t-il de manœuvrer ses pions à distance ? Le mystère, comme le sommeil de la raison, engendre les monstres, mais on ne prête qu'aux riches. En tout

25. *Ibid.*

cas, l'abondante littérature polémique, apologétique, voire historique [26], qui entoure l'existence du GOU, en tant que tel, mérite de retenir l'attention. En dénonçant le petit groupe plus ou moins informel des « officiers unis » comme une organisation structurée, dotée d'instances dirigeantes, d'une presse, de règlements contraignants, on a donné libre cours aux interprétations délirantes ou rocambolesques du coup d'Etat de juin 1943. Le fameux GOU n'a jamais été — quoi qu'en aient pensé réellement ou pour les besoins du combat politique les partisans des Etats-Unis et les antipéronistes — un puissant réseau nazi au sein de l'armée qui œuvrait pour la conquête du continent par Hitler [27]. A la décharge de telles élucubrations, reconnaissons que les colonels, qui ont lancé, pour intimider la classe politique et leurs supérieurs, l'image d'un GOU tentaculaire et irrésistible, n'ont récolté que ce qu'ils avaient semé. On ne récrit pas l'histoire impunément.

Une fois fermée cette parenthèse, voyons ce qu'a été, avant et après le coup d'Etat, cet insaisissable GOU. D'après les témoignages que nous avons recueillis auprès de ses membres survivants et à l'issue des recoupements nécessaires pour corriger la part d'auto-justification ou de fidélité à leur propre personnage historique, nous pouvons, en dépit de quelques zones d'ombre, resituer les choses à leur place.

Le GOU fut d'abord un groupe de liaison assez lâche entre jeunes officiers supérieurs partisans de rétablir la discipline et la morale dans l'armée, puis de redresser le pays que la corruption, selon ses membres, menait tout droit au communisme [28].

Le colonel Juan Domingo Perón est le nerf moteur de ce club. Il impressionne ses compagnons « par sa clarté d'expression et de conception et ses connaissances politiques et historiques » de grand voyageur et de professeur à l'Ecole de guerre. Les fondateurs (dix-neuf à vingt officiers) qui forment le noyau initial sont des amis qui ont décidé de se rencontrer régulièrement, soit chez le colonel Saavedra, soit dans l'appartement du colonel Mittelbach, parce qu'ils partageaient des inquiétudes communes. Ils concluent à la nécessité d'organiser et d'unifier les officiers de toutes les garnisons. Des contacts sont pris dans les centres de province. Ainsi, lorsque éclate la révolution, « quelques chefs de la garnison de Salta, aussitôt qu'ils sont assurés de son succès, organisent des

26. Voir notamment Orona (colonel Juan V.), *La logia militar que derrocó a Castillo*, Buenos Aires, s.e., 1966, et Enrique Díaz Araujo, *El GOU en la revolución de 1943. Una experiencia militarista en la Argentina*, Mendoza, Universidad nacional de Cuyo, Facultad de ciencias politicas y sociales, Instituto de ciencias politicas, 1970, multigr.

27. Interprétation avancée sans preuves, en particulier par Silvano Santander dans son livre *Nazismo en la Argentina. La conquista del ejército*, Buenos Aires, Pueblos unidos, 1945, et *Técnica de una traición. Juan D. Perón y Eva Duarte, agentes del nazismo en la Argentina*, Montevideo, 1953, (2e édition). C'est la version officielle qu'adopte, en 1946, le Département d'Etat des Etats-Unis dans le Livre bleu sur la situation argentine. Department of State, *Consultation among the American Republics with respect to the Argentine situation*, Memorandum of the US government, Washington, février 1946, 86 p.

28. Cf. témoignages déjà cités des généraux Lagos et José María Sosa Molina.

réunions dans les casernes ... en se déclarant agents de la loge GOU qui s'attribuait la paternité de la révolution »[29]. Lorsque le coup a lieu, le GOU se trouve en effet en pleine « campagne de recrutement »[30].

Perón et Enrique P. González sont assurément tentés par les expériences autoritaires de l'Europe méditerranéenne, mais tous les membres du cercle intérieur du GOU, pour ne rien dire des « correspondants » ou « sympathisants » dans les garnisons, ne partagent pas leur admiration. Les frères Juan Carlos et Miguel Montes, chez lesquels se seraient tenues les premières réunions politiques des futurs fondateurs du groupe, sont connus comme radicaux. Néanmoins, la mainmise des idéologues d'extrême droite antilibéraux et intégristes[31] marque la tonalité doctrinale de ce groupe dont la définition, à mi-chemin entre une association professionnelle et une conspiration putschiste en pleine maturation, reste très mouvante.

Sous le profil des colonels du GOU en 1943, on reconnaît bien souvent les capitaines ou les commandants uriburistes de 1930. Les seconds rôles de septembre sont devenus les protagonistes de juin. Emilio Ramírez, Juan Perón, Urbano de la Vega, fondateurs du GOU, appartenaient à l'Etat-major révolutionnaire antiyrigoyéniste. Bien d'autres putschistes de 1943, sans avoir des responsabilités au même niveau, avaient suivi « la promenade militaire » du lieutenant général Uriburu.

Rappelons que le général Ramírez, encore colonel, défendit publiquement les projets de réforme constitutionnelle de son chef. Ce n'est donc pas un hasard si la journée du 6 septembre est solennellement commémorée comme fête nationale par décret des nouvelles autorités. Et Perón souligne cette filiation dans un discours qu'il prononce en 1946, lorsqu'il précise : « Nous avions constitué un organisme sérieux, injustement diffamé, le fameux GOU. Le GOU était nécessaire pour que la révolution ne dévie pas de sa route, comme la révolution du 6 septembre »[32].

Pour les officiers du GOU, le coup d'Etat, improvisé et dirigé par des hommes qui ne pensent pas comme eux, ne comble pas leurs espoirs. Ils ont été pris de vitesse. Il leur faut donc récupérer le pouvoir en manœuvrant discrètement et, en même temps, l'armée restant la « grande muette », s'imposer comme porte-parole des chefs d'unités, donc de tous les officiers qui comptent. Par leurs contacts dans les garnisons de province, ils n'auront pas de mal à modifier profondément l'image (et le contenu) du coup d'Etat. D'autant que les hommes qui ont

29. Lanús (colonel Roque), *Al servicio del ejército*, Buenos Aires, s.e., 1946, p. 30.

30. D'après les documents du GOU. *Noticias*, n° 5, in *La Vanguardia* 15 janvier 1946 (texte reconnu authentique par d'anciens dirigeants du GOU, en 1969).

31. Le seul « penseur » civil qui travaille avec le GOU est Jordán Bruno Genta. D'où la tonalité antisémite et antimaçonique fréquente de certains textes-clés des bulletins du GOU (*Noticias*), Cf. Lezica (Manuel de), *Recuerdos de un nacionalista*, Buenos Aires, Astral, 1948, p. 132.

32. Cf. le Discours aux étudiants du 21 décembre 1945, de J.D. Peron, in *Tres revoluciones*, Buenos Aires, Escorpión, 1963, p. 93.

effectivement fait sortir l'armée des casernes sont des inconnus, inorganisés et discrets de surcroît. Le programme du GOU devient le programme de la révolution. Ses membres enflent par tous les moyens la part prise par la loge dans l'organisation d'une révolution dont ils endossent sans scrupule la pleine paternité[33]. Perón s'attribuait la rédaction de la proclamation révolutionnaire[34] et le titre modeste de chef d'Etat-major de la révolution.

En fait, le GOU, tel qu'il nous apparaît aujourd'hui et tel que l'histoire argentine le retient, ne naît effectivement qu'après la révolution de juin, comme une sorte de prolongation du Ministère de la guerre où le colonel Perón est chef du secrétariat. C'est là que s'impriment les circulaires du GOU sur les ronéos officielles. C'est là que sont convoqués, par le général Farrell, ministre de la Guerre, les chefs d'unité pour rencontrer le même Perón qui, dans les mois qui suivent le coup d'Etat, les presse d'adhérer au GOU. S'ils acceptent, ces officiers signent un engagement de fidélité au gouvernement militaire et à la personne de son chef, le général P. P. Ramírez[35]. Le GOU, c'est surtout cela : le moyen pour un petit groupe d'officiers, qui occupe les postes clés du Ministère de la guerre, de prendre en main l'armée en assurant sa cohésion politique et sa fidélité révolutionnaire. Perón et ses amis connaissent bien la sensibilité de leurs camarades et savent leur parler ; en outre, le poste apparemment peu prestigieux de chef du secrétariat est un argument irrésistible. Au ministère, tout passe par Perón, et Perón sait tout ce qui se passe dans l'armée. De plus, son ascendant sur le général Farrell lui donne de larges pouvoirs.

Il n'est pas le seul homme du GOU à occuper une position stratégique. Le capitaine Francisco Filippi est l'aide de camp du président, et le colonel Enrique P. González est chef du secrétariat de la Maison Rose (ce poste aura ultérieurement rang ministériel). Le colonel Eduardo Avalos, l'homme de la fusillade du 4 juin, devient chef de la garnison de Campo de Mayo. La direction de la police de la capitale fédérale revient au colonel Emilio Ramírez, le lieutenant-colonel Julio Lagos préside le

33. Dès le 13 juin, la rumeur court que c'est un petit groupe de colonels très décidés et unis qui a organisé le coup et que le *primus inter pares* de ce pouvoir derrière le trône s'appelle Perón. Cf. Josephs (Ray), *op. cit.*, p. 38. Le 25 juin, l'hebdomadaire *Ahora*, dirigé par des nationalistes, présente le secrétaire du Ministère de la guerre comme le chef de la révolution. Il est vrai qu'il s'agit d'un article minuscule perdu au milieu d'une page, mais il y a une photo.

34. Perón a rappelé à plusieurs reprises sa participation directe au coup d'Etat comme auteur, notamment dans un discours prononcé à La Plata, le 10 août 1944. Un plumitif stipendié, prologuant un recueil de ses discours en 1944, rappellera que la fameuse proclamation fut fébrilement écrite en quelques minutes dans la nuit du 3 juin. Et de comparer Perón à Napoléon ou Jules César pour l'art des proclamations (César Carrizo, prologue de Perón (colonel Juan D.), *El pueblo quiere saber de qué se trata*, Buenos Aires, s.e., 1944). Certains acteurs de premier plan dans le coup d'Etat nient que Perón ait écrit la proclamation révolutionnaire. C'est le cas du général Elbio Anaya (interview citée). D'autres, et non des moindres adversaires du colonel comme le colonel Enrique P. González, confirment les déclarations de Perón.

35. Cf. Orona (colonel Juan V.), *op. cit.*, et Güemes (Gontrán de, pseudonyme), *Asi se gestó la dictadura*, Buenos Aires, Rex, 1956, p. 91.

deuxième bureau de l'armée de terre. Les officiers syndiqués du GOU n'obtiennent pas seulement par intrigue ces postes politiquement de premier plan. Certes, le général Ramírez qu'ils entourent et flattent est pour beaucoup dans leur élévation et dans ce « noyautage » de l'appareil d'Etat. Mais leur propre prestige, plus que leurs mérites révolutionnaires, a joué. Perón ou González, par exemple, sont des officiers brillants, bien notés, plus ouverts, cultivés et diserts que la plupart de leurs camarades. Leurs qualités humaines, leur ascendant les imposent aussi bien à leurs égaux qu'à leurs subordonnés. Ce sont des officiers politiques sur lesquels leurs supérieurs au gouvernement peuvent se reposer. De là à dire que ceux-ci sont manipulés par ceux là ...

Le grossissement de l'importance du GOU, l'image déformée de sa véritable nature semblent répondre à une tactique délibérée pour confisquer la révolution. Mais l'opposition au gouvernement militaire se fait complice de cette demi-supercherie. Le pouvoir occulte d'une camarilla tapie dans l'ombre ne peut avoir que des desseins inavouables. Si le GOU est seul responsable du coup d'Etat et de la conduite du gouvernement militaire, l'armée est donc innocente, démocratique, vierge de toute pensée totalitaire. Les officiers nazi-fascistes du GOU ont perverti et égaré une institution traditionnellement constitutionnaliste et apolitique. Haro sur le GOU ; et vive l'armée !

Ainsi, comme on ne prête qu'aux riches, les nationalistes du GOU se voient crédités d'une proclamation impérialiste, hitlérienne, grossièrement datée du 3 juin 1943, qui parle d'établir une « dictature de fer » à l'exemple de l'Allemagne et, à l'exemple d'Hitler, d'imposer la volonté de l'Argentine à tout le continent sud-américain [36]. Le style boursouflé, l'insistance volontairement appuyée sur la référence nazie, les révélations politiques faussement naïves, les affirmations d'un cynisme primaire, permettent de conclure au caractère apocryphe de ce tract. Une étude comparée de la syntaxe et du vocabulaire prouve qu'il n'a pas été écrit par des militaires pour des militaires. Ce faux a pourtant beaucoup servi. Les protagonistes de la révolution n'en ont pas eu connaissance. Est-ce une manœuvre des adversaires du groupe trop entreprenant des officiers nationalistes destinée à déconsidérer le GOU, à le présenter comme une secte totalitaire ? On a avancé que ce texte, écrit longtemps après le coup d'Etat, en pleine lutte pour le pouvoir, provenait de cer-

36. Ce « mystérieux tract », comme l'appelle le socialiste Nicolas Repetto, qui en donne le texte in extenso (in *Mi paso por la política*. Buenos Aires, Santiago Rueda, 1957, p. 271-272), dit textuellement : « Notre mission est de rendre possible et induscutable notre hégémonie ». Entre autres perles on relève celles-ci : « L'Allemagne en moins de 20 ans a parcouru un chemin fantastique ... Une dictature de fer fut nécessaire pour imposer au peuple les sacrifices nécessaires à ce formidable programme. Il en ira de même en Argentine. Notre gouvernement sera une dictature inflexible même si au commencement nous devons faire les concessions indispensables pour nous installer solidement ... A l'exemple de l'Allemagne, grâce à la presse contrôlée (*sic*), au cinéma, au livre, à l'Eglise et à l'éducation, on inculquera au peuple l'esprit favorable pour entreprendre le chemin héroïque qu'on veut lui faire parcourir ».

tains hommes du GOU eux-mêmes[37] ; qu'il était adressé à l'opinion publique et destiné à accréditer le caractère « nationaliste », « pro-fasciste » de la révolution de juin pour écarter définitivement l'idée que le soulèvement militaire était pro-allié ou favorable à la démocratie. S'il en était ainsi, l'auteur se serait surpassé. Il est douteux que les militaires nationalistes, même désireux de faire du GOU un loup-garou ou un épouvantail, aient pu se peindre volontairement sous d'aussi noires couleurs et donner ainsi des armes à leurs adversaires. La situation intérieure autant que la conjoncture internationale particulièrement délicate de 1943 rendent une telle hypothèse peu plausible.

Sauf à considérer qu'il s'agit d'une tentative de provocation qui tendrait à envenimer les relations du nouveau régime avec les Etats-Unis, on ne peut guère croire que des militaires argentins, si férus de géopolitique et attentifs au déroulement du conflit mondial, puissent exprimer, en juin 1943, une aussi tapageuse confiance dans l'avenir du « Reich millénaire ». L'année 1943 est celle du reflux des puissances de l'Axe. Le 2 février, le général von Paulus s'est rendu avec les survivants de son armée à Stalingrad, le Verdun de la seconde guerre mondiale. L'Afrika Korps bat en retraite devant les Alliés. Le 10 juillet, c'est le débarquement en Sicile. La grande presse argentine se fait l'écho de tous ces revers que personne ne peut ignorer.

Nous ne nous attarderons donc pas sur les versions polémiques fondées pour l'essentiel sur ce texte d'une authenticité douteuse et qui font de la révolution de juin un « coup d'Etat nazi », téléguidé par les services de sécurité et de renseignement du III^e^ Reich pour établir en Amérique une tête de pont de l'Axe[38]. Le Picrochole de Berlin avait cette année-là d'autres chats à fouetter en Europe et en Afrique. Il est impensable que les officiers argentins aient songé à voler au secours de la victoire de l'Europe totalitaire justement au moment où l'offensive alliée portait ses fruits. L'occupation défensive de la zone Sud de la France ne peut pas passer pour un brillant succès des armes hitlériennes[39]. Pour ne rien dire de l'explication du coup d'Etat nazi-fasciste par la volonté des dignitaires hitlériens, conscients de leur chute imminente, de fonder en Amérique « un bastion du totalitarisme d'où ils puissent préparer leur

37. « Un documento " apocrifo "que parece auténtico », *La Vanguardia*, 15 janvier 1946. En fait, *La Vanguardia* n'avance aucune preuve mais des arguments polémiques : « Cette proclamation est peut-être apocryphe mais des hommes de la dictature ont dit des choses semblables sur le rôle dirigeant de l'Argentine ».

38. La source la mieux documentée sur cette prétendue collusion est le Livre bleu du Département d'Etat, dont les preuves recueillies par les services de renseignement des Etats-Unis sont de deux ordres : « Conspiration avec l'ennemi pour obtenir de l'Allemagne des armes » (p. 1), ce qui ne prouve rien, et relations suivies de militaires de haut rang avant et après le 4 juin avec l'ambassade et les milieux économiques allemands (passim). Le Département d'Etat a une fâcheuse tendance de voir alors des nazis partout, comme plus tard des communistes.

39. Prétendre que les officiers argentins ne sont pas au courant des revers de l'Axe, soit parce qu'ils sont informés avec retard, soit parce qu'ils sont intoxiqués par la propagande nazie, ne résiste pas à l'examen de la grande presse argentine et des publications militaires.

revanche »[40]. De telles fantaisies historiques, qui donnent la mesure de l'échauffement des passions, relèvent de la science-fiction et se situent hors de notre domaine.

La dictature et l'ordre militaire

• Le cabinet du général Ramírez est formé d'éminents gradés des deux armes aux sensibilités politiques disparates. Ils ne sont guère d'accord que sur un point : faire régner l'ordre. La nécessité d'imposer un régime capable par son autorité morale et sa robustesse institutionnelle de résister aux turbulences politiques prévisibles à la fin du conflit mondial, est apparue comme l'idée-force qui a réuni officiers nationalistes et libéraux, activistes et « apolitiques ». Le spectre de l'agitation ouvrière et de la subversion anarchiste ou communiste émeut également tous les militaires argentins. Les nationalistes, les hommes du GOU craignent l'arrivée au pouvoir d'un « front populaire » où les communistes seraient représentés. Des militaires pro-alliés ou conservateurs évoquent avec inquiétude l'embrasement de 1919-1920. Il faut rappeler que le signataire de l'ordre de marche de Campo de Mayo, le colonel Elbio C. Anaya, a été, en 1920-1921, le chef d'un des détachements militaires chargés de réprimer les grévistes « bandits » de Patagonie et l'adjoint du tristement célèbre lieutenant-colonel Varela[41]. Le colonel de 1943 n'a sans doute pas oublié le traumatisme causé à l'armée par la mission qui lui fut imposée alors. En juin 1943, Anaya est ministre de l'Education nationale.

Aussi, les premières mesures du gouvernement militaire s'attaquent-elles aux partis ouvriers et aux syndicats. Pour bien marquer sa volonté d'épuration et donner le ton de son gouvernement, le général Rawson était, dit-on, décidé à faire fusiller d'entrée de jeu Emilio Troise, directeur de *La Hora,* organe du Parti communiste[42]. Son passage météorique au pouvoir ne lui laissa pas le temps de réaliser ce projet.

Néanmoins, la lutte contre la subversion sociale et la contestation ouvrière, l'anticommunisme au sens le plus large du terme, sont désormais à l'ordre du jour et marquent fortement l'action du gouvernement militaire. Pour les têtes politiques de l'armée argentine le coup de force du 4 juin a comme objectif essentiel la mise en place d'un Etat fort capable de résister au communisme. Le général Farrel, ministre de la Guerre, dira, en juin 1944, que la création d'une police fédérale, décidée et mise en place sous Ramírez pour coordonner et renforcer l'action des

40. Sánchez Zinny (E.F.), *El culto de la infamia. Historia documentada de la segunda tirania argentina*, Buenos Aires, s.e., 1959, tome 1, p. 19.

41. Memo-Anaya, p. 8 et Bayer (Osvaldo), « Los vengadores de la Patagonia trágica », *Todo es historia*, Buenos Aires, novembre 1966, p. 14.

42. Selon Juan José Real, *op. cit.*, p. 64.

corps de police municipaux ou provinciaux, était une des réalisations majeures de la révolution. Elle devait permettre de « prévenir les dangers de l'époque proche de l'après-guerre »[43].

Dès le 4 juin 1943, une vague d'arrestations s'abat sur les dirigeants et les militants connus du Parti communiste. La plupart sont emprisonnés ou déportés dans des pénitenciers de Patagonie, d'autres passent à la clandestinité ou se réfugient en Uruguay.

Le 6 juin, les dirigeants de la Fédération des industries de la viande (FOIC), principale association syndicale des ouvriers des frigorifiques, sont arrêtés, et les locaux de la FOIC fermés. Le secrétaire général, José Peter, qui est communiste, restera en prison sans jugement un an et quatre mois. En juillet, la CGT n° 2, branche majoritaire de la Confédération générale du travail, qui s'est scindée en octobre 1942, est dissoute. La CGT n° 2 regroupe les grands syndicats qui appuient l'action politique du Parti socialiste et du Parti communiste. Au début d'août, une loi restreint les activités syndicales et place les associations ouvrières sous la tutelle du gouvernement. La plupart des fédérations syndicales contrevenant à la réglementation tatillonne ainsi promulguée sont soumises à un administrateur militaire, *interventor,* et perdent toute indépendance. Ainsi, la puissante Union ferroviaire est prise en main le 23 août par un capitaine de frégate qui expulse le secrétaire général, destitue la commission directive et licencie le conseiller juridique, Juan Atilio Bramuglia.

Cette politique antisyndicale doit être replacée évidemment dans l'ensemble de la politique des nouvelles autorités. Le régime « pur et dur », que les ministres en uniforme tentent d'ériger, lutte en effet sur deux fronts : contre les « meneurs » et les « idéologies exotiques » qui égarent les travailleurs, mais aussi contre les politiciens corrompus, profiteurs de la misère populaire. Le Parlement est dissous le 5 juin. Du 9 au 18 juin, toutes les autorités provinciales élues sont destituées et remplacées par des délégués du gouvernement. Les élections ne sont pas prévues avant longtemps. Le gouvernement militaire cesse donc d'être « provisoire » le 18 juin.

Dans les milieux économiques et les couches dirigeantes, passées la surprise et l'incertitude des premiers jours, l'orientation du gouvernement Ramírez suscite une indéniable sympathie. La mise au pas des organisations ouvrières est chaudement approuvée. Le choix de Jorge Santamarina au Ministère de l'économie rend confiance aux possédants. La politique d'austérité et d'équilibre budgétaire qu'il annonce comble leurs vœux[44]. L'oligarchie n'hésite pas à manifester publiquement sa satisfaction et sa sympathie aux nouvelles autorités, comme elle l'avait fait treize ans plus tôt avec Uriburu.

43. *Revista militar*, juin 1944, p. 1094.
44. Cf. *La Fronda*, 9 juin et 1er juillet 1943.

Dès juillet, et par épouses interposées, les grands noms de la bonne société font fête au président[45]. Ramírez le leur rend bien, qui, lors de l'exposition de la Société rurale à Rosario, en août 1943, rappelle aux *estancieros* que le mouvement qu'il a dirigé visait à écarter « les dangers qui menaçaient le pays..., à mettre un terme au travail de dissolution qui était en train de miner les fondements mêmes de la société et de la famille ». On assiste à des embrassades répétées entre les « forces vives » rurales et le gouvernement. Le climat est à l'idylle. Le président de la Société rurale de Rosario prononce un vibrant éloge de la « révolution » dont, selon lui, « le plan soigneusement étudié... ne laissait rien au hasard..., a commencé à porter ses fruits dans le domaine intérieur comme dans le domaine international ». Ces compliments bien sentis s'adressent tout particulièrement au ministre des Finances dont on n'oublie pas « l'œuvre patriotique » accomplie à la présidence de la Banque d'Argentine. Il est du sérail.

La politique agricole définie par le nouveau ministre, le général Diego I. Masón, tient compte des préoccupations et des critiques des organisations agraires. Les milieux économiques reprochaient au gouvernement conservateur de Castillo de pratiquer un dirigisme excessif, nuisible au développement harmonieux de la production[46]. Le général Masón annonce l'élimination progressive des mesures restrictives mises sur pied dans les années trente pour faire face à la crise de surproduction et à la pénurie de débouchés. Il promet que la plupart des Juntas reguladoras seront supprimées ou reconverties, qu'une ferme tendance à l'expansion sera encouragée. Pour le ministre de l'Agriculture, il n'existe pas de problèmes d'excédents ; outre « la demande insatisfaite des pays voisins », « les possibilités du marché national sont loin d'être comblées ». Le déblocage de l'économie agraire rejoint la préoccupation sociale pour la consommation populaire. Le commentaire de *La Nación* est on ne peut plus favorable. Le nouveau gouvernement restaure « la foi du producteur rural détruite par le scepticisme des gouvernements précédents », écrit, dès le 9 août, le journal des Mitre dans sa rubrique économique.

L'attention portée aux revendications et aux difficultés des éleveurs et des agriculteurs ne signifie nullement, comme certains l'espéraient ou le redoutaient[47], que le gouvernement militaire se désintéresse de l'industrie. Les militaires sont loin de voir une opposition entre l'industrie et les activités traditionnelles, contrairement à de larges secteurs des cou-

45. « Un groupe de dames de la société argentine a offert une démonstration de sympathie à l'épouse du président Ramírez ». Parmi les dames qui ont participé à cette initaitive, on note de grands noms : Unzué de Alvear, Anchorena, Alvear de Bosch, Uriburu, Peralta Ramos, Rodriguez Larreta, Duhau, Zapiola... ».

46. Voir notamment Hueyo (Alberto), « Los proyectos financieros para 1942 », *La Prensa*, 24 août 1942.

47. L'espéraient : *La Nación*, 9 août 1943, « les industries doivent stimuler l'activité rurale au lieu de peser sue elle » ; le redoutaient : Luis Colombo dans le discours qu'il prononce le 2 septembre, « jour de l'industrie ».

ches dirigeantes. Pour des raisons à la fois stratégiques, internationales et sociales, les militaires protègent et encouragent l'industrie nationale.

Le 10 août 1943, la première société mixte industrielle est constituée. Comme le prévoit la loi portant création de la Direction générale des fabriques militaires (DGFM), les sociétés mixtes ont pour principal objet la mise en valeur de la richesse minière du pays. Cette première société, Industrias químicas nacionales SM, est créée pour exploiter le minerai de soufre dans la province de Salta. Un colonel représentant de l'Etat est président de son conseil d'administration. A la fin du mois d'août, le Dr Santamarina annonce la naissance d'un fonds de crédit industriel qui accordera des prêts à long terme pour l'équipement des industries. Jusque-là, les banques habituées aux prêts agricoles à court terme ne facilitaient guère l'investissement, à leurs yeux trop risqué, dans ce secteur de l'économie. La création d'un organisme financier d'Etat spécialisé marque donc une date importante.

Si les politiques sectorielles sont cohérentes et nettement affirmées, la politique générale du gouvernement manque de souffle. Son image est étriquée. « Garde à vous » et « Silence dans les rangs » semblent les devises adéquates d'un austère militarisme. Ramírez et son Etat-major ne sont pas loin de penser qu'on administre un pays comme on gouverne une caserne, à coup de jugulaire et de revue de détail. Des boutons de guêtre aux coupes de cheveux, l'Etat-garnison veut tout régenter. Le contenu des journaux, l'action des syndicats, le vocabulaire des speakers de radio, rien n'échappe à sa paternelle vigilance. Totalitarisme ? Non, militarisme avec le rien de conformisme moralisant qui fait le charme des mess d'officiers.

La militarisation commence par le haut, par les détenteurs du pouvoir. Sur dix-neuf membres de l'exécutif national, du président aux sous-secrétaires d'Etat, quatre sont des civils. Des treize *interventores*, un seul ne porte pas l'uniforme, le gouverneur de Tucumán, le professeur nationaliste Alberto Baldrich. Mais le militarisme est un style de gouvernement. La profession des gouvernants ne donne qu'une indication superficielle.

Il suffit de lire quelques discours des hauts dignitaires du régime, d'analyser leur vocabulaire, leur syntaxe, leur ton. Un journaliste américain notait le *typical barrack voice*[48] des proclamations de Ramírez. A quelques exceptions près, le colonel Perón en étant la plus insigne, les nouveaux maîtres parlent des affaires publiques sur le ton des officiers s'adressant à des conscrits, avec cet art accompli de moudre une rhétorique creuse au long de périodes bien rythmées. Le patriotisme y apparaît comme une fin en soi. L'orgueil du « sacrifice et du risque » débouche sur un messianisme haletant et parfois inquiétant. Par exemple, le géné-

48. Josephs (Ray), *op. cit.*, p. 8.

ral Armando Verdaguer, *interventor* de la province de Buenos Aires, lors de la visite du président à l'exposition rurale d'Azul, se lance dans une diatribe si violente et si excessive contre les partis politiques que Ramírez est obligé d'improviser un rectificatif « afin, dit-il, d'atténuer certaines expressions qui pourraient être mal interprétées ». Verdaguer a déclaré que « la morale civique, l'esprit de sacrifice se sont éloignés des partis politiques pour chercher un refuge sûr parmi les baïonnettes, les canons, les bateaux et les ailes de la patrie... les partis politiques ont pratiqué toutes les formes de l'oppression... (alors que) l'armée est au service de la vraie démocratie, celle de la révolution de mai et du Christ »[49].

Cette bonne, cette excellente conscience est un terrain de choix pour les flatteries intéressées des idéologues fascisants, « collaborateurs actifs des forces armées ». Sous la caresse de leurs séduisants propos, le sentiment d'élection, voire de prédestination, qu'éprouvent bon nombre d'officiers, légitime l'instauration d'un régime strictement militaire. Si, comme le déclare le « philosophe » et maître à penser du GOU, Jordán Bruno Genta, dans une conférence au Cercle militaire (23 juin 1943), « la nation est une réalité militaire » et « la vertu s'est réfugiée dans les casernes », de quel droit les civils... Avec Genta, bien des officiers éblouis souhaiteraient volontiers réfuter « l'idée erronée que toute liberté disparaît où commence le régime militaire »[50]. « La liberté est un état de discipline... l'accomplissement du devroir », et non cette liberté libérale et révolutionnaire, « principe de mort et de dégénération qui permet de douter de tout, de Dieu, de la patrie, de l'Etat et de la famille ». Le militarisme est sous-tendu par cette conception autoritaire antilibérale de la morale et de la vie sociale.

Il faut préciser que ce militarisme se situe dans une optique de prémobilisation. L'armée, comme le gouvernement de Castillo, tout en étant neutraliste, considère que le pays est en guerre. La part du budget de la défense dans le total des dépenses gouvernementales passe de 22,8 %, en 1942, à 27 %, en 1943, pour atteindre 34,4 % en 1944[51]. Les dangers extérieurs très réels que doit affronter la République Argentine, la volonté de renforcer son potentiel défensif pour préserver son autonomie de décision en matière internationale contre les pressions qui s'exercent sur son gouvernement, ne sont pas sans rapport avec la crispation franquiste du gouvernement Ramírez. Le militarisme est aussi la conséquence politique du climat de blocus où, depuis la conférence de Rio de Janeiro de 1942, se trouvent plongés les gouvernements argentins successifs.

49. *La Nación*, 11 octobre 1943.

50. Genta (Jordán Bruno), « La función militar en la existencia de la libertad » (conferencia en el Círculo militar del 23 junio 1943), *Revista militar*, juin 1943, p. 3-17.

51. D'après Loftus (Joseph E.), *Latin American defence expenditures 1938-1965*, Santa Monica, The Rand Corporation, 1968, table 5.

La politique sociale du gouvernement militaire, dans un premier temps, se distingue par sa rudesse. Mais cette brutalité est celle des « pères du régiment ». Ce paternalisme autoritaire exige obéissance et discipline sociale des travailleurs qui, en retour, recevront certains avantages sociaux. Répression et justice vont de pair. Les masses turbulentes, toujours prêtes à suivre les mauvais bergers, doivent être tenues serrées. Le statut syndical d'août 1943 s'inscrit dans cette volonté de contrôler étroitement la mobilisation ouvrière. Il prévoit que seuls seront autorisés les syndicats officiellement reconnus, *personería gremial*, que leurs cotisations, leurs fonds et l'utilisation de ceux-ci seront soumis à la surveillance des pouvoirs publics, que leurs assemblées et manifestations publiques seront réglementées.

Mais, pour le général Ramírez et ses collaborateurs, la paix sociale passe aussi par des mesures d'urgence pour améliorer les conditions de vie des plus défavorisées. « Résoudre nos problèmes sociaux sur des bases justes qui soient une garantie de tranquillité et de bien-être collectif », telle est, selon le président lui-même, la pensée du gouvernement [52]. Un train de décisions sociales est lancé dès la fin juin 1943 : baisse impérative des loyers jusqu'à 20 %, augmentation des salaires les plus bas de la fonction publique « dans le but d'établir ... des relations de coexistence pacifique entre les divers secteurs qui composent la société nationale » [53]. Cette politique est couronnée par la transformation, le 27 novembre 1943, d'un service obscur et inefficace, dépendant du Ministère de l'intérieur, le département national du travail, en secrétariat d'Etat au travail et à la prévoyance sociale dont le premier titulaire est le colonel Juan Domingo Perón. Le décret portant création du nouveau secrétariat d'Etat lui assigne pour tâche « d'adopter les mesures adéquates pour une meilleure harmonie entre les forces productives » [54].

Neutralité et national-catholicisme

La défense de la neutralité argentine ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement. Les éléments nationalistes font le siège de Ramírez, qui n'a pas de position arrêtée sur ce sujet. Sensible à son entourage où les neutralistes dominent, autant qu'aux intérêts professionnels de l'armée qui l'inclinent à plus de souplesse face à « l'arsenal des démocraties », il est, dit-on, homme à trouver irrésistibles les arguments de son dernier interlocuteur. Aussi, face aux colonels du GOU et à « leurs » généraux (Farrell, Gilbert, Masón), les ministres pro-alliés ou

52. *La Nación*, 8 août 1943.

53. *Boletín militar*, primera parte 12-3-27. Décret 1580 du 29 juin 1943.

54. Décret 156.074 du 27-11-43 in Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen...*, Buenos Aires, 1946, p. 633.

tactiquement favorables à la rupture des relations avec l'Axe sont isolés. D'autant plus qu'un seul d'entre eux, le colonel devenu général Elbio Carlos Anaya, peut se prévaloir de l'appui de certains officiers supérieurs de l'armée de terre, détentrice du pouvoir réel. Le ministre des Finances, Jorge Santamarina, seul civil, homme d'affaires et « politicien », est cantonné par les militaires dans des fonctions de technicien de l'économie et de gage d'honorabilité libérale. Les amiraux Segundo R. Storni et Ismael F. Galíndez sont en butte à l'hostilité des colonels que ne vient pas compenser le poids politique d'une marine encore à l'écart et hésitant à s'engager dans la vie politique nationale.

La pression des milieux neutralistes transparaît déjà quelques jours après les déclarations officielles ambiguës ou discordantes où certains avaient cru voir la promesse d'un infléchissement de la politique extérieure argentine. La dissolution de l'association pro-alliée Acción argentina, que ses adversaires baptisaient « Argentine action », le 15 juin, puis l'interdiction de toute manifestation politique publique n'apparaissent pas à l'opinion comme des mesures destinées à prouver au monde libre la bonne volonté du régime militaire argentin. Le gouvernement revient même, quelques jours après les avoir prises, sur des mesures de sécurité anti-Axe réclamées par les Etats-Unis. Ainsi l'interdiction des communications internationales en code du 10 juin est rapportée, le 23 juin, à la satisfaction de l'ambassade allemande.

Cependant, le cabinet semble pencher officiellement vers un rapprochement avec la politique des Etats-Unis. A l'occasion du 167e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, le ministre des Affaires étrangères, l'amiral Segundo R. Storni, dans un discours très remarqué, souligne la volonté de son pays de renforcer « l'unité et l'harmonie » du continent américain. Toute attaque contre un pays voisin, poursuit-il, serait considérée comme une attaque contre l'Argentine : « L'Amérique unie sera invulnérable » [55]. Mais l'exiguïté des moyens dont dispose l'Argentine et les difficultés de transport qu'elle rencontre sont provisoirement de nature à affaiblir la coopération souhaitée.

Cette manifestation de bonne volonté panaméricaine n'est pas seulement à usage externe. Elle traduit aussi l'intense lutte d'influence qui se livre au sein du gouvernement. Elle prend place dans les manœuvres des deux camps pour forcer la main du général Ramírez. Les « rupturistes » semblent l'emporter vers la fin du mois d'août. Lors d'une réunion de cabinet, la rupture de relations diplomatiques aurait été décidée à l'unanimité [56]. Mais, dès le lendemain, le vote est enterré, la décision reste lettre morte. Les colonels neutralistes ont fait céder le président. Le colonel

55. *La Nación*, 6 juillet 1943.
56. Selon le temoignage du général Elbio C. Anaya (entretien avec l'auteur du 29 août 1969).

Anaya, pro-allié, présente sa démission qui n'est ni acceptée ni rendue publique. Une maladresse diplomatique de taille permet enfin aux nationalistes de porter l'estocade finale au clan anti-Axe.

Le 5 août, le ministre des Affaires étrangères fait tenir une lettre confidentielle au secrétaire d'Etat, Cordell Hull, par l'ambassadeur Armour. L'amiral Storni s'efforce, dans cette lettre, de justifier le « mouvement militaire » du 4 juin et de dissiper les malentendus « préjudiciables aux bonnes relations (de l'Argentine) avec les peuples d'Amérique et tout particulièrement avec la grande nation amie », les Etats-Unis.

Point par point, il réfute les griefs, donne des explications au sujet de diverses mesures mal interprétées par les Alliés. Il rappelle que les bateaux argentins naviguent au service exclusif de l'un des deux camps, celui des Alliés, et que « le sentiment des Argentins attachés à la démocratie et hostiles aux totalitarismes se trouve du côté des Nations Unies ». Mais la rupture avec les pays de l'Axe ne peut s'effectuer brusquement et sans préparation. Cette rupture, au moment où la guerre semble toucher à sa fin, du moins quand le sort des armes paraît pencher de manière décisive du côté des Alliés, serait peu élégante et, selon le ministre, « mettrait à rude épreuve l'honneur, *la hidalguia,* argentin ».

Cette prose diplomatique de ton conciliant aurait pu toucher ses destinataires sinon les convaincre. Mais un dernier paragraphe, d'un ton différent et sans grand égard pour *la hidalguia argentina,* remet en question une argumentation dont la fragilité transparaît tout à coup. C'est sur une véritable note de chantage et une allusion déplacée à la « politique de puissance » que se clôt la lettre de l'amiral Storni. Si l'incompréhension, dénoncée par le ministre argentin, constituait un obstacle à l'équipement industriel et militaire du pays, son avenir et celui de ses relations inter-américaines s'assombrirait : « L'évolution (de la diplomatie argentine) serait plus rapide et efficace pour la cause américaine si le président Roosevelt esquissait un geste de franche amitié à l'égard de notre peuple, comme par exemple la livraison immédiate d'avions, de pièces détachées, d'armements et de machines afin de restituer à l'Argentine la position d'équilibre qui lui revient face aux autres nations sud-américaines ».

Pour le Département d'Etat, cette allusion au Brésil, ami et allié fidèle des Etats-Unis, est une véritable provocation. Cordell Hull, partisan de la manière forte, répond, le 30 août, à la note argentine par une lettre cinglante qui tourne en ridicule les arguments avancés par Storni et oppose une fin de non-recevoir aux prétentions argentines en matière de livraisons d'armements. « Je souligne tout spécialement, écrit le secrétaire d'Etat, que les questions d'équilibre militaire et naval entre les Républiques américaines sont en contradiction complète avec la doctrine

inter-américaine de la solution pacifique des controverses internationales »[57].

Le 8 septembre, les journaux publient le texte intégral de la lettre confidentielle du chancelier Storni et de la note du Département d'Etat. L'opinion publique s'émeut et s'indigne pour le plus grand profit des milieux nationalistes. Ni la teneur et le style de la démarche argentine, ni le camouflet nord-américain ne renforcent le gouvernement. Le 9 septembre, le chancelier Storni présente sa démission qui est immédiatement acceptée. Le 11 septembre, le président Ramírez se désolidarise officiellement de son ministre qu'il dénonce sans scrupule : « La tradition historique d'une nation ... ne peut être ternie ou discréditée par les propos confidentiels d'un fonctionnaire »[58]. Cette mise au point ne suffit pas. L'affront diplomatique rejaillit quand même sur le président. L'ex-chancelier doit assumer seul la responsabilité de l'affaire : « Peut-être, en vous exposant le contenu de la lettre en question, n'ai-je pas été suffisamment explicite, c'est pourquoi il est de mon devoir d'affirmer ... qu'en tant que secrétaire d'Etat la responsabilité pleine et entière de ce document me revient », écrit Storni dans une lettre ouverte au général Ramírez.

Le même jour, une centaine d'officiers se rendent à la Casa Rosada pour apporter officiellement leur appui total au gouvernement. Le général Ramírez profite de l'occasion pour démentir les rumeurs qui font état de dissension au sein du cabinet. Rumeurs désormais fondées puisque les « colonels » venus rendre visite au président ont obtenu l'élimination des pro-alliés du gouvernement. Le 14 octobre, les ministres des Finances, de la Justice et des Travaux publics démissionnent. Jorge Santamarina, le général Elbio Anaya et le vice-amiral Ismael R. Galíndez quittent le cabinet. Un communiqué présente ces démissions comme visant à « maintenir l'unité du gouvernement... et l'orientation politique du pays »[59]. Le général E.J. Farrell prête serment comme vice-président le soir même. La gaffe de Storni assure la victoire des nationalistes anti-alliés et le triomphe des hommes du GOU.

Cette opération si bien menée a-t-elle été montée de toutes pièces par les « cerveaux » du GOU, en abusant de la bonne foi ou de la naïveté du brave amiral Storni ? Ou bien ceux-ci se sont-ils contenté d'utiliser avec une habileté consommée un incident fortuit ? On pourrait certes penser que la lettre confidentielle de Storni constituait l'ultime tentative des secteurs pro-alliés pour renforcer leur pouvoir dans les milieux militaires en obtenant des armes des Etats-Unis. S'il en avait été ainsi, une démarche plus discrète eût mieux convenu, et les fonctionnaires de la

57. *La Nación*, 8 septembre 1943.
58. *La Nación*, 12 septembre 1943.
59. *La Nación*, 14 octobre 1943.

chancellerie auraient vraisemblablement donné une forme plus diplomatique à la requête du ministre. Tout porte plutôt à croire que le texte a été volontairement rédigé pour obtenir une réponse négative et insultante prouvant de manière péremptoire l'hostilité des Etats-Unis à l'égard de l'Argentine.

La rupture de ton de certains paragraphes semble confirmer la version largement répandue selon laquelle plusieurs plumes ont collaboré à la rédaction. Le texte initial soumis au président aurait été considérablement modifié par les hommes du GOU et notamment par le colonel González, secrétaire à la présidence. La publication intempestive dans toute la presse argentine de ce document diplomatique confidentiel confirme l'hypothèse d'une machination politique. Quoi qu'il en soit, cette manœuvre menée de main de maître jette l'hésitant président Ramírez dans les bras des nationalistes.

L'invocation de la solidarité américaine par le nouveau vice-président lors de la cérémonie de prestation de serment semble bien platonique sinon ironique. Le nouveau cabinet est résolument neutraliste. Le colonel Péron déclare en novembre à un journaliste chilien : « Il y avait dans le cabinet précédent un ministre qui représentait de grands intérêts économiques, la plupart étrangers ... qui voulait influencer notre politique extérieure ... On a dit non à ce ministre ; on lui a dit : " Vous êtes ministre des Finances, vous n'avez pas à vous occuper des relations internationales ... " »[60]. Dans un discours prononcé dans la province de Santa Fe, le général Diego Masón évoque ainsi la position internationale de l'Argentine : « Eloignés de la guerre, dit-il, nous pouvons travailler de manière efficace pour contribuer à atténuer les nécessités et les souffrances des peuples belligérants »[61]. La solidarité indistincte se confond avec l'intérêt national dans la moindre réserve.

Pour cette nouvelle étape du régime militaire, le général Ramírez va demander la collaboration directe de l'extrême-droite civile et notamment de l'extrême-droite catholique. L'écrivain Gustavo Martínez Zuviría (Hugo Wast), président de la commission de presse du Congrès eucharistique de 1934, est nommé ministre de l'Instruction publique, le 14 octobre 1943. Les intégristes vont saisir l'occasion inespérée de « restaurer la foi de la nation ». Le nouveau ministre, qui destitue d'entrée de jeu le professorat libéral des Universités et supprime l'autonomie de l'enseignement supérieur, expose ainsi son bref programme : « Il faut réaliser l'union de tous les Argentins..., il faut christianiser le pays conformément à son histoire et sa Constitution ; il faut encourager la natalité plutôt que l'immigration... ; il faut assurer les bienfaits du travail et

60. « Publicáronse en Chile juicios del general Ramírez y del coronel Perón », *La Prensa,* 12 novembre 1943.

61. *La Nación* 8 novembre 1943.

d'un logement décent à tous les foyers ; il faut extirper les doctrines de haine et d'athéisme, il faut faire respecter la loi »[62].

Aux côtés des ultras du catholicisme, les groupuscules nationalistes fascisants se taillent aussi la part du lion à tous les niveaux de la fonction publique. Le général Luis César Perlinger, ministre de l'Intérieur, nomme sous-secrétaire Bonifacio del Carril, fondateur et dirigeant d'un mouvement corporatiste et antilibéral[63]. Au Ministère des affaires étrangères, le général Gilbert confie des postes de responsabilité à un groupe de « franquistes » argentins, tandis que dans les provinces les *interventores* s'entourent d'intellectuels nationalistes.

La tentative d'instauration d'un régime national-catholique ne correspond pas seulement au goût immodéré de l'ordre et au moralisme étriqué qu'affectionnent alors les officiers au pouvoir. L'alliance du sabre et du goupillon avec les admirateurs du « joug et des flèches » traduit la nécessité de donner au système des baïonnettes une légitimité idéologique. Désormais, la neutralité est l'expression du nationalisme argentin, qui plonge ses racines dans « l'essence catholique » et « la tradition hispanique » du pays. Cléricaux et néo-franquistes tiennent le haut du pavé. Mais les militaires ne leur ont confié que l'appareil idéologique d'Etat. Ces « spécialistes de superstructures » ne saisissent qu'une ombre de pouvoir. Cependant, leur présence est voyante, et le style politique du gouvernement militaire s'en ressent. La restriction des libertés, la répression intellectuelle autant que politique marquent le cours nouveau.

A peine le général Farrell, nouveau vice-président, venait-il de prêter le serment de « contribuer avec toute son énergie au rétablissement de la Constitution », que des sanctions s'abattent sur les signataires d'un manifeste réclamant « une démocratie effective par l'application stricte de toutes les prescriptions de la Constitution nationale »[64]. Le secrétariat de la présidence stigmatise violemment les auteurs de la déclaration, « politiciens sans espoir et idéologues obstinés qui ne veulent pas se résigner à expier en silence leur absence de loyauté envers leur pays ». Plusieurs des signataires de cette déclaration adressée aux Argentins sont des étrangers nés dans de lointaines contrées..., plusieurs sont liés d'autre part au gauchisme le plus extrême, comme en témoignent leurs antécédents antisociaux et antiargentins.... Certains même ont été acclamés par des foules communistes »[65]. Tous les fonctionnaires signataires de ce manifeste subversif sont révoqués.

62. *La Nación*, 2 novembre 1943.

63. Le Movimiento de la renovación, voir Navarro Gerassi (Marysa), *Los nacionalistas*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 153 et Carril (Bonifacio del), *Crónica interna de la revolución libertadora*, Buenos Aires, Emecé, 1959, p. 29-38.

64. « Una manifestación de anhelos respecto a la situación política », *La Nación*, 15 octobre 1943.

65. « A propósito de una manifestación sobre la situación política », *La Nación*, 16 octobre 1943.

La liberté de la presse est restreinte de différentes manières, et on impose aux journaux argentins en langue étrangère des charges supplémentaires comme la publication obligatoire de la traduction en espagnol de leur éditorial [66].

Le national-catholicisme s'affirme de plus en plus nettement. A un niveau anecdotique et pour ainsi dire folklorique d'abord : c'est ainsi que le vice-président et sa femme vont offrir solennellement à Notre-Dame de Luján un drapeau national. Mais le couronnement de l'entreprise de restauration spirituelle et morale entreprise par Martínez Zuviría et ses collaborateurs est le décret du 31 décembre 1943 instituant l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles primaires et secondaires sous l'autorité de la hiérarchie ecclésiastique. Le lendemain, tous les partis politiques sont dissous à l'exception des groupes nationalistes (qui le seront ultérieurement). L'Argentine a-t-elle pris le chemin de « l'Etat nouveau » ?

Les déclarations du secrétaire à la présidence réfutant le caractère « fasciste ou nazi » du gouvernement ne sont pas pour démentir une telle éventualité :

> « Les groupes nationalistes sont formés de jeunes gens d'une grande élévation d'esprit et d'un grand patriotisme, et ils se sont sentis blessés par la rédaction peu claire du communiqué (de dissolution) dont je suis seul coupable. Mais je dois dire que les groupes nationalistes ne furent pas dissous parce qu'ils constituaient un élément perturbateur dénué de valeurs morales, tant s'en faut... Il n'y a jamais eu dans l'esprit du gouvernement la moindre intention de blesser (les) mouvements qui, je dois le reconnaître, nous ont accompagnés avant la révolution et ont préparé le climat propice à son éclosion ».

A travers le rêve d'un salazarisme adapté à la réalité argentine, transparaît ainsi le projet en marche d'un Etat à la fois corporatif et social, hiérarchique et antilibéral, faisant une politique nationale et autoritaire sans politiciens. La révolution militaire multiforme et ambiguë s'est muée en une « révolution nationale » dont l'armée serait l'épine dorsale et la principale assise.

La chute du soliveau et le duel des colonels

Qui détient le pouvoir réel, alors que le président politiquement inconstant vire de bord au gré des événements ?

L'opinion a les yeux fixés sur les « colonels ». Les hommes du GOU détiennent des postes décisifs. Mais l'attention des observateurs se

66. Parmi les mesures de « moralisation » : limitation de la liberté de presse, le droit de réponse des autorités gouvernementales dans tous les journaux, l'obligation de signer les articles, etc.

tourne vers l'homme qui apparaît déjà comme le colonel des colonels, Juan D. Perón. Ses fonctions sont modestes — chef du secrétariat du Ministère de la guerre — mais il est en fait une sorte de vice-président des armées. A ce titre, il fait fonction notamment de coordinateur du GOU. Le 27 octobre 1943, il reçoit en outre, sur sa demande, le poste de directeur du département du travail. « Un jouet sans intérêt et dont il se lassera », avait dit Ramírez[67] ; en fait, il s'agit d'une officine sans pouvoir et sans moyens du Ministère de l'intérieur que Pérón saura transformer.

Dès novembre, les feux de l'actualité sont braqués sur le nouveau directeur du département du travail. A un journaliste chilien qui lui demande s'il est vrai, comme on le dit, que c'est lui qui détient le pouvoir réel, Juan D. Perón répond modestement : « (Ce ne sont que) des rumeurs comme il y en a tant à Buenos Aires... »[68]. Le journaliste, impressionné par l'assurance et la faconde du colonel qui lui explique en détail qu'elle sera la politique sociale du gouvernement et l'action du département du travail, conclut avec une étonnante prescience : « Si les choses suivent leur cours normal, le colonel Perón deviendra à très brève échéance l'homme fort, *el caudillo máximo*, de la République Argentine, et qui sait pour combien de temps ».

Le colonel Perón ne s'est pas fait attribuer le département du travail sans un but bien défini. Il est plus que tout autre militaire conscient du caractère explosif de la situation sociale argentine. Les grands changements survenus dans le monde du travail, la probabilité d'une crise économique et l'existence de forts syndicats revendicatifs liés aux partis de gauche lui semblent gros d'un danger révolutionnaire que les hommes du GOU se sont engagés à conjurer. Justice sociale, contrôle de la classe ouvrière, dépolitisation des organisations syndicales constituent les trois axes de son projet d'action politique. Perón n'ignore pas non plus que le régime nationaliste et militaire ne pourra pas se maintenir longtemps s'il ne s'appuie que sur la force. La contre-révolution ne peut pas se passer du soutien des masses ; l'expérience mussolinienne le rappelle à l'ancien stagiaire de l'armée italienne. Mais en Argentine, paradoxe de l'histoire, la seule classe disponible politiquement est le prolétariat des villes et des campagnes, ou plutôt la partie des couches ouvrières non intégrée et non encadrée.

Les idées sociales du nouveau responsable du département du travail sont empreintes d'un sens de la hiérarchie et de l'ordre tout militaire. Il exprime ainsi son credo national-syndicaliste :

67. C'est ce qu'aurait répondu Ramírez à Anaya qui lui faisait part de sa préoccupation à voir Perón cumuler les charges officielles. En fait, d'après ce même témoin, Perón s'était efforcé d'évincer pour un motif futile le colonel Giani, titulaire de ce service, dont il avait pressenti l'importance potentielle (entretien avec l'auteur).

68. Interview du *Mercurio*, republiée dans *La Prensa*, 12 novembre 1943, art. cité.

« Personnellement, je suis un syndicaliste et, comme tel, anticommuniste, mais je crois qu'on doit organiser le monde du travail en syndicats de sorte que ce soient les travailleurs et non les dirigeants ou les agitateurs qui bénéficient des principaux avantages.... Il faut améliorer les conditions de vie des travailleurs, étant entendu qu'on ne tolérera aucun conflit d'ordre social... rien qui vienne perturber le travail de tous... Je ne permettrai pas l'action d'éléments subversifs et d'agitateurs qui, la plupart du temps, ne sont même pas des Argentins, mais des étrangers qui ne respectent pas notre pays... La situation ouvrière est aujourd'hui parfaitement contrôlée » [69].

Perón a pris ses premiers contacts avec les syndicats, en juillet 1943. C'est grâce au lieutenant-colonel Mercante, fils de cheminot, qu'il rencontre Juan A. Bramuglia, avocat de l'Union ferroviaire, le puissant syndicat du rail. Lorsque les autorités de l'UF sont dissoutes et que le syndicat reçoit un administrateur militaire, l'ancienne direction fait appel devant le gouvernement à travers du conciliant colonel Perón. Le résultat ne se fait pas attendre : le lieutenant-colonel Mercante remplace un capitaine de frégate comme *interventor* et rétablit à leur poste les syndicalistes destitués en prenant la défense du syndicat contre son prédecesseur [70].

Perón et Mercante rencontrent également des dirigeants socialistes de la CGT dissoute, notamment Borlenghi et Argaña. Ils s'informent des problèmes du monde du travail, des revendications en cours, des clivages internes, des forces et des faiblesses du mouvement syndical. En septembre 1943, Perón, véritable homme à tout faire du gouvernement militaire, intervient dans une grève des Frigoríficos, à Berisso, près de La Plata. Une première convention collective est signée sous l'impulsion du gouvernement. C'est un syndicat « autonome » et minoritaire dirigé par Cipriano Reyes, un homme qu'on juge fort douteux dans le monde syndical, qui la signe. La puissante Fédération des ouvriers de la viande (FOIC), dont la représentativité est indiscutable, se trouve ainsi écartée. La stratégie national-syndicaliste de Perón vient de naître.

Dès son arrivée au département du travail, le bouillant colonel, dont l'imagination, le dynanisme et la verve contrastent avec le garde-à-vous triste et la rhétorique creuse de ses compagnons d'armes, révèle son intention et son souhait de voir transformer en ministère le modeste service qu'il dirige. Mercante, son bras droit, lui fait écho aussi souvent que possible. Ils devront se contenter pourtant d'un secrétariat d'Etat ; les ambitions du colonel n'enthousiasment pas tous ses pairs. Le 1er décembre, le colonel Perón devient secrétaire d'Etat au Travail et à la prévoyance sociale.

Son premier message, radiodiffusé, reprend un certain nombre

69. *Ibid.*

70. Voir : Fernández (Manuel F.), *La Unión ferroviaria a través del tiempo*, Buenos Aires, s.e., 1947. Le chapitre concernant le régime militaire est cité in Di Tella (Torcuato) ed, *Estructuras sindicales*, Buenos Aires, Nueva visión, 1969, p. 173-192.

d'idées chères à la classe militaire sur les problèmes sociaux : ordre, organisation, « partenaires sociaux », intervention directe de l'Etat dans leurs rapports, harmonie sociale par la collaboration entre ouvriers et patrons. Perón systématise des orientations que nous avons signalées à plusieurs reprises dans la littérature militaire du temps. La finalité reste la même : « L'unité de vue des trois parties, les patrons, les ouvriers et l'Etat, doit être la base d'action pour lutter contre les véritables ennemis de la société que sont les mauvais politiciens, les idéologies étrangères quelles qu'elles soient, les faux apôtres qui s'introduisent dans les syndicats pour y faire fortune en trompant et en trahissant les masses... ». Grâce à la création du secrétariat dont il est chargé « s'ouvre pour l'Argentine, ajoute-t-il, l'ère de la politique sociale. L'époque de l'instabilité et du désordre dans les relations entre patrons et travailleurs est dépassée ». Par la solidarité ainsi imposée, le progrès de l'économie nationale se fera sans à coup.

Le 31 décembre, Perón, plus conscient que jamais de son rôle, « salue les travailleurs argentins ». Il insiste sur l'harmonie sociale et l'unité nationale. Les ouvriers ont droit à quelques considérations hâtives sur « l'injustice, les rétributions insuffisantes, l'impossibilité de subvenir aux besoins de leur famille ». Les militaires se reconnaissent dans les évocations de la grandeur nationale et de « l'intérêt de tremper et de fortifier le métal humain du peuple ». La popularité de Perón, qui recrute de nombreux dirigeants syndicaux, s'accroît de jour en jour. Son sourire contagieux, sa véhémence joviale y sont pour autant que l'efficacité avec laquelle il résout les conflits du travail. Les conventions collectives se multiplient au même rythme que les syndicats progouvernementaux dont le secrétariat d'Etat encourage la formation par tous les moyens.

Le général Ramírez n'est pas sans éprouver quelques inquiétudes devant les initiatives envahissantes du Colonel. Enrique P. González et le chef de la police, Emilio Ramírez, nationalistes doctrinaires et rigides, apprécient peu la politique ouvriériste de leur compagnon devenu leur rival.

Mais Perón tient la situation en main. Le coordinateur du GOU avait prévu les embûches que pouvaient tendre aux secteurs nationalistes ou neutralistes de l'armée les libéraux et les pro-alliés. La présence du général Ramírez à la tête de l'Etat apparaissait aux dirigeants du GOU comme la garantie de leur pouvoir et de leur action. Aussi le secrétaire du Ministère de la guerre, pour unir les cadres de l'armée, a-t-il fait signer à un grand nombre d'officiers (3 300 selon Perón sur 3 600 cadres d'active) l'engagement de soutenir le général Ramírez, « nerf et cerveau de la révolution » [71]. Cet engagement est assorti d'une demande de mise

71. *La Prensa*, 12 novembre 1943. Les lettres du « militaire anonyme » publiées dans *La Vanguardia* (25 janvier 1943) affirment que 75 % des officiers refusèrent de s'enrôler dans le GOU.

à la retraite en blanc remise au colonel Perón. La lutte est donc inégale entre Perón et ses adversaires. Et le général Ramírez est ligoté par le soutien, en apparence inconditionnel, d'un homme qui semble de plus en plus mener sa propre politique, indépendamment du gouvernement. Perón grandit à l'ombre du Palito (le petit bâton), comme on surnomme le maigre et sec général qui fait de plus en plus figure de soliveau.

Simultanément le malaise grandit au sein du gouvernement. Une fois encore c'est un tournant dans la politique extérieure qui va provoquer l'affrontement. La position internationale de l'Argentine est intenable. La neutralité du pays dans le continent s'avère de plus en plus difficile à préserver. Eu égard aux revers que subissent les puissances de l'Axe sur les champs de bataille, l'isolement argentin compromet gravement la situation du pays dans l'après-guerre. Un changement de cap ou du moins un assouplissement de la neutralité militante et agressivement antiyankee s'impose. Un des principaux obstacles sentimentaux, la présence de l'Italie parmi les puissances de l'Axe, est désormais levé.

Deux événements vont précipiter l'évolution de la politique étrangère ou plutôt donner aux réalistes du cabinet de solides arguments en faveur de la rupture des relations diplomatiques. Le premier est relativement extérieur et sans doute assez secondaire. Un coup d'Etat militaire a renversé, le 20 décembre, le gouvernement bolivien. L'Argentine a immédiatement reconnu les nouvelles autorités de La Paz. L'on sait que les dirigeants du Mouvement nationaliste révolutionnaire bolivien, dont certains étaient réfugiés à Buenos Aires ou entretenaient de bons rapports avec les militaires argentins, ont participé à la préparation de ce coup d'Etat. Le Département d'Etat et son émanation « démocratique » en Amérique du Sud, le Comité de défense politique, créé lors de la conférence de Rio et qui siège à Montevideo, lancent une enquête afin de prouver la collusion des militaires boliviens avec l'Axe et la complicité du gouvernement argentin. Par ailleurs, dans les premiers jours de novembre 1943, les Anglais arrêtent à Trinidad le consul argentin, Oscar Alberto Hellmuth, qui se rendait en mission officielle en Europe, et l'accusent d'appartenir à une organisation clandestine d'espionnage allemand (*Reichsicherheit*). Il aurait été chargé de négocier des achats d'armes en Allemagne[72], et d'obtenir un sauf-conduit pour un bateau argentin. L'affaire en reste pendant plusieurs mois aux échanges de notes entre chancelleries.

Le colonel Roque Lanús, officier antipéroniste de la première heure, dans son livre *Al servicio del ejército (op. cit.)*, ne remet pas en cause le chiffre avancé par Perón qui ne suscita d'ailleurs, à sa parution, aucun démenti public. Il se contente d'écrire que la majorité des officiers qui s'étaient engagés ont été trompés.

72. Cf. Edmund Smith (O.), jr., *Intervención yanqui en Argentina*, Buenos Aires, Palestra, 1945, p. 122-123, et Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *Política exterior argentina, 1930-1962*, Buenos Aires, Huemul, 1964, p. 138-139. La version des services secrets américains à la source des différentes versions dans *Consultation among the American Republics...*, *op. cit.*, p. 11-14.

Le Département d'Etat devait publier un mémorandum sur l'affaire bolivienne. Le général Gilbert, ministre des Affaires étrangères, prie l'ambassadeur américain de n'en rien faire. Le 24 janvier 1944, les journaux argentins révèlent l'affaire Hellmuth, annoncent l'arrestation du consul argentin et sa qualité d'espion. C'est le *casus belli* recherché pour la rupture et le moyen de préparer l'opinion. Hellmuth avait été désigné, en septembre 1943, pour sa délicate mission, directement par la présidence. Il est douteux que le commandant Filippi et le colonel González n'aient pas su qui il était. De là à croire qu'il s'agit d'une affaire montée de toutes pièces par eux ou par leurs adversaires...

Le consul est limogé avec fracas, le 25 janvier. Le 26, Buenos Aires vit une journée de grande tension. Une agitation fébrile s'empare du Palais San Martín. Des réunions prolongées de chefs militaires ont lieu au conseil municipal siège du secrétariat d'Etat au travail : le GOU délibère. A la Bourse de New York, les actions argentines montent. Le bruit court que le général Rawson, ambassadeur au Brésil, serait sur le point de quitter Rio pour Buenos Aires [73]. On attend d'un moment à l'autre une « mesure extraordinaire en politique extérieure ».

Le décret de la présidence apparaît enfin [74] : « Vu les preuves réunies par la police fédérale sur l'existence d'un vaste réseau d'espionnage au détriment de pays étroitement unis à la République Argentine..., dont l'action est imputable aux gouvernements (des pays de l'Axe), le pouvoir exécutif décide de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne et le Japon ».

La discussion a été très âpre entre les officiers réunis à l'appel du GOU. Pour les officiers sans responsabilités gouvernementales, la rupture n'est guère acceptable. Perón, dans un premier temps, appuie le général Gilbert, ministre des Affaires étrangères, décidé à « normaliser » la politique internationale. Eminemment pragmatique, le secrétaire d'Etat au Travail ne serait pas étranger à la publication de l'affaire Hellmuth, qui légitime la démarche décisive et place le colonel González en fort mauvaise posture. Mais, rusé, maître dans l'art de la stratégie indirecte, Perón ne néglige pas la manœuvre et le repli tactique. Face à la tempête soulevée dans l'armée par le décret de rupture, il se désolidarise du général Gilbert et change de camp, isolant ainsi les rupturistes qui ne sont pas tous de ses alliés.

De nombreux militaires jugent cette rupture comme un reniement. C'est un retour aux sources, déclare, de Rio, le général Rawson, le gouvernement « accomplit ainsi le postulat fondamental de la révolution » [75]. La polémique est ouverte. Le colonel Enrique P. González répond publiquement au télégramme de Rawson qui rappelait sa qua-

73. *La Nación*, 26 janvier 1944.
74. *La Nación*, 27 janvier 1944.
75. *Ibid.*

lité de chef de la révolution : « La révolution n'a eu d'autres chefs que ceux de l'armée et de la marine, ni d'autre objectif que la reconstruction nationale et le renforcement de la souveraineté argentine ». Rawson démissionne de son ambassade et les membres du GOU, menés par le colonel Perón, profitent de l'occasion pour exprimer dans une lettre ouverte leur indéfectible fidélité à la personne du président Ramírez. « Il est aussi vrai, dit ce texte emphatique, et nous le proclamons sous la foi de notre parole de soldats et d'Argentins, que vous avez été et que vous êtes le chef et le cerveau de ce mouvement historique » [76].

Les nationalistes crient à la trahison. Le *Pampero* critique vivement le président. Il est fermé définitivement. Le maire de Tucumán, Federico Ibarguren, décrète un deuil municipal et fait mettre les drapeaux en berne. Santiago de Estrada, recteur de l'Université de Tucumán, suspend les cours pendant huit jours et déclare dans un communiqué que le pouvoir exécutif, qu'il accuse de lâcheté, « a cédé aux pressions extérieures ».

Le 14 février, le champion du national-catholicisme, Martínez Zuviría, présente sa démission. Le colonel Enrique P. González, qui n'avait accepté la rupture que par fidélité au président, en fait de même. Le général Alberto Gilbert, cheville ouvrière du rapprochement avec les Nations Unies, se retire également. Il est vrai que son engagement total dans cette voie lui a valu l'hostilité de la société militaire. Le 20 février, Ramírez prend soin de réfuter les rumeurs selon lesquelles les trois dernières démissions sont dues à la pression des jeunes officiers opposés à la rupture.

Martínez Zuviría est remplacé par un pro-allié, Honorio Silgueira, vice-président de l'Institut culturel argentino-brésilien et de l'Institution Mitre. Le tournant en politique extérieure serait-il autre chose qu'une tactique circonstanctielle presque inévitable ? Ouvre-t-il la voie à une réorientation de toute la politique gouvernementale ? Le rapport des forces est-il indécis ou les convictions des protagonistes sont-elles si flottantes que des virages à cent quatre-vingts degrés ne sont pas impossibles ? C'est ce que pourrait faire croire la déclaration du président, le 27 janvier, au lendemain de la rupture où il invoque « l'essence de la Constitution nationale » et condamne vigoureusement la philosophie totalitaire des nationalistes.

Ceux-ci le lui rendent bien, surtout dans l'armée. Germanophiles et neutralistes s'estiment trompés. Perón et Farrell ne ménagent pas le président. Ils auraient plutôt tendance à charger Ramírez pour se concilier leurs camarades. A leur avis, la responsabilité de la rupture, en fait purement nominale et comme telle, assez fraîchement accueillie par les Etats-Unis, lui incombe totalement. Il n'est pas difficile de laisser croire

76. *La Nación*, 30 janvier 1944.

aux officiers nationalistes que la rupture n'est qu'un premier pas vers la déclaration de guerre et la mobilisation. L'armée a perdu toute confiance dans « le nerf et le cerveau de la révolution » dont les jours sont comptés.

Ramírez a compris la manœuvre. Il tente même de renverser la situation par un coup de force rapidement éventé [77]. Le 23 février, la dissolution du GOU prépare la chute du président : l'engagement de fidélité à Ramírez ne joue plus. Le président, de plus en plus isolé, croit à une reculade ou à un affaiblissement de ses adversaires. Le 24, il demande à Farrell de démissionner. Loin d'obtempérer, Perón réunit au secrétariat au travail, le même jour, les colonels et des délégués des garnisons de Campo de Mayo, Buenos Aires et El Palomar. Le parlement militaire exprime sa défiance au président. Après une série de palabres agitées et de va-et-vient ministériels, Ramírez présente sa démission, « imposée par la force » selon le texte de la déclaration.

Les officiers félons sont pris à leur propre piège : la « doctrine Guani », appliquée par toutes les nations américaines depuis le coup d'Etat bolivien, ne reconnaît pas les gouvernements établis par la force, tant que dure la guerre [78]. La démission est donc inacceptable. Après une série d'épisodes burlesques, allant de la séquestration du président dans sa résidence à la résistance acharnée et violente de la présidente, les conjurés arrachent, à trois heures du matin, la formule diplomatiquement parfaite : le général Ramírez délègue, pour « raison de santé », la présidence au général Farrell. Les tentatives désespérées de résistance du dernier carré des fidèles — le commandant Filippi, les colonels Emilio Ramírez et Enrique P. González — tournent court faute d'appui militaire.

Mais la présidence est bicéphale. Tout n'est donc pas perdu pour les partisans de Ramírez et les adversaires de Péron, le grand vainqueur de cette révolution de palais. Dans la nuit du 29 février, le lieutenant-colonel Tomás A. Ducó, l'un des vingt fondateurs du GOU, tente en vain de soulever le 3e régiment d'infanterie qu'il commande à Lomas de Zamora (province de Buenos Aires). Il semble que d'autres officiers, fidèles à Ramírez ou hostiles aux nouvelles autorités, engagés dans ce mouvement aient fait défection au dernier moment. C'est du moins l'attitude que l'on prête au colonel Avalos, chef de la garnison de Campo de Mayo.

Pour Perón et Farrell la situation politique n'apparaît donc pas des plus confortables. Le général Ramírez, président en titre, peut toujours invoquer la légitimité « révolutionnaire » pour reprendre le pouvoir avec l'appui d'une partie de l'armée. Le précédent d'Ortiz n'est pas pour les rassurer. Seule la démission mettra un terme à ces incertitudes.

77. Lezica (Manuel de), *op. cit.*, p. 137.

78. Voir Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *op. cit.*, p. 136.

Dans les premiers jours de mars 1944, Perón réunit les commandants d'unités à Buenos Aires. Le général Orlando Peluffo, commandant de la 3e division (Parana), leur soumet un texte revu et corrigé par le secrétaire d'Etat au Travail, qui invoque la nécessité d'unir tous les officiers contre Ramírez, autour de Farrell et de Perón [79]. Ce document est assorti d'un engagement qui prévoit la démission du signataire en cas de désaccord. Peluffo croyait servir ainsi les principes de la « révolution ». Du 2 au 9 mars, prenant son bâton de pèlerin, il vole de garnison en garnison. Mûs par la nécessité de garantir l'unité de l'armée, tous les officiers qu'il contacte, à une exception près, signent le document. Mais lorsque le général Peluffo regagne Buenos Aires, Ramírez a déjà démissionné.

Perón a bien joué. Le GOU pourtant est las de ses manœuvres et de ses intrigues. Quand, le 26 février, ses fondateurs se réunissent pour élire un nouveau ministre de la Guerre, le colonel Perón, candidat de Farrell, n'obtient que 7 voix contre 10 au général Juan C. Sanguinetti. Mais, ministre par intérim, il occupe la place et personne ne tente de le déloger. La collégialité militaire du GOU est enterrée. On est passé du règne des colonels au pouvoir du Colonel. Le 4 mai, Perón est ministre de la Guerre en titre. Il occupe ainsi le poste le plus important du gouvernement.

L'irrésistible ascension du colonel des travailleurs

Le nouveau cabinet n'est pas très différent, dans sa tonalité idéologique, du dernier gouvernement de Ramírez. Il reflète sans doute plus l'orientation des secteurs majoritaires de l'armée que les opinions du colonel Perón, qui se contente, en ce domaine, d'épouser le courant. La démocratisation du régime, qui semblait se dessiner, tourne court. Les mesures complémentaires à la rupture des relations diplomatiques avec les pays de l'Axe ne voient pas le jour. La politique extérieure de l'Argentine reste pratiquement sans changement.

Mieux encore : un important remaniement ministériel a lieu à la fin du mois d'avril et au début de mai, qui place aux leviers de commande des nationalistes patentés venant renforcer ainsi ceux qui restent en poste, comme le général Perlinger, à l'Intérieur, ou le général Juan Pistarini, aux Travaux publics. Au Ministère de l'instruction publique, on est passé du traditionalisme ultramontain au phalangisme avec Alberto Baldrich et le sous-secrétaire Silenzi de Stagni. Le général Orlando Peluffo, neutraliste inflexible et fervent germanophile, reçoit, pour sa loyauté et son expérience des missions secrètes à l'étranger, le portefeuille des Affaires étrangères. Dans les provinces, de nouveaux

79. Entretien de l'auteur avec le général Orlando Peluffo, 12 mai 1970.

interventores nationalistes sont nommés : le colonel Carlos María Zavalla à Entre Ríos, le colonel Saavedra à Santa Fe. D'autres sont promus, comme David Uriburu qui passe de San Juan à Corrientes. L'opposition dénonce la dictature nazi-fasciste.

A l'occasion d'une exposition sur l'œuvre du gouvernement (« Un an de gouvernement honnête et patriotique »), le ministre de l'Intérieur, le général Luis C. Perlinger, prononce un discours qui définit l'œuvre de « rénovation nationale » entreprise par le nouveau régime. Selon lui, la révolution, qui doit doter le pays « d'autorités ... capables de lui rendre son unité spirituelle gravement minée par une propagande tendancieuse et malintentionnée », vise à réaliser la « fusion entre traditions et réalités contemporaines », en éliminant « les infiltrations étrangères et la force dissolvante des extrémismes internationaux » [80]. Le ministre de l'Instruction publique précise, pour l'anniversaire du 4 juin, dans un Message à la jeunesse argentine radiodiffusé, le caractère antilibéral et autoritaire du gouvernement. Avec des accents dignes de Lugones, sans en avoir le talent, Baldrich chante l'épée du soldat qui a sauvé le pays, et l'essence hispanique de « l'argentinité » [81].

Ce militarisme phalangiste trouve son apothéose dans la décision totalitaire prise par ce même ministre pour commémorer dignement la geste anti-Castillo : faire apprendre aux enfants des écoles des sentences patriotiques dont la grandiloquence trahit l'influence de José Antonio Primo de Rivera. Sur tous les tableaux noirs de La Quiaca à Ushuaia, on peut lire, le 4 juin : « Dieu est le suprême bien, la suprême beauté, sans lui il ne peut y avoir ni instruction ni culture » ; ou bien : « Un fils de plus c'est une nouvelle sentinelle pour notre souveraineté » ; et encore : « La nouvelle Argentine a besoin de femmes saines, fortes et héroïques » [82].

Comment croire le président Farrell lorsqu'il stigmatise « les milieux malintentionnés ou mal informés qui attribuent à la révolution les desseins les plus étrangers et la soupçonnent d'adhérer à des principes importés » ? Pourtant la façade fascisante de la dictature militaire dissimule des aspects originaux dont les précédents ou les modèles européens ne suffisent pas à rendre compte. Que dire de l'hommage public rendu par quatre mille cheminots au colonel Perón et à l'ensemble du gouvernement ? Quelle interprétation donner à ce banquet offert au président Farrell, à ses ministres et aux chefs de l'armée par les travailleurs du rail, réunis autour des autorités de leurs syndicats [83] ?

D'autre part, l'habile colonel se démarque nettement des nationalis-

80. « La obra del gobierno », *Revista militar*, juin 1944, p. 107.

81. *Ibid.* Alberto Baldrich, ministro de Justicia e Instrucción pública, « La juventud argentina y la revolución del 4 de junio » (mensaje a los estudiantes argentinos).

82. *Ibid.*, « Homenaje a la revolución del 4 de junio de 1943 », p. 1057-1114.

83. *Ibid.*, p. 110. *La Nación*, 5 juin 1944.

tes, depuis la chute de Ramírez, sans pour autant s'opposer à eux. Il sait lâcher du lest et se compose un profil de libéral aux yeux de l'opinion. Mais il garde l'oreille des militaires et parle leur langage quand il le faut. La tactique du pompier pyromane a déjà les faveurs du futur président. Il a placé ses hommes liges dans des positions clés qui lui facilitent la manœuvre : le colonel Filómeno Velasco est chef de la police ; les colonels Tauber et Mittelbach, respectivement secrétaires de la présidence et chef de la Maison militaire, ne lui refusent rien.

Dès le 26 février, Perón donne des preuves de sa bonne volonté démocratique en faisant libérer le président du Círculo de prensa, le journaliste conservateur Adolfo Lanús. Perón profite de cette occasion pour prononcer, devant les journalistes accrédités à la Casa Rosada, l'éloge de la liberté de la presse. On commence à parler d'élections, encore à mi-voix.

D'ailleurs, les nationalistes perdent du terrain. En politique extérieure, les victoires alliées n'encouragent pas les Etats-Unis à fléchir leur intransigence vis-à-vis de l'Argentine. Le secrétaire d'Etat américain n'hésite pas à affirmer à la face du monde que l'Argentine est le quartier général du nazisme sur le continent. Le 27 octobre 1944, le général Peluffo prend l'initiative de solliciter une réunion de consultation des chanceliers américains pour expliquer la position de son pays et examiner les moyens de respecter ses engagements inter-américains. Les Etats-Unis comprirent fort bien que le gouvernement argentin utiliserait cette réunion comme une tribune pour y dénoncer les atteintes à sa souveraineté et y exalter sa diplomatie d'indépendance nationale. Ils s'opposèrent donc, non à la convocation d'une conférence inter-américaine, mais à la participation de l'Argentine, nation non belligérante, à cette réunion.

Peluffo démissionne à la fin du mois de décembre, entraînant avec lui ses conseillers nationalistes. Afin que cette démission n'apparaisse pas comme un désaveu de la politique extérieure du gouvernement, elle n'est rendue publique que le 9 janvier [84]. La diplomatie d'affirmation nationale des neutralistes a fait faillite. Il faut se rendre à l'évidence. Il n'est que temps.

Perón en a pris son parti. Evoquant la situation internationale, il répond à un journaliste uruguayen [85] : « Notre pays n'est pas un point isolé dans l'espace comme nos nationalistes semblent le croire, mais il fait partie intégrante de notre monde en pleine mutation. Nous devons donc avancer avec la marée si nous ne voulons pas sombrer ! »

La chute du Reich n'est qu'une question de semaines. Du 21 février au 8 mars, la Conférence inter-américaine sur les problèmes de la guerre

84. Interview citée et Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *op. cit.*, p. 151-152.

85. Cité par Luna (Felix), *El 45, Crónica de una año decisivo*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 26. Voir également Peluffo (Orlando), *Querella a Santander*, s.l., s.e., (1955), 83 p.

et de la paix se réunit à Mexico, au Palais de Chapultepec. Une résolution de cette conférence stipule que si l'Argentine déclare la guerre à l'Axe elle pourra signer l'acte final de Chapultepec, et les républiques américaines renoueront des relations normales avec Buenos Aires. Le gouvernement argentin ne laisse pas passer cette planche de salut. Le gouvernement militaire, le 27 mars 1945, déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon dont les forces moribondes capitulent sans conditions le 8 mai et le 10 août. Faisant litière de la *hidalguía,* le gouvernement argentin, au nom de la raison d'Etat, a volé au secours de la victoire. Le décret du 27 mars ne justifie d'ailleurs la décision du pays que par la nécessité d'adhérer à l'acte final de la conférence de Mexico [86]. Les nationalistes défaits se retirent avec force ou sur la pointe des pieds, quand ils ne se convertissent pas à l'idéologie naissante et qui n'a pas encore de nom : le péronisme.

Après l'échec du national-catholicisme et des néo-phalangistes, seul reste, en effet, Juan Domingo Perón. Perón, en 1945, c'est une ambition, mais qui dissimule, parfois à l'excès, un grand dessein politique.

Depuis le 6 juin 1945, Perón a réussi à évincer son principal rival au sein du gouvernement, le général Perlinger. Dans la course à la vice-présidence, l'influence du général Farrell a fait pencher les chefs d'unité, qu'il a consultés, du côté du ministre de la Guerre. Vice-président, ministre de la Guerre, secrétaire d'Etat au Travail, Perón est au faîte du pouvoir. Mais il n'ignore pas que la roche tarpéienne est bien près de la Casa Rosada, et que l'inconstance des légions peut être fatale à son ascension. Il lui est indispensable d'acquérir une large assise populaire. D'ailleurs, le vent est à la démocratie, les dictatures militaires ont leurs jours comptés dans le monde. Si les militaires argentins ne veulent pas rendre purement et simplement le pouvoir aux politiciens civils, revenir à la situation antérieure au 4 juin, ils devront susciter dans leurs rangs un bon candidat présidentiel. La perspective électorale commence à germer dans l'esprit de Perón, de ses collaborateurs et des partisans. Et pour réaliser son programme de mise en ordre socio-politique, l'onction populaire viendrait compléter utilement la légitimité militaire.

Le colonel Perón veille à son image, dès sa nomination au département du travail. Chaleureux, direct et familier, celui que l'on baptisera plus tard « l'homme au sourire entre les dents » sait jouer de ses quali-

86. La déclaration finale de la Conférence de Chapultepec comprend une résolution n° 59 qui concerne l'Argentine où l'on lit : la Conférence 1) déplore que l'Argentine n'ait pas encore pris les mesures qui lui auraient permis de participer à la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix ; 2) déclare que la résolution finale reste ouverte à l'adhésion de l'Argentine. Le texte confus et embarrassé du décret de déclaration de guerre stipule : article 1er) Le gouvernement de la République accepte l'invitation qui lui a été faite par les vingt Républiques américaines participant à la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix. Il adhère à la résolution finale de cette réunion ; article 2) afin d'aligner la politique de la République sur celle des autres Républiques américaines et se solidariser avec elles face aux menaces et aux actes d'agression perpétrés contre l'une quelconque de ces nations, le gouvernement argentin déclare la guerre...

tés personnelles. Accueillant avec les syndicalistes, protecteur et attentif avec les humbles qui reconnaissent son autorité, son paternalisme à leur égard reste militaire : il est le père du régiment mais au niveau de la nation tout entière. C'est une catastrophe nationale qui va faire connaître de tout le pays le sémillant secrétaire d'Etat au Travail et à la prévoyance sociale. Le 15 janvier 1944, un tremblement de terre détruit la ville de San Juan. Perón prend sur lui d'organiser l'aide aux sinistrés. Il lance une collecte nationale, s'adresse au pays à la radio, préside des meetings de solidarité [87]. Il est la voix de l'entraide nationale. Son efficacité est reconnue. La collecte rapporte trente-trois millions de pesos. Quelques mois plus tard, le nom de Perón entre dans la chanson populaire : l'opinion, qui s'inquiète de l'usage et de la destination des sommes recueillies pour la grande cause nationale, brocarde le Colonel. Son nom est sur toutes les lèvres.

Lui-même est partout. Maître Jacques du pouvoir militaire, Perón change de rôle et de casquette plusieurs fois par jour. Ainsi, à Cordoba, dans la même journée, il inaugure des installations militaires, puis préside une assemblée syndicale [88].

Le clan Perón va mettre au service de la promotion de son chef un instrument encore peu usité dans la politique argentine : la radio. Le péronisme n'aurait sans doute jamais eu la dimension massive qu'il a rapidement acquise sans l'ubiquité et la présence de ce nouveau moyen d'information. Dès le milieu de l'année 1944, des émissions du réseau national, sous prétexte de diffuser les idéaux de la révolution, font l'apologie de Perón, exaltent la figure du leader. Une des plus efficaces propagandistes du maître à penser de la révolution militaire est Eva Duarte. A partir du 1er juin 1944, elle lance sur les ondes de Radio-Belgrano, trois fois par semaine pendant une demi-heure, une émission consacrée à l'œuvre de Perón, intitulée « Vers un avenir meilleur ». L'auteur du livret en est Francisco Muñoz Azpiri qui devint, au début du mois de juin, directeur de la section propagande du sous-secrétariat d'information à la présidence de la République, et le maître-d'œuvre de la campagne pré-électorale de Perón [89].

L'avenir personnel du colonel Perón ne semble pas constituer pour lui une fin en soi, comme ses adversaires n'ont cessé de l'affirmer. Avide de pouvoir, Perón l'est certainement. Mais l'explication psycholo-

87. C'est à l'occasion d'un meeting tenu au Luna Park de Buenos Aires que Perón fait la connaissance le 22 janvier d'Eva Duarte. Voir « Historia del peronismo », *Primera plana*, 22 juin 1965.

88. *La Nación*, 30 et 31 mai 1944.

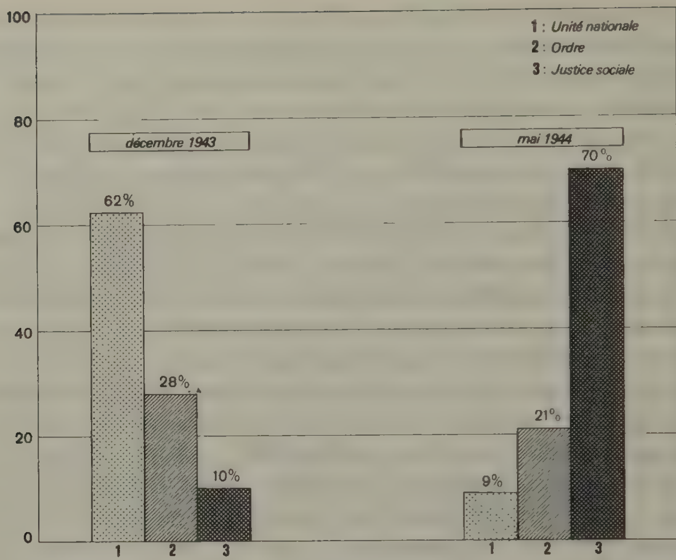
89. Voir Borroni (Otelo), Vacca (Roberto), *La vida de Eva Perón*, I, *Testimonios para su historia*, Buenos Aires, Galerna, 1970, p. 74-76. Le texte de l'émission du 25 juillet 1944 est intitulé : « La révolution a tiré ses hommes des entrailles de la nation » ; on y entend, entres autres, ceci : « Perón est un de nos soldats ! Il a mûri au contact de la troupe, près de nous ! Il a été notre lieutenant, notre commandant, notre colonel... oui, c'est un homme du peuple, simple, affable, souriant... Il est là. Nous le voyons tous. On l'applaudit... ».

gique est un peu courte. Perón, en 1944, c'est déjà bien plus que Perón. Au-delà de sa personne et l'incarnant parce qu'il est le seul militaire à l'avoir exprimée en acte, il y a une politique sociale lucide voire cynique mais originale. Perón part de deux constatations : d'une part, les masses ouvrières sont ou bien inorganisées ou bien contrôlées par des syndicats dirigés, selon lui, en majorité par l'extrême-gauche ; d'autre part, la législation sociale est pratiquement inexistante et les revendications légitimes des travailleurs sont restées sans écho. L'insensibilité et l'aveuglement des classes dirigeantes doublées par « l'agitation communiste » peuvent amener le pays au bord d'une guerre civile à l'espagnole. Il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard. Le plan d'action de Perón comporte trois volets : promouvoir une politique sociale généreuse, « organiser les masses » dans des syndicats d'où les « extrémistes » seraient bannis, instaurer un Etat fort, capable de mettre fin à la lutte des classes et de faire respecter ses décisions par les « partenaires sociaux ». Comme le dit Perón à la Bourse du commerce, le 25 août 1944 : « L'assurance contre l'agitation, c'est l'organisation des masses, l'Etat fournit la contre-assurance qu'est l'autorité nécessaire ... » [90].

Bien des militaires partagent ces idées. Mais nombreux sont ceux qui, influencés par les nationalistes, craignent que les avantages sociaux octroyés par l'Etat et l'aide apportée aux syndicats ouvriers ne ruinent la hiérarchie sociale. Corporatistes et traditionalistes autoritaires, certains officiers, dans les allées du pouvoir, n'apprécient guère l'action entreprise par le ministre de la Guerre, où ils voient la résurgence du libéralisme qu'ils croyaient avoir extirpée à jamais, et un ouvriérisme démagogique indigne d'un militaire.

Perón ne méconnaît pas ces résitances. Il impose son programme à l'opinion militaire sans l'affronter, grâce à une argumentation faisant directement appel aux valeurs professionnelles des officiers. Les premiers discours du secrétaire d'Etat adressés aux travailleurs sont en fait prononcés à l'intention de l'armée ; 90 % de leur contenu développe deux thèmes auxquels sont sensibles les compagnons d'armes du colonel Perón : le renforcement de l'*unité* nationale par l'organisation de l'harmonie ou de la solidarité sociale et le maintien de l'ordre socio-économique. Le thème de la justice sociale est secondaire (voir graphique). Le vocabulaire est répressif et quasi policier ; le pôle négatif est essentiellement constitué par « les agitateurs syndicaux », les « idéologues étrangers ». Mais la relation entre les trois thèmes s'inverse dans le grand discours du 1er mai 1944 où la justice sociale occupe 70 % du texte ; la paix sociale, l'ordre du monde du travail (21 %) restent cependant une composante primordiale. Le rapport des forces a changé entre-temps au sein du cabinet. Perón a les coudées plus franches. Il a moins

90. Selon Perón dans le discours qu'il prononce à la Bourse du commerce le 25 août 1944 : Perón (J.D.), *El pueblo quiere saber de qué se trata*, Buenos Aires, s.e., 1944, p. 183.



Source : Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberiana, op. cit.*, tome 1

Les thèmes du nationalisme populaire dans les discours de Perón, secrétaire d'Etat (1943-1944)

besoin de protéger ses arrières. La recherche de l'appui populaire passe par l'atténuation de la dimension militaire du programme social péroniste.

Avec une efficacité indéniable, le nouveau secrétaire d'Etat réalise en quelques mois une tâche législative considérable, à la mesure du caractère archaïque des relations du travail en Argentine. Ainsi, 50 000 employés de boucheries bénéficient désormais du repos dominical. Le personnel administratif des chemins de fer reçoit le droit de se syndiquer. Deux millions de travailleurs bénéficient du droit à une retraite. Des conventions collectives équitables voient le jour dans de nombreux secteurs d'activité. Les tribunaux du travail sont créés, le 11 mai 1944... Les conflits cessent d'être des problèmes d'ordre public et de simple police. Les arbitrages ne se font pas uniquement en faveur du patronat. Régime des retraites, statuts professionnels, caisses de sécurité sociale, logement et loyers, rien ne semble étranger à l'activité intense et multiple du secrétariat.

La mesure la plus avancée, et dont les retombées politiques et sociales se sont révélées les plus importantes, est sans doute le statut de l'ouvrier agricole, *estatuto del peón,* instauré par le décret 28 169/44. En apparence il n'a rien de très révolutionnaire. Le décret prévoit un salaire minimum, les conditions minima d'alimentation, de logement des

peones ; le statut précise encore les obligations des parties en matière d'horaire de travail, d'indemnité de congédiement et d'assistance médicale. Il instaure le repos dominical et les congés payés. Mais si les classes dirigeantes pouvaient accepter que les travailleurs urbains obtiennent certains avantages sociaux grâce à l'intervention gouvernementale, elles considéraient le secteur rural, pilier du pouvoir oligarchique, comme intouchable et extérieur au domaine de l'Etat. Le statut, qui tente de remplacer le bon vouloir du patron, modifie les relations sociales paternalistes des campagnes argentines. L'Etat pénètre dans les *estancias,* commettant ainsi un véritable viol de la propriété privée. Le statut protège le *peón* qui ne dépend plus seulement du maître mais d'une volonté supérieure à celui-ci. Ce décret, qui ne changeait pas grand-chose sur le plan économique ni dans les conditions de vie des *peones,* fut donc accueilli comme une véritable révolution et déchaîna la haine sociale tenace des grands propriétaires contre Perón.

Le renforcement de l'Etat pour faire respecter la loi même par l'oligarchie foncière s'accompagne d'une stratégie tout aussi autoritaire à l'égard des institutions ouvrières [91]. Perón se refuse, nous l'avons vu, à la répression des syndicats proposée par certains militaires. Il s'efforce d'obtenir l'appui des directions syndicales en place par des faveurs personnelles ou collectives. Si cette démarche ne donne pas de résultat, le secrétariat gagne des hommes de deuxième ou troisième rang qu'il soutient contre les autorités en titre. Parfois, il suscite, fomente ou renfloue des syndicats « autonomes » concurrents qui lui doivent tout et qu'il peut contrôler. Rapidement, la vie devient impossible pour une organisation syndicale qui se voit opposer un rival ayant reçu la bénédiction du colonel Perón.

La faible conscience politique du prolétariat argentin, et notamment des nouveaux ouvriers issus de l'exode rural, favorise cette politique officielle. Les masses déracinées se tournent vers le syndicat efficace. Leur dénuement matériel et idéologique les rend particulièrement réceptives aux avantages à court terme, d'autant plus que les socialistes et les communistes, qui sont à la tête des grandes organisations ouvrières, s'intéressent par-dessus tout à l'issue de la guerre mondiale. Ils n'hésitent pas à freiner pour des raisons de politique internationale l'activité revendicative, afin de ne pas gérer l'effort de guerre ou mécontenter les chefs d'entreprise « démocrates » [92]. Par ailleurs, bon nombre de dirigeants syndicaux aguerris ont tiré la leçon des échecs répétés des luttes

91. Commentant le « statut de l'ouvrier agricole » qui a provoqué quelques remous. Perón déclare dans une conférence de presse le 17 novembre 1944 : « Le statut sera respecté ... Si les propriétaires licencient leurs *peones*, je sais quoi faire. J'irai jusqu'à placer la direction des *estancias* sous le contrôle de l'Etat ».

92. Cf. La critique de la politique démocratique des responsables ouvriers du Parti communiste par Juan José Real, alors membre du comité central in Real (J.), *op. cit.*, p. 58. Pour un point de vue des syndicalistes voir Perelmán (Angel), *op. cit.*. L'auteur est militant syndical dans la métallurgie, créateur du syndicat péroniste, Unión obrera metalúrgica.

ouvrières autonomes. Ils sont prêts à faire alliance avec qui les aidera à améliorer la condition de leurs mandants, fût-ce un gouvernement militaire [93]. Perón se trouvait donc dans une situation propice à la mise en pratique de son projet de paix sociale par l'organisation contrôlée des masses et l'intervention de l'Etat.

La doctrine politique du colonel Perón s'ébauche parallèlement à son action dans le domaine social, ou plutôt Perón développe sur un plan plus général les principes de base d'origine militaire qui ont informé ses préoccupations sociales. Les idées ne sont pas neuves. Mais Perón a le privilège redoutable de les appliquer.

Dans un discours prononcé à La Plata, lors de l'inauguration de la chaire de défense nationale de l'Université, le colonel définit les grands axes d'une politique gouvernementale tenant compte des impératifs de la sécurité. Ce discours, modestement intitulé « Signification de la défense nationale du point de vue militaire » [94], a fait couler beaucoup d'encre. Certains y ont vu une profession de foi fasciste voire impérialiste, alors qu'il s'agit simplement d'une réflexion sur la défense nationale et la politique intérieure, qui comporte bon nombre de trivialités [95]. *La Nación,* insoupçonnable porte-parole du libéralisme, applaudit dans un éditorial « les sages paroles du colonel » [96]. Que lit-on réellement dans ce discours ? D'abord que la mission de la politique intérieure est de « procurer aux forces armées le maximum d'hommes sains et fort, au moral élevé, et mus par un patriotisme sans faille », donc, que « la défense nationale est un argument de plus pour inciter à assurer le bonheur du peuple argentin », une idée nouvelle sur ce continent. Ensuite Perón développe l'idée que « la défense nationale exige une puissante industrie et avant tout une industrie lourde ». Ainsi sont définis les objectifs du gouvernement à long terme.

A plus court terme, le vice-président Perón se fait attribuer, par décret du 25 août 1944, la direction des « études en vue de la réorganisation économique et sociale du pays ». Il dispose à cette fin du Conseil national de l'après-guerre composé d'experts des différents ministères et services publics. L'objectif du Conseil est de « prévenir les difficultés qui peuvent se présenter, dérivées du passage de l'état de guerre à celui de paix, en adoptant les mesures d'urgence indispensables ». Ce Conseil élabore les principes qui doivent présider le développement socio-économique argentin en fonction de finalités politiques précises. Afin de « renforcer l'indépendance économique et politique nationale ..., d'obtenir un équilibre économique facteur d'équilibre politique et d'assurer la

93. C'est la thèse suggestive développée par Murmis (Miguel) et Portantiero (Juan Carlos), in *Estudios sobre los origenes del peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971, p. 118.

94. Perón (colonel Juan D.), « Significado de la defensa nacional desde el punto de vista militar », *Revista militar*, juin 1944, p. 1115-1135.

95. Le thème général est une variation sur *Si vis pacem para bellum*.

96. *La Nación*, 10 juin 1944.

défense nationale », le gouvernement s'efforce de « stimuler la production et l'industrialisation sur la base de l'initiative privée ... et de réaliser le plein emploi ». Il assurera, par un « juste équilibre entre tous, les intérêts et facteurs qui interviennent dans la production ..., et par la collaboration entre les organisations patronales et ouvrières, l'humanisation du capital et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs » [97].

Ainsi est née la doctrine qu'on appellera plus tard justicialiste. Le péronisme n'a pas encore de nom mais il est déjà une réalité.

97. Vice-presidencia de la nación. Consejo nacional de postguerra, *Ordenamiento económico-social*, Buenos Aires, Kraft, 1945, p. 55, 56, 68.

Chapitre 9

Armée et syndicats : les militaires argentins dans le système péroniste

Tandis que le colonel Perón acquiert un soutien populaire et prépare l'avenir — son avenir personnel disent ses adversaires —, le régime militaire s'affaiblit en se durcissant. Le gouvernement à bout de souffle est désormais sur la défensive. Les militaires révolutionnaires semblent s'accrocher désespérément au pouvoir. S'ils ne sont pas tous ravis de servir de tremplin aux ambitions politiques du vice-président, ils s'accordent au moins sur un point : refuser le retour aux affaires des « politiciens » civils. Les difficultés que rencontre tout gouvernement militaire pour s'institutionaliser et se « civiliser » sont encore aggravées par la situation internationale et l'offensive de l'opposition.

L'année 1945 est « l'année terrible » pour les militaires argentins. Chaque défaite des puissances de l'Axe est fêtée bruyamment par les adversaires du régime comme une victoire intérieure sur le pouvoir « nazi-fasciste ». La libération de Paris puis la chute de Berlin sont l'occasion pour les partisans des démocraties, c'est-à-dire à la fois les militants ou sympathisants des partis démocratiques, et les secteurs économiques dominants, de vastes manifestations de rue qui reçoivent l'appui de l'*establishment* politique et social[1]. La répression brutale de ces rassemblements et l'interdiction faite aux radios de commenter certains événements de l'actualité européenne contribuent à confirmer, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les affinités coupables du régime avec les Etats fascistes vaincus.

1. Le journal *La Nación* appelle ses lecteurs à manifester pour fêter la libération de Paris, place de France et place San Martín (face au Círculo militar) en plein barrio Norte. Il publie une version phonétique de *La Marseillaise* pour que tous les Argentins puissent la chanter en français (*La Nación*, 24 août 1944).

Le gouvernement présidé par le général Farrell semble avoir perdu l'initiative. Il subit les événements. La déclaration de guerre aux puissances de l'Axe lui est extorquée dans des conditions peu honorables. De même, l'annonce d'élections apparaît comme une concession faite à contre-cœur et recouvrant une manœuvre antidémocratique dont Perón serait le moteur. Surtout qu'en matière de normalisation l'action gouvernementale est des plus équivoque. A l'attente de l'opinion lasse d'un régime d'exception imprévisible et crispé, le gouvernement répond par des mesures autoritaires. Le décret paru en janvier sur la « répression des délits contre la sûreté de l'Etat », qui prévoit notamment l'interdiction de la grève dans les services publics, ne paraît guère préluder à une ouverture du régime. Le nouveau statut des partis politiques, qui limite leur autonomie interne et leur activité [2], augure mal de la libéralisation attendue.

Encouragés par le vent de l'histoire, certains opposants exigent la démission du gouvernement afin de garantir des élections libres. Dès janvier, le Parti socialiste réclame le transfert du « pouvoir à la Cour suprême ». Les socialistes argentins ont choisi de faire passer la légalité démocratique avant les intérêts des travailleurs. En proposant au président Farrell de céder le pouvoir au Tribunal constitutionnel, institution très impopulaire qui a rejeté plusieurs décrets sociaux « avancés » du régime militaire, le Parti socialiste se suicide politiquement. D'autant qu'il apparaît comme le cœur, sinon le cerveau, d'une opposition réunissant la gauche orthodoxe et les organisations patronales contre la politique du gouvernement. Le Parti socialiste, il est vrai, a plus que tout autre intérêt à l'éviction des militaires du pouvoir. Comme le Parti communiste illégal, il a été la principale victime de l'épuration syndicale entreprise par le secrétariat au travail. La défection de certains de ses responsables ouvriers, attirés par l'efficacité du Colonel, a encore affaibli son audience.

Pour détendre l'atmosphère, le colonel Perón fait distribuer à la presse, le 23 avril, une déclaration assurant qu'il n'aspire pas à la présidence et qu'il s'opposerait à tous ceux qui tenteraient de lancer sa candidature. Cette déclaration, publiée au moment où les Etats-Unis s'apprêtent à renouer des relations commerciales avec l'Argentine, est accueillie avec scepticisme [3]. En fait, elle renforce le prestige du vice-président en

2. Le décret portant statut des partis politiques est adopté le 30 mai 1945. Ce texte fixe avec un grand luxe de détails le déroulement des élections intérieures des partis et jusqu'aux taux minimum des cotisations. Il prévoit, entre autres, l'obligation de communiquer à la justice la liste des adhérents et de la rendre publique avant chaque élection interne. Il interdit la réélection des dirigeants aux organes exécutifs des formations politiques. Voir « Estatuto orgánico de los partidos políticos » in Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberanía popular*, Buenos Aires, 1946, tome 1, p. 666-672.

3. Voir Luna (Felix), *El 45, Crónica de un año decisivo*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, p. 184. Le Département d'Etat américain vient en effet d'envoyer à Buenos Aires la mission Warren, dont fait partie le général Georges Brett, pour discuter du rétablissement des relations non seulement économiques mais aussi militaires. En fait, les Etats-Unis, et notamment les secteurs

soulignant l'absence d'homme de rechange susceptible de représenter les intérêts dont il assume la défense. Même les militaires, inquiets pourtant de l'activité envahissante du Premier travailleur, s'aperçoivent qu'il est le seul à pouvoir garantir, sur le plan corporatif et politique, les objectifs du mouvement révolutionnaire du 4 juin. La tonalité antimilitariste des dernières manifestations de l'opposition incite les officiers à serrer les rangs et à défendre, autour de Perón, une solution légale qui ne mette pas l'institution militaire en cause.

La fausse sortie de Perón émeut également de larges secteurs apolitiques ou déjà péronistes de la classe ouvrière, qui craignent pour les avantages sociaux récemment octroyés par le gouvernement militaire. Le spectre de l'oligarchique Cour suprême, brandi par la « classe politique », n'est-il pas l'annonce d'une revanche patronale imminente que seul Perón peut empêcher ? Ces pressentiments confus d'une partie du prolétariat s'avèrent largement fondés lorsque apparaît, le 15 juin, dans tous les quotidiens, un Manifeste de l'industrie et du commerce signé par trois cents organisations patronales, qui dénonce les augmentations de salaire et tire à boulets rouges sur le gouvernement. Quelques jours après, c'est le tour de la Confédération des sociétés rurales qui s'en prend au modeste Statut du *peón*, coupable « d'éliminer l'autorité hiérarchique du patron laissé à la merci des *peones* ou de n'importe quel agitateur ... ». On ne saurait faire de plus habile propagande en faveur de Perón.

Suivant la même politique d'apaisement que le vice-président, le général Farrell profite du solennel banquet de camaraderie des forces armées pour annoncer, le 6 juillet, que des élections libres sans fraude ni candidat officiel seraient convoquées avant la fin de l'année. « Nous ne fabriquons pas de successeurs », déclarait l'intègre général. Ce qui ne signifiait pas, comme on le crut alors, que l'étoile de Perón pâlissait. Le vice-président ne souhaitait nullement n'être redevable du pouvoir qu'à ses compagnons d'armes. Une indiscutable légitimité populaire lui permettrait de pousuivre librement les objectifs qu'il s'est fixés. Pour cela, l'investiture de forces politiques authentiquement démocratiques donnerait à la victoire électorale du candidat de l'armée, sur le plan intérieur comme sur le plan international, une immense portée et une autorité indiscutée.

Les généraux et colonels fidèles à Perón, soit par amitié personnelle, soit qu'ils considèrent que le Colonel est pour l'armée la moins mauvaise solution, acceptent donc de jouer, dans des conditions peu propices, la carte du rapprochement avec les radicaux. Perón n'ignore pas que le

libéraux qui dirigent alors le Département d'Etat (Stettinius et Nelson Rockefeller), aspirent à voir le marché argentin s'ouvrir aux exportations des Etats-Unis. Cf. Green (David), « The cold war comes to Latin America », in Bernstein (Barton J.) et al., *Politics and policies of the Truman administration*, Chicago, Quadrangle Books, 1970, p. 171.

parti d'Yrigoyen s'identifie à l'histoire même de la démocratie argentine. Le plus grand parti argentin profondément enraciné dans le terroir national n'est pas sans éveiller, malgré les brouilles et les malentendus, un écho sentimental rassurant chez les cadres de l'armée. L'appui d'une fraction de l'Union civique radicale au régime militaire ou à un candidat issu de la révolution de juin donnerait à ce dernier un vernis démocratique qui permettrait peut-être de jeter le manteau de Noé sur des origines ou des velléités passées désormais inavouables. Le pari est risqué mais il n'est pas perdu d'avance. Le parti radical est divisé par les tendances opposées et les rivalités des notables provinciaux mal à l'aise sous une direction alvéariste conservatrice et métropolitaine.

Selon un témoin partial et passionnément antipéroniste mais bon connaisseur des coulisses du régime, les généraux et officiers supérieurs du « cercle intérieur » gouvernemental auraient signé, le 28 juillet 1945, une résolution traçant la stratégie du pouvoir en vue des élections. Ce texte stipule dans son premier alinéa : « On doit poursuivre les démarches entreprises en vue d'un rapprochement avec le parti majoritaire », avec, comme condition limitative, qu'« en cas de refus des dirigeants des partis de collaborer et de respecter l'œuvre de la révolution, le gouvernement recherchera la manière de faire s'exprimer librement et démocratiquement la volonté populaire favorable à la révolution, de manière que le président élu soit bien l'expression de cette volonté populaire »[4].

Déjà, certains gouverneurs tentent de confier des responsabilités, sur le plan local ou provincial, à des radicaux. Mais le coup de théâtre est la nomination, au début du mois d'août, de Juan Hortensio Quijano au Ministère de l'intérieur, portefeuille électoral s'il en est. Quijano est un *estanciero* de la province de Corrientes. Pittoresque et un rien anachronique d'apparence, ce caudillo radical n'est pas une personnalité de premier plan dans l'UCR, ni un homme politique de dimension nationale ; mais il est connu. Cette défection constitue en tout cas un coup très rude pour la direction du parti radical totalement engagée dans une opposition systématique au régime

L'offensive de séduction des radicaux se poursuivit quelques semaines plus tard avec l'entrée au Ministère des finances d'Armando Antille, notable yrigoyéniste de la province de Santa Fe, emprisonné sous Uriburu. Le 28 août, l'ex-député radical, Juan I. Cooke, reçoit le portefeuille capital des Affaires étrangères. Cooke, résolument pro-allié pendant la guerre et qui n'a jamais caché ses sentiments antifascistes[5], est

4. Güemes (Gontrán de, pseudonyme), *Así gestó la dictadura. El GOU.*, Buenos Aires, Rex, 1956, p. 118.

5. C'est ainsi qu'il a adressé une lettre de félicitations au rédacteur de *La Prensa* (et député, membre de la Commission des activités antiargentines), Adolfo Lanús, pour la publication de son livre *Campo minado* (Buenos Aires, Esmeralda, 1942) qui dénonce la collusion des mouvements nationalistes avec les puissances de l'Axe (Archives Adolfo Lanús).

l'homme qui convient pour « normaliser » la diplomatie argentine et gagner les bonnes grâces des Etats-Unis.

Néanmoins, l'entreprise de débauchage des radicaux tourne court. La direction de l'UCR refuse tout contact avec le pouvoir et décide, dès le 23 juillet, l'expulsion de tout adhérent qui accepte un poste gouvernemental. Perón tentait de diviser le parti radical en flattant son aile yrigoyéniste intransigeante, en conflit ouvert avec la direction alvéariste. Cette tendance a, en effet, appuyé la neutralité pendant la guerre et refuse de s'allier avec les conservateurs. Son chef de file est l'ancien gouverneur de Córdoba, le prestigieux Amadeo Sabattini. En juin 1943 déjà, la rumeur avait couru que celui-ci était le mentor du nouveau régime. En fait, le général Ramírez avait sans succès fait appel à sa collaboration. En 1945, Perón envoie à Sabattini de nombreux émissaires porteurs d'offres alléchantes [6], mais ils se heurtent à un refus. Quijano, notable paternaliste lié au clan Alvear, n'était pas, il est vrai, une très bonne enseigne pour attirer les « jeunes turcs » de la gauche radicale.

Si l'UCR a coupé les ponts, Perón ne se décourage pas pour autant. Les masses radicales désorientées par la nouvelle alliance avec les conservateurs sont disponibles, croit-il, pour qui saura se réclamer de la grande tradition radicale, nationaliste et populiste, contre la direction anti-yrigoyéniste de l'UCR. Perón va donc parler le vieux langage radical pour s'adresser à la base du parti, par-dessus ses aristocratiques et falots leaders. Il connaît bien la sensibilité radicale : électeur d'Yrigoyen en 1916 [7], révolutionnaire contre Yrigoyen en 1930, le Colonel va tout mettre en œuvre pour apparaître comme l'authentique successeur du grand caudillo populaire.

Le 24 juillet, un meeting organisé par des radicaux yrigoyénistes réunit trois mille personnes qui acclament Perón avant d'aller défiler sous sa fenêtre. En septembre, après l'entrée des radicaux au cabinet, apparaît sous la direction d'un journaliste inconnu mais d'origine radicale le quotidien *La Epoca*. Le journal d'Eduardo Colóm, qui reprend le titre de l'organe yrigoyéniste fondé en 1915, est une machine de guerre contre l'opposition lancée avec l'aide matérielle du gouvernement. Seul quotidien appuyant la révolution, *La Epoca* s'efforce habilement de rattacher l'action gouvernementale aux plus pures traditions du nationalisme et de la démocratie radicale. Ces manœuvres peu subtiles en vue de modifier l'image du régime tout en donnant un soutien politique — c'est-à-dire l'appui de machines locales ou de réseaux de clientèles — à une « candidature impossible », n'ont eu qu'une influence limitée. D'une part, le

6. D'après le biographe de Sabattini, Angel A. Vargas (*Vida de Amadeo Sabattini*, Buenos Aires, Ed. Cívica, 1966, p. 96) Perón, a travers des envoyés comme le général Juan C. Quaranta ou le journaliste Dardo Corvalán Mendilaharzu, aurait même proposé la vice-présidence de la République au médecin de Villa María.

7. D'après son propre témoignage et bien que sa famille soit de tradition conservatrice. Cf. Les mémoires de Juan Perón in *Panorama*, 14 avril 1970, p. 23.

véritable site où se joue la réalité du pouvoir reste la société militaire. D'autre part, le péronisme — le mot existe déjà — réagit plutôt qu'il n'agit, et ses meilleurs atouts proviendront de ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur.

L'armée entre Perón et la révolution

La crise du régime, les assauts de l'opposition, les intrigues politiciennes d'un colonel ambitieux jouant avec les partis et les syndicats, font naître un malaise certain au sein des forces armées. Le gouvernement en place est le leur. Tous les officiers se sentent engagés par l'orientation et l'avenir du régime. De plus, l'armée, même dans les garnisons les plus éloignées des centres du pouvoir, n'est pas une île coupée des mouvements de l'opinion. Les militaires sont divisés. Les clivages les plus nets passent entre les armes ; mais l'armée de terre, globalement solidaire de l'œuvre de la révolution, n'est pas épargnée.

A l'exception d'un petit nombre de généraux totalement intégrés dans la classe politique traditionnelle, soit par leur appartenance familiale aux groupes dominants, soit par leurs relations sociales ou économiques, les officiers de l'armée de terre se refusent à revenir à la situation antérieure au 4 juin 1943. Pour eux, les « politiciens », voire la « démocratie libérale », ont failli à préparer humainement et militairement le pays pour la guerre ; la difficile étape de la reconstruction et du retour à la paix ne peut pas leur être confiée. Pour ces militaires, l'après-guerre est une affaire beaucoup trop grave pour qu'on la confie à des civils. Les maîtres de la fraude et de la corruption, qui ont conduit le pays à une banqueroute morale à l'issue d'une « infame décennie », n'ont aucun droit au pouvoir. L'armée ne peut pas se renier. La situation internationale est d'ailleurs trop délicate, et les responsables de la sécurité nationale ne peuvent pas accepter de transmettre le gouvernement aux partis. L'hostilité des Etats-Unis, la rupture de l'équilibre continental au profit du Brésil ne sont pas pour atténuer les craintes (et les exigences) professionnelles des cadres militaires.

Ces réflexions responsables n'effleurent guère les jeunes (et les moins jeunes) officiers nationalistes, scandalisés par l'ouvriérisme de Perón. Ces partisans des régimes autoritaires considèrent depuis longtemps déjà que le ministre de la Guerre les a trahis. Ainsi, en mars 1944, un jeune aviateur, descendant d'une prestigieuse famille conservatrice de la province de Buenos Aires, est sur le point d'envoyer avec indignation sa démission et même son uniforme au Colonel[8]. Scandalisé par la collusion du ministre de la Guerre avec les syndicats ouvriers, le général de

8. Tout son « style politique répugnait » au lieutenant d'aviation nationaliste Güiraldes. Entretien de l'auteur avec le commodore Juan José Güiraldes, 20 mai 1970.

cavalerie Benjamín Menéndez fait savoir à la même date son opposition d'homme d'ordre à la subversion fomentée par le Premier travailleur [9]. Il est mis six mois aux arrêts. La déshonorante volte-face de la déclaration de guerre, puis l'appel éhonté aux hommes des partis en vue d'un retour au libéralisme ont achevé de rejeter dans une opposition maussade ou conspiratrice les officiers partisans d'un régime hiérarchique et antiparlementaire. Ils ne sont pas les seuls.

Les militaires libéraux liés aux aristocraties provinciales, aux familles consulaires ou aux cercles conservateurs n'apprécient guère l'atmosphère des manifestations populaires organisées par le vice-président. Ils sont choqués par le ton violent et le contenu socialement agressif de certains discours révolutionnaires indignes d'un chef de l'armée. Ainsi le colonel commandant de la 3e région militaire, descendant d'une illustre famille de La Rioja, frère d'un éditorialiste de *La Prensa* et ami du « seigneur des moulins à sucre » de Salta, Robustiano Patrón Costas, proteste contre les discours antioligarchiques du colonel Perón : il est rayé des cadres en juillet 1945. Selon cet officier, l'armée, qui n'est pas éduquée dans l'orgueil des traditions nationales, dans « le respect de son patriciat, qui est une des formes du patriotisme, porte en elle les germes funestes de l'anarchie » [10]. C'est l'attitude logique d'un officier qui a parfaitement intériorisé les valeurs du groupe dirigeant.

Mais de nombreux officiers n'ont pas les mêmes raisons sociales ou culturelles de prendre leurs distances vis-à-vis du tandem Perón-Farrell. Ils n'en sont pas moins mécontents. La personnalité et l'action politique de Perón leur semblent censurables, certains pensent même qu'eu égard aux objectifs de la révolution et aux menaces d'une revanche civile, Perón est un remède pire que le mal. Le gouvernement parallèle qu'il a formé autour du Conseil national pour l'après-guerre réduit Farrell au rôle de figurant et ridiculise le gouvernement des forces armées. L'intérêt du secrétaire au Travail pour les syndicats est certes apprécié, mais les officiers argentins, qui ont un sens exacerbé des hiérarchies et des compétences, s'inquiètent de voir pour la première fois un syndicaliste gouverner la province de Buenos Aires, jusque-là réservée aux membres des classes supérieures [11]. La publicité tapageuse faite auprès des ouvriers par le Colonel et son clan en faveur du Premier travailleur irrite autant la société militaire que le cumul sans précédent des charges gouvernementales. Et, pour comble, la vie privée du vice-président n'est pas à l'abri des critiques. Qu'un officier au faîte des responsabilités vive maritalement avec une Eva Duarte au passé douteux choque profondément la

9. Il publie un article réprobateur dans le journal d'extrême droite *Cabildo* (interview du général B. Menéndez, 1er septembre 1969).

10. Lanús (colonel Roque), *Al servicio del ejército*, Buenos Aires, s.e., 1946, p. 35.

11. Juan A. Bramuglia, avocat socialiste du syndicat des cheminots Unión ferroviaria, est nommé gouverneur de Buenos Aires, le 26 décembre 1944.

pruderie des militaires argentins. Pour aggraver les choses, le bruit court que la famille Duarte s'adonne aux joies du marché noir grâce à la protection officielle dont elle jouit.

Qu'on ne croie pas pour autant que de nombreux officiers sont favorables à l'éviction de Perón. En fait, en dehors de quelques têtes chaudes, ils restent prisonniers d'insurmontables contradictions. Fidèles aux objectifs révolutionnaires, ils ont tous — sauf trois cents, dit-on — fait serment d'allégeance envers le ministre de la Guerre. Rejeter Perón c'est renier la révolution du 4 juin. A moins qu'un nouveau Perón, qu'un caudillo militaire courageux vienne les tirer du dilemme qui les paralyse.

Face au problème concret de l'avenir du régime, les points de vue divergent chez les premiers rôles. Les uns, comme le général Peluffo, accepteraient volontiers la candidature du leader naturel des forces armées mais ne veulent pas entendre parler des partis et des hommes politiques du passé. Ils répugnent à voir l'armée gagner les élections grâce à la mise sur pied « d'une machine électorale formée de dirigeants du parti radical » [12]. D'autres, et non des moindres, tel le colonel Enrique P. González, considère, en vrai rival de Perón, la brigue pré-électorale du ministre de la Guerre indigne d'un militaire en activité. En outre, selon lui, les hommes du GOU avaient pris l'engagement solennel de ne se présenter aux élections sous aucun prétexte [13] tant que l'armée occuperait le pouvoir.

Si certaines décisions du gouvernement jugées démagogiques, voire subversives, choquent le conformisme des cadres de l'armée, l'immense majorité fait passer la fidélité à l'institution avant la défense des conventions et des hiérarchies sociales. Seuls quelques généraux membres de l'*establishment* rompent ouvertement avec le gouvernement de la révolution et conspirent pour que le pouvoir soit rendu aux civils. Il n'en va pas de même dans la marine. Déjà les attitudes des deux armes divergent. La marine de guerre est majoritairement antipéroniste et le fait savoir. A la fin du mois de septembre 1945, les plus prestigieux amiraux à la retraite, parlant expressément en lieu et place des officiers d'active, exigent « le rétablissement immédiat des droits et garanties de la Constitution et la convocation d'élections » [14].

Si les tentatives de soulèvement dans l'armée de terre proviennent d'hommes liés par leurs origines familiales aux groupes dirigeants traditionnels, la fréquence des conspirations ne peut manquer cependant d'inquiéter Perón et ses amis. En avril 1945, la police étouffe un mouve-

12. Voir la lettre de démission du général Peluffo, ministre des Affaires étrangères, du 29 décembre 1944, in Peluffo (général Lorenzo), *Querella a Santander*, s.l., s.e., s.d. [Buenos Aires, 1955], p. 27.

13. Interview du colonel Enrique P. González (Archives Carlos Fayt), *doc. cité.*

14. « Jefes de la marina piden la vuelta a la normalidad », *La Nación*, 24 septembre 1945, parmi les signataires, citons les amiraux Manuel Domecq García, Enrique G. Fliess, Ismael F. Galíndez, Carlos Daireaux.

ment subversif dirigé par le général d'artillerie Adolfo Espíndola, commandant de la 2e région militaire. Ce complot visant, selon le gouvernement, à transférer le pouvoir à la Cour suprême[15] possédait de nombreuses ramifications dans les milieux nationalistes des trois armes. En septembre, c'est au tour de deux généraux de la cavalerie, l'arme aristocratique par excellence, membres du Jockey Club de surcroît, tout comme Espíndola, de tenter leur chance. Le général Arturo Rawson, éphémère président, et le général Osvaldo Martín échouent dans leur tentative de soulever à Córdoba la 4e division. Leurs subordonnés n'ont guère manifesté d'enthousiasme à l'idée de remettre le gouvernement au Tribunal suprême. « La consigne la plus impopulaire » au sein de l'armée apparaît à certains officiers comme un véritable défi à l'institution militaire.

La grande semaine d'octobre et l'échec de l'élite politique

Pour les partis politiques, qui, de droite à gauche, combattent au nom de la démocratie et avec l'aide des associations patronales le gouvernement de fait, la victoire semble proche en juillet-août 1945. L'offensive civile se fait de plus en plus dure. Une Junte de coordination démocratique mise sur pied par les conservateurs s'efforce de réaliser l'unité de l'opposition. Elle y réussit quand, à la fin du mois d'août, l'UCR, passant outre à l'hostilité de son aile intransigeante, adhère à ce cartel où se retrouvent tous les personnages consulaires de la République. Mais emportés par le vent de l'histoire qui paraît souffler en leur faveur, les hommes politiques civils perçoivent mal la réalité argentine. L'antifascisme, qui soude les différentes formations d'opposition, aveugle également leurs dirigeants. Ils se croient à l'heure de l'assaut final contre un « ennemi » aux abois. Poursuivant un parallèle rassurant et, pensent-ils, politiquement payant, ils exigent du gouvernement nazi-fasciste une « capitulation sans condition ». Les équations historiques douteuses oblitèrent les véritables rapports de force et amènent les partis à multiplier les maladresses. Perón saura en tirer le meilleur parti. L'antimilitarisme, l'exaltation des démocraties anglo-saxonnes empêchent l'armée de basculer tout entière dans le camp antipéroniste. Le soutien patronal, la sous-estimation, voire l'ignorance des améliorations apportées à la condition des travailleurs par les mesures démagogiques du vice-président limitent singulièrement l'audience populaire des démocrates.

Dans la première semaine d'août, tandis que la première bombe atomique éclate sur Hiroshima, le gouvernement lève l'état de siège qui durait depuis Castillo. Les exilés politiques rentrent, le Parti communiste

15. Selon *Las fuerzas armadas restituyen... op. cit.*, tome 1, p. 726.

sort de l'ombre, les organisations d'étudiant proches de l'extrême-gauche sont à nouveau légales. Pour les partisans des « démocraties victorieuses », les événements internationaux commandent. Le pouvoir a donné un témoignage de son affaiblissement. Un coup de boutoir suffira à l'éliminer. L'opposition descend dans la rue. La pression des forces anti-gouvernementales prend des allures de guérilla. Buenos Aires a la fièvre. Tout le mois, la capitale est en ébullition. Les batailles rangées entre étudiants des deux camps, entre les manifestants démocrates et la police, font plusieurs morts. Les meetings publics se multiplient. Leur ton monte.

Les manifestations de masse de l'opposition ne s'attaquent pas seulement au gouvernement militaire mais à l'armée tout entière. Des conscrits sont molestés à l'issue des manifestations par des éléments incontrôlés. La traditionnelle exposition de la Société rurale, à laquelle n'assiste aucun membre du gouvernement, se transforme en assemblée de l'opposition : l'assistance distinguée y scande des slogans insultants pour les officiers argentins.

Décidés à harceler sans trêve le pouvoir militaire, les partis font feu de tout bois. Plus sensibles aux événements internationaux qu'aux tendances de l'opinion populaire, les dirigeants politiques n'hésitent pas, en effet, à accepter l'aide compromettante du nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Spruille Braden. Ce diplomate épais a contribué à légitimer Perón par son intervention indiscrète dans les affaires intérieures argentines. Paladin de la libre entreprise et de l'*American way of life*, S. Braden est un pourfendeur de nazis et de communistes [16]. Arrivé en proconsul à Buenos Aires le 21 mai 1945, il se met immédiatement à la tâche sans aucune réserve diplomatique et bien décidé à faire triompher la démocratie. Multipliant discours, conférences, banquets de propagande antifasciste, l'ambassadeur Braden, applaudi et fêté par l'opposition, devient l'inspirateur de l'escalade antigouvernementale. Tant et si bien que le président Truman, convaincu de la nécessité d'une détente avec Buenos Aires, décida de l'écarter de la scène argentine. Mais il dut pour cela le promouvoir secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires américaines. Ainsi *kicked upstairs* [17], le bouillant Braden pourra continuer à lutter contre la « dictature fasciste » facilitant bien malgré lui la tâche des péronistes.

Car le gouvernement saisit tout de suite l'aubaine. Les attaques anonymes contre Braden dans des tracts abondamment diffusés encouragent le tout Buenos Aires politique et mondain à affirmer son soutien à

16. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les Mémoires de ce diplomate musclé qui n'hésite pas à stigmatiser « les communistes du State Department », cause de tous ses déboires. Braden (Spruille), *Diplomats and demagogues. The memoirs of...*, New Rochelle, Arlington House, 1971, p. 317-336.

17. Selon la formule de David Green, in « The cold war comes to Latin America », art. cité, p 169.

la personne de l'ambassadeur des Etats-Unis contre le gouvernement national. Il n'en fallait pas plus pour démontrer la collusion ouverte de l'opposition avec une puissance étrangère. De même, le ministre de la Guerre a beau jeu, dans un « ordre général » à l'armée, de faire vibrer la fibre patriotique et d'en appeler aux réflexes défensifs de la profession militaire. Le 13 septembre, en effet, dans un texte destiné à être lu dans toutes les unités, il dénonce la « propagande indigne et méprisable destinée à provoquer le désordre et l'anarchie », et à laquelle participent « les politiciens de la fraude » qui, après avoir « négocié le patrimoine national », n'hésitent pas à « préconiser l'intervention étrangère » et à tenter de diviser l'armée [18].

L'heure est grave. Les forces antigouvernementales, satisfaites de la promotion de Braden qu'elles interprètent comme un engagement de la Maison Blanche en leur faveur, préparent une gigantesque concentration populaire. La réussite de cette « marche de la Constitution et de la liberté », pour laquelle l'opposition mobilise toutes ses troupes, montrera l'isolement du pouvoir et la profondeur du mécontentement populaire. La manifestation, que le gouvernement ne peut pas se permettre d'interdire sans se renier, a lieu le 19 septembre. Tous les partis politiques appellent à y participer, mais également la Société rurale, la Bourse du commerce et les syndicats ouvriers antipéronistes. Le défilé a pour mots d'ordre : « Transmission du gouvernement au président de la Cour suprême de justice comme le prévoit la loi en cas de vacance du pouvoir, élections immédiates et libres, sans statut des partis politiques et dans le cadre de la loi Sáenz Peña. Plus de gouvernement de l'armée ni de gouvernement au nom de l'armée ».

Malgré la grève générale des transports décrétée par les syndicats péronistes pour faire obstacle à la marche, celle-ci est un succès. Elle réunit, de la place du Congrès à la place de France, de 200 à 250 000 personnes : les antipéronistes de toutes les classes sociales, de tous les partis. L'aristocratie pampéenne y voisine avec les ouvriers des syndicats de gauche. Il est vrai que de nombreuses entreprises ont donné congé ce jour-là à leurs employés.

Cette promenade triomphale a des prolongements sur le plan militaire, qui provoquent un durcissement gouvernemental. Le général Arturo Rawson est soumis au jugement d'un tribunal d'honneur au Ministère de la guerre pour y avoir assisté. Absous, il part pour Córdoba où il tente de soulever les troupes. Il est arrêté le 26 septembre. Depuis le 24, la marine est en effervescence à la suite de la publication du manifeste des amiraux. Le 26, l'état de siège est réimplanté. Le 2 octobre, le statut des partis est modifié dans un sens restrictif. Depuis la fin du mois de septembre, les Universités sont occupées par les étu-

18. « Orden general n° 26 », *Boletín militar público*, 13 septembre 1945.

diants qui ne peuvent être délogés que par la force : plusieurs milliers d'étudiants vont se retrouver en prison. Ces manœuvres de harcèlement de l'opposition minent considérablement le gouvernement, obligé de tourner le dos à ses propres engagements. Cette tactique provoque surtout de sérieux remous dans la coalition militaire. Un événement mineur suffira à la briser.

A Campo de Mayo, depuis le début d'octobre, le malaise face à une situation chaotique cède la place à une ébauche de conspiration. Perón, au courant, laisse faire [19], soit par impuissance, soit par calcul : il attend que les chefs de la garnison se démasquent. Le 5 octobre, le gouvernement désigne pour un poste mineur, celui de directeur des P et T, Oscar Nicolini, un ami intime de la famille Duarte, qui est préféré à un officier supérieur. C'est l'étincelle attendue et la preuve que le colonel Perón est sous l'emprise de sa maîtresse et aux ordres de sa famille : attitude indigne d'un officier argentin.

Le commandant de Campo de Mayo, le général Avalos, ne retient pas son indignation. Il la rend même publique, et le 9 octobre exige la démission du protégé du clan Duarte. Perón refuse et perd l'appui de la principale garnison du pays. La rumeur du soulèvement imminent de Campo de Mayo prend corps. Les cadres de l'armée et de la marine délibèrent. Les jeunes officiers de l'Ecole supérieure de guerre veulent l'arrestation de Perón. Certaines têtes chaudes, solidaires des jeunes gens de leur génération et de leur milieu, parlent d'attenter contre les jours du vice-président, le général Avalos a de la peine à les contenir.

Le 9 octobre dans la soirée, Perón est contraint de démissionner. Le président Farrell a en effet accepté les exigences de Campo de Mayo. Perón renonce à toutes ses charges et signe sa demande de mise à la retraite. Mais il n'a pas dit son dernier mot. Avant de se retirer à la vie privée, il prie le président de lui accorder le droit de prononcer un discours public d'adieu aux syndicats qui lui ont fait confiance. Perón s'adresse à la foule de ses partisans, le 10 octobre, du haut du balcon du secrétariat au travail et son discours est retransmis par le réseau radiophonique national.

Les arguments de son allocution sont simples et de nature à convaincre ses fidèles de la nécessité de le soutenir et de l'aider. Perón rappelle aux travailleurs qui l'écoutent que l'œuvre sociale de la révolution devra être défendue, et que le mouvement du 4 juin ne peut pas se limiter à rétablir des élections libres « car il n'aurait œuvré qu'en faveur d'un parti politique » (sous-entendu, du parti radical). Il annonce enfin qu'au moment de démissionner il a signé un décret augmentant les salaires,

19. Cf. Lucero (général Franklin), *El precio de la lealtad*, Buenos Aires, Propulsión, 1959, p. 30-31. Le colonel Franklin Lucero était alors chef du secrétariat du Ministère de la guerre, le poste qu'occupait Perón en 1943. Le témoignage du général Rattenbach (interview citée) va dans le même sens.

créant le salaire minimum garanti et l'échelle mobile des rémunérations. Perón a placé ainsi une bombe à retardement dans le camp de ses adversaires.

Le Premier travailleur a bien joué. Mais les officiers antipéronistes ont conscience d'avoir été trompés. Placés entre les pressions contradictoires des partis politiques et des syndicats pro-gouvernementaux, leur marge de manœuvre, déjà fort réduite, devient encore plus mince.

La chute subite de l'homme fort du gouvernement porte la confusion politique à son comble. Le secrétariat de la présidence se croit tenu de publier un communiqué démentant que le général Eduardo Avalos, ministre de la Guerre depuis le 10 octobre, ait l'intention « d'appuyer la candidature (de Juan D. Perón) à une haute fonction du futur gouvernement ». Le même communiqué ratifie l'appui de Campo de Mayo à la promesse présidentielle d'organiser des élections libres [20].

Les partis politiques, les démocrates forts de ce succès éclatant vont s'efforcer d'imposer leurs conditions. Croyant être les protagonistes du premier coup d'Etat civil contre un régime militaire, ils oublient que le retrait de Perón n'est imputable qu'à une décision des forces armées. Là où les éminents jurisconsultes, les académiciens, les sénateurs de la Junte de coordination démocratique voient une défaite du fascisme sur le front argentin, on ne trouve, en fait, que la rivalité de deux caudillos militaires. Perón a perdu une bataille mais l'armée argentine est loin d'avoir perdu la guerre.

Les tractations entre civils et militaires s'ouvrent dans un climat d'inquiétude et de liesse populaire circonscrite aux beaux quartiers. Amiraux et généraux sont réunis au Cercle militaire, le 12 octobre. Plusieurs milliers de manifestants, appartenant en majorité à la bourgeoisie, sont massés toute la journée sur la Plaza San Martín devant les portes du Cercle de l'armée de terre, pour attendre l'issue des délibérations. Les représentants des partis et des associations démocratiques admis aux conclaves demandent comme mesures immédiates la démission du cabinet (à l'exception du ministre de la Guerre), l'arrestation et l'inculpation du colonel Perón devant un tribunal militaire.

Un communiqué de la Junte de coordination démocratique, qui regroupe radicaux, conservateurs, socialistes et communistes, rappelle que la seule solution institutionnelle qui ait l'assentiment de tous les partis est le transfert du gouvernement à la Cour suprême. Ceci implique, dans la pratique, la démission du général Farrell, le retrait immédiat de l'armée de la scène politique, l'organisation et le contrôle des élections par le seul Tribunal suprême. Pour l'armée de terre, c'est une « capitulation sans condition ».

20. *La Nación*, 12 octobre 1945.

Une délégation de la Junte de la démocratie est reçue par le général Avalos au Ministère de la guerre. Elle est présidée par le futur prix Nobel de médecine, Bernardo Houssay, qui demande au ministre la démission du président Farrell. Le général Avalos refuse nettement. Un témoin baptisera cette entrevue lourde de malentendus : « Les dix minutes qui coûtèrent au pays dix ans de dictature ». Finalement, après bien des tractations, les parties en présence parviennent à un *modus vivendi.* Tous les ministres démissionnent à l'exception de ceux de la marine et de la guerre. Le président Farrell reste en place, et le général Avalos accepte de confier au président de la Cour suprême la mission de constituer un cabinet civil formé de personnalités « apolitiques ».

Le 13 octobre au soir, le gouvernement, c'est-à-dire le général Avalos, fait arrêter l'ancien vice-président. Le colonel Perón est déporté à Martín García — une île du Río de la Plata — qui avait accueilli naguère Yrigoyen, victime du coup de septembre. Il est placé sous la surveillance de la marine de guerre. Cette concession aux partis antipéronistes, et aux forces sociales qui les appuient, sème l'inquiétude dans les faubourgs ouvriers de Buenos Aires. L'ancien vice-président prend figure de martyr. La tâche de ses partisans dans les syndicats et de ses propagandistes en est facilitée d'autant. Cette arrestation n'est-elle pas le signe d'une revanche des classes possédantes ?

Dans l'armée, la nouvelle crée un certain malaise : l'ancien ministre de la Guerre abandonné à la vindicte des civils et livré à la marine ! L'esprit de corps va jouer. Surtout que l'antimilitarisme des partisans du « gouvernement à la Cour » fait réfléchir les officiers, même les plus hostiles au Premier travailleur. Outre les slogans et les insultes contre les institutions militaires, devenus monnaie courante, on a vu des manifestants frapper un colonel place San Martín et un plaisant civil accrocher une pancarte « A louer » sur la porte du Cercle militaire. En livrant Perón à l'ire des libéraux, les responsables de l'armée croyaient faire la part du feu et apaiser l'opposition civile. Ils découvrent qu'ils ont ainsi attisé les flammes, et qu'au-delà de la personne discutable et discutée du Colonel, ce sont les institutions militaires qui sont désormais visées. Le 9 octobre, les militaires ont en quelque sorte perpétré un coup d'Etat contre l'armée.

Le général Avalos, trop sensible sans doute aux états d'âme de ses pairs et de ses subordonnés pour être un chef politique, fait précipitamment machine arrière. Il annonce, le 16, que Perón « a été invité à se rendre de l'île de Martín García » par mesure de sécurité, afin d'empêcher qu'un attentat ne soit commis contre lui. Le ministre de la Guerre dément également qu'un procès puisse être intenté à l'ancien vice-président, car, dit-il, « aucune charge ne pèse contre lui ». Enfin, il précise, dans une déclaration sans doute à l'adresse de l'armée, qu'il reste « fidèle aux postulats de la révolution du 4 juin », et affirme qu'il n'a

agi le 9 octobre, « en accord absolu avec la totalité des chefs de l'armée, que parce qu'il considérait que les objectifs révolutionnaires se trouvaient sur le point d'être reniés ».

Tandis que l'armée en proie au trouble et effrayée de son audace semble regretter de s'être laissé entraîner trop loin sous l'influence des « politiciens civils », les forces démocratiques préparent dans la plus grande sérénité le cabinet de transition. Le président de la Cour suprême consulte partis et personnalités comme si la situation confuse que vit le pays n'était rien d'autre qu'une crise parlementaire banale. La classe politique vit en pleine illusion libérale. Les personnages consulaires de la République se hâtent lentement. Ces pères conscrits d'un autre âge, imbus de leur fonction sociale et de leur rôle historique, échaffaudent un cabinet idéal et ignorent superbement que le pays va à la dérive. Pendant ce temps, dans des quartiers moins privilégiés, des hommes inquiets s'agitent. De nombreux ouvriers se laissent convaincre, par des émissaires de Perón ou des chefs syndicaux familiers du secrétariat au travail, de la nécessité d'agir.

En effet, les milieux populaires suivent non sans appréhension les événements politiques qui ont conduit à confier au président de la Cour suprême, bastion de l'oligarchie, le soin de former un nouveau cabinet. Les syndicats et les travailleurs peu politisés considèrent comme un mauvais coup dirigé contre leurs intérêts la décision du général Avalos. La CGT est divisée sur les actions à entreprendre. Par une faible majorité (21 voix contre 18), son comité directeur décide néanmoins une grève d'avertissement pour le 18 octobre. Cette grève générale a pour objectif de s'opposer au transfert du gouvernement à la Cour suprême et à la formation d'un « cabinet de l'oligarchie », de préserver les conquêtes sociales et d'exiger la signature des décrets-lois annoncés par Perón dans son discours du 10. Accessoirement, il est question de la libération des prisonniers politiques civils et militaires. Si les chefs syndicaux pensent à Perón, ils n'en parlent pas, à quelques exceptions près. Il a fallu huit jours pour que les syndicats se décident à agir : on est loin du sursaut populaire en faveur de Perón que peint la légende dorée justicialiste [21].

En fait, le terrain est propice aux manœuvres des amis de Perón. Les consignes des syndicats de gauche, largement disqualifiés par leur collusion démocratique avec les forces politiques bourgeoises et les associations patronales, ont peu d'écho. Les collaborateurs directs du secrétariat au travail, autour du colonel Domingo Mercante, des troupes de choc syndicales, notamment celles que dirige, à Berisso, Cipriano Reyes, du syndicat autonome de la viande, lancent l'action, le 17 au matin, dans les banlieues industrielles : grève générale et marche sur Buenos

21. La « révolution populaire du 17 octobre », selon le général péroniste Franklin Lucero.

Aires[22]. Les ouvriers des faubourgs et des communes suburbaines situées au-delà du Riachuelo convergent vers le centre de la capitale. La police, dirigée jusqu'au 16 octobre par des hommes proches de l'ancien vice-président, laisse passer[23]. Mieux, de nombreux policiers en tenue, lassés des accrochages quotidiens avec les étudiants démocrates, manifestent une agissante sympathie envers les manifestants. Les forces de l'ordre crient : « Vive Perón ! »

Dès le matin, des groupes résolus ont obligé les commerces à tirer leurs rideaux. Des piquets de grève bloquent l'accès de la plupart des usines et notamment des grands abattoirs frigorifiques[24]. Les travailleurs préoccupés de la tournure des événements, travaillés par des rumeurs qu'alimente la vacance prolongée du pouvoir, ne sont pas mécontents d'aller au cœur de la capitale pour savoir ce qui se passe. Ce n'est ni une marche sur Rome, comme l'ont décrit certains, ni un gigantesque mouvement populaire spontané en faveur de Perón, mais plutôt la manifestation d'une curiosité inquiète de la part d'une classe ouvrière déterminée à défendre la politique sociale du gouvernement militaire.

Le général Avalos, qui détient seul la réalité du pouvoir, toujours indécis, paralysé par d'inextricables contradictions, refuse de prendre les mesures susceptibles d'endiguer l'invasion des beaux quartiers par le prolétariat suburbain. Il est vrai que les rapports des commissaires de police, favorables à Perón, ont largement majoré les estimations concernant l'ampleur de cette mobilisation populaire. Avalos pense que contre un tel mouvement, auquel participent des femmes et des enfants, en l'absence de la police complice des manifestants, la troupe devrait faire usage de ses armes. Le ministre de la Guerre se refuse à faire couler le sang. De nombreux chefs d'unités piaffent d'impatience et d'indignation dans l'attente des ordres qui ne viendront pas[25].

Le président Farrell, politiquement inexistant pendant toute la crise, n'est pas resté inactif. Il a obtenu que son ami Perón, qui se dit malade, soit ramené à Buenos Aires. Il est interné — prisonnier ou libre, nul ne

22. Sur les événements du 17-18 octobre, nous avons utilisé, outre *La Nación*, le compte rendu très favorable publié par le journal catholique conservateur *El Pueblo*, « Sobre los actos de ayer », , 18 octobre 1945 ; Perelmán (Angel), *Como hicimos el 17 de octubre*, Buenos Aires, Coyoacán, 1961, 180 p. ; « El 17 de octubre », in « Historia del peronismo », *Primera plana*, 5, 12, 19, 26 octobre 1965 ; les témoignages d'Eduardo Colóm, *17 octubre, la revolución de los descamisados*, Buenos Aires, Epoca, 1946 ; de Luis F. Gay, secrétaire général en 1945 du syndicat des téléphones (interview du Pr Fayt, 27 juillet 1966, Archives Fayt), qui a été un des secrétaires de la CGT sous la présidence de Perón ; de Bartolomé Galíndez, *Apuntes de tres revoluciones, 1930-1943-1955*, Buenos Aires, s.e., 1956, p. 48-52.

23. Ce n'est que le 15 octobre que la police fédérale est placée entre les mains d'un antipéroniste, le colonel Emilio Ramírez, qui remplace le colonel Aristóbulo Mittelbach, chef par intérim après le destitution du colonel Velazco, ami de Perón. Mais ce dernier a laissé son empreinte dans le service où il a gardé une forte popularité. Cf. *La Nación*, 17 octobre 1945.

24. José Peter, secrétaire général du syndicat de la viande (FOIC), proteste contre les violences des commandos péronistes destinés à empêcher l'entrée des ouvriers au Frigorifique Wilson.

25. Voir l'interview de Gerardo Gemetro, chef du 10e régiment de cavalerie en 1945, in « Historia del peronismo », *Primera plana*, 19 octobre 1965.

le sait — à l'Hôpital militaire. C'est un jeu d'enfant pour les fidèles de Perón de manipuler les manifestants désœuvrés et sans consignes. Ils en aiguillent quelques centaines vers l'Hôpital militaire pour réclamer le retour du héros. Les autres se rendent tout naturellement devant la Maison Rose, siège du gouvernement. Par petits groupes, ils remplissent la Plaza de Mayo. Ils sont plusieurs dizaines de milliers — la légende péroniste dira un demi-million —, foule silencieuse qui attend qu'on lui parle, qu'on la rassure avant de s'en aller.

Le général Avalos est au pied du mur. C'est lui qui doit s'adresser à la multitude. Incapable de le faire, il demande à Mercante de calmer la foule. Celui-ci fait huer le nom du rival de Perón. Suit un épisode grotesque où Avalos, Mercante et le journaliste péroniste Colom se disputent le micro au balcon de la Casa Rosada. Perón a gagné. Ses émissaires font acclamer son nom par les manifestants fatigués. Lui seul peut les apaiser, les renvoyer chez eux, empêcher que cette gigantesque et tranquille concentration ne dégénère en émeute. On va donc le chercher. Mais l'ancien vice-président, prudent et avisé, n'entend pas travailler pour Avalos. Il dicte ses conditions, suggère la composition du nouveau cabinet. Enfin il apparaît, triomphant sous les ovations, au balcon de la Casa Rosada, Lazare politique, et reprend le fil de son discours du 10 octobre à l'adresse des masses « souffrantes et transpirantes »[26] qui lui font confiance.

Les grandes manœuvres de l'antipéronisme ont donc fait long feu. Un peu avant que Perón ne prenne la parole, le président de la Cour suprême est arrivé au palais présidentiel pour soumettre au général Farrell la liste des ministres du futur cabinet civil. Mais il est trop tard, tout est consommé. Le cabinet introuvable, constitué de sommités académiques et de présidents d'associations savantes, a été devancé par les événements, balayé par la foule des *descamisados* d'Avellaneda et de Quilmes. L'anachronique et scrupuleux procureur général, Juan Alvarez, porte-parole d'un pays légal dépassé par un phénomène social imprévu, quitte la Maison Rose discrètement. Image symbolique que celle de l'homme qui incarne l'édifice juridique libéral et représente toutes les formations politiques argentines quittant inaperçu le Palais présidentiel après l'échec de sa mission.

Reste l'armée, pouvoir de réserve qui peut encore, certains le croient, redresser la situation. L'amiral Vernengo Lima est de ceux-là. Il abandonne la Maison Rose pour préparer à bord d'une unité de l'escadre fluviale le soulèvement de la marine de guerre. Le général Avalos lui aurait laissé entendre que la garnison de Campo de Mayo allait se rebeller contre le retour de Perón. En fait, Avalos, l'homme des occasions man-

26. Selon les propres termes de Perón, plaza de Mayo, cf. texte du discours in Orona (Juan V.), *La dictatura de Perón*, Buenos Aires, s.e., 1970, p. 18.

quées, a présenté sa démission. Il a confié la direction de l'armée au commandant en chef, le général Carlos von der Becke, et donné sa parole d'honneur à Farrell qu'il ne bougerait pas. Les chefs de Campo de Mayo en ont fait de même[27]. Qu'est devenue la fièvre antipéroniste des jeunes officiers et de la marine ? Comment la réaction militaire a-t-elle pu retomber aussi rapidement, et comment expliquer, en dehors de toutes les mythologies complaisantes, la facilité avec laquelle le Colonel a rétabli la situation à son avantage ? Répondre à ces questions contribuerait à définir la nature du phénomène péroniste et les relations des institutions militaires avec le régime qui émerge dans la grande semaine d'octobre.

Les enseignements à tirer de cette crise sont multiples. On peut lire, à la lumière de ces événements et au-delà des justifications polémiques des deux camps, la cristallisation de nouvelles relations de pouvoir. Les partis et les associations démocratiques ont pu croire la victoire à portée de la main, le 9 octobre. L'opposition unie ne devait en fait son éphémère succès qu'à un réalignement à l'intérieur des institutions militaires. Le 17 octobre a prouvé que l'*establishment* n'était plus tout-puissant, qu'il ne représentait plus désormais le siège unique de tous les pouvoirs. La capacité de veto de l'armée à l'égard des groupes dirigeants traditionnels est une donnée nouvelle, presque révolutionnaire. Lorsque les militaires ont marqué leur répugnance à chasser Farrell de la présidence pour le compte des partis politiques et des classes dirigeantes, le vaste mouvement civil s'est affaissé. Les personnages représentatifs du système élitaire et libéral traditionnel — fussent-ils de gauche —, qui tenaient le haut du pavé, ont été éclipsé par la volonté des légions. Les toges le cèdent aux armes... La place du pouvoir militaire dans la constellation politique argentine est désormais déterminante.

On a pu attribuer l'échec du mouvement antipéroniste d'octobre à l'incapacité politique, voire à la faiblesse de caractère de certains de ses protagonistes. Si l'irréalisme des partis et leur méconnaissance des sentiments réels de la société militaire ont poussé la classe politique à présenter des exigences inacceptables sinon suicidaires, l'inconstance du général Avalos, pas plus que le nez de Cléopâtre, n'est une explication historique acceptable. En fait, le phénomène majeur, décisif, est le revirement de l'opinion militaire entre le 10 octobre et le 16 octobre. On peut le résumer ainsi : Perón ou la revanche des politiciens sur l'armée.

Le réflexe corporatif a joué autant que la surprise de voir l'attachement populaire à l'œuvre sociale du gouvernement militaire. La brutale simplicité du dilemme a freiné la fougue antipéroniste de certains officiers dont les motivations, il est vrai, ne recoupaient guère celles des démocrates civils. Le choix était clair : ou bien contribuer à la défaite

27. Cf. interview du lieutenant-colonel Antonio Carosella, des amiraux Vernengo Lima et Ernesto Basilico in *Primera plana*, 26 octobre 1965.

de l'armée aux mains des politiciens et de la bourgeoisie antimilitariste, ou bien accepter à contre-cœur Perón, mais recevoir l'appui du peuple et des syndicats tout en restant fidèle à l'esprit de la révolution de juin. D'un côté, trahir l'institution militaire et se faire bafouer par ceux-là mêmes qui ont motivé l'intervention de l'armée le 4 juin, de l'autre, la cohésion de l'institution, la fidélité à ses objectifs, un soutien populaire inespéré. Perón vaut bien tout cela. Perón est donc le seul candidat possible de l'armée et de la révolution pour les élections présidentielles désormais inéluctables. Il sera le représentant du mouvement militaire de juin 1943. La crise d'octobre plus que la révolution des *descamisados* imaginée par les idéologues péronistes a été le révélateur d'un pouvoir militaire autonome, forcé d'assumer ses responsabilités et désireux de les déléguer au mieux de sès intérêts corporatifs. Le système péroniste naît de cette réalité objective.

La légitimité militaire du gouvernement péroniste ou Perón au service de l'armée

Au lendemain du 17 octobre, après la démission des responsables du coup d'Etat du 9, un nouveau gouvernement est nommé. Il s'agit d'un cabinet péroniste homogène. Perón en est absent. Il est candidat officieux à l'élection présidentielle et accepté comme tel par ses compagnons d'arme. Le général Juan Pistarini le remplace à la vice-présidence. Le général Humberto Sosa Molina, fantassin et « chasseur alpin » comme l'ancien vice-président, reçoit le portefeuille de la guerre ; le fidèle lieutenant-colonel Domingo Mercante tient la barre au secrétariat au travail.

Les élections générales sont fixées le 24 février 1946. Les alliances électorales et les thèmes de la campagne vont contribuer à ressouder l'armée autour de son candidat. En effet, l'opposition s'est ressaisie après la débâcle d'octobre et elle n'a pas perdu l'espoir de chasser la clique « militaire-fasciste » du pouvoir. Les dirigeants des partis démocratiques estiment représenter l'immense majorité des Argentins. Les élections ne leur font pas peur. L'union sacrée des formations politiques nationales débouche naturellement sur une alliance électorale qui présente un « ticket » unique aux présidentielles. Ses candidats sont les dirigeants radicaux Tamborini et Mosca. Pour éviter les susceptibilités, l'Union démocratique ne comprend que les partis progressistes (radicaux, socialistes, communistes, Parti démocrate progressiste) mais avec l'appui résolu et voyant du parti conservateur. Pour les militaires, l'Union démocratique évoque tout à la fois le phantasme honni du Front populaire [28] et celui du retour des partis de la fraude.

28. L'Union démocratique a en effet un programme très avancé imposé aux conservateurs et radicaux par les partis ouvriers. Il s'agit, pour les stratèges des partis, de tourner le péronisme sur

En outre, le gouvernement des Etats-Unis apporte à Perón un soutien aussi décisif qu'involontaire, en publiant, quelques jours avant les élections, sur le conseil du sous-secrétaire d'Etat Braden, tout à sa vindicte, un Livre bleu [29] destiné à dénoncer la collusion de Perón et de ses partisans avec les puissances de l'Axe. Le résultat de cette publication fut évidemment contraire au but recherché. Il fournit à Perón un magnifique slogan électoral : « Braden ou Perón ». Il lui permet de dénoncer l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures argentines, notamment les actes d'espionnage en faveur des Etats-Unis [30], et de dépeindre ses adversaires comme les valets de l'impérialisme yankee. Les militaires ne pouvaient que se sentir concernés ; la réaction nationaliste naturelle les portait à serrer les rangs et à appuyer le candidat défenseur de la souveraineté nationale. De même, le soutien de l'Eglise, force d'ordre et de tradition qui reconnaissait en Perón l'héritier du gouvernement militaire promoteur de l'enseignement religieux dans les écoles publiques et l'adversaire d'un candidat laïque au programme avancé en matière familiale, est favorablement perçu par la société militaire.

Ainsi, soutenu par les forces du nationalisme outragé et grâce à quelques mesures pré-électorales opportunes adoptées par le gouvernement Farrell — l'octroi obligatoire du 13e mois, *aguinaldo*, à tous les salariés et à la promesse d'une profonde réforme agraire [31] — Perón est régulièrement élu président par 1 478 372 voix contre 1 211 660 à son concurrent de l'Union démocratique.

L'armée, en tant qu'institution, peut s'estimer satisfaite de ce coup de maître. Les militaires révolutionnaires de juin 1943 ont honoré leur promesse de « rétablir la souveraineté populaire » altérée par une décennie de fraude et de corruption [32]. Ils ont restauré le jeu constitutionnel par des élections libres dont l'opposition démocratique a reconnu l'hon-

sa gauche et de gagner des voix populaires. Parmi les promesses qui figurent au programme des adversaires de Perón : une réforme agraire, la nationalisation des services publics, des sources d'énergie, des matières premières essentielles, l'élargissement de la législation du travail, des droits démocratiques... Cf. *Esbozo de historia del Partido comunista de la Argentina. Origen y desarrollo del Partido comunista y del movimiento obrero y popular argentino*, Buenos Aires, Anteo, 1947, p. 125.

29. USA Department of States, *Consultation among the American Republics with respect to the Argentine situation*, Memorandum of the United States Government, Washington, février 1946.

30. Les faits sont révélés dans un Livre bleu et blanc (les couleurs du drapeau argentin), que publie Perón en réplique au Département d'Etat. Perón (colonel J.D.), *Libro azul y blanco*, Buenos Aires, Azul y blanco, 1946, 127 p.

31. Selon Bruce (James), *Those perplexing argentines*, New York, Eyre and Spottiswoode, p. 133, les émissaires de Perón parcourent la province de Buenos Aires et demandent aux fermiers et aux *peones* combien d'hectares ils désirent. Le décret d'*aguinaldo* (21 décembre 1945) favorise d'autant plus Perón auprès des classes populaires qu'il est fort mal accueilli par le patronat qui déclenche, en janvier 1946, une grève de trois jours contre le 13e mois. Les partis de gauche peuvent stigmatiser comme démagogique ou contraire à la dignité des travailleurs cette « aumône » spectaculaire ; ils sont pris à contre-pied. Cf., « La maniobra nazi-fascista más audaz », *La Vanguardia*, 8 janvier 1946.

32. Comme l'affirme le titre de la publication officielle du Ministère de l'intérieur réunissant l'ensemble des documents retraçant les aléas du système représentatif en Argentine de 1916 à 1946. Cf. Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen...*, Buenos Aires, 1946.

nêteté. Ainsi justifient-ils pleinement leur intervention dans la vie politique nationale. Mais, en même temps, ils réalisent le tour de force de garder le pouvoir en ne le rendant pas aux partis traditionnels. L'élection de Perón garantit, en effet, la continuité du processus révolutionnaire. Aux yeux des cadres de l'armée, et quelles que soient leurs réticences ou leurs préventions, Perón incarne le projet politique de juin 1943. Il est le président des forces armées.

Perón et ses conseillers saisissent bien vite tout le parti qu'ils peuvent tirer de cette solidarité à la fois corporative et idéologique. Le nouveau président entend bien se prévaloir de sa double légitimité. Son indiscutable investiture populaire ne lui fait pas négliger une légitimité militaire qu'il a soin, au contraire, d'entretenir. Ce n'est pas un hasard si le président constitutionnel assûme solennellement sa charge le 4 juin 1946, jour de l'anniversaire du coup d'Etat contre Castillo. Durant les premières années de son gouvernement, le président Perón ne manque pas une seule occasion de faire appel à l'esprit de corps, de flatter les sentiments de supériorité éprouvés par les militaires face aux autres groupes professionnels et sociaux. Ainsi, recevant l'hommage des officiers de l'armée de terre, le 4 juin 1950, au Collège militaire, le président Perón, président de tous les Argentins comme il se plaît à le dire, déclare : « Ce pays formé par ses généraux, libéré par ses généraux, conduit par ses généraux et aujourd'hui réhabilité par ses généraux est en train de donner au monde entier l'exemple de ce que vaut une institution comme la nôtre grandie dans l'honneur, les vertus, l'honnêteté ». Et il ajoute, évoquant le 17 octobre, date de naissance officielle du péronisme et « jour de la loyauté » pour l'armée autant que pour les *descamisados :* « Une révolution réalisée par l'armée était sur le point de succomber et de tomber entre les mains des politiciens qui, dans notre pays, depuis l'époque de San Martín, n'ont jamais su que bafouer les hommes d'armes ... ». Etrange langage pour un président constitutionnel lui-même chef de parti [33].

Perón, « l'oint des forces armées », ne perd pas la moindre occasion de prendre contact avec les cadres de l'armée et de leur rappeler son appartenance à cette glorieuse institution. Le président au faîte du pouvoir aime à mentionner sa condition militaire, sa qualité de soldat, membre d'une élite qui a sauvé le pays, et homme d'honneur au service de la nation. « Je suis un soldat comme vous, porteur des mêmes préoccupations, doué des mêmes qualités et des mêmes défauts, parce que nous sommes issus de la même école ... », dit-il à Campo de Mayo, le 10 mai 1949, lors d'un banquet [34].

33. *Discursos del Excmo Sr Presidente de la nación, general Perón, dirigidos a las fuerzas armadas 1946-1951*, Buenos Aires, Ministerio del ejército, 1951, p. 93.

34. *Ibid.*, p. 71.

Si Perón prend soin de se présenter devant ses compagnons d'armes comme la plus haute expression de la société militaire, il n'entend pas, évidemment, être un simple instrument des forces armées. C'est pourquoi, pour accroître son autorité constitutionnelle, le président élu n'hésite pas à se parer des grades les plus élevés et se place au sommet de la hiérarchie militaire. C'est en grand uniforme de général de brigade que l'ancien colonel à la retraite assume la présidence, le 4 juin. Par décret du 29 mai 1946, Perón, en violation du règlement militaire, est en effet réintégré au service actif et promu au grade supérieur avec effet rétroactif au 31 décembre 1945. Le Sénat complaisant ratifie cette entorse à la « loi organique » et promeut le président, toujours en service actif, au grade de général de division, le 1er mai 1950. Les étoiles de général d'armée, échelon nouvellement créé de la hiérarchie militaire argentine, viendront couronner la brillante carrière militaire du Premier travailleur, hôte de la Maison Rose[35].

La place de l'armée dans le nouveau régime ne se réduit pas à ces complaisances corporatives ou à ces rappels hiérarchiques. Des assurances plus tangibles sont données aux militaires au-delà des rassurantes affinités professionnelles avec le chef de l'Etat. Perón entend satisfaire les besoins institutionnels des militaires. Le régime péroniste est une époque d'expansion et de modernisation des forces armées argentines. Le gouvernement s'efforce de répondre aux exigences et aux aspirations du corps des officiers.

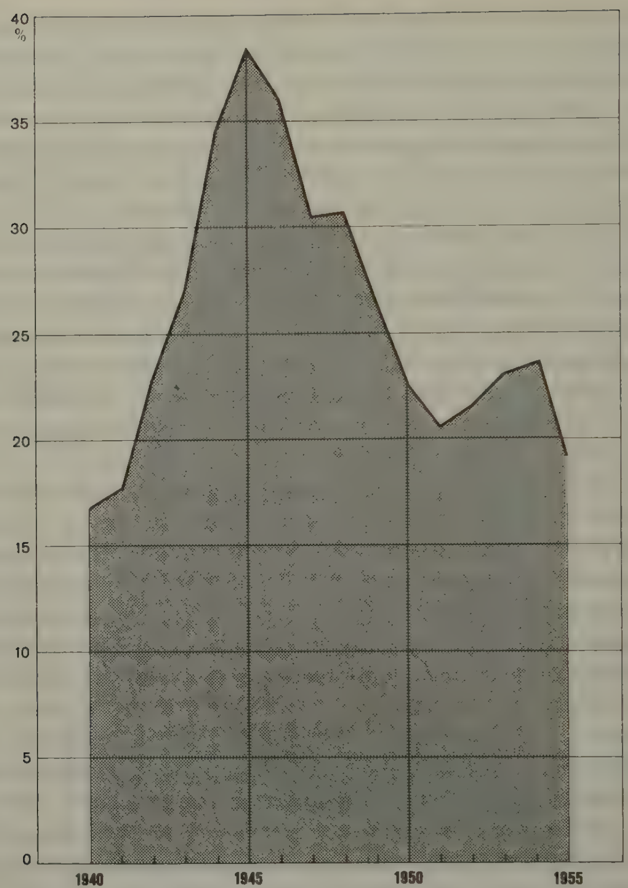
Evidemment, le gonflement considérable des budgets militaires durant les premières années de sa présidence n'obéit pas seulement à la volonté délibérée de satisfaire les cadres des forces armées ou les Etats-majors : la conjoncture économique internationale et la situation diplomatique de l'Argentine, à l'issue de la seconde guerre mondiale, expliquent en grande partie la course aux armements dans laquelle s'engage le gouvernement en 1946.

Une véritable boulimie d'équipement, une fièvre de modernisation longtemps réprimée semblent en effet s'emparer des responsables de la défense nationale. Entre 1945 et 1948, tandis que les caisses de l'Etat sont pléthoriques et que les dirigeants de l'économie entendent dépenser rapidement les devises fortes bloquées par la guerre, les investissements de l'Etat pour la défense nationale atteignent 50,7 % du total des investissements non directement productifs de l'Etat. « Proportion excessive », dit un expert financier ancien ministre de Perón[36].

Les dépenses militaires décroissent certes rapidement de 1946 à 1951. Elles tombent de 36 % du budget national en 1946 (chiffre déjà en retrait sur les 38,4 % de 1945, voir graphique) à 20,6 %, pourcentage

35. Voir Senado, *Diario de sesiones*, 1, 1er mai 1950.

36. Caffiero (Antonio), *Cinco años después. De la economía social justicialista al régimen liberal-capitalista*, Buenos Aires, s.e., 1961, p. 109.



Source : Ministerio de hacienda, *Cuentas de inversión, op. cit.* et Loftus, *op. cit.*

Dépenses militaires en pourcentage des dépenses du gouvernement national

autour duquel elles oscillent modérément jusqu'en 1955. Néanmoins, ce niveau de dépense militaire, que la guerre ne justifie plus, est sans précédent dans l'histoire argentine. La moyenne des dépenses militaires de l'immédiat après-guerre se situe à 30,7 % contre 18,2 % pour la moyenne des années d'avant-guerre. En outre, de 1950 à 1955 (non compris), la part du PNB argentin consacrée aux dépenses de défense est supérieure à 3 % (contre 2 % de moyenne pour toute l'Amérique du Sud) : l'Argentine se classe en tête de tous les pays d'Amérique latine [37] pendant cette période.

37. Sources : Ministerio de hacienda. *Mensaje del poder ejecutivo e informe del Ministerio de hacienda*, Cuenta de inversión, Ejercicios 1946, 1947, 1951 et Loftus (J.E.), *Latin American defense expenditures 1938-1965*, Santa Monica, The Rand Corporation, 1968, table 5 et 8.

Perón et ses ministres peuvent à bon escient se vanter publiquement d'avoir transformé l'armée argentine. Le nouveau régime peut porter à son crédit les efforts indéniables consentis en faveur de la défense nationale [38]. Le rééquipement et la modernisation de l'armée de terre vont de pair avec l'expansion de ses effectifs. La guerre et la périlleuse situation de pays neutre avaient imposé un renforcement rapide du contingent et de l'encadrement. Cette tendance n'a pas été interrompue par la paix. En 1952, sept ans après la fin du conflit, l'armée de terre à elle seule compte près de 80 000 hommes de troupe (77 432) et 5 520 officiers. On est loin de la petite armée du temps de paix qui, en 1931, incorporait 27 715 conscrits et comptait 1 935 officiers combattants [39]. La taille des promotions d'officiers sortant du Collège militaire ne laisse guère prévoir non plus de fléchissement dans cette évolution. Jusqu'en 1952, 200 à 250 sous-lieutenants sont formés annuellement, contre une centaine avant 1940. Cette moyenne est très largement dépassée, en 1948 et 1950, avec 286 et 285 nouveaux officiers. Pour ne rien dire de la double promotion de 1947 (228 + 233 sous-lieutenants), conséquence directe du recrutement intensif du temps de guerre. En 1955, l'armée de terre argentine, avec 90 généraux (contre 37 en 1943), présente un encadrement très dense qui offre — autre motif de satisfaction professionnelle — de grandes possibilités d'avancement aux officiers.

L'armée est bien un des piliers du régime, mais Perón ne peut pas se contenter de suivre les conseils du vieil empereur romain pour assurer le silence des légions. Il est certain que le corps des officiers, ceux de l'armée de terre du moins, se sent compris dans ses aspirations et éprouve le sentiment de participer dans une certaine mesure aux grandes orientations du régime. L'identification avec une partie du personnel politique, les valeurs et le style militaires du système justicialiste rendent compte de cette dimension, souvent ignorée, de la première présidence du général Perón. Ce n'est qu'ultérieurement, en effet, que la violence tribunitienne oblitérera cette composante essentielle.

La participation directe des militaires au pouvoir déborde la personne du général Perón. Le personnel gouvernemental compte un taux élevé de militaires à la retraite ou d'officiers en service actif « détachés » — conformément à un nouveau règlement *ad hoc*. Jamais un gouvernement constitutionnel n'avait comporté une telle participation des cadres de l'armée. Pour n'examiner que les plus hautes fonctions (ministres et gouverneurs des trois principales provinces), les chiffres, entre 1946 et 1951, varient de 25 à 34 %. En 1951, sur 21 ministres ou secrétaires

38. Cf. *Discursos del Excmo Sr Presidente...*, *op. cit.*, 3 juin 1950, p. 92.

39. Sources : Ministerio de guerra, *Memoria presentada al honorable Congreso de la nación*, Buenos Aires, 1941, *Boletín militar*, octobre 1931, (Escalafón general), et *Anexo al Boletín reservado del Ministerio del ejército*, 3368, 2 juillet 1952. Pour les promotions du Collège militaire, *Boletín reservado del Ministerio del ejército*, décembre de chaque année.

d'Etat, on compte 6 militaires ; sur 24 gouverneurs de province et territoires nationaux, il y a 8 officiers. Mais la présence militaire, voire le substrat militariste du régime [40] ne se limitent pas à cette donnée.

La prépondérance des considérations militaires dans l'élaboration des grandes décisions de portée nationale pèse sur la politique du régime. Il est souvent difficile de faire le départ entre ce qui n'est que style militaire de gouvernement et ce qui peut passer pour subordination consciente ou non de l'activité du pays aux nécessités ou aux impératifs de la défense nationale.

Ainsi, la stratégie économique du gouvernement dans les premières années de la nouvelle présidence s'inspire de considérations militaires. Aux dires de certains témoins, l'influence directe des forces armées aurait été déterminante à cet égard. Les achats massifs de matériel civil et militaire, ordonnés en 1947-1948 par le premier responsable économique du régime, Miguel Miranda, seraient dus à une appréciation militaire de la tension internationale. C'est sur la base des mêmes hypothèses, qui se révélèrent erronées, que Miranda organisa le stockage des productions argentines dans l'attente d'une hausse probable des cours mondiaux.

> « Quand Miranda élabora sa politique, dit A. Gómez Morales, son successeur à la tête du Banco central, il tint le plus grand compte des rapports que lui fournissaient les services de renseignement des forces armées qui assuraient qu'un affrontement entre les Etats-Unis et l'URSS était imminent. L'après-guerre ne durera pas six ans, précisaient des experts militaires ... La crise de Berlin parut confirmer ces présomptions. Miranda, qui avait décidé de spéculer sur la guerre en matière de politique économique, s'empressa de rééquiper le pays en utilisant les soldes de devises, car un nouveau conflit les bloquerait à nouveau irrémédiablement en les dévalorisant » [41].

Le « tsar de l'économie » argentine n'est pas le seul à spéculer sur la guerre. La perspective d'un conflit mondial demeure, jusqu'au lendemain de la guerre de Corée, l'horizon politique et stratégique du régime. A cet égard, dans la détermination de la politique extérieure péroniste, l'éventualité d'une « troisième guerre mondiale » joue un rôle autrement plus décisif que la *tercera posición* et toute la rhétorique creuse qui accompagnent l'évocation, surtout à usage interne, d'une « troisième voie » [42]. Le péronisme est né, ne l'oublions pas, des distorsions sociales

40. Nous prenons ce mot au sens du *Petit Larousse illustré* : « Système politique qui s'appuie sur l'armée ». Certains auteurs argentins, afin de nier que la composante « militariste » ait existé dans l'histoire argentine, donnent à ce terme un sens restrictif proche du « bellicisme », en contradiction avec le dictionnaire de l'Académie espagnole. Cf. José Luis de Imaz, (*Los que mandan*, Buenos Aires, Eudeba, 1967, chapitre III) qui définit le militarisme comme « exaltation de l'esprit guerrier en vue de futures conquêtes ».

41. Interview de M. Alfredo Gómez Morales in *Primera plana*, 30 août 1966. Voir, de même, Caffiero (Antonio), *op. cit.*, appendice, p. 405.

42. Articles réunis dans Descartes (pseudonyme de Perón J.D.), *Política y estrategia (no ataco, critico)*, Buenos Aires, s.e., 1953.

et de l'accumulation financière de la guerre. Un conflit mondial provoquant une très forte demande internationale de produits alimentaires a par deux fois apporté une passagère mais indéniable prospérité à l'Argentine, et par deux fois de gouvernements populaires ont administré ces temps de vaches grasses. On comprend donc les espoirs « bellicistes » de Perón.

Le poids de la conjoncture militaire internationale apparaît particulièrement dans l'attitude de l'Argentine face à la guerre de Corée. L'antiyankisme, ou l'équidistance proclamée entre les « deux impérialismes », avait conduit le gouvernement argentin à signer avec réticence le Traité interaméricain d'assistance réciproque de Rio de Janeiro proposé par les Etats-Unis aux Républiques latino-américaines, en septembre 1947. Le 28 juin 1950, le gouvernement le fait ratifier à la sauvette par le Congrès pour la plus grande satisfaction de l'opposition qui peut s'ériger contre les péronistes, une fois n'est pas coutume, en défenseur de l'indépendance nationale[43]. Face à la lointaine guerre asiatique, l'Argentine est loin d'être neutre. Elle choisit clairement le camp du monde occidental. Par solidarité politique profonde, certes, mais surtout parce que le gouvernement péroniste n'oublie pas où sont les marchés importants pour le pays, à la veille de la conflagration mondiale que tous les observateurs annoncent. On peut donc se demander si la psychose de guerre, qui s'empare du monde entier dès 1947, n'a pas joué en Argentine un rôle politique bien supérieur aux exigences dictées par la situation géopolitique du pays en raison de la configuration du système de pouvoir mis en place par le général Perón.

Quoi qu'il en soit, la politique d'indépendance économique et de développement industriel du nouveau régime ne pouvait que rencontrer l'assentiment des cadres militaires. Au nom des impératifs de la défense, l'armée soutient des mesures économiquement discutables mais de nature à accroître l'autonomie de décision ou d'équipement du pays. Ainsi, la nationalisation onéreuse des grands services publics, le rachat à leurs propriétaires étrangers ou nationaux des chemins de fer, des téléphones, des compagnies de gaz et de navigation fluviale sont accueillis comme autant de mesures d'intérêt national. Le dirigisme économique et le monopole de l'Etat pour certaines activités ne sont pas pour déplaire aux responsables militaires. L'article 40 de la nouvelle Constitution de 1949, qui définit les secteurs de compétence de l'Etat en matière économique, est favorablement commenté dans les revues spécialisées[44]. Il stipule notamment que les richesses naturelles sont la propriété inaliénable et imprescriptible de l'Etat. Il rappelle que celui-ci a l'exclusivité du commerce extérieur.

43. Cf. Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 28 juin 1950, p. 680-747.

44. Cf. Salvadores (lieutenant-colonel Julio César), « Algunos conceptos sobre política general vinculados con la defensa nacional », *Revista de información*, novembre-décembre 1953, p. 643-655.

Les encouragements dispensés par le régime à l'industrie sont souvent critiqués, tant par les nostalgiques du monde libéral et de l'Argentine pastorale que par les experts économiques. On reproche à l'expansion industrielle désordonnée, favorisée par Perón, d'être artificielle et coûteuse. Mais les militaires semblent s'accommoder fort bien des handicaps temporaires de l'industrie nationale. L'un d'eux, professeur à l'Ecole supérieure de guerre, écrit en 1953 :

> « Pour les personnes douées d'une mentalité d'homme d'Etat, parmi lesquelles il faut inclure les militaires professionnels, l'existence d'une industrie nationale, qui produit des articles un peu plus chers que ceux fabriqués à l'étranger et de qualité technique un peu inférieure, ne doit pas nous préoccuper, puisque ainsi on parvient à fabriquer dans le pays la majeure partie des éléments indispensables à la population en temps de paix et aux forces armées en temps de guerre. La qualité et les coûts compétitifs viendront en leur temps »[45].

L'effort d'industrialisation du pays semble si étroitement lié aux besoins de la défense et aux préoccupations des militaires qu'un polémiste conservateur dénonce les projets économiques du Premier plan quinquennal (1947-1951) comme visant à « transformer un pays civil et pacifique en une nation en armes »[46]. Il est vrai que si l'économie semble au service des forces armées, celles-ci mettent de plus en plus leur potentiel industriel accru à la disposition de l'économie nationale. Le Deuxième plan quinquennal a pour objectif, dans l'ordre défensif, de « pourvoir (les) troupes d'un équipement authentiquement argentin » et de renforcer « le pouvoir militaire pour garantir l'irrévocable décision de construire une nation juste, libre et souveraine »[47]. Mais la contribution économique des Fabricaciones militares est nettement soulignée par les pouvoirs publics. On lit dans le texte officiel : « L'effort financier exigé par la modernisation de nos forces armées ... ne sera pas une charge pour l'économie nationale, bien au contraire. Car on a prévu que nos industries militaires seront gérées selon des critères économiques réalistes. Elles poursuivront notamment leur tâche dans le domaine de l'exploration et de l'extraction des matières premières indispensables au progrès de l'industrie nationale en général et de la défense nationale en particulier »[48].

Les forces armées et leur secteur industriel se voient donc confier une large part de responsabilité dans le domaine de l'infrastructure industrielle (chimie lourde, sidérurgie) et dans les secteurs de technologie

45. *Ibid.*, p. 651.

46. Domonte Taborda (Raúl), *Ayer fué San Perón* (12 años de humillación argentina), Buenos Aires, Gure, 1955, p. 39.

47. Albariño (Ramón A.), « La contribución de las fuerzas armadas en el 2° Plan quinquenal », in Perón (J.D.) et al. *2e Plan quinquenal de la nación argentina. Texto completo. Ley 14184*, Buenos Aires, Hechos e Ideas, 1954, p. 441.

48. *Ibid.*, p. 442.

avancée (constructions mécaniques). Les usines créées entre 1946 et 1955 dans le cadre de la Direction générale des fabrications militaires produisent en grande partie pour les besoins civils. L'expansion de ces entreprises est éloquente à cet égard : en 1946, implantation à Campana (province de Buenos Aires) d'une usine militaire de toluène synthétique avec une production journalière de 10 tonnes ; en 1952, création d'une usine d'acide sulfurique à Berisso, d'un établissement de production de soufre à Salta (production, 25 000 tonnes par an) ; en 1955, 14 usines militaires emploient 20 000 ouvriers [49].

Le 12 juin 1947, le Congrès promulgue la loi 12 987 qui approuve le Plan sidérurgique argentin et la constitution de la Société mixte sidérurgique argentine (SOMISA), conformément aux aspirations des experts de l'armée de terre. L'inspirateur de la politique sidérurgique des militaires, le général Savio, est le premier président de la nouvelle société qui place la sidérurgie argentine sous le contrôle effectif de l'armée. Il est vrai qu'en dépit de la pression militaire et de la ténacité des dirigeants de SOMISA, les premières coulées de fonte du complexe de San Nicolás attendront 1960, les difficultés de financement et les préoccupations politiques à très court terme ayant tempéré l'enthousiasme du gouvernement en faveur de l'industrie lourde. Bien des militaires d'ailleurs ne pardonneront pas à Perón cette négligence coupable qui donnent à l'Argentine plus de quinze ans de retard sur le Brésil entré dans l'ère sidérurgique pendant la guerre [50].

On ne peut pas nier cependant l'apport militaire à des industries « de pointe » où les pays en voie de développement s'illustrent rarement. Perón, qui rêve de porter l'Argentine au rang de puissance mondiale, a un faible pour les initiatives spectaculaires frôlant parfois la mégalomanie, au dépens des réalisations durables mais peu voyantes [51]. C'est ainsi que, sous son régime, les forces armées dotent le pays d'une industrie aéronautique et d'une industrie de construction automobile promise à un bel avenir. Répondant aux vœux de ses amis aviateurs, dont bon nombre, venus du nationalisme, l'appuient fidèlement dans les jours difficiles d'octobre, le général Perón crée un secrétariat à l'aéronautique. Il érige ainsi l'aviation militaire en arme autonome, indépendante de

49. D'après Rosa (général Carlos Jorge), « Las fuerzas armadas y el proceso de industrialización », 1968, p. 28, manuscrit. Sur Somisa, voir Ministerio de guerra, Dirección general de fabricaciones militares, *Plan siderúrgico argentino*, Buenos Aires, Peuser, 1946, 177 p.

50. Il semble que la disgrâce de Miranda, premier responsable de l'économie du gouvernement péroniste, survenue en 1949, soit due à l'hostilité des militaires. Ceux-ci lui auraient reproché de favoriser à l'excès la prolifération des industries légères, Miranda étant lui-même industriel, spécialisé dans les produits de consommation non durable (conserveries).

51. Il faudrait citer, par exemple, l'affaire Richter et la prétention de Perón de donner à l'Argentine une industrie atomique dans un délai record. Un mystérieux « savant » allemand, nommé Ronald Richter, se fait attribuer par le gouvernement argentin des moyens importants pour réaliser une centrale atomique pilote en 1951. Perón annonça la nouvelle à la presse mondiale, mais la prétendue découverte de Richter, permettant de contrôler les réactions thermonucléaires, n'était qu'une supercherie. Un an après, il fallut se rendre à l'évidence.

l'armée de terre dont elle constituait jusque-là un service. Poursuivant la politique de substitution des importations d'équipement militaire entreprise pendant la guerre, le gouvernement péroniste donne une impulsion décisive à la vieille Fabrique militaire d'avions du général Justo. La Fabrique de Córdoba intègre l'Institut aérotechnique argentin qui coiffe toute une série d'industries connexes nationalisées et de sous-traitants privés. Les compétences de ce complexe aéronautique s'élargissent en 1951 pendant le ministère du général de l'armée de l'air, Juan San Martín. Il se convertit en Industries aéronautiques et mécaniques de l'Etat (IAME). En 1953, cette firme publique compte 9 000 ouvriers. Elle a produit jusqu'à cette date 200 avions biplaces d'entraînement IA 22 D, 100 appareils Calquín monomoteurs, et même le clou de l'audace et de la technique : le chasseur à réaction Pulquí dont les deux modèles ne dépassèrent jamais l'étape du prototype.

Enfin, en 1951, la construction d'automobiles et de machines agricoles est décrétée d'intérêt national et confiée aux IAME dont les usines fabriquent déjà des pièces détachées pour tracteurs et se sont essayées à des petites séries de véhicules. De 1951 à 1957, les usines de Córdoba produisent 6 000 automobiles et 10 000 véhicules utilitaires et agricoles. C'est ainsi que l'armée de l'air jette les bases de l'industrie automobile argentine. Ces réalisations et ces responsabilités ne laissent pas d'être flatteuses pour les militaires.

Le sentiment de participer à l'élaboration des grandes orientations et à leur mise en œuvre facilitent donc l'identification des militaires avec un régime né sous l'uniforme. Mais, en outre, l'idéologie du régime, le projet global du péronisme, présente pour la « mentalité militaire » un indéniable attrait. Les quelques officiers supérieurs, qui confessèrent publiquement après septembre 1955 leur adhésion au péronisme, n'ont pas manqué de souligner leur acceptation sans réserve de la politique économique, sociale et internationale de Perón. Cette attitude a sans doute été également partagée par bon nombre d'officiers mêmes professionnalistes et totalement apolitiques.

Il va de soi que l'objectif d'une Argentine « économiquement libre et politiquement souveraine » ne peut que séduire les cadres de l'armée. Mais le troisième volet du justicialisme éveille également leur approbation. Une nation « socialement juste » assure, comme le dit Perón luimême au Collège militaire, « un élément humain en excellente condition »[52]. La justice sociale améliore les caractéristiques physiques des soldats et « élève le moral des troupes »[53]. Elle garantit également l'unité nationale.

52. Discours inédit de J.D. Perón prononcé, le 7 août 1945, devant les cadets du Collège militaire, publié par Cerrutti Costa (Luis B.), *El sindicalismo, las masas y el poder con una historia del movimiento obrero*, Buenos Aires, Trafac, 1956, p. 148.

53. Cf. le discours d'inauguration de la chaire de défense nationale de La Plata et les articles de la *Revista militar* cités au chapitre précédent.

Un projet politique, qui a comme fin déclarée l'organisation de toutes les forces sociales, de la richesse, de la production et du travail [54], convient donc parfaitement aux cadres d'un corps bureaucratique attaché à l'ordre et à la hiérarchie. Le conservatisme paternaliste des officiers coïncide avec un système qui permet d'éloigner la subversion des doctrines internationalistes « en mobilisant la conscience ouvrière dans un sens opposé au conflit de classes ». La « reconquête du peuple » [55], la nationalisation du prolétariat grâce à une politique sociale généreuse et à l'organisation des travailleurs sous le contrôle de l'Etat assurent, sinon l'harmonie sociale, du moins la paix interne, gage d'unité nationale. Une nation solidaire et unie n'est-elle pas la première condition d'une défense nationale effective ?

Vers l'armée péroniste, malaise et rupture

L'existence de coïncidences idéologiques et même d'un fort sentiment de participation chez les militaires argentins ne signifie pas pour autant que les cadres de l'armée se sentent péronistes. Rares sont ceux qui acceptent volontiers l'idée que les syndicats gouvernementaux et les forces armées sont les deux piliers du régime. Perón ne peut attendre rien d'autre qu'une neutralité bienveillante de l'ensemble du corps des officiers des armées de terre et de l'air. Ce jugement demanderait à être sérieusement nuancé pour la marine restée libérale et imperméable à l'esprit « troupier » qui informe la doctrine justicialiste.

L'obéissance constitutionnelle, même teintée de sympathie, ne saurait suffire au pouvoir péroniste. La consolidation du système mis en place en 1945-1946 ne peut pas se contenter du seul légalisme de l'armée. Or, l'attachement à l'état de droit, le respect des institutions libérales ne font guère partie du programme officiel. Perón et ses conseillers n'ignorent ni leur force ni la fragilité de leur pouvoir. Ils savent que tous les partis politiques traditionnels leur sont hostiles au même titre que les grandes associations patronales et économiques, et même de nombreux responsables ouvriers. Le Líder est populaire, certes, mais cette popularité est le fruit d'une politique de redistribution du revenu national. Celle-ci ne peut guère s'accommoder d'une récession ou même de la fin de la prospérité d'après-guerre. Passé le boom économique provoqué par une Europe affamée et ruinée, une fois épuisées les réserves de devises accu-

54. Sur « l'oganisation intégrale de la communauté nationale », idée centrale de la pensée politique péroniste, voir le discours de Perón au Collège militaire du 7 août 1945 et le discours prononcé au banquet de camaraderie des foreces armées du 5 juillet 1950. Voir également Perón (J.D.), *La comunidad organizada* (texte du discours inaugural prononcé au Congrès de philosophie de Mendoza en 1949), Buenos Aires, Continental Service, 1964, 125 p.

55. « L'histoire qui commence le 4 juin... n'est rien d'autre que l'histoire d'une lutte permanente et implacable pour la reconquête du peuple » dit le général Perón à ses compagnons d'armes le 5 juillet 1950 (cf. *Democracia*, 6 juillet 1950).

mulées pendant la guerre, les politiques sociales généreuses, les largesses populaires doivent s'adapter à la conjoncture et l'harmonie sociale est vouée à être remise en question.

Le plan des péronistes consiste à tenir la situation bien en main, à renforcer les mécanismes de contrôle en limitant l'action des forces d'opposition. La première phase de ce plan, qui couvre toute la première présidence, vise à éliminer ou bâillonner les institutions et les organismes qui soutiennent l'ancien ordre libéral [56]. C'est au nom de la préparation du pays à une guerre imminente que le régime adopte une orientation autoritaire. Les nécessités de la défense justifient des mesures d'ordre répressif. Cette évolution se dissimule sous une militarisation qui doit lui assurer l'appui du corps des officiers.

La guerre froide entre les deux blocs va servir de prétexte à une législation d'exception dont le but déclaré est l'amélioration de la sécurité extérieure. La loi du 7 septembre 1948, dite « d'organisation de la nation en temps de guerre », renforce les pouvoirs du chef de l'Etat (article 1er) et facilite les réquisitions des personnes et des biens en temps de paix. Elle reçoit l'assentiment des milieux militaires [57]. Il en va de même de la « loi sur les délits contre la sécurité de la nation », promulguée en 1950. Le texte de cette loi visant à réprimer la trahison, l'espionnage et le sabotage, entendus au sens le plus large, est présenté au Parlement avec un caractère d'urgence. Les attendus stipulent : « La situation internationale du moment impose ... que le projet de loi soit étudié, discuté et converti en loi avant la clôture de l'année parlementaire » [58]. Les militaires, qui insistent très souvent sur les aspects inédits de la guerre future, voient sans inquiétude cette législation répressive qui implique un empiétement de la société militaire sur l'état de droit. Ainsi la nouvelle Constitution de 1949, qui sanctionne l'institutionalisation d'une justice militaire aux compétences élargies, est-elle chaudement approuvée par l'organe officiel de l'armée de terre [59]. Pourtant, cette innovation constitutionnelle (article 29) dissimule mal ses arrière-pensées politiques. Il est certain néanmoins que la tension internationale aiguë permet de camou-

56. Nous adoptons sur ce point la périodisation de l'ère péroniste proposée par Peter Waldmann dans son article « Las cuatro fases del gobierno peronista », *Aportes*, janvier 1971, p. 95.

57. Voir loi 13234 (7-IX-1948), « Normas para organizar la nación para el tiempo de guerra desde tiempo de paz », *Anales de legislación argentina*, VIII, 1948, p. 72. Pour les commentaires militaires voir Piovano (lieutenant-colonel Eolo), « La ley n° 13234 de organización de la nación para tiempo de guerra y el servicio civil de defensa nacional », *Revista militar*, mars 1950, p. 300-306.

58. Loi 13985, « Delitos contra la seguridad de la nación : espionaje, sabotaje y traición », *Anales de legislación argentina*, X, 1950, p. 181 et Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 7-8 septembre 1950. A remarquer qu'une loi contre l'espionnage était réclamée par les milieux militaires. Cf. Lestanguet (lieutenant-colonel Victor Fernando), « El espionaje y el decreto n° 536/45 sobre represión de los delitos contra la seguridad del Estado », *Revista militar*, novembre 1946, p. 907-916.

59. Lestanguet (lieutenant-colonel Victor Fernando), « La justicia militar y la nueva constitucion », *Revista militar*, août 1949, p. 981-987.

fler la marche délibérée vers un Etat autoritaire, tout en flattant de larges secteurs des forces armées.

Cependant, dès 1949, la conjoncture économique se renverse, la situation se détériore. Le péronisme a mangé son pain blanc. Le contrôle des organisations ouvrières et les procédures d'arbitrage ne suffisent plus à atténuer les conflits et assurer la paix sociale. Le déclenchement des grèves sauvages, ou du moins non approuvées par le Ministère du travail et la direction de la CGT, ébranlent le mythe de la « communauté organisée ». La longue grève des typographes, en mars 1949, puis celle très dure des ouvriers du sucre de Tucumán, en août, réveillent les espoirs de l'opposition en partie paralysée par les lois répressives [60]. La mise en tutelle des pouvoirs législatif et judiciaire, la mainmise du gouvernement sur la presse et la radio, la transformation de la CGT en instrument docile du gouvernement, la supression de fait de l'autonomie des provinces et des Universités, laissent aux partis démocratiques peu de domaines où déployer leur action. L'armée est de ceux-là. D'où la méfiance de Perón à l'égard des militaires jaloux de l'autonomie de leur institution et qui se considèrent toujours comme des arbitres au-dessus des partis et des classes sociales.

A mesure que la marge de manœuvre du régime diminue, le pouvoir s'efforce de mieux contrôler l'armée. Ou plutôt, prévoyant un affaiblissement de la loyauté des cadres, le gouvernement péroniste ne se contente plus de la discipline et de la subordination légales prévues par la Constitution. Afin de restreindre l'indépendance institutionnelle de l'armée, en attendant de pouvoir la placer au service de la politique gouvernementale, Perón s'efforce de s'appuyer sur certains sous-groupes intérieurs à la fidélité plus sûre. Le contrôle indirect et particulariste des forces armées est un prélude à la péronisation qui semble nécessaire pour le renforcement du régime.

Certes, les hauts dignitaires des forces armées sont inconditionnellement péronistes. Parfaitement identifiés avec le pouvoir et le président, ils sont intégrés aux cercles dirigeants. Le gouvernement du général Péron essaie d'élargir à l'ensemble des officiers supérieurs cette frange de militaires gagnés à la cause péroniste. Des avantages non négligeables leur sont offerts à cette fin. Dès 1946, par exemple, les autorités économiques mettent à la disposition des militaires de haut rang des licences d'importation d'automobiles [61]. Ces largesses suspectes ne vont pas sans

60. Outre les lois « militaires » mentionnées plus haut, citons la loi 13569 dite de *desacato* (octobre 1949), qui punit les critiques contre les fonctionnaires publiées dans l'exercice de leurs fonctions et plus particulièrement les offenses au chef de l'Etat. Cf. *Anales de legislacion argentina*, 1949, tome IX, A, p. 242.

61. En 1955, on parle des « généraux Cadillac ». Dans la proclamation révolutionnaire du 17 septembre 1955, le général Lonardi dénonce « les cadeaux et la corruption », moyen d'asservir les serviteurs de l'Etat. Voir *La Nación*, 23 septembre 1955.

indigner certains officiers. Mais le contrôle indirect joue surtout sur les rivalités interarmes et fait appel au soutien des sous-officiers.

Les rivalités entre les armes et les services ne datent pas de Perón. C'est cependant sous sa présidence qu'elles acquièrent un sens politique. Le nouveau régime favorise systématiquement l'armée de terre et l'aviation au détriment de la marine, nerf du soulèvement d'octobre 1945 et, plus tard, moteur du coup d'Etat de septembre 1955. Dans l'armée de terre elle-même, Perón renforce son ascendant personnel grâce à la solidarité de service et l'esprit de corps : il place aux postes clés des officiers d'infanterie. Les deux ministres de la Guerre et tous les commandants en chef successifs de 1946 à 1955 appartiennent comme Perón au corps des fantassins [62]. Les généraux les plus fidèles, les unités les plus loyales, comme on le verra en septembre 1955, sont aussi de l'infanterie. Au contraire, c'est dans la cavalerie que l'antipéronisme est le plus vif dès 1945.

La recherche du soutien des sous-officiers va de pair avec la volonté à plus long terme de démocratiser les cadres de l'armée. Par leur origine sociale et leur niveau de vie, les sous-officiers font partie des classes populaires. Comme celles-ci, ils sont sensibles à la politique sociale du régime. Leur péronisation est donc antérieure à toute tentative délibérée d'obtenir leur appui. Le général Ossorio Arana déclare à ce propos, en 1955 : « Les sous-officiers ne lisaient rien d'autre que les organes de presse dirigés par le sous-secrétariat à l'information. Ils pensaient en toute chose comme la masse de ceux dont ils partageaient la situation sociale » [63].

Aussi les avantages qui leur sont accordés par le gouvernement péroniste apparaissent-ils comme un moyen de contrôler l'arme par « en bas », de rendre difficile une opposition active des officiers. Parmi ces avantages, on peut citer surtout l'octroi, en 1948, du droit de vote. La vieille loi Sáenz Peña assimilait les sous-officiers aux soldats et aux condamnés, et les excluait du corps électoral. L'objectif politique d'une telle réforme est évident. Elle est ressentie comme une véritable libération par ses bénéficiaires [64].

Plus discrète mais non moins efficace sans doute fut la politique suivie à l'égard des familles des sous-officiers. De manière informelle, le gouvernement donnait la préférence à leurs femmes et à leurs enfants

62. Le premier ministre de la Guerre, devenu ensuite ministre de la Défenses nationale, le général José H. Sosa Molina, comme son successeur le général Franklin Lucero, appartient à l'infanterie ; les commandants en chef, les généraux Sanguinetti, Angel Solari et Alfredo A. Avalos également, de même, parmi les fidèles, les généraux Tanco, Embrioni, Wirth, Iníguez.

63. *La Nación*, 7 décembre 1955.

64. A tel point que le général Sosa Molina, Ministre de la guerre, doit les rappeler à l'ordre en les avertissant que rien n'est changé et qu'ils n'ont pas le droit d'exprimer leurs opinions politiques. Le projet de loi fait partie de ceux, considérés comme d'importance particulière, que le gouvernement a réunis, en 1946, sous le titre du Premier Plan quinquenal ; voir : Presidencia de la nación, Secretaría técnica, *Plan de gobierno. 1947-1951*, Buenos Aires, 1946, tome 1, p. 96.

pour certains emplois publics. Une loi de 1947 facilite l'accès des fils de sous-officiers aux lycées militaires. Cette loi réserve 50 % des places des lycées militaires en fonctionnement ou en projet [65] aux « fils d'ouvriers, de sous-officiers et d'employés » boursiers du gouvernement. Il s'agit en fait, au-delà d'une modeste mesure de démocratisation de l'enseignement secondaire, de démocratiser le recrutement du corps des officiers. Jusque-là, l'accès du Collège militaire était exclusivement réservé aux jeunes gens des classes moyennes dont les parents pouvaient prendre en charge les trois à quatre années d'études secondaires précédant le concours d'entrée. Désormais, cette ouverture subreptice devrait permettre de recruter les officiers dans des couches populaires où le régime jouit d'une solide assise.

A vrai dire, cette mesure est moins importante en soi que pour l'orientation qu'elle trace, l'évolution qu'elle préfigure. Officiers et sous-officiers partagent l'impression, dès 1947, que le gouvernement s'achemine vers la suppression des barrières, jusque-là infranchissables, qui existaient entre les deux corps et qui empêchaient l'accès des cadres subalternes à l'épaulette. En effet, le Collège militaire avait le monopole absolu du recrutement des officiers. Le Premier travailleur utilisa le désir de promotion sociale des sous-officiers pour s'assurer leur loyauté. En leur faisant miroiter la possibilité d'accéder aux plus hauts grades, il gagna l'allégeance sans faille d'un corps de militaires dévoués dont, par ailleurs, il s'efforça d'améliorer la condition. Quoi qu'il en soit, toute une série de mesures convergentes visait à gommer tout ce qui différenciait les sous-officiers de leurs inaccessibles supérieurs : l'octroi du droit de vote, l'unification des uniformes préludaient à la décision redoutée des officiers, souhaitée par les sous-officiers, qui aurait changé la face de l'armée argentine. Il semble que Perón, officier attaché aux traditions, gardait cette arme en réserve et ne désirait l'utiliser qu'en cas d'une recrudescence d'agitation militaire. Ce n'est que lorsque le régime se trouva en butte à un feu roulant d'attaques de l'opposition et que les conspirations se multiplièrent au sein des forces armées, qu'on discuta, en 1954, à la Chambre des députés, un projet permettant d'entrouvrir les portes de l'élite militaire aux sous-officiers [66].

Les officiers ne voient pas d'un très bon œil l'érosion probable de leur privilège. La promotion des sous-officiers est ressentie par eux, pour des raisons sociales évidentes, comme une dégradation, voire une prolétarisation de leur profession. Mais ce n'est un élément déterminant

65. Il existe deux lycées militaires (General San Martín et General Paz) qui ne conduisent pas exclusivement aux carrières militaires mais en facilitent l'accès. En 1951, deux nouveaux lycées militaires sont ouverts (General Espejo et General Belgrano). Cette loi sur les bourses d'études aux lycées militaires est promulguée le 30 septembre 1947 (loi 13024). Elle est complétée dans le même sens par une loi 13151 du 16 septembre 1952 qui porte création de bourses Eva Perón pour les fils d'ouvriers désireux de fréquenter les lycées militaires. L'originalité de cette dernière loi tient au fait que la CGT participe à l'attribution en déterminant qui est « fils d'ouvrier ».

66. Voir Cámara de diputados, *Diario de sesiones*, 1, 1954, p. 178-180.

qu'après 1950. Jusque-là, ce qui déroute et choque le plus le corps des officiers c'est la contradiction entre la pratique politique du régime et les principes proclamés. La détérioration de la situation économique et le style musclé du gouvernement ruinent la crédibilité d'un système qui prétendait instaurer l'harmonie sociale. L'agitation reprend. Des grèves très dures se multiplient. Par ailleurs, dans de fréquents rassemblements de masse qui mobilisent des centaines de milliers d'Argentins sous la houlette de la CGT, Perón appelle à la violence contre les opposants. Il n'hésite pas à menacer ses adversaires d'extermination. L'homme qui prétendait mettre fin à la lutte des classes attise la haine de classe. Un général en activité incite ses concitoyens au désordre[67]. Bien des officiers ont quelque peine à comprendre qu'un gouvernement d'ordre, issu des rangs de l'armée, mette l'accent désormais sur les luttes sociales contre les oligarques, le patronat, voire le capitalisme.

Le spectacle des masses de *descamisados* vociférant sur la Plaza de Mayo, au rythme des harangues brutales du Premier travailleur, hante les classes moyennes et les hommes d'ordre. Les officiers sont plus que tout autre sensibles à cette nouvelle définition sociale du régime. Solidaires des couches moyennes par leur niveau de vie, leurs attaches familiales et leurs relations, ils envisagent avec une inquiétude grandissante l'évolution de la société argentine que semble favoriser le système justicialiste. Même s'ils ne sont pas liés par leur milieu d'origine aux groupes dominants pampéens et aux intérêts agro-exportateurs lésés par le monopole d'Etat du commerce extérieur, ils admirent trop le patriciat pour approuver le déchaînement du régime contre les grandes familles. L'arrogance des nouveaux riches, des parvenus de l'industrie légère, anciens ouvriers ou artisans qui ont bénéficié d'appuis politiques, renforce leur conservatisme. La classe moyenne salariée, à laquelle appartiennent les officiers, éprouve un sentiment d'insécurité croissante face à une politique qui ébranle son statut social.

« La tendance à favoriser de manière excessive et démesurée la classe ouvrière aux dépens des autres classes sociales »[68] est la source d'un antipéronisme social irréductible. La force des syndicats, l'efficacité des conventions collectives, une justice du travail qui ne prend pas systématiquement partie pour les patrons, la multiplication des emplois industriels, sont autant d'éléments d'une transformation de la condition ouvrière qui accroît le malaise des classes moyennes. Car le fossé existant entre celles-ci et les travailleurs manuels se comble de manière accé-

67. Tendance dont témoignent certains propos incendiaires tenus en public et largement diffusés par l'opposition : 2 août 1946, « Le jour où le peuple se décidera à pendre ses ennemis je serai à ses côtés » ; 13 août 1946, « Je donnerai quelques mètres de corde à chaque *descamisado* et nous verrons qui sera pendu » ; 8 septembre 1974, « Nous élèverons des potences dans tout le pays pour pendre les opposants ». Ces propos « ubuesques », qui n'eurent guère de portée pratique, ne semblent pas avoir été de nature à terroriser l'opposition.

68. Selon le général Rattenbach, interview citée.

lérée et voyante. Rémunération et genres de vie se rapprochent. Les cols blancs, les fonctionnaires de rang moyen voient dans ce processus une prolétarisation de leur propre condition. La dignité nouvelle d'une classe ouvrière en pleine croissance est ressentie comme une intolérable subversion des hiérarchies sociales, accompagnée d'une revanche des humbles. Prise entre les nouveaux riches et les anciens pauvres, la classe moyenne bureaucratique et dépendante se sent laminée et trahie, victime d'une révolution hypocrite et implacable.

De tels sentiments ne sont d'ailleurs pas dénués de fondements. Ce sont les salariés les plus défavorisés qui profitent le plus de la politique sociale du régime. Les augmentations de salaire les plus importantes, les avantages sociaux les plus appréciables sont accordés aux ouvriers plutôt qu'aux employés, et, entre 1946 et 1955, les ouvriers les moins qualifiés voient leur niveau de vie s'élever plus rapidement que toutes les autres catégories de travailleurs. Quelques chiffres illustrent ce mouvement où certains ont cru voir une volonté délibérée d'arrêter la croissance de la classe moyenne et de massifier la population argentine. Entre 1943 et 1951, les traitements des instituteurs doublent, alors que le coût de la vie quadruple presque. Mais, entre 1946 et 1952, le salaire moyen du manœuvre est multiplié par cinq [69]. La réduction de l'éventail salarial s'accompagne donc d'un nivellement par le bas.

Ainsi s'expliquent les grandes grèves d'employés (banques, chemins de fer) ou des travailleurs hautement qualifiés (typographes) dont la tonalité politique n'est pas seulement due à l'action des partis d'opposition.

Les officiers, même si leur niveau de vie reste satisfaisant, n'échappent pas au climat général créé par la paupérisation de la classe moyenne. Cette « subversion des valeurs sociales », contraire à l'ordre et à la hiérarchie, leur apparaît comme le prélude à un état syndicaliste où l'armée cesserait d'être au centre de la société et serait remplacée par les « hordes ouvrières » de la CGT. La place grandissante d'Eva Perón et ses liens étroits avec les dirigeants de la CGT choquent les conceptions morales traditionalistes du corps des officiers et alimente ces sombres présages. Ne voit-on pas « cette femme » à la tête des *descamisados* de la Fondation d'aide sociale, qui porte son nom, humilier des militaires en les subordonnant à sa personne [70], alors même qu'elle n'est investie d'aucun pouvoir ?

L'accumulation du mécontentement chez les militaires correspond à une aggravation de la crise économique à la veille d'échéances électorales

69. Miguens (José Enrique), « Cultura de masas », in *Argentina 1930-1960*, Buenos Aires, Sur, 1961, p. 343.

70. Les anecdotes fleurissent dans la bouche des militaires opposants sur les tâches « humiliantes » qu'Eva Perón réservait aux officiers qui l'escortaient et formaient son « officieuse » maison militaire. Voir Baquerizas (José), *Porqué se creyó en Perón (Políticos, militares y peronistas)*, Buenos Aires, s.e., p. 39. Voir également interview du général Lagos.

capitales. Tandis que de multiples conspirations se nouent, Perón envisage la péronisation de l'appareil d'Etat. Ni l'élimination ou l'asphyxie des forces et des institutions libérales, ni la neutralité plus ou moins bienveillante des différentes branches de la machine étatique ne correspondent aux nécessités de l'heure. Une révolte militaire minoritaire et isolée va permettre d'assurer le résultat des élections et d'établir un contrôle politique direct de l'armée.

Le 28 septembre 1951, le général Benjamín Menéndez, accompagné de quelques jeunes officiers de cavalerie, se soulève à Campo de Mayo à la tête d'un détachement de 200 hommes et de trois tanks qu'appuie un petit nombre d'avions de l'armée de l'air et de l'aéronavale. Cet incident grave traduit le mécontentement d'un secteur de l'armée. La partie cachée de l'iceberg contestataire est autrement importante que ne le laisserait penser l'ampleur des effectifs engagés dans la rébellion. Trois conspirations simultanées étaient en train de prendre corps autour du colonel José F. Suárez, des généraux Lonardi et Menéndez, soutenus par les dirigeants des principaux partis d'opposition [71]. Les deux premiers préférant attendre des circonstances plus favorables, l'impétueux cavalier agit seul. Mais sa proclamation révolutionnaire est à l'unisson des griefs de la classe militaire contre le régime. Elle dénonce « la propagande démagogique et les mensonges » du pouvoir péroniste, « l'effondrement des valeurs propres aux peuples civilisés ».

Ce putsch miniature ne pouvait guère ébranler le régime. S'il ne met pas le pouvoir en danger, il vient à point, à un mois et demi des élections présidentielles auxquelles Perón est candidat. Il va également permettre une transformation complète des rapports entre le gouvernement et les forces armées. Durcissement opportun du régime face à l'opposition, limitation de l'autonomie des institutions armées désormais sous haute surveillance, tels seront les résultats principaux de ce soulèvement prématuré et maladroit.

Les causes immédiates du putsch et des mouvements conspiratifs multiples qui l'ont préparé sont très diverses. La surprenante tentative de candidature d'Eva Perón à la vice-présidence sur le « ticket » de son mari n'est sans doute pas étrangère à la tension croissante au sein de l'armée. La candidature d'Evita est solennellement proclamée par la CGT, le 22 août, lors des états généraux du justicialisme. Elle sera officielle le 27. Le 1er septembre, la Dame de l'espérance renonce dramatiquement à ses ambitions sans fournir clairement les raisons de son geste. La version selon laquelle l'armée aurait opposé son veto aux entreprises

71. Voir Orona (colonal Juan V.), *La dictadura de Perón*, Buenos Aires, s.e., 1970, p. 98-101 et interview citée du général Menéndez. Le général Menéndez àvant rencontré, il nous l'a confirmé, le 30 juillet, Arturo Frondizi de l'UCR, Américo Ghioldi du Parti socialiste, Reynaldo Pastor, pour le parti conservateur et Horacio Thedy du Parti démocrate progressiste. Voir également de Guevara (colonel Juan F.), *La Argentina y su sombra*, Buenos Aires, s.e., 1970, p. 57.

politiques de la Señora mérite d'être retenue, même si la complaisance avec laquelle elle a été divulguée par l'administration péroniste n'exclue pas une manœuvre de Perón. « Comment, écrit un colonel antipéroniste, une femme qui n'a fréquenté que l'école communale pourrait-elle présider les séances du Sénat ? Comment une femme de réputation douteuse pourrait-elle assumer la présidence de la République et le commandement suprême des forces armées en cas de disparition du président ? » [72].

Mais l'affaire de la candidature ne fut en quelque sorte que le symbole d'une situation jugée inacceptable. Népotisme autoritaire, démagogie plébéienne, répression policière : l'armée, et principalement les officiers des armes d'élite, comme les classes moyennes, ne retiennent que ces aspects du justicialisme triomphant. Pour eux, l'année 1951 se résume à deux faits lourds de sens : l'expropriation de *La Prensa*, respectable institution nationale, en février, et l'élévation manquée d'Evita en août ; la culture contre l'inculture, la pondération distinguée face à la vulgarité débridée. Les militaires argentins ne voient la réalité politique qu'en termes de morale.

La volonté d'utiliser « la misérable tentative des ennemis de la patrie » [73] pour purger l'armée des opposants apparaît à l'évidence dans les déclarations et discours qui, adoptant le ton de l'épopée, grossissent la portée du putsch et exaltent « l'héroïsme de la résistance ». La pompe inusitée que revêt la commémoration du 17 octobre, « fête de la loyauté », à laquelle pour la première fois prennent part des détachements militaires, la publication de l'ordre général n° 1 aux troupes, dont le thème est « la loyauté et la subordination des forces armées », les « citations » et distinctions diverses attribuées aux officiers et sous-officiers qui ont « réprimé » le soulèvement, la distribution par la CGT de médailles de la loyauté aux soldats et aux cadres, toutes ces mesures tendent à créer un climat nouveau dans les relations entre l'Etat et l'armée et à placer celle-ci en situation d'infériorité par rapport à la centrale ouvrière. C'est dans ce contexte habilement préparé que se situe la loi d'épuration qui autorise le pouvoir exécutif à « reclasser les cadres des forces armées », c'est-à-dire à « promouvoir sans considération d'ancienneté, à rayer des cadres ou placer en position de retraite tous les personnels militaires pendant trois mois ». Cette légalisation de l'arbitraire est seulement tempérée par la formation d'un tribunal spécial de qualification qui aura à connaître des dossiers [74].

Par ailleurs, l'état de guerre interne est proclamé le 28 septembre sur toute l'étendue du territoire national. Il ne sera provisoirement levé que

72. Orona (colonel Juan V.), *op. cit.*, p. 128.
73. Communiqué de la CGT, du 28 septembre.
74. Loi n° 14063, *Boletín militar público*, 5 octobre 1951.

le 11 novembre, jour du scrutin présidentiel. L'opposition, soupçonnée, non sans raison, de collusion avec les putschistes, voit se réduire sa marge de manœuvre déjà étroite. La dramatisation soigneusement orchestrée de la situation susciste l'indignation d'une partie de l'électorat indépendant auquel les partis démocratiques n'ont plus guère les moyens de s'adresser. Mais ces mesures répressives visent également à intimider d'éventuels imitateurs du général Menéndez. L'article 2 de la loi martiale prévoit en effet que « tout militaire, qui désobéit ou se soulève contre les "autorités" constituées ou participe à des mouvements tendant à les renverser ou à les combattre, sera fusillé sur-le-champ ».

Mais la mise au pas de l'armée se révèle difficile. L'institution défend son autonomie. Le contrôle politique ne se décrète pas. La loi d'épuration ne permet pas de purger les rangs des forces armées de tous les antipéronistes avoués. Dans la marine, où ils sont majoritaires, le haut commandement renâcle et fait le gros dos[75]. La répression elle-même est considérablement freinée par l'esprit de corps. Ainsi, le principe d'une aggravation des peines, prévu par le Code de justice militaire en raison de l'état de guerre interne, est abandonné dans la plupart des cas[76]. Le tribunal militaire qui juge les putschistes du 28 septembre fait preuve d'une relative mansuétude. En dépit des pressions du pouvoir et des organisations péronistes réclamant des châtiments exemplaires, la peine capitale requise contre le chef de la conjuration est réduite à quinze ans de réclusion. Encore s'agit-il là de la peine maximum appliquée dans ce procès.

La surprise fut si grande que le dépit des partisans du général Perón se donna libre cours. Le journal *Democracia* du 4 octobre 1951 intitule son éditorial : « Un verdict stupéfiant », et écrit : « Le peuple n'a pas été compris par le Tribunal suprême des forces armées ». Le 13 octobre, on découvre même une bombe dans les bureaux du tribunal militaire[77].

Lors du banquet de camaraderie des forces armées, le 6 juillet 1951, le président Perón, répondant aux critiques suscitées dans l'armée par son action gouvernementale, avait déclaré, opposant à la désaffection militaire l'obéissance légale : « On a souvent diffamé devant vous ma politique sociale, on a prétendu qu'elle visait à supplanter l'armée comme soutien du gouvernement. Je considère qu'aucun militaire argentin digne de ce nom ne pense que la mission des forces armées est de soutenir un gouvernement ... en fait c'est la défense de la nation qui est la véritable mission de l'armée »[78].

75. Voir Olivieri (amiral Anibal O.), *Dos veces rebelde*, Buenos Aires, Siglo, 1958, p. 45.

76. Voir décret n° 21859 (5 novembre 1951) et *Boletín militar público*, 21 novembre 1951. Cette atténuation de la loi répressive exclut les « délits contre les pouvoirs publics et l'ordre constitutionnel », mais offre aux tribunaux une marge d'interprétation.

77. *Hispanic American Report IV*, II, novembre 1951, p. 30.

78. *La Nación*, 7 juillet 1951.

Mais, à partir d'octobre 1951, le devoir des forces armées, leur mission nouvelle, est effectivement de se placer au service du gouvernement péroniste et de sa politique. La loyauté envers le Líder va remplacer la subordination constitutionnelle au chef de l'Etat. Les militaires auront à apprendre de nouveaux devoirs. Ils sont désormais invités, non à l'apolitisme traditionnel mais à l'engagement politique. L'adulation et la servilité, qui caractérisaient déjà les différents organes du pouvoir, font leur entrée dans l'armée. Prenons-en pour preuve le texte de la démission du ministre de l'Air, le général César Ojeda, qui écrit le 2 octobre 1951 : « Je me suis toujours senti en parfaite identité de vue avec le mouvement péroniste. Désormais libéré des limitations que m'imposait ma position ... je me considère comme un soldat péroniste à la disposition absolue de cette noble cause et guidé par le leader unique du peuple argentin, le général Perón ». Son successeur, le général José Ignacio San Martín, ne le cède en rien à son éloquent prédécesseur. Il déclare en assumant ses nouvelles fonctions : « Comme un soldat discipliné, je change de poste de combat, non de drapeau. Le mien demeure celui du justicialisme, cause du bonheur populaire et bastion de l'intégrité nationale ». Et il ajoute : « Nous devons nous ériger en dépositaires de la volonté du peuple et le servir fidèlement à travers son leader, le général Perón, archétype de la nation argentine » [79].

L'armée au service du péronisme

L'intrusion proclamée du pouvoir politique au sein des institutions militaires, alors qu'il se tenait traditionnellement à la périphérie, ne s'effectue pas aisément. La tentative de péroniser l'armée s'avère plus que délicate, dangereuse. L'opportunisme ou la conviction assure l'adhésion des hiérarques militaires au pouvoir établi qui les comble d'honneurs et de privilèges. Mais il n'en va pas de même pour les cadres moyens, les officiers du rang. Or, tout se passe comme si le « conducteur de l'Argentine nouvelle » s'efforçait de transformer l'armée en une quatrième branche du mouvement péroniste qui viendrait s'ajouter aux secteurs féminins, masculins et syndicaux déjà existants. Pour cela, on décide d'appliquer peu à peu à l'armée les consignes de pureté et de fidélité idéologique exigées des fonctionnaires civils à partir des derniers mois de 1951 [80]. Pourtant, les cours de doctrine justicialiste imposés à

79. *La Nación*, 3 octobre 1951.

80. Du contrôle des tendances politiques des fonctionnaires civils (avec confection du fichier et personnel policier spécialisé), on est passé dans des administrations névralgiques à l'affiliation obligatoire au Parti péroniste. Ainsi, dans les services judiciaires de la province de Buenos Aires, on exige pour toutes les nominations : 1) l'affiliation au parti, 2) la recommandation d'une personnalité connue, 3) la recommandation de la fédération du Parti péroniste. Cf. Vice-présidencia de la nación, *Documentación, autores y complices de las irregularidades cometidas durante la segunda tirania*, Buenos Aires, Comisión nacional de investigaciones, 1958, tome 1, p. 965.

l'administration publique ne seront obligatoires dans l'armée qu'en 1953, tant les résistances sont vives. C'est en effet en 1953 seulement qu'apparaît un *Règlement pour l'endoctrinement, l'éducation et l'instruction du personnel de l'armée* qui se réfère d'abondance à la pensée justicialiste. La même année, les cadres militaires reçoivent un *Manuel de doctrine et d'organisation nationale* qui est pour l'essentiel une anthologie de citations du Premier travailleur.

Ce qu'on appelle officiellement (et discrètement) la doctrine nationale devient matière obligatoire au programme du Collège militaire et de l'Ecole supérieure de guerre, en 1954. Perón lui-même, dans le discours de clôture du cours réservé aux chefs d'unités, met l'accent, en décembre 1954, sur la nécessité pour une armée d'avoir une doctrine politique et sur l'excellence de la sienne à cette fin [81].

Dans les faits, l'endoctrinement n'a pas amené la péronisation des officiers ; l'effort de propagande, ou bien s'est avéré vain, ou bien a eu des résultats contraires à ceux qu'on attendait. Dans la marine, au dire du ministre de l'époque, l'amiral Olivieri, « jusqu'au 16 juin 1955 on n'a jamais ordonné la diffusion de la doctrine nationale, c'est-à-dire de la doctrine péroniste » [82]. Dans l'armée de terre, plus étroitement contrôlée, les cours de doctrine sont souvent tournés en dérision par leurs principaux destinataires, des officiers d'un grade inférieur à celui de colonel. L'échec est dû en partie à la personnalité des conférenciers : colonels et généraux admirateurs de Perón, auxquels leurs cadets reprochent des carrières, sinon des fortunes, entachées de faveur politique. Ces cours souvent ineptes et qui se limitent à un bavardage courtisan sont en outre à double tranchant. Ils offrent aux officiers frondeurs une occasion inespérée de discuter de la politique du régime, de sensibiliser des officiers indifférents aux méthodes du péronisme. Le corps des officiers, au lieu de se péroniser, se politise.

Plus les difficultés économiques et sociales grandissent, plus l'opposition est bâillonnée, traquée, réduite à l'impuissance. Mais à mesure que le régime se fait plus répressif, que l'opposition légale est chassée des « sites » normaux de l'activité publique, l'armée devient un enjeu privilégié, décisif de la lutte ; c'est pourquoi le gouvernement s'efforce de la contrôler de plus près et d'en chasser les éléments hostiles. Mais chaque tour de vis accroît le mécontentement des militaires. Le régime a peur de son armée et cette crainte est mauvaise conseillère.

En février 1952, une nouvelle conspiration est déjouée. Son chef, le colonel Francisco Suárez, préparait, dit-on, un attentat contre le Libérateur de la nation. Cette nouvelle tentative de subversion militaire donne lieu à l'introduction officielle dans l'armée de la discrimination politi-

81. *Boletín del Ministerio del ejército*, 3 décembre 1954.
82. Olivieri (amiral Anibal O.), *op. cit.*, p. 58.

que. L'ordre général n° 1 (18 avril 1952) de l'institution de sécurité générale, baptisé Control del Estado, précise que désormais seuls les « officiers dont l'adhésion au justicialisme sera éprouvée » se verront attribuer des postes de responsabilité dans le Grand Buenos Aires [83].

La péronisation est considérée comme acquise à partir de cette date. Elle ne se dissimule plus. Les forces armées sont appelées, à l'égal de la CGT, à manifester leur appui sans faille au régime, précisément au moment où l'adhésion volontaire, le sentiment de libre participation des débuts du régime s'estompent. L'armée prend part aux célébrations massives de loyauté qui forment l'édifice triomphaliste du péronisme au pouvoir. On invite les officiers à se mobiliser pour diffuser les grandes décisions du gouvernement, comme le Second plan quinquennal qui exige, selon le ministre de la Défense, de la part des forces armées, « la plus absolue solidarité avec son créateur » [84]. L'armée n'échappe pas non plus aux hommages « exagérés et injustifiés » [85] dont un entourage de courtisans accable « le conducteur de la Nouvelle Argentine » et, avant comme après sa mort, la Jefa espiritual de la nación, son épouse [86]. Deux unités de la marine de guerre reçoivent les noms du président et de la Señora de los descamisados. Un décret décide d'attribuer à la promotion n° 38 du Collège militaire (celle de Perón précisément) le nom de l'Excellentissime président de la République [87]. Autant de sujets d'irritation pour les militaires, autant de mesures maladroites et humiliantes qui ne contribuent guère à améliorer l'image du régime au sein de l'armée.

Une insatisfaction d'ordre professionnel vient d'ailleurs se greffer sur le malaise qu'engendre la « manipulation » politique. Le budget militaire ne cesse de se réduire depuis 1945. Il tend à revenir à son niveau des années 1938-1940, alors que les dépenses militaires du Brésil, par exemple, sont loin d'avoir connu une compression aussi drastique. Le gouvernement imagine des palliatifs pour limiter l'augmentation des dépenses de fonctionnement des forces armées. Il promulgue une loi dite d'autarcie de l'armée, *auto-abastecimiento,* qui prévoit de transformer l'appareil militaire en un conglomérat productif couvrant ses propres besoins. La loi, afin de ne « pas augmenter le budget » et de « pallier le déficit des traitements du personnel », prévoit la transformation du soldat en laboureur, le « développement de la production agros-pastorale et industrielle, l'exploitation des propriétés gérées par les

83. Voir « Fallo del tribunal superior de honor que juzgó al ex-ministro de Defensa, general José H. Sosa Molina, privándolo del grado y uso del uniforme », *La Nación*, 4 janvier 1956. A partir de cette date plus généralement, on limoge les officiers sur simple soupçon idéologique pour « insuffisance doctrinaire » (Interview citée du commodore J.J. Güiraldes).

84. « Difusión del Segundo Plan quinquenal », *La Nación*, 9 février 1953.

85. « Fallo del tribunal superior de honor que juzgó al general Lucero », *La Nación*, 29 décembre 1955.

86. C'est le 7 mai 1952 que le président de la Chambre des députés, Hector Cámpora, suggère d'octroyer à Eva Perón, malade, le titre de Jefa espiritual de la nación. Il est vrai que Perón était déjà El libertador de la nación. Eva Perón meurt le 26 juillet 1952.

87. *Boletín reservado del Ministerio de ejército*, 3 décembre 1954.

forces armées... ». Cette loi « faite par le bonheur des cadres »[88] contribue donc à accroître leur inquiétude.

Elle s'ajoute, en effet, à une série de faits qui provoquent chez les officiers les mieux informés un réflexe très vif de défense corporative. Le rôle nouveau des sous-officiers, leur politisation et la perspective d'une suppression de l'infranchissable barrière qui les sépare des diplômés du Collège militaire, semblent de nature à mettre en danger la sacro-sainte hiérarchie. Non seulement des sous-officiers sont détachés auprès de la Fondation Eva Perón ou des bureaux du Movimiento, mais, aux yeux des officiers, leur dévotion au Líder rend suspecte leur loyauté envers l'institution militaire.

On soupçonne volontiers les sous-officiers flattés par le régime de surveiller leurs supérieurs suspects d'antipéronisme et de pratiquer la délation. Les rumeurs de plus en plus persistantes sur la formation de milices ouvrières par la CGT, après le 28 septembre[89], posent crûment la question de l'avenir même des forces armées professionnelles. Leur sort sera-t-il identique à celui de l'armée bolivienne à l'issue de la révolution d'avril 1952 ? Les journaux s'étendent volontiers sur les affinités et les sympathies qui unissent le Movimiento nacionalista revolucionario de Paz Estenssoro au justicialisme. Or, la révolution bolivienne a fermé l'Académie militaire, dispersé les cadres, dissous les unités. La dissolution de l'armée argentine serait-elle au bout du chemin ?

De tels fantasmes facilitent, il va sans dire, le travail de l'opposition antipéroniste dans les rangs de la société militaire. D'autant que les rapports entre le pouvoir et les oppositions prennent un caractère de violence indiscriminée, inédit dans l'histoire argentine. Les militaires ne peuvent pas rester indifférents à cette dramatisation de la vie politique nationale. Ainsi, un commando d'antipéronistes organise une série d'attentats à la bombe, le 15 avril, contre un meeting populaire sur la Plaza de Mayo. A ce terrorisme aveugle, qui fait une dizaine de morts et provoque la panique puis une indignation assoiffée de revanche parmi les péronistes, le pouvoir répond par un contre-terrorisme symbolique et néronien mais peu sanglant. Des équipes bien organisées incendient le Jockey Club, les sièges du Parti socialiste, de l'UCR et les locaux du parti conservateur. Une immense émotion saisit les cercles dirigeants qui ont vite oublié les innocentes victimes de la Plaza de Mayo : ce crime de lèse-majesté contre la démocratie et la « culture » ne saurait rester impuni.

88. Voir « Ley n° 14157, Auto-abastecimiento del ejército », *Boletín oficial*, 30 octobre 1952. Pour le détail des applications pratiques de la loi, voir Lucero (général Franklin), *op. cit.*, p. 61.

89. Selon le témoignage de Florencio Soto, membre du comité central de la CGT à cette date, après le coup d'Etat manqué, Evita aurait reçu les dirigeants syndicaux Espejo, Santín et Soto, en présence du commandant en chef de l'armée, et ordonné l'achat de 5.000 pistolets, 1.500 mitraillettes pour les milices ouvrières. Ces armes furent achetées à un trafiquant hollandais, puis stockées après la mort d'Evita dans un arsenal militaire avant d'être livrées à la gendarmerie nationale. Selon Borronni (Otto), Vacca (Roberto), *La vida de Eva Perón*, Buenos Aires, Galerna, 1970, tome 1, p. 300.

Enjeu inexpiable des luttes politiques dans lesquelles s'enfonce le pays, l'armée est sollicitée par l'opposition d'autant plus vivement qu'une solution « politique » semble impossible. Le mari d'Eva Perón n'a-t-il pas été réélu avec plus de 60 % des suffrages[90] ? Le terrorisme antipéroniste n'est pas fait d'ailleurs pour rendre les partis « démocratiques » populaires chez les Argentins de condition modeste. Le gouvernement, pour sa part, accroît son contrôle sur l'armée comme sur l'ensemble des institutions du pays transformé, selon l'idéal justicialiste, en « communauté organisée ». Un seul espace de liberté semble subsister : l'Eglise. Le péronisme, qu'elle a porté sur les fonds baptismaux, ne l'a pas pénétrée. Son autonomie intacte est la contrepartie de son soutien. Mais les catholiques militants épousent l'évolution des classes moyennes argentines. Le clergé et les laïcs ne sont pas insensibles aux vents nouveaux qui soufflent sur l'Eglise universelle. La préoccupation directe pour les affaires de la cité, l'adoption d'un credo démocratique, un engagement moral exigeant face à la vie politique, autant d'attitudes nouvelles qui ne plaisent guère au pouvoir péroniste. La hiérarchie commence à s'émouvoir de l'emprise grandissante du régime sur des domaines où l'Eglise avait autrefois un rôle privilégié : l'aide sociale, les femmes, la jeunesse.

Cependant, l'armée n'est gagnée par personne. Les officiers, la société militaire sont écartelés entre les contraintes officielles, statutaires ou directement politiques et la pression sociale. Dans le milieu civil que fréquentent les officiers et surtout leurs épouses, on brocarde la lâcheté des chefs, des généraux « cadillac » complices et corrompus[91]. Les femmes de militaires servent de moyen d'accès de l'opposition aux officiers les plus loyalistes ou « professionnalistes ». La bonne société des garnisons de province tente de les convaincre ou ne les reçoit plus. Beaucoup d'officiers qui refusent tout activisme politique, se sentant épiés par les sous-officiers, manipulés par le pouvoir et reniés par leurs amis civils, éprouvent une véritable crise de conscience qui parfois débouche sur une surenchère d'antipéronisme, parfois dans un légalisme crispé. En 1954, tout le monde sait en Argentine que l'armée bouge et que le plébiscite de 1951, loin de renforcer le pouvoir, a mis en danger la continuité du régime.

90. Beaucoup d'observateurs perspicaces pensent que la coercition et la fraude n'ont pas joué un rôle déterminant mais que le gouvernement a habilement tiré partie d'un climat d'inquiétude populaire. Ainsi, Tibor Mende écrit : « Une conspiration d'opérette, convenablement présentée aux ouvriers comme une menace pour leurs privilèges récemment acquis, et l'anxiété de la foule, qui attendait devant l'hôpital où Evita en danger de mort payait le prix de son labeur désintéressé, contribuèrent à créer une atmosphère éminemment favorable pour les élections présidentielles du 11 novembre 1951 ». Mende (Tibor), *L'Amérique latine entre en scène*, Paris, Le Seuil, 1952, p. 148.

91. Une opposition mondaine et insidieuse provoque les officiers hésitants à la désobéissance. Ainsi, les militaires se voient traités de lâches ; anonymement, on les ridiculise en leur envoyant des plumes ou des grains de maïs pour stigmatiser leur complaisance coupable. Cf. Galindez (Bartolomé), *op. cit.*, p. 119.

Chapitre 10

Révolution libératrice et restauration libérale : la mise en place du coup d'Etat permanent

Les graves difficultés économiques que traverse l'Argentine à partir de 1951-1952 provoquent certaines mutations dans la politique du régime péroniste. La crise, qui n'est pas seulement liée à la conjoncture et aux aléas climatiques désastreux de 1952, pousse le pouvoir à l'abandon d'un nationalisme intransigeant, voire agressif. La confiance internationale est indispensable au redressement économique. Sur le plan intérieur, l'érosion des soutiens due au marasme persistant donne des armes à l'opposition. Celle-ci sera donc jugulée plus étroitement. Les vieux partis discrédités par une propagande obsédante paraissent « contrôlés », mais le gouvernement reste sur ses gardes. Il a pris des mesures pour empêcher le surgissement de nouvelles forces d'opposition [1]. Le secrétariat aux affaires politiques de la présidence, ainsi que le Ministère de l'intérieur sont particulièrement attentifs à l'éventuelle transformation d'institutions encore autonomes, comme l'Eglise, sinon en force politique de substitution [2], du moins en canal de mobilisation oppositionnelle. Face aux problèmes de l'heure, l'Etat de plus en plus policier n'hésite pas à se chercher de nouveaux adversaires : si la diversion ne naît pas de l'action des secteurs antipéronistes, la provocation peut éventuellement y pourvoir.

1. Par une loi interdisant la participation aux élections de coalitions ou de formations politiques récemment créées.

2. Voir, à ce sujet, notre étude sur l'Eglise et sur les organisations religieuses comme force politique de suustitution en Argentine : *Intégristes et militaires : les tentatives du national-catholicisme en République Argentine*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, septembre 1972 (colloque des 27 et 28 octobre 1972).

Le péronisme des vaches maigres

Le péronisme a sans doute jeté les bases d'une industrie lourde balbutiante, et accéléré le développement des industries légères. Mais sa politique économique a contribué à accroître la vulnérabilité extérieure du pays. L'Argentine de Perón n'est pas « économiquement libre » : son modèle de croissance dépend toujours des « troupeaux et des moissons » qui firent, à la belle époque, la prospérité du Río de la Plata. La dépendance à l'égard du marché mondial de produits agricoles n'a pas varié, mais la politique de substitution des importations et d'industrialisation non intégrée a rendu l'appareil productif plus sensible encore que par le passé à la contradiction des exportations ou des termes de l'échange. En effet, les besoins d'énergie, de biens d'équipement sont autrement incompressibles que les importations de produits manufacturés du passé.

A partir de 1951-1952, de mauvaises récoltes successives coïncident avec une tendance à la baisse des prix mondiaux. Cependant, la chute du niveau des exportations, qui, en 1952, couvrent à peine 50 % des importations, laisse un déficit record de près de 4 milliards de pesos (= 800 millions de dollars) ; elle est aussi, pour une large part, conséquence d'une orientation déséquilibrée et à courte vue de la croissance économique. La politique des prix et des changes, notamment la surévaluation irréaliste du peso, permet d'opérer un transfert des revenus vers les secteurs industriels, aux dépens de l'activité agricole. Par exemple, le pouvoir d'achat des céréales au prix officiel passe de l'indice 100, en 1948, à 64 en 1952 [3]. C'est pourquoi les bonnes récoltes de 1953-1954 ne suffisent pas à sauver la situation. Les producteurs peu satisfaits ne font aucun effort pour augmenter emblavures et troupeaux. Faute d'investissement et d'une modernisation indispensable des exploitations, les rendements stagnent quand ils ne diminuent pas. C'est le cas pour le maïs, entre 1950 et 1954 : tandis que la hausse de production à l'hectare est de + 73,3 % aux Etats-Unis [4], en Argentine, les rendements baissent de — 18,4 %.

L'Argentine a perdu sous Perón son rang de grenier du monde. Avant la guerre, la République Argentine exportait 6,5 millions de tonnes de maïs (soit 64 % de la demande mondiale) ; en 1950-1954, elle ne vend plus qu'un million de tonnes. Alors que le marché mondial du blé s'est élargi, la part de l'Argentine y est passée de 20 % (3,3 millions de tonnes) à 9 % (2,2 millions de tonnes). Il en va de même pour la viande.

3. D'après Magnet (Alejandro), *Nuestros vecinos justicialistas*, Santiago de Chile, Pacifico, 1954, p. 114.

4. « La situación argentina y la nueva política económica », *Boletín económico de América latina*, janvier 1956. Les statistiques suivantes sont tirées, sauf mention spéciale, de l'étude de la CEPAL de 1959. ONU, CEPAL, *Análisis y proyecciones del desarrollo económico*, V, *El desarrollo económico de la Argentina*, parte 1, *Los problemas y perspectivas del crecimiento económico*, Mexico, 1959, 130 p.

Une politique de transfert sectoriel au détriment du pôle moteur de l'économie ne pouvait, dans un cadre libéral et en l'absence de toutes réformes de structures permettant de diriger réellement la production, qu'avoir des conséquences négatives ; celles-ci s'ajoutant à l'augmentation naturelle de la consommation intérieure.

Le déficit commercial survient au moment où l'Argentine, outre ses importations courantes de combustibles et de biens semi-finis, doit faire face à un effort considérable pour se rééquiper. Entre 1939 et 1946, les importations de biens d'équipement du fait de la guerre ont été pratiquement nulles. Au moment où, après leur propre reconstruction, les pays industriels deviennent à nouveau en mesure de pourvoir aux besoins des nations périphériques, l'Argentine se trouve dans l'incapacité de pratiquer les investissements indispensables. L'appareil productif vieilli, des équipements parvenus « à leur limite technique d'existence » dans bien des cas, témoignent d'une décapitalisation de l'économie nationale qui apparaît à l'œil nu. Ainsi, en 1954, l'âge moyen du parc automobile est de dix-sept ans. Un tiers des véhicules a plus de quinze ans, un autre plus de vingt ans. Sur un total de 4 300 locomotives environ — dont seulement 226 à moteur diesel, le reste étant à vapeur — 2 680 ont plus de trente-cinq ans, 27,6 % sont pratiquement hors de service, 220 seulement ont moins de dix ans à la même époque[5]. Les chiffres parlent

L'économie argentine entre 1946 et 1955 à travers quelques indicateurs

Année	*Termes de l'échange*[1]	*Produit par habitant*[2] *(en pesos m/n)*	*Solde de la balance commerciale*[3] *(en millions de pesos)*	*Indice du coût de la vie*[4] *(1943 = 100)*
1946	96,0	3 398	—	140,5
1947	101,3	3 708	—	159,5
1948	117,6	3 824	—	180,4
1949	101,3	3 677	— 922,8	236,5
1950	100	3 624	+ 606	296,9
1951	97,0	3 642	— 3 779,2	405,8
1952	73,3	3 225	— 3 969,2	562,9
1953	74,3	3 436	+ 1 522,1	585,3
1954	77,9	3 522	+ 358,5	607,5
1955	—	3 598	— 1 607,0	682,3

(1) ONU, CEPAL, *Boletin económico para América latina*, New York, janvier 1956, p. 27.
(2) ONU, CEPAL, *Análisis y proyecciones del desarrollo económico*. V, *El desarrollo económico de la Argentina*, parte 1, *Los problemas y las perspectivas del crecimiento económico argentino*, Mexico, 1959, tableau 11.
(3) Dirección nacional de estadisticas y censo. Comercio exterior, *Intercambio comercial argentino 1945-1955*, Buenos Aires, 1960.
(4) FIAT/OCEL, *Veinticinco años de la vida económica y financiera de la República Argentina*, Buenos Aires, 1961. Il s'agit de la moyenne annuelle pour un ménage type, logement compris.

5. *Ibid.*, parte 2, *Los transportes*, p. 91, tableau 33.

d'eux-mêmes. Le constat est accablant. Par manque de moyens, l'industrie stagne tout autant que la production agro-pastorale.

Cette situation de faiblesse de l'offre s'accompagne d'une inflation importante dans un pays peu accoutumé, depuis 1919, à une brusque flambée des prix. Si la hausse est contrôlée à partir de 1953 (3,98 % annuels), entre 1949 et 1952 elle a atteint 39 %. Les Argentins sont aujourd'hui familiarisés avec des taux bien supérieurs. Néanmoins, l'emballement des prix n'alla pas sans conséquences politiques et sociales immédiates, notamment chez les classes moyennes salariées, en particulier les fonctionnaires dont les traitements ne sont que tardivement réajustés. L'inflation, outre la chute du salaire réel (auquel les ouvriers n'échappent pas), crée un climat d'inquiétude et de scepticisme. L'inflation est un désordre auquel, comme nous le verrons, les militaires sont particulièrement sensibles. Les couches moyennes ont l'impression fondée que le pays s'appauvrit tandis que leurs membres se paupérisent. Le péronisme devient synonyme de décadence nationale. On aspire à un retour à l'âge d'or de l'avant-guerre avec lequel s'identifie le régime oligarchique libéral renversé en juin 1943. N'était-ce pas l'époque où l'Argentine était parmi les pays les plus avancés, du moins sur le plan de la consommation ? En effet, même si les faiblesses structurelles de l'économie nationale ne sont pas imputables au régime péroniste, qui s'est contenté de ne rien faire pour les changer, l'Argentine a effectivement régressé : la consommation de fer et d'acier — environ 117 kg en 1929 — est tombée à 55 kg en 1950-1954. Aux premiers rangs dans le monde pour le nombre d'automobiles, en 1929, avec 27,8 pour mille habitants, l'Argentine n'a plus, en 1954, que 18,1 véchicules pour mille habitants[6]. L'image du péronisme se confond avec cette dégradation voyante du niveau de vie, notamment celui des couches privilégiées.

Mais la fin de la prospérité facile de l'après-guerre frappe toutes les catégories sociales et principalement les plus humbles. Le temps des largesses est fini. Le salaire réel des ouvriers de l'industrie passe de 104 à 82 (1950 = 100) entre 1949 et 1952. La part des salaires dans le revenu national ne progresse plus et tend à fléchir après avoir atteint un niveau sans précédent entre 1947 et 1950[7]. Dès la fin de 1951, le gouvernement met officiellement un terme à une politique « travailliste », sinon « ouvriériste », de redistribution du revenu national. La création de la Confédération générale économique, centrale patronale justicialiste, en décembre 1951, correspond à l'idéal péroniste de la « communauté organisée » mais répond aussi à des préoccupations plus immédiates. Il s'agit, par une collaboration étroite entre CGE et CGT, d'imposer le

6. *Ibid.*, p. 127, tableau 77.

7. Cf. FIAT/OECEI, *Veinticinco años de la vida económica y financiera de la República Argentina*, Buenos Aires, FIAT, 1961, et Zuvekas (Clarence) jr., « Economic growth and income distribution in postwar Argentina », *Interamerican economic affairs*, hiver 1966, p. 25.

contrôle de l'inflation. Les syndicats ouvriers freinent désormais les revendications sociales et l'absentéisme endémique largement encouragé par le pouvoir qui a multiplié les « San Perón »[8]. La presse syndicale s'enrichit d'un nouveau slogan : « Produisez plus ». Ces efforts aboutissent, en mars 1955, au Congrès national de la productivité et du bien-être social, qui met l'accent sur la collaboration capital-travail. L'accord national de productivité, issu du Congrès, exige des sacrifices de la part des travailleurs. Perón a dû peser de tout son poids pour parvenir à faire accepter par les représentants ouvriers les principes d'un futur plan d'austérité. L'échange de propos peu amènes entre José Gelbard, président de la CGE, et le secrétaire général de la CGT, Eduardo Vuletich, en témoigne.

Ce cours nouveau de la politique sociale s'accompagne d'un tournant complémentaire en politique extérieure. En 1953, le gouvernement argentin lance, avec quelque discrétion au début, une campagne de séduction pour attirer les capitaux étrangers jusque-là honnis. En août 1953, une loi sur les investissements leur offre un traitement bienveillant en matière de rapatriements des bénéfices. La vigoureuse politique antiyankee de l'époque de « Braden ou Perón » est mise sous le boisseau. L'attitude à l'égard des Etats-Unis, révisée pendant la guerre de Corée, est profondément modifiée avec l'arrivée au pouvoir d'Eisenhower. Le tournant est même très précisément marqué par l'accueil chaleureux que réserve le gouvernement argentin à son frère Milton, envoyé spécial du nouveau président des Etats-Unis, en juillet 1953. « La visite de Milton Eisenhower en Argentine fut le Waterloo du péronisme. A partir de ce moment-là, le déclin de sa popularité devint fatal »[9], écrit un observateur « anti-impérialiste » chilien.

Désormais, il est vrai, on n'attaque plus le président de la grande nation amie : les desseins perfides de l'impérialisme nord-américain ne sont plus tenus pour responsables des maux du pays et des agissements coupables des oligarques. Les journaux nord-américains entrent plus librement et les agences de presse des Etats-Unis peuvent à nouveau opérer sans entraves. Mais le régime perd ainsi un de ses ressorts les plus efficaces. Il se prive d'un des plus puissants moyens de mobilisation populaire.

En effet, avec la nouvelle politique extérieure, un peu de la légitimité du système péroniste s'évapore. Si l'homme de la rue ne s'en soucie guère, les responsables syndicaux des grandes entreprises et les officiers nationalistes sont déçus. D'autant, pour les premiers, qu'ils n'ont guère de satisfactions par ailleurs. Ils ne peuvent se prévaloir de succès nota-

8. Selon un couplet improvisé dans une manifestation de liesse justicialiste et maintes fois repris, très significatif du style et du climat social du péronisme : « Mañana es San Perón, que trabaje el patrón (Demain c'est la Saint Perón, au travail le patron).

9. Waiss (Oscar), *Nacionalismo y socialismo en América latina*, Buenos Aires, Iguazú, 1961, p. 126.

bles ni dans le domaine des conquêtes sociales ni dans celui des revendications salariales. Leur rôle est plutôt de contrôler le mécontentement, de modérer la combativité des travailleurs en évitant les grèves et les mobilisations sur des objectifs économiques. Le secrétaire général de la CGT est sifflé par les *descamisados* sur la Plaza de Mayo, le 17 octobre 1952 [10].

Quoi qu'il en soit, l'Argentine, « puissance atomique » qui déclarait en 1949 son indépendance économique, ouvre la porte aux monopoles internationaux. En 1954, FIAT s'établit à Córdoba. L'année suivante, c'est le tour de Kaiser qui fonde une usine d'automobile dans la somnolente et « docte » capitale de l'hinterland argentin. Mieux encore : le président, qui avait juré ses grands dieux qu'il se ferait couper le bras plutôt que de quémander un crédit à l'étranger, laisse solliciter par son gouvernement un prêt de 60 millions de dollars à l'Eximbank des Etats-Unis pour construire l'aciérie de SOMISA, œuvre des militaires. Ceux-ci auraient-ils fait litière de leur nationalisme sourcilleux ?

En fait, les temps ont changé. L'Europe affaiblie et militairement dépendante n'offre plus de modèle à l'armée argentine. La nation leader du « monde libre » est aussi la première puissance militaire. L'armée de terre a perdu, semble-t-il, ses préventions à l'égard des yankees bien avant que la guerre de Corée n'infléchisse la diplomatie argentine. On peut en juger d'après le contenu de la *Revista militar*. Ainsi, dans son numéro ordinaire de mai 1947, sur dix-neuf articles, onze sont écrits par des officiers nord-américains ou traduits de revues spécialisées de l'US Army. Pour l'année 1952, sur l'ensemble des numéros, 50 % des articles sont des traductions (dont 95 % proviennent des revues nord-américaines). Le réflexe nationaliste traditionnel (et professionnel) n'a pas disparu pour autant. Convenablement attisé par l'opposition, il peut renaître de ses cendres pour peu qu'un enjeu stratégique se présente.

C'est le cas du projet de contrat pétrolier que le gouvernement s'apprête à signer, dans le deuxième semestre 1955, avec la California, filiale de la Standard Oil. Ce projet prévoit de pallier le déficit énergétique argentin en faisant appel aux investissements de la grande firme nord-américaine, au moyen d'une politique classique de concession. Les péronistes avouent que « le réalisme conseille la collaboration avec des entreprises privées étrangères », et que « l'Etat ne peut pas se charger d'un tel effort » [11] ; le contrat est d'autant plus favorable pour la California que l'image de l'Argentine est mauvaise auprès des investisseurs étrangers. Un vaste secteur de la Patagonie (48 000 km^2) est concédé à la compagnie signataire. L'opposition a beau jeu de passer au crible le con-

10. Selon le témoignage du syndicaliste, Miguel Gazzera, in Gazzera (Miguel), Ceresole (Norberto), *Peronismo, autocrítica y perspectiva*, Buenos Aires, Descartes, 1970, p. 51.

11. Comptes rendus de la réunion du Consejo superior del peronismo, *La Nación*, 10 septembre 1955.

trat et d'en dénoncer les clauses « qui aliènent la souveraineté nationale »[12]. Les militaires « travaillés » par les idéologues « nationalistes », qui en profitent pour prendre leur distance, s'émeuvent et parviennent à faire modifier les termes de l'accord.

Le temps de Braden et de Sumner Welles est loin. Perón est devenu « raisonnable » ; les milieux financiers américains sont « prêts à faire confiance » à l'Argentine. Le *Wall Street Journal* du 27 juin 1955 affirme même que le State Department est désolé de voir le président Perón en proie à de graves difficultés intérieures. Car, ajoute-t-il, on pense à Washington que Perón, qui a choisi à tous les moments de tension de l'après-guerre le camp occidental, constitue une excellente garantie pour les capitaux. Si ce n'est pas encore l'entente cordiale c'est une détente certaine mais combien onéreuse sur le plan politique.

En effet, si l'exaltation nationaliste contre l'ennemi extérieur n'est pas de mise, tandis que la situation économique conseille de ménager « les capitalistes » et le patronat, la propagande du régime n'a plus de cible privilégiée, de bouc émissaire efficace. Les partis traditionnels ont trop servi. L'oligarchie est un fantôme évanescent. Il faut donc faire du nouveau. Cette tâche sera facilitée par l'opposition elle-même qui, pour échapper à l'étouffement policier à laquelle le péronisme la condamne, imagine de nouvelles stratégies.

L'Eglise échappe encore, en 1953-1954, à la mainmise péroniste. Elle apparaît comme la seule institution nationale qui n'entre pas dans le lit de Procuste de la « communauté organisée ». Il est vrai qu'elle a donné des gages récemment. Lors de l'élection présidentielle de 1951, Perón était à nouveau « son » candidat. Le sommet de la hiérarchie est sans doute fermement derrière le régime. C'est du moins ce que laisse penser l'attitude du cardinal-primat Mgr Copello. Mais l'emprise du régime sur la jeunesse, sa volonté de mobiliser les femmes à travers le Parti péroniste féminin (et grâce à l'octroi du droit de vote), son monopole de l'aide sociale ignorant la fonction caritative de l'Eglise irritent les prélats les plus jeunes. Prêtres et laïcs sentent leurs initiatives limitées tandis que, dans des pays voisins, partis et syndicats se réclamant de la doctrine sociale de l'Eglise croissent et se multiplient. Ils partagent pour l'essentiel l'aversion grandissante des couches moyennes à l'égard du régime.

L'affaire est complexe. Sur le plan politique, Perón craint à juste titre la formation d'un parti démocrate-chrétien qu'il ne pourrait pas interdire sans de sérieux problèmes avec la hiérarchie. Mais, par ailleurs,

12. Cf. le cours prononcé à la Faculté de droit de Buenos Aires par le professeur « nationaliste » Silenzi de Stagni, dont les copies multigraphiées font le tour des garnisons de la 1re région militaire. Silenzi de Stagni (Adolfo), *El petróleo argentino*, Versión taquigráfica de la clase extraordinaria... dictada el 26 de mayo de 1955 en la Facultad de derecho y ciencias sociales de la Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, Problemas nacionales, 1955 (3e édition), 159 p. Voir également « Historia del peronismo, La segunda presidencia », *Primera plana*, 10 septembre 1968.

si bien des catholiques ne veulent ni syndicats chrétiens, ni parti démocrate-chrétien, ils souhaitent pouvoir soustraire leurs enfants à l'influence du péronisme, de ses organisations, de ses cérémonies et de son culte. Contre l'embrigadement et l'immoralité, dont ils accusent les milieux officiels, ils attendent beaucoup de l'Eglise. Que *La razón de mi vida,* biographie romancée et politique d'Evita, devienne manuel de lecture obligatoire dans les écoles primaires n'est pas du goût de tous les parents d'élèves. Mais l'affiliation quasi obligatoire des lycéens à l'UES (Union des étudiants secondaires), qui passe pour organiser des bacchanales et pourvoir en chair fraîche les plus hauts personnages du régime [13], dépasse les bornes et alimente la révolte des « honnêtes gens » : Perón aura bien du mal à réfuter les « attaques injustifiées et les calomnies contre les activités des organisations de jeunesse justicialistes » et « les femmes du Parti péroniste » [14].

A partir du début de 1955, l'attitude de l'Eglise, son ingratitude, l'échec « de la politique visant à séparer le clergé de l'oligarchie » [15] deviennent des thèmes politiques majeurs. La question religieuse est posée. Perón a trouvé un dérivatif politique à la crise économique et aux virages audacieux du régime. Mais l'opposition a découvert un catalyseur et un soutien logistique de poids dans le clergé contestataire.

La lutte de Perón contre l'Eglise n'est jamais frontale. Cette stratégie indirecte se compose d'une série de vexations, de petites vengeances, voire de coups bas dont les dividendes politiques ont sans doute été fortement négatifs. Le journal catholique *El Pueblo,* seul journal non péroniste qui avait favorablement rendu compte du 17 octobre, est fermé en janvier 1955. La diminution des fêtes chômées réduit à deux (Noël et vendredi saint) les célébrations du calendrier chrétien. Il s'en fallut de peu d'ailleurs qu'un San Perón ne vienne remplacer la Pentecôte ou l'Ascension. La lutte anticatholique allait de pair avec la volonté de mettre l'Argentine au travail. Quant à l'annulation de la loi de 1947 sur l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles [16], la légalisation du divorce et de la prostitution, ce ne sont nullement des mesures libérales de sécularisation de la société argentine, mais des décisions vindicatives et de basse politique qui achevèrent de révéler à de nombreux Argentins la nature du régime. A cela il faudrait ajouter les attaques diffamatoires contre les écoles catholiques et les provocations coutumières faites de

13. C'est la rumeur qui court alors. Plusieurs officiers supérieurs, pères de famille, nous l'ont confirmé. Pour une version écrite, voir le pamphlet de Boizard (Ricardo), *Esa noche de Perón*, Buenos Aires, Tribuna, 1955 (4e édition), p. 99.

14. Discours de Perón du 13 juin 1955, *La Nación*, 14 juin 1955.

15. *Ibid.*, Perón rappelle que de nombreux prêtres ont ainsi refusé de célébrer des messes pour la santé puis à la mémoire d'Evita.

16. Perón annule, par décret, la loi de 1947 sur l'instruction religieuse obligatoire que ratifiait le décret promulgué sous le régime militaire par Martínez Zuviría. Cette loi scellait en quelque sorte l'alliance entre le péronisme et l'extrême-droite national-catholique ; elle avait été votée pour remercier l'Eglise d'avoir pris parti contre les candidats laïques de l'Union démocratique.

faux tracts et de pamphlets ignobles attribués à l'Action catholique. L'objectif lointain — en fait plus une menace ou un moyen de chantage qu'une véritable intention — serait la séparation de l'Eglise et de l'Etat [17]. *Quos vult perdere Jupiter...*

L'Eglise répond à ce branle-bas brouillon et maladroit à sa manière, c'est-à-dire par des processions. Le 11 juin 1955, à l'occasion de la Fête-Dieu, une gigantesque manifestation politico-religieuse est organisée devant la cathédrale, Plaza de Mayo, face à la Maison Rose. La curie métropolitaine a fait distribuer 500 000 tracts dans les différentes paroisses de la ville [18]. La procession religieuse sert d'expression publique aux mécontentements les plus divers. Toutes les forces d'opposition — croyants ou non — sont représentées. L'Eglise a facilité l'unification au moins matérielle des oppositions. Les pécheurs en eau trouble et les provocateurs sont aussi de la partie. Des manifestants se rendent devant le Congrès, amènent le drapeau argentin, et, avant de le brûler (selon les services de la police), le remplacent par le drapeau du Vatican.

Ce crime de lèse-patrie devint une affaire d'Etat. Le gouvernement prend la chose très au sérieux. Le pouvoir orchestre l'indignation publique contre un « acte inqualifiable » qui doit en principe montrer — schéma classique — que les catholiques, comme autrefois les radicaux, les conservateurs ou les communistes, sont des agents de l'étranger, de *la antipatria.* Le procédé est grossier. Mais l'opinion, lasse de semblables mascarades, ne s'y laisse guère prendre. *Is fecit cui prodest.* C'est ce que pensent les militaires : le symbole national, sa sauvegarde et sa défense, n'est-ce pas leur domaine ? Perón n'y avait sans doute pas songé. Le Conseil suprême des forces armées mène l'enquête. Il communique au président, le 10 juillet, que « l'ordre de brûler le drapeau national émanait de la police fédérale ». Les coupables sont donc le ministre de l'Intérieur, Angel Borlenghi, et le chef de la police, Miguel Gamboa [19]. A cette date, ils sont, heureusement pour Perón, démissionnaires, mais le régime n'a guère amélioré son image, ni renforcé son audience, notamment dans l'armée. Le sang-froid semble lui faire défaut. L'Argentine s'avance à grands pas vers l'affrontement violent.

17. Cf. Discours de Perón du 17 juin 1955 rappelant, à la suite des événements du 16 juin, ce projet.

18. Lafiandra (Félix), *Los panfletos. Su aporte a la revolución libertadora, Recopilación, comentario y notas*, Buenos Aires, Itinerarium, 1955, p. 187.

19. Les militaires sont particulièrement sensibles à l'utilisation, pour une provocation policière, de l'emblème national. Ce sera l'un des principaux chefs d'accusation motivant la dégradation du général Perón et une raison de disqualification civique permanente. Cf. les attendus du Tribunal de honor, chargé de juger la conduite de Perón, *La Nación*, 1er novembre 1955, et également, Vice-presidencia de la República. *Libro negro de la segunda tiranía*, Buenos Aires, s.e., 1957, p. 123.

De juin à septembre : une guerre civile larvée

Mais l'engrenage de la provocation tourne. Perón, croyant avoir pris l'avantage, s'enferme dans la lutte contre l'Eglise. Le 12 juin, la cathédrale, où se célébrait une messe, est lapidée par des groupes de choc péronistes. Le 14, les deux prélats argentins, tenus pour responsables de la manifestation du 11, interdite par le Ministère de l'intérieur, sont expulsés du pays. Mgr Tato et Mgr Novoa, arrêtés et conduits à bord d'un avion partant pour Rome, deviennent des martyrs de l'antipéronisme. La riposte du Vatican ne se fait pas attendre. Le 16, les membres du gouvernement argentin coupables de l'expulsion des évêques sont excommuniés. Depuis 1850, aucun gouvernement catholique dans le monde n'avait été sanctionné par le Saint-Siège. Perón a décidément la main malheureuse.

Des militaires sincèrement croyants se demandent si Perón n'a pas l'intention de créer une Eglise justicialiste schismatique, couronnement spirituel de la « communauté organisée »[20] et aboutissement de la rupture avec Rome. Le conservatisme, mieux, le conformisme de nombreux officiers est profondément troublé par cette nouvelle crise. On se souvient maintenant que dans les hautes sphères du régime il y a des anticléricaux, des hommes de gauche athées (Borlenghi, par exemple, venu du Parti socialiste) et que le syndicalisme et l'anarchisme ont eu longtemps partie liée dans le Rio de la Plata. Et si l'opposition conservatrice avait raison, si le péronisme et le communisme étaient deux avatars de la même subversion de la « société occidentale et chrétienne »...

Si Perón est pour certains l'antéchrist, pour de nombreux officiers de marine il est l'homme à abattre. Le 16 juin, un soulèvement naval, appuyé par quelques unités de l'armée de l'air, lance une attaque suicide contre la Casa Rosada, destinée à liquider physiquement le président. Ce jour-là, une parade aérienne a été prévue au-dessus de la Plaza de Mayo, en l'honneur du Libertador San Martín et de son émule, San Perón. Les badauds et les partisans du général sont venus nombreux. Mais l'escadrille de Glenn Martin et de Douglas DC3 qui survole le centre de Buenos Aires en rase motte n'est pas celle qu'on attend. Les avions lâchent des bombes sur la foule, puis, ajustant le tir, atteignent la Maison Rose. Pendant ce temps, depuis le Ministère de la marine, une compagnie de fusiliers marins s'avance vers le Palais présidentiel. Elle pénétrera jusque dans le bureau vide du président. Dès la première alerte, Perón s'est en effet réfugié dans le solide édifice du Ministère de

20. C'est ce que croit notamment un officier « corporatiste » proche collaborateur du général Lonardi, le colonel Juan F. Guevara. Guevara (colonel Juan Francisco), *La Argentina y su sombra*..., Buenos Aires, Ed. del autor, 1970, p. 61. Une telle crainte ne manque pas de fondement ne serait-ce que le caractère charismatique et ritualiste du pouvoir péroniste que certains chercheurs ont souligné. L'aspect « religieux » du péronisme est évoqué notamment par Verdú (Mario), « El peronismo como fenómeno carismático », *Politica* (Caracas), novembre 1969, p. 87-89.

la guerre où le général Franklin Lucero a pris avec sang-froid le commandement de la répression.

A la radio, le secrétaire général de la CGT appelle les travailleurs à la défense de la République. Il fixe malencontreusement comme point de concentration le siège de la Confédération ouvrière, proche du Ministère de la guerre et l'un des objectifs des rebelles. Des camions officiels remplis de militants péronistes descendent l'avenue de Mayo vers le lieu de ralliement, quand survient une deuxième attaque aérienne. Il s'agit cette fois de Gloster Meteor de l'armée de l'air. Ils lancent des bombes sans grand succès et mitraillent en piqué la foule des curieux, les manifestants sortis de leurs refuges et les camions de la CGT. Tandis que les troupes loyales reprennent les aéroports d'Ezeiza et de Morón, aux mains des rebelles, des groupes de civils marchent sur le Ministère de la marine. Le ministre de la Marine, le contre-amiral Olivieri qui, au courant de tout, a laissé faire dans un premier temps, reprend son poste, et se met à la tête des révoltés : la marine ne se rendra qu'à l'armée régulière[21]. En attendant, les rebelles retranchés derrière les murs du ministère se défendent et causent de lourdes pertes dans les rangs des manifestants cégétistes. Enfin, un peu avant dix-huit heures, le ministère se rend. Le chef de l'infanterie de marine, le vice-amiral Benjamín Gargiulo, se suicide dans son bureau. Le ministre de la Marine et le chef de l'Etat-major, le contre-amiral Samuel Toranzo Calderón, sont arrêtés et soumis à une procédure judiciaire accélérée. Perón parle enfin. Il minimise les actions des rebelles. Mais l'état de siège est proclamé.

L'alerte a été chaude. Le putsch n'a rien d'un pronunciamiento classique, d'une promenade militaire pacifique et déclamatoire. Elle a pris le caractère sanglant et odieux de la guerre civile : une haine aveugle semble avoir poussé les rebelles à mitrailler les *descamisados* sans défense sur la Plaza de Mayo, à s'acharner sur des groupes de badauds supposés être des partisans du tyran. Officiellement, on parle de 300 morts et d'une centaine de blessés. Des témoignages font état de 1 000, voire 2 000 morts enterrés en catimini à la Chacarita. La CGT, qui a envoyé des centaines d'ouvriers les mains nues au massacre, n'a pas intérêt à gonfler les pertes. Nombreux sont ceux qui, ayant quitté leur travail pour aller défendre Perón, ont vainement réclamé des armes devant le Ministère de la guerre. Quand ils en ont réchappé, leur ardeur combative s'est singulièrement refroidie. La popularité du régime n'en sort pas grandie[22].

21. Voir le témoignage de l'amiral Olivieri dans son livre *Dos veces rebelde, memorias del contralmirante Olivieri, julio 1945— abril 1957*, Buenos Aires, Siglo, 1958, p. 105-140, ainsi que Cavallo (Miguel Angel), *Puerto Belgrano, hora cero. La marina se subleva*, Buenos Aires, Editorial americana, 1956 (4e édition), p. 36-46 et Plater (contre-amiral Guillermo D.), *Una gran lección*, Buenos Aires, Alma fuerte, 1956.

22. Un jeune ouvrier de 15 ans, devenu plus tard la figure la plus en vue du syndicalisme de gauche non péroniste, Agustín Tosco, dirigeant du syndicat des électriciens de Córdoba, courut

Les conditions atmosphériques, entre autres, ont fait échouer le « coup » de juin. Il n'était pas improvisé pour autant. Le gouvernement se rassure à bon compte en soulignant que « la flotte maritime et les forces des bases navales de Puerto Belgrano, Río Santiago, Mar del Plata et Ushuaia sont restées totalement loyales au pouvoir, sans exception... »[23]. Dans la marine, une opération de grande envergure était pourtant préparée. A Puerto Belgrano, notamment, des unités attendaient, pour passer à l'action, que la première phase du plan soit terminée[24]. De nombreuses réunions ont mis en place un dispositif offensif et politique. Les conjurés de la marine se sont assuré des appuis dans l'armée de l'air. Le général León Bengoa, chef de la 3e division de l'armée de terre, s'est joint à la conspiration. Les partis politiques sont prêts à assurer le pouvoir, une fois consommé le tyrannicide. Un accord est intervenu, en effet, entre les militaires et trois civils représentants les trois principales formations « démocratiques » : Adolfo Vicchi, dirigeant du parti conservateur, Américo Ghioldi, un des chefs du Parti socialiste, et Miguel Zavala Ortiz de l'Union civique radicale.

D'après l'amiral Olivieri, une réunion avec les leaders civils, auxquels s'était joint un nationaliste, Luis María de Pablo Pardo, eut lieu, le 16 juin, dans le bureau du chef d'Etat-major de la marine. Le « plafond » était trop bas pour une attaque aérienne. On décida d'ajourner le mouvement. Mais l'ordre ne parvint pas à l'aviation navale à Punta Indio et tout fut remis en question. Après l'échec, trente-neuf avions rebelles se posent en Uruguay : l'un des derniers DC3 à quitter Ezeiza emportait à son bord, dit-on, Miguel Zavala Ortiz. A la fin du mois 106 officiers, dont 81 de la marine, étaient destitués.

Le soir du 16, des commandos de péronistes incendient les églises de Buenos Aires. Plaza de Mayo, l'archevêché brûle. On pille les sacristies, on détruit avec acharnement le mobilier et les statues. Violence symbolique en réponse à la rébellion des marins ou étape de l'escalade contre l'Eglise et nouvelle riposte aux « incidents » du 11 juin ? On l'ignore, et l'attitude du président après l'avertissement sérieux qu'il vient de recevoir n'est pas à la vindicte mais à l'apaisement. Son « sauveur » et ami, le général Lucero, préoccupé par la cohésion des forces armées, lui inspire une politique de concession et de conciliation. Les journaux du lendemain, qui répondent aux directives du secrétariat à l'information, donnent le ton. Le 5 juillet, le président parle de la « nécessité de la pacification ». Le 15 juillet enfin, Perón déclare dans un grand discours

Plaza de Mayo défendre Perón. Il en revint indigné par la conduite des dirigeants de la CGT et perdit ses illusions sur la nature « ouvrière » du péronisme. Cf. « Informe especial. El principio del fin », *Primera plana*, 16 juin 1970.

23. « Comando conjunto de las fuerzas armadas », *La Nación*, 20 juin 1955.

24. Cf. Cavallo (Miguel Angel), *op. cit.*, p. 21 et 41, ainsi que « Diez periodistas argentinos », in *Asi cayó Perón. Crónica del movimiento revolucionario triunfante*, Buenos Aires, Lamas, s.d., p. 21.

que la révolution justicialiste a atteint ses objectifs et que l'heure est venue de relâcher la tension. Désormais, il sera « le président de tous les Argentins, amis et adversaires ». « Ma situation a totalement changé, dit le Líder, et je dois donc mettre un terme aux limitations que nous avions imposées aux actions et aux initiatives de nos adversaires afin de parvenir aux objectifs que nous nous étions fixés. Désormais, ils jouiront, dans le cadre de la loi, de toutes les garanties, de tous les droits, de toutes les libertés ».

Comment interpréter cet aveu ? Est-on au seuil de « l'empire libéral », ou « la situation nouvelle », dont parle le président, est-elle transitoire ? La libéralisation annoncée du régime serait-elle dictée par les chefs de l'armée de terre dont dépend le pouvoir depuis le bombardement de la Casa Rosada ? Cette explication est sans doute en partie valable, mais surtout le cercle dirigeant et Perón lui-même ont conscience d'être allés trop loin dans l'autoritarisme et les pratiques policières. En s'attaquant à l'Eglise, ils ont joué aux apprentis sorciers, déclenché un mouvement d'indignation, qu'ils ne peuvent plus contrôler, jusque dans les secteurs loyaux des classes moyennes. Il n'est que temps de faire marche arrière. Les services de renseignement ont communiqué des rapports alarmants sur le climat qui prévaut dans les mess et les casernes.

Perón va s'empresser de déplorer et de condamner la profanation des églises dont il rejette la responsabilité sur... les communistes : piètre défense aux yeux de ceux, de plus en plus nombreux dans les milieux conservateurs, qui pensent que Perón fraie le chemin à la subversion communiste. Aveu naïf d'une collusion depuis longtemps soupçonnée, s'écrieront-ils : l'étatisme, l'ouvriérisme, la haine de classe, l'anticapitalisme ne sont-ils pas autant de manifestations du marxisme athée ? Le bruit court d'ailleurs que les membres des groupes de choc qui ont mis à sac les églises avaient un fort accent espagnol ; on se souvient tout à coup que de nombreux anarchistes, socialistes et trotskystes, originaires de la mère-patrie et ayant fui le franquisme, sont devenus des cadres de la CGT péroniste[25]. Les « rouges » de Madrid et de Barcelone, « assassins de prêtres », ont donc partie liée avec le général très chrétien qui promettait l'harmonie sociale ! Le spectre de la guerre civile « à l'espagnole », qui depuis 1936 hante les esprits en Argentine, refait surface tout à coup.

Perón s'efforce de rassurer en se réconciliant avec l'Eglise tout d'abord. Il fait immédiatement réparer les églises. Mgr Copello invite, de son côté, les catholiques à répondre à l'appel du président en faveur de la pacification. Une véritable purge du cabinet et de la haute administration élimine les responsables les plus voyants de la politique anticléri-

25. Voir notamment Boizard (Ricardo), *op. cit.*, p. 84.

cale. Les ministres de l'Intérieur et de l'Education nationale, Angel Borlenghi et Méndez San Martín, qui passent pour avoir été à la pointe du combat, sont destitués. Le premier est même éloigné du pays afin de lui éviter de témoigner devant la justice sur les incidents du 11 juin. Le secrétaire à l'Information, Raul Apold, subit un sort identique. Des policiers sont arrêtés pour avoir fait brûler le drapeau argentin [26].

Pour montrer sa bonne volonté, le gouvernement, où entrent plusieurs modérés (Francisco M. Anglada, Oscar Albrieu), permet réellement aux partis d'opposition de s'exprimer. Après dix ans de silence forcé, les chefs de formations démocratiques peuvent parler à la radio. Le pouvoir court un risque limité et spectaculaire ; mais il engage aussi un pari politique : il pense affaiblir le caractère radical de l'opposition et diviser les partis. Car les dirigeants, qui acceptent l'offre de Perón, entrent dans le jeu de celui-ci et se conduisent en opposition de « Sa Majesté ». En quelque sorte, ils saisissent la main tendue et se situent dans la logique du régime dont ils veulent la disparition. La trajectoire postérieure d'Arturo Frondizi et de Vicente Solano Lima, qui s'adressent aux Argentins contre l'opinion d'une large fraction de leurs partis respectifs au sein de l'UCR et du conservatisme, confirme cette interprétation, de même que le refus des socialistes de profiter de la libéralité du général Perón.

Néanmoins, les dirigeants de l'opposition ne font pas de concession au régime. Ils adoptent un langage combatif, réclament la moralisation et la démocratisation du gouvernement dont ils fustigent les turpitudes. Les porte-parole du parti conservateur et du petit Parti démocrate progressiste exigent même la démission du président. Cette bouffée d'air frais ne va pas sans créer de sérieux remous dans les hautes sphères du pouvoir.

De la pacification à la chute

Le recours tactique à la pacification ne désarme pas les antipéronistes. Les événements récents les ont renforcés et confirmés dans leur volonté d'en finir avec un système qui, selon eux, ne peut pas s'amender. Dans l'armée, le 16 juin marque le point de non-retour. Au lendemain de la révolte de l'aviation et de l'incendie des églises, rien n'est plus pareil. Au tribunal militaire, le contre-amiral Olivieri déclare : « J'ai été péroniste, mais après les attaques contre l'Eglise il m'est impossible de le demeurer » [27]. Dans l'armée de terre, on complote désormais jusque dans l'Etat-major [28]. Les officiers antipéronistes vont

26. *Hispanic American report* (Stanford), VIII (7), 1955. Voir également « La quema de la bandera » in *Libro negro de segunda tiranía*, *op. cit.*, p. 214-215.

27. Olivieri (contre-amiral Anibal), *op. cit.*, p. 139.

28. C'est le cas du colonel Señoráns, bras droit du général Aramburu.

ostensiblement à la messe le dimanche. Le régime a subi un coup fatal. La guerre civile menace. Le général Franklin Lucero, ministre de la Guerre, va s'efforcer de stabiliser la situation. Les observateurs s'accordent à le présenter comme l'homme fort du moment. Perón semble affaibli par le putsch du 16 juin. Mais s'il est loyal envers le président et le péronisme, il ne peut que reconnaître l'échec flagrant de la péronisation de l'armée. Pour que l'armée ne bascule pas dans la sédition, Lucero fait appel aux valeurs militaires traditionnelles : discipline, hiérarchie, subordination constitutionnelle. Dans la conférence de presse du 23 juin, le discours radiodiffusé du 11 juillet et l'ordre général n° 15, le ministre de la Guerre insiste sur la cohésion des institutions militaires, garantie de leur existence. Deux thèmes sont mis en avant : l'autorité est impersonnelle, on ne choisit pas son chef, et « notre institution ne peut pas être une fin en soi »[29], c'est-à-dire que l'armée est au service de l'Etat, qu'elle ne peut pas se placer au-dessus de lui sans perdre sa légitimité propre. Fort à propos, Lucero remplace le devoir de fidélité au gouvernement péroniste par la mystique militaire de l'obéissance et du sacrifice. Le jour même du soulèvement, il avait présenté au président et aux généraux en activité[30] le *Décalogue du soldat argentin* qui insiste sur le professionnalisme des militaires et affirme solennellement — en citant avec habileté le Conducteur de la nouvelle Argentine — l'idée que « les forces armées sont la synthèse du peuple, qu'elles n'appartiennent à aucun parti politique ni à aucun secteur social et (que) elles ne peuvent pas servir d'instrument à l'ambition de personne, mais appartiennent à la patrie, foyer commun ... ».

L'incendie des églises a été « le moment le plus triste de ma vie », a dit le général Lucero. Le ministre de la Guerre n'était pas au bout de ses peines. Certes, pas une unité de l'armée de terre n'a bougé, et dans la marine les sous-officiers et la troupe sont en majorité favorables au régime. Perón ne s'est pas fait faute de le rappeler publiquement le 22 juin : les soldats de l'infanterie de marine et les sous-officiers de l'aéronavale ont été trompés. On leur a fait croire qu'ils allaient « délivrer Perón », prisonnier d'une sédition militaire. Certes, les peines imposées aux factieux sont relativement légères et sans commune mesure avec la terrible effusion de sang qu'ils ont provoquée : douze condamnations à la réclusion à vie sont prononcées. L'ex-ministre de la Marine n'est frappé que d'un an et demi de prison. Mais la répression de la marine par l'armée de terre a créé de sérieux remous dans le corps des officiers. L'armée délibère. La discipline se relâche. Un climat de suspi-

29. Lucero (général Franklin), « La misión del ejército », *Hechos e ideas*, juin-juillet 1955, p. 577.

30. Etaient présents notamment les généraux Aramburu, Lagos, Videla Balaguer, Uranga, Bengoa, Francisco A. Imaz qui dirigeront le soulèvement de septembre. D'après Lucero (général Franklin), *El precio de la lealtad*, Buenos Aires, Propulsión, 1959, p. 101.

cion et la mise à jour des clivages politiques portent sérieusement atteinte à la sacro-sainte hiérarchie. Le démantèlement de la marine alimente les rancœurs et précipite dans la dissidence et le mépris des troupiers et les marins encore hésitants. En effet, tandis que la base aéronavale de Punta Indio est neutralisée, la marine se voit réduire ses attributions de carburant, supprimer des munitions et même ôter les fusées des bombes et des obus [31], afin de l'empêcher de nuire.

L'opposition civile s'empresse de jeter de l'huile sur le feu, d'exploiter le malaise de l'armée de terre en s'en prenant sans ambage à son attitude lors des « événements du 16 juin ». Tracts, lettres ouvertes, pamphlets et leurs cortèges de rumeur circulent avec profusion aux portes des casernes et jusqu'au domicile des officiers. Ainsi des *Stances à Franklin Lucero* traînent dans la boue le ministre de la Guerre et exaltent la marine, réserve de toutes les vertus démocratiques et patriotiques. Une version caricaturale du *Décalogue du soldat* ridiculise la lâcheté et la corruption des généraux bureaucrates [32]. Il s'agit de faire réagir les jeunes officiers troublés par le «beau geste » des marins. Le 12 juillet, Mario Amadeo, diplomate catholique, publie une lettre ouverte au général José Embrioni, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la guerre lui demandant de soulever l'armée de terre pour que celle-ci ne soit pas « une garde prétorienne au service de l'opression » et des « bandits anarchistes qui se sont emparés de la CGT » [33]. On comprend dans ces conditions que le banquet de camaraderie des forces armées, qui devait avoir lieu le 9 juillet, ait été supprimé.

Face à l'énergie redoublée et à l'audace des oppositions, Perón et le parti péroniste sont impatients de secouer la tutelle de l'armée et de mettre fin à la trève politique qui a donné de si mauvais résultats. Pour cela, le président va en appeler aux masses. Des militants de l'aile combattante remplacent les bureaucrates prudents. Le mot d'ordre est : revenir en 1945.

Le contre-amiral Alberto Teisaire, président du Conseil suprême du parti péroniste, est destitué et remplacé par Alejandro Leloir. John William Cooke, fougueux avocat qui est loin de passer pour un modéré, est nommé à la tête du parti, dans la capitale fédérale. Le 29 août, le gouvernement trouve le prétexte rêvé pour mettre fin à la pacification : un arsenal mis sur pied par des étudiants appartenant à des groupes

31. Les fameuses *espoletas* de la littérature révolutionnaire. Cf. Cavallo (Miguel Angel), *op. cit.*, p 55.

32. Lafiandra (Félix), *op. cit.*, p. 203-208. Les officiers de l'armée de terre se voient traités en public, ou par voie postale, de poules mouillées. On leur expédie sous enveloppe des plumes, des grains de maïs ou de riz. Cette technique de provocation sera utilisée, en 1973, par la droite chilienne. Cf. Témoignage de Bartolomé Galíndez, *Apuntes de tres revoluciones, (1930-1943-1955)*, Buenos Aires, s.e., 1956, p. 119.

33. Lafiandra (Félix), *op. cit.*, p. 255.

d'opposition. Tout est prêt pour une mise en scène à grand spectacle comme Perón les affectionne.

Le 31 août, la bombe éclate. Dans une lettre largement diffusée aux partis péronistes et à la CGT, Perón « offre de "se retirer" afin de garantir la pacification ». « Nos adversaires et ennemis politiques mettent comme condition à leur changement d'attitude mon départ du gouvernement ... les grands réformateurs ne sont pas de bons pacificateurs ». Le président s'est bien gardé de prononcer le terme de « démission » ni de présenter cette note au Congrès. La CGT et les deux partis péronistes ne peuvent que repousser avec indignation le sacrifice de leur leader et louer sa grandeur d'âme. D'entrée de jeu, la centrale syndicale décrète la grève générale jusqu'à ce que Perón revienne sur ses intentions. La Plaza de Mayo se remplit de partisans du général, des *descamisados* ont accouru de tous les faubourgs, dès le matin. Les orateurs se succèdent pour réclamer que Perón reste au pouvoir. Le ton monte. Sur la place historique, une foule immense attend la parole du Líder en criant les slogans de la fidélité : « La vie pour Perón », « L'Argentine sans Perón est un bateau sans timon ». Enfin, lorsque la tension est à son comble et l'auditoire surchauffé et fervent, le Premier travailleur fait son apparition au balcon présidentiel. Il prononce un discours violent, aux antipodes de la note modeste et courte envoyée au Parti péroniste le matin même. Il n'est plus question de démission. Après avoir habilement rappelé les « deux cents morts » du bombardement de la Plaza de Mayo, la main tendue aux assassins, et stigmatisé l'attitude de l'opposition qui « refuse la pacification », Perón lance : « Je reprends les mêmes paroles qu'en 1945 : à la violence nous répondons par une violence supérieure ». Puis il précise, dans un appel au meurtre qui, vu les circonstances et les événements récents, n'est pas de pure rhétorique : « Dorénavant, voici un principe de conduite permanent de notre mouvement : quiconque tente d'enfreindre l'ordre public, d'attenter contre les autorités constituées, la loi ou la Constitution, pourra être tué, en n'importe quel lieu, par n'importe quel Argentin ... Pour chacun des nôtres qui tombera, cinq des leurs périront ... qu'ils sachent bien que ce combat qui commence ne se terminera qu'avec leur extermination ... ».

Cette déclaration de guerre à l'opposition est plus qu'une erreur. C'est une faute grave, un encouragement aux comploteurs militaires, le feu vert pour les opposants tourmentés et hésitants de l'armée de terre. En effet, les activistes décidés sont peu nombreux dans cette arme depuis les coups de filet de 1951. La majorité attentiste ou loyale est prête à faire son devoir sans zèle mais sans défection. Après l'incendie des églises, les envolées homicides du général Perón libèrent certaines consciences. De multiples complots, isolés par la méfiance et la crainte, germent dans les plus grandes garnisons du pays. On tâte le terrain sans trop y croire, tant la sécurité militaire, l'endoctrinement ou l'emprise propre

d'un régime issu de l'armée ont de force dissuasive. Néanmoins, « on se parle », suivant le vocabulaire classique de la conjuration militaire. On rencontre des civils. Les chefs militaires en activité n'ont guère les coudées franches. Mais des réunions discrètes déjouent la vigilance des services de police. Le général Bengoa, officier « révolutionnaire » de 1943, relevé en juin de son commandement de la 3e division d'Entre Rios, poursuit ses contacts dans l'ombre. Il rencontre le général Lagos, qui commande la garnison de Cuyo, à San Luis, au domicile d'un nationaliste lié au général Perlinger à l'époque de l'envol de Perón [34]. A San Luis, le général Lagos, sentant que la situation mûrit, demande à son chef d'Etat-major un « inventaire des opinions politiques présumées des généraux et colonels sous ses ordres » [35]. Le résultat de ce sondage se révèle très favorable.

A Buenos Aires, des généraux sans commandement de troupes, comme le général Aramburu, tissent patiemment et prudemment un réseau de conspirateurs. Ce général d'infanterie est bien placé pour connaître les sentiments des jeunes officiers et nouer des relations utiles. Sous-directeur de l'Ecole supérieure de guerre en 1950, il occupe, en 1955, le poste de directeur de l'Ecole nationale de guerre et dirige le cours de formation des colonels. Pour avoir été défenseur d'un des accusés de la rébellion de Menéndez en 1951, devant le tribunal militaire, le général Aramburu ne passe pas pour péroniste. Le 16 juin, il est cependant aux côtés du général Lucero et apparaît légaliste, comme d'ailleurs tous les généraux en activité. Mais après le 31 août, les conjurés réunis autour de lui inclinent à attendre des conditions meilleures, tout en renforçant leur organisation.

A Córdoba, de jeunes officiers d'artillerie liés au milieu catholique local tentent de prendre contact avec le général Aramburu. Leur mentor est l'ancien directeur de l'Ecole d'artillerie, mis à la retraite en décembre 1951, le colonel Arturo Ossorio Arana. Face à l'attitude momentanément négative d'Aramburu, ces officiers cherchent un général à mettre à leur tête. Le général d'artillerie Eduardo Lonardi, familialement lié aux secteurs catholiques et nationalistes de Córdoba, semble tout désigné. Mis à la retraite d'office par Perón, il a été emprisonné pour avoir comploté avec le général Menéndez en 1951. Il est relâché en décembre 1953 après onze mois de détention. Le gouvernement le tient pour inoffensif. Le général Lonardi, qui lui aussi a essayé de prendre contact avec Aramburu, accepte, fin août, de franchir seul le Rubicon et de passer à l'action à Córdoba. Il a deux raisons de ne pas différer le mouve-

34. Il s'agit de Bonifacio del Carril. Cf. Del Carril (Bonifacio), *Crónica interna de la revolución libertadora*, Buenos Aires, Emecé, 1959, p. 46. Témoignage confirmé par le général Lagos (entretien avec l'auteur du 31 mars 1970).

35. Interview citée.

ment : le contingent va être libéré à la fin du mois de septembre et une période de flottement est à prévoir avant de disposer à nouveau de troupes opérationnelles ; ensuite, le bruit court avec une insistance grandissante que des milices vont être mises sur pied. La CGT aurait proposé au général Lucero d'armer des milices populaires. Le commandant en chef a refusé temporairement cette offre. Mais ce danger existe pour les conjurés, qui pousse les officiers antipéronistes à l'action

Dans la marine, l'ébullition de juin est loin d'être retombée. Les mesures de rétorsion prises à l'encontre de l'arme navale ont renforcé la cohésion des officiers. Le problème n'est pas de savoir qui conspire mais comment trouver les moyens matériels — armes et munitions — pour se lancer à l'assaut du régime. La marine est assez isolée dans ses bases et ses bâtiments pour surmonter ce handicap. On complote donc aux quatre coins du pays. Une mosaïque de conspirations sans autres liens que des contacts sporadiques se dessine. Aucun plan d'ensemble n'existe.

Le 2 septembre, le général Videla Balaguer, chef de la IV^{e} région militaire, titulaire de la médaille de la loyauté pour son attitude en juin, se soulève à Río Cuarto. Du moins est-ce ce qu'on annonce officiellement. Un ordre de capture est lancé contre le général factieux et cinq de ses officiers en fuite. Tout le monde dans les milieux informés sent, ou sait, que quelque chose va se produire inéluctablement. Le 12 septembre, des manœuvres ont lieu à Córdoba. Par précaution et sur ordre du ministre de la Guerre, les tirs se font à blanc. Le 14 septembre, cinquante-cinq officiers sont arrêtés. Le 16 septembre enfin, c'est le jour J. Un communiqué du secrétariat de la presse de la présidence annonce « la rébellion d'effectifs des garnisons de Córdoba, Curuzú Cuatiá et de quelques garnisons de la marine ». Il précise que le « chef du mouvement séditieux est l'ex-général Videla Balaguer ».

Sans entrer dans le détail anecdotique des événements, il n'est pas inutile d'examiner certaines péripéties de la rébellion pour dégager les clivages et les rapports de forces à l'intérieur de la société militaire.

Le principal soulèvement a lieu à Córdoba, le 16 au matin. Il a pour foyer des écoles militaires : l'Ecole d'aviation, l'Ecole d'artillerie, l'Ecole des parachutistes se mettent aux ordres du général Lonardi et du colonel Ossorio Arana. A l'Ecole d'artillerie, Lonardi fait arrêter le directeur et un grand nombre de sous-officiers qui refusent de se joindre au mouvement. Pendant ce temps, l'Ecole d'infanterie résiste. Les rebelles l'attaquent. Mais ils manquent de fantassins. C'est pourquoi des armes sont distribuées à des civils antipéronistes qui forment des commandos improvisés. Malgré un pilonnage d'artillerie, l'Ecole d'infanterie ne se rend pas. La situation des rebelles n'est guère encourageante. Le colonel Brizuela, son directeur, demande enfin à parlementer. Lonardi le rencontre et le persuade d'éviter un « combat fratricide ». Il accepte de cesser le feu. Les rebelles lui rendent les honneurs. Pendant ce temps, la

police loyaliste de Córdoba s'est retranchée elle aussi derrière les murs du vieux Cabildo, au centre de la ville [36].

Le 16, à zéro heure, la révolte éclate également dans les deux principales bases navales du pays : Rio Santiago, proche de La Plata, et Puerto Belgrano près de Bahia Blanca, à l'extrême Sud de la province de Buenos Aires. A Rio Santiago, depuis de longues semaines, les conjurés sont prêts et la proximité de la capitale fédérale rend leur situation délicate. Le capitaine de frégate Palma a rencontré secrètement le général Lonardi au début du mois. Celui-ci a fixé la date du soulèvement : le 16 septembre à zéro heure. Le 15 au soir, des officiers de marine écartés du service actif et une soixantaine d'officiers de l'armée de terre arrivent à la base navale. A l'heure H, l'Ecole navale, le Lycée naval Almirante Brown, la flotte d'instruction, et la flotte fluviale se soulèvent sous les ordres de l'amiral Isaac Rojas, l'officier le plus gradé de la base. L'objectif est d'obtenir le ralliement de la flotte maritime et de bloquer les voies d'accès au port de Buenos Aires. Dès le petit matin, la base et les bâtiments rebelles sont bombardés par l'armée de l'air loyaliste. Dans la ville de Rio Santiago, l'infanterie de marine est repoussée par la police puis par les renforts de l'armée de terre en provenance du 7e d'infanterie de La Plata. En outre, le régiment d'artillerie d'Azul se dirige vers la zone navale révoltée. La base ne dispose d'aucune aviation depuis le 16 juin. Sa situation militaire est désespérée. Au soir du 17, l'amiral Rojas ordonne l'évacuation massive de tous les effectifs [37].

A Puerto Belgrano, base navale moins frappée par la répression du 16 juin et protégée par sa situation géographique excentrique, le soulèvement est plus facile. L'importante base aéronavale Comandante Espora, aux mains des rebelles, fournit un appoint d'aviation précieux. Les effectifs sont nombreux et les équipages de la flotte maritime, convenablement tenus en main, ont un bon moral révolutionnaire : sur 4 000 hommes, 93 seulement avaient refusé de collaborer avec la rébellion. Les rebelles s'emparent de Bahia Blanca où seul résiste le 5e régiment d'infanterie. La garnison loyale menacée de bombardement se rend le 17, alors que de nombreuses colonnes de renforts d'artillerie et d'infanterie convergent de toute la province de Buenos Aires sur Bahia Blanca [38].

36. Voir le récit du fils du général Lonardi, in Lonardi (Luis Ernesto), *Dios es justo*, Buenos Aires, Francisco Colombo, 1958, 398 p., ainsi que « Historia del peronismo. La caída. Represión en Córdoba », *Primera plana*, nos 338, 341, 342. De même Guevara (colonel Juan Francisco), *op. cit.*, p. 72-83.

37. Cf. le récit du contre-amiral Sánchez Sañudo, un des premiers officiers de marine à prendre contact avec l'amiral Rojas. Sánchez Sañudo (contre-amiral Carlos A.), « La revolución libertadora (Algunos acontecimientos ocurridos en Río Santiago, Escuela naval, Fuerza naval de la Plata y Flota de mar desde el 15 al 23 de setiembre de 1955) », *Gaceta marinera* (Puerto Belgrano), 16 septembre 1967, et interview de l'auteur avec l'amiral Isaac Francisco Rojas, le 26 mai 1970.

38. Cavallo (Miguel Angel), *op. cit.*, p. 95-100, Lucero (général Franklin), *op. cit.*, p. 150-151.

Dans les garnisons de l'armée de terre proches de la capitale, rien n'a bougé. Le général Uranga n'a pas réussi à soulever le Collège militaire, garnison sans grande importance opérationnelle certes, mais facteur psychologique de premier ordre dans un coup d'Etat. Buenos Aires est parfaitement contrôlée par le gouvernement. Campo de Mayo, Magdalena, Azul sont sous les ordres du « commandement de la répression ».

Le général Aramburu, qui s'est finalement rangé sous la bannière de Lonardi, part de la capitale fédérale avec les membres de son Etat-major (notamment le colonel Señoráns et le lieutenant-colonel Arias Duval) pour tenter de soulever à Curuzú-Cuatiá, dans la province de Corrientes, la garnison de blindés. Il s'agit de la plus forte unité de cette arme du pays. Sa neutralisation est vitale pour le renforcement des foyers de rébellion existants, au cas surtout où le pays s'installerait dans la guerre civile. Le général Aramburu, après maints détours pour tromper la vigilance policière, arrive trop tard à Curuzú. La rébellion a échoué. L'affrontement entre officiers rebelles et sous-officiers légalistes n'est pas à l'avantage des premiers. La densité de l'encadrement en sous-officiers et leur haut niveau technique placent les cadres rebelles en mauvaise posture. Une trêve intervient enfin, et l'équipée du général Aramburu s'achève piteusement.

A San Luis, dans la zone pré-andine de Cuyo, le général Lagos et le général Arandía qui commandent la garnison se « prononcent » avec succès. Malgré un « état de rébellion sourde des sous-officiers »[39] à l'égard de leurs supérieurs antipéronistes, une soixantaine d'entre eux seulement refusent de participer au soulèvement de la 2e armée, et sont arrêtés. Il en va de même d'ailleurs pour un général (Raviolo Audisio) et quatre colonels sur quinze. Mais la garnison de San Luis est loin des centres du pouvoir politique. Elle ne peut que servir d'appui stratégique au foyer rebelle de Córdoba.

Le 18 septembre au matin, *La Nación* titre sur neuf colonnes à la une : « Les troupes gouvernementales sont entrées dans Córdoba ». Le communiqué du commandement des forces de répression publié la veille au soir précise : « La tranquillité la plus absolue règne dans tout le pays, à l'exception du foyer rebelle de Puerto Belgrano ». Propagande, intoxication ? Au pire une légère anticipation sur les événements prévisibles. Les troupes gouvernementales encerclent Córdoba. Le commandant en chef a envoyé tous les régiments d'infanterie disponibles. Dix mille hommes, commandés par le général Iñiguez, s'apprêtent à donner l'assaut aux quatre mille rebelles. Le 19 au matin, l'aéroport de Pajas Blancas est tombé aux mains du gouvernement.

Les rebelles attendent vainement des renforts. Ils espéraient que la puissante 2e armée, sous les ordres du général Lagos, marcherait sur

39. General Lagos, interview citée.

Córdoba ou du moins, en prenant Rio Cuarto, couperait les voies de communication des troupes de répression. Or, pour des raisons politiques, Lagos préfère consolider sa position dans les provinces de San Luis et de Mendoza afin de créer une zone libérée adossée à la frontière chilienne [40]. Le 19 au matin, le général Lonardi envoie à Mendoza le commandant Juan Francisco Guevara porteur d'un SOS destiné au général Lagos : « Nous manquons d'infanterie. Envoyez-nous toute l'infanterie disponible avec des mitrailleuses et des mortiers ... » [41].

Face à la pression grandissante des troupes loyales qui encerclent Córdoba, les forces rebelles disposent encore d'une carte : la flotte de guerre. Pour soulager le foyer rebelle, le commandement naval révolutionnaire décide de frapper un grand coup, de nature à affaiblir le moral du pouvoir en attaquant des objectifs économiques névralgiques. La plupart des bâtiments dotés d'une artillerie lourde sont passés à la sédition. La marine rebelle annonce que si Perón ne démissionne pas, ses unités bombarderont, le 19, les dépôts de pétrole de Mar del Plata, puis ceux du dock sud du port de Buenos Aires, et attaqueront ensuite la raffinerie de La Plata. Le 19 au matin, les canons de 150 mm du *9 de julio* convertissent en fumée des milliers de tonnes de combustible stockés le long de la côte atlantique. Ce n'est qu'en raison des conditions météorologiques que les dépôts du port de Buenos Aires ne subissent pas le même sort [42]. Le même jour, la marine s'apprête à poursuivre l'escalade spectaculaire. Le croiseur *General Belgrano* se met en position pour bombarder la raffinerie de La Plata quand la nouvelle éclate : le président Perón a remis le pouvoir au commandement des forces armées. Le général Lucero annonce un cessez-le-feu et l'ouverture de négociations avec les rebelles au Ministère de la guerre.

Dans son message de quasi-démission, le président déclare qu'aucun homme (en dehors de lui) n'a assez d'autorité pour réconcilier les Argentins et résoudre la crise. Seule l'armée, institution nationale, peut être la garantie de la paix. Avec — *in cauda venenum* — cette conclusion qui sent la manœuvre et rappelle sa précédente fausse sortie : « Si mon tempérament de lutteur me pousse à combattre, mon patriotisme et mon amour pour le peuple m'invitent au renoncement personnel ». Le général Lucero semble faire écho au président : il précise dans son message les raisons de la trêve, mais ne fait aucune allusion à une éventuelle « démission » du président. Devant l'ultimatum menaçant de bombarder Buenos Aires et la raffinerie Eva Perón, et pour éviter de prolonger

40. Selon del Carril, c'est Lonardi lui-même qui aurait demandé au général Lagos, plus à l'aise militairement, de former un gouvernement provisoire à Mendoza (cf. Del Carril (Bonifacio), *op. cit.*, p. 100). Les témoignages des lonardistes ne concordent pas avec cette affirmation. Cf. « Historial del peronismo. La caida », *Primera plana*, n° 341.

41. Lettre du général Lagos dans *La Nación* du 22 novembre 1958 reproduisant une lettre du général Lonardi au général Lagos.

42. Selon le contre-amiral Sánchez Sañudo, art. cité, p. 1.

l'effusion de sang, « le commandant en chef des forces de répression » invite les « commandements révolutionnaires » à parlementer.
tionnaires » à parlementer.

La situation militaire très favorable au pouvoir ne justifiait pas cette décision politique. Les plus surpris par le cessez-le-feu furent les chefs des forces loyales concentrées autour de Córdoba. La trêve sauve le général Lonardi in extremis, au moment où le général Iñiguez s'apprêtait à donner l'assaut final et à « nettoyer » le principal centre de rébellion. Perón semble vouloir rééditer l'opération du 31 août. Aussi la junte militaire qui détient le pouvoir ne s'empresse-t-elle pas d'accepter une offre de démission aussi peu claire. Le président et l'Etat-major tentent de souligner le caractère odieux et criminel des actions militaires menées par les rebelles contre des objectifs civils, et de faire retomber entièrement sur eux le risque d'une guerre civile probable. Le général Perón, quant à lui, attend tout d'un vaste mouvement d'indignation populaire, d'une mobilisation massive qui le rétablira dans ses fonctions en lui donnant les « ressources politiques » nécessaires pour mener la lutte jusqu'à son terme.

Le courage personnel du président ne semble pas en cause, quoi qu'aient pu en dire ses adversaires et ses ennemis. Perón a maintes fois répété qu'ayant vu en Espagne, en 1939, les résultats d'une guerre civile, il voulait épargner à son pays, par son sacrifice personnel, une semblable tragédie[43]. Il n'est pas interdit de penser que Perón savait la lutte fort mal engagée. La polarisation sociale autant que la répugnance du commandement militaire à se lancer dans un affrontement fraticide contre d'autres militaires le placent devant un dilemme : ou une solution politique lui sauve la mise ou bien il lui faut se préparer à armer les syndicats, si ce n'est pas trop tard. Cette dernière solution ne sourit guère à un homme qui a passé quarante-cinq ans sous l'uniforme.

Mais, cette fois, la machinerie plébiscitaire ne fonctionne pas. Personne ne « supplie » le Líder de reprendre la démission qu'en réalité il n'a fait que suggérer. Dans l'Argentine de 1955, chaque institution pense à ses propres intérêts, donc à se sauver elle-même, dût le régime en périr. Et tant pis pour le Premier travailleur. La CGT ne bouge pas. Depuis le 16 juin, les militants péronistes des syndicats, déçus par le tournant « productiviste » de la politique sociale, sont réticents à se laisser utiliser et à risquer leur vie politique. Les dirigeants, bureaucrates et hommes d'appareil à la tête de syndicats gestionnaires au patrimoine considérable, pensent avant tout à sauver les meubles. Il n'est plus question de « la vie pour Perón ». Considérant que la « démission » du président les délie en partie de leurs engagements, la majorité des membres

43. C'est la thèse qu'à défendue devant nous Perón lors de l'entretien qu'il nous a accordé le 12 janvier 1969.

du comité directeur confédéral, qui se réunit le 21 septembre, est favorable à une prudente expectative[44]. Le 24, la CGT définit sa position dans un communiqué qui constitue un appel à la démobilisation :

> « La CGT s'adresse une fois de plus aux camarades travailleurs pour leur rappeler la nécessité de maintenir le plus grand calme et d'assurer normalement leur travail ... Chaque travailleur à sa place, attaché au rétablissement de la concorde, doit ainsi démontrer au monde qu'il y a en Argentine un peuple d'hommes de bien. Seule la paix des esprits peut permettre de promouvoir la grandeur nationale, et de renforcer ainsi les conquêtes sociales. Regardons en face, ayons confiance, le reste, la patrie vous le donnera de surcroît ».

Cette prose peu combative signifie en clair qu'il faut faire confiance à l'armée et oublier Perón. Ainsi, le sort était jeté dès le 20. Perón, réfugié à l'ambassade du Paraguay, avait échoué. Il lui restait seulement à sauver sa vie en quittant au plus vite le pays. Car le général Lucero et la Junte n'ont pas été plus heureux. Les exigences de la marine vont empêcher que les véritables rapports de forces au sein de l'armée de terre soient reconnus, que le pouvoir soit pris en main par les chefs légitimes des institutions militaires, bloquant ainsi toute tentative de restauration politique et sociale. En effet, le contre-amiral Rojas exige, au nom de la marine, que la junte se réunisse avec les représentants des forces révolutionnaires à bord du navire amiral, le croiseur *General Belgrano*. La Junte accepte, et l'entrevue à lieu le 20 entre une délégation présidée par le contre-amiral Rojas, accompagné du général Uranga d'une part, et, d'autre part, les généraux Emilio Forcher, Angel Manni, José Sampayo et Oscar Saccheri. Ces derniers acceptent les conditions de la marine. La révolution est victorieuse. La Junte a capitulé. Elle accepte la démission de Perón et la nomination du général de division Eduardo Lonardi comme « chef de la révolution » à la tête d'un gouvernement provisoire.

La facilité de la victoire, la faiblesse du régime qui s'effondre presque sans combattre, après une ruse dérisoire, confondent et étonnent. Pour en rester sur le seul plan strictement militaire qui nous intéresse, on peut remarquer pourtant qu'en dehors de la marine le soulèvement est atomisé et d'ampleur limitée. Il ne touche pas la capitale fédérale et ses environs, c'est-à-dire les centres névralgiques du pays. Constitué par une série de pronunciamientos d'officiers supérieurs qui ne sont pas toujours d'active, ce soulèvement n'a rien à voir avec un coup d'Etat institutionnel où l'appareil militaire sous la conduite des commandants en chef investit l'Etat de l'intérieur. Dans l'armée de terre, les sous-officiers sont majoritairement péronistes. L'infanterie est d'un loyalisme sans faille ou presque. Beaucoup de cadres sont attentistes, hésitants. Là est

44. Cf. Gazzera (Miguel), Ceresole (Norberto), *op. cit.*, p. 18.

la clé du problème. Peu d'unités se révoltent, les généraux factieux sont en nombre infime. Pourtant, les « loyalistes » ne veulent pas écraser les rebelles : ils ne les approuvent pas mais les comprennent. Les officiers loyaux obéissent au général Lucero plus qu'ils ne sont fidèles à Perón : l'armée avant tout. La répression se fait donc sans empressement. Des convois de munitions n'arrivent pas à destination, des colonnes se traînent interminablement. Ni révolutionnaires ni péronistes, bien des officiers sont attachés aux origines du régime, mais considèrent que Perón « a perdu le sens des réalités politiques » et doit s'en aller. Le général Lucero constate avec amertume qu'au sein même de la Junte du 19 septembre plusieurs généraux interprètent le message ambigu de Perón comme une offre de démission qu'on doit accepter au plus tôt. La grande majorité des généraux qui ne se sont pas soulevés n'acceptent pas de se battre pour Perón. La discorde au sein des forces de répression et les pressions internes sur les chefs de la Junte confirment cette donnée qui incite les généraux loyalistes à rendre effectif le départ de Perón avant même qu'ait lieu l'entrevue avec la marine[45].

Ni vainqueurs ni vaincus : l'impossible révolution nationale du général Lonardi

Le 21 septembre, à Córdoba, le général Lonardi assume la présidence provisoire. Il désigne au secrétariat du gouvernement le capitaine de vaisseau Rial, envoyé du contre-amiral Rojas, et nomme le commodore Krause secrétaire aux Affaires étrangères : les trois armes unies organisent le nouveau pouvoir.

Le 23, le général Lonardi entre solennellement à la Casa Rosada où il reçoit les insignes de la présidence des mains de trois cadets des trois armes. Avant la cérémonie, il a passé en revue un détachement des trois écoles militaires. Dans le discours qu'il prononce au balcon de la Casa Rosada, il fustige ceux qui se sont laissé corrompre par le pouvoir, et souligne le rôle des jeunes officiers « non contaminés » dans le succès du mouvement du 16 septembre. Tout concourt à affirmer que c'est l'armée, ou plutôt les institutions militaires qui s'installent au pouvoir et que, dans leurs profondeurs, celles-ci n'ont pas failli.

C'est en moraliste que le nouveau président semble aborder la politique. Etrange destin que celui du général Lonardi : il est à la fois un pur produit des institutions militaires et le porte-parole d'un secteur idéologique étroit qui, depuis les années trente, entretient des rapports privilégiés avec l'armée. Cet officier d'artillerie, fils d'un immigrant italien, est allié

45. Pour la petite histoire, rappelons l'action de commando du général F. de Imaz et du futur général Rosas, faisant une irruption armée dans une réunion de la junte pour obliger ses membres à accepter la démission de Perón et de Lucero. Cf. Lonardi (Luis Ernesto), *op. cit.*, p. 130 et entretien cité avec le général Rosas.

par son mariage à une grande famille catholique de Córdoba, les Villada Achaval. Sa femme descend d'un des leaders de la réaction catholique de la fin du 19e siècle, Tristán Achaval Rodríguez. Son beau-frère Manuel a été secrétaire d'Etat à l'Instruction publique, en 1943. Catholique pratiquant, menant une existence austère dans laquelle la foi exalte les valeurs de service et de devoir de l'ordre militaire, le général Lonardi fréquente surtout le milieu marginal de la droite ultramontaine où se mêlent intégristes et nationalistes. Contre Perón, il a invoqué l'intercession divine, et ses proclamations ont un ton messianique. Le mot de passe des conspirateurs à Córdoba était : « Dieu est juste ». La radio rebelle proclame, le 22 septembre, après la victoire : « Grâce à notre foi dans le Christ et en Notre-Dame du Rosaire à laquelle le général qui dirigea les opérations dans notre ville a offert son épée ..., nous avons triomphé, peut-être par miracle. Ce n'est pas en vain que sur la poitrine des soldats et des civils, sur les ailes des avions, sur les batteries d'artillerie, on a vu apparaître un nouveau insigne formé d'une croix et d'un V : le Christ Vaincra ».

Pourtant, malgré ces références mystico-guerrières, le général Lonardi n'a pas l'esprit de croisade avec ce qu'il implique de volonté de revanche sinon d'extermination de l'adversaire. Son premier discours public de président provisoire donne le ton : l'heure est à la concorde et à la réconciliation. « La victoire ne donne pas de droits », dit le général Lonardi, et, reprenant la formule d'Urquiza, il proclame : « Dans cette lutte, il n'y a eu ni vainqueurs, ni vaincus ». Le nouveau président met en garde les antipéronistes contre leur volonté d'effacer sans appel dix ans d'histoire argentine. Ecartant toute velléité de persécution à l'égard des groupes sociaux bénéficiaires de l'ère de Perón, Lonardi refuse également une éventuelle « restauration libérale ». Pour le nouveau président et ses conseillers, une simple rectification historique s'impose : il faut revenir à 1943-1946, renouer avec la politique de Ramírez et de Farrell, mais, cette fois, avec l'appui des travailleurs organisés auxquels on proposera d'amender le régime péroniste et non de le détruire. Lonardi n'est pas loin d'espérer utiliser les assises du régime déchu pour réaliser enfin la révolution nationale, éternelle Dulcinée des nationalistes civils et militaires.

Dès ses premiers discours, le président provisoire ébauche cet ambitieux projet politique dont la simplicité ignore superbement les rapports de forces du moment. Le général Lonardi part en guerre contre l'inflation, la bureaucratie parasitaire et la corruption, les trois maux majeurs, selon lui, de la « dictature ». Il s'oppose au contrat avec la California, contraire à l'intérêt national, et propose de « mettre fin à tout malentendu avec l'Eglise, en signant un concordat ». En outre, le nouveau général-président tente de jeter les bases d'un péronisme sans Perón en s'adressant directement aux travailleurs partisans du « tyran déchu ».

« Je souhaite, dit-il le 23 septembre, la collaboration des ouvriers, et je me permets de leur demander de venir à moi avec la même confiance que sous le gouvernement antérieur ... Ils trouveront toujours auprès de moi un père ou un frère ».

Pour mettre en œuvre cette politique d'apaisement et de réconciliation non dépourvue d'arrière-pensées, Lonardi parvient à imposer un certain nombre de ses amis à des postes de responsabilité gouvernementale. Corporatistes, catholiques intégristes et nostalgiques des régimes autoritaires font leur entrée à la Maison Rose. Parmi les civils, Clemente Villada Achaval, beau-frère du général, ancien président des Jeunesses catholiques, est nommé secrétaire général de la présidence avec rang ministériel. Mario Amadeo devient ministre des Affaires étrangères, et l'un des fondateurs de la revue catholique *Criterio* reçoit le portefeuille de l'Instruction publique, tandis que le publiciste d'extrême-droite, Juan Carlos Goyeneche, se voit confier le secrétariat de presse de la présidence[46]. Outre ces nationalistes, le général Lonardi aurait souhaité assurer la continuité en faisant entrer au cabinet un certain nombre de personnalités « respectables » du justicialisme. Lonardi prit même contact avec le Dr Bramuglia, pressenti pour être ministre du Travail. Une telle nomination, intolérable pour l'opposition « démocratique », ne fut pas retenue. Néanmoins, ce fut un avocat, conseiller juridique de plusieurs syndicats et fonctionnaire au Ministère du travail sous Perón, qui reçut ce portefeuille difficile[47].

Le général Lonardi n'a guère les coudées franches pour choisir ses collaborateurs. S'il parvient à éviter que les partis d'opposition dictent leur loi et se partagent les portefeuilles, il doit accepter à des postes clés des libéraux bien vus des formations politiques traditionnelles ou de groupes de pression économiques. C'est le cas pour l'Agriculture et le Ministère de l'intérieur. En outre, les libéraux, les antipéronistes, « revanchards » partisans d'une épuration sans faiblesse de l'Etat et de la société argentine, entourent de toute part le paternel président. Ainsi, sa maison militaire est entre les mains des ultras. Autour du colonel Bernardino Labayrú, des anciens putschistes de 1951, antipéronistes de longue date, veillent sur le destin de la « révolution libératrice »[48].

Car c'est dans l'armée que les tensions sont les plus vives et les

46. Pour la trajectoire politique des collaborateurs de Lonardi et son projet nationaliste, voir notre étude *Intégristes et militaires...*, *op. cit.*.

47. Luis B. Cerrutti Costa, conseiller de l'Union ouvrière métallurgique (UOM) assisté d'un sous-secrétaire de même tendance, le Dr Rudolfo Bledel.

48. Le colonel Señoráns, idéologiquement proche du président, ayant refusé d'être chef de la Maison militaire, le général Lonardi choisit pour ce poste le lieutenant-colonel Bernardino Labayrú assisté du capitaine de frégate Francisco Manrique. Pour le commandement du régiment des grenadiers à cheval, l'escorte présidentielle, Lonardi propose au ministre de la Guerre, le commandant Alejandro Lanusse. Le président voulait ainsi récompenser un homme qui avait beaucoup souffert du péronisme, puisqu'il avait passé 4 ans en prison. Cf. Guevara (colonel Juan Francisco), *op. cit.*, p. 86.

déceptions les plus grandes. Les officiers qui ont le plus souffert du péronisme, ceux qui ont été, à partir de 1951 surtout, dégradés, expulsés, emprisonnés, clament vengeance. Avec d'autant plus d'indignation qu'à leurs yeux ce sont des « attentistes » qui ont fait la révolution et profité de son succès. Ces antipéronistes de la première heure exigent une attitude dure à l'égard du régime renversé et de ses partisans. En revanche, bon nombre des protagonistes du coup d'Etat de septembre, qui n'ont jamais quitté l'armée active et ont reçu parfois des distinctions du régime justicialiste, s'efforcent, par leur vigueur, de faire oublier leur passé péroniste ou du moins leur tolérance coupable à son égard. Ceux qui se prévalent du titre de révolutionnaire de 1951 n'ont que mépris pour leurs camarades restés dans l'armée. En 1955, les militaires victimes du péronisme s'attendent en fait à ce que leur courage ou leur malchance soit récompensé. La stratification chronologique de l'activisme antipéroniste engendre dans la société militaire une surenchère qui sera fatale au projet politique de Lonardi et créera au sein des forces armées, secouées par les ambitions et les rancœurs, des remous durables.

Aussi, dès que le général Lonardi tente de mettre en œuvre les intentions proclamées au fil des discours, il doit affronter une opposition violente dont le noyau se constitue autour de la marine et de ses soutiens idéologiques civils. Les premières mesures destinées à acquérir la sympathie des travailleurs péronistes heurtent de front les révolutionnaires de septembre qui n'entendent pas avoir franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne. Lonardi s'empresse, en effet, de donner d'amples garanties à la Confédération générale du travail, branche syndicale du mouvement justicialiste. Dès le 25 septembre, le président fait savoir au secrétaire général de la CGT que toutes les conquêtes sociales obtenues depuis douze ans seraient respectées, que la Confédération n'avait à craindre ni dissolution, ni confiscation de ses biens, ni mise en tutelle. *La Prensa*, confisquée aux opposants, restera même jusqu'à nouvel ordre propriété des syndicats. Le gouvernement provisoire laisse aussi espérer aux fidèles *descamisados* que la puissante Fondation Eva Perón pourrait continuer ses activités.

Ces mesures ne tiennent pas compte du climat de l'heure ni de la prodigieuse charge de rancœur et de haine accumulée pendant douze ans. Dans l'Argentine de septembre 1955, il y a effectivement des vainqueurs et des vaincus. Les antipéronistes emprisonnés ou exilés, tous ceux qui s'estiment lésés ou humiliés par la politique sociale et économique de la « seconde tyrannie », attendent réparation. Les partis politiques traditionnels, vilipendés et tenus en marge du pouvoir pendant douze ans, pensent que leur heure est arrivée. Considérant qu'ils ont le mérite d'avoir « résisté » contre une « dictature totalitaire » proche parente des puissances de l'Axe, leur premier objectif est une « dépéronisation » du pays, indispensable, selon eux, au rétablissement d'une

démocratie effective et où seuls les « vrais démocrates » seraient conviés. C'est pourquoi les forces politiques, les groupes de préssion hostiles au justicialisme réclament le démantèlement total de l'appareil d'Etat péroniste (parti, CGT, organismes économiques, moyens de communication). Beaucoup ne cachent même pas leur désir d'abolir toute la législation justicialiste et notamment la législation sociale promulguée après 1943. Car l'hostilité politique à l'égard des « ennemis de la liberté » dissimule fort souvent une haine sociale, un affrontement de classes inexpiable que le général Lonardi ignore superbement.

Tandis que la présidence comble de bonnes paroles les travailleurs péronistes, des mesures répressives s'abattent çà et là sur les ouvriers. L'armée occupe militairement les quartiers populaires de Rosario, Avellaneda, Berisso et Ensenada[49]. De nombreux employeurs prennent des sanctions contre les délégués syndicaux ou suppriment arbitrairement certains avantages légaux à leurs salariés. L'heure est à l'expiation. Le ministre du Travail doit même lancer, le 27 septembre, un avertissement au patronat et, le 1er octobre, démentir la suppression du treizième mois. Mais il ne peut pas grand-chose contre l'occupation de certains syndicats par des « syndicalistes libres », avec l'appui de l'armée oü de la marine.

Tandis que le chef de la révolution libératrice marche à contre-courant, les pressions qui s'exercent sur lui se font chaque jour plus vives. Ses collaborateurs immédiats, soupçonnés à juste titre de vouloir créer un Etat corporatiste, sont particulièrement visés. Peu à peu, des mesures répressives sont promulguées. Le grignotage du plan Lonardi s'accélère. Au début d'octobre, Lonardi doit se séparer de son secrétaire à l'Information. Le 24, le mot « péroniste » est interdit. L'épuration de la diplomatie est commencée. La normalisation syndicale est imposée à la CGT : une direction provisoire (péroniste, il est vrai) est chargée d'organiser des élections libres et démocratiques supervisées par le Ministère du travail. De nombreuses arrestations ont lieu dans les milieux péronistes militaires et civils.

Mais c'est dans les forces armées que l'utopie conservatrice du général Lonardi joue son avenir. Les officiers libéraux et laïques, majoritaires dans la marine, se méfient de l'entourage du président et de sa politique. Or, grâce à une intervention décisive dans le soulèvement de septembre, les marins ont acquis un poids politique sans précédent. Le vice-président est l'amiral Isaac Rojas, qui incarne l'intransigeance la plus absolue à l'égard du « totalitarisme péroniste ». La marine s'est, par ailleurs, taillé la part du lion dans la distribution des dépouilles. Il est vrai que pour l'opposition civile les cadres de l'armée de terre font figure

49. *La Nación* des 24, 25, 26 septembre. Selon ce journal, à Rosario, des avions volaient en rase-mottes sur les quartiers populaires après le couvre-feu. Des manifestations « contre-révolutionnaires » sont dispersées à coups de feu. Cf. Torre (Juan Carlos), Senén González (Santiago), *Ejército y sindicatos. Los 60 días de Lonardi*, Buenos Aires, Galerna, 1969, p. 11-12.

d'ouvriers de la onzième heure. La police fédérale est pour la première fois entre les mains d'officiers de marine. L'infanterie de marine, remise sur pied, va recevoir des effectifs accrus. Six provinces, dont Santa Fe, reviennent aux marins [50].

Ceux-ci, par tradition idéologique, répugnent à l'intégrisme ultramontain de la nouvelle administration autant qu'à son nationalisme. L'influence de certains partis et de groupes culturels laïques liés au libéralisme oligarchique [51] accentue encore l'attitude militante de la marine, fer de lance des démocrates. Pourtant, la crise se déclenche d'abord au sein de l'armée de terre, plus hétérogène et divisée. Le 9 novembre, le ministre de la Guerre, le général Bengoa, démissionne. Il était hostile, tout comme le président, à l'intolérance à l'égard des « partisans du dictateur ». Et surtout il refuse la réincorporation massive des éléments antipéronistes, écartés de l'armée depuis 1946, qui aurait donné aux institutions militaires une coloration politique incompatible avec le projet des nationalistes. La démission du ministre de la Guerre, remplacé par le général Ossorio Arana, est suivie de celle d'un autre militaire nationaliste, le général Uranga, ministre des Transports. La crise de cabinet se transforme en crise du régime.

Pour contrebalancer les projets et l'entourage du président provisoire, les libéraux de l'armée et le vice-président préparent une arme de guerre : le Conseil consultatif. Ce Conseil, constitué de représentants de tous les partis politiques opposés au régime déchu, a pour objectif d'affirmer l'orientation libérale et démocratique du nouveau pouvoir. Il s'agit aussi de la première tentative pour remettre à flot les formations politiques traditionnelles frappées d'ostracisme par le président provisoire, et d'opposer à la légitimité, dont se réclame le général Lonardi, une autre légitimité, c'est-à-dire de refuser la continuité au nom de la démocratie libérale.

A l'occasion de la séance inaugurale du Conseil consultatif, sous la présidence de l'amiral Rojas, le président de la République fait connaître son sentiment. Il regrette que tous les courants politiques nationaux ne soient pas représentés au sein de cette assemblée qui ne comprend que les vainqueurs. Il rappelle que « le dictateur renversé ayant eu indiscuta-

50. Le directeur de la police fédérale est le capitaine de vaisseau Antonio Dellepiane, de l'infanterie de marine, le sous-chef, le capitaine de frégate Aldo Molinari.

51. Dans l'armée de terre et la classe politique, est fermement enracinée l'idée que la marine est liée à la franc-maçonnerie. Il est vrai que l'oligarchie libérale a toujours compté de nombreux francs-maçons. Perón, pour sa part, reprend évidemment cette idée à son compte (voir Perón (J.D.), *Tres revoluciones militares*, Buenos Aires, Escorpión, 1963, p. 185). Les associations culturelles laïques en question sont également soupçonnées de filiation maçonnique, comme la Société des auteurs, SADE, ASCUA (Asociación cultural de defensa y superación de mayo) et SUR). Une question religieuse oppose les deux armes sous Lonardi. Cf. Lozano (Jorge M.), « La caída de Lonardi (el enigma de los 50 dias) », *Extra*, 5 novembre 1965. La marine, pour sa part, récuse cette accusation faite pour discréditer (*sic*) les marins, selon le ministre de la Marine qui proclame que les « équipages et les officiers ne sont francs-maçons ni athées mais par tradition et conviction... profondément religieux ».

blement l'appui d'une large fraction du peuple en faveur de sa politique », on ne peut rejeter tous les péronistes sans que le pays ne soit engagé dans une crise insoluble et des troubles sans fin.

Mais cet appel sensé est d'autant moins entendu que Lonardi, malade, délègue de plus en plus ses pouvoirs à son beau-frère Villada Achaval. Celui-ci passe aux yeux des militaires libéraux pour un coadjuteur ambitieux qui ne cache pas ses sentiments antidémocratiques[52]. Il est certain du moins que l'envahissant secrétaire à la présidence joue les premiers ministres et court-circuite volontiers les membres du cabinet.

Un incident apparemment mineur provoque enfin le dénouement. Le président, décidé à reprendre l'offensive, se propose de dédoubler le Ministère de l'intérieur qui avait hérité du péronisme d'être jumelé avec le département de la justice. Cette décision d'apparence purement administrative entraînait en fait la démission du titulaire de ce portefeuille capital. Un ministre bien vu des libéraux pouvait ainsi être remplacé par deux nationalistes. L'équilibre au sein de cabinet en eût été modifié. La manœuvre tourna court. Avec l'approbation du vice-président et d'un secteur actif des forces armées, les membres du Conseil consultatif, à l'exception de deux nationalistes, démissionnent en réaffirmant « leur foi démocratique ». Le 13 novembre, sous la pression d'un groupe d'officiers, en majorité des révolutionnaires de 1951, Lonardi, qui a refusé de se séparer des collaborateurs national-catholiques, présente sa démission. Il a vainement tenté de faire se prononcer en sa faveur certaines garnisons. A l'issue de réunions agitées à la résidence présidentielle, il fustige la trahison dont, à ses yeux, il a été victime : « Je ne démissionne pas, on me chasse ».

Un conclave militaire nomme président le général Pedro E. Aramburu. Le vice-président, qui représente la marine et la continuité, reste en place, ainsi que les trois ministres militaires.

Restauration ou revanche : la dépéronisation en marche

Le nouveau président est un homme habile qui a su attendre son heure. Affable et énigmatique, réservé et méfiant, ce fils d'agriculteur basque de la province de Córdoba n'a jamais fait d'éclat. Par excès de prudence, il a même laissé passer l'occasion d'être le chef de la révolution. Le général Lonardi, devenu président provisoire, l'a d'ailleurs laissé à l'écart. Ses mérites révolutionnaires n'ont guère été reconnus. Sans portefeuille ni poste de responsabilité, il reste dans l'expectative

52. C'est l'interprétation que donne le ministre de l'Education nationale de Lonardi, Atilio dell'Oro Maini (entretien avec l'auteur, 20 août 1969), politiquement proche du beau-frère du général. C'est évidemment aussi l'interprétation officielle des successeurs ; voir « Informe sobre el alejamiento del general Lonardi. Secretaría de prensa de la presidencia », *La Nación*, 4 décembre 1955.

face aux clans qui se disputent le pouvoir. Puis, quelques jours avant la démission du général Bengoa, Aramburu se rapproche de la marine et des éléments de l'armée de terre les plus hostiles à l'orientation de la Maison Rose. Dans une réunion qui a lieu alors entre des représentants des trois armes au début du mois de novembre, les militaires libéraux décident de demander à Lonardi la démission du général Bengoa et son remplacement par le général Aramburu. Lonardi refuse net. Lors d'une seconde réunion, ils ne trouvent qu'une seule issue : la démission du général Lonardi. Qui sera son successeur sinon l'ex-futur ministre de la Guerre, Pedro Eugenio Aramburu [53] ? Ni nationaliste, ni ultra-libéral, ce général de division de 52 ans, modéré, n'éveille pas de résistances trop vives dans les factions majoritaires des trois armes.

Néanmoins, les militaires, grands électeurs du nouveau président, n'entendent pas lui laisser carte blanche. Le texte de la désignation du nouveau chef de l'Etat porte création d'un Conseil militaire révolutionnaire qui aura notamment son mot à dire dans la « restructuration des ministères » [54]. L'accord secret qui le désigne est accompagné d'une déclaration de principe « largement diffusée », qui constitue en quelque sorte la charte du nouveau règne. Au début du mois de décembre, le gouvernement provisoire reprend même ce texte sous forme de publication officielle intitulée *Directives de base du gouvernement révolutionnaire* [55].

Le programme du président Aramburu comporte, d'après ce document, un objectif essentiel : « Supprimer tous les vestiges du totalitarisme afin de rétablir la morale, la justice, le droit, la liberté et la démocratie ». Le gouvernement prévoit des élections libres lorsque la destruction de l'appareil de propagande et de répression de l'Etat autoritaire permettra à la démocratie de s'exprimer. Les révolutionnaires ne doutent pas un instant que les 60 % de voix obtenus par Perón en 1951 ont été extorqués par la fraude, la coercition et la manipulation de l'opinion. C'est pourquoi, outre la « démocratisation des institutions » et « la désintégration de l'Etat policier », les directives qui engagent le nouveau gouvernement proposent de briser le monopole de la CGT péroniste en « établissant la liberté syndicale ». Enfin, les nouveaux maîtres de l'Argentine, qui reconnaissent implicitement que le régime péroniste favorisait à l'excès une classe sociale aux dépens des autres, veulent — ce qui est plus ambitieux — « rétablir l'équilibre, l'harmonie et le respect mutuel entre les différents groupes sociaux ». Bien sûr, le gouverne-

53. Interview de l'ex-président Aramburu, le 1er avril 1970.

54. Texte publié dans Del Carril (Bonifacio), *op. cit.*, p. 215 et interview citée du général Aramburu. Décret-loi n° 2908 du 13 novembre 1958 portant création du Consejo militar revolucionario, paru au *Boletín oficial*, le 18 novembre 1955.

55. *Directivas básicas del gobierno revolucionario*, Buenos Aires, Présidence de la République, s.d.

ment provisoire n'en promet pas moins « la reconnaissance des conquêtes et des droits des travailleurs ».

Les premières mesures du nouveau président ne laissent aucun doute sur l'énergie avec laquelle la démocratie sera instaurée ou plutôt restaurée. Il s'agit de liquider le système péroniste. Le 16 novembre, la CGT est placée sous contrôle gouvernemental. Les responsables de tous les syndicats sont démis de leurs fonctions. Les autorités confédérales provisoires sont chassées et arrêtées. Un officier de marine préside désormais aux destinées de la Centrale unique. Le nouveau ministre du Travail, Raul Migone, ancien délégué à l'OIT, est un fervent adepte du syndicalisme libre à l'américaine. Le secrétaire général adjoint de l'ORIT, Serafino Romualdi, l'atteste d'ailleurs dès sa nomination [56] qu'il applaudit chaleureusement. La dissolution du Parti péroniste et de la Confédération générale économique est prononcée à la fin du mois de novembre. Par décret, la loi expropriant le journal *La Prensa* est annulée ; Gainza Paz, exilé à New York, récupère la propriété du quotidien familial. Les arrestations de dirigeants péronistes se multiplient. Malgré les belles paroles, toutes les conventions collectives arrivant à expiration à la fin du mois de février 1956 sont prorogées par le gouvernement sans qu'aucune perspective de renégociation soit avancée.

Comme l'affirme le général Aramburu dès le 14 novembre, la démocratie est l'affaire des démocrates. L'Argentine doit retrouver la tradition politique « qui apparut en 1810 et resurgit après Caseros ». Cette ligne politique ultra-libérale, dite Mayo-Casero, justifiant la répression antipéroniste par « l'essence démocratique » de l'histoire nationale et l'assimilation de Perón à Rosas, n'a pas que des implications idéologiques et institutionnelles.

La défense de la démocratie proclamée recouvre le retour au libéralisme économique et social. La composition du cabinet en témoigne. A côté d'hommes issus des familles traditionnelles, des groupes oligarchiques comme les ministres des Affaires étrangères (Podestá Costa), des Travaux publics (Pedro Mendiondo) ou de la Justice (Laureano Landaburu), les milieux d'affaires sont largement représentés. Le ministre du Commerce (Juan Llamazares), conseiller de la Bourse de commerce, le ministre de l'Industrie (Alvaro Alsogaray), et celui des Finances (Eugenio Blanco) appartiennent aux conseils d'administrations de nombreuses entreprises argentines ou étrangères. Parmi les ministres de Lonardi qui demeurent en place, le ministre de l'Intérieur, Eduardo Busso — dont la démission provoqua la chute du chef de la révolution libératrice — et le ministre de l'Agriculture, Alberto Mercier, sont des grands propriétaires influents. Le premier a été membre du comité directeur de la Société rurale. Le second, riziculteur dans la province de Santa Fe, est même

56. *Hispanic American Report*, novembre 1955. Le secrétaire de l'oganisation syndicale panaméricaine a qualifié le nouveau ministre de *firm believer in free trade unionism*.

président des Confédérations rurales argentines depuis 1950. Le changement politique est bien accompagné d'une reprise en main sociale qui va de pair avec un retour à l'orthodoxie économique. En bref, une restauration des groupes dirigeants écartés par Perón s'opère à travers le processus de « redémocratisation ». Les maîtres du pays reprennent les rênes de l'Etat.

La « libération » économique et sociale

Le nouveau cours de la politique économique de la révolution libératrice est marqué par une rupture totale avec les orientations suivies sous Perón. Les intérêts agraires malmenés depuis 1945 reprennent le dessus. « Le monde rural argentin et les activités agro-pastorales, fondements et sources de la richesse nationale ... ont été les principales victimes des années d'abus auxquelles la révolution libératrice a mis fin », écrit une publication gouvernementale[57]. Le « mirage d'une industrialisation forcée » est aussi officiellement dénoncé.

La Société rurale se félicite de voir « une décennie de honte prendre fin »[58], et sa commission directrice offre « la plus ample collaboration aux nouvelles autorités ». Mais la prestigieuse association des agraristes argentins se réjouit surtout d'avoir plusieurs de ses membres à des postes gouvernementaux de premier plan. Non seulement les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture sont des hommes de la Sociedad rural, mais l'ancien président de cette société et l'ancien vice-président, Ignacio C. Zuberbülher — un nom qui vaut tout un programme —, occupent des postes ministériels décisifs dans le gouvernement de la province de Buenos Aires. Les barons de la viande envisagent à nouveau l'avenir avec optimisme ; ils n'ont pas tort.

La première préoccupation de la Société rurale concerne le régime des baux ruraux prorogés à plusieurs reprises sous le régime précédent dans l'intérêt des fermiers et des métayers. Les dirigeants de la Société rurale, qui souhaitent « dépasser les concepts archaïques de luttes sociales » et brandissent bien haut l'étendard de la propriété privée, obtiennent rapidement gain de cause auprès du gouvernement. Les arrêtés d'expulsion, bloqués, selon eux, par des « mesures démagogiques du régime précédent », sont appliqués en attendant un nouveau statut du fermage et du métayage qui, en revenant à la liberté des contrats, facilitera la récupération des terres et l'éviction des fermiers[59]. Dans le

57. República Argentina, Presidencia de la nación, Secretaría de prensa, *Memoria del gobierno provisional de la revolucion libertadora (1955-1968)*, s.d., p. 83.

58. Sociedad rural argentina, *Memoria*, période 1955-1956, Buenos Aires, s.d., p. 8.

59. Le décret loi n° 4366 du 30 novembre 1955 rend exécutoire les résiliations de baux par les propriétaires au 31 janvier 1956 (cf. *Anales de legislación argentina*, XV-A, 1955, p. 611. Le décret loi n° 7095 du 27 décembre 1955 annule la prorogation automatique des baux acquis dans certains

domaine commercial et financier, les grands éleveurs ont eu satisfaction dès la fin du mois d'octobre. La surévaluation du peso, qui pesait sur les prix internes et décourageait les producteurs, prend fin. Les taux de change multiples sont supprimés et le peso est dévalué. La nouvelle parité (18 pesos pou 1 dollar contre 5 à 7,5 pesos) doit rétablir la confiance et relancer les exportations grâce à des prix internes rémunérateurs.

Mais les nouvelles autorités ont besoin d'un plan global pour faire face à une situation économique délicate. Le gouvernement du général Lonardi a décidé de tirer profit de l'étude d'un expert de réputation internationale, ancien administrateur de la Banque centrale sous la présidence de Castillo, Raul Prebisch. Le diagnostic est connu dès la fin du mois d'octobre. Le plan économique de l'équipe Prebisch n'est rendu public par la présidence de la République qu'au début de 1956. Ses recommandations serviront de fil conducteur à la politique économique du président Aramburu. Le rapport Prebisch envisage essentiellement la situation sous l'angle orthodoxe de la monnaie et des réserves de devises. Les réserves sont en effet tombées de 1682 millions de dollars, en 1946, à 450 millions en 1955, en raison de la baisse des exportations et du déficit énergétique. Pour les rapporteurs, l'inflation est due aux augmentations massives de salaires et au dirigisme de l'Etat[60]. Elle a augmenté les bénéfices des industriels sans les inciter à la productivité[61]. Durant la période péroniste, le produit par habitant n'a pour ainsi dire pas varié (+ 3,5 % en 10 ans). Les catégories sociales favorisées par Perón ont donc amélioré leur sort au détriment d'autres groupes. Le rapport Prebisch démontre que les ouvriers ont augmenté leur revenu réel de 37 % aux dépens des producteurs agricoles et des classes moyennes. La « science » économique légitime ainsi la vindicte sociale des possédants et des privilégiés.

Les actions proposées répondent à un plan néo-libéral bien que l'auteur se défende, et d'être hostile à toute intervention gouvernementale, et de vouloir ramener l'Argentine à l'ère pastorale[62]. En fait, son plan de récupération vise à rétablir autoritairement une monnaie saine et le libre jeu de l'offre et de la demande. Il prévoit d'augmenter les exportations agricoles, d'accroître la productivité en supprimant les « politi-

cas sous le régime précédent, *Anales de legislación argentina*, XVI A, 1956, p. 33). Enfin, un plan de transformation agraire, chaudement appuyé par le décret 2187/57, prévoit des modalités « amiables permettant aux propriétaires de récupérer leurs terres librement, et aux fermiers de devenir propriétaires (cf. Sociedad rural argentina, *Memoria*, période 1957-1958, p. 12).

60. Prebisch (Raul), *Informe prelimanar acerca de la situación económica*, Buenos Aires, s.e., 26 octobre 1955, p. 13 et 38.

61. Prebisch (Raul), 1) *Moneda sana o inflación incontenible*, 2) *Plan de restablecimiento económico*, Buenos Aires, Secretaría de prensa de la presidencia de la nación, janvier 1956, p. 35.

62. Prebisch (Raul), *Desarrollo económico y política social*, Mesa redonda en la Universidad de Córdoba, Buenos Aires, Secretaría de prensa de la presidencia de la nación, 25 février 1956, p. 15 et 23.

ques restrictives » permises par certaines conventions collectives. La préférence des experts allant à l'initiative privée nationale, ils conseillent la « dénationalisation » des lignes aériennes et de toutes les industries administrées par l'Etat.

Une politique d'austérité, de vérité des prix favorisant les intérêts agro-exportateurs, la privatisation des industries nationalisés et la dénonciation de la politique sociale du régime précédent sont autant de lignes de forces convergentes. Le plan Prebisch, qui devint en avril 1956 le programme économique du gouvernement, dramatise à l'excès la situation économique de l'Argentine et ne fait pas la moindre allusion à l'influence des structures archaïques ou antiéconomiques, notamment dans le domaine agraire, sur la croissance du pays. Tout se passe comme s'il s'agissait de culpabiliser certains groupes sociaux, de légitimer et de préparer un transfert de revenus des couches favorisées par le justicialisme à celles sur lesquelles s'appuie le nouveau régime.

Les industries nationales mais surtout la classe ouvrière doivent payer. Les saturnales sont terminées. L'offensive antisyndicale n'a pas seulement pour but de démocratiser des syndicats corrompus mais de faire accepter plus aisément « les sacrifices » jugés nécessaires pour remettre l'Argentine au travail. Deux décrets suppriment la loi de 1945 instaurant le syndicat unique et règlementent le droit de grève. La résistance sera telle que ces décrets ne seront pas appliqués. Mais la multiplication des conflits du travail et des grèves de défense syndicale ou d'agitation politique, à partir de 1956, incite le gouvernement à la prudence. L'usage de la manière forte pour briser certaines grèves ne paraît pas avoir donné des résultats positifs [63]. Le monde du travail, en 1956, n'est plus le même qu'en 1942. Les ouvriers argentins ont acquis sous le péronisme le sentiment de leur dignité et de leur force. C'est là une donnée irréversible dont témoigne la combativité des travailleurs face à la politique sociale des nouvelles autorités.

Parmi les recommandations du rapport Prebisch, celles concernant les relations internationales du pays sont également bien accueillies par le gouvernement provisoire. En effet, dans ce domaine aussi, le nouveau régime semble désireux de prendre le contre-pied de la politique officiellement proclamée par le justicialisme. L'équipe économique de Prebisch insiste sur la nécessité de rétablir la confiance à l'extérieur afin d'obtenir une aide financière ou un moratoire de la dette immédiatement exigible et renouer avec les circuits commerciaux traditionnels. L'Argentine, mal-

63. La plupart des grandes grèves sont brisées par la force, les « meneurs » déportés en Patagonie. C'est le cas de la grève générale des transports de Buenos Aires, en mai 1956, et des grèves des frigorifiques de La Plata en juin. Néanmoins, il y eut, en 1956, dans la seule capitale fédérale, 52 conflits affectant 853.994 travailleurs et 5.167.294 journées perdues, contre 21 conflits en 1955 et 144.120 journées perdues par 11.990 travailleurs (les grèves générales ne sont pas comptées). D'après les statistiques du Ministère du travail citées par Carri (Roberto), *Sindicatos y poder*, Buenos Aires, Sudestada, 1967, p. 76.

gré un rapprochement honteux et tardif avec les Etats-Unis, est restée fidèle jusqu'à la chute de Perón à l'isolement (de moins en moins splendide) des années quarante. Admise à l'ONU, l'Argentine hostile au panaméricanisme demeure à l'écart des institutions internationales où les Etats-Unis dominent. Suivant les recommandations impératives du rapport Prebisch, les autorités de la révolution demandent l'adhésion du pays au Fonds monétaire et son entrée à la Banque mondiale. L'Argentine signe enfin les accords de Bretton Woods dans lesquels le général Perón ne voyait que duperie [64].

Mais le rapprochement avec le monde libre va bien au-delà des nécessités financières de l'heure. Une nouvelle attitude d'ouverture et de « collaboration internationale » succède au nationalisme rhétorique et sourcilleux de Perón. Rompant avec une tradition diplomatique d'indépendance continentale et de méfiance à l'égard des Etats-Unis, le gouvernement provisoire ratifie la charte de l'OEA [65]. Les militaires au pouvoir semblent découvrir la guerre froide avec la chute de Perón. D'où les initiatives diplomatiques inattendues, comme la tentative de mettre sur pied un organisme de défense de l'Atlantique Sud dans le cadre de la sécurité continentale et de la « solidarité américaine », l'invitation lancée à cet effet au Brésil et à l'Uruguay pour créer une OTAN du Sud ne servant guère, il est vrai, qu'à inciter les Etats-Unis à fournir du matériel de guerre à la République sœur enfin revenue à des sentiments de bon voisinage. Mais cette politique extérieure pro-américaine est révélatrice de profonds changements au sein des forces armées.

Le matin des gorilles ou l'inconstance idéologique de la société militaire

Si la marine reste fidèle à elle-même, les cadres de l'armée de terre et dans une moindre mesure ceux de l'aviation brûlent avec empressement tout ce qu'eux-mêmes et leurs aînés avaient adoré. La soudaine conversion au libéralisme économique et politique d'une grande partie des officiers, aussi inattendue que fragile, recouvre un drame de conscience. Cette mutation naît en effet d'un sentiment de culpabilité diffuse. L'opinion « démocratique », c'est-à-dire les vastes classes moyennes et les prestigieux groupes dominants, n'a pas ménagé ses efforts pour que l'armée renverse le régime. Bien avant le 16 juin, une intense action psychologique reproche ouvertement aux officiers leur lâcheté, leur tolérance coupable à l'égard d'un régime despotique et odieux, leur impute à crime tout ce que fait la grandeur difficile de leur état : le légalisme, le

64. Voir Prebisch (Raul), *Informe preliminar acerca de la situación económica*, *op. cit.*, p. 69.

65. Sur l'attitude internationale et les initiatives du gouvernement provisoire et ses justifications, voir *Memoria del gobierno provisional...*, *op. cit.*, p. 162-165.

professionnalisme, l'apolitisme en un mot, et même le nationalisme. En 1955, les couches sociales exclues ou tenues en marge du pouvoir considèrent qu'il est du devoir de l'armée d'intervenir dans la vie politique pour rétablir la morale, la justice, la Constitution et leur prépondérance perdue. Ceux-là mêmes, qui, en 1945, donnaient dans l'antimilitarisme, conspuaient les généraux devant le Círculo militar, appelaient de leurs vœux un gouvernement civil et une armée cantonnée dans ses fonctions spécifiques, sont venus frapper aux portes des casernes. Contre Perón, en 1945, ils exigeaient le départ des militaires pour que refleurisse l'ordre constitutionnel ; contre Perón, en 1955, ils ont réclamé l'arrivée au pouvoir des militaires pour restaurer la démocratie.

L'armée argentine a cette fois répondu à l'appel, surtout après la divine surprise de septembre, semble-t-il. Beaucoup d'officiers, avec l'aide intéressée des porte-parole idéologiques de l'antipéronisme, ont perçu tout à coup l'étendue de leur responsabilité dans un régime dont on a découvert complaisamment devant eux les turpitudes. Qu'ils s'indignent d'avoir été trompés par leurs chefs et par la propagande du tyran ou bien qu'ils déplorent leur patience et leur pusillanimité, les officiers argentins sont dans un état de réceptivité politique propice aux mutations. Il est vrai que leur faible culture politique, rançon de leur nature institutionnelle, les rend particulièrement sensibles aux climats idéologiques. L'endoctrinement justicialiste qu'ils ont subi n'est pas pour les retenir, au contraire. Les jeunes officiers sont les plus fervents à embrasser la nouvelle cause. Comme bien des générations d'officiers argentins, leur baptême du feu a été un coup d'Etat. Mais leur horizon militaire n'est plus Verdun ou Stalingrad. La littérature professionnelle qu'ils pratiquent leur a insufflé le manichéisme de la guerre froide ; le monde en blanc et noir où ils se meuvent n'admet ni nuance ni « troisième voie ». Et le coup d'Etat s'est effectué contre un régime populaire. Dans leur ferveur de croisés libérateurs, ils confondent volontiers démocratie et système libéral, assimilent péronisme et communisme. Par le détour de leur formation militaire, ils rencontrent donc la vieille doctrine élitaire de l'oligarchie libre-échangiste et intériorisent concuremment les doctrines militaires du Pentagone.

Ces jeunes turcs ultra-libéraux, rapidement désignés sous le nom de gorilles [66], s'accordent avec les partis politiques pour modeler l'armée à leur image en la dépéronisant. Les nouvelles autorités militaires reconnaissent, sous la pression de leurs turbulents subordonnés, la nécessité de donner aux officiers une « solide connaissance de la politique ». « Alors même que ceux-ci doivent se garder de jouer un rôle politique, ils doivent être au fait des problèmes et savoir qui sont les hommes qui

66. Sur la verve populaire, qui utilisa le couplet d'une chanson à la mode au moment de la chute de Perón pour caricaturer les « jusqu'au-boutistes » de l'antipéronisme, cf. Rodríguez (Horacio D.), « ¿ Qué es un gorila ? », *Mundo nuevo*, octobre 1968, p. 27-32.

conduisent le pays »[67]. Le Conseil consultatif accepte à cette fin d'envoyer six représentants des différents partis démocratiques dans les Ecoles supérieures de l'armée de terre. Une nouvelle discipline, l'éducation démocratique[68], remplace, dès le Collège militaire, la doctrine nationale de Juan Perón. A l'Ecole supérieure de guerre, d'éminents jurisconsultes de l'Université de Buenos Aires vont disserter sur la nécessité de déroger à la réforme constitutionnelle de 1949[69] et de revenir à la sacro-sainte Constitution de 1853. La ligne Mayo-Caseros triomphe dans les casernes, non sans soulever de sérieuses réserves de la part de chefs prestigieux du haut Etat-major. Ces vestales des institutions militaires craignent à juste titre la formation d'une armée partisane et délibérante, semblable à celle que Perón tenta de mettre sur pied. Ils restent fondamentalement attachés au caractère apolitique des forces armées, institutions au service de la nation tout entière, corps hiérarchique et discipliné à l'écart des discussions de l'heure.

Mais ces voix isolées clament dans le désert. Les nouvelles options diplomatiques du pays encouragent la « démocratisation » de l'armée. Des généraux dénoncent la tradition prussienne peu propice au civisme démocratique[70]. Les Etats-Unis envoient du matériel pédagogique aux instituts militaires argentins. En 1956, une promotion entière de cadets du Collège militaire est invitée à faire un stage aux Etats-Unis. Les échanges sont si nombreux entre les deux armées que *La Nación* peut écrire, en 1957, que les officiers argentins ont « constitué pour l'année écoulée le groupe d'étrangers le plus important qui ait participé aux activités des organismes militaires nord-américains en temps de paix »[71].

Le climat semble donc favorable à une réorganisation de l'armée au service des vainqueurs. Le bruit court, dès la chute de Lonardi, qu'une épuration de grande envergure, frappant les rangs subalternes aussi bien que les chefs de corps, sera suivie d'une réincorporation massive des officiers radiés ou mis en disponibilité par Perón. Les gorilles, quant à eux, souhaitent l'éviction de tous les officiers supérieurs soupçonnés de sympathies péronistes, un reclassement en fonction des mérites révolutionnaires et la réintégration des officiers opposants, en tenant compte de leur attitude politique sous la « tyrannie ». La situation est d'autant plus délicate que les têtes chaudes tiennent le haut pavé et que la surenchère sévit. Au clivage politique s'ajoute l'affrontement de génération :

67. Interview du général Ossorio Arana, ministre de la Guerre, *La Nación*, 26 avril 1956.

68. « Nueva materia en colegios militares », *La Nación*, 28 janvier 1956.

69. Rodríguez Galán (Alberto), Padilla (Alberto), « La reforma de 1949. La Constitución vigente y reformas proyectadas », *Revista de la Escuela superior de guerra*, octobre-décembre 1957, p. 526-536.

70. Le général Luis Rodolfo González, en particulier, crée une certaine émotion lorsqu'il dénonce l'Ecole supérieure de guerre comme une pépinière de totalitarisme en raison de l'influence prussienne. Cf. *Hispanic American report*, septembre et novembre 1956.

71. « Las fuerzas armadas en 1956 », *La Nación*, 6 janvier 1957.

les jeunes officiers ont souvent mis leurs supérieurs légalistes ou sympathisants du régime défunt devant le fait accompli, violant allégrement la discipline. Si les généraux péronistes, dignitaires de la « seconde tyrannie », ont été immédiatement arrêtés, dégradés sans problème, un processus d'épuration et de réincorporation de tous les cadres menace la cohésion de l'armée.

Les plus impartiaux et respectés des généraux ne cachent pas leur inquiétude. Les officiers injustement écartés ont certes droit à une réparation équitable, mais les activistes et les comploteurs vont, une fois réintégrés, former, selon eux, une « minorité agitée ... qui a vécu trop longtemps en contact avec la politique pour s'intéresser aux étroits problèmes professionnels »[72]. Du reste, les modalités de réincorporation, qui ont la faveur des officiers démocrates, vont directement à l'encontre des règlements et de la discipline. En effet, on prévoit que des conseils de qualification, où siégeront des officiers révolutionnaires, étudieront les dossiers de leurs collègues victimes du péronisme. Lorsque ces procédés seront mis en pratique, certains officiers antipéronistes refuseront même leur propre réincorporation. Ils s'opposeront ainsi à ce que leur dossier soit étudié par des officiers plus jeunes qu'eux, parfois leurs anciens subordonnés, en violation des grands principes institutionnels[73]. Quoi qu'il en soit, le problème de l'épuration, de la réintégration sélective ou massive, automatique ou non des opposants militaires demeurera pendant près de vingt ans la pomme de discorde et une source de rancœurs insurmontables au sein de la société militaire. Une tentative durement réprimée de soulèvement péroniste, en juin 1956, va rendre d'ailleurs infranchissable le fossé séparant les deux camps. Le sang transforme le clivage politique en drame inexpiable. La rébellion armée et les circonstances dans lesquelles elle s'est organisée justifient opportunément les rigueurs des gorilles et les nécessités d'une épuration drastique.

Opération massacre

Le 9 juin 1956 une révolte armée éclate en plusieurs points du pays : notamment au 7e régiment d'infanterie de La Plata, à l'Ecole des sous-officiers Sargento Cabral (Campo de Mayo). A Buenos Aires, des sous-officiers tentent de soulever l'Ecole de mécanique de l'armée de terre et les casernes de Palermo tandis que des civils essayent de faire sauter l'Arsenal. A Santa Rosa (La Pampa), à Rosario et dans plusieurs locali-

72. Rattenbach (général Benjamín), « Estudios sociológicos militares. Fenómenos post-revolucionarios », *Revista militar*, mars 1956, p. 6. Cf. également l'entretien du général Rattenbach avec l'auteur, le 6 mai 1970.

73. Ce fut le cas notamment du commodore Güiraldes qui refusa sa réintégration à ces conditions. Interview du commodore Güiraldes, 20 mai 1970.

tés de la province de Buenos Aires, des éléments civils et militaires s'emparent de radios et attaquent des postes de police. Par manque de préparation ou provocation policière, ce putsch péroniste mal coordonné est écrasé en quelques heures. Le gouvernement, non sans arrière-pensée, réagit brutalement. La loi martiale est proclamée. L'aviation navale bombarde le 7e d'infanterie. L'infanterie de marine procède à un millier d'arrestations. Contrairement aux traditions argentines, indulgentes en la matière, une procédure sommaire — plus administrative que juridique — est appliquée aux leaders supposés des rebelles et à de simples suspects qui sont condamnés à mort et fusillés les 11 et 12 juin. Trente-huit exécutions de civils et de militaires auraient eu lieu, parmi lesquelles celle du général Juan José Valle, le seul putschiste argentin condamné à la peine capitale pour rébellion armée. De telles rigueurs répressives en disent long sur le climat de l'époque. Le vice-président Rojas et le général Aramburu, s'ils n'ont peut-être pas eux-mêmes donné l'ordre d'exécuter les rebelles, ont couvert ce que l'opinion argentine appellera bientôt « les massacres de 1956 ». La révolution libératrice a eu l'audace de sévir avec une brutalité que Perón n'avait jamais osé appliquer à ses ennemis. Pourquoi cette entorse sanglante aux règles du jeu ?

Le soulèvement manqué de juin 1956 n'apparaît pas comme un pronunciamiento militaire de type « courant ». La situation est délicate pour le gouvernement. La résistance des masses péronistes s'organise. Grèves dures, sabotages de la production, désobéissance civique alourdissent le climat social. La révolte armée s'inscrit dans ce contexte. Les militaires soulevés conspirent avec des syndicalistes [74]. Pour le général Aramburu, « ce soulèvement impliquait une grave subversion de la hiérarchie et de l'ordre militaire : c'était avant tout une révolte de sous-officiers contre les officiers » [75]. Effectivement, à l'Ecole de mécanique, par exemple, les sous-officiers arrêtèrent leurs chefs.

Mais, outre ce réflexe de défense institutionnelle et de peur sociale, il faut tenir compte des considérations politico-militaires qui ont joué. Il est vraisemblable que des partisans du justicialisme ont pris contact avec les militaires lonardistes qui conspirent. Or, les exécutions rendent infranchissable le fossé entre péronistes et révolutionnaires, vaincus et vainqueurs. C'est pour le gouvernement une façon de brûler ses vaisseaux, d'empêcher tout retour en arrière. La réconciliation restera longtemps impossible. La haine tenace des péronistes à l'égard d'Aramburu et de Rojas ne se relâchera pas un instant [76]. Un certain antimilitarisme se fera même jour dès lors au sein des masses péronistes. Une autre con-

74. Voir Olgo Ochoa (Pedro), « Los fusilamientos de 1956 », *Primera plana*, 8 juin 1971, p. 38, et l'enquête reportage de Rodolfo Walsh intitulée *Operación masacre*, Buenos Aires, Continental Service, 1964, 144 p.

75. Entretien cité avec le général Aramburu.

76. Les jeunes guérilleros péronistes, qui enlevèrent et assassinèrent le général Aramburu en mai 1970, prétendirent venger, quatorze ans après, les victimes de juin 1956.

séquence politique découle également de cette grave crise : le régime a été sauvé par la marine qui tient désormais le gouvernement en lisière.

L'offensive des gorilles

Après qu'un décret de réincorporation très libéral a replacé dans les cadres d'active un grand nombre d'antipéronistes, les ultra-révolutionnaires de l'armée sentent leur heure venue. Contre les partisans de l'unité organisationnelle de l'institution, ils vont exiger une unité idéologique sans faille. Pour les conspirateurs de 1951 et les conjurés de 1955, le moment est venu de demander des comptes aux généraux transfuges ou habiles qui se réfugient derrière le tableau d'avancement. Tout commence avec l'arrestation, sur l'ordre du colonel Alejandro Lanusse, chef des grenadiers à cheval de la garde présidentielle, des généraux Bengoa et Uranga. Le colonel Lanusse, officier de cavalerie emprisonné après le putsch de Menéndez, en 1951, a joué un rôle décisif dans la destitution du général Lonardi. Les deux anciens ministres de celui-ci sont appréhendés devant les casernes de Palermo. Leur attitude aurait été suspecte. Mise en scène ou nervosité excessive ? La nouvelle largement répandue jette la suspicion sur les officiers nationalistes (on dit maintenant lonardistes) qui apparaissent comme impliqués dans une conspiration crypto-péroniste.

Parallèlement, des rumeurs courent les garnisons selon lesquelles les commandements vont être pourvus de nouveaux titulaires. Ces limogeages proviendraient d'un Conseil révolutionnaire occulte auprès de la présidence de la République. Le commandant en chef, le général Francisco José Zerda, est brocardé. Le ministre de la Guerre, le général Ossorio Arana, qui, pour donner l'exemple du « renouveau » militaire, a fait valoir ses droits à la retraite, laisse faire : par faiblesse disent certains, par complicité « révolutionnaire » avec les gorilles selon toute vraisemblance. Des listes de limogeage circulent. L'émotion gagne les généraux en poste et le haut commandement. Le ministre ne dément rien. Des hommes politiques jettent de l'huile sur le feu pour hâter l'épuration. Ainsi, le commandant en chef se plaint au ministre des paroles insultantes prononcées en public contre l'armée et certains généraux par le Dr Mathov, du parti radical. Le ministre, réagit mollement contre ceux qui veulent assigner « à l'armée une attitude réactionnaire, antidémocratique ... ». L'indignation ministérielle est évidemment à double tranchant. Les généraux sur la sellette se réunissent chez le commandant en chef pour étudier la situation. Le 24 novembre, le président Aramburu donne d'amples pouvoirs au ministre de la Guerre qui assume le commandement en chef à la place du général Francisco Zerda, mis en disponibilité. Dix-huit généraux sont relevés de leur commandement et placés aux arrêts de rigueur pour rébellion : ils auraient demandé la démission

du général Ossorio Arana. Dans cinq garnisons, des colonels remplacent de fait leurs supérieurs. Le colonel Victor Arribau, secrétaire de la présidence, donne la clé de l'affaire : « Ce qui se passe, dit-il, c'est que dans notre institution il y a des gens qui croient que la hiérarchie procède du tableau d'avancement alors que nous autres nous pensons qu'actuellement les plus grands mérites appartiennent à ceux qui ont lutté pour la liberté ».

Le président Aramburu s'efforce de naviguer au milieu des écueils. Il limoge une douzaine d'officiers supérieurs nationalistes et, en décembre, promeut au grade de général une douzaine de gorilles. Mais, quelques mois plus tard, il fait désigner comme directeur du Collège militaire un officier peu suspect d'ultra-libéralisme. Cette nomination provoque d'ailleurs la démission du ministre de la Guerre, Ossorio Arana. L'armée délibère. La valse des commandants traduit la profondeur de la crise. La hiérarchie et la discipline ne sortent pas intactes de la tourmente. L'influence nouvelle des jeunes officiers sur leurs supérieurs (jusqu'au commandant en chef) confine à la subversion des valeurs militaires. Aucun des précédents coups d'Etat n'avait pareillement ébranlé les fondements de l'institution miltaire argentine.

L'affaiblissement de la discipline va par ailleurs de pair avec un renforcement des différentes armes. La rivalité professionnelle entre les services est d'autant plus vive que chacun d'eux, fort des appuis civils qu'il reçoit, en vient à canaliser et à exprimer un courant politique, les forces armées étant les uniques sources du pouvoir. Aussi, chaque arme ne vise pas seulement à se faire attribuer les crédits nécessaires à la modernisation de son équipement mais à être mieux équipée, plus forte que ses concurrentes. En outre, chacune tente d'étendre son emprise sur l'Etat en se taillant un fief. L'autonomie des différents services s'accroît. Le gouvernement entérine les décisions des cercles dirigeants plus ou moins formels et hiérarchiques, qui se constituent au sein des trois services. Tout se passe comme si la défense nationale devenait une fonction secondaire, subordonnée.

Par exemple, la compagnie nationale d'aviation Aerolíneas est placée sous contrôle militaire et attribuée au Ministère de l'air. Les forces armées argentines accroissent leurs responsabilités extramilitaires au moment même où leur cohésion est des plus faibles. Dans l'armée de terre et dans l'armée de l'air, des factions se cristallisent, que la verticalité institutionnelle ne parvient plus à juguler. Ce double phénomène est à l'origine d'un activisme chronique et d'une fragilité durable. En outre, l'épuration interne, la participation aux commissions d'enquête chargées de faire le bilan des « irrégularités » commises par le régime précédent, éloignent bien des officiers de leurs tâches professionnelles. Mais la politisation des officiers en raison de ces nouvelles fonctions n'est pas le seul mal dont souffre l'armée argentine. Par leur rôle et à travers les méan-

dres des dossiers concernant les « biens mal acquis », les expropriations et autres activités connues des commissions d'enquêtes, bien des militaires se voient entraînés dans le monde des affaires. Les litiges étudiés par ces commissions portent parfois sur des sommes considérables et mettent en jeu des intérêts puissants [77]. Un climat d'affairisme accompagne la trajectoire pure et dure de la révolution libératrice. L'hypertrophie des services d'information, véritable police parallèle contrôlée par des cadres des trois armes, contribue également à démoraliser les officiers du rang.

La démocratie minoritaire et le coup d'Etat permanent

Rétablir la démocratie est l'objectif du pouvoir provisoire. Mais la révolution libératrice deuxième version s'est donné pour tâche préalable « d'extirper tous les vestiges du totalitarisme » avant de rendre la parole au peuple. La restauration constitutionnelle n'aura donc lieu qu'une fois levée l'hypothèque péroniste. Et pour cause. Outre l'inconnue des 60 % d'électeurs péronistes de 1951, que « l'appareil totalitaire » ne suffit peut-être pas complètement à expliquer, la péronisation des travailleurs, du *popolo minuto* plus généralement, apparaît comme plus profonde que ne le pensaient les opposants au régime justicialiste. La combativité des ouvriers de l'industrie et des employés, les modalités de la résistance active ou passive aux autorités « usurpatrices » le prouvent assez. La déperonisation ne sera pas facile. Car il ne s'agit pas de « démocratiser » des petits-bourgeois déclassés ou des capitaines d'industrie opportunistes mais d'intégrer au système du « laisser-faire » (social et économique) la classe la mieux organisée et la plus oubliée avant l'arrivée de Perón au pouvoir. Or, la restauration libérale a peu d'attrait pour la classe ouvrière. Elle est synonyme de répression et de blocage des salaires. La « démocratisation par la force » prêchée par certains partis minoritaires autant que des pratiques revanchardes à l'égard des « protégés » du régime déchu accroissent en fait le prestige du justicialisme. Les militants des partis de gauche (socialistes et communistes) revenus à la direction des syndicats dans les fourgons des militaires sont largement discrédités par cette collusion. Au contraire, l'époque péroniste se pare de toutes les vertus. Dans les classes populaires, le mythe d'un âge d'or justicialiste prend forme, accrédité d'ailleurs par les possédants pour qui cette époque honnie était celle « où les ouvriers se croyaient tout permis ». La révolution libératrice, loin de « déperoniser » les travailleurs,

77. C'est le cas notamment des entreprises de presse, de radio et de publicité rachetées ou expropriées par le régime péroniste, et dont divers clans se disputent le contrôle et la propriété. Voir *Libro negro de la segunda tiranía, op. cit.*, p. 98-100. Pour un cas particulièrement crapuleux concernant le journal *La Razón*, voir l'enquête policière d'un journaliste péroniste de gauche sur l'assassinat de l'avocat Stanovsky, in Walsh (Rodolfo), *El caso Satanovsky*, Buenos Aires, La Flor, 1973.

« repéronise » de larges secteurs populaires déçus par la deuxième présidence de Perón.

Les autorités libératrices ignorent évidemment l'éventuelle attitude électorale des masses jusque-là péronistes. Mais, dans ces conditions, des élections libres représentent un véritable saut dans le vide, une aventure à l'issue incertaine, ou, plutôt, la certitude de voir un parti d'inspiration péroniste renaître de ses cendres, et le courant politique jusque-là majoritaire gagner les élections, ou plutôt, se placer en tête du scrutin et occuper des positions décisives dans l'appareil d'Etat.

Les solutions ne sont ni nombreuses ni surtout satisfaisantes, eu égard aux principes proclamés par les révolutionnaires de septembre. Pour qui « refuse la liberté aux ennemis de la liberté », il n'est d'autre issue dans l'Argentine de 1955 que la démocratie sans le peuple. Ou bien des proscriptions garantissent que les totalitaires ne reviendront pas au pouvoir ; mais qui décidera qu'un parti est ou non un avatar du justicialisme d'antan ? Ou bien une « dictature démocratique » rééduque le pays, nettoye jusqu'aux dernières traces du système autoritaire et laisse le temps faire son œuvre avant de rendre la parole aux urnes ; mais c'est compter sur un front antipéroniste sans faille. Or, les organisations, le potentiel militant, les voix en deshérence du justicialisme ne vont pas sans tenter les hommes politiques pragmatiques qui ne partagent pas la ferveur libérale du gouvernement et des gorilles. Le général Lonardi a ouvert la voie et donné l'exemple. Il aura de nombreux imitateurs.

Dans les deux années troublées qui suivent la chute de Perón, le problème des rapports avec le péronisme et les péronistes est au premier rang des questions débattues au sein des partis politiques. L'union sacrée forgée dans l'opposition et les conspirations semble, au premier abord, résister à l'épreuve de la victoire. Mais c'est que les lignes de clivage passent à l'intérieur des partis. Toutes les formations politiques sans exception ont leur crise interne au sujet de l'appréciation sur l'œuvre du régime péroniste et la conduite à suivre vis-à-vis des masses justicialistes. Même les partis idéologiques et doctrinaires de gauche, où l'opportunisme électoral ne joue guère, connaissent des soubresauts divers. Le Parti communiste a exclu, dès 1953, un de ses plus brillants secrétaires nationaux pour « philopéronisme »[78]. Les remous de cette « affaire » ne sont pas totalement apaisés. Le Parti socialiste est profondément divisé. Il en va de même pour le conservatisme dont une branche « populaire », entraînée par Vicente Solano Lima, tente de retrouver auprès du péronisme une veine plébéienne abandonnée depuis 1943. Mais la scission consommée du très flou parti conservateur a moins d'influence sur l'avenir du pays que celle du parti radical, principale force politique organisée.

78. Il s'agit de Juan José Real.

Nous avons vu que la tendance « intransigeante » du parti radical avait, en 1945, répudié l'Union démocratique avec les conservateurs, où la direction « unioniste » droitière avait entraîné le parti. En 1954, les intransigeants, qui se sont donné un programme social avancé, font élire — non sans remous — un des leurs à la présidence du Comité national de la très hétéroclite Union civique radicale. Tandis que les unionistes refusent en bloc le régime et sont prêts à n'importe quelle alliance pour l'abattre, les intransigeants, autour de leur leader Arturo Frondizi, seraient tentés de jouer le jeu d'une opposition loyale en s'efforçant de tourner le justicialisme sur sa gauche, dans le domaine social mais aussi et surtout en matière de politique internationale.

Les unionistes et une partie des intransigeants ainsi que les sabattinistes de Córdoba participent au mouvement révolutionnaire. Leurs leaders complotent. Ainsi Zavala Ortiz, ancien député radical de Córdoba, a été l'une des têtes pensantes de l'attaque de la Maison Rose par l'aéronavale, le 16 juin. Dans la clandestinité et les conjurations, ces radicaux de combat ont tissé des liens étroits avec les militaires gorilles au pouvoir après le 13 novembre. Au contraire, les intransigeants, à la direction du parti, par principe comme par souci de ménager l'avenir, sont restés à l'écart des dernières menées conspiratives et de l'euphorie « libératrice ».

Aussitôt le péronisme renversé, la majorité intransigeante du Comité national lance une intense campagne de propagande pour s'attirer la sympathie des *descamisados* désemparés pa la chute de leur protecteur. L'UCR organise de grands meetings à Luna Park pour exposer sa politique sociale [79]. Le parti radical se prononce pour une centrale ouvrière unique, un seul syndicat par branche d'industrie, et demande la libération des syndicalistes arrêtés et une amnistie. Arturo Frondizi, président du Comité national, qui donne personnellement l'impulsion à cette orientation audacieuse, présente l'UCR dans ses discours publics comme un parti socialisant et antiimpérialiste, rappelle la condamnation de l'Union démocratique par la tendance intransigeante et propose la réconciliation nationale. L'adversaire réel du radicalisme n'est pas le péronisme mais l'oligarchie et les alliés du camp démocratique assoiffés de revanche. L'attitude de la direction de l'UCR, qui rompt le front antipéroniste, apparaît à beaucoup d'adversaires du régime justicialiste et à l'ensemble de la classe politique comme une véritable trahison. Bien des radicaux, malgré la tonalité yrigoyéniste des déclarations de Frondizi, ne parviennent pas à comprendre la nouvelle ligne du parti qui leur fait l'effet d'une volte-face inattendue et suspecte.

L'attitude de la direction de l'UCR ne favorise guère les projets de

79. Sur la stratégie et l'idéologie des radicaux intransigeants, voir notre étude, *La mouvement Frondizi et le radicalisme argentin*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1967, chapitres 3 et 7.

rétablissement des institutions démocratiques du gouvernement. Le général Aramburu et l'amiral Rojas ont à faire face à une situation plus délicate encore que précédemment. A l'inconnue de l'électorat péroniste, s'ajoutent l'éclatement de l'alliance antipéroniste et l'opposition des radicaux. Malgré la tentation très forte chez de nombreux militaires de ne pas convoquer d'élection avant que le panorama politique ne se soit éclairci, le général Aramburu préfère jouer le jeu en usant de tous les moyens que la démocratie libérale lui offre. Lié aux hommes et aux tendances du parti radical qui ne transigent pas avec le péronisme, le gouvernement provisoire va les favoriser pour affaiblir la direction frondiziste du parti.

Avant que les élections générales annoncées ne rendent le pouvoir aux élus du peuple, le gouvernement décide la convocation d'une Assemblée constituante chargée d'abolir la Constitution de 1949. Il s'agit en fait d'une double manœuvre : d'une part, d'une « numération globulaire », selon le terme d'un leader du Parti socialiste, permettant de connaître l'état de l'opinion après le choc de septembre ; d'autre part, d'un piège tendu à la direction de l'UCR. Cette assemblée de vainqueurs ne peut guère, il est vrai, favoriser les desseins de Frondizi et de ses amis. Comment, en effet, attirer des voix péronistes pour l'élection d'une assemblée destinée à dépéroniser les institutions en annulant la Constitution sociale promulguée par le Premier travailleur ? La direction du parti radical condamne vigoureusement la réunion d'une Constituante et exige, mais en vain, des élections générales à bref délai.

Un nouvel élément vient clarifier la situation pour les militaires au pouvoir et renforcer les possibilités de la stratégie légaliste choisie par Aramburu. Du 9 au 12 novembre, se réunit à Tucumán une convention nationale de l'UCR qui proclame les noms des candidats aux futures élections présidentielles. A l'issue d'habiles manipulations — leurs adversaires parlent de coup de force — Arturo Frondizi et Alejandro Gómez sont élus. Mais unionistes et sabattistes ne participent pas à la convention. Les intransigeants favorables à Balbín, candidat contre Perón en 1951, ne prennent pas part au vote : ils soutiennent la formule du vote direct des affiliés et sont opposés à l'inscription à l'ordre du jour du choix des candidats présidentiels. Après une série de démissions, d'exclusions et la dissolution de comités provinciaux refusant les décisions de la convention, la scission est consommée. Deux UCR cœxistent, qui, à la requête de la justice, adopteront respectivement les épithètes d'intransigeante pour la formation d'Arturo Frondizi et de populaire pour le rassemblement de ses adversaires. L'Union civique radicale intransigeante (UCRI), née d'un combat mené par Arturo Frondizi et autour de sa personne, se présente clairement comme l'instrument de ce dernier dans la lutte pour le pouvoir. L'Union civique radicale populaire (UCRP) hérite au contraire du réseau de notables, d'une organisation

assez lâche et disparate, mais profondément enracinée, de comités locaux.

En outre, le parti de M. Balbín jouit de l'appui du gouvernement provisoire. Les radicaux hostiles à la nouvelle ligne du parti n'ont pas manqué de manifester à plusieurs reprises leur soutien à la révolution libératrice et au gouvernement du général Aramburu. Après la scission, cette alliance devient officielle. Le gouvernement décide de miser sur « le plus grand parti démocratique » et de donner un second souffle au régime militaire — qui se porte alors fort mal — en faisant entrer au cabinet des radicaux populaires [80]. Le président a même offert un grand ministère à Balbín qui a décliné l'offre. Quoi qu'il en soit, le remaniement ministériel de janvier 1957 est une aubaine pour l'UCRP. La présence d'un radical balbiniste au Ministère de l'intérieur laisse bien augurer du résultat des prochaines élections pour les adversaires de Frondizi.

L'élection de la Constituante apparaît plus clairement encore comme une arme de guerre contre ce dernier : un coup d'arrêt contre un homme habile et un parti dont l'ascension inquiète. L'enjeu de la Constituante devrait permettre de ramener l'UCRI à de justes proportions. En effet, la convocation de l'Assemblée constituante place l'UCRI dans une position ambiguë : ou bien, allant jusqu'au bout de leur logique, les radicaux intransigeants boycottent la Constituante et ne participent pas aux élections, ou bien, pour les gagner, le parti de Frondizi doit jouer la carte de l'antipéronisme. Or, la direction de l'UCRI, fidèle à son orientation, tente la gageure de capter à la base les voix péronistes. Alors que Perón, de son exil de Caracas, ordonne le vote blanc à ses troupes, la propagande de l'UCRI se « péronise », au grand scandale des militaires et des autres partis. Outre les attaques de plus en plus vives et directes contre le gouvernement, l'UCRI s'efforce de transformer Frondizi en nouveau chef des *descamisados* en reprenant les thèmes, le style et même les tics de « l'absent ». Mais ces exercices subtils, cette attitude contradictoire (participation aux élections, refus de la réforme constitutionnelle) se soldent par un échec, donc, par une victoire du gouvernement militaire.

L'UCRI arrive derrière l'UCRP et même en troisième position si l'on compte les votes blancs : 1 847 603 voix (21,2 %) contre 2 106 524 pour le parti soutenu par le gouvernement (24 %) et 2 115 861 bulletins blancs. Certes, le péronisme, malgré la précarité de sa situation, apparaît comme une force, la première minorité. Mais les partis « démocratiques » qui appuient la révolution libératrice recueillent près de 60 % des voix. Ils « triomphent » avec 120 députés favorables à la Constituante contre 85 (UCRI, néo-péronistes et droite nationaliste). Ces derniers se retirent d'ailleurs aussitôt. Les constituants restants ne tardent pas à s'opposer. La Constituante sans quorum met fin à ses travaux.

80. Selon le président Aramburu, interview citée.

Le parti qui a joué la carte de la réintégration immédiate des péronistes (sans Perón) à la vie politique sort ébranlé de son échec. Mais le régime provisoire essoufflé a perçu l'étendue du danger péroniste. De toute façon, le général Aramburu ne peut guère remettre indéfiniment les élections. L'impopularité croissante des pouvoirs provisoires irrite les militaires et plonge de nombreux antipéronistes d'hier dans le désarroi. Les déclarations sur la démocratie, la liberté et les grands principes ne parviennent pas à dissimuler le fiasco économique et l'embourbement politique des officiers restaurateurs : scandales répétés qui éclaboussent jusqu'aux militaires du plus haut rang, règlements de compte peu reluisants dans un climat d'affairisme débridé. La révolution libératrice semble avoir surtout libéré les appétits. Si l'appareil répressif du péronisme a été détruit, le gouvernement provisoire, vu les circonstances politiques, évolue à grands pas vers une forme d'Etat policier. L'activité débordante des services de renseignement et des polices parallèles, qui jouissent d'une impunité de fait en l'absence de toute institution représentative, ternit l'image des forces armées. Les rigueurs de la répression, l'arbitraire des méthodes utilisées contre les péronistes indignent la gauche antipéroniste. La gauche intellectuelle et indépendante dénonce la haine de classe vertueusement recouverte du pavillon de la démocratie [81].

La situation économique présente fait oublier les difficultés du régime déchu dans ce domaine. Le sous-titre du rapport Prebisch, « Monnaie saine ou inflation incontrôlable », qui stigmatisait l'incompétence économique des justicialistes violant les sacro-saintes lois du marché, se charge d'une ironie bien involontaire. Malgré le blocage de fait des salaires, la suppression de toute subvention à la consommation populaire, les encouragements donnés aux producteurs agricoles, la porte ouverte aux capitaux étrangers, la politique de « laisser-faire, laisser-passer » se solde par un marasme grandissant. La balance commerciale, loin de se redresser, voit son déficit s'alourdir [82]. L'inflation galope de plus belle : la hausse des prix démocratique n'a rien à envier à celle que connut la « tyrannie ». La confiance internationale est loin de se rétablir [83] : les prêteurs internationaux refusent de s'engager à plus de cinq ans. La fuite en avant dans une austérité accrue étant politiquement impossible, le gouvernement, où se succèdent avec une égale infortune les ministres de l'Economie, navigue à vue en attendant de passer la main.

81. Voir l'essai très significatif d'Ernesto Sábato, *El otro rostro del peronismo*, (1956), dans lequel on peut voir un homme de cœur sincèrement antipéroniste découvrir « l'autre face du péronisme », celle qui éveille l'espoir et la confiance des humbles.

82. Le solde négatif de 1.607 milliards de pesos en 1955, s'élève à 9.124 milliards en 1957. Selon Secretaría de Estado de hacienda, *Comercio exterior argentino*. Intercambio comercial 1954-1963, Buenos Aires, Dirección nacional de estadística, 1964, p. 8.

83. Sur la base 100 = 1943, l'indice du coût de la vie, qui se situait à 682,3 en 1955, évolue comme suit : 773,8 en 1956 ; 965,1 en 1957, ; 1.269,9 en 1958. D'après FIAT/OECEI, *25 años de la vida económica, op. cit.*, La Memoria anual du Banco central donne, avec des indices légèrement différentes, des hausses du coût de la vie de 25,4 % et 32,3 % en 1957 et 1958.

La décomposition de la *revolución libertadora* entraîne les dissensions entre les armes dont les sensibilités politiques sont très contrastées, tandis que leurs intérêts corporatifs s'opposent d'autant plus que la situation économique est mauvaise. L'armée de l'air proteste par la voix de son ministre contre le retard apporté à la convocation des élections générales. La date des élections est certes un prétexte à manifester le mécontentement des aviateurs face au refus d'achat de chasseurs de modèle récent. Mais cette protestation a aussi valeur politique. Le commodore Krause, ministre de l'Air, limogé pour cette incartade, est proche des milieux lonardistes [84]. Les aviateurs, qui font bon ménage avec la droite catholique et nationaliste, ne s'entendent donc guère avec les ultra-libéraux de la marine. Et le développement d'une aéronavale concurrente de l'armée de l'air ne contribue pas à améliorer ces relations tendues. Le climat pré-électoral incite aux compromissions inévitables que la presse ou les partis d'opposition traînent sur la place publique. Le politique et le militaire sont de plus en plus confondus. Une feuille frondiziste (destinée aux péronistes d'ailleurs) publie, en mars, des lettres du contre-amiral Arturo Rial au président provisoire ; elles révèlent que le général Aramburu a conseillé aux autorités provinciales de créer des difficultés au candidat des radicaux intransigeants. Le président se voit dans l'obligation de destituer Rial et de le mettre aux arrêts. Mais la marine est solidaire, par la voix de son ministre, le contre-amiral T. Hartung, avec le sous-secrétaire sanctionné.

L'impartialité (la fameuse *prescindencia*) proclamée maintes fois par le gouvernement reste du domaine rhétorique. Le candidat autorisé de l'opposition — les péronistes sont évidemment proscrits — s'entend à le faire savoir. M. Balbín, du parti radical du peuple, est le candidat du Front antipéroniste soutenu par le gouvernement. Le Ministère de l'intérieur et les « gouverneurs » sous ses ordres ne peuvent rien lui refuser. En principe, si l'arithmétique électorale est exacte, M. Balbín est sûr du succès.

L'UCRI et M. Frondizi, en jouant à fond la carte de l'opposition, oublient sans aucune retenue douze ans d'antipéronisme et de lutte contre la « tyrannie ». Cette attitude leur vaut, dans un premier temps, sinon des bulletins de vote, du moins un apport d'énergies nouvelles. Des militants de gauche, de larges fractions de la jeunesse des classes moyennes appuient le nationalisme de l'auteur de *Petróleo y política* contre le gouvernement libéral prêt à « brader » les richesses du pays. Le passé antiimpérialiste du candidat de l'UCRI peut même attirer certains péronistes. Des hommes d'affaires bien en cour sous Perón, et inquiets de la politique antiindustrialiste de la révolution libératrice, ral-

84. Après sa mise à la retraite d'office, Krause, suivi de deux cents officiers de l'armée de l'air en uniforme, se rendit en pélerinage sur la tombe du général Lonardi, à Cordoba.

lient la candidature d'Arturo Frondizi. Ils forment un groupe influent autour de Rogelio Frigerio et de l'hebdomadaire *Qué*.

Frigerio et ses collaborateurs vont tenter de convaincre Perón de « donner l'ordre » de voter pour Frondizi. Les arguments qu'ils développent auprès de l'ancien président réfugié à Caracas, puis chassé du Venezuela par la chute de son hôte, le dictateur Pérez Jiménez, le 23 janvier 1958, sont de nature diverse. Certains ont sans doute été comptants et trébuchants. Mais, pour l'essentiel, il s'agit, au moment où le péronisme persécuté est au creux de la vague, de lui donner à choisir le moindre mal. A l'issue de laborieuses tractations aux intermédiaires nombreux et mystérieux, Perón et Frondizi signent un pacte. L'ancien président donne l'ordre de voter pour le candidat de l'UCRI, le 4 février, lors d'une conférence de presse à Saint-Domingue. Frondizi, s'il est élu, s'engage à faire cesser les mesures d'exception contre les péronistes, à rétablir effectivement les syndicats dans leur situation antérieure et à ouvrir finalement les élections au justicialisme.

Pour la classe politique comme pour les péronistes, la nouvelle de l'ordre de Perón est une « divine surprise ». La majorité des partisans de Juan D. Perón demeure réticente. Ceux, les plus nombreux, qui suivent le mot d'ordre croient voter pour le retour du Líder et s'indignent, trois mois plus tard, de ne pas le voir à la Maison Rose. Ces malentendus sont lourds de conséquences. Le triomphe mal mérité de Frondizi naît dans l'obscurité.

En fait, l'habile général errant, qui s'efforce de reprendre en main son mouvement et s'installe dans un rôle durable de président *in partibus,* poursuit des objectifs qui ne correspondent pas tout à fait aux engagements du pacte. Il est certain que l'ordre de voter pour Frondizi coupe l'herbe sous les pieds des formations néo-péronistes qui se multiplient à l'approche des échéances électorales et sur lesquelles l'ex-président n'a aucune autorité. Les héritiers infidèles jouissent dans bien des cas, en effet, de l'appui du gouvernement qui les utilise pour affaiblir Frondizi et canaliser les ferveurs des nostalgiques du régime déchu. En outre, il est très probable que Perón, souhaitant faire d'une pierre deux coups sinon trois, a choisi la politique du pire. Battre le candidat officieux est un objectif prioritaire qui renforcerait le prestige du chef et remonterait le moral des troupes. Mais, comme il le précise clairement dans sa correspondance avec son représentant en Argentine, J.W. Cooke [85], si les alliés civils des gorilles ne gagnent pas les élections, les militaires ne transmettront pas le pouvoir. Un coup d'Etat annulera les résultats du scrutin et donnera la victoire au candidat de l'opposition. Les militaires antipéronistes prouveront ainsi l'impossibilité du fonctionnement des institutions démocratiques sur la base de la proscrip-

85. Voir notamment la lettre de Perón à John William Cooke, du 1er septembre 1957, in *Correspondencia Perón-Cooke*, Buenos Aires, Gránica, 1973, tome I, p. 318.

tion du parti majoritaire. Cette idée-force restera pendant dix-huit ans l'axe de la stratégie de Perón, souvent voilé par des actions tactiques contradictoires et déroutantes. En 1958, cette politique du pire correspondait bien aux formes de lutte du moment. La mise sur pied de la « résistance », la formation et l'armement de commandos, la pratique des sabotages devaient déboucher sur une insurrection populaire balayant un régime aux bases sociales étroites. D'où le choix du soutien électoral apporté à Frondizi, véritable provocation de nature à entraîner les militaires dans l'impasse d'une dictature de durée indéterminée.

Le 23 février 1958, Arturo Frondizi, candidat de « vingt millions d'Argentins » pour « le développement économique, la légalité constitutionnelle et la paix sociale » est élu contre le candidat de l'antipéronisme, Ricardo Balbín, soutenu par le gouvernement provisoire. Frondizi a bénéficié de l'appui du Parti communiste, désireux de mettre un terme au pouvoir des militaires et de ne pas se couper du mouvement syndical péroniste. Cet appui est numériquement peu important mais politiquement encombrant. Sur la droite, il a reçu l'appoint des lonardistes de l'Union fédérale et la bénédiction des groupes démocrates-chrétiens. Le triomphe du candidat de l'opposition est écrasant, à la mesure de l'appui massif des péronistes. Frondizi et Gómez recueillent 4 100 000 suffrages contre 2 550 000 au candidat officiel. L'UCRI obtient tous les postes de gouverneur ainsi que 133 sièges de députés contre 52 à l'UCRP (et deux aux « libéraux » de la province de Corrientes). Le succès est donc total, mais il n'est guère franc. Pour tous les autres partis du camp des vainqueurs de septembre, le président élu est mal élu. Il a usurpé le pouvoir grâce à un pacte contre nature. Ce sont des voix impures qui ont assuré son succès. La restauration de la démocratie s'ouvre sous de mauvais auspices.

Les militaires sont indignés pour la plupart de l'habileté florentine avec laquelle ce fils d'immigrants italiens a utilisé, contre la révolution libératrice, la proscription des péronistes. Les plus modérés considèrent que le nouveau président est peut-être légalement élu mais qu'il n'est pas légitime. Les conditions de cette élection contestée rendent peu probable le retour des officiers dans leurs casernes. Un étrange tournoi triangulaire s'engage désormais entre trois protagonistes aux ressources politiques fort différentes : le gouvernement légal, les forces armées et Perón. Sur ce trépied instable, s'installe pour longtemps le système politique argentin : l'impuissance gouvernementale tempérée par le coup d'Etat permanent.

Chapitre 11

L'armée argentine entre la guerre froide et l'industrialisation

Au soir du 23 février 1958, le candidat de l'opposition est vainqueur. Les péronistes ont montré leur force et leur capacité à déjouer les plans de leurs adversaires visant à les éliminer de la vie politique. Mais les militaires détiennent le pouvoir. Le haut commandement de l'armée de terre, dûment épuré, est engagé, tout comme la marine, dans la ligne libérale « Mayo-Caseros ». Le gouvernement provisoire se considère garant de la révolution *libertadora* qui a chassé le « tyran ». L'appareil militaire s'est mobilisé pour assurer la victoire — par tous les moyens — du candidat officieux. Certains officiers auraient même monté une « opération vote blanc » — dans la province de Buenos Aires notamment — pour enlever des électeurs péronistes à Frondizi, en faisant distribuer de faux appels de Perón en faveur de l'abstention active [1]. L'état d'esprit des gorilles n'est pas à l'indulgence : peut-être parce que la carrière de sept dixièmes des officiers s'est exclusivement déroulée sous le régime péroniste. C'est en tout cas avec une sensibilité à vif qu'ils envisagent le problème justicialiste. Ils noircissent à plaisir le régime déchu, ses partisans, ses pompes et ses œuvres. Inquiet d'une éventuelle revanche des vaincus de septembre 1955 et de juin 1956, les officiers ultras voient une renaissance même timide et limitée du mouvement populaire sous un jour apocalyptique.

Il est vrai que la classe politique traditionnelle, les groupes dominants, les corps constitués et les possédants ne leur prêchent pas le pardon et l'oubli. Revenus dans les allées du pouvoir et résolus à y rester,

1. Selon l'ancien ministre des Affaires étrangères de Frondizi, Carlos A. Florit, dans son livre *Las fuerzas armadas y la guerra psicológica*, Buenos Aires, Arayú, 1963, p. 108.

ces immigrés du dedans n'ont rien oublié ni rien appris durant les saturnales justicialistes. Pour eux, la fête est finie. L'armée doit désormais être le rempart contre les hordes de *cabecitas negras* toujours prêtes à passer les ponts du Riachuelo pour un nouveau « 17 octobre ». D'où la nécessaire surenchère des milieux libéraux et antipéronistes pour maintenir les « libérateurs » en état de vigilance au moment crucial du retour à la démocratie.

Leur échec électoral bouleverse les données du pouvoir. Le premier réflexe d'indignation contre la trahison de Frondizi suggère aux esprits militaires échauffés une solution définitive mais impossible : ne pas transmettre le gouvernement au candidat félon, à l'élu des péronistes. Pour les révolutionnaires de 1955, la victoire de Frondizi, allié de Perón, est un premier pas vers la restauration de la « seconde tyrannie ». Va-t-on leur dérober leur victoire ? Auraient-ils fait une « révolution » pour rien ? Mais comment annuler les élections alors que l'objectif unificateur du mouvement de septembre était le rétablissement de la démocratie ? Démocrates, les officiers antipéronistes sont donc victimes de la démocratie. Ils peuvent s'écrier, après Odilon Barrot : « La légalité nous tue » ; et envisager sérieusement d'instaurer « la dictature démocratique » qui créera les conditions d'une consultation où seuls les « vrais démocrates » pourront l'emporter. La marine est favorable à cette solution. L'armée de terre est divisée, non sur le fond mais sur la méthode. Rester ou ne pas quitter le pouvoir. La nuance est ténue entre les deux attitudes : *quedantismo* ou *continuismo*. Les légalistes *ma non troppo* l'emportent. Ou plutôt le général Aramburu. Frondizi accédera au gouvernement mais l'armée gardera le pouvoir. Les jours du président élu sont d'ores et déjà comptés. La légalité est en sursis. Le président provisoire, habile homme, qui voit loin dit-on, se porte garant de cette liberté surveillée. Il a apaisé les inquiétudes de la société militaire en s'érigeant en arbitre des destinées nationales. Frondizi lui devra beaucoup ; l'armée aussi. A son heure, « ni une minute avant ni une minute après », il s'offrira pour rassembler le peuple argentin. En attendant, il se place en réserve de la République. Dans les milieux militaires, P.E.A. (Pedro Eugenio Aramburu), a un surnom qui sans doute l'enchante : de Gaulle [2].

Frondizi mal élu dira plus tard à un confident : « Je n'aurais jamais dû accepter le gouvernement dans ces conditions » [3]. Le vainqueur des élections n'ignore rien de ce qui peut se tramer contre lui ou autour de lui dans les garnisons et les conclaves des hauts Etats-majors. L'Argentine connaît du 23 février au 1er mai, date de passation des pouvoirs, un

2. D'après le témoignage de l'éphémère vice-président Alejandro Gómez, dans son pamphlet contre Arturo Frondizi, *Políticas de entrega*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1963, p. 348.

3. Luna (Félix), Frondizi (Arturo), *Diálogos con Frondizi*, Buenos Aires, Ed. Desarrollo, 1964, p. 36.

climat d'incertitude tendue. Des rumeurs de coup d'Etat ou du moins de pressions, ces pronunciamientos « secs » qu'on s'habituera pendant quatre ans à qualifier de *planteo*, parviennent jusqu'à l'opinion. Les paris sont ouverts. Partiront-ils ? Les têtes politiques de l'armée de terre l'emportent. La cohésion de l'armée a tout à gagner d'une retraite en ordre, assortie d'une intervention indirecte et continue, capable d'user le gouvernement sans jeter l'armée dans la mêlée. Dès le 1er mai, Frondizi est placé sous la surveillance zélée d'une garde de fer libérale, disposée à ne « rien laisser passer ». L'objectif des militaires est de veiller à l'application des « idéaux » de la *revolución libertadora*. Ces principes tiennent en deux mots : libéralisme politique et économique, éviction des péronistes. La situation est donc périlleusement paradoxale : le président « chargé » par les militaires d'appliquer les grands principes « révolutionnaires » a précisément été élu contre l'orientation de la *revolución libertadora*. Le gouvernement est condamné d'entrée de jeu, à moins que, de même que « Dieu est argentin », la quadrature du cercle le soit aussi. Ce qu'Arturo Frondizi va se charger de démontrer durant quatre ans.

Les équivoques frondizistes

Le moins que l'on puisse dire c'est que les électeurs argentins, le 23 février, n'ont pas voté dans la clarté. Tout le corps électoral a émis en quelque sorte un vote négatif, a voté contre quelqu'un : les électeurs de Balbín contre le retour de Perón, de la dictature ou de la prépondérance ouvrière ; ceux de Frondizi contre Aramburu, Rojas, les gorilles et les groupes dominants traditionnels.

Personne ne sait même exactement sur quelles bases Frondizi a été élu, sur quel programme ni ce qu'attendent de lui ses électeurs disparates. Le candidat des radicaux intransigeants est comptable de la Charte socialisante d'Avellaneda adoptée par sa tendance, en 1949, et que ni son parti ni lui n'ont reniée. Mais sa plate-forme électorale en douze points n'est qu'un catalogue de promesses vagues et lénitives : il annonce l'« amélioration des conditions de vie de toute la population » (*sic*) ; mais il n'est plus question de « réforme agraire immédiate et profonde » (point VIII de la Charte d'Avellaneda), de « nationalisations des services publics et des monopoles » (V), ni de planification démocratique, ni du refus des blocs en politique extérieure. Au contraire, dans le message du 20 février 1958, Frondizi précise que s'il est élu il garantira « la sécurité de l'investissement et la stabilité de l'entrepreneur ». Anticapitaliste et antiimpérialiste en 1956 encore, Frondizi s'est donc converti à la libre entreprise ; libre penseur, il se rapproche aussi de l'Eglise en matière scolaire. Antipéroniste naguère, il est élu avec les voix des péronistes et, qui plus est, sur un programme qui n'est pas totalement

dénué de références négatives au régime déchu[4]. Et ce, alors que les péronistes n'ont cessé de l'abreuver d'injures jusqu'à la veille de « l'ordre » du leader. Electeurs et opposants se méfient dès le premier jour du président élu. Avant que Frondizi n'entre en fonction, les mots de machiavélisme et de duplicité s'attachent à sa personne. Ses sincérités successives paraissent suspectes.

Son passé et celui de ses collaborateurs immédiats n'y sont pas pour rien. Appartenant à l'aile gauche de l'Union civique radicale, Arturo Frondizi a été partisan, à partir de 1936, de la formation d'un Front populaire. Comme tel, il a été en relation avec le Parti communiste et les organisations de gauche et d'extrême-gauche politique, syndicale et culturelle. Il a fait campagne en faveur de l'Espagne républicaine. Il a été secrétaire de la Ligue argentine des droits de l'homme, il a participé à l'AIAPE (Alliance des intellectuels, artistes, journalistes et écrivains) qui passe pour proche du PCA. Intellectuel antifasciste, il a été défenseur de prisonniers politiques en collaboration avec le Secours rouge. Si ces engagements passés s'estompent, ses écrits restent. La pierre de scandale est son livre *Petróleo y política*, sous-titre « Relations entre l'impérialisme et la vie nationale », dont le social-démocratique Américo Ghioldi dira : « On remarque facilement en lisant (l'introduction) le schématisme propre aux staliniens ... »[5].

L'éminence grise de Frondizi, son conseiller économique, Rogelio Frigerio, est un homme d'affaires prospère, ancien militant d'extrême-gauche dans les années trente. Il a d'excellentes relations avec les dirigeants du PC et les milieux patronaux péronistes (la CGE). « Pour l'homme de la rue, Rogelio Frigerio (est) un ancien communiste qui a su profiter du péronisme »[6]. Peu importe d'ailleurs la réalité matérielle des faits dans un pays où les classes dirigeants vivent depuis 1919 dans la hantise du « grand soir » ; l'image dont ne peuvent se défaire le nouveau président et son conseiller est une donnée politique. Le 19 février 1958, il se défend, dans un discours, des accusations portées contre lui : « Je n'ai jamais été, et je ne serai jamais communiste ; j'appartiens depuis trente ans à un parti argentin qui est une force nationale et qui s'oppose aux partis politiques internationaux ; tout nous sépare du communisme en tant qu'idéologie, en tant que parti politique et en tant que force internationale ». Cette profession de foi, le président Frondizi, alors même qu'il réprime le communisme et ouvre grand les portes du pays aux capitaux étrangers, devra la répéter solennelle-

4. Puisqu'il est notamment question du « rétablissement de la morale et de la liberté ». Pour les programmes et l'idéologie frondiziste voir notre étude, *Le mouvement Frondizi et le radicalisme argentin*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1967, chapitres 6 et 7.

5. Ghioldi (Américo), « Petróleo y política argentinos », *Cuadernos* (Paris), février 1964. Cité in Rouquié (A.), *op. cit.*, p. 48.

6. Gómez (Alejandro), *op. cit.*, p. 122.

ment[7]. Néanmoins, un colonel écrira encore en 1965 que « le 1er mai 1958 marque l'arrivée subreptice au pouvoir d'un appareil crypto-communiste dirigé par Frondizi-Frigerio »[8]. Il est vrai que les militaires hostiles au nouveau président relèveront contre lui aussi bien des mesures avancées que des décisions parfaitement modérées et conservatrices : qui veut noyer son chien l'accuse de rage[9].

Mais, qu'en est-il des véritables intentions, du programme, de l'idéologie de Frondizi ? Une première constation s'impose. L'UCRI n'a pas gagné les élections. La victoire a été remportée par Frigerio qui s'est assuré les suffrages péronistes, et par Frondizi qui a abandonné de fait la référence au « radicalisme intransigeant » pour être le président de « vingt millions d'Argentins ». L'UCRI n'a pas participé à l'élaboration du programme de gouvernement. Le parti est tenu à l'écart du pouvoir national. Il suit mais renâcle, ce qui ne renforce pas les assises fluctuantes d'un président mal élu. En fait, le frondizisme, le mot naît alors, se forge en dehors du parti et de ses comités : c'est le brain-trust de Frigerio, formé d'hommes d'affaire, de jeunes patrons et de techniciens modernistes, qui élabore le programme *desarrollista*. Car Frondizi et Frigerio ont trouvé la potion magique qui guérira tous les maux du pays : l'industrialisation à marche forcée, par tous les moyens et quels qu'en soient les coûts. Justice sociale, redistribution du revenu national, réforme agraire sont autant de concepts archaïques et dépassés pour les chevaliers du « développement ». La production accrue grâce à l'accroissement des investissements et à l'implantation d'une technologie avancée mèneront à la société d'abondance où les conflits sociaux se diluent et les intérêts divergents s'harmonisent.

Frondizi et Frigerio considèrent que l'Argentine est une nation sous-développée car « incapable de financer sa croissance économique avec le produit de son commerce extérieur ». L'économie argentine est dépendante en raison du rôle antinational des intérêts « agro-importateurs » liés à la Grande-Bretagne. Seules une « transformation économico-technique » et l'accélération du développement permettront de briser les conditions de la dépendance et de résoudre les problèmes sociaux. Les

7. Dans un message à la nation, prononcé le 23 novembre 1960 et publié par le secrétariat de presse de la présidence sous le titre Frondizi (Arturo), *El gobierno y el comunismo*. Le Parti communiste ne ménage pas le gouvernement à partir de 1959. Surtout lorsque Frondizi envoie au Parlement un projet de loi de défense de la démocratie dirigé contre les partis de gauche. Cf. *Nuestra palabra* (órgano del Partido comunista), 5 juillet 1960. Voir également la réponse communiste au discours ci-dessus mentionné in *El Partido comunista y el gobierno de Frondizi*, brochure publiée le 30 novembre 1960.

8. Mainar (colonel Horacio L.), *La República fuerte*, Buenos Aires, Albacara, 1960, p. 187.

9. Ainsi, le même colonel considère que la réforme (réclamée par l'Eglise) de la loi sur l'enseignement et l'autorisation de créer des établissements libres d'enseignement supérieur favorise le communisme parce qu'elle porte atteinte à l'école laïque « creuset de l'esprit national », parce que « la désintégration des Universités nationales et leur passage aux mains des communistes est le résultat inévitable, prévisible, du départ des catholiques et des libéraux anticommunistes vers les nouvelles et faméliques Universités privées », Mainar (colonel Horacio L.), *op. cit.*, p. 194.

moyens : la libre entreprise, qui a fait ses preuves, l'appel aux capitaux et à la technologie étrangers. Frigerio résume ainsi son projet qui s'insère opportunément dans la nouvelle organisation du capitalisme international : « Fermer la porte aux produits étrangers pour l'ouvrir en grand à l'usine qui les produira dans le pays » [10].

Le second maître mot des *desarrollistas* est l'intégration. Il s'agit de la stratégie. L'intégration politique, la réconciliation de tous les Argentins dans une nation libérée des dissensions passées, l'intégration sociale des travailleurs frappés d'ostracisme par la réaction antipéroniste doivent permettre le développement harmonieux du pays. En terme de « cuisine » politique, ces préoccupations élevées signifient : oui aux péronistes sans Perón. L'alliance de la classe ouvrière (majoritairement péroniste) et de la bourgeoisie industrielle progressiste (dont Frondizi se veut le porte-drapeau) sera la base du projet de transformation nationale. L'intégration se traduit en termes électoraux et organisationnels : fondre le péronisme dans un vaste mouvement « national et populaire » appuyant Frondizi et son équipe. La réintégration du péronisme dans la vie politique est certes prévue mais à condition que celui-ci se contente d'une position subordonnée et d'être, comme le 23 février, une force d'appoint. Au reste, l'esprit géométrique (objectivement marxiste, disent leurs adversaires) du tandem Frondizi-Frigerio n'attache que peu d'importance aux forces politiques parlementaires et formelles. Une conception réaliste (certains disent cynique) un peu mécanique et naïve [11], bientôt connue sous le nom de « théorie des facteurs du pouvoir », les pousse à penser que les groupes de pression ont plus d'importance que les partis dans l'Argentine contemporaine. D'où un effort particulier dans les relations du gouvernement avec, selon Frondizi, les trois institutions clés : les syndicats ouvriers, l'armée et l'Eglise. D'où aussi l'opportunisme érigé en règle de gouvernement et l'image très négative pour les nouvelles autorités d'un président qui néglige le pays légal pour tramer dans les coulisses des arrangements pas toujours avouables avec le pays réel des facteurs du pouvoir ; l'éminence grise Frigerio étant préposée à ces négociations parallèles.

Si la tactique est volontiers opportuniste et souterraine, les objectifs sont clairement tracés. Le volontarisme industrialiste sacrifie tout aux nécessités d'un développement accéléré. Le cap est fermement marqué. La politique suit et accompagne. C'est l'intendance, c'est-à-dire l'économique, qui conditionne la stratégie. Dès les premiers mois de son gou-

10. Frigerio (Rogelio), *Las condiciones de la victoria*, Montevideo, Monteverde y Cia, 1963 (4e édition), p. 120.

11. Dans une lettre adressée à l'auteur, en date du 11 décembre 1967, l'ex-président Frondizi critique notre appréciation sur le caractère mécanique voire naïf de l'analyse du système politique et social argentin par les *desarrollistas*. Bien que nous n'ayons pas, dans notre étude sur le phénomène frondiziste, avancé le mot (naïveté), Arturo Frondizi écrit : « Ce qualificatif ne me gêne pas, il m'apparaît comme une véritable consolation après tant d'accusations de machiavélisme » (Archives Alain Rouquié).

vernement, Frondizi prend la majorité des décisions les plus critiques de son mandat. Cet empressement est celui d'un homme malade et qui se sait condamné. Cet activisme lui sera évidemment reproché. D'abord, le nouveau président s'acquitte de sa dette envers les péronistes. Le 5 mai, une amnistie est proclamée ; le 25 août, la loi sur les associations professionnelles rétablit le syndicat unique par branche et par industrie, souhaité par les justicialistes. Dans le domaine économique, Frondizi, reprenant les projets de Perón avec la California, lance, le 24 juillet, sa politique pétrolière : elle consiste, selon ses promoteurs, à signer des contrats de service (de véritables concessions, disent les adversaires) avec des sociétés étrangères pour pallier l'énorme déficit énergétique du pays, et l'incapacité technique et financière de la Régie des pétroles (YPF) à explorer et exploiter les ressources nationales en hydrocarbures [12]. La loi sur l'enseignement libre, en octobre, annule le monopole d'Etat de l'enseignement supérieur, pour la plus grande satisfaction de l'Eglise. Enfin, une loi de promotion des investissements étrangers est promulguée avant que s'achève l'année 1958.

Une fois jetées les bases de la politique « d'intégration et de développement », Frondizi va naviguer au gré des crises militaires et de l'hostilité offensive de ses alliés d'un jour, les péronistes. Trente-deux ou trente-quatre *planteos*, selon les observateurs, jalonnent le mandat d'Arturo Frondizi et témoignent de la vigilance sans défaut des porte-flambeau de la *libertadora*. Pour les péronistes, la trêve est de courte durée : le temps que le président paie ses dettes. Perón pariait pour le coup d'Etat préventif. Or Frondizi est au pouvoir. Et son *integracionismo* vise à chasser sur les terres justicialistes et à diminuer l'influence du leader dans les masses. La tactique insurrectionnelle n'est pas abandonnée, loin de là. La victoire de Fidel Castro à Cuba lui donnera une nouvelle jouvence, une aura de respectabilité révolutionnaire et une dimension épique. Face à Frondizi, les péronistes vont prouver que s'ils étaient à même d'amener au pouvoir le leader d'une formation minoritaire, ils peuvent aussi bien le renverser. Qui t'a fait roi ? peut dire Perón au président.

Cette situation intérieure crispée survient dans une conjoncture internationale de grande tension. Avec la rupture entre le nouveau gouvernement cubain, installé à La Havane en janvier 1959, et les Etats-Unis, la guerre froide s'installe physiquement sur le continent américain. Les

12. Incapacité avouée par le gouvernement et ses partisans et réfutée par ses adversaires. Sur ce problème, qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, voir, pour le point de vue *desarrollista*, les justifications de Frigerio (Rogelio), *Petróleo y desarrollo. Recopilación de artículos sobre política energética*, Prólogo y notas de Rodolfo Calvo, Buenos Aires, Concordia, 1962, 92 p. Sábato (Arturo), *Historia de los contratos petroleros*, Buenos Aires, s.e., 1963, 98 p. Liceaga (José V.), *Petróleo. Los contratos petroleros y los teóricos del deficit energético*, Buenos Aires, Arayú, 1963, 220 p. Pour le point de vue de l'opposition, voir les conclusions du rapport de la commission d'enquête parlementaire publiée en octobre 1964, « Les imputan delitos a Frondizi y a Frigerio por los contratos petroleros que han negociado », *La Razón*, 20 octobre 1964.

Etats-Unis, notamment sous la présidence de John F. Kennedy (janvier 1961), portent une attention sans précédent à l'Amérique latine. Pour répondre au défi cubain, la Maison Blanche lance la réformiste Alliance pour le progrès, et le Pentagone s'efforce de coordonner l'action des armées « américaines » dans la lutte antisubversive et la contre-guérilla [13]. Ces deux méthodes complémentaires de la politique continentale de « contention » du communisme au service des intérêts nord-américains ne vont pas d'ailleurs sans contradictions ni même sans quelques heurts.

Sur les difficultés internes proprement inextricables que rencontre la nouvelle administration, vient donc se greffer l'intervention permanente et multiforme, directe ou indirecte de la puissance tutélaire, alors même que Frondizi tente de subordonner la politique étrangère de l'Argentine à son grand dessein : le développement du pays. Fascinés par les Etats-Unis, modèle de la civilisation industrielle à laquelle ils aspirent, les frondizistes se rapprochent de Washington, mais ils entendent retirer des dividendes économiques de leur intégration dans le jeu politique inter-américain. D'où une politique pro-occidentale qui semble réticente, tant l'accent mis sur le *bargaining power* du pays passe avant toute autre considération. « Politique d'extorsion » [14], « mendicité internationale » disent les adversaires, choqués de voir la fière Argentine ravalée au rang de pays du Tiers Monde. Dans la logique de la guerre froide, on parlera de duplicité, à nouveau, de trahison même.

L'internationalisation de la vie politique argentine et le nouveau rôle des militaires

Le contexte international déforme et dramatise les affrontements proprement argentins. Il justifie, sur le plan professionnel, l'intrusion des militaires dans la vie politique. En effet, la lutte contre la « subversion communiste », donc contre un ennemi intérieur, légitime le pouvoir militaire en effaçant toute frontière entre la défense nationale et l'activisme politique. La reformulation des objectifs et des hypothèses de guerre, dès 1955 mais surtout après 1959, qui convertit une armée gardienne des frontières en garant de l'ordre économique et social, permet aux militaires argentins de trouver enfin une fonction de portée internationale à la mesure de leur rôle véritable. Mais en Argentine le concept

13. Voir sur ce point, Barbier (Willard), Neale Renning (C.), *Internal security and military power (counter insurgency and civic action in Latin America)*, Columbus, University Press, 1966 et Glick (B.E.), « Conflict, civic action and counter insurgency », *Orbis*, 10 (3), 1966, p. 899-910.

14. Voir les commentaires anonymes, par ailleurs très bien documentés, publiés dans la rubrique de politique extérieure de la revue de la droite intellectuelle *El Principe* et notamment le numéro de mai 1961. Les mêmes critiques et le même style se retrouvent dans le petit ouvrage passionnément antifrondiziste de Conil Paz (Alberto), Ferrarri (Gustavo), *Politica exterior argentina 1930-1962*, Buenos Aires, Huemul, 1964, chapitre VII.

de guerre contre-révolutionnaire est interprété de façon très large. Pour les militaires ultra-libéraux, l'anticommunisme prolonge l'antipéronisme. L'un et l'autre sont pratiquement confondus dans bien des esprits comme deux modalités complémentaires (ou successives) d'un même totalitarisme. Ce totalitarisme est débusqué par les prétoriens vigilants à travers les indices les plus ténus, voire les plus extravagants. L'obsession morne d'un péronocommunisme omniprésent et tout-puissant conduit à une auto-intoxication périlleuse des cadres de l'armée. Certaines forces politiques ne sont pas mécontentes d'ailleurs de cette polarisation. Au contraire, elles s'efforcent de l'alimenter contre le gouvernement honni.

Le « danger communiste » est à l'ordre du jour en Argentine dans les milieux conservateurs, à partir de 1960. La théorie des dominos semble devoir s'appliquer à l'hémisphère occidental. Après Cuba, quelle sera la prochaine victime ? s'interrogent journalistes et hommes politiques amateurs d'émotions fortes. Un publiciste bien introduit dans les milieux militaires n'hésite pas à écrire, passant de l'hypothèse à l'affirmation : « La conquête de l'Amérique du Sud serait décisive ... dans l'effort final qu'entreprendra la Russie contre les Etats-Unis ... Inutile d'ajouter que dans le plan soviétique de conquête de l'Amérique du Sud la " communisation " de l'Argentine est une pièce essentielle et nécessaire, et, par suite, un des premiers objectifs actuels de l'action communiste. La situation créée à Cuba démontre qu'il ne s'agit pas d'une simple conjecture » [15].

Les milieux militaires professionnellement motivés sont évidemment très réceptifs à ce type d'analyse. Leur tendance naturelle à magnifier leur rôle pour le justifier les pousse à grossir à plaisir l'imminence du danger. Ainsi le colonel Rómulo F. Menéndez, membre de la commission de direction du Círculo militar et directeur de la *Revista militar*, donc très représentatif de l'attitude des cadres de l'armée de terre, écrit en octobre 1961 : « Il est bon de rappeler que Khrouchtchev a déclaré récemment que la République Argentine serait le prochain pays qui tomberait entre les mains des communistes » [16].

Les milieux conservateurs argentins ne sont pas les seuls à crier au loup. L'Eglise organise des sessions d'études sur « les responsabilités (des chrétiens) face au danger du communisme en matière religieuse, culturelle, économique et sociale ». Mgr Caggiano, cardinal-primat, dénonce dans une pastorale, à l'occasion du 1er congrès marial interaméricain, le danger de révolution communiste. Des officines internationales spécialisées orchestrent des campagnes, publient des rapports ou des documents relatifs à la « pénétration communiste » en Amérique

15. Del Carril (Bonifacio), *La crisis argentina*, Buenos Aires, Emecé, 1960, p. 93.

16. Menéndez (colonel Romulo F.), « El conflicto mundial y su incidencia en América latina », *Revista militar*, octobre-décembre 1961, p. 30.

latine et en Argentine[17]. Des experts ès communisme prodiguent leur prose jusque dans la *Revista militar*[18]. Ils ne brillent généralement pas par le sérieux et la pondération : les dénonciations extravagantes et le pathos apocalyptique voisinent, bien faits pour troubler l'esprit des officiers sensibles sans doute à la simplicité manichéenne des propos, et pour confirmer aussi leurs nouvelles hypothèses de guerre. A croire ces éminents spécialistes, l'infiltration n'épargne en effet ni l'armée ni le clergé. Il n'y a pas une minute à perdre.

La conception du rôle des forces armées argentine en est profondément modifiée. Contre le communisme, écrit la *Revista militar*, il faut « soutenir le bastion du monde libre, le seul pays qui puisse vraiment résister aux Soviétiques : les Etats-Unis »[19]. La défense du monde occidental se substitue à la défense nationale. Peu nombreux sont les officiers supérieurs qui s'interrogent sur cette dilution de l'idée de nation ou qui se déclarent hostiles à une internationalisation de la défense qui, de fait, subordonne la souveraineté à des objectifs supranationaux[20]. Dès l'arrivée de Frondizi au pouvoir, certains officiers récusant tout nationalisme proposent même de créer une sorte d'OTAN panaméricaine pour coordonner avec les Etats-Unis les efforts de défense dans le cadre d'une division continentale du travail militaire[21]. Les jeunes officiers notamment, lassés de rester l'arme au pied à garder les frontières, s'enthousiasment pour cette « guerre moderne ».

L'étude de cette nouvelle forme de guerre, la lutte contre-révolutionnaire, et celle de ses techniques prennent désormais une place prépondérante dans la formation des officiers. Ce recyclage antisubversif apparaît tout d'abord dans les revues professionnelles. A partir de 1958, le nombre d'articles consacrés à la « guerre révolutionnaire », à « la guerre subversive » s'accroît régulièrement dans la *Revista militar* : on passe d'un article par numéro à six articles dans le numéro de janvier-mars 1962. Les auteurs militaires français, orfèvres en la matière, sont largement représentés. Dans la Revue de l'Ecole de guerre, 16 des 60 articles environ publiés de janvier 1958 à décembre 1962 sont consacrés

17. C'est le cas de la revue *Estudios sobre el comunismo*, publiée à Santiago du Chili avec des fonds vraisemblablement nord-américains, et qui consacre de nombreux articles à l'Argentine. Voir Caggiano (Mgr Antonio), « La iglesia frente al comunismo », *Estudios sobre el comunismo*, janvier-mars 1961, p. 3-6. Bonafina Dorrego (Andrés), « La penetración comunista en la Universidad de Buenos Aires », *ibid.*, p. 110-114.

18. Voir les articles de José Julio Santa Pinter, juriste et auteur attitré de *Estudios sobre el comunismo*. Santa Pinter (José Julio), « Diplomacia, estrategia y política exterior », *Revista militar*, janvier 1959, p. 9-17. ; « La Nato, el Pacto de Varsovia y la estrategia », *ibid.*, juillet 1959, p. 12-19 ; « Diplomacia soviética y penetración comunista en hispanoamérica », *ibid.*, janvier 1960, p. 57-74.

19. Menéndez (colonel Rómulo), art. cité, p. 25.

20. C'est sans doute le cas du lieutenant général Rattenbach, toujours à contre-courant parce que plus capable, par sa formation de militaire et de sociologue, de résister aux emballements de l'heure. Voir Rattenbach (lieutenant général Benjamín), « Objectivos nacionales y supranacionales en la planificación de la guerra moderna », *Revista militar*, avril 1959, p. 3-7.

21. Rawson Bustamante (vice-commodore Juan), « Comunismo y desarme », *Revista militar*, juillet 1958, p. 14-29.

à la guerre subversive : 7 sont dus à des auteurs français. Qu'il s'agisse de traduction de revues spécialisées françaises ou d'études écrites spécialement par les conseillers militaires français, l'expérience indochinoise, puis algérienne et les techniques de la « guerre psychologique » reviennent fréquemment au sommaire de la *Revista militar* ou de la plus austère *Revista de la Escuela superior de guerra*. Les stages d'officiers argentins à l'Ecole supérieure de guerre de Paris — comme les futurs généraux Rosas et López Aufranc — complètent l'influence militaire française dans ce sens. En juin 1960, le commandant en chef de l'armée de terre, le lieutenant général Carlos Severo Toranzo Montero, déclare à l'issue d'un voyage en France et au Portugal : « Une étroite liaison entre l'armée argentine et l'armée française serait très profitable. Si l'on ne peut adopter purement et simplement les doctrines françaises, elles exigent une étude approfondie pour ... les adapter à notre cas particulier, en étudiant nos possibilités et nos besoins »[22]. Le 2 octobre 1961, à Buenos Aires, en présence du président Frondizi et du cardinal Caggiano, un cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire est inauguré à l'Ecole de guerre. Deux instructeurs français y participent.

L'entraînement à la guerre contre-révolutionnaire ne reste pas du domaine strictement technique. A l'instar des officiers d'action psychologique français, les officiers argentins sont naturellement conduits à tenter de donner un corps de doctrine, une idéologie à leur lutte anticommuniste. Ainsi l'armée ultra-libérale en vient-elle à condamner le libéralisme et la démocratie, source de tous les maux, qui mènent, comme le prêche l'extrême-droite argentine depuis un quart de siècle, au communisme. Les militaires qui combattent l'« hydre communiste » au nom des valeurs de la démocratie vont jusqu'à remettre en question « les libertés, antichambre du mal », à chercher dans une « société finaliste »[23] ou, dans un communautarisme intégriste, les ressorts de la lutte contre « l'antéchrist ».

La définition de « l'ennemi » s'élargit singulièrement. Les antitotalitaires de 1955 semblent, dans l'ardeur de la lutte, se rencontrer avec les néo-fascistes et autres nationalistes qui portèrent naguère le péronisme sur les fonds baptismaux. Une des principales conséquences de cette coïncidence est un maccarthisme sans frein qui sous-tend l'action des services d'information des trois armes (SIM, SIN, SIA) et le service de renseignement de l'Etat (SIDE)[24].

22. *La Nación*, 29 juin 1960.

23. Cf, Querol (colonel Horacio E.), « Acción comunista en el campo educacional », *Revista militar* », janvier 1962, p. 59-69, et Pasqualis Politi (lieutenant-colonel Arturo), « El problema marxista y su incidencia en nuestra resolución de estrategia general », *Revista militar*, juillet 1961, p. 45-79.

24. Les Services de renseignement militaire (armée de terre), Service de renseignement naval, Service de renseignement de l'armée de l'air et Service d'information de l'Etat (SIDE), sorte de DST, rivalisent de zèle. Ils contrôlent un vaste appareil d'information à travers la commission des radios. Leurs fichiers est une arme politique redoutable.

Mais qu'en est-il dans les faits de cette menace communiste, sur quelle réalité nationale se développe la reformulation des objectifs des forces armées argentines ? Le Parti communiste orthodoxe, lié à Moscou, s'il est bien organisé, jouit d'une audience très limitée, notamment dans la classe ouvrière. Il a obtenu 228 821 voix aux élections à la Constituante de 1957. Le péronisme a donné un coup d'arrêt au développement des partis marxistes dans le prolétariat argentin. Même les hommes politiques les plus enclins à brandir l'épouvantail communiste sont forcés de constater cette évidence. Comme l'écrit Bonifacio del Carril : « Heureusement, les dirigeants ouvriers péronistes, qui se sont formés dans la lutte contre le communisme, ont jusqu'ici refusé les directives de Moscou »[25]. Le Parti communiste argentin exerce un certain rayonnement dans les milieux intellectuels et universitaires, c'est-à-dire dans la classe moyenne dont les attitudes et les idées sont mieux connues des militaires que les comportements du monde ouvrier. Les officiers argentins mettent donc l'accent sur « la bolchevisation de la future classe dirigeante », ou sur « l'enseignement en grande partie entre les mains des communistes »[26].

Néanmoins, la lutte antisubversive directe ne peut pas avoir pour cible le Parti communiste dont la stratégie est éminemment légaliste et hostile à la lutte armée. Des foyers de guérilla isolés apparaissent, notamment dans les provinces de Tucumán et de Salta, en 1960. Mais l'expérience de ces émules de Castro tourne court. Et elle ne doit rien au communisme. Ce sont de jeunes péronistes, souvent des étudiants, qui se lancent dans ces aventures. Leurs actes ne peuvent guère inquiéter le pouvoir. En revanche, les attentats urbains du péronisme insurrectionnel se multiplient. Mais bombes et sabotages ont plus un caractère « expressif » qu'« instrumental ». Il s'agit d'une violence symbolique. De fait, le « communisme », au sens où l'entendent et le définissent les militaires argentins, ne semble pas menacer bien sérieusement la société argentine, sauf si, ultime ruse du « malin », le communisme est déjà à la Maison Blanche. Ce que n'hésite pas à croire un certain nombre de militaires.

Il convient de remarquer que contrairement à toute attente —et notamment à celle de ses promoteurs — le programme industrialiste de Frondizi ne séduit qu'une infime minorité de militaires. La promotion de l'industrie lourde, l'accélération du Plan Savio créant la sidérurgie nationale étaient à même de satisfaire une armée préoccupée par le potentiel économique national, c'est-à-dire par les moyens à sa disposition pour soutenir une guerre extérieure. Les nouvelles hypothèses de

25. Del Carril (Bonifacio), *op. cit.*, p. 94.

26. Cf. l'article du colonel Querol cité ci-dessus, et l'article du colonel Rómulo Menéndez « Las fuerzas armadas y la defensa nacional », *Revista militar*, avril-juin 1961, p. 13-17. Voir également les directives officielles et secrètes du secrétariat à la guerre sur la « cinquième colonne intellectuelle », in « Disposiciones provisorias de defensa contra el comunismo », *Boletín militar reservado*, 16 octobre 1958.

guerre relèguent au deuxième plan les problèmes d'équipement et d'autonomie industrielle. De loin en loin, on reparle de la sidérurgie, vieux rêve de l'armée de terre [27], mais la préoccupation principale est ailleurs. Et l'industrialisation, loin d'être portée au crédit du gouvernement, lui est même imputée à crime : elle accroît l'exode rural et la prolétarisation des travailleurs agricoles [28]. Or, qui dit prolétariat dit communisme ; donc, l'industrie est la mère du communisme ; les officiers argentins ont bien lu Marx.

La conspiration continue et les aléas du « desarrollismo »

Trente-deux ou trente-quatre *planteos* institutionnels jalonnent le mandat du président Frondizi, sans compter les pronunciamientos « spontanés » et les putschs d'officiers péronistes. Il n'est pas de notre propos de les rapporter en détail. En revanche, il nous semble utile de saisir le processus d'institutionalisation des crises militaires, leur déroulement, leur relation avec le système politique global.

Le pouvoir a été à deux doigts d'échapper au président élu. Arturo Frondizi n'ignore rien des tractations et des débats qui ont agité la société militaire. Il considère, eu égard aux conditions de son élection, qu'il ne peut pas gouverner contre les militaires. Il va donc s'efforcer de les gagner — notamment par des concessions strictement politiques — ou au moins de les neutraliser. Dans un premier temps, le nouveau président tente de placer à des postes de confiance des officiers qui ne lui sont pas hostiles. En même temps, il reconnaît une certaine autonomie des appareils militaires qui ne sauraient se contenter d'accepter sans mot dire les décisions d'une présidence contestée.

Ainsi, après avoir redessiné l'organigramme ministériel et nommé ses responsables, Frondizi consulte les chefs militaires. Quelques jours avant le 1er mai, date de la passation des pouvoirs, et en présence du président sortant, le général Ossorio Arana, les amiraux Rojas et Hartung et le commodore Landaburú pour l'armée de l'air sont appelés à donner leur sentiment sur la création d'un Ministère de la défense coiffant des secrétariats aux trois armes, ainsi que sur le choix des officiers présentés pour occuper ces postes [29]. L'armée de terre et l'aviation expriment leur désaccord avec les décisions gouvernementales et adoptent une attitude de dia-

27. Cf. « La siderurgia en la Argentina », *Revista de la Escuela superior de guerra*, avril-juin 1960, p. 147-164.

28. D'après le colonel Rómulo Menéndez, « Las fuerzas armadas y la defensa nacional », art. cité, p. 14.

29. L'épisode nous a été rapporté par l'amiral Isaac Rojas pour souligner le « légalisme » de la marine. L'interprétation est de nous évidemment. Entretien cité avec l'amiral Rojas, 26 mai 1970.

logue et de pression vis-à-vis du président. La marine accepte sans discuter son nouveau secrétaire : en fait, elle refuse en bloc le président usurpateur et sa politique, et, partant, elle s'interdit le jeu de l'encerclement du président par des forces armées quasi autonomes, que proposent les deux autres armes. *Planteo* ou *golpe*, harcèlement « démocratique » ou putschisme obstiné : la marine semble pencher pour la deuxième voie. Quoi qu'il en soit, on sait d'entrée de jeu que le secrétaire à la Guerre, le général Solanas Pacheco, et le commodore Huerta, qui reçoit le portefeuille de l'armée de l'air, n'ont pas la confiance de leurs subordonnés.

Le délai de grâce accordé au nouveau président au lendemain de son investiture est de courte durée. Néanmoins, dans le discours programme qu'il prononce devant le Parlement le 1er mai, Arturo Frondizi adopte une attitude « civiliste », sereine et ferme pour s'adresser aux forces armées. Après leur avoir rendu hommage pour leur contribution au rétablissement de la démocratie, il poursuit : « La période révolutionnaire se termine aujourd'hui. Désormais, les forces armées ne décident plus. Ce sont les représentants du peuple qui prennent les décisions ... Les forces armées vont obéir aux élus du peuple ... revêtus de la seule force morale que leur donne leur investiture ... Les (militaires) ne délibèrent plus. C'est le peuple qui juge ses mandataires ». Frondizi a beau ajouter que « les forces armées sont au service de la nation et non du président », que « la politique partisane est bannie de leurs rangs » et que celles-ci, modernisées et bien équipées, seront « le bras qui donnera l'impulsion au développement national », ces propos à usage externe ne trompent pas les protagonistes de la vie politique. Ce déploiement de *wishfull thinking* ne modifie en rien les rapports de force. Ce n'est pas en présentant au Parlement un projet de loi d'hommage aux forces armées pour leur action politique que Arturo Frondizi peut se concilier les bonnes grâces des gorilles.

Ceux-ci, battus « déloyalement », selon eux, aux élections, ne se sont pas résignés pour autant. Au sein des partis « démocratiques », et notamment des radicaux du peuple privés d'une victoire qu'ils croyaient assurée, on envisage sérieusement, dès le mois de mai, le renversement du gouvernement. Le 11 mai, l'UCRP, dans une déclaration publique, lance l'offensive en direction des radicaux intransigeants « dévoyés » par Frondizi. « Ce gouvernement est le fruit d'une alliance de tendances moralement et doctrinalement opposées et contraires. Leur apparente coïncidence n'est pas la conséquence d'une identité permanente de leurs conceptions fondamentales mais d'une rencontre accidentelle en vue d'objectifs utilitaires. C'est pourquoi il est inévitable que tout ce qu'il y a de radical dans ce nouveau gouvernement rejoigne l'UCRP ».

Dès le 18 mai, des officiers des trois armes se réunissent au Centre naval autour du contre-amiral Rial pour « examiner la situation ». Ils prennent contact avec des hommes politiques civils, radicaux populaires

pour la plupart, qui ont derrière eux une redoutable expérience de conspirateur. Il s'agit de Zavala Ortíz, de Carlos Perette, et de Santiago Nudelman notamment [30].

Le 8 juillet, les indices d'une crise militaire grave apparaissent publiquement. Le banquet annuel de camaraderie, auquel traditionnellement assiste le président de la République, est annulé. La conspiration qui couve dans la marine, aggravée par une rivalité interarmes, est à l'origine de cet incident. Le vice-président du Centre naval, le contre-amiral Arturo Rial, devait prononcer un discours. Comme il est d'usage, il en soumet le texte à la présidence qui en refuse le contenu nettement oppositionnel et, considérant sa teneur comme un acte d'indiscipline, fait infliger à Rial huit jours d'arrêt. Comme l'armée de l'air, inquiète de l'achat d'un porte-avions par la marine, a décidé de ne pas assister au banquet de camaraderie, celui-ci ne peut pas avoir lieu. Retenons qu'à cette occasion le secrétaire d'Etat à l'Armée de l'air présente au ministre de la Défense un mémorandum dans lequel l'aviation s'oppose à l'achat d'un porte-avions, qui impliquerait une supériorité de la marine par rapport aux autres armes, supériorité qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences politiques.

L'incident du banquet de camaraderie n'est pas isolé. Il révèle une intense fermentation politique dont la marine est le centre. Les partisans d'Aramburu, dont la stratégie d'encerclement répudie le recours au coup d'Etat, s'efforcent de retenir les marins ultras. Le chef de la Maison militaire de l'ex-président, le capitaine de vaisseau Francisco Manrique, devenu directeur du Lycée naval, semble être l'homme d'Aramburu dans la marine. Le 4 juillet, il inaugure dans son établissement un cycle de conférences, données par des dirigeants politiques connus, sur le thème « La République et ses institutions » [31]. Dans son discours d'ouverture, il critique les civils qui font appel aux militaires à des fins politiques. Il dément les « conspirations et autres attitudes clandestines », et réclame une attitude militante autour du mot d'ordre que résume la voie moyenne du général Aramburu : « Ni tout accepter ni recourir à la force ». Quatre jours plus tard, il déclare en public : « Les forces armées ne veulent d'aucune révolution ». Ses supérieurs hiérarchiques lui infligent huit jours d'arrêt domiciliaire.

Face au « malaise » de la société militaire et aux « états d'âme » des

30. Cette version des faits a été publiée le 26 août 1958 par la revue frondiziste *Qué*. Elle est reproduite dans le livre publié quelques années plus tard par son ancien directeur, Mariano Montemayor, *Claves para entender a un gobierno*, Buenos Aires, Concordia, 1963, p. 183-184. Les hommes politiques dénoncés nièrent toute participation à des menées conspiratives. Mais outre que de simples « contacts » ne constituent pas un délit, la suite des événements, autant que le témoignage d'un homme clé de la tendance libérale, l'amiral Rojas, tendraient à confirmer ces assertions.

31. Crisólogo Larralde pour l'UCRP, Horacio Thedy pour le Parti démocrate progressiste, Palacios pour les socialistes, Ordóñez pour la démocratie chrétienne et Boffi représentant de l'UCRP. A remarquer que les quatre cinquièmes des orateurs sont des hommes de premier rang de l'opposition. « Un almuerzo en el Liceo naval », *La Nación*, 5 juillet 1958.

marins, le président entreprend de payer de sa personne pour rassurer les légions inquiètes. Il commence par lâcher du lest sur le plan strictement politique. Le 9 juillet, Frondizi prononce un message aux forces armées, radiodiffusé, dans lequel il prend nettement ses distances vis-à-vis de ses alliés d'hier, les péronistes. « L'Argentine, dit-il, ne pourra pas tolérer que les droits des minorités soient violés ... rien de ce que le pays a condamné ne reviendra ... ». Puis il entreprend une tournée des popotes. Il visite la 7e brigade aérienne à Morón (Buenos Aires) où il promet à l'armée de l'air que « les premières acquisitions de matériel de guerre seront pour (elle), dès que la situation économique le permettra ». Trois jours plus tard, il déjeune à bord du croiseur *General Belgrano*.

Pour Frondizi, il importe en effet de stabiliser au plus vite le front militaire afin de réaliser le programme *desarrollista*. Les premières mesures économiques donnent la priorité au développement pétrolier. Les contrats de service, signés discrètement et de « gré à gré » avec des compagnies, pour la plupart américaines, qui imposent des conditions sévères, ne tarderont pas à remuer une opinion sensible à l'argument pétrolier. Dans un premier temps, ce sont les concessions au péronisme qui vont émouvoir les partis d'opposition et l'armée. Quelques jours après le vote de la nouvelle loi syndicale inspirée de la législation justicialiste, l'UCRP publie une déclaration condamnant la politique néo-péroniste de la présidence et « notamment le rétablissement du monopole syndical qui engendrera la renaissance du totalitarisme et l'anarchie de la production ». Ce texte note au passage : « Le pays est traversé de rumeurs alarmantes. Le radicalisme ne souhaite pas de pronunciamientos, mais il est convaincu que c'est le gouvernement qui les provoque s'il n'écoute pas le pays » [32].

Le président n'écoute guère les offres plus ou moins sincères de collaboration dont est assortie cette déclaration. Il croit pouvoir redresser la situation dans le seul domaine militaire, en appuyant notamment des éléments antilibéraux, nationalistes ou lonardistes, voire en réintégrant des officiers non péronistes victimes des épurations gorilles en 1956-1957. La promotion au grade de lieutenant général de l'ancien commandant en chef, Francisco José Zerda, limogé et mis à la retraite d'office en novembre 1956, provoque une levée de boucliers mais ne donne lieu qu'à une crise mineure. Il en va tout différemment lorsque le président et son secrétaire d'Etat à l'Armée de l'air, passant, semble-t-il, par-dessus le commandant en chef de cette arme, tentent de réintégrer, au début de septembre, le commodore Krause mis à la retraite par le général Aramburu, avec l'intention de le nommer à un poste de commandement. La nomination de Krause et le remplacement des trois principaux

32. Déclaration de Crisólogo Larralde, président du comité directeur de l'UCRP, *La Nación*, 25 août 1958.

titulaires de l'Etat-major (commandant de la chasse, de la défense aérienne, des instituts) provoquent la rébellion des chefs d'unité. Les officiers opposés aux nominations communiquent par radio aux garnisons de province que le secrétaire Huerta a démissionné. Ils interdisent l'accès à l'Etat-major des nouveaux commandants, du secrétaire et du sous-secrétaire d'Etat. Les officiers indisciplinés sont arrêtés. D'autres, dont le commandant en chef, demandent à être mis à la retraite. Enfin, le 11 septembre, le commodore Huerta cède et démissionne. Le gouvernement, après avoir engagé l'épreuve de force, recule. Sa position en sort doublement affaiblie.

Le général Aramburu, appelé en consultation à la résidence présidentielle le 10 septembre, a été un des instigateurs de cette concession qui sape l'autorité gouvernementale. « L'arbitre » a marqué un point. Ses déclarations légalistes à la radio, à l'issue de la crise, prennent la forme d'un ultimatum. Le cercle de fer se referme un peu plus autour du président. « Le pays vit des moments d'incertitude, dit l'ancien chef de l'Etat, les rumeurs paralysent toutes les activités. Les esprits sont obsédés par les bruits de soulèvement militaire ». Mais des avertissements très clairs s'adressent au seul gouvernement. « Le peuple, dit Aramburu, a voté pour un parti politique, il s'inquiète de l'influence acquise par des hommes qui, pour être capables, n'en sont pas moins des inconnus ». L'attaque se concentre ainsi sur l'éminence grise, Frigerio, dont on commence à savoir qu'il a la charge des contacts avec les syndicats et les leaders péronistes, et qu'il n'est pas étranger à la négociation des contrats pétroliers : « Que le gouvernement conduise désormais les affaires du pays avec des hommes qui soient des républicains et des démocrates et qui constituent, par leurs antécédents, une solide garantie pour le pays ».

La crise de l'aéronautique a confirmé les soupçons des militaires hostiles au gouvernement ; elle ne les a pas évincés du commandement. Lors de la commémoration de la révolution de septembre 1955, le général de brigade aérienne, Medardo Gallardo Valdez, déclare publiquement : « Nous avons assisté avec stupeur la semaine dernière à une tentative de désintégration de l'aviation militaire. Des forces sinistres ont agi de manière négative en encourageant les divisions... ». Le climat est donc propice à l'offensive putschiste de l'opposition civile qui semble faire bon marché des institutions démocratiques qu'elle prétend défendre.

Ce même 16 septembre, M. Zavala Ortiz, de l'UCRP, n'y va pas par quatre chemins :

> « On ne peut pas toujours réchapper d'une dictature en marche, déclare-t-il. En revanche, lorsqu'on est à la veille de l'instauration d'une dictature, on peut s'en sortir ... C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de militaires ou de civils qui attendront demain pour venir nous dire que

nous sommes dans un Etat totalitaire ... Quant à la légalité qu'on nous demande de respecter, ce n'est que la légalité de l'incertitude. Qui, en effet, se sent en sécurité aujourd'hui ?... Le général, l'amiral savent-ils, par exemple, s'ils conserveront demain leur commandement ? »

Quelques jours plus tôt, le chef des radicaux populaires, à qui on demandait dans une interview radiophonique s'il était *golpista* ou *antigolpista,* avait répondu de manière ambiguë : « Ceux qui parlent de *golpismo* veulent avant tout discréditer la révolution comme droit naturel des sociétés ». Il n'est donc pas étonnant qu'un music-hall de Buenos Aires affiche « Un gorille à la cour du roi Arthur », et proclame dans sa publicité : « *No somos golpistas* ».

Tandis que les radicaux populaires et les amis d'Aramburu [33] s'inquiètent de l'existence d'un pacte secret— nié par le gouvernement — avec le « tyran en fuite », qui mènerait le pays à un « régime de type phalangiste », les organisations laïques manifestent massivement dans la rue leur hostilité à l'enseignement universitaire libre autorisé par le gouvernement. Le Dr Alfredo Palacios, vieux mousquetaire du socialisme et éternel « maître de la jeunesse », exige, à cette occasion, la démission du président. C'est dans ce contexte que survient l'affaire Gómez.

Le vice-président Alejandro Gómez, « simple instituteur de Berevebú », radical par tempérament, homme du parti et militant « intransigeant », est troublé par l'orientation politique du gouvernement qui tourne le dos à la charte d'Avellaneda. La place prise dans les allées du pouvoir par des nouveaux venus au passé « démocratique » douteux, et la désinvolture avec laquelle le président traite le parti qui l'a conduit au pouvoir enveniment les rapports entre un vice-président isolé et un président qui souhaite de ses collaborateurs une identité de vue parfaite. Une intempérance de langage habilement exploitée par le ministre de l'Intérieur Vítolo, une sympathie naïve pour les projets de réunification du radicalisme et de gouvernement d'unité nationale caressés par l'UCRP, il n'en faut pas plus dans le climat de l'heure pour provoquer la crise. Alejandro Gómez est accusé de comploter contre le président et de préparer un coup d'Etat, ou, du moins, d'être dans la confidence de militaires putschistes. Mais Frondizi profite de l'occasion pour reprendre en main le groupe parlementaire de l'UCRI et obtenir des militaires des déclarations de légalisme et de subordination. Alejandro Gómez, expulsé de l'UCRI, est forcé de démissionner. Le vice-président ne sera pas remplacé. La Constitution reste muette sur ce point. Le gouvernement ne sort pas renforcé de cette défenestration sans gloire.

En outre, l'agitation politique se greffe sur une situation économique

33. « Le gouvernement commettrait une trahison indigne s'il avait vraiment signé des pactes secrets, alors qu'il l'a nié à plusieurs reprises », déclare le général Aramburu après sa visite au président (*La Nación*, 11 septembre 1958).

et sociale peu brillante. Le quasi-blocage des salaires imposé par le gouvernement Aramburu, à partir de 1957, entraîne, au début de 1958, de nombreuses grèves salariales. Le nouveau gouvernement, eu égard à son programme et ses bases électorales, ne peut faire moins que décréter un rattrapage immédiat de la hausse des prix. Une augmentation générale des salaires de 60 % par rapport à février 1956 est ainsi décidée. Mais elle est immédiatement répercutée sur les prix et entraîne une vive reprise de l'inflation. L'indice du coût de la vie enregistre une hausse de 35 % entre mai et décembre 1958. L'incapacité des autorités à freiner aussi bien les augmentations des salaires que celles des prix entraîne un gonflement du déficit fiscal. Par ailleurs, le rééquipement du pays et l'ouverture aux capitaux étrangers provoquent une crise aiguë de la balance des paiements. Le gouvernement, qui souhaite conjurer la crise au plus vite, fait appel au Fonds monétaire international qui impose un plan de remise en ordre conforme à sa philosophie libérale orthodoxe [34].

Le patronat mécontent et inquiet des relents néo-péronistes de la nouvelle administration — partageant en cela le point de vue des partis « démocratiques » — applaudit seulement aux mesures d'austérité dictées par le FMI, « rectification totale de la politique suivie jusqu'alors », selon l'UIA, et conforme aux mesures toujours prônées par cette confédération patronale. Mais les travailleurs, frappés par l'inflation puis par l'austérité, réagissent vivement. Les grèves déferlent à partir du dernier trimestre 1958. Des conflits très durs frappent le secteur ferroviaire à plusieurs reprises : le gouvernement décrète la mobilisation des employés. La grève des « pétroliers » de la province de Mendoza, considérée comme politique (le Parti communiste, selon les milieux officiels, en avait fait son affaire), provoque une riposte gouvernementale très dure : l'implantation de l'état de siège qui met fin aux négociations entreprises. Cette mesure a pour conséquence indirecte la démission du « secrétaire des Relations sociales » de la présidence, chargé des contacts avec les syndicats, Rogelio Frigerio. Frigerio et ses collaborateurs souhaitaient, en effet, une politique plus conciliante [35].

C'est dans ce climat qu'est lancé, en décembre 1958, le plan de stabilisation, sur la base de recommandations du Fond monétaire inernational, dont le respect conditionne l'aide financière. La libération des changes va de pair avec une restriction vigoureuse du crédit. Une « politique des revenus » vise à freiner les augmentations de salaire du secteur public qui cesse, par ailleurs, de recruter du personnel. Le relèvement

34. Sur le plan de stabilisation et les « conseils » du FMI, voir Eschag (Eprime), Thorp (Rosemary), « Las políticas económicas ortodoxas de Perón a Guido (1953-1963). Consecuencias económicas y sociales » in Ferrer (Aldo) et al., *Los planes de estabilización en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1969, p. 64-131.

35. L'interprétation officielle (mais non publique) de la crise nous a été fournie par l'ancien sous-secrétaire d'Etat au Travail, Rubén A. Virué qui donne à cette occasion sa démission. Entretien de l'auteur avec R.A. Virué, 21 mai 1970.

des prix des services publics — prix purement politiques jusque-là — soulage le budget de l'Etat : les tarifs des chemins de fer augmentent de 60 %, le métro de Buenos Aires de 100 %, le pétrole de 200 %. Le taux de l'impôt sur le revenu est également relevé.

Cette politique d'austérité est la principale cause de la dépression économique que traverse le pays en 1959. La contraction de la demande entraîne une baisse de la production et de l'emploi. L'inflation, loin de reculer, atteint des sommets encore inédits en Argentine : 113,69 % en douze mois. Les revenus réels des travailleurs subissent une importante érosion. La politique de déflation entraîne de fait une redistribution des revenus en faveur du secteur rural favorisé par la dévaluation du peso. Tandis que la balance commerciale du pays se redresse, les salaires réels (1943 = 100) passent de l'indice 117,3, en 1958, à 93,1 en 1959[36]. La consommation de viande, excellent indice du niveau de vie populaire, tombe de 90 kg par tête, en 1958, à moins de 70 kg en 1959. Les grèves se multiplient : les journées de travail perdues, pour la seule capitale fédérale, dépassent 10 millions avec la participation de 1,4 million de travailleurs en douze mois. Les péronistes saisissent cette occasion pour relancer leur offensive contre un gouvernement « antipopulaire » qu'ils ont contribué à élire. Désormais, les *golpistas* ne seront pas seulement les nostalgiques de la *revolución libertadora*.

La rupture avec le péronisme : la capitulation devant les gorilles

Le plan d'austérité est le prétexte rêvé par les dirigeants péronistes pour mettre fin à la trêve accordée au gouvernement pour tenir ses engagements. Le front électoral se brise, alors que la politique gouvernementale se précise en se différenciant. Il faut un certain aveuglement aux opposants pour crier au crypto-péronisme face à une mutation qui tourne résolument le dos aux grands axes du justicialisme : indépendance nationale, dirigisme économique, populisme social. Le président Frondizi est le premier président argentin à se rendre en visite officielle aux Etats-Unis[37]. Le plan d'austérité permet à l'Argentine de recevoir 329 millions de dollars de crédit du Fonds monétaire et de l'Eximbank des Etats-Unis. Pour recréer la confiance des milieux financiers internationaux et attirer les investissements, les autorités économiques s'efforcent de réduire les dépenses d'Etat et de renforcer la libre entreprise. La

36. Les chiffres utilisés sont tirés de FIAT/OECEI, *25 años de la vida económica y financiera de la República Argentina*, Buenos Aires, Fiat, 1961, ainsi que Eschag (Eprime) et Throp (Rosemary), art. cité, p. 96 et Consejo federal de inversiones, *Programa conjunto para el desarrollo agropecurario e industrial*, 1962, p. 42.

37. Le président Frondizi se rend aux Etats-Unis, le 15 janvier 1959, en visite officielle. Le 18 octobre 1961 il rencontre Kennedy à Palm Beach sur sa demande, précise Pierre Salinger.

politique de rationalisation passe par la « dénationalisation » d'un certain nombre d'entreprises d'Etat généralement peu efficaces et mal gérées. Non seulement les entreprises réquisitionnées par le pouvoir péroniste sont rendues à leurs légitimes propriétaires (groupe Benberg), mais il en va de même des entreprises allemandes tombées sous le coup de la loi sur la propriété ennemie, en 1945, et passées sous contrôle public (Dirección nacional de industrias del Estado, DINIE). La privatisation entraîne des remous.

Les travailleurs des entreprises ainsi « dénationalisées » craignent pour leurs droits acquis. Péronistes ou influencés par les partis de gauche, ils sont hostiles à la « braderie », *entrega*, des biens collectifs aux capitaux privés surtout lorsqu'ils sont étrangers. Ainsi les ouvriers du Frigorífico nacional Lisandro de la Torre, au bord de la faillite, s'opposent à la vente de leur entreprise. Une grève avec occupation des lieux est décrétée. Elle dégénère en épreuve de force, car le gouvernement n'entend pas céder face aux ouvriers comme il le fait face aux militaires. En déclarant la grève illégale et en proclamant l'état de siège, Frondizi, qui fait appel à l'armée contre les grévistes pour les intimider, casse le mouvement. Une répression très dure suit cet épisode. De nombreuses arrestations sont effectuées dans les milieux syndicaux. Aux dires des responsables frondizistes, la grève « exemplaire » du Lisandro de la Torre était commandée depuis Montevideo par le délégué de Perón. Elle aurait fait partie d'un plan subversif d'ensemble destiné à faire « intervenir » l'armée [38].

Mais en faisant appel à l'armée pour maintenir l'ordre dans les entreprises, après avoir imposé la mobilisation des cheminots grévistes, Frondizi démontre la faiblesse de son assise sociale, et contracte une lourde dette envers les militaires. Pour la plupart, ceux-ci se résignent d'ailleurs mal à remplir le rôle de la police et à pallier les carences de l'action gouvernementale. Ils sont décidés à faire payer très cher l'aide fournie pour lutter contre les péronistes un à président élu grâce aux voix des partisans de l'ex-général Perón [39].

Le climat social se dégrade rapidement. Le moment est propice à une recrudescence de terrorisme. Les commandos de la « résistance » péroniste entendent démontrer qu'on ne peut pas éluder le problème du péronisme. La stratégie insurrectionnelle de l'ex-président vise moins à prendre le pouvoir qu'à montrer sa force en créant un climat d'insécu-

38. Selon l'ancien sous-secrétaire d'Etat au travail Rubén Virué, la grève aurait eu pour objectif accessoire d'empêcher Frondizi de se rendre aux Etats-Unis en visite officielle. C'est pourquoi il utilisa la manière forte contre les grévistes et plaça sous contrôle fédéral quatre grands syndicats « péronistes » parmi les plus combatifs.

39. Voir à ce sujet les réflexions du colonel Guevara nommé, en mars 1959, sous-chef de mobilisation du chemin de fer de San Martín, puis, lors d'une nouvelle grève, chef des départements du personnel et de la circulation, in Guevara (colonel Juan F.), *Argentina y su sombra*, Buenos Aires, s.e., 1970, p. 124-126.

rité peu favorable aux desseins des *desarrollistas*. De nombreuses bombes éclatent à Buenos Aires à partir de janvier 1959 ; ces attentats se produisent au moment où Fidel Castro entre à La Havane (coïncidence que d'aucuns sauront exploiter quelques mois plus tard). Certains y verront l'amorce d'un plan d'ensemble pour embraser le continent. L'impopularité du gouvernement devient chaque jour plus grande. Il apparaît de plus en plus comme le gouvernement des grands groupes industriels nationaux et étrangers. Le rationnement de la viande, imposé pour accroître les exportations, n'améliore pas son image.

Les conflits sociaux se font de plus en plus durs. Les grèves générales relaient les mouvements sectoriels. De véritables émeutes durement réprimées se produisent à Buenos Aires, en avril 1959. Le président dénonce les communistes (autres alliés d'hier) et expulse des diplomates russes. Mais le Parti communiste n'est pas interdit aux élections provinciales. Un léger renforcement de cette formation aux élections de Mendoza va même semer l'inquiétude dans les rangs des militaires.

Les élections de Mendoza marquent l'affaiblissement du parti au pouvoir et le mécontentement populaire. Tandis que l'UCRI seule obtenait, en 1957, 76 683 voix, elle n'en recueillie que 53 022, en avril 1959. Les vainqueurs de la consultation sont à la fois les conservateurs (démocrates de Mendoza) qui augmentent leur score de 51 %, et le PCA qui double ses voix (33 300, contre 14 897, en 1958, et 15 473 en 1957). De nombreuses voix péronistes se sont portées sur les candidats communistes, comme en témoigne le tassement des votes en blanc. *La Razón* du jour titre : « Les résultats de l'élection de Mendoza créent une profonde émotion dans tout le pays ».

Ces résultats inquiètent a fortiori l'armée. Le spectre du communisme renforce les rumeurs qui courent de garnison en garnison sur l'entourage du président et ses véritables desseins. C'est surtout la corruption et les scandales financiers qui émeuvent les légions. Des bruits de malversations et de concussion accompagnent tous les actes du gouvernement (notamment la signature des contrats pétroliers). Le goût du secret, dans lequel se complaisent, par habitude d'homme d'affaires autant que par nécessité politique, Frigerio et ceux qu'on appelle déjà les « frigéristes », contribue à faire craindre le pire. Les militaires n'hésitent pas à théoriser sur ce phénomène politico-moral et à l'intégrer dans leurs hypothèses de guerre. Le lieutenant-colonel Amieva Saravia écrit, en avril-juin 1959, dans la *Revista militar*, un article intitulé « Réflexion sur le communisme », où l'on peut lire : « Sans morale, il est impossible de vaincre le communisme ... Le communisme international n'ignore pas cela et il encourage l'entrée dans la fonction publique des démocraties, d'hommes incapables et malhonnêtes ». La ruse du communisme à l'égal des pièges du « malin » sont innombrables. Cet article, qui traduit une opinion répandue, a une portée politique énorme : il signifie tout simple-

ment que l'ennemi est à l'intérieur du gouvernement ; que la lutte contre le communisme passe par la lutte contre une partie au moins du personnel gouvernemental.

Le général Abrahín, secrétaire d'Etat à l'Armée de l'air, réunit le haut commandement de son arme pour apaiser les inquiétudes et défendre la politique du gouvernement. La présence dans les milieux gouvernementaux d'hommes discutables tant du point de vue des « capacités, de l'honnêteté, que de leur coloration idéologique », la concussion, « l'intervention des forces armées dans les conflits sociaux » restent les points litigieux. Les réponses du secrétaire d'Etat, qui souligne par ailleurs l'intérêt de la politique économique et pétrolière du gouvernement, sont autant de rappels à la discipline professionnelle : l'armée n'a pas à choisir les fonctionnaires, ni à se dérober aux servitudes de ses fonctions. Quant aux malversations, elles ne resteront pas impunies. Le représentant de l'armée de l'air au sein du cabinet y veillera.

Simultanément, le général Solanas Pacheco, secrétaire d'Etat à la Guerre, réunit les chefs de l'armée pour rectifier « une information déformée qui leur parvient par des voies non militaires ». Dans les mêmes termes que son homologue de l'armée de l'air, il traite des hauts fonctionnaires « discutables », des affaires louches dans les milieux gouvernementaux et de l'infiltration marxiste dans ces mêmes cercles. Il met en garde les officiers contre la politique qui ne doit entrer dans l'armée sous aucun prétexte et promet qu'il n'y aura pas de réincorporation.

En fait, une nouvelle crise politique est ouverte. Il n'y a pas de fumée sans feu. Les scandales financiers ne sont pas nés des cerveaux enfiévrés de spécialistes de la guerre psychologique [40]. La corruption est dénoncée de toute part : elle s'appliquerait aussi bien aux adjudications de marchés d'Etat, qu'aux négociations avec des responsables syndicaux [41]. Les militaires, suivant en cela l'opposition, dénoncent le pouvoir « parallèle » représenté par Frigerio, chargé, après sa première démission, de nouvelles fonctions para-ministérielles aussi vastes qu'imprécises. A la mi-mai, Frigerio démissionne pour la seconde fois. Il se démet de toutes ses fonctions officielles, y compris celle de conseiller de la présidence, afin, dit-il, « d'enlever une raison d'attaquer l'organisation constitutionnelle ». Sa lettre de démission dénonce aussi avec violence « la conjoncture économique dramatique et le chaos hérité de la période de soumission et de haine » antérieure à 1958.

40. Sans vouloir sous-estimer d'ailleurs l'intoxication répandue par les services spéciaux, la thèse de la « guerre psychologique » — arme politique destinée à affaiblir puis renverser Frondizi en orchestrant deux thèmes de propagande, le communisme et la corruption sans rapport avec la réalité — semble excessive. C'est la thèse officielle des frondizistes. Elle est développée dans Florit (Carlos A.), *op. cit.*

41. Les faits avancés par la commission d'enquête sur les contrats pétroliers ne sont pas tous réfutables. Le scandale Mazar Barnett, accusé d'escroquerie lors de son passage à la présidence du Banco de la nación, ne semble pas avoir été inventé de toutes pièces. Nous n'avons guère d'éléments d'appréciation sur le scandale des logements pour les mineurs de Rió Turbio, ni sur celui du froment, ni sur celui de la propriété de Pájaro Blanco dénoncés par l'opposition.

Le départ de Frigerio est précédé et suivi d'une vague de démissions ministérielles, touchant notamment le personnel politique extra-partisan, proche de l'ex-secrétaire de la présidence. Dès le 5 mai, la réorganisation des services présidentiels entraîne la mise à l'écart des frigéristes Smuckler et Ovidio Zavala, et la démission d'un des rares officiers sincèrement *desarrollista,* le colonel Guglialmelli. Le 13 et 14 mai, le général Uranga, lonardiste passé au frondizisme, démissionne de la direction des charbonnages, soupçonné de corruption. Trois secrétaires d'Etat, dont les départements sont accusés d'avoir couvert ou favorisé des malversations, donnent également leur démission : José Carlos Orfila quitte le secrétariat au commerce, Antonio López les finances, Alberto López Abuín les transports. Enfin, le ministre des Affaires étrangères et le secrétaire à l'agriculture suivent le même chemin.

Ces démissions en chaîne réclamées par les militaires — il s'agit des « fonctionnaires malhonnêtes à l'idéologie douteuse » devenus leur phobie permanente — n'apaisent pas pour autant les gorilles. Les dieux ont soif. Et chaque concession du président entraîne une nouvelle avancée du pouvoir militaire sur le pouvoir civil. Le remaniement ministériel coïncide avec une véritable rébellion militaire qui affecte la garnison de Córdoba. Son scénario est des plus significatifs.

Le secrétaire d'Etat à la Guerre relève de ses fonctions et met à la retraite d'office, au début du mois de mai, le commandement de la 4e division, le général Ernesto V. Cordes. Il est remplacé par le général Grotz. Face au « malaise » qui affecte les subordonnés du général limogé, le secrétaire d'Etat met en garde les cadres de l'armée contre « le sectarisme professionnel de ceux qui considèrent l'armée comme une fin en soi ». Le général Cordes est un homme de la *revolución libertadora,* lié aux milieux civils et militaires antipéronistes de Córdoba et de Buenos Aires. La garnison de Córdoba reste un bastion fidèle à l'esprit de la révolution de septembre. Aussi, sous prétexte d'un changement à la direction de l'Ecole de parachutistes, vingt officiers demandent leur mutation. A l'état de rébellion latente, le secrétaire d'Etat répond par l'arrestation de plusieurs officiers. L'utilisation de la troupe contre les cheminots et les employés de banque en grève à Córdoba met le feu aux poudres. Les chefs militaires de la garnison exigent la démission du sous-secrétaire à la Guerre, le colonel Manuel Reimundes, surnommé le « dragon vert ». Il est soupçonné de vouloir à la fois noyauter l'armée en l'épurant de ses éléments ultra-libéraux et jouer au colonel populaire [42]. Le 30 mai, Frondizi déclare : « Je ne crains pas le coup

42. Le Dragon vert est tantôt une loge militaire, tantôt le nom de ce colonel dont l'étoile monte rapidement à partir de l'affaire Gómez. La rumeur court que le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre a des contacts suivis avec les dirigeants syndicaux (ce n'est ni le premier ni le dernier militaire argentin à le faire), qu'il est étroitement lié avec le ministre de l'Intérieur, Vitolo, et le sous-secrétaire à la Défense, Bernardo Larroudé. Il n'en faut pas plus pour lui prêter des ambitions. Voir Montemayor (Mariano), *op. cit.*, p. 225. Ainsi que « Green Dragon and gorillas », *The*

d'Etat, d'ailleurs je n'y crois pas ». Mais le 18 juin, il livre Reimundes à l'ire des gorilles plutôt que de réprimer la rébellion de Córdoba. Loin d'apaiser les esprits, le recul du pouvoir les encourage à exiger d'avantage.

La situation devient carrément ubuesque avec l'entrée en scène de l'ancien ministre de la Guerre, Ossorio Arana. Celui-ci, prenant fait et cause pour les rebelles de Córdoba, émet des communiqués à l'adresse des garnisons de l'armée de terre les invitant à se solidariser avec les rebelles ! Lorsque le général Solanas Pacheco lui reproche publiquement le procédé, le lieutenant général et ex-ministre répond en justifiant les *planteos* et le « droit de remontrance » des militaires. « Face à votre décision, écrit l'ancien ministre dans une lettre ouverte au secrétaire d'Etat, de ne pas écouter les opinions des officiers supérieurs qui n'ont fait qu'accomplir leur devoir en vous exposant leurs préoccupations, j'ai décidé de mon propre chef d'exprimer ma solidarité avec eux, devant la situation ainsi créée ». Le général Ossorio Arana s'en prend également à son successeur auquel il reproche d'oublier son combat passé contre le péronisme : « Vous oubliez, dit-il, que ce gouvernement est constitué de créatures de la tyranie, de suppôts du dictateur, et d'agents du communisme international ». Accusant Solanas Pacheco de trahison, il lui jette à la face : « L'armée est détruite avec obstination et vous vous taisez ». Le lendemain de la publication de cette philippique, le secrétaire et le nouveau sous-secrétaire d'Etat à la Guerre démissionnent.

Mais les crises politico-militaires ne surviennent pas isolément. Elles s'enchaînent et se superposent, créant ainsi un climat de décomposition de l'autorité qui sape pernicieusement le pouvoir légal.

Afin de donner à l'armée un nouveau gage de bonne volonté, Frondizi nomme ministre de l'Economie, le 25 juin 1950, l'ex-lieutenant Alvaro Alsogaray. Cet homme d'affaires issu d'une famille d'officiers préside aux destinées du Parti civique indépendant ; il a obtenu 86 000 suffrages aux élections de 1957. « Ce fut un facteur de stabilisation politico-militaire », dira plus tard Arturo Frondizi[43]. Admirateur du Dr Ehrard et du « miracle allemand », A. Alsogaray subordonne le développement à la stabilité financière dans le cadre de « l'économie sociale de marché » chère à son inspirateur. Mais il a surtout une excellente image dans l'armée.

Pendant ce temps, l'armée de l'air et la marine bougent. Les chefs de la marine notamment manifestent leur mécontentement contre leur secré-

Economist, 26 septembre 1959. Le Parti communiste argentin, généralement précautionneux avec les rumeurs, surtout lorsqu'elles touchent à l'armée, reprend à son compte les accusations portées contre Reimundes dont il dénonce le nassérisme et qu'il compare à la fois à Perón et aux officiers irakiens. Voir Codovilla (Vitorio), *El plan Frondizi analizado a la luz de la situación internacional y nacional*, Informe rendido en la reunión del comité central del Partido comunista en los dias 10 y 11 de enero de 1959, Buenos Aires, Anteo, 1959, p. 59.

43. Luna (Félix), Frondizi (Arturo), *op. cit.*, p. 46.

taire d'Etat, le contre-amiral Rodolfo Estévez qui, sans consultation préalable, a assuré le gouvernement de l'appui de la marine. Les chefs de la marine exigent sa démission. Le scénario habituel se répète : les rebelles sont arrêtés et déférés devant un tribunal militaire ; les chefs de la marine réitèrent leurs exigences au président et demandent leur mise à la retraite ; le secrétaire d'Etat Estévez présente se démission qui est immédiatement acceptée. Une fois encore, Frondizi a lâché un de ses fidèles et il a composé avec les factieux.

Le jour même de la démission de l'amiral Estévez, le nouveau secrétaire d'Etat à la Guerre, le général Carlos Elbio Anaya, ancien ministre du régime militaire de 1943, qui a quitté l'armée active depuis près de vingt ans et se trouve donc à l'écart des querelles du moment, nomme commandant en chef le général Carlos Severo Toranzo Montero, fils d'un général yrigoyéniste de 1930. Le lendemain, le contre-amiral Gastón Clement est désigné secrétaire de la Marine. Les ultra-libéraux occupent désormais le devant de la scène militaire.

Le général Anaya, tiré de sa retraite pour rétablir la discipline, est un soldat professionnel qui se fait une très haute conception des grandeurs et servitudes de la vie militaire. Ayant combattu Perón dès 1943, il n'a de leçon à recevoir d'aucun antipéroniste. Mais il a fort à faire. Car Perón ne reste pas inactif ; pas plus que les partis « démocratiques », d'ailleurs. Perón, depuis la République Dominicaine, publie le texte du pacte secret qui le lie à Arturo Fondizi. Ce n'est pas une révélation. Mais cette confirmation éclatante atteint brutalement le prestige démocratique du président et la confiance que l'armée lui concédait. L'agitation antigouvernementale des militaires est relancée sur des bases nouvelles. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Intérieur, a beau déclarer que le texte est un faux, le président a beau niér (imprudemment) « devant Dieu et devant l'histoire » la paternité du pacte, personne n'ajoute foi à de telles défenses.

Le nouveau commandant en chef, plus proche d'Ossorio Arana que Solanas Pacheco, n'entend pas pour sa part dépolitiser l'armée. Ancien délégué à l'Interamerican Defense Board, le général Toranzo Montero est le type même du militaire marqué par la guerre froide. Son objectif principal semble être d'épurer l'armée des nationalistes et des partisans de Frondizi. Bien vite, un conflit de compétence l'oppose à l'inflexible secrétaire d'Etat, théoriquement son supérieur hiérarchique selon l'organigramme officiel. Comme le général Anaya s'était opposé à ce que les commandants de la 1re et de la 4e division soient relevés de leurs fonctions pour la simple raison qu'ils avaient la confiance du général Solanas Pacheco, l'affrontement suit. Le secrétaire d'Etat limoge le commandant en chef et nomme à sa place le général Pedro Castiñeiras. Quinze généraux en activité refusent la décision ministérielle. Ils le font savoir par radiogramme aux garnisons. Le général Anaya les fait mettre aux arrêts.

Il reçoit l'appui de la 1re, de la 2e et de la 3e division, de la cavalerie, et de la garnison de Bahía Blanca. Córdoba, au contraire, se rebelle aux côtés de l'ancien commandant en chef : la 4e division déclare n'avoir plus confiance dans le secrétaire d'Etat.

Fort de cet appui, le général Carlos S. Toranzo Montero, qui se considère investi d'une « mission » morale à laquelle il ne peut faillir, se barricade à l'Ecole des mécaniciens de Buenos Aires et s'auto-proclame commandant en chef, « afin, fait-il connaître, de rétablir la hiérarchie, le principe d'autorité et la discipline au sein de l'institution militaire, et sans aucune intention d'attenter contre l'ordre constitutionnel et l'obéissance due aux autorités de la République ». Ce putschisme respectueux semble pourtant avoir trop présumé de ses forces. Des tanks et des troupes sortent de Campo de Mayo en direction de l'Ecole de mécanique où commencent à arriver des civils prêts à combattre. L'aviation demande l'autorisation de bombarder le QG du chef rebelle. Dans cette situation dramatique, la décision repose sur les épaules du chef de l'Etat. Celui-ci choisit de capituler sans combattre. Il sacrifie son secrétaire d'Etat à la Guerre et les commandants d'unité loyalistes. La mutinerie paie. Toranzo Montero sera commandant en chef.

Cette décision du 3 septembre met un terme à toute apparence de légalité militaire. Le président qui « par peur de voir couler le sang »[44] a refusé d'imposer la discipline alors que le rapport des forces lui était favorable, perd la confiance des officiers loyaux et « professionnalistes ». Les antifrondizistes les plus déterminés reprocheront même au président d'avoir, en refusant la répression, tenté de dissoudre l'unité de l'armée, la hiérarchie militaire, et contribué ainsi à affaiblir l'appareil défensif[45] pour le plus grand bien de la subversion communiste. La perversité intrinsèque du président n'est, selon eux, jamais à court : qu'il réprime l'antipéronisme ou lui cède, le résultat est toujours pervers.

En dépit des déclarations euphémiques d'Alvaro Alsogaray pour qui la crise « a établi la suprématie du pouvoir civil », les rapports entre celui-ci et le pouvoir militaire sortent transformés de cet épisode sans gloire. Toranzo Montero, rétabli dans ses fonctions, confirme le président dans les siennes ! « Il ne s'agit pas d'un pronunciamiento politique, dit-il à la presse. Nous n'aspirons pas au pouvoir ... Le pays a besoin que le président reste à son poste ». Un nouveau secrétaire d'Etat est nommé sur présentation du commandant en chef. Le général Larcher, nouveau titulaire de ce portefeuille, s'empresse de préciser : « Le commandant en chef et moi, nous sommes amis depuis plus de trente ans ». Un remaniement de l'Etat-major a lieu. Les généraux signataires du télégramme de solidarité avec Carlos S. Toranzo Montero sont presque tous

44. Cette phrase est tirée du mémorandum que nous a remis le général Carlos Anaya, p. 6.

45. Cf. Quinterno (Carlos Alberto), *Historia reciente. La crísis política argentina entre 1955 y 1966*, Buenos Aires, Huemul, 1970, p. 83.

promus à des postes de premier plan. La garnison de Campo de Mayo et surtout la division blindée loyaliste seront désormais étroitement contrôlées.

L'armée et la subversion ou la lutte révolutionnaire contre le gouvernement légal

Les gorilles ont l'armée en main. Loyalistes et frondizistes ont été lâchés par le président. Une nouvelle période s'ouvre, marquée par le proconsulat indiscret d'un homme, le commandant en chef et les soubresauts d'une armée en proie aux factions. Le général Carlos S. Toranzo Montero élargit ses attributions à l'ensemble du domaine politique. Mais celui qu'un journal de droite qualifiera d'« Hamlet putschiste »[46] se refuse à prendre un pouvoir chancelant. Par principe, il s'oppose à l'instauration d'une dictature militaire aux lendemains imprévisibles. Démocrate ou croyant l'être, farouche adversaire de la « tyrannie », le général Carlos Toranzo Montero considère « qu'une nouvelle dictature militaire discréditerait le pays du point de vue moral, politique et économique. Le pays ne pourrait éviter la paralysie et ce serait le désastre ... Cette situation ne manquerait pas d'entraîner le retour en force des masses exaltées et une situation analogue à celle de Cuba »[47]. Par crainte du « communisme » donc, le général libéral joue au chat et à la souris avec le président. Si les moyens sont empiriques, les objectifs des ultra-libéraux sont très nettement cernés. Dans une déclaration de caractère « réservé », prononcée devant les généraux, en juin 1960, le commandant en chef les précise. En premier lieu, il s'agit de permettre à l'armée de « poursuivre les fins de la révolution libératrice ». « La couleur actuelle de l'armée, précise le commandant en chef, grâce aux nominations et aux mutations, est la même qu'à l'issue de la Révolution ». Le péronisme est considéré comme un « conglomérat de délinquants » aux visées totalitaires. « Le gouvernement national, au moyen de son orientation initiale " intégrationniste ", a encouragé les appétits des péronistes. Cette ligne a été abandonnée sous la pression des forces armées ». Mais « la récupération nationale » est difficile car le péronisme est devenu désormais subversif. Il pratique le terrorisme que l'armée doit réprimer avec fermeté sous peine d'ouvrir la porte au « communisme ». Les élections sont fâcheuses pour la « reconstruction » du pays encore en convalescence, mais on n'y peut rien. D'où une vigilance de tous les instants, qui se traduit dans les faits par la présentation de mémorandums exigeant telle ou telle mesure politique, d'ultimatums, de *planteos* multiformes.

46. « To golpe or not to golpe », *El Príncipe*, mai 1961.
47. *La Nación*, 29 juin 1960.

Sous la direction du général Carlos S. Toranzo Montero, l'armée envisage de lutter activement contre « tous les totalitarismes ». Une mentalité maccarthiste envahit les comportements d'organismes militaires en quête d'un rôle éminent : l'hypertrophie des services de renseignements constatée sous la *libertadora* n'est pas passagère. L'organe crée la fonction. Les militaires exigent tout d'abord de suppléer les autorités civiles dans la répression du terrorisme et des menées subversives. L'armée n'hésite pas à mettre le pouvoir civil en accusation. Des reproches de mansuétude excessive, on passe rapidement aux accusations de tolérance coupable voire de complicité. La subversion est au pouvoir.

Les attaques sont si vives d'ailleurs que le président devra prononcer, en novembre 1960, un discours largement diffusé, rejetant les accusations de communisme qui pèsent sur lui. Il ne manquera pas au passage d'ailleurs, sans doute pour satisfaire les « facteurs du pouvoir », d'alimenter lui-même la croyance en « un danger communiste » omniprésent. En rejetant, notamment sur le Parti communiste, la grève très dure du Frigorífico Lisandro de la Torre, en janvier 1959, il entretient la confusion entre péronistes et communistes [48].

Les empiétements du pouvoir militaire sur le pouvoir civil sont particulièrement spectaculaires au niveau provincial. C'est, en effet, dans deux provinces septentrionales qu'on note l'apparition de foyers terroristes. Dans la province subtropicale sucrière de Tucumán, un foyer de guérilla rurale tente vainement de s'implanter, tandis que des commandos de saboteurs frappent le cœur industriel de Córdoba. Le gouvernement central, pour satisfaire les forces armées, met en application le plan antisubversif Conintes (contre les « commotions internes de l'Etat », sorte d'état d'urgence) qui donne d'amples pouvoirs aux commandants d'unités. Ceux-ci vont enfin pouvoir mettre en application directe leurs manœuvres antiguérilla. Mais les militaires ont beau proclamer, comme dans toute lutte antisubversive, que « le pays est en guerre », l'autonomie des autorités provinciales et l'indépendance de la magistrature subsistent. L'Argentine n'en reste pas moins en état de droit ; d'où de multiples conflits avec le pouvoir civil et des querelles de compétence entre la justice ordinaire et la justice militaire.

A Tucumán, c'est le secrétaire à la Guerre lui-même qui accuse le gouverneur UCRI, Celestino Gelsi, de n'avoir pas réagi avec assez d'énergie contre les guérilleros du « commandant Uturunco » [49]. Le gouverneur répond très vivement que l'impéritie de l'armée, qui s'est laissé voler du matériel de guerre, est en cause ; et que fusiller des « gamins de

48. Frondizi (Arturo), *El gobierno y el comunismo*, Buenos Aires, Presidencia de la nación, 1960, p. 9.

49. La seule étude documentée sur cette tentative de guérilla est à notre connaissance celle parue dans *El Obrero*, décembre 1963-février 1964, p. 33-48 sous la signature d'Emilio Morales et le titre « UTURUNCO y la guerrillas en la Argentina ».

16 à 18 ans » trompés par quelques meneurs péronistes en fuite n'a rien de glorieux.[50] L'affaire ne va pas plus loin qu'une interpellation parlementaire en février 1960.

Il en va différemment à Córdoba où le sabotage industriel a provoqué des dégats considérables et même des morts. Le rapport Conintes du commandant en chef sur la répression du terrorisme à Córdoba, largement diffusé, porte de très graves accusations contre le gouverneur, membre de l'UCRI, Zanichelli : « Non seulement la complicité (du gouvernement de Córdoba) est patente. Mais, en outre, dans des circonstances antérieures, le gouvernement a accordé son appui et sa contribution à l'organisation, l'équipement et l'armement de groupes terroristes, et justifié cette attitude par la défense des institutions provinciales contre un prétendu coup d'Etat militaire en préparation ». En effet, à Córdoba, l'affrontement très dur entre le pouvoir judiciaire et l'armée se double d'un règlement de compte local. Les juges refusent de transférer les inculpés de terrorisme aux autorités militaires. L'armée occupe les prisons et réquisitionne les gardiens. Le gouverneur, soutenu par son parti, proteste. Les militaires révèlent alors qu'un des terroristes (péroniste) en fuite a eu des contacts avec le gouverneur en 1958 et que les armes utilisées proviennent du gouvernement. En septembre 1958, le gouverneur élu tenta de remanier le commandement de la police et d'en limoger les chefs « gorilles » détachés de l'armée. La police se rebella en faisant grève. Les autorités élues organisèrent, pour faire face à toute éventualité, des milices discrètement armées où figuraient certains éléments péronistes. L'affaire s'apaisa mais rien ne fut oublié. D'ailleurs, en attaquant la collusion d'un gouverneur frondiziste avec des péronistes partisans de l'action violente, c'est l'alliance électorale « antidémocratique » du président que l'armée met en cause.

En dépit des droits du pouvoir judiciaire reconnus par la Cour suprême, le président, face à cette épreuve de force, prend le parti... des militaires contre ses propres partisans. Il décide, à la demande des militaires, de destituer les autorités légales et de placer la province sous contrôle fédéral, *intervención*. Il faut tout le poids de la présidence pour que le groupe parlementaire UCRI accepte, la mort dans l'âme, de voter par discipline l'*intervención*. Les attendus embarrassés en témoignent, qui manifestent la solidarité parlementaire avec Zanichelli et l'appui dû au président. Après avoir jeté aux gorilles ses généraux, le président, au nom des intérêts supérieurs du *desarrollo*, leur livre les gouverneurs. Les mini-coups d'Etat taraudent la légalité et sapent le pouvoir présidentiel. La consigne est de durer pour appliquer le programme économique. Cependant l'anarchie militaire s'étend. L'obsession subversive du haut commandement n'empêche pas la subversion en uniforme de se manifes-

50. *La Nación*, 19 février 1960.

ter. Un putchisme tous azimuts fait son apparition. A la conspiration permanente et institutionnelle, s'ajoutent les conspirations ambulantes et spontanées de généraux isolés.

Le 12 juin, dans la somnolente province de San Luis, une unité se soulève et arrête le gouverneur. Le général (à la retraite) Fortunato Giovannoni est à la tête de ce pronunciamiento. Il fait lire à la radio locale une proclamation enflammée qui dénonce, entre autres, « la pourriture qui menace d'anéantir les dernières réserves morales de la société argentine ... Le réseau de fonctionnaires marxistes infiltrés dans le gouvernement, protégé par l'équipe trotskyste que dirige personnellement Frondizi ... et visant à instaurer une République populaire marxiste ». Cette proclamation, peu suivie par les effectifs militaires de la garnison, est appuyée par de nombreux éléments civils et notamment des adhérents de l'UCRP, ce qui place ce parti dans une position délicate[51]. Ce soulèvement d'opérette ne met guère en danger, il est vrai, les pouvoirs constitutionnels.

Six mois après cette équipée archaïque, c'est un général péroniste qui tente un coup de force à Rosario. Une cinquantaine d'hommes attaquent, avec la complicité des sous-officiers, le 11e régiment d'infanterie. La fusillade dure plusieurs heures et fait quatre morts (dont le colonel péroniste à la retraite, Julio Barredo) et de nombreux blessés. La tête de cette tentative insurrectionnelle ratée est le général Iñiguez qui prend la fuite. Une attaque simultanée de l'arsenal San Lorenzo à Puerto Borghi n'a pas de suite. Le bastion péroniste de Rosario ne répond pas. Les ouvriers du Frigorífico Swift, proche de la caserne du 11e d'infanterie, ne bougent pas. Le président profite de l'incident pour fustiger « ceux qui agressent la liberté et veulent rétablir la tyrannie ». Ce moyen peu coûteux de se faire décerner un brevet d'antipéronisme est d'autant plus nécessaire qu'en vertu des promesses faites et de la restauration du monopole syndical de la CGT, la centrale ouvrière doit être rendue à ses représentants élus, donc péronistes, à la fin de 1960 ; et qu'à cette occasion une grave crise a éclaté entre la présidence et le commandant en chef, au début du mois d'octobre.

Le détonateur de la crise est comme toujours le problème épineux des relations entre le commandant en chef, le secrétaire d'Etat à la Guerre et le gouvernement. Tout commence avec des critiques exprimées par l'Etat-major sur l'orientation de la politique pétrolière. Le général Charpy, représentant de l'armée de terre à la Régie des pétroles (YPF), présente à une réunion de généraux un mémorandum sur la nécessité, pour des raisons stratégiques, de réserver l'exploitation du flanc sud de Comodoro Rivadavia à l'entreprise publique ou à des sociétés nationa-

51. Le comité départemental de l'UCRP désavoue les adhérents de ce parti ayant participé à la rébellion. Cf. *La Nación*, 14 juin 1960.

les. C'est un problème technico-professionnel qui ne semble pas mettre en cause, sinon par la bande, la signature de contrats pétroliers avec des entreprises étrangères.

En fait, un mémorandum est envoyé au président. C'est un *planteo*. Or, le général Larcher, secrétaire d'Etat, après une réunion avec les généraux, déclare que le représentant de l'armée à la Régie des pétroles est d'accord avec le plan pétrolier, que le problème est du domaine de l'administration de l'entreprise d'Etat et que les contrats ne sont pas en cause. En un mot, l'ami de Toranzo Montero prend, comme ses fonctions l'y invitent et conformément aux exigences de la solidarité gouvernementale, la défense de la politique présidentielle. Il est aussitôt désavoué par ses pairs. La crise est ouverte. Le général Larcher présente sa démission. Le scénario habituel se répète. Le général Aramburu se rend auprès de Frondizi pour examiner la situation, glisse à l'oreille des journalistes des critiques accablantes contre le pouvoir. Les réunions de militaires se multiplient. Les communiqués aussi et notamment en provenance de l'YPF. Le secrétaire d'Etat a eu beau lancer, dès le début de la crise, des apaisements, le flanc sud sera réservé à l'YPF ; le prétexte est déjà oublié. Les généraux délibèrent. Tous les aspects de la politique gouvernementale sont passés au crible, principalement les problèmes du péronisme et du communisme. Les « frigéristes » (« ceux qui négocient au nom du gouvernement sans en faire partie ») sont cloués au pilori. La loi sur les associations professionnelles est prise à partie.

Un *planteo* interarmes sort de ces conclaves. Chaque service présente au président, lors d'une réunion du « cabinet militaire », un mémorandum sur l'actualité politique. Le service de presse de la présidence communique que « le président a examiné les suggestions *(sic)* que les militaires lui ont fait tenir » et qui constituent « une précieuse contribution a la solution des problèmes en cours ». Comme preuve de bonne volonté, le pouvoir exécutif condamne une fois de plus « l'instauration du totalitarisme qu'il soit communiste ou péroniste ». Il condamne également, ne reculant devant aucun sacrifice, sa propre politique telle que la voient les Etats-majors : « (Le pouvoir exécutif) s'opposera à toute activité politique qui, sous couleur d'amalgame ou d'intégration dans un parti démocratique, tenterait de restaurer le régime despotique ou de poursuivre les objectifs ou les desseins destructeurs du communisme international ». Faute avouée...

Il est vrai que la pression est plus forte que jamais. Le 12 octobre, Frondizi lance un pathétique appel au peuple : « Jamais je ne démissionnerai », dit-il, sous la pression « d'un minuscule secteur qui conspire » et représente les « mêmes intérêts que ceux qui ont renversé Yrigoyen en 1920 ». Frondizi réaffirme son programme économique et se défend une fois de plus d'être communiste en arguant des lois sur l'enseignement privé, sur les investissements étrangers et des contrats pour l'exploitation

privée du pétrole. Le lendemain, dix-sept généraux demandent leur mise à la retraite. La presse rend compte du mémorandum en sept points du commandant en chef de l'armée de terre qui demande, entre autres, l'expulsion des frigéristes et péronistes du gouvernement et la révision de la loi syndicale. Frondizi riposte en publiant la version dactylographiée de la réunion qu'il a eue avec les généraux et en laissant filtrer le texte de la démission du général Larcher. Le prestige du commandant en chef est sérieusement entamé : le général Larcher dénonce les attitudes de celui-ci, « proche de l'irresponsabilité ». Il précise : « Nous nous trouvons en présence d'un officier supérieur qui aspire au rôle de dictateur, que ce soit par vocation personnelle ou comme instrument d'une camarilla ... aux ambitions inavouables ». Le mémorandum, ajoute le général Larcher, était « excessif, doctrinaire, inacceptable et destiné à être rejeté, créant ainsi les conditions d'un coup d'Etat ». La démission du général Larcher est enfin acceptée... mais ses termes en sont refusés pour leur caractère insultant. Il est soumis a un tribunal d'honneur. Le général Carlos S. Toranzo Montero l'emporte donc une fois de plus, mais pour peu de temps.

Le général Toranzo Montero est victime de l'*hubris.* Victorieux dans la crise du 12 octobre, il pousse son avantage. En institutionalisant, le *planteo*, le haut Etat-major s'érige en censeur permanent des actes du gouvernement, en une sorte d'organe de contrôle parallèle (mais supérieur) au Parlement. Ainsi, l'armée dresse la liste des fonctionnaires soupçonnés de « communisme » et la communique à l'exécutif pour qu'il les destitue. Une commission ad hoc est formée au Ministère de la défense nationale pour centraliser les informations concernant la « pénétration communiste ». En outre, le commandant en chef prétend donner une couleur politique homogène à l'armée de terre : il déplace, limoge les officiers supérieurs qui lui déplaisent. L'arrestation d'un général professionnellement intouchable met le général Toranzo Montero en porte-à-faux. Les généraux ne le suivent pas. Le secrétaire d'Etat refuse les injonctions disciplinaires du commandant en chef dont il est le supérieur hiérarchique. Celui-ci démissionne. Il n'est pas suivi. Les officiers sont las d'un activisme très éloigné de la vie professionnelle : Toranzo Montero « fait de la politique », ce qui est toujours mal vu dans l'armée ; il n'a sans doute pas su donner à ses interventions la nécessaire justification professionnelle.

Deux jours après sa démission, le 25 mars 1961, l'ex-commandant en chef fait publier une lettre ouverte au général Rosendo M. Fraga, secrétaire à la Guerre depuis la démission du général Larcher, très significative sur les rapports entre l'armée et le pouvoir civil. Après avoir rappelé les dangers qui guettent le pays et la ligne politique qu'il a tenté d'imposer, le général Toranzo Montero attaque personnellement le général Fraga : « C'est sur ma proposition que vous êtes entré au cabinet, vous

aviez auparavant contracté l'engagement implicite de lutter au sein du gouvernement pour obtenir l'application des propositions que je présentais ». Au regard de cette conception inversée des relations entre le ministre et ses subordonnés, le « représentant » présumé de l'armée au ministère n'a pas été fidèle à ses engagements. L'ex-commandant en chef est fondé à lui reprocher la tiédeur de son action politique en vue de « faire pression » sur le gouvernement (comme l'écrit Toranzo Montero) pour restaurer les idéaux de la *revolución libertadora.*

La démission du commandant en chef est une victoire pour le gouvernement. Elle est ressentie comme telle par l'opposition ultra. Des organisations para-politiques antipéronistes appuient le général.[52] Les félicitations adressés à celui-ci par l'amiral Rojas, ex-vice-président, prouvent l'étendue du revers subi. Rojas qualifie le régime d'« agent dissimulé mais complaisant de la pénétration accélérée du communisme et facteur agglutinant des deux totalitarismes ». Il demande aux Argentins (civils ou militaires ?) de ne pas se « laisser tromper par un légalisme frelaté très éloigné d'une véritable démocratie »[53]. En fait, le pessimisme des opposants de l'extrême libéralisme n'est pas de mise. Le nouveau commandant en chef, le général Poggi, passe pour n'être pas idéologiquement éloigné du général Toranzo Montero. D'autre part, la crise cubaine et les relations inter-américaines fournissent aux putschistes et à l'opposition en général les moyens d'une offensive antigouvernementale particulièrement nourrie, ce qui vient contrebalancer le renforcement relatif de l'autorité gouvernementale, conséquence des succès de l'UCRI, aux élections partielles d'avril 1961, dans les provinces de Catamarca, Santiago del Estero, San Luis, Misiones et surtout Santa Fe. Ce « rétablissement » électoral, inattendu pour beaucoup, permet d'ailleurs de donner congé au super-ministre Alsogaray, devenu aussi encombrant que parfaitement impopulaire.

La crise cubaine contre le pouvoir constitutionnel

La rupture entre les Etats-Unis et Cuba et le rapprochement de Fidel Castro avec Moscou deviennent bien vite des données de la politique intérieure argentine, en raison de la volonté du président Frondizi de pratiquer une diplomatie active, en raison également de la politique interventionniste des Etats-Unis, surtout sous Kennedy. C'est sous son impulsion, en effet, que se produit le grand tournant du dispositif militaire inter-américain et la conversion des armées nationales à la contre-guérilla[54]. Les pressions sur les gouvernements du sous-continent pour

52. Comme le Movimiento cívico revolucionario ou le Frente de entidades democráticas.

53. *La Nación*, 2 avril 1961.

54. Semidei (Manuela), « Trente ans de politique extérieure des Etats-Unis (1944-1974). Quelques livres récents », *Revue française de science politique*, octobre 1974, p. 1069.

leur faire adopter les mesures souhaitées par Washington contre Cuba prennent, sous sa présidence, des formes aussi diverses que multiples.

En Argentine, l'ambassadeur des Etats-Unis, Roy Rubottom, fait litière de la réserve diplomatique et du principe de non-immixtion dans les affaires intérieures. Il s'engage dans les luttes des factions militaires et des services. C'est ainsi qu'il aurait recommandé à son gouvernement de refuser la vente d'avions de fabrication nord-américaine à l'armée de l'air argentine dont la couleur idéologique ne lui mérite pas une absolue confiance ! Frondizi dira de lui : « Il conspirait contre moi avec la marine »[55]. L'armée de l'air demandera son retrait. Kennedy accepta, à la demande du président argentin, de changer l'ambassade du titulaire. Il semble cependant que la mission militaire américaine et certains services de l'ambassade aient poursuivi, avec plus de discrétion il est vrai, la politique Roy Rubottom.

L'affaire cubaine commence en Argentine avec la réunion des chancelliers de l'OEA au Costa Rica, en août 1960. A cette occasion, le président Frondizi, outre les directives concernant le thème même de la réunion (les « menaces extra-continentales »), demande à la délégation d'appeler l'attention des Etats-Unis sur les problèmes du développement et d'une éventuelle aide américaine aux nations du continent. D'un côté, la chancellerie argentine avait l'ordre de condamner « le communisme international », de l'autre, les conseillers économiques devraient, conformément à la doctrine *desarrollista*, s'efforcer de montrer la relation directe entre la subversion et la pauvreté, entre la révolution et le sous-développement. Pour Frondizi et Frigerio, il ne fait aucun doute que la lutte la plus efficace contre le communisme passe par la création d'économies modernes et prospères. Les frondizistes sont partisans avant terme de l'Alliance pour le progrès.

Il n'en faut pas plus pour que l'opposition s'émeuve ou parle de doubles instructions, et le défenseur de l'aspect économique du problème étant un frigériste (le ministre Arnaldo Musich), le spectre du « gouvernement parallèle » vient raviver les accusations de duplicité. La présence à Panama, à une réunion militaire inter-américaine, du général Toranzo Montero, commandant en chef de l'armée de terre à l'époque, contribue à dramatiser le problème. Le commandant en chef s'oppose en effet aux « instructions » d'ordre économique et, sans y être invité, appuie fermement une position de solidarité anticommuniste avec le Département d'Etat. A son retour à Buenos Aires, il présente un mémorandum sur la question qui jouera un certain rôle dans le *planteo* du 12 octobre 1960.

Poursuivant sa « politique extérieure au service du développement » et voyant sans doute le danger de la guerre froide installée pour long-

55. Selon les propos que le président Frondizi aurait tenus en 1963 devant le journaliste Gregorio Selser, voir son article : « ¿ Argentina, para qué sirven las misiones militares ? », *Marcha* (Montevideo), 11 janvier 1974.

temps sur le continent, Arturo Frondizi propose ses « bons offices » à Cuba et aux Etats-Unis pour régler leurs différends en mars 1961. Les deux pays intéressés rejettent vertement la bonne volonté argentine. Mais l'opposition en prend prétexte pour accuser le gouvernement « de protéger Cuba », pays communiste.

Les confirmations ne tardent pas. Dans le climat hypertendu du mois d'avril 1961, quelques jours après l'échec du débarquement contre-révolutionnaire de Playa Girón à Cuba, le président Frondizi signe à Uruguayana un traité d'amitié et de consultation avec le nouveau (et éphémère) président brésilien, Quadros. C'est une nouvelle levée de boucliers bien que le texte mentionne « l'appartenance au monde occidental américain et chrétien » des deux pays. On reproche à l'Argentine de se mettre à « la traîne du Brésil » au moment où celui-ci s'oriente vers le neutralisme, c'est-à-dire, selon ses détracteurs, vers le bloc afroasiatique qui tourne le dos à l'Occident [56]. On révèle également quelques mois plus tard que c'est le gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul qui a joué un rôle prépondérant dans la signature. Il s'agit du beau-frère du futur président Goulart, Lionel Brizzola, auquel on attribue déjà des idées avancées, voire « communisantes » [57]. Il n'en fallait pas plus. Néanmoins, Frondizi alla bien plus loin en recevant clandestinement, en août 1961, au Palais présidentiel, avec le feu vert américain il est vrai [58], l'Argentin Ernesto « Che » Guevara, ministre de l'Industrie de Cuba, véritable provocation à l'égard des militaires qui donne lieu à une tentative de soulèvement armé vite étouffée mais accroît le malaise et l'irritation des croisés de la guerre froide.

Les militaires réagissent, en effet, avec une sensibilité d'écorché vif face au « castrisme ». Non que des foyers guérilla ou des actions subversives menacent la société argentine ; la situation est tenue en main ; le pays est dans l'ensemble plus calme qu'en 1959. Mais la référence castriste, par l'enthousiasme que son prestige romantique soulève dans la jeunesse, chez les étudiants en particulier et même dans certains secteurs péronistes, est omniprésente. Certains partis traditionnels, même peu révolutionnaires, l'adoptent pour se refaire une santé. C'est ainsi qu'en février 1961 le très libéral Alfredo Palacios, vétéran de la social-démocratie argentine, est porté au Sénat dans sa circonscription de la capitale fédérale, en faisant une campagne ouvertement pro-castriste d'un grand retentissement. Le Parti communiste lance une active campagne de solidarité avec le nouveau régime cubain, et quiconque soutient publiquement une politique amicale à l'égard de La Havane reçoit son appui électoral le cas échéant.

56. « La cancillería a la deriva », *El Príncipe*, septembre 1961.

57. Comme le dénonce au Congrès le député Camet quelques mois après l'entrevue, cf. Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *op. cit.*, p. 237.

58. Selon la déclaration de l'ex-président Frondizi au journal italien *Il Giorno* (Milan), le 15 février 1968.

Mais c'est bien évidemment sur le front de la politique étrangère que se situe la lutte politique la plus vive autour du problème cubain. Les Etats-Unis souhaitent que des sanctions soient prises contre La Havane et que Cuba soit exclu de la communauté inter-américaine. Plusieurs pays, dont l'Argentine, renâclent face à ce diktat, au nom des principes de la non-intervention et du droit des peuples à se déterminer eux-mêmes. La diplomatie nord-américaine va utiliser tous les moyens de pression pour provoquer une réunion des ministres de l'OEA et un vote dans le sens souhaité. Dans cette tâche, les Etats-majors nationaux, qui ont adopté une conception internationaliste et « occidentale » de leur fonction, et se considèrent au « service du monde libre », sont un relais interne d'une redoutable efficacité pour infléchir les politiques gouvernementales [59].

Il en va bien ainsi en Argentine où tous les coups semblent permis contre le gouvernement dans un climat de guerre froide où individus louches et agents de renseignement étrangers complotent de concert avec des militaires à l'honneur chatouilleux.

En octobre 1961, un exilé cubain, Frank Díaz Silveira, présente à la presse la photocopie de quatre-vingt-deux notes diplomatiques confidentielles de la chancellerie cubaine adressée au chargé d'affaires cubain à Buenos Aires. Ces notes, écrites « en clair », font état de contacts avec des hauts fonctionnaires du Ministère argentin des affaires étrangères, émettent des jugements sur les personnels militaires et les chefs de l'armée et donnent l'impression que Cuba conspire pour renverser le gouvernement argentin ! « Ceci, écrit le correspondant de *La Nación* à New York, devrait induire l'Argentine et peut-être la majorité des pays de l'hémisphère à rompre avec La Havane » [60]. Le procédé est assez grossier et les textes semblent rédigés par des propagandistes spécialisés dans l'anticommunisme [61]. Le gouvernement a beau jeu de déjouer la manœuvre. Il accepte d'examiner les originaux qu'il demande aux exilés cubains. Le groupe de Miami, qui avait présenté les quatre-vingt-deux photocopies, finit par remettre trente-deux originaux qui, pour l'essentiel, ne coïncident pas avec les documents reçus. Des experts militaires des services de renseignement sont appelés en consultation. Un faux est découvert parmi les documents. La chancellerie décide de fermer le dossier et de considérer que l'affaire est close. Mais le mal est fait, notamment dans l'armée où l'on accorde un crédit très grand aux Cubains « partisans de la liberté » échappés de « l'enfer castriste » que le gouver-

59. « Curso de guerra contra-revolucionaria », *La Nación*, 3 octobre 1961.

60. *La Nación*, 1er octobre 1961.

61. Selon Díaz Silveira, le gouvernement de Fidel Castro a tenté de créer en Argentine des écoles de guérilla et il a employé un réseau de contrebande de drogue pour introduire des armes et de la propagande dans le Nord argentin. Tous les frigéristes du Palais San Martín sont qualifiés élogieusement par les services « diplomatiques » cubains. Les libéraux sont classés comme dangereux, très dangereux !

nement a traités pour se couvrir avec une certaine désinvolture, et sans répondre sur le fond du problème [62].

Le climat est préparé pour la 8e réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OEA, qui se tient, en janvier 1962, à Punta del Este, en Uruguay. L'Argentine s'est abstenue de voter en faveur de la convocation de cette conférence. La délégation argentine reçoit des instructions précises. « En dépit de la guerre froide, lit-on dans les attendus de l'attitude argentine, et des intérêts qui se trouvent derrière elle, en dépit des tentatives répétées du communisme international, il nous appartient d'établir clairement que ce dont il est question ce n'est pas le sort d'un dictateur extrémiste qui défend un ordre politique qui n'a rien à voir avec les réalité de nos pays, mais l'avenir d'un groupe de nations sous-développées qui ont décidé librement d'accéder à des niveaux supérieurs de développement économique et social ». La consigne qui en découle est simple : « Sauver l'unité du système interaméricain, et pour cela s'abstenir de voter des sanctions qui peuvent violer le principe de non-intervention » [63].

Les militaires pensent exactement le contraire. Ils le prouvent et le montrent. A la Junte interaméricaine de défense à Washington, le délégué argentin vote l'expulsion de Cuba ! Tandis qu'à Punta del Este, le chancelier Cárcano s'abstient, aux côtés du Brésil, du Mexique et du Chili, de la Bolivie et de l'Equateur, de voter la mesure d'ostracisme réclamée par les Etats-Unis. Celle-ci est appuyée par quatorze nations dont toutes, sauf une (l'Uruguay), avaient rompu, à la suite des Etats-Unis, leurs relations avec Cuba. Les pressions nombreuses exercées sur le gouvernement et l'opinion à Buenos Aires n'ont rien changé [64].

Les réactions intérieures face à l'abstention sont très vives. Les réunions militaires se multiplient fébrilement. Les grands noms de l'ultralibéralisme, l'amiral Rojas, le général Toranzo Montero font des déclarations enflammées. Le lieutenant général Ossorio Arana profite de l'occasion pour dénoncer des « hommes qui ont appartenu au Secours rouge international, militent au sein du communisme et luttent aux postes les plus élevés pour imposer des principes antiargentins ». Les trois Etat-majors se concertent. Les trois secrétaires militaires se réunissent avec le ministre de l'Intérieur. Le secrétaire à l'armée de l'air émet l'ordre général n° 29, adressé aux unités, où il réafirme sa position « occidentale (*sic*) et sa solidarité avec tous les pays qui ont assumé la

62. L'importance attachée à l'épisode par les militaires et le peu de foi ajouté par eux aux dénégations gouvernementales apparaissent très bien dans le livre de Granillo Fernández (colonel A.), *Democracia y comunismo*, Buenos Aires, Circulo militar, 1962. Voir notamment le tome II, *El caso de la documentación cubana enviada a la Argentina*, p. 261-301.

63. *La Nación*, 4 février 1962. Ces instructions sont citées par Frondizi à Paraná.

64. Diverses manifestations ont lieu à Buenos Aires pour infléchir la volonté du gouvernement. Des exilés cubains donnent une conférence de presse pour éclairer l'opinion sur le régime castriste.

défense du monde libre, et (rappelle qu'il) ne tolérera pas la moindre menace sur le style de vie national ».

Les militaires présentent un nouveau mémorandum à Frondizi exigeant la rupture avec Cuba, l'épuration des frigéristes du Ministère des affaires étrangères et la destitution du ministre Cárcano. Frondizi essaie de gagner du temps et de louvoyer, puis il contre-attaque. A Paraná, le 3 février, il prononce un discours violent et pathétique qui renoue avec son style électoral de 1957-1958. Après avoir expliqué la position argentine, il s'en prend aux « réactionnaires qui s'opposent à la libération nationale » et « aux monopoles nord-américains », sans mentionner les forces armées. Mais cet appel au peuple tombe à plat. L'appui populaire ne vient pas. Personne ne se mobilise en faveur de Frondizi, pas même ceux qui approuvent la position argentine à Punta del Este. Trop d'incohérence apparente éloigne toute possibilité d'alliance même tactique avec un gouvernement hautement impopulaire.

Le discours de Paraná éloigne même de lui des modérés qui commençaient à considérer que Frondizi, malgré son passé et ses faiblesses, était devenu raisonnable. La revue catholique *Criterio* écrit à ce propos : « Le discours de Paraná démontre que s'il est vrai que la politique économique du gouvernement national, en dépit de toutes ses ambiguïtés, peut être qualifiée de politique de droite, la tendance radicale de l'UCRI est bel et bien présente à travers la politique extérieure où l'on note une mystique de gauche latente »[65]. Frondizi, par un sursaut aussi inattendu qu'intempestif, perd donc sur tous les tableaux.

La pression militaire se fait publique et ostentatoire. Les chefs des trois armes, y compris les secrétaires d'Etat, s'abstiennent d'assister à toute cérémonie officielle. Un « banquet des assiettes vides » salue ainsi l'arrivée à Buenos Aires de l'ex-roi Leopold de Belgique. Le boycottage a raison de la résistance inusitée du président. Le 8 février, l'Argentine rompt les relations diplomatiques avec La Havane. Le pouvoir présidentiel est au plus bas.

Les ides de mars

L'approche d'élections partielles pour renouveler notamment un certain nombre de gouverneurs de province entretient une nervosité grandissante dans la classe politique, civile et militaire. Frondizi sait qu'il abat son dernier atout. S'il parvient à battre le péronisme sur le terrain électoral, son pouvoir sortira non seulement renforcé mais grandi, transmué. Il sera l'homme qui l'emporte démocratiquement sur les péronistes, le président qui aura résolu un problème épineux, écarté un danger lancinant. Mal élu, il se parera désormais d'une légimité irréprochable ;

65. « Punta del Este y la coexistencia pacifica », *Criterio*, 22 février 1962, p. 123-125.

peu importe qu'il soit arrivé au pouvoir, en février 1958, avec les voix de Perón. *Ad augusta per angusta...*

Reste l'essentiel, c'est-à-dire les moyens. Laisser les péronistes présenter des candidats dans les grandes provinces est déjà une audace extrême. Un risque redoutable et redouté. Refuser la facilité des proscriptions, déclarer que la légalité est pour tous constitue un geste démocratique bien venu. Mais c'est aussi la politique du bord de l'abîme. N'a-t-on pas assez accusé Frondizi de vouloir restaurer la tyrannie ? L'inconnue est évidemment l'attitude des péronistes.

Ceux-ci donnent dans l'opposition systématique, irréconciliable. Ils n'hésitent, ni devant la provocation, ni devant la violence verbale la plus extrême. On leur donne la possibilité de présenter leurs propres candidats : ils désignent Perón lui-même comme candidat au vice-gouvernement de Buenos Aires ! Leur propagande ne recule devant aucune insulte. Profitant de l'aura castriste, ils exaltent les pouvoirs des armes et promettent le *paredón* à leurs adversaires.

La violence des attaques n'est sans doute pas pour déplaire au ministre de l'Intérieur, Vítolo, qui dirige la campagne gouvernementale. Face au péronisme insurrectionnel qui se réclame de La Havane, reçoit l'appui des communistes et des socialistes de gauche, l'UCRI représente l'ordre, la paix sociale, la démocratie et la sécurité.

Le ministre de l'Intérieur dénonce « la formation d'un front castriste à travers la candidature » de Framini, dirigeant du syndicat du textile au gouvernement de la province de Buenos Aires [66]. L'insistance sur le soutien de formations marxistes et sur le caractère de classe de cette candidature est susceptible de réveiller le spectre d'un nouveau 17 octobre. L'UCRI tente ainsi de canaliser l'antipéronisme, d'obtenir les voix de la majorité silencieuse.

Le président lui-même abandonne quelques jours avant le 18 mars, date des élections, une attitude de refus des « deux extrémismes péronisme et antipéronisme », pour attaquer avec vigueur la campagne des justicialistes, « messagers de la haine et de la vengeance ». Le ministre de l'Intérieur, qui a mobilisé toutes les ressources du pouvoir, met en garde les électeurs contre l'aventure d'une victoire péroniste. Les militaires retiennent leur souffle.

Le pari de Frondizi n'est téméraire qu'en apparence. Fidèle partisan des négociations discrètes et des combinaisons de coulisses, le président a pris des contacts avec la direction politique locale du péronisme. Il existe un accord prévoyant le retrait in extremis des candidats justicialistes. Nouveau pacte, nouveau marché ? Perón est-il partie prenante ? Sans doute, mais le chef lointain entérine pour l'essentiel les rapports de for-

66. Les péronistes ont en effet retiré la candidature « provocatrice » du général Perón pour former le binôme Framini-Anglada.

ces locaux. Or un grain de sable vient bloquer une *conbinazione* si bien montée. Cet obstacle imprévu est l'attitude des cadres syndicaux combatifs, et celle d'une tendance politico-syndicale opportuniste qui incarne un homme dont nous reparlerons, un homme qui monte au sein du péronisme syndical. Il dirige le syndicat désormais le plus fort, celui des métallos, et contrôle le bloc des soixante-deux syndicats péronistes de la CGT. Augusto Timoteo Vandor symbolise la puissance nouvelle des syndicats. Il représente un appareil politique péroniste à base syndicale qui s'efforce de s'émanciper de Perón. Or, refuser le retrait des candidats, obtenir un succès aux élections, c'est sans doute provoquer l'intervention des militaires les plus antipéronistes. Dans le cas contraire, la vigilance antipéroniste se relâchera et Perón aura des coudées plus franches. Les concessions de 1958 n'ont pas été vaines. Celles de 1962 pouvaient être tout aussi fructueuses. Le courant vandoriste fait la politique du pire parce qu'il estime que c'est la pire des politiques pour Perón, donc la meilleure pour d'éventuels successeurs. Remarquons, par-delà ces péripéties couleur de muraille, que la manœuvre de Frondizi était rendue difficile par la pression et la mobilisation populaires en faveur d'une défaite du gouvernement, et pour « l'expulsion des hommes du FMI »[67].

Les justicialistes l'emportent dans la province de Buenos Aires, les provinces de Jujuy, du Chaco, de Misiones, Neuquén, Rio Negro, Salta, San Juan et Tucumán, l'UCRP, gagne Córdoba ; l'UCRI arrive en tête dans la capitale fédérale, Entre Ríos, Corrientes, La Pampa, Santa Cruz. De plus, les péronistes arrivent nettement en tête du suffrage avec 32 % des voix.

Le pays est en ébullition, et artificiellement en ébullition, pourrait-on dire. Comme le signale un commentateur modéré : « On transforme la question péroniste en péril péroniste »[68]. Des réactions irrationnelles tiennent lieu d'attitude politique. Framini, un ouvrier, un syndicaliste d'idées avancées à la Casa de Gobierno de La Plata ! Un climat de panique s'empare des beaux quartiers et des classes moyennes. Les *negros* reviennent ! La revanche est proche. Les militaires participent à cette auto-intoxication. L'armée patrouille dans Buenos Aires. Les ponts sont placés sous surveillance militaire. Le 19, le pont de chemin de fer du Riachuelo est levé. On craint un raz de marée populaire sur la capitale.

Les réunions politiques et militaires se succèdent. Le 19, sous la pression des militaires, le président place sous contrôle fédéral les provinces à majorité péroniste : Buenos Aires, Tucumán, Santiago del Estero, Río

67. Sur l'attitude des bases syndicales et du courant vandoriste, voir Gazzera (Miguel), Ceresole (Norberto), *Peronismo : autocrítica y perspectivas*, Buenos Aires, Descartes, 1970, p. 119-123. Ce point de vue péroniste favorable à Vandor coïncide avec le témoignage de l'ancien sous-secrétaire au Travail frondiziste, Virué (entretien cité).

68. « La comedia electoral », *Criterio*, 22 mars 1962.

Negro, El Chaco. Suprême maladresse qui consiste à annuler les élections là où l'adversaire l'emporte. Aux yeux de l'opinion publique, le président n'apparaîtra même pas comme l'homme de principe qui a tenté d'imposer aux militaires le respect de la démocratie [69]. Le président s'étant ainsi déconsidéré, les militaires envisagent plusieurs modalités pour sortir de la crise : soit le renversement du président et l'occupation directe du pouvoir par les forces armées, soit l'éviction constitutionnelle du président, soit une réforme constitutionnelle limitant ses pouvoirs.

Frondizi remanie son cabinet puis propose, pour recoller les morceaux, la formation d'un cabinet d'union nationale. Tous les partis refusent de discuter avec un président sans autorité qui a violé la légalité démocratique. Frondizi fait appel une fois de plus aux bons offices d'Aramburu. Mais celui-ci, appelé comme médiateur, assène à Frondizi le coup de grâce. Il lui suggère de démissionner pour sauver l'ordre constitutionnel. L'UCRP, après le parti conservateur, demande la démission du président et l'annulation des *intervenciones*. Frondizi refuse. Le nouveau ministre de la Défense, Rodolfo Martínez, propose un plan ingénieux tendant à mettre le président en tutelle. Le plan Martínez est rejeté.

Le 28 mars, les trois commandants en chef — Raúl Poggi pour l'armée de terre, Cayo A. Alsina pour l'armée de l'air et Agustín R. Penas pour la marine — exigent la démission présidentielle. Le président refuse à nouveau et donne l'ordre de réprimer les factieux. Mais le général Poggi fait arrêter le secrétaire à la Guerre. L'armée de terre contrôle les communications et occupe le Congrès. Le président est détenu et conduit à Martín García. L'ancien ministre de l'Economie, Alvaro Alsogaray, commente ainsi la situation : « Les causes fondamentales de la perturbation exposée par les forces armées est la perception intuitive, accompagnée par la conviction fondée sur des faits concrets, selon laquelle nous subissons les conséquences d'une manœuvre communiste de haut vol, donc l'auteur est M. Rogelio Frigerio » [70].

Les militaires, pour leur part, émettent un communiqué justifiant leur comportement. « Les forces armées ont surveillé la marche du processus constitutionnel, le regard fixé sur un seul objectif : la pleine réalisation des idéaux de la révolution libératrice. C'est pourquoi nous somme intervenus activement et énergiquement chaque fois que la subversion totalitaire menaça la vie et la sécurité des Argentins. (Les forces

69. Les témoignages divergent sur le point concernant l'initiative des *intervenciones*. Les militaires les ont-ils imposées et le président les a-t-il entérinées contraint et forcé, ou a-t-il voulu, en prenant les devants, couper l'herbe sous les pieds des militaires ? Aux yeux de l'opinion, c'est la deuxième interprétation qui prévaut. Selon le témoignage d'un ministre de la province de Buenos Aires, en 1962, un protocole secret aurait été signé entre le ministre de l'Intérieur et le haut commandement permettant l'*intervención* des provinces gagnées par les péronistes. Voir : « Antecedentes acerca de la intervención a Buenos Aires en 1962. El ex-ministro provincial actual diputado nacional Felipe Díaz O'Kelly revela detalles ignorados del proceso », *La Nación*, 27 août 1964.

70. *La Nación*, 29 mars 1962.

armées) ont fait parvenir plus d'une fois leurs suggestions et leurs conseils au gouvernement sur tous les sujets relatifs à la défense de la démocratie ».

Le président prisonnier dénonce dans une violente lettre ouverte ceux qui l'ont renversé en prenant le risque de plonger le pays dans une « guerre sociale » qui « ouvrira les portes au communisme ». Oubliant que l'UCRI a joué la carte de l'antipéronisme tandis que le président réprimait sévèrement les justicialistes, Arturo Frondizi évoque « l'unité des secteurs populaires » et la « nécessité d'un front uni ». Il prétend même : « La dernière consultation électorale a montré que plus de 70 % de l'électorat s'est prononcé pour le développement économique, la justice sociale et la coexistence démocratique ». Les coïncidences « objectives » se moquent donc de l'histoire ! Mais Frondizi ménage l'avenir.

Les milieux libéraux et conservateurs traditionnels se réjouissent d'un dénouement qu'ils souhaitaient depuis toujours. « Les forces armées se sont trouvées dans l'obligation de renverser la nouvelle dictature qui s'était établie subrepticement grâce à des alliances inavouables et à l'appui du communisme international », lit-on dans une déclaration de notabilités académiques parue dans *La Prensa*[71]. Ce même journal, dans un éditorial du 22 avril, tire la leçon de la crise : le gouvernement instauré en 1958 s'est toujours ressenti « du péché originel du Pacte ». Mais comment se réclamer de la démocratie et se réjouir en même temps de l'impuissance des forces politiques argentines à battre démocratiquement le péronisme !

Une armée autonome au service de l'Occident ?

L'épisode frondiziste plein de « bruit et de fureur » ne saurait se réduire à l'accumulation fastidieuse de *planteos* et de pronunciamientos, de délarations contradictoires, de grèves insurrectionnelles et de mesures répressives. De grandes évolutions se dessinent. Des mutations se font jour sur le plan institutionnel comme sur celui des forces productives, qui permettent de mieux situer le comportement des différents protagonistes.

De la multiplication des crises, des scénarios se détachent. Un modèle de la crise militaire ressort nettement, qui permet d'apprécier les relations réelles entre pouvoir civil et pouvoir militaire. D'abord, le président et ses conseillers refusent d'affronter les officiers séditieux, les militaires *gorilas*. Ils cèdent et abandonnent leurs alliés, les officiers légalistes accroissant ainsi le nombre des mécontents et des opposants au sein des forces armées. Tout se passe comme si Frondizi considérait qu'il n'a pas de droit légitime à imposer à l'armée la volonté gouvernementale,

71. *La Prensa*, 6 avril 1962.

comme si tout, même l'obéissance militaire, pouvait se négocier. De là, l'incompréhension accablée de professionnalistes comme le général Anaya, victime de la crise de septembre 1959.

L'autonomie des forces armées par rapport au pouvoir civil est bien reconnue et institutionalisée, ce qui explique le schéma des crises. Le président est moralement engagé à ne pas interférer dans le fonctionnement interne des institutions militaires ; et pour cause, celles-ci se considèrent investies de la mission de « surveiller » le président. Les commandants d'unités élisent en quelque sorte le commandant en chef. Celui-ci propose le secrétaire d'Etat et non l'inverse. Ce sont les commandants d'unités qui commandent l'armée, à leurs risques et périls parfois, il est vrai.

Dans certaines limites, la verticalité hiérarchique n'est pas totalement éliminée. Le système n'est « démocratique » et ne fonctionne de bas en haut qu'au sommet, et de manière très imparfaite.

Le secrétaire d'Etat à la Guerre ou à l'Aéronautique, voire à la Marine — dans une moindre mesure — est l'œil de l'arme, au sein du cabinet. Il « doit » faire part au président du point de vue de l'institution et peser de toute son influence pour que les décisions gouvernementales soient conformes aux vœux du haut commandement. Mais, soit emprise du nouveau cadre d'activité, soit prise de conscience des problèmes nationaux et des nécessités ministérielles, soit capacité de conviction des collègues du cabinet ou ascendant personnel du président, le porte-parole des militants se transforme peu à peu en émissaire du pouvoir exécutif auprès de l'armée, en modérateur de celle-ci. Le transfert de loyauté provoque la crise. Le secrétaire a perdu la confiance de ses mandants. L'éloignement du secrétaire ou du commandant en chef, après un affrontement ou chacun compte ses unités, s'impose.

Cette autonomisation relative de l'armée coïncide avec une reformulation de ses fonctions. La mutation stratégique du tournant des années soixante correspond à la nouvelle conjoncture continentale, à la redéfinition des « menaces » par le Pentagone. La coordination des armées continentales dans la lutte contre-révolutionnaire s'effectue en effet sous l'impulsion et l'égide de Washington. L'armée « politisée » de la République Argentine embrasse avec empressement les nouvelles hypothèses de guerre qui légitiment professionnellement sa pratique largement extra-militaire. L'autonomie institutionnelle relative s'accompagne paradoxalement d'une hétéronomie fonctionnelle qui rompt avec les valeurs défendues jusque-là. La lutte contre le communisme et la solidarité avec la puissance « leader du monde libre » prennent le pas sur la défense de l'indépendance nationale et la préoccupation de l'industrialisme. La rupture est d'autant plus voyante que les militaires combattent un gouvernement qui refuse de s'aligner sans condition sur la diplomatie nord-américaine et qui a industrialisé le pays plus qu'aucun autre auparavant.

L'armée à direction ultra-libérale n'est pas séduite par un développement industriel qui, bien que fondé sur les investissements étrangers[72] et la « succursalisation » du pays, transforme les données de l'économie nationale. C'est une armée « antinationaliste » qui apprécie l'action gouvernementale au nom de la défense de l'Occident.

En matière économique, les gorilles ne voient que l'inflation, la crise financière, le déficit de la balance commerciale. Il est vrai que le rééquipement du pays après la « décapitalisation » de l'ère péroniste provoque un sérieux déséquilibre des finances externes. Le déficit du commerce atteint 496 millions de dollars, en 1961. Mais, après la récession de 1959, la récupération de 1960-1961 laisse au pays un solde de réalisations qui devrait paraître positif à une armée préoccupée pendant quarante ans par le potentiel industriel du pays. Pourtant les militaires ont plutôt tendance à attribuer à la corruption des milieux dirigeants la dévaluation monétaire ou la contraction du crédit !

La modernisation de l'économie argentine, certaines armes comme la cavalerie ou l'armée de l'air, certains secteurs antigorilles encore minoritaires y sont sensibles. Elle ne peut pas passer inaperçue. C'est sans doute du point de vue de la défense, en dépit d'un coût social et économique élevé, dû aussi bien à des procédés « affairistes » qu'à une absence de plan national, que le *desarrollismo* est inattaquable. L'Argentine, qui produit, en 1946, 3,6 millions de mètres cubes de pétrole, double sa production en 1959, et dépasse les 15 millions en 1962. Cette production couvre près de 95 % de la demande interne. Sous Frondizi, le plan Savio aboutit enfin, et une véritable sidérurgie nationale naît sous le contrôle des militaires. C'est en 1961 que le premier haut fourneau de SOMISA est mis en marche. Le pays produit près d'un million de tonnes d'acier en 1963. Les constructions mécaniques connaissent un progrès sans précédent. L'Argentine se dote d'une importante industrie automobile à partir de 1959, qui produit 130 000 véhicules, en 1962. La construction de routes va de pair avec cet accroissement du parc automobile. Les *desarrollistas* jettent également les bases d'une chimie lourde, d'une pétrochimie notamment, qui n'est pas sans rapport avec la fabrication d'explosifs ou d'équipements militaires.

Le développement industriel réclamé par des générations de militaires sensibilisés aux dépendances critiques est venu trop tard, ou plus précisément a été victime de la guerre froide. Objectivement, pourraient dire les *desarrollistas*, l'armée doit appuyer l'effort d'industrialisation entrepris par le gouvernement Frondizi. Mais les conditions « subjectives » la poussent à en combattre ses promoteurs dans le cadre d'une nouvelle forme de guerre.

72. Les investissements étrangers dans le cadre de la loi 14.780 de 1958 passent annuellement de 14 millions de dollars, en 1958, à 209 millions de dollars en 1959. Le pays reçoit plus de 550 millions de dollars d'investissements directs de 1958 à 1962. D'après la *Revista de la Unión industrial*, avril 1970.

Chapitre 12

L'anarchie militaire et la guerre civile limitée

Continuité ou revanche : un président provisoire prisonnier des factions militaires

Les commandants en chef des trois armes qui ont déposé le président Frondizi n'ont pas arrêté de solution institutionnelle de rechange. Le renversement du président s'inscrit dans la logique de leur action depuis 1958. Leur doctrine, telle que l'a résumée le général Carlos S. Toranzo Montero, est celle du *planteo*, de la pression politique. Le coup d'Etat prévisible, mais non préparé sur le plan de l'opinion, semble être un accident de parcours. Aucun leader militaire ne se détache. Aucun projet politique autre que négatif ne vient légitimer la rupture de l'ordre constitutionnel. Des ambitions existent certes mais sans élan. Les commandants en chef sont partisans d'une dictature démocratique qui permettrait de liquider la corruption qu'ils imputent aux milieux gouvernementaux, et de lutter contre le communisme dans sa version créole aussi bien que sous sa forme internationale. Mais ils sont hésitants. Leur prestige est faible dans leur arme aussi bien que dans la population. L'armée de terre est divisée.

Néanmoins, le général Poggi, commandant en chef de l'armée de terre, s'offre à assumer la présidence d'un gouvernement militaire de facto. Mais, après quelques épisodes tragi-comiques, il est gagné de vitesse par les civils. Le président du Sénat, José María Guido, deuxième personnage de l'Etat, prête serment devant la Cour suprême avant de faire son entrée à la Maison Rose comme président quasi légal. La course à la Casa Rosada du sénateur de l'UCRI a été préparée par les hommes qui, au pouvoir ou dans ses alentours, veulent sauver la conti-

nuité institutionnelle et redoutent l'esprit de revanche des gorilles. Le ministre de la Défense du dernier cabinet Frondizi, Rodolfo Martínez, et ses collaborateurs ou collègues (Mariano Grondona, Oscar Puiggrós), démocrates-chrétiens de droite, bien introduits dans les milieux militaires [1], ont joué un rôle décisif. Ils ont obtenu, en effet, l'appui de la cavalerie qui a manifesté sa désapprobation à l'égard de l'éventuelle instauration d'un régime militaire présidé par les ultra-libéraux de l'infanterie, arme à laquelle appartiennent les généraux Poggi et Carreras, âmes du complot. Malgré l'opposition d'une ligne dure qui exige la libération de Frondizi et le retour à la situation constitutionnelle antérieure au coup d'Etat, « l'opération Guido » a le soutien de dirigeants de l'UCRI. Le président du comité national, Alfredo García, et le président de la Chambre, Federico Monjardín, seraient favorables à cette solution de moindre mal. Frondizi aurait même donné en sous-main sa bénédiction aux responsables de son parti afin de sauver un minimum de légalité. Ses adversaires dénoncent cette nouvelle preuve de duplicité en prétendant que le prisonnier de Martín García a choisi son successeur et les collaborateurs de celui-ci afin d'éviter des enquêtes indiscrètes sur sa gestion gouvernementale. Il est certain que les considérations diplomatiques, l'attitude du Département d'Etat à l'égard des dictatures militaires, la sympathie présumée de l'ambassade des Etats-Unis et du président Kennedy pour la politique économique de Frondizi, le problème de la reconnaissance internationale d'un gouvernement de fait, ont dû jouer contre la tentative du général Poggi.

Quoi qu'il en soit, Frondizi a été renversé dans l'indifférence générale et c'est dans une indifférence tout aussi générale que ces manœuvres au sommet assurent une succession pseudo-constitutionnelle sans heurt, malgré l'accroc du coup d'Etat. Le président Guido tente de garantir la continuité en formant un cabinet où les anciens ministres du président Frondizi reçoivent des postes clés, Rodolfo Martínez passe de la Défense nationale à l'Intérieur, Oscar Puiggrós reste au Travail. Mariano Grondona devient sous-secrétaire de Martínez. Ce cabinet est parfaitement hétérogène. A côté d'experts conservateurs comme l'ancien ministre de Justo, Federico Pinedo, qui reçoit le portefeuille de l'économie, figurent des collaborateurs d'Aramburu. C'est un civil proche des officiers ultra-libéraux, Mariano J. Drago, qui assume la charge délicate des Affaires étrangères. Aux postes militaires, on trouve des gorilles bon teint : le général Marino Carreras qui remplace le général Fraga au secrétariat à la Guerre.

Personne ne sait de quelle autonomie disposent le cabinet civil et le président. Le ministre de l'Intérieur, véritable Premier ministre, soumet

1. Mariano Grondona, ancien élève de l'Instituto de estudios politicos de Madrid, est, depuis 1961, professeur de politique et de droit à l'Ecole supérieure de guerre, depuis 1959, professeur à l'Ecole de guerre navale.

à l'opinion et au président un plan en neuf points qui réclame, entre autres, une « large marge de manœuvre pour le gouvernement ». Insistant sur la continuité, le Dr Martínez demande le respect des institutions provinciales et du Parlement. Il prévoit la convocation d'élections générales libres : la représentation proportionnelle et l'instauration d'un statut des partis politiques suffisent à « protéger la Constitution contre les déviations totalitaires ». Le plan Martínez se situe, vis-à-vis du principal problème — la question péroniste —, dans la ligne de la politique frondiziste. Il s'agit de poursuivre une politique d'intégration et de conciliation nationale qui réintègre progressivement et à petite dose les péronistes dans la vie politique. Aussi le nouveau ministre de l'Intérieur considère-t-il inutile d'avoir recours à des mesures draconiennes et dictatoriales à l'égard des élus et des forces politiques se réclamant du justicialisme. C'est aussi l'avis de l'UCRI et de certains secteurs des radicaux populaires qui font passer leur attachement aux institutions avant leur antipéronisme.

Mais l'opinion publique influente, l'*establishment* oligarchique des associations économiques et des grands organes de presse, les craintives classes moyennes sont plutôt favorables à une attitude d'extrême fermeté à l'égard du péronisme. L'élection de Framini au poste de gouverneur de Buenos Aires a provoqué un accès de terreur collective. Le spectre d'une revanche des *cabecitas negras* assombrit l'horizon politique des milieux privilégiés. Les possédants inquiets ne sont pas loin de penser comme le Parti communiste, mais pour en tirer des conclusions opposées : le péronisme a pris un tournant à gauche irréversible[2]. L'équation péronisme = prolétariat = révolution sociale ne porte pas à l'indulgence ou à la modération.

Dans un tel climat, l'éventualité de l'instauration d'une dictature militaire est sérieusement envisagée par les milieux militaires. L'Etat-major interarmes, Estado mayor de coordinación, diffuse, au début du mois d'avril, une note interne secrète consacrée à cette question. Cette étude[3], signée par le lieutenant général Juan Bautista Picca et le capitaine de vaisseau Santos Rodolfo Ferreira, conclut à l'impossibilité d'une telle solution institutionnelle qui, selon eux, n'est appuyée que par une fraction insignifiante (mais combien active) de la société militaire : 5 % de la marine et de l'armée de terre, dit le texte, « mais bien placés au sein de leur arme ». Passant en revue tous les problèmes que poserait l'instauration d'une dictature militaire (DM dit la note) à l'armée et au

2. Voir la résolution du comité central du Parti communiste du 21 juillet 1962 intitulée « El giro a la izquierda del peronismo » ; cf. Moreno (Eugenio), *El fenómeno social del peronismo*, Buenos Aires, Documentos, 1966, p. 135.

3. Ministerio de defensa nacional, *Estudio sobre la implantación en estos momentos de una dictadura militar en la República Argentina (Fragmentos de una apreciación general)*, Buenos Aires, Estado mayor de coordinación, 10 avril 1962, multigr. (Reservado). Nous avons consulté ce document dans les Archives du commodore Güiraldes.

pays, l'Etat-major interarmes souligne les dangers représentés par la politisation de l'armée et par l'éventuel surgissement d'un démagogue en uniforme au sein de la junte gouvernementale. L'accent est également mis sur la réaction vraisemblablement hostile des Etats-Unis qui, en Argentine notamment, jouent la carte de la démocratie et du développement. Ce texte, arme de guerre des légalistes, a largement circulé dans certaines garnisons.

Car ce ne sont pas les forces politiques qui décident. C'est bien dans l'armée que se règle le sort de la nation et de ses institutions. Or, les chefs putchistes pris de vitesse par les politiques ont réagi vivement. Ils imposent la dissolution des pouvoirs élus provinciaux et leur mise sous contrôle fédéral. Le ministre de l'Intérieur refuse de signer les décrets d'*intervención* et démissionne en déclarant : « Je suis fermement convaincu que des mesures extrêmes comme la " fédéralisation " de toutes les provinces » ne sont pas nécessaires.

Mais le 20 avril, au lendemain de l'échec du plan Martínez, Campo de Mayo se soulève contre les exigences du haut commandement, sous la direction du chef de la garnison, le général Enrique Rauch. Ce général de cavalerie demande la démission du secrétaire d'Etat à la Guerre. La cavalerie et Campo de Mayo soutiennent la position légaliste de Martínez et s'opposent au projet de dictature militaire des ultras. Le bruit circule, non sans fondement, que le plan des gorilles comprend, outre l'application à toutes les provinces de la procédure d'*intervención*, la proscription des péronistes et peut-être des frondizistes, l'annulation de toutes les élections effectuées depuis deux ans, ainsi que la réforme de la loi syndicale.

Le président Guido, suivant avec une fidélité quasi mécanique les oscillations des rapports de forces au sein de l'armée, obtempère aux pressions de Campo de Mayo. Le général Marino Carreras démissionne après avoir réaffirmé qu'il reste fidèle aux idéaux démocratiques de la révolution libératrice de septembre 1955. Guido désigne aussitôt le général Rauch secrétaire d'Etat. Mais, tandis que des effectifs blindés de Campo de Mayo avancent sur Buenos Aires, sous la direction du colonel Sánchez de Bustamante, le général Poggi, commandant en chef, s'oppose à cette nomination. Chaque camp compte ses unités. Le combat semble imminent entre les tanks Shermann de Campo de Mayo et l'infanterie. Le président arrive après maintes tractations à un accord. Le général Rauch ne sera pas secrétaire d'Etat à la Guerre, mais le commandant en chef donnera sa démission. Rauch et Poggi renvoyés dos à dos, le général Juan Bautista Loza assume le secrétariat d'Etat et, conjointement, le commandement en chef de l'armée de terre. C'est une demi-victoire sur les ultra-libéraux.

Le général Loza fait partie des officiers supérieurs antigorilles mis aux arrêts et limogés par le général Ossorio Arana, en décembre 1956.

On lui attribue, de même qu'aux autres généraux relevés à cette occasion (Francisco A. Imaz, Zerda, Ignacio Avalos, Noceti Campos, Juan Carlos Lorio, etc.), des sympathies modérées pour la ligne nationaliste incarnée par le général Lonardi. Mais le général Loza appartient à l'infanterie. Il s'agit d'un compromis. Néanmoins, les premières nominations du nouveau secrétaire confirment l'hypothèse d'un relatif succès des « putchistes légalistes » : le général Iavícoli est désigné sous-secrétaire, le général Juan Carlos Cordini, fantassin proche du général Loza, devient chef d'Etat-major. Un général encore inconnu reçoit le commandement du corps de cavalerie : il s'appelle Juan Carlos Onganía.

En fait, le compromis cache une défaite des légalistes et des officiers qui appuyaient l'opération de sauvetage institutionnel de Martínez. La marine, qui n'est pas intervenue sur le terrain, jette tout le poids de sa cohésion politique du côté des ultras et des mesures extrêmes. Le contre-amiral Clement, dans un message aux unités [4], rappelle au président les promesses qu'il aurait faites aux militaires en assumant la magistrature suprême et qui comportent en premier lieu l'annulation de toutes les élections. Utilisant contre les restes de normalité démocratique les mesures prises sous la pression manifeste ou tacite des militaires après la victoire justicialiste de mars, « la mesure, prise à titre posthume, d'intervention de certaines provinces, dit le message, outre son caractère immoral, a créé un profond scepticisme vis-à-vis de la démocratie et à l'égard des procédures électorales, comme moyen d'exercer la souveraineté populaire ». « La participation d'un parti proscrit enlevant toute valeur aux élections », il convient de prendre « une décision franche et courageuse » : « l'annulation des élections depuis décembre 1961 », date à laquelle des péronistes ont pu, pour la première fois depuis 1955, présenter des candidats.

Sous la pression militaire, le président signe donc, le 24 et 25 avril, les décrets qui annulent toutes les élections provinciales et nationales, et placent toutes les provinces sous contrôle fédéral. Ces décrets sont promulgués en raison, dit le texte officiel, de « l'état de nécessité, raison limite tant dans le domaine du droit public que dans celui du droit privé ». Nécessité fait loi ; l'épée fonde le droit !

La situation est d'autant plus grave qu'elle n'est pas claire. Le cabinet démissionne. Le dollar monte, la bourse baisse, et le Congrès, où siège sans quorum quelques enragés de la légalité, quelques députés, Baudin en mal de beau geste, attend son arrêt de mort. Mais dans l'armée de terre la partie n'est pas jouée. Certes, l'ordre général n° 1 du 24 avril appuie les exigences de la marine mais en soulignant que l'essentiel est la cohésion de l'armée de terre et « la solidarité avec le peuple ». Un mois plus tard, le général Loza, tout en justifiant la politisation des

4. *Boletín público de la marina*, n° 86, reproduit dans *La Nación* du 23 avril 1962.

« soldats chrétiens » opposés aux « idéologies étrangères », affirme que les forces armées ne doivent pas gouverner ni partager le gouvernement mais remplir une mission « de défense de la démocratie ». Le même jour, le président destitue le général José María Túrolo, croisé de la guerre froide, ardent directeur du service de renseignement de l'Etat (SIDE), qui s'est attaché à traquer « l'immoralité dans la fonction publique et l'action du communisme ». La campagne « moralisatrice » dans laquelle il s'était engagé dépassait largement ses fonctions. En outre, elle revenait à dénoncer la complicité de l'actuel président et de ses proches collaborateurs avec les « délinquants » du gouvernement précédent, et ainsi, à mettre en danger le précaire équilibre institutionnel auquel le haut Etat-major, issu de la crise d'avril, est attaché. La situation semble donc très fluide au sein des forces armées.

Du côté gouvernemental, un nouveau cabinet est mis en place, fin avril - début mai. Les radicaux du peuple y détiennent les postes politiques clés : l'Intérieur et la Défense. On pourrait parler d'un ministère libéral néo-alvéariste : des radicaux membres des familles consulaires[5] voisinent avec des conservateurs, des hommes d'affaires ou de grands propriétaires sans parti mais aux noms prestigieux. Sur les huit ministres, six appartiennent depuis plus de quinze ans au Jockey Club. Le secrétariat d'Etat à l'Agriculture est attribué à un *ganadero* pampéen (César I. Urien), de même que le poste de gouverneur provisoire de la province de Buenos Aires (Ceferino Pedro Merbilhaa). La Société rurale est satisfaite. A l'économie, nous retrouverons l'ancien capitaine et homme d'affaires partisan de « l'économie sociale de marché », Alvaro Alsogaray. Son frère Julio, général de cavalerie, appartient au groupe légaliste de Campo de Mayo. Sa nomination aux côtés de radicaux du peuple et de libéraux modérés provient d'un compromis au sein des forces armées. Il est vrai que l'image de l'ingénieur Alsogaray, un des hommes les plus impopulaires du moment, est assez floue : ministre de Frondizi, mais imposé par l'armée contre Frondizi, il a été aussi ministre de la révolution de septembre, mais semble néanmoins défendre la frêle légalité.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Jorge Walter Perkins, qui fut avocat d'Yrigoyen, est un ancien député radical de 71 ans, homme de bonne volonté, « très respecté », dit *La Nación* du 29 avril. En dépit de sa filiation politique et de ses origines sociales, Perkins, de même que José Luis Cantilo au portefeuille de la Défense et Bonifacio del Carril aux Affaires étrangères, croit à une solution politique du problème péroniste. Il ne considère pas que la proscription et les mesures coercitives

5. L'académicien Bonifacio del Carril, collaborateur de *La Nación*, l'avocat José Luis Cantilo, *estanciero* dans la province de Santa Fe, et Jorge W. Perkins sont très représentatifs de ce milieu. Les grandes familles prennent en main la direction de plusieurs provinces. Rogelio Nores Martínez, de la famille propriétaire du journal catholique *Los Prinicipios*, devient *interventor* à Córdoba ; Carlos Santiago Ramos Mejía devient gouverneur de Río Negro.

soient efficaces. Sa stratégie passe par l'intégration progressive à la vie politique d'un péronisme minoritaire. Pour cela, il faut que les rapports de forces soient favorables aux démocrates. D'où, le grand projet d'union des radicaux, objectif principal et tacite du nouveau gouvernement qui a l'aval de la majorité de l'UCRP et de certains secteurs de l'UCRI. Un Front national autour du radicalisme réunifié permettrait, pense-t-on au Ministère de l'intérieur, de l'emporter démocratiquement sur les justicialistes. Un parti majoritaire uni, disposant d'un appareil national solide et éprouvé et de ramifications dans de nombreuses associations, permettra peut-être de se passer de la représentation proportionnelle aussi bien que des proscriptions, et même de l'emporter grâce à la loi Sáenz Peña. La réforme électorale souhaitée par Perkins, analogue à la « ley de lemas » uruguayenne [6], contribuerait, par l'apparentement de plusieurs « partis » distincts portant le même nom, de battre la première minorité, c'est-à-dire les péronistes.

Aussi, à la fin du mois de mai, le président fixe la date des élections et de la transmission des pouvoirs à octobre 1963 et avril 1964 respectivement. Mais de graves inconnues demeurent. Qui gouverne en fait des civils ou des militaires ? Quelle est la fonction d'un Parlement amputé dans un contexte d'anormalité légalisée par la force ? La première difficulté affleure avec la nomination des commissaires fédéraux à la tête des provinces. Les chefs de garnison locale imposent leur volonté au gouvernement en s'opposant aux nominations qui leur déplaisent. Le problème du Parlement, lambeau de légalité, peau de chagrin constitutionnelle — tous les députés de l'UCRP donnent leur démission le 25 mai —, semble insoluble.

Aussi, le 24 juin, le ministre de l'Intérieur, déplorant les « limbes législatifs » auxquels le pays est condamné, démissionne en l'absence de solution tranchée au sujet du Congrès : un Parlement doit être ouvert ou fermé. L'autre motif immédiat de la démission de J.W. Perkins tient à son incapacité à contrôler l'activité du service de renseignement de l'Etat, qui fonctionne comme une police parallèle indépendante du Ministère de l'intérieur. Le SIDE, attaché à « lutter contre le communisme », a notamment arrêté à Córdoba de nombreuses personnalités universitaires sans en référer au ministre. Le ministre démissionnaire se demande qui gouverne et accuse le président de se laisser flotter au fil de l'eau, au gré des événements ou des pressions, sans avoir défini aucune politique.

La démission de Perkins a été précédée de réunions des chefs d'unité de l'armée de terre qui considèrent les projets politiques du ministre insuffisants pour faire obstacle au péronisme. Il est néanmoins remplacé

6. Voir, pour plus de précisions, notre article sur les dernières élections en Uruguay ; Rouquié (Alain) « L'Uruguay de M. Pacheco Areco à M. Bordaberry. Les élections de novembre 1971 et les débuts de la présidence Bordaberry », in « Problèmes d'Amérique latine », *Notes et études documentaires,* 23 mars 1973.

par un autre radical du peuple, Carlos A. Adrogué, plus proche des ultra-libéraux de l'armée, donc plus fermement antipéroniste. C'est ainsi que le modéré général Loza a assuré la cohésion de l'armée en faisant des concessions aux activistes. Ce représentant de la droite du parti radical populaire va apparaître rapidement comme le bras politique des gorilles fidèles à l'esprit de la révolution de septembre. Il sera secondé, dès la fin août, par le conservateur Adolfo Lanús, rédacteur en chef de *La Prensa*, que les ultras imposent au Ministère de la défense nationale.

C'est dans un climat de confusion idéologique extrême que se situe l'épisode autoritaire qui, de juillet à septembre, va conduire le pays au seuil de la guerre civile. La lutte contre le communisme, préoccupation essentielle des militaires argentins, s'identifie largement à l'antipéronisme militant. Certains milieux péronistes fomentent la confusion par une radicalisation souvent verbale que facilite la baisse du niveau de vie des couches populaires. Perón encourage toutes les méprises rentables : négociations et geste révolutionnaire ont également sa faveur. Ainsi, une délégation péroniste participe à la conférence du désarmement et de la paix de Moscou, en juillet 1962. Des groupes de pression démocratiques ou anticommunistes servent de relais civils à l'action des gorilles, telle la Fédération des associations démocratiques révolutionnaires (FEDRA) à laquelle participent le lieutenant général Ossorio Arana, le général Federico G. Toranzo Montero, et le vice-amiral Toranzo Calderón. Cette association accuse Guido et les militaires qui le soutiennent de ne pas avoir démantelé l'appareil totalitaire qui vise à « convertir (l'Argentine) en une nouvelle province de l'empire russo-chinois »[7].

Le nouveau cabinet s'empresse de sanctionner, à la demande des militaires (et notamment de la marine), un statut des partis politiques limitant lourdement leur activité. Le statut proscrit le péronisme (« tout parti totalitaire ou demandant le retour du dictateur »), il fixe les modalités d'une réorganisation de tous les partis qui assurera leur fonctionnement démocratique. Le gouvernement aura désormais le contrôle financier des trésoreries des formations politiques qui devront publier les comptes détaillés de leurs ressources excluant les dons anonymes et ceux d'organisations professionnelles. Les élections à la présidence seront réservées aux partis nationaux, définis comme ceux ayant obtenu au moins 3 % des voix dans la moitié des 23 provinces aux dernières élections. Cette clause limitative exclut tous les partis à l'exception des deux mouvements radicaux (UCRI, UCRP) et des démocrates-chrétiens ! Enfin, le législateur en uniforme, dans son infinie sagesse, introduit la représentation proportionnelle et élimine les candidatures électorales des dirigeants syndicaux. Le même jour, un décret interdit toute propagande

7. *La Nación*, 17 juin 1962.

péroniste, y compris la diffusion des activités tendant à propager l'idéologie péroniste [8].

Ce décret, dit statut Adrogué, — camisole de force qui établit la démocratie sur mesure — est en quelque sorte l'acte constitutionnel d'une dictature feutrée et honteuse. Il est critiqué de toute part, même par les partis résolument antipéronistes qu'il bannit de la vie politique nationale. Le Parti socialiste démocratique de M. Américo Ghioldi tourne en ridicule, dans une déclaration du 21 août 1962, le « statut aberrant » qui interdit, entre autres, les formations politiques qui se réfèrent à la lutte des classes. Les sociaux-démocrates, qui n'ont pas peu contribué au renversement du général Perón, dénoncent les mobiles inavouables de « l'antipéronisme réactionnaire » qui prend prétexte de la « lutte contre la tyrannie pour donner libre cours à son antiouvriérisme et à son aversion implacable à l'égard des droits des travailleurs ». La limitation du droit de grève, notamment dans les services publics, décrétée le 3 septembre, semble confirmer cette interprétation « classiste » de l'orientation gouvernementale.

Mais les décisions institutionnelles ou sociales sont inséparables d'un climat de décomposition économique et de désarroi moral. Celui-ci traduit et conditionne à la fois les soubresauts d'une société où l'instauration d'une dictature militaire subreptice va de pair avec l'anarchie des seigneurs de la guerre.

L'Argentine au bord du gouffre

L'année 1962 est pour les Argentins une « année terrible ». Le pays subit, à partir de mars 1962, une crise totale et sans précédent si ce n'est dans le moyen âge des guerres de l'Indépendance. Une « infâme décennie » d'un nouveau style semble s'ouvrir sans le vernis de dignité parlementaire et oligarchique de la première. Tout paraît crouler.

En premier lieu, ce sont des difficultés économiques qui assaillent le pays. L'activité économique, très soutenue en 1961, commence à se contracter légèrement au début de 1962, sans que ce soit alarmant : le volume physique de la production industrielle pour les deux premiers mois est en hausse de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente [9]. Mais la prospérité *desarrollista* était fondée sur un niveau élevé d'investissements étrangers et de crédits internationaux. La moindre restriction de la confiance ou la moindre houle sur les places financières frappe immédiatement un système aussi vulnérable. La position des réserves de devises se détériora rapidement dès le début de 1962

8. Decreto 7165, 24 juillet 1962. « Prohibición de la propaganda y difusión de doctrinas y elementos de afirmación ideológicas peronistas, *Boletín oficial*, 26 juillet 1962.

9. Voir CFI/CGE, *Programa conjunto para el desarrollo agropecuario e industrial*, Buenos Aires, 1962, p. 159.

comme conséquence de l'incertitude politique. Le mouvement des capitaux changea de signe en mars 1962, à la suite des élections. La fuite des capitaux et l'arrêt des investissements entraînèrent des restrictions de crédit et la diminution de la demande. Justement, en 1962, des dettes à court et moyen terme venaient à échéance, aggravant encore la situation du Trésor et des réserves de devises. Les limitations imposées par le FMI ne permettent pas une relance de la demande à travers une « politique monétaire et fiscale expansionniste » [10] ; la crise s'abat sur le pays.

En outre, une forte sécheresse dans la Pampa vient aggraver la tendance à la diminution des emblavures qui accompagne en Argentine tout gouvernement industrialiste. La superficie cultivée en blé est passée de 7 793 000 hectares, en 1936-1937, à 5 461 000 en 1947-1948. Elle tombe au-dessous de 5 millions, en 1962. Le maïs, qui occupait plus de 6 millions d'hectares en 1946-1947, s'étend seulement sur 2 645 000 hectares, en 1962. Le ministre de l'Economie, Alvaro Alsogaray, signale, le 7 mai, que l'Etat est au bord de la banqueroute mais qu'en dépit de la demande internationale soutenue la République Argentine n'a plus de blé à exporter. A quelque chose malheur est bon : la pression sur les réserves de devises (170 millions de ventes nettes dans les quatre premiers mois de 1962) oblige la Banque centrale à cesser de soutenir le peso. La parité passe rapidement (en 10 mois) de 83 pesos par dollar à 138 pesos. Cette dévaluation de 65 %, favorable aux exportateurs, encourage les agriculteurs (et les éleveurs) à accroître leur production. Mais ce transfert de revenus des secteurs industriels (et importateurs) aux secteurs agro-exportateurs provoque une crise durable de l'industrie, ponctuée d'une cascade de banqueroutes. La demande s'effondre dans la mesure notamment où le secteur agraire emploie peu de main-d'œuvre. La demande globale est également affectée par la suspension des crédits de l'Etat (donc des travaux publics) et l'incapacité du gouvernement de payer régulièrement ses fonctionnaires. Les difficultés du Trésor public, qui apparaissent à la fin de 1961, sont évidemment largement aggravées par la crise politique, la méfiance des investissements et la fuite des capitaux.

Comme le souligne le rapport annuel de l'UIA, il s'agit d'un processus cumulatif : une forte augmentation des coûts industriels, due à la dépréciation du peso, coïncide avec une raréfaction brutale du crédit et une compression de la consommation. Toute relance semble impossible [11].

Quelques indicateurs suffisent à préciser l'étendue de la dépression et permettent d'en mesurer les conséquences socio-politiques. Le nombre

10. Eschag (Eprime), Thorp (Rosemary), « Las políticas económicas ortodoxas de Perón a Guido (1953-1963). Consecueneias económicas y sociales » in Ferrer (Aldo) et al., *Los planes de estabilización en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1969, p. 112.

11. Unión industrial argentina, *Memoria, 1962-1963*, Buenos Aires, 1963.

des faillites et des dépôts de bilan, qui avait été de 1073, en 1958, et était tombé à 765 en 1959, passe à 1383 pour la période du 1er avril 1961 au 31 mars 1962, mais grimpe à 2038 pour les douze mois suivants, avec un montant en pesos constants (1958) quatre fois supérieur à celui de l'année précédente [12]. Le nombre des documents bancaires protestés est près de deux fois et demi supérieur, pour les sept premiers mois de 1962, au niveau atteint pendant la même période de 1958. Le record des faillites semble atteint en mai avec 1070 millions de pesos, soit plus du double du mois précédent, mais le phénomène double encore en juin et atteint l'indice 494 (février = 100). L'indice de la production industrielle, sur la base 100 à la fin de 1961, tombe à 74 à la même date de 1962 et il n'est qu'à 53,4 pour les biens durables.

Les mesures économiques orthodoxes adoptées par Pinedo puis par Alsogaray — imposer un plan d'austérité pour redresser les finances publiques — ne contribuent pas peu, à court terme, à aggraver le marasme. La limitation des importations par des taxes qui s'ajoutent au relèvement de leurs prix, dû à la dévaluation, puis leur arrêt impératif, la diminution drastique des dépenses de l'Etat, la compression du crédit et des salaires imposent aux Argentins des sacrifices à sens unique.

Les salariés et notamment la classe ouvrière et les fonctionnaires sont les plus directement sinon exclusivement affectés. Le niveau des salaires réels de l'industrie pour 1962 est en régression de 20 points par rapport à 1958 (=100). Le chômage, malgré des statistiques optimistes, atteint des proportions dignes de la grande dépression. Le textile licencie 32 000 ouvriers. La métallurgie débauche plus de 50 000 travailleurs [13].

L'Etat au bord de la banqueroute est incapable de payer ses quelque 350 000 fonctionnaires. Les traitements d'avril ne sont pas versés au mois de mai. Les militaires ne sont pas mieux traités. Le 15 juin, on commence à verser aux personnels de l'armée les 50 % des soldes dues pour avril. Alsogaray propose qu'une partie des traitements de la fonction publique soit versée en « bons patriotiques ». On devine avec quel succès !

La crise dépasse le domaine économique. La décomposition du pouvoir, l'absence d'autorité légitime reconnue multiplient les pouvoirs parallèles et irresponsables. Le monopole de la violence, qui caractérise le pouvoir d'Etat légal, fait place à la violence décentralisée d'un appareil d'Etat éclaté et autonome. L'anarchie militaire n'est pas une métaphore. Dans le climat de guerre froide, de nombreux chefs militaires considèrent le pays en état de guerre révolutionnaire : l'Argentine cesse d'être un état de droit. Les chefs d'unité, de garnison se conduisent dans

12. *Ibid.* D'après les données fournies par *El Cronista comercial.*

13. Statistiques du Ministère du travail dans Carri (Roberto), *Sindicatos y poder*, Buenos Aires, Sudestada, 1967, p. 105.

leurs fiefs en seigneurs de la guerre. Des services policiers et parapoliciers dans la dépendance d'une arme ou d'un service agissent en pleine souveraineté, sans critère défini. Des groupuscules d'extrême-droite, toujours prêts à en découdre et dont la floraison correspond toujours à des brêches dans la normalité constitutionnelle, tiennent le haut du pavé, avec l'appui bien souvent de tel ou tel chef militaire qui y voit des forces supplétives pour la défense de l'Occident et accessoirement de sa propre quote part du pouvoir d'Etat en déshérence.

Une flambée d'antisémitisme, en juin 1962, révèle notamment la gravité de la crise morale. Des synagogues, des magasins appartenant à des membres de l'importante colonie israélite de Buenos Aires sont plastiqués, tandis que des slogans racistes font leur apparition sur les murs des villes. Des jeunes gens et des jeunes filles présumés de confession juive sont molestés, battus et torturés par des groupes néo-nazis, soi-disant pour venger Eichmann enlevé en territoire argentin par un commando israélien et condamné à mort à Tel Aviv. Ces attentats sont signés : Guardia restauradora nacionalista et Mouvement Tacuara. Ces jeunes racistes sont armés, avouent-ils, par les militaires [14]. La police, ce qui est plus grave encore et qui rappelle à certaines victimes d'atroces souvenirs, arrête les israélites qui distribuent des tracts condamnant les attentats. Le chef de la police fédérale nie même leur authenticité. Ces attentats sont« forgés de toute pièce », selon lui, « à des fins politiques afin de dissimuler quelque délit commis par la collectivité (israélite) ». Heureusement, cet appel au pogrom ne fut pas entendu.

L'antisémitisme n'est pas le seul indice d'une régression de la société argentine dans le déchaînement de forces obscures. Les violences sans contrôle s'excercent aussi contre les syndicalistes gênants. Arrêtés ou enlevés, il arrive qu'ils disparaissent sans laisser de trace. En août 1962, un jeune dirigeant de la métallurgie, Felipe Vallese, arrêté à Buenos Aires, est sans doute torturé par la police. Son corps n'a jamais été retrouvé. Quelques mois auparavant, un autre ouvrier de la métallurgie, Hector Mendoza, avait subi le même sort. Une chappe de terreur semble s'abattre sur le pays. Les « démocrates » ont la main lourde.

Car les bavures de la soldatesque ne peuvent pas cacher l'essentiel. Le naufrage des institutions, leur destruction méthodique permettent le retour au pouvoir des vaincus du suffrage universel. La Société rurale et le Jockey Club ne se plaignent pas [15]. C'est le triomphe des minorités

14. Voir « A la opinión argentina » (Solicitada de la Delegación de asociaciones israelitas argentinas), *La Razón*, 27 juin 1962 ; « Escepticismo policial », *La Razón*, 30 juin 1962. De même *Hispanic American Report*, août 1962, p. 551.

15. La Société rurale et la Confédération des associations rurales de Buenos Aires et la Pampa (Carbap) demandent au président, en mai 1963, de ne pas accepter la démission du secrétaire à l'Agriculture, Alfredo Martínez de Hoz, en raison de son action efficace et patriotique en faveur des intérêts agricoles. Celui-ci, grand propriétaire, est nommé ministre de l'Economie ! Cf. *La Nación* 14 et 21 mai 1963.

impopulaires. Le coup d'Etat et la dictature ont ouvert les portes des ministères aux élites traditionnelles, bien incapables de regagner par le suffrage les portefeuilles ministériels auxquels elles estiment avoir droit. C'est une revanche de caste tempérée par la division militaire. La CGT dénonce une nouvelle « década infame ». La politique antiouvrière et antisyndicale est indéniable. Il manque un général Justo.

Le peuple, l'opinion, les citoyens restent les temoins muets et les victimes. Les Argentins, surtout les plus modestes, frappés par la crise économique, pensent à survivre d'abord. Le scepticisme des couches populaires, qui n'attendent rien du régime qui a chassé le Premier travailleur, dans l'attente d'une hypothétique retour de Perón, se fait plus militant et plus amer. Mais les incertaines couches moyennes, qui font l'opinion argentine, sombrent, elles aussi, dans le pessimisme le plus noir. Elles refusent la dictature militaire sans éprouver la moindre nostalgie pour une démocratie discréditée. Au fond du gouffre, pas une lueur n'apparaît. Aucun espoir politique ne se dessine.

Un profond accablement marque les manifestations de la culture. Le climat de désespoir, de désespérance nationale imprègne les best-sellers de l'année terrible. Au tableau d'honneur des livres les plus demandés on trouve : *La crisis argentina*, de José Rodríguez Tarditi ; *¿Qué pasa en la Argentina ?* de Eduardo Tiscornia ; *Me duele la Argentina* (L'Argentine me fait mal) de Octavio González Roura. La grande somme romanesque de Ernesto Sábato, *Sobre héroes y tumbas*, avec sa descente aux enfers, son peuple d'aveugles, ses héros énigmatiques, volontaires et incohérents, est sans doute le meilleur symbole littéraire et l'un des symptômes les plus révélateurs du désarroi argentin et du pessimisme accablé d'une période convulsive [16].

Au seuil de la guerre civile

Les Argentins n'attendent rien des partis. Ils craignent tout de leur armée qu'ils voient à l'œuvre. Pourtant, certains, dans la classe politique, pensent que les militaires les sauveront des militaires ; que les apprentis sorciers de la « démocratie par la force » sont allés trop loin ; que la moindre faute de leur part peut précipiter un retour de balancier dont le secteur de l'armée qu'on commence à appeler nationaliste-légaliste sera le moteur. Certains indices de lassitude à l'égard de l'activisme des gorilles existent. Des officiers à la retraite lancent des mises en garde contre le droit que semble s'attribuer l'armée de se substituer au peuple pour « appuyer, continuer, censurer, repousser ou remplacer,

16. Voir Lipp (Salomón), « Ernesto Sábato síntoma de una época », *Journal of Interamerican Studies*, janvier 1966.

changer ou juger les gouvernants et les gouvernements librement élus par le peuple »[17].

L'incident survient le 8 août 1962. Le général Federico Toranzo Montero, frère de l'adversaire tuteur de Frondizi, commandant du 4e corps d'armée (Salta), se soulève à Jujuy et se proclame commandant en chef. Il exige la démission du secrétaire d'Etat, le général Loza.

Le général séditieux reproche à Loza d'avoir enfreint une tradition de l'armée de terre en assumant personnellement le poste de commandant en chef au lieu de le confier au plus ancien officier supérieur : le général Toranzo Montero lui-même. Mais cette querelle réglementaire dissimule des divergences politiques. Loza est secrétaire d'Etat à la Guerre depuis le 22 avril (à la suite de l'affrontement entre les généraux Rauch et Poggi). Malgré sa prudence, sa volonté d'arrondir les angles et de préserver la cohésion de l'armée de terre, le général Loza n'a pas cédé à toutes les exigences des ultras. Il passe donc pour favoriser contre « ceux qui défendent les principes de la révolution libératrice de septembre 1955 » le secteur *nacionalista* de l'armée, parfois identifié avec la cavalerie[18]. On lui impute également une souplesse excessivement loyaliste envers des péronistes. Des projets susceptibles de modifier le rapport des forces au sein de l'armée servent de détonateur à la crise : une restructuration des unités serait à l'étude, de même que la dissolution d'unités « politiquement engagées » comme, dit-on, le 7e régiment d'infanterie de La Plata.

Loza tente de résister aux rebelles mais il n'est pas soutenu. A Córdoba, le général Aniceto Pérez prend partie pour Toranzo Montero. La marine et l'armée de l'air ne bougent pas. Le général Loza démissionne malgré l'appui du général Rauch et des officiers supérieurs de Campo de Mayo. Qui sera secrétaire d'Etat à la Guerre ? On consulte les généraux à chaud. La tension est forte dans toutes les garnisons. Une véritable procédure électorale s'engage, dont les résultats sont publiés dans la presse. Dix-huit généraux se seraient déclarés favorables à l'orientation incarnée par le général Rauch, dont deux commandants de corps d'armée, douze commandants de division, quatre généraux sans commandement de troupes. Pour la ligne Toranzo Montero, ce sont quatorze généraux qui se prononcent, dont quatre commandants de corps et sept généraux sans commandement. Trois généraux par ailleurs seraient restés neutres. La ligne Rauch, avec un soutien massif de l'échelon décisif, celui des commandants de division, l'emporte donc. Guido nomme secrétaire de Guerre le général Eduardo A. Señoráns, à la retraite depuis 1956, officier du génie légaliste proche des nationalistes de Campo de Mayo.

17. Selon les propos du brigadier mayor (à la retraite), Horacio E. Apicella, devant des officiers sortis du service actif, lors de la célébration du 9 juillet, *La Razón*, 12 juillet 1962.

18. Selon l'éditorial de *La Nación* du 9 août 1962.

Les gorilles n'entendent pas reculer. S'ils ne sont pas majoritaires dans l'armée de terre, du moins, au niveau des Etats-majors, ils comptent sur l'appui de la marine et sur la neutralité de l'armée de l'air. Leur plan, élaboré depuis quelques mois, vise à assumer pleinement le pouvoir dans le cadre d'une véritable dictature militaire. La décision du président Guido est bien sûr repoussée. Les gorilles refusent d'obéir au général Señoráns et de le reconnaître comme secrétaire d'Etat. C'est par la force qu'ils s'apprêtent à imposer leur solution. Ils exigent, en attendant mieux, que le lieutenant général Ossorio Arana, ministre de la Guerre sous Aramburu, auteur de *planteos* sous Frondizi, soit nommé secrétaire. Selon les ultras, Aramburu a failli à son engagement de septembre 1955 en revisant sa position vis-à-vis des péronistes : le général Ossorio Arana serait donc le « dictateur » pressenti [19].

Le général Toranzo Montero arrive à Buenos Aires, s'installe à Palermo au commandement de la 1re division, à la tête des forces qui veulent imposer Ossorio Arana. Il fait déployer des troupes sur le centre de la capitale et se lance dans une guerre de communiqués contre le général Señoráns. Toranzo Montero prétend avoir l'appui de 80 % de l'armée. Il télégraphie aux garnisons que vingt et un généraux soutiennent Ossorio Arana. Les légalistes ne restent pas inactifs. Campo de Mayo soutient Señoráns qui fait appel aux blindés de Magdalena (8e régiment de cavalerie blindée) pour défendre les autorités militaires légales. Vingt-sept tanks Sherman, sous le commandement du colonel López Aufranc, se dirigent par La Plata vers Buenos Aires. Un peu plus tard, le général Onganía quitte Campo de Mayo à la tête du 4e corps de cavalerie blindée qui comprend 3 régiments de tanks, 1 bataillon du génie, les troupes du centre d'instruction de la cavalerie : une colonne de 300 véhicules et plusieurs milliers de soldats qui répond aux ordres du général Señoráns.

Le choc des deux camps semble imminent. Les troupes sont au contact dans les faubourgs de Buenos Aires. La puissance de feu des légalistes dépasse de loin celle des amis du général Toranzo Montero. Mais le président et le gouvernement s'opposent à la répression des forces rebelles. Le 11 août dans la nuit, le président Guido prononce un pathétique appel à la trêve et convoque les chefs rebelles à sa résidence. Le général Señoráns considère la trêve « inopportune » et donne sa démission au président qui a permis que « l'on viole le principe d'autorité ». On considère généralement que c'est la pression de la marine qui a sauvé les gorilles in extremis et empêché les légalistes de l'emporter militairement.

Quoi qu'il en soit, c'est une victoire politique des ultra-libéraux. Le président négocie avec les rebelles. Guido nomme secrétaire à la Guerre

19. Le général Aramburu, devenu plus politique et moins sectaire, en appelle à la concorde ; « Assez de haine », s'écrie-t-il dans un discours à la Boca le 15 mai 1962.

le général Cornejo Saravia. Le chef des rebelles déclare aux journalistes : « Il était sur la liste que j'ai présentée au président » ! Néanmoins, c'est un des généraux limogés en décembre 1956 par Ossorio Arana dans la « fournée Zerda » : un groupe à l'homogénéité douteuse quoi que les autorités de l'époque aient pu en penser [20]. Le ministre de la Défense, Cantilo, démissionne.

Les gorilles victorieux ont beau avoir le vent en poupe, ils doivent ménager encore leurs adversaires. Le ministre de l'Economie, Alvaro Alsogaray, frère du général Julio Alsogaray, un des chefs de la cavalerie, met en garde les rebelles et leur rappelle qu'ils sont minoritaires dans l'armée. Un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis les avertit que la doctrine du Département d'Etat est la non-reconnaissance des gouvernements militaires. Le général Cornejo Saravia nomme commandant en chef, après réintégration, le général Juan Carlos Lorio, limogé en décembre 1956 avec le groupe Zerda-Loza. Un semblant de continuité demeure. Après un essai malheureux avec le général Túrolo, récusé par la majorité des officiers de l'Etat-major, c'est le général Bernadino Labayrú, lui aussi du cadre de réserve, qui est nommé chef d'Etat-major, après sa réintégration au service actif. Labayrú est l'ancien secrétaire de la présidence du général Aramburu. Mais le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, le général Caro, est un chef de division blindée favorable à Señoráns, donc légaliste. Les rapports de forces ne permettent pas toutes les revanches : le général Julio Alsogaray est nommé commandant de la 1re division blindée de Campo de Mayo, tandis que certains limogeages placent notamment les divisions d'infanterie entre des mains sûres, et écartent des colonels les plus actifs du camp légaliste [21].

Les gorilles n'ont pas pour autant abandonné leur intention d'établir un pouvoir de facto qui repousserait sine die les risques d'une consultation électorale. Les légalistes s'estiment frustrés de leur victoire militaire. Ils n'entendaient pas pour autant se laisser mettre au pas ou à l'écart sans se défendre. Et il le font savoir. Ainsi le lieutenant général Rattenbach, porte-drapeau d'une conception exigeante du devoir militaire, déclare, le 23 août, devant un parterre de généraux à la retraite, qu'il faut rétablir « le contrôle des militaires par le pouvoir civil », et exiger « le retour à l'ordre constitutionnel, la condamnation de toute dictature et l'organisation d'élections dans les plus brefs délais » ; l'armée doit se consacrer à ses fonctions spécifiques, l'autorité et la discipline interne doivent être restaurées afin de « reconstruire les institutions militaires ». Le général Alsogaray, qui, lui, est en activité comme commandant de la garnison de Campo de Mayo, s'en prend, dans un discours prononcé à

20. Le général Aramburu nous affirmait néanmoins, en 1970, qu'il s'agissait d'un clan d'officiers nationalistes opposé à l'orientation démocratique libérale de sa présidence (Interview citée).

21. Ainsi, le général Carlos J. Rosas, commandant de la 3e division d'infanterie de Paraná (Entre Ríos), est remplacé par un ami de Toranzo Montero, le colonel F. J. Tizado.

la même date, « à un général ambitieux qui a mis le feu aux poudres et précipité le pays dans le désordre »[22].

La nomination au Ministère de la défense du rédacteur en chef de *La Prensa*, Adolfo Lanús, ancien député conservateur des années quarante, mentor de la Commission des activités antiargentines sous Castillo, ne semble guère de nature à combler les vœux du général Rattenbach : on ne peut pas s'attendre à une attitude modérée à l'égard de la question péroniste, ni à un abandon par les officiers gorilles de leur activisme « démocratique ». A la fin du mois d'août, une nouvelle crise éclate. Le commandant de la cavalerie, le général Juan Carlos Onganía, dont nous avons vu le rôle dans les événements du début du mois, adresse un mémorandum au général Lorio, commandant en chef. Il y stigmatise l'indiscipline fomentée d'en haut, les limogeages (dont le sien imminent) et les nominations dans le but de « donner le commandement des unités au secteur de l'armée qui, par deux fois, s'est refusé à reconnaître l'autorité d'un secrétaire à la Guerre, et qui s'est allié à la marine pour imposer sa volonté, c'est-à-dire, en définitive, la volonté de cette dernière ». Le général Onganía dénonce avec énergie « l'ingérence sans précédent de la marine de guerre dans les problèmes internes de l'armée de terre, ingérence qui vise à imposer à l'armée les conceptions de la marine, aux dépens du prestige déjà fort compromis de l'institution ».

Ce langage ferme trouve un écho certain à tous les échelons de l'armée. Il vaut une grande popularité à l'homme qui a osé prononcer les mots attendus. Il n'est pas le seul. L'offensive des légalistes, comme on les appelle encore, s'amplifie au fur et à mesure que les intentions de leurs adversaires se dévoilent. Le 12 septembre, un mémorandum à la rédaction duquel le général Julio Alsogaray a participé, est présenté au général Cornejo Saravia. Il dénonce la situation du président Guido, prisonnier d'une camarilla qui lui ôte toute liberté d'action. C'est reprendre officiellement le jugement lapidaire d'un officier nationaliste en disponibilité qui a été chef d'opération à Campo de Mayo et qui, dans une déclaration messianique aux forces armées « et à l'homme de la rue », s'en prend à l'indiscipline militaire imputable aux Toranzo Montero et à la faiblesse de Frondizi. « C'est ainsi que les Argentins se sont habitués à accepter comme président de la République une marionnette irresponsable à la tête d'un gouvernement vacant »[23], conclut la déclaration.

Les deux camps se préparent à un affrontement qui semble inéluctable. L'anniversaire du 16 septembre, commémoration de la révolution libératrice, permet d'affirmer ou de définir les positions respectives. A Córdoba, bastion antipéroniste, le général Cornejo Saravia donne la vision du péronisme que partagent les ultra-libéraux. « Sous Perón,

22. « Asumió como jefe del Estado-mayor, el general Labayrú », *La Nación*, 23 août 1962.

23. « Mensaje del coronel Juan Francisco Guevara a las fuerzas armadas y al hombre común », *Correo de la tarde*, 30 août 1962.

déclare-t-il, la justice sociale étant devenue le prétexte à l'exaction et à la concussion, c'est ainsi qu'on a corrompu les dirigeants syndicaux et favorisé la paresse ... Au nom du même principe, des officiers serviles, complices de ces troubles manœuvres, s'élevèrent aux plus hautes positions ... ». Le ton est donné. Pendant ce temps, à Campo de Mayo, le colonel Alejandro Lanusse, commandant d'une division de cavalerie, se fait le porte-parole des « vrais démocrates », des légalistes qui se refusent à une surenchère antipéroniste recouvrant des intentions inavouables. « La situation difficile que traverse le pays, dit le colonel Lanusse, doit aboutir dès que possible à une solution démocratique ». L'orateur critique durement (répondant en quelque sorte à Cornejo Saravia) ceux qui veulent utiliser les principes de la révolution libératrice à des fins partisanes, « faisant montre pour cela d'une intransigeance et d'un sectarisme qui n'a jamais été dans l'esprit de ceux qui furent d'authentiques révolutionnaires ». Et, à cet égard, le colonel Lanusse, emprisonné de 1951 à 1955 pour sa participation à la rebellion de Menéndez, sait de quoi il parle.

Le général Onganía se réunit avec les têtes pensantes du mouvement légaliste : les colonels Lanusse, José Toscano, Julio Aguirre et Arrieta. Des civils se joignent au brain-trust, notamment des démocrates-chrétiens, autour de l'ancien ministre de la Défense nationale, Rodolfo Martínez. Un plan d'action est arrêté. Les chefs de Campo de Mayo exigeront la démission des généraux Lorio et Labayrú réincorporés au service actif en violation des règlements militaires, la mise à la retraite étant définitive et irréversible. Si cette exigence est repoussée, Campo de Mayo se soulèvera au nom de la légalité militaire et constitutionnelle en faisant appel à l'opinion publique contre « le groupe de militaires qui tient prisonnier le président Guido ». Le premier putsch « scientifique » de l'histoire argentine se prépare : l'appel aux spécialistes des mass media et aux sociologues de la communication lui donnera une dimension inédite [24].

Le 17 septembre, un ultimatum est remis au général Lorio qui s'empresse de relever ses auteurs de leur commandement. Le général Pascual A. Pistarini, neveu d'un ministre de Perón, commandant de la cavalerie, et le commandant de la 1re division de cavalerie blindée, chef de la garnison de Campo de Mayo, le général Julio Alsogaray, sont limogés, ainsi que le chef d'Etat-major général, le général Eduardo A. Lucchesi. Certains généraux tentent de s'interposer, mais ni le secrétaire ni le ministre de la Défense n'acceptent la mise à la retraite des généraux réintégrés, Lorio et Labayrú. C'est l'impasse totale [25]. Plusieurs

24. Nous avons reconstitué la stratégie politique des azules grâce aux notes et brouillons de communiqués trouvés dans les Archives Güiraldes, les interviews du commodore Juan José Güiraldes (20 mai 1970) et du Dr José E. Miguens (22 mai 1970). Le professeur Miguens a rédigé tous les communiqués des azules à l'exception du n° 150.

25. Entretien avec Adolfo Lanús, 30 avril 1969.

réunions des protagonistes à la résidence présidentielle n'aboutissent pas.

Le 20 au matin, Campo de Mayo entre en rébellion. Des effectifs en armes sortent de la garnison. Le dispositif de la section d'action psychologique, composée d'un spécialiste de l'opinion publique (le Dr José Enrique Miguens), d'un politologue nationaliste (Mariano Grandona) et de plusieurs officiers d'active (le colonel Julio Aguirre notamment) ou à la retraite (le commodore Güiraldes), se lance aussi dans la bataille politique. Campo de Mayo occupe deux stations de radio d'où des communiqués sont émis toutes les demi-heures afin de créer le climat psychologique. Ses slogans percutants tendent à imposer l'image d'une armée légaliste, démocratique, au service du peuple. On entend notamment sur les ondes : « Nous sommes disposés à lutter pour que le peuple puisse voter ». « Fidel Castro est venu après Batista : la dictature mène toujours au communisme ». Ces slogans sont surtout destinés aux officiers du camp adverse ; les communiqués s'adressent à l'opinion publique.

Tous les communiqués dénoncent les groupes *golpistas* qui s'opposent au respect de la Constitution et veulent instaurer une dictature militaire. Le communiqué 150, rédigé par Mariano Grondona et le colonel Aguirre, est la véritable plate-forme politique du mouvement [26]. Lancé le 23 septembre après deux jours de combats ou plutôt d'escarmouches, ce communiqué 150 précise plusieurs points : les forces rebelles de Campo de Mayo exigent la convocation d'élections libres qui « permettront à tous les secteurs de participer à la vie du pays, qui empêcheront que certains d'entre eux obtiennent, au moyen de méthodes électorales, qui ne répondent pas à la réalité nationale, un monopole artificiel de la vie politique et interdiront le retour à une époque définitivement dépassée ».

Les forces armées « ne doivent pas gouverner mais être soumises au pouvoir civil » ; elles « doivent garantir le pacte constitutionnel », prévenir et contenir toute entreprise totalitaire » mais permettre « l'incorporation à la vie nationale de secteurs authentiquement argentins » tenus à l'écart. Enfin, dans l'ordre interne, les insurgés exigent le rétablissement de la discipline et du respect des lois et règlements.

Les deux camps, partisans de Campo de Mayo, ou Azules (les bleus, « notre camp » dans le langage des manœuvres militaires), et leurs adversaires, les Colorados (les rouges, « eux » dans la même terminologie), se battent pendant quatre jours. Les combats sont sporadiques et peu acharnés mais ils font néanmoins plusieurs morts. Les opérations militaires ne dénotent aucune haine, on a plutôt l'impression de grandes manœuvres où les armes ne seraient pas chargées à blanc. Sans évoquer la guerre en dentelle, car le sang a coulé, on ne peut imaginer ces affrontements par référence à une guerre civile du passé. On reste au

26. Voir l'article de Mariano Grondona, « Porqué escribí el comunicado 150 », *Extra*, octobre 1969 et l'article très hostile de la revue de la nouvelle droite, *El Príncipe*, contre le colonel Aguirre : Arditi (Leon), « Aguirre, y el aguirrismo en la Argentina », février 1963.

bord d'une guerre intestine entre techniciens et sans participation populaire. Le camp des gorilles, les Colorados, est d'ailleurs constamment sur la défensive et refuse le combat. Au contact des Azules, dont la puissance de feu et la mobilité sont redoutables, les forces des Colorados décrochent généralement.

En fait, le sort des armes tient à l'attitude des deux autres services. L'armée de l'air, dans un premier temps, refuse de participer à la répression des rebelles de Campo de Mayo, puis, le 22 septembre, déclare appuyer « l'action du commandement azul de Campo de Mayo jusqu'à obtenir la réddition sans condition des forces qui s'opposent à lui ». La base de Morón se dispose à bombarder les troupes des Colorados concentrées dans les parcs d'Avellaneda, Chacabuco, Lezama et sur la place Constitución. L'armée de l'air se livre dès lors à des vols d'intimidation en rase-mottes, qui dissuadent la résistance des Colorados et contribuent à la victoire azul. On s'attend à ce que la marine se range du côté du secrétatiat à la Guerre, mais il n'en est rien ; la marine ne bouge pas. Le bruit court, intoxication ou faux pas, que le général Lorio a proposé, le 21 septembre, au Conseil des amiraux, la destitution du président Guido. Cette proposition a été repoussée par la marine. Le 23, la marine doit démentir qu'elle est en état de rébellion.

Il semble en fait que les amiraux soient divisés. Certains sont sensibles aux critiques des Azules accusant les marins d'immixtion dans les affaires internes de l'armée de terre. Au nom de la cohésion des forces armées et des arguments même des Azules sur la discipline et les règlements militaires, de nombreux officiers de marine choisissent l'expectative. Malgré le désir des jeunes officiers, la marine refuse de prendre parti dans les querelles de l'armée de de terre. L'engagement de l'armée de l'air joue dans le sens de la prudence : la marine hésite à lancer une aéronavale inférieure en nombre et en moyens dans la bataille. Enfin, cause fortuite, la flotte maritime participe aux manœuvres conjointes Unitas III au large de Montevideo.

La marine joue donc les arbitres malgré une certaine agitation dans ses bases. L'amiral Clement, secrétaire d'Etat, dans un message du 22, impute néanmoins au président Guido la responsabilité des affrontements et appelle les partis à la suspension des hostilités qui « font le jeu des communistes ». Le 24, il sera blâmé pour cette déclaration. Mais dix-neuf amiraux démissionneront à la suite de la victoire des Azules. Dans l'armée de terre, les forces sont très divisées. La cavalerie, qui compte sur les tanks de Magdalena et de Campo de Mayo, ainsi que sur la 4e division de Curuzú-Cuatia, est tout entière derrière le général Onganía. A Concordia, le corps de cavalerie du général Osiris Villegas appuie Campo de Mayo. A Salta, Enrique Rauch prend le commandement des troupes abandonnées par F. Toranzo Montero. L'artillerie et l'infanterie sont en majorité dans l'autre camp. Dans de nombreuses

garnisons, les officiers se divisent en fonction de l'arme d'appartenance. Ainsi, à Catamarca, le chef du 17^{e} d'infanterie suit le secrétariat à la Guerre, les autres chefs sont aux côtés de Campo de Mayo. A Rosario, des officiers azules, sous la direction du colonel Roberto Anibal Fonseca, entrent en rébellion contre les autorités du 2^{e} corps d'armée. La division touche même le secrétariat à la Guerre ou le sous-secrétaire, le général Caro, démissionne et se rend à Campo de Mayo « pour lutter, dit-il, aux côtés de mes camarades ... ».

Le 23 septembre au soir, les Colorados se rendent aux forces commandées par le général Onganía. Le secrétaire Cornejo Saravia a démissionné. Le ministre de la Défense Lanús en fait de même : il refuse de relever les généraux Lorio et Labayrú. Le général Toranzo Montero quitte le commandement de la 4^{e} armée en remerciant ses subordonnés dans des termes exaltés : « Nous avons été momentanément vaincus dans le domaine militaire mais non pas mis en déroute ... Nous n'avons pas fait de victimes car dans nos cœurs règne le Christ et non l'Antéchrist, et, dans nos sentiments, la compréhension et l'humilité, et non l'intransigeance apatride et l'orgueil ».

Le général Federico Toranzo Montero est arrêté avec douze de ses collègues parmi lesquels les généraux Labayrú, Martijena, Túrolo, Cornejo Saravia, Bonnecarrere, Lorio, Elisondo. Quatre-vingt-cinq officiers supérieurs (colonels ou commandants) sont détenus à Campo de Mayo, 52 le sont dans différentes garnisons. Les officiers subalternes sont renvoyés dans leurs foyers : néanmoins 300 d'entre eux, par solidarité, se constituent prisonniers. La ventilation des vaincus par armes n'est pas sans intérêt. Sur une liste de 62 officiers, nous avons noté 35 officiers d'infanterie, 20 officiers appartenant à l'artillerie et seulement 7 cadres de la cavalerie.

La crise de septembre et la victoire des Azules provoque un remue-ménage considérable à la tête des différentes armes. Dans l'armée de terre, il va de soi que les vainqueurs s'attribuent le secrétariat d'Etat à la Guerre. Les généraux Rattenbach et Julio Alsogaray sont nommés respectivement secrétaire et sous-secrétaire. Le remaniement du haut commandement s'accompagne d'une épuration rondement menée par le général Rattenbach : 140 officiers supérieurs sont rayés des cadres. Dans la marine, l'amiral Clement, « tombeur » de Frondizi, et aux affaires depuis 1959, est forcé de se retirer. La passation des pouvoirs à l'amiral Kolungia se fait en douceur, mais une page est tournée. Dans l'armée de l'air, des remous très discrets entraînent la démission du secrétaire Jorge Rojas Silveyra qui se retire avec les honneurs. Le commandant en chef, le brigadier Cayo Antonio Alsina, reprochait à celui-ci d'avoir manifesté peu d'empressement à s'aligner sur les Azules.

Azules et Colorados

Comment se définissent les deux camps en présence et sur quelles bases s'opposent Azules et Colorados ? Quelles conceptions politiques défendent-ils respectivement ? Précisons tout d'abord que nous avons affaire à des coalitions très hétéroclites de cadres militaires qui ne se définissent guère en fonction d'une ligne politique, encore moins par rapport à une analyse politique. Néanmoins, des sensibilités différentes, des attitudes tranchées sur des problèmes précis provoquent des clivages nets, des regroupements de factions qui par ailleurs ont peu de points communs.

Au centre, l'attitude face au péronisme : Azules et Colorados sont antipéronistes, mais ils le sont différemment. Pour les Colorados, le péronisme est un mouvement de classe sectaire et violent qui ouvre la voie au communisme. Au contraire, les Azules, quels que soient leur itinéraire personnel et leur passé, considèrent qu'en dépit de ses excès, de ses abus de pouvoir, de sa démagogie insupportable, le péronisme est une force nationale et chrétienne qui a permis de sauver la classe ouvrière du communisme et qui constitue donc un bastion contre la subversion. Ils partagent cette opinion avec les industriels et le grand patronat qui apprécient le sens du compromis et l'autorité des chefs syndicaux péronistes. Ces attitudes présentes découlent de choix divergents à l'époque de Perón.

L'antipéronisme des Azules (que ceux-ci soient ou non des nationalistes antilibéraux) est surtout professionnel. Les Azules se sont opposés à Perón parce qu'il « politisait » l'armée et tentait de la mettre à son service. Parmi les Azules, on trouve les putschistes de 1951, des hommes qui ont donné dans l'activisme parce qu'ils considéraient que les valeurs militaires étaient en danger. Ce sont donc, pour la plupart, des antipéronistes décidés, de la première heure, dont certains, comme le colonel Lanusse, ont passé quatre ans en prison. Les Colorados seraient plutôt des ouvriers de la onzième heure. Leurs motivations sont plus politiques, ou même plus sociales. Pour eux, le péronisme a déchaîné le ressentiment de la classe ouvrière. Sa démagogie a sapé les fondements de la hiérarchie sociale. Les Colorados, restés pour la plupart dans l'armée jusqu'en 1955, ont pris une part directe à la révolution libératrice. Leur évolution face au régime péroniste est parallèle à celle des classes moyennes. Pour ces officiers comme pour de nombreux Argentins des « secteurs intermédiaires », l'ouvriérisme scandaleux de Perón est de nature subversive. Dans leur antipéronisme viscéral, il y a du réflexe de « petit blanc », ce qui explique les relations privilégiées entre les Colorados et les radicaux populaires, émanation de cette Argentine profonde et frileuse des PME, des *chacareros*, des petits propriétaires terriens, des professions libérales et des cadres de la fonction publique.

Cette attitude plus sociale que professionnelle face au péronisme n'est peut-être pas sans relations avec des différences de milieu d'origine. Certes, l'armée malaxe les hommes et les fond dans un moule commun en les coupant de leurs racines familiales. Mais l'origine familiale influe sur le choix d'une arme. Les divisions sociales se reconstituent au niveau des services et de leurs profils particuliers. Les Colorados (pour autant qu'on puisse les identifier d'après les listes d'officiers limogés) [27], fantassins ou artilleurs dans leur majorité, sont, pour plus de 60 %, originaires de Buenos Aires (capitale fédérale et province). Même parmi les officiers supérieurs, les fils d'immigrants aux noms roturiers (Aniceto A. Pérez, Gustavo A. Ortiz, Carlos A. López, Rodolfo J. Amicarelli, Raul Núñez, Carlos A. Scarnichia, Hector Picanali, etc.) sont plus nombreux que les descendants de prestigieuses dynasties militaires (Toranzo Montero, Franklin Alfredo Rawson, Horacio Luis Scasso, Enrique A. Rottjer). Cependant, il est au premier rang des Colorados des officiers de cavalerie et non des moindres : leur leader par exemple, le général Federico Guillermo Toranzo Montero. Les grandes familles de l'oligarchie provinciale ne sont pas absentes non plus : le général José O. Cornejo Saravia, fils d'une prestigieuse famille traditionnelle de Salta, suffit à le prouver.

Les Azules sont socialement très « typés ». La cavalerie, où ils se retrouvent en grand nombre, est l'arme aristocratique par excellence. Les fils d'*estancieros* attirés par la carrière des armes et le sport hippique la choisissent de préférence à toute autre (excepté l'aviation). Quelle que soit leur origine, les Azules s'identifient aux classes dirigeantes, à l'oligarchie des maîtres de la terre et des constructeurs du pays. Ils sont nationalistes et traditionalistes à la fois, c'est-à-dire souvent catholiques et parfois intégristes (comme le sont les grandes familles de l'intérieur du pays), plus tournés vers le passé que vers le grand large. Mais, officiers d'une arme mécanisée — imposant un haut niveau technique et la maîtrise d'une évolution technologique accélérée —, ils sont préoccupés également par la modernisation matérielle, le progrès économique. Traditionalistes modernisateurs, attachés aux normes « prussiennes » d'un professionnalisme aussi bien au-dessus qu'à l'écart de la vie politique, les Azules privilégient les valeurs d'obéissance et de discipline au sein des forces armées. Autant dire que leur légalisme est tout circonstanciel.

Dans une adresse à ses camarades, le colonel Guevara, prototype de l'officier azul nationaliste et antilibéral, dénonce les Colorados qui n'acceptent pas la hiérarchie, « qui se soulèvent pour changer leurs supérieurs ou qui désobéissent au pouvoir civil quand on ne les consulte pas ». « Ils se disent anticommunistes, mais, en fait, affirme le colonel Guevara, ils sont " soviétisants " dans le domaine militaire, et marxi-

27. D'après le *Boletín reservado de la secretaría de guerra*, du 16 octobre 1962.

sants ... ». Et lors d'une prise d'armes, le leader des Azules, le général Onganía, définira ainsi sa position provisoirement hostile au pouvoir : « L'armée au gouvernement tend à se transformer peu à peu en une institution délibérante et, de cette manière, à se détruire en détruisant la discipline. Sans discipline, pas de hiérarchie ni de commandement. Sans commandement, c'est l'anarchie, et l'anarchie dans l'armée mènerait bien vite le pays au chaos »[28].

Au reste, tandis que les Colorados aspirent à une dictature militaire capable d'extirper les dernières traces du péronisme, et de « dépéroniser » le pays, certains d'entre eux sont d'authentiques démocrates qui croient que le phénomène péroniste relève de la pathologie. Au contraire, les Azules ne sont ni tous nationalistes et antilibéraux ni tous légalistes et hostiles à une dictature militaire. Les deux camps se définissent plutôt par opposition : d'où les chassés-croisés successifs. Précisons enfin que ce sont les Colorados qui, par la bouche du général Loza, définissent, dès juin 1962, le thème des « frontières idéologiques »[29], et que ces mêmes Colorados justifient leur action par « l'état de guerre révolutionnaire » dans lequel se trouverait le pays.

Une issue politique ratée : le Front et son échec ou la revanche posthume des Colorados

La défaite des Colorados entraîne un remaniement ministériel complet qui remet en selle les hommes de l'interrègne écartés en avril. Rodolfo Martínez est à nouveau nommé ministre de l'Intérieur. Carlos M. Muñiz, considéré comme frondiziste, reçoit le portefeuille des Affaires étrangères[30]. La stratégie de mars 1962 légaliste et intégrationniste n'a pas changé. Il s'agit d'intégrer sans risques le péronisme à la vie politique et pour cela organiser avec l'appui — peut-être même la participation directe — de l'armée un front politique très large permettant d'entourer les péronistes de partis « démocratiques », en neutralisant ainsi l'influence de Perón. Il faut, pour cela, que l'armée accepte de courir ce risque et que Perón ne torpille pas l'équilibre précaire d'une coalition circonstancielle. Tel est le sens de l'opération Front national et populaire qui va occuper pendant huit mois le devant de la scène.

En théorie, le gouvernement s'engage à organiser des élections libres entre mars et juin 1963 et à observer une attitude de parfaite impartia-

28. *La Nación*, 2 mai 1963. Il s'agit d'une prise d'armes pour la commémoration, dans toutes les garnisons du pays, du 110e anniversaire de la Constitution.

29. « Il existe des frontières intérieures qu'en pleine guerre froide nous devons défendre », *La Nación*, 24 juin 1962.

30. Il a été en effet sous-secrétaire de l'Intérieur sous Lonardi et ambassadeur au Brésil sous Frondizi, un itinéraire fréquent chez les *desarrollistas*. Le secrétaire d'Etat au Commerce, homme d'affaires et éleveur de la province de Santa Fe, Juan B. Martin, passe pour partager la même orientation.

lité. En fait, la « disposition au dialogue », dont se targue le ministre de l'Intérieur, traduit sa volonté de forger une issue à l'impasse politique où les gorilles ont conduit le pays.

Pour surmonter la crise, selon Rodolfo Martínez et ses amis nationalistes catholiques ou *desarrollistas*, les militaires azules doivent s'entendre avec des péronistes respectueux, notables locaux, ou bureaucrates syndicaux, afin de former une alliance de groupes politiques et de classes sociales analogues à celle que Frigerio et ses amis appelaient de leurs vœux : une coalition des « producteurs » (ouvriers et industriels) attachés à moderniser le pays avec le soutien d'une armée résolument « industrialiste ».

Ce projet est audacieux et délicat. Qui exercera l'hégémonie dans ce Front de *desarrollistas* ? Dans l'esprit des promoteurs, ce sont les militaires azules. Mais comment concilier les intérêts des syndicats et des politiciens péronistes avec ceux de Perón et des partis dits démocratiques ? Le Front le plus large est nécessaire pour rendre le projet crédible auprès de l'opinion ; reste la difficulté de faire marcher de front des hommes et des formations que l'histoire récente a vus s'affronter. Quand bien même le problème de la représentation des péronistes serait résolu, quel peut être le candidat présidentiel d'une alliance populaire qui, sur le plan de l'arithmétique électorale, n'est pas sans rappeler l'équilibre subtil du pâté d'alouette ?

Civils et militaires se mettent à l'œuvre. Une activité fébrile s'empare des frondizistes et des nationalistes qui sont avec les militaires azules les inspirateurs de cette audacieuse combinaison. Des agents de liaison rédigent et portent des mémorandums aux trois grands absents qui sont censés inspirer le Front sinon tirer les ficelles de l'opération : Perón à Madrid, Frondizi, assigné à résidence dans les Andes du Sud, Frigerio qui a pris ses distances à Montevideo [31].

Un premier pas semble franchi au fil des réunions avec la reconnaissance officielle accordée à un parti néo-péroniste qui, tout en se réclamant du justicialisme plus que de Perón, n'a pas encouru les foudres du héros éponyme. Le parti Unión popular, fondé en 1955 par l'ancien ministre Bramuglia, a même la bénédiction de l'exilé de Madrid puisque son actuel leader, Rodolfo Tecera del Franco, fait partie du conseil de coordination justicialiste. Ayant conformé son organisation au statut des partis, il a droit de cité, du moins en théorie. Il peut donc négocier au grand jour de la formation du Front national et populaire avec les groupes nationalistes (Basilio Serrano, le commodore Güiraldes), les démocrates-chrétiens, l'UCRI et bien sûr la CGT.

31. Les archives du commodore Güiraldes contiennent une collection de ces notes. Güiraldes a été l'un des coordinateurs de cette opération et l'un des rédacteurs des notes hebdomadaires qui nous ont permis de reconstituer l'entrelac des négociations et les appréciations sur la situation militaire.

Mais les traverses sont nombreuses. la victoire militaire des Azules n'a pas calmé les esprits ni imposé une ligne intangible. Le compromis interarmes est précaire. En décembre l'aviation s'agite. L'autorisation officielle donnée a un parti péroniste crée des remous dans la marine. Dès février, le secrétaire à la Marine manifeste son désaccord. A la mi-mars, il fait appel de la résolution du juge qui a octroyé la personnalité juridique à l'Unión popular et demande l'application stricte du décret-loi 7165/62 de répression du péronisme. Le 18 mars, la marine demande officiellement que le parti Unión popular soit interdit. L'armée de terre et l'aéronautique ripostent : « Cette procédure n'est pas indispensable » pour empêcher « le retour du régime renversé par la révolution libératrice ». Les conservateurs et l'UCRP profitent de l'occasion pour dénoncer la manœuvre frontiste, expédient, selon Bonifacio del Carril, « des politiciens sans électeurs » qui redoutent, d'après Ricardo Balbín, chef de file des radicaux populaires, d'aller aux élections avec leurs seules forces [32].

Les divergences, voire les dissensions, affleurent vite entre les partenaires hétéroclites d'un Front plus prophylactique qu'offensif. Les démocrates-chrétiens s'entendent mal avec les nationalistes intégristes de l'union fédérale, parfois transfuges de leur parti, qui sont au cœur de l'opération. Les syndicalistes combatifs ruent dans les brancards et remettent en cause l'image laborieusement élaborée d'un justicialisme respectueux et de bonne compagnie. Le « gouverneur élu » de la province de Buenos Aires, leader des ouvriers du textile, Andrés Framini, élève le ton, le 20 mars, en dénonçant « la trahison du frondizisme » et en répudiant le communiqué 150 de Campo de Mayo, véritable charte du mouvement. Autant dire que tout un secteur péroniste refuse le plan azul, fondé sur la participation du péronisme aux élections « sans son chef, ses symboles, ses traditions et ses objectifs révolutionnaires » [33].

L'opposition libérale et conservatrice en profite évidemment pour lancer un cri d'alarme. La Société rurale et l'Union industrielle argentine, regroupées dans un cartel de défense de la libre entreprise (ACIEL), exigent du gouvernement qu'il s'« oppose au retour du péronisme quelles que soient ses formes ou dénominations », qu'il s'oppose également « aux fronts, coalitions, accords, pactes ou alliances partisanes qui, sous prétexte d'union nationale, de réconciliation des Argentins ... tentent de dissimuler une nouvelle " intégration " ».

Il est vrai que la tactique du FNP n'est pas sans rappeler un précédent récent. Mais cette fois-ci aucun candidat présidentiel ne s'impose. C'est là un aspect négatif, tandis qu'au crédit de la nouvelle opération

32. « Refirmó el Dr Balbín su antifrentismo en una reunión con Matera », *La Nación*, 19 mars 1963.

33. « Acto de las 62 organizaciones en Punta Lara », *La Nación*, 20 mars 1963.

« intégration » on peut porter l'appui délibéré du secteur militaire dominant. Là encore la division fait son chemin. Les Azules sont troublés par les proclamations révolutionnaires de certains de leurs partenaires autant que par les anathèmes des libéraux. L'idéologie de l'Union nationale informe la démarche de bon nombre de ces officiers que le tête-à-tête Frondizi-Perón inquiète. Pour désarmer l'opposition libérale autant que les scrupules des consciences militaires, les meneurs de jeu proposent à un Colorado bon teint, un gorille civil qui a ses quartiers de noblesse, la candidature à la vice-présidence : Miguel Angel Zavala Ortiz est sondé par le ministre de l'Intérieur lui-même. Il refuse. Mais ainsi, pense-t-on chez les frontistes, on lèvera l'hypothèque radicale populaire [34].

C'était prendre un vieux routier de la politique pour un enfant de chœur. Zavala Ortiz rend publique l'offre ministérielle dans une lettre ouverte où il critique le projet politique frontiste comme antidémocratique et imposé par les forces armées. Il s'élève notamment contre « l'intégration par petite dose », et réclame la participation sans lisières du péronisme aux élections. C'est un beau tollé. Le gouvernement doit en même temps rassurer péronistes et antipéronistes. Le 21, il émet un communiqué rappelant à l'ordre les partisans de l'ex-général. « Les associations reconnues, dit ce texte, ne devront avoir aucune relation avec le responsable suprême du régime justicialiste ».

En fait, le pays s'interroge, non sur la qualité du candidat à la vice-présidence, mais sur la personnalité du candidat officiel à la présidence que seul un militaire peut occuper, aux dires des milieux informés. Le général Onganía est même contraint de démentir publiquement que la candidature lui a été offerte.

En fait, il semble bien que les militaires, après mûre réflexion, se soient opposés à la candidature de l'un des leurs et se soient préparés, par suite de divers incidents, à prendre leurs distances par rapport au ministre de l'Intérieur et à ses amis. Rodolfo Martínez démissionne le 27 mars.

Les Colorados de la marine vont profiter des hésitations des Azules, qui masquent en fait des divergences d'appréciation, pour se rebeller et infléchir la politique électorale du pouvoir dans leur sens. Le 2 avril au matin, deux radios transmettent une proclamation révolutionnaire violente signée par le général retraité Benjamín Menéndez, infatigable conspirateur. Simultanément, le général azul, Osiris Villegas, est victime d'un attentat. La marine se soulève à la base navale de Punta Indio. Des troupes d'infanterie de marine s'emparent du centre de La Plata et même d'un secteur réduit de la capitale fédérale. Les foyers rebelles importants sont situés à Mar del Plata, Bahía Blanca et La Plata.

L'armée de terre réaffirme sa fidélité au communiqué 150 et annonce

34. « Rechazó el Dr Zavala Ortiz un ofrecimiento ministerial », *La Nación*, 21 mars 1963.

son intention de réprimer la rébellion. Le secrétariat à l'Armée de l'air annonce que cette arme participe à la répression mais qu'elle empêchera tout retour du péronisme ou d'un régime totalitaire. Un secteur minoritaire de l'aviation, derrière le commodore Lentino, ne parvient pas à faire basculer celle-ci dans le camp rebelle.

Chaque arme défend sa position et sa politique sans se soucier du pouvoir exécutif. Les forces armées forment un Etat dans l'Etat, l'obéissance est consentie. En fait, c'est le gouvernement qui suit le camp militaire dominant.

Les combats s'engagent. La base navale de Punta Indio est investie par le 8e régiment de cavalerie de Magdalena. A Bahía Blanca, la marine abandonne les casernements du 5e d'infanterie occupés au début des hostilités. Le 4, le reflux des Colorados est général. Il y a de nombreux morts : une quinzaine et cinquante blessés du côté des Azules, dit-on.

Les Colorados n'attendaient sans doute pas une victoire militaire. A nouveau, c'est à travers les communiqués qu'on peut capter le sens politique des événements et l'impact de la rébellion. Le communiqué 151, dont la numérotation souligne la continuité, reprend la ligne de septembre. « Les totalitaires qui croient à la dictature militaire tentent une nouvelle fois d'empêcher que le peuple construise son propre avenir ». Le communiqué 151 parle « d'éliminer la minorité antidémocratique ». Mais le n° 188 souligne l'unité indestructible et permanente des trois armes et affirme que « l'armée n'a pas pour but l'anéantissement de la marine ». Ce communiqué est diffusé au moment où les forces rebelles se rendent. Le général Onganía aurait voulu une reddition sans condition. Les secrétaires à la Guerre (le général Rattenbach) et à l'Armée de l'air (le commodore Mac Loughlin) suggèrent des conditions acceptables et l'emportent. Le poids de l'armée de l'air se précise.

Le 6, après l'arrestation des chefs du mouvement, parmi lesquels l'amiral Isaac Rojas, ex-vice-président, le repli des forces loyales hors des bases navales (à l'exception de Punta Indio) et le licenciement immédiat des deux classes sous les drapeaux (sauf 2 500 hommes) dans la marine de guerre, est émis le communiqué 200 qui, par sa tonalité antipéroniste et la référence au rôle de l'armée de l'air, constitue un véritable coup de théâtre politique. Le général Onganía sort sans doute grandi de la crise mais l'arbitrage de l'armée de l'air est désormais décisif.

Le 10 avril, le général Rauch est nommé ministre de l'Intérieur. Après la parenthèse guerrière des premiers jours d'avril, les préparatifs électoraux reprennent le dessus. Mais ce sont les militaires qui guident le processus.

Or, ils sont plus que jamais divisés, donc impuissants à assumer une ligne rigoureuse et nette. Selon un mémorandum secret du coordinateur du Front, on trouverait dans l'armée de terre quatre secteurs :

1. Les Azul-Azul, tous les colonels et 4 généraux sauf Lanusse et

Alsogaray. Leur prototype est le commandant des tanks de Magdalena qui firent merveille à deux reprises, le colonel López Aufranc.

2. Un groupe libéral-légaliste autour de Julio Alsogaray et de Lanusse, deux hommes très influents dans l'armée et qui ont des antennes politiques de premier ordre.

3. Une masse importante (420) d'officiers de rang moyen (commandants et lieutenants-colonnels) qui, sans être colorados, ont refusé de réprimer leurs camarades et font passer avant tout l'unité de l'armée.

4. Une ligne nationaliste au sens large qui va depuis les lonardistes jusqu'à un certain progressisme incarné par le général Rosas.

Il faudrait ajouter une cinquième tendance incarnée par le sphynx de la cavalerie, le commandant en chef Juan Carlos Onganía. Comme le chien du jardinier du proverbe espagnol qui ne mange pas les choux mais interdit à quiconque d'en manger, il refuse d'être candidat à la présidence et refuse toute candidature. Il souhaiterait, sans doute, être candidat d'union nationale, mais Lanusse, qui commande Campo de Mayo, serait très hostile, dit-on, à cette solution. En fait, le général Onganía ne veut pas occuper de fonctions politiques avant d'être parvenu à réunifier l'armée. En outre, les négociations avec la classe politique l'inquiètent et il a peur d'être joué par l'exilé de Madrid.

Sur un seul point un accord intervient rapidement, qui consiste à aggraver la législation antipéroniste. C'est une mesure d'apaisement strictement militaire qui sape les bases précaires sur lesquelles le Front tentait d'édifier une alliance. Le décret 2713, du 10 avril, étend la proscription à ceux qui font l'éloge du « tyran en fuite », ou du régime péroniste, ou du « parti dissous », à ceux qui diffusent des directives, des informations sur le tyran en fuite et même ceux qui rencontrent l'ex-président. Tous sont passibles de prison et de déchéance civique. Il s'agit de supprimer par décret l'existence de Perón.

C'est dans cette atmosphère de valse hésitation et de désorientation de l'armée que le général Rauch va se livrer à une série de coups de force déroutants, en contradiction avec son passé azul et qui vont contribuer à brouiller les cartes. D'abord, le nouveau ministre de l'Intérieur fait procéder à une série d'arrestations incongrues. Il s'agit, selon le communiqué, « de personnes qui mettent en danger la sécurité de l'Etat et la démocratie ». Les détenus sont des hommes liés de près ou de loin à l'ex-président Frondizi. Les attendus de ce décret, qui place sur le même plan un romancier inoffensif et apolitique comme Ernesto Sábato, et un philo-castriste platonique comme Ricardo Rojo, stipulent que le gouvernement a voulu mettre hors d'état de nuire « un groupe intitulé frigériste, d'après le nom de son chef visible Rogelio Frigerio ..., groupe de gens qui partagent une position marxiste-léniniste insurrectionnelle de type latinoaméricain (*sic*) ... groupe qui s'est infiltré dans les milieux économiques en profitant des circonstances anormales que connaît le

pays et dont il est en parti la cause (et) a obtenu un immense pouvoir économique ». Des communistes déguisés en capitalistes prospères et qui sapent du dedans la société occidentale et chrétienne : on reconnaît les amalgames sans nuances des gorilles et de leurs conseillers.

Les Azules se sentent trahis. Le sol a vacillé sous leurs pieds. Sans le Ministère de l'intérieur, leur opération électorale n'est pas viable. Néanmoins, une première pré-candidature est lancée par les frontistes, à la fin du mois d'avril : Pérez Companc, un industriel pétrolier, spirituellement et dit-on financièrement lié aux milieux cléricaux et appuyé par Frigerio. Les hommes d'affaires sont satisfaits : les actions de la Compagnie Pérez Companc sont en hausse. Les militaires renâclent car le personnage n'a rien pour les attirer. Les péronistes, notamment dans les syndicats, s'insurgent. Le métallurgiste Vandor annonce qu'il s'envole vers Madrid pour exposer à Perón l'impossibilité où se trouve la CGT d'appuyer le magnat pétrolier [35].

C'est alors que le ministre de l'Intérieur relance son offensive antifrondiziste donc antifrontiste, et propose des modifications insitutionnelles qui reviennent instaurer une véritable dictature militaire. Les Colorados vaincus sont au pouvoir ! Le 9 mai, le général Rauch envoie un mémorandum aux autorités militaires, qui s'ouvre sur la dénonciation des gouvernants d'après 1958 qui « organisèrent la délinquance au sommet de l'Etat ». Après avoir réaffirmé sa fidélité au communiqué 200 du général Onganía, il propose que le ministre de l'Intérieur soit un officier supérieur au service actif, que l'armée ne se limite pas à influer sur la vie politique du pays par le biais du Ministère de l'intérieur. Après avoir critiqué vivement la politique économique et la politique internationale de l'actuel gouvernement « qui ne s'est pas dégagée de l'orientation neutraliste du frigérisme » (amabilité à l'égard de ses collègues, Méndez Delfino et Carlos Muñiz proches du frondizisme), le général Rauch prévoit des mesures immédiates. Il faut, selon lui, faire un exemple en poursuivant les fonctionnaires coupables de malversation, mettre au pas les radios et les journaux, « exclure à jamais de la vie politique les partisans de Perón et de Frigerio ». *La Nación* du 12 mai s'interroge avec raison : « Après le mémorandum du général Rauch, les Colorados sont en prison par erreur ».

Le président Guido considère cependant que son ministre de l'Intérieur a outrepassé ses fonctions et qu'il doit démissionner, d'autant que celui-ci a multiplié les déclarations contre ses propres collègues accusant notamment le ministre de l'Economie, Méndez Delfino, d'avoir spéculé sur le peso lorsqu'il était, en 1962, président du Banco central. L'enva-

35. Memorandum FNP du 6 mai 1963. En revanche Pérez Companc aurait l'appui de l'ambassade américaine qui encourage très vivement la constitution du Front. L'ambassadeur Mac Clintock rencontre fréquemment les principaux protagonistes. Voir Memorandum. Frente nacional y popular, 22 mars 1963, Archives Güiraldes.

hissant général exige de fait l'expulsion du gouvernement de tous les ministres et secrétaires d'Etat proches des milieux frondizistes, c'est-à-dire, outre les ministres de l'Economie et des Affaires étrangères, Juan B. Martin, secrétaire d'Etat au Commerce et le ministre du Travail Guido Martelli, ancien socialiste devenu conseiller de la firme Pirelli, dans la meilleure tradition frigériste [36].

Le général Onganía réagit contre les initiatives de Rauch en se désolidarisant des jugements de celui-ci sur ses collègues. Mais, dans un communiqué aux unités, le commandant en chef appuie les mesures exigées par Rauch contre « le totalitarisme ». Tandis que le ministre de l'Intérieur est soutenu par des cercles ultra-nationalistes [37] et par les tendances gorilles de l'UCRP, le secrétaire d'Etat à la Guerre réclame la tête du général Rauch, ce qu'il finit par obtenir d'un Onganía réticent. Tout le cabinet démissionne y compris le général Rattenbach lui-même qui n'a pu s'entendre avec le commandant en chef, dont Rauch, en démissionnant, prétend, non sans quelque fondement, « qu'il partage ses aspirations et ses inquiétudes ».

Le nouveau ministre de l'Intérieur est le général Osiris Villegas qui s'empresse de déclarer « vouloir poursuivre la politique de son prédécesseur ». Le tournant est pris, et le Front est condamné au moment même où une candidature imposée par Perón mais acceptable pour des partenaires se dessinait. L'ancien député conservateur Solano Lima, à la tête d'une minuscule formation, le Parti conservateur populaire, est sur le point de recevoir l'investiture des formations frontistes et l'aval des « grands électeurs ».

Le 17 mai, après plusieurs communiqués du commandant en chef de l'armée réitérant l'inflexible volonté de l'Etat-major de procéder à des élections libres, le décret-loi 4046 exclut le parti Unión popular de l'accès aux charges exécutives, tant au niveau national que provincial. Excipant des liens qui continuent à exister entre ce parti et le parti péroniste dissout, le décret-loi limite les possibilités électorales de cette formation aux charges de députés nationaux et provinciaux et de conseillers municipaux. Le 19 juin enfin, le décret-loi 4784 aggrave encore l'interdiction précédemment édictée. Considérant que dans certaines provinces (Salta et Jujuy notamment) la loi est tournée grâce à des alliances avec des partis proches de l'Unión popular, le nouveau texte, tout en se défendant de mettre en cause les alliances de la formation incriminée avec des « partis indiscutablement démocratiques », étend aux alliés de l'UP les dispositions du décret-loi 4046. Le Front est directement

36. A Martelli, qui a été sous-secrétaire d'Etat au Travail sous Aramburu ; il reproche de « mener une politique sociale trop axée sur l'économie et sans liens avec le Ministère de l'intérieur » (*La Nación*, 10 mai 1963).

37. Le Movimiento de recuperación nacional republicano ou le Centro de estudios energéticos General Mosconi.

menacé. Il suffit de prouver d'ailleurs que Perón inspire les partis coalisés pour que les rigueurs de la loi s'abattent sur lui.

On comprend dans ces conditions la terrible arme de guerre constituée par les enregistrements de conversations téléphoniques réalisées entre Buenos Aires, Montevideo et Madrid, et dans lesquelles les stratèges frontistes négocient. Ce « coup bas » est dû à un candidat de l'UCRP à un siège de sénateur. Mais personne ne s'y trompe. Ce sont des services de renseignement militaire qui ont pris la décision de rendre publiques ces tractations discrètes [38].

Il ne s'agit pas simplement de justifier une prohibition, mais de semer le trouble chez l'adversaire, ce qui est relativement facile. En raison de la difficulté à arriver à un accord sur un candidat commun. Certains partis de la coalition, réticents à s'engager dans le Front, ont désigné leurs candidats. C'est le cas de l'UCRI où l'ancien gouverneur de la province de Buenos Aires, Oscar Alende, qui représente la gauche radicale hostile au *desarrollismo* de Frigerio, refuse de retirer sa candidature lorsque celle de Solano Lima devient officielle. Le choix de l'ancien gouverneur UCRI de la Province de Sante Fe, Sylvestre Begnis, comme compagnon de « formule » du candidat frontiste n'y change rien. Les déclarations dramatiques de Frondizi pour persuader l'UCRI de la nécessité du Front sont sans influence. Les militaires azules eux-mêmes partagent les inquiétudes des radicaux intransigeants. Dans la candidature du leader quasiment inconnu d'un parti sans troupes, ils flairent une manœuvre de Perón. Pour eux, Solano Lima sera prisonnier de l'exilé de Madrid sans la marge de manœuvre qui a permis à Arturo Frondizi de rompre avec ses alliés péronistes. Le Front s'effrite et le mécontentement envahit les coalisés. La proscription se profile.

L'offensive antifrontiste marque d'ailleurs des points. Tandis que les militaires azules sont de plus en plus fermes à l'égard du péronisme, afin d'assurer la cohésion de l'armée, le Front, avec le retrait des démocrates-chrétiens et le gros de l'appareil de l'UCRI, semble se réduire à une manœuvre crypto-péroniste inacceptable pour l'armée, d'autant que la présence de deux candidats radicaux (UCRI et UCRP) réveille chez nombre de généraux la nostalgie d'une union des radicalismes au moins au niveau du collège électoral, grâce à un jeu d'apparentement. Et le général Aramburu, qui a enfin créé son rassemblement du peuple argentin sous le sigle UDELPA (Unión del pueblo argentino), propose aux libéraux son passé de président « révolutionnaire », et aux militaires, las d'une anarchie qu'ils ont déchaînée, des slogans bien frappés sur son goût de l'ordre et sa virilité [39].

38. Voir à ce sujet Güiraldes (commodore J.J.), « El antifrentismo, exposición efectuada por el comodoro Juan José Güiraldes por Radio Colonia y Radio Porteña el 10 de julio de 1963, Olivos, s.e., 1963, p. 5.

39. Tels ces deux slogans intraduisibles : « Orden en todos los órdenes » et « El tiene lo que hace falta ».

Le décret-loi 4874-63 est donc appliqué strictement. Des dizaines de candidats provinciaux sont proscrits. Enfin, le candidat présidentiel du Front lui-même se voit opposer le veto des militaires, en dépit de son origine et du programme économiquement libéral et socialement conservateur du FNP [40]. Le 5 juillet, Perón appelle à « l'abstention révolutionnaire » et au « vote blanc ». Depuis Bariloche, Frondizi donne les mêmes consignes, refusant ainsi de faire voter pour le candidat issu de son propre parti. Le Front est mort. La démocratie restreinte et les prescriptions sont réimplantées par les auteurs du communiqué 150. Quel qu'il soit, le président issu du scrutin du 7 juillet sera mal élu. Et les militaires, qui ont conditionné les élections et subordonné l'avenir du pays à leurs valeurs idéologico-institutionnelles, ne vont pas se retirer de la scène pour autant.

40. Sur ce plan au moins les péronistes s'étaient montrés d'une grande discrétion. Aucun des points importants du programme justicialiste ne figurait dans celui fort vague du FNP. « Son succès, dira une des chevilles ouvrières du Front, invoquant la politique de J.F. Kennedy, est la condition indispensable pour la mise en œuvre de la politique latinoaméricaine des Etats-Unis ... » (J.J. Güiraldes, « A un paso del Frente », Radio Porteña, 29 juin 1963).

Chapitre 13

Le coup d'Etat programmé et la mise en place de l'autocratie « transformatrice »

Les élections générales de juillet ou les surprises de la démocratie restreinte

Les élections improbables ont enfin lieu dans des conditions peu propices à l'enthousiasme civique. Malgré l'absence de liberté du suffrage et alors qu'on craignait une désaffection massive des électeurs, tant par suite des mots d'ordre abstentionnistes qu'en raison du scepticisme fondé des citoyens à l'égard des processus électoraux perpétuellement remis en cause, c'est le contraire qui se produit. La participation électorale est très élevée (85,5 %), et les votes blancs (19,2 % des voix) régressent par rapport à 1960 (25,1 % des voix) ou 1957 (24,31 %), malgré l'ordre de Perón repris par Frondizi, Solano Lima et divers groupes nationalistes et sociaux-chrétiens.

Cette seconde défaite de Perón et de ses alliés est due à l'enjeu de la consultation. La présence parmi les candidats de l'ancien président de la *revolución libertadora* a pesé sur les motivations de nombreux électeurs. On a voté pour ou contre le général Aramburu et ce qu'il représentait. Dans les milieux populaires péronistes ou indépendants, qui se souviennent des mauvais jours du régime militaire, on a souvent voté utile c'est-à-dire pour les deux candidats radicaux, ou pour des partis minoritaires. Les votes sont beaucoup plus dispersés qu'à l'accoutumée.

L'UCRP arrive en tête du scrutin présidentiel avec 25,8 % des suffrages, c'est-à-dire un score à mi-chemin des résultats de 1957 (24,2 %) et de ceux des élections présidentielles de 1958 (27,91 %). La stabilité de l'électorat radical populaire et le jeu de la proportionnelle ne permettent

pas aux vainqueurs d'obtenir la majorité au collège électoral. Le candidat des radicaux populaires, Arturo Illía, n'obtient que 168 grands électeurs contre 110 pour Alende (UCRI) qui a recueilli 16,8 % des suffrages exprimés, et seulement 72 et 7,7 % des voix pour l'outsider et favori, Aramburu. Finalement, l'ancien gouverneur élu de Córdoba n'est porté à la présidence qu'avec l'aide des voix des conservateurs, du Parti socialiste démocratique et des petits partis néo-péronistes de l'intérieur. Le nouveau président ne pouvait pas être plus mal élu.

Il est vrai que le choix d'Arturo Illía pour défendre les couleurs de l'UCRP n'avait que valeur de témoignage. Au moment de la désignation, le Front national et populaire semblait devoir l'emporter de manière écrasante, et les chefs historiques de l'UCRP (Balbín, Zavala Ortiz) ne tenaient pas à se « brûler » prématurément. De même que son quasi-adversaire du Front mort-né, Vicente Solano Lima, Illía est le plus petit commun dénominateur de son propre parti. Figure respectée d'une tendance progressiste un peu marginale, les sabattinistes [1], le modeste et provincial médecin de Cruz del Eje a peu d'ennemis. Dans un parti qui n'est plus aux affaires depuis trente ans — s'il est vrai que l'UCRP est l'héritier de la tradition radicale la plus authentique —, Illía est le seul à avoir été élu à un poste exécutif après 1955. Son élection à la présidence est donc un peu une surprise qui navre presque autant ses amis que ses adversaires.

Certes, les radicaux populaires disposent de 13 sièges de gouverneurs sur 22, mais ils n'ont pas la majorité au Congrès où ils n'enlèvent que 72 sièges sur 189. Cependant, le plus grave ne se situe pas au niveau du système politique formel. L'UCRP est, nous l'avons vu, l'allié civil des Colorados, et l'armée, malgré certaines concessions aux « vaincus » d'avril, est entre les mains des Azules. Dans les chassés-croisés politiques entre militaires et civils, qui ponctuent les soubresauts de l'évolution institutionnelle argentine après 1955, la situation est inverse de celle de 1958 où Frondizi, vainqueur des radicaux populaires, était prisonnier des gorilles, les futurs Colorados de 1962. La « défaite électorale des Azules », selon la formule d'un publiciste ultra-libéral [2], prépare-t-elle une revanche parallèle à celle qui mit fin au gouvernement *desarrollista* ? C'est la question qu'on se pose dans tous les milieux politiques au début du mois d'août 1963.

N'était-ce un redoutable esprit de revanche chez les vaincus civils et militaires comme chez les vainqueurs de juillet, le pays semblerait avoir pourtant trouvé le président qui lui convient. Après tant d'épisodes dramatiques, les fracas des batailles et des proclamations tonitruantes, c'est un gouvernement de pause qui s'installe au pouvoir, bien adapté à un

1. Du nom du leader « intransigeant » de Córdoba, Amadeo Sabattini. Voir ci-contre chapitre VI.

2. « Revolución en las urnas », *El Príncipe*, juin-juillet 1963, p. 119.

pays toujours en convalescence. Le président Illía est un modéré de centre gauche qui croit à la démocratie parlementaire mais aussi aux vertus curatives du temps. Homme de bon sens, gradualiste, respectueux de l'Etat de droit, il se garde de prendre les événements au tragique. Il se veut rassurant plus que dynamique. Honnête, désintéressé, plus habile qu'on a voulu le croire, il est sans doute desservi par son parti où pourtant les jeunes compétences ne manquent pas.

Car les multiples tendances du radicalisme populaire veulent leur part de pouvoir. Depuis longtemps écartés des affaires, les radicaux entendent gouverner sans partage alors même que l'élection du président Illía n'a été obtenue qu'avec l'appui d'autres formations, et que l'UCRP n'a pas la majorité au Congrès. Il est vrai qu'il y a fort longtemps qu'ils attendent cette victoire que Frondizi leur a traîtreusement ravie en 1958. Pourtant, un gouvernement de coalition s'impose. Les radicaux du peuple bénéficient de sympathies étendues, allant des conservateurs aux communistes en passant par les néo-péronistes [3]. En voulant gouverner seuls, ils s'isolent en s'affaiblissant. Sans doute ont-ils déjà fort à faire pour harmoniser au sein de leur propre parti les points de vue divergents de tendances antagoniques et des chefs historiques aux sensibilités disparates. Deux thèmes semblent seuls faire l'unité : la défense des institutions, la nécessité de rompre avec les pratiques et le programme du gouvernement Frondizi (ce qui permettra, d'ailleurs, au président Illía de faire accepter par la droite de son parti des mesures avancées). Une troisième cause unificatrice est la réhabilitation des officiers colorados, défendue avec plus ou moins de discrétion suivant les courants. Ce sera un motif de friction avec les Azules. Nous y reviendrons.

Si une sensibilité et une histoire communes unissent dans un même appareil de clientèles les notables « unionistes » et les « intransigeants », leurs divergences sont notoires. Dans la composition du gouvernement, le dosage des courants accuse les contradictions de la nouvelle administration. Les défenseurs du programme socialisant d'Avellaneda y côtoient d'anciens ministres de l'Education et de la Justice. La présence de Miguel Angel Zavala Ortiz aux Affaires étrangères ne semble pas préfigurer une diplomatie progressiste. Pourtant, la campagne électorale du Dr Illía a été placée sous le signe du nationalisme antiimpérialiste : le rejet des diktats du FMI, la dénonciation des contrats pétroliers iniques signés par l'administration Frondizi ont été ses grands thèmes de propagande. S'il s'agit bien, comme le caractérise le Parti communiste argentin, d'un « gouvernement de centre gauche » favorable au progrès éco-

3. Le comité central du Parti communiste, après avoir souligné « le tournant à gauche des masses », déclare, le 17 novembre 1963, que les élections de juillet et le premier mois du gouvernement Illia ont ouvert « une brêche démocratique » qu'il convient d'élargir. Voir « Forjemos la unidad para ensanchar la brecha democrática y ganar completamente la batalla del petróleo » in *Nueva era*, décembre 1963.

nomique et social[4], les flottements nés de ces désaccords internes ne manqueront pas, notamment en matière de relations internationales.

La volonté décidée de réduire la dépendance extérieure du pays ne restera pas pourtant du domaine des arguments électoraux. Dès le 15 novembre, tous les contrats d'exploration et d'exploitation souscrits par Frondizi avec des sociétés pétrolières étrangères, pour la plupart américaines, sont résiliés pour vice de forme[5]. Le ministre de l'Economie, qui, sept ans plus tôt, appliquait une politique d'orthodoxie financière inspirés par le FMI, tente de relancer l'économie par l'augmentation de la consommation intérieure, en prenant ses distances vis-à-vis des organismes financiers internationaux. Aucun encouragement n'est offert aux investissements étrangers qui se détournent de l'Argentine depuis 1962. Mais, à côté de cette politique cohérente, les hésitations et les contradictions de la diplomatie argentine sur l'affaire cubaine, le Vietnam ou la crise dominicaine d'avril 1965 révèlent des tensions partisanes insurmontables.

Il est vrai que pour ce parti de *chacareros* et de professions libérales, de cheminots et de boutiquiers fortement enracinés dans le terroir argentin et pourvus d'une audience syndicale qui n'est pas tout à fait négligeable, l'essentiel n'est pas là. L'important est le rétablissement de l'état de droit et du libre jeu des pouvoirs constitutionnels : le retour à la normale sans tutelle fédérale sur les provinces ni état de siège. Le redressement de l'économie nationale et une redistribution moins injuste du revenu national sont au nombre des objectifs que s'assignent ces politiciens réalistes et modestes. Rien qui puisse exalter des militaires messianiques.

Militaires azules et gouvernement colorado

Les relations du nouveau gouvernement avec le haut commandement des trois armes constitue un secteur politique particulièrement délicat. Les nouvelles autorités se trouvent prises dans un dilemme. Leurs sympathies vont aux Colorados, limogés pour la plupart. Les radicaux populaires se sentiraient sans doute plus à l'aise si des militaires proches

4. La gauche argentine est particulièrement sensible au nationalisme économique du gouvernement. La caractérisation du gouvernement citée est extraite du rapport présenté par Victorio Codovilla au comité central du PCA, les 27 et 28 mars 1965 : Codovilla (V.), *Lo nuevo en la situación nacional después de las elecciones*, Buenos Aires, Anteo, 1965.

5. C'est-à-dire pour n'avoir pas été soumis au Parlement ni traités par adjudication. Il s'agit des contrats signés avec la Banque Loeb, les compagnies Astra, Cadipsa, Continental Oil, Esso, Ohio, Pan American Shell, Tennessee et Union Oil entres autres. Illía eut quelque mal à expliquer à Averell Harriman, envoyé en mission extraordinaire par le président Kennedy, que cela ne devait troubler en rien les bonnes relations avec Washington, car il ne s'agissait que d'un problème de politique intérieure. La commission d'enquête parlementaire, qui examina la question et déposa ses conclusions en 1964, confirme aisément l'idée qu'il s'agit, pour une large part, d'un règlement de compte avec les frondizistes.

d'eux accédaient aux plus hautes responsabilités. Mais ce sont les commandants en chef azules qui par leur légalisme — et leur proscription — ont permis l'élection du Dr Illía. La légitimité du nouveau gouvernement procède autant de la vigilance « démocratique » du général Onganía et de ses pairs que du suffrage universel. Néanmoins, les Azules frontistes sont liés à leurs adversaires frondizistes, sociaux-chrétiens, nationalistes antiparlementaires. La victoire de l'UCRP a été ressentie comme une défaite par l'armée azul. Les chefs sont peu disposés malgré leur ostentation de légalisme à faire des cadeaux au nouveau gouvernement. Le Dr Illía et ses amis sont donc très tentés de se défaire de leurs tuteurs pour nommer à leur place des hommes qui ont leur confiance en brisant ainsi l'hégémonie azul. Encore faudrait-il qu'ils aient les moyens politiques d'imposer leur volonté dans ce domaine critique.

Les noms d'officiers supérieurs favorables à la réintégration des Colorados limogés sont avancés pour les portefeuilles de secrétaire d'Etat aux trois armes. Le « cabinet militaire » serait formé, assure-t-on, du général Rauch, transfuge du camp azul, du commodore Medardo Gallardo Valdez et du contre-amiral Raúl Lynch, favorables à une généreuse amnistie pour les vaincus d'avril. Le nouveau ministre de la Défense, Leopoldo Suárez, la plus forte personnalité du cabinet sans doute, et qui n'entend pas se contenter du rôle effacé et quasi diplomatique que revêtait jusque-là cette fonction, influa de manière décisive sur le président pour qu'il abandonne ce projet risqué. Le 15 octobre, le ministre de la Défense annonce la désignation comme secrétaires militaires du général Ignacio Avalos, azul bon teint, du brigadier Martín R. Cairó et du vice-amiral Manuel A. Pita, personnalités acceptables dans leur arme respective. Il annonce également que le contre-amiral Eladio Vázquez, le brigadier Armanini et le général Onganía sont confirmés dans leurs fonctions de commandants en chef. Ce qui ne signifie pas que les radicaux du peuple se résignent au statu quo. Pour changer l'orientation et la composition idéologique du corps des officiers, il faudrait faire sauter le verrou constitué par les commandants en chef. Ce qui n'est pas une tâche aisée.

Dans la marine, l'amiral Pita retire au contre-amiral Vázquez le commandement des opérations navales quelques jours après qu'il a été confirmé dans son poste. Mais il doit nommer comme remplaçant l'amiral Benigno Varela qui est lui-même hostile à la réincorporation des Colorados. Pour l'aviation, tel est pris qui croyait prendre. Le secrétaire à l'Aéronautique, le commodore Cairó, s'oppose si maladroitement au commandant en chef et au haut commandement de son arme sur le problème des promotions que, pour éviter un conflit plus grave, le ministre de la Défense le limoge. La situation reste d'ailleurs très mouvante dans l'armée de l'air, mais, à partir de l'incident Cairó, le président semble, selon certains observateurs, avoir rompu avec les Colorados. En fait, les

postes de confiance de l'appareil d'Etat leur sont réservés : le commodore Medardo Gallardo Valdez reçoit la direction de l'Agence de renseignement de l'Etat (SIDE).

La crise de l'aéronautique entraîne une autorité accrue du ministre de la Défense, donnée nouvelle sur l'échiquier politique argentin, et le transfert au domaine législatif des tentatives de réintégration des Colorados. Plusieurs propositions de loi sont présentées au Parlement dans ce sens par des députés UCRP [6], mais sans grand succès. Le gouvernement est trop faible ; sans majorité parlementaire, il ne peut pas imposer une réintégration massive de ses répondants militaires sans mettre un terme au « mariage de raison qui l'unit aux Azules », donc, sans provoquer une crise mettant en cause sa propre légitimité. L'insistance à remettre en selle les gorilles partisans d'une « dictature démocratique » pourrait d'ailleurs paraître contradictoire avec les intentions du nouveau président qui a promis la « légalité pour tous » sans proscriptions. Néanmoins, l'élimination de certains chefs azules ne serait pas pour déplaire au gouvernement ou au parti au pouvoir. La vigilance discrète mais appuyée du commandant en chef de l'armée de terre pèse aux nouvelles autorités.

C'est dans ce contexte et autour de l'enjeu que constitue le commandement en chef de l'armée de terre, qu'il faut situer les affrontements et les manœuvres qui culminent avec une nouvelle « affaire Rauch » en décembre 1964. L'ancien ministre de l'Intérieur et ex-Azul publie coup sur coup trois lettres ouvertes critiquant les promotions et la restructuration de l'armée de terre, mettant en cause les liens existant entre les milieux frigéristes et le haut Etat-major, demandant enfin au président la démission du général Onganía. Cette offensive maladroite fut parfaitement utilisée par le commandant en chef, spécialiste de la stratégie indirecte, pour se débarrasser d'un rival dangereux, le général Carlos J. Rosas qui, vu son ancienneté et ses états de service, devait normalement le remplacer, au plus tard en 1966, au commandement du 2ᵉ corps d'armée à Rosario. Cet officier du génie disciple et protégé du légendaire général « industrialiste » Savio est certes un Azul. Mais il s'entend fort mal avec Onganía. Il arbore des convictions politiques et spirituelles nettement opposées à celles de la majorité des officiers supérieurs appartenant au même camp. Partisan de l'enseignement laïque dans un milieu catholique voire intégriste [7], de son séjour à l'Ecole supérieure de guerre de Paris on prétend qu'il a acquis des idées d'indépendance nationale gaulliennes qui sont mal accueillies. Pour toutes ces raisons, il est bien

6. Notamment par une proposition de loi présentée par Juan A. Fiol, député de Córdoba. Cf. « El bloque de diputados de la UCRP trata la reincorporación de oficiales militares », *La Razón*, 9 octobre 1964, et « Otro retorno en danza : el de los colorados », *Primera plana*, 13 octobre 1964.

7. Il est proche des milieux qu'on appelle « reformistas » aujourd'hui liés à l'extrême-gauche et issus de la « reforme universitaire » de 1918.

vu de la gauche du parti radical qui le défend, mais en vain, contre la vindicte d'Onganía. Le prétexte de son limogeage : sa rencontre avec le général factieux Rauch à Rosario. La manœuvre, qui devait affaiblir Onganía, le renforce.

Les militaires azules ne trouvent rien d'exaltant au gouvernement radical. Le modeste et courtois président Illía n'a aucun grand dessein à leur proposer en dehors du retour « à la paix et à la tranquillité » publiques, le charme désuet des notables de comités qui ont envahi les allées du pouvoir ne les séduisant guère. Les divisions de l'UCRP, l'aspect improvisé et peu bureaucratique de sa gestion gouvernementale, sa pratique politique faite de dosages subtils et de compromis laborieux irritent les professionnels d'« un art simple et tout d'exécution », qui brûlent d'appliquer aux affaires l'efficience mécanique d'un verticalisme rassurant. Lorsque les radicaux souligent leur aptitude au dialogue, leur respect des formes démocratiques, leur prudence politique, les Azules ne voient qu'absence d'autorité, immobilisme, indécision.

Il y a là un terrain fertile pour l'opposition frontiste qui entend ne rien laisser passer au gouvernement. Les frondizistes en particulier se souviennent de l'attitude de l'UCRP entre 1958 et 1962. Ils sont décidés à rendre aux amis de M. Zavala Ortiz la monnaie de leur pièce. Les milieux frontistes préparent leur revanche. Ils vont profiter des excellentes relations qu'ils ont nouées avec les militaires azules depuis septembre 1962. La revanche est encore une fois à l'ordre du jour. Ce groupe de pression et d'intérêt a l'avantage sur les radicaux populaires de posséder des moyens d'influence sans commune mesure avec ceux de l'UCRP sous Frondizi. Le milieu du grand patronat moderniste, les sociétés industrielles argentines et étrangères qui soutiennent les *desarrollistas* procurent à ceux-ci, à leur presse notamment, des ressources importantes. La presse, la radio, la télévision « frontistes » constituent un facteur politique de premier plan pour façonner l'opinion et en particulier l'opinion militaire. L'action psychologique va devenir la principale composante civile de la préparation d'un coup d'Etat techniquement parfait.

Depuis septembre 1962, les Azules se sont associés des sociologues experts en communication sociale. Ceux-ci ont esquissé une nouvelle image de l'armée. Cette tâche se poursuit et se concentre autour du commandant en chef de l'armée de terre. Finis les *planteos* qui affaiblissaient la discipline, l'armée légaliste obéit au pouvoir civil et ne délibère pas. Le moindre manquement à cette règle est puni avec ostentation par le général Onganía. La presse frontiste exalte cette rigueur « admirable ».

En fait, le légalisme n'est que conditionnel, le professionnalisme est tempéré. C'est à West Point, lors de la 5e conférence des armées américaines que le « commandant en chef » (on ne spécifie plus, tout le monde en Argentine sait de qui on parle), dans un discours remarqué,

précise sa pensée. Ce qu'on appelle désormais la « doctrine Onganía » ne peut se réduire au simple respect de l'obéissance constitutionnelle. Certes, les forces armées sont, aux dires du général, « apolitiques, obéissantes, non délibérantes, subordonnées à l'autorité légitime ». « Bras armé de la Constitution », elles ne sauraient se substituer à la volonté populaire. Mais inscrivant au nombre de leurs objectifs, dans le cadre de la division inter-américaine du travail militaire et de sa projection idéologique, « la préservation des valeurs morales et spirituelles de la civilisation occidentale et chrétienne », le commandant en chef argentin élargit considérablement leur fonction constitutionnelle. Par suite, l'apolitisme des forces armées implique qu'elles refusent de soutenir un gouvernement dont la politique contredirait leurs missions fondamentales, ainsi définies. Le devoir d'obéissance cesse absolument, précise le discours de West Point, « si sous l'influence d'idéologies étrangères se produit un abus d'autorité qui viole les principes de base du système républicain ou un bouleversement violent de l'équilibre et de l'indépendance des pouvoirs ». Dans ce cas, « la soumission aveugle au pouvoir établi » n'est plus de mise. En outre, les forces armées doivent être associées au développement du pays et non laisées à l'écart, en marge des grandes tâches qu'impose le progrès du pays [8].

Le choix de l'Ecole militaire nord-américaine pour y prononcer un discours sur le « gouvernement, les forces armées et la communauté nationale argentine » n'est pas indifférent. Le général Onganía renforce l'intégration de l'armée argentine dans le dispositif inter-américain sous la houlette du Pentagone [9].

Les Etats-Unis accentuent les pressions militaires sur leurs alliés pour convertir les armées du continent à la lutte contre l'ennemi intérieur et la subversion communiste. L'hégémonie des Azules face à un gouvernement aux velléités antiimpérialistes coïncide avec les temps forts de la guerre froide dans l'hémisphère américain : la « révolution brésilienne » d'avril 1964, la crise dominicaine en avril-mai 1965.

C'est pourquoi, d'ailleurs, l'Etat-major était, en novembre 1963, hostile à la résiliation des contrats pétroliers qui risquait d'entraîner des mesures de rétorsion dans le domaine des livraisons d'équipement militaire. Sous la pression de l'armée, le gouvernement signe avec les Etats-Unis, en mai 1964, un Traité d'assistance militaire qui permet à l'Argentine de recevoir pour 18 millions de dollars de matériels, en 1964 et 1965 [10]. Le général Onganía multiplie les déclarations en faveur de la

8. « Palabras pronunciadas por el comandante en jefe del ejército, el día 6 de agosto de 1964 en West Point (E.U.) en oportunidad de realizarse la Va conferencia de los ejércitos americanos », *Boletín público de la Secretaría de guerra*, 10 septembre 1964.

9. La gauche et l'extrême-gauche le qualifient volontiers d'« homme du Pentagone ». Voir : « Chile repudió a Onganía. Hostilidad y vacio han rodeado al hombre del Pentágono », *Nuestra palabra*, 22 septembre 1965.

10. Voir le communiqué du secrétariat à la guerre lors de la visite du général O'Meara chef du Southern Command, dans le cadre du plan d'aide militaire (*El Mundo*, 22 janvier 1965).

conversion stratégique inspirée par le Pentagone. Condamnant en novembre 1964 « la défense des frontières », il déclare : « Le principal objectif est actuellement de prévenir la subversion communiste ». Il récidive le 1er avril 1965 en souhaitant que « les pays d'Amérique constituent un bastion de la lutte anticommuniste ».

On comprend dans ces conditions que l'attitude ambiguë du gouvernement argentin dans la crise dominicaine et face à l'intervention des *marines* à Saint-Domingue ait provoqué le mécontentement du haut commandement. Le gouvernement se trouva pris entre les exigences de l'armée et la pression de l'opinion. Il refusa, en effet, les suggestions de militaires visant à l'envoi de troupes argentines à Saint-Domingue tout en soutenant la formation d'une force inter-américaine et en réaffirmant le principe de non-intervention. Cette armée, désormais au service de l'Occident, conçoit une rancœur durable à voir mépriser ses conseils. La sous-estimation de la menace castro-communiste à l'échelle continentale apparaît désormais comme l'un des griefs de fond du haut Etat-major à l'égard du médecin de Cruz del Eje et de ses amis.

Aussi les déclarations intempestives du commandant en chef, de retour d'un voyage en Espagne franquiste, sur la défense des « frontières idéologiques », faites à Rio en août 1965, sont-elles aussi bien à usage interne que destinées à l'interlocuteur brésilien, en l'occurrence le ministre de la Guerre du président Castelo Branco, le général Costa e Silva. Le 19 août, en effet, à Rio, le général Onganía se prononce en faveur d'une alliance des armées argentine et brésilienne en vue de constituer, par-delà les frontières territoriales, le noyau d'une force inter-américaine s'employant à lutter contre la subversion.

Cette armée de guerre froide qu'est devenue l'institution militaire argentine présente cependant une orientation idéologique très différente de celle des gorilles colorados dont elle partage l'hypothèse de guerre dominante. Un messianisme technocratique pénètre la mentalité azul. La nouvelle idéologie militaire est fondamentalement tributaire de l'influence convergente des penseurs corporatistes antilibéraux et de la prépondérance de la cavalerie. Le tropisme aux fondements social et organisationnel de la cavalerie vers un traditionalisme modernisateur est désormais commun à tout le haut Etat-major.

L'hégémonie azul se confond en effet avec la prépondérance des cavaliers. Sous Onganía, cette arme, qui comprend à peine plus d'effectifs que le génie (16 % contre 12 %) et infiniment moins que l'infanterie (28 %) ou l'artillerie (22 %), s'adjuge à peu près la moitié des postes du haut commandement, la direction des écoles de cadres et des lycées militaires et même une importante fraction des commandements d'unité [11].

11. Voir « ¿ Qué pasa en el ejército ? », *Extra*, novembre 1965, et *Primera plana*, 5 janvier 1965.

Cette orgueilleuse élite militaire, qui croit, surtout depuis septembre 1962, à sa vocation dirigeante, s'attribue, en 1964, 50 % des promotions aux grades supérieurs. La restructuration de l'armée entreprise par le commandant en chef, en 1965, s'effectue sous le signe de la cavalerie. Chaque unité d'infanterie se voit flanquée d'un escadron de cavalerie. Buenos Aires est entourée d'un cordon d'unités blindées appartenant à l'arme-leader, tandis que des unités de fantassins sont déplacées.

La nouvelle élite militaire est le terrain d'élection d'un certain extrémisme de droite. Le nationalisme de l'entre-deux-guerres le dispute en son sein à « l'organicisme » social-chrétien. Les penseurs intégristes sont très écoutés dans les mess de la cavalerie. Les *cursillos de cristiandad*, sorte de mouvement de réarmement moral catholique issu de l'Espagne franquiste, font de nombreux adeptes dans cette arme. Aussi le choix des professeurs de l'Ecole de guerre est-il marqué par cette inclination pour les doctrines autoritaires. Un antiparlementarisme rajeuni et pimenté par un zeste de technocratisme industrialiste forme le fond commun des enseignements du « cours pour colonel » et de l'ESG où rivalisent les « sociologues » du « communautarisme » et des « sociétés intermédiaires » qui exaltent, comme Juan Pichón Rivière ou José Manuel Saravia, l'organisation des intérêts professionnels et le paternalisme de l'*estanciero* contre l'individualisme subversif de la société libérale [12]. La vieille chanson maurassienne se pare d'une auréole de modernité, la doctrine mussolinienne se propose comme substitut à une démocratie formelle « impuissante et périmée ». Tout cela flatte évidemment le mysticisme rédempteur et l'obsession hiérarchique des officiers de cavalerie. Les industrialistes du *desarrollismo* complètent le corps professoral des Ecoles militaires. L'ancien secrétaire général de la présidence sous Frondizi, le colonel Guglialmelli, oriente en effet les destinées de l'Ecole supérieure de guerre. On voit que le phénomène azul dépasse largement la simple défense de la légalité et de la discipline professionnelle.

La politisation homogène de l'armée dans un sens non seulement antigouvernemental mais en outre hostile aux institutions républicaines trouble légitimement les radicaux populaires. Mais l'ascendant du commandant en chef, son indépendance, voire son arrogance proconsulaire, irritent et inquiètent bien davantage. Le mythe Onganía fomenté par la presse frontiste donne au personnage une dimension démesurée [13]. Le

12. Le projet politique « communautariste-corporatiste » est excellemment exposé par l'un de ces penseurs J. Pichon Rivière dans son article « L'avenir de l'Argentine », *Bulletin Sedeis*, 10 avril 1964 (Futuribles). Quoi de plus significatif du vernis moderniste, dont on recouvre les vieilles idéologies autoritaires, que cet exercice de prospective. Le professeur Pichon Rivière donne des conférences de sociologie politique à l'Ecole supérieure de guerre ; José Manuel Saravia y est professeur titulaire de sociologie.

13. Ainsi, pour *Confirmado*, la conférence de presse du commandant en chef est « l'événement le plus important de l'année » (9 septembre 1965). Mariano Grondona, évoquant la terre promise de la « révolution », annonce le « Moïse qui y conduira le pays », *Primera plana*, 31 mai 1966.

commandant en chef en arrive à prendre des initiatives dans le domaine diplomatique, qui engagent le pays sans en référer au gouvernement : il contracte, à Rio, une alliance virtuelle avec le Brésil contre le communisme, qui crée un sérieux incident entre l'Argentine et l'Uruguay, Montevideo appréciant peu le rôle de police antisubversive continentale que s'attribuent les armées de ses deux énormes voisins, et dénonçant les visées interventionnistes dont l'Uruguay risque bien de faire les frais. La conférence de presse quasi présidentielle donnée par Onganía, le 31 août 1965, à son retour d'Europe, et consacrée à la lutte anticommuniste, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, d'autant que le gouvernement sait par les services de renseignement que le général Onganía complote en faveur d'une « grande révolution » d'un « *aggiornamento* national » qu'il appelle de ses vœux [14].

Au début octobre, le général Onganía a le tort de limoger pour un motif futile un lieutenant-colonel, chef du 3e régiment d'infanterie, sans en référer au général Ignacio Avalos, secrétaire à la Guerre. Celui-ci apprend, dit-il, par la presse la nomination du nouveau chef de cette unité. Il exige, mais en vain, que le commandant en chef soit relevé de ses fonctions. C'est lui qui démissionne le 12 octobre. Le président, contre l'avis d'Onganía, choisit comme successeur un général d'active, le propre sous-secrétaire d'Avalos, le général Castro Sánchez. Le Dr Illía a non seulement refusé le candidat du commandant en chef mais il a placé celui-ci, inflexiblement attaché à l'étiquette militaire, dans une position réglementairement inconfortable. Le nouveau secrétaire d'Etat, général moins ancien, était son subordonné jusque-là. Il devient son supérieur, ce qui est inadmissible et provoque le départ à la retraite du général Onganía.

La démission, le 23 novembre 1965, du commandant en chef apparaît comme une victoire du gouvernement et fait l'effet d'une bombe. Brève victoire : c'est le signal de la marche au coup d'Etat. Frigerio fait l'éloge de l'ex-commandant en chef en présentant son départ forcé comme une « manœuvre antinationale ». Le général Rauch, dans une nouvelle lettre ouverte à Onganía, écrit : « Nous sommes en présence d'un nouveau Néron. Le gouvernement a tué la mère qui l'a engendré » [15]. C'est ce que pensent de nombreux observateurs même s'ils ne le disent pas sous cette forme. En écartant l'homme fort de l'armée, le gouvernement a donné aux putschistes un drapeau, une cause et un candidat à la présidence. Désormais, comme l'écrit l'ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Mariano Grondona, éditorialiste de la revue « frontiste » *Primera plana* et porte-parole attitré de l'armée azul :

14. Propos qu'il aurait tenu en juillet 1965 d'après le récit de la conspiration que publie une revue putschiste, « Historia secreta de la revolución », *Atlantida*, août 1966.

15. *La Nación*, 1er décembre 1965.

« Onganía est en réserve de la République, il constitue l'ultime recours de l'ordre et de l'autorité »[16].

Le successeur du général Onganía est le général Pistarini, un officier de cavalerie azul qui partage les vues du démissionnaire sur l'efficacité technique comme source de légitimité gouvernementale et la nécessité d'une participation militaire au développement économique et social. Comme de nombreux Azules, travaillés par la propagande putschiste, déçus par une démocratie parlementaire trop peu exaltante à leurs yeux, il est de ceux qui envisagent de supprimer la politique par décret.

Les péronistes jouent au coup d'Etat

Le problème politique central du gouvernement radical reste la question péroniste. Le Dr Illía a son idée là-dessus. Hostile aux proscriptions, aux vetos et à tout ostracisme, son objectif consiste à battre loyalement les péronistes dans une compétition électorale ouverte. Cette vision idéaliste s'accommode cependant des réalités. Sans faire d'angélisme, les radicaux populaires, qui connaissent les limites de leurs forces, comptent jouer des contradictions de la nébuleuse péroniste : passer certaines alliances avec des formations néo-péronistes, débaucher des voix d'électeurs populaires « conscients », par une législation sociale avancée, et démocratiser les syndicats en affaiblissant les pouvoirs des échelons fédéraux ou confédéraux que les péronistes contrôlent plus aisément.

Le gouvernement n'ignore pas les difficultés que rencontre Perón, non seulement pour préserver l'unité du mouvement justicialiste, mais pour faire reconnaître, depuis Madrid, son autorité. Comme les vice-rois avec les ordonnances de la couronne à l'époque coloniale, les consignes du leader « sont respectées mais non mises en œuvre ». D'où, d'ailleurs, leur multiplicité contradictoire. La fidélité des masses au leader exilé aiguise les appétits et les ambitions. Les chefs péronistes locaux aspirent à s'émanciper du caudillo vieillissant. Certains n'utilisent la « chemisette » péroniste que pour se tailler de modestes fiefs électoraux et se muer en notables locaux. D'autres ont les dents plus longues. C'est la succession même de Perón à laquelle ils aspirent. L'autonomie ne leur suffit pas, ils veulent construire sur l'emplacement du péronisme un mouvement politique dont Perón ne serait que le prestigieux inspirateur.

Parmi ces derniers, se trouve un homme mystérieux, avare de discours et d'écrits, Augusto Timoteo Vandor, dit El Lobo (le loup), « pape du nouveau syndicalisme » selon une revue frontiste. Cet ancien sous-officier de marine est secrétaire général de la Fédération syndicale de la métallurgie (Unión obrera metalúrgica). L'organisation qu'il dirige

16. « Después de Onganía », *Primera plana*, 30 novembre 1965.

connaît une expansion parallèle à la croissance accélérée, depuis Frondizi, de l'industrie argentine. L'UOM possède un énorme patrimoine, un parc immobilier impressionnant [17] : son secteur de responsabilité couvre des grandes entreprises souvent étrangères, dont les travailleurs sont relativement bien payés. L'importance de la richesse de l'UOM reflète le nouvel équilibre sectoriel de l'économie nationale. Vandor représente bien un nouveau type de dirigeant. Il incarne une bureaucratie syndicale musclée aux penchants plus gestionnaires que revendicatifs, qui entretient d'excellentes relations avec le patronat moderniste. On sait que sa conception du syndicalisme privilégie la « solidarité entre les classes » et la dimension nationale [18]. Il est donc l'interlocuteur privilégié des *desarrollistas* qui ne tarissent pas d'éloge à son égard [19], depuis qu'il s'est rapproché du frondizisme dans les années soixante. Très courtisé par les milieux frontistes durant les grandes manœuvres pré-électorales de 1963, Vandor a rencontré à plusieurs reprises des militaires.

Grâce au poids de son syndicat, cet homme d'appareil contrôle les « 62 organisations » péronistes et domine la CGT. Méfiant, El Lobo refusera toujours le secrétariat de la Confédération. Il préfère tirer les ficelles dans une pénombre discrète. Dans le secteur politique justicialiste, réorganisé en 1963, il place ses hommes. Ainsi, à la tête du parti, dans la capitale fédérale, il nomme son lieutenant, le métallurgiste Paulino Niembro qui, en 1965, deviendra président du groupe parlementaire. Vandor est l'homme fort du péronisme syndical. Il influence de manière décisive la resurrection de la branche politique du justicialisme qui n'est guère, sous sa forme « orthodoxe » et nationale, qu'une projection parlementaire des 62 organisations. Mais le vice-roi n'est pas le roi. Vandor fait partie de l'organisme que Perón, dans sa terminologie militaire, a appelé le « commandement tactique », c'est-à-dire du conseil chargé sur place d'exécuter les grandes décisions. A Perón revient le « commandement stratégique » ou « commandement supérieur ».

Mettant à profit le mécontentement populaire, dû à deux ans de récession, pour mobiliser leurs troupes, dans une opération de grande envergure, les dirigeants péronistes de la CGT, lancent, à la fin de mai 1964, un vaste « plan de lutte » avec occupation des lieux de travail. Les vandoristes reprennent ainsi en main l'ensemble des syndicats péronistes, combatifs ou opportunistes, sur des revendications sociales avan-

17. Le deuxième après le syndicat des électriciens ; il comprend des cliniques, des maisons de santé, des centres de vacances, des hôtels et des restaurants, une flotte considérable d'automobiles, etc.

18. La pratique confirme ces rares déclarations. Cf. Walsh (Rosendo), *¿ Quién mató a Rosendo ?*, Buenos Aires, Tiempo contemporáneo, 1969, p. 175.

19. Lors d'un séjour en Argentine, en 1964, qui nous a permis de rencontrer de nombreux frondizistes, nous avons pu constater l'admiration unanime de ce secteur d'opinion à l'égard de Vandor. Plusieurs personnalités *desarrollistas* nous ont proposé spontanément de rencontrer le leader syndical. Leur bonne volonté n'a d'ailleurs pas eu de suite, Vandor a toujours refusé de nous recevoir.

cées et une mise en question du gouvernement *gorila*. En fait, les objectifs sociaux sont vite oubliés des dirigeants, au profit de l'offensive strictement politique. Le Parlement a beau voter en hâte une loi créant un salaire minimum vital assorti d'un système d'échelle mobile, vivement combattue par le patronat, le plan de lutte suit son cours. La CGT tire à boulets rouges contre le gouvernement, rendu responsable de l'inflation.

Tandis que des milliers d'ouvriers occupent leurs entreprises et « séquestrent » leurs patrons, le président de l'union industrielle Oneto Gaona, déclare : « Jamais nos relations avec les travailleurs n'ont été meilleures que maintenant » [20]. Dans un discours très violent, José Alonso, secrétaire général de la CGT, révèle la dimension *golpista* de cette semaine de protestation active : « Que défendent en ce moment les forces armées, déclare le leader syndical, la faim, la misère, le chômage, la fraude, les privilèges ? Quelles frontières défendent-elles, quels droits et quelles libertés ? ... Il nous faut briser les structures qui nous asphyxient et les obstacles qui nous empêchent d'avancer ... ». Connivence patronale, appel à l'armée, la stratégie du péronisme syndical se dessine.

Le plan de lutte, comme l'écrit un important dirigeant syndical qui fut proche du secrétaire des métallos, « constitue le sommet du règne d'Augusto Vandor et l'apogée du vandorisme » [21]. Fort de ce succès, le secrétaire général de l'UOM se lance dans une manœuvre complexe et risquée, destinée à régler le problème du pouvoir au sein du péronisme. Le mythe du retour de Perón, soigneusement entretenu par l'exilé de Madrid, rend précaire et discutable l'autorité des leaders locaux. Pour « institutionalister le mouvement » en dehors de Perón et l'émanciper de sa tutelle, Vandor et ses amis imaginent de démontrer que ce retour n'est pas possible. C'est l'opération *retorno* : Perón va rentrer dans son pays en décembre 1964. L'ex-président accepte de quitter son confortable exil pour tenter l'aventure. La CGT et les 62 organisations orchestrent une vaste campagne autour « du retour triomphal du général Perón ». Le gouvernement, à la suite de la plupart des observateurs, n'y croit guère ou préfère ne pas y croire : l'arrivée dans ces conditions de l'illustre exilé provoquerait un raz de marée populaire, un « 17 octobre » national aux conséquences imprévisibles. Un coup d'Etat militaire, voire une guerre civile, pourrait être la conséquence prévisible de cet événement explosif.

Le battage indiscret des vandoristes autour du voyage de l'ex-président ressemble à une provocation. Si le gouvernement ne fait rien, il perd la confiance des antipéronistes. S'il prend des mesures, il se

20. *Clarin*, 3 juin 1964.

21. Gazzera (Miguel), *Peronismo, autocritica y perspectiva*, Buenos Aires, Descartes, 1970, p. 123.

déjuge en contredisant ses intentions légalistes. En fait, c'est l'armée qui est interpellée. D'ailleurs un mémorandum, daté du 9 novembre 1964, circule dans les milieux militaires azules. Il s'interroge sur la possibilité d'action de l'armée contre le gouvernement et l'occupation éventuelle du pouvoir à l'occasion du voyage de Perón. Les principaux objectifs du coup de force encore très flou sont la suspension de la Constitution, la création d'un Conseil économique social, organisme corporatiste modernisé, à la place du Congrès et la nomination d'un premier ministre [22].

C'est dans ce climat tendu que, le 2 décembre, l'ex-président s'embarque à l'aéroport de Barajas à Madrid à bord du vol 991 d'Iberia. L'avion fait escale à Rio de Janeiro. L'équipée se termine là. Le gouvernement brésilien empêche la poursuite du vol et refoule Perón, déclaré *persona non grata,* vers l'Espagne.

L'échec prévisible du *retorno* est-il une victoire pour Vandor ? Perón s'est-il laissé manipuler purement et simplement ? Il semble que l'opération n'ait pas été aussi profitable que prévu aux candidats à la succession. La responsabilité de l'échec rejaillit sur les organisateurs du voyage, et sur Vandor en particulier. La déception populaire cherche des responsables. Les leaders locaux n'ont rien gagné. Perón « a montré son courage » [23] et il a placé le gouvernement faible du Dr Illía en mauvaise posture, puisqu'il l'a obligé à avoir recours, contre le chef redouté de l'opposition, à un gouvernement étranger. Qui plus est, le gouvernement nationaliste et démocratique des radicaux populaires a fait appel au régime allié des maréchaux brésiliens, privilégié du Pentagone, pour arrêter le retour d'un citoyen argentin — et le plus illustre d'entre eux — dans son propre pays. On ne saurait mieux décerner à Perón un brevet d'antiimpérialisme et lui octroyer une aura révolutionnaire.

Cette opération ambiguë n'a pas rapporté aux groupes des aspirants à la direction du mouvement péroniste les dividendes escomptés. Perón n'est nullement disqualifié comme « guide » suprême, au contraire. Et en matière électorale, seuls ses ordres comptent. On va le voir aux élections législatives partielles de mars-avril 1965. Vandor et les quatre autres membres du « commandement » local ont passé un accord avec le Mouvement d'intégration et de développement, nouveau nom du parti frondiziste, sans en référer à Perón. Celui-ci les menace d'expulsion et donne l'ordre de faire voter pour l'Unión popular, autorisée par le statut électoral. Ils doivent s'incliner [24]. La victoire électorale, qui porte à 52 les députés justicialistes (contre 70 UCRP), leur échappe en partie, même s'ils ont pu influencer dans leurs fiefs les désignations des candi-

22. *Ayuda Memoria*, 9 novembre 1964, multigr. (Archives Güiraldes).

23. Résultat positif. Bien des péronistes eux-mêmes en doutaient après la « fuite » de septembre 1955. L'expression est de Gazzera (Miguel), *op. cit.*, p. 129.

24. A ce moment-là, le porte-parole de Perón est le financier Jorge Antonio qui raconte l'affrontement dans une interview accordée en 1971 à la revue *Primera plana* dont il s'était alors assuré la propriété. « Jorge Antonio, Argentina desde allá », *Primera plana*, 23 octobre 1971.

dats. L'absence de proscription a joué en faveur de Perón qui peut porter à son actif les 3 260 000 voix (36 %) que l'Union populaire et quelques formations néo-péronistes loyales ont recueillies. Il est vrai que tout succès électoral péroniste porte en germe la suppression du processus électoral lui-même. Et l'UCRP, avec 2,6 millions de voix, n'a obtenu que 29 % des voix, malgré une relative bipolarisation.

La partie se fait plus serrée, néanmoins, au sein du péronisme. Le groupe vandoriste, qui invoque le leader éponyme pour mieux trancher le cordon ombilical, poursuit son travail de sappe. Aussi le général Perón décide d'envoyer sur place son plus fidèle compagnon de combat. Sa troisième épouse, María Estela Martínez dite Isabelita, arrive le 12 octobre à Buenos Aires. Le gouvernement laisse faire. Il sait que l'envoyée du Premier travailleur vient reprendre en main le mouvement. Il ne lui déplaît pas de voir les syndicats putchistes alliés aux frondizistes mis au pas, même au prix d'une très improbable réunification du péronisme sous la houlette de Perón. En effet, le rapport des forces est tel que c'est plutôt une division du péronisme qui est prévisible.

« Le délégué du commandement supérieur » entame ses consultations avec tous les membres éminents et responsables de la famille péroniste, y compris Vandor. Mais personne ne s'y trompe. La grande presse signale qu'Isabelita est venue en finir avec le leader syndical. La presse frontiste porte aux nues Vandor et s'attache à discréditer l'entourage madrilène de Perón, présenté comme un vieillard ergotant, dominé et séquestré [25]. L'intervention d'Isabelita provoque un affrontement au sein des 62 organisations péronistes. José Alonso, secrétaire de la CGT et leader du syndicat de la confection, a pris parti pour Isabel Perón. Il demande l'expulsion de Vandor, mais El Lobo tient en main le comité de coordination des 62 syndicats. Et c'est José Alonso qui, le 16 février 1965, perd le secrétariat de la CGT. Au communiqué des syndicats loyalistes, qui accusent Vandor de « s'opposer à Juan Perón et de tenter de s'ériger à sa place en chef du Mouvement », Vandor répond très clairement : « Il est nécessaire d'être contre Perón pour défendre Perón et éliminer le rebut que charrie notre Mouvement » [26]. Le groupe parlementaire se scinde également en deux fractions presque égales.

Des élections partielles ont lieu à Mendoza, grande province viticole du Nord-Ouest, au mois d'avril. Perón décide de frapper un grand coup pour stopper l'ascension de son inquiétant lieutenant. Trois mouvements qui se réclament du péronisme appuient le candidat qui a la bénédiction de Vandor, Serú García, du Movimiento popular mendocino. Deux jours avant le scrutin, Perón donne l'ordre — préalablement enregistré donc irréfutable — de voter pour un outsider péroniste, Corvalán Nan-

25. Notamment par Jorge Antonio et « Isabelita ». Cf. « El fin de Perón », *Confirmado*, 14 octobre 1965.

26. *La Nación*, Semana política, 9 janvier 1966.

clares, qu'Isabelita tentait d'imposer. Le résultat est significatif : le candidat de Perón obtient 102 500 voix, et arrive second derrière le conservateur, mais l'homme de Vandor n'est que quatrième avec 62 000 bulletins, perdant près de 30 000 voix par rapport à la consultation de l'année précédente.

L'élection de Mendoza a valeur de test. Le charisme du chef a une fois de plus fonctionné. Perón a pris le risque de diviser son mouvement pour bien montrer qu'il reste le seul patron, celui que suivent les masses malgré tout. La leçon est claire, Vandor et ses amis l'ont bien comprise. Si Vandor l'emporte dans les syndicats, Perón l'emporte dans le parti, tant qu'il y a des élections et des partis. Bien sûr, si des élections des gouverneurs prévues pour 1967 n'ont pas lieu, l'influence de Perón s'estompe. En revanche, celle des dirigeants syndicaux s'accroît. La situation est lumineuse, Vandor a hésité entre la solution légale à travers une victoire frontiste tolérée par les militaires et le coup d'Etat qui trancherait entre lui et Perón. Le choix est fait.

D'ailleurs des contacts se sont multipliés, officieux d'abord, puis officiels entre syndicalistes et militaires. Le 18 mars 1966, le syndicat des électriciens, Luz y fuerza, organise un hommage « patriotique » au colonel Jorge Leal pour son expédition au pôle Sud. On trouve, parmi les invités, des militaires comme le général de division Alejandro A. Lanusse et des leaders syndicaux : Vandor, Rosendo García, Paulino Niembro. Cette rencontre très remarquée signifie-t-elle l'appui de l'armée azul à l'équipe locale péroniste contre Perón ? C'est vraisemblable. Après Mendoza, il n'y a plus de doute. Et la CGT se transforme en une machine à émettre des communiqués antigouvernementaux.

Le grand patronat condamne le gouvernement

Ces jeux byzantins ne doivent pas dissimuler les forces profondes. Ils les expriment et les traduisent en leur donnant leur forme particulière. Le renversement du gouvernement du Dr Illía obéit à un faisceau de causes en apparence enchevêtrées mais dont le niveau déterminant semble bien être économique.

Le gouvernement radical populaire, sa sensibilité socialisante et son orientation nationaliste même modérée ne plaisent guère aux milieux d'affaires. Ces politiciens de comité à la rhétorique électoraliste font l'effet d'un archaïsme regrettable aux managers épris d'efficience. Le grand patronat, la banque et même les agrariens n'attendent rien de bon de ces notables provinciaux attachés à la défense des petits et sans sympathies pour le grand capital. En outre, comme le confirment les premières décisions du gouvernement Illía, notamment en matière pétrolière, le « dogmatisme idéologique » de ces dirigistes impénitents va

stopper net l'élan industriel du pays. Le gouvernement UCRP est le grain de sable qui vient freiner la pénétration de l'économie centrale et l'industrialisation dépendante du pays. La « succursalisation » de l'Argentine dans le cadre d'une redistribution néo-capitaliste des investissements dans les nations périphériques a rencontré un obstacle imprévu. Les investisseurs et les industriels étrangers regrettent l'époque frondiziste et les *desarrollistas* avec lesquels il était si facile de s'entendre.

De ces nostalgies et de ces divergences naît la réputation d'incapacité du nouveau gouvernement. Les investissements étrangers n'ont pas confiance. Le « social-affairisme » frondiziste ne fait rien pour calmer les méfiances, au contraire. Le gouvernement n'encourage pas l'afflux désordonné des capitaux étrangers qui gonfleraient une dette déjà excessive. Les investissements étrangers seront de 34,6 et 33,8 millions de dollars en 1963 et 1974, contre 100 à 120 millions par an sous Frondizi. Mais la dette extérieure de 2,6 milliards de dollars, en octobre 1963, absorbera, en 1964 et 1965, près de 35 % de la valeur des exportations de 1963 [27].

Pourtant, malgré le handicap de la sévère dépression dans laquelle se débat le pays depuis mi-avril 1962, le gouvernement Illía, aidé par de bonnes conditions climatiques, parvient à redresser la barre. Le solde de la balance commerciale, négatif depuis 1959, se relève, en 1963, brillamment.

Solde de la balance commerciale (en millions de dollars)

1961	— 496,2	1964	+ 336,1
1962	— 140,4	1965	+ 294,8
1963	+ 384,4	1966	+ 468,9

Source : Comercio exterior argentino, op. cit.

Le gouvernement radical lance un plan de développement pour mettre fin à la récession et corriger ses conséquences économiques et sociales. Curieusement, ses efforts sont violemment critiqués par ceux-là mêmes qui ont, par leur politique économique, provoqué la dépression de 1962-1963. En 1963, la production industrielle a baissé de — 12 % par rapport à 1961. En 1964, le produit national brut croît de plus de 8 %. La production industrielle (volume physique) est à l'indice 113,7 (en partant de la base 1963 = 100). Elle passe à 126,7, en 1965.

Néanmoins, les milieux économiques sont fort mécontents. Leur mécontentement semble même s'accroître parallèlement à la récupéra-

27. Eschag (Eprime), Thorp (Rosemary), « Las políticas económicas ortodoxas de Perón a Guido (1953-1963). Consecuencias económicas y sociales », in Ferrer (Aldo) et al., *Los planes de estabilización en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1969, p. 124.

tion. Les bilans annuels de l'Union industrielle argentine en témoignent. « Inefficacité », « recours à un interventionnisme étatique discrédité », « démagogie électorale », autant de critiques qui signifient que le gouvernement viole le sacro-saint principe du laisser-faire, laisser-passer, accroît les charges et diminue les profits des industriels. Il n'a pas leur confiance, cela va sans dire, car il fait passer « la redistribution plus juste des richesses » avant « la création d'une plus grande quantité de biens » [28]. Le blocage des tarifs publics et la fixation de prix plafond pour les produits de première nécessité, la réglementation des opérations en devises, la participation de l'Etat dans le marché international du blé sont autant de manifestations d'un dirigisme insupportable.

La résiliation des contrats pétroliers et les « perspectives inquiétantes » en matière énergétique, de même que la limitation des importations de biens d'équipement ou la suppression de l'autorisation de déduire les investissements dans le secteur agricole des revenus imposables, sont également des données objectives qui « découragent » les investissements et entretiennent l'hostilité du patronat.

Le déficit budgétaire est l'argument privilégié des milieux patronaux. Car le gouvernement tente de relancer l'économie par la demande. Il pratique une politique d'expansion monétaire et de contrôle des prix publics. Par la promulgation d'une législation sociale, en particulier salariale, progressiste (salaire vital, échelle mobile, réforme du droit de licenciement), il s'efforce de rétablir un nouvel équilibre plus juste dans la distribution des revenus. La dépression a entraîné une forte dégradation de la part des salaires dans le revenu national, à laquelle les radicaux populaires tentent de remédier.

Toutes les lois sociales sont accueillies comme autant de coups de couteau dans le dos de l'économie argentine. Le clivage entre classe politique et classe dominante confine au divorce et prélude à l'affrontement. Le patronat aspire à reprendre l'Etat directement en main. Le salaire vital et mobile est attaqué par la Société rurale et l'Union industrielle, comme inflationniste [29]. Il est vrai qu'en vingt mois de gouvernement, comme le signale la revue des *business men* en Argentine, *Economic Survey*, chantre du capitalisme libéral, l'inflation a atteint 57,2 % [30]. Du passé, faisons table rase, semblent dire à leur tour les financiers ! Le projet de réforme de la loi sur les licenciements améliorant l'indemnisation des travailleurs licenciés, qualifié de « corrupteur de la morale des travailleurs » [31], provoque une intense mobilisation des organisations patronales. Les menaces de rétorsion économique et les pressions sont si

28. Union industrial argentina, *Memoria y balance, 1963-1964*, Buenos Aires, 1964, p. 23.
29. Voir Sociedad rural argentina, *Memoria, 1964-1965, op. cit.*, p. 55.
30. *Economic Survey* (Buenos Aires), 17 août 1965.
31. « Las reformas a la ley 11.729 en el Senado », *Economic Survey*, 25 janvier 1966.

vives que le président Illía doit opposer son veto à la loi votée par le Parlement. Un texte législatif limitant les bénéfices des laboratoires pharmaceutiques, en majorité étrangers, devient sous la plume des commentateurs économiques « un monstrueux décret »[32]. La Société rurale rejette comme « totalitaire » une loi permettant au pouvoir exécutif de réglementer les prix à la consommation. Et l'association des *estancieros* brosse autour de ce décret le tableau apocalyptique d'une Argentine ruinée et affamée par la démagogie. Le cartel de la libre entreprise, ACIEL, qui fédère entre autres l'UIA et la Société rurale, déclare hors la loi et inconstitutionnelle l'intervention de l'Etat dans la vie économique[33].

Les pouvoirs économiques se comportent à l'égard du faible gouvernement Illía, qui hésite pourtant entre le centre droit et le centre gauche, comme en face d'un processus révolutionnaire, comme si leur expropriation avait été décrétée par les radicaux du peuple, pourtant bien éloignés de tout penchant collectiviste. L'opposition des milieux patronaux emprunte les voies de la désobéissance civique. Les industriels sabotent le plan de redressement économique en refusant le paiement des impôts ou des cotisations sociales. Selon certaines sources, les dettes de l'industrie au Trésor auraient été, en juin 1966, sensiblement égales au déficit des chemins de fer[34], ce qui n'est pas peu dire.

Une certaine agitation parmi les ouvriers saisonniers de la Pampa humide[35], une situation explosive due à la surproduction dans la province sucrière de Tucumán, il n'en faut pas plus pour que la bonhommie d'un gouvernement paternel fasse figure de complicité avec la subversion. L'action délétère du communisme apparaît même à travers les innocentes coopératives de crédit qui, il est vrai, bénéficiant de l'appui gouvernemental, font une concurrence « déloyale » aux grandes banques[36]. Mais nous touchons à un autre domaine. Il ne s'agit plus de l'expression d'appréciations divergentes sur la politique économique mais de la préparation du renversement des autorités élues.

32. « El monstruoso decreto 3042/65 », *Economic Survey*, 4 mai 1965.

33. « Ante un nuevo año », *La Nación*, 2 janvier 1966 ; le journal des Mitre dans cet éditorial se fait le porte-parole d'Aciel contre le gouvernement.

34. D'après les chiffres avancés par Bailey (Samuel L.), « Argentine search for consensus », *Current history*, novembre 1966, p. 55.

35. Des grèves avec occupation des lieux de travail se sont produites durant la récolte du maïs et du tournesol. La Société rurale qualifie ces actions de « délits » et d'« outrages » (Sociedad rural argentina, *Memoria, 1965-1966*, *op. cit.*, p. 71).

36. Voir *La verdad sobre las cooperativas de crédito*, Suplemento *Recova*, Buenos Aires, mai 1966, 20 p. Selon ce texte (p. 16), il s'agit d'un mouvement subversif contre le système bancaire argentin analogue à celui qui, en Tchécoslovaquie à partir de 1946, précéda le « coup de Prague » et permit le renversement de Benes.

La préparation de l'opinion : consensus « golpista » et coup d'Etat programmé

Le coup d'Etat est dans l'air depuis les élections de juillet. Mais dans la période précédente, qui présentait la même caractéristique, les préparatifs gardaient une certaine discrétion. Les putschistes civils et militaires rendaient un hommage au moins verbal à la légalité. Le coup d'Etat avait mauvaise presse. Il portait les stigmates de l'illégitimité.

A partir de 1964, il en va différemment. L'éventualité d'un coup d'Etat n'est plus un thème réservé à la pénombre des conciliabules ou aux rumeurs des échotiers. La classe politique et la presse en discutent ouvertement sinon sereinement. L'intervention militaire fait à ce point partie du système institutionnel qu'on en débat avec naturel, à l'instar d'une crise ministérielle. Avec cette différence que le *golpe* est présenté comme une sorte de cataclysme naturel sans responsables directs, et en même temps comme un acte de justice immanente et automatique destiné à châtier les erreurs gouvernementales. Toute référence à la subordination constitutionnelle des forces armées au pouvoir civil semble s'être évaporée. Les valeurs de la démocratie libérale sont tombées bien bas.

Il faut dire que certains secteurs de la vie politique et sociale y ont aidé résolument. C'est le cas, en particulier, de la presse frontiste, des moyens d'information frondizistes et de certains organes liés aux milieux patronaux traditionnels. Deux hebdomadaires de grand tirage, créés par un journaliste de talent proche de Frigerio, jouent en particulier un rôle éminent à cet égard. *Primera plana*, portée sur les fonds baptismaux par les militaires azules après leur victoire de septembre 1962, inaugure une formule attirante de revue d'information générale à l'américaine, inédite en Argentine[37]. D'où son audience très large dans les nouvelles classes moyennes, les cadres et les milieux d'affaires. Cet hebdomadaire reçoit une abondante publicité des grandes sociétés nationales et étrangères (plus de 20 % de la surface, ce qui est nouveau en Argentine). Ses articles véhiculent un idéal d'efficacité et de dynamisme économique où le *desarrollismo* frondiziste s'incarne dans le mythe flatteur du manager et de l'*executive*. Sa ligne politique est azul donc militariste. Après quelques vicissitudes dues à une lutte serrée autour de la propriété du titre, *Primera plana,* dont l'éditorialiste est Mariano Grondona, ex-sous-

37. Inspirée de la formule de *Newsweek* notamment, avec laquelle la rédaction a passé un accord d'exclusivité. Selon le directeur fondateur Jacobo Timermann (interview du 20 mai 1970), des colonels azules (entre autres les colonels Aguirre et Guglialmelli) prirent contact avec lui pour créer un hebdomadaire qui s'appellerait *Azul* et soutiendrait leur action. Pour cela, ces militaires proposaient l'utilisation des fonds secrets. Jacobo Timermann refusa l'utilisation des fonds qui, selon lui, « enlèverait beaucoup de crédibilité à la revue », mais accepta l'idée. Il se fit prêter des capitaux par « un industriel » et lança *Primera plana* le 13 novembre 1962, comme « instrument du Front ».« Pour *Confirmado*, nous confia Jacobo Timermann, ce fut le général Villegas qui me demanda de faire un hebdomadaire pour renverser Illía. *Confirmado* devait nous racheter de l'échec du Front en 1963 ».

secrétaire d'Etat à l'Intérieur et collaborateur de Rodolfo Martínez sous Guido, se spécialise en 1965 dans la propagande putschiste et l'exaltation de l'efficacité militaire. *Confirmado*, créé en mai 1965 par le fondateur de *Primera plana* et selon le même formule, a pour sous-directeur un lieutenant-colonel qui deviendra l'un des dirigeants de la Fiat-Argentine, et pour *columnist* Rodolfo Martínez et Alvaro Alsogaray. Un seul sujet : *el golpe*.

Une formidable campagne d'action psychologique, puissamment orchestrée par les *desarrollistas* et les frontistes de toute origine, vise à discréditer le gouvernement et le système parlementaire. Revues, journaux, éditorialistes s'étendent complaisamment sur le caractère caduc des partis, et notamment sur la nature désuète du parti au pouvoir, avec ses comités bavards et ses notables improvisés. Tout l'arsenal modernisé de l'antiparlementarisme est mis à contribution. Le gouvernement est attaqué pour son inefficacité ; on lui oppose l'efficience executive de l'appareil des forces armées. A travers caricatures, bons mots et insinuations malveillantes, le gouvernement est associé à l'idée de sieste provinciale, d'immobilisme béat. Ses symboles : la tortue, les colombes de la Plaza de Mayo. Certains dessins présentant le brave président Illía, en docteur « tant pis », fatigué, ignorant et incapable, préparent le lit du putsch [38] aussi efficacement que les résultats électoraux défavorables. La propagande alarmiste, le grossissement d'événements mineurs tendent à accréditer l'impression que « l'Argentine traverse une période d'anormalité et que le gouvernement s'obstine à demeurer normal » [39]. Cette constatation porte à conclure qu'une dictature s'impose, pour répondre à « l'impatience collective face à l'inefficacité du gouvernement empêtré dans une pacifique et respectueuse routine » [40].

Pour mener le pays vers les hautes destinées qui l'attendent, il n'est qu'une seule solution, l'armée, qu'un seul homme, le général Onganía. *¡ Arriba Argentina !* « Le pays est mûr pour la grande solution nationale », prévient l'éditorialiste de *Confirmado*, le néo-phalangiste Mariano Montemayor, le 30 décembre 1965, dans un article publié sous une photo de l'ancien commandant en chef. Le commodore Güiraldes, dès le 26 août, avait « annoncé une révolution, c'est-à-dire un renversement du gouvernement au service d'un grand objectif national : mettre le pays en marche ... ».

Le matraquage de la propagande putschiste n'a pas qu'une visée tactique. Il contribue à donner naissance à une nouvelle légitimité. L'idéologie technocratique de la modernisation autoritaire, ouvrant des perspectives grandioses à un pays aux « possibilités illimitées », se substitue

38. Notamment les remarquables caricatures signées Flax.

39. Grondona (Mariano), « La dictadura », *Primera plana*, 31 mai 1966.

40. *Ibid.*, et également « La dualidad », par Mariano Montemayor, *Confirmado*, 18 novembre 1965.

au credo libéral. La presse n'est pas le seul véhicule de cette nouvelle orthodoxie. Ce que ses artisans appellent « un changement de mentalité », la conversion aux impératifs du monde économique moderne, prend aussi naissance dans des centres de formation des « cadres de l'Argentine de demain ». Le cours pour colonel de l'Ecole supérieure de guerre, dirigé par le général Guglialmelli, met l'accent sur la croissance industrielle et l'efficience *desarrollista*. L'Institut pour le développement des dirigeants d'entreprise, Instituto para el desarrollo de ejecutivos en la Argentina (IDEA), fondé par un groupe de grandes entreprises en majorité étrangères, insuffle les valeurs et méthodes des Business Schools nord-américaines aux cadres supérieurs argentins[41]. La formation « civico-politique-communautaire » des administrateurs d'entreprises occupe une place importante dans les programmes. Les contacts et les échanges avec les chefs de l'armée s'effectuent de façon suivie et institutionnelle. L'Ecole des cadres de la CGT, prise en main par l'extrême-droite national-catholique, est le troisième pilier du « changement ». Elle forme des syndicalistes « nationaux » hostiles à la revendication de classe.

La « nouvelle mentalité », l'idéologie moderniste « révolutionnaire », a pour maître mot le « changement des structures ». C'est le titre d'une brochure de la CGT, publiée en 1965 et où l'on reconnaît la plume et les tics langagiers des sociologues à la mode[42]. Mais on la trouve aussi bien sous la plume des conseillers de l'Union industrielle, confédération patronale[43]. De quoi s'agit-il ? Surtout pas d'une transformation des structures économiques. A part quelques discrets rappels, de la part de la CGT, des mesures économiques chères aux justicialisme, entrepreneurs et syndicalistes pensent à des réformes politiques. Le changement passe par la représentation des groupes sociaux. L'organisation corporatiste apparaît comme le dernier cri de la modernisation politique. La suppression du Parlement et des partis, et leur remplacement par un Conseil économique et social permettent de mettre au goût du jour la démocratie organique chère au caudillo espagnol, en déterrant le Grand Conseil mussolinien.

La campagne est si habilement menée que l'opinion n'est pas éloignée de croire que tous les malheurs du pays viennent des partis et du

41. IDEA a été fondée en 1960. Son conseil d'administration, qui comprend des représentants des Fabricaciones militares, a été présidé par le président de la filiale argentine de Dupont de Nemour-Imperial Chemical (Duperial) et compte notamment les directeurs de General Electric, IBM, Shell, Monsanto, First National City Bank, Esso, et du groupe argentin Bunge y Born. Le président délégué n'est autre que le sociologue José Enrique Miguens, rédacteur des communiqués de Campo de Mayo en septembre 1962. D'après la brochure publiée par l'institut, *¿ Qué es IDEA ?* (Buenos Aires), s.d., non paginé.

42. Confederación general del trabajo. *La CGT en marcha hacia el cambio de estructuras juzga el pasado, analiza el prestente y proyecta el futuro*, Buenos Aires, 1965, 81 p.

43. « Evolución económica en 1965 », in Unión industrial argentina, *Memoria, 1965-1966*, Buenos Aires, 1966, p. 28.

régime pluraliste constitutionnel. Le progrès en arrive à s'identifier à un néo-fascisme technocratique. Encore faut-il que l'instrument « révolutionnaire » réponde aux attentes des planificateurs, que les sauveurs en uniforme interviennent. La campagne d'action psychologique s'adresse tout particulièrement à l'opinion militaire. Il ne suffit pas de gagner l'Etat-major. La presse frontiste énumère les raisons de renverser le gouvernement. Celui-ci, outre sa complaisance à l'égard du communisme international, est accusé de saper le prestige de l'armée, de discréditer ses chefs ! Certains ajoutent que l'antimilitarisme traditionnel de l'UCRP pousse le gouvernement à négliger les forces armées, à leur refuser les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions [44]. Mais la conclusion de tels propos est toujours la même : coup d'Etat et dictature. « La modernisation de l'armée ne peut pas être dissociée de celle de l'Etat argentin » [45].

L'aspect le plus étonnant dans la préparation du coup d'Etat est la précision de la programmation. *Confirmado* publie, le 23 décembre 1965, un article intitulé « Que se passera-t-il en 1966 ? » qui décrit minutieusement le déroulement des opérations militaires chassant le président Illía du pouvoir. La date est avancée : le 1er juillet 1966. « La chute du président Illía en 1966 est inévitable », conclut la revue. Au fur et à mesure qu'on se rapproche de la date fatidique, le ton des putschistes civils monte, l'éventail du *golpismo* s'élargit. Pour ou contre le *golpe* : telle est la question politique qui semble éclipser toutes les autres. Dès 1966, les journaux accordent plus de place aux faits et gestes des chefs de l'armée qu'aux autorités politiques légales.

Un journal catholique intégriste publie, en mai 1965, entre deux citations de Michel de Saint-Pierre et un article de Pierre Boutang, un éditorial intitulé : « Vive le coup d'Etat ! » Il s'achève sur cette proclamation : « Nous sommes *golpistas* ». La presse quotidienne à grand tirage sort de la réserve. La *Razón*, grand quotidien populaire du soir, n'hésite pas à écrire que « l'Argentine a besoin d'un guide, *conductor* » [46]. Tandis que les péronistes complotent dans les syndicats avec les militaires azules, les antipéronistes militants, fidèles au souvenir de la *libertadora* appellent eux aussi de leurs vœux le coup d'Etat. Contre la probabilité redoutée d'une victoire péroniste aux élections de 1967, ils considèrent « nécessaire une révolution dans laquelle s'uniraient tous les Argentins qui aspirent à la grandeur nationale » [47].

44. Voir *La CGT en marcha hacia el cambio de estructura juzga el pasado, analiza el presente y proyecta el futuro, op. cit.*, p. 66, et, pour un exposé plus théorique, Pichon Rivière (J.), art. cité, p. 50.

45. XX, « La disolución de las fuerzas armadas », *El Príncipe*, juin 1965, p. 97.

46. « Se advierten en el país algunos síntomas de inquietud pública », *La Razón*, 29 avril 1965.

47. Communiqué de la Comisión popular de afirmación de la revolución libertadora, *La Nación*, 24 juin 1966.

Les partis démocratiques ne repoussent pas a priori la rupture de la légalité constitutionnelle. Le gouvernement s'est isolé de lui-même. Sa stratégie électorale inquiète les petits partis. Si le choix est entre le péronisme et la démocratie incarnée par l'UCRP, les tierces formations courent le risque d'être laminées. C'est pourquoi un député démocrate-chrétien peut s'exclamer : « Le gouvernement mérite un coup d'Etat mais pas le pays » [48].

Au Parlement, où l'UCRP est minoritaire, les partis d'opposition bloquent le budget et paralysent ainsi le gouvernement pendant de longs mois. Seuls les conservateurs et les sociaux-démocrates ne jettent pas d'huile sur le feu.

Exécution

Chercher dans les péripéties des six derniers mois du gouvernement Illía les causes immédiates et fortuites du coup d'Etat de juin 1966 serait vain. On trouvera des prétextes, même pas des détonateurs : le cordon a été mis à feu une dizaine de mois auparavant. La presse frontiste ne s'est trompée que de trois jours dans ses prophéties inspirées.

C'est en mars 1966 que la machine putschiste se met en marche. Le coup d'Etat cesse d'être le domaine des civils. Les militaires en parlent publiquement. Dans les discours des mémorandums opportunément révélés, ils criblent de banderilles le gouvernement. Celui-ci réagit peu. De même qu'il laisse la presse le traîner dans la boue ou inciter les militaires à la rébellion, de même, trop faible ou trop respectueux des formes démocratiques, le président Illía a des fureurs à la Louis XVI. Qu'ils restent ! Et c'est lui qui s'en ira.

Tout se noue, semble-t-il, après la réception de représentants de l'armée de terre au siège du syndicat de l'électricité, le 18 mars 1966. Une réunion des généraux commandants de corps d'armée avec le commandant en chef a lieu quelques jours plus tard. Le renversement du gouvernement incapable d'empêcher la victoire péroniste, en 1967, est à l'ordre du jour. La majorité du haut commandement est gagnée à cette idée. Seul le général Carlos Caro, commandant de la 2e armée (Rosario), s'en prend violemment au général Pistarini et aux putschistes auxquels il reproche de rééditer ce que leurs adversaires, les Colorados, ont tenté de faire en 1962-1963 [49].

Deux jours plus tard, un communiqué du secrétariat à la Guerre est publié démentant les rumeurs d'un coup de force. Cette déclaration léga-

48. Il s'agit du député De Vedia à la convention du Parti démocrate-chrétien de la province de Buenos Aires tenue à Mar del Plata , *La Nación*, 21 juin 1966.

49. D'après le récit que donne, quelques mois après le « coup », sous la signature de Jorge Pérez Rocco, la revue des radicaux populaires, *Inédito*, « El golpe contra Illía », 27 septembre 1967.

liste provoque une véritable crise. Le document émanant du général Castro Sánchez ne se contente pas de démentir des bruits, il légitime une attitude constitutionnaliste qui pourrait éventuellement être celle de nombreux officiers las des tractations politiciennes. Il développe l'argumentation suivante : « Le gouvermement militaire n'est pas une solution pour les problèmes argentins ... l'expérience a démontré que l'armée au gouvernement se transforme en une institution délibérative dont la dicipline se corrompt, et qui tombe dans l'anarchie ..., la rupture de l'ordre constitutionnel favorise les extrémistes ». Le secrétaire d'Etat a beau reprendre les inquiétudes de ses compagnons d'armes au sujet des « incertitudes de l'avenir électoral », des grèves mutipliées de la province de Tucumán, il a pris le parti du gouvernement contre l'armée. Excellent prétexte pour hâter les préparatifs du coup d'Etat. D'autant que la marine et l'armée de l'air ont fait savoir par le même canal qu'elles partageaient cette attitude légaliste [50].

Le communiqué du général Castro Sánchez est violemment critiqué par les milieux putschistes. *Confirmado* publiera, le 9 juin, un mémorandum militaire, vraisemblablement authentique, intitulé « Analyse du communiqué du secrétaire », où chacun de ses arguments est réfuté, pour conclure que la « loyauté inconditionnelle aux autorités » érige en principe un légalisme formel, contraire au « rôle historique d'ultime réserve » que doit jouer l'armée. Le 16 juin, la lettre d'un chef azul à la retraite, le général Solanas Pacheco, est révélée, qui semble exprimer l'orthodoxie putschiste face au communiqué du secrétariat à la Guerre. L'argumentation est claire et parfaitement subversive. Pour le général Solanas Pacheco, l'armée ne peut pas soutenir le gouvernement mais son rôle est de défendre « les intérêts permanents et fondamentaux de la nation ». On ne peut pas accepter que des militaires puissent affirmer que tout gouvernement civil est meilleur qu'un gouvernement militaire. Enfin, la déclaration du secrétaire démoralise tous ceux qui attendaient le salut d'une intervention militaire [51] !

L'estocade finale qui devait provoquer la chute du gouvernement est portée par le général Pistarini. Le 29 mai, en présence du gouvernement et du président lui-même, le commandant en chef, dans un discours public, se livre à une attaque en règle en reprenant les grands thèmes de la propagande frontiste assortie de la rhétorique bureaucratico-messianique d'usage dans ces cas là. Pistarini fustige « l'inefficacité », « l'absence d'autorité qui ouvre la voie à l'insécurité, au désordre et à la désintégration ». Le président tance l'audacieux général mais ne le desti-

50. Il ne s'agit pas d'une déclaration conjointe des trois armes mais d'une coïncidence organisée. La position des deux autres armes est infiniment plus nuancée et ne constitue pas un engagement très ferme.

51. « Memorandum reservado. La posición del ejército. Antecedentes del discurso del general Pistarini », *Confirmado*, 9 juin 1966 ; « Una carta a Castro Sánchez », *Confirmado*, 16 juin 1966.

tue pas. Les comploteurs n'attendent qu'un acte d'autorité à l'égard de l'armée pour renverser le gouvernement. Celui-ci fait le gros dos. Le président Illía invite même le ministre de la Défense à « faire siennes les idées du commandant en chef »[52]. Cet excercice de haute voltige gagne quelques jours. La provocation n'ayant pas donné de résultats, ultimatums et *planteos* vont se succéder. Seule la date exacte du coup d'Etat reste à préciser. On sait en tout cas qu'elle aura lieu avant la fête nationale, le 9 juillet.

Ni les contacts avec certains généraux en vue d'un remaniement ministériel ni les concessions gouvernementales ne peuvent arrêter la marche du processus. Selon certains plans, Leopoldo Suárez, ministre de la Défense, qui a la sympathie de quelques militaires et apparaît un peu comme un opposant interne au gouvernement, prendrait le Ministère de l'intérieur. On prévoit une sortie de « guidisation » du président Illía, mais c'est trop tard[53]. L'annulation du statut fédéral de la province de Tucumán, exigée par les militaires, coïncide avec la publication du plan des forces armées. On sait qu'il s'agit désormais d'établir une dictature militaire de longue durée qui instaurerait une économie de type libéral axée sur une industrialisation accélérée. L'ex-président Frondizi déclare, le 24 juin : « Une grande révolution à laquelle participeront les forces armées et les membres de tous les secteurs de l'activité nationale aura lieu en 1966 ».

Le 27 juin, le commandant en chef de l'armée de terre fait arrêter le général C. Caro qu'il relève de son commandement, et refuse d'obéir désormais aux ordres du secrétaire d'Etat à la Guerre. Le général Pistarini reproche au commandant de la 2e armée et au secrétaire d'Etat d'avoir eu des contacts avec des dirigeants politiques. Délit impardonnable pour des militaires disciplinés ! Effectivement, les deux généraux légalistes ont eu le malheur de rencontrer, de manière fortuite et informelle semble-t-il, trois députés justicialistes parmi lesquels Armando Caro, le frère du général du même nom. Prétexte bien mal choisi pour des militaires qui depuis plusieurs années s'entretiennent et complotent avec des leaders péronistes !

Le président convoque les commandants en chef. Le général Pistarini n'obéit plus. Le président assume le commandement en chef de l'armée, comme la Constitution l'y autorise, et destitue le général Pistarini. L'armée, qui occupe les radios et les émetteurs de télévision, la poste et les centres téléphoniques, donne six heures au président pour déguerpir. Les opérations sont menées par le général Julio Alsogaray. La Plaza de Mayo est bloquée par des effectifs militaires qui cernent le palais prési-

52. Selon la revue de l'UCRP, *Inédito*, 27 septembre 1967.

53. Telle semble être le teneur des ouvertures faites au général Osiris Villegas, commandant du 5e corps d'armée par le dirigeant de l'UCRP, Julian Sancerni Giménez, *El Mundo*, 18 juin 1966 et *La Nación*, 23 juin.

dentiel. Une escouade de policiers armés de fusils lance-gaz, sous le commandement d'un colonel à la retraite, Luis César Perlinger, expulse Illía de la Casa Rosada et — suprême insulte — le renvoit chez lui sans même l'arrêter. Aucune réaction civile ou militaire n'a accompagné la chute du président élu. Le coup d'Etat le mieux préparé de l'histoire argentine, conforme à l'image *desarrollista* de haute technicité et d'une efficacité parfaite que se donnent les forces armées, a eu lieu sans accroc. L'opinion préparée de longue main au « changement » en était venue à le souhaiter. Le coup d'Etat de juin 1966 n'apparaît pas comme un saut dans le vide. Il marque la fin d'une époque et il ouvre la voie de l'autocratie transformatrice dont les traits sont déjà depuis longtemps familiers aux Argentins.

Le 28 juin, les commandants en chef des trois armes forment une junte révolutionnaire dont les premiers décrets consistent à destituer le président et le vice-président, les membres de la Cour suprême de justice, les gouverneurs et les maires élus. Le Congrès et les assemblées provinciales sont dissous. Tous les partis politiques sont interdits et dissous : leurs biens sont confisqués. Enfin, une proclamation révolutionnaire, dite Acte de la révolution argentine, précise les raisons officielles du coup d'Etat. Ce document accuse le gouvernement de manquer d'autorité dans le domaine politique (l'anarchie) et économique (l'inflation). Le parti au pouvoir aurait pratiqué une politique électoraliste de division et d'affrontement préjudiciable à l'unité nationale. « Les forces armées, dit ce texte, occupent le vide laissé par le pouvoir ». La théorie du « vide du pouvoir » est une justification passe-partout. Plus précise et plus fondamentale, car recouvrant un projet global, est la dénonciation de « structures politiques rigides et de structures économiques anachroniques », Pour moderniser celles-ci, il faut briser celles-là. Tout le programme du régime « autoritaire-bureaucratique » est en germe dans ce jugement sur la réalité argentine. Quant à l'idéologie sous-jacente, elle est là aussi, clairement exprimée d'une phrase : « Unissons-nous autour des grands principes occidentaux et chrétiens ».

Comme on s'y attendait, le général Juan Carlos Onganía est désigné président de la République. Le pouvoir de la Junte révolutionnaire a duré vingt-quatre heures. L'« homme de la légalité » arrive à la Casa Rosada grâce au renversement du pouvoir légal. Le Statut de la révolution argentine, charte du nouveau régime, qui réforme la Constitution, ne fixe aucun terme à son mandat.

Chapitre 14

Le gouvernement du complexe militaire-industriel et l'échec de la contre-révolution modernisatrice

Le désir de changement savamment orchestré par la presse, la radio, la télévision putchiste a trouvé satisfaction dans « la révolution » du 28 juin. Face à l'image d'un gouvernement vieillot, irrésolu, inepte, l'armée muette et diligente, disciplinée et efficace apparaissait comme une planche de salut. Le coup d'Etat indolore n'a fait que confirmer à l'opinion, préparée de longue main, les qualités civiques des sauveurs en uniforme. Le renversement du président Illía était tellement attendu et annoncé que la réalisation du coup de force n'est même pas une nouvelle. L'opinion se trouve soulagée après un mois de tension. Le coup d'Etat n'a pas provoqué de réaction populaire. Il s'est effectué sans violence, avec une dérisoire facilité.

En effet, la mise à mort politique de l'UCRP a eu lieu bien avant que les militaires n'entrent à la Maison Rose. Aussi les nouveaux maîtres n'ont-ils pas recours à la répression : très peu d'arrestations et de très courte durée ; aucun esprit de vengeance ou de revanche contre les vaincus ; une sérénité « révolutionnaire » qui s'accorde bien avec le new look militaire retenu par l'opinion et incarné par le sévère général Onganía. Le coup d'Etat n'est pas dirigé contre un homme ni contre un parti, d'où son aspect correct sinon bon enfant qui plaît aux citoyens mis en condition, et qui vaut aux militaires argentins d'être baptisés « les révolutionnaires les mieux élevés d'Amérique latine » par le *Buenos Aires Herald*. Mais c'est le système tout entier qui est récusé, après avoir été discrédité. Seules les formes extérieures sont préservées. Il s'agit, selon

un aide-mémoire militaire antérieur aux événements [1], d'instaurer une « dictature technique provisoire ». Une sorte de dictature à la romaine, légitimée par « l'état de nécessité », c'est-à-dire le malheur des temps, mais qui respecterait les libertés démocratiques fondamentales inscrites dans la Constitution. On est loin des *cuartelazos* et autres pronunciamientos de traîneurs de sabres et de soudards *Southamerican*. Nos militaires ont lu les sociologues à la mode et savent qu'ils sont des « agents de modernisation ». Ce rôle leur plaît et ils évitent tout ce qui pourrait le ternir.

Ce qui frappe l'observateur, outre l'absence de résistance active ou passive au coup d'Etat, c'est la faiblesse des réactions négatives ou hostiles. Désirée ou consentie par certains, la révolution apparaissait à tous comme inévitable. La seule vraie manifestation d'hostilité provient de l'Université de Buenos Aires qui sait que ses franchises sont menacées par un pouvoir qui considère les centres d'enseignement supérieurs, cogérés par leurs usagers, comme des bastions de « l'infiltration communiste » [2]. Mais les partis de gauche traditionnels, attachés en 1966 comme en 1943 à la démocratie constitutionnelle, s'ils condamnent « le coup d'Etat réactionnaire » [3], ne prennent pas pour autant la défense des autorités déchues. Le Parti communiste vitupère « la dictature militaire pro-yankee qui se propose de liquider les restes des libertés démocratiques », mais rappelle que « le président Illía n'a pas rempli ses promesses électorales et n'a pas mené à bien le programme démocratique et populaire qu'il avait promis » [4]. Les socialistes démocratiques dénoncent dans *La Vanguardia*, sous la plume d'Américo Ghioldi, le coup d'Etat antidémocratique aux « objectifs inavouables » [5]. Néanmoins, la critique du gouvernement « légal » est sévère. « Illía, écrit le secrétaire général du PSD, plutôt que de procéder à un changement décisif, comptait sur la chance, le temps, l'ambassadeur des Etats-Unis, l'appui du président Johnson, ou celui de l'archevêque de Buenos Aires ... » [6].

Le Parti communiste argentin aussi bien que les sociaux-démocrates assortissent leurs propos de mises en garde réitérées contre les « illusions que certains se font au sujet de la dictature qui vient de s'installer au pouvoir ». Ils s'efforcent, ainsi, de démystifier pour leurs publics respectifs les charmes de cette séduisante dictature militaire dans laquelle bien des Argentins ont mis leurs espoirs.

1. Ce document, intitulé « Ayuda. Memoria. Motivaciones. Justificación. Alcance », qui a circulé à l'Etat-major de l'armée de terre, a été révélé par le général Carlos Augusto Caro pour réfuter les déclarations du général Alsogaray ; cf. *La Nación*, 6 septembre 1968.

2. Voir message présidentiel du 1er juillet 1966 et conférence de presse du 4 août.

3. « Otra vez el golpe de Estado militar » (Declaración del comité central del Partido comunista de la Argentina), *Nuestra palabra*, 6 juillet 1966.

4. *Ibid.*

5. *La Vanguardia*, 5 juillet 1966.

6. *La Vanguardia*, 13 juillet 1966.

Le coup d'Etat ne se caractérise pas seulement par sa discrétion. Aussi anodin qu'une crise ministérielle en régime parlementaire, il ouvre des expectatives nombreuses et contradictoires que la rhétorique grandiloquente des porte-parole militaires ne suffit pas à expliquer. L'état de l'opinion rend compte d'un assentiment large et diffus. La détérioration de la situation économique, en partie provoquée par les forces et les intérêts favorables au changement de régime, sous-tend cette acceptation bienveillante. Du président Illía, accablé par des campagnes de dénigrement et de sappe systématiques autant que par ses maladresses de mal élu, personne n'attendait plus rien. Il ne reste plus aucune formation politique tolérable et à vocation majoritaire en réserve. Donc, on attend tout du brave général Onganía, exalté par la presse frontiste.

Le malaise économique, qui apparaît à la fin de 1965, confirme pour beaucoup d'Argentins, même peu sensibles au mythe de l'armée modernisatrice, les attaques de l'opposition putschiste. La crise de confiance et l'incertitude politique entraînent un fléchissement du taux d'investissement que le capital étranger plus que rare ne vient pas combler. La diminution de la production agricole aggrave la récession de la production industrielle. En 1966, le PBI baisse de 1,2 % et le PB par tête perd près de trois points.

Aussi, face à ce marasme qui se dessine et dont les secteurs économiques et financiers attribuent, comme nous l'avons vu, la responsabilité au dirigisme et à la démagogie gouvernementale, la chute d'Illía est presque accueillie comme une délivrance. Les milieux d'affaire pavoisent. La bourse est euphorique, tant l'optimisme financier est grand. On enregistre des hausses de 70 points sur certaines valeurs argentines. Les chefs d'entreprise, à travers leurs organisations représentatives, s'étaient prononcés pour la chute d'Illía dans leur ensemble. Ils sont confiants et s'attendent à une libéralisation rapide de l'économie après les mesures de contrôle économique et financier imposées par le gouvernement constitutionnel. On parle de la levée du contrôle des changes, de l'élimination des « dépôts d'importation » et de la loi de contrôle des prix. La revue financière *Economic Survey*, après avoir salué le coup d'Etat comme une « excellente action », conclut : « La nouvelle politique consistera à promouvoir l'entreprise privée »[7]. Au passage, le numéro du 5 juillet signale que « les cercles commerciaux nord-américains et spécialement les représentants des grandes banques et des grandes entreprises ont exprimé leur satisfaction à l'annonce de la révolution et réaffirmé leur intérêt pour le pays ».

Plus officiellement encore, l'Association pour la libre entreprise (ACIEL), la Confédération générale économique, la Société rurale et l'Union industrielle manifestent leur appui et leur approbation. L'UIA

7. *Economic Survey*, 5 juillet 1966.

prodigue ses conseils et recommande au gouvernement de réduire les dépenses de l'Etat et la consommation interne par une politique salariale sévère [8]. Les confédérations patronales assistent à la Casa Rosada aux cérémonies de prise de pouvoir du nouveau président. La Société rurale, centenaire cette même année, ne se contente pas de rendre la traditionnelle visite de courtoisie au nouveau chef de l'Etat pour lui présenter ses vœux et ses revendications. Elle multiplie les marques de confiance à son égard et les offres de collaboration [9].

Le Barrio Norte exulte. Les possédants sont rassurés. Les militaires ne permettront pas le retour des *negros*, de la « racaille » péroniste. Un régime, qui se donne pour objectif le rétablissement du « principe d'autorité », n'est pas pour leur déplaire. L'anticommunisme et l'austérité du général Onganía ont bonne presse dans les beaux quartiers. De larges secteurs de classes moyennes, sur lesquels s'exerce depuis 1958 la fascination de la croissance économique et de la société de consommation, voient dans le nouveau régime la chance d'un *desarrollismo* sans corruption et sans frein militaire.

Les privilégiés ou les aspirants à l'aisance ne sont pas avec les milieux patronaux les seuls partisans déclarés du nouveau pouvoir. On pourrait laisser de côté l'Eglise toujours prête en Argentine, de par son caractère institutionnel, à se rallier au pouvoir en place. Si la présence du cardinal Caggiano, primat d'Argentine, à la Casa Rosada, le 29 juin, pour la prestation de serment du nouveau président, est traditionnelle et sans signification politique, les déclarations enthousiastes de l'archevêque de Buenos Aires prouvent que le nouveau régime a plus qu'aucun autre sa sympathie [10].

Mais, en outre, à l'exception de la gauche traditionnelle, dont nous avons noté les réactions, et du parti chassé du pouvoir, toutes les formations politiques, bien que victimes de l'ordre nouveau, appuient le coup d'Etat et le justifient. Les groupes issus du parti conservateur, cela va sans dire. Le MID (Mouvement d'intégration et de développement) de l'ex-président Frondizi voit ses efforts putschistes enfin récompensés. C'est pour les frondizistes la revanche du Front manqué de 1963.

Mais l'éventail des formations qui réservent un accueil chaleureux ou au moins favorable, sous bénéfice d'inventaire, au nouveau pouvoir, dépasse largement les partis frontistes de 1962. Le coup d'Etat divise même les milieux de l'extrême-gauche intellectuelle où certains groupes, issus du trotskysme, accordent un préjugé favorable à une révolution militaire qui pourrait être, à leur avis, l'amorce d'un nassérisme argen-

8. *La Nación*, 1er juillet 1966.

9. Sociedad rural argentina, *Memoria. Año del centenario 1866-1966*, Buenos Aires, 1966, p. 81.

10. Le cardinal aurait déclaré à propos de l'accession au pouvoir du général Onganía : « C'est une aurore ! Notre pays grâce à Dieu marche vers sa grandeur ! ».

tin. C'est le cas du Parti socialiste de la gauche nationale que dirige deux essayistes influents, Jorge Abelardo Ramos et Enea Spilimbergo [11]. Une très vive polémique s'ouvre d'ailleurs à travers les colonnes de l'hebdomadaire uruguayen *Marcha*, entre Ismael Viñas et J.A. Ramos, au sujet de l'appréciation du nouveau régime [12]. Le premier se refuse à croire au salut par l'armée et condamne vigoureusement la « dictature militaire cléricale et réactionnaire ». Le second ne veut pas juger le gouvernement avant de l'avoir vu agir, et se méfie « des réflexes conditionnés antimilitaristes ». En fait, ce qui provoque pour une large part ces espoirs disparates est l'attitude du péronisme qui contribue à donner un sens ambigu à un coup d'Etat dont les intentions semblaient dès l'abord parfaitement claires.

Car le péronisme politique ou syndical donne unanimement son adhésion au coup d'Etat. Les péronistes orthodoxes de la CGT ou du Parti justicialiste sont d'accord, en cela, avec les vandoristes ou les « néos » des provinces. Il est vrai que le *Líder*, consulté par les putschistes, a donné le feu vert [13]. Au début du mois de juillet, un enregistrement de quarante minutes de l'exilé de Madrid parvient à Buenos Aires. Perón, tout en réclamant des élections, souligne que les « objectifs de la révolution militaire sont en accord avec ceux du Mouvement ». Il faut donc appuyer tactiquement les nouvelles autorités. La stratégie de Vandor a rencontré celle de l'ex-président. Le premier redoutait des élections peu favorables à la consolidation de son pouvoir. Le chef du Mouvement pense avec raison que la chute d'Illía marque la fin du système politique issu de la révolution de 1955. On ne pourra pas revenir aux proscriptions et à la démocratie minoritaire. Quant aux militaires, ils ne dureront guère car — et ce bon mot de Perón est de l'époque — « réformer la Constitution n'est pas du ressort de la cavalerie ... » [14].

Les cadres moyens, les militants du péronisme (ou du néo-justicialisme) ne sont pas mécontents de voir balayés les politiciens de la revanche et mis à bas le système qui les excluaient. « Le Comité est mort », s'exclame un dirigeant syndical. Tous les partis sont désormais à égalité, ou, plutôt, les péronistes, grâce à la CGT qu'ils contrôlent et que le nouveau régime courtise, ont l'heureuse surprise, par un retournement de situation imprévu, de détenir désormais le monopole de l'organisation « politique » légale. La dépolitisation des masses indifférentes à

11. Formé essentiellement d'intellectuels marxistes ayant rallié le péronisme en raison de sa « base de classe » et de son orientation « antiimpérialiste ». Cf. « Manifiesto del socialismo de izquierda nacional al pueblo argentino », *Epoca* (Montevideo), 20 juillet 1966.

12. Viñas (Ismael), « Dictadura y tecnocracia », *Marcha* (Montevideo), 13 juillet 1966, Ramos (Jorge Abelardo), « El ejército argentino y la teoría de Pavlov », *Marcha*, 19 août 1966.

13. Interview du général Perón par l'auteur, le 12 janvier 1969, et *Primera plana*, 12 juillet 1966.

14. D'après Castro (Julio), « Un gobierno de caballería », *Marcha*, 19 août 1966 et interview du général Perón citée.

tout ce qui n'est pas le retour de Perón facilite l'acceptation du régime tout autant que les convictions antilibérales des dirigeants justicialistes. Le prestige de l'uniforme, la rhétorique patriotique des premiers discours du général Onganía contribuent à créer le climat d'une nouvelle idylle entre l'armée et la classe ouvrière organisée [15].

Un consensus immobiliste

La majorité de la population, toutes classes sociales confondues, des *estancieros* aux « métallos », toutes les tendances de l'opinion ou presque, des ultras de l'antipéronisme aux dirigeants justicialistes, ont bien accueilli la « révolution argentine ». Ces attentes contradictoires ne favorisent guère l'action gouvernementale. Choisir c'est décevoir, rompre le charme d'une unanimité nationale aussi factice que fragile. Aussi le général Onganía, par tactique autant que par inexpérience, ne s'empresse guère à définir son orientation gouvernementale. « Le gouvernement a consacré plus de mots à justifier la révolution qu'à présenter sa nouvelle politique », écrit, le 12 juillet [16], une revue pourtant favorable à l'ordre nouveau. Les premiers discours du chef de l'Etat, notamment son message au pays du 1er juillet, sont bourrés de considérations morales et de généralités floues. La révolution se propose « la transformation du pays » qui mettra fin « au processus de dégradation qui l'a paralysé jusque-là ». Le gouvernement de « réconciliation et de reconstruction » ira « au fond des problèmes » et élaborera un « plan de réconciliation concrète ». Quelles sont les garanties ? « Une vie tout entière consacrée à l'exercice de la profession militaire et un amour élevé de la patrie ».

La publication des *Objectifs de la révolution* qui développent la « proclamation » du 28 juin n'apporte guère de précision, excepté sur le chapitre des « extrémismes ». Le point 9 place au nombre des objectifs prioritaires « la neutralisation de l'infiltration marxiste et la suppression de l'action du communisme ». Le reste du texte, vague à souhait, propose des équilibres acrobatiques entre « la liberté et le dirigisme, la justice et la productivité » et des vœux pieux sur « la démocratie, le fédéralisme et la moralisation de la fonction publique » [17]. Le discours solennel prononcé à Tucumán, le 9 juillet, pour le 150e anniversaire de la République, véritable apothéose du nouveau régime, n'en dit guère plus. Tradition spirituelle, attachement au monde libre, condamnation des

15. Les déclarations des dirigeants du Parti justicialiste (Paulino, Niembro, Dámaso Sierra) sont très claires à cet égard : la dimension antilibérale et patriotique de la révolution justifie l'adhésion des péronistes ; cf. *La Nación*, 3 juillet 1966.

16. « Las escasas definiciones », *Primera plana*, 12 juillet 1966.

17. *La Nación*, 14 juillet 1966.

« extrémismes », refus des « divisions subalternes » au profit d'une « solidarité harmonieuse ». Les définitions restent rares et imprécises. Chacun peut encore reconnaître dans le nouveau gouvernement « son » gouvernement.

Le 4 août, le général Onganía révèle dans sa première conférence de presse des « directives pour la planification et le développement ». Celles-ci se bornent pour l'essentiel à une énumération des erreurs et des faiblesses que le gouvernement condamne. Ce *syllabus* marqué par l'esprit militaire désigne les objectifs à combattre, depuis le « scepticisme de la population » jusqu'à la « bureaucratie excessive et corrompue », en passant par l'infiltration communiste, le déséquilibre économique régional et l'individualisme. Mais, à travers quelques aperçus plus détaillés sur l'avenir, on peut saisir le sens de l'action planificatrice du gouvernement. L'année 1966 consacrera, selon le président, « les principes d'ordre, d'autorité, de responsabilité et de discipline ». L'action « révolutionnaire » consistera dans le lancement d'un « programme de remise en ordre et de transformation » qui précédera le Plan national de développement et de sécurité. C'est dans le sens d'un retour au libéralisme économique et à l'économie de marché chère à Alvaro Alsogaray que semble s'orienter ce programme. L'encouragement à l'initiative individuelle, la limitation de l'intervention de l'Etat, une croissance ouverte aux investissements étrangers et à la concurrence extérieure, qui permettra la baisse des coûts, tels sont les axes de la modernisation envisagée.

En fait, ce qu'on peut savoir du nouveau régime durant ses premiers mois d'existence ne sort guère du domaine des conjectures ou des interprétations. La personnalité du général, celle de la nouvelle équipe ministérielle ou les commentaires des porte-parole attitrés en disent plus que les discours officiels ou les exégèses de décisions subalternes. Dans la presse frontiste, qui a frayé à Onganía le chemin du pouvoir, on s'interroge sur la forme que revêt la dictature modernisatrice. Mais on ne doute pas qu'elle sera de longue durée [18], qu'elle transformera les institutions en accord avec les nécessités du développement accéléré. « Trois modèles » s'offrent au pays, écrit Mariano Grondona dans *Primera plana* : « Franco, de Gaulle, Castello Branco » [19]. Le général Onganía n'est pas, pour ses admirateurs, « homme à repousser les leçons de l'Espagne d'après 1939 » [20]. Il a « détruit le régime libéral. Il accepte une communauté divisée à la rigueur en professions et métiers mais non par des idées ou des intérêts de personne » [21].

18. Les chiffres les plus couramment avancés — et non démentis officiellement — fixent à dix ans la durée minimale de la révolution.

19. Grondona (Mariano), « Los tres modelos », *Primera plana*, 1er novembre 1966.

20. Grondona (Mariano), « Definiciones », *Primera plana*, 5 juillet 1966.

21. « Las escasas definiciones », *Primera plana*, 12 juillet 1966.

L'homme que la presse putschiste proche du pouvoir se plaît à dépeindre en Franco argentin, qui est-il ? Le général de la légalité (militaire), qui a rétabli la discipline au sein des forces armées, est presque un inconnu. On sait dans l'opinion qu'il a refusé à plusieurs reprises le pouvoir. Son image est celle d'un professionnel austère très attaché aux règlements et à une rigide étiquette militaire. J.C. Onganía est le prototype même de l'officier de cavalerie. Fils de fermier italien — ses admirateurs diront basque — *tambero* dans la province de Buenos Aires, l'armée et l'arme aristocratique par excellence ont assuré son ascension sociale. Il a pris femme dans la bonne société (Green Urien). Il fréquente le polo et les chasses au renard des clubs huppés où il côtoie *estancieros* et financiers. Mais il est fort peu « civil ».

Le nouveau président n'a guère d'expérience politique. Commandant d'unité, puis commandant de la cavalerie, il n'a occupé qu'un seul poste administratif, celui de directeur des Services de remontes de la cavalerie. Ce pur produit de l'armée de terre sans brillant ni originalité, « cauteleux et prosaïque »[22], a néanmoins le sens de sa mission. Le messianisme de l'officier d'arme noble, prêt à imposer l'efficacité simplificatrice de l'organisation militaire à la confusion des affaires civiles se double d'un sens religieux.

Le général Onganía est un catholique fervent. On sait qu'il a pris part à plusieurs reprises à des retraites organisées sur le modèle des fameux *cursillos de cristiandad* nés dans l'Espagne franquiste. Ces *cursillos* intégristes constituent une sorte de « réarmement moral » catholique destiné à « regonfler » le fidèle et à le doter d'une foi sans faille, à l'épreuve du doute.

Aussi n'est-il pas surprenant qu'une large fraction du personnel ministériel du premier cabinet de la révolution soit issu des milieux catholiques et principalement des cercles intégristes de la droite social-chrétienne ou national-catholique. Le ministre de l'Intérieur, Enrique Martínez Paz, juriste conservateur de Córdoba, passe pour un *cursillista* assidu, de même que son sous-secrétaire et neveu, professeur de sociologie à l'Ecole supérieure de guerre et à l'Université catholique du Salvador, José Manuel Saravia (fils). Celui-ci, qui appartient à une famille « traditionnelle » de Córdoba, est d'ailleurs très représentatif des « nouveaux messieurs » de la révolution. Des « bons pères » du Collège Champagnat de Buenos Aires, il est passé à Cornell University et a obtenu un diplôme d'Advanced studies de Columbia. « Des technocrates de sacristie », dira de ses semblables la féroce revue catholique *Ulises* : spiritualité provinciale et modernisme américain[23]. Le « traditionalisme modernisateur » de la cavalerie se projette dans ses alliés civils.

22. « La minirrevolución », *Ulises* (Buenos Aires), juillet 1966.
23. « Quién es quien en la revolución argentina », *Ulises*, juillet 1966.

Un club formé par des anciens nationalistes des années quarante, autour de Mario Amadeo notamment, se taille une large place dans les départements politiques. Ce cercle, intitulé Ateneo de la República, se propose de défendre « l'essence de la nation, c'est-à-dire sa tradition à la fois catholique et hispanique »[24]. Dès juillet 1966, les hommes de l'Ateneo se voient confier d'importantes responsabilités dans le domaine de la diplomatie notamment. Non seulement de nombreux postes d'ambassadeur reviennent aux amis de Mario Amadeo, lui-même nommé ambassadeur au Brésil, mais les portefeuilles de ministre, avec Nicanor Costa Méndez, et de secrétaire aux Affaires étrangères (Jorge Mazzinghi) échoient à des membres de l'Ateneo. L'Ateneo détient également d'importantes fonctions à l'intérieur (le secrétariat d'Etat au gouvernement) et dans le domaine de la culture. On a pu accuser ce club d'avoir tenté de coloniser la haute fonction publique.

Il n'est pas le seul en tout cas à l'avoir tenté. Les groupes intégristes réunis dans l'association Ciudad católica, qui a créé des « cellules » dans de nombreuses garnisons, croient leur heure arrivée. Créée sur le modèle de la Cité catholique française, qui publie à Paris la revue *Verbe*, « organe de formation civique pour la contre-révolution », Ciudad católica a la sympathie du bouillant colonel J.F. Guevara, ancien collaborateur de Lonardi et ami du général Onganía. Le nouveau chef du service d'information de l'Etat, le général Eduardo A. Señoráns, passe pour fréquenter la Cité dont le président, Gorostiaga, reçoit le portefeuille « révolutionnaire » par excellence de la « promotion communautaire ».

Le bruit court — jamais démenti — que la Cité catholique n'est pas étrangère à la nomination d'un industriel prospère, Jorge Salimei, au super-Ministère de l'économie. Cet ancien élève des maristes se trouve à la tête d'un véritable empire industriel et financier. Actionnaire d'une firme d'exportation d'huile, Salimei préside les conseils d'administration d'entreprises de transport et de travaux publics, d'une compagnie d'assurance, d'une société de crédit et dirige le Banco de Boulogne où seraient placés, selon certains, des capitaux ecclésiastiques[25]. Le général Señoráns et le général Conesa, tous deux à la retraite, occupent, avant le 28 juin, des fonctions de direction dans une entreprise du groupe Salimei. Ils auraient patronné le prospère homme d'affaires auprès du nouveau président.

Les Ministères économiques sont occupés par des chefs d'entreprise ou des dirigeants du secteur privé. Salimei place plusieurs de ses collaborateurs directs à des secrétariats d'Etat. Ainsi Evaristo Piñón Filgueiras,

24. Interview de Máximo Etchecopar, président de l'Ateneo de la República, 8 avril 1969. Sur les groupes catholiques dans les régimes militaires, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à notre étude : « Intégristes et militaires : les tentatives du national-catholicisme en République Argentine », Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1972, multigr., p. 20-26 notamment.

25. *Ulises*, juillet 1966, art. cité.

vice-président du Banco de Boulogne, secrétaire de la compagnie d'assurance du holding Salimei, est nommé sous-secrétaire à l'Economie. Francisco Aguilar, dirigeant de la même société, reçoit le portefeuille des Finances.

Huit sur huit des portefeuilles économiques sont occupés par des hommes d'affaires. Si l'on peut déceler l'influence de l'Association des dirigeants d'entreprise chrétiens, on remarque surtout que chaque département ou presque est attribué à un représentant de l'activité privée dans ce secteur. Ainsi l'agriculture est confiée à un *estanciero*, ancien secrétaire des Confederaciones rurales, représentant à la Société rurale des éleveurs de bovins de la race Heresford. Le secrétaire d'Etat à l'Energie est vice-président d'une entreprise étrangère de matériel électrique. Le secrétaire et le sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics dirigent chacun une entreprise de construction et de travaux publics dont ils sont actionnaires.

Militaires, hommes d'affaires heureux et pragmatiques, idéologues groupusculaires sortis de l'obscurité où le suffrage universel les maintenait : l'expérience politique n'abonde guère chez les révolutionnaires, même si un petit nombre a déjà connu les honneurs du pouvoir dans des circonstances analogues [26]. Les hommes des partis même favorables à la révolution ont disparu. La tonalité générale est certes conservatrice. Mais il faut singulièrement solliciter la réalité pour voir, comme *La Nación*, dans ces désignations, « le retour des vieux partis qui ont fait leur preuve à l'apogée de l'Argentine et que le discrédit des partis actuels n'atteint pas » [27]. Et tout cela ne fait pas une orientation politique cohérente.

D'autant que le gouvernement subit des influences contradictoires en matière économique. Salimei, représentant du capitalisme national, n'est pas favorable à la suppression brutale du contrôle des changes. En matière d'inflation, il est gradualiste, comme en témoigne la nomination d'un antimonétariste à la direction du Banco central. Contre le libéralisme classique, il est partisan d'une certaine intervention de l'Etat. Pourtant, Alvaro Alsogaray, chantre de « l'économie sociale de marché », veille. Certes, le président l'a envoyé en mission à l'étranger, mais plusieurs secrétaires lui doivent leur nomination. Et son frère Julio, le général, est secrétaire de la présidence puis commandant en chef. D'où un flottement durable et un immobilisme en matière de gestion de l'économie qui fait passer au premier plan des décisions politiques à courte vue.

26. C'est le cas du secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Lorenzo Raggio, qui a été sous-secrétaire d'Etat à l'Economie de juillet à octobre 1963 ainsi que celui de son sous-secrétaire, Juan Maria Ocampo, sous-secrétaire à l'Agriculture de mai à octobre 1963.

27. *La Nación*, 17 juillet 1966.

Tableau 1. Cabinet ministériel de juillet-novembre 1966*

Personnel ministériel de la révolution argentine	*Hommes d'affaires et chefs d'entreprise*	*Groupes catholiques*	*Fonctionnaires et techniciens*
1. Intérieur			
Ministre		+	
Secrétaires d'Etat			
- Gouvernement		+	
- Education			+
- Justice			+
- Communications			+
2. Relations extérieures			
Ministre		+	
Secrétaire aux cultes		+	
3. Economie			
Ministre	+		
Secrétaires d'Etat			
- Agriculture	+		
- Finances	+		
- Commerce et industrie	+		
- Energie et mines	+		
- Travail			+
- Travaux publics	+		
- Transports	+		
4. Défense			
Ministre	+		
5. Bien-être social			
Ministre	+		
Secrétaires d'Etat			
- Promotion et aides communautaires		+	
- Sécurité sociale			+
- Santé publique			+
- Logement	+		

* Après promulgation de la loi des ministères, Appartenance : +

Le seul dénominateur commun des libéraux et des antiparlementaristes, des militaires et des civils, des partisans de l'orthodoxie financière et des structuralistes étant l'anticommunisme, le régime se crispe sur cet élément d'unité. Il s'aliène ainsi une large part des classes moyennes. Passe encore pour l'obsession de l'ordre moral, lubie de militaire, dit-on : on connaît en Argentine leur goût pour l'austérité tapageuse et le puritanisme agressif. La chasse aux lumières tamisées dans les boîtes de

nuits, aux baisers en public, à la licence et à l'humour corrosif irrite et prête à sourire. Les « archanges blindés » voient dans le redressement de la moralité publique le chemin de la grandeur nationale, et, dans l'immoralité, la porte ouverte à la subversion marxiste. Mais le zèle des censeurs s'abat sur toutes les manifestations de la culture, cinéma, théâtre, presse, édition. On traque la subversion largement définie partout où elle peut se terrer. En gros, tout ce qui n'est ni proche de *l'establishment* oligarchique, ni catholique de droite est suspect donc interdit. Le respect des libertés constitutionnelles, proclamé le 28 juin, est l'objet d'une interprétation restrictive. La dictature n'est pas apolitique.

C'est l'Université et son autonomie propice à la « politisation » qui deviennent la cible privilégiée du nouveau pouvoir et, pour beaucoup, un révélateur de sa véritable nature. Les partisans de la manière forte décident, en juillet, d'en finir avec « l'infiltration marxiste » et l'agitation universitaire. Le 29 juillet, une loi met fin à l'autonomie et rattache doyens et recteurs au Ministère... de l'intérieur. Ceux-ci refusent ; la moitié des professeurs de l'Université de Buenos Aires donnent leur démission avant que l'épuration prévue ne les destitue. Les étudiants sont expulsés *manu militari* des locaux universitaires. Les heurts avec la police font de nombreux blessés et même un mort à Córdoba. Des professeurs étrangers sont frappés. L'opinion favorable au pouvoir militaire est troublée. Mais l'Université argentine en pleine phase de modernisation est moribonde. Les laboratoires de renommée internationale ferment leurs portes après le départ des chercheurs, les professeurs démissionnaires s'exilent. Comme en 1943, c'est la curée pour les « improvisés » et les revanchards de l'extrême-droite, obscurantistes ou simplement dilettantes. Les Etats-Unis accueilleront d'ailleurs à bras ouverts bon nombre des prétendus « communistes » chassés des universités argentines.

C'est un mauvais point pour le gouvernement. Les violences perpétrées par la police donnant l'assaut de la Faculté des sciences de Buenos Aires, la « nuit des longs bâtons », ont rompu le charme. La lune de miel avec l'opinion prend fin. Ces révolutionnaires si bien élevés, « respectueux de la loi », montrent un inquiétant visage. Le ministre de l'Intérieur, alors que tous les partis sont dissous, ne reçoit-il pas à la Casa Rosada le chef du groupe néo-fasciste Tacuara suspect d'attentats antisémites ?

Autocratie avouée et néo-corporatisme honteux

L'alliance du sabre et du goupillon ne réduit pas les divergences au sein de l'équipe « révolutionnaire ». Le coup d'Etat est né de l'unité des différentes composantes de l'armée avec l'appui de secteurs sociaux ou politiques dont les aspirations ne convergent pas. Plus que dans l'opposition libéraux/nationalistes, parfois signalée mais qui prête à confusion, c'est dans les divergences entre restaurateurs de l'ordre politique traditionnel et partisans de la révision constitutionnelle qu'il faut chercher les lignes d'un clivage relativement secondaire. Condamnations de « l'esprit de jouissance », exaltation du service, des sacrifices, de la vocation spirituelle de l'Argentine : le général Onganía, qui rejette « le pays des vaches et du blé resté loin derrière »[28], est proche des nationalistes. Les discours du Franco argentin retrouvent parfois les accents sinon des citations de José Antonio. Mais le président n'est pas dépourvu de sens politique. Il sait qu'il ne peut pas tout faire. Les choix des milieux économiques qui craignent l'aventure sont contraignants. Et pourtant...

UNE IDÉOLOGIE AUTORITAIRE-BUREAUCRATIQUE

Le général Onganía et ses ministres annoncent un régime d'exception sans parti ni jeu politique qui durerait une dizaine d'années. Mais, au-delà, ce n'est pas à une restauration sur des « bases saines » de la démocratie parlementaire qu'ils pensent, à l'instar de la « grande presse » ou des amis de M. Alsogaray. Une étude de l'idéologie du général-président à travers ses discours suffit à nous le prouver. Elle nous montre aussi l'importance des valeurs militaires dans la genèse de la conception politique du président de la révolution argentine : hiérarchie, organisation, unité...

Pour nous assurer avec un minimum de rigueur du spectre idéologique du responsable suprême de cette révolution, nous avons procédé à l'analyse thématique d'un échantillon de 24 discours prononcés par le général Onganía entre le 1er janvier 1967 et juin 1970. Nous avons éliminé les textes de 1966 trop justificatifs et où la conception que se fait le chef de l'Etat de l'avenir du pays apparaît faiblement. En régime de croisière, nous avons choisi ces discours proportionnellement à la fréquence de manifestations officielles publiques (5 en 1967, 9 en 1968, 7 en 1969). Nous avons éliminé les textes relatifs à la seule politique étrangère ou aux affaires locales d'une province pour ne retenir que les discours « nationaux ». Le thème politique récurrent est l'unité d'analyse[29].

28. Cette phrase a évidemment choqué certains secteurs de la vie économique argentine. Voir réunion du 5 mars 1968 in « Disertó el presidente sobre los objetivos del gobierno », *La Nación*, 6 mars 1968.

29. C'est-à-dire que nous identifions volontairement l'unité d'enregistrement et l'unité de numération, ce qui nous a semblé acceptable pour une présentation non quantitative des résultats obtenus.

Nous nous sommes attaché à la fréquence d'apparition du thème (comme unité isolée) dans notre échantillon. A partir des résultats obtenus, nous avons tenté de suivre la trajectoire des séquences conceptuelles afin de recomposer la « carte idéologique » du nouveau régime dont le général-président est le centre et le moteur. L'articulation des thèmes (voir graphique) ou les noyaux dichotomiques originels, véritable substrat du champ idéologique (tableau 2), rendent compte de ces trajectoires.

La cohésion sociale, produit de la solidarité nationale et de l'intégration (territoriale aussi bien que sociale), se concrétise dans la structuration de la communauté. Le « changement de structure » ou la « transformation » n'a rien à voir avec une réforme de l'équilibre social. Il s'agit de structures politiques et, au premier chef, des moyens de représentation et de participation. L'organisation de l'Etat est également concernée. La représentation des intérêts fait partie du processus de modernisation. Le système parlementaire ou constitutionnel pluraliste est tenu pour désuet et caduc, tandis que le néo-corporatisme serait moderne. La

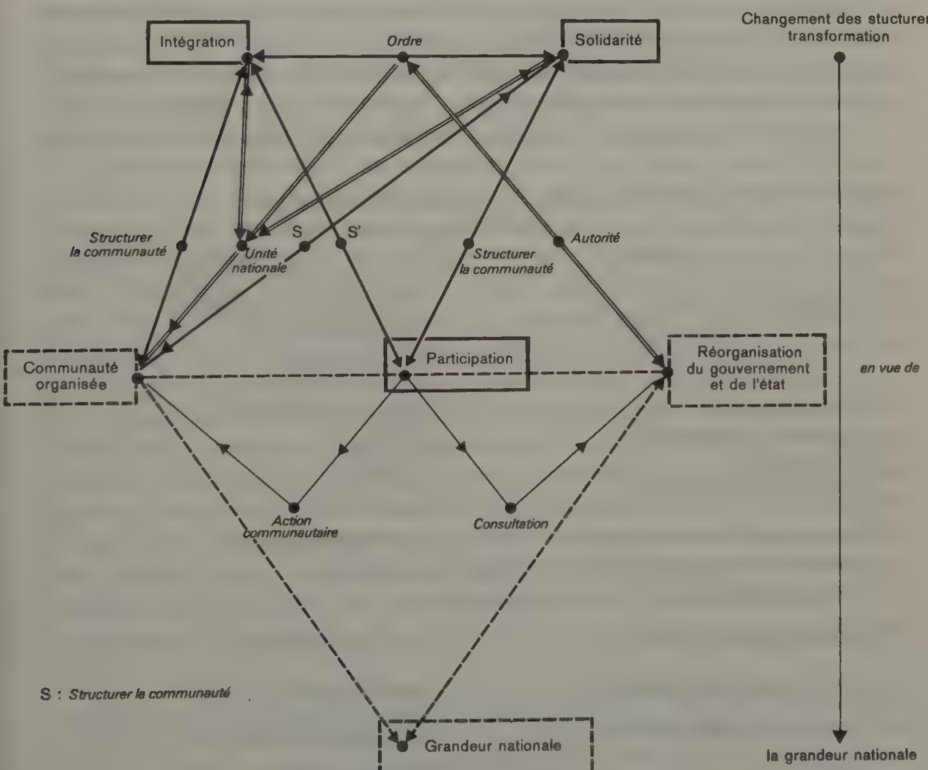


Diagramme d'une idéologie autoritaire bureaucratique

participation est, au niveau de l'« Etat réorganisé », de l'« Etat nouveau », le succédané de la représentation. Le concept se réfère aux organes consultatifs placés auprès des exécutifs nommés par le centre. Le même terme appliqué à la « communauté » prend une autre valeur. Il désigne l'action communautaire, « c'est-à-dire le développement communautaire » cher aux spécialistes nord-américains de l'aide au Tiers Monde.

On peut tirer plusieurs conclusions de cette analyse. Il apparaît nettement d'abord que sur le plan des recurrences thématiques, les items négatifs sont faiblement utilisés. L'anticommunisme notamment, ingrédient privilégié de la propagande *golpista*, apparaît très peu. L'idéologie se veut dynamique et constructive. La « régénération nationale » se doit de ne pas regarder le passé. Au pôle positif, ce sont, outre « le patriotisme professionnel » (la grandeur nationale), objectif ultime, les valeurs d'ordre et l'organisation qui prévalent : réorganisation d'un Etat hiérarchique et apolitique, participation consultative assortie de l'unité de commandement, structuration de la communauté à travers les groupes professionnels et non les partis qui divisent. La « communauté organisée » — la communauté et non la société — était aussi au cœur de la dimension nationale-syndicaliste du péronisme. On comprend les affinités des bases ou des cadres justicialistes avec le nouveau général.

Autorité, organisation, grandeur nationale. L'idéologie de la révolu-

Tableau 2. Les noyaux dichotomiques : le creuset d'une idéologie

Positifs	*Négatifs*
1. communauté articulée structurée intégrée	" communauté désintégrée " " société diffuse " individualisme
2. démocratie réelle essence de la démocratie consentement consultation-participation	démocratie formelle suffrage " option "
3. " organes de la communauté " associations volontaires, groupes d'intérêts, corps intermédiaires	partis politiques factions
4. grands problèmes nationaux	discordes, divisions
5. " service austère et mesuré "	gaspillage, abus
6. caractère subsidiaire de l'Etat	dirigisme étatique
7. grandeur nationale, orgueil, confiance, avenir	scepticisme

tion argentine est la projection sur l'Etat et la société des valeurs propres à la grande institution bureaucratique qu'est l'armée professionnelle. De même que Mac-Mahon, selon la légende, exigeait le « règlement » en arrivant à l'Elysée, le général Onganía se donne pour idéal la promulgation de « règlements » permettant d'organiser et de faire fonctionner l'Argentine.

Dans le domaine de la réorganisation de l'Etat, on n'en resta pas aux déclarations d'intention. Les révolutionnaires friands d'organigrammes se mettent en devoir de réformer. Dès le 24 septembre, une « loi des ministères » pourvoit le pouvoir exécutif d'une structure pyramidale. Le nombre des ministères est réduit de huit à cinq, chacun coiffant désormais plusieurs secrétariats d'Etat comme autant de régiments au sein d'une division. Certes, on ne voit pas bien pourquoi la culture dépendrait du Ministère de l'intérieur — certains le voient trop bien il est vrai — mais cette structure hiérarchique est sinon raisonnable du moins apparemment rationnelle. L'Etat nouveau se dote d'un Etat-major en guise de cabinet. Mais celui-ci n'est qu'un élément dans le remodelage systématique de l'appareil étatique. Trois systèmes s'imbriquent en se complétant (voir tableau 3), l'accent étant placé sur le système de planification lié à la fois au développement et à la sécurité, concepts siamois dans la doctrine des militaires argentins comme chez leurs homologues brésiliens [30]. Ainsi l'Etat organisé est né.

L'organisation de la communauté n'est pas aussi facile. D'abord, parce que les relents de corporatisme sont vivement dénoncés par la presse libérale qui soupçonne le président de lèse-Constitution. La querelle du corporatisme empoisonne les excellents rapports de l'exécutif avec *l'establishment* traditionnel qui ne croit guère « à la crise universelle des démocraties parlementaires » que dénoncent les conseillers présidentiels [31]. Néanmoins, le général Onganía, hostile au « système des partis », croit comme toute la droite nationaliste que « l'homme ... s'exprime à travers des institutions naturelles comme la famille, la commune, les associations professionnelles » [32]. Ce corporatisme honteux, maintes fois démenti, a quelque peine à s'incarner. La « participation » corporative ou « communautaire », qui doit se substituer au pluralisme néfaste pour l'unité nationale et apporter un appui populaire au monarque, tourne court. De timides ballons d'essai « corporatifs » sont lancés à plusieurs reprises avec un insuccès tenace. Du Congrès mort-né de « la production, du commerce et de la consommation de la zone de Coma-

30. Voir à ce sujet le numéro spécial de *Revista brasileira de estudos politicos* (Belo Horizonte), consacré à « A segurança nacional », 21 juillet 1966, 310 p. et Schooyans (Michel), *Destin du Brésil. La technocratie militaire et son idéologie*, Gembloux, Duculot, 1973, 230 p.

31. Montemayor (Mariano), *Las ideas democráticas y el orden corporativo*, Buenos Aires, Kraft, 1967, p. 9.

32. *Ibid.* Voir également Guevara (colonel Juan P.), *La Argentina y su sombra*, Buenos Aires, s.e., 1970.

hué » au « conseil de la communauté », de la ville de Lanús (Buenos Aires), qui réunit les associations « représentatives » d'à peu près n'importe quoi, « la participation » à travers des assemblées de « forces vives » a fait long feu. L'expérience la plus célèbre, celle du « conseil consultatif » de la province de Córdoba, dont le gouverneur par prudence s'était réservé de choisir les membres, eut la vie brève. A peine installé, il fut balayé ainsi que son créateur par la lame de fond du *cordobazo* de mai 1969. Le pouvoir resta solitaire et la « communauté » sans structures.

Tableau 3. La réorganisation de l'Etat

1. Système de planification	Planification du développement (Conseil national du développement, CONADE)
	Planification de la sécurité (Conseil national de sécurité, CONASE)
	Planification de la technologie (CONACYT)
2. Système de consultation .	Asesoramiento (conseils consultatifs)
3. Système de décision.....	Réforme de la loi des ministères - Verticalité

Tableau 4. Le nouvel organigramme ministériel (après la loi des ministères du 24 sept. 1966)

Président : chef de l'Etat et du gouvernement
Secrétaire général de la Présidence

	Secrétaire d'Etat au gouvernement
Ministère de l'intérieur	» » à la culture et l'éducation
Sous-secrétariat	» » à la justice
	» » aux communications

Ministère des relations extérieures et des cultures
Secrétariat

	Secrétariat d'Etat à l'agriculture et à l'élevage
	» » aux finances
Ministère de l'économie	» » au commerce et à l'industrie
et du travail	» » à l'énergie et aux mines
Sous-secrétariat	» » au travail
	» » aux travaux publics
	» » aux transports

	Commandant en chef de l'armée de terre
Ministère de la défense	» » » de la marine de guerre
	» » » de l'armée de l'air

	Secrétariat d'Etat à la promotion et à l'aide communautaire
Ministère	» » à la sécurité sociale
du bien-être social	» » à la santé publique
	» » au logement

Les préoccupations militaires sous-tendent les orientations et les décisions du nouveau régime. Avec Onganía, l'Argentine se met au garde-à-vous. La défense nationale légitime le maintient d'un Etat d'exception à domination militaire. Comme l'explique le secrétaire du Conseil national de sécurité, le général Osiris Villegas : « Il ne peut y avoir de sécurité sans développement ni de développement sans sécurité ». Les militaires argentins sont devenus *desarrollistas* pour lutter contre le communisme. Mac Namara a fait école [33].

La législation révolutionnaire va donc s'inspirer des hypothèses de guerre et des besoins élaborés par les Etats-majors [34]. La loi de défense nationale du 6 octobre 1966 (loi 16 970) désigne les organismes et met en place les mécanismes qui devront garantir la sécurité du pays en temps de paix pour lui permettre « d'atteindre ses objectifs nationaux ». La loi 17192 sur le service civil de défense (9 mars 1967) complète la précédente et élargit, conformément aux prémisses posés par la loi de défense, la nature du service militaire. L'article 2 stipule « que la mobilisation militaire sera utilisée aux fins de préserver l'ordre interne, le bien-être de la communauté et le déroulement normal des activités et des services ». Cette loi discrétionnaire, qui permet de mobiliser les adversaires politiques, implique, comme le signale la revue catholique *Criterio*, une « hypertrophie du concept de sécurité et la militarisation de la vie civile » [35]. Ce débordement du pouvoir militaire est également perceptible dans les prérogatives étendues dévolues au CONASE (Conseil national de sécurité) et au SIDE (Service d'information de l'Etat). La révolution argentine apparaît bien comme un régime militaire. Néanmoins l'armée n'est pas au pouvoir.

Le rôle des forces armées dans le nouveau système politique a été clairement défini avant le coup d'Etat. La condition *sine qua non* imposée par le général Onganía pour assumer la présidence était que les chefs de l'armée se tiendraient à l'écart du pouvoir. La Junte des commandants en chef ne gouverne le pays qu'un seul jour ; juste le temps de désigner le président. Son rôle se réduit désormais à deux attributions : le pouvoir constituant (elle seule peut modifier le Statut de la révolution, charte du régime) et une fonction de grand électeur en cas de vacance du pouvoir. L'autorité du président n'est limitée que par la loi et les textes constitutionnels en vigueur. Les pouvoirs exécutif et législatif sont confondus en sa personne. Le président exerce, selon le Statut les compétences législatives que la Constitution nationale réserve au Congrès. La

33. Cf. Mac Namara (Robert), *Sécurité américaine et paix mondiale (The essence of security)*, Paris, A. Fayard, 1969.

34. Voir Barbieri (colonel Arturo Enrique), *La moderna seguridad*, Buenos Aires, Circulo militar, 1967, 63 p., (Biblioteca de actualización militar).

35. « El servicio civil de defensa », *Criterio*, 23 mars 1967.

révolution argentine établit une monarchie absolue. Le « légaliste » Onganía, qui s'est toujours opposé à la politisation de l'armée, demeure hostile à toute participation même institutionnelle des forces armées aux décisions politiques. Lui seul assure la totalité des pouvoirs de la République. Les commandants en chef, qui l'ont investi de la magistrature suprême, lui doivent obéissance. Il y a là, on s'en doute, une source de conflit institutionnel qui durera quatre ans et s'achèvera sur la défaite de l'autocrate inspiré.

Le premier conflit de compétence ouvrant la première crise militaire du régime a lieu au début de décembre 1966. Il entraîne la démission du commandant en chef de l'armée de terre, le général Pistarini dont nous avons vu le rôle « révolutionnaire » éminent. Officieusement, il aurait eu des « différences d'appréciation » avec le président. En fait, il s'agit de savoir qui commande désormais l'armée, qui procède aux nominations. Le général Julio R. Alsogaray le remplace.

Pour éviter ce type de conflit, le président Onganía avait pourtant eu soin de modifier l'organigramme ministériel. En supprimant les secrétariats d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Armée de l'air (les anciens ministères militaires d'avant 1958), les nouvelles autorités tentaient d'éviter la dualité ministre/commandant en chef dont on a vu les multiples conséquences. Les révolutionnaires ont eu également soin d'associer les trois commandants en chefs à l'élaboration des décisions relatives à la défense au sein du CONASE où ils siègent sur un pied d'égalité avec les cinq ministres. Mais, en aucun cas, il n'est question de partager le pouvoir avec le président.

Pour bien montrer qu'il est le « patron » et qu'il ne doit rien à personne, le président, une fois son autorité affermie, relève les trois commandants en chef, le 23 août 1968. Il désigne le général Lanusse à la place du général Alsogaray, remplace l'amiral Varela par le vice-amiral Pedro Gnavi, et le brigadier Teodoro Alvarez par le brigadier Jorge Martínez Zuviría. A cette date, dix généraux de division ont mordu la poussière [36].

Qu'on ne croit pas autant que le général-président a les mains entièrement libres en matière de nomination militaire et qu'il peut mettre en place un Etat-major à son image. Les traditions autant que les rapports de forces et les clivages politiques oblitérés par le phénomène azul et les convergences révolutionnaires font obstacle à la création d'une armée « onganiiste ». L'élévation d'Onganía est le fruit d'un compromis. Si le général très chrétien éprouve une vive sympathie pour les solutions néo-corporatistes des nationalistes de droite, ce sont des officiers réputés libéraux, voire démocrates, qu'il nomme commandant en chef de

36. Parmi ceux en activité au moment du « coup ». Il s'agit des généraux Nicolas Hure, Pascual Pistarini, Cándido López, Aguirre, Osiris Villegas, Juan Iavícoli et Juan Guglialmelli, Julio Alsogaray, Jorge Shaw, Mario Fonseca.

l'armée de terre. Le tableau d'avancement n'explique pas tout. Le choix du général Julio Alsogaray, en décembre 1966, puis du général Alejandro Agustín Lanusse, en août 1968, est la résultante d'exigences externes au système militaire autant que de contraintes internes. Le général Alsogaray, dont on a dit qu'il pourrait être le Justo du nouvel Uriburu, est, par son frère, lié à des milieux économiques puissants proches des Etats-Unis où l'on apprécie diversement les velléités antiparlementaires et les projets constitutionnels du président Onganía. Le général Lanusse, lié à l'*establishment* traditionnel de la province de Buenos Aires, ne partage pas non plus les engouements corporatistes du président. Sa propre trajectoire politique, commencée par la rébellion de 1951, le rapproche théoriquement des milieux antipéronistes, donc du secteur libéral de l'opinion.

Le double problème de la participation politique de l'armée et du débouché institutionnel de la révolution provoque de multiples malaises parmi les militaires. A plusieurs reprises, le président répétera, y compris devant le général Alsogaray, commandant en chef au début de son mandat, que les « forces armées ne gouvernent pas et ne co-gouvernent pas »[37]. La querelle du *co-gobierno* dure jusqu'à l'éviction du commandant en chef qui pouvait opportunément rappeler que le président Illía avait été déposé, entre autres, parce qu'il laissait l'armée à l'écart[38]. A cela s'ajoutent les problèmes institutionnels qui provoquent une certaine effervescence. En mai 1968, on s'attend à un prochain *golpe de julio*.

Lorsqu'il est limogé, le général Julio R. Alsogaray déclare : « Désormais, le président est le seul et unique dépositaire du pouvoir et le responsable du succès de la révolution argentine ... Le pays est témoin de ma constante préoccupation pour conduire la République vers la démocratie représentative, conformément à nos meilleurs traditions et à nos devoirs internationaux ». Après avoir critiqué « la conception absolue et personnelle » du pouvoir du président et « l'impossibilité des commandants en chef d'exercer leurs responsabilités face au pays », le général Alsogaray, qui s'avoue « néo-libéral moderne », critique « l'orientation politique peu claire du gouvernement ».

Après ces vives critiques, sauf à affronter une levée de boucliers civile aux conséquences imprévisibles, le président ne pouvait que souligner la continuité en nommant un commandant en chef de même tonalité politique que le général Alsogaray. Le général Lanusse, dont on se rappelle la contribution de premier plan au renversement du général Lonardi, sera-t-il le pouvoir derrière le trône, va-t-il refaire le

37. Le commandant en chef réunit le 20 mars 1968 tous les généraux. A l'issue de cette réunion, un communiqué précise : « Les forces armées ne gouvernent pas et n'ont pas part au gouvernement (*ni cogobiernan*) mais elles constituent la véritable base de la révolution argentine et elles sont conscientes de leurs responsabilités dans ce processus », *La Nación*, 21 mars 1968.

38. Ce que ne manque pas de rappeler Onganía lui-même pour justifier la « révolution » ; cf. le message du Jour de l'an 1967 (« Les forces armées se trouvaient en marge des institutions... »).

« 13 novembre » [39] ? Est-il l'otage du président ou tente-t-il de le contrôler ? Telles sont les interrogations dont les observateurs se font l'écho.

En fait, ces questions prouvent seulement l'aspect conflictuel des relations entre l'armée et le pouvoir. Le malaise permanent, et sur lequel influent les décisions économiques et le climat social, apparaît au grand jour à travers divers épisodes. L'interdiction de toute vie politique à la suite de la dissolution des partis est propice à la politisation de l'armée source du pouvoir. Les groupes, les partis cherchent l'oreille de quelques-uns de ces super-citoyens seuls habilités, sinon à gouverner, du moins à avoir accès au pouvoir suprême. Et les sauveurs de se proposer malgré contrôles et sanctions pour occuper le vide politique. Des leaders militaires offrent leur personne au pays, les uns pour s'opposer à la politique du président, d'autres parce qu'ils sont en désaccord avec le commandant en chef ou avec certains ministres, et appellent de leurs vœux la révolution nationale annoncée par le général Onganía. Le général Cándido López est de la première catégorie ; ses proclamations politiques, soutenues par un secteur des radicaux, défraient la chronique et lui valent arrêts de rigueur et interdiction de séjour. Dans le désert politique de l'Argentine de 1969, le général Cándido López a droit aux feux de l'actualité [40]. Lancé à grand fracas, ce Don Quichotte en uniforme sera vite oublié ou abandonné. Les vrais révolutionnaires, quant à eux, réservent plutôt leurs propos à leurs camarades d'armes, mais lorsqu'ils ruent dans les brancards, comme le général Eduardo Juan Uriburu ou le jeune général Labanca, les civils font d'eux des porte-drapeau. Etait-ce ce que souhaitaient les Azules et le général-président ?

Le projet central de la révolution argentine

Les relations de l'armée et du pouvoir ne peuvent pas être isolées de la politique économique et sociale qui est au centre du programme de transformation révolutionnaire exposé dans l'Acte de la révolution argentine et la liste des objectifs rendue publique ultérieurement. L'opposition nationalistes/libéraux ou corporatistes/restaurateurs, soulignée par la presse, montée en épingle par les observateurs et présentée parfois comme un facteur d'explication du régime, ne doit pas dissimuler l'essentiel. L'existence de deux secteurs au sein de l'armée ou de deux ailes dans les cabinets ministériels constitue une sorte de rideau de fumée. Les flottements des six premiers mois du nouveau pouvoir con-

39. On rappelle opportunément le rôle du colonel Lanusse, chef des grenadiers de la garde présidentielle, dans la defénestration du général Lonardi, le 13 novembre 1955.

40. « Los liderazgos vacantes », *La Nación*, 25 décembre 1967 et « El desafiante general López », *ibid.*, 25 février 1968, de même « El general López no es peronista », *Extra*, février 1969. Un recueil de discours et d'interviews du général Adolfo Cándido López a été publié en 1969 à Buenos Aires : *Ideario político del general Cándido López*, s.l., s.e., 1969, 119 p.

tribuent à obscurcir les véritables axes de l'action révolutionnaire et à faire croire que la « modernisation et la transformation » annoncées restent du domaine de la rhétorique ou de velléités institutionnelles qui flattent certains cercles militaires.

Si les deux tendances coexistent, d'une part, elles ne se placent pas au niveau où elles sont perçues. D'autre part, le général Onganía est plus qu'un arbitre entre elles, il assume leur unité, leur complémentarité. Nationalisme et libéralisme ne s'opposent pas. C'est au nom d'une idéologie, qui ne peut être évidemment libérale, qu'on supprime la politique par décret. Mais c'est dans le domaine économique et social que le libéralisme prévaut, et il n'y a pas antinomie entre l'une et l'autre face de l'ordre nouveau. Les militaires *desarrollistas* et leurs alliés (ou leurs inspirateurs) ont trouvé le remède aux maux du pays : soustraire le développement économique au débat politique ; en faire un « objectif national » sous la vigilente tutelle des militaires. Encore faut-il qu'il y ait une politique de développement cohérente.

Après les « balbutiements de Salimei », un remaniement ministériel, fin 1966, confie l'économie à un homme et une équipe nouvelle. M. Krieger Vasena, nouveau super-ministre de l'économie nationale, est un brillant économiste plus préoccupé de productivité que d'ordre moral. Sa nomination apparaît comme une victoire du clan Alsogaray. M. Salimei pouvait passer pour représenter le capitalisme national ; M. Krieger Vasena, lui, a été choisi pour ses relations avec les milieux financiers internationaux. Cet ancien ministre des Finances d'Aramburu entretient d'excellentes relations avec les consortiums bancaires et les firmes multinationales regroupées au sein de l'ADELA (Atlantic Community Group for the Development of Latin America). Quand il quittera le ministère, il deviendra administrateur du consortium international Deltec dont le siège social se trouve aux Bahamas [41].

L'équipe d'industriels et de techniciens, qui forme le nouveau cabinet économique, adopte une orientation bien définie. Un plan de stabilisation est promulgué en mars 1967. Ce plan d'inspiration nettement libérale comprend, pour l'essentiel, une forte dévaluation du peso (40 %) et une libération totale des changes, un blocage impératif des salaires pour vingt mois, un prélèvement fiscal de 25 % sur la valeur des exportations non industrielles, un abaissement important (50 %) des barrières douanières.

Le but avoué de cette politique est de juguler l'inflation, de réduire les coûts industriels et d'attirer les capitaux étrangers. Diverses mesures sont adoptées pour créer le climat de confiance nécessaire à la reprise des investissements. Des dispositions convergentes facilitent le rééquipe-

41. Le Frigorifique argentin Swift, qui fit faillite en 1970, appartenait au groupe Deltec.

ment des entreprises privées et l'accumulation du capital. Ainsi, une nouvelle loi pétrolière efface la parenthèse nationaliste de la présidence radicale en restaurant les conditions favorables aux sociétés étrangères de l'époque frondiziste. Le projet de modernisation ouverte doit faire de l'Argentine une grande puissance. Les militaires révolutionnaires ont repris des *desarrollistas* la subtile distinction entre « nationalisme des fins » et « nationalisme des moyens », ce dernier étant considéré comme caduc et dépassé. Grâce aux capitaux étrangers le « miracle argentin » est à portée de la main.

Pour créer les conditions indispensables à cette croissance extrovertie et à une capitalisation accélérée, il faut « débloquer » la société argentine, en rationalisant l'économie et en rétablissant la mobilité des facteurs. Le gouvernement va supprimer toutes les protections de nature sociale ou politique qui font obstacle à la libre concurrence et freinent la formation du capital : blocage des loyers commerciaux, régime des fermages et prorogation des baux ruraux [42], etc. Les travailleurs de l'industrie et des services sont directement affectés. Il faut réduire les coûts. La remise en ordre dans le domaine social consiste à supprimer autoritairement les avantages de certaines catégories de travailleurs en même temps que le niveau des salaires réels subit une forte compression. « Nous abolirons les privilèges », annonce le général Onganía aux ouvriers [43].

Pour les experts du Ministère de l'économie, il existe un décalage entre le niveau de développement économique et la situation sociale. L'Argentine, pays riche, s'est modernisée avant de s'industrialiser. Sa législation sociale redistributive dépasse le degré de développement industriel qu'elle a atteint, et freine celui-ci. Forte syndicalisation, durée du travail faible, salaires relativement élevés sont les principales manifestations de cette asynchronie qui entrave l'accélération de la croissance industrielle. La modernisation de l'économie implique une certaine régression sociale. La formation du capital ne va pas sans une redistribution régressive de la richesse nationale favorisant la concentration des revenus.

Globalement, les couches salariales, le secteur agricole contribuent au premier chef à l'effort industriel. La rationalisation économique frappe durement les petites et moyennes entreprises, les firmes nationales peu « efficientes ». Ce « rétablissement d'une économie saine » a un coût social élevé. Le programme d'austérité accompagné d'une large ouverture aux capitaux étrangers et d'une « prime au dollar », due à la sous-évaluation du peso, entraîne le transfert à des firmes étrangères d'entreprises nationales touchées par la brusque contraction économique qui

42. Voir la loi 17253 (« *Arrendamientos y aparcerías rurales* »), 3 mai 1967.

43. « Et certaines habitudes de travail seront affectées », Message de fin d'année, *La Nación*, 30 décembre 1967.

suit la mise en application du traitement de choc de M. Krieger Vasena. La concentration de l'industrie argentine, souhaitée par les pouvoirs publics, n'a pas renforcé la compétitivité des sociétés nationales mais a accéléré une dénationalisation coûteuse sur tous les plans [44].

On comprend dans ces conditions qu'un pouvoir fort, interdisant toute activité politique et jugulant les manifestations de mécontentement, soit nécessaire pour permettre l'application d'un plan d'ensemble qui lèse de nombreuses catégories sociales. Les finalités et les moyens du développement ne doivent pas être discutés : d'où l'annexion du développement au domaine de la sécurité et la dictature militaire. La « modernisation », telle que l'entendent les responsables du nouveau régime, est génératrice de tensions sociales aigues. Elle recourt à la manière forte. Il faut un certain aveuglement ou une parfaite complicité pour affirmer, comme le syndicat des électriciens de Buenos Aires (Luz y fuerza), que les « espoirs éveillés par la révolution argentine se sont évanouis quand les libéraux ont imposé leur ligne en appuyant Krieger Vasena » [45]. Régime autoritaire et libéralisme économique ne s'opposent pas mais vont de pair. Ils sont intimement liés et interdépendants.

D'autant que le modèle de croissance adopté sous-tend un pari politique. Politique et économie se conditionnent réciproquement. Le général Onganía ne précisa jamais officiellement la durée de son « mandat ». Il laisse entendre qu'il faudrait une dizaine d'années au moins pour mener à bien la grande transformation économique et sociale ouvrant la voie à une redistribution des forces et des enjeux politiques. Pour justifier cette échéance éloignée, le président de la révolution argentine décompose son projet modernisateur en trois « temps », en trois étapes, dont la succession doit aboutir à une reconstitution institutionnelle durable. Au temps économique succédera le « temps social » pour déboucher alors seulement dans le « temps politique », couronnement de l'œuvre militaire. La suppression de la politique par décret, afin de ne pas remettre en cause un modèle de croissance imposé par une minorité, ne laisse guère d'alternative aux nouveaux gouvernants. C'est seulement une fois consolidé ce modèle de croissance extravertie, et à partir de l'émergence ou de la cristallisation de nouveaux groupes sociaux (managers privés, technocrates d'Etat), que pourra se nouer une alliance de classes permettant une relance politique tournant le dos au passé. L'écrasement des petites entreprises, les coups portés au secteur agraire allaient permettre de réaliser un *aggiornamiento* de la société argentine en renforçant l'hégémonie des grands industriels au sein des groupes dominants. A long terme,

44. Voir Delgado (Julián), « Industria, el desafío argentino. Informe », *Primera plana*, 3 décembre 1968, p. 35-80.

45. Sindicato de Luz y fuerza, capital federal, *Cien años contra el país*, Buenos Aires, 1970, p. 179.

l'industrialisation accélérée (et dépendante) entraînera, selon les conseillers du général Onganía, une modernisation sociale qui, par la mise à jour de nouveaux antagonismes, rendrait enfin possible le dépassement définitif de la dichotomie péronisme/antipéronisme. La querelle du corporatisme est, on le voit, un faux-semblant ou une question mineure à côté de cette ambitieuse stratégie qui tend à remodeler la société nationale pour mettre sur pied un nouveau système politique.

Modernisation ouverte et contradictions du complexe militaire-industriel

« Constituer un pays ouvert, compétitif, moderne », tel est l'objectif proclamé, dès sa nomination, par le ministre de l'Economie[46]. Après le net ralentissement de l'activité économique, en 1967, la situation se redresse partiellement en 1968. Les résultats sont conformes aux prévisions. On doit notamment porter à l'actif du gouvernement Onganía une politique antiinflationniste efficace. La hausse du coût de la vie, qui atteignait 40 % en 1965, tombe au-dessous de 8 %, en 1969. Tandis que le recouvrement des impôts s'améliore malgré une florissante industrie de l'évasion fiscale, le déficit budgétaire est contrôlé. Dès 1967, le déficit d'exploitation des entreprises publiques (parmi lesquelles les chemins de fer constituent un gouffre sans fond) diminue de 13 %.

Le plan d'austérité orthodoxe, qui vaut à son responsable les félicitations du FMI, rétablit rapidement la confiance des investissements nationaux mais surtout étrangers. Ce n'est pas par hasard qu'en octobre 1968 M. Krieger Vasena est distingué par l'assemblée du Fonds monétaire et de la Banque mondiale qui l'élisent président de leur prochaine réunion. La confiance c'est d'abord l'arrêt ou la limitation de la fuite des capitaux argentins, parfois leur rapatriement ; ensuite, la reprise des investissements directs. Selon la Chambre de commerce argentine-américaine, les Etats-Unis investissent, en 1968, 66 millions de dollars, soit plus que pour l'ensemble des années 1965, 1966, 1967. Mais on est loin de 1959-1960. Les investissements directs ne constituent d'ailleurs qu'une part minime de l'apport financier extérieur. Les investissements de portefeuille, les prises de contrôle sans apport financier externe, les réinvestissements de bénéfices ne sont pas chiffrés avec précision. Mais il faut aussi tenir compte de la coopération financière internationale.

Le régime militaire profite d'une exceptionnelle abondance de dollars sur les places financières du monde industrialisé pour placer des titres publics sur les marchés extérieurs, renouant ainsi avec une pratique de la

46. Presidencia de la nación. *La política económica argentina*, Buenos Aires, 1967, p. 11 (discours du 27 janvier 1967).

« belle époque ». La mission du ministre de l'Economie en Europe rapporte 75 millions de dollars de crédits, et 100 millions de deutschemarks de bons du Trésor. Le Trésor américain prête 75 millions de dollars, et un consortium des banques des Etats-Unis 100 millions, tandis que le FMI octroie un crédit *stand by* de 125 millions de dollars.

Cette aide extérieure ainsi qu'une meilleure répartition des dépenses publiques, limitant les dépenses courantes pour accroître les dépenses de capital, permettent une politique dynamique de grands travaux d'infrastructure. Les militaires y sont très attachés pour des raisons de sécurité autant que de prestige. Les responsables économiques en connaissent la nécessité pour l'expansion industrielle. La liberté d'action accrue du pouvoir militaire (et parfois la pression directe de l'armée) a permis de lever les obstacles nombreux qui, jusque-là, freinaient la réalisation de certains grands travaux. C'est le cas du barrage hydroélectrique géant de Patagonie, El Chocón - Cerros Colorados, sorte d'Assouan du régime. D'un registre moins spectaculaire, la centrale nucléaire d'Atucha, la première d'Amérique latine, le renforcement du réseau routier, la construction de plusieurs ouvrages d'art sur le Paraná et ses affluents répondent entre autres au programme de modernisation annoncé en 1966. Ces réalisations constituent aussi la vitrine d'un régime qui place l'efficacité au tout premier rang.

La stratégie économique choisie n'a pas que des côtés brillants. Sa mise en œuvre entre d'ailleurs bien souvent en contradiction avec les orientations permanentes des forces armées ou les déclarations présidentielles. Laissons de côté l'étouffement de la province de Tucumán, antérieur à l'arrivée de Krieger Vasena aux affaires, qui obéit à des motifs politiques et porte la marque de l'autoritarisme militaire. La fermeture de onze complexes sucriers, avant même de trouver des solutions de rechange pour lutter contre une crise de surproduction, aboutit à expulser vers d'autres cieux la main-d'œuvre excédentaire et de résoudre par l'absurde le problème agraire local. Les responsables économiques y ont sans doute peu de part. Les considérations de sécurité — il s'agit d'un foyer de tensions sociales aigües — ont eu une part prépondérante à cette décision précipitée. La modernisation du système fiscal rencontre quelques obstacles insurmontables. Le pouvoir absolu dont disposent les autorités révolutionnaires ne permet pas d'imposer un impôt sur le revenu potentiel des terres cultivables, qui inciterait leurs propriétaires à vendre ou à cultiver efficacement. Le lobby des agrariens fait sur ce point reculer le gouvernement. Mais la Société rurale est inquiète[47].

C'est dans le domaine industriel et financier que la politique libérale

47. Dès novembre 1968, lorsque le projet gouvernemental est dévoilé, les autorités de la Société rurale et des Confédérations rurales lancent l'offensive contre ce que *La Nación* baptise « la gabelle », cf. « Impuesto agropecuario », *La Nación*, 4 novembre 1968, et « Preocupa un probable impuesto a la tierra », *ibid*, 9 novembre 1968.

orthodoxe du gouvernement entraîne les conséquences les plus vulnérables et les plus critiquées. Le rachat d'entreprises nationales par des firmes étrangères qui se multiplient touche au cœur même du dispositif économique argentin. Les banques ne sont pas épargnées. La dénationalisation de l'économie inquiète les milieux politiques et militaires. La « succursalisation » accélérée du pays souligne la faiblesse du capitalisme national que la politique gouvernementale a contribué à accroître. Une étude publiée en 1968, qui se fait l'écho de la préoccupation de certains cercles industriels, montre que, parmi les cinquante plus grandes entreprises, la première entreprise privée argentine n'est qu'au quatorzième rang. N'étaient les entreprises d'Etat tant décriées par le secteur privé (YPF, chemins de fer, SEGBA, SOMISA), les sociétés internationales[48] contrôleraient l'essentiel de la vie économique. Quoi qu'il en soit, en pourcentage, le secteur privé national est laminé entre les firmes étrangères et le secteur public. Le capitalisme argentin se porte mal, le chiffre d'affaires des sociétés privées argentines ne représente que 15 % du chiffre d'affaires global des cinquante plus grosses entreprises du pays en 1967. Il y a là, pour l'armée qui cautionne une politique économique censée préparer les voies de la grandeur nationale, un problème préoccupant. L'indépendance et la sécurité du pays sont en jeu.

L'idéologie hémisphérique de la guerre contre-révolutionnaire, la quasi-dissolution du concept de nation au profit de la défense de l'Occident ont émoussé les réflexes nationalistes des forces armées. La solidarité du monde libre explique en partie la possibilité d'une politique économique ouverte, favorisant les sociétés étrangères dans le cadre d'un régime militaire qui n'hésite pas à se prévaloir du nationalisme le plus pur. Mais il y a d'autres raisons qui ne relèvent pas seulement de l'anecdote. Le patronat national est prêt à se jeter dans les bras de ses concurrents étrangers pour peu que ceux-ci mettent le prix. La bourgeoisie nationale, dans la conjoncture des années soixante, aspire au destin confortable de bourgeoisie associée. Le nationalisme économique, les critiques du modèle libéral extraverti à l'efficacité spectaculaire ne proviennent que des politiciens « extrémistes », de l'anti-Argentine en un mot. Par ailleurs, si l'armée n'est pas aux affaires, bien des militaires, bien des officiers retraités font des affaires, soit qu'ils occupent d'importantes fonctions dans les directions ou les conseils d'administration des entreprises privées étrangères, soit qu'ils aient été choisis pour remplacer les maires, gouverneurs élus et autres postes d'autorité ...

Dans ce dernier cas, d'ailleurs, il semble que leur intégrité n'ait pas été supérieure à celle de leurs prédécesseurs civils. Tout cela ne porte pas à la vigilance révolutionnaire ni à l'intransigeance doctrinaire.

48. A la fin de 1967, sur le chiffre d'affaires des 50 plus grandes entreprises installées en Argentine, les firmes étrangères (nord-américaines et européennes) comptent pour 51 % du total, les entreprises d'Etat pour 34 %. D'après *Informe, Primera plana*, art. cité, 3 décembre 1967.

Néanmoins, les forces armées fixent un certain nombre de limites au libéralisme sauvage de l'équipe économique dans les domaines stratégiques. Le CONASE, Fabricaciones militares imposent leur veto sur certaines décisions ou, plutôt, le général Onganía est sensible aux conseils des Etats-majors sur certaines questions de souveraineté. C'est ainsi que la direction générale des Fabrications militaires s'oppose au projet de contrat entre US Steel et la société argentine ACINDAR pour l'expansion du complexe sidérurgique de Villa Constitución, en raison des garanties exigées par l'entreprise nord-américaine. En dépit de la surprise navrée de la grande presse, le gouvernement décida de porter ses efforts sur le développement de la société nationale SOMISA [49]. Le choix d'un constructeur européen pour la station terrestre de communications par satellite de Balcarce, de même que l'adjudication de la centrale atomique d'Atucha à une société allemande, obéissent à la volonté d'échapper à une dépendance cumulative à l'égard de la puissance tutrice continentale. Dans ce dernier cas, il faut également rappeler que, malgré les pressions nord-américaines, le gouvernement refuse la solution de l'uranium enrichi, qui aurait rendu l'alimentation de ce réacteur-symbole tributaire des Etats-Unis [50].

La volonté de dégagement à l'égard de la métropole continentale est nettement marquée dans le domaine de l'armement. Il est vrai que l'Europe occidentale (la CEE plus précisément) est le premier client de la République Argentine et que le déficit de la balance commerciale avec les Etats-Unis, premier fournisseur, est économiquement malsain. Le commerce triangulaire « injuste » pour les clients européens n'incite pas pour autant l'équipe économique à répandre le vieux slogan des milieux agraires : « Acheter à qui nous achète ». Seule l'armée, pour des raisons stratégiques autant qu'économiques, est sensible à cette situation.

La dégradation de l'image des Etats-Unis comme puissance militaire, dû à l'enlisement vietnamien, l'inefficacité technique relative de l'aide militaire nord-américaine à l'Argentine et son contenu stratégico-idéologique humiliant incitent les responsables de l'Etat-major argentin à prendre leurs distances par rapport au Pentagone. La fourniture de matériel souvent en mauvais état, le contrôle du type d'armement et de son utilisation par le fournisseur, la volonté de transformer les armées latino-américaines en « polices coloniales » aptes à la contre-guérilla mais dépourvues de matériel lourd, technologiquement avancé, sont autant de raisons d'irritation à l'égard des Etats-Unis et de leur programme d'assistance militaire. Le Plan Europe naît de ces considérations.

L'armée de terre s'adresse la première à l'Europe pour s'équiper. La

49. Cf. « En derredor del convenio Acindar-US Steel », *La Nación*, 25 février 1968.

50. Les considérants du décret 759 acceptant l'offre de la firme Siemens mettent l'accent sur l'utilisation du combustible national , *La Nación*, 22 février 1968.

cavalerie, arme de prestige et fer de lance du régime, désire en 1967 remplacer ses tanks Sherman vieux de vingt ans et quasiment hors d'usage. Les Etats-Unis semblent avoir manifesté quelque réticence à honorer leurs engagements de livrer une cinquantaine de chars légers Walker-Bulldog M.41. Les responsables de l'Etat-major partent en mission d'étude en Europe au début de 1967. Un contrat est conclu en France avec une filiale de Schneider pour l'achat de 60 AMX-13. Cet accord prévoit le montage en Argentine d'une partie de la livraison ainsi que la possibilité de construire ultérieurement sous licence ces chars en série. C'est ainsi qu'est lancé le Plan Europe qui vise à doter l'Argentine d'armes modernes acquises librement. Un contrat d'achat de trente obusiers automoteurs de 155 mm montés sur chassis AMX-30 suivra en février 1969. C'est un ami personnel du président, le général Eduardo J. Uriburu, chef de la planification à l'Etat-major, qui est le maître d'œuvre de ce grand dessein. Il ne manque pas une occasion de la défendre auprès de l'opinion [51]. S'agit-il d'un alibi à la politique économique de « dénationalisation » ?

En tout cas, l'armée de terre n'est pas seule à ruer dans les brancards du système interaméricain. Le commandant en chef de la marine, l'amiral Benigno Varela, dénonce solennellement la dépendance de la flotte argentine à l'égard des Etats-Unis [52]. Les seules unités modernes de la marine de guerre argentine (3 destroyers et 2 sous-marins) appartiennent aux Etats-Unis et ont été prêtées pour cinq ans contre des conditions qui équivalent à transformer la flotte nationale en force supplétive de la marine nord-américaine. Le prêteur s'arroge un droit de contrôle sur l'utilisation des unités prêtées et peut mettre fin au prêt si celles-ci sont utilisées contre un pays allié des Etats-Unis ou contre les bateaux de pêche nord-américains. Le relief particulier donné à ce discours de l'amiral Varela, relu, dit-on, par le président lui-même, porte à s'interroger.

S'agit-il de calmer l'aile nationaliste, voire antiimpérialiste des forces armées, ou les inquiétudes de l'opinion ? De créer un courant d'appui au régime militaire chez les intellectuels, les techniciens et les syndicalistes qui rêvent depuis juin 1966 d'un nassérisme argentin ? C'est aussi vraisemblable. Mais, sans tirer de conclusion de cette poussée nationaliste cohabitant avec une orientation économique dont le moins qu'on puisse en dire est qu'elle ne vise pas à renforcer l'appareil économique national, on peut au moins avancer une hypothèse. Malgré l'imbrication des milieux d'affaires et de la société militaire, à travers les officiers retraités notamment, ce « complexe militaire industriel dépendant » n'est pas à l'abri des mutations idéologiques qui se dessinent dans les corps

51. Uriburu (général Eduardo J.), « El plan Europa, el ejército y su contribución a la estrategia del desarrollo », *Estrategia* (Buenos Aires), juillet-août 1969, p. 15-22.

52. « Día de la armada ; discurso del almirante Benigno Ignacio Varela », *La Nación*, 18 mai 1968.

d'officiers en activité. Or, la conjoncture internationale de 1967-1968 n'est plus celle de 1962. Un climat de détente continentale se fait jour peu à peu. Un dégel hémisphérique semble être le résultat des modifications dans la stratégie locale des deux grands, et plus précisément du changement d'attitude des deux pôles de tension, Cuba et les Etats-Unis. La mort du Che Guevara en octobre 1967, puis la politique de *low profile* de l'administration Nixon marquent la fin d'une époque, le recul de la guerre froide sur le continent. Une configuration du rapport de forces interaméricaines permet la poussée nationaliste indéniable qui parcourt le sous-continent et libère les secteurs progressistes au sein des armées nationales. L'Argentine du général Onganía n'est certes ni le Pérou du général Velasco Alvarado, ni le Panama du général Torrijos, ni la Bolivie du général J.J. Torres. Ses évolutions y sont plus discrètes. Elles n'en existent pas moins [53]. Momentanément, des concessions « professionnelles » détournent de l'essentiel et consolident le système. Le gouvernement a les mains libres pour appliquer une politique sociale impopulaire qui nécessite l'unité des appareils répressifs.

La mise au pas du monde du travail

Le projet économique de la révolution argentine étant la modernisation de l'appareil productif pour l'abaissement des coûts et l'élévation de la productivité, il impliquait de réduire impérativement le décalage entre l'économique et le social en imposant un alignement par le bas. En bref, mettre l'Argentine au travail consistait, outre les efforts dans le domaine budgétaire — y compris la rationalisation administrative —, à une remise en ordre dans le domaine social, notamment en supprimant autoritairement les avantages concédés à certaines catégories de travailleurs par les gouvernements précédents. On peut se douter des réactions des intéressés. Les sacrifices demandés aux plus défavorisés s'ajoutant à la détérioration rapide du niveau des salaires réels impliquent, soit une collaboration volontaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire une ouverture « populiste » offrant des compensations collectives et politiques, soit une attitude dure vis-à-vis des mouvements revendicatifs. C'est cette dernière solution qui prévaut.

Outre le blocage des salaires, des mesures générales sont envisagées pour alléger les charges des entreprises, comme la réduction des indemnités de licenciement ou l'élévation de 60 à 65 ans de l'âge de la retraite. La loi du 31 août 1966 (loi 16936), qui prévoit l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, interdit pratiquement la grève et favorise

53. Cf. Rouquié (Alain), « Revolutions militaires et indépendance nationale en Amérique latine (1968-1971), *Revue française de science politique*, octobre 1971 et décembre 1971, p. 1045-1069 et 1234-1259.

l'intransigeance patronale[54]. La loi sur le service civil de défense, qui permet la mobilisation des travailleurs de n'importe quel secteur de la vie du pays, complète ces mesures antigrève.

Mais l'offensive de « rationalisation économique » — comme on l'appelle par euphémisme — porte en priorité sur l'infrastructure économique, c'est-à-dire essentiellement les transports et l'énergie. En octobre 1966, une loi de réorganisation des ports modifie considérablement les conditions de travail des dockers. Ceux-ci se mettent en grève illimitée. Les autorités de leurs syndicats (Sindicato unido de trabajadores portuarios) sont destituées selon la procédure légale de *intervención*. Le dirigeant Eustaquio Tolosa en appelle à la solidarité internationale et demande à la Fédération internationale des transports le boycottage des bateaux argentins. En application d'une loi péroniste de 1951, il est condamné à cinq ans de prison et à la déchéance civique.

La réorganisation des chemins de fer prévoit la réduction des effectifs afin d'éliminer le gigantesque déficit de cette entreprise d'Etat. Elle se heurte aux deux puissants syndicats de cheminots qui s'opposent à la mise au chômage d'une partie du personnel jugée exédentaire. La lutte des cheminots durera aussi longtemps que le régime. Le régime de travail du personnel des entreprises d'électricité (SEGBA, CIAE) est très favorable : semaine de trente-six heures, contrôle syndical sur l'emploi. Le gouvernement décide de mettre un terme à ces « privilèges supportés par la communauté »[55], et de supprimer ces conquêtes syndicales.

Les ouvriers de la raffinerie de pétrole de La Plata avaient obtenu sous Perón une journée de travail de durée réduite pour insalubrité. En septembre 1968, la loi est annulée, et leur horaire porté à huit heures. Le gouvernement réprime très durement la grève des « pétroliers » que provoque cette mesure arbitraire. Le conflit dure soixante-deux jours. De nombreux responsables syndicaux sont arrêtés. Deux mille travailleurs sont licenciés ou sanctionnés. Le régime militaire a la main lourde. De même, la grève des ouvriers employés à la construction du barrage géant du Chocón, en Patagonie, qui se plaignaient des conditions de travail et de vie très dure, est écrasée, au début de 1970, avec vigueur.

Les syndicats indociles ou les actions incontrôlées sont vivement réprimés. Une dizaine de syndicats sont mis sous contrôle gouvernemental, ou se voient retirer la reconnaissance officielle, *personería gremial*. Cependant, le chômage aidant la combativité syndicale est faible. Le secrétaire d'Etat au Travail peut se vanter qu'en 1967 le nombre des journées perdues pour fait de grève n'est que de 242 953 contre

54. Dans son article 9, la loi prévoit des amendes (légères) pour les patrons qui ne respecteront pas l'arbitrage et le licenciement sans indemnité pour le travailleur ayant commis la même faute.

55. Voir *Primera plana*, 11 juin 1968.

1 664 800 en 1966. Malgré quelques grandes manœuvres, plan d'action ou grève générale d'une journée, baroud d'honneur presque rituel et dont la portée décroît semble-t-il, avec la fréquence, les gros syndicats de la CGT ne souhaitent pas affronter le gouvernement. Au contraire, un courant de collaboration avec les autorités révolutionnaires s'affirme. Il est vrai que l'arsenal antisyndical légué par le péronisme, qui place les organisations de travailleurs entre les mains des gouvernements, n'incite pas à la rupture. Mais les dirigeants des syndicats, *participacionistas,* c'est ainsi qu'on les appelle désormais, tendent la main au gouvernement sans contrepartie et proposent au président de dialoguer sans condition car le prétexte avancé est de soutenir le général Onganía pour combattre les responsables économiques. C'est la théorie de la révolution dévoyée et qui reste à faire. Les responsables du syndicat des électriciens, Luz y fuerza, ou de la construction, Unión obrera de la construcción, leaders de la politique de « la main tendue », pensent en effet que le salut national proviendra de la collaboration étroite des « forces armées, du mouvement ouvrier, du patronat national et de l'Eglise... »[56]. Onganía sera-t-il un nouveau Perón ?

Pour le général Onganía, les ouvertures de la « bureaucratie syndicale », toujours prête à s'entendre avec le pouvoir, sont une véritable aubaine. En négociant avec les dirigeants souvent corrompus de la droite syndicale, managers sans esprit revendicatif, gérants de services sociaux plutôt que défenseurs de leurs mandants, le président se pare à bon marché d'une aura populiste sinon populaire et reçoit un appui inespéré dans sa politique antiouvrière, surtout lorsque ceux-ci n'hésitent pas à solliciter une entrevue auprès du président pour lui apporter leur appui. La réunion du général Onganía, à la fin du mois de janvier 1968, avec les secrétaires généraux des syndicats de la construction, des électriciens, de la viticulture, des pétroliers, et un représentant des métallos — mais non leur prudent secrétaire général Vandor— est une donnée politique importante. Les commentaires des intéressés proches de l'enthousiasme en témoignent. Qu'on ne croie pas que cette cordiale réunion a eu pour effet d'infléchir dans un sens social l'attitude du gouvernement à l'égard du monde du travail, ni de desserrer la politique des salaires ou de l'emploi. Selon toute vraisemblance, c'est plutôt le contraire qui serait vrai. L'échec du conflit très dur de la raffinerie de La Plata aurait été facilité par l'action « modératrice » de la direction nationale du Syndicat des ouvriers du pétrole (SUPE). Quant au conflit du complexe hydro-électrique de El Chocón, il fut combattu et étouffé par l'Union ouvrière de la construction, UOCRA, qui le déclara « politique », « antinatio-

56. Cf. Federación argentina de trabajadores de Luz y fuerza, « Revolución nacional o crisis constante », *Clarín*, 27 mai 1969. Le leader de l'UOCRA, Coria, fait une déclaration dans le même sens à San Juan, le 14 avril 1968.

nal » et répondant « à des consignes étrangères aux intérêts syndicaux » [57].

Apporter ainsi de l'eau au moulin d'un régime peu favorable au monde ouvrier ne va évidemment pas sans danger pour l'unité syndicale. Les syndicats traditionnellement combatifs, les organisations demeurées démocratiques, où les aspirations des travailleurs peuvent s'exprimer, les fédérations et sections syndicales de l'intérieur du pays particulièrement frappé par la politique économique du pouvoir, réagissent. Au congrès de la CGT de mars 1968, les syndicalistes revendicatifs prennent le contrôle de la Confédération et élisent secrétaire général Raimundo Ongaro de la Fédération des typographes, jeune dirigeant catholique progressiste aux antipodes des bureaucrates « réalistes » de la direction des grandes organisations. Celles-ci refusent les résultats du Congrès ; c'est la scission. Les anciens dirigeants occupent le siège de la rue Azopardo. Deux CGT coexistent : la CGT de los Argentinos, dirigée par Raimundo Ongaro, et la CGT-Azopardo qui a les faveurs du gouvernement. La première est surtout implantée en province, dans les « zones à problèmes » (Tucumán, Córdoba), dans les centres où la combativité ouvrière a toujours été élevée (Rosario), dans les régions de petites entreprises et de chômage. Les sections locales de grands syndicats à directions « collaborationnistes » sur le plan national y adhèrent. C'est le cas des électriciens des Córdoba. Cette scission ne sera pas sans conséquence pour l'avenir du régime.

Le « cordobazo » ou la fin des illusions

Le 1er mai 1969, la CGT de los Argentinos publie un manifeste qui ne restera pas sans écho. On y lit notamment :

> « Durant des années, on a exigé de nous des sacrifices. On nous a conseillé l'austérité : nous avons connu la faim.
>
> On nous a demandé de patienter un hiver : nous en avons supporté dix. On veut nous " rationaliser " : nous perdons ainsi une à une les conquêtes de nos grands-parents. Après nous avoir imposé toutes les humiliations et toutes les injustices, on nous prie ironiquement de " participer ".
>
> Nous leur répondons : nous avons déjà assez participé, non comme exécutants mais comme victimes des persécutions, des tortures, des réquisitions, des licenciements, des expulsions.
>
> Nous ne voulons plus de ce type de participation : offensés dans notre dignité, blessés dans nos droits, dépouillés de nos conquêtes, nous allons élever l'étendard de la lutte là où d'autres l'ont laissé... » [58].

57. Segundo V. Palma et Rogelio Coria, « El Chocón : la hora de hacer un balance », *La Nación*, 20 mars 1970.

58. *Declaración de Córdoba* de la Delegación regional de Córdoba, CGT de los argentinos, 21 mars 1969, tract, 4 p.

Le mécontentement n'est pas le propre de la classe ouvrière. La politique de modernisation des structures touche durement les commerçants et les petites et moyennes entreprises ; la rationalisation économique et la politique salariale frappent les fonctionnaires et les employés du secteur public. Les agriculteurs sont inquiets de la préférence donnée à la grande industrie. Les provinces sont lasses du régime centralisateur des généraux qui, en supprimant le fédéralisme, favorise à la fois Buenos Aires et les grandes sociétés étrangères. En l'absence de tout mécanisme de représentation permettant de canaliser et d'exprimer ces tensions sociales diverses, il reste la rue. Mais le régime ne tolère pas les « désordres ». Les conditions d'événements explosifs sont donc réunis. Il suffit d'un détonateur. Le capital de confiance dont jouissait Onganía est épuisé.

Le 15 mai, un étudiant est tué par la police à Corrientes lors d'une manifestation contre l'augmentation des restaurants universitaires. Des rassemblements de protestation ont lieu dans tout le pays. A Rosario, un autre étudiant est mortellement blessé. Les manifestations de protestation s'amplifient. La police réprime. A Rosario, la ville tout entière descend dans la rue pour une marche silencieuse de réprobation : la police fait une nouvelle victime, un jeune homme de quinze ans. Le général Onganía ordonne l'occupation militaire de la ville. Tout semble rentrer dans l'ordre quand la tourmente éclate à Córdoba.

Córdoba, austère métropole spirituelle du pays et ville universitaire de renom, est devenu en quelques années la capitale industrielle de l'intérieur. L'essentiel de l'industrie automobile argentine y est installée. La grande industrie moderne appartient à de puissantes sociétés étrangères (Fiat, Renault, etc.). Le siège social des usines de Córdoba est à Buenos Aires. Hauts salaires, absence de bourgeoisie industrielle et locale, urbanisation accélérée, isolement sont les principales caractéristiques socio-économiques de la ville.

Une administration provinciale despotique et maladroite tente d'imposer un « conseil corporatif » dont personne ne veut, au moment même où une décision gouvernementale (suppression du « samedi anglais » datant de 1932) ampute les salaires ouvriers. C'est dans ce climat qu'ouvriers et étudiants unis descendent dans la rue, le 29 mai. Leurs organisations sont vite débordées par la violence de l'émeute. La troupe intervient. C'est une levée en masse de toute la ville. Une partie des classes moyennes, marquées par le radicalisme progressiste de Sabattini, participe à cette action confuse. Des combats de rue sporadiques durent deux jours, faisant plusieurs dizaines de morts. Le gouvernement aura quelque peine à accréditer la thèse du complot extrémiste manipulé par des agitateurs étrangers.

Le coup de Córdoba, le *cordobazo*, rappelle aux gouvernants improvisés que la politique n'est ni un luxe ni un mal, mais une irréductible

réalité. Bannie par la force, elle s'impose par la violence ; juste retour des choses. Les lourdes condamnations des tribunaux militaires contre les chefs des syndicats combatifs instigateurs des manifestations ne peuvent pas cacher le désarroi profond du régime. Le *cordobazo*, ce « référendum sanglant », est-il un événement isolé, exceptionnel ou la préfiguration, le modèle d'un soulèvement national contre un régime impopulaire dont on s'aperçoit tout à coup qu'il mène le pays à l'impasse ? Tout le monde s'interroge et les milieux militaires plus que tout autre.

Le 4 juin 1969, le général Onganía change de cabinet et remplace notamment son ministre de l'Economie. Le nouveau responsable du secteur économique est un jeune et brillant expert, M. Dagnino Pastore. Moins « marqué » que Krieger Vasena, il passe pour social-chrétien. En fait, il suit comme une ombre la politique de son prédécesseur. Stabilité de la monnaie, recherche des investissements étrangers, contention des salaires et freinage des prix agricoles sont les grands axes de sa gestion. Le « temps social » ressemble comme un frère au « temps économique ».

L'économie ne fait pas de miracles, on est loin d'une croissance à la brésilienne (voir tableau 6). Les tensions sociales ne fléchissent pas. Un secteur névralgique de la société argentine, celui des éleveurs et des producteurs de viande, vient renforcer la coalition des opposants et des déçus. L'élément nouveau de la situation nationale est en effet l'opposition unifiée des secteurs ruraux. Même les gros agrariens de la Société rurale ont le sentiment que désormais le pouvoir leur échappe. La politique économique favorise les intérêts industriels, cependant que les exportations de produits agricoles alimentent (par des « prélèvements ») une large part du budget, et constituent toujours le moteur de la vie économique argentine. L'augmentation du coût du matériel produit par l'industrie nationale ne peut qu'accroître la cohésion et la résolution des milieux agraires qui entrent en lutte contre le régime.

La bataille politique se joue au sein même du gouvernement aussi bien qu'à l'intérieur de l'armée. La décision du pouvoir de soutenir les Frigorifiques, exportateurs de viande appartenant à des sociétés étrangères dans leur majorité, contre les producteurs, afin de peser sur les prix intérieurs de produits alimentaires, porte le conflit à son apogée[59]. On vit même un baron de l'élevage pampéen, ancien sous-secrétaire à l'Agriculture, dénoncer la politique « pro-impérialiste » du régime[60].

Celui-ci, empêtré dans des provocations politico-policières multiples et à bout de souffle, se raidit. L'enlèvement, le 29 mars, de l'ancien pré-

59. Cf. « Estúdiase un fondo para frigoríficos. Precio fijo para el novillo en apoyo a la industria », *La Nación*, 10 janvier 1968.

60. Tomás de Anchorena, qui dirige l'organisation unitaire, Campo unido, contre le monopole des exportateurs de viande, cf. *Análisis*, 11 mai 1970.

sident Pedro E. Aramburu, dont on retrouvera le cadavre quelques semaines plus tard, bouleverse l'opinion militaire hésitante.

La séquestration est attribuée à un groupe de droite catholique bien vu dans certains milieux officiels, notamment dans l'entourage du ministre de l'Intérieur, le général Imaz. Du moins c'est la rumeur qui circule et les bruits que lancent les milieux libéraux. Aramburu n'était-il pas l'homme à abattre ? En réserve de la République, estimé des ex-partis démocratiques, disposant de solides appuis dans l'armée, il avait établi des contacts avec les péronistes au plus haut niveau. Un « plan Aramburu » aurait existé. La manière dont certaines revues mettaient en avant l'ancien président en atteste[61].

L'Etat-major, irrité de n'être pas associé aux décisions, troublé par des soupçons graves et les insinuations de la grande presse libérale, estime qu'il ne peut plus continuer à soutenir un programme économique aux résultats médiocres sinon désastreux pour la souveraineté nationale et un gouvernement aux perspectives politiques floues. Après le *cordobazo* où les « militaires ont fait leur devoir », les forces armées manifestent quelque répugnance à s'engager dans une politique de répression qui deviendrait inévitable sans changement politique profond. Onganía, sûr de lui, demande un sursis, mais de plusieurs années. A l'absolutisme croissant du chef de l'Etat, les commandants en chef répondent par l'insubordination. La junte destitue, le 8 juin 1970, le général Onganía qu'aucune unité opérationnelle ne soutient. Elle reprend le pouvoir à l'issue d'une révolution de palais de quelques heures. Rien n'est résolu pour autant. Il faut tenter de survivre.

La survie du régime militaire : l'« approfondissement » de la révolution

Après une semaine de tractations, la junte fait appel, pour occuper la présidence, à un militaire ex-azul, lui aussi, mais à peu près inconnu de l'opinion : le général Roberto M. Levingston. Craignant de voir rééditer l'expérience Onganía, la junte, dominée par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Lanusse, décide que désormais elle devra être consultée par le président pour toutes les « questions importantes ». Le chef de l'Etat est donc tenu en lisière. L'armée n'est plus institutionnellement étrangère au pouvoir.

Le nouveau président n'écarte pas aussi catégoriquement que son prédécesseur le recours à d'éventuelles élections. Mais, auparavant, il souhaite que le pouvoir militaire, afin de contrôler le processus, s'assure

61. Cf. « Aramburu en reserva », *Análisis*, 2 décembre 1969, (et photo de couverture).

une certaine popularité et se donne des assises sociales élargies. Pourtant, il ne s'agit pas de temporiser. Il faut au plus vite redresser la barre et se préparer à d'inéluctables échéances, sans rien renier, c'est-à-dire dans le cadre d'une fidélité proclamée à l'esprit du 28 juin.

Pour cela, le général Levingston se propose, non de passer la main aux partis, ni même de leur rendre vie, mais « d'approfondir la révolution » : chacun y trouve son compte, et notamment les partis sans troupes qui ne redoutent rien autant que le verdict populaire. Arturo Frondizi appuie cette nouvelle orientation qui met l'accent sur la continuité. Néanmoins, afin de ménager l'avenir, le nouveau président tente de se démarquer de son prédécesseur après une période de flottement et d'immobilisme.

Pour répondre aussi à la pression des cadres de l'armée, touchés sans doute par la vague continentale de nationalisme, mais surtout au malaise de la bourgeoisie nationale agraire et commerciale et des classes moyennes, le gouvernement effectue dans le domaine économique un virage de cent quatre-vingts degrés par rapport à la politique d'orthodoxie financière et de stabilité monétaire soutenue auparavant. Sous l'impulsion, à partir d'octobre, d'Aldo Ferrer, économiste de premier plan qui a collaboré à l'administration progressiste d'Oscar Alende, gouverneur de la province de Buenos Aires, sous Frondizi, la révolution argentine s'engage dans la voie d'un desserrement de sa politique sociale et d'un nationalisme modéré. A cet égard, les pouvoirs publics prirent une série de mesures propres à limiter la pénétration étrangère dans l'économie argentine et à soutenir les entreprises nationales aussi bien privées que publiques (« Achetez argentin »). Cette politique, sans être spectaculaire, marquait une rupture avec le libéralisme sans rivage de la première étape de la révolution argentine. Etait-ce suffisant pour rétablir la confiance d'une population désorientée et hostile à l'autoritarisme socialement régressif de la précédente administration ?

Cette greffe artificielle sur le lourd héritage du général Onganía ne réussit guère. Le cabinet se ressent des contradictions qui divisent l'armée. Le président, plus militaire que politique, tente d'affirmer son autorité face à la junte, sans pour autant cesser d'apparaître comme transitoire. L'opinion reste en effet sceptique à l'égard des volte-face des dirigeants qu'on lui impose, et l'ouverture populiste accroît la lassitude populaire. Levingston ne gagne pas les masses contrôlées par les syndicats péronistes et les partis qui reprennent vie. En revanche, il perd le seul soutien réel du régime qui n'ait jamais fait défaut au président Onganía : les milieux financiers et les grandes firmes industrielles nationales et étrangères. La « décompression » exigée par les graves tensions sociales relance une inflation que la faiblesse des « ressources politiques » du régime ne permet plus de juguler.

Tableau 5.

	Taux croissance PIB (%)	*Taux d'inflation (%)*	*Taux de chômage (mois avril)* *
1967	1,9	27,3	6,2
1968	4,8	9,6	5,4
1969	6,9	7,6	4,0
1970	4,8	21,7	4,8
1971	3,8	39,1	5,7
1972	4,1	64,1	7,4

* % population active.
Source : Dirección nacional de estadísticas y censos.

Parallèlement à la nouvelle orientation économique, le général Levingston s'efforce de lancer un mouvement populaire et nationaliste pour l'appuyer. Pour fonder en quelque sorte son « parti de gouvernement », il réunit des hommes politiques indépendants, comme Celestino Gelsi de Tucumán, des notables provinciaux ou les seconds rôle de partis traditionnels. Sa démarche est justifiée par la volonté d'écarter définitivement de la vie publique les hommes du passé : Perón, Frondizi, Balbín entre autres. Ces efforts dans le vide échouent lamentablement. Les rares hommes politiques qui acceptèrent de voler au secours d'un président isolé réussirent seulement à se discréditer. Le style militaire rigide d'un président sans appui leur aliène d'entrée de jeu les sympathies que pourrait susciter sa politique. Un pays n'est pas un régiment.

Les nominations arbitraires de hauts fonctionnaires et la répression sévère de manifestations de mécontentement ne contribuent pas à améliorer l'image du général Levingston. Un nouveau *cordobazo*, que l'armée refuse de réprimer, emporte enfin, le 22 mars 1971, l'éphémère chef d'Etat. La junte reprend le pouvoir. Cette fois elle va tirer les conséquences du double échec du régime.

La liquidation de la dictature militaire

Les commandants en chef ne veulent pas tenter une troisième aventure présidentielle. La junte garde le pouvoir, et son président, le commandant en chef de l'armée de terre, assume la magistrature surpême, ultime aboutissement de l'évolution institutionnelle commencée en 1966 : en théorie, la présidence de la junte est rotative et aucun des commandants en chef n'a la prééminence.

Le général Alejandro A. Lanusse, nouveau chef de l'Etat, est assez clairvoyant et expérimenté pour ne pas reprendre à son compte la fiction des objectifs et des étapes révolutionnaires qui a été fatale à son prédécesseur. Pour bien marquer qu'il ne se présente pas en successeur du

général Onganía — déjà tombé dans l'oubli — il écarte toute référence à la révolution argentine et parle plus modestement de « gouvernement des forces armées ». Face à un regain d'activité de la « classe politique », qui a fait taire ses dissensions pour réclamer le retour à la Constitution, le général Lanusse abandonne la mission de moderniser l'économie et la société avant de rendre la parole aux citoyens comme l'envisageaient les révolutionnaires de 1966. Au contraire, son premier geste est de rétablir les partis dissous et d'annoncer des élections libres et sans proscriptions à brève échéance.

Le général Lanusse est conscient de la situation du pays en proie à de dangereuses tensions depuis 1969. Le choix se situe entre une « décompression contrôlée » et une dictature brutale aux conséquences imprévisibles. Le nouveau président et la majorité des forces armées avec lui préfèrent la manœuvre politique à la répression. Reste à assurer dans les meilleures conditions le retrait de l'armée qui a conduit le pays dans une impasse. La révolution argentine est abandonnée ; mais comment s'en débarrasser ? Le régime connaît une impopularité croissante. Il faut donc passer la main dans les meilleures conditions.

Les nouvelles autorités décident donc de subordonner la tenue d'élections à un « grand accord national » de tous les groupes politiques sous l'égide de l'armée. Un consensus démocratique de tous les Argentins, la coïncidence politique négociée (ou imposée par le gouvernement) entre les différentes formations antagonistes devraient assurer la stabilité des institutions. L'acceptation du grand accord donnerait quitus aux militaires pour l'accomplissement de leur mission. La révolution argentine ne serait pas totalement trahie. Les militaires pourraient sans se rebeller et la tête haute regagner leurs casernes.

Peut-être même au-delà des convergences de programmes ou de l'acceptation des règles du jeu, un accord patriotique sur une candidature présidentielle commune parviendrait à se dégager. Un président de transition institutionnelle et de pacification nationale assurerait mieux que tout autre le processus normalisateur. Une telle perspective vise à gagner du temps, mais elle est aussi propre à flatter l'unanimisme des militaires et leur aversion traditionnelle à l'égard des systèmes pluralistes et concurrentiels. Et quel candidat au titre de « restaurateur constitutionnel » pourrait mieux qu'Alejandro A. Lanusse recevoir l'aval de l'armée qu'il incarne tout en étant acceptable pour les partis auxquels il a rendu la parole ?

Les efforts méritoires (et parfois surprenants) déployés par le troisième président du « gouvernement des forces armées »[62] ne furent

62. La série ininterrompue de ses voyages dans les pays d'Amérique latine, à la fin de 1971 et au début de 1972, ainsi que les excellentes relations qu'il noue avec le Chili de Salvador Allende semblent bien avoir pour but de modifier son image de général conservateur. Sur la politique étrangère du général Lanusse et ses rapports avec la politique intérieure, voir notre article : « Réalignements politiques des pays de La Plata », in *Conflits et coopération entre les Etats*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1973, p. 141-143.

guère couronnés de succès à cet égard. L'agitation multiforme contre le régime militaire, le refus du général Perón de négocier officiellement avec le gouvernement ainsi que les soubresauts des secteurs antilibéraux de l'armée ruinèrent les espérances électorales du général Lanusse.

Il est vrai que la situation économique et sociale joue contre les militaires. A la suite de l'orientation économique nationaliste de l'administration Levingston, combattue par les milieux d'affaires et sans soutien populaire ni appui unanime de l'armée, les nouveaux responsables sont prudents. Après avoir supprimé le Ministère de l'économie pour ne pas avoir à « annoncer la couleur » en nommant un nouveau ministre, ils gouvernent au jour le jour. En fait, si l'on excepte quelques mesures de portée politique, la conduite de l'économie reste marquée par une orientation libérale orthodoxe semblable à celle qui prévalait sous Krieger Vasena[63].

Aussi la décélération constante de l'économie s'accompagne-t-elle d'une flambée des prix persistante et d'une montée du chômage (voir tableau 4). Le salaire réel du manœuvre de l'industrie à l'indice 124, en avril 1971, tombe à l'indice 109 en juillet 1972. A la fin de 1972, on considère dans les milieux patronaux que, par rapport à l'année précédente, la détérioration des salaires réels se situe entre 3 % et 15 % selon les catégories de travailleurs. La participation des revenus salariaux au PIB serait passée de 46,3 %, en 1965, à 37 % en 1973[64], le chiffre le plus faible de l'histoire argentine contemporaine.

Un climat de guerre interne

Le malaise social qu'engendre cette distribution régressive de la richesse nationale n'est pas de nature à prédisposer favorablement les classes populaires à l'égard du régime. Par ailleurs, les mécontentements accumulés durant six ans de silence politique ne sont pas désamorcés par les révolutions de palais successives et les changements du titulaire provisoire de la Casa Rosada. Le gouvernement isolé doit au contraire faire face à des bouffées de protestation des classes moyennes et des ouvriers, souvent unis dans la rue pour se faire entendre. La violence révolutionnaire des mouvements de guérilla trouve également un terrain propice dans les couches intermédiaires radicalisées. A ces deux phénomènes distincts et le plus souvent sans rapports, l'Etat-major répond par la répression et le contre-terrorisme. « L'ennemi intérieur » étant partout, l'armée argentine court le risque de se transformer en armée d'occupation dans son propre pays ce que refusent pourtant la plupart des mili-

63. On voit même réapparaître au cabinet d'anciens collaborateurs de M. Krieger Vasena, comme Cayetano Licciardo et Ismael Quijano.

64. Selon la *Chambre de commerce française en République Argentine*, janvier-février 1973, p. 41.

taires. Le durcissement de la répression provoque le renforcement des oppositions et l'affaiblissement d'un régime « fort » qui ne parvient pas à maintenir l'ordre.

Les émeutes du *cordobazo*, qui mirent fin aux espoirs du premier président de la révolution argentine sinon au régime militaire, ne sont pas un événement isolé dans le temps ou l'espace. Sous Lanusse, de véritables soulèvements populaires se produisent à Mendoza, dans la cité minière andine de Malargüe, dans deux localités du Río Negro (General Roca, Cipoletti), qui mobilisent toutes les classes sociales. Des maladresses autoritaires, des décisions bureaucratiques hâtives — à la manière de la fermeture des *ingenios* de Tucumán en 1966 — mettent le feu au poudre dans des agglomérations jusque-là paisibles. Ces « fureurs populaires » ne sont guère le plus souvent que de pacifiques manifestations de rue qui dégénèrent. Ainsi, à Mendoza, les 3-4 avril 1972, le triplement du prix de l'électricité et une grève des instituteurs furent les détonateurs. Mais l'intervention spectaculaire et massive des unités militaires antiguérilla déclencha un processus incontrôlable.

L'agitation secoue également les campagnes des provinces de monoculture sub-tropicales du Nord (Chaco, Corrientes, Formosa, Misiones) où de nombreux métayers et fermiers ont été chassés de leurs terres à la faveur du régime « modernisateur », tandis que les notables locaux se répartissaient les terres publiques. Avec l'appui des clergés locaux se forment des ligues agraires pour la défense des paysans dépossédés et l'amélioration de leurs conditions de vie. De grandes mobilisations paysannes ont lieu également dans les provinces du Nord-Est pour demander le relèvement des prix du thé et du coton. Il n'y a rien là de très alarmant pour un régime civil. Il en va différemment sous le pouvoir militaire.

Dans la confusion d'un régime autoritaire, à l'avenir incertain, l'activité de plusieurs groupes révolutionnaires se déploie et se renforce. Leurs interventions spectaculaires se multiplient à partir du coup d'envoi donné, en mai-juin 1970, par l'enlèvement et l'assassinat du général Aramburu. En 1972, les actions subversives audacieuses, comme l'enlèvement au dénouement dramatique du président-directeur général de la Fiat-Argentine ou l'« exécution », par un commando, du général Juan Carlos Sánchez, responsable de la répression à Rosario, tiennent en haleine le pays et créent un climat très lourd. Le plus grave, politiquement, pour le régime, était l'existence de groupes armés se réclamant du péronisme. En effet, à côté des formations d'inspiration marxiste, les forces armées péronistes (FAP), les Montoneros[65], qui revendiquent l'assassinat de l'ancien président et proviennent de l'extrême-droite

65. Issu du catholicisme de droite, teinté de rosisme, ce groupe de guérilla s'est rapproché du péronisme en se situant à l'aile gauche de celui-ci ; voir *Granma* (La Havane), 4 et 5 décembre 1970, édition internationale du 13 décembre.

catholique, ainsi que les forces armées révolutionnaires, plutôt guevaristes, se rangent plus ou moins directement sous la banière péroniste [66].

Aux diverses formes d'action des groupes clandestins (hold-up, enlèvements, « occupation » de lieux publics, exécutions politiques), l'armée oppose une riposte militaire qui élargit la base politique de la guérilla et accentue, dans la situation préélectorale où se trouve l'Argentine, les contradictions du pouvoir. L'armée s'est en effet préparée de longue main à la lutte antisubversive par l'entraînement d'unité de contre-guérilla et, depuis 1966, grâce à l'expansion des services des renseignements militaires.

Aussi, dès la fin de 1971, la répression se durcit. Une véritable guerre secrète s'organise. L'armée et la police ne se contentent pas d'utiliser un appareil légal d'une ampleur redoutable. La lutte contre-subversive ne s'embarrasse pas de la légalité. Des arrestations arbitraires, la torture appliquée à de simples suspects [67], la disparition pure et simple de responsables d'extrême-gauche sont dénoncées par les associations professionnelles, le barreau et les plus hautes autorités morales du pays. Cette campagne d'anéantissement de la subversion et d'intimidation des citoyens pacifiques indigne de larges secteurs de l'opinion publique qui n'éprouvent pourtant aucune tendresse pour les guérilleros [68]. Les paisibles classes moyennes argentines envisagent avec inquiétude l'instauration d'un régime policier.

Les « bavures » d'une répression qui n'a pas la main légère n'améliorent donc pas l'image de l'armée ni les perspectives politiques caressées par le président. Le massacre à la prison de Trelew, par leurs gardiens appartenant à la marine de guerre, de seize guérilleros prisonniers, dont quatre femmes, une semaine après une évasion spectaculaire de la prison militaire de Rawson, bouleverse profondément l'opinion. La population est lasse d'une guerre souterraine dont elle comprend mal l'enjeu et les données. La violence généralisée et endémique, des tensions sociales sans issue dans le cadre du régime de fait aggravent l'inquiétude de vastes secteurs sociaux qui aspirent à la tranquillité et à une certaine normalité. De plus en plus nombreux sont les Argentins qui ne voient de possibilité de rétablir l'ordre que dans le départ rapproché et définitif des militaires au pouvoir.

66. Sur les FAR et FAP voir *Granma*, édition internationale, 1er et 3 janvier 1971.

67. Le cas le plus retentissant est celui d'une institutrice appartenant au Mouvement rural d'action catholique, arrêtée dans la province de Formosa ; cf. « Norma Merello cuenta todo », *Primera plana*, 14 mai 1972. Voir également les dénonciations de sévices dans *Primera plana*, 16 mai 1972 et *La Opinión*, 12 janvier 1972.

68. C'est le cas de la revue *Análisis*, proche des milieux industriels et financiers, qui, dans son éditorial du 14 avril 1972, tout en qualifiant les guérilleros de « psychopathes », conclut : « Une seule solution, la libre expression de la souveraineté populaire ».

Qui a peur de Juan D. Perón ? ou du général au général

Face à cette situation inquiétante, un homme se réjouit de voir confirmer ses analyses et récompenser sa longue patience. L'exilé de Madrid se présente depuis plusieurs années déjà en arbitre et en éventuel pacificateur (comme à son habitude, il souffle le chaud et le froid, use de ses deux mains « la droite et la gauche »). D'une part, grâce aux erreurs du régime militaire qui a fait l'unanimité contre lui, l'ex-président a réussi à désamorcer l'antipéronisme des « partis démocratiques » et à dépasser le clivage péronisme/antipéronisme. Depuis la signature de l'accord intitulé l'Heure du peuple [69] avec quatre autres partis, en novembre 1970, la direction du mouvement péroniste exige l'organisation d'élections libres et sans proscription dans les plus brefs délais, et s'attache pour cela à renforcer une alliance tactique avec son adversaire historique, l'Union civique radicale. Les militaires ont réconcilié sur leur dos les partis ennemis. Si Perón exige avec les radicaux le rétablissement de la démocratie représentative, il n'en donne pas moins droit de cité dans son mouvement — il est vrai parfaitement hétéroclite — aux guérilleros qui se réclament de lui. Loin de désavouer ces « formations spéciales », il les utilise comme une arme essentielle, un moyen de pression décisif contre le pouvoir militaire.

La menace d'une convergence, voire d'une coordination, entre les « insurrections urbaines » spontanées et l'action des groupes armées aguerris qui peuvent se renforcer de tout le potentiel militant des jeunesses péronistes, aile marchante du vaste mouvement justicialiste, ne laisse pas d'inquiéter les milieux militaires et économiques. Tout le monde s'accorde pour penser que seul Perón, en prenant la tête de cette lame de fond populaire, pourrait arrêter un processus capable non seulement de balayer le régime militaire mais de mettre en danger tout l'édifice social.

Les guérilleros péronistes constituent donc un atout capital dans le jeu du caudillo. L'action de harcèlement des « formations spéciales » force l'armée à rester fidèle à ses engagements en matière électorale. L'alternative se réduit désormais à une consultation sans proscription donnant la victoire aux péronistes ou à un soulèvement national. Ainsi Perón et ses « guérilleros » attendent et annoncent, après le *cordobazo*, *l'argentinazo*, après le « coup de Córdoba », le « coup des Argentins ». Mais Perón s'offre aux partis et aux militaires pour épargner au pays cet ébranlement social qui les menace. Les groupes de guérillas péronistes se proposent au contraire de le provoquer, grâce à Perón, dont le retour

69. Sont signataires de ce pacte de non-agression, les justicialistes et les radicaux, certains socialistes, les démocrates progressistes, les conservateurs populaires, les « bloquistes » de San Juan.

créera, selon eux, chez les classes populaires, un plébiscite qui obligera le *Lider* à dépasser le stade du « nationalisme bourgeois ». L'ancien président encourage l'opposition armée pour mieux s'ériger en sauveur. Les groupes armées péronistes, quant à eux, s'efforcent d'empêcher toute conciliation du péronisme avec le régime en place pour que le retour du symbole des aspirations populaires dans son pays provoque un « soulèvement libérateur ».

Le crépuscule des prétoriens et le rétablissement des institutions démocratiques

Le duel des généraux opposant le président de l'armée au général des *descamisados* va occuper le devant de la scène pendant près d'un an. Les deux grandes forces, qui pèsent sur le destin du pays et dont l'alliance, les brouilles ou l'inimitié rythment la vie nationale depuis 1945, s'affrontent. Le général Lanusse, président en titre, défie l'ex-général Perón, président parallèle depuis 1955. Lanusse joue la neutralité de l'armée : aucune exclusive à l'égard du péronisme politique qu'il entend traiter à l'égard des autres partis.

Mais si les militaires réaffirment fréquemment leur « décision inébranlable » d'organiser des élections sans proscription et de respecter le verdict des urnes, le 11 mars 1973, date fixée pour les élections générales, ils entendent prendre leurs dispositions pour que le pays n'effectue pas « le saut dans le vide » qu'ils redoutent. Les perspectives de normalisation institutionnelle passent par l'obtention de garanties sur le caractère démocratique du futur gouvernement et l'éviction de Perón. Il n'est pas pensable pour les militaires de transmettre directement le pouvoir à l'ancien président. Ils souhaitent également recevoir l'assurance que tout « retour au passé », toute revanche, seront impossibles. Il leur est facile d'obtenir une satisfaction morale sur toute la ligne. De gré ou de force.

Perón ne discute pas avec le régime. Il abreuve ses anciens compagnons d'armes de propos peu amènes ; Lanusse apostrophe « à la hussarde » l'ex-président qu'il traite en public sans ménagement. Mais les deux adversaires s'apostrophent pour la galerie. Sous l'intransigeance affichée, perce le désir inavoué de dialoguer. Les propositions parallèles, les attitudes « démocratiques » concomitantes de Lanusse et de Perón finissent par se rejoindre. Leurs points de vue se rapprochent. Il n'est plus question du Grand accord national, mais Perón remet à la junte un décalogue, intitulé « Bases minimales pour l'accord de reconstruction nationale », qui est la réponse du berger à la bergère. Perón ne peut s'auto-proscrire. Une clause de résidence lui interdira donc d'être candidat aux élections présidentielles. Mais ceci permettra au Parti justicialiste de faire légalement campagne. Enfin, l'instauration du scrutin direct à

deux tours (avec ballottage à la française) pour l'élection présidentielle devrait faciliter, au second tour, une alliance victorieuse de toutes les forces politiques non péronistes.

Ainsi la junte et les Etats-majors ont-ils la conscience tranquille. Ils ont accumulé les « garde-fous », les « butoirs » et les clauses restrictives afin que la liquidation du régime militaire ne débouche pas sur l'inconnu ou sur un passé trop connu. Quel que soit le résultat, ils n'auront rien à se reprocher, pensent-ils. L'armée se retirera en bon ordre, dans l'honneur, sans crise grave. Les institutions militaires seront préservées. Ainsi fut fait. Après maintes péripéties qui concernent davantage l'histoire du péronisme que le fonctionnement du pouvoir militaire, les élections ont lieu le 11 mars 1973 [70].

Le Dr Cámpora, délégué personnel du général Perón, candidat du Front justicialiste de libération, composé des péronistes et de formations politiques associées, dont le mouvement du Dr Frondizi, remporte l'élection présidentielle dès le premier tour avec 49,5 % des suffrages exprimés. Sa campagne d'un ton violent et radical, orchestrée par les bouillantes jeunesses péronistes, s'est déroulée autour du slogan mobilisateur « Cámpora au gouvernement, Perón au pouvoir », véritable pied de nez à la clause proscriptive imposée par les militaires.

Les élections générales traduisent un vote de protestation contre le régime militaire. Des secteurs autrefois très réticents vis-à-vis du justicialisme ont donné avec enthousiasme leur suffrage au candidat de Perón. Ainsi s'explique également la poussée à gauche très sensible à travers les résultats de cette campagne électorale. La bipolarisation a à nouveau joué mais, cette fois, entre les militaires et les péronistes [71]. Les résultats parlent d'eux-mêmes : 82 % des électeurs ont voté pour des candidats hostiles au régime de fait. Le candidat officieux, l'ancien chef d'Etat-major interarmes, le général d'aviation Ezequiel Martínez, obtient, malgré l'appui de partis néo-péronistes provinciaux bien implantés, 2,9 % des suffrages. En revanche, les deux grandes familles politiques traditionnelles, que les généraux au pouvoir depuis 1966 souhaiteraient éliminer définitivement de la vie politique, radicaux et péronistes, s'adjugent 70 % des voix. Apparemment c'est une cinglante défaite pour le « parti militaire ».

Vaincus, ils seront également humiliés lorsque le 25 mai le général Lanusse transmettra l'écharpe présidentielle à M. Cámpora en présence

70. Sur l'analyse des résultats et des forces en présence, nous renvoyons à nos articles : « Le vote péroniste en 1973 », *Revue française de science politique*, juin 1974, p. 469-498 et « Le retour au pouvoir du péronisme, les deux élections présidentielles de 1973 », in « Problèmes d'Amérique latine », *Notes et études documentaires*, 15 septembre 1974, p. 7-45.

71. A tel point que le candidat du Front justicialiste est déclaré élu au premier tour bien qu'il n'ait pas obtenu la majorité des suffrages comme l'exige la loi, tant la Junte craint que ne s'amplifie au deuxième tour le mouvement de refus du régime militaire exprimé par la plus grande partie du corps électoral.

du président Allende et du chef de l'Etat cubain Dorticos. On peut croire ce jour-là que l'*argentinazo* va se produire. Les « formations spéciales » sont dans la rue. Elles envahissent la Plaza de Mayo, libèrent les prisonniers politiques des prisons. Les officiers sont insultés, houspillés. Le défilé militaire est annulé afin d'éviter de nouveaux incidents. Une « loi d'amnistie ample et généreuse » des délits politiques, notamment des délits de guérilla, est votée précipitamment contre l'avis des militaires qui avaient manifesté solennellement leur opposition à l'indulgence. Néanmoins, l'armée rentre dans ses casernes et ne bouge pas. Elle n'a pas dit son dernier mot, même si elle déclare se consacrer à ses tâches professionnelles.

La déroute du général Lanusse semble cependant complète lorsque le président élu nomme les nouveaux chefs des forces armées. La désignation comme commandant en chef de l'armée de terre du général Jorge Carcagno, le plus jeune général de division, détermine la mise à la retraite de huit de ses aînés. Le nouveau commandant en chef est, comme Perón, un fantassin. Une sorte « d'épuration » touche la « camarilla de la cavalerie » qui dominait l'armée depuis 1960. C'est la fin d'une époque. De nouveaux rapports civils-militaires se dessinent. Au sein de l'armée de terre, les relations entre les « armes » se modifient.

Le rôle politique de l'armée n'est pas terminé pour autant, malgré les échecs successifs. Les tentatives de débordement du gouvernement par le secteur révolutionnaire du péronisme provoquent une crise d'autorité grave et de violents affrontements au sein de la nébuleuse justicialiste. Perón, qui attendait son heure à Madrid, décide qu'il est temps de rentrer définitivement. Son arrivée en Argentine, le 20 juin, est marquée par une véritable tuerie entre factions péronistes rivales à l'aéroport d'Ezeiza. Le décor est en place pour l'éviction du président élu et le retour au pouvoir du vieux sage. Les grands syndicats du péronisme orthodoxe exigent la démission des autorités coupables de favoriser « l'infiltration marxiste ». Les milieux d'affaires appellent de leur vœu un pacificateur capable de se faire respecter et obéir. Il ne manque que l'investiture de l'armée.

Le 10 juillet, Perón reçoit le général Carcagno, commandant en chef de l'armée de terre. Ce tête-à-tête, la première rencontre en fait de l'ex-général avec un chef militaire en activité, est suivi d'une mesure qui marque la réconciliation solennelle de Perón et des forces armées : le grade de lieutenant général est formellement rendu à l'ancien président dégradé par un tribunal d'honneur, en 1956. L'armée souhaite en effet le retour de Perón aux affaires.

Trois jours plus tard, à l'issue d'une révolution de palais au scénario soigneusement rédigé, le loyal Cámpora et le discret vice-président Solano Lima, renoncent devant le Congrès à leurs charges afin que « le

peuple puisse rendre au général Perón le mandat dont il a été injustement dépossédé ».

La marche triomphale vers le pouvoir du général Perón s'effectue dans un contexte exceptionnel. La reprise des actions de guérilla à un niveau de fréquence et d'audace inconnu par le passé [72] renforce auprès de tous les secteurs sociaux le prestige rassurant de l'ancien président, sage débonnaire à l'image paternelle. L'inquiétude des chefs d'entreprise et des classes moyennes traditionnelles face à une recrudescence de violence qui, insensiblement, rapproche l'Argentine du chaos, jette dans les bras du général Perón la bourgeoisie apeurée. Seul « le général » peut, grâce à son charisme et son autorité, redresser la situation, renverser la tendance. Tous ceux qui pendant vingt ans ont souhaité sa disparition de la scène politique attendent désormais tout de lui et de lui seul. Etrange retournement ou remarquable tour de force politique : jamais Perón n'a été aussi populaire. Sa réhabilitation historique est complète. L'armée, qui l'a renversé il y a dix-huit ans, voit en lui le dernier recours. Comme il y a trente ans, lui seul peut sortir de l'impasse ses camarades d'armes. La boucle est bouclée. L'ancienne alliance est renouée. Le péronisme semble avoir retrouvé deux piliers traditionnels : l'armée et les syndicats. Le malentendu, qui séparait le leader populiste de la bourgeoisie et des cadres de l'armée, est désormais du passé. Le 23 septembre, Perón, accompagné de sa troisième épouse comme candidate à la vice-présidence, est plébiscité par près de 62 % des suffrages. Le 12 octobre 1973, Perón retourne à la Casa Rosada pour une troisième présidence. Tel est le seul résultat politique apparent de ce « temps de tragédie » [73] et de faux semblants, intitulé révolution argentine.

72. L'interrègne entre les élections et le 25 mai, date de transmission des pouvoirs aux autorités élues, est l'occasion d'une vague de terrorisme sans précédent ; après une certaine accalmie, les sanglants incidents d'Ezeiza laissent prévoir une reprise des hostilités que le faible président Cámpora serait incapable de maîtriser.

73. Selon le titre du livre de Andrew Graham Yool, *Tiempo de tragedia, Cronología de la revolución argentina*, Buenos Aires, La Flor, 1971, 133 p.

Troisième partie

ANATOMIE DU POUVOIR MILITAIRE ESSAI D'INTERPRÉTATION

« On en arriva à des paradoxes inouis. Lors de la campagne électorale en Argentine, le président Hermosino, craignant une majorité de voix comme la peste, se diffama tellement lui-même qu'il tomba sous le coup de l'accusation d'outrage au chef de l'Etat ».

Dino BUZATTI

« Si votre voisin vous dit : " Il y a un coup d'Etat ". Que faites-vous ? Vous ouvrez la radio, naturellement ... »

Publicité pour Radio-Colón

La débâcle négociée du pouvoir militaire en 1973 marque les limites d'un cycle relativement homogène ne serait-ce que par la continuité biologique des principaux acteurs et la pérennité des problèmes socio-économiques auxquels se trouve confrontée l'Argentine ; elle n'exprime nullement la décadence ou la disparition d'une domination qui ne semble pas accidentelle.

Par-delà les péripéties souvent byzantines d'une vie politique dont toute règle semble absente, des permanences ou des constantes se dessinent, des séquences réitérées affleurent. La cohérence de la période examinée nous invite à une mise en perspective de ces traits récurrents pour saisir le changement, certes, mais aussi les structures profondes du pouvoir militaire.

Chapitre 15

L'Argentine, société militaire ?

La prépondérance marquée du pouvoir militaire sur une longue période invite à se poser plusieurs questions. Plus de quarante années de domination martiale sur la vie politique n'ont pu manquer de façonner les institutions armées argentines. Les forces armées n'occupent pas le devant de la scène pendant près d'un demi-siècle sans en être profondément transformées. Qu'est devenue l'armée du « suffrage universel », l'armée professionnelle crée par Riccheri au début du siècle, quel a été l'impact des responsabilités extra-militaires sur l'évolution des institutions défensives de la République Argentine ? D'autre part, la mutation de la société militaire et son rôle décisif dans un pays éloigné de tout conflit depuis un siècle sont-ils sensibles dans tous les secteurs de la vie nationale ? L'armée, « nation dans la Nation », reine de l'Etat au lieu d'être son esclave pour parler comme Vigny [1], a-t-elle imposé à l'Argentine ses valeurs, ses priorités ? En un mot, les militaires argentins, qui font et défont les gouvernements depuis 1930, qui gouvernent en fait par action ou omission à partir de la chute d'Yrigoyen, sont-ils devenus des prétoriens régnant sur un Etat-garnison « créole » d'un nouveau genre ? La bucolique patrie des « troupeaux et des moissons » s'est-elle, à l'instar de la Prusse de la belle époque, muée en une « armée qui possède une nation », ou les janissaires de la Pampa ont-ils fait du pays de Lugones « un régiment autant qu'un Etat » comme jadis on décrivait la Turquie kémaliste [2] ? Quiconque connaît l'Argentine et ses habitants s'étonnera de tels rapprochements que pourtant la chronique tumultueuse et réitérative des trois dernières décennies semble suggérer.

C'est pourquoi le devenir des institutions armées secouées par les

1. Vigny (Alfred de), *Servitude et grandeur militaires*, Paris, Le Livre de poche, 1965, p. 29 et 31.

2. Vernier (B.), *Armée et politique au Moyen-Orient*, Paris, Payot, 1966, p. 13.

tourmentes politiques, enjeu autant qu'acteur des luttes qui déchirent le pays depuis les débuts de l'ère militaire, mérite de retenir l'attention. Au moins autant que la place du système militaire dans la société globale d'aujourd'hui. Une appréciation rigoureuse de ces deux dimensions du pouvoir militaire permettrait au moins de ne pas prendre les effets pour les causes et de ne plus rechercher les raisons du phénomène là ou elles ne peuvent être.

Pouvoir militaire et militarisme

A la prépondérance du pouvoir militaire semblerait devoir correspondre une certaine militarisation de la société dans son ensemble. Certains partisans du pouvoir civil hostiles au rôle, selon eux néfaste, des interventions militaires n'ont-ils pas dénoncé l'armée nationale comme une armée d'occupation de son propre pays ? Des cercles politiques étrangers ou internationaux (Congrès nord-américain, organisations continentales ou mondiales) n'ont-ils pas fustigé à maintes reprises la course aux armements en Amérique latine et, entre autres, les achats d'armes de la République Argentine ?

On pourrait penser que l'instauration d'une sorte de « souveraineté militaire » en lieu et place de la « souveraineté populaire » constitutionnelle se traduit par une hypertrophie des appareils militaires sous-tendue par une croissance démesurée des dépenses affectées à la défense nationale, ceci allant de pair avec la prééminence des intérêts corporatifs des institutions armées dans leurs rapports avec le système politique. Voyons réellement ce qu'il en est.

La croissance des effectifs de l'armée argentine, pour n'être pas proliférante et disproportionnée à la population du pays, est néanmoins indéniable et certainement sans rapport direct avec les « menaces » extérieures pesant sur le pays.

Pour ne prendre que l'armée de terre (tableau 1), le nombre des conscrits incorporés annuellement double entre 1917 et 1934, tandis que la population — qui ne double qu'en 1949 par rapport à 1917 — s'accroît seulement de quelque 60 %. Mais c'est sous le péronisme, né de la guerre et se préparant au moins pendant toute la première présidence en vue d'un nouveau conflit mondial, que le « volume » humain de l'armée de terre fait un bond en avant. Les effectifs doublent en dix ans, alors que la population ne croît que de 20 %. Tandis que le pourcentage de citoyens incorporés dans l'armée de terre par rapport à la population totale du pays ne dépasse jamais 0,28 %, entre 1920 et 1939, et se situe en moyenne à 0,20 %[3], il dépasse 0,50 % en 1947. Mais

3. Ministerio de guerra, *Memoria presentada al Honorable Congreso nacional correspondiente al año 1926-1927*, Buenos Aires, 1927, p. 26, tableau.

l'évolution n'est pas linéaire. En effet, tandis que le pouvoir militaire se renforce, les effectifs de l'armée de terre stagnent et même subissent un fort tassement relatif. Remarquons que le reflux de la croissance en hommes de l'armée de terre correspond, pour les années choisies (1957-1967), à des périodes de régime militaire (révolution libératrice, révolution argentine).

Tableau 1. Effectifs des conscrits de l'armée de terre (en milliers)

	Effectifs	*Population totale*
1917	17 500	8 374
1927	23 200	10 965
1937	34 553	13 490
1947	79 600	15 928
1957	77 400	19 614
1967	72 500	23 350

Sources : Memoria anual, Buenos Aires, Ministerio de la guerra, 1941. *Presupuesto general de la nación,* Buenos Aires, Presidencia de la nación, 1937 et 1947. *Informe demográfico de la República Argentina, 1944-1954,* Buenos Aires, Dirección nacional de estadísticas y censos, 1956.
ONU, CEPAL, *Statistical Bulletin for Latin America, New York, 1968.*

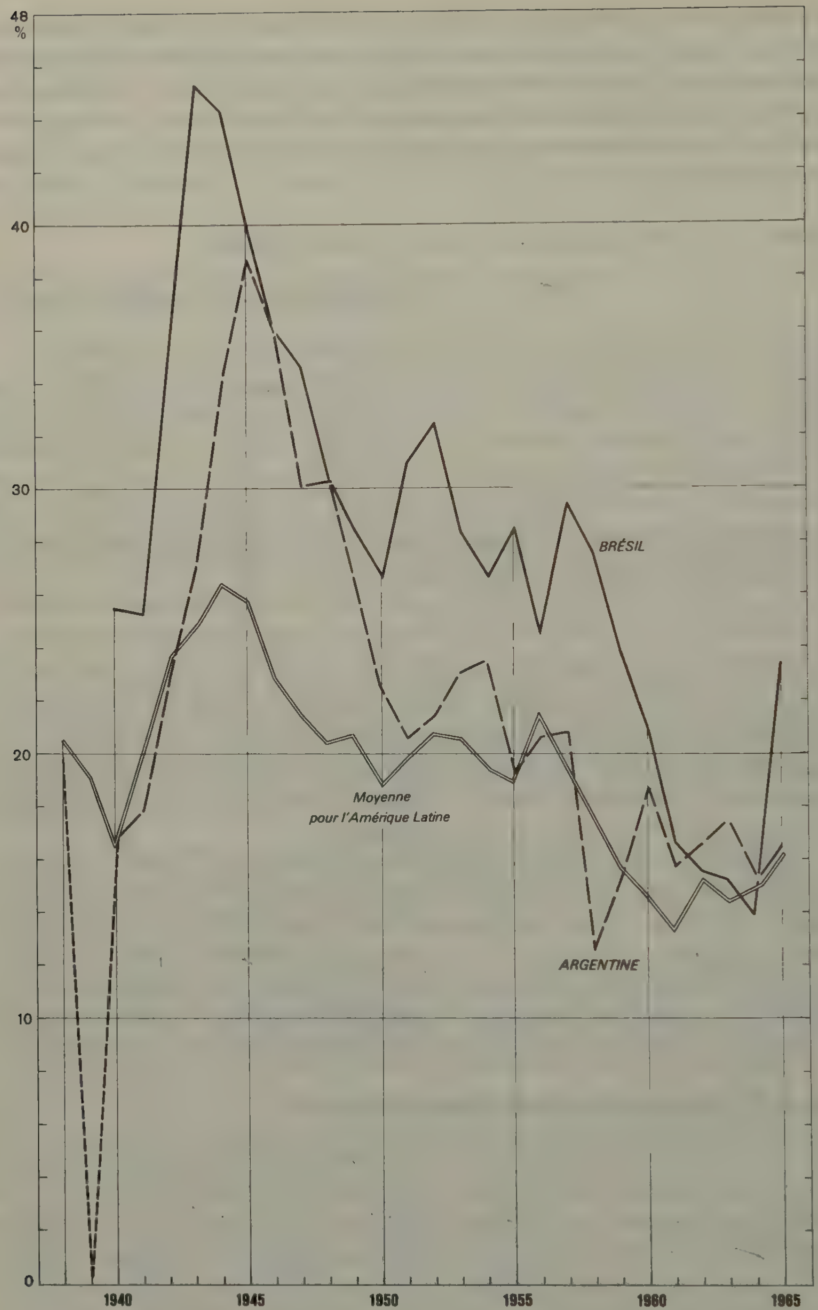
Dans les vingt dernières années, ce mouvement est confirmé pour l'ensemble des forces armées, toutes armes confondues (à l'exception de la gendarmerie). Le tassement est net et d'une grande « visibilité » si on compare les effectifs militaires argentins sous les drapeaux au potentiel humain de la puissance rivale, le Brésil. Néanmoins, le régime militaire surgi en juin 1966 n'y change rien (tableau 2).

On ne peut donc guère parler de militarisme sauf pour de courtes périodes. Si l'on rappelle que la France entretient en temps de paix (après 1962) une armée permanente qui compte 1 % de la population totale, et quelles que soient les responsabilités internationales de celle-ci, on ne peut sans doute pas parler pour l'Argentine de militarisation, du moins au niveau des effectifs. Signalons au passage que par mesure d'économie, sous les régimes militaires comme sous les gouvernements

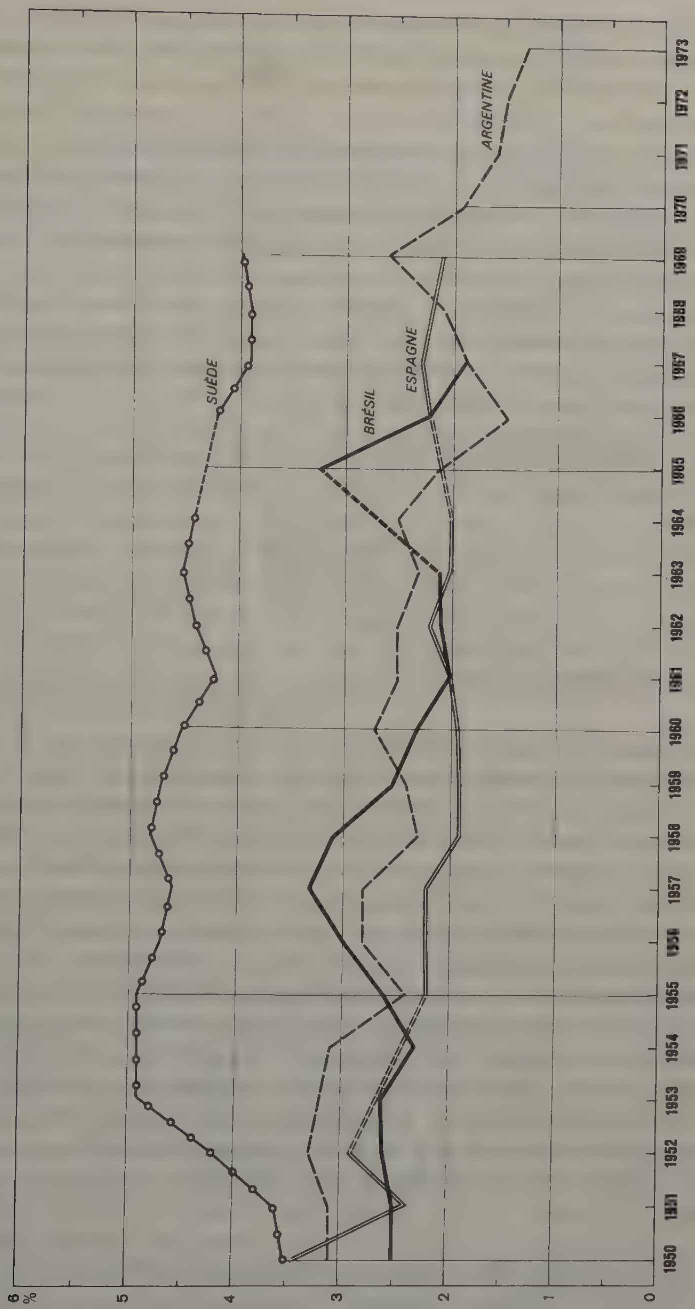
Tableau 2. Effectif total des forces armées (estimations)

	1955	*1960*	*1965*	*1969/70*	*1974*
Argentine	147 500	130 800	132 000	137 000	135 000
% population	0,9	0,65	0,6	0,55	0,54
Brésil	107 200	222 000	200 000	194 350	208 000

Sources : Loftus (J.E.), *Latin American defence expenditures,* Santa Monica, Rand Corporation, janvier 1968, tableau 1. Institute for Strategic Studies, *The military balance,* Londres, 1970 et 1974-1975.
Wood (D.) *Armed forces in Central and South America,* Londres, ISS, 1967.



Graphique 1. Dépenses militaires annuelles en pourcentage des dépenses gouvernementales



Graphique 2. Dépenses militaires en pourcentage du PNB (1950-1970)

civils, seule une partie du contingent tirée au sort est incorporée. Ainsi, la « classe » 1965 compte un total de 170 000 jeunes gens dont seuls 132 000 accomplissent effectivement leur service militaire dans les différentes armes [4].

On peut aboutir aux mêmes conclusions pour les dépenses militaires. On ne peut guère parler, en dehors de courtes périodes qu'il faut d'ailleurs restituer dans le contexte international, de militarisation du budget ou de « militarisation du PNB » [5]. Les dépenses militaires par tête sont faibles en comparaison de celles des grands pays industriels, pour ne rien dire des pays du « champ de bataille » (Vietnam, Corée, Israël, Irak, etc.) que nous laisserons de côté. Néanmoins, l'Argentine se place au premier rang en Amérique latine (1969) à cet égard si l'on exclut Cuba, pour ne retenir que les pays en état de paix.

Tableau 3. Dépenses militaires par tête, 1969 (en dollars)

Argentine	18	France	123
Australie	103	Pérou	12
Brésil	6	Suède	138
Espagne	18	URSS	164
Etats-Unis	393		

Source : The military balance, op. cit., annexe 1, III.

Par rapport au total des dépenses gouvernementales pour la période 1938-1966, pour laquelle nous avons des données sûres, nous trouvons un mouvement ascendant durant la période de la guerre et de l'immédiat après-guerre, qui se renverse en 1949. Quelle que soit la nature du régime, on n'observe aucune reprise significative des dépenses de défense après 1954. Certes, si l'on compare ces chiffres à la moyenne des dépenses militaires de l'Amérique du Sud pour la même période, l'Argentine est au-dessus de la moyenne, 20 années sur 27, et au-dessous : 6 années seulement. Mais si l'on se réfère au Brésil et même si l'on fait un sort particulier à « l'effort de guerre » des années 1942-1945, ses dépenses militaires sont presque continuellement supérieures en pourcentage à celle de son voisin méridonial. Le budget militaire argentin est, durant vingt-trois ans sur vingt-sept, inférieur au pourcentage des dépenses militaires consenties par le Brésil. Pourtant, jusqu'en 1964, l'armée n'a pas été au pouvoir et ne semblait pas dominer le système politique brésilien [6].

4. Wood (D.), *Armed forces in Central and South America* , Londres, Institute for Strategic Studies, 1967, tableau 2.

5. L'expression est de Joxe (A.), *Las fuerzas armadas en el sistema politico de Chile*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970, p. 90.

6. Cf. Stepan (Alfred), *The military in politics. Changing patterns in Brazil*. Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 3.

En revanche, si l'on observe le niveau des dépenses militaires par rapport au PNB, on voit que l'effort militaire argentin est relativement élevé : bien inférieur, sur la période 1950-1970, à celui d'une nation européenne pratiquant la « paix armée » en raison de sa situation géopolitique et de sa volonté d'indépendance, comme la Suède, mais seulement pendant sept ans sur dix-huit inférieur à celui du Brésil. Là encore, soulignons la forte spécificité de la période péroniste : c'est entre 1950 et 1955 que les dépenses militaires sont les plus élevées en pourcentage du PNB.

Pas plus que la domination militaire n'implique un accroissement ininterrompu et démesuré de la taille des institutions militaires, les fluctuations budgétaires ne sont liées à la place de l'armée dans le système du pouvoir à un moment donné. En d'autres termes, les interventions militaires sont sans rapport avec les dépenses consenties par les gouvernements civils en faveur des armées. Nous l'avons vu pour la présidence d'Yrigoyen. Le mécontentement des militaires ne dépend pas du niveau des largesses budgétaires. Le budget de défense croît très sensiblement sous la première présidence. Il ne fléchit pas sous la seconde. Nous pouvons poursuivre la démonstration. Si l'on relève le mouvement des dépenses militaires durant les deux années qui précèdent un coup d'Etat réussi et durant l'année qui suit, on s'aperçoit que ce n'est pas dans cette variable institutionnelle qu'il faut chercher une quelconque cause immédiate au courroux des légions.

En 1943, la révolution de juin se situe dans une phase de fortes progressions des dépenses militaires, qui se poursuit d'ailleurs jusqu'en 1945. La *revolución libertadora* est précédée de deux années de reprise de l'effort budgétaire et suivie de deux années de stabilisation des dépenses au niveau légèrement inférieur de 1955, sous la présidence provisoire du général Aramburu. Peut-être le coup d'Etat de 1962 pourrait-il illustrer l'hypothèse de l'intervention corporatiste puisque la présidence Frondizi est marquée par un net recul (à partir de 1958) de la part des dépenses d'Etat consacrées aux forces armées. Mais le mouvement ne s'inverse pas de manière significative sous le régime semi-militaire de Guido. La même méthode appliquée à la « révolution argentine » montre un niveau des dépenses (en pourcentage du PNB, voir graphique 2 et tableau 5) étale par rapport au pivot de l'année 1966, avec un léger avantage pour le gouvernement civil. L'intérêt corporatif, l'insatiable volonté d'expansion d'institutions militaires parasitaires et proliférantes ne constituent pas un facteur explicatif, sinon de l'absence d'un militarisme ainsi entendu ou décelé.

A voir la ronde des généraux et le ballet des colonels, on peut se demander également si cette armée, somme toute de taille modeste, ne s'est pas transformée à travers les vicissitudes de la vie politique en une sorte de « parti de cadres ». La « politisation » de la vie militaire n'a-

Tableau 4. Dépenses militaires annuelles, 1938-1969 (en % des dépenses gouvernementales)

	Argentine	*Brésil*	*Moyenne Amérique du Sud*
1938	19,8	30,4	20,5
1939	—	—	19,0
1940	16,9	25,5	16,4
1941	17,9	25,3	20,0
1942	22,8	34,8	23,3
1943	27,0	45,2	24,7
1944	34,4	44,1	26,3
1945	38,4	34,8	25,8
1946	36,0	36,0	22,9
1947	30,1	34,7	21,6
1948	30,2	30,4	20,4
1949	26,6	28,3	20,6
1950	22,4	26,8	18,9
1951	20,6	31,1	19,8
1952	21,6	32,5	20,8
1953	23,0	28,2	20,7
1954	23,4	26,5	19,3
1955	19,1	28,2	19,0
1956	20,6	24,6	21,1
1957	20,7	29,2	19,6
1958	12,6	27,5	17,6
1959	15,1	23,9	15,6
1960	18,6	20,8	14,6
1961	15,9	16,6	13,3
19620	16,5	15,7	15,6
1963	17,3	15,2	14,3
1964	15,1	14,0	15,1
1965	16,4	23,1	16,2

Sources : Loftus (J.E.), *op. cit.*, tableau 5.
Ces chiffres, extraits des données officielles du *Statistical Yearbook* de l'ONU, ne coïncident pas toujours avec ceux provenant d'autres sources. Pour 1962, le Departemento de estudios e investigaciones financieros de la Secretaria de Hacienda donne 19,95 % pour la défense nationale *(Primera plana*, 10 novembre 1964). De même, pour 1965, D. Wood, *op. cit.*, avance le chiffre de 15,3 %. Loftus, pour les effectifs, fait une moyenne entre les estimations divergentes ; on ne saurait trop souligner la prudence nécessaire au maniement de données aussi discutables.

elle pas entraîné des promotions de complaisance au détriment de la discipline et des valeurs hiérarchiques de l'institution « professionnalisée » créée par le législateur ? Une « armée de coup d'Etat » investissant les multiples fonctions de l'appareil de gouvernement n'est-elle pas amenée à grossir son encadrement et à multiplier les grades élevés à partir desquels l'officier devient un citoyen ? De fait, les chiffres s'inscrivent en faux face à de semblables hypothèses. S'il y a dans l'armée argentine d'aujourd'hui affaiblissement des valeurs militaires voire dégé-

Tableau 5. Dépenses militaires annuelles, 1950-1970 (en % du PNB)

	Argentine	*Brésil*	*Suède*	*Espagne*
1950	3,1	2,5	3,5	3,4
1951	3,1	2,5	3,6	2,4
1952	3,3	2,6	4,2	2,9
1953	3,2	2,6	4,9	—
1954	3,1	2,3	4,9	—
1955	2,4	2,6	4,9	2,2
1956	2,8	3,0	4,7	2,2
1957	2,8	3,3	4,6	2,2
1958	2,3	3,1	4,8	1,9
1959	2,4	2,5	4,7	1,9
1960	2,7	2,3	4,5	1,9
1961	2,5	2,0	4,2	2,0
1962	2,5	2,1	4,4	2,2
1963	3,3	2,1	4,5	2,0
1964	2,5	—	4,4	2,0
1965	2,1	3,2	—	—
1966	1,5	2,2	4,2	2,2
1967	1,9	1,9	3,9	2,3
1968	2,1	—	3,9	2,2
1969	2,6	2,6	4,0	2,1
1970	1,9	—	—	—
1971	1,6	—	—	—
1972	1,5	—	—	—
1973	1,3	—	—	—

Sources : Loftus (J.E.), *op. cit.*, tableau 8 ; Wood (D.), *op. cit.*, tableaux 1 et 3 ; *The military balance, op. cit.*, annexes.

Tableau 6. L'encadrement de l'armée de terre

Année	*Nombre d'officiers combattants (corps de commandement à l'exclusion des corps auxiliaires)*	*Effectifs des conscrits incorporés*
1917	1 304	17 500
1941	2 322	37 000
1947	3 719	76 652
1968	3 978	72 500

Sources : Ministerio de guerra, Dirección de personal, *Escalafón del ejército argentino*, Buenos Aires, 1919 et 1938 ; *Presupuesto*, Buenos Aires, 1947. Ejército argentino, *Reglamentación para el ejército de la ley n° 14 777 (ley para el personal militar)*, Buenos Aires, 1968.

nérescence des institutions originelles, il ne s'agit pas pour autant d'une armée d'opérette, surchargée de galonnés, ou atteinte de « vénézola-

nisme », selon l'expression utilisée au début du siècle par un commentateur militaire argentin se référant à « l'armée » des tyrans vénézueliens Castro et Gómez [7]. Bien au contraire, l'armée de terre au moins est plutôt sous-encadrée.

La croissance du corps des officiers commandant la troupe est loin d'être proportionnelle à l'accroissement de celle-ci. Les effectifs font plus que doubler entre 1917 et 1941, mais le nombre des officiers ne double pas. Le déficit des cadres est encore plus net en 1947. On passe d'un officier pour treize hommes, en 1917, à un pour vingt et un en 1947 [8]. Ce déficit semble se résorber lentement aujourd'hui. D'autre part, la pyramide des grades n'a rien de laxiste ni d'ouvert. Au contraire, en raison des accidents de parcours, ou pour toute autre raison que nous allons examiner, la promotion au grade supérieur est très sélective. Il existe des goulots d'étranglement fortement dissuasifs au niveau capitaine/commandant (*mayor*) qui provoquent des désertions massives.

En outre, le rapport officiers supérieurs (généraux, colonels) /ensemble du corps des officiers est plutôt plus faible que dans la plupart des armées modernes : 6,2 % seulement des officiers argentins étaient généraux ou colonels en 1920, moins de 5 % en 1950, 8,7 % en 1955, 11 % en 1969. Ce rapport était de 11 % environ en France en 1960 ; 14,9 % des officiers brésiliens et 16,4 % des officiers nord-américains de l'armée de terre occupaient ces mêmes grades en 1964 [9].

Tableau 7. Pyramides des grades comparées Argentine/Etats-Unis (%)

Grades	*1919-1920*		*1950*	
	Argentine	*Etats-Unis*	*Argentine*	*Etats-Unis*
Généraux	1,1	0,4	1,0	0,8
Colonels	5,1	4,1	3,7	9,4
Lieutenants-colonels	10,9	4,7	8,4	11,5
Commandants	13,2	14,9	11,9	20,7
Capitaines	18,9	35,9	20,2	34,9
1ers lieutenants	20,4	32,6	20,3	13,9
Lieutenants et sous-lieutenants	30,4	7,4	34,5	8,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Argentine : *Escalafón..., op. cit.*, 1919 ; *Presupuesto, op. cit.*, 1950 : Etats-Unis : Janowitz (Morriss), *The professional soldier. A social and political portrait*, Glencoe, The Free Press of Glencoe, 1965, p. 67, tableau 5.

7. Maligne (lieutenant-colonel A.A.), « El ejército en octubre de 1910 », *Revista de derecho, historia y letras*, mai 1911, p. 89.

8. Ce rapport serait aux alentours d'un pour douze en France ; voir Girardet (R.) et al., *La crise militaire française 1945-1962*. Aspects sociologiques et idéologiques, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1964, p. 82.

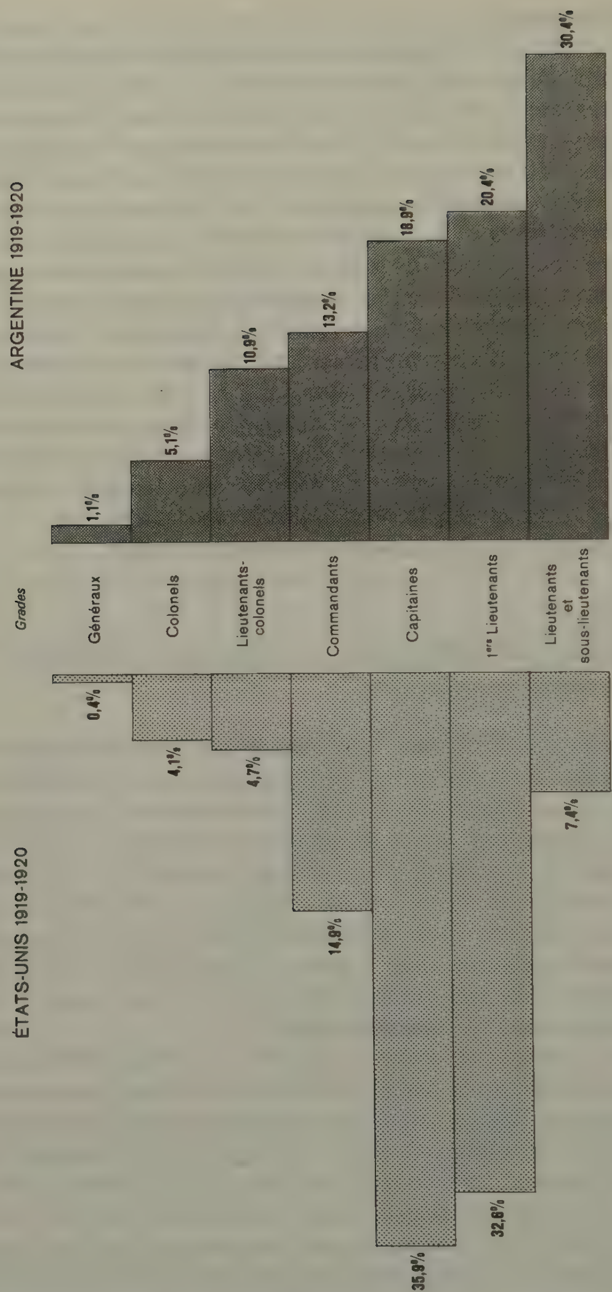
9. D'après Girardet (R.) et al., *op., cit.* et Stepan (Alfred), *op., cit.*, p. 49.

Comme on peut le voir dans le tableau 5, la pyramide des grades de l'armée argentine se caractérise par une base très large, propre sans doute à un pays à l'écart des guerres. A la différence de l'armée américaine, l'étagement hiérarchique ne présente pas de renflements. De forme plus régulière, parce que non troublée par des aléas guerriers, cette pyramide n'en est pas moins marquée par la difficulté d'accès, pour les deux périodes examinées, aux grades des cadres moyens (lieutenants-colonels, commandants et mêmes capitaines). Si le nombre des généraux est légèrement supérieur en Argentine, on ne peut pas en conclure pour autant que les responsabilités politiques assumées par l'armée aient considérablement modifié l'équilibre fonctionnel de la société militaire ou dénaturé l'essence bureaucratique des institutions armées. On n'en est pas revenu aux nominations honorifiques aux grades supérieurs comme avant la naissance de l'armée professionnelle. D'autre part, la domination militaire sur le système politique n'a pas produit d'hypertrophie militariste des forces armées. Si l'Argentine s'est « militarisée », ce n'est pas à ce niveau et sous cet aspect. La « militarisation », si elle a eu lieu, a emprunté d'autres voies.

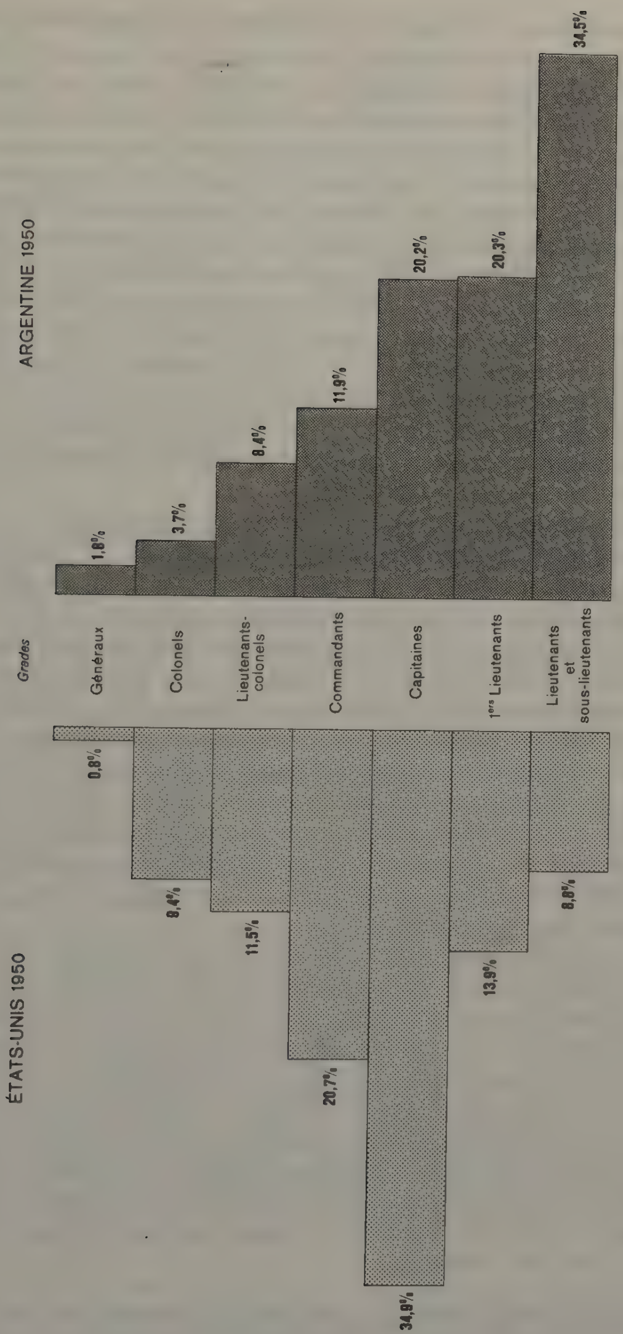
Des officiers par milliers ou la pénétration militaire dans la société argentine

Nous avons vu comment, dès avant 1930, les gouvernements constitutionnels confient à des cadres de l'armée ou de la marine des fonctions techniques ou administratives. Ces fonctionnaires d'Etat, les seuls permanents, recrutés par un concours de bon niveau et formés dans des écoles exigeantes, jouissent d'un prestige indéniable. C'est pourquoi ils se voient confier des tâches « patriotiques ». Après 1930, on trouve des cadres militaires dans tous les secteurs d'activité et pas seulement dans les périodes transitoires des régimes de facto issus de putsch. Dans l'administration, la vie économique et la vie politique, les cadres de l'armée sont de plus en plus nombreux.

Car nous n'avons vu à travers les effectifs du corps d'active des officiers combattants que la partie émergée de l'iceberg. La complexité technique croissante, l'alourdissement bureaucratique des institutions militaires, l'élévation du niveau sanitaire des armées ont provoqué un gonflement remarquable des services auxiliaires (intendance, santé, justice, etc.). Ces civils en uniforme, formés en grande partie à l'extérieur du système militaire et y retournant plus fréquemment et rapidement que les officiers de carrière, relient très fortement la société militaire au milieu civil. Ils créent un courant continu de va-et-vient entre les deux mondes. Ces services comptent 1 306 officiers en 1947 et 1 747 en 1968. Les carrières sont relativement courtes. Les possibilités de reconversion à la vie



Graphique 3. Pyramides des grades dans l'armée de terre, Argentine et Etats-Unis (1919-1920)



Graphique 4. Pyramides des grades dans l'armée de terre, Argentine et Etats-Unis (1950)

civile, nombreuses. L'empreinte militaire, la sujétion réglementaire demeurent, ainsi que les relations personnelles avec la société militaire.

Mais il faut également tenir compte, après 1930, du grand nombre d'officiers rendus précocement à la vie civile. L'accélération des carrières autant que les « épurations » périodiques ou les promotions « pour mérites révolutionnaires » liées aux vicissitudes des interventions politiques rendent impossible le repliement sur les institutions militaires, l'isolement « professionnaliste ». Nombreux sont les officiers qui se plaignent de l'insécurité de la carrière militaire aujourd'hui. Un colonel écrit dans la *Revista militar* [10] : « Sous l'empire des réglementations stables, les hommes qui embrassaient la carrière des armes n'y regardaient pas à deux fois ; ils ne pensaient pas à un échec possible ... lorsque le soldat sait qu'il le sera toute sa vie, il ne pense pas à autre chose ... sans sécurité institutionnelle, une vocation peu affirmée commence à vaciller au bout de quelques années ... l'officier, au lieu de se consacrer totalement à sa vie militaire, pense à l'avenir ... ».

Ce n'est certainement pas par hasard si la première réduction du temps minimum de stage à chaque grade, en vue de l'avancement au grade supérieur, est décrétée en 1944. Les colonels ont les dents longues. Le rajeunissement des cadres, impératif technique lié aux nouveaux « modèles » militaires issus de la guerre mondiale (on prise désormais les généraux qui peuvent sauter en parachute), est une décision politique. Les jeunes officiers sont avantagés notamment sur le plan économique. Les hautes sphères de l'armée leur paraissent moins éloignées. Mais ces minimums exceptionnels permettent aussi les limogeages légaux. Il suffit pour cela de promouvoir aux grades supérieurs des officiers plus jeunes : les oubliés doivent faire valoir leurs droits à la retraite. Depuis, les minima ont été encore écourtés et les carrières sérieusement raccourcies par rapport à la loi 9675 de 1915 qui fixa pendant près de trente ans le déroulement des promotions.

Non seulement l'abrégement des temps minima permet de dégager les cadres à tout moment et de pratiquer une sélection sévère dont les critères ne sont pas toujours professionnels, mais il permet également de porter au sommet de la pyramide des officiers relativement jeunes. Ainsi, une carrière particulièrement brillante conduisait un officier au grade de général de division en 31 ans au début du siècle, en 28 ans à partir de 1944, en 22 ans seulement depuis 1950. Le temps minimum requis pour parvenir au sommet de la hiérarchie militaire [11] s'est réduit de neuf ans en moins de six ans durant l'époque qu'on peut appeler péroniste, au sens large, c'est-à-dire durant les années qui ont le plus contribué à changer la face de l'Argentine.

10. Lammirato (colonel Alberto E.), « La estabilidad y seguridad de una ley orgánica », *Revista militar*, janvier 1959, p. 20-25.

11. Les grades de lieutenant général (ou de général d'armée sous Perón) sont exceptionnels et liés à une fonction comme celle de commandant en chef.

Tableau 8. L'accélération des carrières (temps minima des stages)

	Loi 9 675 (1915)	*Décret-loi 29. 35/44 (1944)*	*Loi 13 996 (1950)*	*Loi 14 777 (1958 en vigueur)*
Général de division	4	2	2	2
Général de brigade	4	4	3	3
Colonel	4	4	3	3
Lieutenant-colonel	4	4	3	3
Commandant, capitaine	4	3	3	3
1er lieutenant	4	3	2	2
Lieutenant	4	3	2	2
Sous-lieutenant	3	3	2	2

Sources : Boletin militar, 1915. *Decretos y resoluciones del poder ejecutivo,* 1944, tome II, p. 70. *Leyes decretos nacionales,* 1950, tome I, p. 181-220. Ejército argentino, *Ley para el personal militar,* 1968. Ley militar, 14 772, annexe 3.

Sur un échantillon de 21 généraux, leaders militaires promus à ce grade avant 1944 et entrés au Collège militaire entre 1875 et 1900, la moyenne d'accès au généralat est de 53 ans et demi. C'était également l'âge moyen en France dans les années soixante pour les officiers issus de Saint-Cyr[12]. Or, dans les années soixante, en Argentine, un officier brillant devient général à 44/45 ans, l'âge auquel un brillant officier français s'estime heureux de parvenir au grade de lieutenant-colonel. Juan Carlos Onganía est général à 45 ans et général de division à 49. Alejandro Lanusse gagne ses étoiles à 44 ans.

L'élimination des officiers à tous les grades, rendue possible grâce au mécanisme des promotions ultra-rapides « au choix », provoque un grand nombre de passages à la retraite prématurés[13]. Au sentiment d'injustice souvent ressenti se joignent la disponibilité et la nécessité d'affronter le milieu civil. De plus, les carrières menant aux faîtes des honneurs sont également brèves, et l'on voit ainsi des hommes jeunes ayant occupé les responsabilités institutionnelles les plus élevées se reconvertir à la vie civile. A 50/55 ans, les généraux argentins se résignent mal à « cultiver leur jardin ». Non que les conditions de retraite ne soient pas relativement confortables pour les carrières menées à leur terme : 90 % de la solde intégrale d'activité au bout de trente ans de service[14]. Mais, outre que bien peu atteignent ce cap, l'insécurité pousse la majorité d'entre eux à se préoccuper de leur avenir civil éventuel. Les institutions militaires cessent d'être leur seul horizon. L'officier se « démilita-

12. Girardet (R.) et al., *op.cit.*, p. 85.

13. Voir la liste fort longue des raisons de passage à la retraite dans *Reglamentación para el ejército de la ley 14777.* Ley para el personal militar. Retiros y pensiones, RV 110-5-4, tomo IV, 1967, p. 2-29.

14. *Ibid.*, article 85.

rise » peut-être, comme le déplorent certains commentateurs. On peut penser aussi que c'est là une des voies détournées de « militarisation » de la société argentine. En effet, en 1969, on compte 3 770 officiers combattants en activité et 2 647 officiers à la retraite, dont 306 capitaines et 262 généraux.

La formation des officiers et l'ouverture sur la vie civile

L'évolution de la formation initiale des officiers, ainsi que le niveau de connaissance exigée pour certaines promotions ont contribué à faciliter les reconversions à la vie civile. En effet, l'élévation du niveau technique des cadres militaires, phénomène universel auquel n'échappe pas l'Argentine, est renforcée par la situation internationale du pays. En l'absence de guerre, l'accent placé presque exclusivement sur les valeurs militaires, le caractère, le courage, le sens et le goût du commandement, a tendance à se déplacer vers l'instruction théorique et les matières techniques. Le passage des « modèles » européens au modèle américain n'est pas non plus étranger à ce glissement. Les aspirants officiers entrent plus tardivement au Collège militaire, le niveau d'études exigé à l'entrée est supérieur à celui requis au début du siècle. On n'entre plus au Collège militaire à l'issue de la première ou de la deuxième année des lycées. Si le préalable du baccalauréat complet, introduit en 1944 [15] et faisant de l'Ecole militaire un établissement d'enseignement supérieur, a été abandonné, on devient aujourd'hui cadet après la quatrième année d'enseignement secondaire, à moins d'entrer en année préparatoire à l'issue de la troisième année du secondaire. Et les bacheliers complets ne sont pas rares.

Les programmes du Collège militaire ont vu se multiplier les disciplines de culture générale ou technique au détriment de la part consacrée aux matières militaires : tactique, stratégie ou la sacro-sainte *conduccón*, pratique du commandement. En 1944, le plan d'étude de quatrième année inclut plusieurs nouvelles matières — géopolitique, économie et sociologie, droit international public — qui peuvent être considérées comme relativement extra-militaires. En 1963, le programme des troisième et quatrième années comprend l'histoire des institutions politiques argentines. En 1967, l'électronique est matière obligatoire pour tous les cadets, quelle que soit l'arme choisie en deuxième année. Le jeu des coefficients assignés aux différentes disciplines [16] n'est pas moins signifi-

15. Ministerio de guerra, *Memoria presentada al Excmo Sr. Presidente de la nación, juin 1945.* « Colegio militar. Razones que impusieron la modificación del plan de estudio », p. 327.

16. Voir *Copia del libro histórico del Colegio militar* correspondiente al año 1942...1967. Manuscrit (Bibliothèque de l'Etat-major de l'armée de terre).

catif d'une « civilisation » des études : le couple tactique/stratégie recule au profit des mathématiques.

Le niveau de formation des officiers supérieurs s'élève notamment à partir de 1949 date d'ouverture du cours pour colonels de l'Ecole supérieure de guerre. On est frappé de voir le caractère massif du passage dans les Ecoles supérieures après 1920. En 1919, sur 1 339 officiers combattants, il n'y avait que 51 officiers diplômés d'Etat-major : aucun général et seulement 7 colonels, 21 lieutenants-colonels, 22 commandants. En 1938, tous les généraux de division sauf un (le général Francisco Reynolds) sont passés par l'ESG ; 12 généraux de brigade sur 14 sont diplômés d'Etat-major, un treizième étant ingénieur militaire. Le diplôme d'ingénieur militaire acquiert, par ailleurs, une importance croissante. En 1961, plus de 30 % des généraux sont ingénieurs, conformément aux nouvelles responsabilités de l'armée [17]. De même, on ne s'étonne pas de voir une université organiser à la demande du haut commandement des cours d'économie pour les officiers supérieurs [18], ou qu'un symposium sur la planification ait lieu à l'Ecole supérieure de guerre [19].

La coupure entre études militaires et études civiles, très forte au début du siècle, tend sinon à s'estomper du moins à perdre ses contours institutionnels. Les fonctions extra-militaires de l'armée autant que l'instabilité des carrières et la volonté de prévoir une reconversion civile ont poussé de nombreux officiers à acquérir des diplômes universitaires. De plus en plus nombreux, à partir de 1955, sont les officiers qui vont s'asseoir sur les bancs des facultés. En 1969, en première année de sciences politiques à l'Université de El Salvador (Buenos Aires) étaient inscrits huit officiers de marine, trois officiers de l'armée de terre et quatre de gendarmerie, tous en service actif. Jusqu'à la fin des années cinquante, ces pratiques studieuses sont mal vues du haut commandement. La carrière d'un officier pourvu d'un diplôme d'avocat ou d'économiste risque d'en souffrir [20]. La religion de la profession militaire impose une certaine méfiance à l'égard de ces officiers tentés par les professions civiles. A partir de la chute de Perón, l'attitude officielle à l'égard des études extra-militaires se modifie. Les études universitaires ne sont plus clandestines. En 1967, le règlement interne du Conseil de qualification prévoit l'attribution de points de bonification pour les titulaires de titres universitaires. Les diplômés civils ne sont plus pénalisés mais reconnus.

Ainsi se dessine peu à peu un nouveau profil de l'officier argentin,

17. Chiffre officiel fourni à l'auteur par les responsables de la Jefatura I de l'Etat-major (Direction du personnel).

18. « Inauguran clases de economía para jefes militares en la Universidad católica argentina », *La Nación*, 26 avril 1962.

19. *La Nación*, 19 octobre 1965.

20. En 1952, le décret 11 321 (article 8) interdit explicitement aux officiers d'effectuer des études dans des instituts civils d'enseignement.

jeune, doté d'une vaste culture scientifique et humaniste, d'un haut niveau technique, capable de « suivre la vie politique sans faire de politique »[21] et de comprendre son temps. Ce modèle est d'ailleurs systématisé dans un document prospectif secret élaboré par la direction du personnel de l'armée de terre à la fin de 1969. Ce plan d'évolution des forces armées prévoit avec réalisme de faire des officiers de l'avenir des sortes d'administrateurs ou de hauts fonctionnaires polyvalents préparés à des tâches de gestion publique. Ce document partant de la définition de la guerre moderne souligne à la fois la dimension idéologique et le haut niveau atteint par la technologie militaire contemporaine. Ces deux caractéristiques imposent une préparation intellectuelle avancée au futur conducteur de troupes. L'officier des années 1970-1980 devra « allier une réelle capacité d'analyse des conditions politico-sociales » à une bonne formation scientifique et technique. En fait, dit ce texte, qui sans s'y référer explicitement ne peut pas ne pas tenir compte des responsabilités des militaires à l'époque où il a été rédigé, « l'officier de l'avenir doit être capable de percevoir, assimiler et diriger le changement »[22]. Ce qui implique que le militaire ne se contente pas d'organiser la défense du pays et d'instruire le contingent. Ce projet, il est vrai, ne fait qu'adapter la formation future des officiers à leur rôle réel dans la société argentine contemporaine.

Les responsabilités des militaires dans la vie économique

La présence militaire dans tous les secteurs de la société argentine constitue une des conséquences du phénomène de mobilité professionnelle que nous venons d'évoquer. Elle est aussi une des conséquences de l'ouverture de la formation, liée au phénomène précédent. Elle est également l'aboutissement d'un accroissement des responsabilités économiques des forces armées. La « militarisation » de la société argentine se situe bien au-delà des effectifs et des pourcentages budgétaires. La liaison organique des militaires avec l'appareil productif industriel marque en profondeur la texture économique du pays et fonde le caractère non accidentel des interventions militaires dans l'ordre politique.

Jusqu'aux années quarante, les officiers argentins restent éloignés de l'activité économique et notamment du secteur privé. Si l'on fait appel à certains ingénieurs militaires pour occuper des postes clés, si des projets d'industrialisation du pays proviennent du secteur militaire, l'armée en tant que telle n'a pas de responsabilités économiques extra-militaires. Et

21. Elía (colonel Agustín Pío de), « Una perspectiva actual de la actividad militar », *Revista militar*, janvier 1958, p. 9.

22. Estado mayor general del ejército, *Plan de evolución de las fuerzas armadas*, 1970-1971 (Secreto), 1969, multigr. s.p. Nous ignorons si ce projet a été abandonné avec le retour du pays à l'ordre constitutionnel en 1973.

par ailleurs, rares sont les officiers supérieurs retirés du service actif qui se trouvent à la direction d'entreprises privées. Ils sont si peu nombreux que les commentateurs les signalent avec étonnement sinon indignation. Ainsi, en 1943, on montrait du doigt le vice-amiral Ismael Galíndez, président de plusieurs sociétés privées comme les Bodegas Giol, firme viticole, et l'Aéropostale [23]. A la même époque, on note que le général Basilio Pertiné est administrateur de cinq firmes étrangères en majorité allemandes, dont la Société Siemens [24].

Mais c'est surtout à partir de la loi 12709 portant création de la direction générale des Fabriques militaires que l'activité économique devient une des attributions de l'armée et que des liens se nouent entre milieux d'affaires et société militaire. Nous avons vu en son temps la définition très large des missions dévolues aux Fabriques militaires. La production de produits chimiques de base à usage civil aussi bien que militaire, la fabrication de pièces mécaniques destinées à l'industrie privée donnent à ces entreprises un rôle central dans la vie économique nationale. Un rapport officiel des années soixante sur la Fabrique militaire de Rio Tercero (Córdoba) nous décrit ainsi ses multiples activités [25]. La production est répartie en deux divisions :

« La division Production mécanique pour la fabrication d'éléments mécaniques divers destinés à YPF, à la Société des chemins de fer argentins, à Gas del Estado, à l'industrie privée et éventuellement pour la fabrication de munitions d'artillerie et de canons.

« La division Production chimique qui fabrique du zinc électrolytique, de l'acide sulfurique, du sulfate de zinc, du bioxyde de manganèse, de l'ammoniaque synthétique, de l'acide nitrique, du sulfate d'ammonium ... et des fertilisants de synthèse ».

Conception très large, comme on le voit, des besoins militaires. La production chimique des Fabriques militaires s'établit en 1963 [26] comme suit :

Acide nitrique concentré	3 600 tonnes	80 % de la consommation nationale
Acide sulfurique concentré	38 000 tonnes	38 % de la consommation nationale
Amoniaque liquide anhydre :	11 000 tonnes	30 % de la consommation nationale
Nitrate d'ammonium	600 tonnes	80 % de la consommation nationale
Ether	260 000 litres	40 % de la consommation nationale
Toluène		80 % de la consommation nationale
Xylène		90 % de la consommation nationale

23. Galíndez (Bartolomé), *Apuntes de tres revoluciones (1930-1943-1955)*, Buenos Aires, s.e., 1956, p. 38, et *Guía del accionista*, Buenos Aires, El accionista, 1942.

24. Josephs (Ray), *Argentine diary*, New York, Random House, 1944, p. 49.

25. *Memoria sintética de la Fábrica militar de Río Tercero*, s.e., s.d., manuscrit, 33 p., (Bibliothèque de l'UIA).

26. « La obra del ejército », *Revista de la Escuela superior de guerra*, janvier-mars 1964, p. 75-93.

Les responsabilités des industriels militaires ne se limitent pas à la fabrication des wagons du métro de Buenos Aires, des disques de charrues et des bouteilles de butane ou à la production de composants chimiques indispensables à la machine économique argentine. Elles s'étendent à la recherche, à la prospection minière, à la formation de personnel qualifié. Depuis 1954, les trois armes possèdent un Centre de recherche scientifique et technique des forces armées (CITEFA) qui s'est consacré à diverses études, notamment sur les combustibles. Le groupe de recherches géologiques des Fabriques militaires a été chargé de l'évaluation des ressources minérales du pays, du repérage dans la Cordillère andine des gisements en vue de leur exploitation. La DGFM possède plusieurs centres de formations professionnelles. Elle a même fourni du personnel pour l'industrie automobile privée, secteur où les militaires ont joué un rôle pionnier.

Les militaires contrôlent implicitement ou explicitement le gros du secteur public de l'économie argentine, qui comprend, outre les plus grosses entreprises nationales, l'essentiel de l'infrastructure industrielle. Ils ont eu un rôle de pointe dans la sidérurgie avec les Altos hornos de Zapla. Ils ne sont jamais totalement absents ni des Chemins de fer qui font appel à eux à chaque période de crise, ni de la Régie des pétroles. Invités à diriger YPF, en raison de leur compétence et de leur patriotisme sous Yrigoyen, les militaires des trois armes sont associés à la direction de la Société nationale sous les gouvernements civils ou militaires sensibles aux exigences des institutions armées qui ne sont pas éloignées de considérer qu'YPF fait partie de leur zone d'influence. Ainsi, en 1959, sous la présidence Frondizi, un général en activité, un capitaine de vaisseau et un brigadier à la retraite représentent les trois services au conseil d'administration de la Régie des pétroles.

De même, en raison du poids des industries militaires, les officiers managers sont partout où l'on étudie, où l'on forme des cadres, où l'on effectue des recherches en vue de développer l'activité économique. Ainsi, parmi les membres du conseil d'administration de l'Institut de formation des cadres supérieurs (IDEA), on trouve, aux côtés de représentants de Shell, IBM et Duperial, le sous-directeur de l'Ecole nationale de guerre et le sous-directeur de la DGFM [27].

La participation de la DGFM à la constitution de sociétés mixtes, conformément à la loi de 1941, rapproche encore les officiers des milieux économiques, tout en « militarisant » de manière spécifique l'économie argentine. Parmi ces sociétés mixtes, signalons SOMISA, première entreprise sidérurgique argentine créée par la loi 12 987 lançant le plan sidérurgique, dit Plan Savio, et qui fournit annuellement 1,2 million de tonnes d'acier. Des sociétés de ce type couvrent une large gamme

27. *¿ Qué es IDEA ?*, brochure.

de productions chimiques depuis le phénol jusqu'aux engrais en passant par les matières plastiques (avec Atanor, Mathinson Atanor et Duranor).

Ces sociétés mixtes facilitent évidemment le passage de militaires à l'industrie privée et créent également des relations entre les industriels en uniforme et les sociétés étrangères. Ainsi Atanor Compañía nacional para la industria química, société mixte consacrée à la pétrochimie, exploite une licence Geigy (Suisse), et a créé des filiales avec Monsanto (Italie), Horker Chemical Corporation et Mathieson Chemical Corporation (Etats-Unis) ; elle a signé des accords de coopération avec Goodrich et Vanderbilt C°.

Il n'est donc pas étonnant que des militaires ayant fait valoir leurs droits à la retraite se retrouvent dans les conseils d'administration des sociétés privées, tant nationales qu'étrangères. Ne disons rien de ceux qui, très normalement, ou plutôt comme cela se passe dans tous les pays du monde, deviennent cadres supérieurs dans le privé à leur départ du service actif. Mais pour les conseils d'administration, le prestige de l'Ecole supérieure technique ne suffit pas. A remarquer qu'il ne s'agit pas, à l'instar de Polytechnique, d'une école peu militarisée à la sortie de laquelle on quitterait l'uniforme pour les affaires. Les officiers dont nous parlons « pantouflent » à l'issue d'une longue carrière qui les conduit au grade de colonel ou de général. Les responsables du secteur privé s'adjoignent des militaires non seulement en fonction de leur expérience industrielle, parfois inexistante, mais en raison des appuis escomptés, des entrées facilitées auprès des ministères. Compagnonnage sous les régimes de fait, mais influence du pouvoir militaire sous les civils : on ne résiste pas aux *planteos* d'un général dans les bureaux, même pour une affaire privée. Du moins c'est l'image qui renvoient d'eux-mêmes ces officiers managers.

On peut dire qu'on trouve aujourd'hui des militaires dans toutes les branches de l'économie argentine, et que ceux qui ont occupé de hautes fonctions institutionnelles ou gouvernementales ne sont pas les derniers à faire fructifier leur expérience et leurs relations. Ainsi, voit-on, à partir de 1954-1955, d'ex-membres du GOU, révolutionnaires de 1943, présider d'importantes sociétés privées. Le colonel Enrique P. González, rival de Perón, a été président du conseil d'administration de la Compañía química argentina sulfosodio SA, le lieutenant-colonel T.A. Ducó a dirigé une importante compagnie de transports (La Costera criolla SA) [28].

Au tableau d'honneur de ces « généraux d'affaires », on pourrait placer le général Ernesto E. Taquini qui, après son passage à la retraite, est devenu administrateur de la compagnie pétrolière privée Pérez Companc et de la société Meterfer SA, filiale de FIAT. Ce qui ne l'a pas

28. Les références sont empruntées aux sources suivantes : *Guia de sociedades anónimas*, « El accionista », 1954 et 1957 ; *Quién es quién en la Argentina*, 1959, 1963, 1969 ; *La Nación* ; *Comments on the Argentine trade*.

empêché d'être désigné, en 1963, directeur du Service de renseignement de l'Etat (SIDE), avant de siéger au conseil d'administration de FIAT-Concord et de la société italo-argentine de sidérurgie Propulsora sidérúrgica (groupe Techint). Le général Taquini, dont le frère, il est vrai, était déjà dans les affaires [29], n'est pas le seul militaire qui collectionne les jetons de présence et les tantièmes. Le général Juan Luis Perazzo, ingénieur militaire, est membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises du secteur chimique (Elaboración general de Plomo SA, Zarate sulfúrico SA) et de la métallurgie (Meteor SA, Argentina metalúrgica estaño aluminio, Segmento SA), pour ne rien dire du contre-amiral Jorge E. Perren, ou du colonel Carlos J. Martinez, etc.

Les officiers de marine se retrouvent plutôt dans les constructions navales, comme le contre-amiral Edmundo Manera, vice-président de la société Astilleros Costaguta, ou les transports maritimes, comme le contre-amiral Francisco N. Castro ou le capitaine de vaisseau Alberto T. Ferrari qui font partie du conseil d'administration d'une entreprise de navigation à capitaux américains (Maryden SRL et Field Argentina SA). Les aviateurs honorent les conseils des compagnies privées de navigation aérienne. Les directoires des compagnies ALA et Austral, fusionnées en 1961, comprennent, aux côtés de « grands noms » de l'oligarchie traditionnelle (Rafael Pereyra Iraola, Jorge Zaefferer Toro, Eduardo Braun Cantilo, Alejandro Braun Menéndez), un général de brigade aérienne (Amilcar San Juan), un commodore (Santiago Posadas) et un vice-commodore. Mais l'utilisation des compétences techniques n'est pas une explication suffisante. Les arsenaux Astarsa (contrôlés par le groupe des Braun Menéndez, souverains fieffés en Pantagonie) comme la compagnie aérienne Austral ont pour administrateur délégué le général de brigade aérienne Jorge Rojas Silveyra. Il est vrai qu'Astarsa produit aujourd'hui des biens d'équipement pour toute l'industrie argentine. De même, la compagnie pétrolière privée La Isaura SA a dans son conseil d'administration le capitaine de vaisseau Raul E. Galmarini, tandis que le colonel Mario A. Pozzi est administrateur délégué de la compagnie d'assurances Acuario.

On pourrait multiplier les exemples, l'énumération serait vite fastidieuse. On pourrait signaler tel ministre de la marine (le contre-amiral Teodore Hartung) reconverti dans le whisky (Hiram Walker SA) et le Pepsi Cola, ou le scandale qui atteignit le commandant en chef de la marine, sous Onganía, publiquement accusé d'appartenir au conseil d'administration d'une société de transport américano-argentine [30]. Un

29. Alberto C. Taquini, médecin qui a été président du Conseil de la science et de la technique (CONACYT) sous Ongania, est membre du directoire d'une importante entreprise de métallurgie.

30. Il s'agit du vice-amiral Pedro Gravi et de la société Maryden SRL. Cette affaire fut portée en octobre 1971 devant le Tribunal administratif (Fiscalia nacional de investigación administrativa) qui reconnut que depuis 1956 Pedro Gnavi, officier d'active, était, en violation des règle-

tribunal d'honneur eut à connaître de cette affaire qui entraîna la mise à la retraite de la plus haute autorité de la marine de guerre. L'affairisme n'épargne pas en effet la société militaire, notamment entre 1966 et 1973. Mais il s'agit d'un aspect subalterne pour notre propos. Il est seulement significatif de l'interpénétration des milieux d'affaires et de la société militaire, d'une large « civilisation » de la fraction supérieure du corps des officiers.

Si la présence de militaires de grade élevé parmi les détenteurs du pouvoir économique privé n'est pas l'apanage de l'Argentine, l'ampleur du phénomène et sa concomitance avec un vaste secteur public militarisé lui donnent un relief particulier, peut-être unique en Amérique latine. Le Brésil ne connaît une réalité comparable, mais non similaire et à un moindre degré, que depuis 1964 [31]. C'est bien au niveau du système économique et de ce qu'on a pu appeler « le complexe militaire industriel » qu'on peut déceler la « militarisation » subtile de la société argentine. Ce qui ne signifie pas toujours ni que les préoccupations militaires mènent l'évolution du système économique ni que les seuls intérêts privés conditionnent les comportements des forces armées. Il y a militarisation parce que les officiers, sorte de franc-maçonnerie formée dans un même moule, à l'« esprit de corps » fortement ancré, pénètrent de toute part l'appareil économique privé et public. Cette expression du pouvoir militaire pose bien des problèmes. On peut se demander notamment s'il n'existe pas une communauté d'origine sociale entre les maîtres de la finance et de l'industrie et ces officiers si à l'aise dans les conseils d'administration. Ce qui rejoint évidemment le problème de l'évolution de la société militaire depuis 1930.

Une caste militaire ? Recrutement ouvert ou oligarchie en uniforme ?

Nous avons vu comment, avant 1930, l'accès au corps des officiers n'est nullement le privilège d'une caste héréditaire de familles traditionnelles. La non-discrimination à l'égard des descendants d'immigrants fait du corps des officiers un milieu ouvert. Néanmoins, les exigences scolaires préalables comme les études d'échantillons poussent à conclure à une ouverture sélective. Le profil socio-professionnel des familles de cadets se situe dans la frange moyenne supérieure de la société argentine. Qu'en est-il après trente ans de pouvoir militaire ?

Les responsabilités extra-militaires, les possibilités de reconversion

ments militaires, associé de la firme Maryden SRL (voir *La Nación* (international), 1er novembre 1971).

31. Les responsabilités des militaires brésiliens dans la Petrobras et quelques entreprises d'armement sont incomparablement moindres. Depuis 1964, il est vrai, ils ont rattrapé le temps perdu.

alléchantes que nous venons de voir, l'action politique comme débouché presque naturel d'une carrière militaire n'ont pas poussé vers le métier des armes la jeunesse argentine. La sécularisation de la société, l'accroissement et la diversification des fonctions économiques parallèles au développement ont joué contre la profession militaire. La baisse des vocations est une donnée indéniable qui préoccupe beaucoup les officiers argentins. Avec des inflexions significatives, le recrutement est marqué par un mouvement long de diminution des candidatures par rapport aux places à pourvoir à l'entrée du Collège militaire. Si le nombre des candidats au Collège militaire est peu satisfaisant, on peut néanmoins remarquer que les « révolutions militaires » ne sont pas impopulaires. Sans parler des 1 800 candidats de 1943 qui donnèrent la double promotion de 1947, on note (tableau 9) une légère remontée en 1962 et après 1966.

Pratiquement, les autorités militaires se contentent néanmoins, les bonnes années, de deux candidats pour un reçu, ce qui n'est guère considéré comme une équation optimalement sélective [32].

La crise universelle du recrutement des officiers touche donc l'Argentine de l'ère militaire. Tous les généraux qui se sont assis sur le « fauteuil Rivadavia » à la Maison Rose ne sont pas parvenus à convaincre les jeunes argentins ambitieux que la voie militaire conduisait désormais au faîte des honneurs civiques. L'illégitimité qui entache le pouvoir militaire et les régimes de facto joue un effet dissuasif. Au contraire, le peu

Tableau 9. Nombre de candidats et de reçus au Collège militaire

	Aspirants	*Reçus (Année préparatoire et 1re année)*
1960	424	122
1961	767	461
1962	675	391
1963	563	280
1964	641	318
1964	184	147
1965	353	255
1966	550	331
1967	798	373
1968	979	421
1969	1 065	437
1970	875	323
	7 874	3 859

Source : Estado mayor general del ejército, Jefatura 1.

32. L'opinion la plus généralement admise veut que la valeur optima d'un concours se trouve atteinte lorsque le nombre des reçus ne dépasse pas 20 % de l'effectif global des candidats... Girardet (R.) et al., *op.cit.*, p. 34.

d'attrait de la carrière des armes sur la jeunesse est souvent mis, par des officiers de tous âges [33], sur le compte de la faible sécurité de l'emploi, de l'incertitude professionnelle existant depuis que l'armée est un corps politique. L'« inflation des grades », les mises à la retraite prématurées sapent également le prestige d'un corps dont la majestueuse stabilité n'est plus qu'un souvenir.

Le recrutement reste pourtant assez diversifié. Le repliement de la société militaire sur elle-même n'est pas encore irrémédiable. Les cadets en provenance du « milieu civil » sont légèrement majoritaires. L'armée argentine est ouverte. Le corps des officiers tire sa vigueur d'une

Tableau 10. Fils de militaires de carrière parmi les élèves des Ecoles militaires (en %)

Colegio militar (Argentine), 1967-1968	41,8
ESMIA, Saint-Cyr, 1958	48
Academia general militar de Zaragoza (Espagne), 1961-1963	69,2
Colegio militar (Mexique), 1955	19,1
Academia militar (Brésil), 1962-1966	34,9

Sources : Argentine : Données fournies par Estado mayor general del ejército, Jefatura 1, voir tableau II. France : Girardet (R.) et al., *op. cit.*, p. 41-42. Espagne : Busquets Braglat (Julio), " El origen del militar de carrera en España ", *Anales de sociologia*, I, (1), p. 37. Mexique : Romero (Javier), " Aspectos psicosociométricos y sociales de una muestra de la juventud mexicana ", cité par Scott (Robert E.), " Mexico, the established revolution ", in Pye (Lucien), Verba (Sidney), *Political culture and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1965, p. 337. tableau 6. Brésil : Stephan (Alfred), *op. cit.*, p. 39.

Tableau 11. Les fils de militaires au Colegio militar*

		1967	*1968*	*1969*	*1970*	*Total*
Fils d'officiers	Terre	98	102	93	91	384
	Air	4	7	4	4	19
	Marine	1	4	5	2	12
	Gendarmerie	5	5	8	3	21
	Total	**108**	**118**	**110**	**100**	**436**
Fils de sous-officiers	Terre	36	53	50	39	178
	Air	4	3	3	4	14
	Marine	2	3	1	5	11
	Gendarmerie	1	0	6	1	8
	Total	**43**	**59**	**60**	**49**	**211**
Total fils de militaires		**151**	**177**	**170**	**149**	**647**
Total admis		363	421	437	323	1 544

* Candidats admis en année préparatoire et en 1re année.
Source : Estado mayor del ejército, Jefatura 1.

33. Opinion exprimée par un colonel à la retraite depuis 1945 et un commandant sorti du Collège militaire en 1950.

implantation sociale plus vaste que les seules familles militaires. L'auto-recrutement en nette augmentation est supérieur à celui d'armées moins « professionnelles » ou moins « politiques », comme celles du Mexique ou du Brésil, mais plutôt inférieur aux chiffres européens.

Cette position intermédiaire quant à l'auto-recrutement ne doit pas nous cacher une différence essentielle avec les situations européennes, directement liée à la question de la démocratisation et de l'ouverture sociale réelle de l'accès au corps des officiers. En Espagne, par exemple, la désaffection des officiers diplômés et de leurs fils pour la carrière militaire est un fait patent. Mais, bien qu'elle soit peu rémunératrice, la profession d'officier tente de nombreux fils de sous-officiers et d'officiers sortis du rang. La proportion élevée de fils de militaires à l'Académie de Saragosse est due à leur afflux : l'auto-recrutement en milieu militaire cache moins un phénomène de reproduction sociale qu'un mouvement de promotion sociale [34]. A un moindre degré, on retrouve les mêmes caractéristiques en France à l'entrée à Saint-Cyr. Selon une étude portant, il est vrai, sur des données relativement anciennes, l'augmentation du nombre des fils de militaires, qui passe de 30 % en 1939 à près de 48 % en 1958, serait essentiellement due au poids des fils de sous-officiers et de gendarmes. Le pourcentage de ceux-ci double de 1945 à 1958, alors que la proportion des fils d'officiers n'augmente que très faiblement [35].

Bien que nous n'ayons pas de séries assez longues pour suivre l'évolution du phénomène, les statistiques reçues, et les interviews [36] de responsables des écoles militaires portent néanmoins à croire que l'augmentation de l'auto-recrutement (près de 42 % de fils de militaires entre 1967 et 1970), n'est pas due essentiellement à la proportion croissante de fils de sous-officiers. Ce pourcentage, qui se situe à 11,8 % en 1970 (13,6 % pour la période), reste étale.

Les officiers argentins semblent mettre en effet un point d'honneur a voir un de leurs fils embrasser la carrière militaire. Anecdocte significative : lors d'une réunion avec les autorités d'une école militaire (Escuela de sub-oficiales Sargento Cabral), les six officiers supérieurs présents avaient un fils au Colegio militar (4 août 1969). Un lieutenant-colonel à la retraite était cité récemment en exemple par les autorités militaires : ses sept fils se trouvaient en cours d'étude au Collège militaire ou étaient passés par cette école. La tradition militaire familiale est parfois assez forte pour orienter vers la carrière des armes des jeunes gens sans voca-

34. Busquets, Bragulat (Julio), « El origen del militar de carrera en España », *Annales de sociologie*, I, 1, p. 29.

35. Girardet (R.) et al., *op.cit.*, p. 46.

36. Interviews multiples (mai-août 1969) du général Ibérico Saint-Jean (directeur de l'Ecole des sous-officiers Sargento Cabral), du général Gómez Centurión, ancien sous-directeur du Colegio militar, directeur à cette date des Institutos militares, colonel J. Sarmiento, lieutenant-colonel Zucconi, reponsables de la Jefatura 1 de l'Etat-major de l'armée de terre.

tion. On cite le cas de deux généraux qui occupèrent la présidence de la République et dont les fils furent mis à la porte du Colegio militar. Les familles où la continuité militaire remonte à l'indépendance existent, mais celles qui en sont à la troisième génération d'officiers ne sont pas rares. En tout cas, leurs représentants occupent souvent le devant de la scène. Les Alsogaray, famille d'hidalgos militaires, ne sont pas un cas isolé. Si l'on examine la liste des commandants en chef depuis 1955, les dynasties militaires sont sur-représentées : Lagos, Toranzo Montero, Pistarini, Alsogaray appartiennent à ce type de milieu. Parmi les premiers rôles de la période récente, les généraux Rauch, Señoráns, Cándido López, entre autres, sont fils d'officiers supérieurs. On peut donc affirmer que l'auto-recrutement ne traduit pas comme en France « un phénomène de repli, une sorte de rétraction de la société militaire sur elle-même » [37].

Est-on en face d'une caste militaire en formation ou s'agit-il d'un phénomène qui ne s'oppose en rien à un recrutement largement ouvert ? Répondre à cette question revient à poser le problème plus vaste de l'évolution des origines sociales du recrutement des officiers et de l'accession différentielle de ceux-ci aux grades supérieurs en fonction de critères sociaux. Il s'agit en bref de « tester » pour l'Argentine cette hypothèse maintes fois avancée : le changement d'attitude des armées latino-américaines au cours du siècle procède de la démocratisation du recrutement de moins en moins identifié avec les oligarchies terriennes [38]. Le corps des officiers argentins s'est-il totalement détaché des grandes familles pour se recruter majoritairement dans les couches moyennes et même les milieux populaires ? La carrière des armes est-elle devenue un moyen de promotion sociale ? En un mot, peut-on dire aujourd'hui que la physionomie de l'encadrement des forces armées argentines a subi une réelle mutation qualitative ?

Avant d'examiner la composition actuelle du corps des cadets du Collège militaire, il convient de suivre les temps forts d'une évolution qui n'apparaît guère comme linéaire. Mais, auparavant, nous tenterons de voir comment les officiers se situent socialement. C'est-à-dire quelle est leur insertion dans la société argentine en fonction de leur niveau de vie, cette indication n'étant pas évidemment la seule qui permette de préciser la place que ce corps occupe dans l'ensemble de la collectivité nationale. Néanmoins, en l'absence d'une documentation suffisante sur les relations sociales des officiers, le niveau économique peut offrir des renseignements utiles. A l'évolution des soldes, nous ajouterons quelques notations permettant de cerner l'image que les officiers se font d'eux-mêmes, et la place qu'ils s'auto-assignent dans la société argentine.

37. Girardet (R.) et al., *op.cit.*, p. 47.

38. Voir la thèse de J.J. Johnson dans son livre *The military and society in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1965, p. 7 et passim.

Tableau 12. Tableau comparatif des traitements civils et militaires (en pesos)

Fonctions	*1916-1917*		*1928-1929*		*1948*		*1952*		*1959*		*1969*	
	N° ordre	*Traitement brut*	*N° ordre*	*Traitement brut*	*N° ordre*	*Traitement brut*	*N° ordre*	*Traitement brut*	*N° ordre*	*Traitement brut*	*N° ordre*	*Traitement brut*
Ministre (gouvernement fédéral)...	1	2 400	1	2 400	4	2 400	1	6 000	1	20 000		—
Lieutenant général ou général d'armée	3	1 600	2	2 200	2	2 800	2	5 000	2	19 500	1	253 400
Procureur à la Cour d'appel	2	1 800	3	2 100	1	3 000	3	4 500	3	16 000	2	290 000
Général de division.............	5	1 350	4	1 900	3	2 500	4	4 300	4	15 700	3	229 400
Général de brigade	6	1 150	6	1 600	6	2 200	7	4 100	6	13 200		
Juge fédéral	4	1 400	5	1 800 (maxi)	7	2 100	5	3 500	5	14 500	4	208 850
Directeur général d'un ministère ..	7	1 000	8	1 200 (maxi)	4*	2 400 (maxi)	8	2 800	12	4 700	5	200 000
Colonel	8	800	7	1 350	8	1 800	5*	3 500	7	10 500	6	182 300
Sous-directeur d'une administration	8*	800	10	900 (maxi)	—	—	8*	2 800	14	3 500	7	160 000
Proviseur de lycée..............	11	650	12	800 (maxi)	12	1 050 (maxi)	15	1 250	11	4 800 (maxi)	11	85 000
Lieutenant-colonel..............	12	600	9	1 100	10	1 400	10	2 500	8	7 900	8	152 650
Inspecteur d'enseignement du 2ᵉ degré	10	700	12*	800	9	1 550		1 700	9	6 500	—	—
Commandant	13	500	11	850	11	1 100	11	2 000	10	6 100	9	132 280
Attaché d'administration	13*	500	—	XX	13	1 000	11*	2 000	17	2 200	14	45 540
Capitaine......................	15	340	14	650	14	900	13	1 700	12*	4 700	10	97 610
Premier lieutenant..............	16	260	15	500	15	700	14	1 300	14*	3 500	12	74 420
Lieutenant.....................	17	235	16	400	16	550	16	1 000	16	2 500	13	60 860
Sous-lieutenant.................	18	210	17	310	17	400	17	850	18	2 700	15	47 050
Instituteur titulaire	18*	210	18	280	18	325	18	400	19	1 000	16	25 415

* Aexequo.

Sources : Boletin militar (Reservado). *Presupuesto, op. cit., Boletin oficial de la República Argentina.*

Sans se leurrer sur la valeur d'une comparaison des niveaux de rémunérations en Argentine, où la fonction publique (en dehors de l'armée) est peu professionnalisée et donc relativement sous-payée, le tableau ci-après (tableau 12) appelle deux remarques. A compter de 1928, les officiers supérieurs, à partir du grade de lieutenant-colonel, se placent dans le peloton de tête des hauts fonctionnaires. Au classement général, la situation des officiers s'améliore relativement aux autres catégories. Le lieutenant-colonel passe du 12ᵉ au 8ᵉ rang. La brêche se creuse entre les officiers et les fonctionnaires civils qui se trouvaient, en 1916-1917, au même niveau de rémunération. Cette évolution est nette pour les sous-lieutenants et les instituteurs ; les commandants se détachent également de manière spectaculaire des attachés d'administration. L'impression prévaut que les traitements militaires ont tant bien que mal suivi la courbe du coût de la vie [39], tandis que les traitements civils ont été « oubliés », peut-être délibérément d'ailleurs, pour « dégraisser » une fonction publique refuge et pléthorique.

Quoi qu'il en soit, en 1969 comme en 1959, les officiers, par leur niveau de rémunération brute (indemnités et primes non comprises), peuvent s'estimer relativement bien traités. Mieux qu'en Uruguay par exemple, où, il est vrai, la fonction publique jouissait jusqu'à une époque récente d'une situation enviable (voir tableau 13).

Tableau 13. Traitements civils et militaires en Uruguay (pesos urugayens, mensuel)

	1955	*1961*
Général de brigade	1 000	3 100
Juge Cour suprême	2 500	4 100
Colonel	900	2 600
Directeur général	—	2 800
Sous-directeur	—	1 600
Mayor (commanadant)	600	1 850
Juge	—	2 800
Attaché d'administration	—	1 400
Capitaine	560	1 500
1ᵉʳ lieutenant	400	1 150
Lieutenant	380	1 025
Sous-lieutenant	330	900
Instituteur	—	1 200

Source : " Ley de sueldos, Registro ", in Taylor (Philip B.), *Government politics of Uruguay*, New Orleans, Tulane University, 1962, p. 217.

39. Plutôt mal et par à-coups si l'on en croit une étude d'inspiration militaire parue dans une revue en 1968 avant l'augmentation de 30 % qui porta le traitement au niveau où nous le mentionnons dans le tableau ci-après. Selon cet article, entre 1943 et 1968, le niveau de vie des militaires aurait baissé de 40 % en moyenne. « Carreras,¿ Vale la pena ser militar ? », *Primera plana*, 6 août 1968.

Autant que par les pratiques sociales, le mode de vie ou de relation, l'image officielle d'eux-mêmes et de la société que se font les responsables du haut commandement confirme la tendance relevée. L'armée de terre a élaboré, pour classer les cadets admis au Collège militaire; une ventilation socio-professionnelle parfaitement subjective, mais très significative. Cette grille de sept catégories comprend trois catégories hautes qui se regroupent comme suit :

1. Officiers des forces armées, professions libérales, propriétaires de grandes entreprises, cadres supérieurs, hauts fonctionnaires.

2. Officiers de gendarmerie, de police, de la marine marchande, professeurs de l'enseignement secondaire, patrons d'entreprises moyennes, cadres moyens du secteur public et privé.

3. Agents techniques, instituteurs, petits commerçants et artisans, fonctionnaires d'exécution.

Source : Estado mayor general del ejéreito, Jefatura I, documento reservado, 1970.

L'aspiration des officiers à s'identifier avec les couches supérieures apparaît nettement dans ce document.

Face à ces comportements et à l'image institutionnelle du corps des officiers, il convient de dresser le tableau du recrutement dans la dernière période. L'idéologie officielle ne peut pas masquer l'importance du recrutement populaire. Certes, les ouvriers ne fournissent que peu de cadets, mais la couche inférieure de la classe moyenne, qui se distingue mal parfois, sinon par ses aspirations, des ouvriers qualifiés, apporte d'importants contingents. Si l'on ajoute aux 25,7 %, en provenance des couches populaires, les fils de sous-officiers (13,6 %), on a une proportion élevée (39,3 %) de cadets originaires de milieux socialement et culturellement modestes. Comment expliquer cette contradiction entre l'idéal social et la réalité actuelle ?

En fait, il s'agit d'une contradiction réelle entre deux mouvements, deux tendances sociales du recrutement. Il va de soi que cela ne signifie pas la transposition dans le corps des officiers des conflits de classe ; les caractéristiques institutionnelles des forces armées rendent une telle éventualité plus plausible. On se trouve simplement face à une armée dont les rangs supérieurs comptaient, entre 1950 et 1973, au moins un pourcentage de descendants de « grandes familles » sans commune mesure avec la représentation de cette minorité sociale dans les rangs des sous-lieutenants ou des cadets du Collège militaire. Les grands noms, en effet, abondent aux grades élevés, les « maîtres de la terre » sont loin d'avoir abandonné la carrière des armes à la plèbe. Parmi les grades supérieurs prestigieux appartenant aux aristocraties locales ou nationa-

Tableau 14. Les couches populaires civiles au Collège militaire*

Année	*Techniciens, fonctionnaires d'exécution, instituteurs, petits commerçants*	*Ouvriers qualifiés*	*Ouvriers non qualifiés*	*Manœuvres*	*Total admis*
1970	70	8	—	—	323
1969	97	15	3	1	437
1968	90	7	3	—	421
1967	96	8	—	—	363
	353	38	6	1	1 544

* Candidats admis en année préparatoire et 1re année.
Si l'on additionne le nombre des techniciens, ouvriers, manœuvres, etc., admis, on atteint le chiffre de 398 soit 25,7 % du total des admis.

les, notons au hasard : un commodore, Carlos Torcuato de Alvear, chef du contingent argentin au Congo ; le général Manuel G. Alvarado, saltègne allié aux Saravia et aux Rauch Ovejero, directeur de l'Ecole nationale de cavalerie, fils d'un ministre de Justo, personnalité consulaire revêtue de tous les attributs canoniques (avocat, député de Salta, membre du Círculo de armas). Le secrétaire à la guerre de Frondizi, Rosendo Fraga, les présidents Lanusse et Levingston appartiennent à d'aristocratiques familles [40]. Parmi les généraux qui ont joué un rôle de premier plan récemment, on trouve surtout des arsitocrates et des fils de notables locaux « vivant noblement » : ainsi le général Alcides López Aufranc en vedette sous la présidence Lanusse, ou les généraux de Nevares et Sánchez de Bustamante.

Dans quelques cas, il est vrai, il existe des dynasties militaires parfois anciennes (trois générations ou plus) dont le prestige et l'enracinement les distinguent mal du groupe dirigeant traditionnel. L'attribution de terres pour faits d'armes leur ayant donné leurs lettres de noblesse réelles, quand la carrière des armes n'est pas venue couronner une naissance « aristocratique » : ainsi, les généraux Uriburu, ou les López (général Cándido López), Díaz Vélez, Vedia y Mitre ou Díaz de Vivar.

L'histoire du recrutement et de ses principaux tournants doit nous donner les éléments d'explication de cette réalité. Mais, à titre d'hypothèse — dont nous n'avons pas les moyens de vérifier le bien fondé —, on peut se demander s'il n'existe pas une véritable sélection sociale à l'intérieur de l'armée, si dans le mécanisme des promotion et de sélection le profil social n'est pas pris en compte ; ce qui expliquerait qu'avec

40. Le général Lanusse appartient à une famille d'*estancieros* et de marchands de biens pampéens, Levingston descend par sa mère de Facundo Quiroga et il est le petit-fils d'un gouverneur de San Luis.

une majorité de cadets issus des classes moyennes (supérieures avant 1930, inférieures en 1960), le haut Etat-major ait un pourcentage élevé de représentants des « familles distinguées ». En un mot, tout semble se passer comme si les fils de bonnes familles accédaient plus facilement au généralat que d'autres.

Quoi qu'il en soit, le recrutement du Collège militaire a connu depuis un demi-siècle deux inflexions de sens contraire dans les années trente et à partir de la deuxième présidence du général Perón.

L'arrivée d'Yrigoyen et des radicaux au pouvoir avait plutôt contribué à dissuader les jeunes « eupatrides » d'entrer dans l'armée. La diminution des plébéiens, la crainte d'une politisation de l'armée par un caudillo comploteur n'incitent guère les jeunes gens bien nés à embrasser la carrière des armes. Tout change en septembre 1930. L'armée mal aimée est au pinacle et à la Maison Rose. On fait fête aux héroïques cadets. L'uniforme est à la mode. Le romantique révolutionnaire déclenché par la « promenade militaire » du général Uriburu éveille les sensibilités aristocratiques. Nous avons vu Gálvez évoquer avec talent et justesse cette atmosphère de « rédemption » par les armes. De plus, l'armée apparaît non plus comme une branche ancillaire de l'appareil d'État — à l'instar de la police ou des Ponts et chaussées — mais comme un pouvoir. Cette métamorphose modifie l'attitude de la jeunesse des beaux quartiers à son égard. Mais elle provoque aussi la réflexion moins désintéressée des « leaders » politiques des groupes dominants.

Les conservateurs éclairés et agissants, qui n'attendent plus rien du suffrage universel, on évolué vers des positions antilibérales. Le nationalisme leur semble la planche de salut. Peu enclins à l'organisation et aux contraintes des institutions partisanes, ils ont découvert dans l'armée, force saine, le recours contre le suffrage universel et ses humiliants aléas. D'où un engouement nouveau pour l'armée incarné par le prestigieux général Uriburu qui est de leur monde. L'aristocratie foncière, ses alliés et ses clients comprennent qu'avec un régime démocratique le pouvoir est à jamais perdu, et regardent l'armée avec d'autres yeux. Le groupe dirigeant retrouve la tradition de ses ancêtres « guerriers de l'indépendance » ou *guerreros del Paraguay*. L'oligarchie découvre que la possession de la terre doit aller de pair avec la gloire des armes. Uriburu est favorable à l'entrée des rejetons de la classe aristocratique dans l'armée. Un officier supérieur d'aviation, sorti 5e du collège militaire en 1936 — donc entré en 1932 —, fils d'une prestigieuse famille d'*estancieros* de la province de Buenos Aires, nous a rapporté ainsi son entrée dans l'armée :

> « Un jour, le général Francisco Reynolds, directeur du Collège militaire, vint voir mon père à San Antonio de Areco. Reynolds, bien qu'ancien radical, était un ami de mon père qu'il avait connu à la Legión de Mayo. Ils décidèrent qu'après les vacances j'entrerais au Collège mili-

taire. J'avais 15 ans. J'y entrais sans examen car on avait créé le cours préparatoire où nous étions deux cents. Il y avait beaucoup de *grands noms*. Auparavant, mes études avaient été celles des jeunes gens de ma classe : deux ans dans une école de Passy, deux ans dans un collège suisse ... »

Les résultats de cette politique délibérée sont indéniables à partir de 1934-1935, année de sortie des premiers officiers post-révolutionnaires. Les listes de promotions du Collège militaire, publiées dans le *Boletín militar*, attestent de l'apparition de noms aristocratiques qui souvent ont fait parler d'eux depuis lors. S'il n'y a pas rupture à proprement parler avec la composition sociale traditionnelle du corps des officiers, abandonné jusque-là aux fils d'immigrants prospères, on peut déceler un apport nouveau qualitativement marquant. Loin de se démocratiser, le recrutement devient plus aristocratique parallèlement au retour de l'Argentine au système politique de démocratie limitée. Cette « réaction nobiliaire » donne sans doute une nouvelle image de l'armée dès les années 1950, étant donné surtout le phénomène, souligné plus haut, de l'accession différentielle des officiers aux grades élevés. Il est vrai que pour la sensibilité sociale très vive des classes moyennes argentines, la visibilité des fils d'oligarques au sein de l'armée est un élément politique dominant.

Si dans la promotion 1935 on ne relève guère que le nom d'un Patrón Costas, celle de 1936 voit figurer à côté des noms plébéiens (Punzi, Rodriguez, Trucco, Tibiletti, Dubois, De Giacomo, etc.) des patronymes illustres inscrits au Gotha argentin ou à ce qui en tient lieu [41] : Güiraldes, Rawson, Alvarez Reynolds, Díaz de Vivar, de Elia, Shaw, Costa Paz.

Cet engouement délibéré et politique des grandes familles à l'égard de l'armée se prolonge jusqu'au tout début du péronisme. Le futur général Lanusse entre en 1935 au Collège militaire. La promotion 1934 est particulièrement huppée. On y remarque les rejetons de familles qui représentent à elles seules des dizaines de milliers d'hectares de tchernosium pampéen. Qu'on en juge par la simple énumération : Anchorena, Balcarce, Ortiz Duhalde, Beccar Varela, Ortiz de Rozas, Guzmán Pinedo, Ibañez Padilla, Dago Holmbeg [42]...

Ces sous-lieutenants, nous les retrouvons aujourd'hui colonels ou généraux, couchés sur les pages du Bottin mondain argentin, *La Guía social*. D'un dépouillement de *La Guía social* (édition de 1970), il res-

41. C'est-à-dire les *Nómina de socios* du Jockey Club et de la Sociedad rural, la *Guía azul* et la liste des grands propriétaires publiée par Oddone (Jacinto), *La burguesía terrateniente argentina*, Buenos Aires, Libera, 1967, p. 25-109, 181-185.

42. Nous avons vérifié dans des interviews avec des officiers au Collège militaire à la même époque que ces noms ne sont pas des homonymes des « grandes familles » mais appartiennent bien aux fils de l'aristocratie.

sort, outre le nombre relativement élevé de militaires, que ceux-ci appartiennent totalement, c'est-à-dire par la naissance et le mariage, aux groupes dirigeants traditionnels ; qu'ils sont pour la plupart sortis des écoles militaires autour de 1935.

Prenons quelques exemples : le commodore J.J. Güiraldes (promotion 1936) appartient à une famille alliée aux Videla Dorna, Casares, et Eguía. Il a épousé une Holmberg Lanusse. Des deux officiers supérieurs, fils de l'écrivain catholique Hugo Wast, de son vrai nom Martínez Zuviría, ministre de l'Education nationale en 1944, l'aviateur, le brigadier Jorge Martínez Zuviría, a épousé une Cano García Uriburu ; le général, Gustavo, une Ferrer Deheza de la haute société de Córdoba. Le général Mariano de Nevares a pris pour femme une Padilla Paz ; le frère du général du Plan Europa, Juan Carlos Uriburu (promotion 1938), a pris épouse dans la famille Paz ; le général Enrique de Vedia y Mitre s'est allié aux Gerrico, le colonel Martínez Pita aux Lastra...

Ces références matrimoniales qu'on pourrait multiplier permettent de penser que l'entrée dans l'armée après 1930 ne coupe pas les jeunes gens des grandes familles de leur milieu d'origine. L'épaulette ne déroge pas. La carrière militaire n'est pas une déchéance sociale — on pourrait en guise de contre-épreuve examiner les choix matrimoniaux d'officiers d'extraction « non aristocratique », peut-être y noterait-on que, contrairement à la situation décrite par Huret au début du siècle, après 1930 les jeunes filles argentines pensent aussi aux militaires.

Les belles carrières de ces fils de famille n'ont rien d'étonnant dans une institution hiérarchique où les valeurs élitaires n'ont pas cessé de prévaloir. Dès le Colegio militar, ces grands noms donnent le ton. Ils se retrouvent dans l'arme aristocratique par excellence, la cavalerie. Les fils des barons pampéens, avant de conduire les divisions blindées, excellent au polo ou à l'hippodrome. Les médailles de concours hippique jalonnent des carrières ultra-rapides. La tendance à surestimer les matières militaires, les disciplines physiques, aux dépens des matières théoriques, dans la cavalerie, dès le Collège militaire, en serait, nous a-t-on dit, l'unique raison [43]. Il est évident que la domination de la cavalerie, qui se dessine après 1955 et s'affirme des années soixante à 1973, est due à des causes politiques extérieures a l'armée ou plutôt à la rencontre de certaines particularités du recrutement avec des changements profonds de la société politique.

La deuxième inflexion dans le recrutement des officiers a lieu sous Perón. La politique sociale du péronisme facilite l'accès au Collège militaire de jeunes gens issus de milieux plus populaires que par le passé. Nous avons vu la démocratisation des lycées militaires sous Perón grâce à un système de quota et de bourses. La capillarité sociale accrue sous le

43. Interview du colonel Gómez Centurión, sous-directeur du Colegio militar, 4 août 1969.

justicialisme, la levée conforme à l'idéologie officielle de toutes les barrières limitant les aspirations des Argentins d'humble origine aux fonctions et aux emplois jusque-là réservés aux classes moyennes, se répercutent au sein des instituts militaires. En outre, l'armée appuie le régime, les militaires sont populaires. Les officiers ne semblent plus dans le camp d'en face, du côté de la répression antiouvrière. Curieux chassé-croisé ; au moment où les *junkers* entament leur ascension au sein de la hiérarchie, le recrutement des officiers se démocratise à l'instar de la société argentine tout entière.

Nous avons vu les résultats récents de cette démocratisation, parallèle à une désaffection grandissante des fils de classe moyenne aisée à l'égard de la carrière militaire. Ce ne sont ni des ouvriers ni des manœuvres qui envoient leurs enfants au Collège militaire, mais — outre les sous-officiers — des couches moyennes populaires peu prestigieuses. Un commandant, ancien instructeur au Collège militaire en 1954, et chargé à ce titre des enquêtes domiciliaires auprès des candidats et de leur famille, nous rapporte son étonnement d'avoir à visiter des « milieux très humbles : petits boutiquiers, cheminots, chauffeurs de taxi... ».

L'Etat-major, les officiers d'active ou de réserve déplorent cette démocratisation du recrutement. Réaction corporative traduisant la crainte d'un déclassement de la fonction et la perte d'un statut qui, certes, a quelque chose à voir avec l'aire sociale d'origine. Mais aussi réaction fondée sur une certaine idée de la discipline liée à la distance sociale séparant les strates de la société militaire. Il semble aller de soi que l'officier doit provenir des couches supérieures de la population habituées à commander, le sous-officier des classes moyennes. « Le pire pour les dirigeants actuels des trois armes, lit-on dans un article inspiré par des milieux militaires, c'est la fraternisation entre les officiers et les classes inférieures, la fréquentation de clubs de seconde catégorie, la familiarité avec la troupe ... » [44] que provoque la chute du niveau social des officiers. La démocratisation du recrutement perçue comme une prolétarisation est interprétée en terme de fonctionnement institutionnel. L'inversion de la hiérarchie sociale « naturelle » à l'intérieur des forces armées met en péril la discipline.

L'administration militaire, pour peu qu'elle ait le choix, ne manque pas de moyens d'opérer une sélection rigoureuse des élèves-officiers, conforme à ses valeurs. L'enquête domiciliaire, en principe « de moralité », peut avoir des critères politico-sociaux qui éliminent les fils de certaines couches sociales ou professionnelles. L'opprobe qui pèse dans l'armée sur les SFI (cadres en « situation familiale irrégulière » [45]) peut

44. *Primera plana*, 8 août 1968.

45. Selon la nomenclature officielle, les officiers reconnus dans de telles situations se voient généralement privés d'avancement et doivent donc se retirer du cadre d'active. Rappelons que le divorce n'existe pas actuellement en Argentine.

éliminer des candidats issus de familles désunies ou des couples illégitimes, nombreux dans les milieux populaires urbains déchristianisés ou peu soucieux de respectabilité.

La visite médicale éliminatoire à l'entrée du Collège militaire écarte un grand nombre d'aspirants à l'épaulette. Seuls les « survivants » sont enregistrés au concours. Les critères sociaux là aussi peuvent faire subrépticement leur apparition : la taille, la prestance requises sont l'apanage des couches privilégiées. Le teint cuivré et la taille souvent médiocre « des cabecitas negras » métissés passent fort mal cet obstacle. La sélection et ses critères particularistes ne s'arrêtent pas là. L'épreuve de conversation, qui précède l'admission et en principe sonde les idées, les goûts du candidat pour tester sa vocation, permet de jauger le savoir vivre et les bonnes manières. On peut se demander si le classement à l'intérieur du Collège n'obéit pas pour partie aux mêmes exigences. Il va de soi que les officiers interrogés ont répondu par la négative en soulignant la dimension universaliste de la sélection. La défense de leur réussite personnelle comme de l'institution dictait une telle attitude.

Quoi qu'il en soit, les mutations dans le recrutement des officiers de carrière et la politique délibérée pour en infléchir les tendances ne sauraient rendre compte évidemment, à elles seules, du sens des interventions militaires. La volonté d'un parti ou d'une couche sociale de peser décisivement sur la composition du corps des officiers n'est qu'une donnée isolée qui traduit l'évolution des forces profondes plus qu'elle ne les conditionne. La société globale autant que le contexte institutionnel nous invitent non tant à relativiser cette donnée qu'à y voir l'indice ou l'expression d'autres phénomènes plus amples et plus décisifs.

Chapitre 16

L'insertion des militaires dans le système politique

Nous considérons par hypothèse que l'armée n'est pas un instrument passif au service de forces sociales. Les militaires défendent des valeurs et des intérêts institutionnels propres, réagissent conformément à des normes spécifiques qui coïncident, dans une conjoncture donnée, avec les desseins immédiats de certains groupes sociaux ou politiques. Il n'y a pas d'harmonie préétablie même si certains secteurs de la société argentine, en s'efforçant de modifier le recrutement du corps des officiers, croient pouvoir accroître leur influence au sein des forces armées. Néanmoins, l'armée professionnalisée est loin d'être une île. Ses responsabilités économiques la situent au cœur du système institutionnel. Reste à savoir concrètement dans la pratique des relations civilo-militaires selon quels mécanismes, suivant quelles modalités s'effectuent les échanges, les transactions entre la société militaire et la classe politique.

En effet, la routine des interventions militaires et la participation de l'armée en tant que composante essentielle à la vie politique nationale, à partir de 1930, imposent une constatation d'évidence : les coups d'Etat ne sont pas des cataclysmes nés de la volonté souveraine d'un *deus ex machina* galonné. Les militaires font partie de la texture du système politique argentin. Si l'armée a des fonctions dans ce système, comme nous tenterons de le voir, la présence militaire peut s'appréhender empiriquement. L'intervention de la politique dans l'armée est inséparable de l'intervention de l'armée dans la vie politique. Mais quelle politique, à quel niveau, selon quelles lignes de force ? En d'autres termes, comment se situent les militaires par rapport à la vie politique et quelle est l'attitude de la classe politique face à l'armée ? L'examen des attitudes réciproques des « super-citoyens » en uniforme et des professionnels de la vie politique ne peut qu'éclairer les orientations du pouvoir militaire. La

connaissance de ces comportements ne nous dispense pas d'analyser l'armée comme société politique, avec ses tensions, ses clivages et ses regroupements, ses évolutions idéologiques et, bien sûr, ses affinités.

Là encore c'est l'évolution qu'il faut rechercher en mettant à jour les permanences pour éviter les extrapolations hasardeuses. En effet, l'ampleur de la mutation intervenue dans les comportements militaires à l'égard de « l'action » politique mérite d'être soulignée. En 1930, le directeur du Collège militaire participant au coup d'Etat d'Uriburu éprouve une sorte d'effroi sacré à transgresser le code disciplinaire de l'institution. Les négociations civilo-militaires pour la constitution du Front national et populaire en 1963, que nous avons rapportées, ou la planification méthodique et quasi publique, aux côtés d'hommes politiques et de représentants de groupes de pression, du coup d'Etat programmé de 1966, illustrent un renversement de perspective. L'exception sacrilège semble devenue la norme acceptée sans crainte révérentielle, le devoir auquel on se résigne sans se faire violence.

Il ne faudrait pas croire pour autant que le modèle constitutionnel de l'armée argentine ait varié, que les valeurs traditionnelles aient été abandonnées. Les règlements demeurent intangibles. La discipline verticale et la hiérarchie sont toujours les points cardinaux de la vie militaire. Certes, elles sont parfois mises à mal, mais on s'efforce de les rétablir. Et, comme nous l'avons vu, paradoxalement, les restaurateurs de la discipline et de la légalité militaire puisent dans ce rôle le prestige requis pour chasser du pouvoir les autorités légalement désignées. Les forces armées se veulent en théorie apolitiques et non délibérantes et elles veillent jalousement à leur autonomie. On peut d'ailleurs se demander si le refus du politique — l'armée au-dessus des partis — n'est pas une des conditions de l'intervention militaire dans la vie politique, l'indépendance proclamée et défendue d'une branche de l'appareil d'Etat légitimant son droit à redresser le cours des affaires publiques.

Quoi qu'il en soit, en Argentine, depuis 1930, on ne gouverne pas longtemps contre l'armée. Au contraire, c'est bien souvent grâce à l'armée que l'on détient le pouvoir. De la fin des révolutions radicales du début du siècle à 1930, l'armée semble en retrait de la vie politique, même si, comme nous l'avons vu, la société militaire est traversée de mouvements divers qui préparent les échéances à venir. A partir de 1930, à la suite d'un coup d'Etat auquel peu d'officiers participent, on assiste à la militarisation de la vie politique argentine. Pourquoi ? Comment ? Voyons d'abord de quelle manière réagissent les forces politiques civiles face à ce phénomène.

Les forces politiques et l'armée ou à « chacun son colonel »

Depuis les débuts de l'ère militaire, on peut classer les gouvernements civils en trois catégories : ceux qui s'appuient sur l'armée (tel le régime péroniste jusqu'en 1951-1952), ceux qui gouvernent en neutralisant l'armée (comme la Concordancia de Justo) et les autres dont le destin est d'être renversés par les militaires.

A l'examen de l'évolution politique de l'Argentine des quarante dernières années, apparaît une donnée constante et spécifique en dépit de la faiblesse des enjeux : pour toutes les forces politiques, la victoire sur l'adversaire au pouvoir passe avant la sauvegarde des institutions.

En effet, jamais un coup d'Etat n'a eu pour but de renverser un gouvernement engagé dans un processus de profonde transformation de structures. L'Argentine n'a jamais eu de président Allende, ni de gouvernement révolutionnaire visant à instaurer le socialisme. Néanmoins, tous les partis, successivement, dès lors qu'ils se trouvent dans l'opposition, montent des complots, encouragent les militaires putschistes, combattent les efforts du gouvernement pour préserver la fragile légalité constitutionnelle. Nous reviendrons sur les causes de ce « chacun pour soi » politique, de cet individualisme sectoriel, et de cette apparente dramatisation de nuances politiques. Nous avons vu comment, après la restauration conservatrice de 1930, 1955 marquait le retour des partis démocratiques victimes du péronisme, 1962 la revanche des radicaux battus aux élections de 1958 par Frondizi et, juste retour des choses, les frondizistes complotant pour renverser le gouvernement de l'UCRP, en 1966. Le personnel politique des gouvernements de facto, à l'exception de la parenthèse militariste et antiparti de 1943, reflète assez fidèlement ces revanches partisanes successives.

A aucun moment depuis 1930 ne s'est créé un front civil des forces politiques et sociales souhaitant s'opposer au courroux des légions pour préserver les institutions ou les valeurs dont elles sont porteuses. Le conflit, mystérieusement inexpiable, l'emporte sur le consensus civique. Tous les partis font appel à l'armée et cultivent « leurs » généraux ou « leurs » colonels. Aussi, en dehors des victimes immédiates et de quelques moralistes impénitents, aucune force politique ne déplore réellement le renversement par la force d'un gouvernement civil. Chacun semble dire, paraphrasant les déclarations d'un homme politique en 1966 : « Le gouvernement a mérité un coup d'Etat ». Au niveau des organisations politiques, l'intervention militaire ne va pas à contre-courant. Elle est réclamée, populaire sinon majoritaire. Aussi apparaît-elle à travers les systèmes de justifications élaborés par tous les secteurs partisans comme une sorte de sanction impersonnelle et objective des « mauvais gouvernements », c'est-à-dire des autres... C'est à leur corps défendant

que les militaires argentins auraient rompu, à partir de 1930, la tradition de subordination et de discipline.

Une des plus claires formulations de cette conception se trouve dans la réponse publique de l'ancien secrétaire du président Justo [1] au contre-amiral Ezequiel Niceto Vega, sympathisant frondiziste qui, dans une lettre à *La Nación*, en 1962, avait déploré l'intervention des forces armées argentines contre les gouvernements populaires, en soulignant — ce qu'aucun homme politique n'aurait osé faire — les responsabilités propres des militaires. Soucieux de défendre le général Justo, Miguel A. Rojas écrit :

> « Les différentes interventions des forces armées dans la vie politique du pays durant les toutes dernières années furent provoquées par l'aveuglement effreiné que mit la majorité des dirigeants politiques à défendre ses intérêts partisans en oubliant les grands intérêts du pays. Ce sont eux et eux seuls qui furent les responsables du 6 septembre 1930, et du 4 juin 1943 ... Prétendre attribuer aux forces armées la responsabilité des erreurs politiques qui ont entraîné le 6 septembre 1955 ou le 28 mars 1962 équivaut à discréditer un chirurgien qui a extirpé un appendice parce que c'était indispensable.
>
> Soyons sérieux : les militaires ne recherchent pas les problèmes, ils ne prétendent nullement s'immiscer dans les activités politiques du pays ».

L'armée semble, à la limite, la seule force politique légitime, ou du moins tout se passe comme s'il en était ainsi. Le pays doit tout à son armée : « L'indépendance, la souveraineté, le pétrole, la promotion industrielle ... » [2]. Son rôle d'arbitre est, d'après toutes les forces politiques, inscrit dans l'histoire. D'ailleurs, les règlements militaires ne lui reconnaissent-ils pas une vocation suprapartisane, un rôle *d'ultima ratio* historique ? Les points 2 et 3 des « concepts fondamentaux » du règlement définissant les missions de l'armée de terre stipulent [3] : « 2) La mission de l'armée est de sauvegarder les intérêts supérieurs de la nation ... 3) ... L'armée constitue une des réserves morales les plus élevées de la vie spirituelle du pays. Elle est dépositaire et gardien permanent de nos plus chères traditions. Elle veille sur la continuité historique de la nation ».

Tous les partis, toutes les formations politiques attendent que l'armée réponde à leurs aspirations pourtant contradictoires. Restauration libérale ou révolution nationale : l'armée se voit assigner des objectifs multiples et incompatibles. Mais nul ne désespère d'être entendu. Rien de plus étranger à l'Argentine que l'antimilitarisme. Comme dans

1. « El Sr. Miguel A. Rojas contesta a la carta del contralmirante Ezequiel Niceto Vega », *La Nación*, 11 avril 1962.

2. Vidal (Carlos Antonio), « La línea nacional y popular que nació con el gaucho », *Comunidad*, juillet 1967.

3. Ejército argentino RRM, *Reglamento para el servicio interno*, 1967.

tous les pays neufs, personne ne met officiellement en cause cet attribut de la souveraineté. Il y a parfois des attaques circonstancielles contre les militaires, jamais contre l'armée. Elles sont d'ailleurs destinées à les faire changer de camp et ne sont guère durables. La bouffée antimilitaire d'octobre 1945 est le type de ces phénomènes passagers. Ceux-là même qui conspuaient les « colonels nazi-fascistes », acclamaient dix ans plus tard les généraux « libérateurs » qui avaient chassé le péronisme du pouvoir.

Peu de grands partis peuvent dire comme ce responsable démocrate-chrétien : « Nous n'avons pas adulé les forces armées, ni caressé le rêve de posséder notre propre colonel pour faire une révolution au service d'intérêts particuliers »[4]. Si le degré de militarisme dépend des circonstances et des ressources politiques propres aux différentes formations, la main tendue aux militaires n'est pas l'apanage de la droite et du centre. La gauche et l'extrême-gauche ne partagent pas la sensibilité antimilitariste de leurs équivalents européens. Les formations situées dans cette partie du spectre idéologique attachent d'autant plus d'importance au phénomène du pouvoir militaire qu'elles ont, en Argentine, une audience limitée. Certains groupes de gauche vont jusqu'à placer tous leurs espoirs dans une alliance avec des militaires progressistes. C'est le cas des hommes qui se réclament de la « gauche nationale » et qui, dès la chute de Perón, ne voient de salut pour le pays que dans une « révolution antiimpérialiste » inspirée du modèle nassérien et fondée sur la conjonction de la classe ouvrière et de l'armée. C'est pourquoi leurs porte-parole repoussent également « l'aveuglement militariste du nationalisme clérical coupé du peuple, qui a conduit systématiquement l'armée dans une impasse, et l'aveuglement antimilitariste de la vieille gauche " cipaye ", liée à des intérêts extra-nationaux, qui a toujours cherché à séparer le peuple de l'armée »[5].

Sans aller jusqu'à partager la mystique militariste des « nationalistes de gauche », les secteurs progressistes indépendants, alors même qu'ils dénonçaient sans ménagement dans une période récente « la dictature militaire du général Onganía et la collusion antipopulaire des forces armées et de l'oligarchie », se donnaient pour idéal : « Rendre l'armée au peuple » dans un esprit de « fidélité à San Martín »[6].

Le Parti communiste argentin, à la même époque, dans les thèses soumises à son 13[e] congrès, se propose de contribuer à « l'union patriotique des civils et des militaires pour faire triompher la démocratie et défendre l'indépendance nationale ». Il considère en effet que de « nom-

4. De Vedia in « Los avatares del diálogo » *Primera plana*, 12 janvier 1971, p. 17.

5. Ramos (Jorge, Abelardo), *Historia política del ejército argentino*. De la logia Lautaro a la industria pesada, Buenos Aires, Peña Lillo, 1959, p. 77. Le terme de « cipaye » dans le jargon du nationalisme de gauche signifie « au service de l'étranger ».

6. Comisión de familiares y amigos de detenidos (COFADE), *Libro negro de la Casa Rosada*, Buenos Aires, s.e., 1969, p. 45.

breux représentants des forces armées ont adopté une attitude favorable à des transformations démocratiques et progressistes dans la politique intérieure et étrangère ainsi que dans la vie économique et sociale du pays »[7].

Pour réaliser cet objectif, le PCA clandestin et hors la loi privilégie, sous le régime militaire érigé en 1966, une structure d'accueil patriotique, proche du mouvement de la paix, dont le programme est à même d'attirer les officiers nationalistes. Le Mouvement pour la défense du patrimoine national (MODEPANA) a compté d'ailleurs parmi ses dirigeants un prestigieux militaire adversaire d'Onganía, le général Carlos Jorge Rosas, « un authentique général sanmartinien », qui « donna la preuve que les civils et les militaires patriotes pouvaient se retrouver », écrit une revue théorique du communiste lors du décès de l'ancien compagnon du légendaire général Savio[8].

Si tous les partis ou groupements à fonction politique tentent de se concilier des alliés militaires, leur prosélytisme n'est pas du même ordre que dans les milieux civils. La discrétion est de rigueur avec les officiers en activité. Les organisations parallèles, ou certains groupes parapolitiques tentent plus les militaires, même libérés des contraintes disciplinaires, que l'adhésion à des partis politiques. Il n'est pas superflu de voir quelle forme prend l'engagement politique militant des officiers argentins en dehors de leur participation aux « révolutions militaires ».

Les militaires dans les groupes politiques civils

Avant l'ère militaire, les officiers argentins semblent faire bon ménage avec les partis, et ne répugnent pas, du moins lorsqu'ils sont dégagés du service actif, à y adhérer. Nous avons vu qu'un bon nombre d'officiers supérieurs figuraient dans les instances dirigeantes de l'UCR. Avant de devenir général, le colonel José F. Uriburu avait été élu député conservateur de sa province natale, en 1913.

L'aversion militaire à l'égard des partis naît donc avec l'ère militaire, et l'antiparlementarisme qui la sous-tend. La professionnalisation joue dans le même sens. Le sentiment de la supériorité militaire et la mentalité martiale peu apte à assumer le caractère conflictuel et pluraliste d'un système libéral provoquent une véritable allergie à l'égard des partis. Ceux-ci sont perçus comme inefficaces, bavards et diviseurs. Perón, chef

7. « Extraits des thèses qui seront soumises à l'approbation du XIIIe congrès du PC argentin », *Bulletin d'information* (Prague), février 1969, p. 24. Documents des partis communistes et ouvriers. Il ne s'agit pas d'une attitude circonstancielle, mais d'une ligne stratégique permanente. Le PC légal, commentant le 26 février 1975 le discours de la présidente Isabel Perón, « préconise la formation d'un cabinet de coalition démocratique formé de civils et de militaires patriotes », *Nuestra palabra*, 26 février 1975.

8. « General Carlos Jorge Rosas », *Problemas de economía* (Buenos Aires), octobre-décembre 1969, p. 4.

et créateur de parti, saura jouer de ce sentiment. Son mouvement, doté d'une « doctrine nationale » qui lutte contre « les partis traditionnels » et incarne la « patrie » face à l'anti-Argentine, n'est pas sans toucher l'unanimisme professionnel des officiers. Parmi ses fidèles et ses hommes de confiance durant la « traversée du désert », il y aura de nombreux militaires. Le commandant Alberte, le colonel Osinde, le général Iñíguez illustrent cet engagement derrière le symbole des « grands objectifs nationaux ». Le loyalisme de certains, comme le général Valle, ira jusqu'au sacrifice suprême. On peut se demander d'ailleurs si ces militaires avaient le sentiment de défendre « un parti ».

Le général Aramburu, avant de fonder son rassemblement du peuple argentin (UDELPA) — un parti au-dessus des partis comme l'armée ? —, écrivait sur le thème « L'armée et la démocratie » : « Les forces armées ont pour mission spécifique leur consécration totale et absolue à la défense de l'honneur et de l'intégrité de la nation ... la politique partisane est interdite aux militaires qui ne doivent pas intervenir dans l'action des partis »[9]. Oui à la politique, non à la politique politicienne et aux partis, telle pourrait être, en résumé, l'attitude constante des militaires argentins depuis 1930. C'est sans doute en partie — mais seulement en partie, car la complexité de la société argentine y est pour beaucoup — la raison pour laquelle malgré quarante ans d'hégémonie et d'instabilité militaires l'armée n'a pas donné naissance à une formation capable de permettre son insertion politique sans soubresauts disciplinaires. Le péronisme et l'UDELPA n'ont qu'un lointain rapport avec le « parti des colonels » qui gouverne le Salvador depuis plus de vingt ans (Partido de conciliación nacional) ou le parti unique des militaires birmans (Burma Socialist Programme Party). Aucun de ces deux mouvements politiques argentins ne peut apparaître comme l'émanation d'une orientation majoritaire de la société militaire au même titre que l'Union socialiste arabe égyptienne ou le kémaliste parti républicain du peuple en Turquie.

L'action politique partisane n'existe pas moins chez les militaires argentins. Elle emprunte d'autres voies et d'autres formes. Les groupes de pression idéologique, les ligues para-militaires, voire les proclamations messianiques de militaires isolés, en sont les expressions les plus communes. Nous avons vu l'aide apportée par le Centre naval aux « gardes blanches » auxiliaires de la police durant la semaine tragique de 1919. La Ligue patriotique du « brave » Dr Carlès s'assure la collaboration de nombreux officiers prestigieux ; 46 des 252 membres du Congrès que cette organisation réunit en mai 1926 sont des officiers supérieurs. Un contre-amiral et un général font partie de sa direction. Inutile de rappeler la nature des actions patriotiques entreprises par les ligueurs.

9. Aramburu (général Pedro E.), « El ejército y la democracia », *Política* (Caracas), 6 février 1960, p. 40-41.

La Légion civique, créée par Uriburu en 1930, est une sorte de mouvement *squadrista* à la mode romaine placé sous le contrôle de l'armée. La compénétration entre les « faisceaux » argentins et la société militaire suppose une symbiose idéologique favorable aux desseins antilibéraux de ses créateurs. On pourrait, plus près de nous, évoquer les relations maintes fois dénoncées entre les milieux militaires et certains groupuscules nationalistes violents comme Tacuara ou la Guardia nacionalista restauradora à laquelle, en 1962-1963, plusieurs attentats antisémistes ont été attribués. Militantisme, appui logistique ou manipulation ? En l'absence de documentation digne de foi, nous ne pouvons pas éclaircir ce point.

La participation active de militaires de haut rang dans des groupes de pression idéologique comme la Fédération des associations démocratiques révolutionnaires, à partir de 1958, est plus facile à connaître. Les défenseurs de l'esprit de la *libertadora* se retrouvent à la FEDRA autour du lieutenant-général Ossorio Arana ou du vice-amiral Toranzo Calderón pour commémorer la victoire sur le péronisme. Les mêmes ou presque se rassemblent à la Fédération argentine des associations anticommunistes (FAEDA) qui connaît de beaux jours, de 1962 à 1969. L'appartenance à un club nationaliste comme le Club del Plata ou l'Ateneo de la República [10] a également valeur d'un choix politique.

Les proclamations, lettres ouvertes ou déclarations publiques strictement politiques d'activistes connus peuvent créer de manière informelle, par les réactions qu'elles suscitent, l'équivalent d'un groupe politique « à distance » en quelque sorte : ainsi, la lettre ouverte du colonel Carlos M. Zavalla, distribuée sous forme de tract imprimé en novembre 1962, alors que son auteur nationaliste est encore en activité [11]. Ainsi les multiples libelles du colonel Guevara, qui rompt des lances contre le libéralisme en appelant civils et militaires à appuyer le mouvement qu'il crée à plusieurs reprises sous des noms divers, Fundación comunitaria, Nouvelle force, Mouvement national communautaire, etc. [12].

De fait, les rapports des militaires et de la politique n'empruntent pas, pour l'essentiel, le canal de ces groupements. Ces ersatz de partis ne représentent que la surface, la partie la plus visible ou plutôt la plus voyante, mais non la plus décisive, du phénomène d'activisme et d'engagement politique des militaires argentins. Ce sont les configurations profondes, les mécanismes spécifiques qu'il convient de repérer et de cerner pour saisir la dynamique propre du pouvoir militaire.

10. Où, en 1969-1970, l'on pouvait rencontrer, entre autres, le lieutenant général Rattenbach.

11. Carta del coronel Carlos M. Zavalla a su Excia el Sr. Secretario de Estado de guerra, 21 novembre 1962. (Archives Güiraldes).

12. « La ofensiva comunitaria », *Primera plana*, 23 décembre 1969, p. 9.

Les courants politiques au sein des forces armées argentines

Institution bureaucratique hiérarchisée, destinée à la défense de l'ensemble du territoire national et disposant du monopole des formes supérieures de violence, l'armée ne réagit évidemment pas comme un parti. Mais son intervention dans la vie politique n'est ni l'action impersonnelle à la fois mécanique et unanime d'une organisation structurellement monolithique, ni l'instrument docile des leaders hiérarchiques formels et de leur volonté de puissance ou de leurs intérêts sociaux. Les clivages politiques au sein de l'armée, latents ou manifestes, n'en existent pas moins. Mais ils obéissent à des mécanismes proprement institutionnels : d'où leurs contours flous et la fluidité des tendances.

Par-delà les sympathies politiques personnelles des militaires en tant que citoyens, les principes de cooptation et de verticalité qui président aux promotions et aux nominations créent des réseaux de loyauté réciproques. La fidélité au chef, la protection que celui-ci octroie à son subordonné sont à l'origine de la formation de véritables clientèles, voire de clans. Ce n'est pas surestimer le rôle des individus que de privilégier des sous-groupes pyramidaux que couronnent les hommes, civils ou militaires, qui incarnent les grandes tendances de l'opinion publique. Dans les années trente et quarante, ils s'appellent Yrigoyen, Justo, Uriburu. La mort des leaders nationaux n'entraîne pas la disparition de courants d'opinion qui dépassent les personnalités. Des complots d'officiers yrigoyénistes jusqu'en 1935 ou l'activisme des officiers « uriburistes » jusqu'en 1943 suffisent à le prouver.

Tous les témoignages d'officiers ayant eu des commandements de troupes au début de l'ère militaire concordent. Entre 1930 et 1940, on caractérise, au sein de l'armée, les militaires prestigieux en fonction de leurs affinités idéologiques. On dit « un officier radical », « un colonel du clan Justo », ou un homme d'Uriburu. Sur l'opposition radical/antiradical qui parcourt la société militaire, surtout à compter de 1916, vient se greffer, à partir de 1930, la division des officiers conservateurs ou libéraux (« le côté de chez Justo ») et *nacionalistas* ou corporatistes (les fidèles d'Uriburu). Le péronisme vient brouiller encore les cartes. La bipolarisation de la vie publique n'épargne pas la société militaire. Mais, là aussi, elle occulte les nuances, voire les antagonismes du camp antipéroniste, qui reparaîtront en septembre 1955 dans la crise du lonardisme. Qu'en est-il aujourd'hui, dans les années soixante-dix ?

Avant de décrire les cheminements contemporains de l'opinion militaire argentine, deux remarques s'imposent. Les militaires argentins — comme tous les militaires professionnels — se déterminent, pour l'essentiel, en fonction de mécanismes institutionnels propres. Les hypothèses stratégiques officiellement acceptées à un moment donné définissent des

menaces dont les interprétations sous-tendent les différentes attitudes. La reformulation en termes politiques — c'est-à-dire au niveau de la société globale, de son organisation, donc de son gouvernement — des hypothèses de guerre élaborées par l'Etat-major rend compte de deux caractéristiques de l'opinion militaire : la nature, parfois contradictoire, toujours peu tranchée, des courants politiques, la dimension essentiellement négative des comportements.

En fonction de l'éclairage projeté sur les menaces potentielles, de la dimension de « l'ennemi » qui est privilégiée, de l'élément stratégique sur lequel porte l'accent, des divergences tactiques, conjoncturelles et floues apparaissent au sein de la société militaire : d'où des chassés-croisés et des recouvrements partiels de distinctions mouvantes. L'aspect négatif des attitudes politiques est également conditionné par les valeurs militaires. Les officiers savent avant tout quel régime ils refusent, à quel parti ils ne souhaitent pas voir confier le pouvoir. L'armée réagit face à des situations plutôt qu'elle n'agit en vue de certains objectifs.

De plus, il faut souligner, pour la période récente, la continuité historique des grands courants politiques qui traversent l'armée depuis 1930. Trois sensibilités se manifestent au sein des forces armées argentines. Deux d'entre elles nous sont connues. La première, que nous appelerons simplement « libérale » dans ses deux versions « démocratique et élitaire », se réclame aussi bien de Justo que d'Yrigoyen. Le courant « autoritaire-corporatiste » forme le second volet. La troisième composante, plus récente, provient aussi bien de la tradition radicale que du versant « nationaliste » : nous pourrions l'appeler « industrialiste technocratique ». Nous allons voir que les recoupements sont nombreux entre cette attitude et celle, autoritaire-corporatiste, des nationalistes.

Les préoccupations industrielles de l'armée argentine remontent à l'époque d'Yrigoyen. Les noms des généraux Baldrich, Savio, Mosconi jalonnent l'histoire glorieuse de l'apport militaire à l'industrie et au développement national. L'armée est « industrialiste » par exigence institutionnelle. Certaines armes le sont plus que d'autres. Ce n'est qu'avec la chute de Perón et la « dépéronisation » de l'appareil militaire, qui provoque un virage idéologique à cent quatre-vingts degrés, que l'effort industriel cesse d'être une préoccupation obligée de l'armée argentine. Les militaires « libérateurs », brûlant ce qu'ils avaient adoré, sont bien près de repousser un secteur économique que Perón passait pour favoriser. Les officiers argentins les plus « révolutionnaires » se ruent alors avec un enthousiasme de néophytes ou de convertis dans la défense sourcilleuse des « libertés » et de la « démocratie » contre « les totalitarismes ». Le rôle de l'Etat, donc de l'armée, dans le développement est combattu. Les dépendances critiques sont oubliées. C'est alors que renaît pourtant un courant industrialiste sur lequel va s'appuyer le *desarrollismo* de Frondizi. Minoritaire dans l'armée, à contre-courant de

la sensiblité du moment, il ne parviendra pas à entraîner les forces armées derrière la politique industrialiste du président issu des élections de 1958. La lutte contre le communisme venant relayer l'antipéronisme, le développement de l'industrie nationale, le développement tout court deviennent non seulement secondaires mais suspects aux yeux de la société militaire.

C'est dans ces circonstances que se critallise une tendance de la pensée militaire argentine qui néglige les aspects institutionnels du système politique (le choix libéralisme/corporatisme) qui refuse l'obsession de la guerre contre-révolutionnaire et fixe à l'armée des objectifs nationaux largement extra-militaires. La tâche assignée aux forces armées est la création d'une économie forte et indépendante, base de la souveraineté et moyen d'une défense réellement nationale. « Pour des peuples comme le nôtre, écrit le principal porte-parole de ce courant, le conflit fondamental, réel et présent implique la lutte pour le développement intégral, c'est-à-dire le développement économique, culturel et spirituel » [13]. L'ennemi est donc le sous-développement.

Les plus actifs parmi ces *desarrollistas* militaires ont joué un rôle important sous la présidence du Dr Frondizi, comme le vice-amiral Estévez ou le général de division Guglialmelli, ex-secrétaire de la présidence, ou le brigadier Arnaldo C. Tesselhof ; d'autres se sentent simplement des affinités pour le programme « d'intégration et de développement » inspiré par Rogelio Frigerio [14]. Ils se sont déclarés hostiles à l'orientation « gorille » de l'armée et au coup d'Etat qui renversa le président en 1962. Ces *desarrollistas* ont participé au premier plan au secteur azul de 1962-1963 et aux négociations frontistes qui ont suivi. Le régime issu du coup d'Etat de juin 1966 les écarte des postes décisifs mais ne néglige pas leur caution idéologique. Ils ont leur organe, la revue *Estrategia,* fondée en mai-juin 1969 par le général Guglialmelli, et qui a acquis en quelques années un solide prestige à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, par la qualité de ses sommaires et l'ampleur de ses perspectives diplomatico-stratégiques. Cette revue, véritable carrefour politique et militaire, excellement dotée en contributions publicitaires publiques et privées sous Onganía, a sans doute permis au courant « industrialiste-technocratique » de surmonter le handicap de son passé frondiziste et d'influencer de larges secteurs de l'intelligentsia militaire.

Les secteurs dits nationalistes de l'armée, marqués par une idéologie autoritaire-corporative, rencontrent souvent les précédents sur le problème du développement. On pourrait souligner la fortune de cette idéologie antilibérale. Les milieux favorables à une révolution nationale, à

13. Guglialmelli (général Juan E.), « Función de las fuerzas armadas en la actual etapa del proceso histórico argentino », *Estrategia*, mai-juin 1969, p. 15.

14. Orsolini (lieutenant-colonel María Horacio), *Ejército argentino y crecimiento nacional*, Buenos Aires, Arayú, 1965, 283 p.

l'instauration d'un ordre nouveau ont, depuis Uriburu, toujours rencontré un écho non négligeable dans l'armée de terre et l'aviation, plus rarement dans la marine. Ce n'est sans doute pas propre à l'Argentine. S. Huntington remarque les affinités existant entre l'éthique militaire et l'idéologie fasciste. La conception d'un « homme faible, méchant et irrationnel qui doit être subordonné au groupe » est, selon lui, commune aux deux conceptions du monde social [15].

Quoi qu'il en soit, notons que les partisans d'un ordre social hiérarchique, d'une réforme de la Constitution supprimant les partis au profit des représentations fonctionnelles, ne constituent pas un phénomène limité dans le temps et contemporain du crépuscule des démocraties dans l'entre-deux-guerres. D'inspiration maurrassienne ou mussolinienne, le courant nationaliste influence toujours de larges fractions de l'appareil militaire et des milieux activistes. La solution simple, qui consiste à projeter l'organisation militaire dans la société politique, n'est pas sans attrait pour de nombreux militaires dont elle flatte le messianisme latent. Parée d'atours populistes ou auréolée de doctrine catholique, elle forme une des composantes essentielles et permanentes de l'opinion militaire, dont elle souligne à tout le moins l'insularité normative. La conversion à la guerre antisubversive lui a d'ailleurs donné un nouveau souffle.

C'est ainsi que la philosophie officielle de l'armée de l'air argentine dans les années soixante apparaît fortement marquée par le « national-catholicisme ». L'écrivain catholique Jordán Bruno Genta rédige, en 1962, à la demande de l'Etat-major de l'armée de l'air, un manuel de guerre contre-révolutionnaire qui constitue un véritable réquisitoire antidémocratique. Ce livre, qui se présente comme une sorte de syllabus de l'intégrisme contre-révolutionnaire, dénonce la violation de « l'ordre naturel par le libéralisme, antichambre du bolchévisme, plaide pour une « éducation christo-centrique, patriotique, traditionaliste et hiérarchique » ainsi qu'en faveur d'une « dictature militaire indispensable pour sauver le pays du suffrage universel, désastreuse et universelle prostitution » [16].

Plus près de nous, la révolution nationale est au centre de l'idéologie des jeunes officiers qui se soulèvent à la tête des garnisons d'Azul et de Tandil, en octobre 1971, contre les projets de restauration constitutionnelle du général Lanusse. C'est du moins ce qui apparaît à la lecture de la « confession idéologique » rédigée par l'un des protagonistes, le lieutenant-colonel Florentino Díaz Loza quelques semaines après les événements. On peut lire, entre autres, dans ce texte : « Le libéralisme est essentiellement antichrétien. De ses erreurs et notamment de son huma-

15. Huntington (S.), *The soldier and the state. Theory and politics of civil military relations*, Cambridge, Harvard University Press, 1957, p. 90.

16. Genta (Jordan Bruno), *Guerra contrarrevolucionaria. Doctrina política*, Buenos Aires, Editorial Nuevo orden, 1965, p. 200 et 216.

nitarisme frelaté naît le marxisme ... le libéralisme corrompt l'esprit et la morale de l'homme. Il faut recréer la nation sur des bases authentiques, dignes de foi, pures et réelles. Il s'agit de la débarrasser des conceptions libérales, maçonniques et internationales de la synarchie économique et idéologique » [17].

Le nationalisme de certains officiers industrialistes voire « anti-impérialistes » a parfois des prolongements sur le plan politique qui rencontrent les conceptions des partisans de la révolution nationale. Pour eux, un développement social et économique accéléré doit s'accompagner de la mise sur pied d'un Etat moderne, d'un Etat correspondant mieux à la révolution scientifique et technique contemporaine que le parlementarisme du 19e siècle, c'est-à-dire un Etat fort pour un ordre nouveau. C'est l'opinion du principal responsable du Plan Europe d'équipement de l'armée argentine, le général Eduardo J. Uriburu [18], qui écrit en 1971 qu'il est :

> « de ceux qui veulent un Etat national-socialiste, qui incorpore les aspects sociaux et économiques du programme de la gauche à une affirmation des valeurs nationales et spirituelles ... Nous recueillons, bien sûr, ajoute l'ancien chef du quatrième bureau (logistique) de l'Etat-major de l'armée de terre, l'héritage des précurseurs qui tentèrent d'implanter un ordre nouveau en Europe dans la première moitié du 20e siècle, mais nous ne pouvons pas raisonnablement vouloir appliquer les formules du passé ... Un Etat doté d'autorité est une nécessité ... Le 21e siècle sera celui des Etats socialistes ; il n'y aura plus aucune possibilité de maintenir une structure parlementaire et de perdre du temps, des efforts et de l'argent dans des élections répétées. Plus de la moitié du monde actuel a compris cette réalité ... L'armée est engagée dans le développement national, ou du moins elle doit l'être si elle veut remplir son devoir, mais l'armée ne peut honorer son engagement si ce n'est dans le cadre d'un Etat moderne où la priorité sera accordée au destin national et qui orientera et dirigera la totalité des activités du pays : l'Etat national-socialiste » [19].

Le courant libéral dans l'armée est infiniment plus mêlé. Il comprend d'authentiques démocrates attachés aux procédures constitutionnelles, souvent conservateurs, comme le général Aramburu après 1960, parfois progressistes (comme le général C.J. Rosas). Il compte aussi des ultras dont le libéralisme économique et social, plus que politique, s'assortit d'un antiétatisme de style goldwatérien, qui emprunte parfois les principes doctrinaires de « l'économie sociale de marché » chère au capitaine Alsogaray. Gorilles de 1955 et Colorados de 1962 se situent dans cette orientation. La marine est profondément marquée par ce néo-libéralisme

17. Díaz Loza (Florentino), « Argentina. Coyuntura histórica del siglo XX » *Estrategia*, décembre 1971 - janvier 1972, p. 109-113.

18. Uriburu (Eduardo J.), *El Plan Europa. Un intento de liberación nacional*, Buenos Aires, Cruz y Fierro, 1970, 213 p.

19. Uriburu (Eduardo J.), « El equipamiento de las fuerzas armadas y su relación con el desarrollo nacional », *Estrategia*, novembre-février 1972, p. 98-99.

nostalgique d'un Etat « minimalitaire » où les forces sociales et les élites « naturelles » pouvaient se déployer. Les déclarations d'hommes comme l'amiral Rojas ou le contre-amiral Sánchez Sañudo en témoignent. L'option libérale est parfois politiquement antidémocratique sinon antilibérale.

Si les libéraux ne condamnent pas les « jeux subils et surannés » du parlementarisme et des joutes électorales, ils s'opposent aux dominations majoritaires, toujours jugées démagogiques. Ce sont des partisans de la « raison collective » opposée à la « volonté collective ». En cela, leurs analystes concordent avec celles des nationalistes dont ils diffèrent par les solutions proposées pour surmonter la crise institutionnelle. Bon nombre de ces libéraux attachés à la Constitution de 1853 et au modèle socio-économique, qui fit la grandeur du pays sous la direction d'une oligarchie modernisante et éclairée, croient que « les hommes qui ont eu accès au pouvoir depuis 1910 manquaient de capacité et de maturité »[20]. Tournés vers le passé, ces laudateurs de l'ère libérale pensent en effet ainsi : « Jusqu'en 1912 des minorités éclairées ont gouverné. Le gouvernement des meilleurs et des plus aptes ... avait permis au pays de grandir et de se moderniser. La loi Sáenz Peña, en garantissant le suffrage universel, a fait entrer la démagogie dans la vie politique argentine et a abouti à des gouvernements très défectueux »[21].

Ce libéralisme oligarchique est donc fort proche, dans son diagnostic, de l'autoritarisme des nationalistes, d'où les chassés-croisés fréquents. A noter que cette appréciation de la « crise politique » argentine est celle que partagent les groupes dominants traditionnels et leurs organes de presse (*La Prensa* et *La Nación* entre autres).

Les attitudes des militaires : évolutions et constantes idéologiques

La perméabilité aux idées dominantes reformulée en termes professionnels n'est pas une particularité de l'armée argentine. Sans nous étendre sur les caractères généraux de la mentalité militaire, nous avons noté que les normes institutionnelles conditionnent les attitudes politiques et leur fixent certaines limites[22], mais elles conditionnent parfois aussi, en les déformant, les interprétations du pouvoir militaire.

La pratique du commandement rend, paraît-il, les officiers peu aptes à l'art de convaincre et de persuader. Habitués à un règlement rigide, à

20. Général Rosendo Fraga in : « ¿ Hay clase alta o no ? », *Extra*, février-mars 1966.

21. Interview du général Benjamín Menéndez, 1er septembre 1969.

22. Qu'il ne faut pas surestimer et qui ne sauraient servir d'explication universelle et passe-partout du type : les militaires formés à la discipline défendent partout et toujours l'ordre établi. Les capitaines et généraux portugais du 25 avril, après bien d'autres, suffiraient à démentir de telles assertions.

recevoir des ordres et à en donner aussi de précis et directs, donc à exécuter, les officiers sont peu capables d'initiatives. L'art de la guerre étant « simple et tout d'exécution », l'appareil militaire est perçu comme essentiellement instrumental, notamment dans le domaine politique. De là à conclure à l'hétéronomie totale de ses interventions politiques il n'y a qu'un pas. L'apparence de manipulation est d'autant plus vraisemblable que l'armée est une branche culturellement et matériellement dépendante de l'appareil d'Etat d'un pays dépendant. En d'autres termes, la dépendance économique, financière, culturelle de l'Argentine et l'internationalisation de sa vie politique (substitution de prépondérance, guerre mondiale, guerre froide et bipolarisation) portent à chercher à l'extérieur les raisons ou le sens des interventions militaires. Car l'appareil militaire argentin subit l'influence des fournisseurs étrangers de modèles institutionnels et d'armement.

Mais nous avons vu au passage comment par exemple le degré d'exposition à l'influence de l'armée allemande n'avait guère de conséquences mécaniques sur les attitudes politiques individuelles. Le général Ramón Molina, incorporé à l'armée allemande en 1911, officier à la prussienne, grand admirateur des institutions militaires germaniques, complote pour rétablir contre Justo la démocratie et s'inscrit à l'UCR, tandis que le général Menéndez, qui collabore avec enthousiasme à des feuilles nazies, n'est jamais sorti d'Argentine. La germanophilie technique des officiers argentins avant 1940 ne préjuge en rien de leur engagement civique, pas plus que l'antiaméricanisme, longtemps partagé par la diplomatie conservatrice, ou les sentiments antibritanniques nourris de l'histoire du 19e siècle. Elle ne suffit pas à fonder la légende d'une cinquième colonne au service du IIIe Reich, lancée en 1944-1945 par l'opposition au régime militaire et le Département d'Etat, sur la base de données fort ténues ; nous n'insisterons pas sur ce thème. Notons seulement au passage qu'il alimente encore, en 1956, une polémique interne à l'armée de terre : un officier, dans une conférence au Cercle militaire, ayant formulé à cet égard une accusation précise contre l'enseignement de l'Ecole supérieure de guerre ; selon ce conférencier, la chaire d'histoire militaire, en donnant une préférence unilatérale à l'armée allemande, aurait contribué à la diffusion dans l'armée des « idées antidémocratiques et totalitaires » [23].

Le remplacement dans l'après-guerre, après une période de flottement [24], des modèles et de l'armement allemands par l'équipement et la formation nord-américains dans le cadre d'une alliance continentale ren-

23. « Nota elevada al director de la Escuela superior de guerra con motivo de la conferencia pronunciada el dia 6-IX - 56 en el Circulo militar ». *Revista de la Escuela superior de guerra*, 1956, suplemento.

24. Dès 1946-1947, l'Argentine se fournit en équipement de surplus allié. Nous avons vu l'importance intellectuelle de l'apport nord-américain dans la littérature militaire argentine dès 1950.

forcée par la chute de Perón et les visées planétaires des Etats-Unis devenues « leader du monde libre », pose le problème dans d'autres termes.

L'aspect cumulatif des dépendances, inconnu jusqu'alors, les intérêts économiques des Etats-Unis en Argentine, et la situation géographique du pays donnent à l'influence militaire étrangère une nouvelle dimension. Ainsi, le Pentagone et la CIA ont sans doute contribué entre autres — contre les vœux du Département d'Etat et peut-être de la Maison Blanche — au renversement du président Frondizi. Affirmer cela ne signifie pas sombrer dans l'histoire-complot. Pas plus la tristement célèbre CIA que les fameux « agents révolutionnaires » étrangers ne parviennent à leur fin quand le terrain n'est pas propice. Néanmoins, la chute de Frondizi n'est pas due à la main du Pentagone. L'armée argentine a fait passer la croisade anticommuniste et la défense de l'Occident avant la considération d'intérêts supérieurs de la nation. Mais cette attitude antinationale, en consonance avec la mutation stratégique kennedienne et la conversion à la lutte antiguérilla des armées continentales, correspond dans une large mesure à un choix accepté.

L'intériorisation des valeurs « occidentales et chrétiennes » et de l'idéologie contre-révolutionnaire n'a pas été imposée du dehors. Le mythe de l'officier latino-américain *brain-washed* à Fort Gulick ne résiste guère à une réflexion comparative. Les généraux péruviens et les commandants panaméens d'après 1968 en attestent.

Mais même si l'influence militaire nord-américaine avait des conséquences mécaniques et univoques, il resterait à savoir dans quelle mesure la pénétration de l'appareil militaire argentin a entraîné une transfusion idéologique efficace. Examinons les indicateurs de la « nord-américanisation » des armées latino-américaines : le nombre des cadres nationaux entraînés par les Etas-Unis, l'importance de l'aide dans le cadre des programmes militaires. Remarquons d'abord que les statistiques du Pentagone distinguent, pour l'entraînement des militaires latino-américains, les Etats-Unis « et l'étranger », c'est-à-dire essentiellement les écoles spéciales de la zone du canal de Panama où sont installés les centres d'entraînement à la contre-guérilla. Ce sont évidemment ces derniers centres qui correspondent le plus directement aux conceptions de Washington en matière de division continentale du travail militaire, ce sont leurs stages qui véhiculent le mieux l'idéologie, voire la philosophie libérale, contre-révolutionnaire de *l'American way of life*. Les écoles militaires des Etats-Unis offrent plutôt des stages de perfectionnement technique de niveau élevé pour *post graduates* militaires. Leur contenu idéologique est évidemment beaucoup plus faible.

Les chiffres officiels des militaires argentins entraînés par les Etats-Unis sont relativement bas, eu égard à la taille de l'armée argentine, la deuxième du continent pour les effectifs. Le nombre total de ses stagiaires est sensiblement identique à celui de la Bolivie ou du Guatémala

pour la même période. Au Guatémala, notamment, avec ses 9 000 hommes et ses 2 280 militaires stagiaires — a fortiori si les mêmes officiers ou sous-officiers font plusieurs séjours — l'emprise militaire nord-américaine atteint un niveau politiquement significatif. Il n'en est pas de même pour l'Argentine. Le Pérou, le Venezuela, l'Equateur et le Chili ont envoyé plus d'officiers dans les écoles nord-américaines. Le Brésil, dont l'armée est moins d'une fois et demie plus nombreuse que celle de l'Argentine, a confié près de deux fois et demi plus de cadres militaires à l'armée nord-américaine.

En ce qui concerne le type de stages, Panama et la lutte antiguérilla n'attirent guère les Argentins, même dans la dernière période pendant laquelle le nombre total des stagiaires a presque atteint en cinq ans le même niveau que pendant les quinze ans ou plutôt les dix années précédentes. L'absence de guérilla sur le territoire national n'est pas la seule

Tableau 1. Militaires entraînés aux Etats-Unis ou dans des bases nord-américaines extérieures aux Etats-Unis (essentiellement Panama)

	*1950-1965**	*1965-1970**	*1950-1965***	*1965-1970***	*Total*	*Effectif des forces armées en 1970*
Argentine...	1 375	1 007	256	170	2 808	137 000
Brésil	3 632	2 377	366	481	6 856	194 300
Bolivie	208	202	1 065	1 183	2 658	21 800
Chili	2 064	489	549	1 272	4 374	61 000
Equateur ...	1 222	316	1 506	1 240	4 284	20 000
Pérou	2 306	584	1 080	1 037	5 007	54 650
Vénezuela ..	749	562	982	1 785	4 078	30 500
Guatémala ..	491	135	678	976	2 280	9 000

* Entraînés aux Etats-Unis.
** Entraînés dans des bases américaines extérieures aux Etats-Unis.
Sources : USA Defence Department 1967 et 1971, d'après les tableaux publiés par Robert P. Case, " El entrenamiento de los militares latino-americanos en los Estados Unidos ", *Aportes*, octobre 1967, et " La asistencia militar de los Estados Unidos a América latina ", *Marcha* (Montevideo), 4 juillet 1972.

Tableau 2. Assistance financière des Etats-Unis (1953-1972) *

Argentine	129,5	Equateur	63,8
Brésil	365,2	Pérou	120,2
Colombie	131,3	Uruguay	58,5
Chili	160,7	Vénezuela	53,9

* En millions de dollars, intérêts déduits.
Sources : USA Agency for International Development, Statistics and Report Division, *US overseas loans and grants and assistance from international organizations. Obligations and loans autorizations, July 1, 1945, June 30, 1972*, Washington, mai 1973.

Tableau 3. Evolution de l'assistance militaire américaine*

		Argentine	*Brésil*	*Chili*
Post war relief :	1946-1948	—	—	—
Marshall Plan :	1949-1952	—	—	—
Mutual Security Act :	1953-1961	3,0	170,6	47,4
Foreign Assistance Act	1962-1965	56,1	109,1	69,5
	1966	27,3	30,6	10,2
	1967	15,6	32,6	4,2
	1968	11,4	36,2	7,8
	1969	11,7	0,8	11,7
	1970	0,6	0,8	0,8
	1971	16,4	12,1	5,7
	1972	20,3	20,8	12,3
Total (intérêts non déduits)		162,4	413,6	169,8

* Ventes à crédit, dons et surplus, en millions de dollars US.
Source : Us overseas loans and grants..., op. cit., p. 35.

explication de ce choix. Le Chili n'a jamais eu, non plus que l'Equateur, de foyer de guérilla de quelque considération. Les stagiaires argentins sont donc peu nombreux à subir l'irradiation idéologique maximale.

L'aide militaire à l'Argentine n'est pas non plus très considérable, à peine plus du tiers de celle du Brésil, inférieure à celle reçue par la Colombie et le Chili, égale à celle du Pérou. Remarquons, cependant, la concentration dans le temps qui a de toute évidence une signification politique. La moitié du montant total de l'assistance militaire reçue en vingt ans correspond à cinq années fiscales (1962-1966), comprises entre deux dates de coup d'Etat qui ont mérité l'approbation chaleureuse des milieux militaires nord-américains. L'injection massive de l'aide américaine en 1962-1965 contraste fortement avec la très faible participation de l'Argentine aux largesses du Pentagone jusque-là. Séquelle sans doute de la mésentente cordiale avec l'Argentine péroniste ?

Cependant, sans vouloir sous-estimer la dimension externe et importée dans la formation des attitudes militaires, il n'est pas inutile de revenir aux réalités nationales. Certes, l'armée argentine, dans les années soixante, a embrassé d'enthousiasme la théorie de la guerre antisubversive — poussée jusqu'à ses dernières conséquences politiques — parce que celle-ci fournissait à une institution, sans fonction manifeste après un long siècle de paix, une mission qui n'était pas sans légitimer son rôle tutélaire en matière politique. Mais on peut se demander, par ailleurs, si l'on ne retrouve pas dans l'armée une constante du comportement politique des groupes dominants : la surestimation du danger révolutionnaire qui remonte à la semaine tragique. Ce réflexe idéologique, que nous avons appelé l'anticommunisme sans communistes, se retrouve dans les

mobiles de l'armée en 1943, en 1955, en 1962 et en 1966. L'influence nord-américaine se greffe sur cette donnée.

Les encouragements idéologiques et diplomatiques que Washington prodigue à une telle orientation servent évidemment les intérêts nord-américains. On ne peut en conclure pour autant de leur responsabilité exclusive dans son apparition.

Il convient donc de placer dans leur contexte institutionnel et social les influences extérieures. Il faut en user de même avec les traits universels de la fonction militaire. Le corps militaire argentin, par sa formation, son insertion dans un type de société donné, a accentué certains aspects génériques de la conception martiale de l'univers social. L'obsession hiérarchique nourrit la nostalgie d'un « ordre naturel », remède miracle à la crise institutionnelle. Mais le conditionnement historique ne réduit pas cette panacée à l'autoritarisme antilibéral. L'ordre libéral (celui des élites, fondatrices, d'une oligarchie « naturelle » elle aussi) n'a pas, en Argentine, la corrélation négative avec l'armée qu'il assume dans la plupart des pays [25].

Le moralisme volontiers puritain ne semble pas être une particularité de l'armée argentine. L'exaltation du « sacrifice » et la condamnation de la « jouissance » paraissent liées à la rhétorique de l'héroïsme propre à la profession. Mais l'influence catholique dans sa modalité italienne autant qu'espagnole, mariée à l'honneur junker, lui donne en Argentine une tonalité particulière. Une des matières les plus importantes du cursus au Collège militaire est « l'ethique » étroitement liée au commandement [26]. Les problèmes de la vie privée des officiers acquièrent une importance considérable [27]. Les premières décisions d'une « révolution militaire » consistent souvent à « rétablir la moralité » ; pas seulement dans le domaine des finances publiques, ni sous l'angle de la corruption. L'ordre des casernes est avant tout un ordre moral. Ramírez bannit de la TSF l'argot canaille des paroliers de tango ; Onganía traque les lumières tamisées des boîtes de nuit et les revues humoristiques. Une telle préoccupation n'est pas sans rapport avec le messianisme corporatif. La rédemption par le garde-à-vous consiste à confondre moralité publique et grandeur nationale, libertinage privé et subversion libertaire.

Le sentiment de l'éminente supériorité des valeurs martiales, l'exaltation du fonctionnement sans faille de l'appareil militaire inspirent le mysticisme justificateur d'officiers « illuminés ». Si, comme l'écrit en 1935 le commandant Jacinto Hernández, la vie du soldat répond à un « idéal divin » [28], on perçoit l'incapacité militaire à comprendre la politi-

25. Voir Huntington (S.), *op. cit.*, p. 90.

26. La discipline baptisée Etica y mando.

27. Un grand nombre d'officiers en activité de 1943 à 1955 et ayant joué un rôle politique nous a dit s'être défié de Perón en raison des « turpitudes de sa vie privée ».

28. Hernández (Jacinto), *Revista militar*, novembre 1935, p. 1 044.

que, cet art du possible fait de tâtonnements et de dialogues. La dimension conflictuelle du devenir social échappe également au cadrage professionnel des institutions militaires. La préoccupation pour l'unité nationale et les besoins d'unanimité sur les buts à atteindre et les moyens pour y parvenir, constituent des constantes du comportement militaire. Un colonel argentin y verra l'une des raisons du soutien donné par l'armée au régime péroniste.

« A force de mettre en garde l'armée contre la politique et les politiciens, de lui inculquer la méfiance à l'égard de ceux-ci, les officiers ont fini par penser que le destin de la nation devait tomber entre leurs mains, écrit le colonel d'Andrea Mohr. Ceci rend compte de l'acceptation sans résistance du parti unique, " parti des objectifs nationaux " opposé aux partis des politiciens. C'est ainsi que nous avons perdu la liberté »[29].

La vision du monde en noir et blanc (ami/ennemi) propre au métier des armes a sans nul doute joué aussi en Argentine un rôle déterminant. La propension au manichéisme de l'armée n'a pas été sans favoriser le péronisme qui lui doit une part de son inspiration. De même l'attachement aux valeurs bureaucratiques a trouvé son incarnation dans le solidarisme de la « communauté organisée » chère au général Perón et au général Onganía. Gardons-nous bien cependant de prendre les formes idéologiques ou les ressorts axiologiques des interventions militaires pour leur cause. Les constantes professionnelles, justement parce qu'elles sont universelles, éclairent des mécanismes, elles ne rendent pas compte des discontinuités politiques. Encore faut-il repérer leur spécificité ; cerner leur traduction concrète dans le contexte argentin. Le conditionnement fonctionnel des divisions politiques est à cet égard l'un des axes majeurs.

Les lignes de clivage de l'opinion militaire

Les réseaux de loyautés à l'origine des clans ou des cliques militaires n'obéissent pas au seul hasard. Certes, le regroupement strictement politique sur la base d'affinités idéologiques supra-fonctionnelles a existé. Il ne faut pas néanmoins le surestimer ni accorder une importance excessive aux « loges militaires ». Le goût du mystère autant que l'attrait de la révélation spectaculaire sur les « chefs d'orchestre » clandestins ont contribué à accréditer l'action décisive de ces sociétés discrètes voire secrètes. En fait, en dehors de la Société de défense antiyrigoyéniste des années vingt, et du GOU, aucune organisation militaire clandestine et structurée n'a joué un rôle de premier plan. La rumeur publique et la

29. D'Andrea Mohr (colonel José Luis), « Nuestro ejército en nuestra democracia », *Revista militar*, mai-juin 1956, p. 2.

presse à l'écoute de l'armée ont bien souvent, pour des raisons parfois intéressées, révélé l'existence de multiples sectes pittoresques au sein des forces armées. Ainsi a-t-on parlé du « dragon vert » en 1960, avant de découvir qu'un simple colonel au surnom oriental ne faisait pas une loge à lui seul [30]. L'inclination des militaires pour les conciliabules mystérieux, le goût du secret apporté à toutes leurs délibérations ne peuvent oblitérer les caractéristiques institutionnelles propres qui rendent malaisées, on l'a vu avec le GOU, les solidarités transversales. Au contraire, il est frappant de constater comment, dans la plupart des sociétés militaires, les clivages idéologiques correspondent grosso modo et aux exceptions près à des divisions fonctionnelles. L'armée argentine corrobore largement cette constatation banale.

La première grande division de portée politique, bien que ne correspondant pas l'existence de sous-groupes à coloration idéologique homogène, sépare les officiers des sous-officiers. L'exclusivisme des premiers, leur attachement à une barrière hiérarchique, constitutive à leurs yeux de la discipline militaire, donne au problème de l'ouverture du corps des officiers une tonalité passionnelle, donc politique. Le monopole du Collège militaire et le refus opposé à l'accès des sous-officiers à l'épaulette transforment une question statutaire en revendication révolutionnaire et taboue. L'ambition légitime sous d'autres cieux pour les sous-officiers de parvenir au plus haut grade heurte l'esprit de corps sinon de caste des anciens élèves du Colegio militar. La démocratisation du corps des officiers est dénoncée comme subversive. Le spectre d'une telle réforme renforce la cohésion du sous-groupe supérieur. Aussi est-il souvent utilisé contre les mouvements populaires suspects de démagogie, sans que ceux-ci s'interdisent, lorsqu'ils sont au pouvoir, de combler discrètement le fossé qui sépare les deux fonctions.

Ainsi, le complot radical du général Toranzo, en 1931, avait, selon les uriburistes, obtenu l'appui des sous-officiers contre la « promesse absurde de leur donner accès au grade d'officier ». De même, le soulèvement de Lascano, dénoncé en juin 1932 par la police de Justo, avait eu l'appui de sergents et de caporaux abusés par un « manifeste aux sous-officiers en tout point démagogique » [31]. Nous avons vu également comment Perón, en donnant le droit de vote aux sous-officiers, en améliorant leur condition et en préparant l'abolition de la barrière qui les sépare de leurs supérieurs, s'est acquis la sympathie agissante de l'encadrement subalterne. Le contrôle des officiers par les sous-officiers fut l'un des moyens utilisés par le régime péroniste pour tenir l'armée en

30. « Green dragons and gorillas », *The Economist*, 26 septembre 1959.

31. Le lieutenant-colonel Atilio Cattáneo nous révèle que le programme révolutionnaire des radicaux en 1932 comportait bel et bien au point 9 « l'ouverture du tableau d'avancement, *escalafón*, aux sous-officiers répondant à certaines conditions ». Cattáneo (lieutenant-colonel Atilio), *Plan 1932. Las conspiraciones radicales contra el general Justo. El concurrencismo y la revolución*, Buenos Aires, Raigal, 1959, p. 22.

lisière. Il est certain que l'éventuelle ouverture aux sous-officiers des grades supérieurs a été ressentie par les officiers comme une « dégradation » entraînant la quasi-prolétarisation de leur condition et la fin de leur autorité. On pourrait poursuivre les exemples ; nous nous arrêterons à 1956 et au soulèvement péroniste du général Valle.

Le général Aramburu ne justifiait-il pas devant nous la sévérité de la répression en précisant qu'il s'agissait d'un vaste mouvement de rébellion des sous-officiers contre leurs officiers [32] ?

Les différents services et les diverses armes présentent une teinte politique plus ou moins nette. Il faut se garder de confondre les stéréotypes — généralisation ou complaisance — avec les données stables. La marine serait plutôt « libérale », pro-britannique, l'aviation marquée par le nationalisme de droite. Mais les évolutions, les changements à travers les vicissitudes d'une histoire dont les militaires ne sont jamais absents, ne confirment pas toujours ces étiquettes. Il convient donc de les replacer dans la perspective historique et le contexte des rivalités inter-service.

En dehors des références aux modèles prussiens pour l'armée de terre et britannique pour la marine, rien, jusqu'en 1943, ne permet de parler de coloration implicitement politique au sujet des différentes armes. Encore moins peut-on faire allusion à des clivages. On a vu comment Uriburu était passé d'une arme à l'autre à la recherche de celle qui lui convenait le mieux. Mais les années 1943-1946 marquent la montée de l'infanterie qui s'installe au pouvoir. Tout part de là.

La « reine des batailles » avec Farrell, puis Perón, est maîtresse de l'Etat. Elle est, dit-on, l'arme la plus populaire, en contact direct avec la masse des recrues. On n'y conduit que des hommes et non des engins, d'où peut-être une certaine sensibilité de l'officier d'infanterie, plus soucieux qu'un autre de la condition physique et du moral de la troupe. Quoi qu'il en soit, en 1931 c'était à Corrientes le 9ᵉ d'infanterie que soulevait un officier radical contre la dictature militaire. Et durant les neuf années de présidence péroniste, l'infanterie demeure à l'honneur. De 1946 à 1955, tous les commandants en chef et les deux ministres de la Guerre appartiennent à cette arme.

Lors de la révolution de septembre 1955, l'infanterie se montra d'un grand loyalisme. A Bahía Blanca, le 5ᵉ d'infanterie résiste à l'offensive de la marine rebelle de Puerto Belgrano. Le 7ᵉ d'infanterie de La Plata repousse à Río Santiago les marins. L'Ecole d'infanterie de Córdoba est le premier objectif du général Lonardi. Les quelques tentatives de rébellion péronistes qui auront lieu ultérieurement auront également pour siège des régiments de fantassins. C'est le cas du pronunciamiento du général Iñiguez au 11ᵉ d'infanterie à Rosario, en 1960. Mais, dans l'après-péronisme, l'infanterie épurée et échaudée change de signe, du moins au niveau de ses officiers supérieurs.

32. Interview citée.

Face à une infanterie, arme « populiste », qui s'identifie de plus en plus au justicialisme, voire à Perón lui-même, un phénomène de signe contraire se produit au cours des mêmes années. La cavalerie, comme il est normal dans un pays où l'élevage est l'activité noble et le cheval la plus noble conquête de l'éleveur, recrute parmi les fils d'*estancieros*. Après 1930, les grands noms qui, à l'instigation des nouvelles autorités, entrent au Colegio militar se destinent justement à cette arme sportive et aristocratique. Le recrutement distingué, un style de vie désinvolte et peu militaire, mais lié aux clubs de la haute société, l'alliance du cheval et de l'engin blindé, tous ces éléments concourent à la création d'une sensibilité idéologique particulière faite de conservatisme modernisateur et de traditionalisme technocratique. L'esprit du corps de la cavalerie se trempe dans le refus de la dictature militaire, puis du gouvernement « populacier » et « démagogique » du Premier travailleur.

Mais c'est avec la rébellion du général Menéndez, en 1951, qu'apparaît au grand jour l'opposition des jeunes officiers de cavalerie d'après 1930, fruit de la « réaction nobiliaire » des grandes familles. Autour du général, nationaliste lui-même, ancien commandant de cette armée, se retrouvent en effet quelques-uns des noms les plus traditionnels des groupes dominants argentins, ceux-là mêmes que nous avons vu apparaître vers 1934-1935, dans les listes de promotion du Collège militaire. Parmi les comploteurs militaires arrêtés, emprisonnés et rayés des cadres de l'armée, en 1951, ou ultérieurement, on note : Alejandro Augustín Lanusse, Gustavo Martínez Zuviría, Agustín Pío de Elía, Tomás A. Sánchez de Bustamante, Marcelo Beccar Varela, Mariano de Nevares, Enrique Rauch, F.H. de Alzaga, Marcelo de Elía, Julio R. Alsogaray : grands noms et petite noblesse militaire, tout l'ordre équestre est là.

A partir de 1951, la cavalerie est la principale victime de la répression à l'intérieur de l'armée, car c'est l'arme la plus suspecte, socialement et politiquement ; c'est dans ses rangs que l'on compte le plus grand nombre d'officiers emprisonnés et destitués. Déjà un peu à l'écart de l'armée de terre, privilégiée depuis 1938 par un commandement central dont aucune autre arme ne bénéficie, les persécutions péronistes accroissent l'esprit de corps de la cavalerie et des *hombres de a caballo*. Comme le remarque pertinemment un observateur, la sociabilité équestre provoque un nivellement par le haut qui efface les différences d'origine sociale[33]. Les tracasseries politiques jouent dans le même sens : l'homogénéité de la cavalerie est une donnée essentielle de l'échiquier politique du post-péronisme. Parmi les vingt généraux mis à la retraite d'office le 14 novembre 1955, un seul appartient à la cavalerie.

A la chute de Perón, l'arme qui a le plus souffert va prendre sa revanche. Les officiers de cavalerie emprisonnés e⁺ limogés en 1951 sont

33. García Lupo (R.), « El ejército argentino, mosaico dominado por la caballería », *Política* (Caracas), mai 1967, p. 63.

libérés et réintégrés. Après une période de prépondérance des artilleurs (Lonardi, Ossorio Arana), la cavalerie conquiert la direction de l'armée, moins en raison de ses relations sociales avec les groupes dominants restaurés en 1955 que parce qu'elle est la seule arme relativement homogène et porteuse d'un projet socio-politique positif. Face à la crispation négative des gorilles, les cavaliers semblent unis autour d'un modèle de modernisation conservatrice qui fait d'eux des interlocuteurs recherchés.

C'est la cavalerie, autour de la garnison Campo de Mayo, qui oriente le secteur azul de l'armée, en 1962. D'ailleurs les Azules l'emportent sur leurs adversaires Colorados grâce aux blindés, et les hommes de premier plan qui entourent le général Onganía, commandant de la cavalerie, appartiennent à cette même arme. C'est le cas des colonels ou généraux Lanusse, López Aufranc, Aguirre, Rauch, Sánchez Bustamante, de Nevares, Alsogaray, etc. Certes, tous les officiers supérieurs de la cavalerie ne sont pas dans le même camp. Le général Federico Toranzo Montero, un des leaders des Colorados, constitue une exception de choix. Mais les Azules appartenant aux autres armes sont souvent taxés par leurs compagnons — adversaires ou non — d'« hommes de la cavalerie », presque de transfuges. C'est ainsi qu'apparaissent aux yeux de l'opinion publique militaire un officier du génie comme le général Señoráns ou des fantassins azul, *rara avis*, comme les généraux Juan Iavícoli ou Juan Carlos Cordini [34].

Aux exceptions près, les officiers colorados de la crise de septembre 1962 — héritier des gorilles d'avant mars 1962 — appartiennent notamment à l'infanterie et au génie, parfois à l'artillerie, rarement à la cavalerie. Nous avons vu que sur les 52 officiers supérieurs arrêtés le 25 septembre, 35 sont des fantassins et 7 seulement des cavaliers. Parmi les chefs du camp « ultra-libéral », les généraux A.P. Martijena, Bonnecarrere et Poggi sont des officiers du génie, tandis que les généraux Rosendo Fraga, Carlos Túrolo, Juan Carlos Lorio, Marino B. Carreras sont des fantassins, Labayrú et Elizondo des artilleurs.

La victoire des Azules sur les Colorados, en septembre 1962 et avril 1963, marque le début de l'irrésistible ascension de la cavalerie vers le pouvoir. De 1962 à mai 1973, date du retour des péronistes au gouvernement, à la faveur d'élections générales libres, les commandants en chef successifs de l'armée de terre ont tous appartenu à la cavalerie qui domine l'armée sans conteste [35]. Sur les neuf généraux de division que compte l'armée argentine en 1967, on compte un artilleur (Jorge Shaw),

34. Ce dernier, cousin germain du général Julio Alsogaray, champion hippique, officier très représentatif de son arme.

35. Ont été commandant en chef successivement les généraux Onganía, Pascual Pistarini, Julio Alsogaray et Lanusse. En fait, en dehors d'un intermède du génie (R.A. Poggi qui dure à peine 13 mois en 1961-1962), la cavalerie occupe le commandement en chef depuis 1958 avec Solanas Pacheco et Toranzo Montero. Du 1er octobre 1955 au 1er mai 1973, les armes autres que la cavalerie ont obtenu la direction de l'armée pendant 30 mois environ (sur 18 ans).

un fantassin (Juan Iavícoli) et un officier du corps des transmissions (Juan Guglialmelli) ; tous les autres sont de la cavalerie, y compris, bien sûr, le commandant en chef. C'est-à-dire que la cavalerie, qui regroupe moins de 20 % des effectifs et des officiers de l'armée de terre, s'adjuge plus de 70 % des titulaires du grade supérieur de la hiérarchie.

Enfin, les trois présidents du régime militaire instauré par le coup d'Etat de juin 1966, Onganía, Levingston et Lanusse, gouvernent le pays pendant sept ans au nom de la cavalerie qui les a formés et choisis.

Certes, les clivages par armes ou par services ne sont pas les seuls ni les plus importants. Les solidarités supra-fonctionnelles peuvent naître de situations vécues en commun : limogeages, réintégration, par exemple. En 1955, la stratification politique se dessine en fonction des dates de rupture avec le péronisme. Jusqu'en 1943, parmi les multiples loyautés en conflit chez les officiers supérieurs, la sympathie pour le président responsable de la promotion au grade le plus élevé nous a paru peser d'un poids particulier. Il est évident, dans le même ordre d'idées, que les aides de camp présidentiels font directement partie de la mouvance politique de celui qui les a distingués. Il s'agit d'une fonction politico-militaire importante, puisque fort souvent elle assure les contacts directs entre le cabinet présidentiel et l'armée. Le capitaine Oscar R. Silva et le commandant J.H. Sosa Molina, avant de devenir généraux, ont été, en 1930, aides de camp du général Uriburu. La carrière et l'action des généraux José María Sarobe et Juan N. Tonazzi se comprend mal si on ignore qu'ils ont été attachés à la présidence du général Justo en 1932.

Mais nous touchons là moins aux lignes de division collectives qu'au profil des militaires qui sont intervenus dans la vie politique, au type de carrière qu'ils ont suivie, aux événements qui leur ont mis pour ainsi dire le pied à l'étrier.

Les activistes militaires

A la question banale : Qui fait de la politique au sein de l'armée ? il n'est pas aisé de répondre. La plupart des observateurs considèrent qu'au-dessous du grade de lieutenant-colonel les officiers obéissent, mais ne sont pas libres de leurs choix relatifs à l'action de l'armée dans la vie publique. Parmi les super-citoyens en uniformes, seuls les officiers supérieurs seraient des citoyens actifs. Cette opinion renferme au moins une part de vérité : dans un système à domination militaire, il est malaisé, sinon arbitraire, voire impossible, de distinguer les officiers activistes des autres. Tous les colonels et tous les généraux ont une action extra-militaire et ils interviennent dans la vie politique dans la mesure où ils doivent à tout moment choisir leur camp. Le professionnaliste inflexible ou le légaliste impénitent n'échappent pas à la politique. Mais les officiers subalternes ne se contentent pas d'obéir au même titre que la

troupe. Ils n'ont jamais conduit la politique des forces armées en Argentine, mais, leur liberté de choix n'en existe pas moins. En effet, ils peuvent refuser — à leurs risques et périls — de suivre leurs supérieurs. Mais ils peuvent aussi être sollicités en dehors de toute contrainte hiérarchique de participer à un mouvement « révolutionnaire ». C'est le cas des capitaines de 1930 (J.D. Perón, Aristóbulo Mittelbach, Franklin Lucero, Urbano de la Vega, Gregorio Tauber, Ricardo Mendioroz entre autres).

Par ailleurs, si l'on définit les activistes au sens strict comme les officiers qui prennent part de façon non institutionnelle, c'est-à-dire non en fonction de leur responsabilité hiérarchique, mais par suite d'un choix volontaire donc politique, à des tentatives réussies ou non d'intervention militaire, si l'on adjoint à ceux-ci les militaires qui occupent des charges politiques ou de haute administration dans les régimes de facto, une constatation s'impose : le nombre des activistes ainsi définis est relativement faible. Ce sont les mêmes noms qui apparaissent sur une longue période de temps. L'exemple le plus frappant est évidemment celui des révolutionnaires de septembre 1930 et de juin 1943 [36]. Les capitaines et commandants uriburistes sont les colonels du GOU qui constituent, promus au généralat, le noyau dirigeant du régime péroniste (Perón, Juan Pistarini, Lucero, J.H. Sosa Molina, etc.).

Cette « classe politique » à l'intérieur des forces armées présente certaines particularités. Ses membres ont une carrière d'active coupée de fonctions extra-militaires ou para-militaires nombreuses. De telles fonctions ne leur sont pas attribuées seulement sous les régimes issus de coup d'Etat. Les sinécures à l'étranger, les postes diplomatiques notamment, semblent être l'apanage des activistes : soit qu'un poste d'attaché militaire, en élargissant l'horizon des officiers et les frottant dans les ambassades à des spécialistes de la vie politique nationale et étrangère, éveille leur vocation, soit, ce qui est le plus probable, que l'envoi à l'étranger mesure la faveur ou la disgrâce d'un officier qui a déjà « fait parler de lui ». En fait, on ne devient pas activiste à la suite d'une mission à l'étranger ; sont envoyés en mission les officiers politiquement marqués, qui trouvent dans cette parenthèse extra-professionnelle les ressources (loisirs, culture, relations) leur permettant, à leur retour dans le milieu militaire, de jouer auprès de leurs camarades un rôle de leader d'opinion.

Le cas de Juan D. Perón est à cet égard exemplaire. Révolutionnaire en 1930, considéré comme uriburiste, il est envoyé au Chili en 1936-1937 en qualité d'attaché militaire. En 1939-1941, il séjourne en Italie ou, plus précisément, il effectue un long stage d'études dans les troupes alpi-

36. Pour ne rien dire de cas singuliers comme celui de Juan Carlos Lorio, sous-secrétaire d'Etat du régime militaire en 1943, chef des Colorados en 1962.

nes italiennes. Il voyage, visite tous les pays d'Europe et notamment ceux qui se réclament d'un « ordre nouveau » ou d'un « socialisme national ». A son retour, il devient le maître à penser d'un groupe de jeunes officiers supérieurs inquiets de la crise que traversent le pays et l'armée.

Les postes à l'étranger sont très recherchés par les officiers argentins, surtout dans les périodes d'inflation. Les pesos-or ou les dollars valent toujours mieux que la monnaie nationale[37]. Leur attribution est en principe codifiée : pas plus d'un séjour par tête. Ainsi, le général Tonazzi, protégé de Justo, est envié et critiqué à la fois pour avoir rempli les fonctions d'attaché militaire successivement en Italie (1925-1926) et en Uruguay (1931). Il n'empêche que la nomination du futur chef de la maison militaire du général Justo, José Maria Sarobe, comme attaché au Japon, en 1930-1931, ou celle du futur ministre de la guerre de Perón, J.H. Sosa Molina, auprès de l'ambassade au Brésil, en 1936, ne comblait certainement pas les vœux des intéressés. Pas plus que le général Osiris Villegas, ministre de l'Intérieur en 1963, secrétaire général du Conseil national de sécurité (1966-1970), ne dut apprécier l'honneur de représenter l'Argentine à Brasilia (1970-1971).

Pour beaucoup d'officiers, la mission à l'étranger est donc la « marque d'élection ». Rares sont les activistes qui, comme les généraux Elbio Carlos Anaya, Menéndez ou Onganía, n'ont jamais été en poste à l'extérieur, soit comme attaché militaire, soit comme membre d'une commission permanente d'achats d'armement ou comme représentant auprès d'un organisme international.

Les militaires ayant occupé les plus hautes positions institutionnelles entre juin 1943 et 1946 (*interventores,* secrétaires d'Etat, ministres) et pour lesquels nous possédons des données dignes de foi, sont au nombre de 41 dont 31 ont été en poste ou en mission à l'étranger douze mois au plus. Ils ont été attachés militaires (Juan R. Alvelo, Edelmiro J. Farrell, Alberto Gilbert, Franklin Lucero, Diego Masón, César Ojeda, J.C. Sanguinetti, Armando Verdaguer...) ou attachés navals (Galíndez, L.R. Scasso, Ricardo A. Vago). Ils ont appartenu aux commissions permanentes d'achat d'armement siégeant à Paris ou Berlin (Mariano Abarca, Emilio Forcher, Juan Pistarini), aux commissions navales (Abelardo Pantín, Francisco A. Senesi).

Ce recul par rapport à l'existence militaire tient souvent lieu d'expérience politique aux officiers appelés à assumer des fonctions gouvernementales au début de l'ère militaire. Aujourd'hui, il en va un peu différemment. Le nombre des activistes reste relativement réduit, le personnel politique issu de l'armée est largement expérimenté. Ainsi, en 1966, dans

37. C'est pourquoi on a accusé Frondizi de corrompre l'armée en multipliant les nominations de généraux à des ambassades.

la première promotion de gouverneurs nommés par le général Onganía, sur quinze militaires (4 aviateurs, 3 marins, 8 officiers supérieurs de l'armée de terre), dix ont occupé de hautes fonctions politiques sous divers gouvernements. Parmi eux, un ex-sous-secrétaire à la Marine et un ancien secrétaire d'Etat à l'Armée de l'air, mais aussi un ancien ambassadeur, un chef de la police fédérale, un directeur général des douanes, et un *interventor* (commissaire du gouvernement) de la Fédération syndicale des industries de la viande de la CGT. Le même phénomène se reproduit au niveau des cabinets ministériels. Il existe, en effet, un noyau presque stable de personnel politique d'origine militaire, dans lequel les putschistes heureux n'ont qu'à puiser. En tout cas, de même que la multiplication des interventions supprime toute inhibition vis-à-vis du pouvoir, de même l'expérience cumulative des activistes militaires facilite la mise en place des régimes de facto. La propension ne rend cependant pas compte de l'émergence. Elle explique encore moins le sens des interventions militaires. A cet égard, l'extraction du personnel civil des régimes de facto nous fournit des indications autrement pertinentes.

Le personnel civil des gouvernements militaires

Les régimes dits militaires ne se caractérisent pas par la nature de leur personnel politique, mais par celle de l'institution qui, en dernière analyse, détient la réalité du pouvoir et la capacité d'arbitrage et de veto. Un tel régime peut à la limite être présidé par un civil et comporter un cabinet sans participation militaire. Ce fut le cas, en Argentine, après le coup d'Etat de mars 1962, sous la présidence de Guido, président du Sénat, dont la légitimité constitutionnelle ne revêt qu'une valeur décorative au regard du pouvoir des diverses factions militaires [38].

L'extraction du personnel civil des cabinets et de la haute administration sous les régimes non constitutionnels a beaucoup varié depuis 1930. La composition des gouvernements militaires eux-mêmes diffère d'une expérience à l'autre. Si, en 1962, l'agencement institutionnel, qui prévaut pour des raisons intérieures aussi bien qu'extérieures, met l'accent sur la continuité — donc privilégie le personnel politique civil, les hommes des partis —, en 1943, il n'en allait pas de même : les colonels du GOU formèrent un cabinet militaire homogène. Néanmoins, en dehors de ce cas relativement aberrant, des permanences sont décelables au travers d'une évolution contrastée.

Parmi les hommes choisis par des militaires pour occuper des portefeuilles ministériels, ou les exécutifs provinciaux, on trouve en gros trois grandes classes aux recoupements variés : des hommes politiques au sens

38. De mars 1962 à octobre 1963, sur 44 titulaires de portefeuilles ministériels, 5 sont militaires (en excluant les Ministères des forces armées).

large ; c'est-à-dire des hommes appartenant à des groupes ou à des associations à vocation politique, des hommes d'affaires et des techniciens (experts ou fonctionnaires de l'appareil d'Etat).

Le phénomène le plus persistant durant les quarante-trois années de domination militaire semble être la revanche des vaincus du suffrage universel. En 1930, le sens de la rupture de l'ordre constitutionnel apparaît de façon lumineuse à la lecture de la liste des hommes politiques qui remplacent les radicaux. La restauration des conservateurs n'est nullement une image. Les militaires n'occupent guère que les Ministères de la guerre et de la marine, quelques charges administratives secondaires et le gouvernement de trois provinces [39]. Les notables conservateurs, l'élite établie et politiquement expérimentée retrouve le pouvoir. Les nouveaux ministres appartiennent à la même génération : celle de l'ancien régime d'avant 1916. Ils ont la plupart été aux affaires et à des postes de premier plan (ministres ou secrétaires d'Etat) sous la présidence de José Evaristo Uriburu (1895-1898), quand ils n'ont pas été les collaborateurs de Roque Sáenz Peña (1910-1914). Le coup d'Etat de septembre vient écarter « l'arithmétique électorale » défavorable aux lumières civiques et aux élites naturelles.

Si nous laissons de côté la révolution du 4 juin qui, dans sa première phase, fait appel à un personnel militaire homogène, d'où son apparente ambigüité, les coups d'Etat de 1955, 1962 et 1966 présentent, à des degrés divers, les mêmes caractéristiques : les vaincus du suffrage universel retrouvent, grâce à l'intervention des militaires, les allées du pouvoir. Mais le schéma simple et à sens unique d'une restauration de minorités à travers le renversement d'un gouvernement populaire n'est à la rigueur valable que pour 1955. Les proscriptions, les divisions des partis et de l'armée ne permettent guère de retrouver le modèle 1930 dans la chute de Frondizi ou d'Illía. L'assimilation Yrigoyen-Perón-Frondizi est du domaine de la propagande, non de l'analyse historique. Ni Frondizi, ni Illía ne représentent de forces majoritaires.

Néanmoins, en 1955, la revanche des partis dits démocratiques, éloignés du pouvoir par l'autoritarisme péroniste qui aggrava leur insuccès tenace, est indéniable. Les partis antipéronistes complotent, cherchent des appuis militaires, noyautent l'armée, forment des commandos civils. Ils sont finalement récompensés après le 13 novembre, c'est-à-dire après la période de transition présidée par le général Lonardi qui cherche infructueusement une troisième voie entre le péronisme et la restauration libérale. Sous Arumburu, chaque parti se taille, avec l'appui d'une arme, un fief ministériel, avant que le président provisoire, préparant le retour à l'ordre constitutionnel, ne redonne la prééminence aux radicaux et, parmi ceux-ci, aux plus fermement antipéronistes. Si mars 1962 est

39. La Rioja, Jujuy et Salta, provinces d'importance secondaire du point de vue économique.

surtout marqué par la confusion d'un marché de dupes où, sous prétexte de garder une façade de continuité institutionnelle, les vainqueurs se sentent trompés, il ne s'agit pas moins d'une victoire de la coalition disparate des antifrondizistes. Au premier rang de cette coalition nous trouvons l'aile libérale des radicaux populaires qui très normalement reçoivent des portefeuilles clés : Perkins et Adrogué à l'Intérieur, Cantilo à la Défense nationale. On trouve également, à côté de ces radicaux alvéariens, des conservateurs bon teint, les hommes de *La Nación* ou de *La Prensa*, personnages chenus et consulaires ou académiques appartenant à un groupe qui influence les affaires publiques mais ne peut prétendre accéder au gouvernement à travers le suffrage universel : Bonifacio del Carril et Adolfo Lanús sont très représentatifs de ce phénomène [40]. D'un côté les vaincus provisoires, conjoncturels du suffrage universel, qui ont vu leur échapper la victoire en raison du « pacte contre nature » Perón-Frondizi ; de l'autre, les vaincus d'hier et d'aujourd'hui, l'élite traditionnelle structurellement écartée depuis 1916 du système majoritaire auquel elle a été incapable de s'adapter loyalement.

Le personnel politique civil de la révolution argentine de 1966 n'apparaît guère de filiation partisane. En fait, plus qu'à l'antiparlementarisme devenu « antipartisme » des compagnons du général Onganía, il faut attribuer cette apparence à la nature des forces politiques qui ont activement contribué au renversement des radicaux. Le frontisme avorté de 1962, qui prend effectivement sa revanche, se situe sur les franges de mouvements politiques aux contours indistincts : néo-péronisme, social-christianisme, frondizisme. Le *desarrollismo* incarné par le Front national et populaire se veut au-dessus et au-delà des partis dans la mesure où il compte sur les « coïncidences objectives » (et les marchandages discrets) pour capter les voix péronistes et l'appui des industriels.

Aussi les collaborateurs du général Onganía ne sont-ils pas tous des hommes sans passé politique. D'abord, un certain nombre d'entre eux, au niveau du cabinet, ont déjà eu une expérience ministérielle sous des gouvernements militaires. Le super-ministre de l'Economie, Adalbert Krieger Vasena, a été ministre des Finances du général Aramburu. Miguel San Miguel et Angel Alberto Solá, respectivement sous-secrétaire à l'Economie et secrétaire d'Etat à l'Industrie et au commerce ont été sous-secrétaires d'Etat de la révolution libératrice, entre 1956 et 1958. Plusieurs membres du gouvernement semi-civil du président Guido retrouvent leurs fonctions de 1962-1963. Lorenzo A. Raggio, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, de 1966 à 1970 [41], a été sous-secrétaire d'Etat à l'Economie de juillet à octobre 1973. Cayetano Licciardo reprend le

40. Dans le ministère d'avril 1962, 6 sur 8 ministres sont membres de Jockey Club depuis plus de 15 ans.

41. Avec une interruption durant laquelle ce portefeuille est attribué à Rafael Garcia Mata.

sous-secrétariat aux Finances qu'il détenait quatre ans plus tôt ; Juan María Ocampo retrouve de même le sous-secrétariat d'Etat à l'Agriculture. Enfin, Juan B. Martín, *desarrollista* nommé secrétaire au Commerce après la victoire des Azules [42], est promu par Onganía ministre des Affaires étrangères.

Si l'on recherche parmi le personnel politique d'Onganía les hommes qui ont une expérience autre que « militaire », c'est-à-dire qui ont appartenu à un parti ou collaboré à des gouvernements civils, donc partisans, on trouve des frondizistes. L'ancien secrétaire à la présidence du président Frondizi, membre de l'UCRI, José Rafael Cáceres Monié, devient ministre de la Défense. Rafael García Mata, sous-secrétaire à l'Agriculture de 1958 à 1962, reçoit la direction de ce même département ministériel en 1967.

De 1930 au coup d'Etat de 1966, le phénomène de résurgence des forces politiques ou sociales exclues du gouvernement par la pratique du suffrage universel apparaît comme une constante. On pourra même se demander si l'une des fonctions du pouvoir militaire au niveau de l'appareil d'Etat n'est pas de permettre ces « rectifications » des mécanismes constitutionnels qui accélèrent la rotation des élites politiques. On ne peut cependant réduire le problème du personnel civil des régimes militaires à cette constatation. D'autres permanences, peut-être moins significatives ou explicables, méritent d'être relevées. Tout d'abord, mentionnons, à côté de la revanche des vaincus du suffrage universel, la ruée des « marginaux antisystème ». Les premiers sont des libéraux — ils ne mettent pas formellement en cause, et en proposant une solution de rechange, les institutions représentatives — exclus conjoncturellement ou structurellement du pouvoir par les mécanismes électoraux majoritaires, les seconds, quant à eux, récusent la Constitution et le système. Deux attitudes complémentaires et contradictoires à la fois qui expriment la crise des institutions politiques à l'origine du pouvoir militaire.

Dans ce second groupe, on observe depuis 1943 un phénomène idéologico-politique récurrent : l'accès au gouvernement, dans les fourgons de l'armée, d'hommes étrangers au personnel politique traditionnel et se réclamant d'une « révolution nationale » qui serait la panacée de tous les maux de la nation. Ces idéologues, coupés de toute base de masse, groupés autour de revues à diffusion restreinte ou de clubs fermés, situés en marge de la vie politique « normale », c'est-à-dire constitutionnelle et parlementaire, se caractérisent par deux éléments communs : l'antiparlementarisme et l'exaltation de la dictature et même de l'ordre militaire. Les bénéficiaires de ce parasitisme politique appartiennent, soit aux secteurs intégristes du catholicisme argentin, soit à des groupes autoritaires souvent plus franquistes que phalangistes.

42. En décembre 1962, lors d'un remaniement qui suit la défaite des Colorados en septembre.

En octobre 1943, les militaires au pouvoir, qui n'ont guère de programmes hormis un goût immodéré de l'ordre et un moralisme étriqué, font appel, autant par manque d'imagination que par conviction, à la collaboration de l'extrême-droite catholique. L'irrésistible ascension du colonel Perón, qui saura assigner des objectifs historiques au régime, mettra un terme à cette première idylle dès février 1944. C'est en quelque sorte l'appareil idéologique d'Etat que se voient confier durant cette courte période les adeptes du national-catholicisme. L'écrivain Martinez Zuviría (Hugo Wast) est nommé par le général Ramírez ministre de l'Instruction publique. Aidé de José Ignacio Olmedo, président du Conseil national de l'éducation, et de Manuel Villada Achaval, sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction, il va pouvoir « restaurer la foi de la nation », en attendant de faire reconnaître officiellement l'essence divine de la « souveraineté politique ».

A côté des intégristes qui envahissent la haute administration universitaire (Jordán Bruno Genta, Juan R. Sebich, Tomás Casares, Santiago de Estrada), les « franquistes » argentins occupent des postes d'importance diverse. Mario Amadeo, Máximo Etchecopar, Federico Ibarguren, Adolfo Silenzi de Stagni collaborent avec le nouveau régime dans lequel ils voient la « révolution » qu'ils annoncent depuis deux lustres. Les partis de gauche, inquiets, dénoncent dans leur presse clandestine la dictature « cléricale-militaire-fasciste »[43]. Lorsque Farrell remplace Ramírez, les nationaux-catholiques, qui ont démissionné massivement à la suite de la rupture des relations diplomatiques avec les puissances de l'Axe en février 1914, sont remplacés par les nationalistes admirateurs de José Antonio Primo de Rivera. On passe du traditionalisme ultramontain au phalangisme. Alberto Baldrich reçoit le portefeuille qu'occupait Martinez Zuviría ; Villada Achaval a pour successeur Silenzi de Stagni puis Hector A. Llambías. Mais tous ces marginaux sans assises sont balayés par les projets d'institutionalisation du colonel Perón qui passe par des hommes « en possession » d'un certain capital électoral.

Pour mieux situer idéologiquement ces marginaux, voyons le profil de l'un d'eux, qui fut sous-secrétaire à l'Instruction publique en 1944 : Hector A. Llambías[44]. Avocat, il enseigne la philosophie dans des établissements secondaires ou des centres catholiques (Cursos de cultura católica)[45]. Philosophe chrétien, il collabore aux revues intégristes ou d'extrême-droite antiparlementaire, *Crisol, Nueva política, Baluarte, Sol y luna, Cabildo*. Admirateur des expériences autoritaires européennes, il

43. Selon le Parti communiste : Partido comunista de la Argentina, *Esbozo de historia del Partido comunista de la Argentina*, Buenos Aires, Anteo, 1947, p. 130-150.

44. On pourra également se reporter à notre étude, *Intégristes et militaires : les tentatives du national-catholicisme en République Argentine*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, CERI, colloque des 27 et 28 octobre 1972, multigr.

45. Les cours de culture catholique, organisés en 1932, dispensent une culture nourrie de la pensée traditionaliste européenne.

l'est aussi du tyran argentin Rosas, présumé nationaliste par tous les fascistes *criollos*. Il est donc membre de l'Institut de recherche Juan Manuel de Rosas. On lui doit aussi un ouvrage sur la *Dialectique communiste et le concept de liberté* (1938). Fort de toutes ces références, il enseigne au Colegio militar. En 1943, il est nommé secrétaire à la Culture, la moralité et la police de la municipalité de Buenos Aires. Il réussit si bien dans ces fonctions idéologico-répressives qu'il reçoit un sous-secrétariat d'Etat en 1944. Trajectoire exemplaire.

Ces mêmes croisés de la contre-révolution et de l'ordre hiérarchique reparaissent en septembre 1955 autour du général Lonardi. Le chef de la révolution libératrice, qui a pour devise « Christ vaincra », s'entoure naturellement de collaborateurs venus de clubs intégristes, de cercles catholiques traditionalistes ou des rédactions de revues corporatistes. Clemente Villada Achaval et le commandant Guevara sont nommés au secrétariat général de la présidence avec rang ministériel. Mario Amadeo et Juan Carlos Goyeneche, qui dirigèrent entre 1938 et 1943 une revue exaltant la croisade franquiste et l'Espagne « profonde »[46] et qui n'ont rien renié de leurs ferveurs d'antan, reçoivent respectivement le portefeuille des Affaires étrangères et le secrétariat de presse à la présidence. Atilio dell'Oro Maini, fondateur de la prestigieuse revue catholique *Criterio*, devient ministre de l'Instruction publique. Mais le projet politique des lonardistes tourna court et les partisans de la révolution nationale furent évincés du pouvoir[47]. Ce n'était que partie remise.

Si l'euphémisme institutionnel représenté par le président Guido en 1962-1963 ne permit guère aux aventuriers de l'ordre nouveau de s'installer dans le mobilier national, la révolution argentine semble marquer pour eux l'heure tant attendue.

Le corporatisme ne faisant plus recette, plusieurs groupes, qui se réclament du catholicisme, placent leurs hommes. Il y a d'abord les anciens retraitants des *cursillos de cristiandad*, « petits cours » qui s'adressent avant tout aux « hommes qui ont ressenti la menace du marxisme »[48]. Dans le premier cabinet du général Onganía, le ministre de l'Intérieur, Enrique Martínez Paz, et son sous-secrétaire, J.M. Saravia, passent pour des *cursillistas* assidus tout comme le président lui-même. Il faut citer ensuite la filiale argentine de la Cité catholique. Son fondateur, R. Gorostiaga, devient le premier titulaire du nouveau secrétariat d'Etat à la Promotion et à l'aide communautaires. Par ailleurs, le colonel Guevara[49], conseiller discret du président et prophète du « com-

46. *Sol y luna*, de novembre 1938 à mars 1943.

47. A l'exception du ministre de l'Instruction publique qui se rallia à Aramburu.

48. Toulat (abbé Jean), *Espérance en Amérique du Sud*, Paris, Librairie académique Perrin, 1965, p. 42.

49. Nommé ambassadeur en Colombie par le général Onganía.

munautarisme », est un homme de Ciudad católica, de même, dit-on, que les généraux Señoráns et Conesa qui auraient patronné le premier ministre de l'Economie du régime.

Mais c'est l'Ateneo de la República qui est de très loin le groupe le plus influent. Ce club a été fondé par Mario Amadeo[50], et Santiago de Estrada, tous deux anciens rédacteurs de *Sol y luna*. Il se situe dans la tradition du « nationalisme aristocratique » à la fois hispaniste et catholique qui distinguait l'intelligentsia antilibérale des années trente. Avec, du passage dans la mouvance frondiziste, un zeste de *desarrollismo* technocratique. En bref, une idéologie de modernisation conservatrice qui sied parfaitement aux hommes de la cavalerie.

En 1967, ce club atteint son zénith. Des membres ou sympathisants de l'Ateneo occupent les postes suivants : ministre de l'Intérieur (Guillermo Borda), sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (Ernesto Pueyrredón), secrétaire d'Etat au gouvernement (Ernesto Colodrero) et sous-secrétaire (Enrique M. Pearson), ministre des Affaires étrangères (Nicanor Costa Méndez) et sous-secrétaire (Jorge Mazzinghi), secrétaire d'Etat à la Culture (Gaston Terán Echecopar) et portefeuille de l'Aide communautaire (Raul Puigbó)...[51].

Sur 32 ministres secrétaires d'Etat des divers cabinets du général Onganía, 10 appartiennent à ces milieux sommairement baptisés *nacionalistas* en Argentine et que nous préférons repérer comme des « marginaux d'extrême-droite antisystème ». Comme on le voit, l'apport de ce secteur idéologique aux divers gouvernements militaires est une constante non négligeable.

Les autres composantes du personnel politique civil imposé par les militaires peuvent être considérées, en gros, comme des techniciens ou des experts, encore que ce terme recouvre des situations et des cas fort différents. Disons, pour simplifier, qu'il désigne à la fois des fonctionnaires de carrière et des spécialistes de l'économie appartenant tant au secteur public qu'au secteur privé. Les techniciens et les hommes d'affaires occupent surtout mais non exclusivement les portefeuilles économiques.

Bien que l'Argentine ne possède pas de *civil service* doté des garanties de stabilité qu'on lui connaît en Europe, il existe des noyaux permanents de fonctionnaires notamment aux Finances et aux Affaires étrangères qui, en raison de leur connaissance des dossiers, arrivent à passer au travers de tous les orages politiques. Le propre des régimes « de fait », c'est-à-dire provisoires, est de faire appel à eux dans trois cas : après le renversement des autorités « légales », en attendant la composition d'un ministère politique, plus fréquemment pour assurer un intérim

50. Nommé ambassadeur au Brésil.
51. D'après l'interview par l'auteur de M. Máximo Etchecopar, président en 1969 de l'Ateneo.

en cas de crise politique ou à des postes techniques de sous-secrétaires. Ainsi, en 1943, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires etrangères est un docteur en diplomatie, secrétaire d'ambassade depuis 1926, qui a fait toute sa carrière au Palais San Martín. En 1945, le ministre de la Justice et de l'instruction publique est un juge fédéral. En 1945, le ministre des Finances, qui remplace Santamarina et Ameghino en attendant l'ouverture vers les radicaux que prépare Perón, est un haut fonctionnaire permanent du commerce extérieur, passé, il est vrai, par le Colegio militar [52].

Les fonctionnaires ne sont pas absents de la Révolution argentine. Certes, on ne peut considérer simplement comme un haut fonctionnaire le ministre des Finances, Krieger Vasena, bien que ce brillant économiste ait commencé sa carrière à la direction des impôts directs du Ministère des finances (1938-1946). Les fonctions politiques qu'il a assumées sous le général Aramburu font de lui bien plus qu'un simple expert financier du secteur public. Mais on peut citer de nombreux autres cas, dont le plus curieux est celui du ministre du Travail, Rubén San Sebastián, directeur de service dans ce même ministère depuis 1956. De même, le chef du service du budget du Ministère des finances devient sous-secrétaire d'Etat au Budget (Cayetano Licciardo). Le sous-secrétaire à l'Economie et son homologue du Commerce sont des hauts fonctionnaires également, mais ils ont déjà occupé des postes ministériels sous Aramburu (Miguel San Miguel, Angel A. Solá). Le rôle des fonctionnaires « professionnels », surtout dans un pays comme l'Argentine où la fonction publique est à la fois pléthorique et peu professionnalisée, n'est pas dépourvu de sens. L'armée, située en-dehors du processus de production de même qu'elle se veut au-dessus des partis, assume le pouvoir en tant que branche de l'institution étatique. L'appel à la collaboration de fonctionnaires accentue le processus d'autonomisation d'un appareil d'Etat arbitre gravitant autour de son bras armé.

Tableau 4. 1943-1946, Rotation ministérielle et prédominance militaire (ministres titulaires et secrétariat d'Etat de rang ministériel sauf ministères militaires)

Portefeuilles	*Nombre de titulaires*	*Nombre de civils*
Intérieur	07	01
Affaires étrangères	07	02
Economie et finances	05	04
Instruction publique et justice	08	06
Agriculture	04	01
Travaux publics	03	00
Travaux et prévoyance sociale	04	01
Industrie	04	01

52. Ceferino Alonso Irigoyen.

Tableau 5. 1966-1970, Le personnel politique de la révolution argentine

Formation	Avocats	10
	Ingénieurs	07
	Economistes et comptables	11
	Médecins	01
	Professeurs (lettres/sciences)	02
	Sans formation supérieure	01
Secteur d'activité (activité principale)	Secteur public	09
	Secteur privé (hommes d'affaires, membres de conseils d'administration de sociétés)	17
	Professions libérales ou salariés du secteur privé	06
Origines politiques	Partis politiques	03
	Groupes nationalistes ou intégristes	10
	S. d.	19

Les régimes militaires marqués par la rupture de l'ordre constitutionnel et en même temps par une volonté de « remise en ordre » s'efforcent de restaurer la confiance des milieux d'affaires en réservant les finances ou l'économie à des spécialistes distingués et bien en cour. Le mouvement militaire pur et dur de 1943, qui chasse du pouvoir les conservateurs jugés corrompus et incapables, n'hésite pas dans un premier temps à confier le seul portefeuille civil à Jorge A. Santamarina, ancien député conservateur, dirigeant de la Société rurale, membre du Círculo de armas et du Jockey Club mais surtout président du Banco de la nación. Les choix de M. Krieger Vasena en 1967, puis de M. Dagnino Pastore en 1969 par le général Onganía semble obéir aux mêmes préoccupations. Il est vrai qu'il coïncide mieux avec orientation globale du nouveau régime.

C'est sans doute dans un même souci d'efficacité et de compétence, facteur de confiance intérieure et surtout extérieure, qu'en 1966-1970 de nombreux portefeuilles sont confiés à des détenteurs de diplômes étrangers prestigieux. Signe des temps et de la pénétration culturelle nord-américaine, la plupart d'entre eux sont passés par les Business school ou les départements d'économie des Universités américaines. Le ministre de l'Economie nommé en 1969 a un Ph.D. de Harvard, université où le ministre de la Défense, Van Peborgh, a également étudié. Quatre secrétaires d'Etat sont d'anciens étudiants de l'Université de Columbia (Saravia, Frischknecht, Guaia, Mey).

Il est inutile d'insister sur la participation des hommes d'affaires, des industriels en particulier, aux cabinets militaires. Le personnel conservateur de la révolution de septembre 1930 appartient au groupe dirigeant

traditionnel où la politique et les affaires vont de pair. La domination militaire, entre 1943 et 1946, laisse certes peu de place aux intérêts privés même dans des postes techniques ou considérés comme tel[53]. Santamarina, homme d'affaires prestigieux, cède la place à César Ameghino puis à Ceferino Alonso Irigoyen qui sont essentiellement des hauts fonctionnaires. Il est vrai que dans la première administration révolutionnaire, après juin, on compte quatre civils seulement (ministre de l'Economie, sous-secrétaire à la Justice, aux Travaux publics et aux Affaires étrangères) sur dix-neuf membres du cabinet. Dans les provinces, un seul gouverneur provisoire est civil : Alberto Baldrich, à Tucumán.

En 1962 d'abord, puis surtout en 1966, il en va tout autrement. Les différents secteurs économiques du pays gouvernent directement, après l'éviction de la classe politique traditionnelle. On peut se demander s'il s'agit là d'un projet strictement militaire ou plutôt d'un projet politique où les civils ont échoué et qui est appliqué (et interprété) par les militaires. Le *desarrollismo* d'Onganía renoue avec le programme de Frondizi-Frigerio plus qu'il n'y paraît. Le rôle des industriels, appelé à transformer la réalité argentine, s'inscrit dans ce contexte idéologique. Les intérêts agraires ne s'y trompent pas : il s'agit d'appliquer un modèle de développement alternatif au schéma agro-exportateur libéral.

D'intéressantes continuités se dessinent de Frondizi à Onganía à travers les cabinets azules de Guido. Ainsi la permanence des représentants de la sidérurgie privée nationale et notamment de la puissante société Acindar (Rosario, Villa Constitución). Le président de cette société, Arturo Acevedo — excellent spécimen de conversion industrielle d'une grande famille traditionnelle — est ministre des Travaux publics d'Arturo Frondizi (1961-1962). Un autre membre du conseil d'administration, Jorge Nicolas Zaefferer Toro, est sous-secrétaire au Ministère de l'économie. Après la chute de Frondizi, ce dernier devient secrétaire d'Etat au Commerce (mai-décembre 1962). A la suite du remaniement du cabinet Guido, en décembre 1962, Acindar est « représenté » par Horacio García Belsunce, chef du département juridique, président et membre du conseil d'administration de plusieurs filiales de la Société des Acevedo (Marathon, Armetal, Acinplast), M. García Belsunce étant secrétaire d'Etat aux Finances. Par-delà la parenthèse des radicaux du peuple, nous retrouvons un homme d'Acindar au sein du cabinet Onganía : Juan Pedro Thibaud, ingénieur, vice-président de la filiale Acinfer, attaché à la présidence d'Acindar, est sous-secrétaire d'Etat à l'Energie. Cette continuité en dit plus que de larges discours sur le sens des gouvernements où elle apparaît.

Comment s'effectue le recrutement du personnel politique des gou-

53. Jusqu'à la mainmise de Perón qui fait appel à des industriels comme Lagomarsino.

vernements militaires ? Lorsqu'il s'agit de militaires, la réponse est relativement aisée, du moins en apparence. Ainsi, en 1966, la répartition des postes de gouverneurs de province se fait en fonction de l'importance respective des armes : armée de terre, huit ; aviation, quatre ; marine, trois (plus le gouverneur du territoire de la Terre de Feu, fief de la marine même sous les gouvernements civils) ; soit 16 postes sur 23. La répartition entre armes était fort différente en 1943, la marine restant alors (et jusqu'en 1955) en retrait de la vie politique. Entre 1943 et 1946, seuls 5 postes de gouverneurs sont décernés à des marins, 24 ont des titulaires civils sur un ensemble de 60 *interventores*.

Mais les chiffres ne rendent pas compte des différences qualitatives qui traduisent des styles de gouvernement différents et dépassent les distinctions civils/militaires. En 1943, les *interventores* sont bien des représentants du pouvoir central. A peu près aucun jusqu'en 1945 n'a de racines locales. En 1966, même les militaires sont choisis en fonction de leurs origines régionales. Ainsi, le gouverneur de Mendoza, le général J.E. Blanco, est né dans cette province, de même le gouverneur de San Luis, le colonel Laborda Ibarra ; celui de Catamarca, le général Guillermo Brizuela, ancien directeur de l'Ecole d'infanterie, non seulement est né à Catamarca, mais a été candidat aux élections dans cette même province. Les gouverneurs civils, en 1966, sont pour la plupart des notables conservateurs dotés parfois d'une implantation économique provinciale (Gualberto E. Gómez, puis Hugo Rovaletti à San Juan, Jorge Nallar à Santiago del Estero, Guillermo Irribaren à la Rioja), ou des membres des grandes familles provinciales (Miguel Angel Ferrer Deheza a Córdoba).

Les canaux de recrutement sont multiples. Sauf lorsqu'on fait appel aux partis, et notamment aux vaincus du suffrage universel, les procédures restent largement informelles. Les relations familiales jouent un grand rôle. L'interpénétration de la société militaire, de la classe politique et des groupes sociaux prestigieux mérite d'être illustrée à cet égard. Elle est surtout patente après 1955. Ainsi, la fortune politique de M. Alvaro Alsogaray, de 1959 à 1968, ne s'explique pas seulement par les talents de l'ex-capitaine. L'influence du général Julio Alsogaray, leader de la cavalerie, n'y est pas étrangère. La nomination de Miguel Angel Ferrer Deheza comme gouverneur de la province de Córdoba est liée à la présence, à la tête du 3e corps d'armée (Córdoba), du général Gustavo Martínez Zuviría qui lui est apparenté. Ce dernier n'est pas non plus étranger à la nomination de son parent Enrique Martínez Paz au Ministère de l'intérieur, accompagné du sous-secrétariat par son propre neveu, J.M. Saravia. Le fils d'Hugo Wast, devenu général de cavalerie, remet ainsi en selle la vieille aristocratie de Córdoba. En 1930 le Jockey Club que fréquente Uriburu (et, en 1943, Rawson), en 1966 les clubs nationalistes ou les retraites intégristes facilitent également la sélection

des cadres du nouveau régime. Mais il faut tenir compte désormais des nombreuses équipes d'enseignants des écoles militaires [54].

Les remaniements ministériels obéissent toujours par ailleurs à des opérations politiques à plus ou moins long terme. Lorsque Perón, en août 1945, fait appel à des notables radicaux pour remplir d'importantes fonctions de l'exécutif national (Armando Antille, Juan I. Cooke, Juan H. Quijano) ou occuper des postes de gouverneurs de province (Ernesto Favio, Abelardo Alvarez Prado, Emilio Cipoletti), il s'agit de couper l'herbe sous les pieds de l'opposition. La nomination de gouverneurs de province néo-péronistes par le général Onganía (Felipe Sapag à Neuquen) semblait préluder à une manœuvre de grande envergure qui tourna court. Le général Lanusse fit du leader radical, Arturo Mor Roig, son ministre de l'Intérieur pour rendre confiance aux partis et trouver une issue constitutionnelle honorable au régime militaire. La césure civil/militaire ou plutôt militaire/classe politique n'est donc jamais très affirmée.

De ces notations sur le personnel politique, qui peuvent sembler aussi disparates que les desseins du pouvoir militaire sont mystérieux ou confus, on peut tirer néanmoins certains enseignements. L'intégration de l'armée au système politique est telle que les discontinuités imposées par les interventions militaires n'occasionnent que de pseudo-ruptures. Tantôt, les militaires agissent comme un parti disposant de cadres aguerris, d'un personnel politique expérimenté et capable au pied levé d'assumer l'ensemble des responsabilités du pouvoir : techniciens et idéologues nationalistes, qui constituent des équipes dans la mouvance de l'armée, sont toujours prêts à faire don de leur personne et de leur talent à la République. Il s'agit pour ces hommes sans voix (c'est-à-dire sans électeurs) d'un moyen, sinon normal du moins habituel et accepté, de parvenir au pouvoir. Tantôt, l'armée renouvelle le personnel politique en puisant dans les partis d'oppostion, en renversant les partis vainqueurs au profit de celui ou de ceux qui ont été battus aux dernières consultations : procédure également acceptée par tous dans la mesure où alternativement tous les partis nationaux en ont profité ou du moins l'ont appelé de leurs vœux. Enfin, toutes les combinaisons sont possibles, toutes les alliances vraisemblables entre les militaires au pouvoir et telle fraction ou telle tendance d'un parti. L'insertion politique des militaires explique le caractère peu dramatique des coups d'Etat, promenade militaire ou ersatz de crise ministérielle avec parfois des bavures, mais qui revêtent rarement un caractère acharné et sanglant.

L'intervention militaire ne vise pas à détruire le système politique, quand bien même ses auteurs songent fermement à le reformer. La dif-

54. C'est le cas, en 1966-1970, des ministres et secrétaires d'Etat, notamment, Bauer, Puigbó, Costa Méndez, Saravia.

férence entre les coups d'Etat argentins et des opérations de guerre civile du type du putsch de septembre 1973 au Chili, saute aux yeux. Il est vrai que les enjeux sont sans commune mesure. Comment donc rendre compte de l'instabilité chronique en République Argentine alors que les menaces pesant sur l'ordonnancement social sont faibles ou inexistantes ? En un mot, quelle est la fonction réelle du pouvoir militaire par rapport au système global ? C'est sans doute au-delà des modalités de l'activisme militaire qu'il convient de la chercher, dans la crise des institutions politiques, révélateur d'une profonde et singulière crise sociale.

Conclusion

L'hégémonie militaire et la crise de l'Etat

Les interventions militaires en Argentine sont évidemment inséparables de l'instabilité politique chronique que connaît le pays depuis plus de quarante ans. Mais elles n'en sont nullement les causes. Elles apparaissent, au contraire, comme les conséquences et l'expression d'une crise politique prolongée. C'est dans la société globale, dans ses clivages, ses conflits et ses contradictions qu'il faut donc chercher les racines du pouvoir militaire, de même que l'insertion des forces armées dans le système politique et social rend compte des mécanismes et des modalités institutionnelles de l'hégémonie martiale.

Nous ne prétendons pas pour autant réduire à la singularité nationale de la formation sociale argentine des éléments d'explication d'un phénomène qui affecte de manière plus ou moins similaire de nombreux pays d'Amérique latine ou d'autres continents. Nous croyons, comme Dankwart Rustow [1], que de telles situations sont « trop générales pour ne pas déjouer les interprétations reposant sur les circonstances particulières propres à un pays donné ... ». Sans sous-estimer la spécificité du devenir historique sur laquelle nous avons assez insisté, il nous paraît nécessaire, pour cerner la valeur exemplaire du « cas argentin », de pratiquer une analyse ouverte permettant l'étude comparative. Loin de nous donc l'idée d'isoler artificiellement une entité nationale argentine en la coupant notamment du contexte international. La conjoncture extérieure est une variable décisive de phénomènes aussi largement transnationaux que les interventions militaires [2]. De même, le type d'intégration de l'Argen-

1. Rustow (Dankwart), *A world of nations, problems of political modernization*, Washington, The Brooking Institution, 1967, p. 227.

2. Comme nous avons essayé de le montrer dans notre article « Révolutions militaires et indépendance nationale en Amérique latine (1968-1971) », *Revue française de science politique*, octobre et décembre 1971.

tine dans le système économique mondial, et sa dépendance multiforme à l'égard des centres développés, ont conditionné les modalités du développement et les aléas de la croissance de l'appareil productif selon un modèle qui, aux variantes historiques près, est commun pour l'essentiel à la plupart des nations latino-américaines, pour ne pas dire à l'ensemble du monde « périphérique ».

C'est en gardant présente cette « visée » comparative que, pour conclure, nous tenterons de proposer une interprétation globale des relations du pouvoir militaire et de la société politique en République Argentine, non sans avoir essayé les multiples clés que semble proposer aux différents niveaux politique économique ou social — méthodologiquement distingués — la récurrence sur une longue période des manifestations variées de la domination militaire.

Pouvoir militaire et « Etat prétorien »

Le système politique effectif, qui prévaut dans l'Argentine de l'ère militaire et qui se met en place dans les années trente-quarante, présente un certain nombre de caractéristiques saillantes. On peut les regrouper selon trois directions principales.

1. Les interventions militaires ne se limitent pas aux coups d'Etat mais présentent une gamme différenciée de figures (pronunciamiento, *planteo, golpe*...). Les coups d'Etat ne sont pas accidentels ou isolés, mais récurrents. Les *golpes* réussis n'ont pour séquelles ni l'installation d'un régime militaire stable, ni un retour rapide et durable des militaires dans leurs casernes.

2. Le divorce est complet entre le système institutionnel formel et le système de pouvoir. Derrière le théâtre d'ombres du « pays légal », les « facteurs du pouvoir » qui constituent le pays réel imposent les décisions. L'armée n'est pas le seul groupe social qui intervient de manière extra-constitutionnelle dans la vie politique et détient un droit de veto permanent sur les procédures décisionnelles. Tous les groupes d'intérêts s'efforcent avec plus ou moins de succès d'accéder à ce statut. Ainsi, les appareils syndicaux ont plus de poids que les partis gouvernementaux. Les confédérations patronales l'emportent sur le Parlement. Ce qui semble exceptionnel n'est pas que des organismes publics ou des associations d'intérêts aient des fonctions politiques, mais que la réalité du pouvoir politique emprunte quasi exclusivement le canal d'organismes à vocation spécialisée.

3. Toutes les forces sociales, tous les groupes d'intérêts, alors que l'enjeu social des luttes politiques apparaît faible, défendent leurs droits et leurs privilèges sans égard pour les règles du jeu institutionnel. Tout se passe comme si la victoire du groupe était vitale pour sa survie, ou,

en tout cas, méritait qu'on lui sacrifiât l'édifice institutionnel qui règle la coexistence sociale. Le patriotisme de groupe, caractérisé par un comportement qu'on a pu qualifier de « tribal », aboutit à un « sauve-qui-peut » généralisé auquel les mouvements proprement politiques n'échappent pas. Les militaires pensent à sauver l'armée, les syndicats s'intéressent avant tout au salut de la CGT... Chaque parti d'opposition entend prendre sa revanche par tous les moyens, quoi qu'il en coûte à la communauté.

Les traits ci-dessus configurent ce que nous appellerons par commodité, après de nombreux auteurs, une variété d'« Etat prétorien moderne ». Si l'« Etat prétorien » historique associait la prépondérance capricieuse d'une armée faiblement professionnalisée avec un haut degré de désorganisation politique et sociale, l'Etat prétorien moderne se caractérise à la fois par la domination militaire et par l'absence de consensus [3]. Dans ce type de système, dont l'armée occupe le cœur et assume potentiellement la direction [4], « les forces armées se politisent tout autant que la politique se militarise ... Les hommes politiques cherchent le pouvoir, non à travers un large soutien populaire, mais en cultivant leurs relations dans les milieux militaires » [5]. La *praetorian polity*, précise S. Huntington qui a systématisé ce concept en l'intégrant dans une théorie générale de l'ordre politique, est caractérisée par une profonde instabilité due à « la politisation générale de toutes les forces et institutions sociales » qui « agissent directement et avec leurs méthodes propres dans la sphère politique » [6]. Selon le schéma du même auteur, qui subdivise les régimes prétoriens en fonction du degré de participation politique atteint par la société concernée, l'Argentine se situe dans la catégorie du « prétorianisme de masse » qui est la forme que revêt un système prétorien dans un contexte de « modernisation élevée » [7].

Comme on le voit, la situation argentine n'est pas incommunicable. Et l'appréhension de sa spécificité n'empêche nullement de la décrire au moyen de catégories et de références universelles ouvrant la voie à l'analyse comparée. Pourtant, la description se suffit pas. Il faut interpréter cette situation originale en essayant de cerner les niveaux décisifs de la réalité nationale pour mettre à jour les causes profondes du phénomène.

3. Selon la typologie avancée par David Rapoport dans « A comparative theory of military and political type », in Huntington (Samuel P.) et al., *Changing patterns of military politics*, New York, Glencoe, The Free Press, 1962, p. 75.

4. Perlmutter (Amos), « The praetorian state and the praetorian army (Toward a taxonomy of civil military relations in developping countries) », *Comparative politics*, avril 1969, p. 383.

5. Rustow (Dankwart), *op. cit.*, p. 193.

6. Huntington (Samuel P.), *Political order in changing societies*, New Haven, Yale University Press, 1968, p. 80 et 194.

7. Les capacités analytiques de ce concept descriptif ont été explorées pour le cas argentin, notamment par Guillermo O'Donnell, dans son article « Modernización y golpes militares, teoría, comparación y el caso argentino », *Desarrollo económico*, octobre-décembre 1972, p. 519-566.

Politique d'abord ? La « crise de participation »

Il est tentant de proposer une lecture strictement politique de la crise argentine et du couple instabilité-intervention militaire. Rien de plus séduisant en effet que d'expliquer « le même par le même », en évitant les pièges du réductionnisme qui guettent toute transposition. A condition de ne pas tomber du Charybe du déterminisme infrastructurel dans le Scylla d'un ethnocentrisme incapable de rendre compte de la dynamique des sociétés « autres », si ce n'est par référence à un modèle idéalisé des systèmes occidentaux. Les explications par « défaut » manquent généralement leur but.

Une fois ces réserves avancées, un examen des variables politico-institutionnelles de la situation argentine, ainsi que des interprétations globales dans lesquelles elles peuvent s'insérer, présente un intérêt certain.

C'est la participation massive des Argentins à la vie politique, notamment — mais non exclusivement — à travers un niveau de mobilisation électorale élevé, qui retient l'attention. Les interventions militaires ont pour effet d'annuler les résultats du suffrage universel, parfois préventivement. Elles suppriment les pratiques électorales pendant des périodes de durée variable (deux ans en 1930 et en 1943, sept ans en 1966) et le plus souvent permettent le rétablissement d'un système de représentation restreinte soit au moyen de la fraude officialisée (1932-1943), soit grâce à la proscription du mouvement politique qui canalise et exprime la participation élargie (1955-1973). Autrement dit, les coups d'Etat jouent le rôle de mécanismes de démobilisation face à une mobilisation à la fois politique et sociale, trop intense pour l'équilibre du système.

On peut donc voir dans le cas argentin une crise de participation. L'extension des droits politiques effectifs aux classes moyennes rurales et urbaines, puis aux couches populaires urbaines, a destabilisé la vie politique. L'intégration de nouveaux groupes sociaux au système politique traditionnel, destinée à réduire les tensions, a entraîné en fait la crise totale du régime représentatif.

Plusieurs types d'interprétation générale de l'action historique peuvent nous permettre de rendre compte de cette « crise de participation ». Pour les néo-institutionalistes, qui distinguent les expériences nationales en fonction du « degré de gouvernement » et assimilent le développement politique à celui des institutions, la situation argentine semble simple. L'instabilité provient de la distorsion entre la croissance de la participation et le bas niveau d'organisation politique. La faiblesse des associations volontaires, voire l'inaptitude « à s'associer ensemble »[8]

8. Huntington (Samuel P.), *op. cit.*, p. 4-5.

qu'éprouverait la société concernée, serait à l'origine de son incapacité à absorber de nouveaux groupes participants. Pour S.P. Huntington, l'Argentine est une nation « politiquement sous-développée où un Etat faible se trouve entouré de forces sociales massives, quel que soit par ailleurs le degré de prospérité, d'éducation et d'urbanisation de ses citoyens »[9].

Cette approche suggestive n'en est pas moins discutable en ce qui concerne l'Argentine. L'Etat argentin peut être inefficace ou archaïque, il ne manque ni d'ampleur, ni d'énergie. Ses responsabilités économiques autant que l'usurpation récurrente du pouvoir par sa branche militaire suffisent à le prouver. On ne peut pas confondre légitimité et force. Quant aux partis politiques, il en existe d'anciens, convenablement organisés et tout aussi modernes dans leurs structures et leur fonctionnement que les machines électorales nord-américaines. On ne peut nier la qualité de parti politique institutionalisé ni à l'Union civique radicale, presque centenaire, ni au Parti socialiste ni au Parti démocrate progressiste. On serait mal inspiré de croire que les associations volontaires n'ont pas, en Argentine, connu de succès. En fait, c'est l'assertion contraire qui est la plus proche de la vérité. En tête des pays capitalistes d'Amérique latine par le taux de syndicalisation des salariés, la République Argentine présente un développement remarquable des groupes d'intérêts en tout genre, des sectes aux Eglises, des clubs aux cercles d'affinité les plus divers. Ce phénomène singulier remonte à l'époque de l'immigration massive qui vit une floraison d'amicales, de mutuelles et de sociétés de secours regroupant les divers collectivités nationales.

Il n'en reste pas moins vrai que l'ampleur de la mobilisation sociale — au sens où Karl Deutsch emploie ce concept — accroît les aspirations de larges secteurs de la population. Si la rupture des solidarités traditionnelles s'accompagne d'une participation politique — électorale. mais aussi organisationnelle — élevée qui répercute les attentes des « nouvelles couches » au centre du pouvoir, le système tout entier en est ébranlé. L'analyse systémique parle dans ce cas de « surcharge des demandes »[10]. Celle-ci entraîne une crise politique permanente. Ni les canaux normaux chargés selon le modèle systémique de « l'agrégation des exigences » (les partis politiques), ni le pouvoir censé les satisfaire ou en prévenir la manifestation ne peuvent plus fonctionner normalement. On peut dire alors que le développement politique est en retard sur la mobilisation politique et sociale. Avec pour conséquence la dérivation de la décision politique vers des institutions à caractère non politique, c'est-à-dire l'apparition d'un « Etat prétorien ».

9. *Ibid.*, p. 83.

10. Easton (David), *A framework for political analysis*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1965, p. 120-135.

L'éclairage systémique peut sembler lumineux ou du moins parfaitement opératoire pour la compréhension du phénomène qui nous retient. Pourtant, un schéma explicatif, produit à un tel niveau de généralité, peut s'appliquer aussi bien à des situations fort éloignées de notre cas et des systèmes prétoriens. C'est ainsi, par exemple, qu'une étude récente du système politique italien décrit à peu près dans des termes identiques la profonde crise institutionnelle dans laquelle se débat le régime démocratique pluraliste de l'Italie contemporaine [11]. Or, malgré des enjeux infiniment plus élevés qu'en Argentine, eu égard à la force des partis « révolutionnaires », l'Italie républicaine a connu certes, parfois, des rumeurs putschistes, mais sa crise politique quasi permanente n'a jamais débouché sur un Etat de type prétorien.

Sans doute convient-il de mettre la « crise de participation » en rapport avec des éléments plus spécifiques de la situation argentine. Ainsi, dans une perspective comparative, on peut être tenté de privilégier la rapidité de la mobilisation politique. Si l'on prend comme principaux indicateurs l'extension juridique du suffrage et l'augmentation effective du nombre d'électeurs qui émettent leur vote, l'Argentine contraste de toute évidence avec des formations sociales voisines. En République Argentine, l'extension du corps électoral s'effectue de manière brutale, comme nous l'avons vu par la sanction de la loi Sáenz Peña. Le nombre des citoyens fait plus que tripler de 1910 à 1912 : il passe de 9 % à 30 % de la population adulte. Il double à nouveau, en 1949, avec notamment l'octroi du vote aux femmes. Au contraire, au Chili, l'extension du corps électoral s'est produite graduellement [12]. C'est seulement à partir de 1964 que le mouvement s'est accéléré jusqu'à la destruction, en septembre 1973, du système représentatif. Quoi qu'il en soit, en 1949, 20 % de la population chilienne remplit les conditions d'inscription sur les listes électorales et seulement 10,2 % de ces électeurs potentiels sont inscrits [13].

Au Brésil, où la domination militaire est plus tardive qu'en Argentine et présente des modalités fort différentes, la participation politique telle qu'elle apparaît au travers du suffrage est, et demeure, faible. L'accroissement de la mobilisation a pu être une menace en 1964 ; elle n'a pas effectivement eu lieu et n'a pas joué de rôle dans l'émergence de la révolution d'avril (tableau 1).

11. Bibes (Geneviève), *Le système politique italien*, Paris, PUF, 1974, p. 6-45.

12. Voir sur ce point l'article de Borón (Atilio A.), « El estudio de la movilización política en América latina : la movilización en la Argentina y Chile », *Desarrollo económico*, juillet-septembre 1972, p. 211-243.

13. Cruz Cooke (Ricardo), *Geografía electoral de Chile*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1952, p. 13.

Tableau 1. L'électorat brésilien et l'électorat argentin 1955-1962/63 (en milliers)

	Brésil			*Argentine*		
	1955	*1958*	*1962*	*1955*	*1958*	*1962*
Nombre de votants	9 097	12 721	14 747	7 906	9 088	9 710
Inscrits..............	15 243	13 780	18 563	9 194	10 002	11 356
Population totale.......	58 456	62 725	69 720	18 893	19 979	21 350
% votants/inscrits.....	59,7	92,4	81,0	86,0	90,8	85,5
% votants/population totale..............	15,6	20,3	18,0	41,8	45,5	45,5

Sources : Stepan (A.) et al. *Authoritarian Brasil, origins, policies and future*, New Haven, Yale University Press, 1973, p. 212. Cantón (D.), *Materiales para el estudio de la sociología política en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. del Instituto, 1969, tome I.

Si la comparaison ne prouve pas le rôle décisif de cette variable, celle-ci ne nous apprend rien sur les mécanismes qui ont précipité la désagrégation d'un système représentatif stable. Plusieurs hypothèses se présentent pour jeter un pont entre l'ouverture accélérée de la sphère politique à de nouveaux groupes sociaux et la transformation du régime libéral pluraliste en un Etat prétorien. On peut supposer, par exemple, que l'élargissement brusque de la société politique a eu pour conséquence l'expression des aspirations nouvelles et des impatiences populaires par des formations remettant en cause l'ensemble du régime social.

En d'autres termes, la mobilisation politique accélérée aurait pu faire peser sur le statu quo socio-politique une menace révolutionnaire. Si une telle hypothèse correspond à la situation chilienne en 1970, elle n'a que peu de rapports avec l'évolution politique argentine. Il n'est pas interdit de se demander d'ailleurs si l'extension brusque du suffrage dans un pays à forte rigidité sociale ne peut pas être socialement conservatrice. Il existe à coup sûr un usage conservateur du suffrage universel comme les régimes plébiscitaires l'ont prouvé. Et certains radicaux du début du siècle l'avaient compris, qui insistaient plus sur le secret du suffrage que sur son universalité. Evidemment, le changement de volume et de structure de l'électorat ne va pas sans l'apparition de nouvelles élites gouvernementales, voire sans un renouvellement du personnel politique. Mais l'appel à des mécanismes de violence démobilisatrice pour s'opposer à l'une des fonctions normales d'un système pluraliste légitime et stable est du cadre du politique. Ce sont des ressorts sociaux tenant à la composition et au type d'hégémonie des couches dominantes qui peuvent motiver un tel phénomène. Et la médiation militaire elle-même exige une explication sociale.

Un autre trait caractéristique de l'évolution politique argentine mérite également de retenir l'attention. Il s'agit du système des partis. On peut attribuer la « crise de participation » à l'existence d'une mobilisation

politique généralisée antérieure à celle d'un système partisan efficace permettant de représenter les différentes couches sociales. Dans cette prespective, on ne peut que constater, comme nous l'avons fait [14], l'absence d'un parti conservateur de masse bien organisé et capable de gagner les élections : un parti national ayant la confiance des grands groupes économiques et des couches sociales dominantes mais bénéficiant d'un appui populaire étendu, à l'instar du Parti national chilien ou du Parti conservateur colombien.

Une telle remarque demande à être nuancée. Il est vrai que l'Argentine n'a jamais eu, depuis 1914, de parti conservateur moderne désireux de jouer le jeu des institutions représentatives, et que les différents avatars du conservatisme, fédération de cercles ou de notables provinciaux, n'ont jamais pu remporter loyalement une élection nationale. On peut donc penser que les intérêts liés à la conservation sociale, impuissants à s'assurer l'influence politique correspondant à leur importance effective, agissent en dehors du système démocratique. Leur attachement à la fraude électorale ou aux proscriptions politiques est, à cet égard, très significatif. Encore faudrait-il s'assurer que « l'oligarchie » est bien seule à frapper aux portes des casernes. En outre, il faut éviter dans ce domaine de projeter sur la réalité argentine des catégories européennes.

L'absence de parti conservateur ne signifie pas que la droite soit faible en Argentine et la gauche puissante. A moins d'assimiler bien à la légère la force de la gauche à celle du péronisme, ce qui frappe l'observateur ou le comparatiste est plutôt l'absence de mouvements de gauche enracinés et puissants. L'éventail des principales formations politiques argentines se déploie du centre vers la droite. Et les partis de type conservateur ou modéré n'ont pas fait défaut depuis quarante ans. Considérer le parti de Marcelo T. de Alvear ou de Ricardo Balbín comme révolutionnaire ou gauchisant relèverait soit de la propagande, soit de la mauvaise foi.

Il est certain qu'en dépit de la faiblesse des enjeux, c'est-à-dire d'une faible polarisation réelle, les grands courants politiques argentins s'excluent réciproquement. Toute « alternance » légale semble impossible. Pourtant, entre conservateurs et radicaux, au début du siècle, les différences ne sont pas politiques ou idéologiques et les intérêts que représentent les deux partis ne sont nullement contradictoires. Leurs élites présentent des profils superposables : la position économique des

14. Et comme une récente polémique sociologique l'a mis en avant à Buenos Aires. Voir, notamment, les articles suivants : Di Tella (Torcuato), « La búsqueda de la fórmula política argentina », *Desarrollo económico*, mars 1972, p. 317-325, Mora y Araujo (Manuel), « Comentarios sobre la búsqueda de la fórmula política argentina », *ibid.*, octobre-décembre 1972, p. 623-629, Kvaternik (Eugenio), « ¿ Fórmula o fórmulas ? Algo más sobre nuestro sistema de partidos », *ibid.*, p. 613-629. Cornblit (Oscar), « La opción conservadora en la politica argentina », *Desarrollo económico*, janvier-mars 1975, p. 599-639.

chefs radicaux est même souvent supérieure à celle des leaders conservateurs [15].

Là encore, l'élément discriminant est social. Il est à rechercher dans la formation des classes supérieures argentines. Les tentatives en 1916 pour mettre sur pied un parti conservateur national capable de tenir tête au radicalisme ont été torpillées par les groupes dominants au sein de l'élite établie. Nous avons analysé au passage les raisons de l'échec de ce Parti démocrate progressiste. Il faut y revenir pour saisir l'impact des dominations sociales sur les mutations du système politique.

Comme on le voit, l'ordre politique nous offre des réponses satisfaisantes mais partielles, qui finalement renvoient toutes à la configuration sociale de l'Argentine moderne. On peut penser que les déterminations économiques nous fourniront des clés plus précises ou des explications moins tronquées.

L'économie commande-t-elle ?

La dépendance de l'économie argentine du marché mondial des matières premières soumis à d'amples fluctuations autant que la relative stagnation de son économie depuis plus de vingt-cinq ans incitent à supposer que les aléas économiques ne sont pas étrangers aux causes d'une crise politique continue. Il n'est pas indispensable d'être convaincu de la nécessité de faire passer tous les phénomènes politiques dans le lit de Procuste du déterminisme infrastructurel pour avancer une telle hypothèse. Il faudrait, au contraire, beaucoup d'aveuglement ou d'obstination méthodologique pour refuser de percevoir la charge de tension que fait peser sur la sphère politique le « grippage » de l'économie. D'autant que loin de postuler le primat de tel ou tel niveau, on doit considérer dans le cas argentin des rapports réciproques entre l'économie et la politique. En effet, si la connaissance de l'évolution invite à situer les interventions militaires en fonction de la conjoncture économique, les conséquences immédiates des ruptures de l'ordre politique sur le plan de l'économie méritent également de retenir l'attention.

CONJONCTURE ET INTERVENTIONS MILITAIRES

L'économie argentine est marquée depuis la fin de la seconde guerre mondiale par une croissance discontinue et des récessions cycliques. Ce phénomène de *stop-go* bien connu des économistes présente des amplitudes significatives. Entre 1945 et 1966, le produit national brut a accusé

15. Voir Gallo (Ezequiel), Sigal (Silvia), « La formación de los partidos políticos contemporáneos. La Unión cívica radical (1890-1916) », *Desarrollo económico*, avril-septembre 1963, p. 177-179 et 213.

pendant 6 ans une croissance négative et le revenu par tête a baissé pendant neuf années [16]. Sur le long terme, l'impression qui prévaut est un arrêt de la croissance depuis la Grande Dépression et malgré les « bonnes années » de l'immédiat après-guerre (1945-1949). Tandis que la croissance du produit national se situait au-dessus de 5 % l'an avant 1929, entre 1925-1929 et 1962, le produit brut croît à un taux voisin de 2,5 % seulement. Ce qui place le taux de croissance par habitant à un chiffre voisin de zéro : 0,6 % très exactement [17].

L'absence de dynamisme de l'économie argentine est d'autant plus sensible que ce n'est nullement un phénomène continental. Dépassée par ses rivaux, le Brésil et le Mexique, l'Argentine contemporaine se trouve également à la traîne par rapport à la moyenne des nations latino-américaines (tableau 2). En valeur absolue comme en valeur relative, l'Argentine économique marque le pas.

Tableau 2. Taux de croissance du produit intérieur brut (au coût des facteurs, en %)

	1950-1960	*1959-1969*	*1959-1964*
Argentine	3,1	3,9	3,4
Brésil	6,8	6,0	5,9
Mexique	5,8	6,9	7,3
Amérique latine	5,1	5,4	5,4

Source : ONU, CEPAL, *Estudio económico de América latina,* New York, 1971, tableau 9, p. 40.

Les indicateurs spécialisés placent également l'Argentine des années cinquante à soixante-dix dans le peloton de queue des pays latino-américains. Pour son rythme de croissance agricole, comme pour le taux de croissance de ses exportations, l'Argentine se trouve toujours au-dessous de la moyenne continentale, de 1950 à 1959 comme de 1959 à 1969. Mais elle se trouve dans la même situation également par sa croissance industrielle.

Ces médiocres performances accompagnées d'une inflation, qui, sous cet angle, met l'Argentine en tête du classement aux côtés du Brésil, de l'Uruguay et du Chili, avec 22,2 % de moyenne annuelle de hausse des prix entre 1960 et 1970, peuvent suggérer une interprétation structurelle des relations entre le marasme économique et les discontinuités politiques. La faible croissance et l'inflation élevée ne configurent-elles pas un « jeu à somme nulle » ? La stagnation du revenu national n'entraîne-t-elle pas des luttes intersectorielles pour le partage d'une richesse étale

16. D'après Díaz Alejandro (Carlos F.), *Essays on the economic history of the Argentine Republic*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1970, p. 351-352.

17. Chiffres d'après Ferrer (Aldo), *La economía argentina, las etapas de su desarrollo y problemas actuales*, México, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 1963, p. 202.

Tableau 3. Indicateurs du dynamisme économique, 1959-1960 (%)

	Croissance industrielle	*Croissance agricole*	*Croissance du volume des exportations de biens et services*
Moyenne latino-américaine	6,4	3,7	4,7
Argentine	5,3	2,2	3,7
Mexique	8,0	4,1	5,6
Brésil	6,8	4,3	6,4

Source : ONU, CEPAL, *Estudio económico de América latina, op. cit.*, tableau 6, p. 37, tableau 7, p. 38, tableau 57, p. 83.

dont les effets « déstabilisateurs » seraient à l'origine des interventions militaires ?

Ainsi, les différents acteurs sociaux, dans leur hâte d'atteindre le pouvoir par tous les moyens, pour maximiser leur part du revenu national, avaient recours à la force en invitant des fractions de l'armée à appuyer leurs demandes [18].

Il est certain que l'inflation comme moyen de redistribution conflictuelle d'un revenu statique peut se prolonger sur le plan de la politique « prétorienne ». On remarquera cependant que de hauts niveaux d'inflation peuvent coexister même dans des pays en cours d'industrialisation avec un taux de croissance élevé. C'est la cas du Brésil entre 1960 et 1970. L'inflation n'a pas partout et toujours un sens uniforme. L'Argentine présente par périodes une situation socio-économique correspondant au modèle ci-dessus esquissé. C'est le cas entre 1948 et 1959, période de profonde dépression relative après le boom de 1947-1948 où la richesse nationale semble culminer. Une étude de la CEPAL considère notamment que « les différents groupes sociaux luttent (à cette époque) pour récupérer ce qu'ils obtenaient auparavant, ou ce qu'alors, ou ensuite, ils ont perdu, et la pression inflationniste se transfère sans cesse d'un groupe à l'autre, sans aucun effet durable tant que le produit par habitant ne croît pas » [19]. C'est le cas également de toutes les années de récession où, comme le précise une étude économique consacrée à 1966, année durant laquelle le produit intérieur brut par tête diminua de 2,9 %, « toute augmentation des revenus d'un secteur constitue une avancée sur la participation de tous les autres » [20].

18. C'est en gros la thèse soutenue par O'Donnell (Guillermo A.), « Modernización y golpes militares, teoría, comparación y el caso argentino », art. cité, p. 524-525.

19. ONU, CEPAL, *Análisis y proyecciones del desarrollo económico*, V, *El desarrollo económico de la Argentina*, New York, 1959, p. 10.

20. Oficina de estudios para la colaboración económica internacional (OECEI), *Nivel de la economía argentina. Síntesis de 1966*, n. p.

Si l'on systématise ces notations, on peut formuler l'hypothèse d'une coïncidence probable entre les récessions et les interventions militaires. Les coups d'Etat exigeant une certaine préparation, examinons la croissance du PNB pendant les deux années qui ont précédé les « révolutions » réussies de l'après-guerre (tableau 4). Mais loin de voir confirmée l'hypothèse d'une incidence directe des dépressions économiques sur le déclenchement de coups de force provoquant le renversement des autorités gouvernementales, c'est plutôt le contraire qui nous apparaît. Les années qui ont précédé les coups d'Etat de 1955, 1962, 1966 et même 1970 sont plutôt des années de forte croissance économique : constatation qui pose un problème méritant examen, d'autant que le taux de croissance du PNB en 1927-1929 a été en moyenne de 6,0 % selon les calculs les plus sérieux[21], et que juin 1943 se situe dans une phase de développement accéléré (cf. chapitre 7).

Tableau 4. Croissance annuelle du produit national brut (au coût des facteurs)

1946	8,3	1959	—5,8
1947	13,8	1960	*8,0*
1948	1,2	1961	*7,0*
1949	—4,6	*1962*	—1,8
1950	1,6	1963	—3,6
1951	4,0	1964	*8,1*
1952	—6,3	1965	*8,6*
1953	*7,0*	*1966*	—0,5
1954	*3,8*	1967	—1,9
1955	6,9	1968	*4,8*
1956	1,7	1969	*6,9*
1957	5,5	*1970*	4,8
1958	7,2		

Les dates en italique sont les dates des coups d'Etat ; les chiffres en italique sont ceux du PNB des deux années précédant les coups d'Etat.
Source : Banco central de la República Argentina, *Boletín estadístico*, Buenos Aires, 1946-1970.

D'ailleurs, l'idée d'une stagnation absolue en matière de croissance du revenu par tête, que suppose l'interprétation de l'instabilité politique par la stagnation inflationniste débouchant sur un Etat prétorien, ne correspond aux réalités statistiques que pour certaines périodes[22]. L'Argentine reste en 1970, comme en 1960, la nation la plus riche du continent pour le produit par habitant, et, durant la dernière décennie, le taux annuel de croissance de son produit par tête n'est nullement

21. Díaz Alejandro (Carlos F.), *op.cit.*, p. 53.

22. Comme l'a bien montré Brodersohn (Mario S.) faisant la critique de la thèse d'O'Donnell dans sa note « Sobre " Modernización y autoritarismo " y el estancamiento inflacionario argentino », *Desarrollo económico*, octobre-décembre 1973, p. 590-605.

négatif. Avec 2,3 %, il se situe même autour de la moyenne continentale[23]. L'Argentine ne connaît pas la paupérisation de l'Uruguay (—0,2 %). Or, entre 1960 et 1970, on ne dénombre pas moins d'interventions militaires que dans la période antérieure. C'est donc dans une autre direction qu'il faut chercher un éventuel conditionnement économique des processus qui affectent la sphère du pouvoir.

La sensibilité de l'Argentine au marché mondial en raison de ses structures économiques offre une piste qu'on ne peut pas écarter. Nous avons signalé au passage la vulnérabilité d'une société hautement modernisée, reposant tout entière sur une quasi-mono-exploitation de produits alimentaires de région tempérée (blé, viande). Le cœur du système économique, par la faible diversification des capacités exportatrices, apparente l'Argentine, en dépit de son haut niveau de modernisation sociale et malgré le caractère avancé de la périphérie industrielle de son appareil productif, aux nations les plus attardées et dépendantes du continent. Aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (le salaire de l'Argentine) peut-elle entretenir certaines relations avec les rebondissements de la vie politique.

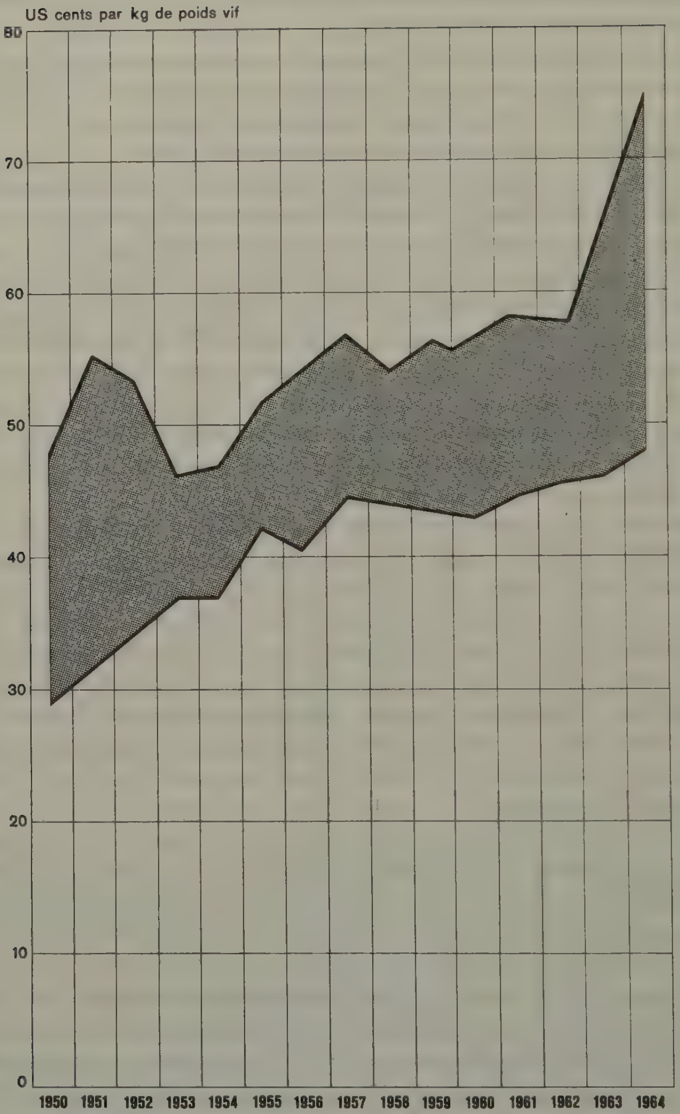
« Les vaches gouvernent l'Argentine », aurait dit Sarmiento. Il est indéniable que les prix mondiaux des denrées alimentaires déclinent relativement en 1929, mais la révolution de juin 1943 se situe dans une phase de demande soutenue et de prix élevé[24]. Pour la période récente, le graphique 1, qui retrace l'évolution des prix des bovins sur les marchés des principaux clients de l'Argentine, apporte peu d'éléments. Les cours semblent progresser pourtant régulièrement depuis 1950. Ni 1953-1954, ni 1960-1961, ni 1964 ne sont marqués par des chutes spectaculaires pouvant entraîner une révolte des barons pampéens ou un blocage généralisé de l'économie.

Il est vrai qu'un tel examen est peu probant. Les prix mondiaux ne se répercutent jamais directement sur la répartition sociale de la richesse. La complexité du cycle de la viande et la multiplicité des médiations commerciales ou financières rendent cet indicateur insuffisant. Les quantités disponibles pour le marché extérieur comptent autant que les prix internationaux. A cet égard, il faut remarquer qu'une crise de l'élevage en Argentine, due, par exemple, à des sécheresses consécutives, comme en 1951-1952, fait grimper les cours mondiaux sans que les producteurs nationaux en tirent quelque profit. La manipulation des taux de change et les prélèvements fiscaux régulent d'ailleurs l'incidence des prix à l'exportation sur le partage interne des revenus.

Enfin, les prix mondiaux des biens exportables n'ont pas de significa-

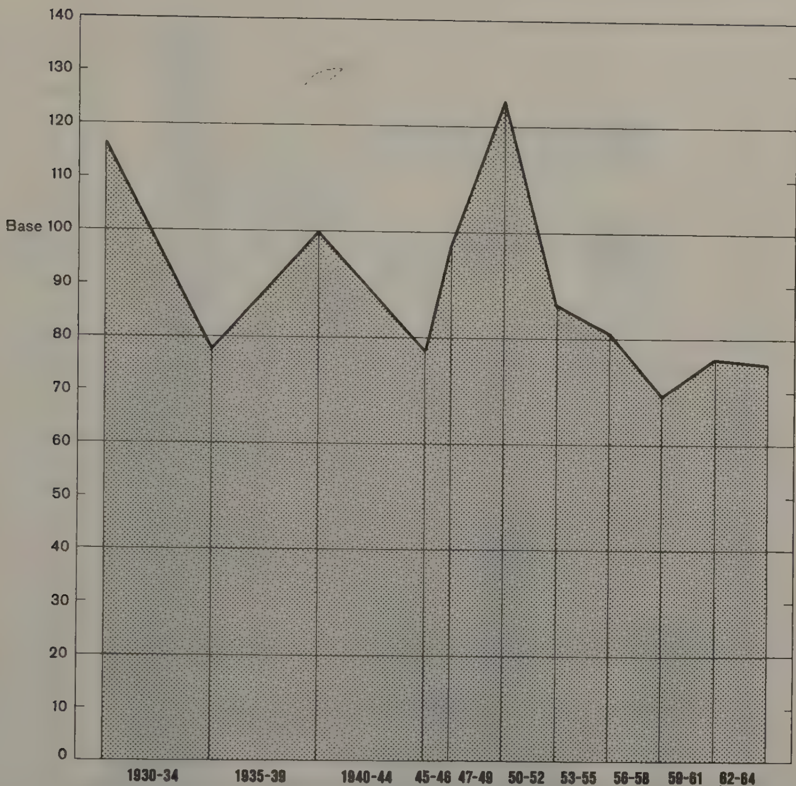
23. ONU, CEPAL, *Estudio económico*, 1970, tableau 4. La moyenne latino-américaine est de 2,5 %, le Brésil atteint 3,1 % et le Mexique, en tête derrière Panama, 3,4 %.

24. Voir Di Tella (Guido), Zymelman (Manuel), *Las etapas del desarrollo económico argentino*, Buenos Aires, Eudeba, 1967, p. 387-473.



Source : CEE Commission, Direction générale de l'agriculture, *Situation et tendances des marchés mondiaux des principaux produits agricoles. Bovins et viande bovine, août 1966, op. cit.*, Diagramme 1s.

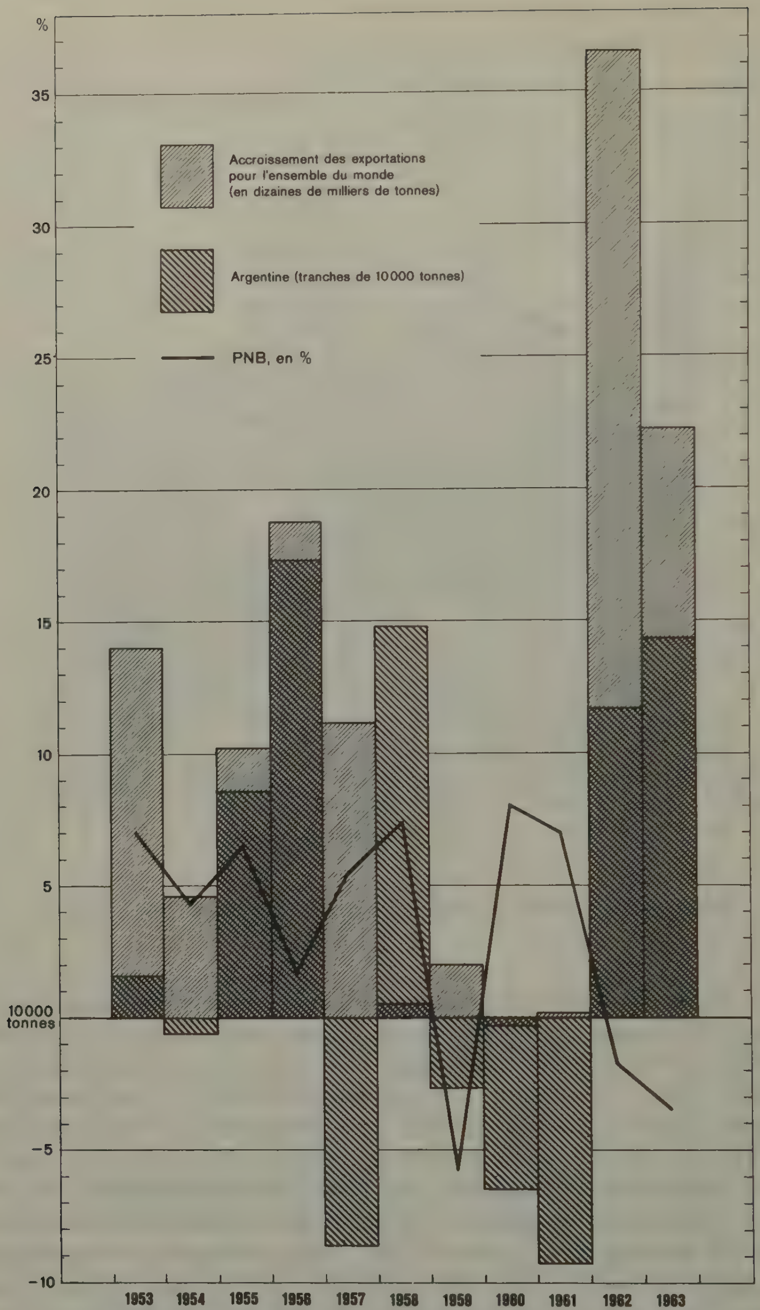
Graphique 1. Prix de la viande bovine sur les marchés des principaux clients de l'Argentine (Royaume-Uni, Allemagne fédérale, Italie)



Source : Diaz Alejandro (C.F.), *Essays on the economic history, op. cit.*, table 2-12.

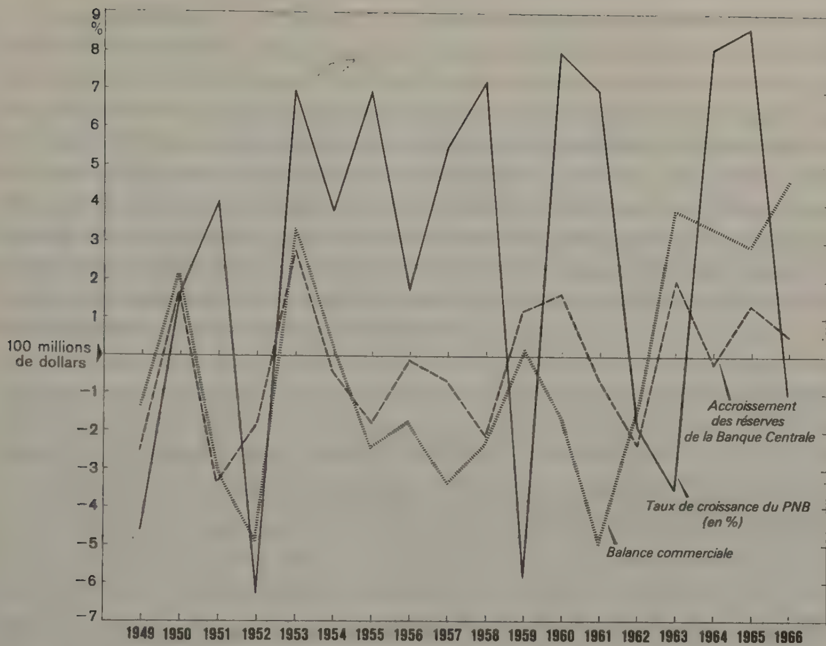
Graphique 2. Termes de l'échange extérieur, 1925-1964 (1939 : 100)

tion en soi. C'est leur valeur relative aux importations, autrement dit les termes de l'échange, qui constituent le facteur déterminant pour le fonctionnement de l'appareil économique. Et le graphique 2 tendrait à signaler qu'en 1930 c'est moins le renversement effectif des termes de l'échange jusque-là très favorables, que la menace proche d'une telle éventualité qui a joué. Il en est allé de même en 1955, même si l'amplitude des variations a été moindre. En 1943, le même phénomène se produit en sens inverse, comme en prévision de la haute conjoncture de l'immédiat après-guerre. L'année 1962 invite pourtant au scepticisme. Et, de toute manière, si de telles séquences ne sont pas fortuites, elles relèvent d'une volonté politique et non de déterminations économiques. Les variations du taux d'accroissement des exportations de viande bovine pourraient confirmer cette remarque. Elles semblent, en effet, indépendantes du niveau des prix, mais elles ont peut-être un certain



Source : CEE Commission, Direction générale de l'agriculture, *Situation et tendance des marchés mondiaux des principaux produits agricoles. Bovins et viande bovine, août 1966, op. cit.*, et Diaz Alejandro (C.F.), *Essays on the economic history, op. cit.*, table 7-2, p. 353.

Graphique 3. Taux d'accroissement des exportations de viande bovine et du PNB (1953-1964)



Graphique 4. Une économie de déséquilibre cyclique

rapport avec l'orientation économique du régime en place. En tout cas, coïncidence fortuite ou concomitance significative, nous aurons à éclairer ce point : les années précédant des coups d'Etat sont de mauvaises années, suivies, après changement de gouvernement, d'une forte expansion. Au moins en ce qui concerne les régimes « industrialistes » de Perón et de Frondizi (voir graphique 3).

La vulnérabilité externe du système économique engendre une grande rigidité des rapports entre la balance commerciale, les réserves de devises et le taux de croissance. Cette rigidité s'accroissant encore avec les progrès de l'industrialisation. On peut dire qu'en gros les années d'expansion vont de pair avec des baisses de réserves et une balance commerciale négative : c'est le cas pour les années qui suivent des années de forte croissance (1951, 1954, 1955, 1958, 1961, 1962, 1964). Au contraire, les récessions accompagnent des années « positives » (1950, 1953, 1959, 1960, 1963, 1966) (voir graphique 4).

Si l'on isole les années précédant les interventions « heureuses » de l'après-guerre, que voit-on ? Que 1955 et 1962 présentent des caractéristiques communes, un fort fléchissement de la balance commerciale et des réserves couplé avec des taux de croissance élevés ; or, 1930 est également marqué par un semblable fléchissement du commerce extérieur et

une hémorragie des réserves. Trois coups d'Etat « restaurateurs » des groupes dominants se situent dans un contexte économique présentant des similitudes. Si l'on n'en reste pas aux coups d'Etat, on s'aperçoit que le pronunciamiento aristocratique du général Menéndez en 1951, ou les *planteos* de 1959 amenant le très hétérodoxe capitaine Alsogaray au Ministère de l'économie, présentent à certains égards des environnements économiques comparables. Il n'est pas excessif de constater que les situations de crise financière ne sont pas étrangères aux interventions militaires favorables aux grands intérêts agraires. D'autant que les coups d'Etat correspondant aux bonnes années financières ont aussi des caractères communs. Si l'abondance des réserves en devises de 1942-1943 ne se retrouve pas en 1965-1966, les deux périodes sont marquées par une sorte d'euphorie commerciale et des balances très positives, pour des raisons différentes d'ailleurs. Or, ces coups d'Etat ambigus et relativement populaires, ou, du moins, n'éveillant quasiment pas d'hostilité, apparaissent comme favorables aux intérêts industriels. Même s'il s'agit de types d'industries différents dans les deux cas.

Tableau 5. Une économie cyclique de déséquilibre

Années	*Taux de croissance de PNB*	*Augmentation des réserves de la Banque centrale (en millions de dollars)*	*Balance commerciale (en millions de dollars)*
1949	— 4,6	— 269	— 136
1950	1,6	+ 166	+ 213
1951	4,0	— 333	— 311
1952	— 6,3	— 173	— 492
1953	7,0	+ 279	+ 330
1954	3,8	— 33	+ 48
1955	6,9	— 175	— 244
1956	1,7	— 19	— 184
1957	5,5	— 60	— 336
1958	7,2	— 217	— 239
1959	— 5,8	+ 113	+ 16
1960	8,0	+ 161	— 170
1961	7,0	— 57	— 496
1962	— 1,8	— 234	— 141
1963	— 3,6	+ 202	+ 384
1964	8,1	— 11	+ 333
1965	8,6	+ 139	+ 295
1966	— 0,5	+ 53	+ 469

Sources : Banco central de la República Argentina, *Boletin estadístico.* Díaz Alejandro (Carlos F.), *op. cit.*, table 7, p. 353.

Qu'en conclure ? Sans doute que le déterminisme économique est ici d'une portée limitée, même si l'autonomie du politique est faible dans une société prétorienne où justement tout devient politique. Il apparaît que, plus encore que par rapport à la conjoncture même médiatisée par certains groupes sociaux ou exerçant son influence avec un certain décalage, c'est en fonction des interventions militaires comme action volontaire qu'il faut percevoir l'impact du facteur économique. Ce sont les changements provoqués dans l'orientation économique à travers le coup d'Etat ou *planteo* qui priment. L'économie prend place, moins au niveau des causes déterminantes qu'à celui des finalités, conscientes ou inconscientes, déterminées par des groupes sociaux.

DISCONTINUITÉS POLITIQUES ET TRANSFERTS SECTORIELS

Les structures socio-économiques d'un pays semi-industrialisé comme la République Argentine engendrent des conflits d'intérêts de divers types. Au conflit traditionnel de classes, qui oppose des groupes sociaux occupant des positions différentes dans le processus de production, viennent s'ajouter des affrontements sectoriels plus spécifiques mais non moins aigus. Ils opposent des secteurs économiques aux contours changeants mais de nature bien précise [25] dans une conjoncture donnée. Ainsi, le secteur agro-pastoral dispute au secteur industriel sa part du revenu national. Mais aussi les consommateurs, c'est-à-dire en gros la population urbaine, forment un « secteur » socio-économique dont les intérêts s'opposent à ceux des producteurs-exportateurs pour la répartition des biens alimentaires (viande surtout) qui constituent la base de l'alimentation nationale et les principaux articles exportables. La vieille allégorie des vaches grasses et des *peones* maigres a son équivalent urbain et contemporain : dans l'image des assiettes vides et des « frigorifiques » pleins.

Notre hypothèse peut se résumer ainsi : les interventions du pouvoir militaire modifient les positions relatives des différents secteurs et dans des sens divers, même si sur la longue durée l'existence de mouvements continus est indéniable.

L'économie argentine est caractérisée par ses déséquilibres sectoriels : un secteur florissant implique un secteur déprimé ; pas d'effet d'entraînement mais croissance d'un secteur aux dépens des autres. Les indicateurs que nous avons déjà utilisés rendent compte du caractère « déséquilibrant » du développement. Ainsi, la hausse de la production indus-

25. L'approche par des « affrontements sectoriels » a été utilisée dans les travaux de Mamalakis (Markos J.). Voir notamment « The theory of sectorial clashes », *Latin American research review* 4 (3), 1970, p. 9-46. Mais Mamalakis, réduisant les classes à des groupes de revenus, *income groups*, nous semble élargir à l'excès la notion de secteur.

trielle semble entraîner une balance des paiements négative et la chute des réserves monétaires. La variation en sens inverse des deux séries d'indicateurs dans l'échantillon ci-dessous (tableau 6) n'est pas surprenante, mais logique pour une industrie qui dépend des importations de produits semi-finis, de combustibles et de technologie.

Tableau 6. Déséquilibres économiques et industrie dépendante

Années (1960 = 100)	*Production industrielle*	*Fluctuation des réserves*	*Balance des paiements (millions de dollars)*
1958	102	— 217	— 231,7
1959	93,9	+ 113	+ 123,3
1960	100	+ 161	+ 150,4
1961	108,3	— 57	— 161,6
1962	101,1	— 234	— 326,7
1963	95,3	+ 202	+ 157,8

Sources : Banco central, *Boletin estadisticos.* Diaz Alejandro (Carlos F.), *op. cit.*, Zuvekas (Clarence) Jr., " Argentine economic policy, 1958-1962 ", *Interamerican economic affairs*, été 1968.

L'étendue des transferts sectoriels a été signalée par tous les analystes de l'économie argentine. C'est le secteur agro-pastoral qui enregistre les variations les plus fortes en raison des incidences cumulées des mécanismes politico-économiques et des incertitudes climatiques. Entre 1947 et 1964, la participation au revenu interne de ce secteur a varié annuellement de 1,8 % en plus ou en moins. En pourcentage, non plus du revenu total mais du revenu du secteur considéré, les variations représentent 12 % en moyenne avec des écarts de + 35 % à — 21 % (voir tableau 7).

Tableau 7. Transferts de revenu intersectoriels (1947-1964)

Secteurs	*Transferts intersectoriels (% du revenu intérieur brut à prix courant)*			*Variation annuelle des participations sectorielles (% des revenus de chaque secteur)*		
	Moyenne (valeurs absolues)	*Variations maximales*		*Moyenne (valeurs absolues)*	*Variations maximales*	
		Positives	Négatives		Positives	Négatives
Agropastoral (+ pêche)	1,8	4,4	— 3,5	12,1	34,8	— 20,8
Industrie	1,4	2,7	— 2,8	4,8	10,1	— 8,5
Construction	0,4	1,5	— 0,6	7,8	37,5	— 11,1
Commerce	1,0	1,2	— 4,5	6,2	7,8	— 22,0

Source : ONU, CEPAL, *El desarrollo económico y la distribución del ingreso en la Argentina*, New York, 1968, p. 217.

Ces transferts affectent évidemment tous les secteurs de l'économie. Ils sont propres à des structures économiques dépendantes, c'est-à-dire conditionnées dans leur fonctionnement par des facteurs externes que la communauté nationale ne contrôle pas. Les manipulations monétaires sont les principaux mécanismes que mettent en œuvre les politiques de redistribution sectorielle.

La fixation des taux de change permet d'orienter ces transferts de revenus. Ainsi, de 1946 à 1955, le peso est surévalué par rapport au dollar, ce qui implique une ponction sur le secteur agropastoral en faveur de tous les autres secteurs. En effet, durant cette période, les exportateurs vendent les devises rapportées par leurs ventes à l'étranger au taux de cinq pesos par dollar, alors que le prix d'équilibre (entre l'offre et la demande) situe la valeur du dollar autour de quinze pesos, ce qui réduit considérablement les revenus du secteur agraire, mais a une incidence très favorable sur le niveau de la consommation interne : les prix internes de produits d'exportation restent très bas. En même temps, les devises obtenues par les exportateurs sont cédées aux industriels, entre autres, à un taux inférieur aux taux réels, ce qui revient à subventionner leurs achats de biens intermédiaires, machines, etc. Les prix relatifs de la production agricole sont bas, aussi une partie des revenus du secteur est transférée à l'industrie.

Ce taux de change artificiel qui « décourageait les producteurs agraires », selon l'expression du ministre des Finances de la *revolución libertadora*[26], est supprimé à la chute de Perón. La dévaluation d'octobre 1955 porte le dollar « exportateur » à dix-huit pesos. « Cette dévaluation, commente la CEPAL, a la valeur d'une redistribution des revenus en faveur du secteur agricole »[27]. Cette mesure qui est censée relancer les exportations, accroît les prix internes en dépit de certaines précautions fiscales contre ses effets inflationnistes[28].

En janvier 1959, une nouvelle dévaluation établit un type de change libre et fluctuant, et libère totalement les transactions financières avec l'extérieur. Le taux de change va se stabiliser autour de 83 pesos pour un dollar. La récession industrielle entraîne une variation négative du taux de croissance du PNB de 13 % par rapport à 1957. En avril 1962, une nouvelle dévaluation vient à nouveau stimuler le secteur agropastoral. Le dollar monte à 140 pesos.

Des « mini-dévaluations » en chaîne portent la devise étalon à 250 pesos en janvier 1967. En mars, le gouvernement du général Onganía, dans le cadre d'un « plan d'austérité », dévalue le peso argentin. On cote désormais le dollar à 350 pesos. La sous-évaluation supposée favo-

26. *La Nación*, 28 octobre 1955.

27. « La situación argentina y la nueva política económica », *Boletín económico de América latina*, janvier 1956, p. 35.

28. Les « retenues » d'exportation.

rable au secteur exportateur a surtout pour effet d'élever les prix intérieurs, diminuant ainsi la consommation, et de donner une « prime au dollar » qui entraîne le transfert à des firmes étrangères d'entreprises nationales fortement ébranlées par la contraction économique qui sévit en 1967. Deux ans plus tard, le taux de 1/350, préservé superstitieusement par le gouvernement, implique une surévaluation de la devise argentine favorable à la reprise industrielle. Les agriculteurs sont mécontents. Quelques jours après le renversement du général Onganía, en juin 1970, le peso est dévalué.

Ces alternances de surévaluation et de sous-évaluation du signe monétaire national signifient que des transferts de revenus ont lieu à partir du secteur agraire ou vers lui. Entre 1950 et 1960, un économiste estime à environ 2,5 milliards de dollars 1960 le montant des revenus transférés vers le secteur agraire [29]. Dans tous les cas et dans les deux sens, l'intervention du pouvoir militaire déclenche le mécanisme redistributif. Les phases de surévaluation du peso et d'orientation antiagraire s'ouvrent par les coups d'Etat de 1943 et de 1966. Les dévaluations décisives suivent les coups d'Etat de septembre 1955 et mars 1962, ainsi que la révolution de palais de juin 1970. En 1959, on ne peut écarter les pressions des militaires « gorilles » qui devaient aboutir à la nomination de l'ultra-libéral Alsogaray au Ministère de l'économie en vue de l'adoption immédiate du plan orthodoxe du FMI.

L'analyse de la fin de la présidence Frondizi peut éclairer notre hypothèse. Le président élu en 1958 s'est engagé à accélérer l'industrialisation du pays. La précarité de ses ressources politiques l'entraîne à adopter la politique de stabilisation de 1959 qui voit coïncider l'étranglement de l'activité industrielle et les prix agricoles les plus élevés de l'après-guerre. Le transfert de revenu, que stimule la dévaluation, améliore nettement la position relative du secteur agro-pastoral. Néanmoins, le dynamisme industriel, fomenté par une politique volontariste mise à profit par les grandes firmes internationales, et la préservation du taux de change, qui annule partiellement les avantages acquis en 1959 par le secteur rural, renversent les perspectives. En 1961, la prépondérance du secteur industriel s'affirme et les revenus du secteur agraire fléchissent (tableau 8). C'est une régression particulièrement sensible au niveau des couches supérieures d'entrepreneurs. Tandis qu'en 1959 le groupe non salarié des plus hauts revenus (10 % du total) comprenait un quart (25 %) de chefs d'entreprises agro-pastorales, en 1961, il n'en comporte que 12,5 % (tableau 9). Si les statistiques sont fiables, l'élasticité des revenus et la taille des transferts ne peuvent pas ne pas avoir eu des retombées politiques, vu l'influence et le prestige du milieu social en question. Ainsi le coup d'Etat de mars 1962 apparaît-il bien comme une

29. Ferrer (Aldo), *op.cit.*, p. 215.

tentative pour renverser la prépondérance industrielle au profit du secteur rural. La chute du gouvernement industrialiste de Frondizi prouverait, en outre, que les rapports entre l'économique et le politique n'empruntent pas nécessairement la voie du déterminisme simple. C'est une décision politique qui modifie une orientation économique.

Tableau 8. Positions relatives des différents secteurs économiques (% des revenus perçus)

1953	Agriculture	20,7
	Industrie	29,9
	Services	49,4
1959	Agriculture	21,4
	Industrie	30,4
	Services	48,2
1961	Agriculture	14,5
	Industrie	33,5
	Services	52,0

Source : ONU, CEPAL, *El desarrollo económico y la distribución del ingreso en la Argentina, op. cit.*, tableau 3, p. 12.

Tableau 9. Niveaux des revenus des groupes supérieurs d'entrepreneurs (10 % supérieur, en % de leur catégorie)

	Agriculture élevage, pêche	*Industrie construction*	*Commerce*
1953	21,4	10,4	10,2
1959	25,1	14,7	16,0
1961	12,5	14,0	16,9

Source : ONU, CEPAL, *El desarrollo económico y la distribución del ingreso en la Argentina, op. cit.*, tableau 2, p. 11.

Les transferts sectoriels sont particulièrement sensibles aussi dans la répartition des revenus entre salariés et non-salariés. Si l'on examine la participation globale des salaires dans le revenu national, on s'aperçoit que les fluctuations sont d'abord liées aux rapports sectoriels analysés précédemment. En raison du faible poids des salaires dans la production agro-pastorale qui emploie une main-d'œuvre réduite, tout accroissement de la part relative du secteur rural entraîne une baisse de la part des salaires dans la distribution fonctionnelle des revenus. En outre, les discontinuités politiques, lorsqu'elles donnent lieu à des crises économi-

ques globales, frappent tout particulièrement les revenus salariaux. L'amélioration de la position du secteur agricole, grâce à l'élévation de ses prix relatifs, freine l'expansion industrielle autant qu'elle amène un fléchissement de la consommation populaire.

Toutes les séries statistiques tendent à signaler une relation entre les interventions du pouvoir militaire et le niveau ou la masse relative des revenus salariaux (tableau 10). Les interventions du pouvoir militaire marquent des renversements de tendance. En 1955, commence une période de redistribution régressive du revenu national en faveur des entrepreneurs. Si ce mouvement ne s'inverse pas jusqu'à 1966, il connaît des fluctuations mineures rythmées par les temps forts des relations politico-militaires. Pendant l'année 1959, la rémunération totale du travail perd presque 6 % et les salaires horaires reculent de 20,5 %. L'année 1962 connaît une chute de près de 2 % des salaires horaires, qui ne se relèveront pas avant 1964, et un recul de la rémunération du travail.

On peut également remarquer que les coups d'Etat de 1955, 1962 et 1966 se situent dans des phases de haute conjoncture salariale ou de redressement d'une situation défavorable aux salariés. Il en est de même en 1960-1961 et en 1964-1965 : autant d'indices convergents qu'on ne peut ignorer.

A contrario, on peut remarquer aussi que la situation salariale est diamétralement opposée lors de la révolution de juin 1943. La part des revenus salariaux est en train de baisser. Elle remonte sous le gouvernement militaire. Il n'est pas étonnant que le seul coup d'Etat « populiste » de l'histoire argentine présente une certaine originalité à cet égard.

Si la description des transferts sectoriels fait ressortir des constantes significatives, ces régularités méritent d'être replacées dans le contexte économique global qui peut seul rendre compte de leurs mécanismes.

STRUCTURES DÉPENDANTES ET BLOCAGES SECTORIELS

Le phénomène des vases communiquants, évoqué ci-dessus, est directement lié aux structures économiques. Certes, la segmentation conflictuelle de la société argentine est aussi due aux particularités du peuplement immigratoire. Mais la fragmentation en groupes d'intérêts exclusifs autant que la croissance intermittente et les déséquilibres sectoriels sont propres à un système semi-développé et dépendant.

L'étranglement cyclique du secteur externe, qui caractérise l'économie argentine depuis trente ans et lui inflige son allure saccadée et incertaine, provient pour l'essentiel d'une série de distorsions majeures. La principale apparaît dans les relations de complémentarité qui unissent et

Tableau 10. Evolution des revenus salariaux (1940-1965)

	Rémunération du travail par rapport au revenu interne		*Variation des salaires réels*
	D'après la secretaria de asuntos économicos (sur revenu interne net)	*D'après la CEPAL (sur reven interne brut)*	*Pourcentage de changement annuel des salaires horaires réels*
1940	46,0		
1941	45,3		
1942	43,1		
1943	44,1		
1944	44,8		
1945	45,9		
1946	45,2		5,6
1947	46,6		25,3
1948	50,2		23,5
1949	56,1		4,9
1950		45,9	— 4,4
1951		43,0	— 7,0
1952		46,9	— 11,3
1953		44,8	7,8
1954		45,6	6,9
1955		43,0	— 1,1
1956		42,6	0,5
1957		41,4	7,2
1958		43,3	4,7
1959		37,8	— 20,5
1960		38,4	3,2
1961		39,9	9,7
1962		39,9	— 1,9
1963		38,2	0,7
1964		39,1	7,0
1965		39,8	5,1

Sources : Secretaria de asuntos económicos, *Producto e ingreso de la República Argentina en el periodo 1953-1954*, Buenos Aires, 1955, p. 120, ONU, CEPAL, *El desarrollo económico y la distribución del ingreso en la Argentina, op. cit.*, p. 164, Diaz Alejandro (Carlos F.), *op. cit.*, p. 527, table 123.

opposent l'industrie et le secteur agraire. L'industrie, secteur dynamique et prépondérant, dépend en effet des revenus de l'agriculture et de l'élevage, qui constituent le secteur moteur de l'économie argentine, mais connaît une stagnation persistante. La croissance et même le fonctionnement pur et simple de l'industrie argentine nécessitent un haut niveau d'importation de biens de capital, de combustibles, de produits semi-

finis, de technologie. Le taux de ce que les économistes nomment l'élasticité de la demande d'importations est très élevé et voisin de 3 %. C'est-à-dire que lorsque le revenu national augmente de 1 %, les importations du fait des structures de l'économie nationale augmentent de près de 3 %[30] ; et la capacité d'importer est fonction du niveau des importations qui sont pour plus de 80 % d'origine agraire[31].

Or, après la grande prospérité agricole qui dura jusqu'en 1930 et qui était liée à l'expansion horizontale des terres exploitées, le secteur rural entre dans une phase de stagnation prolongée. Une production stationnaire laisse des excédents exportables d'autant plus réduits que la population augmente. Depuis 1935, les superficies utilisées pour les activités rurales n'ont pratiquement pas augmenté, la main-d'œuvre a diminué de 25 %, le niveau technologique ne s'est guère élevé. La productivité reste basse, surtout dans l'élevage où la pratique extensive est toujours en honneur[32].

L'archaïsme du secteur agraire et son absence de dynamisme font que les tentatives pour stimuler la production au moyen des prix tournent généralement court et se terminent par une poussée inflationniste. La hausse des prix ne permet pas d'élever la production. Les causes de cette crise rurale semblent avant tout sociales et liées à la concentration de la propriété. D'une part, la propriété de la terre est souvent un élément de prestige et un refuge contre l'inflation plutôt qu'un capital dont on doit tirer le maximum de profit. D'autre part, la précarité des tenures

Tableau 11. Valeur de la production en fonction de la taille de l'exploitation

Taille en hectares	*Valeur de la production par ha (peso 1964)*
Jusqu'à 25 ha	6 866
De 25 à 100 ha	6 876
De 100 à 400 ha	5 276
De 400 à 1 000 ha	4 011
De 1 000 à 2 500 ha	3 347
Au-dessus	2 843

Source : Díaz Alejandro (Carlos F.), *op. cit.*, 521.

30. D'après Díaz Alejandro (Carlos F.), *op.cit.*, p. 356.

31. Entre 1950 et 1962, les exportations de produits manufacturés n'ont jamais dépassé 6,5 %. Si l'on distingue, comme les statistiques, les exportations traditionnelles et non traditionnelles, ces dernières comportant également des produits agricoles faiblement transformés (graisses, huiles, jus de fruits), les exportations traditionnelles atteignent, en 1972, 78 % (Sudameris. Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, *Rapport de conjoncture*, Paris, décembre 1975).

32. Voir pour la crise agraire Díaz Alejandro (Carlos F.), *op.cit.*, p. 167, FAO, *L'économie mondiale de la viande*, Rome, 1965, p. 99-102, (Monographie des produits 40), Giberti (H.), « Le problème des structures agraires en Argentine », *Tiers Monde*, janvier 1966, p. 77-95.

Tableau 12. **Classification des unités agricoles en fonction de leur superficie** (province de Buenos Aires)

Nombre d'ha	*Nombre d'unités*	*Superficie*
10 à 149 ha	73,07 %	17,75 %
150 - 999 ha	23,33	41,18
1000 - 2499 ha	2,69	19,67
2500 - 4999 ha	0,77	12,77
Plus de 5 000 ha	0,22	8,63

Nota : l'unité est une notion cadastrale. Les exploitations peuvent compter plusieurs unités.
Source : Díaz Alejandro (Carlos F.), *op. cit., 521.*
Revista de desarrollo económico (La Plata), octobre-décembre 1958, p. 2-3.

n'encourage pas non plus les fermiers à investir et moderniser leur entreprise. Il est sûr, notamment dans la zone de la Pampa, que la petite propriété est plus productive que la grande, mais que, néanmoins, c'est cette dernière qui prédomine largement. A force de répéter que c'est la grande propriété qui a fait la richesse du pays...

A la différence de la situation d'avant 1930, la composition des importations rend celles-ci incompressibles sous peine de récession grave de tout l'appareil économique. La situation est encore aggravée par l'augmentation de la demande interne de produits exportables, qui forment une part importante de la dépense des salariés argentins. En 1900, l'Argentine consommait 46 % de sa production agricole, en 1958, près de 80 % [33]. Enfin, le goulot d'étranglement externe autant que les habitudes de consommation ou de thésaurisation des couches dominantes ont facilité l'appel au financement extérieur par la modernisation de l'industrie. La pénétration des sociétés étrangères dans le secteur industriel est venue accroître encore la vulnérabilité d'une économie incapable de parvenir à un équilibre dynamique.

Les affrontements sectoriels proviennent donc moins d'une prétendue stagnation absolue que des contradictions structurelles de l'économie. Mais la dépendance de ces structures est elle-même d'origine sociale. Ce qui là encore n'est pas propre à la République Argentine.

Domination sociale et crise hégémonique

La politique autant que l'économie nous ramène donc aux déterminants sociaux. Les caractéristiques fondamentales de la société argentine, telle que l'histoire l'a façonnée, conditionnent aussi bien la « crise de participation » que l'étranglement économique récurrent dont les effets

33. ONU, CEPAL, *El desarrollo económico de la Argentina, op.cit.*, p. 23.

cumulés débouchent sur l'instabilité politique chronique. Et le tableau de la configuration sociale, brossé au premier chapitre de cette étude, n'est pas très éloigné dans ses lignes de forces majeures de la société argentine d'aujourd'hui. Non que depuis le début du siècle l'urbanisation record, l'industrialisation et la modernisation socio-politique au sens large n'aient apporté aucune transformation fondamentale ; loin de là. L'Argentine, « société de masse », semble bien différente de la nation du Centenaire. Certes, l'élite établie s'est relativement rénovée, elle a diversifié ses intérêts et ses alliances internes et externes. L'atomisation des secteurs intermédiaires immigratoires ou créoles a fait place à des couches moyennes urbaines relativement homogènes dans leur comportement et leurs aspirations. Les *peones* sont devenus OS dans l'industrie ; leur brassage dans les usines avec les fils ou petits-fils d'immigrants a mis fin à leur relégation. Les petits-neveux de Martín Fierro se sont fondus dans un prolétariat aux attaches cosmopolites, qui, le plus souvent, aspire à s'identifier aux imprécises classes moyennes. Mais peu de choses ont changé dans les relations entre les groupes sociaux eux-mêmes, malgré la sécularisation des comportements. La pesanteur de la triade primitive oligarchie - *gringo* - *peón* n'a cessé de marquer l'épiderme social et les ressorts profonds de la vie nationale.

L'élément de continuité décisif, en effet, reste l'influence exercée par la fraction dominante des classes supérieures sur le secteur moteur de l'économie. A la différence des économies d'enclave (Chili, Venezuela) ou des systèmes exportateurs plus diversifiés (Pérou, Mexique), en Argentine c'est un groupe dominant national et relativement homogène qui détient le prestige et domine le pôle d'entraînement de la machine économique. Or, alors même que le pays s'est industrialisé et modernisé, que le secteur agro-exportateur a perdu de son dynamisme, ses responsables exercent une sorte de droit de veto de fait sur l'orientation de la politique économique. S'il est possible de surmonter le blocage du secteur exportateur dans une économie d'enclave, où des sociétés étrangères accaparent la richesse nationale, la légitimité historique des « familles traditionnelles », qui ont « fait » la grandeur et la prospérité passée du pays, est un obstacle d'une toute autre taille. On ne nationalise pas les « fondateurs de la nation » comme on peut exproprier des firmes apatrides.

D'autant que leur légitimité a d'autres atouts. Le système politique traditionnel, qui se confond avec la formation d'une Argentine moderne et prospère, est avant tout justifié par un projet économique. Or, le projet de la « deuxième Argentine », sous-tendu par la croyance au progrès indéfini d'une économie extravertie, rationalisé par la génération de 1880, n'a jamais été remis en question par aucun groupe social. Sacralisé par ses bénéficiaires autochtones même les plus défavorisés, il est accepté sans bénéfice d'inventaire par les « nouveaux Argentins » dont il

a fomenté l'installation. Jusqu'en 1930, cette « formule de justification »[34] assure la stabilité gouvernementale. En d'autres termes, l'efficacité du système est la source principale de légitimité : tendance logique dans une société d'hommes transplantés.

Mais, en outre, toute l'évolution politique de l'Argentine contemporaine se situe dans le cadre du projet modernisateur des patriciens progressistes de la fin du 19e siècle. Les groupes sociaux exclus du système mis en place par l'élite établie et à son profit exigent seulement de « participer ». Ils dénoncent l'origine oligarchique du pouvoir, non son orientation. Ils aspirent à s'intégrer à la prospérité nationale sans discuter ni sa direction, ni ses bénéficiaires privilégiés, ni sa vulnérabilité. Lorsque la crise, après 1930, frappe l'Argentine, rares sont ceux qui pressentent qu'un cycle économique s'achève et qu'il faut changer de cap. On attend donc des jours meilleurs. Le développement socio-politique du pays passe par l'élargissement de la mobilisation politique et une redistribution plus juste du revenu national. Il s'agit de perfectionner le projet agro-exportateur, non d'en changer. Quant à tuer la poule aux œufs d'or, nul n'ose esquisser ce sacrilège. Rien de ce qui « a fait la fortune du pays » n'est soumis à examen : ni les grands domaines et la concentration de la richesse, ni la spécialisation agro-pastorale et la théorie libérale des avantages comparatifs, ni, bien sûr, la grande bourgeoisie aux allures nobles qui asseoit son règne sur ces inébranlables principes.

Le radicalisme, qui incarne les groupes possédants tenus en marge par l'élite traditionnelle, n'a pas même de programme économique, comme nous l'avons vu. Mais le péronisme, en dépit de la phraséologie « antioligarchique » voire anticapitaliste violente, n'est rien d'autre que le couronnement du système, l'ultime perfectionnement du projet national des *landlords* pampéens par l'intégration des classes populaires à une prospérité soudain retrouvée grâce à la seconde guerre mondiale. La rhétorique industrielle du régime justicialiste n'aboutit à aucune transformation de structure. La propriété foncière n'est pas touchée. Une réforme agraire n'est même pas envisagée. Le caractère « droitier » de la vie politique nationale, que nous avons souligné ailleurs[35], et qui est tel que la simple évocation de certaines réformes normales sous d'autres cieux apparaît intrinsèquement perverse, voire antinationale, est à mettre en relation avec ce phénomène fondamental du respect patriotique de la « poule aux œufs d'or ».

Les nouvelles couches — petits entrepreneurs ou éleveurs moyens, fermiers et membres des professions libérales, commerçants et fonction-

34. Pour employer l'expression très juste de Botana (Natalio R.), « La vocación política de los Argentinos : burocracia militar o democracia pluralista », *Criterio*, 24 décembre 1970, p. 83.

35. Voir Rouquié (Alain), « Vie politique et pouvoir militaire en République Argentine », *Les langues néo-latines*, 2e trimestre 1970, p. 42. Les poussées de guérilla, comme celle que connaît l'Argentine aujourd'hui, n'étant que l'expression atypique de ce conservatisme crispé.

naires — se sont donc pleinement intégrées au schéma agro-exportateur. Sans projet de recharge économique ni objectifs propres, les classes moyennes se situent aux antipodes d'une bourgeoisie industrielle entreprenante. Leur position de subordination consentie les différencie nettement du modèle européen. Le rôle historique de la bourgeoisie européenne antagoniste de l'aristocratie traditionnelle n'a pas de contrepartie en Argentine. Les groupes moyens subordonnés, qu'ils soient industriels ou commerciaux, ne songent pas ébranler le modèle dominant mais à s'y adapter. Qui plus est, ces couches majoritairement consommatrices sont moins favorables au développement industriel que l'élite établie elle-même. Ainsi, les radicaux, qui les expriment politiquement, se sont montrés hostiles de manière générale au protectionnisme douanier [36].

On pourrait s'arrêter à ce trait capital de la configuration sociale et en tirer quelques enseignements. Après Barrington Moore, il est permis de supposer que la présence d'une bourgeoisie entreprenante, qui a supplanté l'élite foncière, est une condition nécessaire à l'établissement d'un régime libéral pluraliste stable. « La démocratie parlementaire réclame, pour se développer, écrit celui-ci, l'existence d'une classe urbaine puissante et indépendante. Pas de bourgeoisie, pas de démocratie ... » [37]. Sans s'étendre sur la validité générale d'une telle explication, qui peut glisser dans la tautologie, — il y a une bourgeoisie partout où un régime démocratique stable est en place et vice versa —, il faut néanmoins signaler ses limites. Une hypothèse qui transforme en loi générale l'évolution socio-politique particulière des sociétés occidentales risque fort de négliger les composantes spécifiques des formations sociales en voie d'industrialisation. Le modèle ethno-centrique sous-jacent ignore les raison essentielles de l'apathie sociale des couches moyennes incapables de s'ériger en bourgeoisie nationale. En réduisant l'inconnu au connu, cette thèse partielle déplace donc la question sans y répondre.

Car les pays comme l'Argentine, intégrés au marché international dès le 19e siècle comme fournisseurs de produits agricoles, ont connu une industrialisation tardive dans des conditions totalement différentes des révolutions industrielles européennes. Dépendant des pays industriels par son commerce et pour le financement de son infrastructure, ou ses modèles culturels, l'Argentine ne pouvait pas, à l'heure de l'internatio-

36. Voir sur ce point les analyses de Cornblit (Oscar), « European immigrants in Argentina ; Industry and politics », in Veliz (Claudio) ed., *The politics of conformity in Latin America*, Londres, Oxford University Press, 1967, p. 235-245 et également Murmis (Miguel), Portantiero (Juan Carlos), « Crecimiento industrial y alianza de clases en la Argentina », *Estudios sobre el peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971, p. 25.

37. Barrington Moore jr, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, Maspero, 1969, p. 337. La thèse de Barrington Moore a été appliquée aux Etats semi-développés d'Amérique latine par James R. Kurth, « United States foreign policy and Latin American military rule », in Schmitter (Philippe C.) et al., *Military rule in Latin America. Function, consequences and perspectives*, Beverley Hills, Londres, Sage Publications, 1973, p. 307.

nalisation du capitalisme, échapper à la dépendance industrielle. D'autant que ses élites extraverties étaient peu aptes à s'opposer à la pénétration des grandes firmes mondiales qui se disputent les marchés des pays en voie de développement. Sans compter que l'étranglement cyclique de l'économie argentine rendait inévitable l'appel aux investissements étrangers pour le développement continu de la grande industrie. Les pressions du dehors se conjugaient ainsi avec les faiblesses internes pour faire de l'économie argentine une économie pénétrée et dépendante. Tandis que les industriels argentins sont en majorité aujourd'hui soit des petits entrepreneurs sans perspectives d'ensemble, soit des managers de filiales étrangères ou de sociétés associées à celles-ci, dont les calculs se situent à l'échelle transnationale des firmes mères, une bourgeoisie nationale à l'européenne n'a pas pu voir le jour.

Mais, en outre, la pénétration économique étrangère a divisé toutes les classes en segments séparés selon des clivages de revenus et de culture, qui font obstacle aux solidarités horizontales de type économique. En effet, les firmes étrangères représentant le pôle dynamique et moderne de l'activité industrielle, contribuent à créer une classe ouvrière correctement rémunérée et une nouvelle couche de cadres techniques satisfaits. L'attitude de ces deux groupes renforce la domination naturelle d'une oligarchie végétative et « associée ». La coupure de la « société industrielle » en deux secteurs, celui correspondant au développement national et celui qui se rattache à l'internationalisation de la croissance, est donc un obstacle majeur à l'apparition d'une bourgeoisie nationale et, donc, peut-être aussi, à l'instauration d'un système « démocratique » stable.

Si l'on considère que la stabilité d'un système politique est liée à la façon dont le secteur dynamique se sent représenté par le pouvoir, on peut supposer le handicap que connaît la République Argentine. Son secteur dynamique, quand il est réellement national, reste faible et atomisé. De plus, l'existence d'un secteur industriel quantitativement appréciable ne va pas de pair avec une autonomie sociale virtuellement transformatrice. Non seulement les intérêts industriels s'insèrent dans le système agro-exportateur, mais l'industrialisation par substitution des importations a été favorisée dans certaines limites par les groupes agraires privilégiés pour lutter contre les conséquences de la grande dépression. L'industrialisation des produits du sol argentin apparaissait alors comme fonctionnelle pour les intérêts des grands éleveurs et des grands exportateurs, alors même que les groupes sociaux moyens y étaient hostiles. Aussi l'industrie argentine apparaît-elle comme subordonnée aux besoins des groupes dominants agraires. Non que ceux-ci se soient convertis à l'industrie ou qu'il y ait un amalgame entre la vieille oligarchie foncière et une nouvelle bourgeoisie industrielle, mais parce qu'un certain type d'industrie de transformation de la production agraire, en

diversifiant les débouchés, renforçait leur puissance économique en période de mutation du contexte mondial.

Aussi, en l'absence de secteur industriel autonome, il n'y a pas eu en Argentine d'expression industrielle permanente : le principal dirigeant de l'Union industrielle argentine [38], jusqu'en 1946, est un viticulteur. Dans ces conditions, il ne peut y avoir ni antagonisme, ni substitution d'un groupe social dirigeant à un autre. Il y a, dans les faits, va-et-vient de l'industrie aux activités rurales et dans les deux sens. Les grands noms peuplant les conseils d'administration des firmes nationales ou étrangères. Les entrepreneurs qui ont fait fortune dans l'industrie achètent des terres et se livrent à l'activité noble : l'élevage.

Cette situation a des conséquences directes sur le type d'industrialisation et de domination sociale et nous amène au rôle des forces armées. L'industrialisation tardive de la République Argentine a pris place dans un contexte de haute modernisation. Aussi, seule l'industrie légère de transformation produisant pour le marché intérieur a-t-elle connu un essor indéniable. Sa faible intensité de capital, justifiée par l'asynchronie du développement social et de la croissance économique, obstacle à l'accumulation, correspondait aux intérêts bien compris des groupes dominants, sorte de bourgeoisie industrielle à éclipses, préférant dépenser qu'investir. La création d'une industrie lourde intégrée (notamment sidérurgique) rencontrera donc plus de difficultés que dans tous les autres grands pays du continent. Des difficultés sociales au premier chef, que seule une politique volontaire impulsée par l'Etat pouvait surmonter. Mais l'idéologie libérale de « l'élite établie » partagée par sa clientèle des classes moyennes est fondamentalement hostile a toute responsabilité économique du pouvoir. L'orientation antiétatique, héritée du 19e siècle, réssuscitée chaque fois qu'elle se confond avec les besoins des groupes dominants — qui furent provisoirement dirigistes dans les années trente — fait partie du credo libéral de la nation. Les groupes de pression industriels y adhèrent autant que les associations agraristes. L'Unión industrial argentina emboîte le pas à la Sociedad rural pour tirer à boulets rouges contre l'intervention de l'Etat dans la vie économique.

Car l'Etat argentin se voit soupçonné d'illégitimité dès qu'il outrepasse la fonction de gendarme que lui assignent les groupes dominants. Et c'est donc l'armée qui, au nom d'impératifs professionnels et patriotiques, a légitimé les fonctions industrielles de l'Etat. Contrairement à certaines interprétations, l'armée ne joue pas le rôle d'un parti politique protecteur d'une bourgeoisie industrielle fragile, puisque, en fait, cette « classe » n'a pas d'existence « pour soi », mais la branche militaire de

38. « L'UIA ? Une douzaine de messieurs qui n'ont jamais été industriels », selon une boutade du général Perón.

l'appareil d'Etat rend possible, envers et contre des groupes sociaux hostiles, la mutation industrielle que seul l'Etat pourrait promouvoir.

Le conflit des légitimités

Le libéralisme économique hérité et toujours révéré trouve son complément dans un libéralisme politique dont nous avons vu les présupposés sociaux. Cette idéologie officielle, transmise par la grande presse, la littérature, l'école, s'est d'autant mieux ancrée dans l'opinion de la seconde moitié du 20e siècle que les difficultés présentes invitent à idéaliser « un âge d'or » plantureux qui correspond historiquement à la belle époque de la domination oligarchique sans partage. Pour les *beef barons* et leurs alliés, il existe un ordre naturel tant national qu'international, dont la violation a entraîné la décadence du pays. Cet ordre du laisser-faire laisser-passer et de la division internationale du travail a pour répondant politique le gouvernement prévoyant et paternel des « capacités » éprouvées. Les « familles consulaires » ont accepté à contrecœur — ruse ou faiblesse, nul ne sait — que triomphent l'arithmétique électorale et la logique majoritaire, mais, contre la volonté nationale, ils brandissent la « raison collective » qu'ils incarnent face au despotisme absolu des masses. Aussi, la majorité doit se sentir mineure sinon minoritaire. Cet exclusivisme ne fait que traduire en termes politiques la rigidité des dominations sociales. L'intrusion de l'immigrant est venue interrompre les « idylliques » relations de commandement du patron de l'*estancia* avec ses *peones*. Les maîtres de la terre n'ont confiance qu'en eux-mêmes pour gouverner le pays qui leur appartient. S'ils consentent à déléguer une part de légitimité aux représentants d'autres couches sociales, ce n'est qu'à titre provisoire. La démocratie des « vaches grasses » ne s'accommode que de la prospérité. Un régime « inefficace » du point de vue du groupe dominant est un régime condamné. La « classe régnante » est perpétuellement en sursis. D'autant que le nouveau secteur dynamique de la grande industrie, dominé par les firmes étrangères et allié bien souvent aux « prépondérants » locaux, partage, pour des raisons souvent distinctes, cette même attitude élitiste.

On peut se demander évidemment pourquoi ou plutôt pour quelle raison sociale la classe dirigeante traditionnelle n'a pas pu s'adapter au système majoritaire et mettre sur pied des structures politiques sauvegardant sa domination et le respect de la légalité représentative. L'échec d'un parti conservateur de masse assurant ces fonctions illustre cette incapacité historique. Il obéit à deux séries de causes sociales. De manière générale, une oligarchie traditionnelle se méfie des partis. Un régime sans parti est nécessairement conservateur. « En l'absence de partis, le *leadership* provient de la position dans la hiérarchie traditionnelle

du pouvoir et de la société. Les partis constituent une innovation virtuellement menaçante pour une élite fondée sur l'hérédité, le statut social et la propriété foncière »[39].

Dans le cas argentin, à cette conception hiérarchique de l'élite, s'ajoute le fractionnement des classes supérieures. Le projet de parti conservateur de masse, porté sur les fonts baptismaux par des représentants des groupes dominants provinciaux, fut torpillée par les orgueilleux barons de la Pampa *bonaerense*. Le Parti démocrate progressiste, si mal né en 1914, fut victime du système de « domination nationale de type entonnoir » qui caractérise l'Argentine et ses classes supérieures[40]. En effet, la fraction dominante des groupes dirigeants est majoritairement formée des grands éleveurs de la province de Buenos Aires, qui répugnent non seulement à jouer le jeu des partis, mais à partager équitablement le pouvoir avec les cousins de province. C'est l'histoire de la constitution du pays qui porte en germe ce divorce. A la différence du Brésil, où le pouvoir national résulte d'une fédération d'intérêts régionaux, en Argentine, l'unification de la société nationale s'est faite par un processus imposant l'hégémonie de la grande bourgeoisie terrienne et commerciale de Buenos Aires sur les oligarchies locales. Le développement inégal des provinces a contribué à travers la distribution sociale du pouvoir à l'instabilité politique.

Il n'est pas étonnant aussi que les fondateurs de ce qui aurait pu être un grand parti conservateur à vocation majoritaire soient les leaders putschistes de 1930. Carlos Ibarguren, le général Uriburu, José María Rosa se sont ainsi rabattus sur la solution militaire en raison de l'impossibilité d'une issue politique légale. Ces libéraux déçus ont placé leurs espoirs dans un ordre corporatiste. Mais jamais plus ils n'ont fait confiance à un parti, fût-il fasciste. Là encore la configuration sociale des élites dirigeantes argentines apparaît à l'origine du pouvoir militaire.

Si les « familles consulaires » attachées à un « gouvernement de statut » s'indignent de voir le pays livré après 1916 à un « gouvernement d'opinion », ils ne se préoccupent guère, jusqu'en 1930, des moyens de reprendre les rênes du pouvoir. Le gouvernement distribue, il ne dirige pas : les intérêts des grands *estancieros* sont sauvegardés. Les prépondérants contrôlent à distance la vie nationale : à travers les appareils idéologiques (culture, information, école) qu'ils ont modelés et qui se confondent avec leur propre prestige autant que par leur emprise économique et financière. En période d'expansion, déléguer le pouvoir politique à des groupes sociaux qui ne remettent rien en cause, c'est savoir faire la

39. Huntington (Samuel P.) et al., *op. cit.*, p. 23.

40. L'expression est de Cardoso (F.H.), *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Anthropos, 1971, p. 123. Voir sur la fonction des groupes dirigeants : Allub (Leopoldo), *Estado y sociedad civil : patrón de emergencia y desarrollo del estado argentino*, México, El colegio de México, 1974, p. 30, (Cuaderno del centro de estudios sociológicos).

part du feu. Tout change en 1930. La désorganisation des courants commerciaux implique désormais une politique exportatrice active et des choix sectoriels pour placer des produits argentins sur les marchés mondiaux. A un « marché de vendeurs » s'est substitué un « marché d'acheteurs » : la politique commerciale du gouvernement est capitale. Le pouvoir politique ne peut être laissé entre n'importe quelles mains. Le traité commercial anglo-argentin Roca-Runciman le prouvera assez.

Or, les groupes dominants n'ont aucun moyen légal d'évincer les nouveaux venu du parti radical. Restent les moyens détournés. L'appel à l'armée, soigneusement préparé. Les processus de préparation des interventions nous semblent à cet égard presque aussi importants que les coups de force eux-mêmes, et particulièrement significatifs des fondements sociaux du pouvoir en Argentine.

Depuis 1916 et la victoire électorale de la populace, la bonne société fronde. Les prépondérants sapent avec plus ou moins d'ardeur la légitimité majoritaire des vainqueurs. S'ils récusent, en 1930 et en 1945 comme en 1916, l'aveugle arithmétique électorale, leur opposition présente des traits singuliers. On ne met pas en question les objectifs ou les orientations de détenteurs du pouvoir mais leur incapacité due à leur inexpérience. Péronistes et yrigoyénistes seront victimes des mêmes attaques personnelles ou anecdotiques. L'élite établie tente de disqualifier ses adversaires par tous les moyens, justement parce que ses membres se sentent le plus qualifiés pour gouverner le pays. L'opposition au suffrage universel est sociale. La légitimité historique ne se discute pas. D'ailleurs, ce qui sépare, par exemple, les dirigeants radicaux des leaders conservateurs, ce n'est ni leur fortune ni leur éducation, mais l'ancienneté de leur famille et surtout les responsabilités politiques exercées par leurs aïeux [41]. L'expérience politique familiale jugée héréditaire est l'expression rationalisée des droits du premier possédant, sinon du premier occupant. Le pouvoir prépare au pouvoir. Attitude aristocratique s'il en est, qui devient opérationnelle en 1930 ou, à nouveau, dès 1945.

Cette idéologie inégalitaire, greffée sur un républicanisme de parade, donne une des clés du système politique argentin. On a vu comment de telles attitudes nous renvoyaient au peuplement du pays, mais elles dépassent le seul cas argentin. L'élite modernisatrice n'accepte pas la société moderne et ses implications politiques. Sa modernité se limite à l'économie et s'exerce à son seul profit. Son hostilité envers l'Etat s'explique par la concurrence entre l'organisation étatique et sa propre autorité sociale fondée sur la dépendance personnelle. Avec les radicaux, puis les péronistes, les solidarités traditionnelles connaissent une érosion rapide au profit d'un report de loyauté vers les organismes d'Etat et les

41. Gallo (Ezequiel), Sigal (Silvia), art. cité, p. 216-217, ont bien mis à jour cette ligne de clivage.

« machines » partisanes. Le clientélisme bureaucratique se substitue au patronage oligarchique. L'Etat et les partis n'y gagnent pas en légitimité.

La distorsion entre le système politique formel (égalitaire pluraliste) et les structures réelles des relations sociales du pouvoir proviennent de cette contradiction historiquement située. Les groupes dominants n'ont jamais accepté la « sécularisation impersonnelle » qui fonde les mécanismes d'interdépendance des sociétés modernes [42]. Les inégalités cumulatives aboutissent au monopole du pouvoir ou à l'instabilité lorsque le groupe dominant traditionnel refuse les conséquences de l'intégration de nouveaux groupes sociaux au système politique qu'il a instauré.

Mais ce phénomène de domination et d'asymétrie sociale a, dans le contexte global argentin, des effets destabilisants qui peuvent sembler plus difficiles à surmonter que la distorsion largement superstructurelle évoquée ci-dessus. Si l'on considère, avec S.M. Lipset, que la stabilité d'un système politique est fonction de sa légitimité et de son efficacité, on ne voit guère d'issue à la situation argentine [43]. La légitimité, opinion subjective impliquant la croyance populaire dans la valeur sociale des institutions existantes, est fonction des valeurs des différents groupes sociaux. Or, la légitimité majoritaire est perpétuellement remise en cause par les centres du pouvoir idéologique au nom d'impératifs historiques supérieurs dont nous venons d'examiner les racines. Quant à l'efficacité, à peine moins subjective, elle semble échapper aux deux groupes de référence. L'élite établie se prévaut d'une efficacité subjective de par son ancrage dans le secteur agro-exportateur qui ne lui épargne pas la responsabilité d'une inefficacité cyclique. Les groupes désignés par les procédures majoritaires se voient récuser par les grands intérêts, comme étrangers au pôle moteur de la machine économique, sinon à la sphère de la production. Aucun groupe national ne se voit créditer d'une légitimité indiscutée, ou plutôt n'est légitimé sans réserve par le système politique formel et informel. Les représentants du nouveau pôle dominant la grande industrie se sont, quant à eux, discrètement coulés dans le moule offert par l'élite traditionnelle. Ce secteur, où les sociétés transnationales se sont taillé la part du lion, outre qu'il dépend pour son efficacité de l'ensemble du système, de ses ressorts agro-exportateurs, n'est « reconnu » dans son influence et ses prétentions que lorsqu'il ne s'oppose pas aux intérêts des grands agrariens. Le soulèvement nationaliste mené par les *estancieros* contre les « monopoles étrangers », en 1969-1970, et qui aboutit à la chute du général Onganía, est là pour illustrer cette tendance.

42. Comme le note très justement Silvert (Kalman), « The costs of anti-nationalism Argentina » in Silvert (K.), *Expectant people. Nationalism and development*, New York, Random House, 1960, p. 361.

43. Lipset (S.M.), *L'homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1963, p. 93.

Tableau 13.

	" *Classe régnante* "	*Groupes dominants*
Légitimité	majoritaire	historique
Efficacité	ni objective ni subjective	subjective et limitée

C'est en fait l'épuisement du projet national de la fraction dominante des classes supérieures, qui est au cœur de l'illégitimité, qui paralyse ou désagrège la vie politique en Argentine. En effet, rien n'est venu remplacer la « formule de justification » de l'*establishment* traditionnel, pourtant entré en crise en 1930. Les seules tentatives dans ce sens, les projets « industrialistes » de Frondizi et d'Onganía, n'ont pu que tourner court, faute de base sociale. Le développement des firmes multinationales, même à travers une présentation technocratique, ne peut pas se transformer en projet national mobilisateur. En l'absence d'alternative et de groupe social capable d'assumer leur rôle dirigeant, l'origine du pouvoir ne suffit pas. La défaillance des couches dominantes, leur apathie et leur impuissance à imaginer d'autres schémas de développement et de cœxistence sociale, ont entraîné l'instabilité chronique. Il ne peut y avoir de règle du jeu que lorsqu'il y a un jeu avec ses exigences et ses récompenses. L'« organisation du consentement » des couches subordonnées ne peut pas être une fin en soi. Ainsi, tous les coups sont-ils permis dès lors qu'une société n'a plus de direction explicite tout en se référant au credo idéologique de couches dominantes dépassées. La crise hégémonique englobe toutes les autres en frappant l'action des différents secteurs de la vie nationale du sceau de la précarité.

Appareil d'Etat et hégémonie de substitution

L'« heure de l'épée » sonne en 1930. La révolution d'Uriburu n'est cependant pas un coup d'Etat institutionnel des forces armées. Le régime issu du renversement du gouvernement radical par la force est fort peu martial. D'ailleurs, l'armée ne suit pas. Néanmoins, le pouvoir militaire est né. L'appel au soldat pour restaurer l'oligarchie donne le jour à une force politique qui va acquérir ses caractéristiques propres dans une relative indépendance. Le caractère instrumental et conservateur de ce premier « accroc » ne préjuge en rien des orientations à venir. Septembre 1930 n'oriente pas toutes les interventions du pouvoir militaire pendant plus de quarante ans, mais il les rend possibles. Les grou-

pes dominants ont ouvert la boîte de Pandore pour sauvegarder leur ordre. Quinze ans plus tard, ils combattront leurs créatures. En Argentine, les couches dominantes ne se résignent pas à abandonner l'exercice direct du pouvoir.

L'approche comparative et génétique que nous avons adoptée ne vise pas à découvrir l'explication unique du rôle politique des forces armées en Argentine. Mais, tout au moins, nous permet-elle, en suivant la croissance du pouvoir militaire, d'éviter les extrapolations hâtives des analyses synchroniques. En mettant l'accent sur les périodes « germinales » peu spectaculaires mais où se nouent au plus profond les véritables relations civils-militaires, nous avons refusé de privilégier les seuls coups d'Etat réussis ou de nous limiter à l'exégèse d'une seule période, voire d'un seul *golpe*. L'interprétation d'une phase isolée du pouvoir militaire conduit fréquemment à centrer la recherche sur la nature de classe des interventions, en laissant échapper d'autres dimensions qui ne sont pas moins décisives.

Ainsi, l'expérience péroniste a vu fleurir la thèse de l'armée « parti politique de la bourgeoisie industrielle »[44]. Affirmation métaphorique qui n'est certes pas tout à fait fausse —à condition d'y apporter de sérieuses nuances — mais qui ne propose qu'un éclairage partiel et du péronisme et du pouvoir militaire. D'autant que l'explication parfois avancée, selon laquelle ce serait l'extraction sociale « non dominante » des officiers qui rendrait compte de cette généreuse protection des secteurs industriels[45], ne nous semble guère convaincante.

La même interprétation générale a été reprise après le coup d'Etat « industrialiste » de 1966. Les forces armées seraient ainsi l'ultime recours de la bourgeoisie incapable de se « représenter elle-même » pour parvenir à l'expression politique[46]. Mais la période 1962-1966 a donné naissance à une autre thèse qui interprète l'intervention militaire comme un moyen de défense des classes moyennes invertébrées contre la montée du prolétariat péroniste.

Le *middle class military coup*[47] a le mérite théorique de s'inscrire en faux contre les interprétations qui hypostasient les classes moyennes comme facteur de stabilité et instrument de progrès économique et politique. Cela dit, sa consistance empirique est médiocre. Le général Onganía gouverne, dès le début, contre les classes moyennes dont il a sup-

44. Perelman (Angel). *Como hicimos el 17 de octubre*, Buenos Aires, Coyoacán, 1961, p. 40 ; voir également Belloni (Alberto), *Del anarquismo al peronismo. Historia del movimiento obrero argentino*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1963, p. 48 et les essais de Jorge Abelardo Ramos.

45. Voir par exemple Peralta Ramos (Mónica), *Etapas de acumulación y alianzas de clases en la Argentina (1930-1970)*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1972, p. 102.

46. Voir Balve (Beba), Murmis (Miguel) et al., *Lucha de calles, lucha de clases, elementos para su análisis (Córdoba 1971-1969)*, Buenos Aires, La Rosa Blindada, 1973, p. 192.

47. Selon la formule du principal défenseur de cette thèse, José Nun. Voir Nun (José), « A Latin American phenomena. The middle class military coup » in Petras (James), Zeitlin (M.) et al., *Latin America reform or revolution*, New York, Fawcett, 1968, p. 145-185.

primé les principaux bastions (partis politiques et autonomie universitaire) et qui ont fait les frais économiques de son programme de modernisation.

Même à un niveau plus général, l'approche par les intérêts de classe, dont les interventions militaires seraient porteuses, nous semble peu féconde. Ainsi, l'interprétation qui fait varier le sens des interventions militaires (conservatrice ou transformatrice) en fonction de la taille de la classe moyenne nationale ou de sa place à l'intérieur ou à l'extérieur du système politique, ne s'applique guère à l'Argentine. Si l'on considère que les officiers ne sont favorables au changement que lorsque la classe moyenne est minuscule (moins de 10 % de la population)[48] ou que les militaires ne sont une force progressiste que lorsqu'il s'agit de faire participer les classes moyennes au système politique, tandis qu'ils s'opposent par la répression à l'intégration des classes populaires[49], le rôle de l'armée argentine, entre 1944 et 1955, n'est guère compréhensible. La composante militaire du péronisme demeure inexpliquée, voire inexplicable. Nous avons vu néanmoins combien elle est capitale.

Ces explications partent d'une constatation sociologique assez vague : les officiers se recrutent majoritairement dans les classes moyennes. De là à conclure qu'il font la politique des classes moyennes, il n'y a qu'un pas que chacun franchit avec sa propre définition de cette catégorie résiduelle et statistique, en oubliant parfois l'institution et ses contraintes, le système global et ses déterminations et le poids des conjonctures. Le modeste sergent Fulgencio Batista, à Cuba, n'a nullement fait la politique de sa classe d'origine. Le fils de famille Fidel Castro n'ont plus, d'ailleurs.

On aurait tort de sous-estimer la nature institutionnelle du pouvoir militaire. L'analyse de l'incidence des interventions sur les transferts sectoriels dans des sens opposés ne plaide pas en faveur de l'explication par l'origine sociale du recrutement. Son évolution n'a jamais connu d'aussi brusques mutations. Ainsi, les officiers putschistes de 1930 sont les militaires révolutionnaires de 1943. C'est le pouvoir des militaires qui a changé entre-temps, non le recrutement. L'appartenance de classe est une donnée parmi d'autres, qui ne se réduit d'ailleurs pas aux origines familiales. Mais elle est médiatisée par l'institution tandis que le recrutement couvre un éventail très large de milieux sociaux. La synthèse institutionnelle des divers conditionnements sociaux et des impératifs professionnels aboutit à la formulation d'hypothèses stratégiques qui consti-

48. Nordlinger (Eric A.), « Soldiers in mufti : the impact of military rule upon economic and social changes in the non-Western states », *American political science review*, décembre 1970, p. 143.

49. Thèse avancée notamment par Stepan (Alfred), *The military in politics. Changing patterns in Brazil*, Princeton. Princeton University Press, 1971, p. 269.

tuent autant d'orientations politiques. La conjoncture mondiale, les alliances militaires ou les dominations externes ont leur part dans l'élaboration de consensus internes successifs.

Si les interventions du pouvoir militaire favorisent bien des intérêts sociaux précis, la raison principale dépasse (tout en l'incluant) la sphère civile où s'intègrent les officiers. L'armée est avant tout la branche militaire de l'Etat. Et la bureaucratie militaire appartient davantage à l'Etat qu'à la société. Les interventions du pouvoir militaire tiennent autant à la nature de l'appareil d'Etat argentin qu'à l'insertion des forces armées dans les structures étatiques.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, juridiquement indépendants depuis un siècle et demi, le développement de l'Etat a de loin précédé les nécessités du développement économique. En Argentine, l'élite modernisante, malgré son goût libéral pour un Etat « minimal », a favorisé le gonflement d'une administration aujourd'hui pléthorique ; pour plusieurs raisons. La formation d'une bureaucratie d'Etat, symbole de l'indépendance formelle, était conforme aux modèles européens, donc répondait aux exigences de prestige, sinon de « standing » international. Mais le mimétisme extraverti rencontre les nécessités du système politique : l'Etat fournit des emplois et des faveurs. Avec l'arrivée des radicaux au pouvoir, cette fonction « clientéliste » s'est hypertrophiée. La fonction publique devient le principal mécanisme redistributif. C'est une récompense plutôt qu'une profession. L'attribution d'un poste de fonctionnaire équivaut à une rente, parfois sans contrepartie. Dans cette ensemble flasque et discrédité, où le système des dépouilles joue à plein, il est un noyau dur de fonctionnaires professionnels stables recrutés par concours : les cadres militaires. Jaloux de leur autonomie, ils s'identifient à l'Etat et à sa continuité. Tout renforcement de celui-ci passe par l'accroissement de leur pouvoir. Ce n'est que grâce à la pression de ce corps de fonctionnaires particulier que l'Etat, si mal aimé, a pu étendre ses responsabilités.

C'est donc dans ce contexte qu'il faut situer les fonctions professionnelles des forces armées et les contradictions qu'elles renferment. Toutes les armées ont pour fonction manifeste la défense nationale, c'est-à-dire la défense de ce qui existe dans une nation donnée. Ainsi, en première analyse, l'armée argentine ne peut qu'intervenir dans un sens conservateur. Et elle est en quelque sorte le chien de garde de la société traditionnelle : la défense de classe s'inscrit dans la logique d'une telle fonction. Mais les nécessités d'une défense pleinement nationale impliquent certains moyens, entre autres une industrie lourde mettant fin aux dépendances critiques. L'élite établie n'y songe pas, l'Etat n'a pas la capacité de le faire : l'armée, tout en défendant le statu quo libéral et antiétatique, augmente pour cela les pouvoirs économiques de l'Etat. Plus généralement, les forces armées argentines imposent au système en vigueur,

et pour mieux le défendre, les adaptations nécessaires dans le domaine économique, social et politique.

L'armée-Etat, douée d'une relative marge d'autonomie par rapport aux classes supérieures, est cependant « marginalement » liée à tous les groupes « participants » par l'origine, le mode de relation ou d'alliance de ses cadres. Cette co-appartenance sociale permet aux forces armées d'« agréger » des intérêts fractionnels divergeants à travers une visée institutionnelle, c'est-à-dire en poursuivant des objectifs professionnels. Mais, en même temps, l'armée est l'enjeu d'une lutte entre secteurs sociaux et fonction des couches dominantes. Face à une société fragmentée par les rivalités sectorielles et les clivages procédant de la dépendance externe, l'homogénéité institutionnelle de l'armée justifie son intervention. Les conflits de classe ne pouvant exister par définition au sein d'une armée professionnelle disciplinée, quelles que soient les différences d'origine de ses cadres, les militaires se sentent en face des corporations ou des groupes d'intérêts, voire des partis, voués à des activités particulières et attachés à des intérêts privés, « comme porteurs d'un intérêt universel »[50]. Cette « classe universelle », pour employer le langage hégélien[51], se voit en quelque sorte sommée, par les pressions antagoniques des fractions ou des secteurs rivaux, de prendre en charge la résolution des conflits internes des groupes dominants quand ceux-ci viennent à menacer la stabilité sinon l'existence du système global.

Les forces armées, seul groupe national possédant une cohésion institutionnelle indéniable et une autorité rarement discutée, se substituent ainsi temporairement à une classe[52] dirigeante divisée et défaillante. Elle procure, dans les périodes où la crise apparaît grosse des dangers les plus graves, une hégémonie bureaucratique de substitution, c'est-à-dire une organisation du consentement des couches subordonnées autour d'un projet national. Ainsi, l'armée prend la relève et comble le fossé entre le secteur économique dominant et la classe régnante ; en gros, elle essaye d'harmoniser par la force, et en imposant une orientation unique, la légitimité économique et la légitimité politique. En 1943, les militaires tentent de dépasser la contradiction entre les grands intérêts agoexportateurs et le parti majoritaire par une dictature nationaliste d'intégration économique et sociale. En 1966, l'armée s'engage dans un processus de modernisation économique pour surmonter, par la fuite en

50. Lefort (Claude), *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971, p. 287.

51. Hegel (F.), *Principes de la philosophie du droit*, 3e partie, 3e section, § 303, Paris, Gallimard, 1963, p. 335, « La classe universelle, plus précisément celle qui se consacre au service du gouvernement, a dans son destin d'avoir l'universel comme but de son activité essentielle ». François Bourricaud applique le concept hégélien aux militaires péruviens in : « Los militares ¿ Por qué ? ¿ Y para qué ? », *Aportes*, 16, p. 21.

52. Si cette autorité a été fortement en question entre 1969 et 1974, il semble bien qu'en 1975-1976, à nouveau, différents groupes sociaux et politiques attendent le salut par les armes et font confiance aux militaires.

avant « développementiste », l'exclusion politique des secteurs majoritaires qui freine l'expansion du grand capital national et étranger.

Il s'agit là de situations exceptionnelles qui ont donné naissance à des régimes militaires au sens strict. Plus généralement, les interventions de l'armée argentine renversent le sens des transferts entre secteurs et jouent le rôle d'inverseur des courants sociaux. Les coups d'Etat et les pressions martiales mettent fin aux déséquilibres intersectoriels dont la permanence altérerait l'ensemble du système. L'alternance d'interventions de contenu divers n'a pas d'autre explication. L'armée rétablit l'équilibre d'une société a-hégémonique. Comme l'expliquait, dès 1936, un professeur au Collège militaire, « la fonction essentielle de l'armée est de maintenir, contre vents et marées, l'équilibre collectif »[53]. Ce rôle de régulateur fait des institutions militaires, non pas un arbitre ou un « pouvoir modérateur », mais bien l'instance dirigeante du système politique. Ainsi l'instabilité du secteur politique apparaît-elle comme un mécanisme stabilisateur du système social tout entier.

Le coup d'Etat, comme processus de redistribution politique, renforce la légitimité de l'armée et donc de la domination martiale. En favorisant alternativement chaque grand secteur social par des interventions tantôt « industrielles », tantôt « agraires », favorables aux consommateurs et aux salariés, ou bien aux entreprises, l'armée impose un match nul social qui ne permet nullement de surmonter la crise hégémonique, mais au contraire la perpétue. D'autant que le pouvoir militaire n'a pas une action mécanique et impersonnelle. Les paramètres internes et externes jouent un rôle déterminant dans le sens des interventions. Les centres de décision intérieurs et étrangers ne sont pas sans influence sur les orientations du « parti militaire ». Son pouvoir d'ailleurs pallie la défaillance de la classe dirigeante, mais il est tributaire de la crise d'hégémonie qui lui a donné naissance.

L'action du pouvoir militaire tend donc à empêcher la prépondérance durable d'un secteur social sur les autres. Mais en bloquant les déséquilibres sociaux, moteurs de l'évolution et du progrès, les interventions stabilisatrices prolongent la crise globale de la société argentine et reproduisent l'instabilité politique. C'est, pour reprendre la formule d'Irving Horowitz, « l'institutionalisation de l'illégitimité »[54]. Les développements les plus récents de l'évolution politique argentine, après le retour à la démocratie et la restauration du péronisme, semblent d'ailleurs confirmer cette tendance.

Jusqu'à quand ? Question absurde dira-t-on, imprudente à tout le

53. Beltrán (Juan Ramón), « Misión del oficial frente a los problemas sociales contemporáneos », *Revista militar*, septembre 1936, p. 508.

54. Horowitz (Irving), « The norm of illegitimacy, The political sociology of Latin America » in Horowitz (Irving), Castro (Josué de), Gerassi (John) ed., *Latin American radicalism*. Londres, Cape, 1969, p. 5.

moins. On peut cependant se demander si la crise de l'Etat n'est pas une crise de progrès transitoire due à l'accélération du changement et aux obstacles rencontrés. Dans ce cas, le dépassement du cap de la semi-industrialisation pourrait permettre le retour du système argentin à un relatif équilibre dynamique. Des modifications de l'environnement international, une percée aujourd'hui improbable des exportations « non traditionnelles », le déblocage des principaux verroux socio-économiques, contribueraient à un tel redressement. S'il en était ainsi, il faudrait évidemment réviser l'idée du caractère exceptionnel de la situation argentine. Peut-être dans un contexte de haute modernisation et de mobilisation sociale élevée, le développement industriel des nations périphériques débouche-t-il aujourd'hui inéluctablement sur une crise organique durable. Tout se passerait alors en quelque sorte suivant la « loi de la variété requise », élaborée par la théorie des systèmes. Cette loi indique que, pour qu'un système reste stable dans un environnement instable, alors qu'il est ballotté par une conjoncture qu'il ne peut pas contrôler, il faut qu'il comporte un sous-système qui soit aussi mobile que l'environnement et évolue en sens inverse, afin de composer ses fluctuations [55]. Le sous-système militaire inverseur des évolutions sociales permettrait la survie du système socio-politique traditionnel malmené par les à-coups d'un développement tardif dépendant et cumulatif. Ainsi, plutôt qu'une exception, le cas argentin serait un précurseur et préfigurerait l'avenir incertain des autres nations du continent, y compris de celles dont on vantait il y a quelques années la surprenante stabilité.

Novembre 1975

55. Selon la définition de Lussato (Bruno), « La dynamique des organisations et les lois qui la gouvernent », *Preuves*, 4e trimestre 1971, p. 136.

Bibliographie et sources

L'étude des forces armées présente les difficultés d'approche de celle de toutes les institutions « semi-fermées ». La méfiance et le goût du secret font en outre partie de l'éthique professionnelle chez les militaires du monde entier. D'où la difficulté de recourir à des sources autres que documentaires. Enquêtes et questionnaires sont réservés à l'usage interne. Lorsque l'armée est au pouvoir ou sur le point d'y accéder pendant quarante ans, comme en Argentine, une large partie des affaires publiques, même sans aucun rapport avec la sécurité nationale — mais non sans incidence sur l'unité de l'armée —, tombe dans le domaine du secret militaire. Ainsi, depuis 1943, date de l'institutionalisation du pouvoir militaire en quelque sorte, l'anodin *Boletín militar* se scinde en trois parties : public, « réservé » et « secret ». Or les bulletins « réservé » et « secret » publient, entre autres, des résolutions ou des décisions politiques qui, en d'autres temps ou d'autres lieux, auraient eu place dans les comptes rendus des débats des Chambres parlementaires. Nous avons eu la chance d'accéder au *Boletín reservado* mais l'étage supérieur nous a été officiellement refusé. Heureusement, la distinction parfois peu tranchée entre officier et homme politique facilite les fuites et les confidences intéressées. Il n'est plus qu'à reconstruire le puzzle pour percer le « secret ».

Les interviews ont efficacement complété notre documentation écrite. Elles se partagent en deux catégories : d'une part, les entretiens avec les premiers rôles civils ou militaires dont nous publions la liste et les dates, lorsque les intéressés nous ont permis d'utiliser publiquement leur propos. D'autre part, les protagonistes discrets et plusieurs dizaines d'officiers du rang, en service actif au moment de la rédaction de notre étude, dont nous avons dû respecter l'anonymat.

Pour alléger notre bibliographie, nous avons volontairement omis de citer les études et travaux classiques (ou déjà anciens) sur le rôle politique des militaires en Amérique latine en général et en Argentine en particulier. Nous renvoyons le lecteur aux nombreuses bibliographies commentées sur le sujet*.

* Voir, notamment, Rankin (Richard C.), « The expanding institutional concerns of the Latin American military establishment : a review article », *Latin American research review*, printemps 1974, p. 81-107 ; Rouquié (Alain), « Le rôle politique des forces armées en Amérique latine. Etat des travaux », *Revue française de science politique*, août 1969, p. 862-885.

SOURCES PRIMAIRES

Sources non publiées

ARCHIVES PRIVÉES

Archives du professeur Carlos Fayt

Figuerola (José), réponses manuscrites au questionnaire écrit du Pr Fayt. 14 p., s.d. [1965].

Enregistrement d'interviews avec
M. José María Bustillo (25 septembre 1965).
M. Luis María Bustillo (25 septembre 1965).
Le colonel Enrique P. González (13 octobre 1965).
Le général José María Sosa Molina (12 juillet 1965).

Archives Arturo Frondizi (Centro de estudios nacionales)

Textes des discours et conférences d'Arturo Frondizi (1957-1964).

Rapports des conseillers de la présidence (1958-1962).

Communiqués et résolutions de l'UCRI et du MID.

Archives du commodore J.J. Güiraldes

Frente nacional y popular 1962-1963, archives non classées : comptes rendus de réunions, brouillons de rapports et communiqués, messages ; manifestes et tracts militaires contemporains.

Archives Adolfo Lanús

Lettres et notes adressées à la Commission des activités antiargentines (1940-1943).

INTERVIEWS DE L'AUTEUR

(Sauf indication contraire, l'entretien a eu lieu à Buenos Aires. Les grades sont ceux de l'intéressé à l'époque de l'interview. Ni les positions à l'intérieur du grade de général, ni la situation d'activité ne sont précisées pour les militaires).

Général Elbio C. Anaya, 29 août 1969 ; général Pedro E. Aramburu, 1er avril 1970 ; M. Máximo Etchecopar, 8 avril 1969 ; M. Atilio Dell'Oro Maini, 20 août 1969 ; M. Rogelio Frigerio, 16 août 1964 ; M. Arturo Frondizi, 13 et 16 juillet 1964 ; lieutenant-colonel Alberto Garasino, 30 août 1969 ; général Gómez Centurión, 4 août 1969 ; commodore J.J. Güiraldes, 20 mai 1970 ; général Juan E. Guglialmelli, 28 mai 1970 ; M. Alberto Iturbe, 13 août 1964 ; M. Arturo Jauretsche, 6 mai 1969 ; M. Liborio Justo (*Quebracho*), 16 août 1969 ; général Julio A. Lagos, 31 mars 1970 ; M. Adolfo Lanús, 22 août 1969 ; général Benjamín Menéndez, 1er septembre 1969 ; M. José E. Miguens, 3 mai 1970 ; M. Mariano Montemayor, 21 mai 1970 ; M. Ernesto Palacio, 6 mai 1968 (Paris) ; général Juan D. Perón, 12 janvier 1969 (Madrid) ; général Benjamín Rattenbach, 6 mai 1970 ; colonel Augusto G. Rodríguez, 1er septembre 1969 ; général Carlos Jorge Rosas, 10 avril 1969 ; M. José María Rosas, 26 mars 1969 ; amiral Isaac Rojas, 26 mai 1970 ; général Ibérico Saint-Jean, 4 août 1969 ; contre-amiral

Carlos A. Sánchez Sañudo, 27 juin 1969 ; M. Jacobo Timerman, 20 mai 1970 ; M. Ruben A. Virué, 21 mai 1970.

DIVERS

Copia del libro histórico del Colegio militar correspondiente al año..., 1942→1967. Manuscrit (Bibliothèque de l'Etat-major de l'armée de terre).

Colegio militar de la nación, *Historia argentina,* Primer curso, 1966, 127 p., multigr.

Estado mayor general del ejército. Jefatura I. Personal. *Plan de evolución de la fuerzas armadas 1970-71* [secreto], 1969, multigr., pag. multiple.

Estado mayor general del ejército, *Contrainsurgencia* (curso para oficiales del Estado mayor, [Escuela superior de guerra], 1965, multigr., pag. multiple.

Estado mayor general del ejército, Escuela superior de guerra, *Lecturas en operaciones de contrainsurrección,* multigr., s.d. [1966], 193 p.

Fabricaciones militares. *Memoria sintética de la Fábrica militar de Río Tercero,* s.d., s.l., manuscrit, 33 p. (Bibliothèque de l'UIA).

Ministerio de guerra, Dirección general del personal, *Escalafón del ejército argentino.* (Jefes y oficiales en actividad el 31 de julio de 1919), Buenos Aires, manuscrit, 1939, multigr.

Rosas (general Carlos Jorge), *Las fuerzas armadas y el proceso de industrialización argentino,* 1968, manuscrit, 28 f.

Réponse par écrit du général Albio C. Anaya à un questionnaire de l'auteur. 1970, 10 p. (Dans le texte cité sous le titre : *Memo Anaya*).

Lettres à l'auteur de M. Arturo Frondizi, du général Diego Masón.

Publications

PRINCIPAUX PÉRIODIQUES

(Les dates indiquées se rapportent à la période consultée, non à la période de parution. Sauf mention expresse, les périodiques répertoriés sont publiés à Buenos Aires).

Quotidiens

Boletín oficial, 1943-1970
Clarín, 1964-1970
Crítica, 1929-1950
Democracia, 1952-1959
La Epoca, 1918-1930
Epoca (Montevideo), 1966-1967
La Hora, 1945-1946
El Laborista, (1946-1956)
El Líder, 1947-1953
El Mundo, 1966
La Nación, 1922-1973
Noticias gráficas, 1943-1950
La Prensa, 1921-1973
La Razón, 1957-1973

Hebdomadaires

Ahora, 1943
Análisis, 1966-1970
Azul y blanco, 1960-1970
Bandera argentina, 1932-1935
Cabildo, 1943
Confirmado, 1964-1970
La Fronda, 1930-1943
Marcha (Montevideo), 1965-1973
Nuestra palabra, 1960-1973
El Pampero, 1939-1944
Panorama, 1968-1970
Primera plana, 1962-1972
Todo, 1964
La Vanguardia, 1945-1970

Mensuels et autres

Anales de la Sociedad rural, 1930-1943
Anales de la Unión industrial argentina, 1930-1933
Anales de legislación argentina, 1944-1970
Argentina-American Chamber of commerce, Comments on Argentine trade, 1950-1967
Argentina económica, 1915-1936
Argentina fabril, 1943
Boletín del Centro naval, 1955-1969
Boletín militar, Primera parte et segunda parte, 1913-1943
Boletín militar público (puis Boletín público del Ministerio de guerra, del Ministerio de ejército, de la Secretaría de guerra), 1943-1970
Boletín militar reservado (puis Boletín reservado del Ministerio de guerra, del Ministerio del ejército, de la Secretaría de guerra), 1943-1970
Bolsa de comercio de Buenos Aires. Memoria correspondiente al ejercicio... 1927... 1958, 1963-1966
Correo de la tarde, 1962-1970
Criterio, 1930-1973
El Cronista comercial, 1968-1971
Economic Survey, 1965-1967
Ejército y armada, 1942-1944
Estrategia, 1969-1973
Estudios sobre el comunismo (Santiago de Chile), 1958-1963
Fichas de investigación económica y social, 1964-1966
Gaceta marinera (Puerto Belgrano), 1967
Hechos e ideas 1re série : 1935-1941 ; 2e série : 1947-1955
Hispanic American Report (Stanford), 1950-1958
Inédito, 1966-1970
Memorias de la Sociedad rural, 1943-1966
Nueva era, 1960-1972
Nueva hora, 1971
Nueva República, 1927-1931
El Obrero, 1963-1964
Restauración social, 1937-1938
The Review of the River Plate, 1930-1973
Revista argentina de ciencias políticas, 1911-1912
Revista de defensa nacional (Escuela nacional de guerra), 1953-1954-1955

Revista de derecho, historia y letras, 1910-1914
Revista de historia, 1957-1958
Revista de la Escuela superior de guerra, 1955-1956
Revista de la Unión industrial argentina, 1945-1946
Revista de temas militares, 1966-1968
Revista militar, 1917-1970
Revista socialista, 1930-1940
Sol y luna, 1938-1943
Ulises, 1965-1966
Unión industrial argentina, Memoria anual, 1954-1970

DOCUMENTS PUBLICS

Banco central de la República Argentina, *La evolución del balance de los pagos,* Buenos Aires, 1952, multigr.

Banco central de la República Argentina, *Memoria anual,* Buenos Aires, 1941-1970.

Banco de la provincia de Buenos Aires, *Memoria y balance general,* Buenos Aires, 1929-1944.

Blanco (Eugenio A.), *La política presupuestaria, la deuda pública y la economía nacional,* Buenos Aires, Ministerio de hacienda, 1956.

Censo nacional agropecuario 1937, Buenos Aires, 1937.

Círculo militar, Biblioteca nacional militar, *Memorias 1917-1966,* Buenos Aires, 1917-1966.

Círculo militar, Biblioteca del oficial, *Catálogo central del libro « General Rodolfo Martínez Pita »,* Buenos Aires, 1968.

Colegio militar de la nación, *Programas de segundo año,* Buenos Aires, Imprenta E.M. Rossi, 1900, 34 p.

Colegio militar de la nación, *Reseña histórica del Colegio militar,* Buenos Aires, s.e., 1937.

Comisión nacional de investigaciones, *Libro negro de la segunda tiranía,* Decreto ley n° 14 988/56, Buenos Aires, Integración, 1958.

« Comparativo por anexo de gastos autorizados efectuados », Cámara de diputados, *Diario de sesiones,* V, 465, 1928.

República Argentina, Congreso nacional, Comisión investigadora de actividades antiargentinas, Actividades antiargentinas, *Diario de sesiones* de la Cámara de diputados, 1940-1942, 3 tomes.

República Argentina, Congreso de la nación, Cámara de diputados, *Diario de sesiones,* 1910-1966 (avec interruptions).

República Argentina, Congreso de la nación, Senado, *Diario de sesiones,* 1928-1966 (avec interruptions).

Consejo federal de inversiones. Instituto de investigaciones económicas y financieras de la CGE, *Programa conjunto para el desarrollo agropecuario e industrial,* 1er informe (15-5-62 / 15-11-62), tome 1.

Consejo federal de inversiones, *Programa conjunto para el desarrollo agropecuario e industrial,* 4° informe, Buenos Aires, CFI, 1965, tomes 1 et 2.

Consejo nacional de desarrollo, (Secretaría), *Plan nacional de desarrollo y seguridad.* 1971-1975. Aprobado por ley 19.039 del 14 de mayo de 1971. Buenos Aires, 1971, 267 p.

Consejo técnico de inversiones, *La economía argentina, The Argentine economy,* Business Trends, Buenos Aires, 1965, 1966, 1967, 295 p. et 307 p.

Contaduría general de la nación, *Memoria anexa a la memoria del Ministerio de hacienda correspondiente al año 1919,* Buenos Aires, 1921.

Decretos-leyes y decretos de carácter general dictados por el poder ejecutivo de la nación. Desde el 4 de junio al 31 de diciembre de 1943. Recopilación a cargo de Edmundo E. Barthelemy, Buenos Aires, Ideas, 1944, 542 p.

Decretos nacionales. 4 de junio de 1943-44, de junio de 1946. 4 volumes, Buenos Aires, 1944-1946.

Departamento nacional de trabajo, *Estadísticas de las huelgas,* Buenos Aires, 1940.

República Argentina, Dirección general de estadísticas de la nación, *Anuario del comercio exterior de la República Argentina. Año 1930,* Buenos Aires, 1931 ; *ibid., 1931*, 1932.

República Argentina, Ministerio de guerra, *Dirección general de Fabricaciones militares, 1941, 9 octobre 1945,* Buenos Aires, 1945, n.p.

*Directivas básicas del gobierno revolucionario,*s.d., s.e., non paginé, [Buenos Aires, Présidence de la République, 1955].

Discursos del Excmo Sr Presidente de la nación general Perón dirigidos a las fuerzas armadas. 1946-1951, Buenos Aires, Ministerio del ejército, 1951.

Edecanes y jefes de la Casa militar de la presidencia, Buenos Aires, s.e., s.d., non paginé.

Ejército argentino, *Ley orgánica del ejército* (ley 12.913), RLM 1 b., 1947.

Ejército argentino, *Ley para el personal militar,* LM 14.777, Buenos Aires, 1968.

RLM 1., *Reglamentación de la ley orgánica del ejército,*1era parte, Servicio militar ; 2nda parte, Servicio de conscripción ; Anexo formulario 1949 XXV 66 p. + annexes et 52 formulaires.

Ejército argentino, *Reglamentación para el ejército de la ley 14.777,* ley para el personal militar, RV 110 - 5 - 4. 1967.

Ejército argentino, *Reglamento para el servicio interno,* RRM 30, Buenos Aires, 1967.

Ejército argentino, *Reglamento de la Escuela de suboficiales Sargento Cabral,* RRM 19, Buenos Aires, 1954.

Ejército argentino, *Reglamento para el Colegio militar de la nación,* RRM 40, Buenos Aires, 1954.

Ejército argentino, *Reglamento de la Escuela superior de guerra,* RRM 17, Buenos Aires, 1951.

Escuela superior de guerra, *Indicaciones para el concurso de admisión,* s.l., s.d., n.p., 10 f.

Escuela superior de guerra, *Resúmenes de algunas memorias sobre a) orientación de la enseñanza, b) informes y cuestiones diversas, c) construcciones, ampliaciones, reparaciones y asuntos administrativos, 1926-1932,* Buenos Aires, 1933, 143 p.

Estado-mayor general del ejército, *Informe de la comisión sobre el concurso para compra de material de artillería,* Buenos Aires, 1908.

Estado-mayor del ejército, *Instrucciones para la enseñanza en la Escuela superior de guerra,* Buenos Aires, 1918.

Inter-American Defense Board, Washington., 16 p. + 2 organigrammes.

Junta consultativa nacional; 1956, *Diario de sesiones.*

Junta de planificación económica de la provincia de Buenos Aires, Distribución agraria en la provincia de Buenos Aires, *Revista de desarrollo económico* (La Plata), octobre-décembre 1958.

Junta de planificación de la provincia de Buenos Aires, *Registro de propietarios de más de 1000 ha,* La Plata, 1958.

Liceo militar General San Martín, *Objetivos y criterios de educación,* San Martín, 1942. (Conceptos contenidos en órdenes, arengas, discursos y conferencias del Sr director del Instituto).

Ministerio de guerra, *Memoria* presentada al honorable Congreso nacional correspondiente al año 1926-1927, Buenos Aires, 1927.

Ministerio de hacienda, *Ajuste de los resultados financieros de los ejercicios de 1928 à 1936,* Buenos Aires, 1938.

Ministerio de hacienda, *Mensaje* del poder ejecutivo e informe del Ministerio de hacienda. Cuentas de inversión, ejercicio 1951, Buenos Aires, 1952, 1951→1959.

Ministerio del ejército, Dirección general de difusión,*Manual de doctrina y organización nacional,* Buenos Aires, 1953, 226 p.

Ministerio del interior, *Las fuerzas armadas restituyen el imperio de la soberanía popular,* Buenos Aires, 1946, 2 tomes.

Ministerio de las relaciones exteriores, *La República Argentina ante el Libro azul,* Buenos Aires, 1946, 259 p.

Onganía (Juan Carlos), *Discursos...,* Buenos Aires, Secretaría de difusión y turismo, 1967→1970.

Perón (Juan D.) et al., *2° Plan quinquenal de la nación argentina (Texto completo de la ley 14.184),* Buenos Aires, Hechos e Ideas, 1954.

Poder ejecutivo nacional, Presidente de la nación Agustín P. Justo, *Tarea que realizó el gobierno nacional en período 1932-1938,* Buenos Aires, 1938, 10 volumes.

Poder ejecutivo nacional. Secretaría de asuntos económicos, *Producto e ingreso de la República Argentina en el período 1935-1954,* Buenos Aires, 1955.

Presbisch (Raúl). *Desarrollo económico, político, social* (mesa redonda en la Universidad de Córdoba), Buenos Aires, 1956, 77 p. (Secretaría de prensa de la presidencia de la nación, février 1956).

Prebisch (Raúl), *Moneda sana o inflación incontenible. Plan de restablecimiento económico,* Buenos Aires, Secretaría de la presidencia de la nación, janvier 1956, 57 p.

Prebisch (Raúl). *Informe preliminar acerca de la situatión económica,* Buenos Aires, Secretaría de la presidencia de la nación, octobre 1955, 93 p.

Presidencia de la nación, *Mensajes del presidente de la nación, general de brigada (R.E.) Roberto Marcelo Levingston,* Buenos Aires, 1970.

Presidencia de la nación. *La obra del gobierno de la administración desde el 6 de septiembre de 1930 hasta el 6 de septiembre de 1931*, Buenos Aires, 1931.

Presidencia de la nación, *La política económica argentina*, Buenos Aires, 1967.

Presidencia de la nación, Secretaría técnica, *Plan de gobierno, 1947-1951*, Buenos Aires, 1946, 2 tomes.

Presidencia de la nación, Secretaría de prensa, *Memoria*,Gobierno provisional de la revolución libertadora, 1955-1958, 221 p.

Reglamento para el ejercicio y maniobras de los regimientos de la Confederación Argentina. Buenos Aires, Biblioteca nacional militar, 1846.

República Argentina, Secretaría de aeronaútica de la nación, *La aeronaútica naçional al servicio del país*, Buenos Aires, 1948, 345 p.

República Argentina, Secretaría de asuntos económicos,*Producto e ingreso de la República Argentina en el período 1935-1954*, Buenos Aires, 1955, non paginé.

República Argentina, Secretaría de marina, Subsecretaría, División relaciones públicas y ceremonial, *Armada nacional. Caractéristicas de sus unidades*, Buenos Aires, 1960, non paginé.

Reynolds (Francisco), *Los exámenes del Colegio militar de la nación*, s.l., s.e., 1900, 27 p.

Rodriguez (colonel Augusto C.), *Reseña histórica del ejército argentino, (1862-1930)*, Buenos Aires, Secretaría de guerra, Dirección de estudios históricos, 1964, 144 p.

Ruiz Guinazú (Alejandro), *Posición argentina ante la guerra*, Buenos Aires, Ministerio de relaciones exteriores y culto, 1940, 44 p.

USA Agency for International Development, Statistics and report division, *US overseas loans and grants and assistance from international organizations, obligations, and loans authorizations. July 1, 1945, June 30, 1970*, Washington, mai 1973.

USA Department of States, *Consultation among the American republics whith respect of the Argentine situation*, Memorandum of the United States Government, Washington, février 1946. (Department of State Publication 2473).

USA Department of States, *Document on German foreign policy from the archives of the German foreign ministry. 1918-1945*, Séries F (1937-1945) 13 vol., Washington, 1949-1964.

Vice-presidencia de la nación, Comisión nacional de investigación, *Documentación, autores y cómplices de las irregularidades cometidas durante la segunda tiranía*, Buenos aires, 1958, 5 tomes.

Vice-presidencia de la nación. *Consejo nacional de postguerra (ordenamiento económico-social)*, Buenos Aires, Kraft, 1945, 129 p.

DOCUMENTS ÉMANANT DE PERSONNALITÉS OU DE GROUPES CONSTITUÉS

Acontecimientos militares en Campo de Mayo entre los días 6 y 19 de octubre de 1945, folleto, s.e., s.d., 16 p.

Acosta (Alfredo), « Anécdotas militares », *Hechos e ideas,*janvier 1939.

Aguirre (Hector José), *Reseña histórica de la Casa militar de la presidencia de la nación argentina,* Buenos Aires, s.e., 1953, 227 p.

Albarracín (Francisco L.), *La instrucción y cultura del ejército en función de la democracia,* Buenos Aires, Kraft, 1958, 233 p.

Alberdi (Juan Bautista), Sarmiento (Domingo Faustino), *Bases y puntos de partida para la organización política de la República Argentina.* Seguido *por Grandes y pequeños hombres del Plata,* por Juan Bautista Alberdi, *Comentarios de la Constitución de la Confederación argentina* por Domingo Faustino Sarmiento, Buenos Aires, Depalma, 1966, XVI-571 p.

Alonso Irigoyen (Ceferino), *La economía argentina y su influencia sobre el potencial bélico,* Buenos Aires, Escuela de guerra naval, 1942.

Alvarez (Juan), *Estudios sobre las guerras civiles argentinas,* Buenos Aires, Juan Roldán, 1914.

Alvear (Marcelo T.), *Acción democrática. Discursos pronunciados en la campaña de renovación presidencial,* Buenos Aires, s.e., 1937.

Amadeo (Mario), *Por una convivencia internacional. Bases para una comunidad hispánica de naciones,* Madrid, Cultura hispánica, 1956, 299 p.

Amadeo (Rómulo), *El gobierno de las profesiones,* Buenos Aires, s.e., 1922, 210 p.

Amadeo (Rómulo), *Hacia una nueva Constitución,* Buenos Aires, s.e., 1936, 138 p.

Anaya (Laureano Orencio), *El ejército : factor ponderable en el desenvolvimiento económico, social y político de la nación,*Buenos Aires, s.e., 1949.

Anónimo, *El ejército argentino por dentro.* Estudio para contribuir al restablecimiento de nuestras instituciones militares arruinadas. Dedicado respectuosamente al Presidente electo Dr. D. Manuel Quintana, Buenos Aires, La Harlem, 1904.

Anzoategui (Yderla), *Crisólogo Larralde, paladín de la democracia,* Buenos Aires, Stilcograf, 1965, 175 p.

Aramburu (Pedro E.), « El ejército y la democracia », *Política* (Caracas), 6 février 1960, p. 28-32.

Aramburu (Pedro E.), Rojas (Isaac F.), *La revolución libertadora.* Discursos del presidente provisional general Pedro Eugenio Aramburu y del vicepresidente contralmirante Isaac F. Rojas en 12 meses de gobierno, Buenos Aires, Presidencia de la nación, 1956, 207 p.

Argentina socialista, « Revolución argentina. ¿Y ahora qué ?. Breve historia de las FF AA », *Voz juvenil socialista y democrática,* décembre 1966, 38 p.

Asociación del trabajo, *Normas de acción,* Buenos Aires, 1921, folleto 2, 77 p.

Asociación del trabajo, *¿ Qué es la Asociación del trabajo ?,* Buenos Aires, 1921, folleto 2, 58 p.

Badanelli (Pedro), *Perón la iglesia y un cura,* Buenos Aires, Tartessos, 1960 (4e éd.), 160 p.

Bagú (Sergio), « Argentina 1961 », *Cuadernos americanos,* novembre-décembre 1961.

Baquerizas (José), *Porqué se creyó en Perón.* Políticos, militares y peronistas, Buenos Aires, s.e., 1957.

Barbieri (Arturo Enrique), *La moderna seguridad,* Buenos Aires, Círculo militar, 1967, 63 p.

Beccar Varela (Adrián), *La reforma electoral : contribución a su estudio,* Buenos Aires, Imprenta nacional, 1911, 186 p.

Becke (Carlos von der), *Destrucción de une infamia.* Falsos documentos oficiales, Buenos Aires, s.e., 1956, 319 p.

Belín Sarmiento (Augusto), *Une república muerta,* Buenos Aires, s.e., 1892, 223 p.

Belloni (Alberto), *Del anarquismo al peronismo, historia del movimiento obrero argentino,* Buenos Aires, Peña Lillo, 1960, 74 p.

Beresford Crawkes (J.), *533 días de historia argentina.* (6 sept. 1930-20 fev. 1932), Buenos Aires, Mercatali, 1932.

Beveraggi Allende (W.), *El partido laborista, el fracaso de Perón y el problema argentino,* Montevideo, 1954.

Bledel (Rodolfo), *La economía argentina (1952-1963). Libre emprensa, capitalismo popular y colonialismo, la dinámica del retroceso económico. Contestación a Prebisch,* Buenos Aires, Mensu, 1963, 39 p.

Borrero (José María), *La Patagonia trágica,* Buenos Aires, Editorial Americana, 1957, 239 p.

Bielsa (Rafael), *Caracteres jurídicos y políticos del ejército : su misión esencial,* Santa Fe, Instituto Social, Universidad nacional del litoral, 1937.

Boizard (Ricardo), *Esa noche de Perón,* Buenos Aires, Tribuna, 1955 (4e éd.), 179 p.

Bosch (Mariano G.), *Historia del radicalismo. La UCR 1891-1930,* Buenos Aires, 1931, 211 p.

Braden (Spruille), *Diplomats and demagogues. The memory of...,* New Rochelle, Airlington House, 1971, 496 p.

Bunge (Alejandro), *Una nueva Argentina,* Buenos Aires, Kraft, 1940, 514 p.

Busacca (Salvador), *La democracia cristiana en busca del país,* Buenos Aires, Democrist, 1958, 311 p.

Caballero (Ricardo), *Yrigoyen : la conspiración civil y militar del 2 de febrero de 1905,* Buenos Aires, Raigal, 1951, 252 p.

Caffiero (Antonio), *Cinco años después. De la economía social justicialista al régimen liberal-capitalista,* Buenos Aires, s.e., 1961, 450 p.

Campo Wilson (Estanislao del), *Confusión en la Argentina,* Buenos Aires, Kraft, 1964, 288 p.

Cándido López (Adolfo), *Ideario político del general Cándido López,* Buenos Aires, s.e., 1969, 119 p.

Cárcano (Ramón J.), *Mis primeros 80 años,* Buenos Aires, Edit. Sudamericana, 1943. Nouvelle édition, Edit. Pampa y cielo, 1965, 439 p.

Carlés (Manuel), *Catecismo de la Doctrina Patria,* Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica argentina, 1922, 20 p.

Carrasco (Angel), *Lo que yo ví desde el 80,* Buenos Aires, Procmo, 1947, 285 p.

Carril (Bonifacio del), *La crisis argentina. Cómo podria resolverse,* Buenos Aires, Emecé, 1960, 108 p.

Carril (Bonifacio del), *Crónica interna de la revolución libertadora,* Buenos Aires, Emecé, 1959, 258 p.

Carril (Bonifacio del), *El problema político.* Articulos publicados en *La Nación* en 1967, Buenos Aires, Emecé, 1967, 128 p.

Carulla (Juan E.), *Valor ético de la revolución del 6 de setiembre de 1930,* Buenos Aires, Belgrano, 1931, 125 p.

Carulla (Juan E.), *Al filo del medio siglo,* Buenos Aires, Huemul, 1964, 379 p.

Castellani (Leonardo), *La esencia del liberalismo,* Buenos Aires, Huemul, 1961.

Cattáneo (Attilio), *Entre rejas (memorias),* Buenos Aires, 6 de septiembre de 1939, 322 p.

Cattáneo (Attilio), *Plan 1932.* Las conspiraciones radicales contra el general Justo. El concurrencismo y la revolución, Buenos Aires, Raigal, 1959, 446 p.

Cavallo (Miguel Angel), *Puerto Belgrano, hora cero. La marina se subleva,* Buenos Aires, Edit. Americana, 1956 (4e éd.), 155 p.

Cazeneuve (Jean) et al., *Ejército y revolución industrial.* Por Jean Cazeneuve, coronel Luis Vicat, general Enrique Mosconi, coronel Juan Perón, Buenos Aires, Jorge Alvarez éd., 1964, 152 p.

Cecil (Jane) , *Liberty and despotism in Spanish America,* Oxford, Clarendon Press, 1929.

Ceresole (Norbert), *Ejército y política nacionalista 1960-1970,* Buenos Aires, Sudestada, 366 p.

Cernados (Juan L.), *Estrategia nacional y política del estado,* Buenos Aires, El Ateneo, 1938, 235 p.

Cerrutti Costa (Rodolfo Bledel), *El primer Ministerio de trabajo de la revolución ante el llamado plan económico de gobierno*, Buenos Aires, s.e., 1955, 128 p.

Cerrutti Costa (Luís B.), *El sindicalismo, las masas y el poder, con una historia del movimiento obrero,* Buenos Aires, Trafac, 1956.

El Círculo de armas en el cincuentenario de su fundación. 1885-1935, Buenos Aires, Circulo de armas, 1935, n.p.

Clemenceau (Georges), *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud. Argentine, Uruguay, Brésil,* Paris, Hachette, 1911, 275 p.

Coca (Joaquín), *El Contubernio,* Buenos Aires, Coyoacán, 1961, 79 p.

Codovilla (Victorio), *El significado del giro a la izquierda del peronismo,* Buenos Aires, Anteo, 1962, 58 p.

Codovilla (Victorio), *Lo nuevo en la situación nacional después de las elecciones.* Informe presentado al pleno del comité central del Partido comunista, realizado los días 27-28 de marzo de 1965, Buenos Aires, Anteo, 1965, 39 p.

Colom (Eduardo), *Diez y siete de octubre : la revolución de los descamisados,* Buenos Aires, La Epoca, 1946, 126 p.

Comisión de familiares y amigos de detenidos (COFADE), *Libro negro de la Casa Rosada,* Buenos Aires, 1969, 55 p.

CGT de los Argentinos. Delegación regional de Córdoba, *Declaración de Córdoba,* Córdoba, 21 mars 1969, tract, 4 p.

Confederación general del Trabajo, *La CGT en marcha hacia el cambio de estructura analiza el presente y proyecta el futuro,*Buenos Aires, 1965, 81 p.

Conozca la verdad sobre la denuncias de Santander, Buenos Aires, El Ateneo, Bancarios argentinos de estudios económico-sociales, s.d., 46 p.

Consoli (Max), *Por qué soy peronista,* Santa Fe, s.e., 1946.

Cooke (John William), *El peronismo y el golpe de estado.*Informe a las bases del movimiento, Buenos Aires, Acción revolucionaria peronista, 1966, 126 p.

Cossío (Carlos), *La revolución del 6 de septiembre,* Buenos Aires, Librería La Facultad, 1933, 123 p.

Costa (Julio), *El ejército en la evolución argentina.* Conferencia pronunciada el 8 de junio de 1927 en el Círculo militar, anexo a *Revista militar,* juillet 1927.

Crespo (Jorge B.), *La nación y sus armas,* Buenos Aires, 1938, 464 p.

Damonte Taborda (Raúl), *Ayer fue San Perón. 12 años de humillación argentina,* Buenos Aires, Gure, 1955, 272 p.

Dardo (Cúneo), « La política exterior argentina », *Cuadernos americanos,* mars-avril 1964, p. 7-20.

Dickmann (Enrique), *Recuerdos de un militante socialista*, Buenos Aires, 1949.

Diez periodistas porteños. Al margen de la conspiración, Buenos Aires, Biblos, s.d., 416 p.

Diez periodistas argentinos (bajo la dirección del señor Raúl Lamas). Asi cayó Perón. Crónica del movimiento revolucionario triunfante, Buenos Aires, Lamas, s.d.

Doctrina peronista. Selección de pensamientos fundamentales del general Perón, Buenos Aires, Subsecretaría de información de la presidencia de la nación, 1951.

Domínguez (Emilio), *El 6 de septiembre de 1930,* Buenos Aires, Agencia general de librería y publicaciones, 1930, 304 p.

Duval (Armando), *Argentina : potencia militar,* Rio de Janeiro, Imprenta nacional, 1922, 2 volumes.

Equipo Pass, *Programa argentino de seguridad social.* Edición consulta (para dirigentes del futuro), Buenos Aires, 1965, n.p.

Espigares Moreno (J.M.), *Lo que me dijo el general Uriburu,* Buenos Aires, s.e., 1933 (2e éd.).

Estrada (J.M.), *El legado del nacionalismo,* Buenos Aires, Gure, 1956, 94 p.

Falcionelli (Alberto), *Sociedad occidental y guerra revolucionaria,* Buenos Aires, La Mandragora, 1962, 569 p.

Faleroni (Alberto Daniel), « Acción del comunismo, disertación en la Escuela nacional de guerra de la Argentina, 10 de mayo de 1961 », *Estudios sobre el comunismo* (Santiago de Chile), octobre-décembre 1961.

Faleroni (A.D.), *El comunismo contra nuestras fuerzas armadas,* Buenos Aires, Frente americano de la libertad, 1961, 170 p.

Faleroni (A.D.), « La guerra revolucionaria comunista por Alberto Daniel Faleroni. Disertación pronunciada en la Escuela nacional de guerra de la República Argentina, donde ejerce el cargo de asesor del departamento politico-social », *Estudios sobre el comunismo,* octobre-décembre 1962, p 79-100.

Faleroni (A.D.), « Breve informe sobre actividades del comunismo en América latina », *Estudios sobre el comunismo,* janviers-mars 1961.

Faleroni (A.D.), « La guerra secreta del comunismo en América latina », *Estudios sobre el comunismo,* octobre-décembre 1960.

Filippo (Virgilio M.), *El plan quinquenal de Perón y los comunistas.* Buenos Aires, Lista Blanca, 1947, 235 p.

Florit (Carlos A.), *Las fuerzas armadas y la guerra psicológica,* Buenos Aires, Arayú, 1963, 156 p.

Frías (Jorge H.), *El peligro social en la República Argentina.* Buenos Aires, Roldán, 1932, 210 p.

Frigerio (Rogelio), *Petróleo y desarrollo, Recopilación de artículos sobre política energética,* Buenos Aires, Concordia, 1962, 96 p.

Frigerio (Rogelio), *Les condiciones de la victoria,* Montevideo, Monteverdi y Cía, 1963, 225 p.

Frondizi (Arturo), *La política exterior argentina,* Buenos Aires, Transición, 1962, 215 p.

Frondizi (Arturo), *El gobierno y el comunismo,* Buenos Aires, Presidencia de la nación, novembre 1960, 16 p.

Funes (Rafael), *Reflexiones políticas para militares. Hacia une política nacional,* Buenos Aires, Relevo, 1963, 92 p.

Galíndez (Bartolomé), *Apuntes de tres revoluciones (1930-1943-1945),* Buenos Aires, s.e. 1956, 189 p.

Gálvez (Manuel), *Vida de Hipólito Yrigoyen, el hombre del misterio,* Buenos Aires, Kraft, 1939 (2e éd.), 476 p.

Gazzera (Miguel), Ceresole (Norberto), *Peronismo, autocrítica y perspectiva,* Buenos Aires, Descartes, 1970, 317 p.

Genta (Jordán Bruno), *La función militar en la existencia de la libertad,* Buenos Aires, Unión Nacional Patria, s.d., non paginé.

Genta (Jordán Bruno), *Guerra contrarevolucionaria : doctrina política,* Buenos Aires, Nuevo Orden, 1965, 268 p.

Ghioldi (Américo), *Ejército y política, el golpe del 28 de junio de 1966,* Buenos Aires, s.e., 1967, 175 p.

Ghiraldo (Alberto), *La Argentina,* Madrid, s.e., s.d.[1920], 123 p.

Goldstraj (Manuel), *Años y errores.* Un cuarto de siglo de política argentina, Buenos Aires, Sophos, 1957, 313 p.

Gómez (Alejandro), *Pólitico de entrega.* Buenos Aires, Peña Lillo, 1963, 397 p.

Gontra (Luis Roque), Palacios (Alfredo L.), Carlés (Manuel), *El proceso Alvear,* Buenos Aires, Claridad, 1933, 320 p.

Grandmontagne (Francisco), *Una gran potencia en esbozo,* Buenos Aires, Instituto cultural español, 1943, 202 p.

Granillo Fernández (Abraham), *Democracia y comunismo,* Buenos Aires, Círculo militar (Biblioteca del oficial), 1962, 2 tomes, 380 et 409 p.

Greenup (Ruth and Leonard), *Revolution before breakfast : Argentina 1941-1946,* Raleigh, University of North Carolina Press, 1947, 265 p.

Guardo (Ricardo C.), *Horas difíciles,* Buenos Aires, R. C. Guardo, 1963, 371 p.

Güemes (Gontrán, pseudonyme), *Así se gestó la dictadura,* El Gou, Buenos Aires, s.l., 1956.

Guevara (Juan P.), *La Argentina y su sombra,* Buenos Aires, Ed. del autor, 1970, 381 p.

Guglialmelli (Juan E.), *Iniciación de los cursos de 1964 en la Escuela superior de guerra y Centro de altos estudios,* Buenos Aires, Escuela superior de guerra, 1964.

Hernández Arregui (Juan José), *La formación de la conciencia nacional (1930-1960),* Buenos Aires, 1960, 503 p.

Hull (Cordell), *The memoirs of Cordell Hull,* New York, The Macmillan Company, 1948, 2 vol., 1804 p.

Huret (Jules), *En Argentine. De Buenos Aires au Grand Chaco,* Paris, Fasquelle, 1911, 529 p.

Huret (Jules), *En Argentine. De la Plata à la Cordillère des Andes,* Paris, Fasquelle, 1913, 546 p.

Ibarguren (Carlos), *La historia que he vivido.* Buenos Aires, Peuser, 1955, 505 p.

Imaz (José Luis de), *Nosotros mañana,* Buenos Aires, Eudeba, 1968, 198 p.

Los discursos de Indalecio Gómez (Estadista-diplomático, parlamentario). Con una introducción por Attilio dell'Oro Maini y los discursos de Leopoldo Melo y Roberto García Pinto en los actos de homenaje realizados en Buenos Aires y en Salta, Buenos Aires, Kraft, 1950, 2 tomes, 488 et 495 p.

Instituto para el desarrollo de ejecutivos en la Argentina (IDEA),*¿ Qué es IDEA ?,* Buenos Aires, s.d., [1970], non paginé.

Irazusta (Julio), *Balance del siglo y medio.* Buenos Aires, Teoria, 1966, 266 p.

Jauretsche (Arturo), *El medio pelo en la sociedad argentina,* Apuntes para una sociología nacional, Buenos Aires, Peña Lillo, 1966, 369 p.

Josephs (Ray), *Argentine diary,* The inside story of the coming of fascism, New York, Random House, 1944, 358 p.

Justo (A.P.) et al, *El hombre del deber,* Buenos Aires, Librería La Facultad, 1936, 254 p.

Kelly (Sir David), *The ruling few, or the human background to diplomacy,* Londres, Hollis & Carter, 1953, 449 p.

Koebel (W.H.), *Modern Argentina, the El Dorado of today,* Londres, Griffith, 1907, 380 p.

Lafiandra (Felix) ed, *Los panfletos. Su aporte a la revolución libertadora,* Recopilación, comentarios y notas de Félix Lafiandra. Buenos Aires, Itinerarium, 1955 (3e éd.), 526 p.

Lagos (M.J.), *El programa de la liga patriótica argentina y la educación por el ejemplo (como una consagración del concepto de patria).* Conferencia leída en la sesión inaugural del IV Congreso nacionalista de la Liga patriótica argentina, mayo 19, 1923, Buenos Aires, Rosso, 1923, 31 p.

Lanús (Adolfo), *Al servicio de la República.* Semblanza de Horacio Beccar Varela, Buenos Aires, Comisión de Homenaje, 1953, 162 p.

Lanús (Adolfo), *Campo minado,* Buenos Aires, Establecimientos gráficos Esmeralda, 1942, 157 p.

Lanús (Roque), *Al servico del ejército,* Buenos Aires, s.e., 1946, 143 p.

Lastra (Bonifacio), *Bajo el signo nacionalista,* Buenos Aires, Alianza, 1944, 229 p.

Leonardi (Luis Ernesto), *Dios es justo,* Buenos Aires, A. Colombo, 1958, 398 p.

Lezica (Manuel de), *Recuerdos de un nacionalista,* Buenos Aires, Astral, 1968, 118 p.

Liceaga (José), *Apreciaciones sobre el plan Prebisch,* Buenos Aires, s.e., 1956, 61 p.

Liceaga (José), ¡ *Petróleo ! Los contratos petroleros y los teóricos del déficit energético,* Buenos Aires, Arayú, 1963, 221 p.

Liga patriótica argentina, *Séptimo congreso nacionalista de la Liga patriótica argentina.* Sesiones del 22, 23, 24 de mayo (1926). Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica argentina, 1926.

Liga patriótica argentina, *Oración pronunciada en nombre de la LPA por Dr Domingo Schiaffino,* Buenos Aires, s.d.[1924], 2 p.

Liga patriótica argentina, *Congreso nacionalista de trabajadores,* Buenos Aires, Biblioteca de la Liga patriótica argentina, 1923.

Lucero (Franklin), *El precio de la lealtad.*Injusticias sin precedentes en la tradición argentina, Buenos Aires, Propulsión, 1959, 251 p.

Lugones (Leopoldo hijo), *Mi padre,* Buenos Aires, Centurión, 1944, 367 p.

Lugones (Leopoldo), *La patria fuerte,* Buenos Aires, Babel, s.d. [1930], 126 p.

Lugones (Leopoldo), *La grande Argentina,* Buenos Aires, Babel, 1930, 230 p.

Luna (Félix), Frondizi (Arturo), *Diálogos con Frondizi,*Buenos Aires, Desarrollo, 1963, 221 p.

Magnet (Alejandro), *Nuestros vecinos justicialistas,* Santiago de Chile, Pacífico, 1954, 215 p.

Mainar (Horacio L.), *La República fuerte,* Buenos Aires, Albacara, 1960, 299 p.

Maligne (Augusto), *Historia militar de la República Argentina durante el siglo 1810 a 1910,* Buenos Aires, La Nación, 1910.

Maligne (Augusto), « El ejército en octubre de 1910 », *Revista de derecho, historia y letras,* mars 1911, p. 397-406.

Martínez (Albert), Lewandowski (Maurice), *L'Argentine du XXᵉ siècle,* Paris, Armand Colin, 1912, 456 p.

Martínez (Carlos J.), *Economía y defensa,* Buenos Aires, Círculo militar.

Matienzo (José Nicolas), *El gobierno representativo federal en la República Argentina,* Buenos Aires, Coni Hermanos, 1910, 381 p.

Mazo (Gabriel del), *El radicalismo. Ensayo sobre su historia y doctrina,* Buenos Aires, Gure, 1957, 2 tomes, 571 et 332 p.

Mende (Tibor), *L'Amérique latine entre en scène,* Paris, Seuil, 1952, 318 p.

Meinvielle (Julio), *Política argentina (1949-1956),* Buenos Aires, Trafac, 1956, 228 p.

Merchensky (Marcos), *Las corrientes ideológicas en la historia argentina,* Buenos Aires, Concordia, 1961, 305 p.

Molina (Ramón), *Defendámos nuestro país ! Contra los peligros de afuera y de adentro que lo acechan,* Buenos Aires, Levante, 1940, 286 p.

Montemayor (Mariano), *Claves para entender a un gobierno,* Buenos Aires, Concordia, 1963 (2e éd.), 245 p.

Montemayor (Mariano), *Presencia política de las fuerzas armadas,* Buenos Aires, Siglo, 1958, 64 p.

Montemayor (Mariano), *Les ideas democráticas y el orden corporativo,* Buenos Aires, Kraft, 1956, 119 p.

Morales (Emilio), « El 17 de octubre de 1945 », *El Obrero,* novembre 1963, p. 19-42.

Moreno (Eugenio), *El fénómeno social del peronismo,* Buenos Aires, Documentos, 1966, 158 p.

Morixe (Horacio), *Régimen legal del petróleo,* Buenos Aires, Librería La Facultad, 1934, 155 p.

Mosconi (Enrique), *El petróleo argentino 1922-1930 (y la ruptura de los trusts petrolíferos inglés norteamericanos el 1° de agosto de 1929),* Buenos Aires, s.e., 1936, 255 p.

Mosconi (Enrique), *Dichos y hechos,* Buenos Aires, s.e., 1938, 201 p.

Nudelman (Santiago), *El régimen totalitario.* Torturas, presos políticos, negociados, Buenos Aires, 1960, 767 p.

Olivieri (Aníbal O.), *Dos veces rebelde.* (Memorias del contralmirante, julio 1945-abril 1957), Buenos Aires, Siglo, 1958.

Orlandini (Hilario), *Vida militar* (reminiscencias), Buenos Aires, Talleres gráficos Rodriguez Giles, 1917, 233 p.

Orona (Juan V.), *La dictadura de Perón,* Buenos Aires, s.e., 1970.

Orona (Juan V.), *La logia que derrocó a Castillo,* Buenos Aires, Ed. del autor, 1966, 141 p.

Orona (Juan V.), *La logia militar que enfrentó a Hipólito Yrigoyen,* Buenos Aires, Ed. del autor, 1965, 193 p.

Orona (Juan V.), *La revolución del 6 de septiembre,* Buenos Aires, Ed. del autor, 1966, 244 p.

Oroño (Nicasio), *La verdadera organización del país o la realización de la máxima : gobernar es poblar,* Buenos Aires, s.e., 1871, 223 p.

Orsolini (Mario Horacio), *Ejército argentino y crecimiento nacional,* Buenos Aires, Arayú, 1965, 283 p.

Orsolini (Mario Horacio), *La crisis del ejército,* Buenos Aires, Arayú, 1966, 93 p.

Oyhanarte (Julio), *Poder político y cambio estructural en la Argentina.* Un estudio sobre el estado de desarrollo, Buenos Aires, Paidos, 1969, 128 p.

Palacio (Ernesto), *Historia de la Argentina,* Buenos Aires, Alpe, 1954.

Palacios (Alfredo F.), *El dolor argentino,* Buenos Aires, Claridad, 1938, 222 p.

Palenque Carreras (Arturo), *La revolución que nos aguarda,* Buenos Aires, Peña Lillo, 1967, 127 p.

Partido comunista de la Argentina, *Programa del Partido comunista de la Argentina,* Buenos Aires, Anteo, 1969, 64 p.

Partido comunista de la Argentina, Comité central. *Esbozo de historia del Partido comunista de la Argentina.* Origen y desarrollo del Partido comunista y del movimiento obrero y popular argentino, Buenos Aires, Anteo, 1947, 152 p.

Partido comunista de la Argentina, *Resoluciones y declaraciones del comité central del Partido comunista de la Argentina,*Buenos Aires, Anteo, 1969, 159 p.

Partido socialista, Comité ejecutivo nacional, *El partido socialista y el movimiento militar del 6 de septiembre,* Buenos Aires, s.e., 1930.

Pavón Pereyra (Enrique), *Vida de Perón,* Unica biografía de Juan Domingo Perón. Preparación de una vida para el mando, 1895-1945, Buenos Aires, Ed. Justicialista, 1965, 255 p.

Pellegrini (Carlos), *Discursos y escritos.* Selección y estudio preliminar de José María Bustillo, Buenos Aires, Estrada, 1959, 353 p.

Peluffo (Lorenzo), *Querella en Santander,* Buenos Aires, s.e., 1955, 83 p.

Peralta (Pablo), *Hojarasca,* Buenos Aires, Biblioteca del suboficial, volume LXX, 1934, 192 p.

Perelman (Angel), *Como hicimos el 17 de octubre,* Buenos Aires, Coyoacán, 1961, 79 p.

Pérez Rocco (Jorge), « El golpe contra Illia », *Inédito,* 11 janvier 1967 - 8 novembre 1967.

Perina (Emilio), *Detrás de la crisis,* Buenos Aires, Periplo, 1960 (2e éd.), 303 p.

Perón (Juan Domingo), Cooke (William), *Correspondencia Perón-Cooke,* Buenos Aires, Gramica, 1973, 2 tomes, 335 et 399 p.

Descartes (Juan Domingo Perón), *Política y estrategia,*Buenos Aires, s.e., 1953, 101 p.

Perón (Juan Domingo), *Libro azul y blanco,* Buenos Aires, Azul y Blanco, 1946, 127 p.

Perón (Juan Domingo), *La hora de los pueblos,* Madrid, Buenos Aires, Norte, 1968, 193 p.

Perón (Juan Domingo), *Los vende-patria.* Las pruebas de una traición, Buenos Aires, Freeland, 1972 (éd. Caracas, 1957), 243 p.

Perón (Juan Domingo), *Tres revoluciones militares,* Buenos Aires, Escorpión, 1963, 190 p.

Perón (Juan Domingo), *El pueblo quiere saber de que se trata,* Buenos Aires, César Carrizo, 1944, 240 p.

Perón (Juan Domingo), *El pueblo ya sabe de que se trata,* Buenos Aires, Freeland, 1973 (nouvelle édition), 237 p.

Perón (Juan Domingo), *Conducción política,* Buenos Aires, Freeland, 1971, 368 p.

Perón (Juan Domingo), *La comunidad organizada,* Buenos Aires, Continental Service, 1964, 85 p.

Perón (Juan Domingo), *Del poder al exilio.* Cómo y quienes me derrocaron, Buenos Aires, s.e., [1968], 64 p.

Perón (Juan Domingo), *Significado de la defensa nacional desde el punto de*

vista militar, La Plata, Universidad de La Plata, Curso superior de cultura universitaria, Cátedra de defensa nacional, 1945.

Peter (José), *Crónicas proletarias*, Buenos Aires, Esfera, 1968. 234 p.

Pichon Rivière (J.), « L'avenir de l'Argentine ». *Bulletin SEDEIS*, avril 1964 (Futuribles).

Pinedo (Federico), *En tiempo de la República*, Buenos Aires, Mundo forense, 1946, tome 1, 197 p.

Plater (Guillermo D.), *Una gran lección*. La Plata, Almafuerte, 1956, 249 p.

Prado, *Cuarenta años de vida militar*. Rasgo biográfico del coronel D. Eduardo Munilla, Buenos Aires, Centenario, 1913, 271 p.

Pueyrredón (Honorio), *La sociedad anónima Iunamtorg ante la justicia federal*, Buenos Aires, Talleres gráficos Ferrari, 1931, 40 p.

Puigbó (Raúl) et al., Instituto de ciencia política de la Universidad del Salvador, *La « revolución argentina ». Análisis y prospectiva*, Buenos Aires, Palma, 1966, 210 p.

Puiggrós (Rodolfo). *Historia crítica de los partidos políticos argentinos*. Buenos Aires, J. Alvarez, 1967, 192 p. (III, *Las Izquierdas y el problema nacional)*.

Quebracho (pseudonyme de Liborio Justo). *Prontuario : Una autobiografía*, Buenos Aires, 1956, 209 p.

Quinterno (Carlos Alberto), *Historia reciente. La crisis política argentina entre 1955 y 1966*, Buenos Aires, Huemul, 1970, 287 p.

Rabinovitz (Bernardo), *Sucedió en la Argentina (1943-1956). Lo que no se dijo*, Buenos Aires, Gure, 1956, 239 p.

Ramos (Jorge Abelardo), *Historia política del ejército argentino*. De la logia Lautero a la industria pesada, Buenos Aires, Peña Lillo, 1959, 79 p.

Ramos (Jorge Abelardo), *Revolución y contra-revolución en la Argentina*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1965. 2 tomes, 437 et 711 p.

Real (Juan José), *30 años de historia argentina*. Acción política y experiencia histórica, Buenos Aires, Actualidad, 1962, 256 p.

Repetto (Nicolás), *Los socialistas y el ejército*. Buenos Aires, 1946, 266 p.

Repetto (Nicolás), *Mi paso por la política*. De Uriburu a Perón, Buenos Aires, Santiago Rueda, 1957, 232 p.

Revolución argentina. Breve historia de las fuerzas armadas, Buenos Aires, Argentina socialista, Voz juvenil, 1962.

Reynolds (Francisco), *La revolución del 6 de septiembre de 1930. Acción militar*, Buenos Aires, Ismael Colombo, 1969, 53 p.

Rojas (Isacc F.), *El décimo aniversario de la revolución libertadora*. Buenos Aires, s.e., 1965, 28 p. .

Rottjer (Enrique I.), *Mitre, militar*, Buenos Aires, Coni, 1937, 444 p.

Rottjer (Enrique I.), *Oriente y occidente (año 1952-1958)*, Buenos Aires, Círculo militar, Biblioteca del oficial, 1959, 504 p.

Ruíz Guiñazú (Alejandro), *Posición argentina ante la guerra*,Buenos Aires, s.e., 1940, 16 p.

Sábato (Ernesto), *El otro rostro del peronismo. Carta abierta a Mario Amadeo*, Buenos Aires, Imprenta López, 1956, 118 p.

Sáenz Peña (R.), *La reforma electoral y temas de política internacional,* Buenos Aires, Raigal, 1952, 213 p.

Sánchez Sañudo, « La encrucijada de la libertad » in Benegas Lynch (Alberto) et al., *El estado y la libertad,* Buenos Aires, Centro de estudios sobre la libertad, 1965, 23 p.

Sánchez Sorondo (Matias G.), *El espíritu militar.* Conferencia pronunciada en la Escuela naval en Río Santiago, el 22 de agosto de 1939, Buenos Aires, 1939, 19 p.

Sánchez Zinny (E.F.), *El culto de la infamia.* Historia documentada de la segunda tiranía argentina, Buenos Aires, Stilcograf, 1959 (3ᵉ éd.), 2 vol., 679 p.

Santa Pinter (José J.), « Las fuerzas armadas argentinas frente al gobierno y el comunismo », *Estudios sobre el comunismo* (Santiago de Chile), octobre-décembre 1962, p. 7-14.

Santander (Silvano), *Nazismo en la Argentina.* La conquista del ejército, Buenos Aires, Pueblos Unidos, 1945.

Santander (S.), *Técnica de una traición.* Juan D. Perón y Eva duarte, agentes del nazismo en la Argentina, Buenos Aires, Antygua, 1955, 128 p.

Saravia (José Manuel H.), *Hacia la salida,* Buenos Aires, Emecé, 1968, 226 p.

Sarobe (José María), *Al servicio de la democracia. Memorias sobre la revolución del 6 de septiembre de 1930,* Buenos Aires, Gure, 1957, 324 p.

Savio (Manuel N.), *Política de producción metalúrgica argentina,* Buenos Aires, UIA, Institudo de estudios y conferencias industriales, 1942, 37 p.

Scalabrini Ortiz (Raúl), *Política británica en el Río de la Plata,* Buenos Aires, Plus Ultra, 1965, 360 p.

Selser (Gregorio), *Argentina a precio de costo.* El gobierno de Frondizi, Buenos Aires, Iguazú, 1965, 304 p.

Senesi (Francisco), *Hipólito Yrigoyen y los armamentos navales,* Buenos Aires, s.e., 1947, 29 p.

Silenzi de Stagni (Adolfo), *El petróleo argentino.* Version taquigráfica de la clase extraordinaria... dictada el 26 de mayo de 1955, en la Facultad de derecho y ciencias sociales de la Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, Problemas nacionales, 1955 (3ᵉ éd.), 159 p.

Sindicato de Luz y fuerza, *Cien años contra el pais,* Buenos Aires, Ed. « 2 de Octubre », 1970, 205 p.

Sisson (H.D.), *Le pôle latin de l'Amérique : la République Argentine,* Paris, Plon, 1910. 328 p.

Smith (Carlos), *Al pueblo de mi patria.* Buenos Aires, Talleres gráficos del Estado-mayor del ejército, 1918.

Spilimbergo (Jorge Enea), *Nacionalismo oligárcico o nacionalismo revolucionario,* Buenos Aires, Amerindia, 1958, 126 p.

Sola Molina (José Humberto), *Discurso referente al 2° Plan quinquenal* pronunciado el día 3 de febrero de 1953, Buenos Aires, Ministerio de guerra, 1953.

Tercer movimiento histórico (3 MH), *Del peronismo al tercer movimiento histórico,* Buenos Aires, 1964, 108 p.

Torre (Lisandro de la), *Obras,* 1, *Controversias políticas,* 1957 (3ᵉ éd.), 356 p.

2, *Lucha antiimperialista,* 1958 (3ᵉ éd.), 519 p. 3, *Campañas presidenciales,* 1960 (2ᵉ éd.), 315 p. 6, *Política agraria y municipal,* 1954 (2ᵉ éd.), 320 p. Buenos Aires, Hemisferio.

Torre (Lisandro de la), *Cartas íntimas a Elvira Aldao de Díaz,* Buenos Aires, Futuro, 1951, 133 p.

Torres (José Luis), *Algunas maneras de vender la patria.* Datos para la autopsia de une política en liquidación, Buenos Aires, s.e., 1940.

Torres (Arturo), *Elpido González. Biografía de una conducta.* Semblanza por Arturo Capdevila, Buenos Aires, Raigal, 1951, 128 p.

Torres (José Luis), *La década infame,* Buenos Aires, s.e., 1945.

Tres revoluciones (Los últimos veintiocho años). Ciclo de mesas redondas organizado por el Instituto de extensión universitaria de la Facultad de derecho y ciencias sociales, Buenos Aires, Perrot, 1959.

Uriburu (Felix E.), *La palabra del general Uriburu.*Discursos, manifiestos, declaraciones y cartas publicadas durante su gobierno, Buenos Aires, Roldán, 1933, 175 p.

Uriburu (Eduardo J.), *El Plan Europa. Un intento de liberación nacional,* Buenos Aires, Cruz y Fierro, 1970, 213 p.

Valenti Ferro (E.), *La crisis social y política argentina,* Buenos Aires, Librería La Facultad, Bernabé y Cía, 1937, 185 p.

Vargas (Angel), *Vida de Amadeo Sabattini,* Buenos Aires, Cívica, 1966, 222 p.

Vedia y Mitre (Mariano de), *La revolución del 90 (origen y fundación de la Unión cívica. Causas, desarrollo, consecuencias de la revolución de julio),* Buenos Aires, Talleres gráficos L.J. Rosso, 1929, 270 p.

Vernengo (Aníbal J.), *Mí actuación en los preliminares y en el movimiento del 6 de septiembre de 1930,* Buenos Aires, s.e., 1935.

Victorica (J.A. García), « La formación histórica del ejército argentino », *Anales de la Facultad de Derecho* (Buenos Aires), VII, 1911, p. 401-468.

Villafañe (Benjamín), *La miseria de un país rico.* Proteccionismo y libre cambio. Atentados a la República. Industria muerta o en agonía ; *Política económica suicida.* País conquistado. Conferencia de la Rioja, Jujuy, 1926-1927, n.p.

Villafañe (Benjamín), *Hora obscura.* La ofensiva radical extremista contra la sociedad argentina. Si Ud tiene algo que perder, lea este libro, Buenos Aires, s.l., 1935, 179 p.

Villafañe (Benjamín). *La tragedia argentina.* El Palomar, La Chade, La corporación y coordinación de transportes y otros negociados. Buenos Aires, s.e., 1943, 430 p.

Villafañe (Benjamín),*El general Uriburu y la revolución de septiembre,* Buenos Aires, s.e., 1947, 62 p.

Villafañe (Benjamín), *El irigoyenismo no es un partido político. Es una enfermedad nacional y un peligro público.* Contestación del gobernador de Jujuy a sus detractores, Jujuy, Talleres gráficos del Estado, 1935, 149 p.

Villafañe (Benjamín), *El momento político actual. La acción y la fronda,* s.e., 20 de enero 1928, n.p.

Villafañe (Benjamín),*Irigoyen, el último dictador,* Buenos Aires, Moro Tello, 1922, 416 p. *Degenerados,* 2a parte de *Irigoyen,* 218 p. *Tiempos en que la mentira y el robo engendran apóstoles,* s.e., [1928].

Villegas (Guillermo Orisis), *Política de frontera, desarollo y seguridad nacional.* Buenos Aires, Universidad argentina John F. Kennedy, s.d., 1963, 20 p.

Von Simons (Walter), *Santander bajo la lupa. Técnica de un papelón,* Buenos Aires, Alumine, 1956, 138 p.

Walsh (Rodolfo), *El caso Satanowsky,* Buenos Aires, La Flor, 1973, 177 p.

Walsh (Rodolfo), *¿ Quién mató a Rosendo ?,* Buenos Aires, Tiempo contemporáneo, 1969, 144 p.

Weill (Félix J.), *Argentine riddle,* New York, John Day, 1944.

Welles (Summer), *L'heure de décision,* New York, Brentanos, 1946, 2 tomes, 447 p.

Yotuel (Alan), *Guerra revolucionaria y comunismo,* Buenos Aires, La Mandrágora, 1961, 124 p.

Yrigoyen (Hipólito), *Pueblo y gobierno,* Buenos Aires, Raigal, 1955, tome 1, *La intransigencia,* 298 p.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Biblioteca nacional militar, *Catálogo de materias militares,* Buenos Aires, Círculo militar argentino, 1957, 484 p.

Bureau d'Informations et de prévisions économiques, *Etude comparative des structures économiques de la production de viande bovine.* Etude réalisée pour le Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, Neuilly-sur-Seine, 1965.

CIDA (Comisión interamericana de desarrollo agrícola), *Tenencia de la tierra y desarrollo socio-écónómico del sector agrícola. Argentina,* Washington, Unión panamericana, 1965, 152 p.

Davie (Maurice), *World immigration,* New York, Macmillan and C°, 1936, 588 p.

Diccionario biográfico panamericano.Argentina, Brasil, Chile, Buenos Aires, Kraft, 1953, 615 p.

FIAT/OECEI, *Veinticinco años de la vida económica y financiera de la Republica Argentina,* Buenos Aires, Fiat, 1961.

Fundación Bariloche, Departemento de sociología. *Datos comparativos de las provincias argentinas,* San Carlos de Bariloche, 1970.

Granillo Fernández (Abraham), *« Bodas de Oro ». 1961-1966,* Buenos Aires, Circulo militar, Biblioteca del oficial, 1966, 295 p.

Guía de sociedades anónimas. Responsabilidad limitada y cooperativas, Buenos Aires, Ad Hoc, 1942-1943, 1943-1944, 1957.

Guía de la Cámara de comercio Norte americana en Argentina et *Directory of American business in Argentina.* The Chamber of Commerce of the USA in Argentina, Buenos Aires, Cámara de comercio, 1967.

El intercambio económico de la República Argentina en 1916. Informe, Buenos Aires, Compañía sud-americana de billetes de banco, 1917, 97 p.

Jockey Club, *Nómina de los socios al* 22 de noviembre de 1926, 87 p ; 1 de enero de 1943, 103 p ; 1 de abril de 1960, 104 p ; 1 de abril de 1959, 100 p.

Loftus (J.E.), *Latín American defence expenditures,* Santa Monica, Rand Corporation, janvier 1968.

The military balance, 1970, Londres, Institute for Strategic Studies Publication, 1971 ; *ibid. 1974,* 1975.

Nations Unies, CEPAL, *La distribución del ingreso en América latina.* New York, 1970, 142 p.

Nations Unies CEPAL, *Análisis y proyecciones del desarrollo económico,* V, *El desarrollo económico de la Argentina,* Parte I, *Los problemas y perspectivas del crecimiento económico,* Parte 2, *Los transportes,* México, 1959.

Nations Unies, CEPAL, *El desarrollo social de América latina en la posguerra,* Buenos Aires, Solar-Hachette, 1963, 164 p.

Nations Unies, CEPAL, *Problemas y perspectivas del desarrollo industrial latino americano,* Buenos Aires, Solar-Hachette, 1964, 169 p.

Nations Unies, CEPAL, *Estudio económico de América Latina,*New York, 1956-1973.

Nations Unies, CEPAL, *Las inversiones extranjeras en América Latina,* New York, 1955.

Nations Unies, CEPAL, *Boletín económico para América Latina,* New York, 1956-1970.

Nations Unies, FAO, *L'économie mondiale de la viande,* Rome, 1965, (Monographie des produits, 40).

Nueva guía social, Buenos Aires, Editiones sociales argentinas, 1970, 690 p.

Ortiz (Ricardo M.), *Historia económica de la Argentina, 1850-1930,* Buenos Aires, Pampa y Cielo, 1964, 2 vol., 318 et 349 p.

Quién es quién en La Argentina. Biografías contemporáneas, Buenos Aires, Kraft, 1943, 1950, 1955, 1939, 1941, 1968.

Sociedad rural argentina, *Nómina de socios*, 31 de julio 1938, 79 p ; 31 de julio 1948, 130 p ; 31 de mayo 1956, 193 p ; 31 de mayo 1962, 270 p ; 31 de mayo 1964, 250 p.

Sudameris (Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud), *Rapport de conjoncture.* Paris, décembre 1970, 1971, 1972, 1973.

Tornquist (Ernesto), *The economic development of the Argentine Republic in the last fifty years,* Buenos Aires, s.e., 1919.

*Twentieth century impressions of Argentina.*Its history, people, commerce, industries and resources, Londres, Lloyd's Greater Britain Publishing Company, 1911, 850 p.

Unión Panamericana, *América en cifras,* Washington, 1965-1970.

Willcox (Walter F.), *International migrations,* New York, National Bureau of Economic Research, 1929-1931, 200 p.

Wood (D.), *Armed forces in Central and South America,* Londres, Institute for Strategic Studies, 1967, 26 p.

SOURCES SECONDAIRES

Allub (Leopoldo), *Estado y sociedad civil : patrón de emergencia y desarrollo del Estado argentino,* México, El Colegio de México, 1974, 83 p.

Altimir (O.), Santamaría (H.), Sourouille (J.), « Los instrumentos de promoción industrial en la posguerra », *Desarrollo económico,* juillet-septembre 1967, 149-172.

Alvarez (Juan), *Estudios sobre las guerras civiles argentinas,* Buenos Aires, Juan Roldán, 1914, 221 p.

« Argentina and the beef trade », *Bank of London and South American review,* mai 1969, p. 271-282.

Atking (Georges Pope), Thompson (Larry V.), « German military influence in Argentina, 1921-1940 », *Journal of Latin American studies,* novembre 1972.

Babini (Nicolás), *Enero de 1919,* Buenos Aires, Sepa, 1956, 123 p.

Bagú (Sergio), *Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina,* Caracas, Instituto de investigaciones económicas y sociales, 1969, 147 p.

Baily (Samuel), « Argentine, search for consensus », *Current history,* novembre 1966.

Baily (Samuel), *Labor, nationalism and politics in Argentina,* New Brunswick, Rutgers University Press, 1967.

Balve (Beba), Murmis (Miguel) et al, *Lucha de calles, lucha de clases : elementos para su análisis (Córdoba, 1971-1969),* Buenos Aires, Rosa Blindada, 1973, 204 p.

Borón (Atilio A.), « La evolución del régimen electoral y sus efectos sobre la representación de los intereses populares : el caso de Chile », *Revista latinoamericana de ciencia política,* décembre 1971, p. 211-243.

Borroni (Otto), Vacca (Roberto), *La vida de Eva Perón.*Testimonios para su historia, Buenos Aires, Galerna, 1970, 351 p.

Bourricaud (François), « Règles du jeu en situation d'anomie ; le cas péruvien », *Sociologie du travail,* 3, 1967, p. 330-334.

Bourricaud (François), « Remarques sur l'oligarchie péruvienne », *Revue française de science politique,* 4, 1964, p. 675-708.

Bourricaud (François) et al, *La oligarquía en el Perú. 3 ensayos y una polémica.* Lima, Moncloa-Campodonico, 1971 (2e éd.), 232 p.

Bourricaud (François), « La classe dirigeante péruvienne : oligarchies et industriels », *Revue générale belge,* décembre 1967, p. 31-53.

Brodersohn (Mario S.), « Sobre modernización y autoritarismo y el estancamiento inflacionario argentino », *Desarrollo económico,* octobre-décembre 1973, p. 590-605.

Bruce (James), *Those perplexing argentines,* New York. Eyre and Spottiswoods, 1954, 362 p.

Burgin (Mirón), *Aspectos económicos del federalismo argentino.* Buenos Aires, Solar-Hachette, 1969, 392 p.

Callelo (Hugo), *Poder político y populismo.* Del peronismo a la subversión y otros ensayos, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1973.

Cantón (Darío), *Materiales para el estudio de la sociología política en la Argentina,* Buenos Aires, Ed. del Instituto, 1969, 2 tomes, 278 p. et 478 p.

Cardoso (F.H.), *Politique et développement dans les sociétés dépendantes,* Paris, Anthropos, 1971, 293 p.

Carri (Roberto), *Sindicatos y poder,* Buenos Aires, Sudestada, 1967, 187 p.

Ciria (Alberto), *Partidos y poder en la Argentina moderna (1930-1946),* Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1964, 330 p.

Conil Paz (Alberto), Ferrari (Gustavo), *Política exterior argentina 1930-1962,* Buenos Aires, Huemul, 1964, 275 p.

Cornblit (Oscar), « La opción conservadora en la política argentina », *Desarrollo económico,* janvier-mars 1975, p. 599-639.

Cortes Conde (Roberto), Gallo (Ezequiel), *La formación de la Argentina moderna,* Buenos Aires, Paidos, 1967, 103 p.

Cuatro revoluciones argentinas, Buenos Aires, Club Nicolas Avellaneda, 1960.

Cuccorese (Horacio Juan), *Historia económica financiera argentina (1862-1930),* Buenos Aires, El Ateneo, 1966.

Díaz Alejandro (Carlos F.), *Exchange-rate devaluation in a semi-industrialized country. The experience of Argentina, 1955-1961,* Cambridge, MIT, 1966, 210 p.

Díaz Alejandro (Carlos F.), *Essays on the economic history of the Argentine Republic,* New Haven et Londres, Yale University Press, 1970, 549 p.

Díaz Araujo (Enrique), *El GOU (Grupo obra de unificación) en la revolución de 1943. Una experiencia militarista en la Argentina.* Mendoza, Universidad de Mendoza, 1970, 293 p. multigr.

Di Tella (Torcuato), Germani (Gino), Graciarena (Jorge) et al. *Argentina, sociedad de masas,* Buenos Aires, Eudeba, 1965, 285 p.

Di Tella (Torcuato), « La búsqueda de la fórmula política argentina », *Desarrollo económico,* mars 1972, p. 317-325.

Di Tella (Guido), Zymelman (Manuel), *Las etapas del desarrollo económico argentino,* Buenos Aires, Eudeba, 1967, 540 p.

Fayt (Carlos S.), *Naturaleza del peronismo.* Confrontaciones..., Buenos Aires, Viracocha, 1967, 415 p.

Fayt (Carlos S.), *El político armado. Dinámica del proceso político argentino. 1960-1971,* Buenos Aires, Pannedille, 1971, 251 p.

Ferns (H.S.), *Britain and Argentine in the XIXth Century,* Oxford, Oxford University Press, 1960, 518 p.

Ferrer (Aldo) et al, *Los planes de estabilización en la Argentina,* Buenos Aires, Paidos, 1969.

Ferrer (Aldo), *La economía argentina.* (Las etapas de su desarrollo y problemas actuales), Mexico - Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 1963, 266 p.

Folino (N.), *Barceló y Ruggierito, patrones de Avellaneda,* Buenos Aires, Centro Editor de América latina, 1971, 112 p.

Gambino (Hugo), *El 1er (primer) gobierno peronista,* Buenos Aires, Centro Editor de América latina, 1971, 119 p.

García Lupo (Rogelio), « Argentina : la conspiración de la ultra derecha católica », *Política,* septembre 1967, p. 435-444.

García Lupo (R.), « El ejército argentino : mosaíco dominado por la caballeria », *Política*, mai 1967, p. 61-71.

Germani (Gino), *Política y sociedad en una época de transición.* (De la sociedad tradicional a la sociedad de masas), Buenos Aires, Paidos, 1962, 266 p.

Germani (Gino), *Estructura social de la Argentina*, Buenos Aires, Raigal, 1955, 278 p.

Girardet (Raoul) et al, *La crise militaire française. 1945-1962.* Aspects sociologiques et idéologiques, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1964, 240 p.

Goldwert (Marvin), *Democracy, militarism and nationalism in Argentina. 1930-1966.* An interpretation, Austin, University of Texas Press, 1972, 253 p.

Graciarena (Jorge), *Poder y clases sociales en el desarrollo de América latina*, Buenos Aires, Paidos, 1967, 284 p.

Graham Yool (Andrew), *Tiempo de tragedia. Cronología de la revolución argentina*, Buenos Aires, La Flor, 1971, 133 p.

Hanson (Simon G.), *Argentine meat and the British market. Chapters in the history of the Argentine meat industry.* Stanford, Stanford University Press, 1937, 294 p.

Herrero (Felix), *Aspectos legales de la promoción industrial en la Argentina*, Buenos Aires, De Tella, 1965 (2e éd.), 327 p.

Hodson (H.V.), *Slump and recovery 1928-1937.* A survey of world economic affairs, Londres, Oxford University Press, 1938, 484 p.

Huntington (Samuel P.), *Political order in changing societies*, New Haven, Yale University Press, 1968, 488 p.

Imaz (José Luís de), *La clase alta de Buenos Aires*, Buenos Aires, Investigaciones y trabajos del Instituto de sociologia de la Universidad de Buenos Aires, 1962, 88 p.

Imaz (José Luís de), *Los que mandan*, Buenos Aires, Eudeba, 1964, 250 p.

Janowitz (Moriss), *The professional soldier. A social and political portrait*, Glencoe, The Free Press of Glencoe, 1965, 464 p.

Janowitz (Moriss), *The new military, changing patterns of organization*, New York, Russel Sage Foundation, 1964, 369 p.

Johnson (Kenneth F.), *El espectro de la ideología política argentina. Ensayos y medidas*, Buenos Aires, s.e., 1967, 73 p.

Joxe (Alain), *Las fuerzas armadas en el sistema político de Chile*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970, 176 p.

Kitchen (Martin), *The German officer corps (1810-1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 242 p.

Kvaternik (Eugenio), « Fórmula o fórmulas. Algo más sobre nuestro sistema político », *Desarrollo económico*, octobre-décembre 1972, p. 613-629.

Laclau (Ernesto), « Argentina — imperialist strategy and the may crisis », *New left review*, juillet-août 1970, p. 3-21.

Lefort (Claude), *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971, 367 p.

Levene (Gustavo Gabriel) ed., *Presidentes argentinos*, Buenos Aires, C.G. Fabril, 1962, 299 p.

Luna (Felix), *Alvear*, Buenos Aires, Libros argentinos, 1956, 332 p.

Luna (Felix), *Yrigoyen*, Buenos Aires, Desarrollo, 1964, 446 p.

Luna (Felix), *Los caudillos*, Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1966, 286 p.

Luna (Felix), *El 45, Crónica de un año decisivo*. Buenos Aires, Jorge Alvarez, 1969, 637 p.

Macdonald (Austin F.), *Government of the Argentine Republic*, New York, T.Y. Crowell, 1942, 476 p.

Mamalakis (H.), « The theory of sectorial clashes », *Latin American research review*, 4 (3), 1970, p. 9-46.

Martorell (Guillermo), *Les inversiones extranjeras en la Argentina*, Buenos Aires, Galerna, 1969, 176 p.

Mercier Vega (Luis) et al., *Fuerzas armadas, poder y cambio*, Caracas, Tiempo Nuevo, 1972, 364 p.

Merkx (Gilbert W.), « Sectorial clashes and political change : the Argentine experience », *Latin American research review*, 4 (3), 1970, p. 89-116.

Moore (Clement H.), « Authoritarian politics in unincorporated society », *Comparative politics*, janvier 1974, p. 193-218.

Mora y Araujo (Manuel), « Comentarios sobre la búsqueda de la fórmula política argentina », *Desarrollo económico*,octobre-décembre 1972, p. 623-629.

Murmis (Miguel), Portantiero (Juan Carlos), *Estudios sobre el peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971, 129 p.

Needler (M.), *Political development in Latin America : instability, violence, evolutionary change*, New York, Random House, 1968, 210 p.

Nordlinger (Eric A.), « Soldiers in mufti : the impact of military rule upon economic and social changes in the non-Western states », *American political science review*, décembre 1970, p. 140-157.

O'Donnell (G.A.), « Modernización y golpes militares. Teoría, comparación, y el caso argentino, *Desarrollo económico*,octobre-décembre 1972, p. 519-566.

Ossowski (Stanislas), *La structure de classes dans la conscience sociale* (Traduit du polonais par A. Posner), Paris, Anthropos, 1971, 323 p.

Peralta Ramos (Mónica), *Etapas de acumulación y alianzas de clases en la Argentina. (1930-1970)*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1972, 189 p.

Perlmutter (Amos), « The praetorian state and the praetorian army (toward a taxonomy of civil-military relations in developing countries) », *Comparative politics*, 3 avril 1969, p. 382-404.

Perriaux (Jaime), *Las generaciones argentinas*, Buenos Aires, Eudeba, 1970, 164 p.

Ponce (Aníbal), *Sarmiento, constructor de la nueva Argentina y la vejez de Sarmiento*, Buenos Aires, J.H. Matera, 1958, 291 p.

Potash (Robert A.), *The army and politics in Argentina. 1928-1945. Yrigoyen to Perón*, Stanford, Stanford University Press, 1969, 314 p.

Rapoport (A.), « The political dimension of military usurpation », *Political science quarterly*, décembre 1968.

Rattenbach (Benjamín), *Sociologia militar*. Una contribución a su estudio, Buenos Aires, s.e., 1958, 150 p.

Rennie (Ysabel), *The Argentine Republic*, New York, Macmillan, 1945, 432 p.

Romero (José Luis), *Las ideas políticas en la Argentina,* México, Fondo de cultura económica, 1959, 148 p.

Rouquié (Alain), *Le mouvement Frondizi et le radicalisme argentin,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1967, 122 p.

Rouquié (Alain), « Manuel Gálvez, écrivain politique (Contribution à l'étude du nationalisme argentin), *Cahiers des Amériques latines,* 3-4, 1970, p. 93-110.

Rouquié (Alain), « Révolutions militaires et indépendance nationale en Amérique latine (1968-1971) », *Revue française de science politique,* octobre et décembre 1971, p. 1045-1068 et 1234-1259.

Rouquié (Alain), « Adhesión militar y control político del ejército en el régimen peronista (1946-1955), *Aportes,* janvier 1971, p. 74-93.

Rouquié (Alain), « Le vote péroniste en 1973 », *Revue française de science politique,* juin 1974, p. 469-498.

Rowe (James W.), *Argentina's restless military.* American Universities Fieldstatt. Reports Service East Coast South America Series, vol. XI, n° 2, J.W.R. 2-64, p. 449-463 (Argentina).

Rowe (James W.), *A note on Argentina.* American Universities Fieldstatt. Reports Service East Coast South America Series, vol. XI, n° 3, J.W.R. 3-64, p. 597-635 (Argentina).

Rustow (Dankwart), *A world of nations.* Problems of political modernization, Washington, The Brooking Institution, 1967.

Sbarra (Noel A.), *Historia del alambrado en la Argentina,* Buenos Aires, Eudeba, 1964, 191 p.

Schmitter (P.C.), « Path to political development in Latin America », *Proceedings of the Academy of political science,* 30 (4), 1972, p. 83-105.

Schmitter (Philippe C.) et al., *Military rule in Latin America. Function, consequences and perspectives,* Beverley Hills, Sage Publications, 1973, 322 p.

Scobie (James), *Revolution on the pampas. A social history of Argentine wheat. 1860-1910,* Austin, The University of Texas Press, Institute of Latin American Studies, 1964. Edit. argentine, Buenos Aires, Solar-Hachette, 1968, 245 p.

Scobie (James), *La lucha por la consolidación de la nacionalidad argentina, 1852-1862,* Buenos Aires, Hachette, 1965.

Senén González (Santiago), Torre (Juan Carlos), *Ejército y sindicatos (los 60 días de Lonardi),* Buenos Aires, Galerna, 1969, 151 p.

Shils (Edward A.), Janowitz (Morris), « Cohesion and desintegration in the Wehrmacht in world war II », *Public opinion quaterly,* 12, 1948, p. 280-315.

Silvert (Kalmann H.), *Economics, Democracy and honesty, an assessment of the Frondizi regime,* American Universities Fieldstatt Reports Service VII 10 avril 1960, 15 p.

Silvert (Kalmann), *Expectant people. Nationalism and development.* New York, Ramdom House, 1960, 489 p.

Snow (P.G.), « Parties and politics in Argentina : the election of 1962 and 1963 », *Midwest Journal of political science,* février 1965, p. 1-36.

Solaún (Mauricio), Quinn (Michael A.), *Sinners and heretics ; the politics of military intervention in Latin America,* Urbana, Londres, University of Illinois Press, 1973, 228 p.

Spalding (Hobart), *La clase trabajadora argentina. Documentos para su historia, 1890-1912,* Buenos Aires, Galerna, 1970, 640 p.

Springer (Philip B.), « Disunity and disorder : factional politics in the Argentine military » in Bienen (Henry). *The military intervenes, case studies in political development,* New York, Russel Sage Foundation, 1968, p. 145-168.

Stepan (Alfred), *The military in politics. Changing patterns in Brazil,* Princeton, Princeton University Press, 1971, 313 p.

Sueldo (Horacio J.), *Las fuerzas armadas. Argentina 1930-1960,* Buenos Aires, Sur, 1960, p. 158-177.

Szichman (Mario), « Del derrocamiento de Illía a la segunda década infame », *Política* (Caracas), octobre 1967, p. 61-72.

Taylor (Philip B.), *Government politics of Uruguay,* New Orleans, Tulane University, 1962, 285 p.

Van Dicke (R.), « Les appareils militaires dans les formations sociales dépendantes d'Amérique latine », *Sociologie et sociétés,* novembre 1971, p. 175-188.

Vilas (Carlos María), « Dinámica del conflicto político y de la dominación social en la República Argentina », *Revista latinoaméricana de ciencia política,* avril 1972, p. 86-112.

Whitaker (Arthur), *Argentine upheaval : Perón's fall and the new regime,* New York, Praeger, 1956.

Williams (John H.), *El comercio internacional argentino en un régimen de papel moneda inconvertible. 1880-1900.* Traduit de l'anglais, Revista de la facultad de ciencias económicas, 1922. (Tiré à part).

Woolf (S.J.) et al., *The nature of fascism,* Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968, 261 p.

Woolf (S.J.) et al., *European fascism,* Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968, 386 p.

Zuvekas (Clarence) Jr, « Economic growth and income distribution in postwar Argentina », *Interamerican economic affairs,* hiver 1966, p. 19-38.

INDEX

Ce livre a été
composé, imprimé et broché
par l'Imprimerie Chirat
42540 Saint-Just-la-Pendue
en novembre 1977
Dépôt légal N° 12207